

UTM
Université
de Toulouse - Le Mirail
Département Géographie
et Aménagement

INPT - ENSAT
Institut National Polytechnique
de Toulouse
Ecole Nationale Supérieure
Agronomique de Toulouse

ENFA
Ecole Nationale
de Formation
Agronomique

Ecole doctorale « Temps, Espaces, Sociétés, Cultures »
UMR « Dynamiques Rurales »

THESE

présentée

DEVANT L'UNIVERSITE DE TOULOUSE - LE MIRAIL

en vue de l'obtention du

DOCTORAT DE L'UNIVERSITE DE TOULOUSE - LE MIRAIL

Spécialité « Etudes Rurales »

par

Hélène MBOLIDI-BARON

LES CONDITIONS DE DURABILITE DE LA PRODUCTION DE LA CANNE A SUCRE A LA MARTINIQUE : UNE APPROCHE TERRITORIALE

VOLUME I

Soutenue le 17 décembre 2002, devant le jury composé de :

M. Dominique COQUART, Professeur d'économie, ENSAT, Toulouse	Président
M. Philippe JOUVE, Directeur scientifique du CNEARC, Montpellier	Directeur
M. Maurice BURAC, Professeur de Géographie, Université des Antilles-Guyane	Rapporteur
M. François BART, Professeur de Géographie, Université de Bordeaux III	Rapporteur
M. Jean PILLEBOUE, Maître de conférence en Géographie, UTM, Toulouse	Examineur
M. Robert DOMAINGUE, Chef du Programme canne à sucre, CIRAD-CA, Montpellier	Examineur
M. Raymond ROSEMAIN, Directeur du CTCS-Martinique	Examineur

UTM
Université
de Toulouse - Le Mirail
Département Géographie
et Aménagement

INPT - ENSAT
Institut National Polytechnique
de Toulouse
Ecole Nationale Supérieure
Agronomique de Toulouse

ENFA
Ecole Nationale
de Formation
Agronomique

Ecole doctorale « Temps, Espaces, Sociétés, Cultures »
UMR « Dynamiques Rurales »

THESE

présentée

DEVANT L'UNIVERSITE DE TOULOUSE - LE MIRAIL

en vue de l'obtention du

DOCTORAT DE L'UNIVERSITE DE TOULOUSE - LE MIRAIL

Spécialité « Etudes Rurales »

par

Hélène MBOLIDI-BARON

LES CONDITIONS DE DURABILITE DE LA PRODUCTION DE LA CANNE A SUCRE A LA MARTINIQUE : UNE APPROCHE TERRITORIALE

VOLUME I

Soutenue le 17 décembre 2002, devant le jury composé de :

M. Dominique COQUART, Professeur d'économie, ENSAT, Toulouse	Président
M. Philippe JOUVE, Directeur scientifique du CNEARC, Montpellier	Directeur
M. Maurice BURAC, Professeur de Géographie, Université des Antilles-Guyane	Rapporteur
M. François BART, Professeur de Géographie, Université de Bordeaux III	Rapporteur
M. Jean PILLEBOUE, Maître de conférence en Géographie, UTM, Toulouse	Examineur
M. Robert DOMAINGUE, Chef du Programme canne à sucre, CIRAD-CA, Montpellier	Examineur
M. Raymond ROSEMAIN, Directeur du CTCS-Martinique	Examineur

Ce travail a été effectué en grande partie au Centre technique de la canne et du sucre de Martinique, dirigé par M. Raymond Rosemain, à qui je fais part de ma profonde gratitude pour avoir eu confiance en ce projet, m'avoir « soutenue dans l'adversité » et m'avoir permis de prendre la disponibilité nécessaire par rapport à mes attributions au CTCS pour mener cette recherche à terme.

M. Philippe Jouve, Directeur scientifique du CNEARC et Directeur de l'UMR SAGERT (Systèmes agraires et gestion durable des ressources et des territoires tropicaux et méditerranéens), m'a fait l'honneur de bien vouloir diriger ce travail, qu'il a suivi de très près. Après avoir été son élève dix ans auparavant, j'ai pu apprécier durant ces quatre années sa rigueur, sa disponibilité et ses précieux conseils. Qu'il me soit permis de lui témoigner ma vive et sincère reconnaissance.

A M. Dominique Coquart, Professeur d'économie à l'ENSAT, qui a accepté de diriger cette thèse en collaboration avec M. Jouve, m'a amenée avec beaucoup de patience à sortir de l'agronomie et explorer d'autres domaines, en me donnant aussi le courage de mes prises de position, je souhaite exprimer mes plus sincères remerciements.

A M. Etienne Hainzelain, ancien responsable du programme canne à sucre du CIRAD, je souhaite exprimer ma profonde reconnaissance pour son engagement et sa confiance dans ce projet, pour m'avoir offert la collaboration scientifique et financière du CIRAD et m'avoir si judicieusement guidée en début de thèse.

Je prie M. Hubert Manichon et son successeur à la direction du département CA du CIRAD, M. Alain Capillon, de trouver ici l'expression de ma respectueuse gratitude pour avoir soutenu ce projet, dans le cadre d'une convention CIFRE (Convention industrielle de formation à la recherche) avec le CTCS. Je leur sais gré également pour leur soutien et leurs conseils avisés. A travers eux, mes remerciements s'adressent à la Direction du CIRAD, pour avoir accepté également d'encadrer la formation doctorale dans le cadre d'un CIF (Congé individuel de formation, financé par le FAFSEA).

A M. Robert Domaingue, actuel responsable du programme canne à sucre du CIRAD-CA, je tiens à exprimer mes vifs remerciements pour m'avoir aussi fait part de sa confiance et de ses encouragements et me faire l'honneur de participer au jury.

J'adresse mes plus vifs remerciements à M. Jean Pilleboue, Maître de conférence en géographie à l'Université de Toulouse - Le Mirail, pour m'avoir acceptée au sein de l'équipe de recherche Dynamiques rurales, et pour l'intérêt dont il a témoigné pour ce travail. Je le remercie également de m'avoir fait l'honneur de bien vouloir examiner mon manuscrit et siéger au jury.

M. Maurice Burac, Professeur de géographie à l'Université Antilles-Guyane et M. François Bart, Professeur de géographie à l'Université de Bordeaux III, ont accepté de juger ce travail et d'en être les rapporteurs. Qu'ils trouvent ici l'expression de ma sincère reconnaissance. Je tiens également à

remercier chaleureusement M. Burac pour son aide précieuse sur les questions relatives à l'AOC rhumière Martinique et le soutien du Laboratoire Géode Caraïbe, qu'il dirige.

Les discussions que nous avons eues avec M. Emile Eadie, historien, physicien et poète, ainsi qu'avec M. André Lucrèce, sociologue, m'ont été des plus bénéfiques. Je leur en suis vivement reconnaissante.

M. Jean-Luc Paul, de l'Université Antilles-Guyane, et Mlle Marie-Françoise Zébus, de l'INRA Guadeloupe, M. Hubert Devautour, Mme Marie-Jeanne Valony et M. Jean-Pierre Boutonnet, Mme Isabelle Touzard et M. Jean-Marc Touzard, chercheurs ou enseignants-chercheurs au CIRAD, à l'ENSAM et au CNEARC, m'ont offert leur soutien, leurs gentillesse et leurs précieux conseils. Qu'ils trouvent ici l'expression de mes sincères remerciements et de mon amitié.

Pour leur efficace collaboration sur le terrain lors des enquêtes, mais aussi pour m'avoir aidée à regarder d'un œil neuf une réalité qui m'était déjà si quotidienne, pour leur amicale sympathie et leur complicité, j'adresse mes vifs remerciements à Mlle Maguelonne Joët et M. Stéphane Sanchez.

Ma sincère reconnaissance va également à l'endroit de toute l'équipe du Cnearc, en particulier Mme Angeline Ducros, Mme Marie-Jo Courtier, M. et Mme Brochet, ainsi qu'aux membres de l'équipe du programme Canne à sucre du CIRAD, à Montpellier et en Guadeloupe, dont l'accueil m'a profondément touchée. Qu'ils trouvent chacun ici l'expression de mes remerciements pour leur contribution de près ou de loin à l'aboutissement de ce travail.

Aux acteurs de la filière canne, je tiens à exprimer toute ma reconnaissance pour leur précieuse contribution, leur accueil et leur disponibilité, pour m'avoir donné de leur temps et m'avoir fait partager leur expérience et leur réflexion¹. Puisse ce travail leur être utile.

Pour leur collaboration, leur soutien permanent, mais aussi la bonne ambiance de travail à laquelle ils contribuent, j'adresse ma profonde gratitude à mes collègues du CTCS. Ne pouvant tous les citer, je tiens à souligner combien ce travail leur doit à maint égards et je les remercie pour leur amitié. Je suis particulièrement reconnaissante envers M. Eugène Marie-Sainte, qui m'a formée à la canne et m'a fait bénéficier de sa longue et riche expérience de « vétéran », envers Mme Isabelle Jean-Baptiste, qui a su reprendre avec efficacité et vaillance le service agronomique, et envers Mme Colette Marie-Sainte, qui m'a appris à « soigner la mise en forme » d'un document.

Enfin, je ne saurais terminer ces remerciements sans dire tout le réconfort et l'aide que j'ai trouvé auprès de ma famille et de mes amis de Montpellier et de Martinique, à qui je dois tant.

¹ Ne pouvant nommer toutes les personnes qui ont collaboré aux enquêtes et échanges informels, nous avons mis en annexe la liste des personnes-ressource.

SOMMAIRE

VOLUME I

Table des illustrations.....	i
Liste des sigles et abréviations	vi

INTRODUCTION.....	1
--------------------------	----------

1^{ère} PARTIE – PROBLEMATIQUE ET CADRE GENERAL	8
--	----------

CHAPITRE I – PROBLEMATIQUE, CADRE DE LA RECHERCHE ET BASES THEORIQUES	9
CHAPITRE II – L'HISTOIRE DE LA CANNE A LA MARTINIQUE : L'HISTOIRE DU TERRITOIRE MARTINICAIS	69
CHAPITRE III – TERRITOIRE, PRODUITS ET ACTEURS DE LA FILIERE CANNE	107

2^{ème} PARTIE - LA PRODUCTION DE CANNE : MODALITES ET CONDITIONS DE DURABILITE	177
--	------------

CHAPITRE IV – CONDUITE DE LA CANNE : QUELS ECARTS ENTRE TECHNIQUES ET PRATIQUES ?	178
CHAPITRE V – DIMENSION ENVIRONNEMENTALE : DE LA REPRODUCTIBILITE AGRO-ECOLOGIQUE AUX PAYSAGES	227
CHAPITRE VI – DIMENSION ECONOMIQUE : VIABILITE DES UNITES DE PRODUCTION ET CONTRIBUTION A L'ECONOMIE TERRITORIALE	275
CHAPITRE VII – DIMENSION SOCIALE : DE LA VIVABILITE A LA DYNAMIQUE SOCIO-TERRITORIALE	382
CHAPITRE VIII – DIMENSION FONCIERE : TRANSMISSIBILITE INTERGENERATIONNELLE ET PRESERVATION DES TERRES AGRICOLES	471
CHAPITRE IX – SUR QUELLES UNITES APPUYER LA DURABILITE DE LA PRODUCTION CANNIERE ?	492

VOLUME II

3^{ème} PARTIE - QUELLE CONTRIBUTION DE L'AOC AU MAINTIEN DE LA PRODUCTION DE CANNE ? ...	525
--	------------

CHAPITRE X – L'AOC "RHUM AGRICOLE MARTINIQUE" : UNE LONGUE CONSTRUCTION.....	526
CHAPITRE XI – PRINCIPE DE BASE DE L'AOC : ANCRAGE AU TERROIR OU AU TERRITOIRE ?	540
CHAPITRE XII – DES STRATEGIES D'ENTREPRISES SECTORIELLES OU TERRITORIALES ?	579
CHAPITRE XIII – IDENTITE ET DEVELOPPEMENT, POUR LE RHUM ET POUR LE TERRITOIRE	605

CONCLUSION	642
-------------------------	------------

BIBLIOGRAPHIE (Classement alphabétique)	654
BIBLIOGRAPHIE (Classement thématique).....	675

ANNEXES

TABLE DES MATIERES

Figure 9 : Double orientation industrielle de la canne dans la filière étudiée	121
Figure 10 : La filière canne et ses deux sous-filières	122
Figure 11 : Les grands types de rhums produits à la Martinique	125
Figure 12 : Classification des 276 producteurs de canne recensés en 2001 et échantillonnage pour les enquêtes.....	128
Figure 13 : Organigramme des distilleries agricoles en relation avec leur approvisionnement en canne en 2001.....	168
Figure 14 : Organigramme des distilleries agricoles en relation avec la commercialisation du rhum en 2000.....	168
Figure 15 : Typologie sommaire des distilleries agricoles.....	169
Figure 16 : Cycle de récolte et cycle total.....	182
Figure 17 : Pluviométrie mensuelle (en mm) et calendrier cultural pour la canne.....	182
Figure 18 : Facteurs et critères influençant la décision de replanter et pratiques mises en œuvre	208
Figure 19 : Effets externes de la production et de la transformation de canne sur l'environnement en feedback.....	229
Figure 20 : Niveaux d'incidences du brûlage de la canne.....	249
Figure 21 : Pollutions agricoles et érosion – causes et incidences sur la qualité des eaux.....	254
Figure 22 : Grille d'analyse spatio-temporelle pour évaluer les effets des pratiques agricoles.....	274
Figure 23 : Relations entre pratiques, milieu, peuplement cultivé et élaboration du revenu.....	277
Figure 24 : Schéma d'élaboration du rendement de la canne à sucre à la Martinique	278
Figure 25 : Synthèse des principaux critères influençant la décision de brûler avant récolte	293
Figure 26 : Multiplicité et réciprocité des liens relatifs à la dimension sociale de la production cannière	382
Figure 27 : Schéma de fonctionnement simplifié du système d'activités	414
Figure 28 : Relations techniques et financières entre l'EAG et ses colons	419
Figure 29 : Trajectoire d'évolution des types de systèmes d'activités.....	494
Figure 30 : Etapes de la construction de l'AOC « Rhum agricole Martinique ».....	538
Figure 31 : Schéma théorique représentant le système Terroir / Canne / Vin / Rhum	541
Figure 32 : Multiplication des facteurs d'ancrage au territoire de la stratégie de qualification AOC	543
Figure 33 : De la réduction de la diversité artificielle à la valorisation de la diversité naturelle.....	590
Figure 34 : Campagne de presse nationale pour l'AOC Martinique en 1998	612
Figure 35 : Campagne de presse nationale pour l'AOC Martinique en 1999	613

Graphiques

Graphique 1 : Evolution et répartition de la production de canne de 1952 à 2001	8
Graphique 2 : Production de sucre et de rhum de 1952 à 2001.....	9
Graphique 3 : Production de rhum (industriel et agricole) de 1952 à 2001	9
Graphique 4 : Evolution du nombre de producteurs de canne depuis 1981	12
Graphique 5 : L'émergence de la banane à la Martinique	90
Graphique 6 : Surface plantées en canne et en banane à la Martinique de 1960 à 2000	98
Graphique 7 : Evolution de la population des planteurs depuis 1981 selon le lieu de livraison.....	129
Graphique 8 : Nombre de planteurs par classe de livraisons de 1991 à 2001	130
Graphique 9 : Tonnage de canne livré par classe de livraisons de 1991 à 2001	130
Graphique 10 : Répartition des livraisons de canne à l'usine du Galion en 2001	134
Graphique 11 : Tonnage de cannes broyées en distilleries sur une quinzaine d'années.....	166
Graphique 12 : Nombre de fournisseurs en distilleries sur une quinzaine d'années	166
Graphique 13 : Principales variétés et proportion de la surface plantée en 2000.....	198
Graphique 14 : Répartition des variétés de canne à la Martinique de 1970 à 2001	199
Graphique 15 : Modes de récolte en 1992	221
Graphique 16 : Modes de récolte en 2000	221
Graphique 17 : Coûts et temps de travaux pour l'approvisionnement en boutures.....	283
Graphique 18 : Relation entre la pluviométrie de janvier à juin et le CP.....	300
Graphique 19 : Répartition des postes dans le coût de production pour le mode III.....	316
Graphique 20 : Répartition des postes dans le coût de production pour le mode IV.....	316
Graphique 21 : Répartition des opérations dans le coût de production pour le mode III	316
Graphique 22 : Répartition des opérations dans le coût de production pour le mode IV	316
Graphique 23 : Marges-types par hectare, avec et sans subventions aux planteurs	323
Graphique 24 : Marges-types par hectare, en intégrant les subventions et la rémunération du planteur.....	326
Graphique 25 : Productivité de la terre et du travail selon le mode de conduite.....	331
Graphique 26 : Répartition des jours de récolte pour le mode I.....	334
Graphique 27 : Détermination graphique de l'UMV pour le mode I, selon le nombre d'UTF pour la coupe.....	337
Graphique 28 : Détermination graphique de l'UMV pour le mode II, selon le nombre d'UTF pour l'entretien	338

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Photographies

Photo 1 : Siège de l'Exploitation agricole du Galion.....	133
Photo 2 : Une partie du domaine du Galion, autour de l'usine du même nom.....	133
Photo 3 : Parcelles de canne et de banane de petits planteurs (en topographie accidentée).....	138
Photo 4 : Le Centre technique de la canne et du sucre, Station Petit Morne.....	138
Photo 5 : Exploitation Bellevue et distillerie JM Crassous de Médeuil.....	142
Photo 6 : Exploitation et distillerie Neisson.....	142
Photo 7 : Distillerie Depaz et Exploitation agricole La Montagne Pelée - Détails.....	146
Photo 8 : Distillerie Depaz et Exploitation agricole La Montagne Pelée - Vue générale.....	146
Photo 9 : Une partie du domaine de la SMCS, à proximité de la distillerie Saint-James.....	150
Photo 10 : La distillerie Trois Rivières, entourée de son exploitation.....	150
Photo 11 : Exploitation et distillerie La Mauny.....	152
Photo 12 : Exploitation du Lareinty (habitation Gaigneron), entre canne et banane.....	152
Photo 13 : Une partie de l'Exploitation Lapalun, un parcellaire entièrement cannier.....	156
Photo 14 : La distillerie du Simon, sur la côte atlantique.....	156
Photo 15 : La Favorite, dernière distillerie lamentinoise.....	161
Photo 16 : La distillerie Dillon, au cœur de la ville.....	161
Photo 17 : Le Galion, dernière unité sucrière de la Martinique.....	163
Photo 18 : Ramassage des cannes au cane-loader.....	219
Photo 19 : Mécanisation totale avec une récolteuse-tronçonneuse-chargeuse.....	221
Photo 20 : Paysage de canne dans le Nord Caraïbe.....	269
Photo 21 : Brûlage d'une parcelle de canne au crépuscule.....	449
Photo 22 : Les vestiges de l'usine du Lareinty, théâtre de mémoire.....	464
Photo 23 : Flèches de canne.....	466
Photo 24 : Un cultivateur entretenant ses cannes dans un jardin-réole.....	519
Photo 25 : Une colonne à distiller.....	570

Cartes

Carte 1 : La canne et ses industries au sein du tissu économique martiniquais.....	2
Carte 2 : Localisation des distilleries à la Martinique à la fin du XIX ^e siècle.....	85
Carte 3 : La canne à sucre et ses industries dérivées – Evolution de 1960 à 1980 –.....	100
Carte 4 : Relief de la Martinique.....	108
Carte 5 : Pluviométrie annuelle moyenne à la Martinique (en mm).....	110
Carte 6 : Carte simplifiée des sols de la Martinique.....	112
Carte 7 : Aire de production de la betterave et de la canne.....	118
Carte 8 : Surfaces en canne par commune en 2000.....	266
Carte 9 : Zones bénéficiaires de l'ICHN.....	322
Carte 10 : Surface plantée en canne.....	554
Carte 11 : Surface classée en AOC.....	554

Figures

Figure 1 : Première approche des conditions de maintien de la canne à la Martinique.....	32
Figure 2 : Recherche d'un optimum de bien-être dans une perspective de développement durable.....	41
Figure 3 : Liens entre l'exploitation agricole et son environnement spatio-temporel.....	47
Figure 4 : Conditions de durabilité de la production cannière et incidences potentielles sur le développement durable du territoire.....	54
Figure 5 : Modèle simplifié du fonctionnement d'un système agraire.....	59
Figure 6 : Combinaison des différentes notions réunies dans la définition de « territoire ».....	61
Figure 7 : Tiges de canne adulte et système racinaire.....	117
Figure 8 : Bouture en phase de levée.....	117

Graphique 29 : Production de canne sur 40 ans dans les DOM.....	344
Graphique 30 : Production de canne sur 40 ans dans les îles de la Caraïbe (hors DFA).....	344
Graphique 31 : Les douze plus grands pays producteurs de canne en 2001	345
Graphique 32 : Les douze plus grands pays producteurs de sucre en 2001	346
Graphique 33 : Evolution de la production sucrière des DOM depuis 1970.....	348
Graphique 34 : Répartition des 14 000 t de sucre consommé sur le marché martiniquais	350
Graphique 35 : Répartition des 7 500 t de sucre du marché de bouche	351
Graphique 36 : Répartition des 6 500 t de sucre du marché industriel.....	351
Graphique 37 : Répartition de l'enveloppe de 18,3 millions d'euros (120 MF) votée en 2001	356
Graphique 38 : Parts de marché par catégorie de spiritueux.....	359
Graphique 39 : Evolution du contingent d'exportation de rhum des pays ACP	361
Graphique 40 : Importations de rhum en provenance des ACP/Pays Tiers/DOM dans l'UE	363
Graphique 41 : Evolution de la production rhumière des DOM	367
Graphique 42 : Répartition des types de rhums produits dans les DOM	368
Graphique 43 : Répartition inter-DOM de la production de rhum agricole	368
Graphique 44 : Evolution des flux d'expédition de rhum des DOM vers l'UE (1986-1999).....	369
Graphique 45 : Répartition de la production rhumière par produits en 1999	370
Graphique 46 : Répartition de la commercialisation totale de rhum en 1999	370
Graphique 47 : Production et commercialisation du rhum de Martinique	373
Graphique 48 : Prix de la tonne de canne en sucrerie et SMIC horaire	410
Graphique 49 : Consommation de rhum sur le marché français à partir de 1951	534
Graphique 50 : Parts du marché martiniquais occupées en 1999, par les différentes marques	595
Graphique 51 : Volumes des exportations suivant le conditionnement	599
Graphique 52 : Production et exportation des différentes distilleries de Martinique en 1999	602
Graphique 53 : Evolution de la vente de rhum à la Martinique	626

Tableaux

Tableau 1 : Chiffres de la filière canne en 2000 et 2001.....	7
Tableau 2 : PIB par habitant des Antilles françaises et de quelques pays voisins en 1997	15
Tableau 3 : Occupation de la SAU à la Martinique en 1989 et 2000	16
Tableau 4 : Importations et exportations par zones géographiques - Martinique, 2000.....	19
Tableau 5 : Grille générale pour l'analyse transverse des critères de durabilité de la production cannière	53
Tableau 6 : Echelles d'études et niveaux d'organisation (entre « territoires » et « systèmes »)	64
Tableau 7 : Evolution des habitations et de la population entre 1664 et 1671	72
Tableau 8 : Répartition des types d'habitations en 1671	73
Tableau 9 : Ouverture d'usines centrales de 1870 à 1890.....	78
Tableau 10 : Répartition des contingents selon les colonies en 1934	88
Tableau 11 : Contraste entre grandes et petites exploitations livrant aux usines en 1963.....	93
Tableau 12 : Comparaison des hausses salariales et du prix du sucre.....	95
Tableau 13 : Nombre d'unités sucrières et rhumières à la Martinique depuis 1946	99
Tableau 14 : Fermeture d'usines sucrières de 1962 à 1974	101
Tableau 15 : Données moyennes des campagnes sucrières sur la période 1975-1980, Réunion-Guadeloupe-Martinique	111
Tableau 16 : Exigences climatiques et préférences édaphiques de la canne	118
Tableau 17 : Répartition des planteurs par classes de livraison en 2001 pour la filière.....	127
Tableau 18 : Répartition des planteurs par classes de livraison en 2001 à l'usine du Galion	127
Tableau 19 : Répartition des surfaces de l'Exploitation agricole du Galion	132
Tableau 20 : Caractéristiques des exploitations de distilleries agricoles en 2001	155
Tableau 21 : Répartition du tonnage de cannes broyées en 2001	164
Tableau 22 : Caractérisation des livraisons aux unités de transformation en 2001.....	165
Tableau 23 : Différenciation des principaux modes de conduite de la canne	185
Tableau 24 : Liste des principaux hybrides retirés de la culture (ou en phase de disparition) depuis la création du CTCS.....	198
Tableau 25 : Comparaison des trois modes de plantation et d'approvisionnement en plants	201
Tableau 26 : Exportations en N, P, K (en kg par tonne de canne utilisable)	209
Tableau 27 : Restitutions et besoins de la canne et apports recommandés à la Martinique	209
Tableau 28 : Recommandations pour l'apport d'éléments minéraux.....	210
Tableau 29 : Principaux types de machines successivement utilisées pour la récolte de la canne à la Martinique	218
Tableau 30 : Caractéristiques et tendances évolutives des modes de récolte de la canne	220

Tableau 31 : Grille d'analyse des critères environnementaux de durabilité (A)	227
Tableau 32 : Lutte biologique contre le borer à la Martinique	240
Tableau 33 : Effets du brûlage de pré-récolte sur le plan agro-écologique et environnemental.....	252
Tableau 34 : Effluent moyen formé suite à la fabrication d'un hectolitre d'alcool pur.....	257
Tableau 35 : Grille d'analyse des critères économiques de durabilité (B).....	278
Tableau 36 : Coûts de préparation de sol, selon la méthode conventionnelle et une méthode de conservation.....	283
Tableau 37 : Coûts et temps de travaux requis pour l'approvisionnement en boutures	283
Tableau 38 : Réduction des coûts d'entretiens annuels	285
Tableau 39 : Avantages et inconvénients imputés aux cultures associées	286
Tableau 40 : Des systèmes traditionnels aux systèmes modernes d'associations de culture.....	287
Tableau 41 : Comparaison des coûts de la coupe en cannes brûlées et non brûlées	289
Tableau 42 : Comparaison des coûts de récolte en cannes brûlées et non brûlées	294
Tableau 43 : Exemple-type de coût et produit pour le mode de conduite I.....	305
Tableau 44 : Exemple-type de coût et produit pour le mode de conduite II, en prestation totale	307
Tableau 45 : Exemple-type de coût et produit pour le mode de conduite II, en prestation partielle	309
Tableau 46 : Exemple-type de coût et produit pour le mode de conduite III	311
Tableau 47 : Exemple-type de coût et produit pour le mode de conduite IV	313
Tableau 48 : Coûts de production annuels théoriques – répartition par poste.....	314
Tableau 49 : Coûts de production annuels théoriques – répartition par séquence.....	314
Tableau 50 : Rentabilité économique des quatre modes de conduite, sans subvention.....	317
Tableau 51 : Montant de l'aide à la (re)plantation et à l'amélioration foncière	318
Tableau 52 : Financement de l'aide à la mécanisation	319
Tableau 53 : Normes d'attribution des subventions de mécanisation	320
Tableau 54 : Rentabilité économique des quatre modes de conduite, avec subventions.....	324
Tableau 55 : Matrice de rentabilité pour le mode de conduite I – Marge 2	328
Tableau 56 : Matrice de rentabilité pour le mode de conduite I – Marge 3	328
Tableau 57 : Marges dégagées par un colon (EAG) et un petit planteur de distillerie.....	329
Tableau 58 : Temps de travaux selon le mode de conduite de la canne (en h/ha).....	330
Tableau 59 : Productivité de l'heure de travail (en F/ha)	330
Tableau 60 : Revenu disponible annuel, selon la surface en canne.....	332
Tableau 61 : Revenus disponibles annuels en mode I	334
Tableau 62 : Répartition sur l'année du revenu par ha en mode I.....	335
Tableau 63 : UMV identifiée selon le mode de conduite et le nombre d'UTF	339
Tableau 64 : Comparaison du secteur cannier dans les DOM en 2000.....	342
Tableau 65 : Canne et banane dans les DOM en 1999	343
Tableau 66 : Valorisation de la production de canne (en millions de francs) en 1999.....	343
Tableau 67 : Comparaison du secteur sucrier des DOM en 2000.....	348
Tableau 68 : Quotas de sucre pour la France et les DOM	349
Tableau 69 : Quotas et production de sucre en 2000 – France et DOM –	349
Tableau 70 : Marges sur coûts directs du sucre du Galion en 1999	351
Tableau 71 : Marges sur coûts directs du rhum du Galion en 1999	352
Tableau 72 : Les principaux pays européens consommateurs de rhum	360
Tableau 73 : Fournisseurs de rhum au marché européen	361
Tableau 74 : Comparaison des coûts de revient du rhum entre DOM et pays ACP.....	363
Tableau 75 : Contingents par zones, avant et après la réforme (en HAP).....	365
Tableau 76 : Contingents pour les rhums traditionnels des DOM après la réforme (en HAP)	366
Tableau 77 : Comparaison du secteur rhumier dans les Dom en 2000	368
Tableau 78 : Attribution pré-réforme des contingents (marché local et export)	372
Tableau 79 : Attribution post-réforme des contingents (à l'exportation).....	372
Tableau 80 : Commercialisation du rhum produit à la Martinique	376
Tableau 81 : Grille d'analyse des critères socio-territoriaux de durabilité (C)	384
Tableau 82 : Comparaison de différents revenus en 2001	411
Tableau 83 : Comparaison de la marge par hectare de quelques spéculations agricoles.....	412
Tableau 84 : Aides à la filière canne-sucre-rhum sur 4 ans	439
Tableau 85 : Evaluation des incidences du brûlage de pré- et de post-récolte	449
Tableau 86 : La démographie – Comparaison entre DOM et France.....	479
Tableau 87 : RD potentiel généré par la canne pour le type A1, avec un rendement de 50 t/ha	497
Tableau 88 : RD potentiel généré par la canne pour le type B1, avec un rendement de 70 t/ha	501

Tableau 89 : RD moyen issu de la canne pour le type B2, avec un rendement de 75 t/ha	502
Tableau 90 : Typologie des systèmes d'activités incluant la canne et durabilité des unités de production cannière correspondantes.....	508
Tableau 91 : Synthèse des conditions de durabilité de l'usine du Galion	516
Tableau 92 : Commercialisation du rhum agricole Martinique en 1984 et 1985	534
Tableau 93 : Comparaison de la SAU, de l'aire AOC et des surfaces en canne	558
Tableau 94 : Cahier des charges simplifié de l'AOC (extrait du décret)	564
Tableau 95 : Panorama synthétique des distilleries agricoles martiniquaises en 1999-2000	592
Tableau 96 : Panorama des exportations de rhum agricole Martinique en France en 1999	601
Tableau 97 : Provenance des touristes de séjour en 1998	625
Tableau 98 : Moyennes décennales et perspectives pour filière canne martiniquaise	651

Encarts

Encart 1 : Histoire du Galion de 1843 à 1883 et rôle d'Eugène Eustache	79
Encart 2 : Histoire du Galion de 1884 à 1900 et rôle d'Emile Bougenot.....	80
Encart 3 : Modèle de calcul de marge, selon le rendement et le CP	327
Encart 4 : Modèle de calcul de l'Unité minimale de viabilité (UMV).....	336
Encart 5 : Les édulcorants	347
Encart 6 : Définition européenne du rhum.....	362
Encart 7 : « Le Galion sous perfusion ».....	454
Encart 8 : Mise en place des GFA à la Guadeloupe.....	474
Encart 9 : Problèmes de transmissibilité des unités de production cannière à Maurice	485
Encart 10 : Facteurs d'arômes pour les rhums.....	546
Encart 11 : Le maître de colonne, un personnage central dans la distillerie	622
Encart 12 : Appropriation du rhum comme élément du patrimoine ou promotion touristique ?.....	624
Encart 13 : Deux mondes en souffrance qui s'excluent	637



LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS ^(*)

ACP	Afrique - Caraïbes - Pacifique
ADEP	Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente
AFDI	Association des agriculteurs français et développement international
AMEXA	Assurance mutuelle des exploitants agricoles
ANPE	Agence nationale pour l'emploi
AOC	Appellation d'origine contrôlée
AOP	Appellation d'origine protégée
AOS	Appellation d'origine simple
APPERAM	Association professionnelle des producteurs-embouteilleurs de rhum agricole de la Martinique
ASSATAC	Association syndicale pour l'amélioration des terres affectées à la canne
ATTAC	Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens
BBS	Bellonnie Bourdillon successeurs
BUMIDOM	Bureau de migration des départements d'outre-mer
CARICOM	Caribbean community and common market
CEDUS	Centre d'études et de documentation du sucre
CEGER	Centre de gestion et d'économie rurale
CEMAGREF	Centre national du machinisme agricole, de génie rural, des eaux et des forêts
CIRAD-CA	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement - Département des cultures annuelles
CIRT-DOM	Comité interprofessionnel du rhum traditionnel des DOM
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles
CNEARC	Centre national d'études agronomiques des régions chaudes (Montpellier)
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
CODERUM	Comité (martiniquais) d'organisation et de défense du marché du rhum
COFRAC	Comité français d'accréditation
CP	Coefficient de paiement (pour les cannes livrées en sucrerie à la Martinique)
CRAAG	Centre de recherche agronomique des Antilles-Guyane
CRITT	Centre régional d'innovation et de transfert de technologie
CTCS	Centre technique de la canne et du sucre : mis pour « CTCS-Martinique »
CTE	Contrat(s) territorial(aux) d'exploitation
CTICS	Centre technique interprofessionnel de la canne et du sucre (Guadeloupe et Réunion)
CUMA	Coopérative d'utilisation de matériel agricole
COSSURMA	Compagnie sucrière et rhumière de Martinique
DAC	Magistère « Développement agricole Caraïbe » (UAG, Guadeloupe)
DAF	Direction de l'agriculture et de la forêt
DBO	Demande biologique en oxygène
DCO	Demande chimique en oxygène
DDE	Direction départementale de l'équipement
DFA	Département français d'Amérique (Martinique, Guadeloupe, Guyane)
DGCCRF	Direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes
DIREN	Direction régionale de l'environnement
DOCUP	Document unique de programmation

(*) Certaines abréviations n'ont pas été reportées dans la présente liste, vu le caractère très ponctuel de leur utilisation. C'est notamment le cas de certaines des abréviations mobilisées pour les calculs économiques (chap. VI).

DOM	Département d'outre-mer
DRIRE	Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
EAG	Exploitation agricole du Galion (Trinité)
EAL	Exploitation agricole du Lareinty (Lamentin)
EAMP	Exploitation agricole la Montage Pelée (Saint-Pierre)
ESAT	Ecole supérieure d'agronomie tropicale (CNEARC, Montpellier)
FAO	Food and agriculture organisation of the United nations (Rome)
FENARUM	Fédération nationale des producteurs de rhum
FEOGA	Fonds européens d'orientation et de garanties agricoles
FIDOM	Fonds d'investissement des départements d'outre-mer
FNSAFER	Fédération nationale des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural
GEODE	Géographie, développement, environnement de la Caraïbe (Unité de recherche à l'UAG)
GEREC	Groupe d'études et de recherche en espace créolophone (Unité de recherche à l'UAG)
GMS	Grandes et moyennes surfaces
GREPHY	Groupe régional phytosanitaire
HAP	Hectolitres d'alcool pur (unité de production et de commercialisation du rhum)
ICHN	Indemnité compensatoire de handicap naturel
IEDOM	Institut d'émission des départements d'outre-mer
IFRECOR	Initiative française pour les récifs coralliens
IGN	Institut géographique national
INAO	Institut national des appellations d'origine
INRA-AG	Institut national de recherche agronomique (Antilles-Guyane)
INSEE	Institut national de statistiques et d'études économiques
IRD	Institut de recherche pour le développement (ex-ORSTOM)
MDD	Marques de distributeurs
MSIRI	Mauritius sugar industry research institute (Institut de recherche mauricien sur l'industrie sucrière)
OCM	Organisation communautaire de marché
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONF	Office national des forêts
OPAM	Organisation patriotique des agriculteurs martiniquais
ORSTOM	Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération
PAC	Politique agricole commune
PAF	Production agricole finale
PCRS	Paiement des cannes à la richesse en saccharose
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
POS	Plan d'occupation des sols
POSEIDOM	Programme d'optimisation spécifique à l'éloignement et à l'insularité des DOM
PTOM	Pays et territoire d'outre-mer
RD	Revenu disponible
RdC	Rendement conventionnel. Dénommé Coefficient de paiement (CP) depuis 1996.
RIC	Rhum industriel courant (rhum de mélasse, dénommé depuis 1996 : RTS)
RTS	Rhum traditionnel de sucrerie
SAEM	Société anonyme d'économie mixte
SAFER	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural
SATEC	Société d'aide technique et de coopération
SAPCA	Société anonyme des planteurs de canne associés
SARL	Société anonyme à responsabilité limitée
SAU	Surface agricole utilisée
SCI	Société civile immobilière
SDAORAM	Syndicat de défense de l'appellation d'origine « Rhum agricole Martinique »

SDDS	Schéma directeur départemental des structures
SECI	Station d'essais en cultures irriguées (Sainte-Anne)
SGRSM	Société de gérance des sucreries réunies de Martinique
SICA	Société d'intérêt collectif agricole
SIGAM	Système d'information géographique pour l'agriculture à la Martinique
SMCS	Société martiniquaise de canne à sucre (Sainte-Marie)
SOFRES	Société française d'études marketing et de sondage
SSRM	Société des sucreries réunies de Martinique
SUAD	Service d'utilité agricole de développement (Chambre d'agriculture)
SUAF	Service d'utilité agricole de formation (Chambre d'agriculture)
TNA	Taux de non-alcool
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UAG	Université Antilles-Guyane
UMV	Unité minimale de viabilité (en ha)
UNEP	United nation environnement programme (programme des Nations-Unies pour l'environnement)
UE	Union européenne
UT(A)F	Unité de travail (annuelle) familiale



INTRODUCTION

Carte 1 : La canne et ses industries au sein de tissu économique de la Martinique



D'après © IEDOM, 1993
Institut d'émission des départements d'outre-mer

Historiquement, l'économie de la Martinique repose sur l'exploitation de la canne à sucre. L'expansion coloniale française, débutée au XVI^e siècle, a fait de ce territoire une « île à sucre » pendant près de trois siècles. L'industrie de la canne y connaît de nombreuses restructurations au fil du temps, tandis que ne cesse d'évoluer le contexte socio-économique. A partir de la moitié du XX^e siècle, la production cannière martiniquaise est sujette à un important déclin.

☛ *La canne, le sucre et le rhum à la Martinique à l'aube du XXI^e siècle*

Sur près de 14 000 ha en canne à la Martinique au début des années soixante, il ne reste plus qu'environ 3 300 ha, soit un peu moins de 10% de la surface agricole utilisée (SAU), de 32 041 ha au dernier recensement. La canne est supplantée depuis plusieurs décennies par la banane, dont la surface est estimée en 2000 à 9 300 ha (AGRESTE, 2001a). La carte 1 permet de localiser les surfaces cultivées en canne, ainsi que les unités de transformation associées, au sein du tissu économique de cette île de 1 080 km². Cette spéculation agricole est principalement destinée, à la Martinique, à approvisionner l'industrie sucrière et l'industrie rhumière. Notons d'emblée que cette dernière conduit à deux types de produits, différenciés par leur procédé de fabrication : du rhum agricole, issu de la fermentation directe du jus de canne, et du rhum de sucrerie, issu de la fermentation de la mélasse, sous-produit de fabrication du sucre. L'appareil industriel compte dix unités. L'industrie sucrière de la Martinique, jadis prospère, ne repose plus désormais que sur l'activité d'une seule unité, l'usine du Galion, basée sur la côte atlantique, à Trinité. Les distilleries agricoles, au nombre de neuf, sont caractérisées par une grande dispersion géographique : quatre sont dénombrées au nord de l'île (Neisson, Depaz, Crassous, Saint-James), deux au centre (Dillon, La Favorite) et trois au sud (Simon, La Mauny, Trois-Rivières)¹.

En dehors de l'industrie sucrière et rhumière, existe une petite production de canne, difficile à comptabiliser, utilisée pour la fabrication de jus, de façon artisanale ou semi-industrielle, ainsi que pour la vente de canne de bouche sur les marchés. La canne² est également présente un peu partout sur le territoire, à l'état de touffes dispersées chez les particuliers, dans les jardins domestiques ou jardins créoles.

La production de canne à sucre fait l'objet d'importantes subventions à la Martinique, tandis que des questions récurrentes se posent sur son avenir. Au début des années quatre-vingts, la question était clairement posée par rapport à la culture de la canne et de ses industries : « *la mort de la canne* » semblait programmée, comme un fait inéluctable pour certains. Néanmoins, au cours de la dernière décennie, quelques signes annonciateurs laissent à croire que le déclin de cette production n'est peut-être pas inéluctable. De nombreux espoirs se rattachent à l'Appellation d'origine contrôlée (AOC) « Rhum agricole Martinique », obtenue en novembre 1996, après plus de vingt ans de démarches

¹ Selon la représentation géographique que les Martiniquais se font du territoire, conduisant à considérer Fort-de-France (le chef lieu) au centre et la commune du François (où se trouve la distillerie Le Simon) au Sud, bien que ces deux communes soient situées pratiquement à la même longitude.

² Le terme « canne » présente différents niveaux de lecture : il représente aussi bien la production de canne (en tant que spéculation agricole ou en terme de tonnage récolté), que la plantation de canne ou le champ, la plante (comme ici) ou la tige de canne. On parlera aussi bien de la canne récoltée que du tonnage de cannes broyées.

(JORF, 1996a, 1996 b). Première AOC d'outre-mer et de surcroît attribuée à un alcool blanc, celle-ci classe dorénavant le rhum agricole martiniquais parmi les alcools nobles liés à une origine géographique. Elle prouve que le déclin de la production cannière n'a pas empêché la valorisation par la voie du territoire. Aujourd'hui, le problème du devenir de la canne, posé par le discours ambiant, tend à se ramener à celui de l'usine du Galion : celle-ci doit-elle être maintenue ? Pourtant, cela ne signifie pas que toutes les inquiétudes concernant la culture de la canne ont disparu, ni que l'avenir du rhum est assuré.

Dans un contexte, où optimisme mitigé et inquiétudes se côtoient, les interrogations relatives à l'avenir de cette production agricole se multiplient. Il s'agit d'une demande diffuse et multiforme, émanant des acteurs qui ont investi et continuent d'investir dans la filière canne à la Martinique : tant des acteurs directs, que sont les planteurs et les transformateurs (usiniers et distillateurs), que des bailleurs de fonds (collectivités territoriales, Etat, Europe), des acteurs institutionnels impliqués dans la recherche-développement et l'encadrement de la filière, voire de la société martiniquaise dans son ensemble. En tant que contribuable d'une part, mais aussi en tant qu'acteur individuel participant à la construction d'un territoire, chacun s'interroge sur le devenir de la canne à la Martinique. Faut-il maintenir cette production ? Comment y parvenir ? Les mêmes questions se posent, plus que jamais, pour l'usine du Galion. Ces questions amènent à s'arrêter sur la situation actuelle de la production de canne à la Martinique et à réfléchir à ses conditions de maintien. Une telle réflexion générale devrait permettre de prendre du recul et d'explorer les voies d'évolution possible pour favoriser ce maintien, notamment les actions de recherche et de développement à privilégier au profit de ce secteur d'activité.

Après huit années d'expérience professionnelle comme responsable du service agronomique du Centre technique de la canne et du sucre de Martinique (CTCS³), nous avons mené une recherche visant à apporter des éléments de réponse à une question de développement. Cette démarche a été menée au sein de cet organisme, en collaboration avec le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). Une convention tripartite a été mise en place entre ces deux structures et l'Association nationale de la recherche technique (ANRT), sur trois ans, dans le cadre de l'attribution d'une bourse CIFRE (Convention industrielle de formation à la recherche). Cette dernière va de pair avec l'orientation des travaux dans une perspective de retombées pour le secteur professionnel concerné. Ce montage institutionnel explique la structuration particulière de la présente thèse, en réponse à une demande globale.

Partant de cette entrée très concrète, à partir d'une étude de cas, cette recherche vise également à proposer une méthodologie d'analyse, quant au devenir d'une production agro-industrielle menacée dans un territoire que les conditions socio-économiques semblent disqualifier en partie par rapport à la concurrence mondiale. Quelle procédure adopter pour réfléchir au maintien de telles productions, à partir de l'exemple de la production de canne martiniquaise ? Il s'agit d'avoir une approche scientifique par rapport à une question de développement général.

³ Le Centre technique de la canne et du sucre est l'organisme interprofessionnel chargé de la recherche et du développement pour la canne, le sucre et le rhum à la Martinique.

Dans une première partie, nous présenterons la problématique et le cadre général de l'investigation. La présentation de la problématique propre à la filière canne et élargie au territoire martiniquais conduit à préciser les concepts mobilisés, ainsi que les choix opérés pour la construction de la démarche de recherche. Ce faisant, l'accent est mis sur le concept central de durabilité. Une rétrospective de la mise en place des structures productives et de leur organisation est ensuite effectuée, à travers l'histoire générale de la canne dans l'île. Cette rétrospective, allant de pair avec la mise en lumière des réussites et écueils passés, permet de mieux comprendre le fonctionnement actuel de la filière canne et d'envisager les perspectives qui s'ouvrent à elle en meilleure connaissance de cause. Cette approche historique est suivie d'une présentation de la filière étudiée à l'aube du XXI^e siècle : le territoire (milieu physique), les produits, ainsi que les unités de production et de transformation.

La deuxième partie consiste en une analyse transverse des dimensions environnementale, économique, sociale et foncière de la production cannière, inscrite dans la filière canne, en vue d'appréhender les modalités et conditions de sa durabilité. Avant de plonger au cœur de l'analyse des quatre dimensions précitées, une réflexion sur les modes de conduite de la canne permet d'éclairer les stratégies des planteurs. L'analyse environnementale permet de cerner les impacts de la production et de la transformation de la canne sur les écosystèmes. L'analyse économique amène à explorer la viabilité des unités de production. Ce faisant, une référence aux contextes régional, national et international aide à situer l'importance économique et les spécificités de la production cannière martiniquaise par comparaison à d'autres régions productrices. L'analyse de la dimension sociale rend compte, tant de l'organisation de la filière, que de l'importance de la canne en tant que « ferment culturel », en termes de perceptions et de représentations. Puis, l'analyse de la dimension foncière de la production cannière met en exergue les différences de transmissibilité inter-générationnelle selon les types d'unités, mais aussi la contribution possible à la préservation des terres agricoles. Grâce à une meilleure compréhension du fonctionnement des unités de production, cette deuxième partie devrait permettre, au final, de mieux cerner les conditions de maintien de la production cannière, en englobant les débouchés représentés par le secteur de la transformation.

La troisième partie a pour objet de s'interroger sur la contribution possible de l'AOC « Rhum agricole Martinique » à la durabilité de la production de canne à sucre dans l'île. Après avoir retracé l'histoire de la mise en place de cette appellation, cette partie vise à analyser les rouages de sa construction et à cerner les perspectives offertes, selon le jeu des différents acteurs. Elle amène ainsi à réfléchir aux voies de convergence entre les enjeux individuels et collectifs, à l'intérieur de la filière et du territoire.

En conclusion, la synthèse des conditions de durabilité de la production de canne à la Martinique permet de souligner en quoi une approche territoriale peut s'avérer un atout. C'est également l'occasion de faire le point sur les orientations de recherche et de développement les plus à même de contribuer à la durabilité de la canne à la Martinique.

PREMIERE PARTIE

**PROBLEMATIQUE
ET CADRE GENERAL**

CHAPITRE I :

PROBLEMATIQUE, CADRE DE LA RECHERCHE ET BASES THEORIQUES

Il importe dans un premier temps de reformuler la demande diffuse et multiforme relative à l'avenir de la canne à la Martinique et de traduire les questions qui se posent. Ceci amène à expliciter les menaces qui pèsent sur la production cannière martiniquaise ou les symptômes qui montrent que l'avenir de cette dernière n'est pas assuré.

1. PROBLEMATIQUE

En 2001, l'usine du Galion a broyé 39,6% du tonnage de cannes récoltées à la Martinique et produit 5 727 tonnes de sucre, contre 92 500 tonnes en 1963 (CTCS, 2001). Le tableau 1 récapitule les chiffres de la production de canne, sucre et rhum à l'issue des campagnes 2000 et 2001. Ces résultats soulignent dès lors l'importance de la production de rhum agricole.

Tableau 1 : Chiffres de la filière canne en 2000 et 2001

		2000	2001
CANNE	Surface totale en canne	3 200 ha	3 300 ha
	Estimation de la surface récoltée ⁴	3 084 ha	3 168 ha
	Production totale de canne (en tonnes)	231 402,70 t	203 732,85 t
	Rendement agricole moyen (/surface récoltée)	75 t/ha	64 t/ha
SUCRE & RHUM DE SUCRERIE	Estimation surface totale destinée à la filière sucre	1 230 ha	1 310 ha
	Tonnage de cannes broyées en sucrerie (1 sucrerie-distillerie : l'usine du Galion)	91 768,8 t (39,66%)	80 706,90 t (39,61%)
	Production de sucre roux	5 519,1 t	5 726,6 t
	Rendement industriel (en kg de sucre/t canne broyée)	60,14 kg/t canne	70,96 kg/t canne
	Production de rhum traditionnel de sucrerie	12 189 HAP	10 144 HAP
RHUM AGRICOLE	Estimation surf. tot. destinée à la filière rhum agricole	1 870 ha	1 910 ha
	Tonnage de cannes broyées en distilleries agricoles (9 distilleries agricoles)	139 633,9 t (60,34%)	123 025,95 t (60,39%)
	Production de rhum agricole	77 704 HAP	78 160 HAP
	Rendement industriel (en litres de rhum à 55% vol)	101,2 l /t canne	115,5 l/t canne

* en Hectolitres d'alcool pur.

Sources : - données de la SAEM du Galion et du CODERUM ;
- base de données du CTCS (mise à jour en 2002).

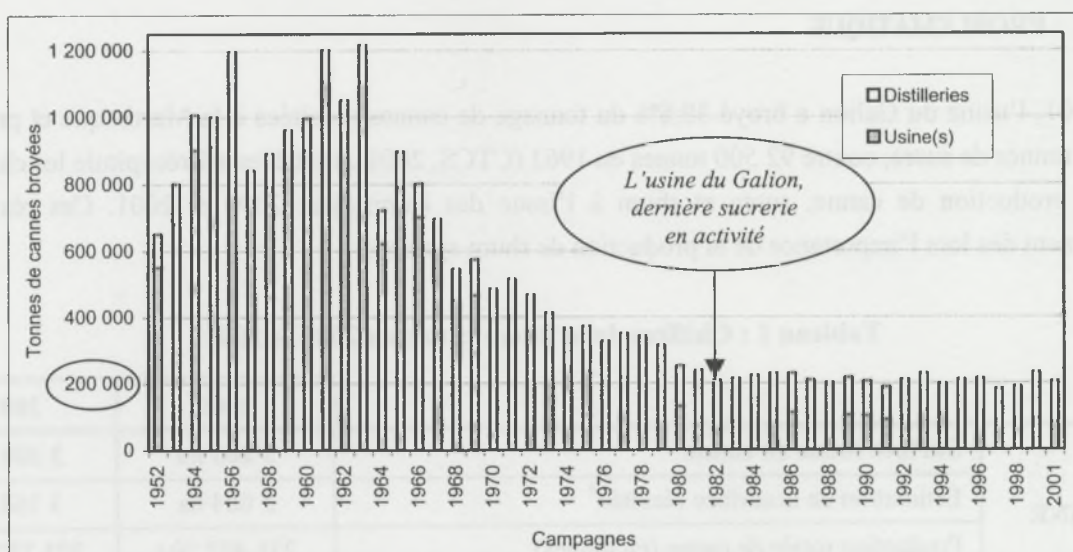
⁴ Surface récoltée, estimée en excluant les pépinières, ainsi que certaines parcelles récemment plantées (cf. annexe 1.2).

La situation contemporaine mérite d'être éclairée par une brève rétrospective de l'évolution de ces productions agro-industrielles, avant de voir les problèmes qui se posent de nos jours à ce secteur d'activité.

1.1. Le déclin de la production de canne : une importance économique moindre

Partant de plus de 1 200 000 tonnes en 1963, la production de canne chute jusqu'à un palier de 200 000 tonnes, autour duquel elle oscille depuis les années quatre-vingts (cf. graphique 1).

Graphique 1 : Evolution et répartition de la production de canne de 1952 à 2001

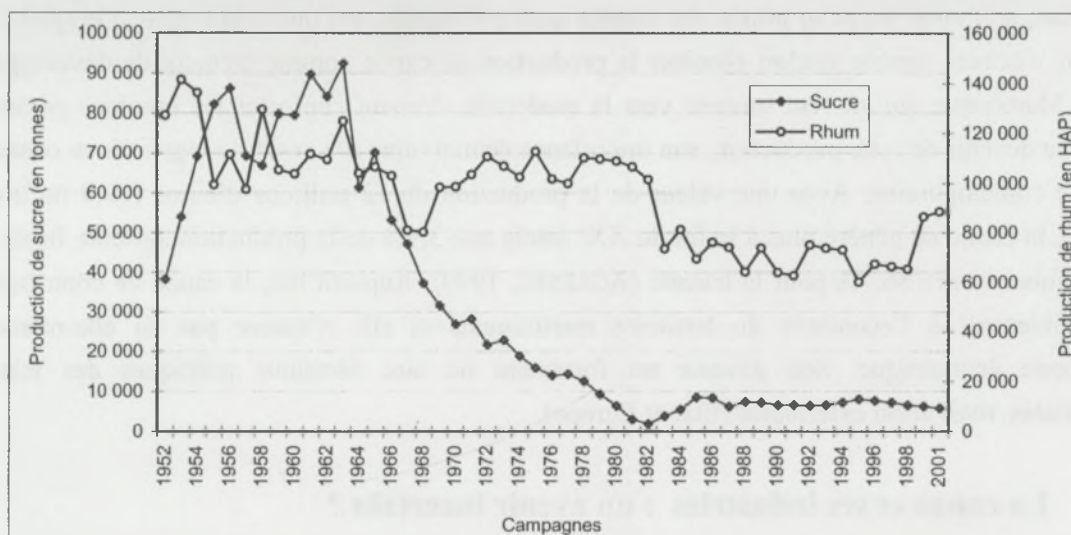


D'après : INSEE et CTCS, 2002⁵. Base de données.

L'année 1981 voit la fermeture de l'usine du Lareinty, avant-dernière sucrerie martiniquaise. En 1982, le secteur sucrier atteint le point le plus bas de son histoire : moins de 60 000 tonnes de cannes broyées, sur les 206 400 tonnes alors comptabilisées par la filière, et seulement 1 979 tonnes de sucre sont fabriquées (CTCS, 2002). La diminution de la production sucrière entraîne une baisse de la production de rhum de sucrerie, de plus de 85% en un demi-siècle. La chute de la production rhumière totale, de 30% sur la même période, est tempérée par la progression du rhum agricole. Cette situation est illustrée par les graphiques 2 et 3, témoignant d'un total de plus de 88 000 hectolitres d'alcool pur (HAP) en 2001.

⁵ Le tableau de données pour les quantités de cannes, sucre et rhum produites est présentée en annexe 1.3, tandis que l'annexe 1.4 récapitule les résultats qualitatifs correspondant aux livraisons de canne à l'usine du Galion.

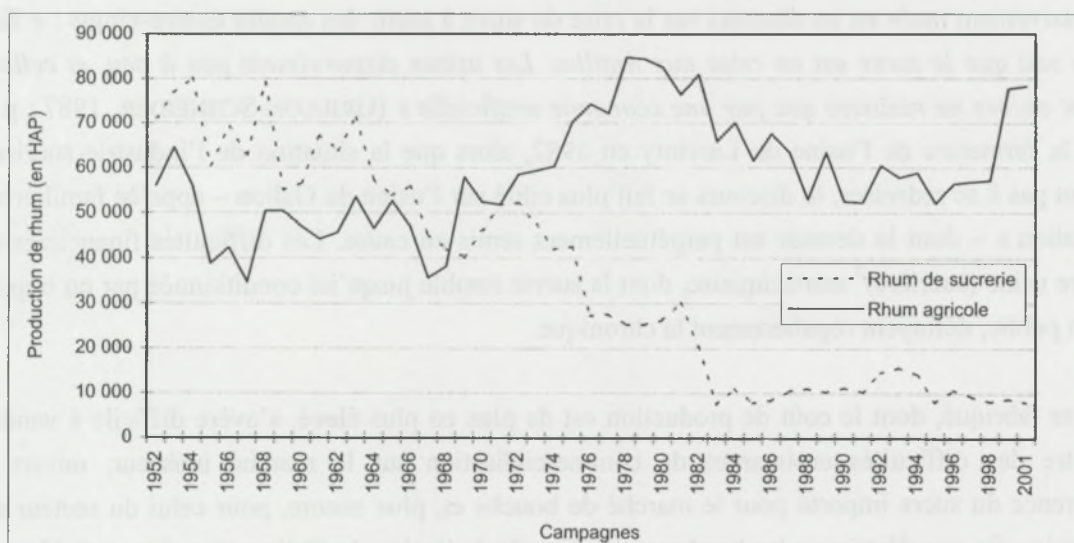
Graphique 2 : Production de sucre et de rhum de 1952 à 2001



D'après INSEE et CTCS, 2002. Base de données

Le rhum agricole supplante ainsi celui de sucrerie depuis la fin des années soixante. Remise en cause au début des années quatre-vingt, sa croissance semble repartir depuis 1998.

Graphique 3 : Production de rhum (industriel et agricole) de 1952 à 2001



D'après INSEE et CTCS, 2002. Base de données

De cette brève rétrospective, ressort comme première spécificité de la filière canne martiniquaise l'orientation marquée vers l'élaboration de rhum agricole : le tonnage de canne produit sur l'île est broyé à près de 60% en distilleries. Cette filière se différencie en cela des autres filières canne de par le monde, dont la plupart sont avant tout dévolues au sucre⁶. Pourtant, au sein de la population

⁶ Exception faite de la production brésilienne, affectée à 40% à la fabrication d'alcool, servant de carburant automobile (HALLUIN, 1998). La filière guadeloupéenne, l'une de celles qui ressemblent le plus à la filière martiniquaise, n'oriente que 10% à peine de son tonnage de canne vers la production de rhum agricole (IEDOM, 2001a).

martiniquaise, en particulier chez les intellectuels, comme dans la classe politique, l'opinion la plus répandue, au moins jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, est que « *la canne, c'est fini !* ». Ce type de discours semble vouloir éliminer la production de canne comme élément de développement d'une Martinique qui se veut tournée vers la modernité. Venant conforter les opinions pessimistes quant au devenir de cette production, son importance économique n'a cessé de régresser au cours de la période contemporaine. Avec une valeur de la production de 12 millions d'euros (79,9 millions de francs), la canne ne génère plus à la fin du XX^e siècle que 3,9% de la production agricole finale de la Martinique, contre 56,7% pour la banane (AGRESTE, 1999). Aujourd'hui, la canne ne contribue plus que faiblement à l'économie du territoire martiniquais et elle n'assure pas en elle-même son autonomie économique. Son devenir est fortement lié aux décisions politiques des instances territoriales, mais aussi extérieures (Etat et Europe).

1.2. La canne et ses industries : un avenir incertain ?

L'objectif de cette sous-section est de voir comment est posé le problème du devenir de la production de canne à la Martinique à l'aube du XXI^e siècle.

1.2.1. Le Galion : une unité sucrière en sursis ?

Les discours sur « *la crise de la canne* » qui ont prévalu à partir des années soixante se sont progressivement mués en un discours sur la crise du sucre à partir des années quatre-vingts : « *Tout le monde sait que le sucre est en crise aux Antilles. Les usines disparaissent peu à peu, et celles qui existent encore ne résistent que par une économie artificielle* » (GRILLON-SCHNEIDER, 1987 ; p. 10). Après la fermeture de l'usine du Lareinty en 1982, alors que la situation de l'industrie sucrière ne parvient pas à se redresser, le discours se fait plus ciblé sur l'usine du Galion – appelée familièrement « le Galion » – dont le devenir est perpétuellement remis en cause. Les difficultés financières de la dernière usine (sucrière)⁷ martiniquaise, dont la survie semble jusqu'ici conditionnée par un important soutien public, défrayent régulièrement la chronique.

Le sucre fabriqué, dont le coût de production est de plus en plus élevé, s'avère difficile à vendre. Il rencontre des difficultés croissantes de commercialisation sur le marché intérieur, ouvert à la concurrence du sucre importé pour le marché de bouche et, plus encore, pour celui du secteur agro-alimentaire. En vue d'atténuer les handicaps structurels de l'usine du Galion, des aides spécifiques lui sont accordées. Pourtant, malgré les injections financières dont elle a jusqu'ici bénéficié, l'entreprise reste lourdement déficitaire. Le constat est souvent sévère : « *L'industrie cannière autrefois florissante est quasiment inexistante. Des treize usines sucrières de l'après guerre, il n'en reste qu'une moribonde* », observe le Président du Conseil régional de la Martinique, Alfred MARIE-JEANNE (2000 ; p. 1). Les pertes d'activité sont de l'ordre de 2,3 millions d'euros (15 millions de francs) par an, soit environ 25% de son chiffre d'affaires, comme le confirme le dernier audit (INITIATIVES, 2000). La libéralisation des marchés et des échanges s'accompagnant d'une tendance à la réduction des

⁷ Aux Antilles et à la Réunion, le terme d'« usine » est synonyme de sucrerie (sachant qu'il s'agit en fait d'une sucrerie-distillerie), vu qu'il n'y a jamais eu d'autres types d'usines de même ampleur à l'échelle historique dans ces territoires.

subventions, la situation du sucre martiniquais ne risque-t-elle pas d'être de plus en plus difficile à défendre, sur un plan strictement financier ? La question se pose alors des conséquences, pour la filière canne et pour le territoire, d'une éventuelle remise en cause définitive de l'usine du Galion.

1.2.2. La canne : fluctuations des livraisons et diminution du nombre de planteurs

Ces difficultés de l'industrie sucrière se trouvent accentuées par un problème d'approvisionnement en canne, du fait de la fluctuation des livraisons entre sucrerie et distilleries. Cependant, les incertitudes liées au secteur cannier vont au-delà de cette question d'approvisionnement : la diminution du nombre de planteurs constitue un autre symptôme non moins préoccupant.

Le déficit d'approvisionnement de l'usine du Galion : un problème conjoncturel ?

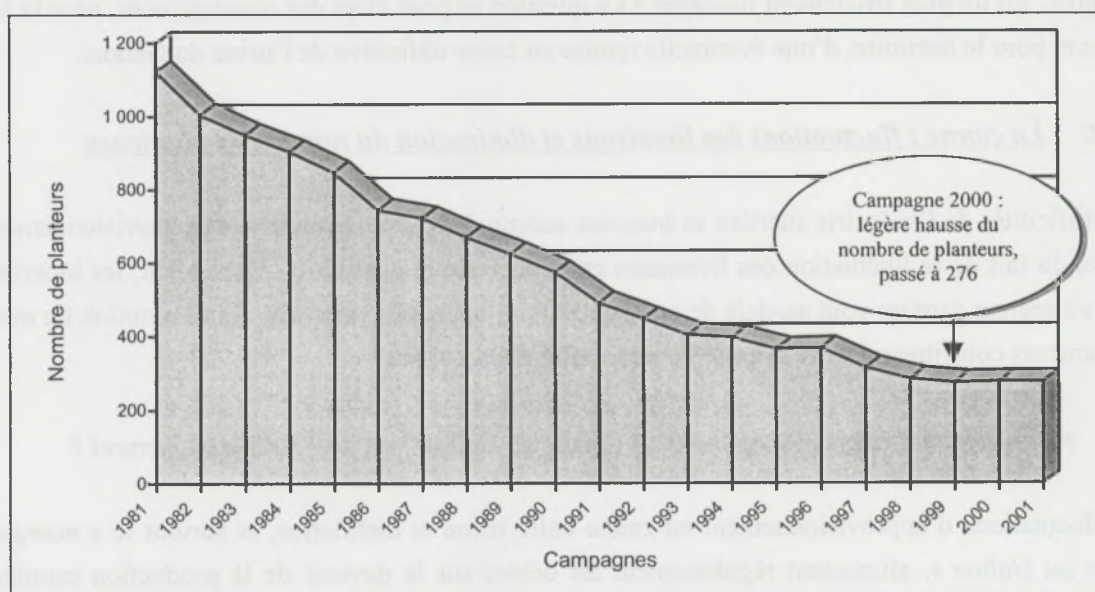
Les fluctuations d'approvisionnement en canne entre usine et distilleries, et surtout le « manque de canne au Galion », alimentent régulièrement les débats sur le devenir de la production cannière et plus encore de l'industrie sucrière à la Martinique. La répartition des livraisons, passagèrement favorable à l'usine du Galion au milieu des années quatre-vingt-dix (55% contre 45% à la filière rhum agricole), a fait plus que s'inverser en cinq ans : l'usine ne broie plus que 40% à peine du tonnage global. Cette évolution est soulignée dans le dernier audit sur la SAEM du Galion (INITIATIVES, 2000) comme facteur susceptible d'aggraver la précarité de cette dernière. Cet audit retient un approvisionnement minimal de 100 à 130 000 tonnes de canne comme seuil de rentabilité pour l'usine, alors que celle-ci n'en a reçu que 80 707 tonnes au cours de la campagne 2001. Le déficit d'approvisionnement en matière première à l'usine serait donc de près de 40%.

Détenant près de 80% du capital de la SAEM, les collectivités territoriales s'inquiètent de ce déficit. Le caractère déterminant, pour le devenir de la SAEM, des fluctuations de livraisons entre usine et distilleries est relayé par les médias. Si cette médiatisation paraît exagérée, la difficile adéquation entre l'offre et la demande en cannes n'en souligne pas moins un malaise, quant à la stabilité de la filière. Puis, cette situation suppose l'existence de rapports de force inégaux, quant aux pouvoirs de négociation entre acteurs, pouvant mettre en péril l'équilibre de cette filière. Elle constitue donc un symptôme d'incertitude sur le devenir de la production cannière, via celui de l'industrie sucrière.

La diminution du nombre de planteurs : une menace pour le financement de la filière ?

Si les livraisons fluctuent entre unités de transformation, le nombre de planteurs tend par contre à ne varier que dans un sens : celui d'une diminution continue, comme le montre le graphique 4. Alors que la production de canne est assurée dans les années soixante par 3 500 planteurs et par 2 000 en 1974, ils ne sont plus que 1 122 en 1981 et seulement 273 en 1999. Une légère hausse de l'effectif (non significative) est relevée en 2000, avec 276 planteurs recensés ; un effectif qui s'est maintenu en 2001 (CTCS, 2002). Ce court palier ne remet toutefois pas en cause les interrogations relatives à l'évolution du nombre de producteurs canniers, même s'il tend à rassurer quelque peu les esprits.

Graphique 4 : Evolution du nombre de producteurs de canne depuis 1981



D'après CTCS, 2002. Base de données.

La régression de la base productive semble dissociée du tonnage de cannes broyées par les unités de transformation, vu la relative stabilisation de celui-ci depuis une vingtaine d'années, comme noté en introduction. Elle n'en reste pas moins un symptôme pesant sur l'avenir de la filière. Bien que la diminution du nombre d'agriculteurs soit un phénomène généralisé sur le territoire national et régional⁸, celle enregistrée pour ce secteur cannier revêt tout de même un caractère exceptionnel. Cette chute de 75% depuis le milieu des années soixante-dix ne peut laisser indifférent. Cela fait de nombreuses années que le CTCS s'en inquiète⁹ : « Si le nombre de petits planteurs continue à décroître, il se pourrait que les stratégies de financement public puissent être modifiées, ce qui aboutirait à court terme au fait que la demande en matière première ne puisse plus être satisfaite » (CTCS, 2000 ; p. 3). Sans prendre dès lors en considération toutes les incidences possibles quant à la qualité des livraisons et à l'organisation de la filière, l'une des inquiétudes fortes, liées à cette diminution, relève en effet du financement de la filière. La question peut être ainsi soulevée : les subventions octroyées à la canne pourront-elles être maintenues à l'identique pour un nombre d'acteurs trop restreint ? De façon plus explicite, une trop forte diminution du nombre de planteurs ne risque-t-elle pas de remettre en cause le soutien financier des pouvoirs publics ? Une telle préoccupation n'est assurément pas gratuite, lorsque l'on considère l'évolution actuelle de la Politique agricole commune (PAC).

L'on pourrait supposer qu'en tant que telle, la diminution du nombre d'acteurs en amont de la filière canne pourrait ne pas poser de problème économique majeur ; du moins tant que les subventions octroyées à la filière restent assujetties aux produits (ou aux structures), comme elles le sont majoritairement jusqu'ici. Cependant, vu l'évolution en cours des politiques agricoles sur les plans

⁸ La tendance lourde à la diminution du nombre d'exploitations agricoles à la Martinique est confirmée par le Recensement agricole 2000, témoignant d'une baisse de 47% depuis 1973, pour un total de 8 039 exploitations (AGRESTE, 2001b ; p. 1).

⁹ Rapports annuels et bilans de campagne, de 1985 à 2000.

national et européen, cette hypothèse pourrait être rapidement remise en cause. Le soutien à la filière canne a indéniablement un premier motif, d'ordre purement économique, à travers le renforcement de la compétitivité du secteur. Il trouve aussi sa justification au niveau social et politique. Or, la réforme de la PAC passe par la compensation des pertes de revenu, liées à la baisse des prix garantis, par des aides directes aux producteurs, et non plus uniquement aux produits (DESQUILBET et *al.*, 2000). Dans cette perspective, si le mode de subvention à la filière canne passe du produit au producteur, la diminution du nombre de planteurs de canne ne risque-t-elle pas de conduire d'autant plus vite à une révision à la baisse des subventions attribuées à ce secteur ?

La production de canne à la Martinique présente donc actuellement deux symptômes majeurs d'instabilité : en amont, une base de producteurs en diminution quasi constante ; en aval, des fluctuations sur la destination des cannes, bien que le tonnage total soit relativement constant. L'un de ces symptômes semble surtout inquiéter à ce jour le CTCS, l'autre inquiète particulièrement les politiques quant à l'équilibre financier de la SAEM du Galion.

1.2.3. Le rhum : fluctuations de la commercialisation et incertitudes

Le rhum constitue le débouché le plus important de la production cannière martiniquaise ; une répartition qui constitue l'une des spécificités de cette filière canne. Les distilleries agricoles perçoivent également des aides, de l'Europe notamment, et bénéficient de plus d'un marché contingenté, avec une fiscalité réduite pour l'exportation en France¹⁰. Cependant, indépendamment des efforts de qualification du rhum agricole, de fortes menaces pèsent sur le secteur rhumier, dans le contexte actuel de libéralisation : incertitudes quant à la reconduction des mesures de protections, dont bénéficient à ce jour les rhums traditionnels des DOM sur les marchés européen et français ; perspectives d'un démantèlement des tarifs douaniers pour l'ensemble des spiritueux à l'horizon 2003.

Il s'ensuit des risques d'un plus libre accès des autres rhums au marché communautaire, face à des rhums domiens que le coût de production disqualifie, sans disposition réglementaire *ad hoc* (DOMERGUE, LE MESTRE, 1998). De surcroît, le marché national des spiritueux, aujourd'hui en hausse, a connu plusieurs décennies de récession et reste instable, ce qui laisse peser autant d'incertitudes sur le marché rhumier. Puis, alors que le marché mondial est marqué par l'hégémonie des grandes marques, des interrogations se posent quant à la crédibilité auprès des consommateurs de la récente AOC rhumière Martinique.

¹⁰ Par souci d'homogénéisation, cette dénomination est celle employée tout au long de la thèse pour désigner l'hexagone, de la période coloniale à la période contemporaine. Elle est cohérente avec l'approche des statistiques économiques officielles : celles-ci font la distinction entre marché intérieur et marché d'exportation, import et export, et établissent les flux de marchandises et de capitaux de part et d'autre des « frontières » domiennes. Ainsi, la FAO (Food and agricultural organisation of the United Nations) fait-elle état de la balance commerciale de la Martinique, comme des autres DOM, bien que ceux-ci ne soient pas des Etats souverains.

Cette dénomination positionne clairement chaque territoire (France et Martinique). Elle permet d'échapper - sauf citations d'auteurs - aux appellations de « métropole » et de « métropolitains », qui tendent à se généraliser depuis seulement une dizaine d'années, mais ne sont pas dénuées de relents de colonialisme. Rappelons-en les définitions : « *Métropole* : Etat considéré par rapport à ses colonies, ses territoires extérieurs » - « *Métropolitain* : qui appartient à une métropole, à une mère patrie » (Larousse, 2000).

La surface en canne et le tonnage récolté oscillent respectivement autour de 3 000 ha et de 200 000 tonnes depuis le début des années quatre-vingts. Pourtant, derrière ces indicateurs apparents de stabilité, de multiples symptômes laissent entrevoir comme incertain l'avenir de la canne à la Martinique : (i) quant au débouché représenté par le sucre, vu les difficultés de gestion de la SAEM du Galion, accru par le déficit d'approvisionnement en canne ; (ii) quant à la production de canne proprement dite, du fait de la diminution du nombre de planteurs, via le financement de la filière ; (iii) quant au débouché représenté par le secteur rhumier, vu les incertitudes liées à sa commercialisation. Les symptômes observés peuvent-ils réellement mettre en péril la production de canne ou s'agit-il d'une transition vers une filière d'un nouveau type ? Ces éléments reflètent pour le moins un manque de maîtrise de l'évolution de la production de canne à l'échelle territoriale, ainsi que l'illustrent les interrogations récurrentes des collectivités martiniquaises sur son devenir¹¹.

1.3. La Martinique : une situation socio-économique difficile à maîtriser

Par rapport au constat d'incertitude ci-dessus effectué, la présente sous-section vise à présenter la problématique globale du développement de la Martinique, en vue de décrire le cadre socio-économique particulier dans lequel s'inscrit la recherche. Sans prétendre à une démonstration complète sur la situation socio-économique à la Martinique, elle en présente quelques signes d'instabilité, avec une maîtrise qui s'avère délicate à l'échelle insulaire. Il s'agit ainsi de voir en quoi la Martinique peut être qualifiée de « territoire à la recherche de son développement ».

1.3.1. Le statut de département français dans la Caraïbe : un paradoxe ?

Après une précision sur le statut institutionnel de l'île et une approche de sa situation dans la Caraïbe, les paragraphes suivants dressent un bilan sommaire des secteurs de l'économie martiniquaise. Il s'agit de souligner quelques-uns des atouts et contraintes liés au statut de ce territoire, avant de cerner les limites à la situation actuelle, notamment sur le plan social.

a) Une prospérité apparente, basée sur une faible production intérieure

La Martinique présente comme singularité institutionnelle d'être une région française monodépartementale, comme la Guadeloupe, la Guyane et la Réunion. Sur cet ensemble domien, la Martinique et la Guadeloupe, départements français d'Amérique (DFA), se distinguent par leur nature insulaire et par leur environnement géographique, constitué des micro-Etats de la Caraïbe.

¹¹ Le Conseil régional de la Martinique a commandé récemment un audit sur la gestion de l'usine du Galion (INITIATIVES, 2000). Cette demande fait suite aux précédents audits, tables rondes, journées de réflexion et études qui se sont succédés, depuis les multiples expertises des années quatre-vingts et le « rapport Plouvier » (SOLUTIONS-REALISATIONS SA, 1988), fortement critiqué en son temps. Pour les années quatre-vingt-dix, on peut par exemple citer (cf. bibliographie) : CTCS, 1992a à 1992c ; DAC, 1992a, 1992b ; SAEM, 1995 ; CTCS, 1995a ; Conseil régional de la Martinique, 1996a ; LUCRÈCE, MANUEL, 1996.

Il s'agit également d'îles à superficie réduite et fortement peuplées¹², à l'inverse de la Guyane. Située au cœur de l'arc antillais dans la mer des Caraïbes, à égale distance des côtes du Venezuela et de Haïti, la Martinique présente de multiples spécificités : il s'agit du plus petit des départements d'outre-mer français (1 128 km²), avec la plus forte densité de population (près de 340 hab/km²). Située à plus de 7 000 km de la France, la Martinique relève des mêmes lois, mais bénéficie de dispositions particulières, notamment fiscales, qu'elle conserve comme les autres DOM dans le cadre de l'Union Européenne, en tant que zone ultra périphérique (AGRESTE, 1999).

☛ Une différence marquée avec les Etats de la Caraïbe

Cinquante ans après la départementalisation, les départements d'outre-mer ont obtenu une quasi-égalisation des droits sociaux et un rapprochement relatif du niveau de vie avec la France, bien que l'écart reste encore important : en 1975, le revenu disponible brut par tête ne représente que 42,5% de celui de la France ; en 1993, il atteint plus de 57% du niveau national. Parallèlement à ce rattrapage général opéré depuis un demi-siècle, la Martinique se présente comme le département d'outre-mer dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant est le plus élevé. Cette situation se traduit par une prospérité relative par rapport aux pays environnants (cf. tableau 2).

**Tableau 2 : PIB par habitant des Antilles françaises
et de quelques pays voisins en 1997**
(Classement par ordre décroissant de PIB)

Pays	Population	PIB en millions de \$	PIB/hab (en \$/hab)
Martinique	377 000	5 411	14 352
Guadeloupe	415 000	5 179	12 480
Porto-Rico	3 783 000	35 834	9 472
Bardade	264 300	1 110	4 200
Sainte-Lucie	151 000	575	3 808
Dominique	73 640	238	3 232
Jamaïque	2 546 620	4 790	1 881
Cuba	11 019 000	8 120	737
Haïti	7 336 000	3 097	422

Source : Secrétariat d'Etat à l'outre-mer, avril 2000. Un projet pour l'outre-mer.

Le Ministère français de l'agriculture et de la pêche souligne en 1999 que « *Malgré tous ces handicaps géoclimatiques, humains et économiques, le niveau de vie dans les DOM s'est beaucoup accru depuis 20 ans, dépassant très largement celui des pays voisins* » (AGRESTE, 1999). Cependant, l'impression de dynamisme économique qui pourrait se dégager de ce niveau de vie mérite d'être relativisée.

¹² Pour la Martinique : 1 128 km² et 381 000 habitants, soit une densité de 338 hab/km². Pour la Guadeloupe : 1 704 km² et 422 000 habitants, soit une densité de 248 hab/km². Pour la Guyane : 90 000 km², 160 000 habitants, soit une densité de moins de 2 hab/km², de surcroît très inégalement répartis, avec une forte concentration sur Cayenne et sur la bande côtière ; l'intérieur du pays ne rassemblant que quelques milliers de personnes (INSEE).

L'apparente prospérité économique de la Martinique doit être examinée au regard des différents secteurs économiques.

Un secteur agricole en diminution et tourné vers l'exportation

La SAU est de 32 041 ha en 2000 (AGRESTE, 2001a), soit un peu moins du tiers du territoire. Elle a régressé de 23% depuis 1981 (41 400 ha) et de 38% depuis 1973 (52 100 ha), selon le suivi assuré par la Direction de l'agriculture et de la forêt (AGRESTE, 2001b). Elle se caractérise en 2000 par une suprématie de la banane, avec une superficie de 9 308 ha, contre 3 293 ha pour la canne, suivie par l'ananas (cf. tableau 3). En dépit des mécanismes de protection du marché communautaire dont bénéficie l'agriculture martiniquaise, comme celle des autres DOM, l'évolution des trois grandes productions sur lesquelles elle repose ne permet pas de compenser la réduction de la SAU.

Tableau 3 : Occupation de la SAU à la Martinique en 1989 et 2000

Cultures	Recensement 1989		Recensement 2000	
	ha	%	ha	%
Canne à sucre	3 072	8,31%	3 293	10,28%
Banane fruits	8 282	22,40%	9 308	29,05%
Ananas	550	1,49%	510	1,59%
Cultures légumières (CMV : cult. maraîchères et vivrières)	3 829	10,36%	3 062	9,56%
- dont cultures maraîchères (légumes frais et secs)	1 784	2,83%	1 840	5,74%
- dont cultures vivrières (racines, tubercules et bulbes)	2 045	1,12%	1 222	3,81%
Cultures fruitières permanentes (vergers)	1 048	31,74%	531	1,66%
Cultures florales	415	19,35%	187	0,58%
Pâturages naturels et prairies plantées	11 734	1,54%	8 463	26,41%
Parcours productifs	7 155	0,00%	4 999	15,60%
Jachères	569	0,00%	1 394	4,35%
Autres (plantes aromatiques, condimentaires, médicinales, jardins et vergers familiaux, divers)	320	99,13%	294	0,92%
Total	36 974	100,00%	32 041	100,00%

D'après : AGRESTE, 2001a. Recensement agricole 2000 ; p. 4.

La principale culture martiniquaise, à l'aube du XXI^e siècle, est la banane d'exportation. Elle représente plus de la moitié de la production agricole finale, avec 268 400 tonnes exportées en 2000, et emploie 80% de la population agricole (environ 7 200 personnes), selon les données de la DAF (IEDOM, 2000a ; pp. 54-55). Cependant, ce secteur est menacé par la concurrence de la « banane dollar », issue des pays d'Amérique latine. Estimée à 11 200 ha en 1999 (IEDOM, 2001a), la sole bananière a perdu près de 2 000 ha depuis. Guy Ovide-Etienne, Président de la Chambre d'agriculture de la Martinique fait part de ses vives inquiétudes devant l'éventualité d'une remise en cause de l'OCM banane (LARCHÉ et al., 2000 ; p. 26). Ces inquiétudes sont partagées par les professionnels, du fait des « condamnations successives de l'Europe par l'organisation mondiale des marchés (OMC), à propos des règles communautaires commerciales appliquées à cette production » (RAOUL, 2001). Les perspectives à long terme restent incertaines, comme en témoignent les fluctuations des exportations :

celles-ci sont en hausse de 10% entre 1999 et 2000 (IEDOM, 2001 ; p. 56), mais n'ont toutefois pas retrouvé le niveau de 1997, alors de 280 459 tonnes (IEDOM, 1999 ; p. 55).

La culture de la canne à sucre reste la deuxième activité agricole du département. Pourtant, du fait du déclin de la production sucrière, qui ne couvre plus la demande intérieure, les pouvoirs publics paraissent plutôt résignés sur le devenir de cette dernière. Le maintien de la dernière usine sucrière à grand renfort de subventions ne semble pas à même de garantir la pérennité de la production cannière. La culture de l'ananas, dans la même logique d'exportation que la banane, souffre pour sa part d'une forte concurrence des pays asiatiques et africains. Les autres productions agricoles (fruits et légumes, élevage), de même que la pêche et l'aquaculture, sont principalement destinées à la consommation intérieure. Mais l'espoir de parvenir à une autosuffisance semble vain, vu l'importance croissante des importations, allant de pair avec une incitation de plus en plus forte à la consommation à outrance. Quant aux tentatives de développement d'autres produits agricoles à fin d'exportation (papaye, aubergine, etc.), elles se sont toutes jusqu'ici soldées par des échecs. L'IEDOM (1992) en déduit que *« dans ce panel, seul le rhum agricole martiniquais se présente comme porteur et synonyme d'espoir sur le long terme, avec un volume de production en hausse »*. Il s'agit de la principale activité agro-industrielle, totalisant 8% des recettes d'exportation.

☛ *Un secteur secondaire dominé par le tourisme*

Le développement du secteur secondaire ne peut être raisonné indépendamment de la concurrence nationale ou européenne. Il repose sur le BTP (bâtiment et travaux publics), mais surtout le tourisme. En tant que premier service marchand, ce dernier constitue un secteur clé de l'économie martiniquaise, qui contribue à la création de plus de 7% du PIB et occupe plus de 6% de la population active. Les dépenses touristiques ont plus que doublé en 10 ans : elles sont passées de 118 millions d'euros (776 millions de francs), en 1987, à 237 millions d'euros (1 554 millions de francs) en 1996, soit plus que les recettes d'exportation de banane durant la même année. Cependant, une désaffection est constatée depuis quelques années à l'égard de la Martinique : si cette situation n'affectait jusqu'en 1999 que les croisiéristes, elle se répercute désormais sur le nombre total de visiteurs, passant de plus d'un million en 1998 à 928 197 en 2000 (IEDOM, 2001a ; p. 84). L'activité hôtelière, comme celle de croisière, pâtit de la concurrence des autres îles de la Caraïbe, tandis que la destination Martinique fait l'objet de critiques relatives à l'accueil des touristes et à l'insécurité. Les hôteliers sont en outre pénalisés par une faible diversification des touristes (essentiellement originaires de France) et d'une offre en sièges d'avions jugée insuffisante à certaines périodes de l'année, note l'IEDOM en 1999.

Cette situation est prise en considération par les acteurs du tourisme martiniquais, afin d'en redresser les résultats. Elle donne toutefois un étrange écho à une alerte, lancée plus de dix ans auparavant, par Georges NÉGOUI (1987), président du Comité de résistance à la destruction de l'environnement martiniquais, le CORDEM. Dans une lettre aux présidents des Assemblées territoriales, ce dernier s'inquiétait de leur engouement pour *« une activité par excellence aléatoire et douteuse pour toute économie extravertie : le tourisme »*. La situation actuelle confirme pour le moins que le tourisme ne peut suffire à lui seul à faire tourner toute l'économie martiniquaise.

Selon l'enquête de l'Institut national de statistique et d'études économiques (INSEE) de mars 1998, le secteur tertiaire représente 78,32% des emplois totaux à la Martinique, contre 6,59% pour l'agriculture (contre respectivement moins de 73% et moins de 2% pour ces mêmes secteurs au niveau national). Parmi les emplois du tertiaire, près de la moitié se situe dans le secteur public non marchand. Rappelons que le secteur public au sens large (fonction publique de l'Etat, territoriale et hospitalière et fréquemment organismes parapublics) bénéficie d'un régime de sur-rémunérations¹³. Cependant, contrairement à l'image habituellement présentée à ce propos, l'agro-économiste Jean-Marc CHASTEL (1994) invite à relativiser les faits : il est inexact d'affirmer que le tertiaire public est pléthorique dans les DOM, comparativement au territoire national. En fait, le ratio par habitant y est inférieur à celui de certains départements de l'hexagone¹⁴.

Il n'en existe pas moins un fort clivage entre secteurs public et privé, caractéristique de l'économie domienne : alors que le secteur public y bénéficie d'une sur-rémunération, ce n'est que depuis 1996 que le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) est aligné sur celui de la France, dont il suit depuis l'évolution. Le taux de chômage reste néanmoins élevé à la Martinique. En 1998, il se monte à 30,30% de la population active, contre 11,50% en France (INSEE, 1999). Parallèlement, les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI) atteignent 21% des ménages, en augmentation annuelle de 5%¹⁵. L'IEDOM (1999) souligne : « *A la Martinique, la croissance économique de l'île n'a pas entraîné le cercle vertueux qui se dessine en métropole, où la vigueur de la consommation se traduit par des créations d'emplois, qui engendrent elles-mêmes une hausse des revenus et une confiance affermie* ». En tenant compte de la taille des familles, plus grande outre-mer, l'INSEE calcule un « revenu médian par unité de consommation » qui fait apparaître un creusement des écarts¹⁶ : il s'établit à 8 000 € (52 000 F) dans les DOM, contre 12 600 € (83 000 F) en France, rapporte le député Didier MIGAUD (1998a). C'est dans ce contexte et au regard des tensions sociales au sein du territoire, qu'une série de mesures est mise en place pour stimuler le développement économique et l'emploi, dans le projet de Loi d'orientation pour l'outre-mer (la Loom), élaboré par le gouvernement en 1999 et 2000. En conclusion, l'appartenance de la Martinique à l'ensemble français

¹³ « En application de la loi du 3 avril 1950, le traitement servi aux fonctionnaires en poste dans les départements d'outre-mer est affecté d'un coefficient multiplicateur qui, fixé à 40% en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane, atteint 53% à la Réunion. A la Réunion, les retraites publiques sont également bonifiées, à un taux de 35% » (LARCHÉ et al., 2000).

¹⁴ Les emplois tertiaires varient de 60% à plus de 78%, en passant de certaines régions du Nord à des régions du Centre ou du Sud : Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Corse (BEUCHER et CLAVEL, 1999).

¹⁵ Le Secrétaire d'Etat à l'outre-mer (PAUL, 2001) souligne la moyenne élevée de 15% de RMIstes dans les DOM, contre 3% en France ; taux qui constitue une dérive inquiétante et s'accompagne d'effets pervers. D'une part, les actions d'insertion étant peu développées, le RMI s'inscrit le plus souvent dans une logique d'assistanat. D'autre part, une proportion importante des bénéficiaires cumule le RMI avec d'autres revenus, provenant d'une ou plusieurs activités non déclarées, occasionnelles ou non. Le taux de chômage précité doit donc être pris avec réserve, traduisant davantage l'habileté croissante à profiter des aides de l'Etat que la précarisation accrue de la population.

¹⁶ Si les disparités de revenus entre les DOM et la France sont fortes, elles restent du même ordre que celles entre DOM, ou entre l'Ile-de-France et la province, selon une étude de l'INSEE (citée par le député MIGAUD, 1998a).

se traduit par une différence marquée d'indicateurs économiques avec les Etats de la Caraïbe ; une différence qui ne masque pas pour autant les disparités entre secteurs de l'économie martiniquaise.

b) Caribéenne, française et européenne : contraintes et atouts pour l'économie

De la situation géopolitique de la Martinique, découlent des spécificités quant aux relations entretenues avec les Etats voisins, de même qu'avec la France et l'Europe, sachant que les référents économiques valables pour cette île relèvent de ces deux dernières échelles.

Extraversion et limites de la coopération régionale

La balance commerciale est largement déficitaire à la Martinique (- 1 323 millions d'euros, soit - 8 676 millions de francs en 1997), avec un taux de couverture de seulement 12% (IEDOM). Les résultats du commerce extérieur traduisent son extrême dépendance vis-à-vis de la France (cf. tab. 4). Presque exclusivement tournés vers cette dernière, les DFA n'ont qu'une faible ouverture sur leurs voisins caribéens, tant pour les importations que pour les exportations.

Tableau 4 : Importations et exportations par zones géographiques - Martinique, 2000

Zones géographiques	Exportations		Importations	
	Valeurs*	Pourcentages	Valeurs*	Pourcentages
France	244,42	83,0%	1 128,06	64,8%
<i>dont DFA</i>	74,44	25,3%	9,68	0,6%
Union européenne (hors France)	28,74	9,8%	245,34	14,1%
Amérique latine	10,70	3,6%	131,58	7,6%
Petites et Grandes Antilles (hors DFA)	1,42	0,5%	72,54	4,2%
Autres (Autre Europe, Amérique du Nord, etc.)	9,19	3,1%	164,54	0,09%
Total en millions d'euros (Total en millions de francs)	294,47 M€ (1 931,6 MF)	100,00%	1742,05 M€ (11 427,1 MF)	100,00%

* en millions d'euros

D'après : Douanes. Extrait de IEDOM, 2001a ; pp. 34-35

Les politiques d'intégration régionale se développent entre pays de la Caraïbe¹⁷. Dans un rapport sur la Martinique et la coopération régionale, Alfred LARGANGE (1999) présente l'établissement de partenariats solidaires avec ces pays comme éléments de réponse possible aux problèmes socio-économiques croissants des DFA ; tandis que se mettent en place de nouvelles modalités de coopération entre Etats caribéens et pays industrialisés (Conventions de Lomé), surtout européens, du fait de liens remontant à la période coloniale. « Dans ce contexte s'est développée dans la Caraïbe une

¹⁷ Le CARICOM (Caribbean community and common market), marché commun de la communauté caraïbe, a été créé en 1973. Il regroupe Antigua et Barbuda, les Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, le Guyana, Jamaïque, Montserrat, Saint Kitts et Nevis, Sainte Lucie, Saint Vincent et les Grenadines, Trinidad et Tobago et le Surinam. Haïti en est membre observateur.

conscience aiguë de l'existence de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique, comme partenaires potentiels à la fois proches et bénéficiant de relations privilégiées avec la France et l'Union Européenne. Alors que les Départements Français des Amériques vivent de façon paradoxale et souvent conflictuelle leur double appartenance à l'espace géographique et culturel caribéen d'une part, et au système politique et économique européen d'autre part, leurs voisins voient dans cette situation d'interface des potentialités qu'ils souhaiteraient explorer avec eux » (LARGANGE, 1999). En phase avec cette perspective, la loi d'orientation donne des compétences accrues aux collectivités des DOM pour renforcer les relations avec les pays environnants, comme le souligne l'ancien secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Christian PAUL (2001). Le renforcement de la coopération régionale est jugé nécessaire pour l'outre-mer français, tant en raison de la logique culturelle dans laquelle elle s'inscrit, que des débouchés économiques qu'elle offre. Cependant, l'atomisation et l'étroitesse des marchés insulaires les rendent d'autant plus fragiles. Un rapport de la Commission des affaires économiques du Sénat en France (FRANÇOIS et al., 1998) rappelle que cette situation conduit à l'apparition rapide de déséquilibres, du fait de la prépondérance de l'import-export : les productions domiennes sont dépendantes de l'importation d'intrants, dont les surcoûts liés au transport grèvent le prix de vente. Ces marchés sont captifs pour les productions des pays environnants, dont les coûts de personnel sont sans commune mesure avec ceux supportés par les producteurs des DOM. De plus, leurs exportations rencontrent des difficultés croissantes, du fait de la libéralisation des marchés, engagée avec force, en particulier par les Etats-Unis. Cette situation conduit l'UE à accepter de plus en plus de concessions tarifaires sur les produits tropicaux.

En conclusion, les écarts de rémunérations entre DOM et pays voisins, accrus avec l'alignement du SMIC domien sur le SMIC français en 1996, augmentent l'attractivité des DFA pour les populations environnantes. En revanche, ces écarts aggravent leur compétitivité vis-à-vis des concurrents immédiats. Et le Sénat de conclure que : « Face à ces handicaps, l'agriculture domienne, quels que soient ses efforts pour accroître sa technicité et réduire ses coûts, ne pourra pas compenser en totalité son manque de compétitivité » (LARCHÉ et al., 2000). La solution viendra-t-elle d'une « sortie par la qualité » ?

☛ Des aides spécifiques en tant que région ultrapériphérique européenne

Au problème de l'applicabilité de la PAC aux DOM, s'ajoute la difficulté à saisir, pour la Commission européenne, les spécificités d'une agriculture très différente de celles des économies dominantes de l'UE. De fait, l'agriculture domienne vit de plans de relance en plans de redressement jusqu'au milieu des années quatre-vingts. Ce n'est qu'en 1989, que l'Europe reconnaît les handicaps de cette agriculture insulaire (cf. annexe 1.5), dont un PIB inférieur de moitié à celui de la France. Les aides POSEIDOM (Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements français d'outre-mer) viennent ainsi compléter les aides PAC. Ces dernières bénéficient à l'agriculture des DOM, à travers plusieurs Organisations communautaires de marchés (OCM), dont l'OCM sucre et l'OCM banane. En raison de la place importante du secteur agricole dans les équilibres socio-économiques des DOM, l'Etat, les collectivités territoriales et l'UE cherchent à préserver les activités agricoles existantes, tout en encourageant la diversification. Isolées de leurs voisines caribéennes, les

îles françaises d'Amérique constituent une vitrine de la France et de l'Europe, dont elles reçoivent l'aide dans cette région du globe.

c) Une économie de consommation : essoufflement et tensions sociales

L'économie domienne est souvent présentée comme une économie soutenue artificiellement par les transferts publics et caractérisée par une forte tertiarisation, souvent mise en cause. Si ces constats méritent d'être relativisés, il n'en demeure pas moins que les tensions sociales qui en résultent traduisent un malaise.

En relation avec le délitement de la production agricole, 80% de ce qui est consommé à la Martinique, de même qu'à la Guadeloupe, est importé d'Europe et, plus précisément, de la France. La consommation reste très forte au sein de la population martiniquaise, en dépit d'un revenu moyen inférieur de moitié à celui des Français. Les dépenses des ménages sont devenues le principal moteur de l'activité économique depuis une quinzaine d'années. Tirées par d'importantes facilités de crédit à la consommation, elles sont entretenues par le pouvoir d'achat des fonctionnaires. Toutefois, cette économie de consommation montre ses limites. Le surendettement des ménages s'accroît (IEDOM, 1999), tandis que la consommation se trouve fragilisée par de fréquents conflits sociaux. Ceux-ci conduisent souvent à une paralysie de l'économie insulaire durant plusieurs jours, voire plusieurs semaines, du fait du blocage des routes, des ports, voire de l'aéroport. La montée du chômage va de pair avec les inégalités sociales croissantes entre les titulaires d'un emploi souvent sur-rémunéré et les chômeurs et RMistes : tout ceci concourt à la prise de conscience, au niveau politique (LISE, TAMAYA, 1999), des risques d'explosion sociale. De tels risques relèvent d'une situation où coexistent consommation débridée et tensions sociales ; une situation transcrite par François PLASSARD (1999) comme constituant un point critique de la société occidentale, avec le travail pour enjeu. Il s'agit là d'une tendance, inhérente à l'évolution des pays industrialisés. Cependant, ne prend-elle pas plus d'intensité dans les territoires domiens, où l'insularité est synonyme d'exiguïté ? N'est-elle pas exacerbée dans un contexte où l'aspiration des individus à s'approprier le sens de leur devenir ne parvient pas à être satisfaite ?

1.3.2. Un territoire à la recherche de son développement : langue de bois ou optimisme ?

Le paradoxe entre la situation géographique de la Martinique et son statut politique se retrouve dans l'analyse qui est souvent faite de son économie, en interprétant les indicateurs disponibles comme pour un pays souverain. Les transferts financiers en provenance de la France sont traduits en terme de déséquilibre de la « balance commerciale ». C'est ce qui conduit ALBERTINI à conclure, dès 1965, que la Martinique se trouve « en voie de sous-développement », avec une augmentation jugée artificielle du niveau de vie, grâce à l'augmentation des revenus du secteur public. Dans une société en proie aux interrogations, le Président du Conseil régional de la Martinique, Alfred MARIE-JEANNE (2000), souligne que « Plus d'un demi-siècle de départementalisation, dont plus de quinze années de décentralisation, plus de quarante années d'appartenance institutionnelle à l'Europe, n'ont pas permis un réel développement durable de la Martinique ». Mais le législatif sans initiative peut-il

provoquer un développement ? La « déclaration de Basse-Terre » (cf. extrait en annexe 1.6) montre que les Présidents des collectivités régionales des DOM sont unanimes à reconnaître les difficultés de ces régions. A en croire certains chercheurs, « *c'était couru d'avance* ». Dans une récente communication, intitulée « Production agricole, consommation et économie à la Martinique (L'homme en questions ?) », l'économiste Michel LOUIS (2000 ; p. 47) souligne que « *la domination de la métropole française et le rôle joué alors par l'espace économique martiniquais exigeaient que soit contrecarrée toute initiative ne se situant pas dans la logique de fonctionnement et qu'ainsi soient éliminées les activités pouvant concurrencer les produits métropolitains* ». Il rappelle cette citation du Ministre de l'Agriculture Méline, extrait du journal « L'aurore », du 22 avril 1931 : « *obliger... nos possessions d'outre-mer à s'adresser exclusivement à la métropole pour leur achats de produits manufacturés et à remplir, de gré ou de force, leur office naturel de débouchés réservés par privilège à l'industrie métropolitaine* ». Et Michel LOUIS (2000 ; p. 47) de poursuivre que ces propos, tenus avec naturel par le passé (ce qui ne pourrait plus se faire de nos jours), pourraient « *s'appliquer à la situation économique actuelle, quel que soit le secteur de l'économie* ».

En conclusion des constats faits sur l'économie martiniquaise, les diagnostics tournent souvent au pessimisme, voire à « la langue de bois ». En témoignent les propos du Ministère français de l'Agriculture, relatifs à l'économie domienne : « *Très dépendante des transferts publics et des aides européennes, l'économie des DOM reste une économie de consommation [...]. Cette économie peu dynamique crée peu d'emplois, aussi le chômage et la précarité se développent davantage qu'en métropole* » (AGRESTE, 1999). Pourtant, d'autres font montre d'optimisme et s'insurgent contre une image trop défaitiste, voire faussée de la réalité. Le journaliste Pascal MARGUERITE (1999 ; cité par LUCRÈCE, 2000 ; p. 166) observe que : « *dans tous ces propos se cache, finalement, une vision néo-coloniale, même quand ces derniers veulent dénoncer celle-là [...]. Qui sait qu'au cours des dix dernières années, on a enregistré Outre-mer – en taux annuel et proportionnellement – 2,7% de création d'emplois tandis qu'en Métropole on se contentait de 0,5%... Pourquoi ne parle-t-on jamais du dynamisme économique de l'Outre-mer, du nombre élevé de ses jeunes diplômés, le meilleur de la Caraïbe et le plus dense au km² de France – hors Ile-de-France ?* ». L'ancien Secrétaire d'Etat à l'Outre-mer français prend le contre-pied des opinions généralement admises : « *On entend trop souvent, au sujet des économies des départements et territoires d'outre-mer, un concert de lamentations sur leur incapacité à assurer leur autosuffisance, sur les prestations sociales qui éloigneraient la population du travail, sur leurs handicaps structurels qui les condamneraient à l'assistance ou à la dépendance. Outre qu'elles ont un caractère parfois polémique, ces affirmations sont largement inexactes. [...] Sans méconnaître les difficultés que rencontrent encore les économies d'outre-mer, je voudrais insister sur le dynamisme dont elles font preuve – sait-on par exemple qu'elles créent davantage d'emplois, proportionnellement à leur population, que la métropole ? – et sur les perspectives qui s'offrent à elles grâce à l'action économique aujourd'hui menée en leur faveur et grâce aux nouveaux outils dont elles disposent depuis cette année* » (PAUL, 2001).

Pourtant, tout se passe comme si l'ensemble des projets manquait jusqu'ici de synergie. L'écrivain Raphaël CONFIAINT (1996) traduit ainsi le sentiment paralysant qui anime la société martiniquaise : « *Nous avons été un peuple productif durant trois siècles et, brutalement, on se retrouve un peuple*

assisté. C'est une situation mortifère ». L'élan mobilisateur pourra-t-il émerger ? Le développement de la Martinique s'avère handicapé par l'étroitesse du marché intérieur et un manque de compétitivité vis-à-vis de l'extérieur, tandis que les politiques cherchent toujours la voie vers un « développement durable ». Face à cette problématique générale, l'IEDOM conclut ainsi une étude réalisée en 1992 : *« l'avenir de la filière canne-sucre-rhum dans les départements d'outre-mer apparaît encore incertain, sauf à la Réunion »*. Comment cette incertitude a-t-elle jusqu'ici été explorée ?

2. TRAVAUX ANTERIEURS SUR LES FILIERES CANNE D'ANCIENNES ILES A SUCRE : « ETAT DE L'ART »

Par rapport à la double problématique décrite, il importe de faire un point sur la façon dont a été jusqu'ici étudiée la filière canne dans les DOM¹⁸ ou d'autres anciennes « îles à sucre ». Au cours de l'histoire, la canne et ses industries ont fortement imprimé la vie économique, sociale et culturelle de ces territoires, tout en posant leur empreinte dans le paysage. De fait, nombreux ont été les spécialistes de divers horizons à s'y intéresser : historiens, géographes, économistes, agronomes, technologues, sociologues, sans oublier les romanciers et les poètes. Cet intérêt s'est concrétisé par moult écrits, enrichissant la connaissance de ces filières et permettant d'accéder à l'intelligibilité de leur évolution. La présente section examine quelques-uns de ces écrits, sans prétention d'exhaustivité, afin de voir en quoi peuvent-ils laisser la place à une réflexion nouvelle, tout en servant de base pour réfléchir aux méthodes d'approche de la filière canne martiniquaise.

2.1. Ouvrages historiques et géographiques : une riche production d'informations

Les écrits historiques et géographiques sont probablement les plus nombreux. La revue faite à ce propos par Yves-Marcelle RICHER (1992), à laquelle nous nous référons, peut être complétée. Les plus anciens écrits sont ceux des ecclésiastiques, chroniqueurs des débuts de l'industrie sucrière et rhumière. Le Père Dutertre, dans l'ouvrage « Histoire générale des Antilles habitées par les François, de 1635 à 1671 »¹⁹ commente les pratiques de cette époque et témoigne des prémices de l'industrie rhumière. A sa suite, le Père Labat s'intéresse à la fabrication du rhum, à laquelle il aurait apporté des améliorations, ce qu'il relate dans son célèbre « Nouveau voyage aux isles d'Amérique »²⁰. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'ouvrage « Rhum et eau-de-vie de canne », publié par KERVEGANT (1946), s'impose comme une référence sur l'industrie et la commercialisation du rhum aux Antilles et dans le monde. Y sont traitées les questions relatives à la technique de fabrication, mais aussi à la commercialisation et la consommation. Plus récemment, l'étude d'archéologie industrielle, consignée par l'« Atlas historique du patrimoine sucrier de la Martinique, XVII-XX^e siècles » (MOUSNIER, CAILLE, BÉGOT, 1990), dresse un inventaire des habitations-sucreries, usines centrales et distilleries de cette période. Mettant l'accent sur l'histoire des techniques, Emile EADIE (1997) témoigne du rôle capital joué par Emile Bougenot dans l'industrialisation sucrière de la Martinique à

¹⁸ Ces analyses excluent la Guyane, qui ne possède pas de « filière canne » en tant que telle.

¹⁹ DUTERTRE, réédition 1973, Ed. des Horizons Caraïbes.

²⁰ LABAT, réédition 1979, Ed. Seghers.

partir de 1860. Ce faisant, il reconstitue avec minutie tout un pan de cette histoire industrielle, en faisant une part notable aux innovations technologiques qui y ont présidé. Des écrits des premiers chroniqueurs aux études contemporaines, ce premier type de documents, à caractère informatif et explicatif, relève d'un considérable travail de recensement d'informations (observations, enquêtes, archives). Ces ouvrages témoignent de la situation de l'industrie cannière à différentes époques, en rapport avec la société, les techniques, les structures industrielles et l'occupation de l'espace.

Un second type d'ouvrages s'attache davantage à retracer et expliquer des phases historiques ayant trait à l'évolution de l'économie martiniquaise, ainsi que la place qu'ont occupé les productions cannières, sucrières et rhumières. Dans la collection « Historial Antillais », l'économiste Bernard PETITJEAN-ROGET (1980) apporte sa contribution à cette connaissance entre 1945 et 1970. Alain GRILLON-SCHNEIDER (1987), entouré de plusieurs spécialistes (historiens, économistes, physiciens, agronomes), a assuré la publication de l'ouvrage en trois tomes, intitulé « Canne, sucre, rhum aux Antilles et Guyane françaises du XVII au XX^e siècle ». Avec une évolution comparative reconstituée jusqu'aux années quatre-vingts, cette collection se pose comme une référence majeure pour la connaissance des filières canne de ces régions. La contribution de Christian LOUIS-JOSEPH (1987) dans cette collection aide à mieux comprendre les différents soubresauts de l'industrie sucrière à la Martinique ; notamment le « *virage mal amorcé* » quant à sa modernisation à partir des années soixante. S'ajoutent à ce second type d'ouvrages, les travaux de Jean-François FERRE (1976 ; 1981), relatifs à l'évolution de la production de canne et de ses industries entre les années cinquante et soixante-dix. La majorité de ces études historiques traitent la filière canne dans sa globalité. Puis, du fait de l'importance historique de l'industrie sucrière, c'est elle qui a davantage suscité d'intérêts, tandis que le rhum n'a longtemps été abordé que comme un sous-produit de la canne (RICHER, 1992). Il en ressort néanmoins une reconnaissance unanime de l'importance croissante du rhum dans la zone antillaise, avec la mise en place précoce de réseaux de commercialisation privilégiés.

En termes d'approches géographiques, les multiples travaux de Maurice BURAC (dont 2000 ; 2001b) permettent de comparer la situation entre différentes îles de la Caraïbe, en mettant en exergue « *le passage de l'économie de plantation à l'économie de service* ». Christine CHIVALLON (1993 ; 2000) s'est plus particulièrement penchée sur le mouvement d'installation des nouveaux libres au lendemain de l'abolition de l'esclavage. Ses recherches conduisent à reconsidérer l'action de la petite paysannerie dans la dynamique agraire, parallèlement à son désengagement de la production cannière. Sources précieuses d'informations, ces travaux aident à resituer cette production martiniquaise par rapport à celles d'autres régions ou dans l'évolution du système agraire régional. Ils apportent chacun un regard spécifique sur l'évolution passée de la canne dans l'île et éclairent la situation contemporaine.

2.2. Analyses économiques : différentes époques, différents points de vue

A la suite de ces écrits et analyses à dominante historique ou géographique, la question du devenir de la filière canne s'est posée dans nombre de petits territoires insulaires. Ayant pour la plupart vécu d'importants bouleversements de leur économie dans la seconde moitié du XX^e siècle, ces îles ont connu des évolutions différentes, qui ont fait l'objet de moult réflexions.

2.2.1. Approches globales : économie de la canne et économies insulaires

Dans sa thèse sur le rôle des institutions dans l'évolution de la filière canne réunionnaise, Jean-Marc CHASTEL (1995) part d'un constat : « *la filière canne à sucre de l'île de la Réunion est en situation de crise* ». Cette dernière est définie par rapport à la baisse de la production de sucre depuis le début des années quatre-vingts, ainsi que par les graves difficultés financières traversées par les planteurs. Au-delà des effets climatiques défavorables, qui relèvent de phénomènes conjoncturels, cette crise est qualifiée de structurelle²¹. Cet auteur analyse la contribution de quelques travaux jusqu'alors réalisés sur l'activité sucrière dans un contexte insulaire.

a) Des travaux plaçant la canne dans un processus de développement

CHASTEL (1995) montre notamment combien la réflexion a été riche sur ce sujet dans les îles de la Caraïbe, en matière de théories du développement. LEWIS (1954), à travers la théorie de la croissance, explique la dégradation de la filière par les prix bas (main d'œuvre et prix du sucre). Cette théorie n'est toutefois plus pertinente pour analyser aujourd'hui les filières canne des DOM, compte tenu des conditions actuelles de rémunération du travail et du soutien des prix. La théorie de l'économie de plantation, mise en place par BEST et BECKFORD, rend par contre bien compte de la situation qui prévaut dans la Caraïbe d'après-guerre. A partir de l'exemple de la Jamaïque, BEST (1968) montre en quoi l'économie de plantation est une économie à moteur externe : la prépondérance d'un secteur de plantation provoque l'extraversion de l'économie globale, qui elle-même génère une grande dépendance vis-à-vis de l'ancienne puissance colonisatrice. Dans la lignée, BECKFORD (1972) fonde sa théorie sur le concept de pauvreté persistante dans les sociétés de plantation, en rapport avec la domination des grandes puissances importatrices de matières premières. Les apports de ces auteurs contribuent à expliquer les rapports politiques et commerciaux entretenus au cours de l'histoire entre les îles de la Caraïbe et leurs (anciennes) « métropoles ». Ces théories restent toutefois marquées par leur époque et ne rendent pas complètement compte de la situation contemporaine prévalant à la Martinique et plus généralement dans les DOM, ceci pour trois raisons. D'une part, la forme sociale de production de l'économie de plantation, représentée dans le passé par l'habitation²², a laissé place à de nouvelles structures de production. D'autre part, à côté des grandes exploitations, les petites exploitations familiales qui se sont mises en place possèdent désormais une certaine latitude pour diversifier leurs productions agricoles ou se tourner vers des opportunités non-agricoles afin de

²¹ Une crise structurelle apparaît lorsque les formes institutionnelles sont incapables de réguler les perturbations qui sont le plus souvent d'origine endogène. Le fondement du mode de régulation est remis en cause. Ce type de crise conduit parfois à des conflits sociaux et aboutit à une modification des structures économiques (CHASTEL, 1995). A l'opposé, une crise conjoncturelle est imputable à des perturbations extérieures au mode de régulation étudié (guerre, catastrophe naturelle, situation de pénurie générée par le contexte international) ; mode de régulation qui reste dans ce cas inchangé.

²² L'« habitation » associe les terres, données en concession aux premiers colons, et la maison d'habitation. Au début du XIX^e siècle, les habitations se spécialisent pour la plupart dans la production de sucre et incluent une sucrerie traditionnelle (sucrôte). Il s'agit d'une « *institution totale* », très fermée vis-à-vis de la société globale (BEST, 1968). L'habitation détient la même fonction économique que la plantation. L'« économie de plantation » représente une économie extravertie, reposant sur de grandes propriétés, visant à répondre à la demande en sucre de la France. Elle a comme corollaire, sur le plan de l'organisation sociale, une forte stratification socio-ethnique (décrite au chapitre VII).

compléter leurs revenus. De plus, l'extraversion de l'économie domienne n'est plus liée de nos jours au secteur sucrier, mais aux transferts financiers en provenance de la France.

La thèse développée par LAURET (1976) à la Réunion fait appel aux théories marxistes et d'économie du développement. Cet auteur considère que la plantation a généré des rapports de production de types féodaux, puis capitalistes. Il s'intéresse à l'agriculture de subsistance, caractérisée par un très bas niveau de vie et reposant souvent sur le métayage. Selon lui, les rapports basés sur la dépendance de cette petite agriculture vis-à-vis de la grande agriculture capitaliste constituent un facteur de blocage de l'économie réunionnaise. Cependant, les réformes foncières effectuées à la Réunion et à la Guadeloupe, ainsi qu'à la Martinique (avec toutefois moins de succès), contribuent à modifier les systèmes d'exploitation antérieurs. L'évolution des rapports de production qui en découle amène à s'interroger : la thèse de LAURET est-elle encore valable pour expliquer la fragilité actuelle des filières canne domiennes ? Elle a en tout cas le mérite de montrer en quoi la répartition foncière et les rapports de force économique, sur lesquels repose l'exploitation de la canne, ont longtemps contribué à maintenir les structures de production issues de la période coloniale. La question est de savoir dans quelle mesure ces rapports perdurent sur la période contemporaine, à la Martinique en particulier.

C'est selon le même type d'approche (la dialectique de la dépendance) que l'économiste Alain-Philippe BLÉRALD (1986) aborde la question du « sous-développement » de la Martinique et de la Guadeloupe, cette fois à l'échelle du territoire. Partant de la subordination de l'organisation économique, dans les possessions antillaises de la France, aux intérêts de la puissance colonisatrice, il explique que : *« Dès l'origine, la spécialisation productive des formations antillaises s'ordonne en fonction de contraintes relatives à la division internationale du travail entre métropole et colonies, entre pays capitalistes dominants et pays capitalistes dominés. Partant, nous devons rejeter comme fables les litanies sur la prétendue "dotation naturelle" ou encore la pseudo "vocation agricole" des Antilles. La réalité tient en ce que la genèse et la consolidation des rapports coloniaux – déterminés par les exigences du développement du capitalisme marchand puis industriel - vont produire historiquement la dépendance des sociétés guadeloupéenne et martiniquaise »* (BLÉRALD, 1986). Citant Dos Santos²³, cet auteur entend la dépendance comme *« une situation dans laquelle un certain groupe de pays ont leur économie conditionnée par le développement et l'expansion d'une autre économie à laquelle la leur est soumise »*. Si la thèse de BLÉRALD déborde de loin la question du devenir de la canne ou du développement agricole des Antilles françaises, elle la prolonge toutefois. Puis, à la lecture de l'histoire, elle présente pour nous l'intérêt de poser un regard différent sur la problématique actuelle du « sous-développement » de la Martinique (et de la Guadeloupe). Selon cet auteur, il *« procède de leur insertion précoce et brutale dans le système capitaliste international »*.

b) Des travaux analysant le passage à une économie de transfert ou de rente

A travers des travaux plus récents, apparaissent les limites des instruments d'analyse économique habituels, qui relèvent d'une approche globale. Il en va ainsi des apports de la théorie keynésienne, abordant les économies insulaires actuelles sous l'angle des transferts publics et de leur absence

²³ DOS SANTOS T., 1969. La crise de la théorie du développement et les relations de dépendance en Amérique latine. *L'homme et la société*, n°12, avr.-juin 1969, p. 61.

d'effets multiplicateurs. Des thèses comme celles de DE MIRAS (1987 ; cité par CHASTEL, 1994) ou de MONROSE (1992) soulignent que la départementalisation engendre une économie de transfert ou une économie de rente. Celle-ci est présentée comme source de profonde mais incomplète mutation, puisque subsiste « *une économie de plantation moribonde* ». Puis, « *au-delà de la crise de l'économie de plantation ou plus généralement de celle de l'agriculture martiniquaise, c'est le processus même de production qui est en question face à la montée de l'économie de transfert* » (DE MIRAS, 1987). Nicaise MONROSE (1992) rappelle que la rente martiniquaise est financée par les consommateurs européens ou par l'Etat français, la considérant gratuite pour la société martiniquaise (mais l'est-elle vraiment ?) et donc à la base de l'augmentation du pouvoir d'achat. Le problème est alors de parvenir à mobiliser cette rente pour la traduire en un maximum d'effets multiplicateurs au bénéfice de l'économie locale. Remettant en cause cette économie de rente, de telles thèses préconisent en quelque sorte un ajustement structurel, dont la mise en œuvre paraît difficile à concevoir dans un contexte de départementalisation et d'intégration au marché européen.

c) *Des travaux basés sur la théorie standard et la régulation étatique*

D'autres travaux sur les fondements théoriques de la spécialisation internationale fournissent des éléments d'interprétation de l'économie des petites îles à pouvoir d'achat élevé. POIRINE (1993) applique à ces îles le modèle MIRAGE :

- MI pour *Migration* (Emigration des actifs) ;
- R pour *Remittances* (Devises rapportées par les travailleurs émigrés) ;
- A pour *Aid* (Aides publiques) ;
- GE pour *Gouvernement Expenditure* (Dépenses du gouvernement).

Dans les années soixante, une émigration massive et organisée se développe des DOM vers la France, du fait des salaires attractifs ; de sorte que le chômage est quasi inexistant à l'échelon régional. Par contre, dans les années quatre-vingts, l'émigration est pratiquement arrêtée, tandis que le chômage augmente. POIRINE considère que la politique de parité sociale initiée par le gouvernement français est à l'origine de cette situation. Une telle politique aurait supprimé « *l'exutoire de l'émigration (provoquant au contraire une immigration métropolitaine significative), en élevant artificiellement le niveau de productivité requis pour la création d'un emploi dans le secteur privé capitaliste* ». Le niveau de rémunération du travail, fixé de manière exogène, dépasse rapidement le niveau de productivité des secteurs non protégés²⁴. Ceci conduit à marginaliser le secteur agricole et les secteurs privés. Ce que les observateurs ont coutume de considérer comme une « hypertrophie du secteur tertiaire » constitue, selon ce modèle, une adaptation de l'économie domienne à la rente. POIRINE en déduit que la situation des petites économies insulaires à pouvoir d'achat élevé correspond à une spécialisation conforme à la théorie de l'avantage comparatif. Il existe une interdépendance acceptée entre les petites îles et les puissances industrielles qui les soutiennent. « *Les avantages peuvent être réciproques, et donc durables, si l'on admet le caractère non marchand de l'échange (dimension*

²⁴ Selon le modèle MIRAGE, l'île Maurice qui connaît une évolution inverse, atteint une situation de plein emploi (4% de chômage) au début des années quatre-vingt-dix, du fait de salaires très bas et d'un taux d'émigration positif.

stratégique, géopolitique des petites îles) » (CHASTEL, 1995). Mais quelle est la pérennité réelle de ces avantages réciproques ? Peut-on maintenir une telle spécialisation, alors que la rente repose sur la tertiarisation de l'économie domienne ? La prudence n'incite-t-elle pas à se prémunir quant à l'éventualité d'un arrêt de cette rente ? Plusieurs politiques semblent à ce titre envisageables. Un Etat souverain peut adopter comme stratégie la fixation autoritaire des prix des ressources productives. Un territoire qui bénéficie d'une rente naturelle (telle l'île de Nauru²⁵, avec les phosphates) peut chercher à capitaliser la rente pour en assurer la pérennité. La politique la plus fréquente consiste toutefois à subventionner des secteurs productifs pour parvenir à un « rééquilibrage ».

Dans une telle optique, le secteur cannier martiniquais peut-il offrir une perspective de rééquilibrage ? Sans préjuger de la pérennité du caractère non marchand de l'échange avec la France, cette approche amène à s'interroger sur la justification du soutien public à un secteur à l'importance économique fortement décroissante. Que peut-il en être de la poursuite de ce soutien à l'avenir ? Si l'on aborde la question du devenir de la filière canne des DOM en dehors du contexte économique insulaire, se pose le problème de la concurrence avec les autres filières sucre européennes ; filières face auxquelles les premières ne sont pas compétitives²⁶. Indépendamment de leur productivité, les différents pays européens se voient attribués des quotas dans le cadre de l'OCM sucre, qui fige de la sorte la production sucrière au sein de l'Europe. La Cour européenne des comptes (citée par MORIN, 1992) dénonce ce système qui « a conduit à l'état de sclérose et de sous optimisation qui caractérise actuellement ce marché [...] ». L'instauration d'un marché libre des quotas est socialement difficile à concevoir - ce qui conduirait à l'éviction immédiate de la production sucrière dans les territoires les moins compétitifs. Toutefois, les remises en question sont de plus en plus nombreuses. Ceci pousse à explorer d'autres voies que celles basées sur la seule régulation étatique du marché.

Se pose alors la question de la stratégie de différenciation adoptée par la filière rhum agricole Martinique, qui vise à la recherche d'avantages comparatifs, non à l'échelle de l'économie insulaire, mais de la filière. De ces travaux, il ressort que la place des trois filières considérées au sein de l'économie domienne respective tient à d'incessants compromis : à l'échelon national (montants et modalités des transferts entre la France et chaque territoire) ; à l'échelon territorial (répartition des transferts entre secteurs d'activité). Pourtant, ces travaux ne permettent pas de rendre compte de la résolution de ces compromis, ni des voies de convergence entre intérêts collectifs et individuels, sachant que ceux-ci relèvent à la fois des sphères nationale et territoriale.

2.2.2. Approches intermédiaires, des institutions aux marchés

Les études précédemment citées, dont la pertinence aide à mieux comprendre l'évolution de l'activité sucrière insulaire, relèvent de théories du développement selon des approches globales. Celles-ci conduisent à se focaliser sur l'extraversion de ces petites économies insulaires, qui s'avère toutefois mieux acceptée à notre époque que par le passé, comme le note CHASTEL (1994). Néanmoins, ces

²⁵ Atoll de Micronésie, au sud des îles Marshall, dans le Pacifique.

²⁶ Pour des teneurs en sucre extractible comparables, le coût de production de la tonne de canne à la Réunion est deux fois plus élevé que celui de la tonne de betterave dans le Bassin Parisien (CHASTEL, 1995) : 36 €/t (240 F/t), contre 18 €/t (120 F/t).

études ne permettent pas d'analyser finement les évolutions différenciées de chacune des filières canne domiennes, dans un environnement économique pourtant relativement comparable. Pour la plupart marquées par leur époque, ces approches ne permettent pas non plus de rendre compte du rôle des institutions au regard de l'organisation du marché, tant du sucre que du rhum ; ce que permet plus volontiers une approche au niveau intermédiaire.

Les recherches conduites par Anastasia BONNETON-KOUSSOULA sur le marché du rhum à la Guadeloupe et dans la Caraïbe (1981 ; 1996 ; 1998) abordent justement les questions d'organisation du marché pour les produits rhumiers. Elles permettent de resituer l'importance des contraintes du marché au niveau international sur l'évolution régionale des industries caribéennes. Elles ne rentrent toutefois pas dans le détail du fonctionnement des filières à l'échelle territoriale. L'analyse menée par CHASTEL (1994), précisément au niveau intermédiaire, dit méso-économique, permet d'aller plus avant dans la compréhension de l'évolution et du fonctionnement actuel de la filière canne réunionnaise. En faisant appel à l'économie des institutions, il remet en cause l'ensemble des dispositifs institutionnels spécifiques à la filière, en montrant que la régulation de cette dernière n'est plus assurée. Il explique cette situation par plusieurs facteurs : les exploitations familiales en monoculture de canne ne rémunèrent plus leur personnel à un niveau suffisant ; les aides de l'Etat ne permettent plus de stabiliser le revenu agricole ; la multiplicité des organismes para-agricoles nuit à la prise en main de stratégies de développement par les acteurs principaux que sont les industriels et les planteurs. Il montre que la filière et ses formes institutionnelles évoluent sous la contrainte des marchés du sucre et des politiques de l'Etat dans l'île. Cette analyse met en lumière le manque de maîtrise des acteurs à l'échelle territoriale sur l'évolution de leur filière. Si elle s'avère éclairante, elle ne peut toutefois être calquée sur la situation martiniquaise, du fait des dissimilitudes de celle-ci avec la situation réunionnaise : les organismes d'encadrement y sont bien moins nombreux qu'à la Réunion (ou qu'à la Guadeloupe) ; le poids des distilleries agricoles et de leurs acteurs au sein de la filière canne se traduit par une orientation et des stratégies spécifiques.

2.3. Etudes agro-techniques : quantité, qualité et coûts comme mots clés

De nombreux travaux techniques ont été réalisés sur les unités de production des filières canne dans les DOM. Ils permettent de mieux appréhender les problèmes de la recherche-développement, dans un contexte différent de celui de la Martinique. Sont surtout mises en exergue les difficultés organisationnelles de ces filières, à travers des études sur les systèmes de production à la Réunion (ALIANE, 1995) ou à la Guadeloupe (ARPHEXAD, 1989 ; BONOTTO, 1999 ; 2000). Cependant, ces études n'intègrent pas les relations d'interdépendance entre les planteurs et les agents industriels, en tenant compte des phénomènes de complémentarité et de domination. Les approches privilégiées ne font pas non plus appel à la pluridisciplinarité pour analyser le secteur productif replacé dans sa filière. Au-delà de leur pertinence pour leur domaine d'étude, les méthodologies mises en place pour ces travaux de recherche sur les différents DOM ne sont que partiellement utilisables pour notre recherche. Une complémentarité de méthodologies s'avère nécessaire afin de mieux analyser les interrelations entre les différentes conditions de pérennisation de la production cannière.

Aux études précitées, s'ajoutent de nombreuses recherches thématiques. Tel est le cas des études menées par le programme canne à sucre du CIRAD, à la Guadeloupe et à la Réunion, ainsi que des autres organismes de recherche-développement dans ces régions. Parmi ceux-ci, les Chambres d'agriculture et les Centres techniques interprofessionnels de la canne et du sucre (CTICS et CTCS) assurent, chacun à leur niveau, différents travaux relatifs à la production : sélection variétale, essais herbicides, lutte contre les ravageurs, études économiques, etc.

Les travaux de synthèse sur les filières canne des DOM sont beaucoup moins nombreux. L'ouvrage réalisé en 1992 par un Comité de scientifiques, issus de l'Institut national de recherche agronomique (INRA), du CIRAD, de l'Université Antilles-Guyane (UAG) et de l'ORSTOM²⁷ (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération), fait le bilan de la filière canne à la Guadeloupe et explore ses potentialités. Concernant la Martinique, les dernières études de synthèse sont pour la plupart antérieures à l'avènement de l'AOC rhumière. Tel est le cas des travaux de réflexion menés au sein de la filière²⁸, d'un apport certes précieux, mais partiels et non actualisés. Enfin, il convient de mentionner les résultats du récent audit sur la SAEM du Galion (INITIATIVES, 2000), qui comporte des éléments de diagnostic économique, suivi d'objectifs opérationnels.

3. CONCEPTUALISATION ET DEMARCHE

Pour envisager le devenir de la canne à la Martinique au XXI^e siècle, l'aperçu des travaux précités, de façon non exhaustive rappelons-le, montre qu'il reste des domaines de recherche à explorer, d'autres qui méritent des mises à jour, des approfondissements, des études prospectives. Ces études antérieures laissent la place à une réflexion nouvelle, tout en servant de base pour réfléchir aux méthodes d'approche de la filière canne martiniquaise.

3.1. Axes de réflexion et questionnement

Pour les acteurs de cette filière, l'évolution observée depuis une cinquantaine d'années est, par maints aspects, source d'inquiétude, par d'autres, porteuse d'espoirs. Face aux incertitudes actuelles, des perspectives susceptibles de conforter la filière se font jour. Deux grandes perspectives, identifiées au regard des objectifs de la recherche, vont guider la mise en place du questionnement ; lequel conduit à préciser ensuite les concepts et postures de recherche mobilisés pour construire notre démarche.

3.1.1. Un triple objectif, un problème posé en terme de durabilité

La présente thèse répond à trois objectifs : deux d'ordre pratique, en réponse à la demande multiforme de départ, un d'ordre méthodologique. D'une part, il importe de bien comprendre la situation présente. De sorte que cette thèse vise à contribuer à la connaissance et à la compréhension de la filière canne martiniquaise à l'aube du XXI^e siècle, en témoignant de l'époque contemporaine. Cet apport a trait

²⁷ Actuel IRD : Institut de recherche pour le développement.

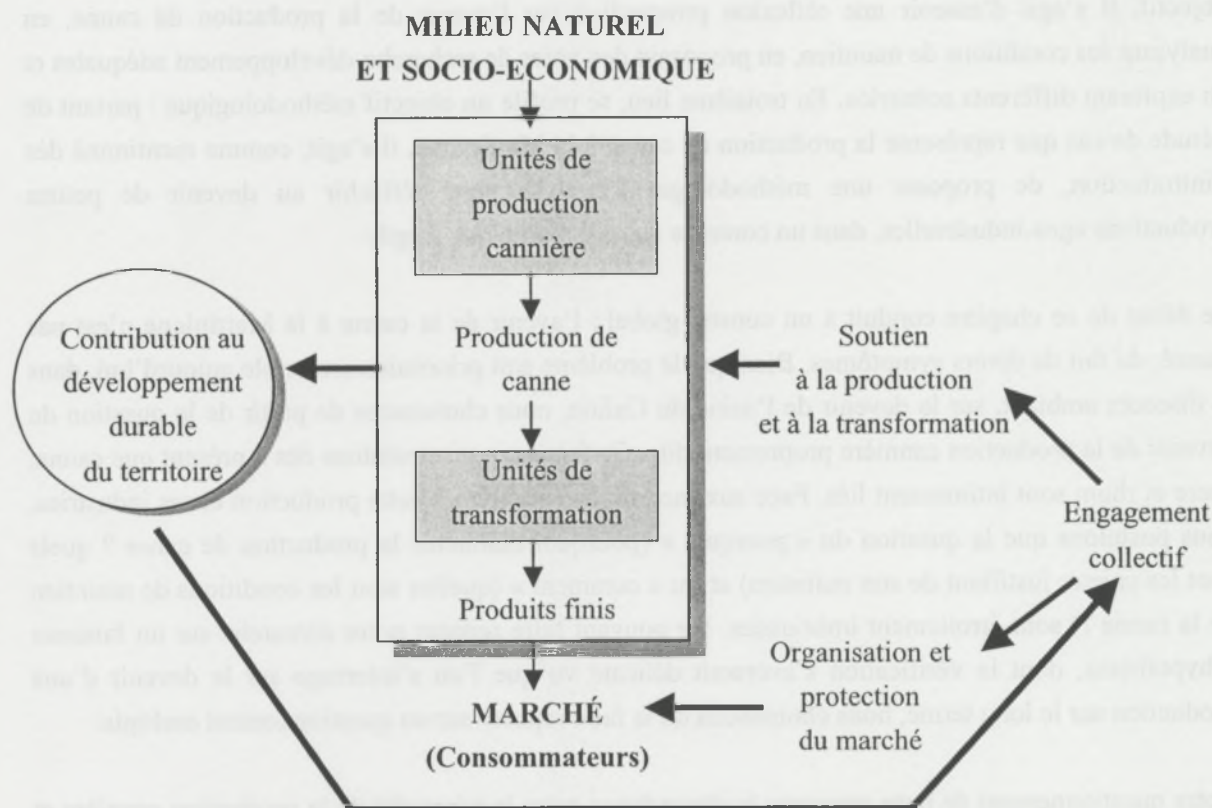
²⁸ dont la synthèse produite par le Conseil régional de la Martinique (1996a) et autres documents déjà cités.

principalement à l'analyse du fonctionnement des unités de production cannière, resituées dans leur filière, et à l'analyse de la construction de l'AOC rhumière. D'autre part, partant de ce premier objectif, il s'agit d'asseoir une réflexion prospective sur l'avenir de la production de canne, en analysant ses conditions de maintien, en proposant des voies de recherche-développement adéquates et en explorant différents scénarios. En troisième lieu, se profile un objectif méthodologique : partant de l'étude de cas que représente la production de canne à la Martinique, il s'agit, comme mentionné dès l'introduction, de proposer une méthodologie d'analyse pour réfléchir au devenir de petites productions agro-industrielles, dans un contexte socio-économique fragile.

Le début de ce chapitre conduit à un constat global : l'avenir de la canne à la Martinique n'est pas assuré, du fait de divers symptômes. Bien que le problème soit prioritairement ciblé aujourd'hui, dans le discours ambiant, sur le devenir de l'usine du Galion, nous choisissons de partir de la question du devenir de la production cannière proprement dite. Ce faisant, nous postulons dès à présent que canne, sucre et rhum sont intimement liés. Face aux incertitudes relatives à cette production et ses industries, nous postulons que la question du « pourquoi » (pourquoi maintenir la production de canne ? quels sont les enjeux justifiant de son maintien) et du « comment » (quelles sont les conditions de maintien de la canne ?) sont étroitement imbriquées. Ne pouvant faire reposer notre démarche sur un faisceau d'hypothèses, dont la vérification s'avèrerait délicate vu que l'on s'interroge sur le devenir d'une production sur le long terme, nous choisissons de la faire reposer sur un questionnement multiple.

Notre questionnement de base concerne la dépendance entre la pérennité de la production cannière et l'engagement collectif des acteurs au sein du territoire martiniquais, venant soutenir la production (et sa transformation) : cet engagement ne serait-il pas d'autant plus fort que : (i) cette production présenterait des atouts pouvant contribuer au développement durable du territoire et ; (ii) qu'il y aurait une prise de conscience d'autant plus forte de ces atouts et une appropriation de ce secteur d'activité par les acteurs territoriaux, publics et privés ? A cette interaction entre les enjeux de la production cannière à l'échelle du territoire et le soutien dont elle peut bénéficier, s'ajoutent d'autres conditions, relatives aux facteurs naturels et au contexte socio-économique en amont de la production, ainsi qu'à la pérennité des marchés (préférence des consommateurs, prix à la commercialisation), en aval (cf. figure 1). Cette première approche des conditions de maintien de la canne à la Martinique nous amène à poser le problème du devenir de cette production en terme de durabilité, afin d'intégrer la diversité de conditions nécessaires à prendre en compte. Nous reviendrons plus loin en détail sur ce concept et sa genèse. Retenons pour l'instant que poser le problème du devenir de la canne en s'interrogeant sur ses conditions de durabilité vise à appréhender les différentes dimensions incluses dans le concept de développement durable : allant des aspects techniques et environnementaux aux aspects économiques, en passant par les aspects sociaux, ceci sur le long terme. Concernant les aspects économiques, il s'agit de savoir comment conforter la commercialisation des produits finis issus de la canne à la Martinique, dans le contexte actuel de forte libéralisation des marchés.

Figure 1 : Première approche des conditions de maintien de la canne à la Martinique



D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002.

3.1.2. Une double perspective dans un contexte de libéralisation économique accrue

L'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT²⁹) a évolué au fil des ans, à travers plusieurs cycles de négociation. Le dernier et le plus important, le Cycle d'Uruguay (de 1986 à 1994), a conduit à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en 1995. Signés par la majorité des puissances commerciales du monde, les accords de l'OMC visent notamment à favoriser la liberté des échanges. Sur ces accords, reposent désormais les règles juridiques de base pour le commerce international (SOLILY, BRODHAG, 2000). Face à cette libéralisation économique, il existe deux axes stratégiques principaux pour chercher à conforter la compétitivité des secteurs agricoles et leur participation au commerce international.

Le premier consiste en la recherche d'avantages comparatifs, telle la réduction des coûts de production, en réponse à la régulation par le marché (loi de l'offre et de la demande). Ce fonctionnement, qui sous-tend souvent les politiques de délocalisation, est inopérant à la Martinique, vu le contexte socio-économique. Avec un des coûts de main d'œuvre les plus élevés du monde, comme le rappelle l'économiste Lucien BOURGEOIS (1994), les éléments structurels propres à la France placent les régions qui en dépendent dans une situation concurrentielle difficile. D'importants

²⁹ General agreement on tariffs and trade.

efforts ont été faits par l'agriculture française depuis les années quatre-vingts pour accroître la productivité et la rentabilité. La marge de progression en ce domaine s'est nettement amenuisée depuis. Cet axe ne peut assurer désormais, à lui seul, un avantage concurrentiel pour les productions agricoles françaises et, *a fortiori*, martiniquaises.

Le second axe consiste à miser sur des avantages compétitifs, sous forme de régulations par les institutions (acteurs privés ou publics, tels les collectivités territoriales, l'Etat ou l'UE). Selon la capacité de ces dernières à négocier, à se coordonner pour innover et s'adapter à un environnement changeant, cet axe recouvre différentes formes, éventuellement complémentaires : (i) l'action publique, via la régulation du marché (fiscalité, contingentement, etc.) et le soutien aux acteurs privés (aides directes, soutiens internes couplés à la production et soutiens découplés) ; (ii) les actions collectives pour la mise en place de règles au sein du réseau d'acteurs (contrats de livraisons, etc.) ; (iii) l'instauration de normes qui s'imposent à tous les acteurs, visant à différencier le produit. Cette différenciation passe par ce que d'aucuns regroupent sous le terme de « signe de qualité » ; à savoir *« tous les éléments qui permettent à prix égal d'avoir la préférence du consommateur ou, mieux, de faire accepter un prix plus élevé que les produits concurrents »* (BOURGEOIS, 1994). Mettant à profit ce second axe, les acteurs de la filière canne martiniquaise en ont décliné les différentes formes stratégiques. En premier lieu, cela se traduit par l'intervention publique sur la régulation des marchés sucrier et rhumier, ainsi que par les aides aux planteurs et transformateurs. Au-delà des règles d'articulation au sein de la filière canne, les actions collectives développées par les acteurs de la filière rhum agricole ont abouti à l'instauration d'une norme : l'AOC Martinique. En « jouant la carte de la qualité », ils sont parvenus à faire reconnaître la spécificité de leur produit, en relation avec le terroir.

Au regard de ces stratégies, nous considérons que deux perspectives peuvent être explorées pour chercher à conforter les avantages compétitifs de la filière canne martiniquaise et asseoir sa durabilité ; perspectives amenées à se combiner et à converger.

- La première perspective consiste à valoriser le rôle de la canne dans le développement durable de la Martinique. Elle intègre la question des financements publics contribuant à la pérennisation de cette activité. Cette perspective est à mettre en relation avec la prise en compte de la multifonctionnalité de l'unité de production cannière et, plus généralement, de la multifonctionnalité de l'activité agro-industrielle canne à l'échelle du territoire.
- La seconde a trait à la démarche de qualification mise en place par les acteurs de la filière rhum agricole. Nous présumons que cette démarche est susceptible de contribuer à la pérennité de la production de canne à la Martinique, mais que la reconnaissance durable de la spécificité du rhum AOC passe par le renforcement de sa dimension patrimoniale ; renforcement qui implique une appropriation collective de l'AOC par l'ensemble de la société martiniquaise, ainsi qu'un ancrage le plus poussé possible du produit au territoire.

Ces perspectives sont à resituer dans le contexte de l'agriculture nationale, avant de voir concrètement comment elles peuvent s'envisager dans le cas étudié. Les politiques nationale et européenne sont certes sources de contraintes, mais présentent toutefois des caractéristiques susceptibles de favoriser le

maintien de la production de canne martiniquaise : ne sont-elles pas porteuses pour les deux perspectives retenues, quant à la valorisation de la contribution de la canne au développement territorial et à l'ancrage du rhum agricole au territoire ?

3.1.3. *Une demande des consommateurs tournée vers la « qualité »*

En termes de produits agro-alimentaires, chercheurs et hommes de terrain s'accordent à considérer que la fin du XX^e siècle coïncide avec une mutation des modes de production, en réponse à la demande du consommateur. Bertil SYLVANDER (1994) montre que l'allongement et la complexification des filières induisent une incertitude plus grande sur la qualité des produits, en éloignant le consommateur des conditions de production agricole. Echaudé par les dérives successives de l'agriculture productiviste, celui-ci devient de plus en plus exigeant sur la « qualité », ainsi que le souligne Daniel RICARD (1999), comme de nombreux auteurs³⁰ ; tandis que les médias se font le relais des préoccupations de santé humaine. Dans une société où les repères semblent se perdre, la recherche d'authenticité rend également le consommateur plus curieux de la provenance des produits et, de fait, plus sensible aux produits dits « de terroir ». Il s'ensuit, dans les sociétés occidentales, le passage d'une agriculture de type productiviste à une production agro-alimentaire dite « de qualité », ainsi que l'explique Jean PILLEBOUE (1999) : la première est guidée par des références quantitatives et est prolongée par une industrialisation de masse de l'alimentation ; la seconde vise à l'obtention de produits dits « de qualité supérieure » ou, plus généralement, de produits « différenciés ». Cette mutation³¹, largement impulsée par l'appareil de distribution agro-alimentaire, impose aux producteurs agricoles de prendre en compte les nouveaux besoins des consommateurs, tournés vers la qualité.

Notons que, comme bien d'autres, nous nous heurtons à la polysémie du mot « qualité »³² et, plus encore, à la difficulté de définir de façon objective et succincte la « qualité supérieure » d'un produit. Nous distinguons, avec Marion GUILLOU (1994), deux types de qualité pour les produits agro-alimentaires : la « qualité-régularité » (ou sécurité), d'une part, et la « qualité-spécificité », d'autre part. La première fait l'objet de textes réglementaires concernant les certifications et les qualifications. Elle peut être rapportée à des normes standard, liées de façon générale à la protection sanitaire (souvent traduites en terme de traçabilité du produit) ou à la composition du produit. Elle se réfère ainsi aux caractéristiques qualitatives des produits, dans un souci de mesure et d'analyse. A cette fin, elle utilise des outils de contrôle, tels les systèmes d'assurance-qualité. La qualité-spécificité est liée à la valorisation de modes de production spécifiques (comme l'agriculture biologique), d'une référence à la tradition et à l'authenticité (à travers les produits dits « de terroir »), ou du rattachement à une origine géographique et/ou à des usages spécifiques. Ce rattachement peut être authentifié et protégé

³⁰ Voir aussi : BUISSON M., 1999. From productivist agriculture to durable agriculture : question of economy. *Planetary garden '99*, pp. 281-285.

³¹ Jean PILLEBOUE relève toutefois que cette opposition s'avère fallacieuse, dans la mesure où la production de biens dits « de qualité » a généralement comme objectif, ou tout au moins comme effet, par la diversification des formes revêtues par la production de masse, de renouveler cette dernière.

³² Les chercheurs du département Systèmes agraires et développement (SAD) de l'INRA se sont penchés sur cette polysémie dans l'ouvrage « Qualité et systèmes agraires : techniques, lieux, acteurs ». *Etudes et recherches sur les systèmes agraires et le développement*, n° 28.

par ce que l'on a coutume d'appeler les « signes de qualité », comme les labels et l'appellation d'origine contrôlée. Pour cette dernière, il s'agit d'une « qualité-spécificité » définie par une typicité rattachée au terroir (en termes de milieu, d'us et coutumes, etc.). Par conséquent, pour éviter l'ambiguïté liée à la polysémie du mot qualité, nous évitons de nous référer à l'AOC en tant que « signe de qualité ». Nous rejoignons à ce propos Sandrine SCHEFFER et François RONCIN (1999) sur le fait que « *l'appellation d'origine contrôlée constitue ainsi un signe d'identification, tel que le définit la loi d'orientation agricole [...]* ». Il s'agit bien d'une différenciation, d'une reconnaissance, qui ne préjuge en rien de la qualité intrinsèque d'un produit, ni de son appréciation par les consommateurs ou de sa notoriété. Ceci relève de la responsabilité des producteurs et opérateurs commerciaux. A noter que, *a contrario* de la qualité-régularité, synonyme d'homogénéité, la qualité-spécificité valorise la diversité. Concernant les spiritueux, c'est le cas des petites productions comme l'Armagnac, à la différence des grands alcools tel le Cognac.

A ces deux premiers types de qualité, s'ajoute la prise en compte de facteurs psycho-sociologiques, ainsi que la qualité de l'environnement, conduisant à la notion de « qualité totale »³³, soulignée par Claude BÉRANGER (1994). Cette dernière, à prendre en compte pour un développement territorial harmonieux, fait intervenir les interactions entre aspects écologiques, techniques, économiques et sociaux. Elle renvoie à la notion de « développement durable », sur laquelle nous reviendrons plus loin. Ce contexte relatif à la « qualité » pourrait favoriser la démarche de qualification entreprise par les acteurs de la filière rhum agricole à la Martinique. Cette démarche correspondant à ce que Egizio VALCESCHINI (1999) définit comme une stratégie de qualité³⁴, à savoir : le « *comportement de un ou plusieurs agents économiques qui a pour but de différencier un produit et de donner de la valeur au signe distinctif, en le signalant et en garantissant de manière crédible pour le consommateur les attributs du produit et/ou certaines caractéristiques de l'activité de production* ». Ce signe officiel qu'est l'appellation d'origine contrôlée est conforté par la normalisation européenne des repères d'identification fondée sur l'origine, à travers l'AOP, l'appellation d'origine protégée³⁵ (MULDER, 1999). Ces signes de reconnaissance contrôlés par l'Etat (et l'Europe), que sont l'AOC et l'AOP, intéressent de plus en plus le consommateur européen et, en particulier, français. Ils sont également à même de répondre aux demandes du consommateur quant à l'image du produit. Il conviendra de cerner en quoi la crédibilité de la qualification du rhum agricole Martinique dépend de son appropriation collective par la société martiniquaise et par l'ancrage au territoire du produit.

3.1.4. Prise en compte de la multifonctionnalité de l'activité canne

Parallèlement à la perspective liée à la qualification rhumière, il convient d'explorer celle relative à la multifonctionnalité de l'exploitation agricole, qui offre une seconde voie d'ancrage de la production au territoire. Il s'agit surtout de voir comment cette prise en compte peut contribuer à renforcer le soutien à la production cannière martiniquaise. Dans le contexte du passage de l'agriculture productiviste à

³³ En référence à la notion de « qualité totale », recherchée dans l'industrie pour dépasser la notion de « zéro défaut ».

³⁴ que nous définirions plutôt comme une « stratégie de différenciation ».

³⁵ Le rhum, comme toute boisson spiritueuse, ne figure pas dans la liste des produits agro-alimentaires en annexe II du traité de Rome et n'entre pas de ce fait dans la catégorie des AOP.

une agriculture de qualité, les fonctions conjointes de l'activité agricole, générées par la fonction prépondérante de production, prennent une dimension sociale nouvelle³⁶. Toutefois, ce sont aussi, comme le rappelle Richard EFFANTIN (2001), les politiques nationales et européennes qui, au travers des textes réglementaires, induisent les changements attendus par la société.

La réforme de la PAC en 1992-1993 vise à promouvoir un modèle agricole européen original. Celui-ci est fondé non seulement sur la reconnaissance du rôle économique des agriculteurs, mais aussi sur celles de leurs rôles environnemental et territorial (DESQUILBET et *al.*, 2000). Dans ce même esprit, la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 s'attache à reconnaître que l'agriculture a d'autres fonctions que la production. La gestion de l'environnement (fonction écologique), incluant l'aménagement du paysage et la contribution à la préservation des ressources naturelles, ainsi que la fonction sociale de l'agriculture sont désormais considérées comme indissociables de la fonction première de production (fonction économique) : c'est le principe de la multifonctionnalité de l'agriculture, désormais prise en compte, dans une perspective de développement durable. Il s'ensuit une mutation du mode de financement de l'agriculture : (i) les aspects écologiques et sociaux deviennent essentiels, la contribution de l'agriculture à la gestion des territoires étant reconnue et indemnisée à travers la mise en place des contrats territoriaux d'exploitation (CTE) ; (ii) passer d'une subvention au produit à une subvention au producteur-gestionnaire du territoire place la dimension territoriale et l'acteur individuel au centre des nouvelles politiques agricoles. Cette évolution de la politique agricole européenne et de la société n'est pas sans incidence sur la réflexion à mener concernant les enjeux et le devenir de la production de canne à la Martinique. La contribution de cette dernière à la préservation d'un certain environnement, à l'échelle territoriale, peut être différemment prise en compte désormais. Cette évolution nous interpelle également quant au rôle que peut encore jouer la canne dans l'occupation de l'espace et la structuration du paysage martiniquais ; rôle indissociable de la question de densité du tissu de producteurs.

3.1.5. Un questionnement multiple, un recours à la pluridisciplinarité

Par rapport à la problématique du devenir de la canne, envisager les deux perspectives présentées conduit à approfondir le questionnement de départ. Depuis les années quatre-vingts, le débat sur le maintien de la production de canne (et surtout de sucre) s'est fortement politisé à la Martinique. Cette donne mérite d'être dépassée, afin d'identifier les nouveaux enjeux rattachés, à l'échelle du territoire, à cette culture comme à ses industries de transformation, et justifier par-là leur maintien.

Nous nous situons actuellement dans un contexte de remise en cause général à la Martinique, allant jusqu'à remettre en cause le statut du territoire, ce qui n'aurait pas été pensable il y a une dizaine d'années. Ce contexte n'ouvre-t-il pas tous les possibles pour la canne ? Or, il semble que l'on s'interroge toujours de façon assez « traditionnelle » sur son devenir à la Martinique. Pour justifier du soutien à cette production, les enjeux qui lui sont conférés sont avant tout d'ordre économique. Mais ces enjeux économiques, présentés comme prioritaires, ne sont peut-être pas les plus importants, alors que cette production a fortement diminué dans le temps. N'y en a-t-il pas d'autres aujourd'hui, plus ou

³⁶ L'analyse de cette évolution est approfondie plus loin : § 3.2.2.

moins implicites, qui expliquent le soutien à cette production ? Expliciter les véritables enjeux sous-jacents ne permettrait-il pas de justifier d'autant mieux, de façon plus rationnelle, ce soutien dont bénéficie la canne (cf. fig. 1) ? Cela ne permettrait-il pas de mieux cibler les actions à mener, le cas échéant, pour améliorer les conditions de durabilité de la production cannière martiniquaise ? De même qu'il y aurait une sur-évaluation de l'enjeu économique de l'activité agro-industrielle à l'échelle territoriale, n'y aurait-il pas une sur-évaluation des facteurs techniques de la production ? Les plans de relance de la canne se sont jusqu'ici surtout intéressés aux conditions technico-économiques de la culture et de la récolte au sein des exploitations agricoles. Qu'en est-il aujourd'hui de la performance des pratiques des planteurs ? C'est ce qu'il conviendra d'évaluer en s'intéressant au fonctionnement des unités de production. Ce faisant, il importe de cerner les facteurs de la diminution de la population de planteurs. S'agit-il de problèmes techniques (adaptation des techniques culturales, épuisement des sols, etc.), économiques (revenus insuffisants) ou socio-économiques (autres alternatives plus rentables) ?

Du fait de notre engagement professionnel, qui nous pousse à mettre l'accent sur les conditions techniques de production de la canne, une attention particulière leur est accordée dans l'analyse. Ceci étant, l'avenir de la canne ne dépend pas uniquement de ces conditions techniques ; ce qui amène à prendre également en considération ses conditions de transformation en sucre et en rhum, ainsi que les conditions de commercialisation des produits finis. Partant de l'agronomie, des points de vue relatifs à la géographie, l'économie et la sociologie rurale seront combinés. Cette recherche est ainsi construite selon une approche pluridisciplinaire ; approche privilégiée par l'école doctorale « Temps, espaces, sociétés, cultures » (TESC), de l'Université de Toulouse - Le Mirail, de l'Institut national polytechnique de Toulouse et de l'Ecole nationale de formation agronomique (UTM, INPT, ENFA), dans le cadre de laquelle ce travail a été réalisé. Le devenir de la canne n'est pas non plus indépendant de son rôle et de sa place au sein du territoire. Cette thèse pose alors les bases d'une réflexion sur l'avenir de la production cannière à la Martinique, en prenant en considération sa dimension territoriale et en mobilisant le concept de durabilité.

Les perspectives qui se dessinent à l'échelle nationale amènent à réfléchir à la durabilité de la production cannière dans une perspective de « qualité-totale ». De façon générale, l'adoption d'une démarche qui intègre « la qualité » (relative tant au produit qu'au milieu) passe par une interrogation d'ordre culturel sur la dynamique sociale (VISSAC, HUBERT, 1994). Les enjeux actuels autour de « la qualité totale » et les questions environnementales, précédemment évoqués, peuvent se concrétiser par des systèmes de convention et de régulation au sein des organisations professionnelles. De sorte que, pour appréhender les conditions de durabilité de la production cannière à la Martinique, il importe de répondre à un certain nombre de questions relatives à la dimension sociale de la production. L'histoire de la canne est-elle un avantage ou un handicap pour son maintien, compte tenu des représentations qui en découlent ? Quels sont les rapports de la filière avec le reste de la société martiniquaise ? Dans le prolongement de cette dimension sociale, l'analyse de l'articulation entre le secteur productif et celui de la transformation soulève un questionnement foisonnant. Qu'en est-il réellement du problème d'approvisionnement en canne de l'usine, par rapport aux distilleries ? La production de canne n'est-elle pas « tirée » par la transformation, avec une majorité de planteurs-distillateurs ?

Par ailleurs, la récente mise en place de l'AOC rhumière nous interpelle quant à son interférence avec le devenir de la canne : en quoi le rattachement du rhum agricole au territoire Martinique, impulsé par l'AOC, est-il susceptible de conforter la pérennité de la production cannière, via celle de l'industrie rhumière ? Cette analyse, focalisée sur la filière rhum agricole, renvoie à d'autres questions. Qu'en est-il de l'ancrage au territoire du produit rhum agricole « Martinique » ? La construction de l'AOC ne relève-t-elle pas surtout d'une construction sociale, voire du « discours », et d'une construction économique s'inscrivant dans une logique politique ? La filière rhum agricole, en particulier à travers l'AOC, enclenche-t-elle sur des mécanismes d'appropriation du produit par l'ensemble de la société martiniquaise ? Le « moteur » de la filière canne martiniquaise n'est-il pas extérieur ? Le cas échéant, dans quelle mesure, cela peut-il constituer un avantage ou un handicap pour sa dynamique interne ?

Ce questionnement multiple amène à analyser l'ancrage au territoire de la canne, du sucre et, plus encore, du rhum agricole, dans une perspective de développement territorial durable. De façon annexe, il conduit à s'enquérir des débouchés possibles, autres que le sucre et le rhum, pouvant conforter la durabilité de la production cannière à la Martinique. Au final, au stade actuel de développement de la filière (régression au sein du territoire, degré de modernisation), l'avenir de la canne ne se pose-t-il pas davantage en termes politiques et sociologiques, qu'en termes purement économiques ou techniques ? Ce questionnement revient à se demander, comme le fait Emile EADIE (1987), si la canne, qui a engendré l'un des plus précieux produits du XVIII^e siècle, peut encore être synonyme de richesse en terre martiniquaise ? L'économie de l'île peut-elle encore s'appuyer sur cette spéculation et ses industries dérivées ? La canne peut-elle être aussi source de renouveau pour toute la Martinique ? Si oui, à quelles conditions, avec quels scénarios ?

3.2. Genèse et modalités d'application du concept de durabilité

Afin d'explorer les perspectives présentées ci-dessus et répondre aux questions posées, diverses bases théoriques sont à mobiliser. Cette sous-section vise à présenter la première d'entre elle, la durabilité, retenue comme concept central. Après en avoir retracé la genèse, il s'agit d'explorer les points de vue qui y sont rattachés, afin de voir comment l'adapter à notre objet de recherche.

3.2.1. Le développement durable : genèse et éléments d'identification

Des années soixante-dix à la fin du XX^e siècle, le concept de durabilité, initialement appliqué au développement, tente de sortir d'une définition politique pour tendre à une approche opératoire. Ce cheminement conduit à expliciter les valeurs associées au développement durable.

a) Adoption politique et contexte de la reconnaissance du développement durable

En 1972, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement adopte une série de principes pour une gestion écologiquement rationnelle de l'environnement, à travers la « déclaration de Stockholm ». Plaçant les questions écologiques au rang des préoccupations internationales, elle initie un dialogue entre pays industrialisés et pays en développement quant au lien entre croissance économique,

pollution de l'indivis mondial (l'air, l'eau, les océans) et bien-être des peuples. Quinze ans plus tard, en 1987, est publié le célèbre rapport BRUNTLAND, auquel est associée la naissance du concept de « développement durable ». Il s'agit d'un rapport de la Commission des Nations Unies sur l'environnement et le développement, intitulé « *Our Common Future* », et rédigé sous la présidence de Mme Gro Harlem BRUNDTLAND. Le développement durable y est défini comme « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins* » (WCDE, 1987). Christine RICARD et Patrick CLAUDEZ (1994) situent cependant l'apparition du terme au début des années quatre-vingts, signée par le rapport « *Stratégie mondiale de la conservation* » ; un rapport émis par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Union internationale de conservation de la nature (UICN) et le Fond national de préservation de la vie animale sauvage (le WWF ou World wildlife fund).

Jusqu'en 1987, le développement durable reste un concept manipulé au sein d'un cercle restreint d'initiés. Le rapport BRUNTLAND a le mérite de lui avoir donné un écho considérable, marquant son entrée officielle dans le discours politique. Cette légitimité est renforcée au plan international en juin 1992, grâce à la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (connue sous le nom de Sommet « Planète Terre »), tenue à Rio de Janeiro, au Brésil (Organisation des Nations Unies, 1992). La « déclaration de Rio » témoigne de deux grandes préoccupations apparues dans l'intervalle de vingt ans la séparant de celle de Stockholm : d'une part, la détérioration de l'environnement, notamment celle de sa capacité à entretenir la vie ; d'autre part, l'interdépendance de plus en plus manifeste entre le progrès socio-économique à long terme et la nécessité d'une protection des ressources et milieux naturels. C'est ainsi que la conférence de Rio initie la création de la Commission du Développement Durable au sein des Nations Unies.

Bien qu'ayant le défaut d'être imprécis, le concept de développement durable n'a cessé depuis de se propager, sous l'impulsion politique³⁷ : de la prise de conscience de l'irréversibilité de certaines actions humaines sur les ressources naturelles de la planète, dans les années soixante-dix³⁸, à l'intégration croissante des préoccupations environnementales dans les modes de développement, dans les années quatre-vingts. Les débats s'appuient sur « *des considérations inspirées d'humanisme et de morale sociale* » (LANDAIS, 1998), voulant faire du développement durable, un concept mobilisateur et consensuel à l'échelle internationale. Toutefois, des compromis sont nécessaires entre pays industrialisés du Nord (soucieux de concilier développement économique et protection de l'environnement) et pays du Sud (davantage préoccupés de développement socio-économique à court

³⁷ En témoignent, entre autres : les Assises du développement durable, qui se sont tenues en France en 1996 ; le sommet de Kyoto au Japon en 1997 ; le récent sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg, en Afrique du Sud (du 26 août au 4 septembre 2002).

³⁸ A partir des années soixante-dix, la naissance de mouvements écologistes forts dans les pays industrialisés participe à cette prise de conscience collective. Les préoccupations sociales dans ces pays se tournent vers le retour à la nature, puis vers une plus grande prise en compte de l'environnement et de l'écologie. Au sein de la sphère scientifique, c'est aussi à cette époque que la gestion de l'environnement et des ressources naturelles émerge comme préoccupation forte. Les phénomènes de déforestation et d'épuisement des sols, l'impact de l'activité humaine sur la couche d'ozone, les catastrophes écologiques, etc., sont autant de phénomènes stimulant cette prise de conscience.

terme). Au-delà des réserves qui peuvent être émises³⁹, ces considérations imprègnent de plus en plus les débats à l'échelle planétaire⁴⁰.

b) Quelles « valeurs-objectifs » pour le développement durable ?

L'étendue donnée par ses fondateurs à la notion de développement durable est très vaste. Il s'ensuit une grande diversité d'interprétations, en réponse à la diversité des sociétés et des niveaux d'organisation considérés. Rendre opératoire cette notion abstraite, pour la recherche scientifique, exige une double traduction. La première relève d'une réflexion, en termes de ce que Etienne LANDAIS (1998) désigne par des « valeurs-objectifs » : il s'agit de préciser les valeurs philosophiques, éthiques, politiques, que la société associe au développement durable. La seconde traduction, sur laquelle nous reviendrons plus loin, consiste à décliner ces valeurs en critères de performance, à travers un débat plus technique. Cette double traduction met à jour les conflits entre intérêts individuels et généraux, de même qu'entre intérêts à court et long termes.

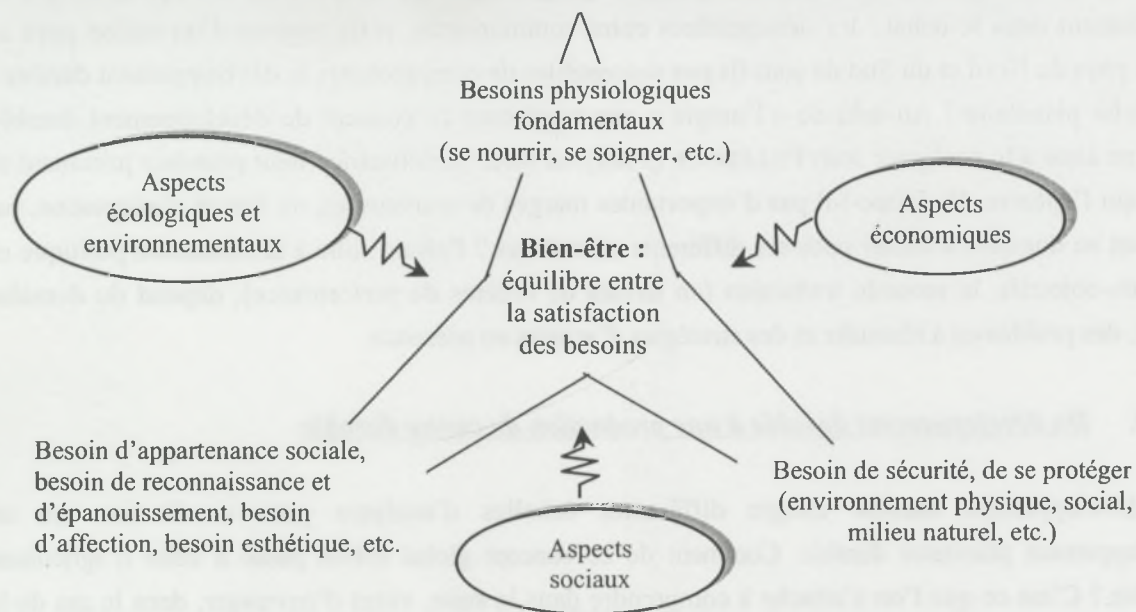
Le premier niveau de traduction du développement durable fait appel à des données subjectives, souvent ciblées sur les dimensions économiques et environnementales. Laurence DE BONNEVAL (1993) rapporte de la sorte que le développement durable consiste en des « *modalités de croissance économique qui permettent d'utiliser tout en les préservant les ressources de l'environnement nécessaires à la vie humaine* ». Pourtant, en se référant à la large définition citée dans le rapport BRUNTLAND (WCDE, 1987), les conditions à rechercher pour un développement durable ne vont-elles pas plus loin ? Elles ne peuvent se résumer à l'accumulation d'un niveau donné de capital manufacturé ou à la préservation de l'environnement, associée à celle d'un potentiel de production défini. De l'étude menée au sein du Ministère français de l'agriculture et de la pêche, relative au développement et à l'agriculture durables, il ressort que « *la philosophie du développement durable peut être représentée comme la recherche, pour le peuple de la planète, d'un optimum de bien-être* » (RICHARD, CLAUDEZ, 1994). Comment alors définir le bien-être de l'humanité, en rapport avec la satisfaction des différents besoins à satisfaire ? En s'inspirant de la pyramide de Maslow⁴¹, ces derniers peuvent être schématisés comme suit, sur la figure 2.

³⁹ Certaines réserves se font jour quant aux objectifs sous-jacents de cette « consensualité ». Pour François PLASSARD (1999), « *les négociations multilatérales actuelles [relatives au développement durable] ne portent plus sur la redistribution de la richesse, mais sur la redistribution des risques pour limiter la prétention du Sud à prélever sur la biosphère. Car bien entendu, le volume des extractions-émissions humaines du développement doit être maintenu en équilibre avec les capacités régénératrices de cette biosphère* ». Un conflit oppose ainsi les pays riches, principaux responsables de la pollution depuis deux siècles, et les pays pauvres qui aspirent au développement, mais avec des conséquences redoutables pour l'environnement s'ils devaient imiter celui des pays déjà industrialisés (ATTAC, 2001).

⁴⁰ C'est ce qu'illustrent plus récemment les débats tenus à Porto Alegre au Brésil lors du Forum Social Mondial (FERRAI, 2001). Ils reprennent de façon militante les principes d'un développement durable à l'échelle planétaire, en s'opposant à la mondialisation libérale prônée parallèlement au Forum Economique Mondial à Davos (Suisse).

⁴¹ Cette adaptation suppose des réserves vis-à-vis de l'idéologie rattachée à la vision pyramidale de Maslow. Les cinq niveaux de besoins sont ici ramenés à trois niveaux complémentaires, sans hiérarchisation. Les sociétés dites modernes, par rapport aux sociétés traditionnelles, montrent que la satisfaction des besoins physiologiques peut aller de pair avec de grandes carences relatives à d'autres besoins (appartenance sociale, besoin de reconnaissance de certains groupes sociaux, etc.) ; carences qui peuvent induire une recherche effrénée de besoins matériels secondaires. Sans entrer dans un développement philosophique sur le thème du bien-être, retenons ce principe d'équilibre entre besoins.

**Figure 2 : Recherche d'un optimum de bien-être
dans une perspective de développement durable**



Réalisation : H. MBOLIDI-BARON

D'après : Adaptation de la pyramide de MASLOW

Le concept de développement durable implique une extension de cette vision, conçue pour une personne « ici et aujourd'hui », vers une satisfaction globale des besoins de l'humanité ; ceci selon les axes suivants : (i) à l'échelle sociale, de l'individu à la société occupant un territoire donné ; (ii) à l'échelle géographique, d'un territoire considéré à l'ensemble de la planète ; (iii) à l'échelle temporelle, de la société contemporaine aux générations futures. Partant de cette extension socio-géographique et temporelle, et en référence aux valeurs-objectifs identifiées, les principaux aspects couverts par le développement durable, en interaction étroite, peuvent être déclinés comme suit.

- Les aspects écologiques et environnementaux intègrent la pérennité des ressources naturelles, la reproductibilité des moyens de production, la préservation des cadres de vie physiques (faune, flore, eaux, etc.), ainsi que la biodiversité.
- Les aspects économiques se réfèrent à la viabilité économique des systèmes en présence. Ils perdurent comme préoccupations dominantes, mais non plus exclusives.
- Les aspects sociaux se traduisent en la recherche d'une certaine justice et équité sociale, de même qu'en l'acceptabilité par la société des types d'activités et des modes de production proposés. Ils incluent également la préservation des dimensions culturelles, patrimoniales, plus ou moins spécifiques à chaque société.

Selon les échelles géographiques considérées, l'accent peut être mis sur l'un ou l'autre de ces aspects. A l'échelon local ou régional, la dimension patrimoniale peut revêtir une plus grande importance, comme le traduit le Ministère français de l'aménagement du territoire et de l'environnement : « *le développement durable implique de ne pas voir se réduire le patrimoine et de faire attention au maintien des diversités, et, bien plus, de promouvoir les ressources (naturelles, culturelles,*

humaines,...) d'un territoire concerné afin d'en assurer le développement local » (Comité 21, 1996). Sur le plan national ou mondial, les stratégies géopolitiques et les éthiques sous-jacentes pèsent lourdement dans le débat : les déséquilibres entre communautés, entre régions d'un même pays ou entre pays du Nord et du Sud ne sont-ils pas susceptibles de compromettre le développement durable à l'échelle planétaire ? Au-delà de « l'utopie » que représente ce concept de développement durable, comme aime à le souligner Jean PILLEBOUE (2001), sa force mobilisatrice tient peut-être justement au flou qui l'entoure. Ne laisse-t-il pas d'importantes marges de manœuvres, de liberté d'adaptation, par rapport au domaine à traiter pour ses différents utilisateurs ? Faisant suite à la traduction politique en valeurs-objectifs, la seconde traduction (en termes de critères de performance), dépend du domaine traité, des problèmes à résoudre et des stratégies d'acteurs en présence.

3.2.2. Du développement durable à une production de canne durable

Le développement durable intègre différentes échelles d'analyses pour se finaliser en un développement planétaire durable. Comment de ce concept global est-on passé à celui d'agriculture durable ? C'est ce que l'on s'attache à comprendre dans la suite, avant d'envisager, dans le cas de la Martinique, l'intérêt d'aborder le devenir de la production cannière en terme de durabilité.

a) L'agriculture : des liens évolutifs avec l'économie, l'écologie et l'espace

L'agriculture est une activité humaine qui remonte à plusieurs millénaires. Activité vitale pour la société, elle lui procure ses matières premières alimentaires. Occupant et gestionnaire quasi exclusif de l'espace rural pendant longtemps, le secteur agricole peut aussi se prévaloir d'une interaction spécifique et ancestrale avec l'environnement. Son action sur les ressources naturelles est inhérente au fait que ces dernières constituent son potentiel de production. Pour la plupart des pays, de telles caractéristiques confèrent à l'agriculture un rôle stratégique, dont il est difficile de se passer⁴². Par conséquent, une agriculture durable est (le plus souvent) une condition du développement durable ; une condition de plus en plus incontournable (mais non *sine qua non*) en passant de l'échelle locale ou régionale au plan national et, plus encore, mondial. Pour comprendre comment en est-on arrivé à cette prise de conscience et même au concept d'agriculture durable, il importe de considérer les trois rôles essentiels que l'agriculture assure pour la société : la nourrir, entretenir son espace rural et l'occuper. Les liens privilégiés tissés entre l'agriculture et la société (à travers l'économie, l'écologie et l'occupation de l'espace) sont sujets à une évolution différenciée.

Le lien entre agriculture et économie a longtemps été le seul à être considéré. Ceci tient au fait qu'il s'agit d'un lien explicite, relevant de la fonction première de l'agriculture : nourrir la population et contribuer à la stabilité économique d'une Nation. Cette approche était en phase avec le contexte de déficit alimentaire dans l'Europe d'après-guerre. Les bases de l'agriculture française actuelle ont été déterminées par la politique d'après-guerre et l'ouverture du marché commun, dont l'un des objectifs

⁴² Le développement minier des houillères du nord de la France constitue une illustration historique du développement non durable d'un secteur d'activité considéré comme non-vital sur le territoire national (RICARD et CLAUDEZ, 1994). Comme illustration pour le secteur agricole, on peut concevoir que pour certains Emirats arabes, une agriculture durable n'est pas forcément une condition *sine qua none* d'un développement national durable.

était l'autosuffisance alimentaire. Le contrat social qui liait alors l'Etat et les agriculteurs était fondé sur le productivisme⁴³, mettant en avant la vocation nourricière de l'agriculture et visant à une production de masse. Cette approche a contribué à inscrire dans un processus de forte croissance une agriculture qui avait peu évolué depuis le XIX^e siècle, en dépit de la révolution industrielle de la fin de ce siècle. En amont, le développement du machinisme et des industries chimiques (engrais, pesticides) a accompagné cette évolution de l'agriculture. En aval, il en fut de même avec les industries agro-alimentaires. Ceci s'est traduit par la modernisation des exploitations, parallèlement à l'augmentation des surfaces et la réduction du nombre d'exploitants. Cette évolution a permis d'atteindre l'objectif visé : l'autonomie alimentaire. Au début des années soixante, la France importait deux fois plus de produits agro-alimentaires qu'elle n'en exportait. A la fin du XX^e siècle, ses exportations sont de 35% supérieures à ses importations.

L'objectif d'autosuffisance a été dépassé et coûte désormais, faisant de l'agriculture un secteur largement subventionné par l'Etat français et l'UE. L'élan productiviste a aussi été générateur de disparités (disparités de revenus entre agriculteurs, disparités de développement entre régions). Depuis que les agricultures française et européenne sont excédentaires, l'approche productiviste est apparue de plus en plus contestable. Il s'en est suivi une phase intermédiaire, visant à maîtriser l'augmentation de la production agricole. Cet objectif a conduit à une logique sociale et dirigiste du développement agricole, par la limitation de l'aide à l'agriculture et l'introduction des quotas et des jachères. Puis, vers la fin des années soixante-dix, cette logique, qui avait orienté la PAC, a peu à peu cédé le pas à une orientation plus largement inspirée par les « lois du marché », eu égard au déficit budgétaire agricole européen et aux tensions commerciales internationales. La fin de l'élan productiviste agricole correspond à une inflexion libérale de la PAC. Cependant, en dépit de ce tournant et des critiques dont il a fait l'objet, le productivisme se maintient jusqu'aux années quatre-vingt-dix, via un système d'aides directes peu équitables. Celles-ci tendent à se traduire en rentes foncières, proportionnelles à la taille de l'exploitation et à la richesse agronomique des terres (LARRERE, VERMERSCH, 2000).

Jusqu'au milieu des années quatre-vingts, le lien entre agriculture et écologie est resté du domaine de l'implicite. Par essence, l'agriculture a toujours eu un impact sur le milieu naturel. Mais la seconde moitié du XX^e siècle a vu croître l'ampleur des impacts négatifs. C'est le cas par exemple des effets des pesticides (organochlorés) sur la santé humaine et de certains modes de production (tels ceux des grands producteurs de viande porcine et de céréales) sur la qualité des eaux. Des changements de perception s'en sont suivis : l'image positive de l'agriculteur a laissé la place à celle de « l'agriculteur-pollueur ». Partant des écologistes, puis des scientifiques, cette perception s'est étendue à l'ensemble de la société, par le biais des médias, ébranlant le lien entre agriculture et écologie. Un des paris de l'agriculture actuelle est de rénover ce lien. Les agriculteurs sont tenus d'intégrer dans leurs pratiques les nouvelles préoccupations environnementales de la société.

Le lien entre agriculture et espace est surtout pris en considération depuis une quarantaine d'années par les politiques agricoles (même si les géographes s'y sont toujours intéressés). A partir des années

⁴³ Productivisme : tendance à rechercher systématiquement l'amélioration de la productivité, i.e. du rapport mesurable entre la quantité de biens produite et les moyens (machines, matières premières) mis en œuvre pour y parvenir.

soixante, l'exode rural conduit à des déséquilibres croissants entre régions. La désertification de certaines zones difficiles, telles celles de montagne, a comme corollaire la concentration excessive de population dans les villes en croissance ; phénomènes synonymes à terme de marginalisation et d'exclusion pour divers groupes sociaux. La recherche de l'équilibre économique et démographique à l'échelle territoriale, comme garant de cohésion sociale, devient une aspiration politique forte. Les préoccupations relatives à l'aménagement du territoire et la préservation des paysages se révèlent des données importantes à prendre en compte dans le développement des secteurs d'activité. Le lien entre agriculture et espace bénéficie alors d'une perception nouvelle. L'aménagement de l'espace par l'agriculture est valorisé pour favoriser la reconstitution du tissu socio-économique dans les zones rurales menacées de désertification.

b) Un nouveau contrat entre la société et l'agriculture, basé sur la durabilité

Depuis les années soixante, le lien entre agriculture et économie s'affaiblit. Le contrat social basé sur le productivisme, entre l'agriculture et la société, finit par devenir obsolète à la fin du XX^e siècle. Qu'en est-il du nouveau contrat entre ces deux pôles ? Les problèmes ont entre temps changé de nature. Dans les zones d'agriculture intensive, se posent des problèmes d'ordre écologique, alors que dans les zones de déprise, les problèmes ont surtout trait à l'équilibre socio-économique du territoire. Conjointement, à l'échelon national, apparaît le problème de la disparité spatiale du développement : déséquilibres entre régions, entre villes et campagnes. En conséquence, les liens entre agriculture et écologie, d'une part, et entre agriculture et espace, d'autre part, autrefois implicites et non pris en compte, commencent à être considérés sous un jour nouveau. Dans ce contexte, les années quatre-vingt-dix marquent le tournant environnemental de la politique agricole, avec la remise en cause du productivisme comme seul moteur du développement. Cette mutation coïncide, comme évoqué précédemment, avec l'évolution du comportement et des attentes du consommateur-citoyen occidental, devenues plus « qualitatives » : santé humaine, protection des ressources et du patrimoine naturels.

Vu les potentiels impacts sur l'environnement de l'agriculture, ainsi que le rôle déterminant de cette dernière dans la sécurité alimentaire et l'aménagement du territoire, la politique agricole constitue un cadre privilégié pour mettre en œuvre le concept de durabilité. Ainsi est-on passé de la réflexion sur le développement durable à celle relative à l'agriculture durable (« sustainable agriculture »), dont le succès en Europe s'est fait croissant au cours des années quatre-vingt-dix. Désormais, il est reconnu que « *l'agriculture durable est une composante essentielle du développement rural durable* » (VILAIN, 2000 ; p. 11). On assiste à une conversion quasi-générale des instances de développement et de la recherche agricole ou rurale au « *langage de la durabilité* » (BARBIER, 1994). La « durabilité » vient se substituer à la notion de productivisme, en tant que fondement du développement agricole à venir, comme le souligne Etienne LANDAIS (1998). Nous rejoignons en conséquence cet auteur lorsqu'il affirme, en adéquation avec la volonté politique nationale, que la recherche agronomique se doit d'intégrer cette mutation, afin de contribuer à l'avènement d'une agriculture durable. Ceci implique de s'interroger, comme pour le développement durable, sur les aspects recouverts par ce deuxième concept, sur les valeurs-objectifs qui peuvent s'y rattacher.

A une échelle donnée, le concept de durabilité peut s'appliquer à toute activité, dans la mesure où celle-ci présente un intérêt pour le développement durable du territoire considéré. Au-delà de cette approche générale, il n'existe pas d'unicité de définition de l'agriculture durable. Bruno BARBIER (1994) note l'importance accordée à la dimension environnementale dans les premières conceptions, orientées vers l'écologie, voire l'agriculture biologique. A ce titre, elles restent rattachées au sens le plus courant de l'adjectif « sustainable ». L'agriculture durable est ainsi initialement conçue comme correspondant à des modes d'exploitations du milieu qui n'hypothèquent pas les ressources naturelles sur lesquelles ils sont fondés. Cette acception suppose, pour l'agriculture, la possibilité de se reproduire indéfiniment, tout en étant susceptible d'évoluer à l'intérieur de certaines limites. Puis, les dimensions socio-économiques sont progressivement intégrées ; une tendance illustrée par la définition de Sophie BONNY (1994) : « *En définitive, une agriculture durable serait dans l'idéal : respectueuse de l'environnement, préservant les ressources naturelles, maintenant le potentiel de production pour les générations futures et ne détruisant pas les autres espèces ; rentable pour les agriculteurs et praticables à long terme ; assurant la suffisance et la qualité de l'alimentation à toutes les populations ; équitable au niveau social et humain entre les différents pays et au sein de chaque pays* ».

En résumé, une agriculture durable serait, dans l'idéal, une agriculture économiquement viable, écologiquement saine et socialement équitable (VILAIN, 2000 ; p. 11). Dans cette perspective, ce cadre conceptuel global aurait pour intérêt majeur de fédérer les acteurs du développement agricole autour d'une démarche qualitative et non plus uniquement quantitative ; une démarche qui se trouve de fait plus en phase avec l'évolution de la société. Pourtant, comme le soulignent Bernard ESTEVEZ et Gérard DOMON (1999) : « *force est de constater que le concept d'agriculture durable se donne une vocation intégrative de thèmes très spéculatifs, qui, en laissant place à diverses interprétations, pourraient faire croire à un véritable consensus social. Sur le terrain, toutefois, le fait de réduire les intrants chimiques par des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement ne peut se faire sans compromettre les marchés des fabricants d'engrais minéraux [...]* ». Les dimensions sociales, éthiques ou culturelles restent longtemps en retrait, par rapport aux dimensions de nature utilitaire, dans les réflexions relatives au concept d'agriculture durable ; de même que pour celui de développement durable dont il dérive. Comment prendre en compte les inéluctables conflits sous-jacents à une approche qui se voudrait consensuelle ? Des éléments de réponse peuvent émerger en voyant comment en arriver au principe de la durabilité de la production de canne à la Martinique.

c) De l'agriculture durable à une production de canne durable à la Martinique

La durabilité de l'agriculture est d'une importance essentielle pour le développement durable de la Martinique ; ceci, pas seulement du fait de sa portée économique, mais aussi pour ses dimensions sociales et environnementales. La prise en compte de l'environnement, de même que la préservation du patrimoine naturel et culturel, ont émergé comme préoccupations fortes pour le développement de ce territoire. Les « *Recommandations des assises régionales du développement durable* » (Conseil régional de la Martinique, 1996b) soulignent le caractère crucial de ces dimensions en milieux insulaires - milieux écologiquement et économiquement fragiles - comme celui de la Martinique. Vu l'importance socio-économique décroissante de la production cannière, la question de son devenir ne doit-elle pas obligatoirement être examinée en se référant à sa dimension territoriale ? Cette

production ne relève-t-elle pas des préoccupations énoncées ci-dessus ? Elle interagit avec le patrimoine naturel et fait partie intégrante du patrimoine culturel. Cette portée impose de ne pas se restreindre à la seule analyse technique et économique. Les enjeux liés au maintien de cette production renvoient aux enjeux relatifs au développement du territoire.

Réciproquement, un développement durable du territoire doit pouvoir s'appuyer sur des activités fortement ancrées dans ce territoire, faute de quoi existe un risque de délocalisation à terme. C'est précisément le cas de la production cannière. De plus, ce concept de « durabilité » nous semble d'autant mieux adapté pour réfléchir au devenir de cette culture que ce dernier est examiné en s'interrogeant sur la contribution de la canne au développement durable du territoire martiniquais.

Toutefois, la recherche d'un développement durable et celle d'une agriculture ou d'une production cannière durable ne sont pas conçues comme des objectifs imbriqués, l'un conditionnant l'autre, à l'image de « poupées-gigogne » emboîtées. Par contre, de même que l'agriculture durable peut être une composante essentielle du développement durable selon les territoires, une production de canne durable peut être une composante forte d'une agriculture et d'un développement durables à la Martinique.

3.2.3. Des « valeurs-objectifs » aux critères de performances

Les paragraphes précédents, répondant au premier niveau de traduction du concept de durabilité, ont permis de cerner les valeurs-objectifs qu'il peut recouvrir, selon le domaine d'application. Ces valeurs peuvent être déclinées en passant du développement planétaire à l'agriculture nationale et régionale, puis à la production cannière martiniquaise ; un choix fonction de l'interprétation qui en est faite par les instances politiques ou la société. Le second niveau de traduction de ce concept, en critères de performances, est davantage fonction du domaine d'application. Dans le domaine agricole, cette traduction revient à la recherche agronomique. Les travaux s'inscrivant dans une telle perspective sont nombreux, en particulier ceux répondant aux préoccupations écologiques : lutte biologique contre les ravageurs, limitation des intrants, etc. Cependant, les chercheurs amenés à réfléchir aux conditions de durabilité de l'agriculture se trouvent confrontés à une double difficulté : la pluridisciplinarité et l'élargissement de l'échelle spatio-temporelle qu'impose ce concept, aussi récent que complexe.

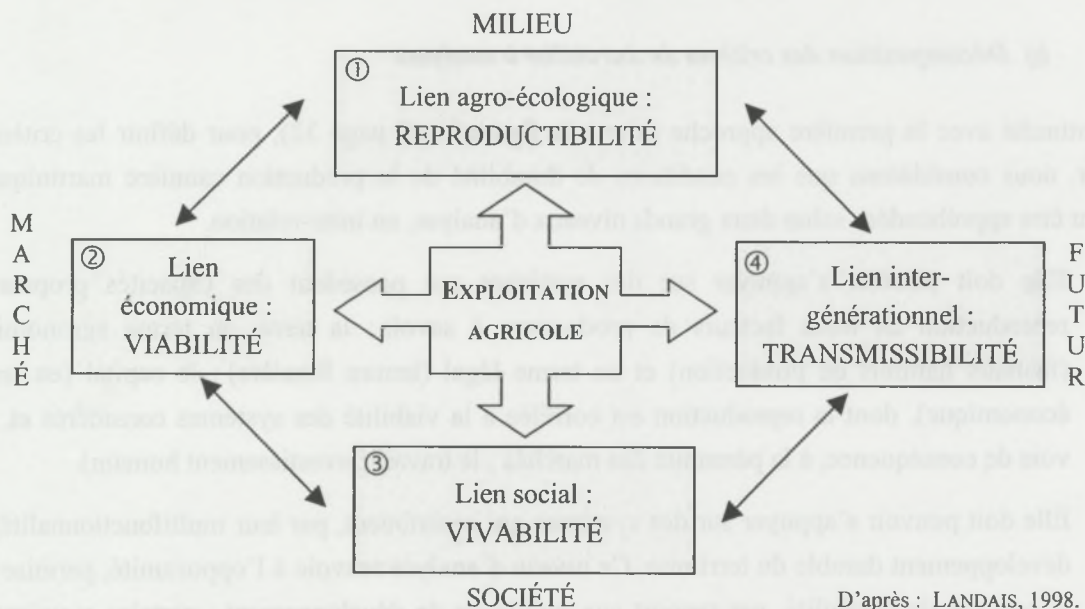
a) Maintien de l'exploitation agricole, analysée en tant que « système »

Le concept de durabilité a été appliqué à différents domaines d'activité économique, relevant d'un certain effet de mode, ceci d'une façon parfois un peu conventionnelle. Au-delà des dérives ou des récupérations, définir des critères ou des indicateurs de durabilité permet de dépasser ce conventionnalisme, en rendant le concept opératoire. C'est à ce problème que s'est attelé Etienne LANDAIS (1998). Il tente de donner un contenu scientifique à un concept initialement politique. Sa réflexion méthodologique porte sur « la durabilité des exploitations agricoles » : d'une activité humaine, le concept est décliné à un « système ». Si cette application paraît restrictive par rapport à l'agriculture ou au développement, elle permet de définir des conditions de durabilité qui ont valeur générique et que nous tenterons de mobiliser pour notre analyse. Dans cette perspective, en s'inspirant de la définition proposée par LOCKERETZ (1990), la durabilité d'une exploitation agricole peut être

conçue comme : l'aptitude de l'exploitation à durer, se maintenir, se reproduire, en reposant sur des activités écologiquement saines, économiquement viables et socialement équitables. C'est à cette même échelle de l'exploitation agricole qu'a travaillé un groupe composé d'experts venant de la recherche, du développement et de la formation, sur le souhait de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche, du Ministère de l'agriculture et de la pêche. Le fruit de ce travail collectif a abouti à la constitution de « la méthode IDEA : indicateurs de durabilité des exploitations agricoles », sous la direction de Lionel VILAIN (2000). Cette méthode base l'analyse de la durabilité de l'exploitation agricole sur sa multifonctionnalité, à travers trois échelles, en accord avec les trois fonctions de l'exploitation précédemment soulignées : fonction agro-écologique, fonction économique et fonction socioterritoriale. Il s'agit d'une méthode de diagnostic d'exploitation, en vue de la mise en place de projets de type CTE.

La proposition de critères de durabilité de l'exploitation agricole faite par LANDAIS (1998) repose sur le découpage en quatre rubriques des rapports qu'entretient l'exploitation, en tant que système ouvert, avec son environnement (cf. figure 3).

Figure 3 : Liens entre l'exploitation agricole et son environnement spatio-temporel



D'après : LANDAIS, 1998.

Aux trois dimensions précitées, correspondant à celles du développement durable, se rajoute la transmissibilité de l'exploitation, qui permet d'intégrer concrètement la dimension temporelle, à travers le foncier.

- La reproductibilité agro-écologique de l'exploitation agricole renvoie aux rapports entre ses activités de production et le milieu naturel. Il s'agit, d'une part, de vérifier si les pratiques mises en œuvre permettent d'assurer le renouvellement de la production agricole (via entre autres la gestion de la fertilité des sols). D'autre part, l'enjeu (principal) relève du renouvellement des ressources naturelles sur le long terme.
- La viabilité économique de l'exploitation agricole renvoie à son insertion dans les réseaux marchands et, de façon générale, dans l'économie de marché. Elle dépend des revenus générés par la vente des produits issus de l'exploitation et de sa rentabilité financière.

- La vivabilité sociale de l'exploitation renvoie à son insertion dans la société et, en particulier, dans les réseaux relationnels non-marchands de celle-ci. Une insertion sociale satisfaisante doit permettre à l'exploitant de répondre tant aux besoins de fonctionnement de son exploitation, qu'à ses besoins familiaux et personnels.
- La transmissibilité inter-générationnelle (ou trans-générationnelle) est liée à la pérennité temporelle de l'unité de production. Elle pose le problème de la transmission des exploitations d'une génération à l'autre ou d'un agriculteur à un autre au sein d'une génération.

Ce découpage nous est apparu opportun pour notre objet d'étude, mais doit être adapté. Le devenir de la production cannière à la Martinique dépend de différents centres de décision : les uns relatifs aux projets individuels des exploitations agricoles et des unités de transformation, les autres relatifs au projet dévolu à la canne pour la collectivité martiniquaise. Le maintien de cette production relève également d'enjeux plus vastes que ceux relatifs au maintien d'une exploitation. Il s'agit de passer de l'échelle de l'exploitation à celle du territoire dans lequel s'inscrit la production de canne. Ce faisant, il convient d'intégrer le changement de centre décisionnel et d'enjeux qui s'opère, tout en déplaçant la prise en compte de la multifonctionnalité, de l'exploitation, à l'activité cannière.

b) Décomposition des critères de durabilité à analyser

En continuité avec la première approche faite à la figure 1 (cf. page 32), pour définir les critères à évaluer, nous considérons que les conditions de durabilité de la production cannière martiniquaise peuvent être appréhendées selon deux grands niveaux d'analyse, en inter-relation.

- Elle doit pouvoir s'appuyer sur des systèmes qui possèdent des capacités propres de reproduction de leurs facteurs de production, à savoir : la terre, en terme agronomique (facteurs naturels de production) et en terme légal (tenure foncière) ; le capital (en terme économique), dont la reproduction est corrélée à la viabilité des systèmes considérés et, par voie de conséquence, à la pérennité des marchés ; le travail (investissement humain).
- Elle doit pouvoir s'appuyer sur des systèmes qui contribuent, par leur multifonctionnalité, au développement durable du territoire. Ce niveau d'analyse renvoie à l'opportunité, permise par le concept de durabilité, par rapport aux politiques de développement : certains y voient en effet la possibilité « *de mettre en cohérence et en synergie des initiatives jusque là dispersées, concurrentes, voire contradictoires, et de capter les financements publics* » (LANDAIS, 1998). Le soutien public n'est-il pas de plus en plus justifié par une contribution forte au développement durable d'un territoire donné ?

Parallèlement à ces deux grands niveaux d'analyse, il s'agit d'évaluer les aptitudes à l'innovation et l'adaptation aux contraintes imposées par la société et la législation des systèmes concernés : ces aptitudes visent à renforcer leurs capacités propres de reproduction, ainsi que leur capacité à maintenir des conditions de marché favorables pour leurs produits finis. Ces conditions intègrent tant le comportement du consommateur (préférence accordée au produit, acceptation d'un certain prix), que l'organisation du marché et le soutien public permettant de baisser au final les prix à la consommation.

Cette prise en compte amène à identifier un troisième niveau d'analyse, davantage ciblé sur la contribution de l'AOC rhumière au maintien de la production cannière (cf. tableau 5).

Compte tenu de ces niveaux d'analyse identifiés, une approche en terme de filière, doublée d'une démarche systémique s'impose (ce sur quoi nous reviendrons plus loin) : le devenir de la production cannière dépend de celui de la filière canne, conduisant à prendre en considération les deux grands segments que sont la production et la transformation ; ces segments sont constitués des unités de production et de transformation (exploitations, usine, distilleries), pris en compte en tant que systèmes. Partant de cette segmentation, les paragraphes ci-après présentent les critères de performances que nous nous proposons d'explorer pour réfléchir aux conditions de durabilité de la production cannière martiniquaise. En s'inspirant des différentes approches de la durabilité⁴⁴, de l'exploitation agricole au développement du territoire, l'analyse est conduite de façon transverse, à travers quatre dimensions, subdivisées en plusieurs composantes. Ces dernières sont elles-mêmes décomposées en indicateurs, puis en *items* élémentaires, dans le cadre de grilles détaillées présentées au fil de l'analyse (2^{ème} partie) : composantes, indicateurs et *items* constituent les critères de performances, en phase avec les valeurs-objectifs associées au concept de durabilité ; assurant par-là la double traduction recherchée.

Ce faisant, la notion d'« autonomie » est introduite en abordant les dimensions environnementales, économiques et sociales. Elle repose sur un postulat fondamental : *« la sécurisation du système de production dépend de ses performances technico-économiques, mais aussi de qualités globales telles que son autonomie, son caractère plus ou moins diversifié, sa souplesse et sa sensibilité aux aléas de toute nature. Ces qualités sont liées entre elles : ainsi, les systèmes autonomes et diversifiés sont généralement considérés comme plus souples et plus sûrs que les autres »* (LANDAIS, 1998 ; p. 14).

• Dimension environnementale : de la reproductibilité agro-écologique aux paysages

Les conditions environnementales de durabilité de la production cannière renvoient aux rapports entre les pratiques mises en œuvre au sein de la filière et l'environnement. Ces rapports peuvent être abordés à l'échelle du système parcelle, à l'échelle de l'environnement immédiat des unités de production et de transformation ou à l'échelle du territoire. Ils conduisent à s'intéresser à trois grandes composantes.

- L'une est la reproductibilité agro-écologique de l'unité de production cannière. Celle-ci se décline en termes de gestion de la fertilité du milieu et de pérennisation des facteurs naturels de production (gestion de l'équilibre entre prélèvements et reconstitution des stocks organiques et minéraux, gestion de la fertilité physique du sol, etc.).
- L'autre composante a trait à la préservation des écosystèmes et des ressources naturelles non-renouvelables. Il s'agit de s'intéresser aux impacts des pratiques agricoles et à la gestion des déchets et effluents produits par la filière canne, quant aux phénomènes d'érosion ou de pollution. Nous choisissons d'inclure dans cette seconde composante une notion qui peut être

⁴⁴ Partant des « valeurs-objectifs » retenues à l'échelon national pour une agriculture durable, le parallèle peut être fait d'une part, avec la philosophie du développement durable proposée par Christine RICARD et Patrick CLAUDEZ (1994) et, d'autre part, avec le concept de durabilité de l'exploitation agricole. Nous nous inspirons conjointement de la proposition faite par Etienne LANDAIS (1998) et du travail collectif sur la méthode IDEA (VILAIN, 2000 ; BRIQUEL et al., 2001).

définie comme le « degré d'autonomie agronomique »⁴⁵ de l'unité de production : il s'agit de définir sa dépendance vis-à-vis des intrants, selon le processus productif adopté. Cette notion est d'une importance particulièrement significative dans un univers insulaire, caractérisé par une forte dépendance vis-à-vis des importations, comme l'est la Martinique ; elle participe également à la préservation des ressources naturelles.

- La troisième composante de ce volet environnemental concerne l'occupation de l'espace et la qualité des paysages. En se combinant aux précédentes, elle amène à s'intéresser au patrimoine naturel, mais aussi bâti, associé à la canne et à ses industries ; ceci dans une perspective de préservation du cadre de vie (flore, faune, eaux) au sein du territoire.

Ces deux dernières composantes relèvent de la contribution de la production cannière à la préservation de l'environnement ; une contribution à mettre en rapport avec sa multifonctionnalité.

☛ Dimension économique : viabilité des unités de production⁴⁶ et économie territoriale

Les conditions économiques de durabilité de la canne renvoient aux rapports des unités de production cannière avec les autres acteurs économiques de la filière ou du territoire, quant à leur insertion dans les réseaux marchands.

- La première composante concerne la rentabilité et la viabilité, au sens large, de ces unités, c'est à dire à leurs résultats économiques⁴⁷. Ceci implique, d'une part, de considérer les incidences des pratiques agricoles, en termes de rendement agricole, de qualité des livraisons ou d'économie de coût de production. Il s'agit, d'autre part, d'étudier les performances du processus productif en matière de revenus dégagés, de marges, de productivité du travail, etc.
- Une autre composante s'avère intéressante à étudier, quant aux conditions économiques de durabilité de la production cannière : il s'agit du degré d'autonomie financière des unités de production. Ceci implique de s'arrêter sur les questions de sensibilité aux aides à la production, mais aussi sur le taux de spécialisation des entreprises.
- La troisième composante économique retenue relève de la pérennité des marchés pour la matière première et, par voie de conséquence, pour les produits finis, l'ensemble étant étroitement lié. L'assurance d'un débouché pour les produits finis constitue la condition *sine qua non* pour que la canne produite puisse trouver un débouché garanti.
- Enfin, il importe de déterminer l'importance de la contribution de l'économie de la canne à l'économie territoriale.

⁴⁵ Par analogie avec la notion d'autonomie financière – ou, dans l'idéal, d'indépendance financière, comme s'y réfère Etienne LANDAIS (1998 ; p. 14) ou Lionel VILAIN (2000 ; p. 72) – ceci, pour la dimension économique de la production.

⁴⁶ Compte tenu du temps imparti et de la somme de facteurs embrassés, la viabilité économique des unités de transformation n'a pu faire l'objet d'une analyse aussi approfondie que celle des unités de production ; la transformation étant considérée avant tout comme débouché pour la production.

⁴⁷ ceci, sans perdre de vue l'intégration de ces unités dans un système plus large : exploitation, entreprise, système famille-exploitation ou système d'activités (tel que défini par PAUL et al., 2000).

☛ Dimension sociale : vivabilité, équité, dynamique interne et socio-territoriale

Les conditions sociales de durabilité de la production de canne à la Martinique renvoient à l'insertion des unités agricoles et industrielles dans les réseaux de relations non marchandes, à l'intérieur comme à l'extérieur de la filière canne. Elles sont abordées à travers trois composantes.

- La première composante concerne la vivabilité sociale des activités découlant de la production cannière. Elle suppose de comprendre les représentations autour des métiers de la canne. A ce titre, elle rejoint la question de l'importance des facteurs psychologiques, individuels et collectifs, dans toute problématique de développement. Par extension de l'approche à l'échelle de l'exploitation, cette première composante suppose également une insertion satisfaisante des acteurs de la filière dans la société. Ceci implique, d'une part, d'étudier les alternatives aux activités de la canne, dans le contexte socio-économique actuel. Ceci préjuge, d'autre part, de déterminer la vivabilité des activités en termes d'éthique et de développement humain, surtout pour les planteurs (pénibilité du travail, formation, qualité de vie).
- La seconde composante concerne la dynamique de la filière, en matière d'organisation et d'autonomie sociale des acteurs, ainsi que l'articulation entre production et transformation. Cette large composante amène à évaluer le pouvoir de négociation des acteurs, quant au prix et à la qualité des produits, et à appréhender l'influence de l'organisation en réseau des acteurs sur la répartition des aides. Certains de ces indicateurs relèvent de facteurs non-marchands d'une relation plus spécifiquement marchande, mais sont étroitement liés à la construction sociale de la filière, d'où le choix de les intégrer dans l'analyse de cette dimension sociale.
- La troisième composante relative à cette dimension concerne les rapports de la société martiniquaise à la filière et vice versa. Elle passe par l'acceptabilité, par la première, des pratiques générées par le secteur agro-industriel de la canne. Elle passe aussi par le regard porté par cette société aux produits (sucre, rhum) et structures de la filière (sucrierie, distilleries). Elle renvoie enfin à la contribution du secteur à la dynamique socio-territoriale (emplois, stabilité sociale, identité territoriale).

Ces aspects sociaux influent en retour, à des degrés divers, sur les conditions économiques de pérennisation de la production cannière, à travers les orientations politiques et les subventions.

☛ Dimension foncière : transmissibilité inter-générationnelle et préservation des terres agricoles

L'analyse de la dimension foncière de la production de canne renvoie à deux composantes.

- La première concerne la transmissibilité inter-générationnelle (aptitude précédemment définie) des unités de production cannière. En relation avec la tenure foncière, ceci conduit à analyser la concurrence d'autres usages de la terre que la canne, en écho à la problématique de la diminution du nombre de planteurs.

- La seconde composante concerne la contribution possible de l'activité canne à la préservation du capital foncier agricole du territoire, compte tenu du contexte démographique et de la spéculation foncière.

En conclusion, pour appréhender ces quatre dimensions, la démarche opérationnelle consiste à évaluer des pratiques agro-industrielles et sociales ou des caractéristiques inhérentes à la filière canne à travers une grille générale de critères de performance. Le tableau 5, ci-après, fournit une première illustration de la pertinence de l'approche mobilisée. Partant des quatre dimensions à considérer, la réflexion s'applique aux différents objets constitutifs de la filière canne. Ce tableau sert de trame à l'analyse transverse que nous nous proposons de réaliser. Cette analyse va nous amener à juger si telle ou telle pratique ou caractéristique est favorable ou non à la reproduction de l'activité canne ou au milieu biophysique et socio-économique. Par la suite, des grilles détaillées permettront d'affiner les critères (composantes, indicateurs et *items* élémentaires) selon la dimension considérée. Ces grilles sont présentées au fur et à mesure de l'analyse transverse, conduite dans la deuxième partie de la thèse. Par rapport à la méthode IDEA, appliquée à une exploitation agricole, la présente extension à une production agricole ne permet pas de quantifier chaque critère. La méthodologie adoptée est plutôt qualitative. Elle consiste à cerner les critères susceptibles de remettre en cause la durabilité de la production cannière ou des unités de production et de transformation sur lesquelles elle repose. Le raisonnement relève du principe des « facteurs limitants ». Les pratiques agricoles, industrielles ou sociales se traduisent par des perspectives positives ou négatives en matière de durabilité, selon leur impact (sur les milieux biophysique et socio-économique) ou leur performance technico-économique.

c) Durabilité de la production cannière : synthèse vers la « qualité totale »

L'explicitation des quatre types de conditions à analyser pour réfléchir à la durabilité de la canne à la Martinique conduit à la figure 4 (à mettre en parallèle avec le tableau 5). Ce schéma de synthèse sert de fil conducteur à l'ensemble du travail de recherche. Il permet de mieux considérer la contribution de la canne, inscrite dans une filière et ancrée dans un territoire, au développement de la Martinique. En cherchant à transposer les dimensions relatives à la « durabilité du développement » de l'échelle de l'exploitation à celle du territoire pour une production agricole donnée, des limites méthodologiques apparaissent : il est par exemple difficile de parler d'une prise en compte équitable (à l'échelle du territoire comme des systèmes constitutifs de la filière), des préoccupations relatives à l'équilibre environnemental, à la viabilité économique et à la justice sociale. Une telle conception soulève des questions éthiques et politiques, qu'il semble difficilement concevable de prendre en compte dans le présent travail de thèse. Du point de vue des planteurs et transformateurs, l'analyse se pose en termes de préservation du potentiel de production, agricole et industrielle, de façon directe ou indirecte. Ceci implique de rechercher l'adéquation entre la demande et l'offre de canne, dans une perspective d'équilibre à long terme. Cependant, le devenir de la canne dépend des décisions prises par plusieurs acteurs, en interaction plus ou moins étroite. Les représentants des communautés territoriales, l'Etat, l'Europe, etc., sont à ce titre des acteurs déterminants. Si pendant longtemps la prise de décision politique a principalement été orientée selon les critères économiques, elle tente d'intégrer désormais une vision globale, dans une optique (même utopiste) de développement durable.

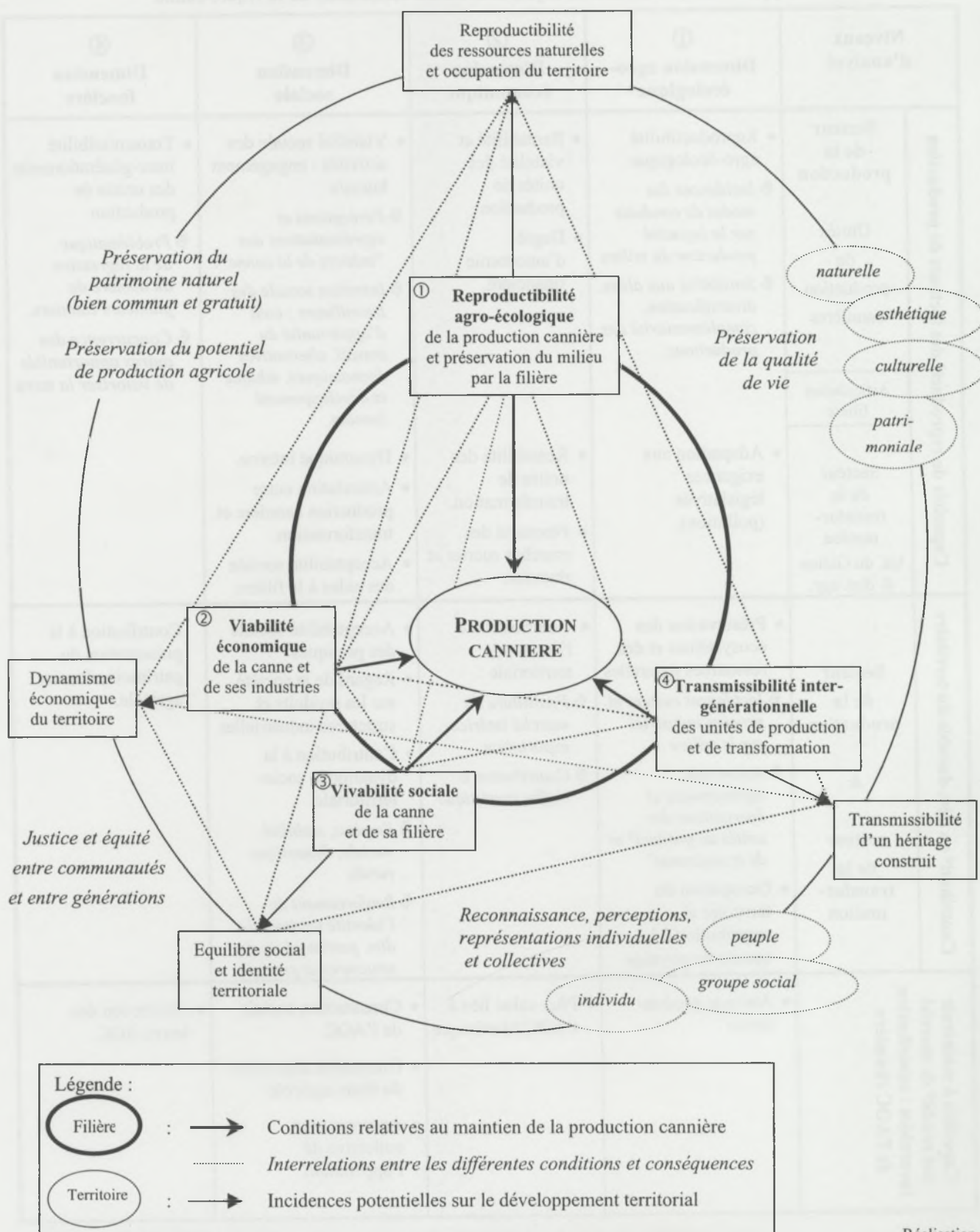
**Tableau 5 : Grille générale pour l'analyse transverse des critères de durabilité
de la production cannière**

Application aux différents objets et secteurs constitutifs de la filière canne

Niveaux d'analyse		① Dimension agro-écologique	② Dimension économique	③ Dimension sociale	④ Dimension foncière
Capacités de reproduct ^o des facteurs de production	Secteur de la production	<ul style="list-style-type: none"> • Reproductibilité agro-écologique ⌘ Incidences des modes de conduite sur la capacité productive du milieu ⌘ Sensibilité aux aléas, diversification, complémentarité des productions. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rentabilité et viabilité des unités de production. • Degré d'autonomie financière. 	<ul style="list-style-type: none"> • Viabilité sociale des activités : engagement humain ⌘ Perceptions et représentations des "métiers de la canne". ⌘ Insertion sociale des travailleurs : coût d'opportunité du travail, alternatives économiques, éthique et développement humain. 	<ul style="list-style-type: none"> • Transmissibilité inter-générationnelle des unités de production ⌘ Problématique de la régression du nombre de planteurs canniers. ⌘ Concurrence des autres opportunités de valoriser la terre
	Unités de production cannières				
	Articulation filière				
Contributi ^o au dév. durable du territoire	Secteur de la production	<ul style="list-style-type: none"> • Adaptation aux exigences législatives (pollution). 	<ul style="list-style-type: none"> • Rentabilité des unités de transformation. • Pérennité des marchés sucrier et rhumier. 	<ul style="list-style-type: none"> • Dynamique interne. • Articulation entre production cannière et transformation. • Acceptabilité sociale des aides à la filière. 	
	Secteur de la transformation				
	Us. du Galion & dist. agr.				
Capacités à maintenir des condit ^o de marché favorables : contribution de l'AOC rhumière	Secteur de la production & secteur de la transformation	<ul style="list-style-type: none"> • Préservation des écosystèmes et des ressources naturelles ⌘ Incidences culture et process industriel sur le milieu ⌘ Autonomie agronomique et énergétique des unités de product^o et de transformat^o • Occupation du territoire et contribution à la qualité du paysage 	<ul style="list-style-type: none"> • Contribution à l'économie territoriale : ⌘ Fourniture du marché intérieur, exportation ⌘ Contribution à l'offre touristique 	<ul style="list-style-type: none"> • Acceptabilité sociale des pratiques • Regard de la société sur les produits et structures industrielles • Contribution à la dynamique socio-territoriale ⌘ Emplois, stabilité sociale, dynamique rurale ⌘ Renforcement de l'identité territoriale, dim. patrimoniale des structures et produits 	Contribution à la préservation du patrimoine foncier agricole.

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002

Figure 4 : Conditions de durabilité de la production cannière et incidences potentielles sur le développement durable du territoire



Réalisation :

H. MBOLIDI-BARON.

D'après : Adaptation de RICARD et CLAUDEZ (1994) ; LANDAIS (1998) ; VILAIN (2000).

L'approche ouverte proposée pour analyser les conditions de maintien de la production cannière se veut intégratrice de cette vision globale. En recoupant reproductibilité agro-écologique, viabilité économique et vivabilité sociale, avec une dimension foncière temporelle, elle se concrétise dans la perspective d'une « qualité totale ». Celle-ci est à rechercher à travers l'environnement, les paysages, les produits, les relations sociales et commerciales, etc. ; passant de la préservation du cadre de vie à une prise en compte des aspects culturels. Cette combinaison de points de vue permet de repositionner l'intérêt du maintien de la canne, au regard du développement agricole et, plus généralement, du développement durable du territoire⁴⁸, dans ses dimensions environnementale, économique et sociale. Un tel développement vise à satisfaire les besoins à l'échelle de l'individu, du groupe social et de la population résidant sur le territoire, celle-ci comprenant non seulement le peuple martiniquais, en tant que résident permanent, mais aussi tous les visiteurs amenés à séjourner sur ce territoire et à l'apprécier. Cette ouverture implique de considérer également le rôle de la production cannière dans la valorisation du territoire pour le tourisme.

3.3. Postures de recherche : de la filière au territoire

S'interroger sur l'avenir de la canne à la Martinique implique de considérer la filière à laquelle elle donne naissance, au sein du territoire martiniquais. Si la durabilité constitue l'axe tout à fait central de notre réflexion, différentes échelles de temps et d'espace sont considérées. Ce double constat nous amène à combiner différentes postures de recherche : une approche en terme de filière, une démarche systémique et une approche territoriale. Les paragraphes suivants précisent la façon dont sont mobilisées ces approches, ainsi que les concepts qui s'y rattachent.

3.3.1. Une approche en terme de filière

Le terme de « filière canne à sucre » correspond avant tout à la réalité d'un secteur professionnel⁴⁹. Toutes les structures de recherche et de développement, ainsi que les collectivités territoriales des DOM, s'y réfèrent. La filière canne est perçue comme une réalité tangible, tant par les planteurs, les distillateurs, les usiniers, que par l'ensemble des employés de ce secteur d'activité, à quelque échelon que ce soit ; elle correspond à un vécu des acteurs professionnels : ils se représentent eux-mêmes comme participant à un processus allant de la production de la canne à sa transformation en sucre et en rhum. Le terme de « filière » se révèle par conséquent incontournable : la filière canne martiniquaise constitue précisément notre objet d'étude.

Face aux différentes positions relatives au concept de filière⁵⁰, la proposition de définition faite par Jean-Claude MONTIGAUD (1990) s'adapte à nos besoins. Il considère la filière comme « *la succession*

⁴⁸ Cette mise en regard n'implique toutefois pas, rappelons-le, que les trois aspects (durabilité de la production de canne, de l'agriculture et du développement du territoire) soient strictement imbriqués.

⁴⁹ Avec des nuances sur lesquelles nous reviendrons, dues à la dualité de la filière canne, entre sucre et rhum.

⁵⁰ Voir par exemple Frédéric LAURET (1990) ou Philippe HUGON (1988), qui définit la filière comme « *un lieu d'interactions entre acteurs et de liaisons entre opérations aux logiques de fonctionnement et aux dynamismes suffisamment autonomes pour constituer un champ pertinent d'analyse* ».

d'activités, étroitement imbriquées les unes par rapport aux autres, liées verticalement par l'appartenance à un même produit ou à des produits voisins et dont l'objectif principal, dans les filières agro-alimentaires, semble être de répondre aux besoins des consommateurs⁵¹. Cette approche favorise la délimitation du champ d'investigation selon l'objectif assigné. Ce champ représente une réalité socio-économique donnée. Il permet d'observer les acteurs et les entreprises en situation, ainsi que les institutions impliquées dans la coordination de la filière. Il en va de même pour les principaux mécanismes de fonctionnement qui s'y rattachent (MONTIGAUD, 1992). La filière canne martiniquaise peut être définie comme l'ensemble des acteurs et activités en relation avec le produit de départ qu'est la canne, dans cet espace donné qu'est la Martinique. Elle intègre la production agricole primaire, la transformation en produits finis (sucre et rhum), la commercialisation, la distribution et la consommation de ces produits finis ; sans exclure les activités et les acteurs rattachés au fonctionnement de cette filière, comme la fourniture de services et les institutions de recherche-développement⁵².

L'aperçu des travaux antérieurs sur les filières canne des DOM montre les limites des approches macro et micro-économiques pour la présente recherche. Nous choisissons donc d'aborder cette dernière à un niveau intermédiaire en nous référant à l'analyse de filière ; outil qu'il importe d'adapter à nos besoins, en tenant compte de ses principales limites : d'une part, un acteur économique donné n'est jamais « mono-produit » et déborde de ce fait d'une stricte analyse par produit ; d'autre part, il s'avère toujours difficile d'étudier avec précision l'intégralité de la chaîne que représente une filière, de la matière première jusqu'au consommateur final. L'analyse de filière ne peut donc qu'être partielle et il importe dès le départ de définir au mieux l'objet d'étude. Les limites de cet outil sont compensées par l'approche horizontale liée au territoire. Précisons bien que la filière canne n'est pas étudiée, dans le cas présent, selon le sens classique de « l'analyse de filière »⁵³. Elle est surtout considérée comme objet d'étude auquel différents points de vue peuvent être appliqués. La notion de filière aide à identifier les différents acteurs en présence et à comprendre leur stratégie, en analysant le fonctionnement des différents maillons. Il s'agit de rendre compte de la succession des actions menées pour produire la canne, la transformer en produits agro-alimentaires, puis vendre ces derniers.

La pérennité de la production est conditionnée en aval par la commercialisation des produits finis et la demande des consommateurs. Toutefois, ces derniers segments, que sont la commercialisation et la consommation, ne sont pas traitées de façon exhaustive, en analysant les stratégies de tous les acteurs concernés (négociants, distributeurs, GMS, ménages, etc.). Ces points sont appréhendés à travers les stratégies individuelles et collectives mises en place par les unités de production cannière et les unités de transformation, présentes sur le territoire martiniquais. Il s'agit en fait d'étudier de façon plus

⁵¹ Etant entendu que d'autres finalités peuvent être avancées, comme nous le verrons pour la filière canne martiniquaise.

⁵² La délimitation du champ d'investigation, consistant à effectuer un « découpage » de la réalité, en fonction de l'objectif assigné, est présentée dans le chapitre III : caractéristiques des produits considérés, espaces spatial et temporel sur lesquels a été focalisée la recherche, présentation des acteurs en présence.

⁵³ Nous n'avons notamment pas pour objectif l'analyse aussi exhaustive que possible de l'organisation économique relative à la canne à la Martinique, selon par exemple la méthodologie pratique préconisée par Noëlle TERPEND (1997).

approfondie un « bout de filière ». Pour éviter la multiplication de concepts⁵⁴ et faciliter la lisibilité de la suite du texte, nous choisissons de nous en tenir à l'usage commun du terme de filière canne pour désigner ce « bout de filière ». Nous nous entendons sur le fait qu'il représente les segments présents sur le territoire martiniquais (principalement la production et la transformation). Comment cette approche en terme de filière favorise-t-elle le recours à la démarche systémique ?

3.3.2. Une démarche systémique

La démarche systémique est en soi une démarche très générale, comme l'illustre cette définition proposée par Christian BRODHAG (2001) : « [...] *une démarche systémique s'applique à des systèmes complexes en interaction, en général lorsqu'il est impossible de définir des objectifs à partir des buts, et quand des données incomplètes en modification perpétuelle ne permettent pas de mettre en œuvre une démarche scientifique ou itérative, ou tout autre processus logique* ». Comment faire appel à cette démarche pour notre recherche ? Le point de vue retenu pour analyser les conditions de durabilité de la production de canne martiniquaise, inscrite dans une filière, implique fondamentalement une approche pluridisciplinaire. Au-delà des concepts de développement ou d'agriculture durable, la durabilité peut s'appliquer à des objets particuliers, tels : la filière canne martiniquaise, l'unité de production ou de transformation. Une manière de mettre en œuvre la pluridisciplinarité indispensable à ce travail consiste à aborder les objets auxquels va s'appliquer la durabilité en tant que « systèmes ».

a) Système : un terme orphelin

Comme dirait le Professeur Jean-Marie LEGAY (1986) en parlant du développement, le système est « un terme orphelin ». Mobiliser une démarche systémique implique donc de qualifier les systèmes étudiés. Pour ce faire, rappelons que le fonctionnement de la filière canne est basé : d'un côté, sur l'articulation entre planteurs et transformateurs, acteurs localisés à la Martinique ; d'un autre côté, sur l'articulation entre transformateurs et distributeurs, amenant à dépasser le cadre insulaire. Pour intégrer ce fonctionnement à l'échelle du territoire et en dehors, un découpage de la filière en deux grands segments est adopté : l'un a trait à la production de canne et à sa vente (sphère locale) ; l'autre a trait à l'élaboration des produits finis et à leur vente (sphères locale, nationale et internationale). Chaque segment se décompose en « systèmes » : les unités de production cannière et les unités de transformation (usine du Galion et distilleries agricoles). D'autres niveaux sont à prendre en compte, en tant que systèmes. Tel est le cas du système d'activités, notion définie par les chercheurs de l'UAG,

⁵⁴ Nous ne pouvons pas considérer que les unités de production et de transformation de la filière canne martiniquaise constituent en tant que tel un « Système productif local » (SPL), ainsi que s'y réfère le *corpus* désigné comme étant l'économie des territoires (REQUIER-DESJARDINS, 2000). Le SPL correspond à une concentration d'entreprises de même spécialisation dans des lieux précis, avec apparition d'externalités, fondées sur la proximité et l'interaction entre individus et groupes ; ce qui n'est pas le cas du « bout de filière » pris en compte dans la présente recherche.

Sans s'enfermer dans une définition trop restrictive liée à l'existence d'externalités, il est intéressant de retenir l'idée de dynamique territoriale, liée à la localisation géographique des unités de la filière. Ce que nous avons désigné comme un « bout de filière » pourrait être cerné par la notion de Système agro-industriel localisé, désignant l'ensemble constitué par les unités de transformation et leurs bassins d'approvisionnement ; localisé au sein du territoire martiniquais. La filière, au sens strict (incluant distribution et consommation), déborde par contre de ce cadre géographique.

Antoine BORRY et Jean-Luc PAUL (1991), comme domaine de cohérence des stratégies à analyser dans le cadre de l'agriculture familiale en zone caribéenne.

En reposant sur un cadre conceptuel systémique, l'analyse de filière favorise la compréhension des flux et relations entre systèmes (unités constitutives des segments de la filière). La démarche systémique vise en effet « à l'analyse des relations, à la mise en évidence des niveaux d'organisation, grâce à l'éclairage multidisciplinaire dépassant la spécialisation des sciences et le cloisonnement des savoirs » (INRA-SAD, 1980). L'analyse des conditions de durabilité de la production de canne à la Martinique renvoie à celle de ces différents « systèmes » et de leurs relations⁵⁵. Cependant, la prise en compte de la localisation géographique dans le fonctionnement de la filière, en particulier quant aux stratégies des transformateurs, amène à sortir de la démarche systémique en tant que telle. Auparavant, le paragraphe suivant permet de voir comment cette démarche est mobilisée à une autre échelle que celle des unités de production, pour intégrer la profondeur historique de la filière canne.

b) Le recul temporel : une approche à l'échelle du système agraire

Différentes profondeurs temporelles sont mobilisées tout au long de la thèse : sur la période 1999-2002 (correspondant à la période de recherche), pour l'analyse détaillée du fonctionnement de la filière canne contemporaine ; sur les cinquante dernières années, pour l'évolution technique (chap. IV) ; sur les vingt dernières années, pour remonter aux premières démarches à l'origine de la construction de l'AOC « Martinique »⁵⁶ ; depuis l'introduction de la canne à la Martinique, pour la rétrospective historique (chap. II). Ce recul est nécessaire, car, comme toute production agricole, la production cannière s'inscrit dans une histoire et dans un territoire. Ceci est particulièrement vrai à la Martinique où, comme dans nombre d'anciennes îles à sucre, le territoire a été façonné par l'économie de la canne, au long d'une histoire tri séculaire. Comprendre le rôle et la place de la canne au sein du territoire martiniquais aujourd'hui suppose de la situer dans son contexte géographique, historique et sociétal. Le concept systémique qui nous paraît le plus approprié pour caractériser ce triple contexte est celui de « système agraire ». A travers la reconstitution de l'histoire agraire de l'île, un tel concept rend plus intelligible l'analyse de la place dévolue à la canne au fil de cette histoire. Ce recul historique est indispensable tant pour comprendre la situation présente de la filière, que pour appréhender l'avenir.

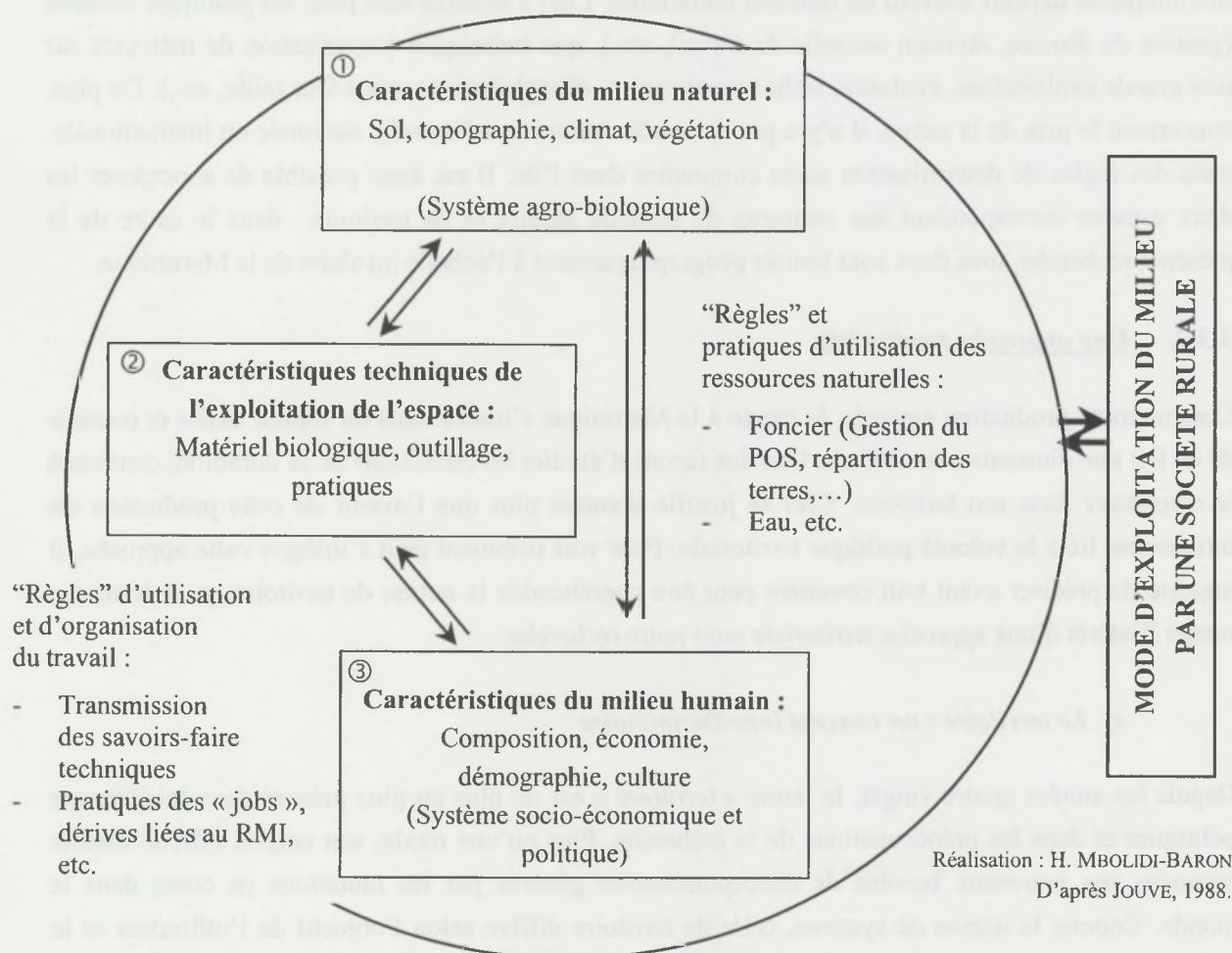
A travers la plus ancienne définition du système agraire, celle de CHOLLEY en 1946, il est intéressant de relever avec Philippe JOUVE (1988) le caractère « collectif » et « historique » de la notion de système agraire, ainsi que la notion de règles comme clé d'identification de ce système : « *Le système agraire évoque d'abord une conception psychologique plus ou moins collective résultant des apports de toute une série de générations et comprenant des tendances ethniques, des traditions, des*

⁵⁵ « Le tout a des qualités ou propriétés qui ne se trouveraient pas dans les parties si elles étaient isolées les unes des autres, et certaines qualités ou propriétés des parties peuvent être inhibées par les contraintes issues du tout » (MORIN, 1999). De fait, étudier le devenir de chaque système implique d'analyser leurs interrelations pour parvenir à une intelligibilité du « tout », à savoir le système complexe qu'est la filière.

⁵⁶ Comme le souligne Jean PILLEBOUE (1999), « c'est la profondeur historique des liens entre la qualité agro-alimentaire et ses territoires qui peut donner un relief particulier à l'étude de leurs transformations les plus récentes ».

expériences individuelles, des échanges avec d'autres groupements humains, etc., qui règlent le choix des cultures et leur combinaison, c'est à dire la manière de les répartir sur la terre... Le système agricole répond ensuite à une organisation du travail (outils, attelages, main d'œuvre) que nous dénommons généralement le train de culture ». Le caractère sociétal de ce concept est également illustré par la définition proposée par MAZOYER (1987) : « un système agricole, c'est d'abord un mode d'exploitation du milieu historiquement constitué et durable, un système de forces de production adapté aux conditions bioclimatiques d'un espace donné et répondant aux conditions et besoins sociaux du moment ». A la suite de CHOLLEY, les différents auteurs qui se sont penchés sur la définition du concept de système agricole mettent ainsi en exergue les dénominateurs communs que sont : l'espace, la société, les interactions entre facteurs physiques, techniques et humains. De ce fait, JOUVE (1988) précise que « Cette référence à l'espace et à sa gestion explique que les recherches sur les systèmes agricoles constituent un terrain de rencontre et de coopération privilégié entre géographes et agronomes [...] », terrain que nous cherchons précisément à investir. En faisant la synthèse des définitions proposées par MAZOYER et JOUVE et en les adaptant à nos propres besoins, nous pouvons nous approprier ce concept de système agricole en le définissant comme suit (cf. fig. 5) : le système agricole est la combinaison des facteurs naturels, socioculturels, économiques et techniques, mis en œuvre par une société rurale pour exploiter son espace, gérer ses ressources et satisfaire ses besoins, selon des règles historiquement constituées.

Figure 5 : Modèle simplifié du fonctionnement d'un système agricole
Adaptation à la production cannière martiniquaise



Comme le souligne encore Philippe JOUVE, l'intérêt de ce concept tient à ce qu'il constitue « *un instrument de compréhension aussi bien des diversités spatiales de l'agriculture, que de son évolution historique et, en particulier, des dynamiques agraires régionales* ». Il permet de ne pas dissocier les aspects spatiaux, des aspects techniques et socio-économiques. Ce concept sociétal de système agraire nous est par conséquent paru opérant pour étudier l'évolution de la production cannière à plusieurs titres. D'une part, cette évolution concerne un territoire (un milieu), une société et une culture. Sa compréhension nécessite de fait une échelle et un niveau d'analyse qui sont justement ceux appréhendés par ce concept. D'autre part, l'histoire met en relief l'évolution des systèmes de production, qui sont des sous-ensembles du système agraire. Enfin, la dynamique actuelle des systèmes de production découle à la fois de l'histoire et de l'environnement sociologique, économique et politique qui en résultent, confirmant l'intérêt d'utiliser l'échelle englobante du système agraire.

c) Du système agraire au territoire

JOUVE précise que l'extension territoriale du système agraire n'est pas toujours simple à définir, vu les interpénétrations possibles entre systèmes agraires différents. Un système agraire peut être identifié par la mise en évidence d'un certain nombre de pratiques communes à un ensemble d'unités de production, tant du point de vue technique que social. Il est alors possible de superposer le système agraire à un espace géographique donné, selon les limites d'application de ces pratiques communes.

Au-delà des choix individuels des agriculteurs, l'organisation des productions au sein de la société martiniquaise dépend souvent de données communes. Ceci s'observe tant pour les pratiques sociales (gestion du foncier, division sexuelle du travail, etc.), que techniques (organisation de métayers sur une grande exploitation, évolution technique conjointe d'exploitations selon leur taille, etc.). De plus, concernant le prix de la canne, il n'y a pas de surdétermination à l'échelle nationale ou internationale, mais des règles de détermination assez communes dans l'île. Il est ainsi possible de superposer les deux espaces correspondant aux concepts de système agraire et de territoire : dans le cadre de la présente recherche, tous deux sont limités géographiquement à l'échelle insulaire de la Martinique.

3.3.3. Une approche territoriale

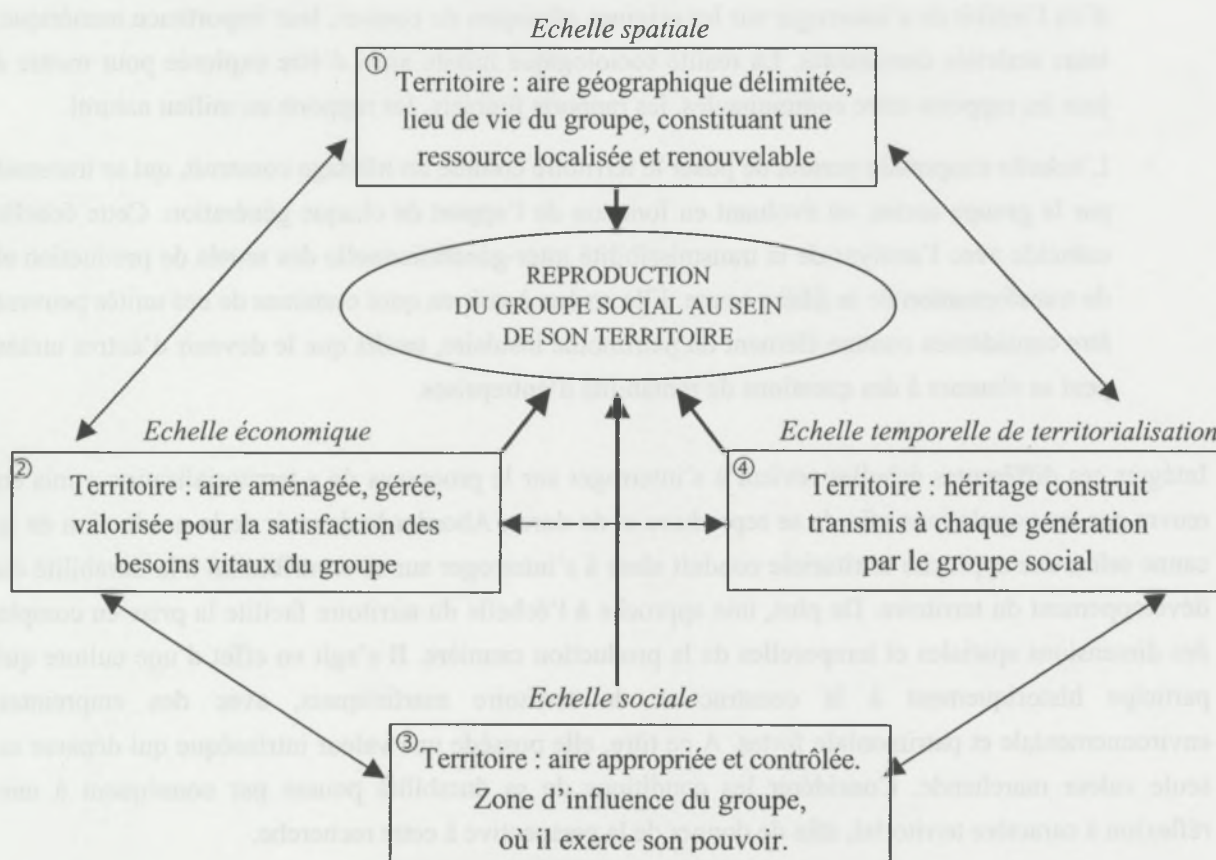
Comme toute production agricole, la canne à la Martinique s'inscrit dans un espace défini et possède de ce fait une dimension territoriale. Une des façons d'étudier les conditions de sa durabilité consiste à la considérer dans son territoire. Ceci se justifie d'autant plus que l'avenir de cette production est intimement lié à la volonté politique territoriale. Pour voir comment peut s'intégrer cette approche, il importe de préciser avant tout comment peut être appréhendée la notion de territoire, puis de mieux cerner l'intérêt d'une approche territoriale pour notre recherche.

a) Le territoire : un concept interdisciplinaire

Depuis les années quatre-vingts, le terme « territoire » est de plus en plus présent dans les discours politiques et dans les préoccupations de la recherche. Plus qu'une mode, son emploi effréné semble répondre aux nouveaux besoins de conceptualisation générés par les mutations en cours dans le monde. Comme la notion de système, celle de territoire diffère selon l'objectif de l'utilisateur et le

champ d'action. La thèse de Michaël POUZENC (1999) présente une intéressante synthèse de ses différentes acceptions. Celles-ci ont pour point commun de reconnaître dans le territoire un « *espace approprié* ». Mais elles se réfèrent à différents degrés quant à l'appropriation de l'espace par l'homme : l'intégration de l'espace dans des mécanismes identitaires, faisant de cet espace « *quelque chose que l'on intègre comme partie de soi* » ; la transformation de l'espace pour le rendre propre à un usage concret, ce dernier conduisant à l'affirmation de la propriété ; l'intégration de l'espace dans des relations de pouvoirs politiques (POUZENC, 1999). Ces composantes de la notion de territoire peuvent être replacées dans une trame qui permet de faire le lien avec les précédentes postures de recherche adoptées et d'assurer la cohérence avec le concept de durabilité (cf. fig. 6). Partant de la définition proposée par Maryvonne LE BERRE, citée par Marie-Claude CASSÉ et Anne-Marie GRANIE (2000), et au regard des compléments apportés par ces deux auteurs, nous nous proposons de comprendre le territoire comme : la portion de la surface terrestre, appropriée, habitée et contrôlée par un groupe social donné, afin d'assurer la satisfaction de ses besoins vitaux et garantir ainsi sa reproduction.

Figure 6 : Combinaison des différentes notions réunies dans la définition de « territoire »⁵⁷



Réalisation : H. MBOLIDI-BARON
D'après : CASSÉ, GRANIE, 2000.

⁵⁷ Les numérotations reprises dans les figures de cette section soulignent la cohérence entre les différentes postures, avec une superposition des dimensions relatives : - au milieu naturel (① : dimension environnementale ou spatiale) ; - aux aspects économiques (② : exploitation de l'espace pour satisfaire les besoins vitaux du groupe social) ; - aux aspects sociaux (③ : insertion de l'individu dans la société, caractéristiques du milieu humain, appropriation du territoire) ; - à l'échelle temporelle (④ : transmission d'unités de production ou de transformation et d'un héritage construit).

Cette proposition de définition se réfère à quatre échelles (présentées à la figure 6), qui se recoupent avec les dimensions retenues pour appréhender la durabilité de la production de canne à la Martinique. Cette dernière est prise en compte comme un territoire, dans l'acception ci-dessus définie. S'intéresser au devenir de sa production cannière selon une approche territoriale amène à utiliser l'interaction entre l'espace et les systèmes étudiés comme un axe d'analyse privilégié.

- A l'échelle spatiale, le territoire étudié, dont les frontières coïncident avec les limites insulaires, est concrètement identifiable. Cette délimitation géographique amène à s'interroger sur les conditions de renouvellement des ressources localisées qu'il représente, mais aussi sur la qualité de vie qu'il offre, ce qui nous renvoie aux préoccupations environnementales.
- A l'échelle économique, le territoire se présente comme une aire gérée par le groupe social pour produire de la ressource, en vue de se reproduire et durer. Ceci renvoie aux questions relatives à la viabilité économique des unités de production et de transformation, dans l'objectif de satisfaire aux besoins vitaux du groupe social.
- Au niveau social, le territoire est marqué par la répartition et l'organisation des peuplements ; d'où l'intérêt de s'interroger sur les origines ethniques de ceux-ci, leur importance numérique, leurs activités dominantes. La réalité sociologique mérite ainsi d'être explorée pour mettre à jour les rapports entre communautés, les rapports fonciers, les rapports au milieu naturel.
- L'échelle temporelle permet de poser le territoire comme un héritage construit, qui se transmet par le groupe social, en évoluant en fonction de l'apport de chaque génération. Cette échelle coïncide avec l'analyse de la transmissibilité inter-générationnelle des unités de production et de transformation de la filière canne. Elle amène à voir en quoi certaines de ces unités peuvent être considérées comme élément du patrimoine insulaire, tandis que le devenir d'autres unités peut se résumer à des questions de rentabilité d'entreprises.

Intégrer ces différentes échelles revient à s'interroger sur le processus de « territorialisation » mis en œuvre par les populations afin de se reproduire et de durer. Aborder le devenir de la production de la canne selon une approche territoriale conduit alors à s'interroger sur sa contribution à la durabilité du développement du territoire. De plus, une approche à l'échelle du territoire facilite la prise en compte des dimensions spatiales et temporelles de la production cannière. Il s'agit en effet d'une culture qui participe historiquement à la construction du territoire martiniquais, avec des empreintes environnementale et patrimoniale fortes. A ce titre, elle possède une valeur intrinsèque qui dépasse sa seule valeur marchande. Considérer les conditions de sa durabilité pousse par conséquent à une réflexion à caractère territorial, afin de donner de la perspective à cette recherche.

b) L'approche territoriale de la production cannière : une indispensable ouverture

Cette dimension « territoriale » de la canne implique, pour analyser ses perspectives d'avenir, de la positionner dans le territoire Martinique, en identifiant les spécificités de ce dernier à même d'influer sur le fonctionnement de la filière (en termes géographique, social, culturel, etc.). La société martiniquaise hérite de l'histoire un espace habité, construit en territoire par les groupes sociaux qui s'y sont succédés. La façon d'investir l'espace est une composante de l'identité régionale. Il convient

par conséquent d'étudier le rôle structurant que peut jouer le planteur de canne, la culture de la canne et la production de sucre et de rhum quant à la représentation collective du territoire martiniquais. Ceci peut se faire à travers une analyse interne, privilégiant le point de vue des acteurs de la filière, et une analyse externe, faisant appel au point de vue des politiques et de la société (urbaine notamment). La question est alors de voir comment faire coïncider les différents points de vue qui peuvent être associés à la filière, ceci à l'échelle du territoire. Comme souligné par Dominique COQUART et Jean PILLEBOUE (2000) pour l'Armagnac par comparaison au foie gras du Gers, il importe de voir en quoi la filière canne est le support d'une mise en exergue patrimoniale, à travers les musées, habitations, etc. Il s'agit aussi de voir comment s'est développée cette valorisation patrimoniale au fur et à mesure de l'évolution de l'économie de la canne. La diversité des fonctions et usages dévolus à l'espace agricole pousse également à revisiter les formes de coordination entre acteurs. Avec une analyse au niveau intermédiaire, à l'échelle de la filière, il est possible de voir en quoi le territoire peut se définir, selon Jean-Pierre DEFFONTAINES (1999), comme la « *clé d'un nouveau contrat entre l'agriculture et la société* » ; soit, dans le cas présent, entre la production cannière et la société martiniquaise.

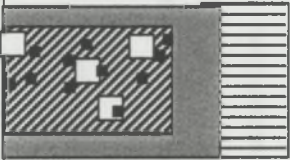
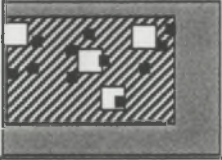
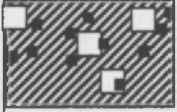




Afin d'intégrer au mieux la complexité de la problématique, la présente recherche est abordée selon une double approche, conformément aux axes privilégiés par le laboratoire « Dynamiques rurales » (UTM, ENSAT, ENFA, Toulouse) : « *d'une part, une logique de filière, verticale, sectorielle, pour laquelle prédominent les déterminants marchands économiques, de rentabilité et de compétitivité et, d'autre part, une logique territoriale, horizontale, calquée sur l'espace de développement local et régional, de l'aménagement du territoire, et concernant l'enracinement socioculturel* »⁵⁸. Partant de la progression verticale d'un produit - inhérente au principe de la filière - notre recherche s'organise en une analyse transverse, horizontale. L'approche territoriale présente l'intérêt majeur de faire écho au concept de durabilité, quant à l'ouverture de l'analyse dans l'espace et dans le temps. Elle favorise la compréhension du caractère multifonctionnel de la production cannière martiniquaise et facilite la mise en exergue de la contribution de cette production et de ses industries au développement territorial, aux niveaux économique, social et culturel. Elle rend plus intelligible la construction territoriale de l'appellation rhumière « Martinique ». Le territoire est par conséquent retenu comme élément structurant pour analyser les conditions de durabilité de la production cannière martiniquaise.

c) Echelles d'étude et niveaux d'organisation : entre territoires et systèmes

Avant de clore ces paragraphes relatifs à l'approche territoriale, il convient de différencier les différentes échelles géographiques pouvant être concernées par le concept de « territoire ». Pour mieux cerner les différents « territoires d'action », pour reprendre l'expression de DEFFONTAINES (1999), relatifs aux niveaux d'organisation considérés dans la démarche systémique, un tableau de synthèse est établi ci-après. Dans la suite, dès lors qu'il est fait référence au « territoire » pour la filière canne martiniquaise (tout au moins le « bout de filière » considéré), sans précision sur l'échelle spatiale, il s'agit de la globalité du territoire insulaire qu'est la Martinique.

⁵⁸ Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, Ministère de l'agriculture et de la forêt. Equipe de recherche « Dynamiques rurales », associant l'Université de Toulouse-Le Mirail, l'École nationale de formation agronomique et l'Institut national polytechnique de Toulouse.

Tableau 6 : Echelles d'études et niveaux d'organisation (entre "territoires" et "systèmes")

N°	« Territoires d'action »	Imbrication des territoires d'action	Niveaux d'organisation	Acteurs & Unités spatiales et/ou unité de production	Eléments de fonctionnement à identifier et à analyser
7	☞ Territoire insulaire & Zones d'exportation des produits finis		Filière canne (filière élargie)	<u>Tous les acteurs directs et indirects associés à la filière</u> Ensemble des systèmes constitutifs de la filière canne	<ul style="list-style-type: none"> • Modes de régulation de la filière
6	☞ Territoire insulaire (délimitation administrative)		Système agraire (concept sociétal)	<u>Société rurale martiniquaise</u> Surface agricole utilisée	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion de l'espace : ☞ Structuration des paysages ☞ Modes d'exploitation du milieu
5	☞ Partie du territoire insulaire concernée par la canne et ses industries		Système agroindustriel localisé (« bout de filière étudié »)	<u>Planteurs & industriels</u> Unités de transformation et bassins d'approvisionnement	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégies individuelles et collectives
4	☞ Site de localisation de l'entreprise et bassin d'approvisionnement en canne		Système de transformation industrielle	<u>Industriels</u> Unité de transformation (SAEM du Galion ou distillerie agricole)	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens de production • Objectifs stratégiques
3	☞ Territoire d'action correspondant aux systèmes de production considérés	 Partie du système d'activité hors exploitation	Système d'activités incluant l'exploitation agricole	<u>Planteurs</u> Famille – Entreprise	<ul style="list-style-type: none"> • Types d'activités pratiquées • Place et rôle de la canne
2	☞ Structures physiques constituées (i) par le maillage des parcelles et des chemins, costières, fossés, etc. et (ii) par le bâti agricole.		Système de production intégrant la canne à sucre (coordination des systèmes de culture)	<u>Planteurs</u> Exploitation agricole	<ul style="list-style-type: none"> • Cultures pratiquées (sp., variétés) • Rotation et assolement • Moyens de production et objectifs stratégiques • Résultats agroéconomiques
1	☞ Couvert végétal cultivé (et naturel) d'une parcelle.		Système de culture cannier	<u>Planteurs</u> Parcelles culturales – champs (« pièces »)	<ul style="list-style-type: none"> • Variétés de canne • Itinéraire technique et pratiques culturales

Réalisation : H. MBOLIDI-BARON

3.4. Outils et démarche pratique

Cette étude repose sur une importante collecte d'informations, issues de deux sources : l'information documentaire et celle obtenue sur le terrain. Le recueil s'est fait tout au long de la durée de recherche (de 1999 à 2002), en valorisant de façon complémentaire : la base de données du CTCS (2002), les dépouillements d'enquêtes et les analyses de discours. L'expérience acquise depuis 1992 au sein du Centre technique, ainsi qu'auprès des acteurs de la filière, a aussi été mise à profit. Cette expérience inclut l'apprentissage fait auprès de collègues du CTCS (certains ayant plus d'une trentaine d'années d'expérience), dont les multiples témoignages ont également constitué une source de renseignements extrêmement précieuse.

3.4.1. Recherche documentaire et valorisation d'études antérieures

La recherche bibliographique relève tant de thèmes techniques précis que d'informations relatives à la filière canne et à la Martinique. Les documents relatifs à ces dernières sont d'origines très variées. Les ouvrages antérieurs sur les filières canne des DOM ont servi à la rétrospective historique de la production. Concernant la filière martiniquaise contemporaine, outre la documentation consignée au CTCS, une multitude de documents a pu être consultée auprès de différentes structures. Celles-ci relèvent du secteur public et/ou de l'encadrement de l'agriculture, comme la Direction de l'agriculture et de la forêt (DAF), l'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM), la Chambre d'agriculture, la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER), l'Institut national de statistiques économiques (INSEE). Des institutions professionnelles ont également été consultées, notamment le Comité martiniquais d'organisation et de défense du marché du rhum (CODERUM) et le Syndicat de défense de l'appellation d'origine « Rhum agricole Martinique » (SDAORAM). Cette thèse s'appuie aussi sur les nombreux travaux menés au sein du CTCS, sur des points très variés, allant de la qualité de la canne à celle des produits finis, en passant par les études agronomiques et économiques. Sur ces aspects techniques et scientifiques, les travaux d'autres centres de recherche, tels le CIRAD, l'IRD, le MSIRI (Mauritius sugar industry research institute ou Institut de recherche mauricien sur l'industrie sucrière), ont maintes fois été mobilisés. Ce travail documentaire a été mené de pair avec la recherche sur le terrain. Cette dernière a permis de vérifier et d'actualiser un certain nombre d'informations bibliographiques. Elle a surtout permis d'aller plus en profondeur dans la compréhension du fonctionnement de la filière.

3.4.2. Travail de terrain : enquêtes semi-directives et entretiens ouverts

La démarche suivie pour le travail de terrain repose sur des enquêtes de proximité au sein de la filière et au-delà. Ce travail a été mené en grande partie entre 1999 et 2000, avec la collaboration de Maguelonne JOET (2000) et de Stéphane SANCHEZ (2000)⁵⁹, puis complété entre 2001 et 2002. Les enquêtes ont été effectuées avec deux objectifs successifs : d'une part, la compréhension du

⁵⁹ Ces élèves-ingénieurs du Centre national d'études agronomiques en régions chaudes (CNEARC), à Montpellier, ont réalisé leur stage de fin d'études au CTCS-Martinique. Les résultats déduits des enquêtes, fruits d'un travail collectif, sont référés comme sources dans la suite du texte sous la forme : Enquêtes 1999-2002.

fonctionnement des unités de production cannière ; d'autre part, la compréhension de la mise en place de l'AOC rhumière « Martinique ». Les personnes enquêtées sont des acteurs professionnels (producteurs canniers, transformateurs et consommateurs), ainsi que des personnes-ressource⁶⁰. Les passages répétés chez certains acteurs, d'une année sur l'autre, ont permis d'approfondir la connaissance de leur unité de production ou de transformation, d'affiner la compréhension de leur logique de fonctionnement et de leurs stratégies, ainsi que de leur rôle dans l'organisation et la dynamique de la filière. Selon les objectifs à chaque niveau d'étude, les entretiens ont été de nature diverse, semi-directifs ou ouverts. Ce travail d'enquête a permis de récolter des informations globales concernant la filière et d'élaborer les premières hypothèses, avant l'investigation de terrain plus approfondie. Il s'agit également d'une démarche fondamentale pour chercher à impliquer les différents acteurs et partenaires de la filière, tout en recueillant leur point de vue personnel, afin d'explorer par la suite les aspects prospectifs.

a) Enquêtes pour l'étude des unités de production cannière

Au cours de la première année d'étude (campagne 1999), le travail de terrain avait trait à la compréhension du fonctionnement des unités de production cannière. A cette fin, des enquêtes semi-directives ont été menées auprès d'un échantillon raisonné d'une quarantaine de planteurs. Cet échantillon, réalisé sur la base de l'effectif de la campagne 1999 (273 producteurs), représente près de 15% de cette population. Il a été construit principalement à partir de critères de surface en canne et de lieu de livraison. Le questionnaire, inspiré du « guide d'étude de l'exploitation agricole à l'usage des agronomes » (CAPILLON, MANICHON, 1991), comprend trois grandes parties.

- Les caractéristiques générales de l'exploitation : l'exploitation et le système d'activités ont été abordés à travers une approche historique, afin de reconstituer la trajectoire d'évolution relative à la fois à la famille, aux productions agricoles, au matériel, etc., depuis l'installation jusqu'aux projets à venir. A travers un état parcellaire, les caractéristiques du foncier (surface, tenure, culture(s), pente, degré de mécanisation, sol, etc.) ont été analysées.
- La conduite et les performances de la canne : une parcelle précise a été étudiée de façon chronologique (critère de fiabilité). Il s'agissait de s'intéresser aux écarts entre les pratiques mises en œuvre par l'exploitant et les recommandations, ainsi qu'aux écarts entre les résultats et les objectifs que le planteur s'était assignés. Puis, les éventuelles variations de conduite entre la parcelle étudiée et les autres parcelles de l'exploitation ont été analysées, en cherchant à en comprendre les causes (critère de représentativité).
- Un questionnaire complémentaire : la troisième partie du questionnaire, plus ouverte, a permis au producteur d'exprimer les problèmes rencontrés quant à ses conditions et moyens de production, l'organisation de la filière, l'encadrement, etc.

⁶⁰ Les personnes-ressources (cf. liste en annexe 1.1) ont été choisies selon leur connaissance de la filière (chercheurs, historiens) et de leur expérience, en rapport avec leur fonction dans la filière. En plus des personnes rencontrées dans les organismes précités pour la recherche documentaire, certains acteurs-clés de la filière ont été considérés comme personnes-ressource, tels des responsables de distilleries, de l'usine du Galion ou d'exploitations, ainsi que des techniciens agricoles.

En plus des producteurs en activité, quelques retraités ont été interviewés. A ces enquêtes conduites au sein du secteur de la production, s'ajoutent celles, plus ouvertes, réalisées auprès d'une vingtaine de personnes-ressources du secteur de la transformation, d'organismes agricoles, etc. Ces interviews ont aidé à situer la production de canne au sein de la filière et par rapport au contexte socio-économique de l'île. Ce travail conduit en 1999 a été poursuivi et approfondi au fil des enquêtes réalisées en 2000, bien que celles-ci répondaient à un autre objectif.

b) Enquêtes sur la construction de l'AOC et la régulation de la filière

Le travail de terrain mené au cours de la deuxième année (campagne 2000) a été ciblé sur l'étude de l'AOC « Rhum agricole Martinique », sa construction, ses impacts socio-économiques, ainsi que ses possibles incidences sur la durabilité de la production cannière.

- Pour les planteurs, l'échantillonnage s'est de nouveau référé à la base de données du CTCS, actualisée à l'issue de la campagne 1999, en s'appuyant sur les critères de surface et de livraison. Une trentaine d'exploitations de canne a de nouveau fait l'objet d'enquêtes semi-directives en 2000, dont certaines précédemment étudiées.
- Pour les distillateurs : la totalité des distillateurs (distilleries agricoles et distillerie industrielle du Galion) et responsables de groupes industriels a été rencontrée, sur la base d'enquêtes semi-directives plus ciblées et approfondies que la première année. En plus des responsables d'entreprises, des ingénieurs-qualité ainsi que des commerciaux ont apporté des indications complémentaires. Au total, 18 personnes ont été enquêtées dans les distilleries.
- Pour les consommateurs : une trentaine de personnes a été consultée sur la base d'entretiens informels, à l'occasion de visites dans les supermarchés, grandes et moyennes surfaces, ou dans l'entourage. Ces enquêtes, sans prétention de représentativité, ont aidé à mieux comprendre ce qu'il en est, hors de la filière, de la connaissance de ses produits et, surtout, du rhum agricole. Elles ont permis de recueillir le sentiment personnel de ces consommateurs sur la commercialisation des produits, de même que leurs habitudes de consommation ; d'observer des comportements d'achat, révélateurs également d'une certaine perception des produits.
- Pour les personnes-ressource : certaines personnes rencontrées dès 1999 ont été de nouveau interviewées par la suite, à travers des entretiens ouverts, ciblés sur le secteur rhumier et l'AOC. D'autres personnes sont venues compléter la liste initiale. Au total, une trentaine de personnes a été consultée au cours des trois années de recherche. Ces entretiens ont permis d'affiner les informations relatives au fonctionnement des secteurs composant la filière (canne, sucre et rhum) et de mieux les resituer dans le fonctionnement global de celle-ci.

Suite aux premiers entretiens, trois grilles d'enquêtes semi-directives ont été élaborées, testées, puis réajustées au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

- Petits planteurs : la grille d'enquête est bâtie sur cinq volets. Le premier traite du système d'exploitation (déterminer la place économique de la culture dans son système de production), puis sont abordés les thèmes du système d'activités (autres activités économiques annuelles),

du foncier (lien canne/terroir, spéculation foncière et disparition des petites plantations), des liens sociaux avec la distillerie (comprendre quelles sont les relations socio-économiques avec l'usine) et enfin de l'AOC (connaissance de l'AOC, impact dans le milieu rural).

- Pour les moyens et grands planteurs : après un bref récapitulatif du passé de l'entreprise, le premier volet de la grille d'enquête concerne la construction de l'AOC, sur le plan historique, social, économique (poids des planteurs dans la construction de l'AOC). Puis le thème de la culture de canne à sucre est abordé (rentabilité, difficultés de production, avenir), ainsi que la perception quant à l'évolution de la filière canne (évolution du foncier, disparition des petits planteurs, situation économique de l'usine du Galion, avenir des subventions).
- Pour les distillateurs : après un historique de l'entreprise, de même que pour les moyens et grands planteurs, la construction de l'AOC est évoquée afin d'évaluer leur poids dans celle-ci. Suivent des questions relatives au marché du rhum (fiscalité et contingent, intérêt depuis l'AOC) et aux stratégies commerciales (politiques de prix, impact sur les ventes, notoriété, etc.) ; de même que leur sentiment quant au devenir de la filière canne.

Les entretiens avec les acteurs directs de la filière ont fait l'objet d'un compte-rendu détaillé confidentiel. Celui-ci a parfois été diffusé aux personnes enquêtées, à titre de retour et afin de prolonger l'échange. Ce travail de terrain, poursuivi de façon moins formelle entre 2001 et 2002, a permis de faire un état des lieux de la filière canne, avant de passer à l'analyse proprement dite.

CHAPITRE II -

L'HISTOIRE DE LA CANNE A LA MARTINIQUE : L'HISTOIRE DU TERRITOIRE MARTINQUAIS

Ce second chapitre retrace l'évolution de la production et de l'industrie de la canne, de l'âge d'or au déclin, en passant par de multiples phases de récession et de relance. Cette rétrospective, qui ne peut manquer de paraître sommaire aux historiens, vise à mettre en place des éléments de compréhension du fonctionnement actuel de la filière canne à la Martinique, mais aussi de son rôle dans le développement et la construction de ce territoire. Il s'agit de suivre l'évolution du système agraire, des structures de production et de leurs relations avec les structures de transformation, ainsi que du contexte socio-économique territorial. Ce faisant, le rôle de l'Etat français dans l'entreprise coloniale est souligné. La présente synthèse bibliographique repose sur divers travaux historiques et géographiques, enrichis de témoignages recueillis auprès de personnes-ressources¹, concernant surtout la seconde moitié du vingtième siècle.

Ce chapitre est constitué de cinq sections. En replaçant la production cannière martiniquaise dans son contexte général, les premières suivent chronologiquement son évolution à travers les siècles, avec un découpage en quatre époques : des débuts de la colonisation au XVIII^e siècle ; la période de bouleversement qu'est le XIX^e siècle ; la première moitié du XX^e siècle, marquée par les deux guerres mondiales ; et la seconde moitié du XX^e siècle, correspondant à la période contemporaine. Venant conclure le chapitre, la cinquième section en tire quelques enseignements.

1. LES ILES A SUCRE, DES DEBUTS DE LA COLONISATION AU XVIII^e SIECLE

Pendant trois siècles, la Caraïbe est la plus grande région productrice de sucre au niveau mondial. Le début de la culture de la canne à sucre dans cette zone date du XV^e siècle. Au-delà de certaines controverses (GRILLON-SCHNEIDER, 1987), l'histoire retient que c'est Christophe Colomb qui introduit la canne dans la Caraïbe, lors de sa deuxième expédition dans la région en 1493 (FAHRASMANE, GANOU-PARFAIT, 1997). Cette introduction s'est faite à Hispaniola (Saint-Domingue - Haïti), en provenance des Canaries. Ce n'est qu'au XVI^e siècle, en 1533, au Brésil portugais, que commence l'aventure sucrière en Amérique. La progression de cette culture et de son industrie se fait à un rythme rapide. Entre 1628 et 1639, le nombre de sucreries au Brésil passe de 235 à 346. « *Une nouvelle richesse coloniale est née : bientôt, on l'appellera l'or blanc* » (NICOLAS, 1997). Cette première section vise à montrer comment l'économie de la canne se met en place à la Martinique au XVII^e siècle, puis comment l'industrie et la commercialisation du sucre et du rhum s'y développent au cours du XVIII^e siècle.

¹ cf. liste des personnes-ressource en annexe 1.1.

1.1. Le XVII^e siècle : mise en place de la société de plantation

Cette sous-section retrace la mise en place des premières structures de production agricole et industrielle, en voyant comment s'est concrétisée la volonté de développer la production sucrière. Ils permettent de suivre parallèlement l'évolution de la composition ethnique de la population martiniquaise, à travers la société de plantation. Après quoi est abordée la naissance du rhum.

1.1.1. La Compagnie des Îles d'Amérique : des efforts vains pour la fabrication du sucre

L'arrivée de la mission de Pierre Belain d'Esnambuc, en 1635, marque le début de la colonisation française à la Martinique. Cette dernière est placée sous la propriété de la Compagnie des Îles d'Amérique, qui en désigne les administrateurs. Dès le début, la colonisation a trois objectifs clairement définis (NICOLAS, 1997) : un objectif militaire, selon lequel l'île doit constituer une base fortifiée de la France, conformément à sa politique d'expansion en Amérique ; un objectif économique, visant à peupler l'île, y développer l'agriculture et exploiter éventuellement les minerais, en vue de commercer avec la France ; et un objectif religieux, visant à convertir les populations autochtones à la religion catholique. C'est ainsi que, dès son installation à la Martinique, la Compagnie des Îles d'Amérique tente d'y implanter la culture de la canne et de fabriquer du sucre ; une entreprise qui n'a pu être atteinte sous son administration, faute d'une maîtrise suffisante du processus de fabrication.

Parallèlement, la visée économique pousse au peuplement de l'île, tout en y instaurant une hiérarchie sociale. En 1640, pour une population caraïbe estimée à 3 000 personnes², le nombre de colons s'élève à un millier. Cette société blanche est composée de deux communautés : celle des propriétaires, formant la classe dominante, et celle des « engagés ». Ces derniers sont pour la plupart de pauvres gens recrutés dans les ports de Bordeaux, Nantes, La Rochelle, ou dans l'intérieur du royaume, par des rabatteurs à la solde des négociants et des armateurs (LARA, 1992), voire des condamnés, des débiteurs, etc. ; des hommes réduits en quasi-esclavage. Ils signent des contrats de trois ans, en échange d'un voyage gratuit vers les colonies. Le système des engagés disparaît peu à peu avec le développement de la traite des Noirs, dans laquelle la France se lance avec la création de la Compagnie du Sénégal en 1638.

1.1.2. La période des seigneurs-propriétaires : les débuts de l'industrie sucrière martiniquaise

De 1650 à 1664, la Martinique connaît la période des seigneurs-propriétaires, marquée par deux événements majeurs : d'une part, le massacre et l'expulsion du peuple autochtone caraïbe, en 1658, par lesquels les Français se rendent maîtres de toute l'île ; d'autre part, les débuts de l'industrie sucrière martiniquaise. Ces deux événements engendrent de profondes modifications socio-économiques. Pour mieux les comprendre, après s'être arrêté sur le transfert de technologie à

² Les plus anciens vestiges archéologiques attestent d'un peuplement humain remontant au 2^{ème} millénaire avant notre ère. Les premiers habitants de la Martinique sont les Taïnos, suivis des Arawaks (vers 100 avant Jésus-Christ) ; peuples précolombiens d'Amérique Centrale et du Sud. Vers le X^e siècle, l'arrivée des Caraïbes bouleverse le peuplement dans l'ensemble des Antilles, au rythme de leur conquête progressive. Leur arrivée à la Martinique daterait de 1350.

l'origine de cette industrie, quelques précisions méritent d'être apportées sur la mise en place des structures de production agricole et le développement de la traite négrière.

C'est sous l'administration de Du Parquet, en 1654, que la première sucrerie martiniquaise voit le jour, grâce aux Hollandais³. Ces derniers contribuent fortement au démarrage de l'industrie sucrière guadeloupéenne et martiniquaise, du fait de leur apport financier et de leur savoir-faire technologique. Bien que n'ayant pas séjourné longtemps dans ces îles, ils y laissent la connaissance des techniques de fabrication et de raffinage du sucre. La France, contrainte à cette époque d'importer du sucre raffiné de Hollande, encourage la culture de la canne et sa manufacture en sucre brut aux Antilles, avec un objectif avoué : supprimer, dans un premier temps, sa dépendance vis-à-vis des Hollandais ; leur ravir, dans un second temps, l'hégémonie sur le marché européen du sucre raffiné. Pour mieux comprendre les enjeux sous-jacents, une digression sur la technologie sucrière à cette époque s'impose. Le sucre issu de la condensation et de la cristallisation du jus de canne est un produit brut, impropre à la consommation. Il doit être épuré et blanchi par le raffinage, pour être transformé en bien de consommation finale. La filière technique du sucre s'articule alors en deux process complémentaires : la fabrication de sucre brut, sur les habitations-sucrerie (unité de base partant de la plantation de canne), et le raffinage, assuré par les raffineries. « *La jonction entre ces deux pôles de la filière technique du sucre, autrement dit l'intégration ou l'unité économique de la branche sucrière, est assurée par les rotations du capital commercial, véritable moteur du système colonial mercantile* » (BLÉRALD, 1986).

Sur le plan agricole, la destinée sucrière de la canne implique une réorganisation des exploitations, afin d'intégrer la contrainte majeure de la culture : l'impérieuse nécessité d'extraire le jus dans les heures qui suivent la coupe. Bernard KAPP (2000) explique que, plutôt que de confier leurs récoltes à un tiers pour effectuer cette extraction à façon, comme le font les petits propriétaires brésiliens, les colons anglais et français préfèrent en garder la maîtrise. Ils choisissent une solution intégrée, qui consiste à installer un moulin à sucre sur chaque exploitation, ainsi qu'un séchoir, des entrepôts et une distillerie. Cette solution favorise le renforcement des grands domaines (seuil de rentabilité de l'ordre d'une centaine d'hectares) et l'éviction des petits colons.

A cette époque, la culture de la canne est considérée inappropriée à la petite propriété et à l'exploitation familiale, contrairement au tabac. Elle favorise la concentration foncière aux mains des propriétaires qui disposent de moyens financiers suffisants pour absorber les petites propriétés voisines. Ce processus d'absorption est amplifié par les investissements requis pour la fabrication de sucre. De vastes concessions sucrières se constituent : les « habitations ». DUTRONE-LA-COUTURE (cité par FERRE, 1981) les définit comme « *une société d'hommes réunis, un ensemble de bestiaux et de bâtiments fixés sur une propriété. L'Habitation doit être considérée comme un*

³ Chassés à cette date par les Portugais du Nord-Est du Brésil, qu'ils occupaient depuis 1624, les Hollandais avaient pu profiter de la production brésilienne de sucre brut, alors première du monde, pour édifier chez eux une puissante manufacture du raffinage : celle-ci leur assure le quasi-monopole du sucre raffiné à l'échelle européenne. La perte de leur fournisseur brésilien les conduit à financer la construction de sucreries dans les îles françaises, dont ils contrôlent à cette époque le commerce (BLÉRALD, 1986).

petit gouvernement dont le propriétaire est le maître et qu'il régit sous la loi du souverain ». L'habitation correspond à une concentration verticale, de la production agricole jusqu'à la commercialisation du produit semi-fini, constituant tout à la fois un système économique, social et politique. Les esclaves habitent en périphérie de l'habitation du maître. Tout est contrôlé par ce dernier et par la collectivité des « grands Blancs » (par opposition aux « petits Blancs », non propriétaires d'habitation).

Vu l'abondance de personnel nécessaire pour la culture de la canne, l'extension de cette dernière se traduit par un développement de l'implantation des habitations, parallèlement à l'arrivée de la main d'œuvre asservie : pour une habitation de 50 à 100 ha, assurant une production sucrière de 100 000 livres de sucre, le personnel requis est estimé à 40 esclaves. NICOLAS (1997) rapporte qu'en 1664, à l'issue de la période d'administration de Du Parquet, la population martiniquaise compte 2 904 Blancs et 3 558 Noirs. C'est à cette époque que la Martinique coloniale entre véritablement dans la période esclavagiste. La canne donne naissance à une aristocratie terrienne, celle des grands propriétaires sucriers, dénommés les « habitants ». Ils forment la classe dominante et assoient leur puissance sur le système esclavagiste. Ce dernier constitue le fondement de la domination coloniale durant près de deux siècles, jusqu'à l'abolition de l'esclavage en 1848, et ses effets se font sentir jusqu'à nos jours.

1.1.3. La Compagnie des Indes Occidentales : développement des habitations

Après l'échec de la Compagnie des Îles d'Amérique et des seigneurs-propriétaires, les îles sont rachetées à ces derniers, par un arrêté du 17 avril 1664. Elles sont confiées jusqu'en 1674 à une grande compagnie de colonisation, la Compagnie des Indes Occidentales. Cette période marque la transition entre la phase initiale de colonisation, celle des « défricheurs », et celle de l'expansion de la révolution sucrière et de la société esclavagiste. En dépit des guerres avec les Anglais et les Hollandais, entre 1666 et 1674, l'implantation de nouvelles habitations, surtout sucrières, s'accélère, tandis que la population de la Martinique ne cesse d'augmenter. Les 684 habitations de 1664 passent à 1 080 en 1671. Le tableau 7 témoigne de l'extension de l'esclavage, associé à la poussée de la révolution sucrière. Parallèlement, le développement de la canne va toujours dans le sens d'une concentration croissante des terres entre les mains d'un petit nombre d'habitants.

Tableau 7 : Evolution des habitations et de la population entre 1664 et 1671

Habitations et peuplement	Situation en 1664	Situation en 1671	Evolution en 7 ans
Nombre d'habitations	684	1 080	+ 58%
Population blanche	2 904	4 018	+ 38%
Population noire	3 558	6 582	+ 145%

Source : NICOLAS, 1997.

Près du tiers du territoire, soit un peu plus de 33 000 ha, est distribué à cette époque aux colons, pour une SAU évaluée à 15 000 ha (des parties de concessions restant en friches ou en « bois debout »). La répartition entre types d'habitations est toutefois très inégale.

Tableau 8 : Répartition des types d'habitations en 1671

Type d'habitations	Nbre	Pourcentage en nombre	% occupé sur la surface concédée	Surface totale du type d'habitation	Surface moyenne par type d'habitation
Grandes habitations	30	3%	24%	8 000 ha	270 ha
Moyennes habitations	780	72%	18%	6 000 ha	5,32 ha
Petites habitations	270	25%	3%	1 000 ha	3,70 ha
TOTAL	1 080	100%	45%	15 000 ha	13 ha

D'après : NICOLAS, 1997.

En 1671, sur les 1 080 habitations de la Martinique, sont recensées : 109 habitations sucrières, 118 habitations se livrant uniquement à la culture de la canne, 294 petites ou moyennes exploitations qui se consacrent au tabac, les autres étant tournées vers la diversification (indigo, gingembre). Avant cette période, le paysage agraire est celui d'une agriculture diversifiée dans maintes communes, où le coton et le tabac trouvent encore leur place. Désormais, la canne prédomine partout. La valeur de la production totale de sucre s'élève à 10 millions de livres en 1671.

1.1.4. La naissance d'un alcool nommé « tafia »

Parallèlement au développement de l'industrie sucrière, s'opère la naissance du rhum, appelé à cette époque guildive ou tafia⁴. Vers 1640, les premières eaux-de-vie de canne apparaissent sur l'île de La Barbade, alors possession anglaise. Au milieu du XVII^e siècle, les Anglais passent maîtres en la matière en Jamaïque. Dans les colonies françaises, les premiers colons observent dans les foyers d'esclaves la fabrication d'une eau-de-vie de canne à partir de la mélasse, le résidu de fabrication du sucre. C'est le Père Du Tertre qui en donne la première description. Il mentionne en 1671, dans son ouvrage « Histoire générale des Antilles », une eau-de-vie « *bonne à entretenir le zèle d'une main d'œuvre servile vouée au travail dur* ». Quelques décennies plus tard, c'est le Père Jean-Baptiste Labat qui s'intéresse au produit⁵ : « *Les sauvages et les nègres l'appellent Tafia, elle est très forte, a une odeur désagréable et de l'âcreté à peu près comme de l'alcool de grain* ». Eau-de-vie initialement rustique, issue d'alambics rudimentaires, ce produit ne pouvait prétendre alors séduire les populations européennes (CODERUM, 1986).

⁴ On distingue alors, d'une part, la guildive ou tafia, comme étant l'alcool fraîchement distillé et incolore et, d'autre part, le rhum, terminologie initialement réservée au produit ancien, vieilli, et devenu brun d'aspect.

⁵ Ce père dominicain, qui a séjourné aux Antilles de 1694 à 1705, constitue une figure marquante de la chronique coloniale (avec notamment la publication du *Nouveau Voyage aux Isles de l'Amérique*, en 1722). Il est considéré comme l'initiateur, dans une certaine mesure, de l'industrie rhumière à la Martinique, même si son rôle, comme le souligne Jacques ADELAÏDE-MERLANDE (UAG, CARDH, CEDRAC, 1996 ; p. 3), a été exagéré.

1.2. Le XVIII^e siècle : expansion sucrière et commercialisation du rhum

Cette sous-section vise à voir comment se poursuit l'expansion sucrière à la Martinique, parallèlement au développement de la production rhumière. Une digression est faite sur l'épisode révolutionnaire de 1789, qui initie une divergence de destin entre la Martinique et la Guadeloupe.

1.2.1. Poursuite de l'expansion sucrière à la Martinique

Au XVIII^e siècle, l'expansion sucrière se poursuit⁶. En 1790, la production martiniquaise est estimée à 11 300 tonnes de sucre, tandis que la production guadeloupéenne avoisine 10 600 tonnes (CEDUS, 1997). Jusqu'à la fin de ce siècle, l'économie martiniquaise est régie par le régime de l'Exclusif, connu sous le terme de Pacte Colonial, introduit en 1727 par Colbert. Celui-ci procède d'une double règle protectionniste : d'une part, la subordination à la France sur le mode de l'exclusif commercial ; d'autre part, une spécialisation de la production coloniale, avec une garantie de débouchés réciproques entre la France et ses colonies. Ce régime traduit la préoccupation première de l'Etat monarchique français : « *placer les îles d'Amérique en position de dépendance exclusive à l'égard de la métropole en même temps que subordonner le mouvement de leur mise en valeur aux intérêts du royaume de France* », explique Alain-Philippe BLÉRALD (1986 ; pp. 12-13). Cet auteur souligne que l'Etat français se trouve d'emblée impliqué dans l'entreprise coloniale, « [...] ce, fondamentalement, pour des raisons d'ordre fiscal auxquelles, bien entendu, viennent se surajouter les motivations de suprématie dynastiques propres à cette époque ». C'est dans ce contexte que les domaines sucriers, constitués en habitations - et sur lesquels repose désormais complètement la vie économique de l'île - se développent sur tout le territoire.

1.2.2. Développement de la consommation de rhum et premières exportations

Avec l'amélioration des outils et des techniques de distillation, le rhum de mélasse gagne en qualité. Très rapidement, son succès s'accroît. La consommation n'est plus réservée aux seuls esclaves et les négociants commencent à s'y intéresser. Son exportation débute, via des fûts de chênes chargés sur les vaisseaux. Cependant, la royauté s'inquiète de l'essor de l'eau-de-vie de mélasse et de sirop. Elle en interdit le commerce, selon une ordonnance de 1713, afin de ne pas concurrencer les eaux-de-vie du royaume. En réaction, les colons de Martinique et de Guadeloupe se livrent à la contrebande avec les provinces anglaises voisines. Les bateaux américains viennent négocier des esclaves contre du rhum. Le succès est tel que Louis XV ré-autorise son commerce en 1763. Cette année voit l'assouplissement du régime très strict imposé par le Pacte colonial, avec un glissement institutionnel vers « l'Exclusif mitigé » (BLÉRALD, 1986) : il s'agit d'autoriser les colonies à se procurer des produits de provenance étrangère en échange de produits comme le tafia. Par la suite, l'exportation de rhum est même encouragée, avec une exclusivité du marché français assurée aux productions martiniquaises et guadeloupéennes (CODERUM, 1986).

⁶ C'est au cours de ce siècle qu'apparaît aux Antilles le terme d'« isle à sucre ». Ce qualificatif vaut pour d'autres îles, telles Hawaï, Maurice et la Réunion, qui arrivent plus tardivement sur la scène internationale du sucre (CHASTEL, 1995).

Le XVIII^e siècle marque ainsi les débuts de la vocation rhumière de la Martinique, avec l'exportation du rhum de mélasse en France. Ce produit y est apprécié à cette époque pour ses vertus thérapeutiques, fortifiantes. Sa consommation se fait alors surtout sous la forme de mixtures chaudes. Tandis que la France s'ouvre aux produits des colonies, la révolution se rapproche.

1.2.3. *L'épisode révolutionnaire : divergence de destin pour les « îles sœurs »*

La façon dont est différemment vécue la révolution de 1789 entre la Guadeloupe et la Martinique est retracée par Jacques ADELAÏDE-MERLANDE (1989), dans une rétrospective sur laquelle s'appuient les paragraphes suivants. Dès les débuts de la révolution, la société blanche de la Martinique et de la Guadeloupe se divise en deux courants politiques, qui s'affrontent, jusqu'au conflit armé en 1790 : (i) le premier courant, celui des patriotes, s'appuie surtout sur la population blanche des villes ; révolutionnaire, il veut suivre l'évolution de la France (celle-ci n'envisageant pas alors la suppression de l'esclavage) ; (ii) le second courant recrute chez les planteurs, non point contre-révolutionnaires, mais cherchant à profiter des circonstances pour réaliser une autonomie et atteindre la liberté commerciale.

A la chute de la Royauté, les autorités et les notables blancs de Guadeloupe et Martinique font front commun contre les nouvelles autorités françaises. L'ordre républicain n'est établi qu'au début de 1793. « *Les autorités royalistes fuient, entraînant, pour ce qui est de la Martinique, bon nombre de planteurs avec elles. Les républicains s'installent, avec l'appui des patriotes locaux et aussi des libres de couleur à qui l'égalité en droits a enfin été reconnue [...]* » (ADELAÏDE-MERLANDE, 1989 ; p. 28). Cependant, cette période révolutionnaire est de courte durée : en 1794, les Anglais (alors en guerre contre la France) conquièrent la Martinique, puis la Guadeloupe. Les républicains français organisent une contre-attaque sur la Guadeloupe en juin 1794, faisant échouer la tentative de conquête anglaise, non sans le précieux soutien des hommes de couleur et esclaves affranchis ; la proclamation de l'abolition de l'esclavage du 4 février 1794 ayant été appliquée. « *Un pouvoir révolutionnaire, prolongement du pouvoir métropolitain, est installé en Guadeloupe et – fait important – seulement en Guadeloupe. [...] Quant à la Martinique, [...] elle reste anglaise jusqu'à sa restitution, au traité d'Amiens, en 1802. Une tentative de soulèvement menée par les Blancs patriotes échoue et les Anglais fusillent impitoyablement les agents subversifs* » (ADELAÏDE-MERLANDE, 1989 ; p. 29). De là divergent fondamentalement les destinées des îles sœur, selon le sort des armes : libération des esclaves, affaiblissement du groupe des planteurs qui avaient joué la carte anglaise ; capture et exécution de centaines de royalistes ; fuite de nombre de planteurs vers les îles occupées par les Anglais. De 1794 à 1802, La Guadeloupe connaît une société de liberté, au moins au plan juridique ; tandis qu'à la Martinique, « *[...] les Anglais ont été les garants du maintien de l'esclavage et donc de la hiérarchie ethnico-juridique d'avant 1789* » (ADELAÏDE-MERLANDE, 1989 ; p. 30). La population blanche n'y a pas subi les exactions des révolutionnaires, à l'instar de la Guadeloupe.

Dès 1802, l'expédition organisée par Bonaparte réduit à néant la société multiraciale et égalitaire entre temps installée à la Guadeloupe. L'esclavage est rétabli, le 20 mai 1802⁷, de même que l'inégalité juridique entre Blancs et anciens libres de couleur. La parenthèse révolutionnaire dans l'histoire esclavagiste de la Guadeloupe (jusqu'à l'abolition de 1848) se referme, mais ses incidences sont décisives, tant sur le plan du symbole historique, que des conséquences socio-économiques : les conséquences de la crise sucrière qui va sévir à la fin du XIX^e siècle ne seront pas les mêmes dans les deux îles, comme nous le verrons dans la section suivante.

En conclusion de cette première section, les historiens témoignent de la volonté précoce de développer l'industrie sucrière à la Martinique, effective à partir de 1654, soit une vingtaine d'années après le début de la colonisation. Cette destinée sucrière conduit à une redistribution des terres et à une dramatique révision de la composition de la population de l'île, mettant en place la hiérarchie ethnique sur laquelle est fondée la société martiniquaise. Cette première période de l'histoire de l'économie de la canne révèle également la naissance du rhum, en tant que sous-produit de la fabrication du sucre, et dont la commercialisation fait rapidement l'objet d'enjeux importants ; une période à peine perturbée à la Martinique par l'épisode révolutionnaire.

2. BOULEVERSEMENT DE L'ECONOMIE D'HABITATION ET CONCENTRATION INDUSTRIELLE AU XIX^e SIECLE

Le XIX^e siècle est une période d'importants bouleversements à la Martinique, tant sur le plan économique que social. Après avoir retracé le contexte général jusqu'au milieu du siècle, cette seconde section permet de voir comment se réorganise l'industrie sucrière. Elle vise également à mettre en relief les transformations du système agraire, avant d'aborder les évolutions relatives à la commercialisation des produits rhumiers.

2.1. Le contexte général jusqu'en 1860 : mutations sociales et économiques

Les paragraphes suivants retracent les événements conduisant à l'abolition de l'esclavage à la Martinique. Le parallèle est ensuite établi entre cette dernière et le développement de l'industrie du sucre de betterave en Europe, dans le cadre des bouleversements survenus dans le pacte colonial.

La région des Caraïbes est secouée par les événements survenus à Saint-Domingue entre 1791 et 1803. Les troupes de Bonaparte, venues rétablir l'esclavage aboli par la Convention, y sont vaincues par la résistance des anciens esclaves. L'indépendance d'Haïti est proclamée le 1^{er} janvier 1804. Son grand retentissement dans la région effraye les colons et donne un espoir de liberté aux esclaves. Ces derniers, au nombre de 80 473 en 1807, représentent alors plus de 80% de la population de la Martinique, qui comprend également 10 377 Blancs et 6 555 personnes de couleur libres (sur une population totale de 97 405 habitants). Menaces de révolte des esclaves et troubles sociaux jalonnent toute la première moitié du XIX^e siècle. Tant et si bien que, malgré la pression des colons en faveur du maintien de l'esclavage, le gouvernement provisoire adopte le principe de

⁷ Sous l'influence de la femme de Napoléon Bonaparte, Joséphine Tascher de la Pagerie, fille d'un riche colon martiniquais.

son abolition dans les colonies françaises le 4 mars 1848. Le décret d'abolition de l'esclavage signé à Paris le 27 avril 1848, par Victor Schœlcher, doit être promulgué aux colonies deux mois plus tard. Cependant, l'insurrection générale qui éclate le 22 mai 1848 contraint le gouverneur de l'île à proclamer l'abolition dès le lendemain.

Le parallèle entre l'économie des colonies, basée sur la traite négrière, et le développement de l'industrie betteravière en France est mis en relief par Marcel DORIGNY (2000). Dans les années 1780, à l'apogée de la traite, le sucre est devenu un produit de consommation courante en France, en Angleterre, aux Provinces-Unies, au Danemark et dans l'empire germanique. Quand, en janvier 1792, la nouvelle de la révolte de Saint-Domingue parvient à Paris, la spéculation sur le sucre commence et des émeutes populaires éclatent contre la cherté du produit. Suite à la guerre avec l'Angleterre, le blocus continental institué par Napoléon (Berlin, 21 novembre 1806) ferme au commerce de l'Angleterre tous les ports du continent. Les îles françaises, alors aux mains des Anglais, voient s'interrompre des relations maritimes avec la France. Cette situation engendre pour elles de désastreuses conséquences sur le plan commercial, tandis que l'arrivée des produits coloniaux en France est interrompue. Afin d'y pallier, la chimie est mise à contribution, en vue d'extraire du sucre de betterave de façon industrielle. En 1806, deux sucreries fonctionnent avant le blocus continental, puis Napoléon fait ensemençer des terres en betteraves. Dès le début du XIX^e siècle, le sucre de betterave joue à armes égales avec le sucre de canne. Après 1830, le lobby sucrier colonial est sur la défensive, tandis que se développe un nouveau lobby sucrier : celui de la betterave. La guerre entre les deux sucres commence : le « *sucre français* » d'un côté, « *le sucre colonial* », de l'autre. Ce dernier est présenté comme ayant « *les pieds dans le sang des esclaves* », tandis que le sucre national pousse dans le Bassin parisien et est cultivé par des mains « *françaises* », dit-on alors. Cette guerre est perdue par le sucre de canne. En 1848, le lobby sucrier des îles est affaibli, l'esclavage peut être aboli sans trop de difficultés (contre paiement d'indemnités aux colons). Les betteraviers triomphent.

La signature de l'accord de libre échange franco-anglais, en 1860, conduit à exacerber la concurrence pour les produits des Antilles françaises. C'est donc une industrie sucrière martiniquaise économiquement fragilisée qui doit surmonter la crise de la main d'œuvre née de l'abolition de l'esclavage en 1848 (33 000 tonnes de sucre en 1848, contre 12 000 trois ans après).

2.2. Une réorganisation de l'économie sucrière menacée par la récession

Le XIX^e siècle est celui de l'industrialisation en Europe. Les machines à vapeur sont introduites très progressivement aux Antilles, et ce d'abord dans les îles anglaises, avec l'abolition de l'esclavage (1834 pour l'Angleterre, 1848 pour la France). L'argument majeur des abolitionnistes est d'ailleurs économique : « *le système esclavagiste empêche le progrès industriel et est contre-productif* » (DORIGNY, 1999). Les paragraphes suivants récapitulent la façon dont l'industrie sucrière martiniquaise fait face à cette industrialisation, avant de voir les effets de l'évolution du marché mondial du sucre sur l'économie insulaire.

2.2.1. La nécessaire industrialisation après 1860

En 1850, 400 petites sucreries d'habitations sont dénombrées à la Martinique. Cependant, les sucriers voient leurs intérêts menacés par le développement de l'industrie rivale de la betterave, aux coûts de production inférieurs à ceux de la canne. Ils s'engagent dans la « modernisation » de leur outil industriel, en mobilisant les améliorations technologiques réalisées par l'industrie européenne de la betterave. Cette évolution se concrétise par la mise en place des « usines centrales ». Plus modernes et constituées en sociétés anonymes, celles-ci se développent au détriment des « sucrotes » d'habitations, qui disparaissent, ruinées. Au début de cette période de mutation industrielle, les usines du Lareinty et du Galion, menacées de ruine comme de nombreuses autres, sont sauvées par la création d'usines sucrières centrales par actions, installées respectivement en 1862 et 1863. De 1870 à 1890, plusieurs usines centrales voient le jour, principalement dans le Centre et le Sud, comme indiqué ci-dessous.

Tableau 9 : Ouvertures d'usines centrales de 1870 à 1890

Année	Communes (Usines)
1870	Le Robert
1871	Petit-Bourg, Rivière-Salée, François (Simon), Fort-de-France (Dillon), Trinité
1872	Sainte-Marie
1873	Lamentin (Soudon)
1875	Trois-Rivières
1879	Marin
1881	Vauclin
1884	Trinité (Bassignac)
1890	Basse-Pointe

Source : EADIE, 1997.

La mise en place des usines centrales, qui nécessite d'importants capitaux, est rendue possible grâce à la création du Crédit colonial⁸ par l'Empire. Cette structure bancaire offre un nouvel espoir à la Martinique, comme l'explique l'historien Bernard PETITJEAN-ROGET (1979) : « Une vraie fièvre de placement va alors saisir tous ceux qui possèdent quelque argent ou suffisamment de biens pour garantir un emprunt. [...] Des voies de chemin de fer destinées au transport des cannes font leur apparition dans l'île. La première année suivant sa construction, l'usine de la société Bougenot réalise 600 000 francs-or de bénéfice brut. C'est la stupéfaction ! Le chemin de fer est amorti dix mois après son achat. On commence à parler d'or blanc... Les usines surgissent comme des champignons d'un bout à l'autre de l'île et rien ne semble alors pouvoir freiner cette frénésie d'investir et de construire... Le pays est bientôt recouvert de cannes comme il ne l'avait jamais été auparavant ». L'histoire de l'usine du Galion et du domaine agricole qui l'approvisionne illustre la concentration foncière opérée par les grands Blancs à cette époque, qui tirent profit des avantages

⁸ Le Crédit colonial est une société anonyme au capital de trois millions de francs. Il a pour objet de prêter à long terme les sommes nécessaires à la construction ou l'amélioration d'usines sucrières dans les colonies françaises.

consentis par le Crédit foncier colonial (EADIE, 1997). Vu le rôle joué par cette entreprise dans la filière canne jusqu'à nos jours, un historique de ses origines (1843-1883) mérite une attention particulière (cf. encart 1).

Encart 1 : Histoire du Galion de 1843 à 1883 et rôle d'Eugène Eustache

Au XVIII^e siècle, l'habitation « Le Galion », située à l'embouchure de la rivière du même nom à Trinité, appartient, comme toute la région, à la puissante famille des Dubuc. En 1842, les deux habitations sucrières contiguës, que sont le Galion et Grands-Fonds, passent dans le patrimoine de Jacques Marie Lalanne. A la mort de ce dernier, les habitations sont mises aux enchères. Deux propriétaires de Saint-Pierre se portent conjointement acquéreurs : Jean Emile Merlande et Paul Lalanne (peut-être apparenté au précédent propriétaire). Les propriétés étant grevées d'hypothèques, les deux acquéreurs font appel à Eugène Eustache, négociant de Saint-Pierre. En contrepartie, ils doivent lui abandonner l'administration des exploitations jusqu'au remboursement intégral de leur dette. Faute d'y parvenir, Lalanne et Merlande sont écartés de la gestion des deux habitations, que Eugène Eustache finit par saisir en 1853. Il abandonne alors le négoce pour mener la vie de « l'habitant » sur ses terres.

Vers 1861, il envisage de créer sur ses terres une usine, alors que les vieilles habitations-sucrières sont en train de vivre leurs dernières années. L'établissement est construit en 1863 sur l'habitation Grands-Fonds, mais est nommé « Usine du Galion ». Il est équipé par la maison CAIL (spécialiste en matériel pour les usines sucrières). Pour ce faire, Eugène Eustache emprunte 1 200 000 F (183 000 €) au Crédit colonial ; emprunt qu'il parvient à rembourser par anticipation grâce aux profits sucriers des années 1870. Pour assurer l'approvisionnement de son usine, il cherche à conforter son domaine agricole et rachète toutes les habitations mises en vente autour de Grands-Fonds et du Galion : Bord-De-Mer, Desmarinières, Morne-Galbas, Malgré-Tout, Fonds Galion et Mignot. Il se retrouve à la tête d'un vaste domaine de 2 344 ha, assurant l'approvisionnement de l'usine du Galion. Eugène Eustache meurt le 6 mars 1883, à la veille de la grande crise qui frappe l'économie sucrière antillaise.

D'après le Professeur Christian SCHNAKENBOURG.
Notes sur l'histoire de l'usine du Galion de 1865 à 1939.

2.2.2. Une économie sucrière fortement modifiée à la fin du XIX^e siècle

Malgré la concentration industrielle, l'économie antillaise ressent durement les conséquences de la surproduction sucrière à l'échelle mondiale. Au début des années 1880, deux crises sucrières mondiales⁹ successives affectent la Martinique et ses installations sucrières. A cette conjoncture défavorable, se surajoutent des événements climatiques qui pénalisent la production agricole (dont le cyclone d'août 1891 et la sécheresse de 1895). Les difficultés financières des habitations atteignent leur apogée vers 1900. Pour tenter de pallier les pertes de profit, les propriétaires baissent les salaires. Cette situation est à l'origine d'une grande grève des ouvriers de la canne, en février 1900. Cette dernière marque le début du mouvement syndical des ouvriers agricoles à la Martinique. Le rôle décisif joué dans cette industrialisation du secteur sucrier par Emile Bougenot, actionnaire de nombreux établissements durant cette période, est mis en lumière par EADIE (1997).

⁹ Renversement du cours du sucre dû à une surproduction consécutive au développement de la betterave à sucre en France et aux grandes quantités de sucre de canne lancées sur le marché mondial, notamment par les îles des Caraïbes.

Il rapporte les propos de Schnakenbourg : « *Sur les vingt-et-une usines en activité à la Martinique dans la seconde moitié du XIX^e siècle, Emile Bougenot a été gérant ou administrateur de 9, actionnaire de 15, et à partir de 1883, seul propriétaire d'une seizième, celle du Galion* ». Tout en complétant la rétrospective de l'usine du Galion, l'encart 2 resitue dans le contexte de l'époque l'action de Emile Bougenot. Ce dernier a poursuivi la politique d'Eugène Eustache, confortant l'autonomie d'alimentation en canne de l'usine par le renforcement du domaine du Galion.

Encart 2 : Histoire du Galion de 1884 à 1900 et rôle d'Emile Bougenot

Né en 1838 dans un petit village de la côte d'or, issu d'un milieu paysan aisé, Emile Bougenot poursuit des études d'ingénieur et entre en 1859 au service de la Maison CAIL. Cette dernière l'envoie à la Martinique un an plus tard pour diriger l'installation de l'usine du Lareinty. C'est à lui que Eugène Eustache fait appel pour monter l'Usine du Galion. Les années suivantes sont celles d'une rapide ascension sociale et patrimoniale. Devenu le gendre d'Eugène Eustache, il est chargé de la gestion du domaine de ce dernier à sa mort. Il est reconnu aujourd'hui pour être « *le plus grand nom de l'histoire économique de la Martinique entre 1870 et 1890* ».

A quoi est due une telle réussite ? Emile Bougenot possède des connaissances techniques qui lui permettent de s'imposer dans le milieu créole. Il a aussi bénéficié d'une conjoncture économique en hausse. C'est surtout un gros travailleur, exigeant envers lui-même et les autres, sachant tirer parti de toutes les opportunités offertes. Lorsqu'il devient propriétaire du Galion, il abandonne la direction de toutes les autres usines.

Les effets de la crise sucrière se font sentir à partir de 1884. C'est la conséquence d'une surproduction sucrière à l'échelle mondiale, aggravée par la spéculation. Le Galion résiste à la récession (7 usines sur les 21 existantes alors font faillite), en diminuant le coût de production des cannes. Mais ce sont les salariés qui en supportent les frais ; ce qui explique probablement que la grève de février 1900 ait été si dure sur les habitations du Galion et la reprise si difficile. La crise s'accompagne, sur l'ensemble de la Martinique, de modifications foncières considérables du fait de l'achat, par les usines, des terres des planteurs ruinés. Emile Bougenot en profite pour poursuivre la politique de rassemblement des terres autour de l'usine du Galion, initiée par Eustache. Il acquiert successivement la Digue, Beauséjour, Gaschette et Duferret. En 1892, Emile Bougenot confie l'administration de l'usine à Joseph de Laguarigue, un Blanc créole de Trinité, puis rentre définitivement en France. De là, il continue à en suivre la gestion, jusqu'à sa mort, le 25 septembre 1925.

D'après : C. SCHNAKENBOURG.

L'introduction du machinisme, dans la période 1860-1870, bouleverse donc les données traditionnelles de l'économie sucrière martiniquaise : une usine centrale remplace parfois plusieurs dizaines de moulins. A l'issue du XIX^e siècle, la géographie future de la canne est tracée. Quatre usines, dans la plaine du Lamentin et de Rivière-Salée, totalisent près de 45% de la production.

2.2.3. Une crise différemment vécue à la Martinique et à la Guadeloupe

En écho à la digression sur l'épisode révolutionnaire à la Guadeloupe, entre 1794 et 1802, une seconde digression s'impose sur la façon dont est vécue la grande crise sucrière de cette fin du XIX^e siècle. Nombre d'habitants (au sens de possesseurs d'habitations), qui avaient cessé de fabriquer du sucre, sont contraints de vendre leurs terres, hypothéquées. La Guadeloupe est plus dépourvue face à cette évolution, suite à la fragilisation du groupe des planteurs. Ce sont surtout des sociétés françaises qui tirent parti de la concentration industrielle induite par la crise sucrière. A la Martinique, au contraire, les principaux bénéficiaires sont les grands Blancs créoles - grâce sans doute aux apports de capitaux qu'offrait la place de Saint-Pierre, comme l'explique Jacques ADELAÏDE-MERLANDE (1989 ; p. 31). Celui-ci conclut que : « *la crise sucrière eut, dans l'histoire de la plantocratie guadeloupéenne, plus d'effet que la guillotine de Victor Hugues...* ».

2.3. Transformation du système agraire

Après l'abolition de l'esclavage, une réorganisation du travail doit s'opérer, tandis que les cultures se diversifient : café, cacao, coton, épices, cultures vivrières. L'habitation, unité de division de la terre, subit deux types de modifications : (i) le morcellement, pour donner de la petite propriété ; (ii) le regroupement, pour donner des domaines fonciers de taille supérieure à 100 hectares, appartenant à la plantocratie (EADIE, 2000 ; p. 109).

La première modification est liée à l'accession à la terre de nombreux anciens esclaves, qui s'installent surtout sur les mornes. Ce mouvement d'établissement des nouveaux libres en tant que petits exploitants agricoles est toutefois plus restreint qu'à la Guadeloupe. Il est freiné par des mesures néo-esclavagistes : l'administration coloniale met en place des moyens coercitifs, doublés de moyens persuasifs (EADIE, 1997), pour ramener les anciens esclaves sur les habitations¹⁰. Nombre d'entre eux deviennent « colons¹¹ » sur la même habitation : cette pratique associe l'ancien esclave à l'ancien maître pour l'exploitation de parcelles (généralement les plus accidentées) en une forme de métayage, appelée colonat partiaire. Les colons reversent l'équivalent d'un pourcentage de leur production au propriétaire de la terre, qu'ils sont tenus de cultiver, pour la plus grande part, en canne. En plus des moyens mis en place pour forcer les nouveaux libres à revenir sur leur habitation, les habitants obtiennent en 1852 du futur Napoléon III l'organisation d'une immigration sous contrat. Ils pensent faire perdurer, sous une autre forme, l'ancien système esclavagiste. Mais l'immigration africaine ou indienne ne leur permet pas de retrouver la situation florissante de la période esclavagiste.

¹⁰ Ces questions de réorganisation du travail et de mouvement des « nouveaux libres » sont essentielles à la compréhension de la structuration sociale et du jeu des acteurs : tant au sein de la filière canne contemporaine que, plus généralement, de la société martiniquaise du XXI^e siècle. Les chapitres VII et VIII, consacrés à la dimension sociale et à la dimension foncière de la production cannière, permettent par la suite de les approfondir.

¹¹ Ironie des dénominations : la colonisation des terres difficiles par ces « colons » noirs, assujettis au colonat mis en place par les « colons » blancs, reste conforme à l'entreprise coloniale.

Parallèlement au mouvement de morcellement, l'incontournable industrialisation de ce milieu du XIX^e siècle va de pair avec une importante concentration foncière. En dehors de ceux qui deviennent des « usiniers » et appartiennent à de vieilles familles békées, les propriétaires des habitations arrêtent leurs moulins et deviennent de simples fournisseurs de canne aux usines les plus proches. Pour la plupart en difficulté à cause des bas prix du sucre, trop souvent endettés auprès du Crédit foncier colonial, ils vendent leurs terres à ces mêmes usines, qui se constituent de vastes domaines fonciers. Elles les exploitent : soit directement - les travailleurs des plantations sont des petits propriétaires qui trouvent dans le travail saisonnier un complément de ressources - ; soit par l'intermédiaire de colons partiaires, obligés de vendre leur canne à l'usine de leur propriétaire (HUETZ DE LEMPS, 1997 ; p. 121). Avec ou sans sucrerie, le parcellaire cannier des habitations est à trame plus large que celui du coton ou, plus encore, du vivrier. Des associations sont mises en place entre usiniers et planteurs-fournisseurs de canne (habitants, colons et petits propriétaires) ; les habitants étant parfois amenés à devenir actionnaires des usines. L'ouverture de ces établissements conduit à la signature de baux de durée limitée (10 à 12 ans) entre les fournisseurs de canne et l'administration de l'usine. Emile Bougenot entre autres, en tant qu'administrateur d'usine, signe de nombreux contrats avec ses fournisseurs. Il négocie également pour eux, avec la Banque de la Martinique, des avances sur récolte. Tandis que se confirme, à la fin du XIX^e siècle, la prépondérance de la grande exploitation cannière, les relations entre usiniers et fournisseurs de canne s'organisent.

En conclusion, durant la première moitié du XIX^e siècle, la fermeture du marché français pendant le blocus, la concurrence de l'industrie betteravière, puis l'abolition de l'esclavage, fragilisent l'industrie sucrière martiniquaise. Ces bouleversements ne modifient pas fondamentalement les rapports sociaux, qui restent très hiérarchisés. Par contre, de profondes modifications apparaissent dans la structuration du système agraire à partir de 1860, avec une réorganisation de l'espace cultivé et l'intensification de la concentration industrielle. Ce faisant, un décalage flagrant s'opère entre les progrès d'un secteur industriel en pleine mutation, avec l'introduction d'une technologie de pointe, et le retard du secteur agricole. L'indifférence vis-à-vis de l'amélioration technique de la production agricole, à cette époque, s'inscrit en droite ligne de la logique esclavagiste. Elle s'observe dans d'autres îles de la Caraïbe, comme en témoigne Ramón DE LA SAGRA, à Cuba, autour de 1860¹².

2.4. Début de la suprématie du rhum : essor commun pour deux produits

Alors que l'industrie sucrière se réorganise autour des usines centrales, que les structures de production agricole se concentrent, que les formes d'organisation du travail se diversifient, d'importantes évolutions s'opèrent également dans le secteur rhumier. Le souci de rentabilité, devenu vital à cette période de bouleversement industriel, conduit à l'implantation, à côté de la

¹² « Aveuglés par les merveilles de la fabrication, les grands propriétaires négligèrent la culture et ne tournant leur regard que vers le produit surprenant fabriqué par les nouvelles machines, oublièrent qu'il dépendait essentiellement de la production des champs. Et quel soin auraient-ils pu leur apporter, alors qu'il était si facile d'étendre leur superficie en brûlant 15 ou 20 chevalées de forêts luxuriantes et en leur fournissant 200 Noirs supplémentaires et 100 paires de bœufs ? ». Ramón de LA SAGRA, 1862. Cuba en 1860 o sea Cuadro de sus adelantos en la población, la agricultura, el comercio y las rentas públicas. Paris, Hachette, 141 p. Cité (et traduit) par Michèle GUICHARNAUD-TOLLIS, 2001.

production de sucre de canne, d'une rhumerie¹³. Les usines à sucre s'équipent d'une colonne à distiller afin de produire du rhum de mélasse. Cet alcool au goût prononcé est coloré au caramel, puis expédié aux négociants français. Ces derniers l'utilisent pour bonifier d'autres alcools, en réalisant des « coupages ». Allant au-delà du traditionnel rhum de mélasse, Emile Bougenot, qui a installé l'usine du Galion en 1863, l'a dotée d'une rhumerie et crée avec Marius Hayot le rhum du Galion appelé grand arôme (EADIE, 1997). La promotion commerciale de ce produit est assurée par Emile Bougenot dans les expositions en France et à l'étranger. Jusqu'à nos jours, ce produit singulier est valorisé par l'usine du Galion.

Parallèlement au développement du rhum de sucrerie, l'arrivée de la machine à vapeur au milieu du XIX^e siècle coïncide avec la fabrication d'un nouveau type de rhum, issu directement du jus de canne. Cette introduction de la machine à vapeur révolutionne aussi bien les modes de transformation que les modes de transport, tandis que le développement du chemin de fer à vapeur bouleverse tout le système préétabli. Les grandes usines centrales (équipées de la machine à vapeur) voient le jour au centre des plaines, constituant un cercle autour duquel gravitent les petites exploitations. Un réseau ferroviaire en forme de toile d'araignée est mis en place, le plus grand étant celui de l'usine du Lareinty. Ce réseau dessert les plantations alentours et permet d'acheminer la canne à l'usine. Toutefois, nombre de petites habitations ne peuvent y accéder, en raison de leur enclavement : ne pouvant porter la canne sur leurs lentes charrettes tirées par des bœufs, sur des chemins défoncés, elles se retrouvent écartées du circuit sucrier. Pour assurer leur pérennité, certaines s'orientent vers la fabrication de rhum à partir de leur propre production de canne. Le jus de canne (ou vesou) est mis directement en fermentation, avant d'être distillé.

C'est la naissance du « rhum agricole » ou « grappe blanche », initialement appelé « rhum z'habitant », né du combat des « habitants » pour préserver leur patrimoine. Ces petites distilleries, pour la plupart, produisent difficilement 500 litres de rhum par jour (contre 5 000 litres pour les grandes distilleries industrielles de Saint-Pierre), pendant la période de campagne. Elles constituent des « *fronts de résistance* » disséminée sur tout le territoire, face à la concentration foncière des usines, et permettent le maintien d'habitations traditionnelles (HUETZ DE LEMPS, 1997 ; p. 122). De façon concomitante, les petites distilleries industrielles enclavées se trouvent confrontées à la disponibilité de plus en plus faible de la mélasse, du fait de la diminution de la production de sucre sur l'île. Elles se reconvertissent en distilleries agricoles¹⁴. Des mélasses de Guadeloupe sont importées, sans freiner pour autant l'essor du rhum agricole. Jean-Claude BENOIT, responsable de la distillerie Saint-James - connu pour être l'un de ceux qui s'est le plus penché sur la question à la Martinique - a coutume de dire que « *le rhum agricole est le produit de la conjonction de la machine à vapeur et d'une topographie de l'île, particulière* » (propos recueillis par Eric HERSILIE-HÉLOISE, 1996).

Le rhum commence à perdre son image de sous-produit du sucre destiné aux esclaves. Avec plus de 500 distillateurs en 1880, « *la Martinique est devenue la plus grande distillerie des petites*

¹³ Le terme de « rhumerie » perdure longtemps, avant d'évoluer bien plus tard (après 1950), vers celui de « distillerie ».

¹⁴ Par la suite, les différentes crises sucrières ont peu à peu transformé des usines centrales en distilleries agricoles.

Antilles » (NICOLAS, 1997). D'un côté, se développe le rhum de mélasse, fabriqué par les usines centrales et exporté en France. Sa commercialisation connaît un essor considérable avec les deux crises successives du vignoble français : la première en 1852-1857, due à l'oïdium ; la seconde de 1876 à 1892, due au phylloxéra et au mildiou, aux conséquences encore plus lourdes. Ces crises, qui contraignent la France à avoir recours aux producteurs antillais pour pallier le déficit d'alcool à l'échelle nationale, font progresser les ventes de rhum. Le CODERUM (1986) signale que cette tendance s'est accentuée avec l'abolition des droits de douanes sur les alcools coloniaux en 1854, face à la pénurie d'alcool en France. De l'autre côté, le rhum agricole, fabriqué par les petites distilleries isolées à partir de leur propre production de canne, est destiné au départ à la consommation intérieure. La seconde moitié du XIX^e siècle voit la séparation entre : les sucreries, d'un côté, devenues « usines », industries importantes à l'échelle de la Martinique et qui ne fabriquent que du rhum de mélasse (que l'on appelle déjà « rhum industriel ») ; les petites distilleries, de l'autre. Avec cette double orientation (industrielle et agricole), illustrée sur la carte suivante, le rhum devient un produit à part entière et perd à jamais son statut de sous-produit du sucre.

En conclusion de cette seconde section, l'abolition de l'esclavage se traduit à la Martinique par de profondes répercussions sur le plan socio-économique. Elle conduit à l'augmentation du prix de la canne et à une diminution de sa production, tandis que l'industrialisation amène à une révision de l'appareil industriel. Alors que les usines centrales se développent dans les plaines, les distilleries agricoles assurent le maintien de la production cannière dans les zones plus excentrées. Autant de changements qui font évoluer le système agraire de l'île, tandis que débute la suprématie du rhum, avec une orientation spécifique vers le rhum agricole. Dans la dernière décennie du XIX^e siècle, la Martinique devient le premier producteur de rhum du monde : le record est atteint en 1892, avec 190 210 HAP de rhum à 55° exportés, auxquels s'ajoutent quelques 30 000 HAP consommés sur le marché intérieur (HUETZ DE LEMPS, 1997 ; p. 122).

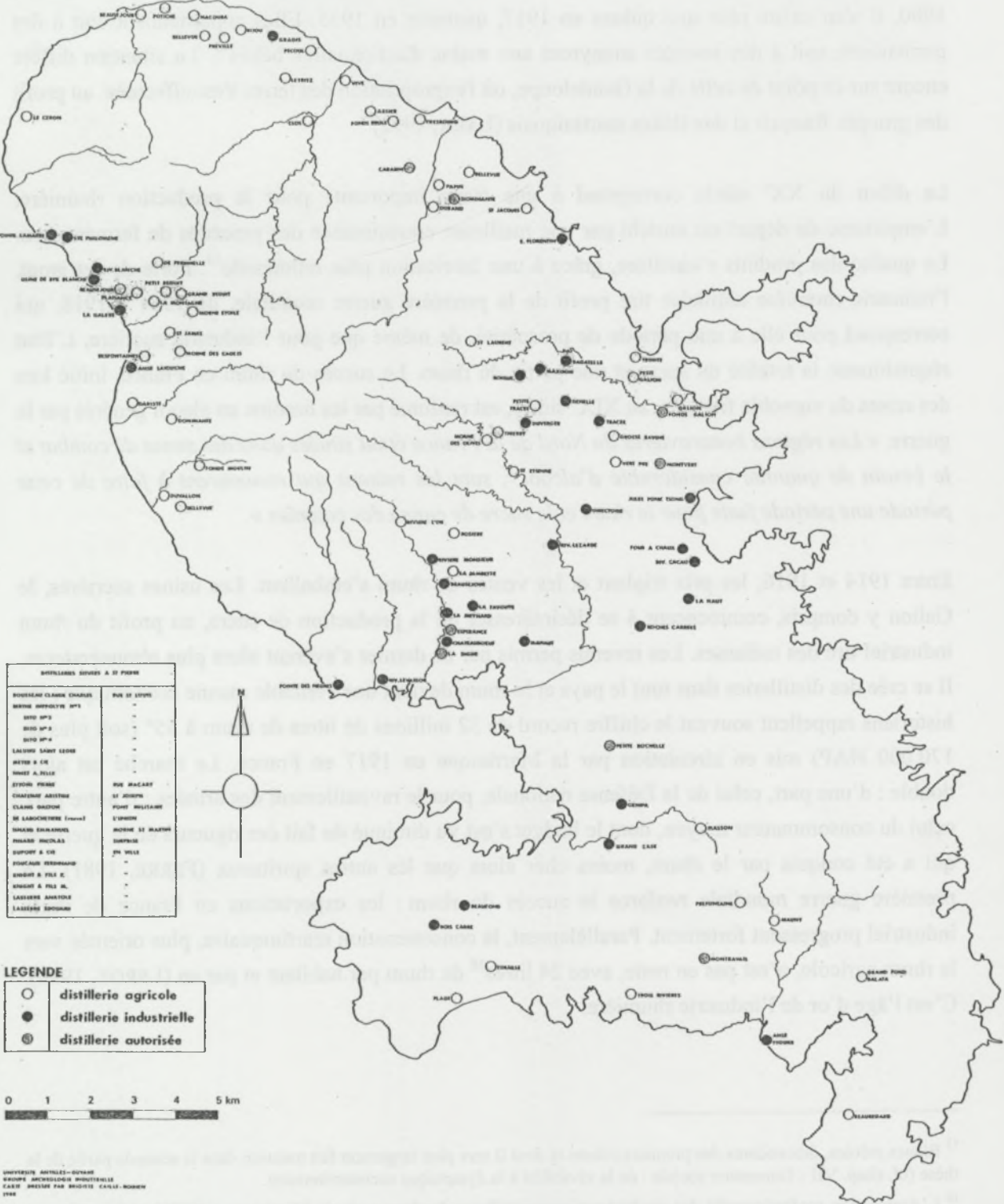
3. LA PREMIERE MOITIE DU XX^e SIECLE : LA SUPREMATIE DU RHUM

La suprématie du secteur rhumier s'accroît dans la première moitié du XIX^e siècle. Cette troisième section vise à voir comment évolue ce secteur, par rapport au secteur sucrier.

3.1. Evolution contrastée du secteur rhumier, après l'éruption de 1902

Alors que l'industrie sucrière est en pleine récession, au tout début du XX^e siècle, la production de rhum poursuit son essor. En 1900, Saint-Pierre, qui centralise toutes les grandes distilleries industrielles de la Martinique, est considérée comme la capitale mondiale du rhum. Près de 19 millions de litres de rhum de mélasse s'exportent de son port (LEROY, 1996). En 1902, l'éruption de la Montagne Pelée anéantit en quelques minutes tout ce patrimoine, détruisant tout le tissu industriel de la zone Nord Caraïbe ; emportant dans ses cendres 30 000 âmes, dont 4 000 Blancs créoles, sur les 5 400 alors recensés à la Martinique et représentant 1% de la population. Les seize distilleries industrielles de Saint-Pierre, ainsi que l'usine Guérin et les plantations situées sur les pentes de la montagne sont détruites (HUETZ DE LEMPS, 1997 ; p. 190).

Carte 2 : Localisation des distilleries à la Martinique à la fin du XIX^e siècle



Source : MOUSNIER, CAILLE, 1990

Cette année-là, les exportations de rhum chutent de moitié. Il faut près de dix ans pour retrouver les chiffres antérieurs à la catastrophe. Cette conjoncture profite de nouveau aux petites distilleries agricoles éparpillées sur le territoire. L'année 1905 marque la fin de la première grande récession économique de la canne à sucre. Sur les vingt-cinq usines sucrières que compte la Martinique en 1900, il n'en existe plus que quinze en 1917, quatorze en 1935. Elles appartiennent soit à des particuliers, soit à des sociétés anonymes aux mains d'actionnaires békés¹⁵. La situation diffère encore sur ce point de celle de la Guadeloupe, où l'expropriation des terres s'est effectuée au profit des groupes français et des Békés martiniquais (LARA, 1992).

Le début du XX^e siècle correspond à une étape importante pour la production rhumière. L'empirisme de départ est enrichi par une meilleure connaissance des procédés de fermentation. La qualité des produits s'améliore, grâce à une fabrication plus rationnelle¹⁶. Forte de cet atout, l'industrie rhumière antillaise tire profit de la première guerre mondiale, de 1914 à 1918, qui correspond pour elle à une période de prospérité, de même que pour l'industrie sucrière. L'Etat réquisitionne la totalité du sucre et une partie du rhum. Le succès du rhum en France, initié lors des crises du vignoble français, au XIX^e siècle, est renforcé par les besoins en alcool générés par la guerre. *« Les régions betteravières du Nord de la France étant situées dans des zones de combat et le besoin de quantité considérable d'alcool¹⁷, sont les raisons qui concourent à faire de cette période une période faste pour le rhum et le sucre de canne des colonies ».*

Entre 1914 et 1916, les prix triplent et les ventes de rhum s'emballent. Les usines sucrières, le Galion y compris, commencent à se désintéresser de la production de sucre, au profit du rhum industriel tiré des mélasses. Les revenus permis par ce dernier s'avèrent alors plus rémunérateurs. Il se crée des distilleries dans tout le pays et le rhum devient une véritable manne économique : les historiens rappellent souvent le chiffre record de 32 millions de litres de rhum à 55° (soit plus de 170 000 HAP) mis en circulation par la Martinique en 1917 en France. Le marché est alors double : d'une part, celui de la Défense nationale, pour le ravitaillement des armées ; d'autre part, celui du consommateur moyen, dont le budget s'est vu diminué du fait des rigueurs de la guerre et qui a été conquis par le rhum, moins cher alors que les autres spiritueux (FERRE, 1981). La première guerre mondiale renforce le succès du rhum : les exportations en France de rhum industriel progressent fortement. Parallèlement, la consommation martiniquaise, plus orientée vers le rhum agricole, n'est pas en reste, avec 24 litres¹⁸ de rhum par habitant et par an (LEROY, 1996). C'est l'âge d'or de l'industrie rhumière.

¹⁵ Blancs créoles, descendants des premiers colons et dont il sera plus largement fait mention dans la seconde partie de la thèse (cf. chap. VII - Dimension sociale : de la vivabilité à la dynamique socioterritoriale).

¹⁶ L'Association professionnelle des producteurs-embouteilleurs de rhum agricole Martinique (APPERAM) souligne à cette époque l'action importante de E.A. PAIRAULT, qui s'intéresse au rhum et entreprend de convaincre les producteurs d'améliorer leur procédé de fabrication à partir des travaux de PASTEUR.

¹⁷ Utilisé pour « droguer » les combattants et les inciter à monter à l'assaut, tout en les protégeant contre les maladies, l'alcool présente deux autres atouts en cette période de guerre : il est indispensable à la fabrication de poudre servant aux explosifs (dissolution de coton dans un mélange d'alcool et d'éther) ; il est utilisé comme désinfectant et antiseptique et entre dans la composition de nombreux produits pharmaceutiques (HUETZ DE LEMPS, 1997 ; p 191).

¹⁸ Contre 11 l/hab. et par an à la fin du XX^e siècle.

De 1920 à 1922, l'industrie rhumière martiniquaise connaît une forte récession. En effet, après la guerre, l'Etat français cesse ses achats massifs d'alcool et liquide brutalement les stocks constitués pendant la guerre. Il réaffirme sa volonté première de faire du sucre : cette décision va dans le sens des pressions exercées par le lobby viticole pour reconquérir les marchés. Face au succès acquis pendant la guerre par le rhum antillais et suite à l'abondance d'alcool de bouche dans l'hexagone au lendemain de la guerre, les distillateurs français s'inquiètent. Leur groupe de pression conduit le gouvernement à surtaxer les rhums coloniaux exportés vers la France, à l'exception d'un quota annuel préfixé ou contingent, selon l'article 9 de la loi des finances du 31 décembre 1922 (FERRE, 1981). C'est la mise en place de la loi du contingentement. Elle fixe à 70 000 HAP par an le quota de rhum exportable pour la Martinique. Cette mesure discriminatoire est très mal perçue dans les colonies et fait l'objet de plusieurs révisions.

Par ailleurs, le secteur sucrier martiniquais, qui s'était redynamisé, voit son expansion freinée durant la campagne 1927, du fait de la concurrence des usines betteravières françaises. Celles-ci sont désormais rétablies après les dégâts subis lors de la première guerre mondiale.

3.2. Deux économies différenciées pour le sucre et le rhum

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les années trente voient une évolution différenciée entre les économies du sucre et du rhum à la Martinique. Après avoir présenté l'interdépendance qui les caractérisent, les paragraphes suivants permettent de suivre les évolutions parallèles sur le plan agricole : d'une part, quant au développement de la canne et à l'organisation sociale qui en découle, d'autre part, quant à l'émergence d'une nouvelle spéculation intensive, la banane.

3.2.1. Fluctuations pour le sucre et notoriété croissante pour le rhum

La période 1930-1937 est marquée par une nette récession pour l'ensemble des usines sucrières, alors au nombre de quatorze. L'usine du Galion parvient à se maintenir durant cette période par des actions en amont et en aval de la production : d'une part, une spécialisation dans la production du rhum dit grand arôme, avec un quasi-monopole et, d'autre part, la baisse des salaires des ouvriers. Cependant, suite à ces fortes baisses de salaire dans la filière, les années 1933-1935 sont marquées par des vagues de grèves et de revendications des salariés.

Sur le plan international, l'année 1937 correspond à la signature, à Londres, du premier véritable accord sur le sucre, dans le cadre du « Conseil international du sucre ». Après 1937, démarre alors une nouvelle période de reprise de l'économie de la canne, jusqu'à la seconde guerre mondiale. Cette reprise conduit la production sucrière à atteindre des niveaux inégalés durant l'entre-deux-guerres. Tandis que la production sucrière fluctue, la notoriété croissante du rhum martiniquais et son succès économique conduisent le rhum agricole à faire son entrée sur la scène nationale¹⁹.

¹⁹ Ce virage n'a pas été amorcé de la même façon par la Guadeloupe, dont la production de rhum agricole s'est cantonnée au marché intérieur. Avec une différence d'organisation de la filière et d'évolution des savoir-faire, l'exportation vers la France de ce rhum agricole guadeloupéen est restée infime. Il n'a pas acquis la même notoriété, à l'échelle nationale, que le rhum agricole de Martinique.

En 1934, les contingents rhumiers sont définitivement fixés. Au début, le cours élevé du rhum incite les producteurs à expédier du rhum hors contingent. Cependant, la loi de finance de 1935 rend prohibitive cette pratique, en imposant une importante surtaxe.

Tableau 10 : Répartition des contingents selon les colonies en 1934

Colonies françaises	HAP
Martinique	88 915
Guadeloupe	68 065
Réunion	30 598
Madagascar	5 994
Indochine	5 468
Guyane	2 500
Océanie	100
Nouvelle-Calédonie	10
TOTAL	201 650

Source : LEROY, 1996.

En 1934, la Martinique détient un contingent d'exportation de 88 915 HAP, tandis que la consommation intérieure est réglementée par un décret, fixant à 38 100 HAP le volume de rhum pouvant être mis en vente annuellement (dont 25 000 HAP pour les seules distilleries agricoles, selon FERRE, 1981). Cette même année, pas moins de 212 distilleries sont dénombrées, dont 124 distilleries agricoles. Les investissements nécessaires à l'établissement de ces dernières étant nettement moins importants que pour une usine, leur prolifération est rapide (EADIE, 1987a). Ces dernières produisent 12 millions de rhum agricole (soit environ 66 000 HAP), destinés pour moitié au marché martiniquais, pour moitié à l'exportation. Toutefois, certaines de ces distilleries ne sont pas en fonctionnement, car le contingent est nominatif et les arrangements entre rhumeries sont nombreux (FERRE, 1981).

En conclusion, le marché du rhum s'avère porteur durant ces années trente. La Martinique, exportatrice de rhum de sucrerie et de rhum agricole, jouit alors d'une très bonne réputation en France, qu'elle approvisionne à 50%. Le rhum industriel est expédié aux négociants français, qui l'utilisent pour la réalisation de coupages.

3.2.2. Suprématie de la canne et hiérarchie sociale

Concernant l'occupation du sol, la canne à sucre reste dominante sur l'île. Elle occupe le tiers de la surface agricole utilisée en 1934, soit 20 000 ha sur une SAU de 60 000 ha. En 1935-1936, elle représente 18 370 ha plantés, pour la même SAU. Cette suprématie est favorisée par des améliorations agronomiques, tandis que les introductions variétales contribuent à l'augmentation des rendements agricoles.

Cette évolution va de pair avec la domination économique de l'« aristocratie » blanche. Celle-ci continue d'occuper les meilleures terres et monopolise les usines à sucre, ainsi que la plupart des grandes distilleries de rhum; tandis que les anciens esclaves réfugiés dans les zones accidentées, ou

mornes, constituent l'essentiel de la population rurale. La canne et ses industries fournissent à cette époque du travail à plus de 35 000 ouvriers. Ceux-ci restent toutefois dans une situation économique misérable. Certains d'entre eux ont parfois un contrat de colonat avec l'usine qui les emploie ; contrat pouvant également être passé avec des petits paysans-proprétaires. Ce système de colonat partiaire, sous forme de contrat de métayage entre l'usine détentrice du foncier et le paysan, permet à la première de s'attacher de la main d'œuvre, tout en lui assurant un ravitaillement d'appoint en canne, par la valorisation des zones en pente, difficiles à exploiter mécaniquement. Contre la jouissance d'un potager, le colon livre ses cannes à la sucrerie. Il peut également travailler à l'usine ou être employé sur le domaine agricole rattaché à celle-ci.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la canne s'est étendue sur toute l'île. Les deux économies parallèles sont désormais bien dessinées : d'un côté les usines à sucre, de l'autre, les distilleries agricoles. Des nuances méritent toutefois d'être apportées à une vision trop tranchée des choses. Il existe en fait un entrelacs complexe entre producteurs de rhum agricole et de rhum industriel au début du XX^e siècle, avec plus de 400 distillateurs. Souvent l'habitation produit du rhum agricole et du rhum industriel, ce dernier étant obtenu par la distillation de mélasse livrée par l'usine²⁰. D'ailleurs, « *le premier négociant de cette boisson particulière [le rhum agricole], sera curieusement M. Aubéry, responsable d'une usine centrale* » (HERSILIE-HÉLOISE, 1996).

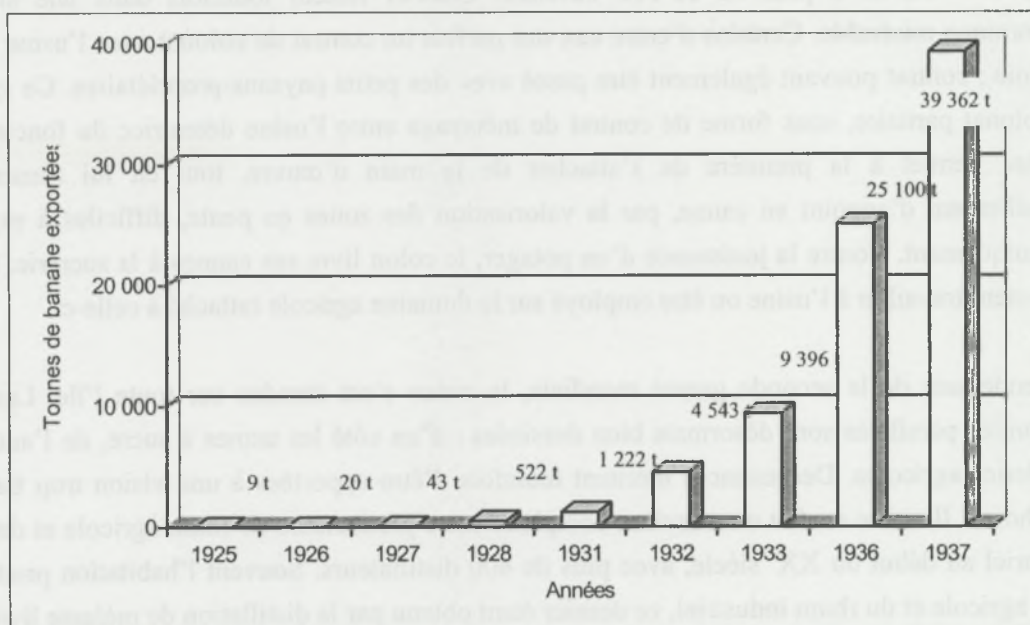
3.2.3. *L'émergence de la banane : une future concurrente pour la canne*

Alors que la suprématie de la canne marque le paysage agricole et industriel de la Martinique, avec des interactions étroites entre secteur sucrier et secteur rhumier, les années trente voient débiter l'histoire d'une spéculation amenée à prendre le relais de la canne, après les années soixante : la banane. Compte tenu de l'importance prise par la suite par la filière banane, quelques précisions sur son émergence permettent de mieux comprendre l'essor qu'elle va connaître dans l'île.

Les premiers chiffres connus pour l'exportation de la banane à partir de la Martinique (9 tonnes) datent de 1925. En cinq ans, la production exportée dépasse les 1 000 tonnes. Si l'élan est légèrement plus tardif qu'à la Guadeloupe (30 tonnes en 1922), l'évolution est fulgurante, comme l'illustre le graphique suivant. C'est en 1928 que débute l'exportation de cette spéculation, avec la création d'une compagnie locale, "La Fruitière", qui se charge du stockage et du transport maritime du fruit. Une décennie plus tard, la production exportée par la Guadeloupe et la Martinique avoisine les 90 000 tonnes. Cet essor est étroitement lié à une volonté gouvernementale de développer cette production dans ses colonies, avec l'instauration d'une politique de protection : le contingentement. Il ne s'agit pas uniquement d'une action conjoncturelle ou opportune, visant à stimuler le lancement d'une production. Cette politique s'inscrit au contraire dans la durée et permet à la production des Antilles françaises d'affirmer sa position sur le marché de la banane, à la veille de la seconde guerre mondiale.

²⁰ L'interpénétration de ces deux types d'industries rhumières se manifeste encore aujourd'hui : le rhum industriel courant, commercialisé par l'usine du Galion (Trinité), est produit par une grande distillerie agricole de l'île, la distillerie Saint-James (Sainte-Marie).

Graphique 5 : L'émergence de la banane à la Martinique



Source : MARGUERITE, 1994²¹.

Cette digression sur l'émergence de la banane permet de souligner le rapide essor de cette culture, qui bénéficie du soutien étatique. Forte de celui-ci, la banane va pouvoir constituer par la suite une alternative économiquement intéressante à la canne. En conclusion de cette troisième section, l'histoire de la canne au cours de la première moitié du XX^e siècle révèle l'incidence des facteurs conjoncturels, mais plus encore des facteurs structurels, liés à l'évolution du contexte socio-économique régional et international.

4. LA DEUXIEME MOITIE DU XX^e SIECLE : CROISSANCE, DECLIN ET RESTRUCTURATION

Cette quatrième section conduit à parcourir l'histoire de la canne et de ses industries à la Martinique à partir de 1945. Celle-ci peut se décomposer en deux grandes périodes, distinguées par LOUIS-JOSEPH (1987) : la première, qui se caractérise par une forte croissance, commence au lendemain de la seconde guerre mondiale et culmine en 1963 ; la seconde est marquée par la chute de la production sucrière, jusqu'aux tentatives de restructuration, réitérées de 1982 à nos jours.

4.1. De 1945 à 1963 : la croissance retrouvée

Cette première période s'ouvre avec la départementalisation, mise en place par la loi du 19 mars 1946. La politique d'assimilation coloniale trouve ses limites dans l'obligation faite à la colonie de rapporter à la France plus qu'elle ne lui coûte. En 1946, comme la Réunion (LEFEVRE, 2001) et la Guadeloupe, la Martinique présente tous les signes du sous-développement : sous-équipement, population élevée, état sanitaire défectueux, économie d'exportation dépendante de la France et

²¹ A partir de données chiffrées des rapports de Préfecture et du Secrétariat aux DOM. (Georges Gaudi, 1981. « L'agriculture à la Martinique après la départementalisation », L'Historial antillais, ss. dir. de Roland SUVELOR, Ed. Dajani, Pointe-à-Pitre, tome VI, pp. 361 et s.).

dominée par la monoculture de la canne. A cette dernière, correspond une société bipolaire de plantation, où règne une oligarchie blanche de grands propriétaires et de commerçants, tandis que la grande masse de la population est plongée dans la misère. Malgré tout, le contexte économique étant alors favorable à la croissance de l'industrie sucrière, celle-ci ne ressent pas tout de suite les contrecoups de cette départementalisation. La croissance qui caractérise l'industrie sucrière martiniquaise à cette époque conduit LOUIS-JOSEPH (1997) à souligner que : « *le roi sucre semble avoir retrouvé son trône* ». Par contre, les conflits sociaux augmentent, tandis que le rhum doit faire face à une plus forte réglementation de son marché.

4.1.1. Réorganisation des marchés sucrier et rhumier

Comme l'analyse LOUIS-JOSEPH (1997), « *les dommages subis par l'industrie sucrière métropolitaine pendant le second conflit mondial et la pénurie relative qui en résulte créent les conditions d'une relance de la production dans les nouveaux départements d'outre-mer* ». L'économie de la canne à la Martinique s'est ainsi rapidement rétablie après la seconde guerre mondiale. S'ouvre alors une nouvelle période de croissance, qui culmine en 1963. Une quinzaine d'années est néanmoins nécessaire pour dépasser le niveau de la production sucrière atteint avant-guerre, avec 69 200 tonnes de sucre en 1954, contre 68 400 en 1939. Malgré les fluctuations subies par la culture et son industrie, cette branche d'activité reste encore importante dans l'économie régionale, bien qu'elle ne progresse que peu entre 1950 et 1960, en terme de PIB (13,7% en 1960). Cette croissance est accompagnée par l'Etat.

La réorganisation du marché sucrier, définie par le décret du 9 août 1953, associe un régime de quotas et de prix garantis, tandis que le contingentement est maintenu après la départementalisation. Le contingent d'exportation de sucre attribué à la Martinique est porté de 72 000 tonnes en 1954, à 80 000 tonnes en 1956, puis à 92 000 tonnes en 1958. Ces deux derniers objectifs ne seront jamais atteints. Ils assurent néanmoins une marge de progression à la production sucrière de l'île (LOUIS-JOSEPH, 1987). Le record absolu de production de l'après-guerre est atteint en 1963, avec 92 500 tonnes de sucre. A noter que l'Accord international sur le sucre de 1953, qui établit un système de quotas, assorti de mesures de régularisation des cours, est renouvelé en 1958. Il perd ensuite de son efficacité à la suite du conflit entre les Etats-Unis et Cuba (CEDUS, 1997).

Alors que la filière sucre retrouve un certain rythme de croissance, la consommation de rhum en France diminue. Les lois sur la réglementation du marché rhumier réapparaissent au début des années cinquante. La loi « échelonnement et blocage », en 1950, vise à réglementer le marché du rhum, en équilibrant l'offre et la demande sur toute l'année et en limitant la spéculation. Le contingent alloué est divisé en dix tranches égales. Seule la quantité correspondant à la consommation est débloquée chaque année, après concertation entre l'interprofession et les pouvoirs publics²², comme l'explique l'Association des producteurs-embouteilleurs de rhum agricole de

²² Contrairement au contingent à l'exportation en France, le contingent pour la consommation intérieure est débloqué en totalité chaque année. Les rhums mis en bouteille sur place par le producteur lui-même (dans la limite de son propre contingent), et directement exportés sous cette forme en France, ont toujours été exonérés de ces mesures. Cette exception souligne l'importance accordée par le législateur à la mise en bouteille sur les lieux de production, permettant d'y garder la valeur ajoutée grâce à cette exonération (CODERUM, 1986).

la Martinique (APPERAM, 1974). Par ailleurs, le contingent de la Martinique est divisé en deux parts : 41 000 HAP pour le rhum agricole, 47 915 HAP pour le rhum de mélasse. Enfin, l'embouteillage obligatoire pour le marché local marque dès 1955 la fin des « débits de régie ». Cette réglementation du marché et les investissements requis pour l'embouteillage conduisent à évincer de multiples petites distilleries, qui ne peuvent suivre l'évolution. Le nombre de distilleries s'effondre : 112 en 1941, 62 en 1952, 27 en 1960. Les artisans, dont les alambics de type Labat ou Privat sont désormais dépassés, sont les plus atteints et sont contraints de revendre leur part de contingent personnelle (FERRE, 1981).

4.1.2. Différenciation des bassins d'approvisionnement en canne

En ce milieu du XX^e siècle, dans une période où les problèmes cycloniques s'ajoutent à un contexte économique difficile, la canne à sucre confirme ses atouts comparativement aux autres spéculations agricoles. Pour cette plante rustique, peu exigeante en entretien et bénéficiant d'un savoir-faire ancestral, l'immobilisation des capitaux est plus courte que pour le café, le cacao ou l'ananas. En outre, la bonne résistance de cette culture herbacée aux cyclones s'avère un avantage essentiel dans cette région du monde qu'est la Caraïbe, par rapport à la fragilité des bananeraies.

Cette période voit aussi, en 1952, la création du Centre technique de la canne et du sucre (mis en service à partir de 1954). Vers 1960, la canne n'occupe plus que 14 000 ha, pour une production globale dépassant toutefois les 800 000 tonnes par an (soit quatre fois plus que de nos jours). Elle occupe 44% de la SAU (alors de 33 000 ha), contre 22% pour la banane. Proportionnellement, jusqu'à ces années soixante, la sole cannière a moins diminué que la SAU, cette dernière ayant fortement accusé le contrecoup de la départementalisation et de l'exode rural. Cependant, orientée à 90% sur le secteur sucrier, la production de canne reste très concentrée en termes géographique et foncier : elle se situe surtout dans les communes du Centre (Lamentin, Ducos, Rivière-Salée, Saint-Esprit, François, Robert, Trinité et Sainte-Marie), où les plaines ont leur plus large extension (70% de la récolte en 1963) ; de plus, les grandes exploitations totalisent 85% de la production, contre 15% pour les 3 700 planteurs possédant moins de 6 ha.

Pour la production de sucre, l'approvisionnement continue à reposer sur des exploitations de grande taille (surtout les domaines des usines), localisées dans les secteurs les moins accidentés : la plaine littorale de la Capesterre Nord, s'étalant du nord-est du Macouba au bassin de la rivière Galion ; la plaine centrale du Lamentin ; les petites plaines littorales du Robert, du François et du Marin, au sud-est. Pour l'approvisionnement des distilleries agricoles, la culture est soumise à des impératifs économiques plus contraignants que ceux définis pour les usines sucrières. Du fait du contingentement, chaque distillerie limite son approvisionnement en canne, le rhum produit hors contingent étant fortement surtaxé. Le surplus de canne peut difficilement être réorienté vers une usine, même proche, vu les coûts de transport. Dans ces conditions, les distilleries assurent 50 à 100% de leurs besoins en matière première à partir d'un ou de deux grands domaines. Le solde provient de petits producteurs, souvent employés temporairement à la distillerie. Cet appoint peut provenir de régions plus ou moins isolées de la distillerie, dans les « fonds » ou sur les mornes, à l'écart des grands domaines sucriers localisés dans les rares plaines. Ces cannaies se retrouvent

sur : la côte sous le vent, de Saint-Pierre à Fort-de-France ; les hauteurs de Saint-Joseph ou du Gros-Morne ; la zone accidentée s'étalant du François à Rivière-Pilote. Ainsi se dessinent les prémices de l'organisation actuelle, quant à la différence d'approvisionnement de l'industrie rhumière et sucrière (types de fournisseurs et répartition des bassins d'approvisionnement).

4.1.3. *Systèmes de production et relations usines-planteurs*

Cette période de croissance retrouvée entre 1945 et 1963 se caractérise toujours par la domination économique de l'oligarchie des Blancs créoles, les Békés. Ils contrôlent l'essentiel des terres à canne, ainsi que les usines sucrières²³. Ces dernières, constituées en société anonyme ou en société civile, sont aux mains de grandes familles locales parmi lesquelles on peut retenir (LOUIS-JOSEPH, 1987) : De Reynald au Marin, Aubéry au Lareinty, Duchamps à Soudon, Despointes à Sainte-Marie, Hayot à Basse-Pointe, au Robert, au François et à Petit-Bourg. La quasi-totalité du ravitaillement des usines est assurée par leurs domaines, qui incluent souvent des terres en location, ainsi que par les grandes exploitations indépendantes. Cette concentration foncière est illustrée par le tableau ci-après.

Tableau 11 : Contraste entre grandes et petites exploitations livrant aux usines en 1963

Catégorie d'exploitations	Nombre total	Surface moyenne par exploitation	Proportion du total de canne broyé en usines
Grandes exploitations (domaines d'usines ou exploitations indépendantes)	< 100	120 – 130 ha	85%
Petites exploitations	> 3 000	< 1 ha	10%

Source : LOUIS-JOSEPH, 1987.

Ces données témoignent du déséquilibre entre grandes et petites exploitations. La moyenne propriété (de 500 à 2 000 tonnes) est très faiblement représentée pour l'approvisionnement de ces usines sucrières. LOUIS-JOSEPH (1987) rapporte que le nombre de salariés des plantations et des usines est évalué en 1963 à 20 000 personnes, dont 6 000 permanents. Quant au nombre de planteurs, il est évalué à 3 500 à cette période, dont une proportion, qui n'a pu être déterminée avec exactitude, est constituée de salariés saisonniers.

Cependant, les relations entre usines et planteurs ne sont guère bonnes durant les décennies cinquante et soixante. Les discussions sur le prix de la tonne de canne ressurgissent chaque année. Les protocoles d'accord de 1945 et 1949, mis au point au sein de la Commission consultative du travail et de l'agriculture, attribuent aux planteurs une fraction de la valeur des produits (sucre, rhum et, éventuellement, mélasse) effectivement obtenus dans chaque usine au cours de la campagne sucrière ; ce qui implique des variations de prix d'une usine à l'autre. Ces dissensions

²³ Contrairement à la Guadeloupe où les capitaux d'origine extérieure sont dès cette époque majoritaires dans la fabrication industrielle, tandis que les colons et petits planteurs indépendants (environ 18 000) forment l'essentiel de la main d'œuvre. Ces différences s'expliquent par l'évolution historique contrastée entre la Guadeloupe et la Martinique dans la seconde moitié du XIX^e siècle (LOUIS-JOSEPH, 1987).

conduisent à la création, en décembre 1952, de la fédération des syndicats agricoles et des fournisseurs de canne aux usines. Elle est constituée d'une partie des planteurs qui s'est séparée du syndicat des planteurs et manipulateurs de canne. Cette fédération s'attelle à la remise en cause du protocole de 1949. Cette mobilisation conduit à une proposition de loi en octobre 1952, présentée par les députés communistes des DOM, notamment Bissol et Césaire à la Martinique. Ce texte visait à régler le différend entre les propriétaires de sucreries et les fournisseurs de canne à sucre. L'exposé des motifs résume de façon éloquentes les griefs des planteurs : *« L'industriel détient un monopole dont pratiquement aucun texte législatif ne limite le pouvoir. On peut dire que les planteurs de canne à sucre se retrouvent chaque année devant l'alternative suivante : ou vendre leur canne aux prix et à l'heure fixés par les féodaux du sucre et du rhum, ou voir leurs cannes se dessécher sur pied... Aucune obligation n'est faite aux industriels de manipuler les cannes produites, et il n'est pas rare de voir, le long des routes conduisant aux usines, des milliers de charrettes de canne jetées après la fermeture. Le planteur est obligé de perdre plusieurs journées de travail pour arriver à faire peser ses cannes... Par ailleurs, aucun contrôle possible de la pesée des cannes... Les industriels ont toujours fait les ténèbres sur la qualité moyenne de sucre, de rhum, bagasses, etc., tirée d'une tonne de canne, ils ont toujours trompé les planteurs sur les faits divers d'écoulement, leurs prix de réalisation, etc., tous éléments qui rentrent en ligne de compte pour la fixation du prix de la tonne de canne »* (LOUIS-JOSEPH, 1987).

Cette première démarche ne rencontre pas de succès, pas plus que celle menée en 1956 concernant un autre motif d'insatisfaction des petits planteurs : *« les versements complémentaires sont souvent effectués un an et parfois même deux ans après la fin de la campagne »*. Il faut attendre le décret du 27 avril 1962 pour voir réglementées les relations entre planteurs et usiniers. C'est l'instauration du paiement des cannes à la richesse en saccharose²⁴ (PCRS). Le coefficient servant à déterminer la part des planteurs est uniformément fixé à 66,66%. Cette règle n'entre véritablement en pratique qu'en 1965.

Parallèlement, sur le plan social, du fait de leur poids dans le monde du travail et grâce à leur combativité, les salariés des habitations et des usines sucrières sont à la pointe des luttes sociales à la Martinique. D'un côté, les syndicats revendiquent l'égalité des droits avec les travailleurs français, de l'autre, le monde patronal cherche à limiter la montée des coûts salariaux (LOUIS-JOSEPH, 1987) : les salaires et charges sociales entrent pour 62% dans le prix de revient d'une tonne de canne avant la guerre, pour 70% en 1946 et pour 85% en 1956. Les nombreux conflits sociaux qui éclatent entre 1948 et 1961 dans le monde de la canne traduisent la difficile et douloureuse évolution d'une société martiniquaise encore fortement hiérarchisée.

⁽²⁴⁾ Nommé usuellement à la Martinique, de façon impropre : Paiement des Cannes à la Richesse Saccharine.

4.2. Le déclin des années soixante aux années quatre-vingts

La situation prospère de l'économie de la canne s'inverse dans le courant des années soixante. L'analyse du contexte général permet de dégager les facteurs socio-économiques et techniques à l'origine de cette situation. Les paragraphes suivants permettent ensuite de voir comment s'est transformé le système agraire, tandis que les bouleversements de l'appareil industriel se traduisent différemment pour les secteurs sucrier et rumier.

4.2.1. Le contexte général : un déclin aux causes multiples

La filière canne, qui a longtemps été un pilier de l'économie martiniquaise, est sujette à un important déclin entre les années soixante et quatre-vingts. Ce déclin peut s'expliquer par la conjonction de quatre types de facteurs (FERRE, 1976, 1981 ; LOUIS-JOSEPH, 1987) : l'économie mondiale, le contexte socio-économique propre à la Martinique, les facteurs techniques inhérents à la production et les facteurs climatiques.

Un premier type de facteurs, externes à l'économie insulaire, relève du contexte mondial. Face à la crise sucrière qui prend de l'ampleur, l'industrie antillaise doit se restructurer. Les producteurs de sucre domiens²⁵ sont contraints de suivre le rythme de modernisation imposé par l'industrie française de la betterave. Ils doivent de plus compenser les frais de transport élevés liés à l'éloignement de la France, unique débouché de la production exportée.

A ce contexte mondial, s'ajoutent des facteurs socio-économiques internes à la Martinique. Le passage du statut de colonie à celui de département, en 1946, entraîne une brusque augmentation des salaires et des charges sociales ; au point que l'on considère que le salaire agricole est 80 fois plus élevé vers 1960 qu'avant la seconde guerre mondiale. Cette hausse salariale s'est poursuivie de façon exponentielle jusqu'aux années soixante-dix (cf. tableau 6). Or, le poste salaire représente 65 à 70% des charges totales pour la filière canne, d'où des difficultés croissantes pour les producteurs. Malgré tout, les salaires des travailleurs agricoles ont pris du retard sur ceux pratiqués dans les autres secteurs de l'économie martiniquaise. Cette situation conduit à une insatisfaction croissante de ces travailleurs.

Tableau 12 : Comparaison des hausses salariales et du prix du sucre

Années	Prix du quintal de sucre		SMIG journalier agricole		Salaire journalier coupeur		Charges sociales	
	Francs	Indice	Francs	Indice	Francs	Indice	Francs	Indice
1954	62,41	100	6,36	100	7,75	100	17,4	100
1971	89,00	143	21,85	343	24,03	310	43,5	250
Majoration de 1954 à 1971		+ 42,5 %	+ 243,53 %		+ 210 %		+ 150 %	

Source : FERRE, 1981.

²⁵ Domien, domienne : relatif(ve) aux départements d'outre-mer (Larousse, 2000).

Enfin, à l'intérieur du monde agricole, il faut signaler l'attrait croissant de la banane à cette époque. Cette spéculation permet aux agriculteurs de dégager un revenu par hectare deux à trois fois supérieur à celui permis par la canne. Cet attrait pour la banane se retrouve également pour les ouvriers agricoles : elle offre des emplois plus rémunérateurs, tandis que le travail y est moins pénible, plus stable et bénéficie d'une meilleure image sociale. Cette différence de perception, sur laquelle nous serons amenés à revenir en cours d'analyse (cf. chap. VII), n'est pas sans incidence sur la préférence accordée à la banane. Pour ces diverses raisons, économiques et sociales, les ouvriers agricoles désertent les champs de canne, tandis que les planteurs ayant recours à des salariés déplorent l'instabilité de la main d'oeuvre.

Un troisième type de facteur tient aux aspects techniques de la production. La coupe traditionnelle (exigeante en personnel) et les tensions sociales qui accompagnent la récolte allongent la période de campagne. Il en résulte des coûts d'autant plus élevés pour les chantiers de récolte et l'usinage. Parallèlement, les rendements industriels stagnent, du fait du sous-équipement ou du matériel vieillissant des usines, tandis que la gestion des transports devient également source d'inquiétude. Sur le plan agricole, les rendements sont jugés insuffisants, du fait d'un archaïsme des techniques ; un facteur jugé décisif dans les difficultés connues alors par la production cannière, selon l'analyse de FERRE (1981). Ce constat fait écho au décalage précédemment noté, dès le milieu du XIX^e siècle, entre la modernisation du secteur industriel et le retard du secteur agricole ; un décalage se serait poursuivi en partie au début du XX^e siècle. Il tient probablement aux conditions initiales d'exploitation agricole (foncier disponible, main d'œuvre servile ou bon marché), sur lesquelles se sont reposés les grands propriétaires.

Aux facteurs socio-économiques et techniques, se surajoute un quatrième type de facteurs, qui relève des conditions naturelles. Le relief très accidenté de la Martinique, hormis la plaine centrale du Lamentin et de Rivière-Salée, n'offre que peu de vastes espaces mécanisables. Cette donnée structurelle limite l'acheminement de la production d'un établissement à l'autre, en cas de fermeture de l'un d'eux, et exacerbe les effets du difficile contexte socio-économique. S'y ajoutent des facteurs conjoncturels, comme les conséquences du cyclone Edith (septembre 1963) sur la campagne 1964. Alors que la production cannière est en proie à d'importantes difficultés, ces données naturelles la fragilisent d'autant plus.

4.2.2. *Un système agraire en mutation : réforme foncière et reconversions*

Ce contexte difficile auquel doit faire face l'économie de la canne à la Martinique à partir des années soixante est à mettre en parallèle avec une mutation du système agraire : la traditionnelle répartition des terres fait l'objet d'une révision par la réforme foncière ; l'émergence de la banane se traduit par une révision de la domination de la canne ; la réorganisation de l'appareil industriel affecte le fonctionnement de la filière ; la réorientation des productions rhumères finalise cette mutation en aval. Tels sont les quatre points ci-après développés.

Les mouvements significatifs quant à la répartition foncière commencent à la fin des années cinquante, avec le déclin de l'industrie sucrière. Rappelons qu'à l'époque, la culture de la canne domine à la Martinique, la production de sucre étant de l'ordre de 120 000 tonnes, contre moins de 6 000 de nos jours. Cette époque voit l'application progressive des lois sociales et syndicales, qui se traduisent par d'importantes difficultés pour le secteur cannier et la vente d'exploitations. Parallèlement, le déclin de l'industrie sucrière entraîne le licenciement de centaines d'ouvriers agricoles, dont la reconversion constitue une première urgence. Le Conseil général a alors fortement pesé pour la mise en œuvre d'une réforme foncière, à caractère fondamentalement social. Cette dimension sociale est renforcée par le contexte socio-économique, précisé par l'ancien directeur de la SAFER Martinique : « en 1960, la Martinique compte 120 000 habitants et 1% de la population [les Békés] détient 80% des terres cultivables. Le contexte politique, marqué par l'indépendance de l'Indochine, puis de l'Algérie et l'échauffement de la situation à Cuba fait que le pouvoir central cherche à prévenir des incidents » (NÉLIDE, 1998 ; p. 109).

La loi d'orientation de 1961 impulse la réforme foncière, alors que les opérations ont déjà débuté à la Martinique. Une société d'intervention est mandatée pour cette mission : la SATEC (Société d'aide technique et de coopération). Elle commence par réaliser plusieurs petites opérations, avant de s'attaquer au Lareinty, représentant alors 2 400 ha. Une volonté politique conduit au remplacement, en 1967, de la SATEC par la SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural). Cette dernière poursuit difficilement l'œuvre commencée, avec une longue hibernation de 1969 à 1977. Au total, près de 6 000 hectares ont fait l'objet de redistribution – à raison d'une première phase (SATEC) dans les années soixante et d'une seconde (SAFER) à partir de 1978 -, auxquels s'ajoutent les mouvements de terre hors réforme foncière (NÉLIDE, 2001).

Selon les régions, l'objectif de la réforme foncière diffère. Dans le Nord montagneux, caractérisé par une pluviosité de 4 000 millimètres par an, il s'agit de réaliser des lots de cinq ha en moyenne en vue de maintenir une population de petits agriculteurs, pratiquant surtout le maraîchage et le vivrier. Dans le Centre, l'objectif a été de maintenir la canne sur des exploitations familiales. Les difficultés rencontrées ont été nombreuses : le coût des travaux d'aménagement, l'expulsion de « squatters » sur certaines zones, la négociation avec les riverains, etc. Mais il semble que ce soit surtout le manque d'encadrement qui ait nuit à la mise en place de cette réforme foncière²⁶.

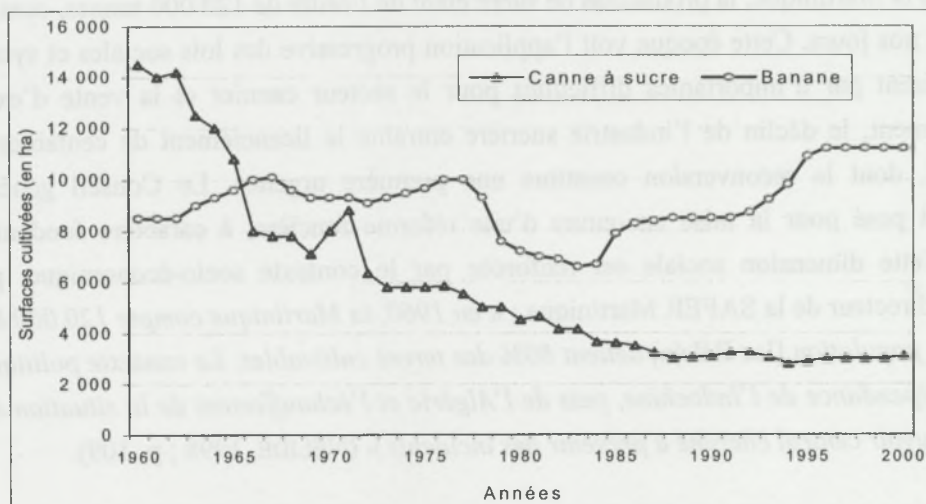
☛ *Substitution de la canne par la banane*

A partir des années soixante, commence le phénomène de substitution de la canne par la banane, alors que la première connaît un net recul. La modernisation de la production bananière martiniquaise lui permet de passer de 4 000 hectares en 1956 à 8 000 en 1960 ; soit une progression de 107% en cinq ans. La production totalisée par la Martinique et la Guadeloupe passe

²⁶ Le chapitre VIII permettra d'approfondir ces questions.

de 363 000 tonnes en 1955 à 685 000 tonnes en 1960. C'est à cette époque que « *la Martinique prend le leadership sur l'île sœur voisine de Guadeloupe* » (MARGUERITE, 1994).

Graphique 6 : Surfaces plantées en canne et en banane à la Martinique de 1960 à 2000



D'après : FAO, 2000.

En 1962, pour la première fois, la banane supplante en valeur l'industrie de la canne dans les exportations, à raison de 43,9% pour la première, contre 43,3% pour la seconde (cf. graphique 6). Cette inversion de tendance est symptomatique du marasme que traverse la production de canne. Son déclin est synonyme d'une importante réduction des surfaces plantées. De 13 500 ha plantés en 1960, la sole cannière passe à 7 000 ha en 1971 et il n'en reste plus qu'à peine 5 500 à la fin des années 1970, soit une chute de l'ordre de 60%. Toutes les communes sont touchées par la régression. Il s'ensuit un effondrement du tonnage de canne. Comme l'illustre le graphique 1, présenté au chapitre I (p. 7), après des pics au-dessus du million de tonnes au début de la décennie soixante, la production n'a cessé de chuter. Passée sous la barre des 300 000 tonnes au début des années quatre-vingts, elle n'a plus jamais dépassé ce tonnage jusqu'à nos jours. La politique de relance annoncée à partir des années soixante par la profession et les pouvoirs publics, autour du CTCS, ne semble pas à même de freiner alors le recul de la canne. Les pertes de surfaces diffèrent selon les zones géographiques, en raison de différents facteurs.

- La concurrence d'autres spéculations, comme la banane et l'ananas, s'est surtout faite vive dans les zones bénéficiant d'une forte pluviosité, telles les plaines s'étalant de Grand-Rivière à Sainte-Marie. Il en est de même sur les mornes de Saint-Joseph, de Saint-Esprit, ainsi qu'au François et au Robert. Cette reconversion agricole au détriment de la canne est estimée à 3 000 ha, dont 2 000 environ au profit de la banane. Cette spéculation a bénéficié à la Martinique du recul de la production bananière guadeloupéenne, perturbée par de fortes intempéries, au point de supplanter à cette époque la production de l'île sœur.
- Les impératifs de la mécanisation, jugée depuis lors comme seule alternative à l'augmentation des coûts de production, poussent les usines à concentrer la sole cannière dans les secteurs les plus favorables à cette mécanisation. Les terres difficiles à mécaniser sont abandonnées. Cette déperdition est particulièrement marquée sur les hauteurs de

Sainte-Marie et de Trinité, de même que sur l'ensemble Lamentin - Rivière-Salée. 3 000 ha sont perdus de la sorte, au profit de la banane et des savanes d'élevage extensif.

- Le recul des surfaces en canne est également important dans les régions où la culture connaissait déjà des difficultés à cause de la sécheresse. Près de 2 000 ha sont ainsi perdus dans le sud-est et sur la côte Caraïbe, hectares qui retournent pour l'essentiel à la friche.

La perte de 8 000 ha de canne en une vingtaine d'années se traduit par une modification de la distribution spatiale de la culture. Ceci accentue la concentration géographique de la production autour des deux sucreries qui ont survécu à cette période, à savoir celle du Lareinty, au Lamentin, et celle du Galion, à Trinité. La carte 3 ci-après permet de visualiser cette évolution de la répartition de la canne et de ses industries dérivées, entre 1960 et 1980. Ainsi, 2/3 de la production cannière sont centralisés sur cinq communes, tandis que la place de cette spéculation dans la SAU diminue. La commune de Trinité fait toutefois figure d'exception, avec une SAU encore occupée à plus de 50% par la canne. Seules les distilleries agricoles maintiennent des habitations isolées.

4.2.3. *Les fermetures successives d'usines et la « valse des montages financiers »*

L'appareil industriel s'amenuise. En une vingtaine d'années, plus des trois quarts des usines ferme. Sur la vingtaine d'usines centrales encore en place en 1946, il n'en reste qu'une douzaine en 1962 (cf. tableau 13).

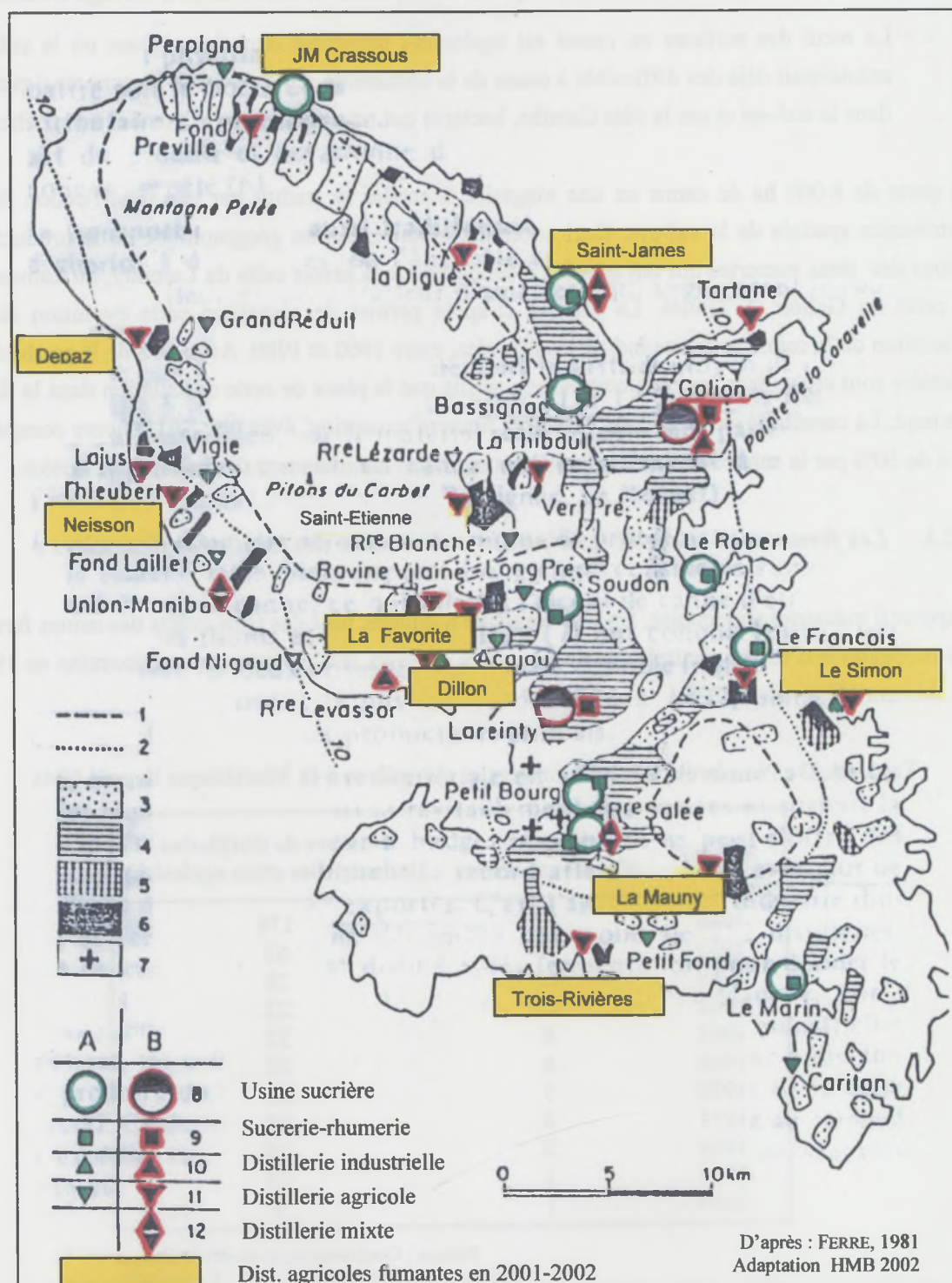
Tableau 13 : Nombre d'unités sucrières et rhumières à la Martinique depuis 1946

Années	Nombre d'usines sucrières	Nombre de distilleries (industrielles et/ou agricoles)
1946	20	178
1952	14	62
1959	12	28
1962	12	22
1963	6	22
1966	6	22
1970	5	21
1971	4	22
1980	2	19
1990	1	12
2000	1	9

Sources : Combinaisons de données citées par FERRE, 1974 ; LOUIS-JOSEPH, 1987 ; EADIE, 1997.

Pratiquement toutes vont progressivement fermer, après tentatives de fusion. Ces dernières, alliant concentration technique et restructuration, constituent ce que Christian LOUIS-JOSEPH (1987 ; p. 248) qualifie de « valse des montages financiers » : fusion, début 1962, des usines de Bassignac (à Sainte-Marie) et du Galion, formant l'usine centrale du Galion (à Trinité) ; fusion, en 1966, des usines de Soudon (au Lamentin) et du Lareinty, formant l'usine centrale du Lareinty (Lamentin) ; regroupement des deux usines du Nord, en 1968, l'usine de Sainte-Marie et de celle du Galion, au sein de la Compagnie sucrière et rhumière de la Martinique, la COSURMA ; reprise des trois

Carte 3 : La canne à sucre et ses industries dérivées – Evolution de 1960 à 1980 –



Milieu naturel	1. Isohyète annuelle 2 500 mm et reliefs importants 2. Indice d'aridité (Thornthwaite)
Evolution des surfaces en canne de 1960 à 1980	3. Surfaces abandonnées depuis 1960 4. Surfaces maintenues depuis 1960 5. Surfaces gagnées depuis 1960
Etablissements industriels	6. Etablissements fermés entre 1960 et 1980 7. Projet de polder sucrier 8. Usines (sucreries) 9. Sucrierie-rhumerie 10. Distillerie industrielle 11. Distillerie agricole 12. Distillerie mixte

usines du Sud, en 1969, l'usine du Lareinty, de Rivière-Salée et du Marin, par la Société anonyme des sucreries réunies de Martinique (SSRM), dont la création est favorisée par les pouvoirs publics. La fermeture de l'usine du Marin est immédiatement programmée ; suivie de celle de Petit-Bourg en 1970, leurs propriétaires échouant dans leur recherche de solution individuelle. Après la fermeture de ces huit usines entre 1962 et 1970 (cf. tableau 14), les montages financiers se multiplient dans les années soixante-dix.

Tableau 14 : Fermeture d'usines sucrières de 1962 à 1974

1962	Usine de Bassignac (Trinité) : fusion avec le Galion
1964	Usine de Basse-Pointe
	Usine du Robert
	Usine de Dillon
	Usine du François
1966	Usine de Soudon (Lamentin) : fusion avec le Lareinty
1969	Usine du Marin
1970	Usine de Petit-Bourg, après reprise des usines du Sud par la SSRM
1973	Usine de Sainte-Marie restreinte à la fabrication de rhum
1974	Usine de Rivière-Salée
1981	Usine du Lareinty

D'après : Archives CTCS (Données personnelles de E. MARIE-SAINTÉ) ;
LOUIS JOSEPH, 1987 ; pp. 246-248.

Face à l'insuffisance de moyens, la COSURMA est autorisée à louer ses installations à la SICA sucrière française d'Arcis-sur-Aube. Cette dernière assure la gérance des deux usines du Nord, qui s'engage à prendre en charge les éventuels déficits et se voit attribuer la part vacante des quotas attribués à ces usines. Mais les résultats du montage ne sont pas satisfaisants (LOUIS-JOSEPH, 1987 ; p. 248). Le bassin d'approvisionnement de l'unité de Sainte-Marie pâtit de la concurrence de la banane et de l'ananas : en 1973, elle ne produit plus que du rhum. Il en est de même pour l'usine de Rivière-Salée en 1974. Parallèlement, la production du Galion continue à diminuer. Il s'ensuit, en 1975, une révision à la baisse du contingent sucrier. L'épisode d'Arcis-sur-Aube se referme, cette SICA se retirant. Ayant acquis la distillerie Saint-James, le groupe Cointreau-Picon reprend 51% des actions de la COSURMA. L'usine du Galion lui est confiée en location gérance.

Parallèlement à ces montages accompagnant la pénétration de groupes économiques français au sein de la filière canne, d'autres s'opèrent à l'échelle du territoire. Les installations de la Société anonyme des sucreries réunies de Martinique (SSRM), dès sa création, sont confiées à la Société de gérance des sucreries réunies (SGRSM). Celle-ci en confie à son tour une partie à une autre société, créée en 1972 : la Société anonyme des planteurs de canne associés (la SAPCA), qui fonctionne grâce aux subventions publiques. En 1978, la SGRSM dépose son bilan, un an avant la SAPCA. En 1980, l'usine du Lareinty est reprise par la Société d'intérêt collectif agricole des planteurs du Centre et du Sud de la Martinique (SICA-CSM). En dépit des multiples tentatives de regroupements et malgré la fermeture des quatre autres usines restant depuis 1959 (cf. tableau ci-dessus), les tonnages broyés par les deux unités restantes (Galion et Lareinty) restent insuffisants.

Comparativement à l'approvisionnement des distilleries, celui des usines sucrières est le plus pénalisé par le recul de la canne, ce dont témoigne Jean-François FERRE (1981) : « à partir de 1978-1979, la sucrerie du Galion ne tourne qu'à 50% de sa capacité et celle du Lareinty à 35% ! ». Le manque de ravitaillement engendre de notables pertes financières pour ces deux dernières usines. Paradoxalement, l'industrie sucrière martiniquaise, confrontée à des difficultés de rentabilité, n'a pas de problème de débouché : dans le cadre du marché communautaire contingenté, le quota alloué à la Martinique est loin d'être atteint. Cette situation est symptomatique de la mauvaise santé de cette industrie à la fin des années soixante-dix, comparativement à celle des autres DOM (cf. tableau 15).

Tableau 15 : Données moyennes des campagnes sucrières sur la période 1975 - 1980
Réunion- Guadeloupe - Martinique

DOM	Production de sucre	Contingent	Taux de réalisation du contingent	Rendement industriel moyen en sucrerie
Réunion	240 000 t	243 650 t	97,3%	10,93%
Guadeloupe	88 720 t	177 700 t	50,5%	9,06%
Martinique	11 114 t	55 850 t	19,9%	6,69%

Source : FERRE, 1981

La campagne sucrière 1979 se conclut avec la fabrication, par les deux dernières usines sucrières de l'île, de seulement 12 509 tonnes de sucre (INSEE). Pour la première fois, cette production est inférieure à la consommation martiniquaise. Bien que sans surprise, vu les multiples soubresauts subis par l'industrie sucrière depuis les années 1975, cet événement a valeur de symbole : « *le sucre, le roi sucre qui a modelé le paysage de l'île, déterminé l'organisation socio-économique et fondé la culture des hommes qui l'habitent, n'est plus maître en ses propres terres* » (LOUIS-JOSEPH, 1987 ; p. 234). A la fin de la campagne 1981, la SICA est en cessation de paiement, l'usine du Lareinty arrête son activité. A partir de la campagne 1982, l'usine du Galion est désormais la seule sucrerie en activité à la Martinique. En une vingtaine d'années, plus d'une dizaine d'usines ont dû fermer, illustrant le déclin de l'activité sucrière sur l'ensemble du territoire.

4.2.4. Stabilité du rhum industriel, développement du rhum agricole

Concernant le secteur rhumier, le rétrécissement de l'appareil industriel apparaît tout aussi inexorable (cf. tableau 13). Les fermetures et les concentrations se multiplient, comme dans le secteur sucrier, seule voie de sauvegarde. Deux tiers des distilleries ont disparu en une vingtaine d'années. De 62 établissements en 1952, leur nombre tombe à 19 en 1980 et à moins d'une dizaine de nos jours. « *Les petites distilleries disparaissent les unes après les autres après usure du matériel, car elles sont de moins en moins compétitives* » (FERRE, 1981). Les distilleries qui ne fument pas durant deux années successives perdent leur contingent, selon une mesure visant à éviter la prolifération d'établissements occasionnels. Les distilleries restantes rachètent les parts ainsi libérées et, par une concentration industrielle croissante, renforcent leur position sur le marché. Par contre, elles gèrent leur approvisionnement en matière première de façon à ne pas

dépasser le contingent qui leur est attribué. Chacune possède ainsi une ou deux habitations, qui lui fournissent 50 à 100 % du tonnage requis. La culture de canne destinée aux distilleries agricoles reste par conséquent limitée, sur le plan géographique, à un bassin d'approvisionnement précis.

Par ailleurs, la structure financière de ces distilleries évolue. Des sociétés anonymes (SA) ou des sociétés anonymes à responsabilité limitée (SARL) sont constituées. Cette évolution coïncide avec la pénétration du capital français²⁷ dans les plus grandes distilleries, dont : le groupe négociant bordelais Bardinet, qui représente alors 50% du marché rhumier français, à la distillerie Dillon, à Fort-de-France ; la maison marseillaise Bourdillon, à la distillerie La Mauny, à Rivière-Pilote ; le groupe français des spiritueux Picon-Dubonnet, à la distillerie Saint-James, à Sainte-Marie ; la société Nicolas, pour Depaz ; la société Anis Vinia, pour Bally, à Saint-Pierre.

Sans retrouver les records d'après-guerre, la production globale de rhum se stabilise entre les années soixante et quatre-vingts, tandis qu'un glissement décisif s'opère dans la structure de la production. Jusqu'à la fin des années soixante, la production de rhum de sucrerie est supérieure à celle de rhum agricole ; par la suite, la situation s'inverse (cf. graphique 3, p. 8). La Martinique s'oriente progressivement vers la production de rhum agricole, marquant ainsi son originalité par rapport aux autres départements d'outre-mer. Le pourcentage de rhum agricole sur la production rhumière totale passe ainsi de 48% en 1968 à 59% en 1969. Avec des fluctuations diverses, ramenant ce pourcentage à 50% en 1971, cette proportion reste globalement en faveur de la production de rhum agricole. Cette dernière devient définitivement prépondérante dans les années quatre-vingts. Elle représente respectivement 80 et 90% de la production rhumière martiniquaise en 1982 et 1983, alors que l'industrie sucrière est à son point le plus bas. La chute de la production de rhum de sucrerie s'explique par la fermeture de différentes usines, ainsi que par le manque de cannes à broyer. Les sucreries sont tenues de fabriquer un minimum de sucre, afin de postuler à des contingents acceptables. Cette orientation stratégique se fait au détriment de l'activité rhumière de l'usine, qui ne traite alors que des mélasses appauvries.

En conclusion, l'industrie du rhum agricole présente un plus grand dynamisme que l'industrie sucrière depuis les années soixante. Le tonnage de canne manipulé par l'ensemble des distilleries agricoles en 1980 est désormais du même ordre de grandeur que celui broyé par le secteur sucrier, soit respectivement 122 279, contre 128 885 tonnes (INSEE). Cependant, l'industrie rhumière doit faire face à des difficultés d'écoulement. D'un côté, le marché martiniquais s'avère limité, de l'autre, le marché français semble plafonner. Le rhum agricole antillais doit également faire face à la redoutable concurrence du rhum produit par les pays ACP, liés à la Communauté économique européenne par les accords de LOMÉ.

²⁷ Voir fiches de présentation des groupes en annexe 1.7.

4.2.5. Tentatives de restructuration de l'industrie sucrière jusqu'aux années 1980

L'industrie sucrière martiniquaise a bénéficié d'un important soutien public visant à éviter son effondrement. Hormis l'action de l'Etat sur l'organisation du marché sucrier et la fixation des prix, l'intervention financière directe s'observe à partir des années soixante, à travers des aides exceptionnelles aux planteurs. Celles-ci sont systématisées dans le cadre du plan de relance de la canne en 1966, financé par le Ministère français de l'agriculture, le FIDOM (Fonds d'investissement des départements d'outre-mer) et des prêts bonifiés du Crédit agricole. Ce dispositif inclut (LOUIS-JOSEPH, 1987 ; p. 249) : une aide conservatoire, destinée à éviter la régression de la culture ; une aide incitatrice à la (re)plantation ; une aide à la mécanisation de la récolte et à l'organisation du transport ; une aide au remodelage, incitant à l'aménagement des terres en vue de la mécanisation. Ces aides sont complétées par des prêts bonifiés (5%) du Crédit agricole. Parallèlement, des fonds importants sont engagés dans la restructuration de l'industrie sucrière : financement à 60% des investissements réalisés par les usines entre 1963 et 1966 ; prise en charge des déficits d'exploitation ; constitution de fonds de roulement pour les sociétés. Au total, l'aide publique accordée à l'économie sucrière de 1963 à 1973 est estimée à 21 millions d'euros (140 millions de francs)²⁸.

Cette aide massive ne parvient pas à compenser la faiblesse des revenus des planteurs, alors que d'autres alternatives se dessinent dans le paysage agricole : les surfaces en canne continuent de diminuer. Le Lareinty et le Galion fonctionnent avec de plus en plus de difficultés. Les résultats économiques défavorables de l'industrie sucrière s'accroissent dans les années quatre-vingts. La baisse de la quantité de cannes livrées en usine accroît les problèmes générés par l'augmentation constante des coûts de production. Les difficultés de ce secteur conduisent à une multiplication des expertises, citées par Jean-François FERRE (1981).

En 1975, la mission Charron pose les bases de la restructuration de l'industrie sucrière, non sans exprimer de doutes : « On ne peut s'interdire de s'interroger sur l'utilisation et l'efficacité des aides accordées au sucre et à la canne quand on constate les résultats auxquels on est arrivé aujourd'hui. Ont-elles, en fin de compte, été effectivement utilisées à la relance de la production sucrière de l'île ? ... »²⁹. A partir de la campagne 1982, l'usine du Galion est désormais la dernière sucrerie martiniquaise en activité, seule rescapée des treize fonctionnant en 1960. Les quelque 2 000 tonnes de sucre alors fabriquées ne représentent plus que 2,5% du tonnage enregistré au début des années soixante.

²⁸ LERYCHARD F., TAYLOR R., 1980. Contribution à l'étude des relations publiques aux Antilles françaises. Thèse de doctorat ès sciences économique. Paris. (Cité par LOUIS-JOSEPH, 1987 ; p. 252).

²⁹ Ce questionnement, mis en parallèle avec la « valse des montages financiers » dans les années soixante et soixante-dix permettra d'alimenter, au chapitre VII, la discussion sur l'acceptabilité sociale des aides à la filière canne.

5. LES ENSEIGNEMENTS DE L'HISTOIRE

Comme dans de nombreuses îles de la zone intertropicale, l'économie agricole et l'économie générale de la Martinique ont été historiquement dominées par la production cannière et sucrière, dès le XVII^e siècle ; une domination qui a profondément et durablement structuré l'économie et la société de ce territoire, comme le résume Christian DEVERRE (1997 ; pp. 27-28), de l'INRA : *« concentration de la production cannière sur les meilleures terres appropriées par de grands propriétaires originaires de la métropole coloniale [...] ; domination des intérêts sucriers dans les secteurs politiques et financiers des îles ; prépondérance du sucre dans les échanges avec l'extérieur et, en retour, forte dépendance en matière d'approvisionnement alimentaire ; profondes inégalités sociales dans les campagnes, marquées par la dichotomie entre une étroite couche de propriétaires et de personnel qualifié, et une grande masse de salariés agricoles et petits métayers, pour la plupart descendants d'esclaves [...], aux bas revenus et à faible formation ; forte intégration entre l'essentiel du territoire agricole et les centrales sucrières, qui commandent l'organisation et les rythmes de travail, ainsi que les choix technologiques sur les grandes plantations comme sur les petites exploitations ».*

Sur le plan général, l'histoire montre combien le développement de la Martinique est tourné dès le départ vers la France. Alain-Philippe BLÉRALD (1986) souligne comment la mise en valeur des colonies, en réponse à des impératifs mercantiles, conduit au système esclavagiste de production marchande d'exportation. Ce système atteint son apogée au XVIII^e siècle et entre *« dans une crise insurmontable, d'ordre structurel »* au début du XIX^e siècle. C'est durant ce dernier que s'effectue la transition du système mercantilo-esclavagiste au système capitaliste ; une transition dans laquelle l'Etat français joue un rôle majeur.

Concernant le système agraire, la rétrospective historique montre, que de la canne et de ses industries, dépend toute sa construction (répartition foncière, structures d'exploitations, organisation du travail, etc.). La relecture de l'évolution de ce système agraire permet de mieux comprendre comment ses composantes actuelles se sont mises en place, tout en le resituant au sein de l'économie martiniquaise. La monoculture de la canne s'est traduite au fil des siècles par un développement des grandes propriétés. Ceci s'est fait au début sous une forme assez extensive, jusqu'à l'abolition de l'esclavage en 1848, l'exploitation des esclaves apparaissant alors comme un élément important de la rentabilité de cette production. Puis, les grandes propriétés ont dû évoluer sous une forme de plus en plus intensive, avec une mécanisation croissante, surtout après la départementalisation. La concentration des grandes propriétés cannières, autrefois rattachées aux usines centrales, s'est opérée principalement dans le centre de la Martinique. Elle s'oppose à la dispersion des distilleries agricoles sur l'ensemble du territoire, avec souvent une intégration de l'exploitation et un approvisionnement complémentaire par des petits planteurs, anciens colons.

Au niveau industriel, l'évolution est marquée, dans un premier temps, par une grande mutation entre 1860 et 1880 environ : les usines sucrières centrales viennent remplacer les habitations-sucreries, où était cultivée et transformée la canne ; tandis que *« l'habitation-sucrerie n'est plus qu'une plantation »* précise le professeur d'histoire Jacques FREDJ (1989 ; p. 24). La fonction de

production agricole se sépare de la fonction de transformation industrielle, en privilégiant toujours le sucre, et les usines centrales traitent la canne de plusieurs habitations. Dans un second temps, la fermeture progressive des usines centrales ne laissera plus qu'une seule unité sucrière en place, l'usine du Galion. Allant de pair avec cette évolution, le paysage industriel du secteur rumier est allé également s'amenuisant, tout en se spécialisant vers l'élaboration de rhum agricole, ne laissant plus que neuf distilleries agricoles³⁰ fumantes sur le territoire. Le paysage agricole et industriel a fait l'objet de divers bouleversements au cours des siècles. Pourtant les structures d'aujourd'hui découlent de celles d'hier. L'économiste Michel LOUIS (2000) retient que : « *L'histoire de ce pays nous enseigne que, sous l'angle économique, les structures de fonctionnement du secteur agricole n'ont guère évolué depuis l'ère de la colonisation : pour la plus grosse part, des cultures d'exportation, à partir d'habitations spécialisées et sans relations entre elles* ».

Au-delà du système agraire, l'influence de la canne s'est fait sentir à d'autres niveaux quant à la construction du territoire martiniquais, avec une forte interférence entre la filière canne et la société martiniquaise. La composition de la population martiniquaise³¹ trouve précisément ses origines dans l'histoire de cette plante et dans l'industrialisation sucrière, conduisant à la mise en place de communautés socio-ethniques. Le fonctionnement de la société se répercute sur le fonctionnement de la filière canne, qui s'adapte à l'évolution du contexte socio-économique par une orientation vers le rhum agricole. Celui-ci devient progressivement prépondérant au cours du XX^e siècle, marquant l'originalité de la filière canne martiniquaise. Les influences communautaires, de même que les orientations prises en termes de produits pour la filière et les bifurcations technologiques opérées, constituent autant de spécificités territoriales qui s'impriment dans la filière canne. C'est par conséquent dans l'histoire de la production et la transformation de la canne que se trouvent les fondements du fonctionnement actuel de la filière. C'est également là que résident toutes explications relatives à la constitution du peuplement de la Martinique, à sa structuration socio-ethnique, au soubassement de sa culture. En somme, la construction du territoire Martinique repose véritablement sur la canne.

³⁰ Dans la suite du texte, le terme de « distilleries » est assimilé à celui de « distilleries agricoles » ; l'usine du Galion étant avant tout perçue à l'échelle territoriale comme une unité sucrière, à laquelle s'intègre une distillerie industrielle (élaboration du rhum grand arôme), tandis que la fonction de distillerie industrielle de l'entreprise Saint-James (explicitée au chapitre III) étant considérée comme annexe à sa fonction première de distillerie agricole.

³¹ Constitution qui sera développée dans l'analyse de la dimension sociale de la production cannière, au cours de la deuxième partie.

CHAPITRE III - TERRITOIRE, PRODUITS ET ACTEURS DE LA FILIERE CANNE

La canne à sucre est une production agro-industrielle, c'est à dire une production agricole valorisée par sa transformation industrielle. Aussi n'est-il possible d'envisager son avenir qu'en terme de filière, comme énoncé dans la présentation des postures de recherche. Ceci implique de définir les limites du champ d'investigation. En d'autres termes, il s'agit de présenter le territoire concerné, de décrire les produits pris en compte et de mettre en scène les acteurs de la filière canne.

1. LE TERRITOIRE DE LA FILIERE CANNE

Cette première section vise à spécifier les échelles spatiales que nous nous proposons d'explorer, avant d'exposer quelques caractéristiques du milieu naturel ; ce qui revient à approfondir la présentation du territoire étudié.

1.1. Délimitation géographique du champ d'investigation : du local au global

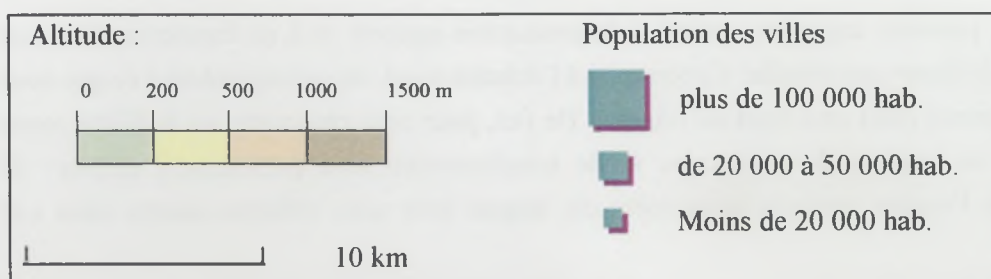
Ce travail de recherche aborde la production de canne, sa transformation en sucre et en rhum, puis la commercialisation et la consommation des produits finis. Ces deux dernières étapes incluent des interactions et des enjeux très complexes, qu'il n'est pas possible d'analyser en détail dans le cadre de cette thèse. Par ailleurs, les consommations intérieure et extérieure (exportation) peuvent toutes deux se traduire en tant que consommation finale ou intermédiaire pour une transformation en nouveaux produits agroalimentaires. Cette diversité de destinations et d'utilisations complexifie d'autant le suivi des relations entre l'ensemble des acteurs. De plus, l'espace géographique concerné par la commercialisation et la consommation des produits finis dépasse la frontière insulaire. Pour le sucre, seules quelques exportations sont encore à signaler sur la France et, très récemment, un peu sur la Guyane. Pour le rhum, par contre, l'espace considéré dépasse l'échelon national, voire l'échelon européen, selon les circuits mis en place par les différentes entreprises. Ces segments en aval de la filière, que sont la commercialisation et la consommation, sont surtout analysés comme éléments du contexte, afin d'éclairer notre compréhension du fonctionnement des segments en amont et cerner où se trouve(nt) le(s) moteur(s) de cette filière.

Seuls les deux premiers segments, relatifs à la production agricole et à sa transformation, sont donc analysés de façon approfondie. Circonscrits à l'échelon local, ils correspondent à ce que nous avons défini comme étant un « bout de filière ». De fait, pour cette recherche sur la filière canne martiniquaise, les espaces de production et de transformation sont parfaitement définis : ils coïncident avec l'espace insulaire proprement dit, auquel nous nous référons comme étant « le territoire ».

Carte 4 : Relief de la Martinique



Légende



Source : Copyright © 2001
Hachette Multimédia

Rappelons, en s'appuyant sur l'Atlas des départements d'outre-mer (CNRS, IGN, 1979), que ce territoire qu'est la Martinique est une île volcanique de l'archipel des Caraïbes. Elle occupe une position centrale parmi les Petites Antilles (Iles au vent), entre l'île de la Dominique, au Nord (40 km) et celle de Sainte-Lucie, au Sud (30 km). Elle est située dans la zone inter-tropicale, sous le Tropique du Cancer, à 14°40' N de l'équateur et 61° W du méridien de Greenwich. Elle est distante d'environ 3 150 km de New-York, 440 km des côtes d'Amérique du Sud, 150 km de l'autre DFA qu'est la Guadeloupe et 7 000 km de Paris. Elle est baignée à l'Ouest par la mer des Caraïbes (ou mer des Antilles) et à l'Est par l'Océan Atlantique. Sa superficie est de 1 080 km², soit environ la moitié du territoire guadeloupéen. La plus grande longueur de l'île NW-SE est de 75 km et sa plus grande largeur NE-SW est de 35 km. Aucun point n'est distant de plus de 12 km de la mer.

1.2. Des conditions de production naturelles contrastées

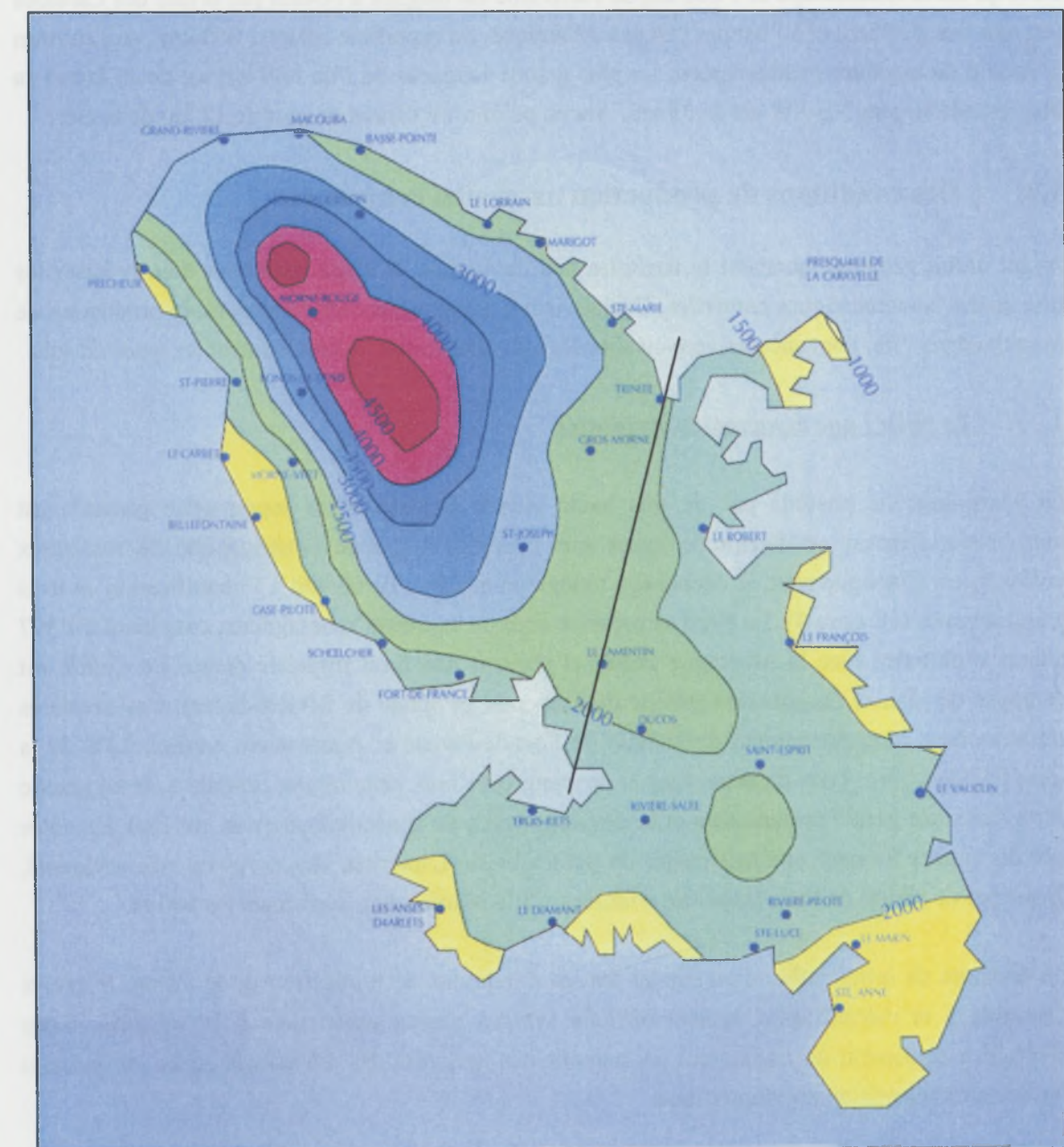
Ayant défini géographiquement le territoire pris en compte, il s'agit maintenant d'en préciser les principales caractéristiques naturelles. Ceci revient à mieux cerner les conditions de production de la canne dans l'île. Sont successivement abordés : la topographie, la pluviosité et les types de sols.

1.2.1. Le relief : une topographie accidentée

La Martinique ne possède pas de très hauts reliefs. Cependant, sa topographie générale est tourmentée, l'érosion différentielle ayant mis à profit la grande hétérogénéité de matériaux volcaniques. Classiquement, le découpage topographique de l'île aboutit à l'identification de trois grandes zones (cf. carte 4). Le Nord se présente comme un massif montagneux, culminant à 1 397 mètres d'altitude, avec la Montagne Pelée, et abritant une forêt tropicale dense. Le Centre est composé de plaines fragmentées (plaine du Lamentin et plaine de Rivière-Salée). Ces dernières s'étalent dans le prolongement de la Baie de Fort-de-France et représentent environ 10% de la superficie insulaire. Zone de marécages et de mangroves hier, cette région centrale a été en grande partie asséchée pour l'urbanisation et le développement de zones industrielles. Au Sud, les côtes très découpées forment une succession de petites baies. L'intérieur des terres est très accidenté, formé par de petites collines (appelées « mornes » à la Martinique), avoisinant les 500 m.

La diversité de relief influe directement sur les conditions de production de la canne, à travers l'aptitude à la mécanisation, rendue difficile sur des pentes supérieures à 15 ou 20%. Cette diversité a également un impact sur les potentialités agricoles des différentes zones, en influant fortement la répartition pluviométrique.

Carte 5 : Pluviométrie annuelle moyenne à la Martinique (en mm)



Source : Météo France, 1999

1.2.2. La pluviométrie : le facteur climatique le plus variable

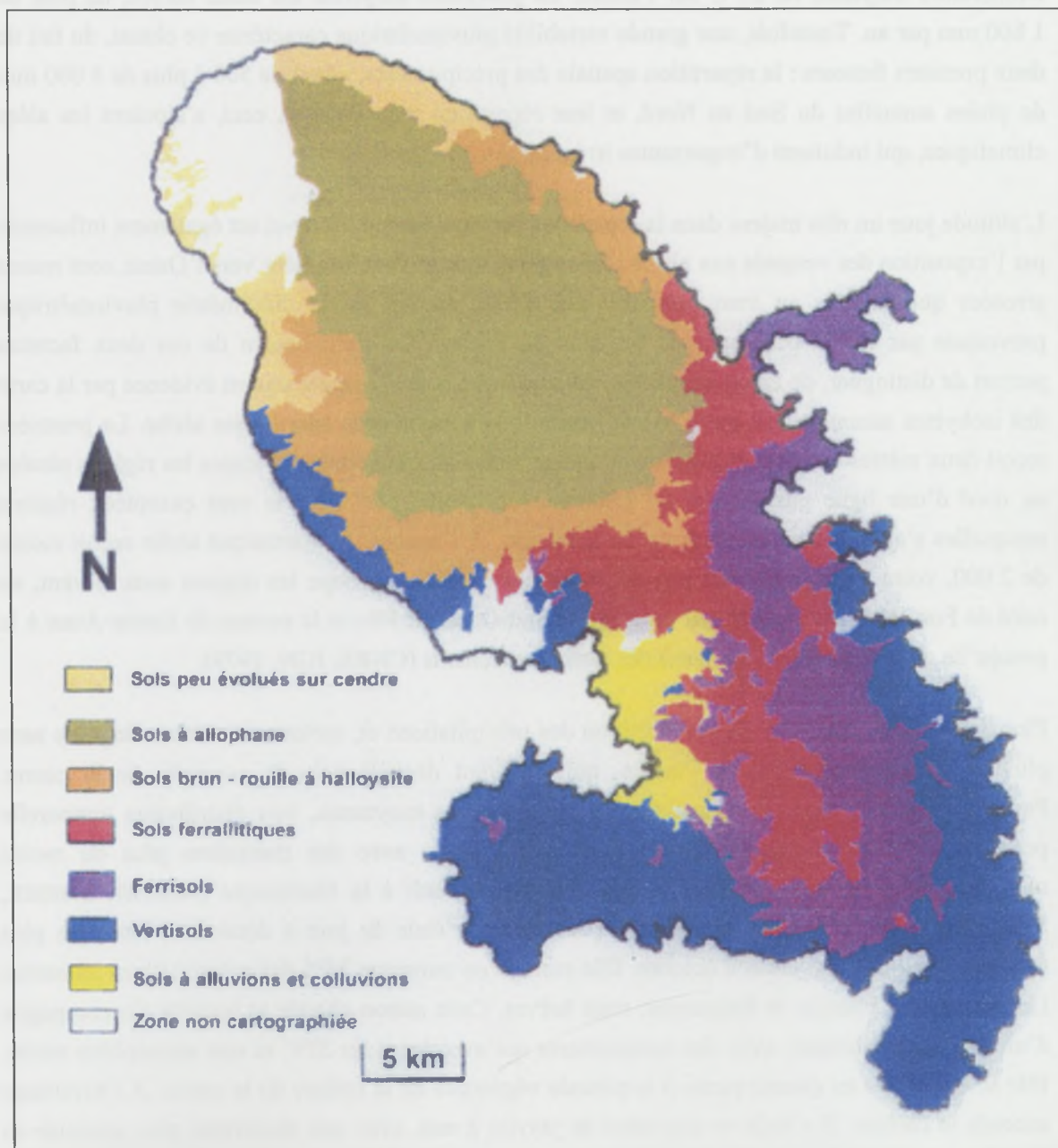
La pluviométrie est une seconde caractéristique du milieu très importante à identifier pour cerner les conditions de culture de la canne. La Martinique est caractérisée par un climat tropical humide, régulé par un flux permanent d'alizés d'Est (vents marins chauds et humides), avec une température moyenne de 25°C sur l'année. La pluviosité moyenne est assez élevée, de plus de 1 800 mm par an. Toutefois, une grande variabilité pluviométrique caractérise ce climat, du fait de deux premiers facteurs : la répartition spatiale des précipitations, allant de 500 à plus de 5 000 mm de pluies annuelles du Sud au Nord, et leur répartition mensuelle. A ceci, s'ajoutent les aléas climatiques, qui induisent d'importantes irrégularités.

L'altitude joue un rôle majeur dans la répartition pluviométrique. Celle-ci est également influencée par l'exposition des versants aux alizés : les régions sous le vent, tournées vers l'Ouest, sont moins arrosées que la côte au vent, exposée aux alizés, du fait de la dissymétrie pluviométrique provoquée par l'effet orographique ou effet de Foehn¹. La combinaison de ces deux facteurs permet de distinguer, de façon simplifiée, deux grandes zones, comme mis en évidence par la carte des isohyètes annuelles (cf. carte 5) : la Martinique humide et la Martinique sèche. La première reçoit deux mètres de pluie et plus, en moyenne annuelle. Ceci concerne toutes les régions situées au nord d'une ligne passant par Le Lamentin et Trinité, côte sous le vent exceptée ; régions auxquelles s'ajoute la plaine centrale du Lamentin. A l'opposé, la Martinique sèche reçoit moins de 2 000, voire moins de 1 500 mm de pluies par an. Elle regroupe les régions sous le vent, au nord de Fort-de-France (le littoral caraïbe), le Sud-Ouest de l'île et le secteur de Sainte-Anne à la presqu'île de la Caravelle, soumise à des vents desséchants (CNRS, IGN, 1979).

Plus que le total annuel, c'est la répartition des précipitations et, surtout, le nombre de jours sans pluie à certaines périodes de l'année, qui s'avèrent décisifs pour la conduite de la canne. Parallèlement à la répartition spatiale des précipitations moyennes, leur distribution temporelle permet de définir classiquement deux grandes saisons, avec des transitions plus ou moins marquées ; comme expliqué dans l'atlas climatique relatif à la Martinique (ALBERT, SPIESER, 1999). La saison pluvieuse, appelée ici l'hivernage, s'étale de juin à décembre, bien que plus fortement marquée de juillet à octobre. Elle cumule en moyenne 75% des précipitations annuelles. Les pluies sont intenses et fréquentes, mais brèves. Cette saison chaude et humide s'accompagne d'un fort ensoleillement, avec des températures qui avoisinent les 31°C et une atmosphère moite. Elle se superpose en grande partie à la période végétative de la culture de la canne. A l'hivernage succède le carême. Il s'étale en moyenne de janvier à mai, avec une sécheresse plus marquée en février-mars. L'air devient plus sec et les averses sont peu fréquentes. C'est durant cette saison sèche que s'effectue traditionnellement la récolte de la canne.

¹ Les masses d'air sont dirigées sur les hauts reliefs par les alizés et se refroidissent lors de l'ascension des sommets ; d'où une condensation d'une partie de la vapeur d'eau contenue dans l'air. Si la masse d'air est suffisamment humide, cet effet favorise la formation des nuages et augmente les précipitations sur les versants exposés aux alizés. En revanche, la masse d'air, débarrassée de son humidité, se réchauffe en descendant le long des pentes, d'où la moindre abondance de précipitations sur la région de Saint-Pierre (d'après : ALBERT, SPIESER, 1999. Atlas climatique. Ed. Météofrance).

Carte 6 : Carte simplifiée des sols de la Martinique



Source : COLMET-DAAGE, LAGACHE, 1965. ORSTOM
Carte redessinée par VANKATAPEN, 1997

En conclusion, la pluviosité se répartie de façon très variable, avec d'importantes différences à peu de kilomètres de distance². A cette variabilité spatiale, s'ajoute une forte variabilité inter-annuelle. L'île est aussi sur la trajectoire de cyclones, plus ou moins dévastateurs. Les vents peuvent alors dépasser les 150 km/heure, sous un déluge de quelque 100 mm en 24 h. En une quarantaine d'années, la Martinique a connu quatorze perturbations cycloniques, engendrant souvent des dégâts considérables au niveau des habitations, mais aussi des cultures. Elle semble toutefois moins exposée, *a priori*, que la Guadeloupe aux intempéries tropicales, ce qui peut être dû à l'étroitesse de son territoire et à sa position plus équatoriale (KHAMSOUK, 2001).

Qu'en est-il de l'influence de ce facteur sur les potentialités pour la culture de la canne ? Celle-ci est surtout localisée entre les isohyètes 1 500 et 2 500 mm (cf. carte 1, p. 2). Mises à part certaines zones du Sud, pour la croissance, et la zone du Macouba, pour la maturation, le climat n'est pas un facteur limitant pour la canne à la Martinique. La moins bonne richesse en saccharose obtenue par celle-ci, comparativement aux teneurs relevées à la Réunion ou à la Guadeloupe (en Grande-Terre) tient : d'une part, à la plus forte pluviosité moyenne ; d'autre part, à la plus forte probabilité d'avoir des années pluvieuses lors de la récolte, du fait du relief et de la variabilité du climat³.

1.2.3. Une île volcanique aux caractéristiques pédologiques diversifiées

L'île est à peu près exclusivement constituée de matériaux d'origine volcanique (laves et produits de projection plus ou moins remaniés), tandis que les terrains sédimentaires sont limités à quelques zones calcaires dans les régions les plus orientales. Les pédologues de l'IRD ont distingué sept grandes classes de sols, regroupés en deux familles (cf. carte 6) : la première, sur formations volcaniques anciennes, comprend les sols ferrallitiques, les ferrisols et les vertisols, issus de processus d'altération et d'évolution durant de longues périodes sur des matériaux originels peu perméables ; la seconde famille, sur formations volcaniques récentes, regroupe les sols peu évolués sur cendre et ponce, les sols à allophanes (ou andosols), les sols bruns-rouille à halloysite et les sols sur alluvions. Ces deux familles de sols sont décrites dans les paragraphes suivants, selon leur répartition entre le Sud et le Nord (COLMET-DAAGE, LAGACHE, 1965).

a) Au Sud : une prédominance des sols anciens

Les sols rouges (sols ferrallitiques et ferrisols) et les vertisols se rencontrent surtout dans le Sud. Les caractéristiques de ces sols argileux, qui diffèrent par la nature de leur argile, dépendent tant du micro-climat que des formations originelles. Les sols ferrallitiques, au Centre et au Sud, sont des sols de climat tropical humide à saison sèche modérée de trois à quatre mois (1 700 à 3 000 mm/an). Il s'agit de sols profonds (un à plusieurs mètres d'épaisseur), à kaolinite et oxy-hydroxyde de fer, développés sur des projections volcaniques épaisses (types andésite, labradorites, dacite). Leur texture est argileuse à très argileuse (60 à 80% d'argile). Leur taux de matière organique est

² Contrairement au facteur température, relativement uniforme dans sa répartition mensuelle et annuelle. Entretien par les alizés, la température est tributaire du relief qui occasionne de légères variations (CNRS, IGN, 1979).

³ Comme en témoigne l'alternance des deux situations extrêmes enregistrées pour la filière canne, que représentent la campagne 2001 (exceptionnellement sèche) et la campagne 2002 (exceptionnellement pluvieuse).

de 2 à 3% et leur capacité d'échange cationique (CEC) de 12 à 20 méq/100 g de sol sec en surface. Ils présentent une structure en agrégats (horizon superficiel) et une sous-structure polyédrique (horizon profond). Ils sont principalement cultivés en banane, en canne, ainsi qu'en cultures vivrières et maraîchères.

Les ferrisols, disséminés à l'Est, au Centre et au Sud, sont des sols voisins des sols ferrallitiques. Ils sont liés à un climat analogue, quoique plus secs (1 600 à 1 300 mm/an), ce qui se traduit par une pédogénèse moins poussée. Il s'agit de sols à kaolinite, riches en hydroxydes de fer, formés sur des collines de brèches ou coulées de types andésites et labradorites anciennes ou sur des tufs andésites labradorites récents. Plus riches en limon que les sols ferrallitiques, ils se caractérisent par contre par une texture plus pauvre en argile. Leur taux d'argile varie de 20% en surface à 50-60% en profondeur. Ils présentent un taux de matière organique de 2,5 à 4% et une CEC de 15 à 25 méq/100 g de sol sec (horizon superficiel). Leur structure est friable en surface et peu nette en profondeur. Leur rétention en eau semble plus importante que pour les sols ferrallitiques. Toutefois, leur faible perméabilité, ainsi que l'engorgement temporaire, même sur de fortes pentes, de certains niveaux profonds ou superficiels constituent des inconvénients pour certaines cultures. Le travail du sol y est par contre généralement facile. Cette aisance peut être compromise par une topographie accidentée ou l'empierrement de certaines parcelles. Les ferrisols sont principalement cultivés en canne et en banane.

Les vertisols sont localisés près des côtes caractérisées par une saison sèche prononcée (500 à 1 000 mm), surtout dans le Sud et un peu à l'Ouest, où le déficit en eau a favorisé leur formation. Ces sols noirs se sont développés sur diverses formations volcaniques anciennes (coulées, brèches et surtout tufs). Ils présentent une texture argileuse (40 à 80% d'argile), un taux de matière organique de 2 à 4% en surface et une CEC d'environ 80 méq/100 g de sol sec. Ils se distinguent par la présence de la montmorillonite (argile gonflante), qui leur confère leurs spécificités structurales, variables selon l'humidité du sol. A l'état humide, la structure est large en surface, puis massive et continue en profondeur. A l'état sec, les vertisols affichent une structure très fissurée, la rétraction de la montmorillonite provoquant des fentes de retrait. Cette propriété de gonflement/retrait s'avère être une source de contrainte pour la préparation du sol : à l'état sec, il est fissuré et dur à travailler ; à l'état humide, il est au contraire plastique, adhérent et lourd à travailler, tandis que toute pénétration des engins mécaniques dans la parcelle devient délicate. Les vertisols sont principalement occupés par de la canne à sucre, des cultures maraîchères et vivrières, des prairies, ainsi que, depuis la fin des années quatre-vingt-dix, par des bananeraies.

b) Au Nord : une diversité de sols jeunes

Les sols peu évolués sur cendres et ponces, les sols à allophanes et les sols brun-rouille à halloysite se situent au Nord de l'île. Les premiers se rencontrent sur les projections volcaniques quaternaires, principalement sur les contreforts de la Montagne Pelée. Ils conservent quelques caractéristiques de la roche mère, telle la présence encore dominante de sable et de ponce. Encore riches en silice et dépourvus d'hydroxyde d'alumine, ces sols correspondraient à un premier stade de la formation d'allophane. Leur texture fortement sableuse les rend légers et drainants. Les travaux mécaniques et, en particulier, les travaux de préparation du sol et de plantation y sont

production. Après cette présentation de l'espace et du milieu, nous allons nous atteler à la délimitation technique du champ d'investigation.

2. LA MATIERE PREMIERE ET LES PRODUITS DE LA FILIERE CANNE

En tant qu'objet abordé d'un point de vue technique, la filière peut se définir comme « *une succession de produits liés par leur origine* » (MORVAN, 1985). Selon divers process technologiques, la canne permet la fabrication d'une multitude de produits. Avant de préciser ceux sur lesquels nous allons nous focaliser, il importe de caractériser la matière première. Cette délimitation technique constitue un détour nécessaire à la compréhension de la filière canne.

2.1. La matière première en amont de la filière : la canne à sucre

En préambule, la description de quelques caractéristiques de base relatives à la canne⁴, sur les plans botanique, agronomique et technologique, s'avère nécessaire. Leur connaissance est utile pour resituer par la suite le facteur « matériel végétal » dans l'analyse des dimensions environnementales et technico-économiques de la production. Ces préalables sur la canne à sucre sont complétés au chapitre IV par un positionnement des cycles de la culture dans le temps.

2.1.1. Botanique et agronomie : un roseau sucré, tropical et rustique

La canne à sucre est une graminée du genre *Saccharum*. Les variétés actuellement cultivées sont des hybrides obtenus à partir de cultivars de *S. officinarum*, la canne noble, et d'espèces plus rustiques (*S. spontaneum* et *S. robustum*). Cette plante est cultivée pour ses tiges qui contiennent un jus sucré, dont on tire le saccharose, ou sucre cristallisable. En plus de ce dernier, les autres sucres fermentescibles contenus dans le jus, que sont le glucose et le fructose, sont utilisés pour la fabrication du rhum. En plus de cette capacité à synthétiser du saccharose, deux spécificités de cette plante herbacée nous interpellent dans un premier temps : sa rusticité et son adaptation au climat martiniquais.

Les tiges de canne à sucre atteignent deux à cinq mètres de hauteur pour un diamètre de deux à quatre centimètres. Elles sont constituées d'une succession de nœuds, où sont implantés les yeux (ou bourgeons), et d'entre-nœuds, dont la longueur varie en moyenne de dix à quinze centimètres. La tige est souvent de couleur jaune, verte, violette ou brune, suivant sa composition pigmentaire et son exposition au soleil. Les yeux souterrains donnent naissance à d'autres tiges, au cours de la phase de tallage (ou ramification souterraine), qui conduit à des touffes de cinq à une vingtaine de tiges. Les tiges sont glabres et protégées par un mince revêtement de cire. Elles portent des feuilles à gaines enveloppantes, alternées, mesurant jusqu'à un mètre cinquante de long et de trois à six centimètres de large. La gaine foliaire, qui protège les yeux, est souvent recouverte de poils plus ou moins piquants. Selon la variété, les feuilles sont plus ou moins adhérentes et forment une masse foliaire plus ou moins importante. Ces caractéristiques peuvent conduire le planteur à brûler la parcelle avant récolte, afin de faciliter cette dernière, comme nous le verrons plus loin.

⁴ Selon FAUCONNIER, BASSEREAU, 1970 ; FAUCONNIER, 1991 ; BARON et al., 1994.

Les figures 7 et 8 synthétisent l'essentiel de ces caractéristiques botaniques, sans omettre le système racinaire de la touffe de canne, dont les conséquences sur le plan agronomique sont développées au chapitre V.

Figure 8 : Bouture en phase de levée

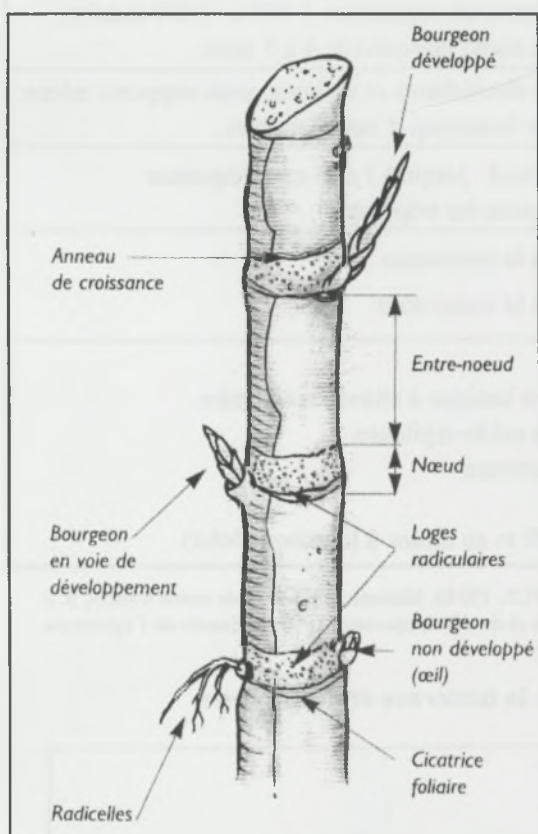
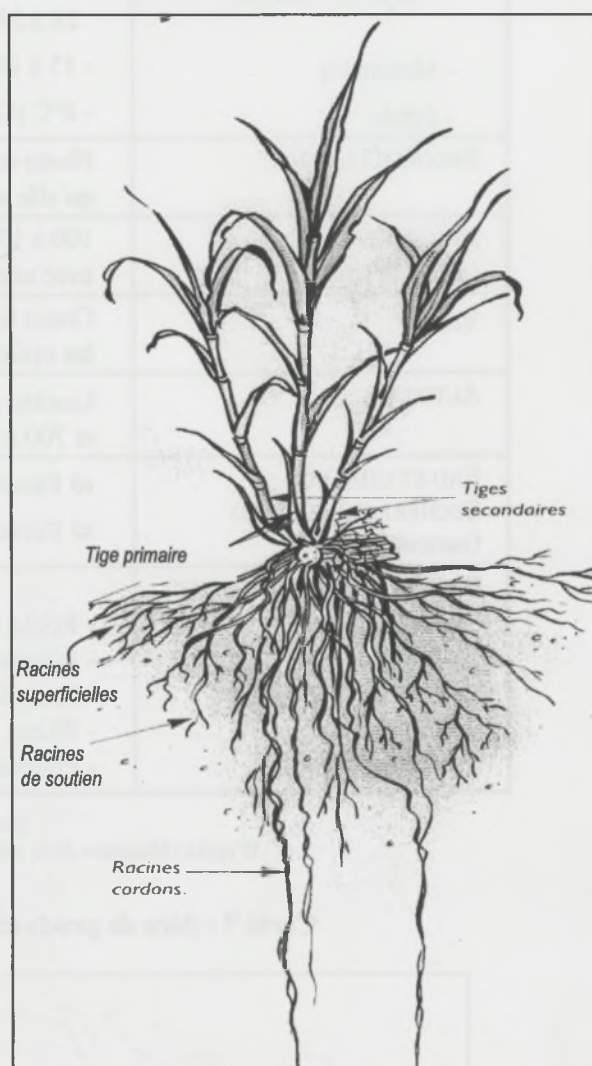


Figure 7 : Tiges de canne adulte et système racinaire



Source : BARON, LHERBIER, 1999. La canne à sucre en Martinique. Fafsea, Coll. Outils pédagogiques, pp. 7-8.

A la récolte, après coupe de l'extrémité feuillue (ou bout blanc), la partie dite « usable » de la tige peut varier entre 1,50 m et 4 m. Ceci dépend tant de la variété que des conditions de culture. Le rendement agricole varie en moyenne entre 50 et plus de 130 tonnes par hectare et par an, avec une moyenne communément admise à la Martinique de 75 tonnes par hectare et par an.

Les exigences ou préférences de la canne sur le plan édapho-climatique sont résumées dans le tableau 16. La culture de la canne s'étend sur les cinq continents (cf. carte 7). « Elle se pratique dans la majeure partie des régions tropicales et dans de nombreuses zones subtropicales. On la rencontre plus particulièrement entre le 35° de latitude Nord et le 30° de latitude Sud » (CEDUS, 1997). Elle nécessite pour sa croissance une température moyenne supérieure à 20°C et une pluviosité élevée. Le chapitre IV fournit l'occasion d'approfondir la question des besoins en eau de la canne sur l'année, par rapport au calendrier cultural.

facilités ; tandis que la répartition pluviométrique de la zone permet une plus grande marge de manœuvre pour la gestion des calendriers de plantation.

Les sols à allophanes, ou andosols, se localisent principalement sur les massifs du Nord où la saison sèche est très réduite, avec une forte pluviométrie (2 500 à 5 000 mm/an). Il s'agit de sols noirs, développés sur des projections très perméables, sableuses ou graveleuses, de type andésite ou labradorite. La présence d'allophane (oxyhydroxyde alumino-silicique amorphe, de taille $> 0,2 \mu\text{m}$) leur confère une forte capacité de rétention en eau. Leur taux de matière organique varie de 3 à 5% à 200 m d'altitude, pouvant aller jusqu'à 10, voire 15%, vers 600 m, et leur CEC s'élève à environ 20 à 40 méq/100 g de sol sec. Leur structure est friable sous forêt, diffuse sous labour. Les andosols sont occupés par la forêt ou cultivés en banane, ananas ou canne. La seule limite à leur mise en culture tient aux fortes pentes de la région.

Les sols brun-rouille à halloysite forment une auréole autour des sols à allophane, dans des zones où la saison sèche est peu marquée, avec une pluviométrie encore assez élevée (1 300 à 2 500 mm). Formés sur des projections récentes, cendreuses et graveleuses, ils se rapprochent des ferrisols, selon les conditions climatiques et la durée d'altération. Constitués d'argile métahalloysite, associée à de petites quantités de gibbsite et de goethite, ils présentent parfois en profondeur des traces d'hydromorphie de pente (tâches ou films ferromanganiques noirs). Ils se caractérisent généralement par une couleur brun foncé, en surface, à brun-rouille foncé en profondeur, avec une texture argilo-sableuse à argileuse. Leur taux de matière organique varie entre 2 et 3% et leur CEC entre 8 et 10 méq/100 g de sol sec. Leur structure est peu nette, tandis que leur sous-structure est polyédrique et fine. Les sols brun-rouille à halloysite sont essentiellement cultivés en canne et banane.

c) La plaine alluvionnaire du Centre : des caractéristiques variables

Les sols sur alluvions recouvrent la plaine au Centre-Ouest (Lamentin, Rivière-Salée). Formés à partir de matériaux hétérogènes provenant du démantèlement des reliefs, il s'agit de sols récents, dont les caractéristiques s'apparentent à celles des formations dont ils sont issus ; d'où l'existence de plusieurs faciès : alluvions montmorillonitiques (sols adhérents et plastiques, proches des vertisols), alluvions argileuses (sols à kaolinite et montmorillonite, assez lourds mais sans horizons vertiques), ou alluvions légères et perméables (sols à kaolinite et montmorillonite, chargés de sables, graviers et cailloux). Ces sols de plaines alluvionnaires sont largement cultivés en canne à sucre, mais aussi en banane. Certaines zones de cultures présentent des contraintes dues à la nature verticale de ces alluvions, comme dans la région de Rivière-Salée, où la proximité de la mangrove est synonyme de contraintes supplémentaires (remontés salées).

En conclusion de cette première section, le territoire de la filière canne, à savoir la Martinique proprement dite, se caractérise par une grande diversité de climats, de sols et de reliefs, sur une superficie réduite. La combinaison de ces données se traduit par une diversité de conditions qui vont influencer sur la croissance et la maturation de la canne, la gestion des travaux de plantation et de culture, la mécanisation de la récolte, etc. Cette combinaison conduit à des potentialités agricoles variables pour la culture de la canne, mais aussi à des différences potentielles de coûts de

Tableau 16 : Exigences climatiques et préférences édapho-climatiques de la canne

TEMPERATURES : - Optimales diurnes	- 20 à 33°C pour la germination. 28 à 35°C pour la croissance.
- Minimales	- 15 à 18°C pour la croissance.
- Létale	- 0°C (Gel).
ENSOLEILLEMENT :	Plante du type C ₄ . Réagit nettement à la lumière, qu'elle apprécie en permanence.
BESOINS EN EAU : (au stade végétatif)	100 à 170 mm/mois de végétation, 1 000 à 2 000 mm/an, avec une saison sèche marquée de 4 à 5 mois.
VENTS :	Craint les vents desséchants et violents, mais supporte mieux les cyclones que beaucoup d'autres plantes.
ALTITUDE :	Limitée par le froid : jusqu'à 1 600 m à l'équateur et 700 à 800 m sous les tropiques.
EAU ET CHALEUR : SECHERESSE ET FROID : (surtout nocturne)	⇒ Favorables à la croissance. ⇒ Favorables à la maturation.
SOLS LES PLUS FAVORABLES : - Roche mère : - Texture : - Structure : - Profondeur : - Nappe :	- Roche éruptive basique à alluvions récentes. - Limoneuse ou sablo-argileuse. - Granuleuse, poreuse. - 70 cm. - Profonde (1,50 m au moins à la saison sèche).

Source : CTCS, 1994b. Manuel du planteur de canne à sucre, p. 8.

D'après : Ministère de la coopération et du développement, 1991. Mémento de l'agronome.

Carte 7 : Aire de production de la betterave et de la canne



Source : CEDUS, 1997.

Quant aux types de sols, il convient de retenir dès lors que cette plante préfère les sols ameublés et drainés. Il s'agit toutefois d'une plante ubiquiste, qui s'adapte à des conditions de sols extrêmement variées : elle se rencontre dans une gamme de pH allant de 3,8 à 9 et dans des textures très variables (de 70% d'argile à 75% de calcaire).

En conclusion, les caractéristiques botaniques et agronomiques de la canne contribuent à en faire une plante rustique, à la culture dite facile. Mises en parallèle avec la présentation du milieu, ces caractéristiques montrent que la canne a trouvé à la Martinique un milieu qui lui est favorable. Sa plasticité se traduit par une large amplitude quant aux zones de culture possibles sur l'île, en réponse à la diversité de conditions naturelles offertes. Globalement, la canne se confirme comme étant adaptée aux conditions naturelles martiniquaises, en particulier aux cyclones contre lesquels elle se présente comme la culture insulaire la plus résistante. Après cette brève présentation de la plante, voyons quelques-unes de ses caractéristiques technologiques.

2.1.2. Technologie : une matière première périssable, une transformation diversifiée

La tige de canne contient environ 85% de jus. La matière sèche restante, qui donne la bagasse après broyage de la canne, est essentiellement constituée de fibre cellulosique (15 à 16% de résidu fibreux pour 100 g de canne). Cette fibre sert de source d'énergie calorifique aux unités de transformation. Dans les conditions martiniquaises, la proportion de saccharose contenue dans la canne varie de 12 à 17%, pour une teneur en saccharose extractible (richesse) de 10 à 13%. La teneur en matière sèche soluble dans le jus est en moyenne de 18 à 19% (cf. annexe 1.4).

a) De l'importance d'une gestion optimale de la récolte

Le caractère très périssable de cette matière première, une fois récoltée, mérite d'être souligné. Il se produit en premier lieu, selon les conditions climatiques, une dessiccation (perte en eau). Cette dernière peut induire une diminution du poids, tandis que les jus se concentrent. Indépendamment de cette dessiccation, deux principaux facteurs de dégradation sont à distinguer (CTCS, 1994a). Le premier tient à l'inversion du saccharose. Celui-ci est hydrolysé par les invertases en sucres réducteurs (glucose et fructose) : $C_{12}H_{22}O_{11} + H_2O \rightarrow C_6H_{12}O_6 + C_6H_{12}O_6$. Cette hydrolyse a deux origines : une origine intrinsèque à la canne, qui, une fois coupée, est privée de toute alimentation hydrominérale (donc d'activité photosynthétique) et doit puiser dans ses réserves naturelles ; une origine microbienne, qui se traduit par l'utilisation du saccharose par les microorganismes pour leur métabolisme. Cette inversion du saccharose introduit dans les jus de canne des quantités non négligeables de sucres réducteurs (non cristallisables), diminuant ainsi le titre de sucre cristallisé en sucrerie, par entraînement dans les mélasses.

Le second facteur de dégradation est lié à l'apparition de composés provenant du métabolisme microbien. Les genres *Leuconostoc* et *Lactobacillus* sont responsables de l'apparition d'acide lactique, d'oligosaccharides et de polysaccharides exogènes (dont les dextranes), tandis que les genres *Saccharomyces* et *Rhodotorula* peuvent entraîner l'apparition d'éthanol (préfermentation). Les composés qui constituent des indicateurs de dégradation (RAVELO et al., 1991). Les proliférations

bactériennes sont nuisibles tant en sucrerie qu'en distillerie : pour l'une, la cristallisation peut être gênée ; pour l'autre, les fermentations bactériennes parasites génèrent de mauvaises odeurs et une acidité supplémentaire. Or, des délais importants (> 36 heures) entre la récolte de la canne et son utilisation peuvent se traduire par une multiplication de la flore bactérienne. Celle-ci est exacerbée par des facteurs cumulatifs : les attaques d'insectes lépidoptères piqueurs (*Diatraea saccharalis* ou Borer), dont les larves creusent des galeries dans les tiges de canne ; les blessures des tiges dues aux rongeurs ; le stockage à même le sol des cannes (FAHRASMANE, GANOU-PARFAIT, 1997) ; de même que l'état de la cour à canne (boue, vieilles cannes, etc.).

En conclusion, l'inversion du saccharose et la prolifération bactérienne dépendent conjointement des délais et conditions de stockage de la canne, de son état phytosanitaire⁵, ainsi que des conditions climatiques (pluies, chaleur). Du fait de ce caractère très périssable de la canne récoltée, l'exploitant est soumis à deux impératifs primordiaux, ainsi que le rappelle DUTARTRE (1977). D'une part, il doit effectuer toute sa récolte durant la campagne, période d'ouverture des unités de transformation⁶. Celle-ci doit être la plus courte possible, faute de quoi les charges de fonctionnement des unités de transformation s'alourdissent fortement. D'autre part, le planteur doit organiser son chantier de coupe de façon à ce que le temps écoulé jusqu'à l'usinage n'excède pas les 48 heures⁷. Le caractère fortement périssable de la canne récoltée constitue par conséquent une caractéristique primordiale à intégrer, afin de comprendre l'organisation des livraisons vers les unités de transformation, à travers le territoire. Cependant, la qualité des cannes, et plus généralement des livraisons, reste quelque chose de très complexe, qui dépasse les seules questions de teneurs en saccharose ou d'infection bactérienne (ROSEMAIN, BARON, 1999). Les deuxième et troisième parties de la thèse permettront de revenir sur ces aspects, à relativiser selon la destination des cannes et le type de produits fabriqués.

b) Quatre produits principaux : un type de sucre, trois types de rhums

Afin d'éviter toute ambiguïté par la suite, il convient de préciser que la présente recherche se focalise sur la production de canne destinée à la fabrication de sucre ou de rhum, seule eau de vie fabriquée à partir de la tige d'une plante. Il s'agit des deux débouchés essentiels de la canne à la Martinique, par rapport aux sous-produits potentiels⁸. Cette double utilisation est schématisée à la figure 9. Elle conduit à différencier quatre types de produits finis (décrits plus loin), à savoir le

⁵ L'incidence du brûlage des cannes sur cet aspect qualitatif est approfondi dans la deuxième partie.

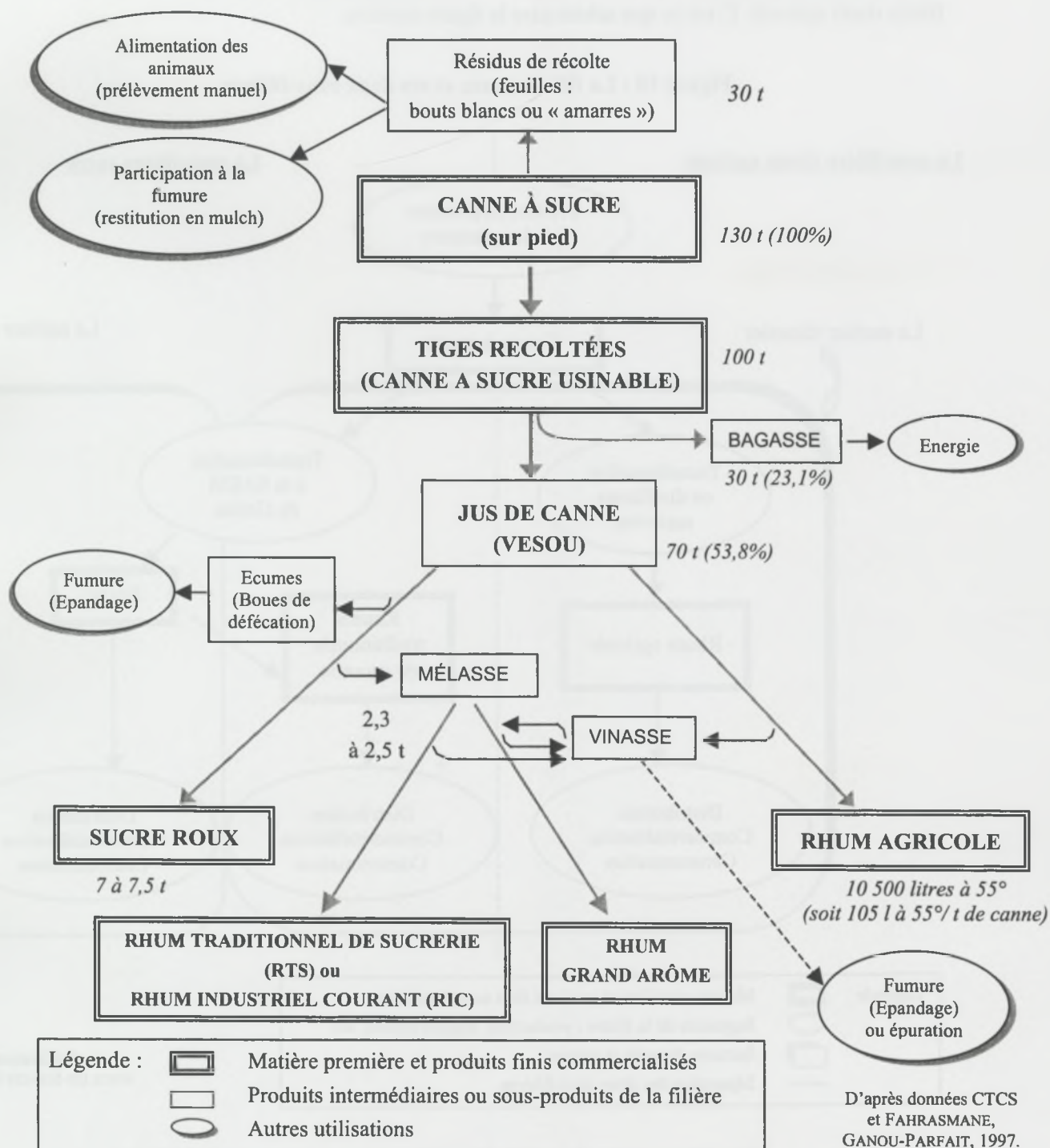
⁶ Le tonnage global de canne à broyer, divisé par la capacité journalière de l'unité de transformation, fixe la durée de la campagne. Celle-ci est à placer entre certaines limites climatiques et économiques, liées à des richesses en saccharose insuffisantes et/ou des conditions de travail au champ trop difficiles (embourbement des engins), entraînant une carence dans l'approvisionnement de l'unité. À la Martinique, de nos jours, la récolte s'étale généralement de février à juin.

⁷ Dans la pratique, le planteur ne s'inquiète que du temps écoulé jusqu'à l'analyse des livraisons à l'entrée de l'usine ou de la distillerie, en vue de déterminer le paiement. La gestion du temps entre la livraison et le broyage (stockage dans la cour à canne) est du ressort de l'industriel, qui doit ensuite assurer la continuité de ce qui peut être qualifié de « chaîne de qualité » (CTCS, 1994). Cette expression fait référence à une chaîne du froid, partant des champs jusqu'à l'usinage, avec une succession d'opérateurs qui doivent tous chercher à préserver le maximum de sucre dans la canne.

⁸ cf. annexe 1.7 : Schéma des sous-produits potentiels de la canne – sur lesquels nous reviendrons par la suite.

sucres et trois types de rhums, dont le rhum agricole et le rhum de sucrerie⁹, qui se décompose lui-même en deux types : le rhum traditionnel de sucrerie (RTS) ou rhum industriel courant (RIC), selon le procédé le plus classique, et le rhum grand arôme, produit très aromatisé, à usage alimentaire, obtenu selon un procédé particulier.

Figure 9 : Double orientation industrielle de la canne dans la filière étudiée

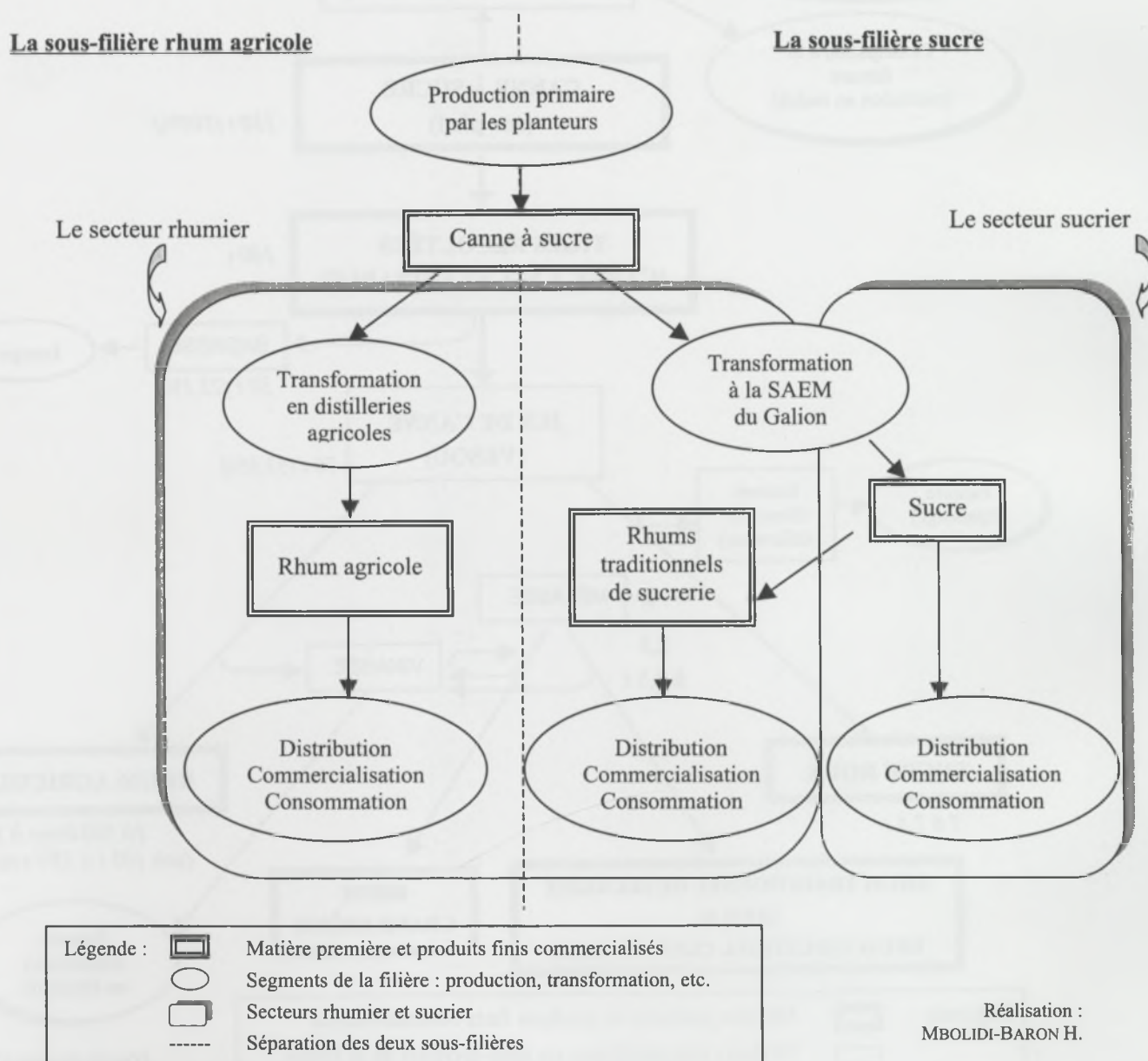


⁹ Rappelons que « le rhum est l'eau de vie-de-vie fabriquée exclusivement à partir de matières premières dérivées de la canne à sucre, que sont la mélasse, le jus de canne et le sirop de jus de canne » (FAHRASMANE, GANOU-PARFAIT, 1997). Si ces trois matières premières ont été utilisées au cours de l'histoire de l'industrie rhumière à la Martinique, seuls le vesou et la mélasse servent désormais à la fabrication de rhum martiniquais.

2.2. Une filière duale, entre sucre et rhum

La filière canne martiniquaise est une filière duale sur le plan technologique : elle est composée d'une sous-filière sucre, qui intègre les produits finis que sont le sucre roux, le rhum traditionnel de sucrerie ou RTS (anciennement appelé rhum industriel courant ou RIC) et le rhum grand arôme (qui est également, au sens propre, un rhum traditionnel de sucrerie) ; parallèlement à une sous-filière rhum agricole. C'est ce que schématise la figure suivante.

Figure 10 : La filière canne et ses deux sous-filières



Le terme de « filière canne », privilégié dans ce travail de recherche, est plus explicite que celui de « filière canne-sucre-rhum », ambigu sur le plan technologique : il ne permet pas de différencier le cheminement de la canne, selon le type de transformation. Tout le monde s'accorde cependant sur l'emploi de ce dernier dans les DOM, tant au niveau professionnel, qu'institutionnel ou politique.

Cette notion de filière canne-sucre-rhum souligne l'interdépendance entre acteurs et secteurs de la filière ; une interdépendance qui prend sa source dans l'histoire des premières plantations et qui est considérée comme implicite dans le terme de « filière canne ». Les sous-filières sucre et rhum agricole (ou filière sucre et filière rhum agricole) sont distinguées en cours d'analyse, afin de cerner au mieux les enjeux spécifiques à chacune. Sont aussi parfois distingués les secteurs sucrier et rhumier, vu les enjeux communs pour les rhums (agricole et de sucrerie).

2.2.1. Les produits de la filière sucre : sucre roux et rhum de mélasse

Passer en revue les produits de la filière sucre implique de considérer successivement le sucre, le rhum industriel courant¹⁰, puis le rhum grand arôme. L'usine du Galion commercialise du sucre roux, en sacs de 50 kg ou en sachets de 1 et 2 kg, en plus d'une vente accessoire en dosettes de 5 g. A l'issue de la fabrication du sucre, la matière première pour la production du rhum de sucrerie, la mélasse, est récupérée. Il s'agit d'un liquide visqueux, séparé des cristaux de sucre cristallisé lors du turbinage, après concentration des jus par cuisson¹¹. A partir de la mélasse issue de la fabrication de sucre au Galion, deux types de rhums sont élaborés à la Martinique.

- Le premier est le rhum traditionnel de sucrerie (ou RTS), qui peut être qualifié de « classique », dénommé jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix « rhum industriel courant » (RIC). Son taux de non-alcool (substances différentes de l'éthanol et du méthanol) est supérieur à 225 grammes par HAP. La fabrication de ce rhum de mélasse est à ce jour assurée, en prestation de service, par la distillerie Saint-James (à Sainte-Marie), à partir de la mélasse produite chaque année par l'usine du Galion. Il peut être commercialisé en rhum blanc ou, le plus souvent, être légèrement coloré par adjonction de caramel, voire subir un vieillissement partiel en fût. Il titre entre 40 et 44% d'alcool en volume.
- Le second, le rhum grand arôme, constitue un type à part de rhum traditionnel de sucrerie¹². Il relève d'un process spécifique, qui constitue un secret de fabrication propre à l'usine du Galion. Ce process inclut une fermentation très lente d'un mélange de mélasse, de vinasse (le résidu d'une précédente distillation) et d'eau, suivi d'une distillation. Il en résulte un produit très aromatisé, aux saveurs corsées. La teneur en composants volatiles autres que l'alcool éthylique est élevée, soit entre 800 et 1 000 g par HAP (CODERUM, 1986). Le rhum grand arôme n'est pas destiné à la consommation directe, mais sert surtout à bonifier des rhums moins aromatisés, par coupage. L'usine produit en moyenne 600 000 l de grand arôme par an, destinés à l'exportation.

¹⁰ Le process technologique qui va de la canne au sucre, puis au rhum industriel courant, est récapitulé en annexe 1.8.

¹¹ De couleur noirâtre, la mélasse contient environ 35% de saccharose et 20% de glucose et peut avoir diverses utilisations : alcool après fermentation, aliments pour bétail, levure boulangère. A la Martinique, la vente de mélasse aux éleveurs pour l'alimentation du bétail n'a plus cours depuis quelques années. Ceci tient à la pénurie relative de mélasse pour assurer la production de rhum de sucrerie, en relation avec la baisse d'approvisionnement en canne de l'usine.

¹² Le terme de « rhum traditionnel » recouvre tous les rhums produits dans les DOM. Les deux rhums de sucrerie produits à la Martinique répondent donc au vocable réglementaire de « rhum traditionnel de sucrerie ». Dans la pratique, par distinction vis-à-vis du grand arôme, ce terme est réservé au rhum de mélasse classique (rhum industriel de sucrerie), dit désormais RTS (rhum traditionnel de sucrerie).

A côté de ces deux types de rhums de sucrerie, s'en distingue un troisième, qui n'est plus fabriqué à la Martinique depuis 1992 : le rhum léger. Celui-ci est obtenu par une distillation plus poussée que pour les précédents, à très haut degré (90% vol.). Il se caractérise par une faible teneur en non-alcools (entre 60 et 80 g par HAP), constituant un produit plus neutre que le RTS : « *Ses caractéristiques organoleptiques se rapprochent plus d'un alcool de canne que d'un rhum industriel* » (CTCS, 1991). Généralement, la teneur en éthanol du produit commercialisé est de 37,5% volume. A l'échelle mondiale, les rhums légers occupent la plus grande part du marché. Ils font l'objet de traitements et coupages divers, conduisant à un large éventail de produits marchands.

2.2.2. Les produits de la filière rhum agricole : trois formes de produits rhumiers

Parallèlement aux rhums de sucrerie, se distingue le rhum agricole¹³. Il est élaboré directement à partir du jus de canne ou vesou, en sachant qu'une tonne de canne donne en moyenne 100 à 105 litres de rhum agricole à 55°. Représentant près de 90% de la production rhumière martiniquaise (CTCS, 2002), le rhum agricole est commercialisé sous trois formes.

- Le rhum blanc (ou grappe blanche) est commercialisé trois mois après la distillation. Il titre entre 40 et 62% d'alcool en volume, selon les politiques commerciales. En France, il est le plus souvent commercialisé à 40 ou 50% volume. A la Martinique, il est préférentiellement consommé à haut degré : 55%, voire 62% volume.
- Le rhum élevé sous bois (ou « rhum ambré »)¹⁴ est conservé en foudre de chêne entre un et trois ans après la distillation. Il a une couleur légèrement ambrée, due aux tanins du bois et titre entre 45 et 50% d'alcool en volume. Selon le CODERUM (1986), ce rhum possède encore beaucoup de la fraîcheur du rhum blanc, mais a acquis du « corps et du gras », ce qui le rapproche du rhum vieux.
- Le rhum vieux est conservé en fût de chêne¹⁵ d'une capacité de moins de 650 litres pendant au minimum trois ans, afin d'extraire les composés boisés. Certains rhums peuvent être vieillis pendant 10 à 20 ans, conduisant à des produits réputés d'une grande finesse. Ce vieillissement s'opère souvent dans des fûts de 250 ou de 180 litres. Le rhum vieux titre entre 40% et 45% d'alcool en volume sur le marché. Ce plus faible degré de commercialisation par rapport au rhum blanc en fait un produit moins agressif en bouche.

Ces trois formes du rhum agricole (blanc, élevé sous bois et vieux) sont toutes intégrées dans les décrets de l'AOC Rhum agricole Martinique, publiés en 1996. En fonction du respect ou non de l'intégralité du cahier des charges, de la plantation de la canne jusqu'au process technologique, certains lots peuvent être déclassés. Ils alimentent une petite production de rhum non-AOC. Ces

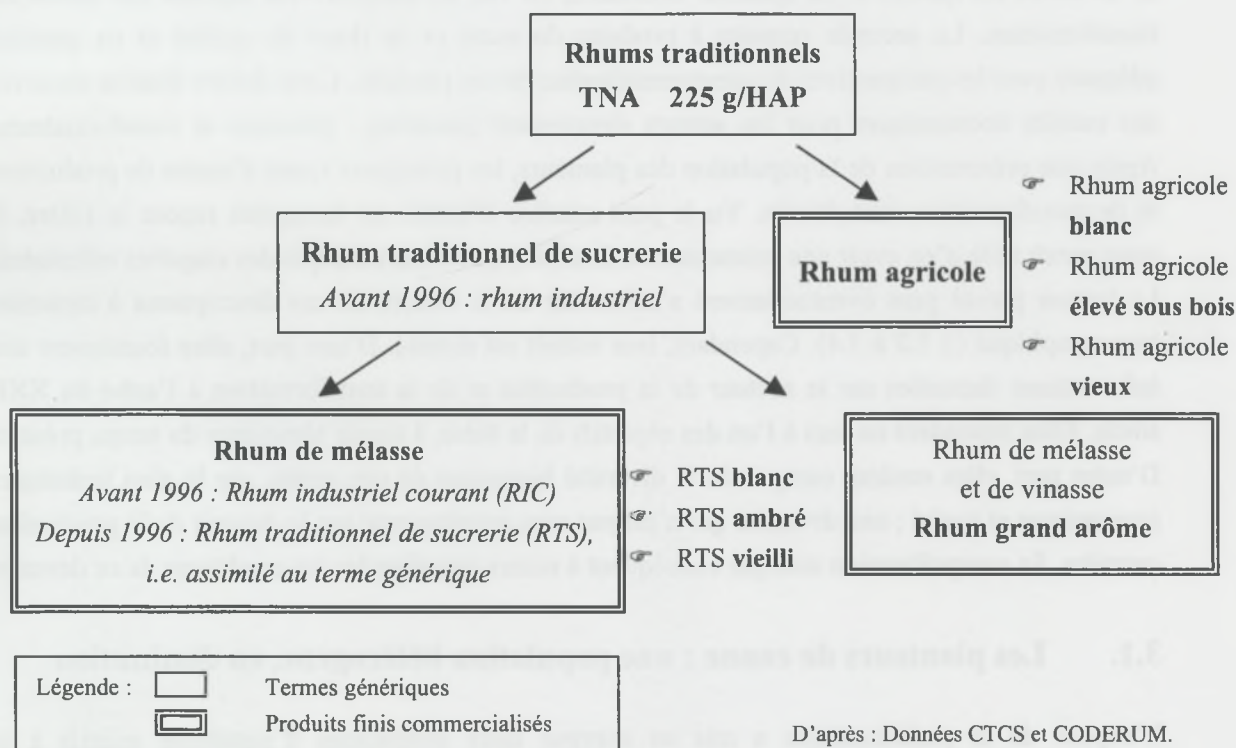
¹³ Le process de fabrication de ce produit rhumier est explicité en annexe 1.9, suivi des principaux ratios utilisés en distilleries agricoles, en annexe 1.10.

¹⁴ Autrefois vendu sous la dénomination « rhum paille », avant que cette appellation ne soit déposée par une distillerie.

¹⁵ Il s'agit généralement de fûts de chêne reconstitués en provenance d'Amérique du Nord, ayant contenu du bourbon, whisky à base de maïs, fabriqué aux Etats-Unis. « *Pendant le vieillissement, l'alcool se bonifie : le goût s'affine, les angles s'arrondissent. Les tannins légers des fûts n'écrasent pas la délicatesse des rhums agricoles qui gardent toute leur personnalité, leur fougue et leur caractère* » (CODERUM, 1997).

différents rhums produits à la Martinique, à l'image de ceux des autres DOM, sont réunis depuis 1988 sous le terme générique de rhums traditionnels (cf. fig. 11).

Figure 11 : Les grands types de rhums produits à la Martinique



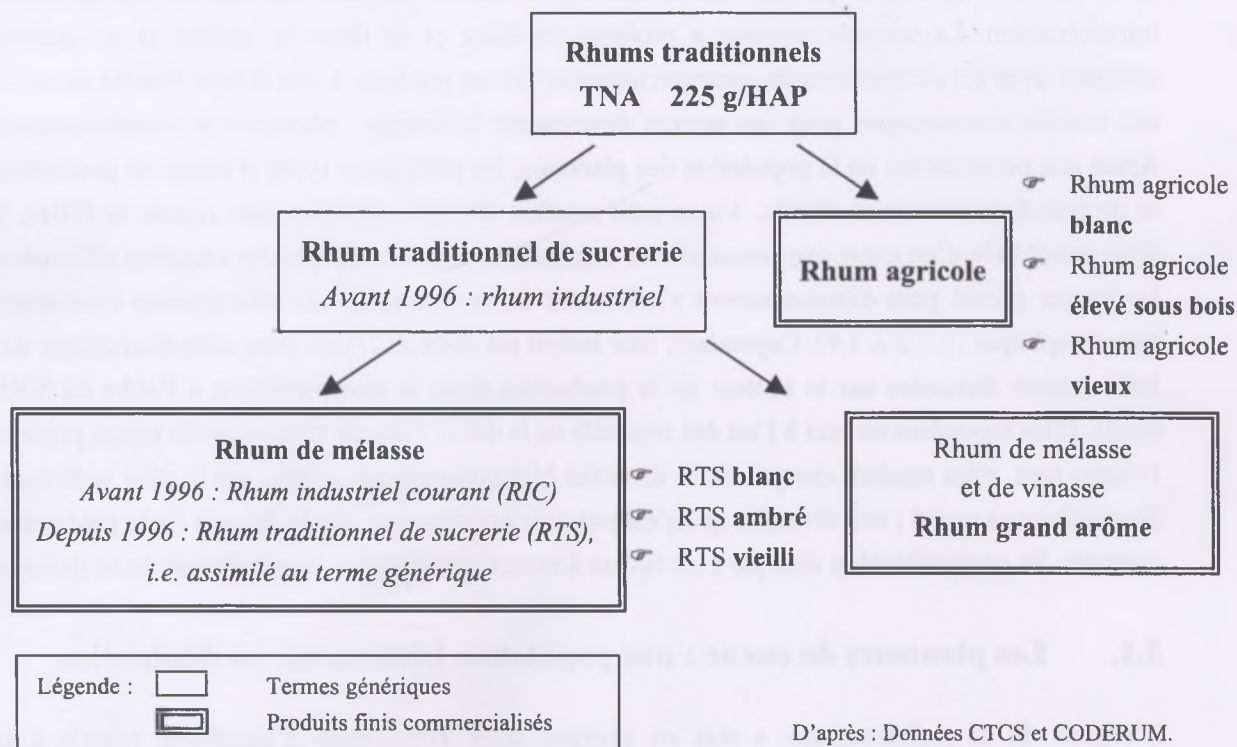
Afin d'éviter les ambiguïtés liées à l'évolution des vocables, nous préférons dénommer les rhums de sucrerie respectivement rhum de mélasse et rhum grand arôme. Notons que la consommation de ces produits finis (sucre et rhum) peut se traduire en tant que consommation finale ou en tant que consommation intermédiaire, pour une transformation en nouveaux produits agro-alimentaires. Ces derniers ne sont pas étudiés en tant que tels dans la présente analyse. Ils peuvent toutefois être évoqués comme éléments du contexte¹⁶.

Après avoir délimité le champ d'investigation d'un point de vue spatial, puis technique, en présentant successivement la Martinique, la matière première et les produits étudiés, il convient maintenant de s'arrêter sur les acteurs à la base de la filière canne.

¹⁶ En faisant référence à ce que MONTIGAUD (1992) définit comme étant « la longueur » d'une filière agro-alimentaire, cette thèse se focalise sur la production primaire et la transformation de canne, utilisée comme matière première. Sont exclus de l'investigation : les entreprises agro-alimentaires utilisant le sucre et le rhum comme consommations intermédiaires (fabrication de boissons sucrées, produits laitiers, liqueurs, punches, cocktails, etc.) ; de même que les fournisseurs d'intrants en amont de la filière canne.

différents rhums produits à la Martinique, à l'image de ceux des autres DOM, sont réunis depuis 1988 sous le terme générique de rhums traditionnels (cf. fig. 11).

Figure 11 : Les grands types de rhums produits à la Martinique



Afin d'éviter les ambiguïtés liées à l'évolution des vocables, nous préférons dénommer les rhums de sucrerie respectivement rhum de mélasse et rhum grand arôme. Notons que la consommation de ces produits finis (sucre et rhum) peut se traduire en tant que consommation finale ou en tant que consommation intermédiaire, pour une transformation en nouveaux produits agro-alimentaires. Ces derniers ne sont pas étudiés en tant que tels dans la présente analyse. Ils peuvent toutefois être évoqués comme éléments du contexte¹⁶.

Après avoir délimité le champ d'investigation d'un point de vue spatial, puis technique, en présentant successivement la Martinique, la matière première et les produits étudiés, il convient maintenant de s'arrêter sur les acteurs à la base de la filière canne.

¹⁶ En faisant référence à ce que MONTIGAUD (1992) définit comme étant « la longueur » d'une filière agro-alimentaire, cette thèse se focalise sur la production primaire et la transformation de canne, utilisée comme matière première. Sont exclus de l'investigation : les entreprises agro-alimentaires utilisant le sucre et le rhum comme consommations intermédiaires (fabrication de boissons sucrées, produits laitiers, liqueurs, punches, cocktails, etc.) ; de même que les fournisseurs d'intrants en amont de la filière canne.

3. LES ACTEURS DIRECTS DE LA FILIERE : PLANTEURS ET TRANSFORMATEURS

« Démonter le mécanisme » de la filière implique de considérer les différents sous-systèmes associés aux finalités de production et de transformation de la canne. La première vise à produire de la canne de qualité et en quantité suffisante, en vue de satisfaire les besoins des unités de transformation. La seconde consiste à produire du sucre et du rhum de qualité et en quantité adéquate avec les perspectives de commercialisation de ces produits. Cette double finalité recouvre des intérêts économiques pour les acteurs directement concernés : planteurs et transformateurs. Après une présentation de la population des planteurs, les principaux types d'unités de production et de transformation sont décrits. Vu le petit nombre d'unités sur lesquelles repose la filière, il nous paraît utile d'en avoir une connaissance détaillée, en rendant compte des enquêtes effectuées. Le lecteur pressé peut éventuellement s'affranchir de la lecture de ces descriptions à caractère monographique (§ 3.2 à 3.4). Cependant, leur intérêt est double. D'une part, elles fournissent des informations factuelles sur le secteur de la production et de la transformation à l'aube du XXI^e siècle. Elles répondent en ceci à l'un des objectifs de la thèse, à savoir témoigner du temps présent. D'autre part, elles rendent compte de la diversité historique de ces unités, sur le plan technique, économique et social ; une diversité qui n'est pas sans conséquence sur le devenir de la production cannière. Sa compréhension aide par conséquent à mieux appréhender les conditions de ce devenir.

3.1. Les planteurs de canne : une population hétérogène, en diminution

L'exposé de la problématique a mis en exergue deux symptômes d'instabilité relatifs à la production de canne : en amont, une base de producteurs en diminution constante ; en aval, des fluctuations sur la destination des livraisons, avec un déficit avéré en sucrerie. La présentation de des planteurs permet d'amorcer la réponse aux questions soulevées par ces constats de départ.

3.1.1. Une forte concentration de la production

La population des planteurs de canne à la Martinique est caractérisée par un effectif restreint, soit 276 en 2001, et une forte hétérogénéité, illustrée par la répartition par classes de livraisons¹⁷ (cf. tableau 17) : 6,5% des planteurs (18 d'entre eux) assurent près de 80% des livraisons. Plus de la moitié de ce tonnage repose sur 5 planteurs, soit moins de 2% de la population. Pour les livraisons au Galion, trois planteurs assurent les trois quarts de l'approvisionnement (cf. le tableau 18). Tandis que deux organisations parallèles se dessinent (cf. figure 12), suivant la destination des livraisons en sucrerie ou en distilleries, trois groupes de planteurs peuvent être différenciés, selon les niveaux de production. Ceux-ci peuvent être mis en regard avec les classes de surface en canne¹⁸, moyennant des réserves dues à la variabilité de rendements¹⁹.

¹⁷ Classes de livraisons utilisées pour l'attribution de l'aide sociale (livraisons < 1 500 tonnes) jusqu'en 2001.

¹⁸ Les terminologies de « grandes », « moyennes » et « petites » exploitations sont bien sûr à relativiser par rapport à la filière canne martiniquaise. Dans d'autres contrées productrices, une grande exploitation cannière ne fait pas moins de 1 000 ha, tandis que certains grands complexes sucriers dépassent 10 000 ha (Feldmann et al., 1997 ; p. 197).

¹⁹ La forte sécheresse de 2001 a par exemple induit un basculement de plusieurs planteurs de la classe de livraison de [500 à 1 000 t] à la classe des moins de 500 t, suite à une chute de rendement et pour la même surface en canne.

Figure 12 : Classification des 276 producteurs de canne recensés en 2001 et échantillonnage pour les 40 enquêtes réalisées
(selon la répartition des livraisons et la surface moyenne en canne)

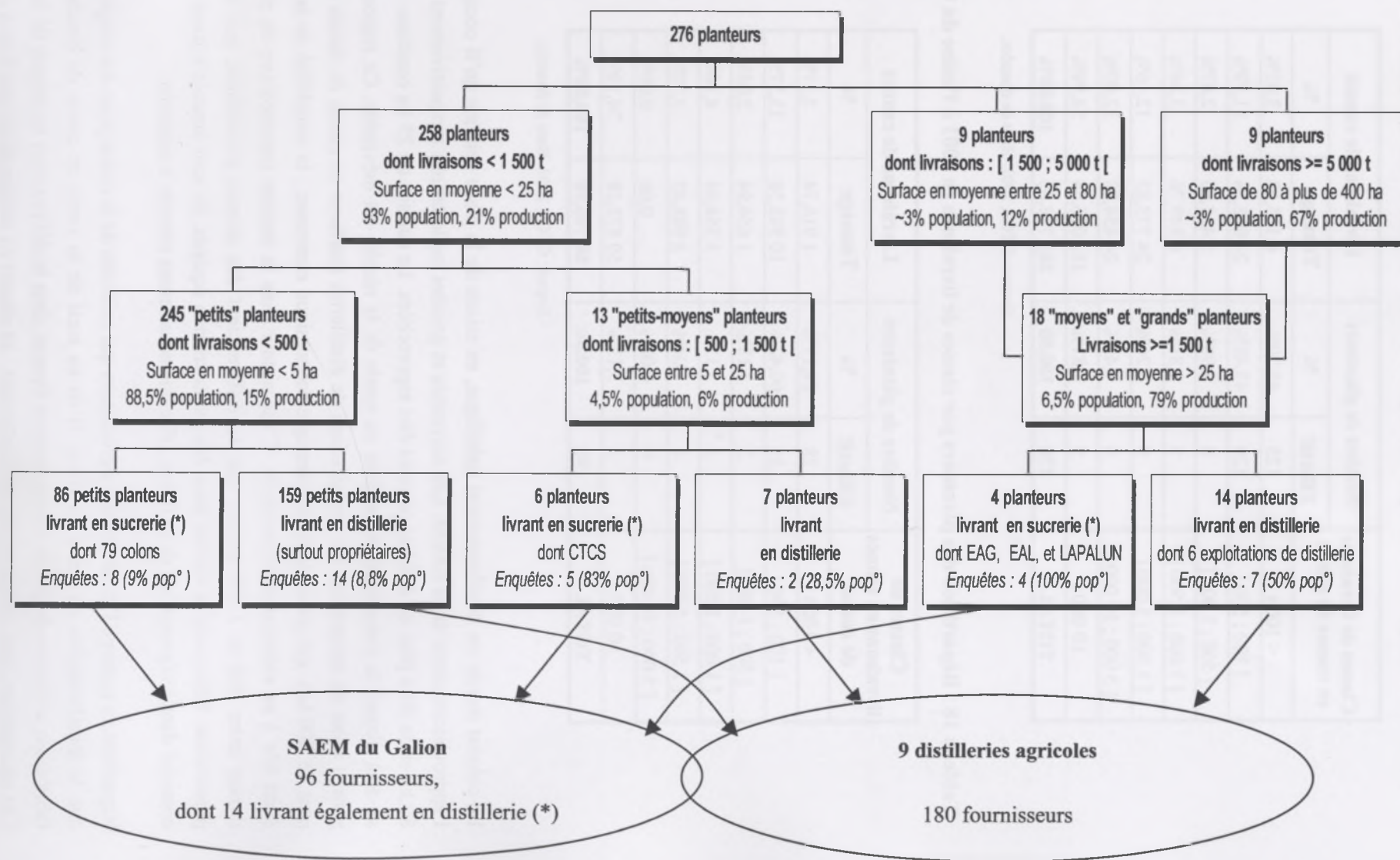


Tableau 17 : Répartition des planteurs par classes de livraisons en 2001 pour la filière

Classes de livraisons en tonnes de canne	Nombre de planteurs		Livraisons de cannes	
	Effectif	%	Tonnage	%
< 100 t	125	45,29%	6 165,58	3,03%
[100 ; 500 [	120	43,48%	24 013,74	11,79%
[500 ; 1 000 [	8	2,90%	5 438,65	2,67%
[1 000 ; 1 500 [	5	1,81%	6 849,76	3,36%
[1 500 ; 5 000 [	9	3,26%	24 773,85	12,16%
[5 000 ; 10 000 [	4	1,45%	24 454,73	12,00%
10 000 t	5	1,81%	112 036,54	54,99%
TOTAL	276	100,00	203 732,85	100,00%

Source : CTCS, 2002. Base de données.

Tableau 18 : Répartition des planteurs par classes de livraisons en 2001 à l'usine du Galion

Classes de livraisons en tonnes de canne	Nombre de planteurs		Livraisons de cannes	
	Effectif	%	Tonnage	%
< 100 t	28	29,17%	1 916,74	2,37%
[100 ; 500 [	55	60,42%	10 918,58	13,57%
[500 ; 1 000 [	3	3,13%	1 654,94	2,05%
[1 000 ; 1 500 [	3	3,13%	3 354,94	4,16%
[1 500 ; 5 000 [	1	1,04%	2 988,42	3,70%
[5 000 ; 10 000 [	0	0,00%	0,00	0,00%
10 000 t	3	3,13%	59 873,28	74,19%
TOTAL	96	100,00	80 706,90	100,00%

Source : CTCS, 2002. Base de données.

Le colonat mérite un développement spécifique, en raison de la place centrale qu'il occupe dans l'approvisionnement de la SAEM. Les moyennes et grandes exploitations (respectivement de 25 à 80 ha et de 80 à plus de 400 ha) peuvent être rapprochées. La surface de 25 ha constitue un seuil au-delà duquel la mécanisation partielle ou totale de la récolte est inévitable. Ce regroupement permet aussi de rassembler les exploitations de distilleries (surfaces en canne de moins de 40 à plus de 500 ha), qui présentent une stratégie économique commune ; la rentabilité de la culture étant liée à sa valorisation industrielle. C'est surtout dans la tranche intermédiaire de planteurs livrant entre 500 et 1 500 tonnes que se différencient des acteurs particuliers, que sont les prestataires. Effectuant la récolte pour des planteurs non équipés, ils sont amenés à jouer un rôle essentiel dans l'organisation de la filière ; rôle que nous serons amenés à examiner.

Rappelons au passage l'existence des agriculteurs qui cultivent de la canne pour des usages autres que la transformation en sucre ou rhum. Il en va ainsi de la vente en canne de bouche ou la fabrication artisanale de jus de canne, comme évoqué dans la délimitation technique de la filière. Ces agriculteurs, non comptabilisés officiellement, se situent en dehors de ce que l'on a coutume de désigner par la filière canne professionnelle. Ils n'en contribuent pas moins à la représentation collective de la canne à l'échelle du territoire.

En conclusion des paragraphes ci-dessus, retenons la forte concentration foncière qui caractérise cette filière, avec une multitude de petits producteurs, différenciés entre fournisseurs de sucrerie et de distilleries.

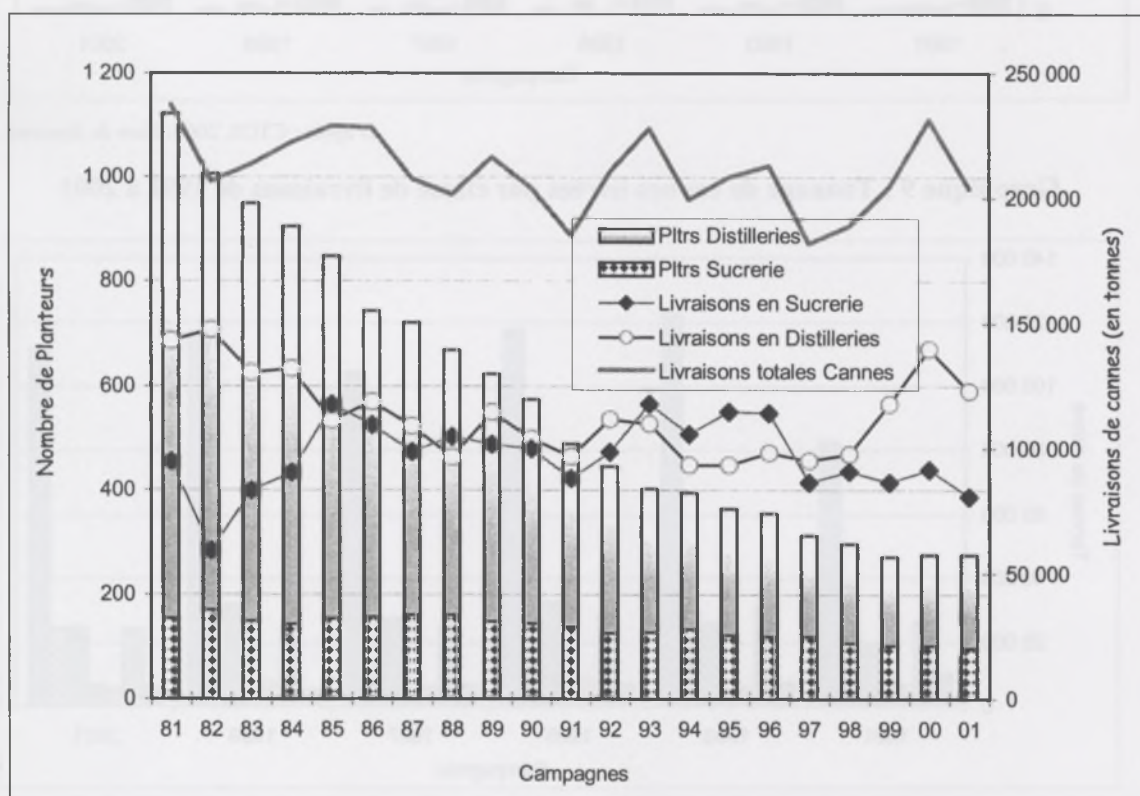
3.1.2. Une diminution différenciée selon le lieu de livraison et le type de planteurs

Venant compléter l'approche indifférenciée de la chute du nombre de planteurs, initiée dans la problématique, les paragraphes suivants visent à mieux cerner ce qu'il en est, à partir d'un double éclairage, relatif aux lieux de livraison et aux catégories de planteurs (selon le tonnage livré).

a) Une baisse fortement accusée en distilleries agricoles

En 1981, sur un total de 1 122 fournisseurs, 884 approvisionnent les distilleries agricoles, représentant alors près de 80% de la population des planteurs canniers. En 2001, sur 276 planteurs, les 180 fournisseurs de distilleries ne représentent plus que 65% de la population générale. En une vingtaine d'années, le nombre de planteurs de canne a diminué de 75%. Mais cette diminution est inégalement répartie entre les filières sucre et rhum agricole, comme mis en exergue dans le graphique ci-après. Alors que la première est caractérisée par une relative stabilisation du nombre de ses fournisseurs, la seconde accuse une forte et constante déperdition (chute de près de 80% en une vingtaine d'années). Le graphique 7 montre qu'il n'y a pas de corrélation entre la quantité de cannes livrées et le nombre de fournisseurs pour chaque type d'unité de transformation.

Graphique 7 : Evolution de la population des planteurs depuis 1981 selon le lieu de livraison



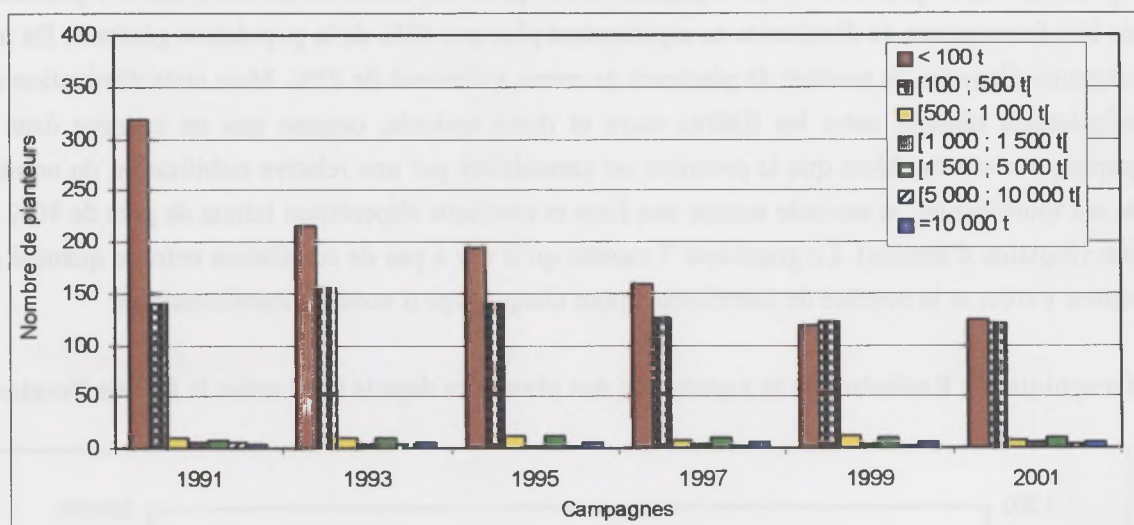
D'après : CTCS, 2002. Base de données.

La concentration de la production, pressentie initialement à l'échelle de la filière canne, se manifeste à l'intérieur de chaque sous-filière ; avec toutefois une concentration plus marquée pour la filière rhum agricole. La filière sucre, qui semble pâtir d'un déficit d'approvisionnement en canne est précisément celle qui présente une moindre déperdition de ses fournisseurs. De fait, la diminution du nombre de planteurs est à dissocier de l'orientation des cannes. Le premier problème semble relever de l'articulation entre les distilleries et leurs fournisseurs. Après la présentation des acteurs et, en particulier, des distilleries agricoles, la synthèse faite à l'issue de cette section permet d'approfondir la question de la déperdition des planteurs par distillerie.

b) La population des petits planteurs : la plus touchée par la régression

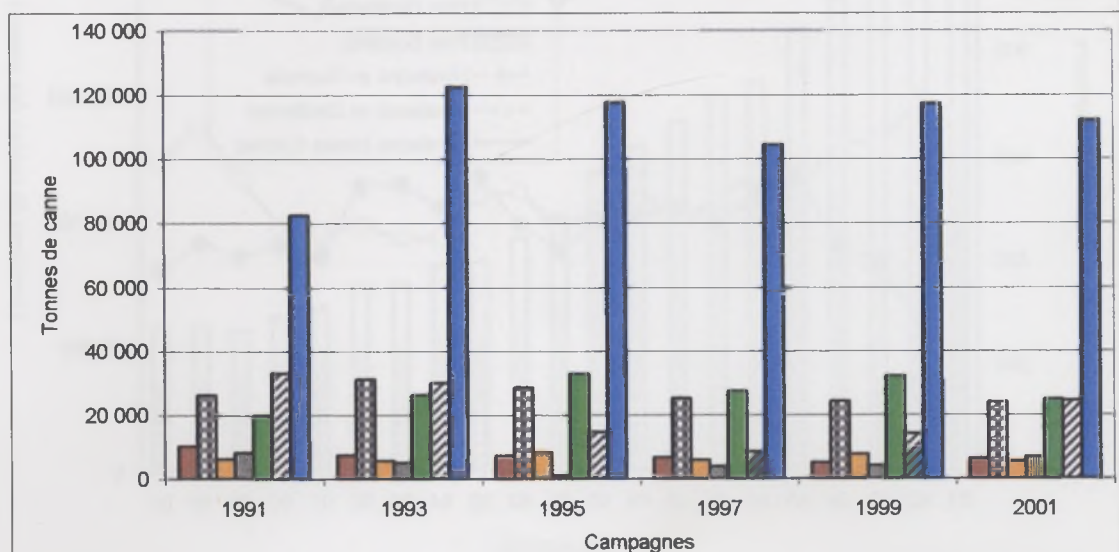
Les graphiques suivants aident à cibler la tranche de population la plus atteinte par la régression.

Graphique 8 : Nombre de planteurs par classe de livraisons de 1991 à 2001



D'après : CTCS, 2002. Base de données.

Graphique 9 : Tonnage de cannes livrées par classe de livraisons de 1991 à 2001



D'après CTCS, 2002. Base de données. Même légende que le graphique 8.

En conclusion, la régression touche surtout les petits fournisseurs de distilleries. Deux classes de planteurs sont particulièrement atteintes : ceux livrant moins de 100 tonnes et ceux livrant entre 100 et 500 tonnes (soit respectivement, ceux qui cultivent moins de 1-2 ha de canne et ceux qui en cultivent entre 5 et 7).

3.1.3. Incidences possibles de la disparition des petits planteurs

En termes de conséquences générales, la forte baisse du nombre de planteurs (enregistrée jusqu'en 1999) peut-elle constituer une menace pour l'avenir de la canne ? Cette menace ne peut survenir du tonnage total livré aux unités de transformation : la diminution des petits producteurs est jusqu'ici compensée par l'augmentation des livraisons des grandes exploitations. De ce point de vue quantitatif, elle ne semble pas compromettre l'équilibre actuel de la filière. Sur le plan qualitatif, il faudrait certes réfléchir à la perte de diversité potentiellement induite par cette concentration, tant pour l'usine du Galion que pour les distilleries. Cependant, l'écrasante proportion de canne déjà assurée par les grandes exploitations et la technicité de ces dernières pourraient presque rendre caduque cette interrogation ; sachant que ce sont dès lors ces grandes unités productrices qui « font la qualité » des livraisons. Sur le plan de la dynamique sociale de la filière, survient une autre interrogation : quelle est l'incidence de la diminution du nombre de planteurs sur l'efficacité du pouvoir de négociation des acteurs face aux instances publiques ? C'est un point sur lequel il est plus délicat de statuer rapidement, car il fait intervenir les questions de représentations collectives de la filière canne et dépend également des sensibilités politiques.

En fait, comme mentionné dans la problématique, la diminution de l'effectif des planteurs est avant tout susceptible de représenter une menace pour le financement public au secteur cannier et, par conséquent, pour le maintien de la production de canne ; d'où la nécessité d'analyser ses déterminants. Au préalable, il importe d'identifier la diversité des unités de production, appréhendée par la présentation des catégories habituellement distinguées à la Martinique par les acteurs de la filière, incluant la vulgarisation et la recherche. Sont ainsi différenciées : les grandes exploitations dites « indépendantes », les petits planteurs livrant respectivement à l'usine du Galion et en distilleries agricoles, les prestataires et les exploitations de distilleries.

3.2. Les exploitations non intégrées à la transformation : un dualisme fort

Parmi les exploitations non intégrées à la transformation (sous-entendu en rhum agricole, car l'usine du Galion ne possède pas de faire-valoir), l'exploitation agricole du Galion constitue un cas particulier. De par sa structure et son fonctionnement, elle se distingue nettement de deux autres catégories d'acteurs : les petits planteurs et un groupe intermédiaire, constitué pour l'essentiel de prestataires. De ces distinctions, découlent des différences de stratégie, ci-après évoquées.

Photo 1 : Siège de l'Exploitation agricole du Galion



Source : CTCs-Martinique, Exploitation SIGAM, d'après IGN, 2000.

Photo 2 : Une partie du domaine du Galion, autour de l'usine du même nom



Source : CTCs-Martinique, Exploitation SIGAM, d'après IGN, 2000.

3.2.1. Le cas particulier de l'Exploitation agricole du Galion (EAG), à Trinité

Si de nos jours l'Exploitation agricole du Galion et l'usine du même nom constituent deux sociétés indépendantes, elles appartenaient autrefois au même propriétaire²⁰. Le domaine agricole a été étendu à 3 000 ha, à la fin du XIX^e siècle (cf. photos 1 et 2). L'EAG est une grande entreprise familiale, appartenant aux descendants d'Eugène Eustache et Emile Bougenot, basés en France (Consortium Legay-Picot). Cette exploitation détient une place particulière au sein de la filière canne, du fait de trois attributs majeurs : sa taille (1 800 ha en propriété), exceptionnelle à l'échelle de la Martinique, l'importance de sa sole cannière²¹ (735 ha, dont 500 ha en exploitation directe), le nombre de ses employés (90 en période de campagne, uniquement pour la canne).

Tableau 19 : Répartition des surfaces de l'Exploitation agricole du Galion

Répartition de la surface	Situation en 1999
Surface totale	1 800 ha
SAU	925 ha
Canne	735 ha
- Faire-valoir direct	505 ha
- Colonat	230 ha
Banane	70 ha
Elevage bovin	120 ha
Autres (forêt, lotissement,...)	875 ha

D'après entretiens à l'EAG

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, l'EAG cultive près de 500 ha de canne en exploitation directe. La SAU représente la moitié de la propriété, avec une prédominance de la canne, qui en occupe près de 80%. Le reste de la surface est occupé par la banane, l'élevage ou des bois. Selon les enquêtes réalisées, l'EAG souhaite étendre sa surface en canne, mais est confrontée pour ce faire à la topographie très accidentée de certaines zones et à la limitation du déboisement par l'Office national des forêts. L'autre particularité marquante de cette exploitation, qui en fait un acteur essentiel dans la filière, est l'existence d'un système de colonat : 200 ha en canne sont attribués à 79 colons en 2001. Le colon est une sorte de métayer, tenu de cultiver en canne au moins 80% de la parcelle qui lui est allouée (2,5 ha en moyenne), ceci pour une durée renouvelable de 9 ans. En contrepartie, il reverse 10% de son produit brut au bailleur.

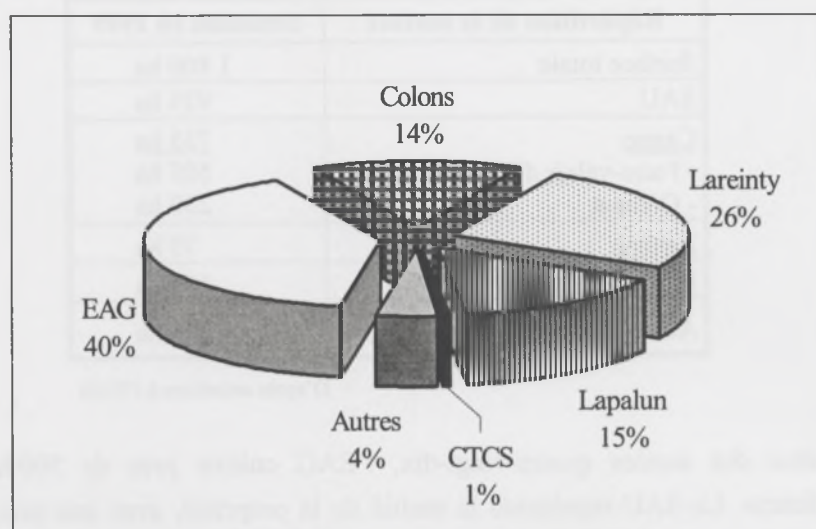
²⁰ De nombreux écrits retracent l'histoire de cette exploitation (voir notamment EADIE, 1997), dont quelques éléments de rétrospective ont été présentés au chapitre II (encarts 1 et 2).

²¹ Il convient de distinguer la surface cadastrée (déclaration pour les plantations) de la surface toisée (nombre de toises de cannes effectivement récoltées). Pour l'EAG, la différence entre les deux est évaluée à 15%, représentant les traces, les ravines, etc., c'est à dire les surfaces non cultivées. Surface cadastrée = Surface toisée + 15%

En 1999, la surface cadastrée en canne de l'EAG est de 735 ha, alors que seuls 625 ha sont plantés. Le choix administratif des surfaces cadastrées a des répercussions sur les calculs de rendements agricoles officiels. Pour éviter la sous-évaluation de la moyenne départementale des rendements, cette différence entre surfaces cadastrée et toisée est désormais prise en compte. Pour l'ensemble de la sole cannière martiniquaise, elle est évaluée à 2% (cf. annexe 1.2).

Selon un accord informel, l'exploitation du Galion et ses colons livrent la quasi-totalité de leur production cannière à l'usine du Galion, soit respectivement 32 264 t (40% du tonnage de cannes broyées par cette unité industrielle) et 11 559 t (soit 14,3% du total broyé). Cette production issue des terres de l'EAG représente donc 54% des livraisons à la SAEM, détenant par-là un rôle crucial dans son approvisionnement. Emile EADIE (2000 ; p. 114) précise que de la liquidation des biens d'Emile Bougenot comporte une clause conservatoire, à savoir que les biens de la Martinique (incluant l'EAG) doivent rester dans l'indivis. Le choix du Consortium Legay-Picot de maintenir ses terres en canne s'avère par conséquent crucial dans le maintien de la dernière sucrerie martiniquaise. Par voie de fait, ce groupe économique est d'un poids décisif dans l'équilibre et le devenir de la filière.

Graphique 10 : Répartition des livraisons de cannes à l'usine du Galion en 2001



D'après : CTCS, 2002 . Base de données.

3.2.2. Les petits producteurs : deux mondes côte à côte

La population des petits planteurs se répartit entre fournisseurs de sucrerie et de distilleries. Il n'existe qu'une faible intersection entre ces deux mondes. Elle est permise par le recours à la prestation pour la récolte, ouvrant l'opportunité de livrer conjointement aux deux types d'unités.

a) Les petits planteurs livrant à l'usine du Galion : colons et « fournisseurs »

Les petits planteurs qui livrent à l'usine du Galion sont pour l'essentiel des colons de l'EAG, auxquels s'ajoutent quelques fournisseurs isolés. Ce statut de colon les différencie des autres planteurs, du fait : (i) de leur relation privilégiée avec l'EAG et de la maîtrise foncière assurée jusqu'ici par l'indivision de la terre, avec une orientation imposée vers la culture de la canne ; (ii) de leur importance numérique (79 en 2001), à raison de près de 30% de l'effectif total des planteurs de la filière canne ; (iii) de leur représentation au sein de la filière sucre (14% du tonnage broyé et 80% des fournisseurs), d'où un poids social déterminant pour le maintien de la SAEM ; (iv) de l'histoire et de l'organisation qui lient entre eux ces producteurs. Ils sont adhérents de la

seule Coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) qui opère pour la culture de la canne à la Martinique, la CUMA de Malgré-Tout. Le nombre de colons de l'EAG est toutefois en légère diminution (113 en 1989), de même que la surface en colonat. Sur 240 ha il y a une dizaine d'années, il n'en reste qu'à peine 200. La surface moyenne par colon est restée quasiment constante, de l'ordre de 2,50 ha. L'analyse de la dimension sociale de la production, au chapitre VII, nous amènera à approfondir quelques spécificités de cette organisation en colonat.

En plus des colons, quelques petits fournisseurs contribuent à l'approvisionnement de l'usine du Galion. Il s'agit de propriétaires terriens (certains étant à la fois colons) ou, plus rarement, de locataires. Toutefois, les cas de petites exploitations familiales en propriété ou en location se rencontrent surtout pour l'approvisionnement en distilleries agricoles.

b) Les petits planteurs livrant en distilleries agricoles : propriétaires et locataires

Six des neuf distilleries agricoles sont approvisionnées par des petits planteurs, en plus des moyennes et grandes exploitations. Parmi elles, deux dépendent totalement de cet approvisionnement extérieur et quatre complètent ces livraisons par l'auto-approvisionnement. Sur les 187 planteurs concernés en 1999, seule une quinzaine gère la double orientation sucrerie-distillerie. C'est le cas notamment de l'exploitation du Lareinty et l'exploitation Lapalun. En plus de celles-ci, les exploitations combinant la double destination des livraisons sont surtout des planteurs ayant recours au CTCS pour assurer la récolte en prestation. Les fournisseurs de distilleries font généralement partie d'un bassin traditionnel rattaché à l'unité de transformation. L'organisation en CUMA n'existant pas pour la filière rhum agricole, les livraisons de ces petits planteurs reposent sur des prestataires privés. Le rattachement ancien à une distillerie et le recours à un tiers pour la récolte supposent une construction sociale spécifique qu'il conviendra de cerner.

Cette présentation de la population des planteurs met en évidence leur grande hétérogénéité : 95% d'entre eux possèdent des exploitations de moins de 10 ha et assurent 20% des livraisons totales. Ainsi, la grande majorité de la production cannière repose sur un petit nombre de planteurs, qui bénéficient de moyens de production avantageux (surface foncière, équipement, personnel). Entre ces deux extrêmes, se trouvent quelques rares moyens planteurs, dont des prestataires de services. Ceux-ci proposent une voie d'accès à la mécanisation pour les plus petits producteurs livrant en distillerie et qui ne sont pas organisés en CUMA, contrairement aux colons de l'EAG.

3.2.3. Des acteurs stratégiques : « prestataires de services » et « chefs de file »

Pour une exploitation cultivant plus d'une centaine d'hectares de canne en zone plane, le choix d'une récolte mécanisée semble aujourd'hui inéluctable. A l'opposé, il apparaît difficile à un petit exploitant cultivant moins de 5 hectares en terrain fortement accidenté d'envisager l'achat d'une récolteuse. Par contre, pour des surfaces situées entre ces extrêmes, plusieurs options sont possibles. En particulier, dès que la surface en canne dépasse 5 ou 10 hectares, elle s'avère de moins en moins compatible avec une coupe manuelle gérée à l'échelon familial. De fait, les responsables de telles exploitations se trouvent confrontés à un double choix : faire appel un

prestataire pour la récolte ou s'équiper en conséquence. Cependant, l'amortissement du matériel de récolte est difficile dans le cadre de la seule culture de la canne, tant que celle-ci n'occupe pas plus d'une cinquantaine d'hectares. Dans ce cas, les exploitations se tournent vers la diversification, à moins qu'elles ne soient intégrées à la transformation (exploitations de distillerie). Dans le cas contraire, les producteurs peuvent offrir leurs services à d'autres planteurs, ne disposant pas des moyens mécanisés nécessaires à la récolte. Ils possèdent alors la « double casquette » : planteurs et prestataires. Afin de cerner la différence qui peut être faite désormais entre ces types d'acteurs, il convient de préciser ce qu'est l'organisation « chef de file ».

a) Les « chefs de file » : glissement d'une terminologie

Dans le cadre du plan de relance de la canne en 1966, deux opérations ont été mises en place pour favoriser l'enlèvement et le transport des cannes chez les petits producteurs : l'« opération transport canne » (OTC) et la « régie mécanoculture » ; opérations alors gérées par la Chambre d'agriculture et l'Association syndicale pour l'amélioration des terres affectées à la canne (ASSATAC). Au début des années soixante-dix, l'OTC est placée sous la responsabilité d'agents de la Société d'aide technique et de coopération. L'opération est orchestrée par un comité de travail sous la présidence de la Chambre d'agriculture, où sont représentés : la préfecture, le SUAD, la DAF, le CTCS, les associations de planteurs et la SATEC (SATEC, 1972 ; p. 2).

L'organisation « chef de file » a été créée suite à l'arrêt de l'OTC au début des années quatre-vingts. Un chef de file est défini comme « *un planteur disposant d'une infrastructure, du personnel et du matériel adéquat pour effectuer des travaux de plantation, d'entretien, de récolte et de transport* » (CTCS, 1992a). Cette organisation visait à assurer la continuité de l'offre de prestations aux petites exploitations, en particulier pour la récolte et les livraisons en usine. Ce faisant, il s'agissait de contribuer au maintien de la production sur ces petites exploitations, grâce à la volonté de l'administration et de la profession tout entière. Mise sur pied à l'origine pour les livraisons en sucreries, vu l'inexistence de coopérative et CUMA, cette opération a peu à peu gagné les distilleries agricoles. Ce faisant, elle s'est diversifiée sur les autres séquences de l'itinéraire technique : entretien et, plus encore, plantation. Suivant l'objectif initial, les « chefs de file » jouent un double rôle. En plus des services agricoles réalisés, ils sont voués à assurer une fonction d'encadrement technique auprès des petits planteurs. Cette mission d'accompagnement, particulièrement marquée dans le concept premier de « chef de file », tend à disparaître chez certains opérateurs au profit de la rentabilité de l'entreprise. Alors que les situations et objectifs se diversifient, il importe de différencier désormais « chefs de file » et prestataires de services.

Pour les livraisons à l'usine, le terme de « chef de file » désigne plus précisément l'opérateur sous le nom duquel est organisée la livraison de cannes d'autres planteurs. Le chef de file est alors chargé du ramassage de ces cannes (et éventuellement de leur coupe). C'est avec lui seul que l'usine est directement en contact, dans le cadre du comité d'organisation de la campagne sucrière. L'importance du tonnage de cannes collectées en sucrerie exige en effet une organisation très stricte. Des quotas sont attribués à un petit nombre de livreurs.

L'Exploitation agricole du Galion, celle du Lareinty et l'Exploitation Lapalun sont les trois principaux fournisseurs de la SAEM²². La CUMA de Malgré-Tout est le chef de file des colons de l'EAG. Elle assure le ramassage et le transport de leurs cannes. Le service agricole du CTCS constitue un autre chef de file, pour lequel la campagne s'organise entre la récolte de ses propres parcelles et celles de divers planteurs du Centre et du Sud. Dans ce cas, la prestation concerne la coupe et le ramassage des cannes, dont le transport est assuré par l'usine du Galion ou par des transporteurs privés, pour les distilleries. A côté de ces cinq principaux livreurs ou chefs de file (EAG, Lareinty, Lapalun, CUMA, CTCS), existent d'autres acteurs livrant directement à la SAEM, moyennant de plus modestes tonnages. Des quotas leur sont attribués, non plus sur la durée de la campagne, mais sur une partie de celle-ci. Il s'agit surtout de fournisseurs qui livrent également en distillerie, telles l'exploitation Thoraille (Rivière-Salée) ou l'exploitation Céraline (Ducos), et qui peuvent faire office de prestataires auprès d'autres planteurs.

Ce système de quotas attribués à des chefs de file ne se retrouvent pas en distilleries. Hormis les cas d'auto-approvisionnement, le transport y est assuré par des opérateurs privés. L'organisation des livraisons se négocie entre la distillerie et ces transporteurs privés, tandis qu'un prestataire peut intervenir de façon concomitante pour la récolte. Certains opérateurs se cantonnent dans le transport (soit avec des camions, plus ou moins bien équipés, soit avec des tracteurs et des remorques attelées, suivant les trajets et les possibilités d'investissement de chacun). Par ailleurs, parmi les prestataires pour la récolte, on distingue des planteurs-prestataires et des prestataires non-planteurs. Ces derniers peuvent effectuer la récolte et assurer également le transport en distillerie avec leur propre matériel.

Cette diversité d'articulation entre planteurs et industriels pour les livraisons conduit à réserver le terme de « chef de file » pour les prestataires opérant au profit du Galion. Celui de « prestataire de services » regroupe plus généralement les entrepreneurs privés qui opèrent en priorité au profit des fournisseurs de distilleries. Ce terme générique de prestataires nous semble préférable pour souligner l'idée de rentabilité requise pour une entreprise privée.

b) Le cas particulier du Centre technique de la canne et du sucre

Le Centre technique de la canne et du sucre présente une situation particulière au sein de la population des planteurs, en tant qu'organisme interprofessionnel de recherche-développement de la filière. En plus de son service technologique dédié à la transformation rhumière et sucrière, le CTCS dispose de deux autres services, en étroite relation avec les planteurs : le service agronomique, chargé de la recherche-développement (sélection variétale, études phytosanitaires, amélioration des itinéraires techniques) et le service agricole, qui vient en appui au premier pour les essais variétaux. Parallèlement, ce deuxième service est responsable de l'activité de planteur et de prestataire du CTCS (ou plus précisément de « chef de file », vu la mission d'encadrement qui y est liée).

²² L'usine assure le transport des cannes avec ses propres camions pour ses fournisseurs, sauf pour l'EAG et ses colons, situés à proximité.

Photo 3 : Parcelles de canne et de banane de petits planteurs (en topographie accidentée)



Source : CTCs-Martinique, Exploitation SIGAM, d'après IGN, 2000.

Photo 4 : Le Centre technique de la canne et du sucre, Station Petit Morne



Source : CTCs-Martinique, Exploitation SIGAM, d'après IGN, 2000.

Concernant son activité de « planteur », le service agricole gère les terres exploitées par le Centre. Ce foncier comprend les 11 ha de la station de Petit-Morne au Lamentin (cf. photo 3), dévolus aux essais variétaux et aux pépinières de nouvelles variétés. Il englobe également un peu moins d'une quarantaine d'hectares en location. Ces terres ont servi de pépinières à l'occasion des plans de relance initiés dans les années 1980-1985. Cet objectif allait de pair avec la récupération, par le CTCS, du matériel agricole de l'OTC (auparavant propriété de la Chambre d'agriculture), suite à la liquidation de cette dernière. Cependant, le rôle de planteur par le CTCS se voit menacé depuis la fin des années quatre-vingt-dix. Les terres en location se font de plus en plus rares, surtout pour la canne - culture pour laquelle le coût de location est le plus bas (et le moins incitatif pour les propriétaires). Le Centre technique n'échappe pas à la difficulté croissante d'accès au foncier ou de renouvellement des baux. De nos jours, les surfaces louées par le Centre étant en diminution, elles sont désormais surtout dévolues à la production agricole proprement dite. Quelques essais de fertilisation ou de désherbage peuvent y être instruits, tandis que le rôle de pépiniériste du CTCS décroît au profit de quelques grandes exploitations.

Concernant son activité de prestataire (ou de chef de file), le CTCS effectue l'ensemble ou une partie des travaux culturels selon la demande²³. Cet engagement inclut au minimum la récolte, séquence la plus lourde à gérer pour les planteurs ne disposant pas du matériel et du personnel requis. Cette récolte est assurée de façon semi-mécanisée, avec une coupe à la toise en cannes brûlées. A cette fin, une équipe de coupeurs saisonniers, essentiellement composée de Saint-Luciens, vient renforcer le personnel permanent du CTCS à chaque campagne. Toutefois, cette activité est également de plus en plus remise en cause, vu la concurrence qu'elle représente par rapport à l'activité des prestataires privés. Une réflexion sur la séparation des activités de recherche-développement et de planteur-prestataire est de plus en plus à l'ordre du jour au sein du conseil d'administration du Centre technique. Pour ce dernier, comme pour les autres grandes ou moyennes exploitations, prestataires ou pas, intégrées à une distillerie ou « indépendantes », se pose un certain nombre de problèmes communs, tels : la rentabilisation du matériel agricole et le recrutement du personnel ouvrier, de plus en plus difficile à trouver sur place.

3.3. Les exploitations de distilleries et leur unité de transformation

Les exploitations de distilleries ont toutes fait l'objet d'une enquête approfondie entre 1999 et 2001. Les informations recueillies sont complétées par diverses sources documentaires dans les paragraphes ci-après. Ceux-ci visent à la présentation conjointe de l'exploitation et de la distillerie, afin de comparer les formes d'intégration. Les distilleries ne disposant pas d'exploitation en canne seront présentées par la suite. Rappelons que sur les neuf distilleries de l'île, six d'entre elles ont bénéficié en 2001 d'un approvisionnement à partir de leur propre exploitation. Celle-ci constitue l'unique fournisseur de la distillerie dans trois cas, présentés en premier lieu.

²³ Réalisant des prestations pour une vingtaine de producteurs au début des années quatre-vingt-dix, le CTCS n'a plus que cinq clients pour les prestations de récolte en 2001.

3.3.1. L'exploitation agricole Bellevue et la distillerie JM Crassous de Médeuil

L'exploitation Bellevue et la distillerie Jean-Marie Crassous de Médeuil sont réunies au sein d'une même société, caractérisée par une gestion familiale (cf. photo 5). La distillerie Crassous est l'une des trois dernières distilleries martiniquaises dans ce cas, avec les distilleries Neisson et Favorite.

A la fin du XVII^e siècle, l'habitation située au bord de la Rivière Roche, dans la commune du Macouba (où le Père Labat est alors curé) est une habitation sucrerie. Antoine Leroux-Préville en fait l'acquisition en 1790. Il lui donne le nom de Fonds-Préville, dénomination encore en vigueur pour la distillerie actuelle. En 1845, les filles d'Antoine Leroux-Préville cèdent la propriété à un négociant de Saint-Pierre, gendre d'un grand planteur de la Martinique : Jean-Marie Martin. Ce dernier transforme la sucrerie en distillerie en 1870, selon les techniques du Père Labat. Il appose ses initiales « J.M. » sur les barriques de chêne, deux lettres restées l'emblème de la marque²⁴. De la longue histoire de cette entreprise, on peut retenir la date de 1914. C'est l'année où Gustave Crassous de Médeuil, déjà propriétaire de l'habitation Bellevue, rachète la distillerie et la propriété de Fonds-Préville des mains de son frère Ernest. Ce dernier en avait fait l'acquisition deux ans auparavant. Depuis, la distillerie de Fonds-Préville²⁵ et l'habitation Bellevue forment une même entité, appartenant aux Héritiers Crassous de Médeuil (Rhum JM, 2000). Elles sont désormais réunies au sein d'une société civile d'exploitation agricole, constituée en 1971. Il s'agit toutefois d'une entreprise familiale.

Une exploitation en polyculture, mettant à profit la mécanisation pour la canne

L'exploitation de la distillerie JM bénéficie de conditions pédologiques relativement favorables. Elle est située sur des sols volcaniques jeunes, à base de ponce, très drainants. Sa localisation sur le versant Nord-Est de la Montagne Pelée l'expose à une pluviosité élevée, de l'ordre de 4 000 mm par an. Cette dernière, alliée à la nature des sols, favorise un fort développement végétatif de la canne. Par contre, la pluviosité constitue un facteur limitant pour une maturation optimale de la canne. Cette situation est compensée par une gestion optimale des cannes récoltées, permettant de réduire tout risque de détérioration de la matière première. Cette exploitation d'un peu plus de 140 ha a pour spécificité de pratiquer la polyculture. Elle allie les trois principales productions de la Martinique, que sont la banane (60 ha), la canne (51 ha) et l'ananas (40 ha). Le personnel est composé de 65 ouvriers, répartis entre les trois productions. La canne bénéficie d'un personnel important pour l'entretien (commun aux trois spéculations) et d'un parc matériel bien développé.

En matière d'équipements, l'exploitation réalise un compromis entre : d'une part, la minimisation des coûts, en favorisant la mécanisation ; d'autre part, la gestion du personnel permanent entre les différents ateliers (canne/banane/ananas), en organisant au mieux les périodes de pointe (récolte, plantation) et les périodes creuses. Avec actuellement une cinquantaine d'hectares en canne, la

²⁴ Source : P. MARIELLO : « La distillerie JM fête sa 210^{ème} campagne rhumière ». France-Antilles, 26/03/99.

²⁵ Dans le fonctionnement quotidien de la filière, il est fait référence à cet établissement en tant que distillerie Crassous ou JM. La dénomination de Fonds-Préville est plutôt valorisée par l'entreprise sur le plan marketing.

stratégie du responsable a été d'aller vers la mécanisation totale de la récolte. Une récolteuse-tronçonneuse-chargeuse a été achetée en 1994, ceci sans subvention : la faible surface exploitée en canne ne répond pas au critère requis pour subventionner cet achat, soit au minimum une centaine d'hectares à récolter. Ce choix a permis le passage de la récolte semi-mécanisée en cannes brûlées, à la mécanisation totale de la récolte, en cannes non-brûlées. Il permet de plus d'optimiser la gestion de l'approvisionnement de la distillerie, les cannes étant broyées dans l'heure suivant la coupe. Cette stratégie a été possible grâce à une parfaite intégration de l'exploitation à la distillerie, qui dégage de plus fortes plus-values.

La distillerie de Fonds Préville : le souci d'une image haut de gamme

La distillerie JM, la plus petite de la Martinique, a réussi à se maintenir en s'adaptant à l'évolution du contexte économique. Elle emploie six permanents pour la production de rhum (1 mécanicien, 1 livreur, 1 tonnelier et 3 personnes polyvalentes), tandis que l'aspect marketing est géré depuis 1998 par un commercial. Au cours des années quatre-vingt-dix, pas moins de 305 000 euros (2 millions de francs) d'investissements ont été réalisés : une cuverie en inox, une chaudière, une chaîne d'embouteillage, ainsi qu'un chai de vieillissement. Ce dernier vise à répondre à la demande croissante en rhum vieux (60 000 litres en vieillissement en 1999, 80 000 prévus en 2000). Cette entreprise présente comme première spécificité, en plus d'être la dernière distillerie du grand Nord, celle d'être complètement autonome. L'intégration est totale entre la production agricole et la transformation. Toutes les étapes de cette dernière, de la fermentation à la mise en bouteille, sont réalisées exclusivement sur le site. Aucune vente en vrac ou sous une autre marque n'est effectuée. La vente de rhum se fait pour l'essentiel de façon directe, du distillateur aux consommateurs. Depuis 1998, une partie de la distribution a été confiée à une société locale, permettant de multiplier les points de vente sur place, de 25 à 150.

Le rhum JM a réussi à se donner une image de produit haut de gamme, en maîtrisant la traçabilité du rhum produit, de la parcelle jusqu'à la bouteille. Cette politique se double d'importants efforts au niveau commercial. En témoigne le lancement d'une nouvelle forme de bouteille, allant de pair avec une révision de l'étiquetage pour le rhum blanc. S'y ajoute le développement de circuits de distribution spécifiques à l'exportation, basés sur une stratégie de recherche de niches économiques, à forte valeur ajoutée. Les produits proposés sont : du rhum blanc 50° et 55° ; du rhum élevé sous bois (vieilli pendant un an) ; du rhum vieux, vieilli pendant au moins 10 ans (selon la stratégie commerciale de l'entreprise), avec différents millésimes ; des mignonnettes.

3.3.2. L'exploitation agricole et la distillerie Neisson

Toujours dans le Nord de la Martinique, sur la commune du Carbet, l'exploitation agricole et la distillerie Neisson (cf. photo 6) sont également regroupées au sein d'une même société, avec des comptabilités séparées²⁶. Il s'agit de la seconde distillerie à gestion familiale, parmi les neuf distilleries de l'île. Cette petite unité familiale a été installée sur le domaine Thieubert, en 1931,

²⁶ Une société commerciale a par ailleurs été créée en 1999.

Photo 5 : L'Habitation Bellevue et la distillerie JM Crassous de Médeuil



Source : CTCS-Martinique, Exploitation SIGAM, d'après IGN, 2000.

Photo 6 : L'exploitation et la distillerie Neisson



Source : CTCS-Martinique, Exploitation SIGAM, d'après IGN, 2000.

par les Frères Neisson. Elle a su perdurer en restant artisanale et en privilégiant la qualité, de la production de canne à l'élaboration du rhum. A la fin des années quatre-vingt-dix, le personnel de l'entreprise est constitué de dix-sept permanents, employés principalement à la distillerie. S'y ajoutent environ dix saisonniers, formant le personnel d'exploitation.

Une exploitation en monoculture : des coûts de production élevés pour des cannes « riches »

Selon l'enquête réalisée auprès des dirigeants de l'entreprise, la matière première représente près de 20% du coût de production d'une bouteille de rhum. Le coût élevé de la production de canne est dû à la topographie fortement accidentée dont pâtit l'exploitation. Celle-ci est contrainte à la semi-mécanisation de la récolte sur la majorité des parcelles, avec une coupe manuelle en cannes non brûlées, rémunérée à la tonne, et un chargement au cane-loader. A la contrainte topographique, s'ajoute celle d'un foncier limité, soit une quarantaine d'hectares en 2001, entièrement en canne. Cette limitation est difficile à compenser par un approvisionnement extérieur, du fait de l'éloignement des autres zones de culture de la canne, hormis la région Carbet – Saint-Pierre, et vu les coûts de transport. De plus, selon la délimitation faite pour l'appellation d'origine contrôlée Martinique en 1995, l'extension de la sole cannière pour l'AOC s'avérait bloquée sur la commune du Carbet²⁷. Afin de satisfaire à une demande croissante de sa clientèle, l'entreprise cherche à augmenter son tonnage de cannes broyées. La révision de l'aire d'appellation, en cours en 2002, ouvre des perspectives pour la distillerie Neisson, grâce à un approvisionnement complémentaire venant des terres d'un propriétaire foncier à proximité de la distillerie.

En compensation de ces handicaps en termes de coûts et de limitation foncière, l'exploitation de la distillerie Neisson possède des atouts manifestes. Sa situation géographique se traduit par une exceptionnelle richesse des cannes, fréquemment concrétisée par des Brix²⁸ de 24 ou 26 ; tandis que les rendements moyens, de 75 à 85 t/ha, tiennent à la richesse des sols volcaniques de cette région, venant compenser une pluviosité inférieure à la moyenne martiniquaise.

Une distillerie qui allie tradition et modernité

En 1986-1987, la production rhumière, auparavant de l'ordre de 400 000 litres par an, chute de moitié suite au décès de J.P.H. Neisson en 1985. De 1986 à 1995, l'entreprise tente de se maintenir, jusqu'à ce que Claudine Vernant-Neisson²⁹ prenne la relève de son père, assistée par son fils, Grégory Vernant. Depuis, l'entreprise cherche à allier les contraintes économiques et commerciales, les règles édictées par l'AOC et les processus de fabrication traditionnels, hérités du grand-père Neisson. L'image traditionnelle est mise en avant, en faisant valoir le rattachement au terroir (au sens large), à travers plusieurs spécificités revendiquées par l'entreprise : l'utilisation d'anciennes variétés de canne à sucre, dont la Cristalline, en mélange avec les clones modernes,

²⁷ Nous reviendrons sur ces questions de délimitation et de réouverture de l'aire géographique pour l'élaboration du rhum agricole d'AOC Martinique lorsque nous analyserons la mise en place de cette appellation.

²⁸ Taux de matière sèche soluble du jus de canne, dont la moyenne à la Martinique est habituellement de 18-20.

²⁹ Elle a cessé d'exercer sa profession de médecin bactériologiste, à l'hôpital de Fort-de-France, pour s'occuper à temps plein de l'entreprise familiale.

est présentée comme un des atouts de la maison ; de même que l'utilisation de la vinasse comme engrais naturel ; la coupe manuelle des 40 ha de canne sans brûlage préalable ; ou encore la conduite manuelle de la colonne à distiller, de type Savalle Créole, qui date de 1950. Le fonctionnement de cette colonne est présenté chez Neisson comme « *un secret de famille scrupuleusement préservé* ». Parallèlement, de nombreux investissements ont été consentis depuis 1995 afin de rénover et mettre en conformité un outil de production devenu obsolète, tout en répondant aux exigences de l'AOC. Un laboratoire d'analyse pour le suivi de fabrication en interne et un nouveau moulin électrique pour améliorer la capacité de broyage ont entre autres été mis en place. La distillerie Neisson fait désormais figure « *d'entreprise moderne et performante* » (MARIMOUTOU, 1999), confortant l'image de marque à laquelle elle travaille depuis la reprise de la société par Claudine Vernant-Neisson.

Le rhum Neisson, produit pourtant en petite quantité, avec un volume annuel de l'ordre de 400 000 litres actuellement, se caractérise par sa forte réputation sur le marché local. Selon une enquête réalisée par OPEN SOFT SYSTEM³⁰ (2000), cette marque apparaît comme la préférée des Martiniquais. Concernant l'intérêt représenté par des médailles obtenues à l'occasion du salon de l'agriculture, qui se tient chaque année à Paris, Grégory VERNANT explique leur intérêt commercial : « *Nous n'avons jamais fait de publicité, et nous n'en ferons jamais. Nous n'en avons pas les moyens. En Martinique, notre réputation est acquise. En revanche, ces récompenses nous permettent de mieux nous implanter sur les marchés métropolitain et étranger. Comme nous ne sommes pas adossés à un grand groupe, le seul moyen de conquérir ces marchés est de miser sur la qualité* » (propos recueillis par le journaliste Arnaud COHEN, 1998).

Au niveau marketing, la bouteille des rhums Neisson se distingue des autres par sa forme carrée (conformément au slogan de l'entreprise : « Zépòl karé »³¹), dessinée par l'ancien propriétaire, J.P.H. NEISSON, ingénieur-chimiste. Comme la distillerie Crassous, la distillerie Neisson cultive une image de marque « haut de gamme » pour ses produits. Elle se positionne également sur le marché de luxe du rhum. Avec un volume de production limité, son rhum se vend plus cher que ceux de la concurrence. Les ventes sont à peu près stables depuis l'obtention de l'AOC, avec environ 10% de la production exportée. Concernant les ventes locales, la distribution est assurée pour partie par l'entreprise elle-même et pour partie par deux sociétés extérieures à l'entreprise (Dormoy et Sorgenal). La totalité de la production est vendue sous la marque Neisson et aucune vente en vrac n'est réalisée. Comme bien d'autres distilleries, elle valorise de plus en plus la vente sur site. Cette stratégie s'est concrétisée par la construction d'un nouveau site d'accueil en 1999. La diversification est également un axe prospecté (essais d'eau-de-vie à base de fruits), ce dont témoigne la perspective d'intégrer la distillerie dans un projet de tourisme vert pour le Nord-Caraïbe. Le retour sur investissement est toutefois surtout attendu sur le marché français, en augmentant les volumes d'exportations.

³⁰ Enquête sur la notoriété et la consommation des marques de rhum à la Martinique (échantillon de 400 personnes).

³¹ Ce clin d'œil au créole souligne encore la volonté de cette entreprise de valoriser son ancrage territorial. Outre l'analogie à la forme de la bouteille, cette expression fait allusion, à travers l'évocation de la carrure, aux sens figurés de force et de valeur que l'on peut attribuer à cette petite entreprise qui parvient à se maintenir parmi « les grands ».

En conclusion, la distillerie Neisson réussit à se maintenir en se modernisant au fil du temps et en s'attachant à travailler son image de marque. Elle cherche actuellement à augmenter sa production rhumière afin de répondre à une demande croissante depuis 1995, en particulier sur le rhum vieux, ce qui implique la recherche de tonnage supplémentaire de cannes à broyer.

3.3.3. L'Exploitation agricole La Montagne Pelée (EAMP) et la distillerie Depaz

Fondée en 1640 à Saint-Pierre, alors capitale de la Martinique, la propriété de l'actuelle distillerie Depaz appartient initialement à Duparquet, premier Gouverneur de la Martinique. Elle constitue alors un exemple type d'habitation-sucrerie. Ancienne propriété des Pécoul au début du XX^e siècle, elle est rachetée par la famille Depaz, avant d'être détruite en 1902 par l'éruption de la Montagne Pelée. Victor Depaz, alors âgé de 16 ans et parti entre temps à Bordeaux pour y poursuivre sa scolarité, revient à Saint-Pierre en 1917 et relève le défi de reconstruire la distillerie.

En 1990, le Groupe Bardinnet propose un contrat d'intégration agricole (CIA) à André Depaz, qui avait racheté l'indivision de la propriété la Montagne Pelée à sa famille. La clé de voûte de cette entente repose sur : un apport de 40% de Depaz, à travers l'usine ; un apport de 60% en numéraire du groupe Bardinnet. En 1995-96, la société La Martiniquaise rachète Bardinnet, incluant les distilleries Dillon et Depaz et devient entièrement propriétaire de la distillerie Depaz à 100%. L'Exploitation agricole la Montagne Pelée (EAMP) appartient alors encore au groupe Depaz, à raison de 75% du capital détenus par Mme André Depaz et 25% détenus par des petits porteurs de la famille Depaz. Le « mariage » conclut entre cette famille et le groupe Bardinnet conduit à la mise en place d'un plan triennal de redimensionnement de l'entreprise, de 1990 à 1994. La distillerie Depaz et son exploitation relèvent alors de deux sociétés anonymes distinctes, étroitement liées dans leur fonctionnement. En 2000, le groupe Bardinnet-La Martiniquaise rachète l'intégralité de la société gérant l'Exploitation agricole la Montagne Pelée, devenant le seul propriétaire de l'ensemble agro-industriel Depaz-EAMP.

Une exploitation dotée de multiples avantages

L'EAMP bénéficie d'une pluviométrie abondante, avec une moyenne annuelle de 3 200 mm, ce qui favorise le développement végétatif de la canne et contribue à l'obtention d'excellents rendements agricoles. Les parcelles bénéficient de plus de sols légers sur ponce (sols d'origine volcanique récente). Ces terrains présentent de multiples atouts pour la culture de la canne : ils sont faciles à travailler, favorisant la réalisation des plantations ; ils s'avèrent très favorables au développement racinaire de la canne, renforçant la potentialité agricole du terroir ; il s'agit de sols filtrants, caractéristique qui couplée à la pente du site et à l'ensoleillement, contribue à une maturation optimale des cannes. Ces facteurs viennent ajouter la qualité au tonnage, avec un rendement moyen de 90 t/ha. En plus des conditions naturelles favorables de la région, l'EAMP a su mettre en œuvre des moyens de production efficaces (fort degré de mécanisation, innovation en matière de techniques culturales et de variétés, etc.). Le personnel de l'exploitation est composé d'une trentaine de personnes, dont 7 saisonniers, employés de mai à octobre pour les travaux d'entretien et de plantation de la canne. Il s'agit surtout de Martiniquais résidant sur Saint-Pierre.

Photo 7 : Distillerie Depaz et Exploitation agricole La Montagne Pelée - Détails



Source : CTCS-Martinique, Exploitation du SIGAM, d'après IGN, 2000.

Photo 8 : Distillerie Depaz et Exploitation agricole La Montagne Pelée - Vue générale



Source : CTCS-Martinique, Exploitation du SIGAM, d'après IGN, 2000.

Les terres de l'EAMP sont situées pour l'essentiel autour de la distillerie (cf. photos 7 et 8). Sur les 640 ha de l'exploitation, 570 ha sont en faire-valoir direct sur Saint-Pierre, dont 140 ha en canne, une dizaine d'hectares louée à un autre exploitant pour la culture d'ananas, le reste de la propriété étant en bois et savanes. Il s'agit de terrains difficilement cultivables, du fait de la topographie ou de la qualité des sols. Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, l'exploitation s'est étendue sur Basse-Pointe, avec une cinquantaine d'hectares en location. Avec cette extension, la surface en canne avoisine aujourd'hui 190 ha, entièrement classés en AOC. De moins de 7 000 tonnes en 1990, le tonnage récolté est actuellement de près de 14 000. La quasi-totalité des parcelles de canne se situe sur des terrains faiblement accidentés, permettant la mécanisation totale de la récolte. La première récolteuse-tronçonneuse-chargeuse (CAMECO CH 2500, à chenilles), acquise en 1993, a permis de passer de la récolte mécanisée en grande longueur (avec une récolteuse andaineuse et un ramassage au cane-loader), en cannes brûlées, à la récolte mécanisée, en cannes tronçonnées non brûlées. Auparavant, la propriété de Saint-Pierre abritait des avocatiers (55 ha), avec une pénétration intéressante du marché par le développement de variétés précoces et tardives. Cette stratégie a été concurrencée par l'importation d'avocats d'Israël et les avocatiers ont été arrachés. Une petite production vivrière et maraîchère perdure sous forme de colonat, entre deux cycles de culture. Une rotation s'établit ponctuellement avec l'ananas, à travers un partenariat avec un autre exploitant agricole, sur Saint-Pierre et Basse-Pointe.

L'EAMP a pour projet d'étendre sa sole cannière à 200 ha ou plus. Plus que la limite d'altitude, fixée pour l'aire AOC (450 m), le principal frein à cette extension est la topographie des terres en propriété, non cultivées. De fait, l'extension se poursuit sur Basse-Pointe, sur des terres en location. L'objectif est d'atteindre une production d'environ 18 000 tonnes de canne, pour satisfaire à une production rhumière de 2 millions de litres dans les années à venir.

☛ *L'intégration au groupe Bardinet-La Martiniquaise : une réussite économique*

Le plan triennal mis en place par le groupe Bardinet-La Martiniquaise, de 1,9 million d'euros (12,5 millions de francs), s'est traduit par de multiples améliorations touchant l'ensemble de la distillerie, de la réception des cannes au vieillissement : création d'une cour à canne, rénovation du train de moulins, achat de cuves de fermentation en inox, cheminée, remise en état des chais existants et construction d'un nouveau chai de vieillissement. (HERY, 1993). Outre cette rénovation de l'outil industriel, le partenariat Depaz-Bardinet constitue pour la distillerie une ouverture vers la France et vers l'Europe : la production est passée de 450 000 litres à 1 400 000 litres de rhum blanc à 55°. A cette production rhumière correspond une capacité journalière de broyage pendant la campagne de 140 tonnes de canne en moyenne ; capacité permise par la rénovation du matériel de la distillerie, autant que par la mécanisation de la récolte des cannes.

L'entreprise cherche à valoriser son site d'implantation. Patrick HERY (1993) précise que, sur le plan commercial, « tous les habillages des bouteilles de rhum ont été revus avec le souci de présenter au consommateur, en même temps qu'un site de rêve, la qualité d'un terroir exceptionnel sur les pentes de la Montagne Pelée ». En rapport avec ces efforts marketing, une stratégie nouvelle

du groupe vise à positionner le rhum Depaz comme produit de luxe à l'exportation, en jouant sur son potentiel plus élevé (par rapport au rhum Dillon) en termes d'aménités territoriales. Outre la valorisation du site naturel, l'entreprise valorise la dimension patrimoniale de l'outil de production : roue à aube, machine à vapeur servant autrefois à l'alimentation des jets d'eau du Château de Versailles, ancien moulin à bêtes restauré. Malgré l'incendie accidentel du chai de vieillissement qui a ébranlé l'activité de la distillerie le 23 juin 1998³², les aménagements touristiques se sont poursuivis. Dans le domaine de l'environnement, avec la réfection des bassins d'épuration et l'installation en 2001 d'un méthaniseur - le premier de l'île - pour traiter les vinasses, la politique de l'entreprise a été couronnée par le classement du site.

Aujourd'hui, la commercialisation du rhum Depaz se répartit entre : la constitution de blends avec le rhum produit à Dillon pour la marque du même nom ; la vente locale (200 000 bouteilles), dont une grande partie de vente sur site. Celle-ci a fortement augmenté ces dernières années, constituant actuellement plus de 90% des ventes. La politique de Depaz en matière d'accueil touristique s'est traduite par une augmentation marquée du nombre de visiteurs : moins de 1 000 au début des années quatre-vingts, 12 000 en 1998 ; près de 35 000 visiteurs en 2000. L'évolution exponentielle de la vente sur site amène à une orientation nouvelle pour la marque Depaz, considérant que les touristes ont besoin de retrouver en France le rhum qu'ils ont découvert à la Martinique. Les touristes constituent une clientèle privilégiée, en servant de relais pour pénétrer le marché français. D'où des perspectives de positionnement du rhum Depaz comme produit haut de gamme sur le marché national, avec un lancement imminent à prix élevé.

3.3.4. La Société martiniquaise de canne à sucre (SMCS) et la distillerie Saint-James

Implantée à Sainte-Marie, sur le versant atlantique de la Montagne Pelée, Saint-James est la plus ancienne et l'une des plus importantes distilleries de la Martinique.

 *Saint-James : des origines anciennes, de la côte caraïbe à la côte atlantique*

L'histoire du rhum Saint-James remonte aux débuts de l'industrie cannière en Martinique³³. L'habitation Saint-James trouve ses origines à Saint-Pierre, sur la route de Fonds Saint-Denis, où naissait par ordre du roi l'habitation Trouvaillant, le 13 août 1685. En 1765, les Frères de l'Ordre de la Charité, sous la direction du Père Edmond Lefébure, supérieur de l'ordre, créent sur cette habitation une distillerie et une sucrerie, en vue de subvenir aux besoins de l'hôpital de Saint-Pierre. A cette époque, les importations de rhum sont prohibées en France et le Père Lefébure développe les ventes auprès des colons de Nouvelle-Angleterre. Pour séduire cette clientèle anglo-saxonne, il baptise le rhum produit de Saint-James.

A la fin des années 1820, après une occupation anglaise de plusieurs années, la Martinique revient aux mains des Français. C'est à cette période que la compagnie des rhums Saint-James est créée

³² Avec pas moins d'un million de litres de rhum vieux « partis en fumée ».

³³ Art. *France-Antilles*, 20/03/95 : « Le rhum Saint-James : de Saint-Pierre à Sainte-Marie ».

sous sa forme actuelle avec ses propres plantations de cannes à sucre. En 1902, la distillerie Saint-James est détruite par l'éruption de la Montagne Pelée à Saint-Pierre. C'est en 1974 que la distillerie est transférée à Sainte-Marie, dans l'ancienne usine centrale de cette commune, avec une plantation en canne d'environ 250 hectares autour de la distillerie (cf. photo 6). La marque passe alors à la famille Cointreau. La Société martiniquaise de canne à sucre (SMCS) et la distillerie Saint-James font actuellement l'objet d'une gestion séparée en deux sociétés, appartenant au groupe Rémy-Cointreau. Jusqu'en 1984, ce dernier possède aussi l'usine du Galion, avant que celle-ci ne devienne une SAEM. Près de 30 000 tonnes étaient alors livrées par la SMCS à l'usine du Galion. Cet apport s'est progressivement amenuisé, jusqu'à se tarir ces deux dernières campagnes, alors que les besoins de l'industrie rhumière augmentent.

L'exploitation gérée par la SMCS (cf. photo 9), intégrée à la distillerie Saint-James, est la première exploitation de distillerie de la Martinique : en surface, personnel et tonnage de canne. Ceci va de pair avec le rôle de leader tenu jusqu'en 1999 par la distillerie, quant au volume de rhum commercialisé. Elle a été supplantée depuis par la distillerie Simon. En 1999, l'exploitation cultive 235 ha de canne, dont : 189 ha gérés par l'exploitation elle-même, 14 ha en colonat et environ 32 ha de traces (13,6% de la surface totale). L'auto-approvisionnement de la distillerie Saint-James représente 86,7% du tonnage usiné en 1999. Ces apports sont complétés par les livraisons d'une trentaine de petits fournisseurs, certains étant des colons de l'exploitation. L'EAG, complète cet approvisionnement, à raison de moins de 3% du tonnage broyé. Les cannes sont originaires, pour l'essentiel, de la commune de Sainte-Marie et un peu de Trinité.

La deuxième distillerie de l'île : valorisation de la vente sur site et de l'exportation

Première distillerie de la Martinique en litrage de rhum jusqu'à la récente ascension de la distillerie du Simon, Saint-James dispose d'un outil de production important : 1 moulin à 4 rolls et 3 moulins à 3 rolls pour le broyage, d'une capacité de 30 t/h ; 2 ateliers de fermentation de 18 cuves : 6 colonnes de 7 500 litres pour la distillation ; 4 cuves de stockage (3 en bois et 1 en inox) ; 1 chai de vieillissement. De plus, la distillerie dispose d'un laboratoire d'analyse et d'une chaîne d'embouteillage. La production s'élève en 1999 à 2,4 millions de litres. Elle est vendue sous deux marques principales : Saint-James (qui représente 2,7% des sorties GSM en France) et Bally, dont 45% sont écoulés en France, en plus de la marque Maniba. Saint-James assure également la sous-traitance de la marque Hardy et la fabrication du rhum de mélasse courant du Galion (RTS).

La vente du rhum est effectuée dans 57 pays : 25-30% à la Martinique ; 40 à 45% en France, dont 10% embouteillés à la Martinique (surtout du rhum vieux) ; le reste de la production exportée a pour principales destinations la Belgique, l'Italie, le Canada, les Etats-Unis, etc., auxquels s'ajoutent quelques pays d'Afrique et d'Asie. Pour l'exportation, l'entreprise a surtout une politique de rhum vieux. Autrement, Saint-James vend surtout son rhum en bouteilles, avec la mise en place d'une chaîne d'embouteillage en France, surtout pour le rhum blanc. L'entreprise vend toutefois un peu de rhum en vrac au groupe Bardinet. La quasi-totalité de la production rhumière est AOC, mises à part une ou deux cuves par campagne. Celles-ci sont utilisées pour la confection des divers cocktails proposés dans la gamme Saint-James.

Photo 9 : Une partie de la SMCS, à proximité de la distillerie Saint-James



Source : CTCS-Martinique, Exploitation SIGAM, d'après IGN, 2000.

Photo 10 : La distillerie Trois-Rivières, entourée de son exploitation



Source : CTCS-Martinique, Exploitation SIGAM, d'après IGN, 2000.

La distillerie Saint-James développe depuis longtemps une politique tournée vers l'accueil sur site et la promotion touristique, avec la création du musée du rhum en 1981. Géré par le groupe Rémy-Cointreau, le musée relève d'une société distincte de la distillerie et de l'exploitation agricole.

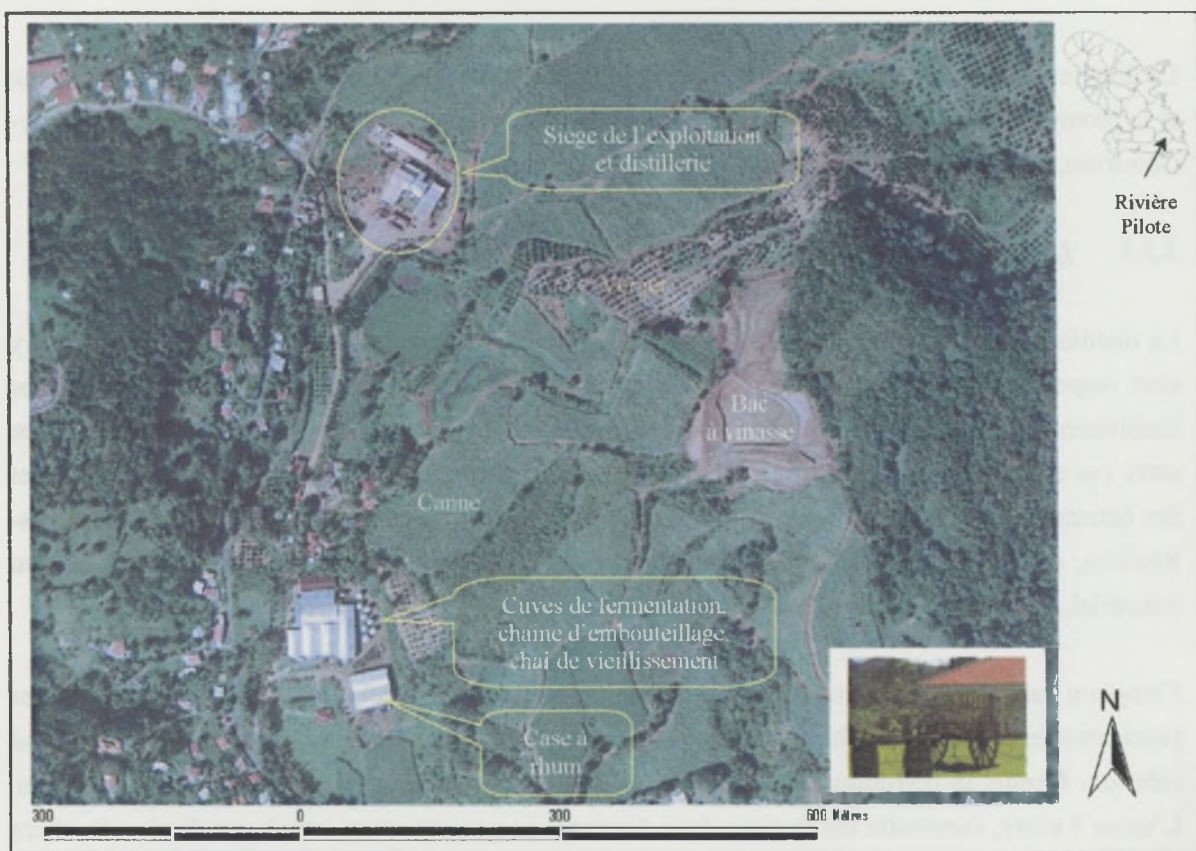
3.3.5. L'exploitation agricole et la distillerie Trois-Rivières

La distillerie Trois-Rivières et la distillerie La Mauny, ainsi que les exploitations agricoles qui y sont respectivement rattachées (cf. photos 10 et 11), appartiennent à un groupe commun, les Etablissements Bellonie-Bourdillon Successeurs (BBS). Il existe de fait des relations privilégiées entre ces entreprises, avec notamment : (i) au niveau agricole, la location de matériels agricoles et des échanges prévus de matière première (en développant la mécanisation de la récolte sur Trois-Rivières, en vue de compléter l'approvisionnement de la distillerie La Mauny) ; (ii) au niveau industriel, une chaîne d'embouteillage et un chai de vieillissement communs.

Comptant jusqu'à trois petites sucreries d'habitation au XIX^e siècle, l'habitation Trois-Rivières (anciennement nommée habitation Céron) a changé plusieurs fois de propriétaires depuis sa création. Depuis la révolution industrielle (1865-1870) l'exploitation occupe les terres actuelles. L'usine à sucre, construite sur le site actuel, s'oriente progressivement vers la production du rhum agricole. Actuellement, l'exploitation de la distillerie Trois-Rivières possède un faire-valoir de 580 ha, dont 157 ha en canne. 300 ha sont consacrés à l'élevage, l'entreprise détenant le premier troupeau bovin de la Martinique. Les terres de Trois-Rivières se caractérisent par la prédominance de vertisols et un fort empierrement. Cet obstacle à la mécanisation de la récolte devrait progressivement être levé, moyennant d'importants investissements pour l'épierrage. Depuis 1998, des essais de récolte mécanisée ont été effectués en faisant appel à un prestataire. La récolte est jusqu'ici réalisée principalement de façon semi-mécanisée, avec une coupe à la tonne, en cannes non brûlées. En terme de personnel, l'exploitation fait appel à des saisonniers, Martiniquais et Sainte-Luciens. Cette exploitation a également pour particularité d'être située dans une zone à très faible pluviosité, limitant la productivité agricole, mais assurant d'excellentes richesses.

Un peu moins de 25% du tonnage broyé par la distillerie provient de petits planteurs des environs. Les réserves foncières de l'exploitation de Trois-Rivières étant à même de satisfaire la demande de la distillerie, le maintien d'un approvisionnement extérieur complémentaire relève surtout de considérations sociales. La décroissance de cet approvisionnement est progressivement compensée par l'augmentation de l'auto-approvisionnement. La distillerie a aujourd'hui une capacité de 1,5 millions de litres. La société produit et commercialise les rhums Trois-Rivières et Duquesne. La production s'élève à 1 million de litres (dont près du tiers écoulé en France). L'accueil sur site se fait dans une cabane à rhum à l'entrée de la distillerie, servant d'espace de vente et de dégustation.

Photo 11 : Exploitation et distillerie La Mauny



Source : CTCs-Martinique, exploitation SIGAM, d'après IGN, 2000 ; site « RhumdeMartinique »

Photo 12 : Exploitation du Lareinty (habitation Gaigneron), entre canne et banane



Source : CTCs-Martinique, exploitation SIGAM, d'après IGN, 2000

3.3.6. L'exploitation agricole et la distillerie La Mauny

En 1970, la famille Bourdillon s'est associée à la famille Bellonnie, propriétaire de la distillerie depuis 1923. Sur les conseils de leurs commissaires aux comptes, la forme juridique de la société a été modifiée. Il s'agit maintenant d'une SA au capital d'environ 2 960 000 € (19 400 000 F), dont la raison sociale est « Bellonnie Bourdillon et Successeurs », sous le sigle BBS (La Mauny, 1996).

Une exploitation tournée vers la diversification, sur une topographie accidentée

L'exploitation de la distillerie La Mauny est située sur des sols de type ferralitique, de couleur rougeâtre (forte teneur en oxyde de fer). Sa structure, ainsi que la pente généralement forte, favorisent le drainage naturel. L'abondance de roches volcaniques dans les différentes parcelles impose de lourdes opérations d'épierrage pour la mécanisation de la récolte. L'exploitation possède 189 ha de terrains (pour une SAU de l'ordre de 90 ha), localisés sur la commune de Rivière-Pilote. 54 ha sont cultivés en canne, en faire valoir direct. S'y ajoutent 4 ha en canne à l'Escouet, en colonat. Comme l'exploitation agricole de Trois-Rivières, l'exploitation la Mauny a développé une certaine diversification de ces productions, orientée cette fois vers les agrumes (oranges et pamplemousses : 13 ha) et les cocotiers (16 ha). Ce choix résulte davantage de contraintes structurelles, du fait d'une topographie très accidentée, que de choix stratégiques. Le reste de la surface est utilisé en partie pour l'exploitation du bois de mahogany. Le regroupement du parcellaire autour des bâtiments réduit les coûts de transport de la canne et des fruits.

L'exploitation de La Mauny n'assure en 1999 que 25% du tonnage broyé par la distillerie. Les petits planteurs sont encore nombreux dans la zone de Rivière-Pilote, avec 64 fournisseurs en 1999. Cette unité compte jusqu'ici l'effectif de fournisseurs le plus important, mais c'est aussi la plus touchée par la régression de cet effectif. Depuis, le tonnage broyé et la production de la distillerie ont progressé. Le facteur limitant serait un approvisionnement en cannes insuffisant. Les perspectives d'approvisionnement à partir de la distillerie Trois-Rivières pourraient combler cette limite, tandis que l'objectif sur Rivière-Pilote est de maximiser les rendements à l'hectare.

La distillerie La Mauny : une notoriété forte au plan local, une activité diversifiée

Comme dans les autres distilleries, d'importants investissements ont été consentis dans les années quatre-vingt-dix à La Mauny (près de 0,46 millions d'euros, soit 3 millions de francs), en vu de l'AOC. Une bonne part de ces investissements concerne le suivi de fabrication des rhums : matériel de laboratoire, équipements informatiques, automatisation de l'une des deux chaudières. Premier rhum commercialisé à la Martinique, La Mauny représente près de la moitié des ventes sur le marché intérieur. L'objectif du groupe, explique Jean-Noël BERTÉ (1999), est de conserver cette position de leader, en valorisant mieux le produit et en recadrant l'image de La Mauny, en termes de tradition et de modernité. L'exportation représente 25% du chiffre d'affaires. Le marché français est limité, contingent oblige. Sur les 20 tranches de contingent qui lui sont alloués, 18 sont utilisés. Lorsque les vingt tranches le seront, l'entreprise sera amenée à conquérir d'autres marchés. La marque est également présente un peu partout dans la Caraïbe (marché hors

contingent). La diversification commerciale est aussi de mise, avec : la production d'un vinaigre de jus de canne, le « Vezou » ; la distribution sur le marché martiniquais d'autres marques du groupe Pernod-Ricard, tels les jus de fruits Réa ; les produits Kronenbourg du groupe Danone ; les champagnes Lemoine et Laurent-Perrier. Ainsi, La Mauny est présent sur la quasi-totalité du segment liquide. Comme d'autres, cette distillerie développe l'accueil sur site. Pour répondre à la demande d'un nombre croissant de touristes, une cabane à rhum a été créée en 1996. Désormais, 40 000 visiteurs sont reçus annuellement (La Mauny, 1996).

3.3.7. Exploitations Lareinty et Lapalun, et distillerie du Simon : une intégration particulière

L'Exploitation du Lareinty et l'Exploitation Lapalun sont intégrées indirectement à la distillerie du Simon, par les jeux de capitaux entre groupes³⁴. Sur le plan stratégique, ces deux exploitations contribuant à l'auto-approvisionnement du Simon, offrent un exemple particulier d'intégration entre production et transformation. Toutefois, leur fonctionnement se rapproche par maints aspects de celui de l'Exploitation agricole du Galion, pour la conduite de la canne et leur rôle dans la filière. A elles seules, l'EAG, l'Exploitation Lapalun et celle du Lareinty représentent plus de la moitié du potentiel cannier à la Martinique. Elles assurent près de 75% des livraisons à l'usine du Galion. A ce titre, les deux groupes dont elles dépendent jouent un rôle décisif dans le devenir de la production de canne et, plus encore, dans celui de la dernière sucrerie martiniquaise.

☞ L'Exploitation agricole du Lareinty (EAL), au Lamentin

L'Exploitation agricole du Lareinty (cf. photo 12) s'organise autour de six habitations, dont quatre concernées par la canne. Ces habitations se structurent en quatre sociétés (SARL). La gestion technique s'organise au sein des habitations, puis selon les productions agricoles de l'habitation, à savoir la canne (60,2% de la SAU) et la banane (39,8%). L'EAL emploie près de 250 employés : une vingtaine au niveau administratif, 200 personnes pour la culture de la banane et une trentaine pour la culture de la canne (dont la moitié en emplois saisonniers). L'évolution de l'assolement de cette exploitation témoigne des fluctuations entre canne et banane ou cultures de diversification, dans les années soixante-dix et quatre-vingts. Au milieu des années quatre-vingts, l'EAL ne produisait que 9 000 t de canne. Depuis, elle n'a cessé de développer cette culture (39 000 t en 1999), évolution initiée par le plan de relance à la fin des années quatre-vingts. Le développement de la canne et de la banane s'est effectué au détriment des productions de diversification, l'exploitation ayant cultivé jusqu'à 150 ha d'ananas et de citrons. Ces productions présentaient des inconvénients en termes d'organisation du travail et de trésorerie (récolte sur une courte durée). En parallèle, les surfaces en jachère n'ont cessé de diminuer pour actuellement être quasi inexistantes. Des rotations sont opérées entre banane et canne. Alors que la demande en canne des distilleries s'accroît, notamment celle du Simon désormais première distillerie de l'île, l'Exploitation du Lareinty poursuit l'expansion de sa sole cannière. Chaque année, près de la moitié de sa production de canne va à l'usine du Galion. L'autre moitié est livrée en distilleries, avec une orientation privilégiée vers le Simon. Cette dernière dépend du même groupe financier, le groupe

³⁴ Prédominance du groupe Hayot dans la constitution du capital social des sociétés correspondantes.

Hayot. En tenant compte de l'EAL et de Lapalun, ce groupe a fourni 89% du tonnage broyé par la distillerie du Simon en 1999 (forme d'auto-provisionnement).

L'Exploitation agricole Lapalun, à Rivière-Salée

Si l'Exploitation du Lareinty cherche à réduire le personnel, tout en mécanisant au maximum la culture de la canne, cette tendance a été poussée à l'extrême sur l'exploitation Lapalun, selon une stratégie développée au cours des années quatre-vingt-dix. Cette politique du moindre coût a en partie été revue en 2000, avec un changement de direction et un renforcement de l'équipe de terrain. Le personnel permanent était de 5 personnes pour la campagne 1999, complétée par une trentaine de saisonniers pendant 6 mois. Les rendements moyens de cette exploitation se situent en deçà de la moyenne martiniquaise, soit à peine 60 t/ha (avec une forte variabilité intra-parcellaire). Ces résultats sont à rapprocher des difficiles conditions d'exploitation dont pâtit Lapalun : alluvions verticales, caractérisées par une forte proportion de montmorillonite ; topographie assez plane, mais sols sujets à une très forte hydromorphie en période d'hivernage, une vingtaine d'hectares étant fréquemment inondée par de l'eau salée (proximité de la mangrove). Ces fortes contraintes se traduisent par des problèmes d'accessibilité des parcelles en période pluvieuse, avec d'importants risques de détérioration des plantations, et à des difficultés de gestion des travaux de préparation du sol. A noter que l'Exploitation Lapalun est la seule grande exploitation martiniquaise à posséder un parcellaire à 100% cannier, sans aucune diversification (cf. photo 13).

La distillerie Simon au François

La distillerie du Simon, située dans la commune du François, connaît au cours des années quatre-vingt-dix une importante expansion (cf. photo 14). De nombreux investissements sont réalisés, dont une nouvelle machine à presser la canne, incluant la machine à vapeur. L'histoire de cette acquisition montre combien la tradition pèse son pesant d'or dans la production de rhum à la Martinique : achetée neuve en 1934 par la sucrerie Duvivier au Lorrain, elle est vendue quelques années plus tard à une sucrerie implantée à Sainte-Rose en Guadeloupe. Cette dernière a fermé il y a une trentaine d'années. La distillerie du Simon a racheté cette machine datant du début du XX^e siècle et pourtant quasiment à l'état neuf (du fait de la qualité de l'acier), ce qui contribue à rehausser la valeur patrimoniale de l'outil de production. Les investissements de 1996 ont également conduit à l'automatisation de la conduite de la colonne à distiller et à la mise en place d'un laboratoire d'analyses, pour les contrôles physico-chimiques aux différents stades d'élaboration du rhum. Alors que la production annuelle du Simon stagne jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix à environ 1,2 millions de litres de rhum, elle devient la première distillerie martiniquaise au début du XXI^e siècle. Sa production est désormais de l'ordre de 3 000 000 litres de rhum. Ce litrage est réparti entre les marques Clément, Saint-Etienne, Courville et Boucanier.

Photo 13 : Une partie de l'Exploitation Lapalun, un parcellaire entièrement cannier



Source : CTCs-Martinique, Exploitation SIGAM, d'après IGN, 2000.

Photo 14 : La distillerie du Simon, sur la côte atlantique



Source : CTCs-Martinique, Exploitation SIGAM, d'après IGN, 2000.

En synthèse de cette sous-section, le tableau 20 récapitule les caractéristiques des exploitations de distilleries.

Tableau 20 : Caractéristiques des exploitations de distilleries agricoles en 2001
(par ordre croissant de surface plantée en canne)

Exploitations	Distilleries agricoles	Surface canne	Surf. totale moyenne ³⁵	Caractéristiques	Propriétaire
Exploitation Neisson	Dist. Neisson	37 ha	40 ha	Monoculture canne	Famille Neisson
Exploitation Bellevue	Dist. Crassous	51 ha	140 ha	Polyculture : canne-banane-ananas	Héritiers Crassous
Exploitation La Mauny	Dist. La Mauny	54 ha	90 ha	Polyculture : canne-agrumes-cocotiers	Bellonie-Bourdillon Succrs (BBS)
Expl. Trois-Rivières	Dist. Trois-Rivières	157 ha	580 ha	Canne-élevage	
Exploitation agricole La Montagne Pelée (EAMP)	Dist. Depaz	188 ha	200 ha	Monoculture canne - Rotation avec ananas (location de terre)	Bardinet - La Martiniquaise
Société martiniquaise de canne à sucre (SMCS)	Distillerie Saint-James	220 ha	250 ha	Monoculture canne	Groupe Rémy-Cointreau
Expl. agricole Lapalun	Dist. Simon	422 ha	450 ha	Monoculture canne	Groupe Hayot
Exploitation agricole du Lareinty (EAL) ³⁶		590 ha	~1 000 ha	Polyculture canne-banane	
TOTAL : 6 exploitations intégrées + 2 exploitations associées		1 720 ha	~2 750 ha	Systèmes diversifiés	6 propriétaires

D'après : Enquêtes 1999-2002 et CTCS, 2002. Base de données.

3.4. Les unités de transformation sans exploitation agricole

A côté des distilleries alimentées en totalité ou pour partie par leur propre exploitation, coexistent d'autres établissements, participant au secteur de la transformation. Pour la filière rhum agricole, aux distilleries agricoles sans exploitation, qui rentrent dans la catégorie des unités fumantes, s'ajoutent les distilleries « non fumantes ». Pour la filière sucre, le seul établissement industriel qu'est la SAEM du Galion dépend lui aussi exclusivement de l'approvisionnement extérieur.

3.4.1. Les distilleries agricoles sans unité de production cannière

Les distilleries agricoles ne bénéficiant pas d'auto-approvisionnement sont au nombre de deux : la distillerie La Favorite et la distillerie Dillon, toutes deux localisées à Fort-de-France.

³⁵ SAU en faire-valoir direct et indirect.

³⁶ En incluant les habitations Gaigneron (Lamentin), Cocotte (Ducos) et Trianon (François).

Photo 15 : La Favorite, dernière distillerie lamentinoise



Source : CTCS-Martinique, Exploitation SIGAM, d'après IGN, 2000.

Photo 16 : La distillerie Dillon, au cœur de la ville



Source : CTCS-Martinique, Exploitation SIGAM, d'après IGN, 2000.

a) La distillerie La Favorite³⁷

Selon les recherches effectuées par la famille Dormoy³⁸, l'habitation La Favorite aurait été érigée en 1842. Mais les propriétaires successifs, avant l'arrivée d'Henry Dormoy en 1905, n'ont pu être identifiés. Négociant foyalais, Henry Dormoy rachète l'habitation, dont le domaine foncier s'étend à cette époque de Saint-Joseph à la zone actuelle de l'autoroute ; habitation dont la distillerie ne fume plus alors depuis longtemps. L'activité industrielle de La Favorite est relancée à une époque où le rhum est très apprécié en Europe, sa consommation culminant pendant la première guerre mondiale. Les distillateurs martiniquais s'enrichissent et Henry Dormoy édifie son château au Lamentin³⁹, quelques années avant Victor Depaz à Saint-Pierre. Au fil des ans, l'unité industrielle fonctionne au rythme des fluctuations du marché international. Au départ, destinée à la fabrication de rhum, l'outil de production est transformé en 1924 en usine sucrière par Henry Dormoy, alors que le cours du rhum s'effondre.

Peu avant la seconde guerre mondiale, Henry Dormoy décède. Son fils aîné, Albert, lui succède, tandis que André, le cadet, est employé à l'usine d'Albert Aubéry. Suite à la chute des cours mondiaux des produits de la canne, aux effets exacerbés par une gestion peut-être moins attentive, le domaine périclité. Entre temps, en 1942, alors que la récession touche le sucre, La Favorite redevient une distillerie. Face aux difficultés de l'entreprise, Albert Dormoy est contraint de morceler ses terres pour les vendre. Le domaine se rétrécit jusqu'en 1950, année où André Dormoy rachète l'habitation, aidé en cela par un prêt que lui consent Albert Aubéry. Quarante-cinq ans après son père, il s'attèle à reconstruire le domaine : il replante les terres en canne, remet en route la distillerie et permet à l'entreprise de retrouver sa place sur le marché. Toutefois, cette tâche impose des sacrifices : dès le début des années soixante, le château est mis en location, puis vendu au haut commandement militaire, auquel il appartient jusqu'à ce jour.

Alors qu'André Dormoy devient propriétaire de la distillerie, elle ne produit que 300 000 litres de rhum pour l'exportation. Afin d'augmenter cette capacité, il rachète les contingents de distilleries qui ferment, du fait de la récession. C'est ainsi qu'en 1984, la colonne à distiller de la marque Saint-Etienne se retrouve au Lamentin, rejoignant celle du rhum Courville, rachetée une dizaine d'années auparavant. Avec ces deux marques, s'ajoutant à celle de La Favorite, l'entreprise produit au début des années quatre-vingt-dix près de 1 500 000 litres de rhum par an, dont environ 150 000 litres consacrés au vieillissement. En 1992, la canne broyée par la distillerie provient à 84% de sa propre exploitation, laquelle est alors composée de cinq propriétés, réparties sur trois communes : Lamentin, Ducos et Gros Morne. La récolte issue des 220 ha de cette exploitation, pour partie en faire-valoir indirect, est complétée par l'approvisionnement d'une quinzaine de petits planteurs, issus du Lamentin et de Ducos. Mais depuis 1997, l'entreprise est de nouveau

³⁷ Selon la légende, Le rhum La Favorite hérita son nom de la Pompadour, la maîtresse de Louis XV, qui, dit-on, apprécia particulièrement cette liqueur (Site Madirhum, 2000).

³⁸ Source : Paul DORMOY. Le livre de l'amateur de rhum. Cité dans *France-Antilles Magazine*, 21-27 août 1993.

³⁹ Une réplique exacte de château des bords de Loire avec deux tours, un pigeonnier, une cuisine extérieure, plus de dix chambres et des combles où est logé le personnel le tout fait en pierres de taille importées de France et nanti d'un toit en ardoise (DORMOY, 1993).

confrontée aux difficultés financières : Paul Dormoy, fils d'André Dormoy et actuel dirigeant de l'entreprise, a dû recentrer (provisoirement ?) sa stratégie sur l'approvisionnement extérieur, jusqu'à dépendre totalement de celui-ci depuis 2000. Au niveau de la commercialisation, des bouleversements ont été opérés. Depuis la fin du XX^e siècle, les marques Saint-Etienne et Courville sont assurées par le Simon. Actuellement, la distillerie La Favorite commercialise le rhum Survi, en plus de sa propre marque. Elle vend par ailleurs du rhum en vrac à la distillerie Dillon, pour l'élaboration du rhum Old Nick. Le reste de la production est fourni à des grossistes, comme l'entreprise des Punchs Dormoy (« les cousins de Rivière-Salée »).

La Favorite est l'une des dernières distilleries à ne fonctionner qu'avec des capitaux martiniquais, ce qui, selon ses dirigeants, a entraîné au cours de son histoire d'importants problèmes financiers. Certains en ont même été conduits à penser, à maintes reprises, que La Favorite allait fermer, après avoir été l'une des entreprises les plus florissantes de la Martinique. Pourtant, la dernière distillerie lamentinoise parvient à se maintenir dans le paysage industriel martiniquais, en s'adaptant aux évolutions requises par l'AOC, en s'en tenant à sa structuration familiale. « *Nous sommes petits et voulons le rester* », commente Paul Dormoy (propos recueillis par HERSILIE-HÉLOÏSE, 2001). Néanmoins, afin de mieux tirer profit de la manne touristique, à l'instar des autres distilleries, l'entreprise projette d'aménager un site d'accueil pour les visiteurs. Par ailleurs, du fait de l'augmentation de l'urbanisation dans son proche environnement, La Favorite est contrainte de gérer étroitement les questions de nuisances olfactives et de pollution (cf. photo 15).

b) La distillerie Dillon, au cœur de la ville

Implantée à Fort-de-France en 1779, la distillerie Dillon – qui doit son nom au compte Arthur Dillon⁴⁰ – est acquise par le groupe Bardinet près de deux siècles après sa création (cf. photo 16). Cette société travaillant avec la Guadeloupe et la Martinique depuis environ 180 ans, commercialise alors du rhum de négoce, c'est à dire du rhum industriel, en particulier la marque Négrita (blend de rhum de sucrerie). En 1966, face à la qualité décroissante de ce produit⁴¹, Loïc Bardinet choisi d'investir directement dans une distillerie à la Martinique. C'est ainsi qu'est rachetée en 1967, au consortium familial Fabre-Domergue et Laguarigue, l'usine Dillon seule, sans plantation ; ce qui à l'époque a pu paraître comme une erreur stratégique. Le consortium conserve la maison familiale et vend la propriété de 440 ha de canne (jusqu'ici maintenue en indivision, à la mairie de Fort-de-France)⁴². L'ancienne usine à sucre de Dillon, ne bénéficiant alors plus de plantation en propre, cesse de broyer des cannes pour se convertir en distillerie industrielle, transformant directement la mélasse. Celle-ci est alors convoyée à partir d'autres usines sucrières de l'île encore en activité : Petit-Bourg, Rivière-Salée, Lareinty ; unités appartenant notamment à Yves et Marcel Hayot. Cependant, cette solution s'avère très temporaire, vu la rivalité entre négociants : les fournisseurs de mélasse de la distillerie Dillon, se voyant

⁴⁰ Colonel ayant escale à la Martinique, sur la route des futurs Etats-Unis d'Amérique, à l'époque où la guerre sévissait contre les Anglais.

⁴¹ Baisse qualitative sur laquelle nous reviendrons dans la troisième partie.

⁴² Terres sur lesquelles se trouve aujourd'hui la cité Dillon.

conurrencés sur le marché du rhum industriel, sont de moins en moins enclins à assurer son approvisionnement en canne. Face aux obstacles rencontrés pour cet approvisionnement en mélasse sur place, la distillerie Dillon se tourne vers l'achat à l'extérieur de la Martinique (pratique commune à des nombreuses petites distilleries industrielles de Saint-Pierre, avant l'éruption de 1902). Mais, à la fin des années soixante, un arrêté préfectoral (transformé par la suite en décret), interdit l'importation de mélasse étrangère à la Martinique pour la fabrication de rhum industriel.

Pour assurer le fonctionnement de la distillerie, Bardinet choisi alors de se lancer dans l'usinage direct de la canne. Avec Jean de Laguarigue, intermédiaire entre les planteurs et la distillerie, le projet de remise en route des moulins avec de la canne conduit à la production d'alcool de vesou. Cette stratégie de Bardinet constitue un véritable pari. D'une part, cet approvisionnement d'une distillerie agricole par des petits producteurs indépendants (« colons ») est une situation inédite à la Martinique ; situation paraissant d'autant plus anachronique que cette période correspond à une forte régression de la sole cannière ; de 50% entre 1962 et 1971 (jusqu'à 7 000 ha). D'autre part, le « négociant » bordelais devient producteur, par le biais de la culture indirecte de canne. Par ce choix stratégique, la société Bardinet-Antilles contribue au maintien de quelques terres à canne dans le centre de l'île, tandis que la banane s'implante de plus en plus et que l'urbanisation gagne du terrain. Cette situation innovante a été permise grâce à la l'ouverture d'esprit du responsable de la distillerie. Il ne voit alors dans ces accords avec des petits producteurs indépendants qu'une réplique de ce qui se fait dans le secteur viticole où il a travaillé. Cette organisation repose sur des prestataires de services (transporteurs) ; la société Bardinet allant jusqu'à acheter des camions et les confier à un transporteur, afin d'assurer son approvisionnement en matière première.

Au début des années soixante-dix, Dillon assure deux types de production : le rhum agricole, élaboré pendant la campagne, afin de réaliser le contingent de 200 000 litres, auxquels s'ajoutent 100 à 150 000 litres pour le marché intérieur ; le rhum industriel, fabriqué en intercampagne, à partir de mélasse. Progressivement, la distillerie développe la production de rhum agricole, celle de rhum industriel se faisant de plus en plus marginale. Le tonnage de cannes usinées atteint une apogée en 1989, avec 18 000 tonnes (moyennant une campagne débutée en décembre, pour se finir en juillet). De nos jours, le rhum vendu sous la marque Dillon est constitué par un blend de produits issus des distilleries Depaz et Dillon. Pour assurer la commercialisation du Old Nick et de ses autres marques, la société achète du rhum contingenté à d'autres distilleries, telles que La Favorite et La Mauny. Le blend de rhums d'autres provenances que les distilleries Dillon et Depaz alimente notamment des marques de distributeurs. En une vingtaine d'années, cette distillerie a conquis le marché français. Alors qu'elle en était absente au début des années quatre-vingts, elle parvient à y écouler aujourd'hui près de 2 millions de litres. A ceci s'ajoute un million de bouteilles vendues en Guyane. Le personnel de la distillerie est composé de 15 permanents, aidés par deux saisonniers pendant le fonctionnement de la distillerie. Depuis une dizaine d'années, Bardinet assure sa croissance hors de la ville, au niveau de la distillerie Depaz, comme mentionné dans la présentation de celle-ci. Par ailleurs, le groupe se dit prêt à investir dans l'achat de terres, afin de se soustraire à l'irrégularité d'approvisionnement des petits planteurs. Cette perspective suppose la mise en place d'une organisation adéquate, avec un chef de file-prestataire tel le CTCS, ou par le biais de planteurs indépendants, avec une structure pour les fédérer.

3.4.2. Les distilleries « non fumantes »

A côté des distilleries dites « fumantes », l'existence des distilleries « non-fumantes » (ou rhumeries) a déjà été soulignée. Ces entreprises, qui ont été elles-mêmes « fumantes » par le passé, se différencient selon le type d'activité. Il arrive qu'elles n'aient plus aucune activité productive : seuls sont conservés la marque et le site originel de production. Parfois, elles continuent d'assurer la mise en bouteille et/ou le vieillissement du rhum. Ces unités entretiennent de fait des relations de sous-traitance plus ou moins étroites avec les distilleries fumantes, pour gérer leur marque. Dans tous les cas, elles utilisent l'image de la distillerie (à travers la marque) pour une valorisation touristique. Leur dimension patrimoniale participe à l'image de la filière rhum agricole à l'échelle du territoire. Trois marques, qui ne relèvent plus de distilleries en activité, perdurent de la sorte. Elles appartiennent à des familles martiniquaises qui, malgré la cessation d'activité industrielle, tentent de préserver leur marché. Il s'agit des rhums : Hardy, fabriqué par la distillerie Saint-James ; Bernus, produit par la distillerie Dillon ; Courville, qui est un « blend » de rhums La Favorite et Saint-Etienne. A ces unités, s'ajoute la célèbre habitation Clément, située au François, où aboutit le rhum fabriqué par la distillerie du Simon, et qui s'avère être un site touristique très visité.

Fumantes ou non, les entreprises de la filière rhum agricole se distinguent à ce jour de façon fondamentale de la SAEM du Galion par le fait qu'il s'agit d'opérateurs privés.

3.4.3. La SAEM du Galion : « pièce maîtresse » de l'appareil industriel de la filière canne

L'usine du Galion, dernière unité sucrière de la Martinique, est créée en 1863. Située à Trinité, elle tient son nom de la rivière Galion, où les bateaux espagnols venaient se ravitailler en eau potable. Rappelons (cf. chap. II), parmi les différentes restructurations de cet établissement industriel, la fusion, en 1961, avec l'usine de Bassignac, donnant naissance à l'URGB (Usines réunies du Galion et de Bassignac). Après absorption par l'usine de Sainte-Marie en 1970, l'URGB devient la COSURMA (Compagnie sucrière et rhumière de la Martinique), détenue par le groupe Cointreau. En 1981, la Société anonyme d'économie mixte du Galion est mise en place, au capital de près de 1,4 million d'euros (9 millions de francs), à raison de 40% du secteur privé et 60% du secteur public. Durant les premières années et sous contrôle de la SAEM, la société Cointreau, alors principal actionnaire de cette dernière, en assure la gestion.

En 1982, avec seulement 58 000 tonnes de cannes broyées et 2 000 tonnes de sucre produit (contre 91 624 t de cannes et un peu plus de 6 000 t de sucre en 2000), Cointreau s'inquiète du devenir de l'usine. Il entreprend une politique de sensibilisation auprès des collectivités locales et de l'Etat sur le devenir de cette dernière, en soulignant la gravité de la situation sociale que risquerait de provoquer sa fermeture. Finalement, en 1994, le groupe souhaite arrêter l'exploitation de l'usine, en raison de son manque de rentabilité. Aucun repreneur ne se manifestant, les collectivités martiniquaises s'engagent davantage dans la constitution du capital.

Les négociations avec les anciens propriétaires aboutissent à la création de la Société anonyme d'économie mixte de production sucrière et rhumière de la Martinique : la SAEM-PSRM. Parallèlement, les terres à canne sont reprises par ce qui constitue aujourd'hui l'Exploitation agricole du Galion (EAG).

L'objet de cette démarche est aussi de participer à la restructuration de la filière canne, l'ensemble ne faisant qu'un tout : « *En sucrerie, la mise en place du plan de maintien, les compléments du prix attribués à la canne, la décision de la création de la SAEM et les assurances données aux planteurs ont permis un redressement spectaculaire de la production sucrière* » (CTCS, 1992a). Toutefois, ce redressement ne semble pas avoir suffi à garantir la pérennité de l'usine du Galion. Celle-ci se retrouvant sans faire-valoir direct, depuis la séparation de l'EAG, son approvisionnement en canne dépend complètement de fournisseurs indépendants de la SAEM.

Photo 17 : Le Galion, dernière unité sucrière martiniquaise



Source : CTCS-Martinique, Exploitation SIGAM, d'après IGN, 2000 ;
 Source des vues en bas à haut à droite et en bas à gauche : site de l'Office de tourisme de Trinité
 URL : <http://www.ot-trinitemartinique.fr/10bonnes/galion.html>

De sa création à nos jours, la SAEM du Galion n'a jamais cessé de se débattre avec les difficultés financières. Elle n'en reste pas moins, jusqu'ici, la « pièce maîtresse » de l'appareil industriel de la filière canne martiniquaise, en terme de tonnage broyé.

3.5. Synthèse relative à l'organisation de l'appareil industriel

Les neuf distilleries agricoles encore en activité en ce début de XXI^e siècle, contre 183 en 1934, constituent, avec l'usine du Galion, l'appareil industriel de la filière canne contemporaine. Après la présentation individuelle de ces unités, une mise en parallèle de diverses données permet d'avoir une vision plus synthétique de l'organisation de l'appareil industriel, présentée dans les figures et tableaux ci-après. Cette centralisation de données, auxquelles référence est faite dans la suite de la thèse, vise à en faciliter la consultation.

3.5.1. *Les unités de transformation et leurs bassins d'approvisionnement*

La répartition du tonnage de cannes broyées par unité de transformation à l'issue de la campagne 2001 permet de classer les différentes distilleries, à la suite de l'usine du Galion (cf. tableau 21).

Tableau 21 : Répartition du tonnage de cannes broyées en 2001
(par ordre décroissant de tonnage)

UNITES DE TRANSFORMATION	Tonnage de canne broyée	Proportion / filière canne	Proportion / filière rhum agricole
SAEM du Galion	80 706,90	39,61%	—
1 Distillerie Simon	28 583,24	14,03%	30,27%
2 Distillerie Saint-James	26 146,41	12,83%	27,68%
3. Distillerie La Mauny	16 390,40	8,05%	17,35%
4 Distillerie Depaz	13 590,00	6,67%	14,39%
5 Distillerie Dillon	13 183,52	6,47%	13,96%
6. Distillerie Trois-Rivières	12 514,27	6,14%	13,25%
7. Distillerie La Favorite	5 486,30	2,69%	5,81%
8 Distillerie Crassous	4 000,00	1,96%	4,24%
9 Distillerie Neisson	3 132,17	1,54%	3,32%
Tonnage total des distilleries	123 025,95	60,39%	100,00%
Tonnage total filière canne	203 733,00	100,00%	—

Source : CTCS, 2002. Base de données.

L'approvisionnement en matière première de chaque unité se différencie selon l'origine des cannes. Cet approvisionnement diffère aussi selon le nombre de fournisseurs, incluant ou non une unité de production intégrée à la transformation. Le tableau 22 synthétise ces deux critères, relatifs à la provenance de la matière première et aux types de fournisseurs, pour la campagne 2001.

Tableau 22 : Caractérisation des livraisons aux unités de transformation en 2001
– Nombre de fournisseurs, provenance des livraisons et auto-approvisionnement –
 (Classement par ordre croissant de pourcentage d'auto-approvisionnement)

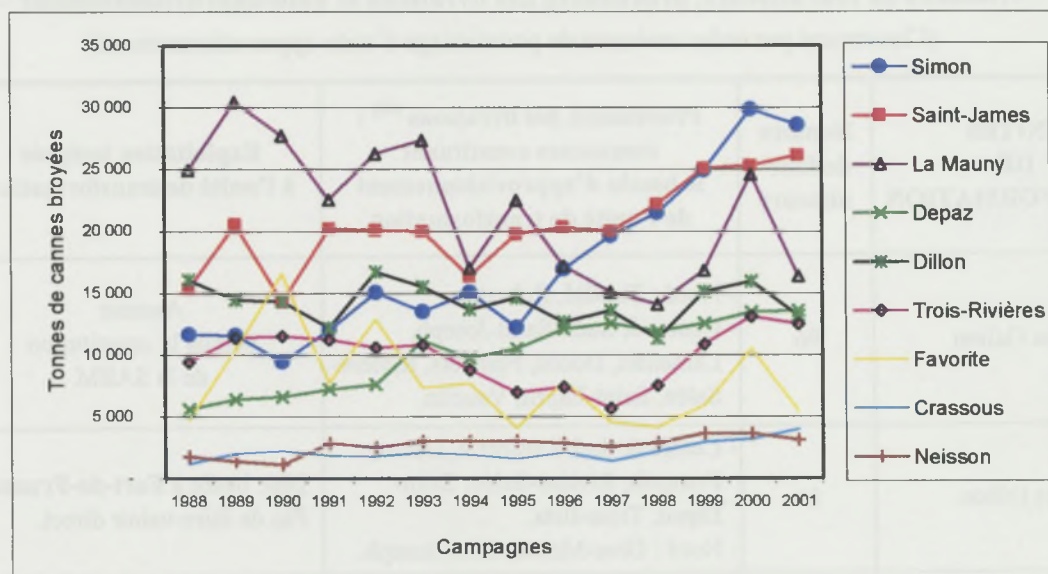
UNITES DE TRANSFORMATION	Nombre de fournisseurs	Provenance des livraisons ⁽⁴³⁾ : communes constituant le bassin d'approvisionnement de l'unité de transformation	Exploitation intégrée à l'unité de transformation	% auto-approv.
SAEM du Galion	96	- Nord : Trinité , Robert - Centre & Sud : Saint-Joseph, Lamentin, Ducos, François, Rivière-Salée, Saint-Esprit, Vauclin	Aucune depuis la constitution de la SAEM	0%
Distillerie Dillon	53	- Centre & Sud : Lamentin, Ducos, François, Rivière-Salée, Saint-Esprit, Trois-Îlets, - Nord : Gros-Morne, Saint-Joseph.	Dist. basée à Fort-de-France . Pas de faire-valoir direct.	0%
Distillerie La Favorite	34	- Centre & Sud : Lamentin, Ducos, Rivière-Salée, Rivière-Pilote, - Nord : Gros-Morne, Robert	Dist. basée à Fort-de-France . Faire valoir direct loué et exploité en banane Arrêt (provisoire ?) de la culture de la canne depuis 1998	0%
Distillerie La Mauny	65	- Sud : Rivière-Pilote , Trois-Îlets, Vauclin, Rivière-Salée, Sainte-Luce, Saint-Esprit, - Centre et Nord : Lamentin, François, Ducos, Gros-Morne	Exploitation La Mauny + Complément par Exploitation Trois-Rivières (Groupe commun)	23%
Dist. Trois-Rivières	18	Sainte-Luce , Rivière-Salée	Exploitation Trois-Rivières	65%
Distillerie Saint-James	36	Sainte-Marie , Trinité	Expl° Société Martiniquaise de Canne à Sucre (SMCS)	71%
Distillerie Simon	37	François , Lamentin, Ducos, Rivière-Salée, Vauclin, Saint-Esprit	Exploitation Lareinty & Exploitation Lapalun (Groupe commun)	73%
Distillerie Depaz	1	Saint-Pierre , Basse-Pointe	Expl. La Montagne Pelée (Société rattachée)	100%
Distillerie JM Crassous	1	Macouba	Exploitation Bellevue (même société familiale)	100%
Distillerie Neisson	1	Carbet , Saint-Pierre	Exploitation Neisson (même société familiale)	100%

D'après : Enquêtes 1999-2002 ; CTCS, 2002. Base de données.

En s'appuyant toujours sur la base de données du CTCS, il est possible de cerner les dynamiques en cours selon les bassins d'approvisionnement en distilleries agricoles : l'évolution sur une quinzaine d'années des deux critères, que sont le tonnage et le nombre de fournisseurs, révèle des différences marquées entre unités (cf. graphiques 11 et 12).

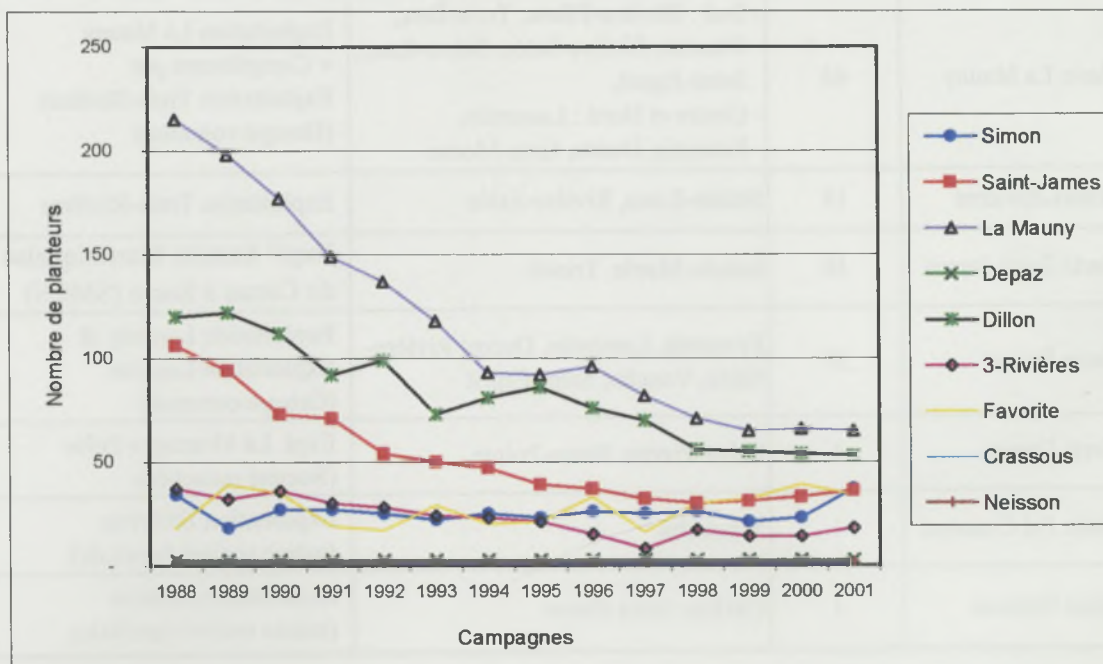
⁴³ Remarque : les noms de communes reportés en gras correspondent à la localisation de l'unité de transformation.

Graphique 11 : Tonnage de cannes broyées en distilleries sur une quinzaine d'années



D'après : CTCS, 2002. Base de données.

Graphique 12 : Nombre de fournisseurs en distilleries sur une quinzaine d'années



D'après : CTCS, 2002. Base de données.

Ces deux graphiques permettent de visualiser, selon les bassins d'approvisionnement, la façon dont s'opère la diminution du nombre de planteurs en distilleries, mis en exergue au début de cette section. La distillerie La Mauny est l'une des plus touchées par ce phénomène : ses fournisseurs sont passés de 215 en 1988 à 65 en 2001, soit une baisse de 70%. Entre 2000 et 2001, avec la stabilisation du nombre de planteurs observés, certaines tendances nouvelles se font jour : ainsi le

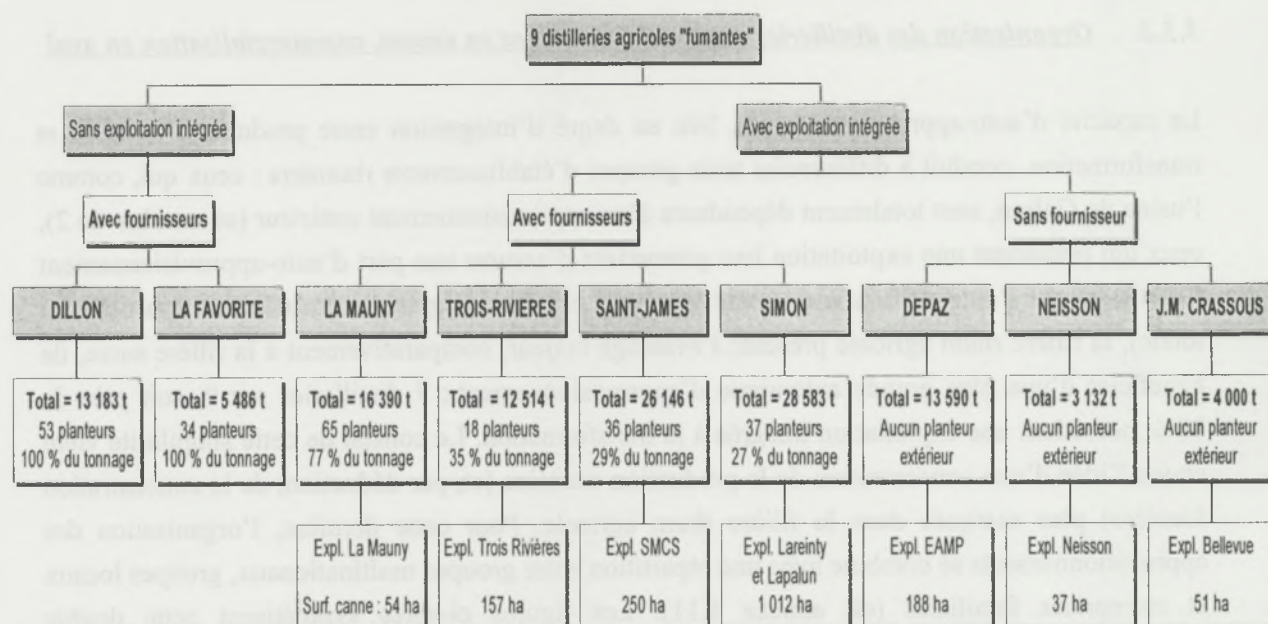
Simon a vu le nombre de ses fournisseurs passer de 23 à 37 en un an, soit une hausse de 60%. Reste à savoir si cette tendance peut se pérenniser.

3.5.2. *Organisation des distilleries : approvisionnement en amont, commercialisation en aval*

La capacité d'auto-approvisionnement, liée au degré d'intégration entre production agricole et transformation, conduit à différencier trois groupes d'établissements rhumiers : ceux qui, comme l'usine du Galion, sont totalement dépendants d'un approvisionnement extérieur (au nombre de 2), ceux qui possèdent une exploitation leur permettant d'assurer une part d'auto-approvisionnement (3) et ceux qui s'autosuffisent totalement (3). Avec ces deux degrés d'autosuffisance (partielle ou totale), la filière rhum agricole présente l'avantage majeur, comparativement à la filière sucre, de bénéficier d'une plus grande autonomie d'approvisionnement : 7 distilleries sur 9, soit près de 80%, possèdent une exploitation intégrée à la transformation. Le constat de cette singularité vient étayer l'idée d'une concentration de la production cannière (et, par déduction, de la concentration foncière) plus marquée dans la filière rhum agricole. Pour cette dernière, l'organisation des approvisionnements se combine avec une répartition entre groupes multinationaux, groupes locaux et entreprises familiales (cf. annexe 1.11). Les figures ci-après synthétisent cette double organisation, quant à l'approvisionnement en canne et à la commercialisation. Cette organisation des distilleries agricoles conduit à l'établissement d'une typologie sommaire (cf. fig. 15), qui sert de référence dans la suite de la thèse. La notion d'auto-approvisionnement se recoupe plus ou moins fortement, selon les entreprises, avec la représentation d'un « domaine agricole » : Celle-ci va de pair avec une localisation plus ou moins visible des terres en canne autour de la distillerie, mais aussi avec un potentiel agricole, qui rend facultatif le complément d'approvisionnement assuré par les fournisseurs extérieurs ; autant d'aspects explicités au chapitre VII.

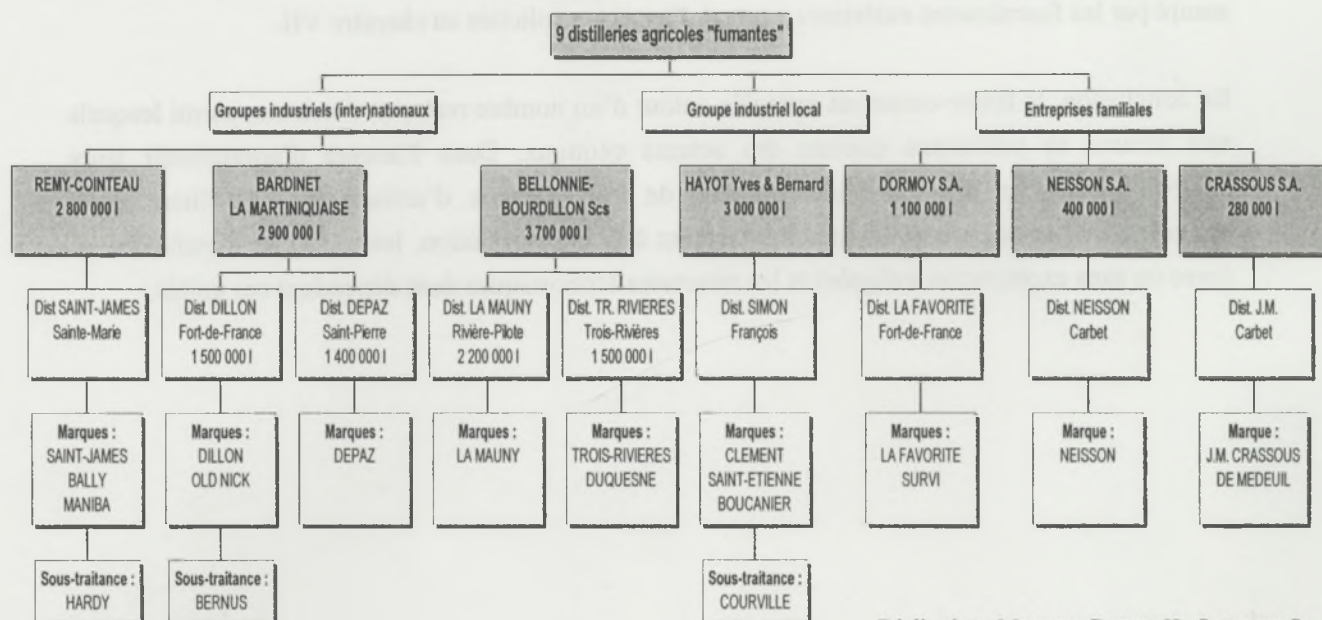
En conclusion, la filière canne est articulée autour d'un nombre restreint d'acteurs, parmi lesquels une dizaine se positionne comme des acteurs centraux. Dans l'attente d'approfondir leurs stratégies, retenons dès lors l'identification de trois niveaux d'acteurs pour la filière rhum agricole : les planteurs non intégrés directement à la transformation, les unités de transformation (avec ou sans exploitation intégrée) et les structures économiques dont dépendent ces unités.

Figure 13 : Organigramme des distilleries agricoles en relation avec leur approvisionnement en canne en 2001⁴⁴



Réalisation : MBOLIDI-BARON H., JOET M.
D'après : Enquêtes 1999-2002 et base de données CTCS, 2002.

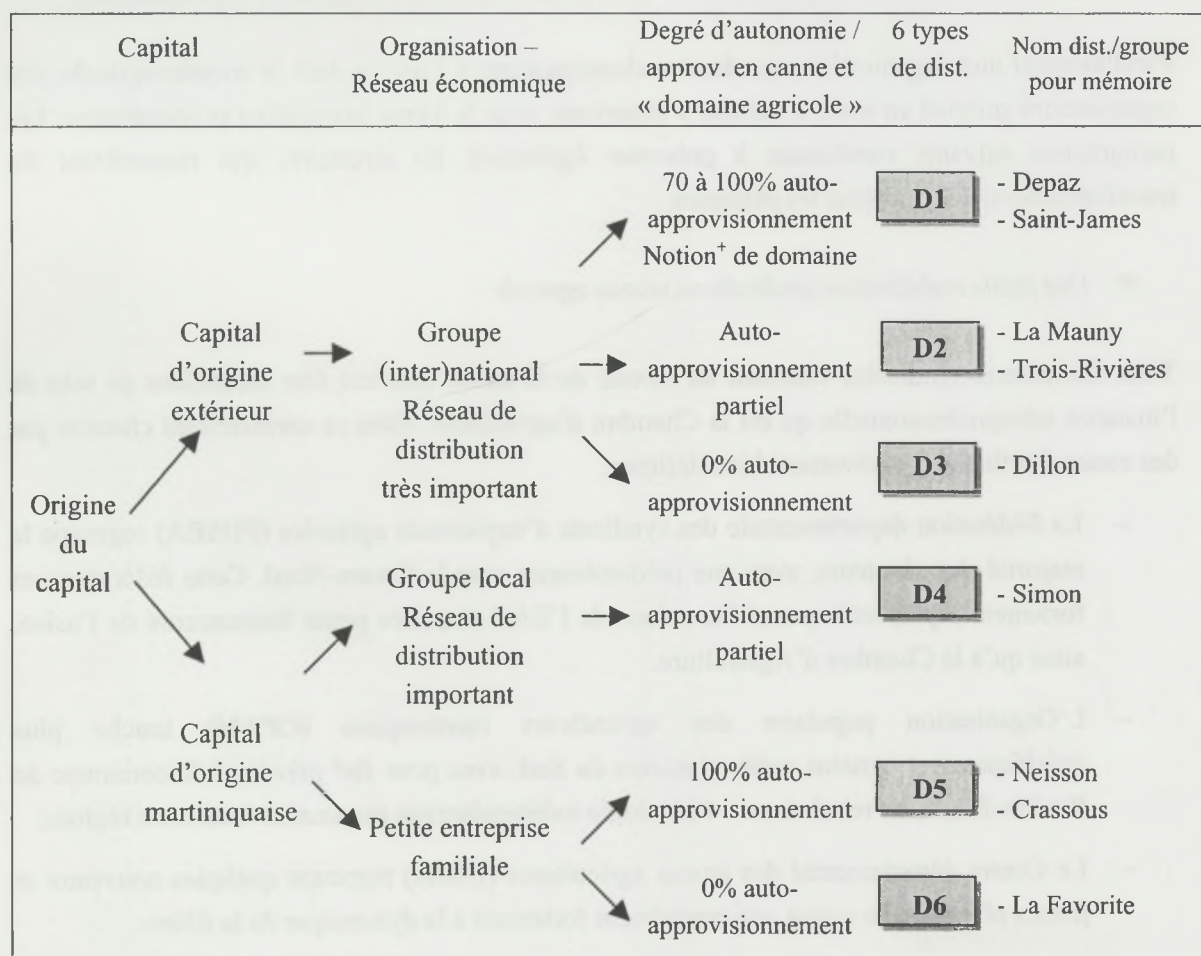
Figure 14 : Organigramme des distilleries agricoles en relation avec la commercialisation du rhum en 2000



Réalisation : MBOLIDI-BARON H., SANCHEZ S.
D'après : Enquêtes 1999-2002.

⁴⁴ Les surfaces mentionnées représentent la sole cannière des exploitations. Le pourcentage du tonnage total apporté par les exploitations de distilleries n'est pas directement superposable avec la surface en canne, vu la possibilité de livrer à d'autres unités et l'existence de surfaces non récoltées (pépinières, cannes plantées).

Figure 15 : Typologie sommaire des distilleries agricoles en 2000-2001



D'après : Enquêtes 1999-2002.

4. LES ORGANISMES ET INSTANCES ASSOCIES A LA FILIERE CANNE

Nombreuses sont les institutions qui accompagnent les acteurs directs, que sont les planteurs et les transformateurs. Ces institutions partenaires, qui opèrent au sein et autour de la filière canne, représentent des groupements de professionnels ou des structures œuvrant à leurs côtés. Leur prise en compte est également requise pour une bonne compréhension du fonctionnement de cette filière. La présentation ci-après insiste davantage sur les organisations professionnelles et structures de recherche-développement, que sur les institutions moins directement impliquées dans la filière, comme les organismes de crédit ; notre approche visant à une compréhension du fonctionnement des acteurs à l'échelle territoriale, plus qu'à une étude économique approfondie.

4.1. Les institutions inter-professionnelles en action

Les structures interprofessionnelles qui relèvent de la mobilisation des agriculteurs et des distillateurs, amenées à intervenir dans le fonctionnement de la filière canne, sont au nombre d'une dizaine. A leur côté, se distingue la structure pilier qu'est le CTCS, où sont mobilisées d'autres forces pour l'accompagnement des acteurs professionnels.

4.1.1. Les structures de coordination de l'interprofession, entre planteurs et distillateurs

Parallèlement aux organisations syndicales classiquement à l'œuvre dans le monde agricole, des organisations propres au secteur cannier s'observent, sous la forme associative et coopérative. Les paragraphes suivants conduisent à présenter également les structures qui rassemblent les transformateurs, avec ou sans les planteurs.

☛ *Une faible mobilisation syndicale au niveau agricole*

Trois formations syndicales touchant au monde de la canne peuvent être identifiées au sein de l'instance interprofessionnelle qu'est la Chambre d'agriculture. Elles se caractérisent chacune par des zones d'influence relativement bien définies.

- La Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) regroupe la majorité des planteurs, avec une prédominance vers le Centre-Nord. Cette fédération est fortement représentée parmi les colons de l'EAG et autres petits fournisseurs de l'usine, ainsi qu'à la Chambre d'Agriculture.
- L'Organisation populaire des agriculteurs martiniquais (OPAM) touche plus spécifiquement certains petits planteurs du Sud, avec pour fief privilégié la commune de Rivière-Pilote, en relation avec l'idéologie indépendantiste dominante dans cette région.;
- Le Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA) regroupe quelques nouveaux et jeunes planteurs de canne, qui contribuent fortement à la dynamique de la filière.

☛ *Les associations de planteurs et les coopératives : des structures et des rôles différents*

Indépendamment de ces formations syndicales, les planteurs sont réunis au sein de l'association Canne-Union, qui se compose de « tous les producteurs de canne, à titre individuel ou par l'intermédiaire d'une association de producteurs de cannes » (Canne-Union, 2001a ; p. 1). Mise en place en 1980, cette structure s'est donnée pour vocation l'organisation et la défense des intérêts économiques des planteurs. Au début des années quatre-vingt-dix, Canne-Union a été restructurée et redynamisée, afin de s'occuper plus activement des négociations entre les producteurs canniers et les instances publiques, notamment dans le cadre européen. Toutefois, ce n'est qu'au début de la campagne 2001 que cette association, déjà ancienne dans son fonctionnement informel, acquiert une légitimité officielle. Son bureau⁴⁵ est alors reconstitué et ses statuts sont révisés en vue d'être officiellement déposés auprès des pouvoirs publics (Canne-Union, 2001b). Cette association qui a longtemps fonctionné surtout avec les grands planteurs et les exploitations de distilleries, profite de cette officialisation pour s'ouvrir davantage à d'autres acteurs : moyens et petits planteurs, avec une représentation plus marquée - depuis les débuts de Canne-Union - des colons de l'Exploitation agricole du Galion (EAG).

⁴⁵ La composition du bureau de l'association Canne-Union est présentée en annexe 1.12.

Ces derniers sont par ailleurs regroupés au sein de l'Association des planteurs de Trinité-Robert, à laquelle adhère également l'EAG, ainsi que quelques autres fournisseurs de l'usine du Galion, localisés dans cette même région. Il s'agit de la deuxième association des planteurs de canne de la Martinique, mais aussi la seule association spécifique à la population des petits planteurs, encore véritablement active. Elle bénéficie d'un encadrement mixte de la Chambre d'agriculture et d'un technicien de l'EAG.

Parallèlement à ces deux associations, existe une Coopérative d'utilisation du matériel agricole : la CUMA de Malgré-Tout. Elle se recoupe en grande partie avec l'Association des planteurs de Trinité-Robert. Elle regroupe 81 adhérents en 2002, tous fournisseurs de l'usine du Galion, autour de laquelle s'organise son action. Créée en 1979 et particulièrement dynamique, cette coopérative a fait l'objet d'un plan de relance en 1991. Citée comme exemple au sein de l'agriculture martiniquaise, la CUMA de Malgré-Tout joue un rôle moteur fondamental pour les colons de l'EAG, comme nous le verrons en cours d'analyse. C'est la seule coopérative de la filière canne depuis la liquidation de la Coopérative Coop-Solidarité, au cours des années quatre-vingt-dix.

En plus des trois structures précitées, quatre autres associations de planteurs oeuvraient également par le passé (CTCS, 1992a) : l'Association des planteurs de canne du Nord, regroupant les planteurs de Sainte-Marie, livrant à la distillerie Saint-James ; l'Association des planteurs de canne du Centre, regroupant des producteurs du Lamentin et de Ducos, et connue pour être dynamique avant la fermeture de l'usine du Lareinty ; l'Association de Rivière-Salée et l'Association des planteurs du Sud ; autant de structures qui n'ont pratiquement plus aucune action de nos jours.

☛ *Le SDAORAM : une structure à l'interface entre planteurs et distillateurs*

Parmi les plus récentes institutions professionnelles, le Syndicat de défense de l'appellation d'origine « Rhum agricole Martinique » (SDAORAM) se situe à l'interface entre les planteurs et les distillateurs. Il s'agit d'une association sous la forme juridique de la loi 1901, créée en juin 1992, à la demande de l'Institut national des appellations d'origine (INAO) - une création posée comme préalable indispensable à la mise en place de l'AOC. Le SDAORAM rassemble des représentants des distillateurs (hormis la sucrerie-distillerie du Galion), ainsi que des représentants des planteurs. Son principal rôle relève de la construction et du suivi de l'AOC Martinique, passant par des actions de promotion, de contrôle et de liaison avec l'INAO. En outre, il a pour mission d'encadrer la politique collective de qualité des rhums agricoles à la Martinique.

☛ *Des distillateurs soucieux de s'organiser*

Afin de faire valoir leurs points de vue auprès des instances décisionnelles, les professionnels rhumiers des DOM se sont fédérés en associations et groupements d'intérêts communs. Partant du plan local jusqu'à l'échelon européen, différents niveaux d'actions s'observent.

- Au niveau local (la Martinique) : le CODERUM (Comité martiniquais d'organisation et de défense du marché du rhum), créé en 1960, sert à la coordination locale des politiques

commerciales des professionnels rhumiers. Il a pour objet d'organiser l'écoulement des produits, de régulariser le marché et d'élaborer une promotion collective, financée par le prélèvement d'une cotisation auprès de ses membres. Il rassemble les distilleries agricoles et la SAEM du Galion, compte tenu de l'activité rhumière de cette dernière. Cette structure se retrouve à l'identique en Guadeloupe et à la Réunion, regroupant les professionnels rhumiers de chacune des îles⁴⁶. Avant la création du Syndicat de défense de l'appellation rhum agricole Martinique, en 1992, le CODERUM a eu une action déterminante dans l'étape menant à l'obtention de l'appellation d'origine contrôlée.

- Au niveau national (France) : le CIRT-DOM (Comité interprofessionnel des rhums traditionnels des DOM), créé en 1995 (loi 1901), comprend trois collèges, où sont représentés les planteurs, les distillateurs et les négociants. Cette organisation, dont le siège se trouve à Paris, est chargée de la représentation de la profession rhumière domienne auprès des instances nationales et de la défense de ses intérêts. Par délégation du service des douanes, le CIRT-DOM s'occupe également de la gestion du système contingentaire.

La FENARUM (Fédération nationale des producteurs de rhum), créée en 1984, fédération regroupait le CODERUM de chaque département (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion), ainsi que le Syndicat des distillateurs et des producteurs de rhum agricole (RHUMAGRI). Remplacée dans sa mission de représentation publique par le CIRT-DOM depuis la création de ce dernier, la FENARUM a été légalement dissoute depuis peu.

- Au niveau européen : le CIRT-DOM mandate l'EURODOM, créé en 1990, de la représentativité des rhums européens sur le marché communautaire. Contrairement aux précédents, cet organisme, qui possède un bureau et un délégué général à Bruxelles, a pour vocation de défendre les intérêts des DOM et intervient pour toutes les productions.

Se retrouve, à différentes échelles, la volonté des professionnels rhumiers de se regrouper afin de faire connaître et de défendre le secteur rhumier et, en particulier, les rhums de Martinique. Les distillateurs martiniquais, associés aux autres acteurs du secteur rhumier des DOM, se donnent ainsi les moyens de promouvoir leur produit et de faire face aux négociations internationales. Il s'agit d'un travail collectif, initié bien avant la construction de l'AOC, et qui s'amplifie depuis.

4.1.2. Le Centre technique de la canne et du sucre : un « pilier » pour la filière

A côté des structures ci-dessus décrites, existent d'autres institutions interprofessionnelles ayant pour vocation d'encadrer la filière canne, en matière de recherche, développement, formation, etc. Parmi elles, le Centre technique (inter-professionnel) de la canne et du sucre⁴⁷, précédemment présenté en tant que planteur-chef de file, mérite un développement spécifique à titre d'organisme

⁴⁶ En Guyane, la filière canne se réduit à l'existence d'une distillerie agricole, dont la production est écoulée sur place.

⁴⁷ Pour des questions d'usage, à la Martinique, la structure est devenue Centre technique de la canne et du sucre (CTCS), tandis que le sigle retient le terme « interprofessionnel » dans les deux autres départements (CTICS).

L'organigramme et la composition du conseil d'administration, ainsi que du conseil scientifique, du CTCS-Martinique pour les campagnes 2001-2002 sont présentés en annexe 1.12.

d'accompagnement de la filière. Cette structure a été créée par arrêté interministériel du 10 décembre 1952 (JO du 20 décembre 1952 ; p. 11 732), conjointement à la Réunion, à la Guadeloupe et à la Martinique, sur l'impulsion des professionnels de ces filières (CTCS, 1963 ; p. 1). En application de la loi n°48-1228, du 22 juillet 1948 (art. 5), fixant les statuts des Centres techniques, le CTCS œuvre sous le contrôle technique du Ministère de l'agriculture et sous le contrôle financier du Ministère de l'économie, des finances et du budget. Il fonctionne sous l'autorité d'un Conseil d'administration où sont représentés les planteurs, l'usine du Galion et les distillateurs. Le CTCS a pour mission de mettre en place des actions de recherche, de développement et de formation à destination des professionnels de la canne (sélection variétale, protection des cultures, mécanisation, etc.), du sucre (recherche sur l'amélioration de la qualité du sucre, arbitrage du paiement des cannes à la richesse en saccharose, etc.) et du rhum (suivi de fabrication en distillerie agricole, recherche sur la qualité du rhum, etc.). De par la centralisation des activités de recherche agronomique et technologique relatives à la canne, au sucre et au rhum et vu son rôle clé dans l'assistance technique aux planteurs et industriels à la Martinique, le CTCS fait office de « pilier » au sein de la filière canne martiniquaise.

Concernant l'implication du CIRAD et de l'INRA à l'échelon des Antilles françaises, c'est surtout aux antennes guadeloupéennes de ces structures nationales qu'est dévolue la recherche touchant à la canne et à ses produits. Une collaboration de plus en plus étroite est mise en place entre ces institutions et le CTCS-Martinique. Tel est le cas avec le CIRAD, pour la recherche agronomique, et l'INRA, pour les aspects plus technologiques, notamment sur les produits rhumiers.

4.2. La Chambre d'agriculture et les pouvoirs publics : des acteurs clés

Comme sur tout le territoire national, la Chambre d'agriculture intervient pour définir, en concertation avec les pouvoirs publics et la profession, certaines mesures relatives au secteur agricole. Tel est le cas par exemple pour le Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer (POSEIDOM) ou pour les mesures agri-environnementales. Outre ces actions générales tournées vers l'ensemble de l'agriculture, la Chambre d'agriculture développe, à travers le Service d'utilité agricole de développement (SUAD), un programme d'encadrement ciblé sur l'Association des planteurs de Trinité-Robert, avec le détachement d'un agent au début des années quatre-vingt-dix. En réponse à la demande des professionnels de la filière, le SUAD a diversifié cet encadrement, avec le suivi des petits planteurs du Sud (livrant en distilleries) dès le milieu des années quatre-vingt-dix. L'action de développement de la Chambre au bénéfice de la filière canne est complétée par une action de formation, à travers le Service d'utilité agricole de formation (SUAF⁴⁸). Ces actions se font dans un esprit de partenariat, avec des formations associant le SUAF, le CTCS, et le SDAORAM.

En terme d'encadrement, d'autres organismes interviennent plus spécifiquement dans la protection contre les ennemis des cultures : la Fédération départementale des groupements de défense contre

⁴⁸ Les années 2000 ont débuté à la Chambre d'Agriculture par un projet d'entreprise de grande ampleur qui s'est traduit par la réorganisation de ses services : les SUAD et SUAF n'existent plus en tant que tels.

les ennemis des cultures (FDGDEC), gérée par les professionnels, avec un rôle spécifique dans la coordination des campagnes de dératisation, ainsi que le Service de la protection des végétaux (SPV), qui dépend de la Direction de l'agriculture et de la forêt. Si le SPV n'intervient pas directement auprès des planteurs de canne, des actions de recherche et de contrôle sont par contre occasionnellement mises en place en collaboration avec le CTCS.

De même qu'à la Réunion et à la Guadeloupe, les pouvoirs publics sont de plus en plus impliqués dans la gestion de la filière canne à la Martinique. La Direction de l'agriculture et de la forêt fédère l'ensemble des actions de l'Etat auprès de la filière. Ces actions vont de la gestion des aides, rôle crucial s'il en est, au rôle d'intermédiaire dans les négociations, au sein de la filière et avec les instances territoriales. Le rôle de la DAF s'illustre notamment dans les négociations pour l'augmentation du complément de prix de la canne livrée à l'usine du Galion. Les assemblées territoriales (Conseil général et Conseil régional) interviennent également de façon forte dans l'aide à la filière, soit en cofinancement avec l'Union européenne et l'Etat, soit dans le cadre d'actions plus territoriales. Il en va ainsi du soutien à la SAEM du Galion. La conjonction des différentes aides touche au renouvellement des plantations de canne, à l'amélioration foncière, à la mécanisation, à la modernisation des distilleries agricoles, à la recherche à travers le CTCS, etc. Concernant le paiement de l'aide à la balance⁴⁹, le CNASEA (Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles) joue un rôle essentiel dans la coordination des versements des différents bailleurs de fonds.

4.3. Crédit, aménagement et travaux : des banques aux prestataires de services

Le Crédit agricole joue auprès de cette dernière, comme auprès des autres filières agricoles, un rôle privilégié quant aux prêts accordés aux planteurs à des taux bonifiés. Ceux-ci concernent les investissements liés à la plantation, à la mécanisation ou des prêts de campagne. Les industriels, parmi lesquels s'illustre la SAEM du Galion, travaillent généralement avec plusieurs établissements bancaires, auxquels ils peuvent avoir recours en particulier pour le paiement des cannes aux planteurs.

La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) a pour vocation d'intervenir dans la gestion du foncier agricole. Toutefois, à la Martinique – peut-être plus qu'ailleurs –, cette institution semble avoir du mal à exercer son pouvoir de préemption sur les terres mises en vente. Actuellement en redressement judiciaire, elle est quasiment absente de la dynamique de la filière canne contemporaine. Aucune action d'envergure ne s'est récemment développée avec la SAFER au profit de cette filière, contrairement à ce qui s'observe à la Guadeloupe et à la Réunion.

Concernant plus concrètement les travaux mécanisés liés à la culture, à l'entretien et à la récolte de la canne, rappelons les trois types d'organisations qui permettent d'offrir des prestations de services aux planteurs, dont il a précédemment été fait mention au cours du présent chapitre.

⁴⁹ L'aide à la balance est le complément du prix versé aux planteurs par la SAEM pour les cannes livrées en sucrerie ; un complément réparti entre le Conseil régional, le Conseil général et l'Etat.

- La Coopérative d'utilisation du matériel agricole qu'est la CUMA de Malgré-Tout, opère sur la région Trinité - Robert - Gros-Morne. Elle se recoupe en grande partie avec l'association des planteurs de Trinité-Robert.
- L'organisation des chefs de file est celle mise en place par les grandes exploitations et le CTCS : les chefs de file disposent du matériel de culture et de récolte adéquat en vue de réaliser pour le compte des petits planteurs des travaux de plantation, d'entretien ou de récolte, dans une perspective d'encadrement et de soutien.
- Les prestataires de services s'inscrivent dans la lignée des chefs de file. Ils possèdent toutefois une vocation commerciale plus explicite, dans la mesure où leur assise économique repose sur ces prestations.

A travers les paragraphes qui précèdent, les différents acteurs ont été recensés et décrits de façon analytique. Ceci permet de rendre compte de leur diversité et de la complexité organisationnelle qui en résulte. Par la suite, le rôle de certaines institutions est reconsidéré selon une approche plus fonctionnelle. En quoi l'action du CTCS a-t-elle contribué au maintien de la filière à ce jour et quels sont les axes possibles pour renforcer cette contribution ? En quoi une structure en pleine évolution comme Canne-Union peut-elle renforcer la construction sociale de la filière ? Tel est le type de questions auxquelles nous sommes appelés à répondre. En particulier, il importe d'analyser le rôle des prestataires dans l'organisation sociale de la filière, notamment dans l'articulation entre production et transformation. Il convient également de voir comment la SAFER intervient réellement dans la gestion foncière et si elle permet, par exemple, de faciliter l'accès à la terre d'un petit planteur prétendant à l'extension. Dans un autre cadre, il est intéressant de comprendre le rôle déterminant du Syndicat de défense de l'Appellation d'origine « Rhum agricole Martinique » dans la construction de l'AOC rhumière. Ce rôle amène notamment à s'enquérir de l'influence de cette institution professionnelle quant aux orientations données à la construction ; de même qu'aux contributions ou aux incidences possibles sur le maintien de la filière rhum agricole. Seule cette analyse fonctionnelle des structures professionnelles et interprofessionnelles, constituant autant de « rouages » de la filière canne martiniquaise, peut permettre d'accéder à une compréhension la plus complète possible de son fonctionnement.

5. UN TERRITOIRE CONTRASTE, UNE MATIERE PREMIERE CONNUE, UNE FILIERE ORGANISEE

Tirant profit du climat tropical humide, ainsi que de sols volcaniques qui confèrent à la Martinique un fort potentiel agricole, la canne semble y avoir trouvé un milieu qui lui est favorable. Certaines régions productrices doivent affronter le gel, comme la Louisiane par exemple, ou la sécheresse, qui impose de coûteux dispositifs d'irrigation. À la Martinique, au contraire, la culture pluviale est permise. Cependant, l'archipel caribéen se caractérise par une grande variabilité de conditions climatiques, incluant les risques cycloniques, les excès pluviométriques ou les sécheresses accidentelles susceptibles de perturber le développement des cultures. Ces aléas conduisent Roger

KLAUS⁵⁰ (2000) à penser que la région caribéenne ne constitue pas une zone de prédilection naturelle pour la culture de la canne. A la Martinique, se pose de plus le problème du relief accidenté, qui représente souvent une contrainte forte pour la mécanisation.

Alors qu'il ne reste plus qu'une dizaine d'établissements industriels en fonctionnement, l'organisation des livraisons de canne sur le territoire passe par des recoupements entre bassins d'approvisionnement. Concernant ces acteurs industriels et leur articulation avec les planteurs, quelques points forts ressortent de ce troisième chapitre. D'une part, la population de planteurs se présente comme fortement hétérogène. Les petits producteurs, majoritaires, assurent une faible part du tonnage total et se localisent surtout dans les zones les plus défavorisées, du point de vue topographique. L'essentiel de la production est issu d'un petit nombre d'exploitations, bénéficiant de meilleures conditions de mécanisation. La présentation de la population des planteurs montre ainsi la très forte dépendance de la filière canne vis-à-vis d'un nombre restreint de fournisseurs. Plus encore, l'existence de la SAEM du Galion repose sur les livraisons assurées par seulement 1% des planteurs (équivalant à 3% des fournisseurs de l'usine). En raison de leurs positions économiques, trois unités semblent déterminer le sort de toute la filière et, particulièrement, de l'usine du Galion : à elles-seules, l'exploitation agricole du Galion, l'exploitation du Lareinty et l'exploitation Lapalun contribuent à plus de 74% à l'approvisionnement en matière première de la SAEM. Ce constat laisse entrevoir l'importance des stratégies de groupes, à l'interface des secteurs agricole et industriel. D'autre part, ce chapitre montre que la diminution du nombre de planteurs relève surtout des petits fournisseurs de distilleries ; d'où l'intérêt d'analyser les formes d'organisation au sein de la filière canne. Cette question organisationnelle a pu être conçue comme un handicap à la Guadeloupe ou à la Réunion (BONOTTO, 1999), vu la multiplicité d'acteurs. À la Martinique au contraire, le nombre restreint de planteurs et d'organismes (incluant le rôle central du CTCS) semble faciliter son organisation.

La filière canne martiniquaise bénéficie d'une image de « filière calme », « bien organisée ». Cette filière sait également faire montre d'une certaine solidarité lors d'importantes prises de position (devenir de la SAEM, négociations des subventions, etc.). Cependant, du fait du petit nombre d'acteurs qui la compose, les recoupements entre structures sont fréquents (cf. annexe 1.12). Ceci n'explique-t-il pas en partie cela ? Puis, partant de la domination économique d'un petit nombre d'acteurs, ne peut-on présager de rôles différents quant au devenir de la filière et d'intérêts divergents ? L'apparente cohésion de la filière ne cache-t-elle pas certains dysfonctionnements en profondeur susceptibles de constituer une menace pour son devenir ou constitue-t-elle un atout ? Afin de répondre aux interrogations soulevées par la mise en scène des acteurs, l'analyse du fonctionnement des systèmes mis en jeu s'impose. Au constat de l'hétérogénéité des unités de production et de transformation, font suite des perspectives différentes quant au fonctionnement de chaque type d'unité. L'analyse des conditions de durabilité de la production nous conduit, dans une seconde partie, à approfondir le fonctionnement des exploitations et à s'enquérir des débouchés offerts par la transformation.

⁵⁰ Directeur des études sucrières à ERSUC, à Paris (communication au Programme Canne à sucre du CIRAD-CA, tenue à Montpellier, en septembre 2000).

2^{ÈME} PARTIE

MODALITES ET CONDITIONS DE DURABILITE DE LA PRODUCTION DE CANNE

Réfléchir au devenir de la canne à la Martinique implique obligatoirement de s'intéresser au secteur de la production, qui constitue le premier segment de la filière : l'avenir de la production cannière est conditionné par celui du secteur productif proprement dit. Or, un certain nombre d'indices montre que la reproduction de ce secteur n'est pas forcément assurée. L'un des plus manifestes est la forte diminution du nombre de planteurs de canne. Cependant, analyser les conditions de maintien de la production de canne suppose également de s'interroger sur ses débouchés, conditionnés par le maintien de ses industries de transformation et de la commercialisation de leurs produits.

Une analyse transverse du secteur de la production et de la transformation est ainsi effectuée tout au long de cette deuxième partie¹, en se référant au cadre proposé par Etienne LANDAIS (1998). Ce cadre, adapté aux besoins de la présente recherche², a précisément été conçu, rappelons-le, pour analyser le devenir des exploitations agricoles, en considérant les quatre conditions de durabilité que sont : la reproductibilité agro-écologique, la viabilité économique, la vivabilité sociale et la transmissibilité intergénérationnelle. Ces conditions ont fait l'objet d'une extension en quatre « dimensions » (environnementale, économique, sociale et temporelle), qui permettent d'analyser les perspectives de durabilité de la production de canne, en prenant en compte son insertion dans une filière, au sein d'un territoire.

Le chapitre IV se focalise sur le secteur de la production agricole, à travers une analyse des pratiques mises en œuvre par les planteurs pour conduire la canne, au regard des recommandations techniques. Cette approche permet de réfléchir à l'adéquation de la recherche et du développement aux attentes des planteurs. Elle constitue un préalable à l'analyse successive des quatre dimensions de la production cannière, à travers les liens tissés avec son environnement naturel, économique et social (dans les chapitres V à VIII). Le dernier chapitre de cette deuxième partie vise à faire la synthèse des conditions de durabilité des unités de production et de transformation, en tant que systèmes constitutifs de la filière canne.

¹ Les analyses présentées dans les chapitres suivants s'inscrivent en continuité du travail réalisé en collaboration avec Maguelonne JOËT en 1999 (BARON, JOËT, 1999 ; JOËT, 2000), objet de son mémoire de fin d'étude (diplôme d'Ingénieur en agronomie tropicale, Master of sciences) : Spécificités et durabilité de la production de canne à sucre à la Martinique.

² cf fig. 4 : « Conditions de durabilité de la production de canne à la Martinique et incidences potentielles sur le développement durable du territoire ». Ce schéma structurant guide l'analyse développée dans cette deuxième partie, notamment dans les chapitres V à VIII.

CHAPITRE IV – CONDUITE DE LA CANNE : QUELS ECARTS ENTRE TECHNIQUES ET PRATIQUES ?

S'intéresser aux conditions de durabilité de la production de canne martiniquaise conduit, comme précisé précédemment, à considérer ses liens avec l'environnement naturel, économique et social, sans omettre sa dimension foncière. Concernant le secteur productif proprement dit, l'exploration de ces quatre dimensions implique d'analyser le fonctionnement des unités de production cannière, dont la diversité a été révélée au chapitre précédent. A cette fin, ce nouveau chapitre constitue une présentation des techniques et pratiques de culture de la canne à la Martinique, préalable indispensable à l'étude des conditions de durabilité de cette production. La première section apporte des précisions méthodologiques et techniques, utiles à la compréhension de la démarche mise en place. Après quoi, sont successivement considérées les grandes séquences de l'itinéraire technique, que sont l'installation de la culture, l'entretien et la récolte. La dernière section de ce chapitre vise à une synthèse relative aux stratégies des planteurs pour conduire leur culture et à en tirer les conséquences en terme de recherche-développement.

1. POINTS DE METHODOLOGIE ET COMPLEMENTS SUR LA CULTURE

Quelques précisions s'imposent sur les choix méthodologiques propres à l'analyse des pratiques des planteurs, pratiques qui peuvent être mieux cernées grâce à une présentation du calendrier cultural de la canne, avant de définir ses principaux modes de conduite.

1.1. Passage des techniques aux pratiques : une autre façon d'aborder l'exploitation

Le développement agricole a longtemps été conçu comme résultant simplement du changement des techniques, comme le rappelle Philippe JOUVE (1992) : les transferts de technologie ont été privilégiés dans les projets de développement, sans adaptation des techniques à vulgariser. Les nombreux échecs qui en ont résulté ont aidé à prendre conscience de la nécessaire adéquation entre changements technique et socio-économique. D'où l'essor de la démarche de Recherche-Développement à partir des années quatre-vingts (JOUVE, MERCOIRET, 1987). Celle-ci implique la participation des agriculteurs aux choix et à la gestion des interventions. Une façon d'y parvenir consiste à passer des « techniques » aux « pratiques ». Tel est le changement de perspective que nous nous proposons d'opérer pour aborder le fonctionnement des unités de production cannière.

MILLEVILLE (1987) définit les pratiques comme « *les manières concrètes d'agir des agriculteurs* ». JOUVE (1997b) cite à ce propos la différence faite entre techniques et pratiques par TEISSIER, dès 1978 : les techniques sont « *des ensembles ordonnés d'opérations ayant une finalité de production* », tandis que les pratiques sont « *des manières de faire contingentes de l'opérateur* ». Cet auteur poursuit en précisant que : « *les techniques donnent lieu à des énoncés enseignables et plus ou moins normatifs, définis sans référence aux agents qui seront amenés à les appliquer, tandis que les pratiques, fruit de l'empirisme, ne peuvent s'analyser indépendamment*

des "acteurs" qui les mettent en œuvre ». Les pratiques se présentent de fait comme l'un des éléments les plus concrets pour comprendre l'enchaînement des décisions prises par l'exploitant en vue d'organiser son système de production. Elles permettent de replacer l'agriculteur au centre du développement, en intégrant ses savoir-faire ; d'où le choix d'étudier le fonctionnement des unités de production cannière à partir des pratiques mises en œuvre par les planteurs pour conduire leur canne. Pour ce faire, nous nous référons notamment aux travaux de Alain CAPILLON (1988), qui souligne la nécessité de replacer l'étude des pratiques au sein du fonctionnement de l'exploitation agricole. Cette approche répond à un objectif d'analyse (observer, décrire, comprendre, évaluer) et un objectif prospectif. Concernant la conduite de la canne, il s'agit de pénétrer la logique des planteurs et cerner les effets de leurs pratiques. Cette analyse se décline en trois volets (LANDAIS et al., 1988) : les modalités, l'opportunité et l'efficacité des pratiques culturales.

Le premier volet consiste à décrire les pratiques, en s'appuyant sur les enquêtes effectuées auprès des planteurs³ et les observations de terrain. Selon les caractéristiques structurelles des parcelles et les données conjoncturelles, un même producteur peut faire appel à différentes pratiques. L'approche chronologique de l'itinéraire technique d'une parcelle donnée, facilite à la fois la mémorisation par le producteur et la fiabilité de ces propos (en limitant les omissions). Elle facilite également l'accès à une certaine représentativité des situations existantes, en passant par la comparaison de la situation décrite à une moyenne ou à des normes.

Le second volet vise à déceler la justification de ces pratiques : il s'agit de recueillir, du point de vue de l'exploitant, les raisons qui le conduisent à adopter une pratique donnée. Pour ce faire, en accord avec BARBIER (1999), nous partons du postulat suivant : la mise en œuvre des pratiques résulte d'un certain nombre de décisions explicites ou implicites de la part des acteurs, en fonction de leurs moyens, leurs objectifs et la perception qu'ils ont de l'état du milieu. Cette recherche de la logique interne des choix techniques des agriculteurs permet de mettre en évidence les contraintes qui pèsent sur leurs décisions, les atouts ou opportunités qu'ils cherchent à valoriser, ainsi que les objectifs qu'ils poursuivent (JOUVE, 1989). Elle implique de prendre en compte le poids des traditions, de même que les relations entre planteurs, prestataires, transformateurs, agents d'encadrement, etc. Il s'agit d'un moyen privilégié pour cerner le fonctionnement des unités de production cannière, replacées au sein de leur filière. Cette analyse interne relève nécessairement d'une approche pluridisciplinaire : « *On est alors conduit à considérer les pratiques agricoles de la même façon que Marcel Mauss proposait d'étudier les faits sociaux, c'est à dire comme des "touts" à la fois techniques, économiques, esthétiques, symboliques...* » (JOUVE, 1997b). Du fait du caractère relatif des pratiques agricoles, dont l'analyse implique d'associer sciences du milieu, sciences techniques et sciences sociales, l'approche en est toutefois souvent partielle.

Le troisième volet consiste à évaluer l'efficacité, les effets des pratiques des planteurs. Contrairement à l'étape de compréhension, cette évaluation relève habituellement d'un système de référence monodisciplinaire. Cependant, l'analyse des multiples liens tissés entre la canne et son milieu (environnemental, économique et social) implique d'évaluer ces pratiques en mobilisant

³ La méthodologie d'enquête a été brièvement décrite à la fin du chapitre I.

successivement trois points de vue. Le premier, celui de l'agronome mais aussi du géographe, vise à réfléchir aux impacts des pratiques sur les ressources naturelles, à leur efficacité paysagère et à leurs incidences sur la capacité productive du milieu de culture ; ce qui permet de préjuger de la reproductibilité agro-écologique des unités de production cannière. Selon le second point de vue, celui de l'économiste, les pratiques (et, de façon générale, les modes de conduite) sont évaluées par rapport aux coûts et aux résultats qui en découlent ; ce qui permet d'appréhender la viabilité des unités de production. En dernier ressort, en mobilisant le point de vue du sociologue, l'impact de certaines pratiques des planteurs sur la société martiniquaise est évalué. Cette triple approche sectorielle est replacée au cœur de l'analyse transverse effectuée au cours des chapitres V à VII.

Ce troisième volet de l'étude des pratiques qu'est l'analyse externe est valorisé de façon complémentaire à l'analyse interne. La démarche systémique met en cohérence les éléments intervenant dans le fonctionnement des exploitations. Cette approche aide à cerner le rôle et la place de la canne au sein de l'ensemble des activités de l'agriculteur. Il s'agit d'accéder à une vision plus synthétique des unités de production, au regard de la présentation monographique faite au début de cette 3^{ème} partie. Cette compréhension favorise la construction d'une typologie des systèmes d'activités, mettant en lumière leur trajectoire d'évolution. La synthèse des conditions de reproductibilité, viabilité et vivabilité des unités de production cannière devrait permettre de cerner leurs perspectives en terme de transmissibilité intergénérationnelle et, au final, de durabilité.

Toutefois, l'analyse des pratiques peut conduire à des jugements contradictoires sur leur bien fondé : selon que l'on considère le court ou le long terme ; selon le point de vue d'où l'on se place, avec des divergences d'intérêts entre acteurs privés – individuels ou collectifs – (planteurs, prestataires, industriels, société martiniquaise) et publics (collectivités territoriales, Etat, Europe). Chercher à définir la rationalité du choix des agriculteurs ne signifie pas que « [...] ces choix soient les meilleurs possibles pour la communauté nationale ou la protection de l'environnement » (JOUVE, 1997b). Le caractère relatif des pratiques agricoles implique de réfléchir aux convergences d'intérêts possibles entre acteurs, en prenant en compte la multifonctionnalité des exploitations. Cette phase plus prospective fera l'objet d'une synthèse à l'issue de l'analyse des quatre dimensions de durabilité des unités de production.

1.2. Eléments complémentaires sur la conduite de la canne

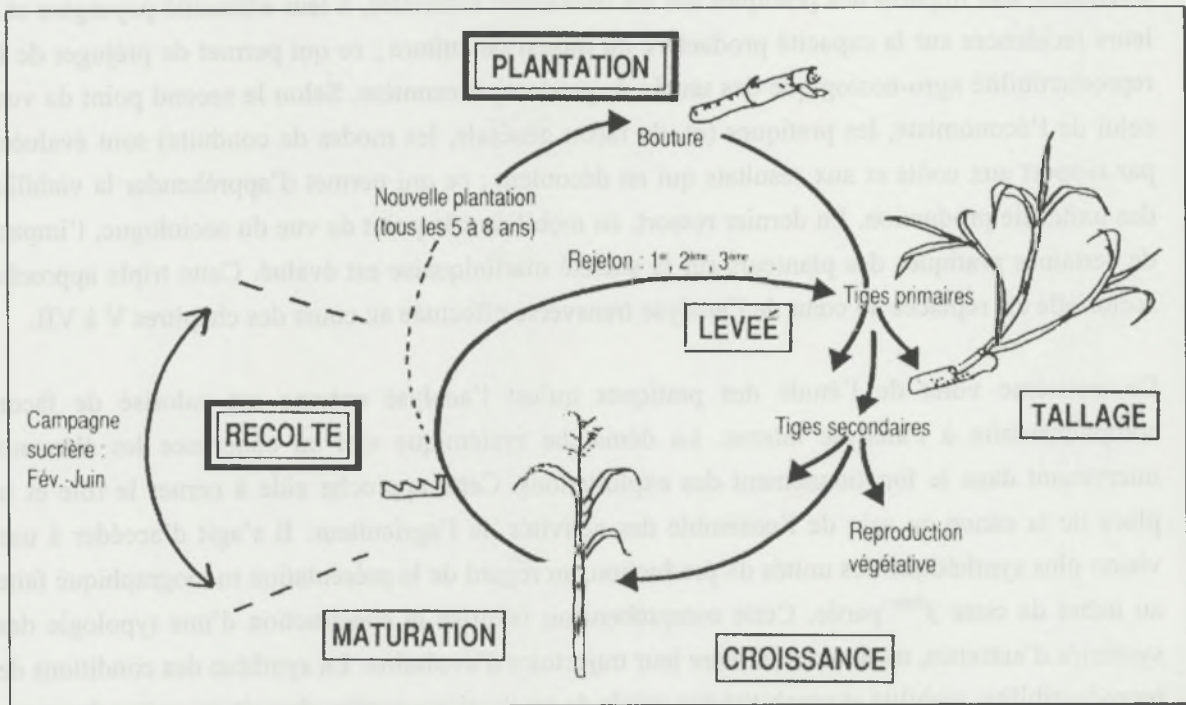
Les paragraphes suivants complètent les données présentées au chapitre III⁴, en approfondissant les caractéristiques agronomiques de la canne et le séquençage de sa culture.

1.2.1. Une culture pérenne, cultivée comme une culture annuelle

Installée en terre pour plusieurs années, la canne est une plante pérenne. Elle est toutefois cultivée comme une culture annuelle, d'où la distinction essentielle entre cycle de récolte et cycle total.

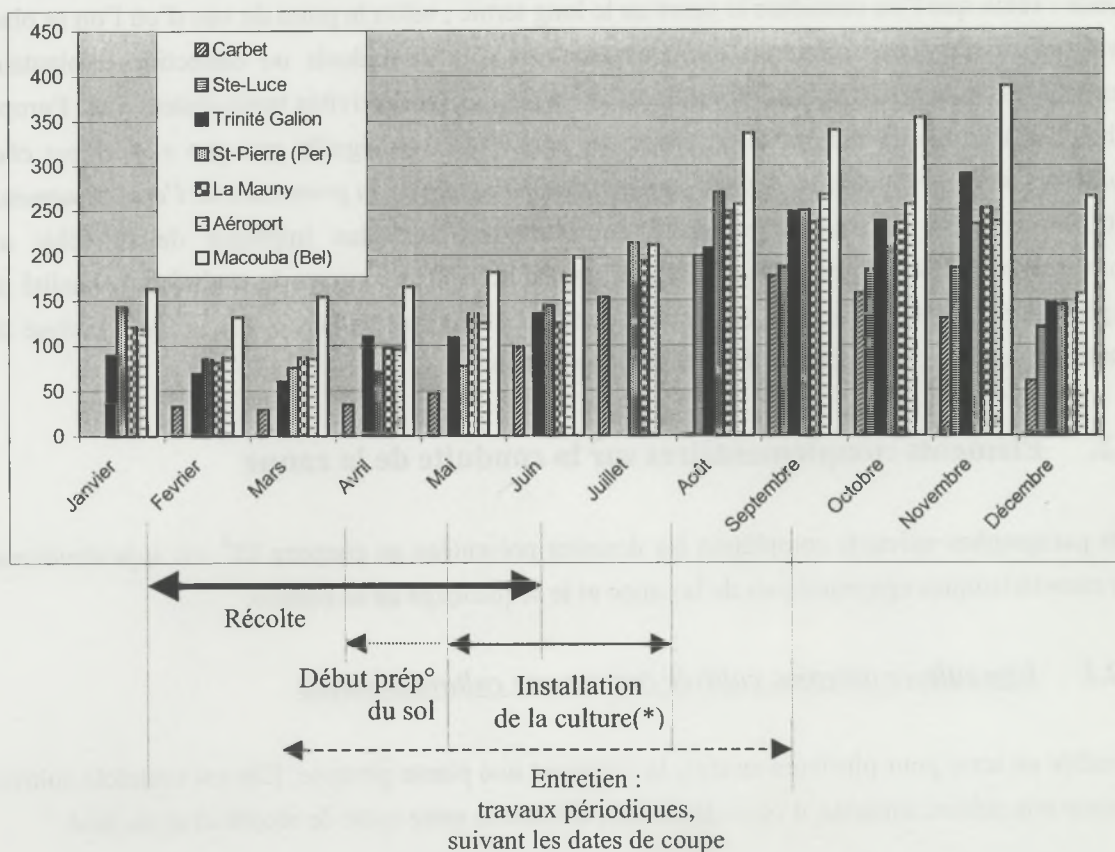
⁴ cf. § 1.1. La matière première en amont de la filière : la canne à sucre.

Figure 16 : Cycle de récolte et cycle total



Source : CTCS, 1994. Le manuel du planteur de canne à sucre.

Figure 17 : Pluviométrie mensuelle (en mm) et calendrier cultural pour la canne



D'après : Météo-France, 1998

(*) Selon les possibilités du milieu l'installation de la culture peut aussi se faire à d'autres périodes de l'année

a) Cycles et calendrier cultural

La canne est une plante pluriannuelle, caractérisée par deux cycles (FAUCONNIER et BASSEREAU, 1970). Le cycle annuel (ou cycle de récolte), va de la plantation ou de la coupe précédente à la coupe suivante. Il dure en moyenne douze mois à la Martinique, ce qui revient à privilégier la canne dite de petite culture. Le cycle total (appelé également cycle de culture ou cycle de vie), va d'une plantation à la plantation suivante. Il peut durer de quatre à plus de dix ans, suivant le lieu, la variété, les conditions de culture. La moyenne martiniquaise se situe entre cinq et huit ans de récoltes successives. Après quoi, la rentabilité de la culture diminue (baisse de production ou augmentation des coûts d'entretien), ce qui conduit à la replantation. Les figures 16 et 17 illustrent l'imbrication de ces deux cycles, ainsi que leur étalement dans le temps.

Le cycle annuel de développement de la culture voit se succéder les phases de levée, tallage, croissance, floraison (éventuellement) et maturation. La canne est multipliée par bouturage : à partir des boutures mises en terre, vont se développer des tiges primaires, qui donnent des tiges secondaires, puis tertiaires, jusqu'à couverture totale du sol. A cette phase de tallage, étalée sur les trois à quatre premiers mois de la culture, succède la phase de croissance, où les besoins en humidité et en chaleur sont importants. La floraison, quand elle survient (suivant les conditions climatiques, l'âge de la canne et la variété), peut précéder la phase de maturation de un à plusieurs mois. A partir du neuvième ou du dixième mois, commence la phase de maturation, qui se traduit par l'accumulation de saccharose dans les tiges. Après la maturation, vient la récolte. La période de récolte, qui constitue la campagne, dure trois à cinq mois à la Martinique, selon les unités de transformation. Traditionnellement située entre février et juin, elle peut parfois s'étaler jusqu'au mois de juillet. Cette période débute pendant la saison sèche ou « carême » et se termine avec l'arrivée de la saison des pluies. Après la coupe, un nouveau cycle annuel redémarre : tallage, croissance, maturation puis récolte.

b) Eléments sur l'agronomie de la canne : croissance et maturation

Les préférences édapho-climatiques de la canne (cf. chapitre III) illustrent l'importance de ses besoins en eau. La production de canne est proportionnelle à la quantité d'eau pendant la période de végétation (à la Martinique, entre mai et janvier). Pour des besoins annuels de 1 500 à 2 000 millimètres, ses besoins mensuels sont d'environ de 100 à 170 millimètres par mois de végétation, en particulier entre le quatrième et le neuvième mois (phase de croissance active ou « Boom stage »). Par contre, la richesse est inversement proportionnelle à la quantité d'eau disponible pendant la période de maturation (de décembre à mai à la Martinique). La canne tire profit, pour sa maturation, d'une saison sèche marquée de quatre à cinq mois. Le stress hydrique, à partir du dixième mois de culture, est requis pour l'accumulation de saccharose. L'entrée en maturation de la plante se fait sous l'influence combinée d'une sécheresse et d'un froid relatifs. Elle est favorisée par l'augmentation de l'amplitude thermique entre le jour et la nuit (ROSEMAIN, 1978).

La diversité de répartition pluviométrique totale à la Martinique (cf. carte 5, chapitre III) se double d'une diversité de répartition mensuelle, selon les localités. C'est ce qu'illustre la figure 17. Elle laisse entrevoir deux points quant à la conduite de la culture. D'une part, elle met en exergue des périodes susceptibles de se traduire par des goulets d'étranglement quant aux temps de travaux : il en va ainsi entre la fin de la récolte et le début de la plantation ou entre périodes d'entretien et de récolte ; un point à voir lors de l'analyse du fonctionnement des exploitations. D'autre part, cette figure relative au calage du calendrier cultural et de la pluviométrie corrobore la variabilité de ce facteur climatique, ce qui présage d'une grande diversité de résultats quant à la croissance et la maturation de la canne. Avant d'explorer celle-ci, il est intéressant de s'interroger sur la façon dont la culture est conduite, au regard des données présentées ci-dessus.

1.2.2. Quatre grands modes de conduite de la canne à la Martinique

Donner du sens aux pratiques identifiées suppose de les resituer dans l'itinéraire technique suivi, celui-ci étant défini comme « *une suite logique et ordonnée des opérations culturales appliquées à une culture, de son installation à la récolte* » (SEBILLOTTE, 1979). Cet objectif suppose de mettre en relation l'itinéraire technique avec le milieu et les types d'exploitation. L'ambition à ce stade de l'investigation n'est pas de construire une typologie fonctionnelle détaillée des planteurs, mais de cadrer les principaux modes de conduite de la canne sur l'île. Nous choisissons de différencier ces derniers par rapport à l'itinéraire technique, en y ajoutant des critères fonctionnels et structurels.

La récolte est la phase la plus onéreuse de l'itinéraire technique pour la canne, représentant 40 à 50% du coût de production (CTCS, 2000b). En matière de contrainte de temps, c'est surtout la coupe qui est décisive dans la stratégie de l'exploitant, selon qu'il coupe lui-même ses cannes, paye des salariés ou fasse appel à un prestataire. Le degré de mécanisation et la forme de mobilisation du personnel pour la coupe constituent de la sorte deux critères clés très discriminants des modes de conduite. Ces deux critères relatifs à la coupe coïncident en grande partie avec ceux relatifs à l'entretien (désherbage et fertilisation)⁵. La rétrospective de la mise en place des structures de production (chap. II) montre que ces éléments fonctionnels se superposent en grande partie avec deux données structurelles : la topographie et la surface cannière.

La topographie est un premier facteur décisif à prendre en compte pour différencier les modes de conduite de la canne et en évaluer les coûts de production : elle constitue souvent un handicap pour le développement de la mécanisation, notamment pour la récolte. Trois modalités peuvent être retenues : topographie très accidentée (pente > 30%), moyennement accidentée (pente entre 30 et 15%) et faiblement accidentée (pente douce régulière < 15% ou terrain plat). Ces trois modalités peuvent être mises en parallèle avec la superficie exploitée en canne. Historiquement, les petites exploitations, très nombreuses, se trouvent majoritairement en « morne », avec une topographie

⁵ Par contre, l'installation de la culture se fait dans tous les cas de façon semi-mécanisée. Elle diffère uniquement par les formes de mobilisation du personnel et de l'équipement, avec recours ou non à la prestation de services. Cette étape en amont de l'itinéraire technique est de fait moins discriminante des modes de conduite.

fortement à moyennement accidentée. A l'opposé, les grandes unités, supérieures à 50 et surtout 100 ha, se situent surtout en plaine alluviale ou dans des zones moyennement à peu accidentées. Entre les deux, existent quelques unités de taille intermédiaire, localisées tant en plaine qu'en zone accidentée. Il n'y a toutefois pas de concordance exacte entre les modalités de superficie et de topographie : de même qu'il existe des parcelles de grandes exploitations en terrain moyennement accidenté, quelques petites unités bénéficient d'une topographie plate. Les limites⁶ de superficie retenues pour différencier les modes de conduite sont liées au fonctionnement des unités de production cannière. Sont retenues comme « petites », celles dont la surface en canne n'excède pas 5 ha ; comme « moyennes », celles cultivant entre 5 et 50 ha de canne ; comme « grandes », celles dotées de plus d'une cinquantaine d'hectares en canne. Des facteurs « topographie » et « surface en canne » découlent le degré de mécanisation de la récolte et, plus généralement, de l'itinéraire technique. Cet ensemble de critères s'avère très éclairant pour cerner les choix techniques des planteurs et conduit à identifier quatre modes de conduite principaux (cf. tableau 23).

Tableau 23 : Différenciation des principaux modes de conduite de la canne

Critères	Mode I	Mode II	Mode III	Mode IV
Mode de coupe	Coupe manuelle			Coupe mécanisée
Mobilisation du personnel pour la récolte	Surtout familial ou entraide	Prestation de services (équipe de coupeurs et de chauffeurs)	Personnel salarié	Personnel salarié (chauffeurs de récolteuses et tracteurs)
Topographie	Fort ^{nt} à moyen ^{nt} accidentée (pente > 30%)	Moyennement à faiblement accidentée (pente entre 30 et 15%)		Pente douce régulière < 15% ou terrain plat
Dominante de l'itinéraire technique	manuelle	Semi-mécanisée		Mécanisé
Structure d'exploitation Surface moyenne en canne	Petites exploitations < 5 ha	Petites et moyennes exploitations [1 ; 50 ha [	Moy. et grandes exploitations > 25-50 ha	Grandes exploitations > 50-100 ha
Nombre de planteurs enquêtés	9 (dont 4 colons de l'EAG)	14 (dont 1 en prestation totale)	12	9
			dont 5 ayant recours aux 2 modes (II & IV)	

D'après : Enquêtes 1999-2002 ; CTCs, 2000

Le premier mode de conduite, caractérisé par un itinéraire technique à dominante manuelle, est mis en place au sein d'exploitations familiales, sur de petites surfaces en canne (moins de 5 ha). Dans ce cas de figure, le responsable d'exploitation et les membres de l'unité familiale cherchent à gérer eux-mêmes le maximum d'opérations culturales. Il en va ainsi pour les colons de l'EAG et pour nombre de fournisseurs de distilleries. Le second mode de conduite caractérise les exploitations qui font appel à un prestataire pour la récolte. La surface en canne varie dans ce cas

⁶ Ces limites relatives à la culture étudiée ne présument pas de la superficie totale de l'exploitation agricole. Nous choisissons, pour l'instant, de faire abstraction de cette dernière, sachant toutefois qu'il y existe une certaine corrélation entre celle-ci et la surface cultivée en canne.

de trois-quatre à une cinquantaine d'hectares. Toutefois, de plus grandes surfaces peuvent être concernées⁷. Ce mode de conduite implique généralement un itinéraire technique à dominante semi-mécanisée, pouvant être qualifié de « mixte », vu les diversités qu'il englobe⁸. Selon que la prestation soit totale ou partielle, que l'entretien soit manuel ou mécanisé, diverses variantes coexistent. Les troisième et quatrième modes identifiés sont mis en œuvre par des exploitations dotées de plus d'une cinquantaine d'hectares en canne. L'itinéraire technique, à dominante semi-mécanisée ou mécanisée, repose alors sur d'importants investissements en matériel. La mécanisation totale de la récolte se répand de plus en plus sur les grandes exploitations, autant que le permettent la topographie et les performances du matériel. Sur ces grandes exploitations, la canne est surtout conduite selon le mode IV, mais certaines parcelles ou habitations⁹ sont encore récoltées de façon semi-mécanisée, d'où la distinction entre modes III et IV.

En conclusion, les quatre principaux modes de conduite diffèrent avant tout par la gestion de la récolte, véritable point névralgique de la culture de la canne, en matière de temps et donc de coûts. Retenons toutefois que les modes de conduite décrits ci-dessus ne sont pas exclusifs. Des intermédiaires coexistent dans la réalité, les combinaisons entre les facteurs « topographie », « surface en canne » et « degré de mécanisation de la récolte » restant nombreuses. Les itinéraires techniques à dominantes semi-mécanisée et mécanisée se recoupent avec différentes structures d'exploitations. La différenciation effectuée (cf. tableau 23), mobilisée dans toute la thèse, permet de situer les pratiques observées.

1.3. Autres points de la démarche : analyse des écarts et itinéraire technique

Il n'est pas possible de rendre compte de toute la diversité des pratiques relevée au cours des enquêtes : quasiment chaque planteur fait preuve d'originalité dans leur mise en œuvre. L'accent est mis sur les adaptations à des conditions particulières, sur les différences entre pratiques et recommandations normatives. L'appréciation de ces « écarts à la norme » guide l'analyse interne des pratiques : elle favorise l'identification des contraintes et opportunités du milieu perçues par les planteurs, ainsi que des objectifs et stratégies qu'ils poursuivent. En révélant également le niveau d'adéquation entre les attentes des planteurs et leur situation, l'analyse interne permet d'évaluer la marge d'action possible pour la recherche-développement. Dans les sections suivantes, les séquences de l'itinéraire technique sont passées en revue, en rappelant pour chacune les recommandations du CTCS. Ce rappel s'inspire de l'ouvrage de vulgarisation qu'est le « manuel du planteur de canne »¹⁰ (CTCS, 1994), ainsi que des formations assurées aux planteurs et au personnel d'exploitation, en partenariat entre le CTCS et la Chambre d'agriculture.

L'évolution des techniques et du matériel végétal est évoquée en parallèle, à titre de référent historique pour contextualiser et mieux comprendre les modes de conduite actuels, car l'avenir de

⁷ Dont un exemple frôlant la centaine d'hectares, pour lesquels le CTCS assure la récolte en prestation de services.

⁸ Nous verrons plus tard que l'accès à la récolte totalement mécanisée en prestation est désormais possible.

⁹ partie d'exploitation.

¹⁰ Ouvrage auquel est renvoyé le lecteur pour de plus amples informations sur la conduite de la canne à la Martinique.

la production de la canne n'est pas indépendant de l'évolution technique de sa culture. Depuis l'introduction de la canne à sucre à la Martinique, vers 1648, sa culture a subi de profonds bouleversements au niveau technique, parallèlement à l'évolution socio-économique du pays et de la filière canne. Avec la création du Centre technique de la canne et du sucre en 1952, ces changements se sont accélérés. Il nous paraît de fait intéressant de témoigner de l'évolution des techniques culturales et de récolte, ainsi que de l'évolution variétale sur la seconde moitié du XX^e siècle. Ce faisant, référence est faite à un travail collectif réalisé pour une table ronde sur la filière canne au début des années quatre-vingt-dix, mettant à profit le témoignage des « anciens » (BARON *et al.*, 1992). Cette mise en perspective fournit des repères pour l'analyse des conditions de durabilité de la production cannière, quant aux aspects techniques et variétaux.

2. L'INSTALLATION DE LA CULTURE : UN INVESTISSEMENT A LONG TERME

La canne étant replantée en moyenne tous les cinq à huit ans, l'implantation de la culture constitue un investissement important, d'où la nécessité de lui apporter le plus grand soin. Cette séquence comprend l'aménagement de la parcelle, la préparation du sol, puis la plantation proprement dite, incluant la mise en terre et le recouvrement des plants.

2.1. Aménagement de la parcelle : de nombreuses variantes

Selon qu'il s'agisse d'une parcelle en friche ou à replanter, se pose la question de la destruction des résidus, avant de procéder aux aménagements préalables à l'implantation de la culture.

2.1.1. Destruction des résidus du précédent cultural : une préférence pour le brûlage

Les résidus laissés par le précédent cultural doivent être détruits, faute de quoi ils peuvent gêner la préparation du sol. Pour ce faire, le gyrobroyeur (bush-cutter) est l'outil préconisé, sauf en cas d'une première mise en culture, nécessitant l'utilisation d'un bulldozer, en évitant le décapage du sol. Dans la pratique, cette destruction se fait surtout de façon mécanique ou par brûlage.

Bien qu'il ne soit pas recommandé pour éliminer les résidus avant préparation du sol, le brûlage est la pratique la plus fréquente pour ce faire, car jugée la plus simple et la moins onéreuse, quel que soit le précédent. Tel est le cas chez des petits planteurs ne disposant pas de gyrobroyeur, pour lesquels le brûlage avant plantation revêt un autre aspect positif : il s'accompagne d'une pousse des adventices, qui sont ensuite plus facilement détruites par le traitement de pré-émergence ; ce qui permet d'épuiser en partie le stock de semences présent dans le sol. Bien qu'informés de la perte de matière organique, préjudiciable à la fertilité du sol, qui peut être générée par ce brûlage, les planteurs qui y ont recours en retiennent surtout l'atout économique. Cette pratique du brûlage avant plantation n'est toutefois pas mise en œuvre partout. Elle est moins fréquente dans les zones les plus exposées à la sécheresse, où elle est connue comme nuisible à la repousse. La contrainte économique semble donc primer sur les aspects agro-écologiques, tant que la capacité reproductive du milieu n'apparaît pas menacée à court terme.

Les résidus du précédent cultural peuvent également être détruits par une opération mécanique, avec un recours au bulldozer en cas de plantation après friche. Les planteurs sont favorables à une telle pratique qui permet d'aplanir la parcelle et d'en aménager les abords. Cependant, le décapage de tout ou partie de la couche de terre végétale est fréquent. L'objectif de rentabilité économique semble éclipser dans ce cas la prise en compte des risques potentiels sur le long terme.

Le gyrobroyeur permet au contraire d'optimiser les bienfaits des résidus de culture, surtout en cas de replantation, en favorisant leur restitution tout en préservant la couche arable. Il constitue un intéressant compromis entre la conservation de la totalité de la matière organique et la facilité de préparation du sol, avec une bonne répartition des résidus. Le broyage des résidus végétaux nécessite d'être complété par un ou deux déchaumages, afin de mélanger la biomasse au sol et d'activer sa décomposition. Cette opération se fait avec un pulvérisateur lourd (ou déchaumeuse, appelée localement « herse lourde »). L'utilisation conjointe du gyrobroyeur et de la déchaumeuse tend à se développer. Le nombre de passages varie fortement selon le précédent cultural, voire la variété de canne. La R 570 est l'une des variétés dont les résidus impliquent le plus de passages (jusqu'à 3 ou 4), du fait de la qualité de sa fibre ; la B 64.566, réputée pour sa forte masse végétale et la forte adhérence de ses feuilles, n'imposerait pas autant de passages.

Toutefois, ces opérations se heurtent à la disponibilité en matériel, tous les producteurs ou prestataires n'étant pas équipés de façon adéquate. De plus, la plantation coïncidant avec la fin de la récolte, il n'y a pas toujours de tracteur disponible pour le gyrobroyage ; ce qui explique le recours encore fréquent au bulldozer. Lors des enquêtes, un cas de traitement chimique à la rampe a été mentionné pour l'élimination des résidus du précédent cultural, sur une parcelle fortement enherbée avant plantation. Cette pratique de destruction chimique des résidus s'inscrit dans une perspective de préparation simplifiée du sol ou « *zero tillage* », sur laquelle nous revenons plus loin.

2.1.2. Aménagements fonciers : remodelage et épierrage pour la mécanisation

Suivant les conditions du terrain et au regard des objectifs à atteindre en matière de mécanisation, l'aménagement foncier se poursuit par des travaux de nivellement, d'épierrage, de drainage, etc. Avant de voir les opérations d'aménagement actuellement pratiquées, il est opportun de rappeler les débuts de la mécanisation de la culture de la canne à la Martinique.

a) Le remodelage : une pratique à replacer dans l'histoire de la mécanisation de la canne

Les premiers tracteurs sont introduits à la Martinique vers 1960, venant se substituer aux mulets pour le transport de la canne hors des champs, puis à l'acheminement ferroviaire aux unités de transformation. Par la suite, les tracteurs sont relayés par des camions pour le transport sur route. Concernant la mécanisation proprement dite de la culture de la canne, celle-ci se fait de plus en plus impérieuse avec la désaffection du travail agricole et l'augmentation des salaires au cours des années soixante. Dominique BASSEREAU (1966, p. 1155), en comparant quelques indices économiques à la Martinique entre 1960 et 1965 souligne que « [...], les dépenses salariales ont

augmenté de 60% en cinq ans tandis que le prix de la tonne de canne ne progressait que de 10 à 13% et le prix du sucre de 2% ». Cette situation conduit les planteurs à considérer la récolte comme la première séquence de l'itinéraire technique à mécaniser, et ceci en toute urgence pour sauvegarder la culture. C'est la séquence la plus onéreuse : plus de 50% du prix de revient de la tonne de canne, contre 30% à la même époque dans un domaine sucrier mécanisé en Afrique. Elle affiche l'« indice de niveau social »¹¹ le plus élevé (BASSEREAU, 1966, p. 1155).

La pression économique conduit les planteurs à introduire les premiers chargeurs à griffes (cane-loader) en 1965. Cette première expérience fait ressortir la nécessité d'une préparation adéquate des terres. Jean-Guy VASSEUR (1968), ancien directeur du CTCS, se réfère à cette période en soulignant que « les engins étaient utilisés sur des terrains qui n'étaient pas faits pour y circuler autrement qu'à pied ou à dos de mulets ». Parallèlement, les conditions topographiques difficiles de l'île constituent pendant longtemps un frein majeur au développement de la mécanisation. Pour y remédier, des « remodelages », plus ou moins importants selon les zones de culture, sont réalisés à partir des années soixante. Cette opération consiste à remanier le profil du terrain, aplanir les surfaces et régulariser les pentes, de façon à favoriser le passage des engins de culture et de récolte. Une aide au remodelage est octroyée dans le cadre du plan de relance de la canne en 1966 (LOUIS-JOSEPH, 1987 ; p. 249) : elle atteint 50% lorsque les travaux sont réalisés par l'Association syndicale pour l'amélioration des terres affectées à la canne (ASSATAC) et par la régie de mécanoculture de la Chambre d'agriculture. Le financement complémentaire, assuré par le Crédit agricole, est accordé sur quinze ans, au taux bonifié de 5%. Cette digression sur le montage financier et institutionnel des opérations de remodelage permet : d'une part, de mettre en exergue le soutien aux planteurs dans le cadre du plan de relance ; d'autre part, de souligner le rôle des deux institutions que sont l'ASSATAC et la régie de mécanoculture, ancêtre de l'opération chef de file, dont découle le système actuel de prestataires.

Les opérations de remodelages constituent un préalable au passage à la méthode « Louisiane » de plantation et au développement de la mécanisation ; passage alors jugé, selon les témoins de l'époque, comme condition *sine qua non* de la poursuite de la culture de la canne à la Martinique. Ces opérations sont orchestrées par le CTCS, dont deux agents ont été formés au Génie rural de topographes, pour réaliser les relevés sur l'ensemble de la sole cannière. Entre 1968 et 1975, les remodelages se généralisent en zones humides (sols lourds alluvionnaires), parallèlement au développement de la mécanisation. Le passage effectif à la culture mécanisée n'est permis qu'en 1968, grâce à la révision du mode de plantation : « L'année 1968 peut être considérée comme une année décisive dans l'évolution de la canne en Martinique. C'est en effet au cours de cette année qu'a été franchi le pas le plus important dans l'évolution de la culture de la canne [...]. Pour la première fois des chantiers mécanisés ont fonctionné en grand nombre » (VASSEUR, 1968).

¹¹ Dominique BASSEREAU (1966, p. 1155) définit l'« indice du niveau social » comme « le rapport entre le niveau des salaires (charges salariales comprises) et la valeur de la tonne de canne » ; il admet que « la mécanisation devient une nécessité quand cet indice est supérieur à 1/3 ».

La révision du mode de plantation, dans les années soixante, est inspirée de Louisiane. L'ancienne technique de plantation sur carreaux bombés (plantation à la Caraïbe) fait place à une plantation en lignes, en billons ou à plat, selon que la zone soit inondable ou pas. Outre la plantation, cette révision touche à la préparation du sol et au drainage, avec un remodelage plus ou moins prononcé. Dans les plaines alluviales, pour lesquelles l'ancien système de carreaux bombés interdisait l'emploi d'engins motorisés, le remodelage s'inspire directement du système utilisé en Louisiane. Le terrain est divisé en parcelles de 30 à 60 m de large, sur plusieurs centaines de mètres, selon la topographie du lieu. Ces parcelles sont séparées dans le sens de la longueur par des canaux latéraux et, dans le sens de la largeur, par des « traces »¹² légèrement surélevées. Un planage en double pente favorise l'évacuation de l'eau : bombement transversal de 1 à 3% et profilage dans le sens de la largeur de l'ordre de 1 à 2‰, correspondant aux pentes de fond de vallées (VASSEUR, 1968). Dans les zones accidentées, le remodelage prend une toute autre ampleur, impliquant d'importants déplacements de terre pour régulariser les parcelles ; pratique dont le chapitre V explore les conséquences sur le milieu. La méthode Louisiane, venant bousculer les pratiques ancestrales, a été très critiquée à ses débuts. Les contacts permanents entre agents du CTCS et planteurs, ainsi que les voyages effectués par ces derniers, ont favorisé l'adoption de cette méthode. Entre 1968 et 1975, la quasi-totalité des surfaces en canne a fait l'objet d'un remodelage.

Jusqu'à nos jours, il est important d'effectuer un reprofilage du terrain : il peut être utile de surélever légèrement le centre des parcelles, de façon à conserver les pentes de 1 à 3% vers les bordures et de combler les éventuelles ornières. Dans la pratique, il arrive que le reprofilage des parcelles en plaine alluviale soit occulté, en s'en tenant aux travaux antérieurs. Par contre, entre 1999 et 2001, d'importants travaux de reprofilage, de drainage, voire de remodelages drastiques ont été effectués sur trois grandes exploitations du Centre et du Nord. Le remodelage offre l'occasion de conformer le terrain aux exigences de la mécanisation totale de la récolte : regroupement des parcelles pour en allonger les rangs (plus de 200 m), élargissement des traces, etc. L'extension de la mécanisation reste un objectif permanent depuis les années soixante-dix pour les plus grandes exploitations et guide nombre de pratiques. Les petits producteurs, les plus concernés par de fortes pentes, sont peu à même d'avoir recours au remodelage, vu les coûts afférents. Il s'agit également pour eux d'un objectif moins impérieux, vu leur conduite plus manuelle. En conclusion, la différence de motivation pour ces opérations, en plaine et en zone accidentée, relève du caractère plus ou moins immédiat de leurs incidences, en regard d'investissements coûteux. Les enquêtes révèlent aussi le caractère conjoncturel de certaines pratiques, intégrant les disponibilités en trésorerie du planteur, ainsi que la formation du personnel.

b) L'épierrage et le drainage : une prise en compte diverse

Les travaux d'aménagement peuvent être complétés par un épierrage. Selon l'état initial de la parcelle, ces travaux grèvent parfois fortement le coût d'installation. Vu que l'empierrement n'influe pas directement sur la culture, les exploitants confrontés à ce problème tentent souvent d'y faire face progressivement. Les travaux d'épierrage et de dérochage ne sont pas effectués en

¹² Terme consacré localement pour désigner les chemins, les pistes, empierrées ou terrassées qui traversant les champs.

intégralité lors de l'installation, mais s'étalent tout au long du cycle de culture. Par ailleurs, en dépit des soins qui peuvent y être apportés, dès l'installation de la culture, ces opérations sont obligatoirement pluriannuelles, vu les fréquentes remontées rocheuses.

Une hydromorphie prolongée est néfaste à la croissance et à la maturation de la canne (BARNES, 1964 ; p. 120). De fait, dans les plaines sujettes à l'hydromorphie, la réalisation ou la réfection des canaux de drainage complète l'aménagement de la parcelle. Le recours à un prestataire est de plus en plus fréquent pour ces travaux non spécifiques à la canne. Cette option aide à mieux gérer la concurrence entre plantation et récolte, alors que la tendance est à la réduction du personnel permanent. Elle permet aussi de contourner l'absence de matériel spécialisé pour ces travaux.

A ces aménagements, s'ajoute parfois la réalisation ou réfection de traces, opération prise en compte par les aides à la plantation. Cependant, les retards de paiement de ces aides n'incitent pas les planteurs à investir dans les traces, dont la qualité est jugée accessoire en canne, contrairement à celle exigée en banane. Pour cette autre culture, la qualité des traces se traduit plus directement sur le revenu, du fait des dommages pouvant être causés aux fruits lors du transport.

2.2. Du sous-solage au sillonnage : profondeur de travail et nombre de passages

La préparation du sol se compose classiquement de quatre opérations¹³, entre lesquelles s'insère le chaulage : sous-solage, pseudo-labour, affinage, puis sillonnage. Pour ces opérations, le fait de disposer d'outils portés permet de maîtriser la profondeur de travail, par réglage du relevage.

2.2.1. Travail profond : un enchaînement variable d'opérations

Dans la pratique, la préparation débute en effet par un travail en profondeur, suivi d'opérations visant à affiner le terrain. Au-delà de ce principe, l'enchaînement type est rarement observé.

Le sous-solage est recommandé en cas de forte mécanisation de l'itinéraire technique, soumettant le sol à des risques de tassement répétés. Il a pour objectif de lutter contre les effets du compactage, avec une profondeur de travail de 35 à 50 cm. Le travail en « arrête de poisson » est conseillé en bas-fonds, tandis qu'un sous-solage double et croisé est préconisé en morne. Si les recommandations sont strictes sur l'obligation de travailler en sol sec, le sous-solage est reconnu facultatif en terrain léger et perméable, ainsi que sur certains vertisols.

Dans la pratique, cette opération est peu réalisée et fait l'objet de controverses chez les planteurs. Dans des zones délicates, tels les bas-fonds de Rivière-Salée, ils s'accordent à reconnaître les risques de remontées qu'elle peut engendrer. Ailleurs, les plus grandes exploitations effectuent plus volontiers un sous-solage. Chez les petits planteurs, sa faible fréquence tient au manque

¹³ Notons pour la préparation du sol, une imprécision des termes relevés lors des enquêtes, qu'il s'agisse de décrire l'opération ou l'outil. Cette remarque rejoint celle faite par Sandrine BONOTTO (1999) à la Guadeloupe, surtout chez les petits planteurs : le fait de ne pas réaliser eux-mêmes ces travaux explique sans doute cette imprécision, s'ajoutant parfois à un manque de formation. L'ancienneté des plantations (jusqu'à plus de 10 ou 15 ans) y contribue aussi.

d'équipements ou de formation du prestataire auquel ils font appels. De plus, cette opération est jugée comme n'étant pas indispensable, alors que le souci premier demeure la réduction de coûts.

Concernant le pseudo-labour, l'emploi d'un pulvériseur lourd à disques crénelés (« déchaumeuse » ou herse lourde) est recommandé, pour une profondeur de travail de 20 à 30 cm, sans retournement brutal du sol. Cette opération vise à assurer l'aération du sol, ainsi que le mélange des résidus et des amendements avec la terre, tout en contribuant à lutter contre les adventices. Un pseudo-labour croisé est conseillé pour une plus grande efficacité de travail. Sous-solage et pseudo-labour peuvent s'intervertir, selon l'état du terrain après les travaux d'aménagement, selon qu'il s'agit d'une plantation ou d'une replantation, selon l'importance des résidus, etc. Le sous-solage peut aussi s'intercaler entre deux pseudo-labours, le second étant alors plus superficiel.

Dans la pratique, le travail croisé est effectivement privilégié, sauf lorsque la topographie de la parcelle ne s'y prête pas. La profondeur de travail est conforme aux recommandations. Néanmoins, diverses variantes s'observent quant au type d'outil, au nombre de passages et à la façon d'opérer. Par exemple, nous avons relevé le cas d'une herse traînée et non portée, tirée de surcroît par un bulldozer au lieu d'un tracteur. Cette procédure est mise à profit pour écraser les souches précédentes, enfouir les résidus végétaux et travailler à la fois le sol en profondeur, tout en amorçant l'émiettement des mottes. La puissance du bulldozer favorise de plus un travail croisé à 90%, en dépit de la topographie relativement accidentée de la zone concernée. Une telle pratique ne peut toutefois être généralisée sur l'île, du fait des contraintes de sol et de pluviosité. Quant aux charrues, tant à disques qu'à socs, elles ont tendance à ne plus être utilisées pour la canne. Un seul cas de charrue à disques a été relevé lors des enquêtes. Il s'agissait d'un outil valorisé par ailleurs pour la banane et mis à profit secondairement pour la canne.

2.2.2. Analyse de sol, amendement calcique et organique : des options facultatives ?

L'installation de la culture offre l'occasion de corriger les carences du sol, ce qui nécessite une analyse de sol. Bien que conseillée à chaque replantation, celle-ci n'est pas systématiquement imposée à la Martinique¹⁴. L'analyse porte sur le pH et la recherche des éléments minéraux de base, dont l'azote, le phosphore, le potassium, le calcium. Dans la pratique, rares sont les planteurs qui y sont sensibilisés. Seules quelques grandes exploitations y ont recours, en vue d'ajuster leurs plans de fumure. Un ajustement parcellaire reste toutefois difficile à opérer, vu la gestion plus complexe des formules d'engrais par le personnel qui en résulte, ainsi que les surcoûts générés.

Les amendements calcaires sont par contre vivement conseillés, surtout dans les sols où la teneur en calcium échangeable est inférieure à 150 ppm et le pH inférieur à 5, ceci pour leur triple action :

¹⁴ Contrairement à la Guadeloupe, où cette analyse est même obligatoire pour pouvoir bénéficier des aides à la plantation. A noter que, compte tenu des exigences qualitatives accrues pour le suivi des distilleries par le laboratoire du CTCS, celui-ci ne réalise plus d'analyses de sol depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. Les exigences qualitatives et la rentabilité de telles analyses impliquent une grande fréquence opératoire. Alors que le laboratoire d'analyse de la Sicabam (Sica bananière de la Martinique) a fermé, les analyses de sol à la Martinique pour la canne comme pour les autres spéculations, sont désormais toutes réalisées par le laboratoire du Cirad-Flhor.

une action physique sur la structure du sol, en coagulant l'argile et en favorisant la perméabilité des terres lourdes et compactes ; une action chimique, en luttant contre l'acidification, en améliorant leur pouvoir absorbant et en favorisant l'efficacité de la fertilisation ; une action biologique, en favorisant la nitrification¹⁵ et en stimulant la décomposition de l'humus. L'apport de chaux préconisé est de 3 à 4 tonnes par hectare avant labour. Le chaulage est une opération sur laquelle la vulgarisation revient périodiquement pour une préservation des sols sur le long terme.

Dans la pratique, moins de 10% des producteurs ont recours au chaulage (entre le premier et le dernier travail profond du sol), surtout des grands et moyens exploitants. A raison de 1,5 t/ha épandues manuellement, cette opération peut être effectuée en une journée, deux personnes pouvant chauler jusqu'à 4 ha. Les apports varient de une à trois tonnes par hectare. Bien qu'inférieurs aux préconisations locales, ils restent conformes à d'autres normes (FAUCONNIER, BASSEREAU, 1970). Cette adaptation traduit le souci de limiter les dépenses d'intrants. Alors que la recherche de réduction des coûts mobilise toutes les attentions, l'épandage manuel reste fréquent, car se pose un problème de matériel. L'achat d'un épandeur spécifique pour la chaux, vu l'usage peu fréquent qui en est fait, ne se justifie pas au regard des planteurs. Comme alternative à cet investissement, un cas d'adaptation à partir d'un épandeur d'engrais rotatif a été relevé. S'agissant d'une opération dont le bénéfice ne peut être immédiatement appréhendé, les petits planteurs n'y adhèrent guère. Les problèmes de trésorerie auxquels ils sont souvent confrontés, au regard des coûts d'installation de la culture, semblent peu compatibles avec une implication sur le long terme¹⁶ ; ceci d'autant plus que l'aide au chaulage (auparavant de 500 F/ha) a été supprimée.

Concernant l'apport d'amendement organique, cette pratique se rencontre occasionnellement sur des exploitations intégrées aux distilleries : épandage de vinasse ou compost de bagasse. Elle a été également observée chez un producteur qui tire parti des résidus de fabrication de l'usine du Galion : bagasse excédentaire, écumes de défécation. Ces apports se font de façon empirique, selon la disponibilité en matière organique ou les besoins supposés d'une parcelle (re)plantée, surtout en cas de remodelage drastique. Plus de références pour la valorisation des apports organiques sont souhaitées par les planteurs qui y ont recours.

2.2.3. Affinage et sillonnage : des travaux à soigner

L'affinage du sol vise à l'émiettement des mottes de terre, l'ameublissement et l'aération du sol, en vue de préparer le sillon de plantation. Pour favoriser l'émiettement tout en limitant le tassement du sol, il est conseillé de « *laisser le temps agir* ». L'outil préconisé est un pulvérisateur léger, muni de disques crénelés à l'avant et de disques lisses à l'arrière (cover-crop ou herse légère). La profondeur de travail conseillée est de 5 à 15 cm, avec au moins deux passages, comme pour le pseudo-labour. Cet optimum se rencontre rarement dans la pratique, compte tenu des contraintes de temps et de disponibilité en matériel, à gérer entre la fin de la récolte et le début des plantations. A ceci s'ajoute le facteur climatique, dont le caractère aléatoire ne permet pas d'opérer

¹⁵ Transformation de l'azote ammoniacal (NH_4^+) en nitrates, ou azote nitrique (NO_3^-) assimilable par les plantes.

¹⁶ L'analyse sur le plan agro-écologique permettra de revenir sur les questions de préservation de la ressource sol.

au moment le plus opportun. Les zones du Nord sont à ce propos favorisées, par rapport à celles du Centre ou du Sud. La pluviosité y est plus régulière sur l'année, tandis que les conditions pédologiques n'inhibent pas toute pénétration d'engins à la moindre pluie, comme observé dans les sols à dominance verticale (Rivière-Salée). A l'extrême, les plantations peuvent d'effectuer quasiment toute l'année dans le Nord (Saint-Pierre, Macouba).

Pour l'affinage comme pour le labour, trois, voire quatre passages peuvent être observés. Ces cas se rencontrent surtout sur de grandes exploitations, visant à une préparation optimale. Toutefois, il peut en résulter des problèmes de tassement, voire de création d'une semelle de labour. Les cas de préparations « adaptées » sont plus fréquents. Ils se manifestent parfois par la présence de grosses mottes de terre ou d'anciennes souches de canne. Ces pratiques résultent d'une adaptation aux contraintes rencontrées : conditions pluviométriques, calendrier cultural, recherche d'une réduction de coûts. Cette adaptation s'accompagne souvent de l'utilisation d'une variété appréciée par les planteurs pour sa rusticité, telle la Canne Roseau (B 59.92).

Le sillonnage est la dernière opération avant la mise en terre des plants. Il se fait le plus souvent avec un sillonneur à deux corps. L'utilisation d'un sillonneur à trois corps, qui permet une plus grande régularité de sillonnage et que conseille le CTCS, est moins fréquente du fait du manque d'équipement adéquat. Dès 1966, Dominique BASSEREAU, faisant un point sur la mécanisation de la culture aux Antilles, souligne que : « *L'écartement entre raies doit être compris entre 1,35 m et 1,80 m, l'optimum étant de 1,65 m* ». Autrefois de l'ordre de 1,35 à 1,50 m sur l'ensemble de la sole cannière, l'écartement des rangs de plantation a été élargi à partir des années soixante-dix, sur les grandes exploitations, pour les besoins de la mécanisation. Il a dans un premier temps été porté à 1,80 m. Puis, au fil de l'expérience, afin d'augmenter la densité de peuplement, il a progressivement été réduit à 1,65 m sur la majorité des parcelles. Cet écartement est désormais considéré comme standard à la Martinique pour la culture de la canne. En deçà, se posent à la longue des problèmes d'arrachage de souches à la récolte, surtout en conditions pluvieuses.

Dans la pratique, cet écartement de 1,65 m est le plus souvent observé. Cette valeur varie toutefois jusqu'à 1,80 m. Il s'agit d'une adaptation d'un exploitant à une topographie accidentée : celle-ci est considérée, en cas de plus faible écartement, comme pouvant induire de plus rapides détériorations des parcelles lors du passage des engins en conditions pluvieuses. Les cas de plantation à moins de 1,65 ou 1,60 m relèvent d'anciennes plantations de petits planteurs, où le mode de conduite est à dominante manuelle. Cette caractéristique, alliée à des cycles de plus de 15 ou 20 ans conduit souvent à la disparition de tout écartement. Sur la région du Galion, les colons s'attellent désormais à augmenter l'écartement des sillons lors des replantations, afin de s'adapter au passage du cane-loader pour le ramassage à la récolte. Il serait intéressant de suivre cette récente évolution en termes de peuplement. Concernant le sillonnage, le CTCS recommande de ne pas dépasser une trop grande profondeur de travail, soit au maximum une vingtaine de centimètre ; il s'agit d'éviter que les boutures ne soient trop couvertes de terre, ce qui peut nuire à leur levée. Dans la pratique, la profondeur de travail varie d'une plantation à l'autre, d'une quinzaine à plus d'une trentaine de centimètres. Rares sont les exploitants, et surtout les petits planteurs, qui maîtrisent cette question de profondeur, en dépit de son importance pour une levée homogène.

2.3. Sélection variétale, mise en place et recouvrement des boutures

Avant de poursuivre le cheminement des opérations relatives à l'installation de la culture, un aparté s'impose sur la sélection variétale et le choix des variétés de canne par les planteurs, en s'appuyant sur de précédentes études (BARON *et al.*, 1999 ; BARON, MARIE-SAINTE, 2000).

2.3.1. Les variétés de canne : historique, sélection et critères de choix actuels

La théorie la plus couramment admise considère le centre d'origine de la canne comme étant la Nouvelle Guinée et les îles avoisinantes, dans l'Océan Pacifique. Nous ne reviendrons pas sur l'histoire générale de cette culture, débutée vers le XV^e siècle avant notre ère, mais renvoyons le lecteur à la récente synthèse réalisée par FAHRASMANE et GANOU-PARFAIT (1997), où ils écrivent à ce propos : « *L'évolution naturelle des cannes au cours de longs siècles de culture, dans les jardins vivriers des hommes primitifs, puis des hybridations intensives, dès la fin du XIX^e siècle, a abouti au magnifique spécimen agricole qu'est la canne à sucre. En effet, la canne est unique en ce qu'aucun autre organisme vivant, à travers l'évolution naturelle (hybridation et mutation spontanées) et les interventions humaines (hybridations à partir du XX^e siècle), n'a autant perfectionné ses aptitudes à synthétiser et à stocker du sucre en quantité aussi importante.* »

a) *De la « Canne Créole » aux hybrides modernes*

Depuis l'introduction de la canne à la Martinique, au fil des changements écologiques, socio-économiques, techniques ou technologiques qui se sont produits, diverses variétés se sont succédées. Au sein de la société esclavagiste, dans laquelle le facteur main d'œuvre n'était pas limitant, l'évolution variétale était initialement passive. Puis, dans une société où la rentabilité du travail a conditionné la survie de la filière canne, la sélection a été orientée vers des clones permettant d'intensifier la culture. L'annexe 2.1 synthétise cette évolution, à la lumière de quelques données économiques, tout en présentant quelques facteurs explicatifs de cette évolution.

La variété dite « Canne Créole », avec laquelle débute la culture de la canne en Amérique, aurait été la seule cultivée à la Martinique jusqu'au XVIII^e siècle. L'ancien directeur du CTCS-Martinique, Michel DE POMPIGNAN (1968), spécifie que « *cette variété était sans doute un hybride entre une Canne Noble (*Saccharum officinarum*) et une Canne Indienne (*S. robustum*). Fine, avec des entre-nœuds courts, elle était cependant très sucrée* ». La longue prédominance de la Canne Créole serait également due à sa stérilité, la confinant à la seule reproduction végétative. Le cultivar Canne Créole n'a pas eu de remplaçante avant l'introduction, en 1785, d'une autre variété, dite Canne d'Otanite ou Canne Bourbon venant de l'Ile Maurice (Ile Bourbon). Celle-ci se distingue par de meilleurs rendements et remplace rapidement la canne locale. Au cours du XIX^e siècle, les planteurs et usiniers introduisent d'autres variétés aux Petites Antilles, telles la Cristalline, la Tanna et la Chérillon, qui connaissent une expansion diverse, comme l'explique DE POMPIGNAN (1978). Dans certaines îles, elles disparaissent très vite, décimées par différentes

infections. La plupart de ces variétés sont des cultivars naturels de *Saccharum officinarum*. Certaines ont servi par la suite de matériel pour les hybridations artificielles.

La comparaison de l'évolution variétale dans différentes régions productrices montre que la diversification génétique est restée très faible pendant de nombreuses années, reposant sur les seules mutations naturelles de *S. officinarum*, qui sont très rares. L'hybridation contrôlée à la fin du XIX^e siècle suite à la découverte de la fertilité de la canne, favorise l'émergence d'une sélection diverse et polymorphe, grâce au croisement avec d'autres espèces, telle *S. spontaneum*. Les recherches sont orientées vers la création de variétés plus résistantes aux maladies et plus riches en saccharose. Michel DE POMPIGNAN (1968) rappelle que la station de Barbade crée à cette époque toute une série de clones (B 197, B 156, B 208, B 6032, BH 10.12), qui s'avèrent d'excellentes cannes de régions humides. Dans les années trente, la POJ 28.78 est importée de Java, tandis que se fait l'introduction, plus malheureuse, de certaines variétés d'Afrique du Sud ou d'Inde, généralement peu sucrées sous nos climats, mais très rustiques.

Après la dernière guerre, la création variétale s'accélère. Les introductions de nouveaux clones à la Martinique sont d'abord gérées par les planteurs, souvent un peu au hasard. Une profusion de clones, choisis empiriquement et aux qualités mal précisées dans les conditions locales, s'en est suivie. Comme les cultivars naturels antérieurement, certains de ces hybrides ont failli conduire à l'effondrement de l'industrie sucrière aux Antilles. C'est le cas de la B 34.104, ainsi que de certaines variétés de Maurice et de Porto-Rico, comme le souligne DE POMPIGNAN (1968). Avec la création du CTCS en 1952, des essais variétaux méthodiques sont mis en place à la Martinique. Ils permettent de préciser le comportement des hybrides introduits et d'éliminer les variétés dangereuses avant multiplication. Les débuts de la sélection variétale à la Martinique ne se traduisent pas d'emblée par un contrôle absolu de toutes les importations de variétés. Pendant encore quelques années, les administrateurs des grandes propriétés cannières continuent à gérer leurs propres introductions. Ce n'est qu'à partir des années soixante, voire soixante-dix, que véritablement le contrôle de l'introduction et de la diffusion variétale par le Centre technique commence à porter ses fruits. Cette rationalisation de la sélection va de pair avec :

- la réception centralisée des variétés à la station expérimentale du CTCS ;
- le passage par une phase obligatoire de quarantaine de deux ans pour les variétés introduites à la Martinique - quarantaine initialement gérée à la Guadeloupe et actuellement à Montpellier, au département des Cultures annuelles du CIRAD ;
- un meilleur suivi des caractéristiques et de la nomenclature des clones, avec des essais de multiplication industrielle mieux contrôlés et donc une diffusion plus restrictive en aval.

De nos jours, les clones cultivés de par le monde (*Saccharum* spp.) sont des hybrides interspécifiques artificiels entre *S. officinarum* et l'espèce sauvage *S. spontaneum* (FELDMANN et al., 1997 ; p. 1999).

b) De la complexité de la sélection variétale sur canne

Les connaissances génétiques récemment acquises sur la canne, plante d'une grande complexité, permettent de mieux comprendre le polymorphisme phénotypique qui la caractérise. « *Ces différentes originalités du fonctionnement génétique expliquent que les mécanismes de transmission des caractères chez la canne à sucre sont très complexes et encore faiblement compris. Il existe peu de caractères d'hérédité connus, ce qui complique grandement le travail du sélectionneur. Ce n'est que depuis quelques années que l'utilisation du polymorphisme, révélé par les marqueurs moléculaires, a enfin permis de mieux structurer le groupe Saccharum (les différentes espèces apparentées à la canne cultivée) et d'améliorer les connaissances sur le génome en développant une carte génétique de la canne à sucre* » (FELDMANN et al., 1996 ; p. 3). La canne se caractérise par une structure génétique très spécifique : chaque gène présente huit à dix copies différentes, avec de plus un grand nombre chromosomique, de l'ordre de 100 à 130. Cette polyploïdie se traduit par des expressions différentes du phénotype, selon l'environnement. Il s'ensuit des différences adaptatives marquées pour une même variété, implantée dans des zones distantes d'à peine quelques kilomètres. De fait, il y a peu de chances d'avoir *a priori* le même panel de clones dans des pays différents.

Ces nouvelles connaissances, relatives à l'interaction génotype-environnement qui caractérise la canne et au polymorphisme phénotypique qui en découle, justifient la nécessité d'une sélection propre à chaque zone productrice ; ceci d'autant plus que la finalité de celle-ci est d'intégrer les demandes des différents acteurs (planteurs, sucriers et distillateurs), afin de se rapprocher de la variété « idéale » pour chacun. Ces connaissances permettent de mieux comprendre l'intérêt du renouvellement variétal. Les conceptions initialement admises, quant à une mauvaise fixation des caractères obtenus par hybridation, apparaissent remises en cause. La moindre performance de certaines variétés après plusieurs cycles de culture pourrait s'expliquer par le fait qu'elles sont de moins en moins adaptées aux conditions de culture, en évolution constante. La reproduction se faisant par voie végétative, la conservation génétique du matériel de départ est généralement assurée. L'existence de croisements dans les conditions naturelles n'est pas exclue, mais cette reproduction non contrôlée, susceptible d'entraîner des dérives génétiques, semble marginale. Il n'y aurait donc pas de dégénérescence variétale après plusieurs années de culture intensive, mais bien une moindre adaptabilité, au fil des évolutions techniques et environnementales.

c) Evolution contemporaine : un flux variétal continu

Du fait de l'incessant flux variétal requis, alimenté par la sélection, les anciens clones qui se révèlent progressivement moins adaptés aux nouvelles conditions de culture, sont exclus de la sole. Depuis la création du CTCS, quelque 4 000 hybrides ont été testés à la Martinique. Cependant, de part la rigueur du schéma de sélection, seul un petit nombre ont marqué leur époque en apportant une augmentation notable de productivité, ainsi que le montre le tableau ci-après. Sur cet ensemble, certains clones sont restés marginaux, tandis que d'autres ont véritablement contribué à l'évolution du statut variétal.

Tableau 24 : Liste des principaux hybrides retirés de la culture (ou en phase de disparition) depuis la création du CTCS

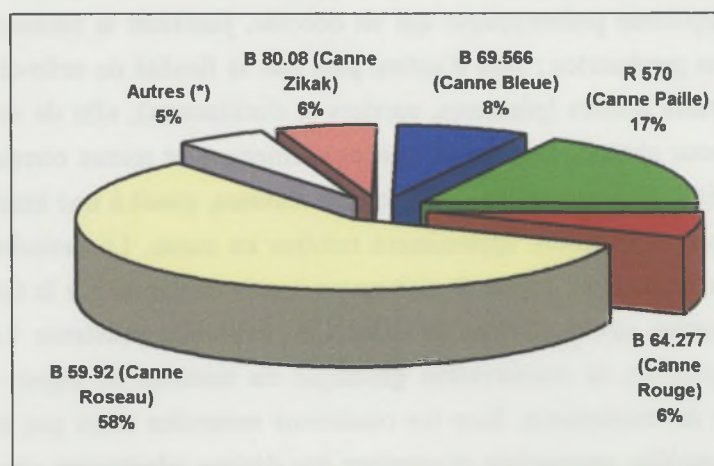
(sensibilité à des maladies, manque d'adaptation à la mécanisation, moindres performances que les nouveaux clones diffusés, etc.)

- B 34.104	- B 50.135	- B 61.110
- B 37.161	- B 51.129	- B 63.118
- B 37.172	- B 52.107	- B 63.136
- B 40.98	- B 54.142	- B 66.29
- B 41.119	- B 57.36	- B 69.107
- B 41.227	- B 57.150	- HJ 57.41
- B 46.364	- B 59.162	- PR 1048
- B 47.258	- B 60.267	- PR 1059
- B 49.119	- B 61.13	- UCW 54.65

Source : BARON, MARIE-SAINTE, 2000.

Cinq variétés se distinguent à l'échelle industrielle en 2001, à côté de quelques anciens hybrides encore présents sur les petites exploitations et de nouveaux clones en diffusion ; soit au total une quinzaine de variétés (cf. graphique 13).

Graphique 13 : Principales variétés et proportion de la surface plantée en 2001

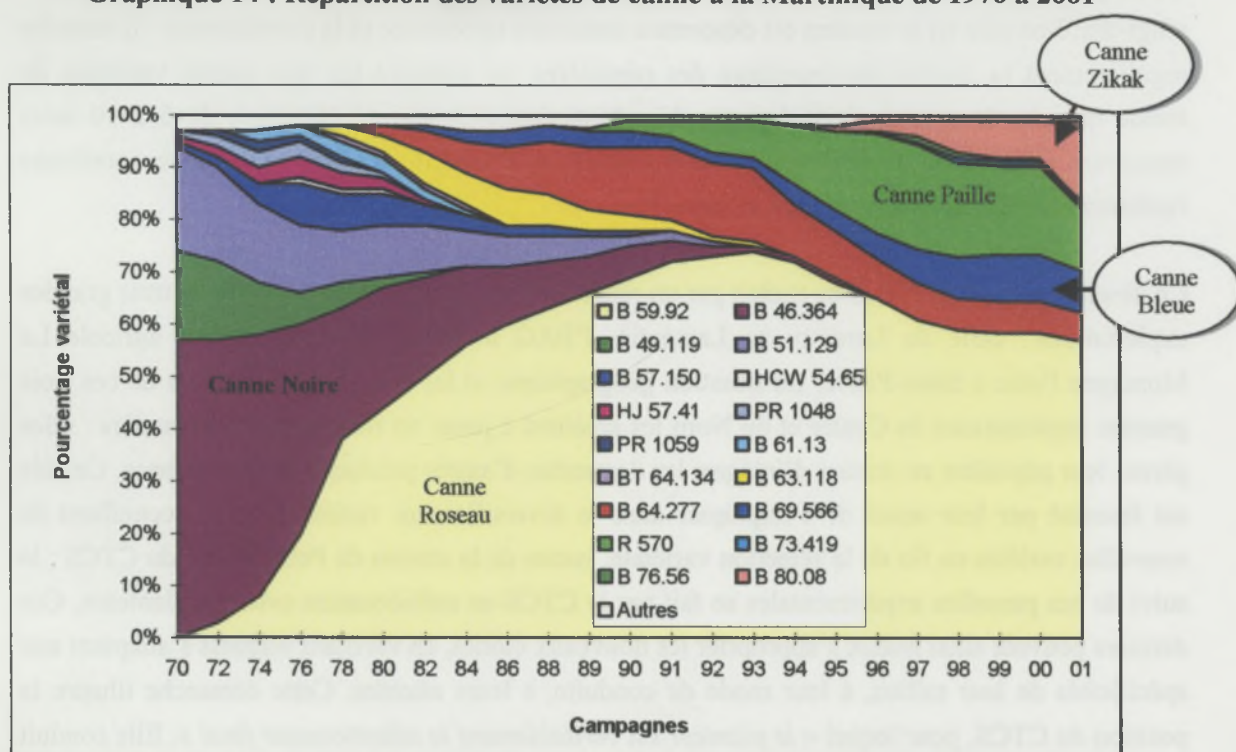


D'après : CTCS, 2002. Base de données.

(*) nouveaux clones en voie d'extension (B 82.333) et anciennes variétés en voie de disparition (B 46.364, B 51.129, B 57.150, B 61.13, B 61.118, B 66.29).

L'évolution sur les trente dernières années est représentée sur le graphique 14. Elle traduit le souci croissant de diversifier le statut variétal de la sole cannière à partir des années quatre-vingt-dix, après une longue période de prédominance de la Canne Roseau. Celle-ci reste très appréciée de la majorité des planteurs pour ses caractéristiques agronomiques : levée facile, tallage important, couverture rapide du sol, quasi-immunité aux principales maladies présentes localement, tenue exceptionnelle en rejets, etc. Elle a occupé jusqu'à 70% de la sole cannière et représente encore plus de la moitié de celle-ci. Ses caractéristiques, ainsi que celles des autres principales variétés actuellement diffusées à la Martinique sont reportées en annexe 2.2.

Graphique 14 : Répartition des variétés de canne à la Martinique de 1970 à 2001



D'après : CTCS, 2002. Base de données.

Comme récapitulée en annexe 2.1, la sélection a surtout été orientée en réponse à la pression de l'environnement naturel (maladies, ravageurs, climat) et à la pression socio-économique, incitant à introduire de nouvelles pratiques (mécanisation, brûlage, désherbage chimique). Les variétés ayant survécu à cette évolution ont dû aussi satisfaire aux exigences croissantes des transformateurs, exigences auxquelles les planteurs devaient se conformer (BARON et *al.*, 1999). Le paiement à la richesse en saccharose est instauré en sucrerie depuis 1963. Avec le paiement à la qualité en distilleries agricoles, depuis 1995, planteurs et transformateurs pourront-ils s'accorder sur un concept de productivité agro-technologique ? Cet aparté sur les aspects variétaux aide à mieux comprendre les choix afférents au moment de la plantation, selon les conditions de culture et le lieu de livraison. La variété choisie, comment se fait l'approvisionnement en boutures ?

2.3.2. Approvisionnement et mise en terre des boutures

Une fois effectuée la préparation du sol, vient la mise en terre des boutures, pour lesquelles l'approvisionnement soulève maintes questions organisationnelles.

a) *Gestion des pépinières : planification des quantités de plants et des variétés*

Contrairement à la Guadeloupe, il n'existe pas à la Martinique de pépinières agréées pour la canne, selon le principe d'assainissement à partir de plants *in vitro*¹⁷. Faute de terrains disponibles¹⁸, le

¹⁷ Ce choix s'explique par la situation sanitaire de la canne à la Martinique, jugée satisfaisante jusqu'à ce jour, allant de pair avec la forte pluviosité.

¹⁸ Problème de non-renouvellement des baux de location.

CTCS progressivement s'est désengagé en tant que pépiniériste au cours de la décennie quatre-vingt-dix. Son rôle en la matière est désormais centré sur le contrôle et la coordination : il contrôle régulièrement la qualité phytosanitaire des pépinières, en insistant sur leur pureté variétale, de même que sur la qualité physiologique des plants (ceux-ci doivent être âgés de 6 à 10 mois maximum et provenir de préférence d'une nouvelle plantation) ; le centre technique coordonne également la diffusion de nouveaux clones.

Ce désengagement du CTCS se traduit par un renforcement du rôle de pépiniériste de trois grandes exploitations : celle du Lareinty au Lamentin, l'EAG à Trinité et l'exploitation agricole La Montagne Pelée à Saint-Pierre. La situation géographique et les conditions naturelles de ces trois grandes exploitations du Centre et du Nord les amènent à jouer un rôle pilote en la matière : elles gèrent leur pépinière en tentant d'intégrer les demandes d'autres producteurs de leur zone. Ce rôle est favorisé par leur souci de s'impliquer dans la diversification variétale : elles accueillent de nouvelles variétés en fin de la sélection variétale, issues de la station de Petit-Morne du CTCS ; le suivi de ces parcelles expérimentales se fait par le CTCS en collaboration avec les planteurs. Ces derniers peuvent ainsi mieux s'approprier les nouveaux clones, en vérifiant lesquels s'adaptent aux spécificités de leur milieu, à leur mode de conduite, à leurs attentes. Cette démarche illustre la position du CTCS, pour lequel « *le planteur est véritablement le sélectionneur final* ». Elle conduit à renforcer le rôle stratégique de telles exploitations dans la diffusion des boutures, en incluant les hybrides nouvellement sélectionnés.

Cependant, la maîtrise de cette procédure demande désormais davantage de rigueur, vu la nécessité d'agréer les nouvelles variétés pour l'AOC. De plus, les besoins en plants sont souvent difficiles à évaluer d'une année sur l'autre, surtout pour les petits planteurs. La décision de replanter se prend souvent en fin de récolte, selon les résultats obtenus ou les conditions climatiques. En cas de forte sécheresse comme en 2001 (et donc de rareté de plants), ce transfert de compétences, du CTCS à certaines grandes exploitations-pilote, ne facilite pas une planification adéquate des quantités et variétés souhaitées pour tous les planteurs. Au regard de ce cumul de contraintes, le CTCS n'a-t-il pas une place à reprendre à ce niveau ?

b) L'approvisionnement en boutures : des stratégies d'adaptation

Les cycles de 18 mois ou plus sont autant que possible évités, du fait des richesses en saccharose décevantes et des difficultés de récolte qui en résultent, vu le potentiel végétatif élevé de la canne en pluvial sur la majorité de l'île. Les planteurs privilégient les cycles courts (canne de petite culture, récoltée sur 12 mois) ; une stratégie qui implique de gérer en conséquence la plantation et, par voie de fait, l'approvisionnement en boutures. Une parcelle destinée à être récoltée l'année suivante doit être plantée en juin ou, au plus tard, en juillet. La pépinière devant servir à cette plantation (de l'année *n*) peut être mise en place vers le mois de septembre (année *n-1*) ou au-delà. Grâce aux conditions de sol et de climat qui les caractérisent, certaines exploitations du Nord peuvent planter pratiquement toute l'année. Mais il n'en va pas de même partout : les contraintes d'accès aux parcelles en cas de trop fortes pluies ou de disponibilité en eau insuffisante pour la levée, limitent la plantation à la période de juin à septembre pour la plupart des exploitations. De

sorte que, par souci de souplesse, les boutures proviennent souvent de parcelles en « rejets », que ce soit de première repousse ou davantage ; pratiques déconseillées pour des questions phytosanitaires. Toutefois, alors que les pépinières se gèrent déjà de façon assez rustique, ces pratiques ne semblent pas se traduire jusqu'ici par des risques phytosanitaires supérieurs « à la norme ». Le critère décisif reste celui de la vigueur végétative des boutures afin d'assurer une levée homogène. De plus, ce choix permet au planteur d'effectuer une double coupe dans l'année, une en boutures et une pendant la campagne, d'où une meilleure valorisation de la parcelle. Ceci est néanmoins plus facilement concevable pour des livraisons en distilleries, dont le paiement est moins pénalisé qu'à l'usine du Galion en cas de maturation insuffisante¹⁹. Les critères de coût et de souplesse semblent alors dominer sur toute autre considération.

Autrefois, les plantations se faisaient sur des carreaux bombés, selon la méthode « plantation à la Caraïbe », allant de pair avec une culture entièrement manuelle. L'introduction de la mécanisation a exigé une révision du mode de plantation. Celle-ci s'effectue désormais selon la méthode Louisiane, à plat ou en billon. Toutefois, un glissement s'est opéré ces deux dernières années quant à l'approvisionnement en boutures, passant d'une récolte traditionnelle essentiellement manuelle de plantation à la mécanisation de la coupe (cf. tableau 25).

Tableau 25 : Les trois modes de plantation et d'approvisionnement en boutures

	Plantation à la Caraïbe avec coupe manuelle des boutures	Plantation en lignes, avec coupe manuelle des boutures	Plantation en lignes, avec coupe mécanisée des boutures
Préparation du sol - Ecartement entre lignes - Nombre de toises	1,20 m 4 150 toises	1, 80 à 1,65 m 2 750 à 3 030 toises	
Principe de plantation ²⁰ - Coupe des boutures - Mise en terre des boutures	Coupe à la pile Fichées en terre tous les 30 à 80 cm, avec un angle de 45° environ	Coupe à la pile ou en grande longueur. Disposés 2 à 2, en quinconce, de façon continue au fond du sillon	Coupe à la machine Boutures disposées en vrac au fond du sillon
Boutures - Description - Nombre - Tonnage	Tronçons de 40 à 50 cm Poids ~ 300 à 400 g 16 600 à 27 700 /ha 5 à 10 t/ha	Tronçons de ~1 m Poids ~ 700 à 800 g 11 000 à 12 000 /ha 8 à 12 t/ha	Tronçons de ~40 cm Poids ~ 200 à 400 g Indéterminé 10 à 14 t/ha
Rendement potentiel	70 à 90 t/ha		

D'après : Enquêtes 1999-2002 ; BARON *et al.*, 1992.

La technique traditionnelle de coupe des boutures à la pile, qui se fait en cannes non brûlées, vise à confectionner des paquets aisément transportables. Classiquement, « une pile » représente vingt-cinq paquets de dix boutures de canne, d'environ un mètre de longueur (ce qui équivaut en

¹⁹ Les différences de paiement entre les distilleries et l'usine feront l'objet d'un développement spécifique.

²⁰ Une toise équivaut à deux mètres linéaires.

moyenne à 250 m linéaires de tiges). Traditionnellement, l'organisation de la coupe à la pile nécessite la présence d'un coupeur et d'une amarreuse. Cette dernière est chargée d'attacher les paquets de cannes avec les amarres (extrémités feuillues de la tige ou bouts blancs). La tâche journalière consiste à confectionner vingt piles de cannes, à raison de dix piles pour le coupeur et dix piles pour l'amarreuse. Aujourd'hui, si la coupe à la pile est encore utilisée pour l'approvisionnement en boutures²¹, des adaptations sont effectuées pour éviter l'« amarrage », puis l'opération inverse visant à défaire les paquets. L'utilisation du cane-loader ne justifie plus la confection de paquets de taille réduite (chargés autrefois manuellement). Chaque exploitation définit désormais à son gré ses références pour la réalisation des piles.

La coupe à la pile peut être mise en œuvre par un petit planteur qui s'approvisionne en boutures sur une grande exploitation. Il achète alors la canne sur pied. Cette pratique était encore de mise jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix sur la majorité des moyennes et grandes exploitations, avec du personnel salarié. Toutefois, elle se heurte à un double inconvénient : sa faisabilité et son coût. En matière de faisabilité, il s'avère de plus en plus difficile de trouver des « amarreuses »²². La transmission du savoir-faire traditionnel lié à l'amarrage ne s'est pas correctement effectuée vers la nouvelle génération : ce poste, qui existait par le passé pour la récolte, se limite désormais à la plantation, pour la coupe à la pile des boutures. En matière de coûts, la coupe à la pile est fortement décriée, car trop onéreuse : de plus en plus de planteurs la considèrent comme une pratique désuète, voire comme une « incohérence » : attacher les boutures de canne au niveau de la pépinière, pour les détacher ensuite dans la parcelle à planter. Cette réticence est d'autant plus forte chez ceux qui assurent eux-mêmes tout ou partie de la plantation, que les boutures proviennent de leur pépinière ou de celle d'un autre planteur.

Dans ce dernier cas, l'achat des boutures se fait sur pied et se paie à la tonne, d'où la nécessité d'en évaluer le poids. Il s'agit le plus souvent d'estimations, selon l'état de la parcelle et la variété. Peser les boutures n'est possible que sur les exploitations disposant d'une balance à proximité. Tel est le cas des exploitations de distillerie et de l'EAG, qui peut utiliser à cet office la balance à l'entrée de l'usine du Galion. Il n'en va pas de même par exemple pour l'Exploitation du Lareinty, qui assure un rôle croissant de pépiniériste pour nombre de planteurs du Centre ; autant de raisons supplémentaires pour envisager un autre mode d'approvisionnement en boutures. Les moyens planteurs ont de plus en plus fréquemment recours à la coupe en grande longueur pour les boutures. Lorsque cette coupe est réalisée par les salariés de l'exploitation, ceux-ci ne sont pas payés à la toise²³ ou à la tonne. Concernant cette dernière option, un responsable d'exploitation souligne que si la pesée peut être effectuée pour évaluer la quantité totale de boutures, il est peu envisageable de l'utiliser pour payer les coupeurs : une telle organisation ralentirait le chantier de plantation et coûterait finalement trop cher. La rémunération des coupeurs se fait par conséquent à

²¹ Elle ne l'est pas contre plus pour la récolte des cannes pendant la récolte, ce sur quoi nous reviendrons en abordant cette troisième séquence de l'itinéraire technique.

²² Personne chargée d'attacher (« amarrer ») les paquets de canne, avec l'extrémité feuillue (amarres). Il s'agit traditionnellement d'une tâche dévolue aux femmes.

²³ Vu qu'il s'agit de pépinière, avec de plus faibles tonnages à l'hectare qu'en campagne, le planteur serait alors perdant dans un tel système de rémunération.

l'heure. L'extension de la coupe en grande longueur des boutures ne semble pas freinée par les réserves émises par la vulgarisation : risque de détérioration des bourgeons en déchargeant les plants en vrac, difficulté à gérer la répartition dans les sillons, évaluation très approximative des quantités à l'hectare, etc. Au final, la coupe des boutures en grande longueur est synonyme de simplification et d'économie, malgré l'augmentation des quantités utilisées. Avec ces boutures en grande longueur²⁴, le tronçonnage au fond des sillons est fortement conseillé pour réduire la dominance apicale, en limitant le nombre de bourgeons par bouture, et garantir l'homogénéité de la levée²⁵. Mais ce tronçonnage n'est pas toujours mis en pratique. L'utilisation de boutures en grande longueur tend plutôt à aller de pair avec une augmentation de la quantité (plantation en triple rangée). Sur les grandes exploitations disposant de récolteuses, l'évolution se fait vers la coupe mécanisée des boutures : alors qu'en 2000 seules deux exploitations avaient recours à cette pratique, en 2001, quasiment toutes les exploitations mécanisées s'y sont converties.

En termes quantitatifs, il est recommandé d'utiliser 6 à 8, voire 10 tonnes de boutures par hectare, afin d'éviter le recourage, du fait de son coût prohibitif. Dans la pratique, la quantité varie plutôt entre 8 à 12 t/ha, aux dires des planteurs. Il s'agit toutefois d'une donnée difficile à vérifier, compte tenu des estimations faites lors de la coupe. Les plants sont rarement pesés, d'où une grande imprécision selon : la variété²⁶ ; le mode de coupe (à la pile, en grande longueur, en cannes tronçonnées), conduisant à des plants de 1,50 à 20 cm ; la régularité de la pose des plants ; le nombre de rangées au fond du sillon. Cette diversité de pratiques est à mettre en parallèle avec les coûts, ainsi qu'avec la différence de rentabilité selon que l'on se rapporte à la terre ou au travail.

En conclusion, les choix en matière d'approvisionnement en boutures dépendent de la forme de mobilisation du personnel, en rapport avec la structure de l'exploitation et les objectifs assignés à la culture. Les exploitants ayant recours à une prestation complète pour planter ne peuvent que s'aligner sur les choix du prestataire, tandis que ceux qui assurent eux-mêmes leur approvisionnement en boutures privilégient désormais la coupe en grande longueur. Quant aux unités employant des salariés, elles adoptent la coupe en grande longueur ou en se tournant vers la mécanisation. Dans l'ensemble, l'adaptation de nouvelles pratiques d'approvisionnement se répand chez tous les planteurs : une quasi-obligation au regard des coûts en jeu (cf. chap. VI).

c) Les chantiers de plantation : vers la plantation mécanisée ?

Classiquement, les paquets de canne sont chargés au cane-loader dans une petite remorque tractée. Le tracteur suit les sillons, tandis que des personnes placées derrière la remorque déchargent les paquets. Ceux-ci sont ensuite détachés et les boutures disposées au fond des sillons, de préférence en quinconce, tête-bêche et en double rangée. Ces préconisations impliquent une coupe préalable

²⁴ Contrairement à la coupe traditionnelle à la pile, qui imposait une longueur de un mètre.

²⁵ La dominance apicale consiste en l'action inhibitrice exercée par le sommet de la tige sur les bourgeons latéraux, qui tendent à se développer plus tardivement (FAUCONNIER, 1991).

²⁶ Les références sont habituellement établies pour la Canne Roseau (B 59.92). Toutefois, la densité des chargements diffère en fonction de la variété (diamètre des tiges, poids au mètre).

des boutures à la pile, opération manuelle et fort coûteuse, qui évite par contre le tronçonnage ultérieur des tiges dans le sillon de plantation.

Dans la pratique, l'organisation des chantiers de plantation diffère selon les choix effectués pour les opérations décrites ci-dessus. Le personnel varie de deux ou trois personnes en entraide à plus d'une dizaine de salariés sur les grandes exploitations (9 à 11 employés pour planter 1,5 ha par jour). Pour ces dernières, le chantier moyen se compose comme suit, avec une gestion parallèle de la coupe des plants et de leur mise en terre : 4 coupeurs, 1 personne pour décharger les plants, 3 personnes pour les disposer au fond des sillons et 2 chauffeurs. Dans tous les cas, ces chantiers sont très demandeurs en personnel, avec une forte proportion de travail manuel. De fait, les producteurs soulignent un besoin impérieux d'évolution des techniques de plantation. Les plus grandes exploitations souhaitent s'orienter vers la mécanisation de la plantation. Mais la seule planteuse qui existe à ce jour à la Martinique, sur une exploitation du Nord, n'est plus en service. Il s'agit d'une machine attelée à un tracteur qui permet, en un passage, d'ouvrir le sillon, mettre en place les plants et de l'engrais, puis recouvrir ; une combinaison d'opérations qui exige des sols meubles et ne peut être applicable partout. Cette planteuse présente comme autre limite celle d'une alimentation manuelle, avec des boutures en grande longueur. Il s'agit aussi d'un modèle déjà ancien, plutôt adapté à de petites exploitations plantant 1 ha par jour, une capacité désormais insuffisante pour l'exploitation considérée. Une autre option, nouvellement observée sur la même exploitation, consiste à utiliser des coupeuses de plants. Celles-ci permettent d'accélérer le chantier de plantation en s'affranchissant de la coupe manuelle des plants. Néanmoins, le coût de plantation reste élevé et des gains importants peuvent être espérés pour cette opération.

De part le monde, les modèles actuels de planteuses ne donnent pas encore entièrement satisfaction, sur le plan agronomique et économique. Celles utilisant des cannes en grande longueur requièrent un personnel encore trop important. La coupe des plants à la machine et l'utilisation d'une planteuse de boutures tronçonnées, conjonction permettant la mécanisation totale de plantation, constituent l'un des grands « challenges » à relever pour réduire les coûts de plantation. Les modèles en cours d'expérimentation manquent jusqu'ici de régularité dans la distribution. Pour pallier cette déficience, la quantité de matériel de plantation a été augmentée d'environ 50% à l'île Maurice. « *Malgré cela, d'importantes irrégularités dans la levée des boutures sont encore déplorées lors des essais* » (MSIRI, 1998). Faute de planteuse adéquate, certains planteurs utilisent des boutures tronçonnées, en adaptant le déversement des remorques, pour une meilleure répartition au fond des sillons. Il importe pour la Martinique de poursuivre la réflexion sur la mécanisation de la plantation, pour laquelle d'importants gains sont à espérer. Dans l'attente, nombre de planteurs, refusant désormais la coupe à la pile, adoptent une coupe en grande longueur des plants, mis en place en vrac au fond du sillon, selon une gestion empirique.

2.3.3. Recouvrement et recourage : mécanisation et limitation des coûts

Le recouvrement termine le chantier de plantation. La généralisation de la mécanisation du recouvrement est relativement récente : jusqu'aux années quatre-vingts, les petits planteurs recouvraient encore manuellement leurs boutures pour la plupart. En termes de préconisations,

l'accent est porté sur la nécessité d'effectuer cette opération dans la journée. L'objectif est de préserver l'humidité du sol (quitte à refermer les sillons qui n'auraient pas été plantés le jour même), et d'éviter le dessèchement des boutures. Le réglage des disques est par ailleurs important pour maîtriser la quantité de terre apportée et éviter toute surcharge sur les boutures.

Dans la pratique, la quantité de terre apportée varie sensiblement selon le type de sols, les conditions de ressuyage et la compétence de l'opérateur. Si la plantation à plat est une pratique usuelle dans l'extrême Nord, la plantation sur billons se rencontre plus généralement dans le reste de l'île. Cette dernière favorise l'adaptation aux variations météorologiques, en maintenant les boutures à l'abri de l'asphyxie, en cas de forte hydromorphie, ou en favorisant la rétention d'eau dans les inter-rangs en cas de faible pluviosité. A noter que l'utilisation en sols légers du rouleau derrière la recouvreuse, afin d'aplanir les rangs de plantation, tend à disparaître. Seul le CTCS en faisait encore occasionnellement usage jusqu'aux années quatre-vingt-dix. L'abandon progressif de cette pratique tient à la recherche du rapport optimal entre coût et qualité de plantation.

Pour les cas extrêmes de mauvaise levée, le recourage, qui est l'opération de replantation des portions de parcelles ayant mal levé, peut se faire de deux façons : semi-mécanisée ou manuelle. La première, pour de grandes surfaces à replanter, consiste à réouvrir les sillons avec un corps sillonneur monté sur l'axe central du tracteur, à y replacer des boutures horizontalement, puis les recouvrir de façon mécanisée. La seconde technique, applicable pour des surfaces restreintes, consiste à « piquer » en terre, à l'oblique, des tronçons de canne d'une vingtaine de centimètres.

Dans la pratique, le recourage est peu pratiqué. Sur les grandes et moyennes exploitations, la seconde technique proposée est jugée difficilement applicable, même dans les cas où elle aurait pu améliorer sensiblement l'homogénéité de la plantation. Elle implique un travail minutieux, à différents points de la parcelle, d'où la crainte de coûts élevés de personnel. Si les manques sont trop importants (supérieurs à 10 ou 20%), les planteurs estiment la plantation « ratée ». En fonction de leurs moyens, ils préfèrent procéder alors à une nouvelle implantation. Le recourage par cives²⁷, pratique traditionnelle déconseillée vu sa moindre efficacité, a été mentionné une fois par un petit planteur pour une parcelle en rejets (0,5 ha, de plus de dix ans). A l'écart du circuit des agents de vulgarisation, son objectif n'était plus dans ce cas la rentabilité du travail de recourage, mais l'allongement de la durée de vie de la plantation. Quant au souci de pureté variétale, sur lequel la vulgarisation se fait un devoir d'insister, il semble perdre tout intérêt au regard de la cohabitation déjà ancienne d'au moins trois ou quatre variétés. Par contre, chez certains petits planteurs, une grande vigilance est de mise. Les soins apportés aux éventuels recourages traduisent le souci manifesté à la qualité de plantation. A travers ces différences de pratiques, se dessinent dès lors des différences de statuts accordés à la canne. Dans tous les cas, le choix variétal pour le recourage répond avant tout à des critères de disponibilité.

²⁷ Fragments de souche.

2.4. Les critères de choix de la replantation

En synthétisant les informations recueillies, les critères susceptibles d'influencer la décision de replanter une parcelle de canne peuvent être hiérarchisés. Ces critères répondent à un même objectif : la recherche d'une plus grande rentabilité de la parcelle, avec des nuances qui relèvent du milieu, des moyens et de la stratégie de chaque planteur. L'atteinte de cet objectif commun dépend de divers facteurs, qui influencent la date de plantation et les pratiques mises en œuvre.

☛ Un même objectif pour ceux qui replantent : la recherche d'une plus grande rentabilité

Une grande variabilité dans la durée des cycles de culture a été observée. Des parcelles peuvent être replantées au bout de 2 ou 3 ans²⁸, à la suite d'accidents climatiques (sécheresse ou asphyxie). Les cas extrêmes de parcelles âgées de plus de 10 ans s'observent dans différentes situations : soit des parcelles particulièrement productives (rendements > 70, voire 90 t/ha) ; soit des parcelles pour lesquelles le maintien de la canne répond à d'autres objectifs que la maximisation du revenu.

Pour les planteurs ayant décidé de replanter, le critère primordial est le rendement agricole et, plus précisément, l'évolution pluriannuelle de ce rendement, en tant qu'indicateur de la rentabilité de la parcelle. Les conditions pédo-climatiques, de même que les pratiques mises en œuvre, conduisent à des potentialités variables d'une exploitation à l'autre, voire d'une parcelle à l'autre. Selon les situations et les planteurs, le seuil limite en deçà duquel la décision de replanter est prise varie entre 65 et 85 tonnes de canne par hectare. Toutefois, quelques petits producteurs, généralement des planteurs âgés livrant en distillerie, s'abstiennent de replanter des parcelles de plus d'une dizaine d'années, dont la productivité n'excède pourtant pas 60, voire à peine 50 tonnes par hectare. Au regard de cette variabilité, il apparaît que le « seuil d'acceptabilité » pour la productivité d'une parcelle dépend des attentes propres à l'exploitant. Au-delà des potentialités agronomiques de chaque zone, ce seuil est d'autant plus élevé, et la vitesse de replantation d'autant plus grande, que l'objectif de l'exploitant est la maximisation du revenu. En plus du rendement agricole, deux autres critères influent sur la décision de replantation : l'état général de la parcelle et de son adaptation à la mécanisation de la récolte. Plus directement corrélés au coût du personnel salarié, ces critères sont surtout déterminants pour les moyennes et grandes exploitations.

La dégradation de l'état général de la parcelle se traduit par divers facteurs d'hétérogénéité, qui peuvent se cumuler au fil des campagnes et susceptibles de grever fortement les coûts d'entretien : augmentation des manquants ; enherbement devenu difficile à contrôler²⁹ ; mélanges variétaux importants, suite à divers recourages, gênants pour la gestion du désherbage mécanisé ; etc. A ceci s'ajoute l'alignement irrégulier des rangs de parcelles âgées de plus de 8 à 10 ans. Le rétrécissement des inter-rangs par exemple, suite à l'élargissement des souches, finit par entraver

²⁸ Les aides à la (re)plantation sont assujetties à une durée de culture minimale de 5 ans, sauf accident dont le planteur doit apporter la justification. Faute de quoi, il doit rembourser les aides perçues. La plus grande rigueur mise en place par la DAF depuis 2 ou 3 ans dans le contrôle des surfaces plantées devrait favoriser le strict respect de cette réglementation.

²⁹ Cas de fortes infestations en herbe de Guinée ou Para, impliquant des coûts d'extirpation manuelle prohibitifs.

les opérations mécanisées. La multiplicité de ces facteurs remet finalement en cause la rentabilité économique de la culture, du fait de charges de personnel trop importantes.

Le passage à la récolte mécanisée d'une parcelle déjà amortie (plus de cinq ans) influence également la décision de replanter. La replantation fournit l'occasion d'aménager la parcelle en accord avec les exigences de cette mécanisation : remodelage, épierrage, augmentation de la surface cultivée par concentration de parcelles ou mise à profit des bordures, élargissement des traces, élimination de costières, etc. Cette primauté donnée à la mécanisation totale de la récolte s'est avérée décisive au cours de la décennie quatre-vingt-dix sur les grandes exploitations. Une fois prise la décision de replanter, selon les critères relatifs à la rentabilité de la parcelle, d'autres facteurs interviennent sur la date et la qualité des travaux d'installation de la culture.

☛ Facteurs influençant la date de plantation

La période d'installation de la culture dépend de plusieurs facteurs, après la date de récolte du précédent cultural : la disponibilité en matériel et personnel, vu la possible concurrence entre plantation et récolte (cf. fig. 17), ainsi que les conditions naturelles, sont à ce titre déterminantes. La topographie, la pluviosité, la nature des sols, etc., déterminent l'accessibilité de la parcelle pour les outils de travail du sol et la marge de temps dont dispose un planteur pour réaliser ses plantations. Or, une préparation optimale devrait théoriquement être planifiée sur plusieurs mois, afin de favoriser un effritement naturel de la terre : elle devrait être entamée après la récolte, vers avril par exemple, pour une plantation à l'arrivée des premières pluies (vers mi-juin). Si les conditions naturelles imposent de ne pouvoir pénétrer dans les champs que sur une courte période, la concurrence entre plantation et récolte est exacerbée. De fait, certaines grandes exploitations ont parfois recours à un prestataire de services, notamment pour les travaux d'aménagement. Cette adaptation leur offre plus de souplesse pour l'implantation de la culture.

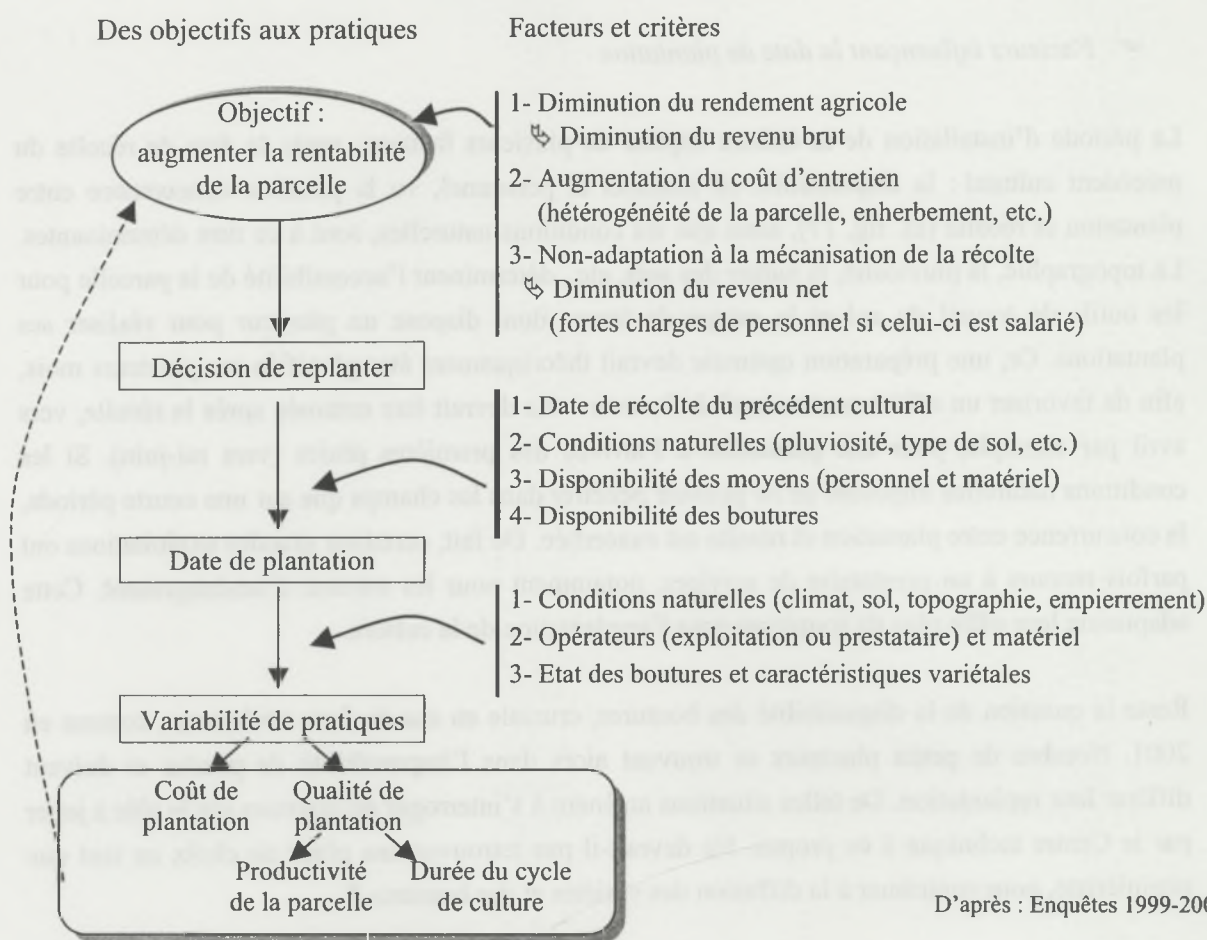
Reste la question de la disponibilité des boutures, cruciale en cas de forte sécheresse, comme en 2001. Nombre de petits planteurs se trouvent alors dans l'impossibilité de planter et doivent différer leur replantation. De telles situations amènent à s'interroger de nouveau sur le rôle à jouer par le Centre technique à ce propos. Ne devrait-il pas retrouver une place de choix en tant que pépiniériste, pour contribuer à la diffusion des variétés et des boutures ?

☛ Facteurs influençant le choix des pratiques, via la qualité et le coût des travaux

La qualité et le coût des travaux d'installation, plus encore que leur date, dépendent fortement des conditions naturelles (pluviosité, sol, empierrement, topographie, etc.). S'y ajoutent la compétence de l'opérateur et le type de matériel, deux points qui relèvent du prestataire pour ceux y ayant recours ; sachant que ce dernier est confronté à une organisation complexe, à gérer entre différents clients. Pour un planteur disposant du matériel et du personnel adéquat, l'investissement financier

est proportionnellement moindre que pour celui qui a recours à un prestataire³⁰ ; pour des conditions de sol et de climat similaires. Le recours à la prestation se traduit de la part du planteur par une gestion souvent plus stricte du coût horaire, au détriment parfois de la qualité de travail, dont il n'a pas de surcroît la maîtrise. Les rapports entre planteur et prestataire, ainsi que les objectifs de chacun, sont à ce titre déterminants. Ainsi, la décision de replantation, de même que la date, dépendent des stratégies des acteurs, des contraintes auxquelles ils doivent faire face et des opportunités dont ils peuvent bénéficier. Il en découle une grande variabilité de pratiques, déterminant la qualité et le coût des travaux. La figure 18 synthétise cet enchaînement de facteurs.

Figure 18 : Facteurs et critères influençant la décision de replanter et pratiques mises en oeuvre



3. ENTRETIEN : RECHERCHE D'EFFICACITE ET REDUCTION DES COUTS

L'entretien de la canne repose sur la fertilisation, le désherbage, ainsi que la dératisation, moins lourde à gérer mais non moins importante. Plus facile à mettre en œuvre que l'installation, cette séquence révèle d'autant mieux les objectifs et stratégies des planteurs sur le court terme.

³⁰ Tout au moins dans le cas du recours à un prestataire privé, sachant que ceci n'est pas forcément vrai dans le cadre des transactions qui relèvent davantage de l'assistance technique de type « chef de file ».

3.1. Fertilisation : la recherche d'efficacité au moindre coût

Afin d'évaluer les pratiques de fertilisation, il importe de rappeler les quantités de nutriments exportées par la canne ; sujet de nombreuses études.

Tableau 26 : Exportations en N, P, K (en kg par tonne de canne usinable)

Exportations		N	P ₅ O ₂	K ₂ O
Cannes usinables		0,72	0,42	1,47
Sommités et feuilles		1,15	0,32	1,52
Souches et racines		0,26	0,12	0,39
Totaux		2,13	0,86	3,38
Valeurs extrêmes		1,56 - 2,30	0,65 - 1,28	2,23 - 4,60
Totaux selon le rendement	70 t/ha	149,10	60,20	236,60
	85 t/ha	181,05	73,10	287,30
	100 t/ha	213,00	86,00	338,00

D'après : Extrapolation de données FAUCONNIER, BASSEREAU, 1970

Tableau 27 : Restitutions et besoins de la canne et apports recommandés à la Martinique

Restitutions et besoins			N	P ₅ O ₂	K ₂ O
SANS	Resti- tutions	Pour 1t/ha	1,30	0,41	1,76
		70 t/ha	90,65	28,56	123,06
		85 t/ha	110,08	34,68	149,43
		100 t/ha	129,50	40,80	175,80
BRULAGE	Besoins	Pour 1t/ha	0,84	0,45	1,62
		70 t/ha	58,45	31,64	113,54
		85 t/ha	70,98	38,42	137,87
		100 t/ha	83,50	45,20	162,20
AVEC	Resti- tutions	Pour 1t/ha	0,84	0,28	1,15
		70 t/ha	58,45	19,60	80,50
		85 t/ha	70,98	23,80	97,75
		100 t/ha	83,50	28,00	115,00
BRULAGE	Besoins	Pour 1t/ha	1,30	0,58	2,23
		70 t/ha	90,65	40,60	156,10
		85 t/ha	110,08	49,30	189,55
		100 t/ha	129,50	58,00	223,00
Pertes liées au brûlage		Pour 1t/ha	0,46	0,13	0,61
		70 t/ha	32,20	8,96	42,56
		85 t/ha	39,10	10,88	51,68
		100 t/ha	46,00	12,80	60,80

D'après : Extrapolation données FAUCONNIER, BASSEREAU, 1970 ; CTCS, 1994

Ces exportations varient suivant les variétés, les modes de conduite et conditions de culture (incluant la teneur du sol en éléments minéraux), et donc suivant la localisation. A titre de référent, l'exemple des exportations d'éléments majeurs en Louisiane, cité par FAUCONNIER et BASSEREAU, peut être retenu. Les restitutions présentées ci-dessus reposent sur les données du tableau 26 et intègrent la fraction « souches et racines ». Le complément représenté par les résidus de récolte est

évalué à 90% de la fraction « sommités et feuilles » en canne non brûlée³¹ et 50% en canne brûlée³². Cette évaluation tient compte du fait qu'une partie des feuilles passe dans les livraisons à l'unité de transformation, tandis qu'un pourcentage variable des extrémités feuillues (pour les cannes non tronçonnées) peut être utilisé pour l'alimentation du bétail. Par ailleurs, malgré le brûlage, une partie de cette fraction retourne au sol après la coupe (extrémités feuillues et surtout bouts blancs, très riches en azote) : « [...] pour 100 tonnes de tiges récoltées, il y a environ 20 tonnes en vert de racines et de souches ; ce qui explique le maintien de la fertilisation des sols à cannes même lorsqu'ils sont brûlés » (DE POMPIGNAN, 1968 ; Chap. 1, p. 15).

Tableau 28 : Recommandations pour l'apport d'éléments minéraux
pour un rendement de 70 à 100 t /ha

Eléments minéraux (en kg/ha)	N	P	K
☛ Besoins de la canne	120-160	60-80	160-180
☛ Apports d'éléments minéraux avec 800 kg de 20-10-20	160	80	160

Source : CTCS, 1994. Le manuel du planteur de canne à sucre ; p. 42.

Le coefficient d'utilisation de l'azote est de l'ordre de 50 à 65%, avec une meilleure réponse à la fumure azotée en repousse qu'en cannes plantées. L'azote étant l'élément le plus coûteux de la fertilisation et celui pour lesquels les risques de pertes par lessivage ou évaporation sont les plus élevés, raisonner son apport est important tant sur le plan économique qu'écologique. FAUCONNIER et BASSEREAU (1970 ; p. 79) recommandent une adaptation de cet apport d'azoté : 70-90 kg/ha en cannes plantées, 100-110 kg/ha en repousse sans brûlage des pailles et 120-150 kg/ha, avec brûlage. La préconisation classique à la Martinique est de 800 kg/ha d'engrais de type NPK 20-10-20, en une fois au fond du sillon (à la plantation) ou sur le sillon (en rejeton), pour un rendement 70 à 100 t/ha³³. Cette préconisation correspond aux besoins de la canne, en intégrant les risques de perte en azote. Des adaptations de formule et de dose sont conseillées selon le type de sol et l'espérance de rendement. Le fractionnement à la plantation consiste à apporter 400 kg au fond du sillon et 400 kg deux mois plus tard. L'accent est mis sur l'accessibilité de la parcelle et la gestion de la concurrence entre plantation et entretien, afin de ne pas « sacrifier » le second apport. Hormis dans les sols à faible pouvoir absorbant, ce fractionnement est peu conseillé et laissé à l'appréciation du planteur. L'objectif est de concilier efficacité et recherche du moindre coût.

³¹ Sachant qu'une partie des feuilles (incluant la gaine foliaire) passe dans les livraisons en usine, tandis qu'un pourcentage variable des extrémités feuillues (pour les cannes non tronçonnées) est utilisé pour l'alimentation animale.

³² Le brûlage ne conduit pas à une élimination complète de toute la masse foliaire, tandis que les extrémités feuillues et surtout les bouts blancs, particulièrement riches en azote, font l'objet d'une restitution au sol après la coupe.

³³ En sachant que cette dose permet également de satisfaire aux rendements de 150 à 160 t/ha atteints en moyenne pour les essais variétaux en place à la station Petit-Morne du CTCS ; ce que nous pouvons considérer à la suite de FAUCONNIER (1990) comme étant le rendement climatique de la zone, en moyenne supérieur de 50% aux rendements réels potentiels, en conditions de culture au champ.

Sur la quarantaine d'enquêtes réalisées, 75% correspondent à l'utilisation du 20-10-20, à raison de 800 kg. Les apports sont surtout réduits dans deux cas de figure : pour des difficultés financières ou suite à un problème d'épandage mécanisé (vitesse d'avancement inadéquate du tracteur, absence de dispositif proportionnel à l'avancement en topographie accidentée, etc.). Un cas d'apport inférieur aux recommandations a été rencontré lors d'une tentative infructueuse de fractionnement à la plantation sur une grande exploitation. Faute de pouvoir accéder à la parcelle deux mois plus tard et de disposer du personnel requis pour l'épandage manuel de la seconde dose, celle-ci n'a pu être assurée. Le fractionnement à la plantation est surtout pratiqué dans le Nord, où les sols ne constituent pas une entrave pour l'accès aux parcelles en cas de forte pluviosité. Puis c'est précisément pour ce type de sol que cette pratique est la plus bénéfique, vu leur plus faible pouvoir de fixation. Un autre exemple de situation « hors norme » mérite d'être souligné. Lorsque les engrais sont fournis aux planteurs par la distillerie, celle-ci le leur livre parfois directement sur leur parcelle. Or, une partie de cet engrais peut se retrouver sur d'autres cultures ou être vendue à d'autres agriculteurs, quand il n'est pas simplement laissé dans un coin du champ. Le prix de cet engrais, perdu pour la parcelle de canne, sera tout de même prélevé par le distillateur après la récolte. De fait, de tels « écarts à la norme » laissent entrevoir que la place et le rôle de la canne au sein de l'exploitation peuvent répondre à d'autres objectifs que la maximisation du revenu. *A contrario*, quelques exploitants apportent plus de 800 kg /ha, afin de maximiser le rendement agricole. Ce cas s'est trouvé une fois chez un petit planteur, visant des rendements de 100 t/ha, en apportant 900 kg à 1 t/ha de 20-10-20. La « surdose » est dans ce cas considérée comme un investissement rentable à court et long terme, car elle est censée allonger le cycle de vie de la parcelle. Bien que cette justification n'explique pas la longévité de certaines parcelles³⁴, elle montre que le souci d'intensifier la conduite n'est pas le seul fait de grandes exploitations. Certaines adaptations quant aux doses relèvent aussi de la rotation après précédent banane, réalisée par deux planteurs, ou d'une augmentation de l'apport en passant d'un bas-fond à un morne (mentionnée également deux fois au cours des enquêtes).

Alors que les petits producteurs en restent pour la plupart à la préconisation classique, une diversification de formules s'observe sur les grandes exploitations depuis deux ans. Cette tendance traduit leur volonté d'optimiser le potentiel agro-industriel de la canne, en réponse aux déséquilibres constatés suite à de récentes campagnes d'analyses de sols. Différentes options sont prises : dans le Sud, sur une exploitation de distillerie s'est orientée vers une formule de type savane, le 27-9-18, plus riche en azote que la précédente, afin de favoriser le développement végétatif ; dans la plaine alluviale du Centre, deux grandes exploitations se sont tournées vers le 15-8-30, afin de compenser les baisses de potassium relevées depuis 2000 ; dans le Nord, le 16-12-24+2 fait l'objet d'une utilisation croissante sur l'une des grandes exploitations de la zone, afin de renforcer l'apport en P, K et Mg. Ces formules correspondent à des apports de 1 t/ha, ce qui

³⁴ Plus de trente ans pour une parcelle de B 51.129 sur la station de Petit-Morne du CTCS, avec des rendements de 70 à 80 t/ha ; tandis que d'autres parcelles de plus de dix ans, notamment en B 59.92, affichent régulièrement des rendements de plus de 90 t/ha.

facilite la gestion de l'épandage mécanisé. Cependant, ces changements de formules, réalisés avec l'assistance de fournisseurs d'engrais, n'ont pas fait l'objet d'expérimentations, ce dont les planteurs sont demandeurs. Le CTCS devrait à ce titre lancer une étude sur le sujet en 2003, après une année de diagnostic visant à établir un état des lieux de la situation des sols canniers.

En conclusion, la pratique la plus fréquente est conforme à la préconisation de 800 kg/ha de 20-10-20, jugée sécurisante et d'un bon rapport entre rendement escompté et prix. Les planteurs s'y tiennent pour la plupart, sans adaptation particulière à leur mode de conduite (récolte en vert ou pas), au cycle annuel (canne plantée ou rejeton) ou aux conditions de milieu (sol, topographie). En proposant sur une recommandation unique, tout en soulignant les adaptations nécessaires aux cas particuliers (ce qui finalement ne se fait que peu), l'objectif du CTCS était de maximiser les rendements. Rappelons que des réserves importantes en azote organique dans le sol peuvent nuire à la maturation en continuant à alimenter la canne en azote (FAUCONNIER, BASSEREAU, 1970, p. 78). Un essai fumure mis en place sur trois ans sur l'exploitation du Lareinty, dans la plaine du Lamentin, s'est toutefois soldé par des résultats non significatifs entre niveaux d'apports azotés (CTCS, 1996a ; p. 8). Ces constats laissent perplexes quant à l'éventualité d'apports excessifs. Ils conduisent à rappeler l'intérêt du diagnostic foliaire pour guider la conduite de la fumure azotée, en interrogeant la plante. A l'heure où l'AOC et le souci environnemental croissant invitent à un raisonnement différent, ne serait-ce pas l'occasion d'affiner vulgarisation et pratique ?

☛ Une plus grande variabilité quant au moment de l'épandage

Concernant le moment auquel est effectuée la fertilisation, le fractionnement se distingue de la fertilisation échelonnée. Le fractionnement n'a été mentionné que par deux ou trois planteurs, uniquement à la plantation. Les apports se font en deux fois, à raison de deux demi-doses³⁵. Vu le supplément de temps requis, et donc le surcoût financier, le fractionnement est généralement évité. Par contre, l'échelonnement est une pratique courante. Une partie de la parcelle est fertilisée, tandis que la fumure du reste de la parcelle est reportée à une, voire plusieurs semaines après. Ceci s'observe chez des petits planteurs, tant à la plantation qu'en rejets. Cette pratique tient à des contraintes financières, structurelles et/ou organisationnelles (manque de matériel ou de personnel en temps opportun). En rejets, la fertilisation se gère de façon échelonnée, alors que la récolte se poursuit sur la parcelle, cette dernière étant privilégiée. L'apport d'engrais ne se fait parfois qu'après apparition de symptômes, traduisant déjà un début de carence (léger jaunissement, perte de vigueur). A la plantation, en cas de recours à un prestataire pour le recouvrement, l'engrais épandu au fond des sillons peut être amené à y séjourner plusieurs jours avant la fermeture de ces sillons ; d'où des risques de lessivage. Faute de maîtrise de l'intervention du prestataire, le planteur préfère parfois effectuer la totalité de l'apport deux mois après la levée, afin de minorer les risques. De plus, le décalage des dépenses est plus facile à gérer en terme de trésorerie. Cet exemple traduit la multiplicité des paramètres pris en compte dans le choix d'une pratique.

³⁵ Le cas de deux apports respectifs de 2/3 puis 1/3 a été relevé une fois.

L'épandage d'engrais se fait surtout manuellement chez les petits planteurs ou de façon mécanisée. Les types d'épandeurs se sont sensiblement diversifiés ces dernières années. Les épandeurs à une goulotte, ne permettant de travailler que sur un rang, sont de plus en plus remplacés par ceux permettant l'épandage simultané sur deux rangs, d'où une réduction du temps de travail. Toutefois, avec une trémie plus lourdement chargée, sur des sols à faible ressuyage, des ornières en résultent parfois dans l'inter-rang. Chez certains petits planteurs assurant la coupe en vert, l'épandage manuel d'engrais est parfois précédé d'un dégagement des souches, visant à enlever les pailles sèches à leur base. Cette pratique, exigeante en temps, facilite l'absorption de l'engrais. Les feuilles vertes sont sujettes à une décomposition moins rapide qu'en cas de brûlage ou de récolte mécanisée (feuilles fragmentées, répartition plus homogène). Ce dégagement des souches est encore traditionnel chez de nombreux petits planteurs du Sud. D'autres trouvent une telle pratique injustifiée, vu le travail investi pour un résultat difficile à évaluer.

Qu'il s'agisse de fertilisation ou de désherbage, le choix entre épandage manuel ou mécanisé dépend de l'aptitude à la mécanisation de la parcelle, mais surtout des moyens (épandeur, tracteur et personnel). Intervient également la stratégie de gestion du personnel. En cas de polyculture (canne-banane-ananas), l'épandage manuel d'engrais peut être maintenu pour la canne afin de fidéliser le personnel, non employé alors sur les autres spéculations. Toutefois, les critères économiques, mais aussi de qualité de travail, jouent de plus en plus en faveur de l'épandage mécanisé. Dans ce cas, l'engrais peut être acheté en sacs de 50 kg ou en « bigs bags » de 500 kg. La deuxième solution se rencontre uniquement chez les grands producteurs. Elle permet un gain de temps dans la manipulation, mais impose un approvisionnement au hangar. Le recours au big bag permet selon certains de limiter les vols d'engrais, la subtilisation d'un sac de 50 kg étant plus aisée que le prélèvement dans un big bag. Pour les petits planteurs ne disposant pas de hangar de stockage, ces risques de vols les amènent à ne s'approvisionner qu'au jour le jour.

3.2. Désherbage : une lutte diversement conduite

L'enherbement peut avoir des conséquences désastreuses sur la croissance de la canne. La lutte contre les adventices se faisait autrefois manuellement (sarclage manuel, appelé localement « extirpation manuelle »). Avec l'évolution socio-économique, si le sarclage mécanisé ne s'est guère développé, la lutte chimique (épandage d'herbicides) s'est par contre généralisée. Cette évolution a influé sur les types de variétés diffusées : les plus sensibles aux herbicides se sont vues éliminées ou confinées à des zones restreintes (telle la B 64.266). En matière de produits, les préconisations du CTCS pour le désherbage sont variables, vu la diversité de situations auxquelles il convient de s'adapter (types d'adventices, densité d'enherbement, pluviosité, etc.). Les lignes directrices préconisées pour le désherbage chimique, en traitement de pré et de post-émergence, ainsi que les principaux herbicides utilisés à ce jour sont présentés en annexe 2.3. En complément du désherbage chimique, un sarclage manuel est fortement recommandé pour certaines adventices résistantes aux traitements, telle l'herbe de Guinée (*Panicum maximum*), surtout après épiaison.

L'extirpation manuelle est fort coûteuse si elle est assurée par du personnel salarié. Pour le planteur opérant lui-même, elle ne représente qu'un coût d'opportunité (selon que le planteur ait ou non la possibilité d'effectuer à la place une activité rémunérée). Certains responsables d'exploitation s'y refusent en privilégiant une mécanisation la plus poussée possible de leur itinéraire technique. Cependant, la coupe mécanisée, en arasant les touffes d'herbe de Guinée insérées dans les rangs de canne complique son éradication. Il s'ensuit une plus grande fréquence de replantation, faute de pouvoir gérer par la suite des parcelles trop fortement enherbées. D'autres exploitants tirent profit de la rotation culturale pour enrayer les infestations d'adventices ; tandis que d'autres enfin voient leur lutte menée contre l'herbe de Guinée récompensée avec un important investissement dans l'extirpation manuelle. Ce dernier est amené à diminuer progressivement, alors que le stock de semences dans le sol s'appauvrit.

Le pulvérisateur à dos perdure sur les petites exploitations et intervient souvent en complément de l'épandage mécanisé sur les grandes et moyennes exploitations. Pour celles-ci, le travail manuel peut permettre une intervention plus adaptée à la densité d'enherbement en terrain accidenté. Il peut aussi permettre un traitement tardif, alors que la hauteur des cannes gêne l'accès à la parcelle. Toutefois, l'utilisation d'un tracteur enjambeur permet de contourner le recours au pulvérisateur à dos dans ce cas. Une technique, qualifiée de « mixte », peut alors aussi être utilisée : un réservoir équipé de dérouleurs et tiré par un tracteur en bordure de parcelle alimente des lances dirigées par des ouvriers qui pénètrent dans les rangs de canne. Le pulvérisateur à dos peut relever d'un modèle traditionnel ou plus moderne : appareil à pompage manuel classique ou appareil à pression, manuel ou à moteur. Le gain de temps permis et la moindre pénibilité de travail ont comme contrepartie un investissement plus élevé. Ces innovations restent jusqu'alors circonscrites aux grandes et moyennes exploitations. Les petits planteurs sont réticents à investir dans ce type de matériel, vu la faible utilisation qu'ils en font.

Le petit planteur réalise généralement lui-même l'entretien, secondé éventuellement par un membre de la famille. Plutôt réservée à la récolte, l'entraide est peu mobilisée pour le désherbage. Par contre, on observe parfois un recours à des ouvriers réalisant des « jobs » ; travaux informels faisant l'objet de forfaits journaliers négociés individuellement. Certains planteurs rémunèrent beaucoup plus chers que d'autres ces employés, grevant d'autant leur coût de production.

Sur les moyennes et grandes exploitations, le pulvérisateur à dos est en grande partie remplacé par le pulvérisateur porté, soit à lance, soit de plus en plus à rampe, et plus rarement avec des cloches. Les épandeurs d'herbicides, comme les épandeurs d'engrais, permettent théoriquement d'allier une diminution des coûts à une meilleure qualité de résultats, avec une régularité d'épandage supérieure à l'épandage manuel. Toutefois, dans la pratique, se posent souvent des problèmes de réglages. Ces derniers tendent toutefois à diminuer avec l'expérience. Signalons à ce propos le travail d'accompagnement réalisé par les représentants de firmes phytosanitaires. Ceci se traduit néanmoins par une orientation du choix des produits de traitement. Là encore, les planteurs se montrent demandeurs d'encadrement technique.

Parmi les variantes de pratiques observées pour le désherbage, le cas d'une exploitation pratiquant la rotation canne-ananas, dans le Nord, est intéressante à signaler : le désherbage de la canne en rejeton s'y opère à la rampe, à raison de 3 000 litres de bouillie par hectare. Ce traitement en plein se fait en utilisant un matériel spécifique à la culture de l'ananas. Il permet une meilleure pénétration de la bouillie à travers le mulch pailleux laissé après la récolte, pratiquée dans ce cas de façon mécanisée, en vert. Cette stratégie est à l'opposé des tendances actuelles, passant par le pulvérisateur à bas volume : ceux-ci vont dans le sens d'une utilisation de produits avec parcimonie et d'un moindre risque de ruissellement.

3.3. Dératisation : une grande vigilance

Les rats sont les principaux ravageurs de la canne à la Martinique, d'où la nécessité de dératisations fréquentes et généralisées. L'apport d'appâts est réalisé manuellement. Des apports de raticides en trois ou quatre fois sont recommandés suivant le degré d'infestation, à raison de 3 kg par hectare et par apport. L'importance de la dératisation est sans cesse soulignée par les structures d'encadrement (FDGDEC, CTCS, Chambre d'agriculture). Cette sensibilisation va de pair avec l'organisation de campagnes collectives, incluant la distribution d'appâts. Le changement régulier des matières actives constitue également un thème fort de la vulgarisation, compte tenu des phénomènes d'accoutumance observés.

En pratique, de nombreuses variations sont observées, tant pour les quantités d'appâts par hectare (de moins de 1 à plus de 4 kg), que pour la fréquence des passages (de une à une dizaine de fois par an). Cette adaptation résulte de la variabilité dans la pression des ravageurs selon les zones, mais aussi dans l'appréciation des planteurs. La localisation de la parcelle à traiter constitue un facteur clé quant à la pression d'infestation. Celle-ci croît près des zones non exploitées (friches, bois), en bordure des points d'eau ou à proximité d'une autre parcelle en canne mal ou non entretenue. Les périodes de traitements les plus propices, notamment la phase des quatre mois après récolte ou plantation, ne sont pas toujours mises à profit dans la pratique. Nombre d'exploitants tendent à réagir suite aux observations d'attaques, plutôt que de façon préventive et systématique. En somme, la dératisation est reconnue comme indispensable, mais fait encore l'objet de variations dans sa mise en œuvre, avec des incidences qui se chiffrent à la récolte.

En conclusion, selon ses objectifs et ses moyens, la stratégie d'entretien mise en place par le producteur diffère, avec de nécessaires compromis. Parmi les éléments susceptibles d'influencer sa marge de manœuvre, on relève :

- les caractéristiques structurelles de l'exploitation, en particulier la disponibilité en matériel et personnel (planteur seul ou assisté par des membres de sa famille, responsable d'exploitation ayant recours à des salariés plus ou moins nombreux) ;
- les caractéristiques fonctionnelles du système d'activités, les autres impératifs professionnels du producteur pouvant entrer en concurrence avec l'entretien de la canne ;

les objectifs de l'exploitant et le rôle attribué à la canne, sachant par exemple qu'en cas de complément fourrager comme rôle important, les pratiques de désherbage peuvent s'éloigner sensiblement des préconisations classiques ;

les conditions naturelles, en particulier la pluviosité, qui influence l'efficacité du travail (lessivage d'engrais ou des herbicides) ou l'accessibilité à la parcelle ;

le précédent cultural, qui peut également influencer sur les pratiques ultérieures (une rotation ou une jachère peut induire une rupture dans le développement des adventices).

4. LA RECOLTE : UNE FORTE EXTENSION DE LA MECANISATION

Après l'installation de la culture et l'entretien, vient la séquence décisive qu'est la récolte de la canne. Elle inclut la coupe, le chargement et le transport vers l'unité de transformation. Si la récolte mécanisée est encouragée, il n'y a pas de technique de récolte recommandée. Le choix en la matière dépend de la topographie, des moyens de production (foncier, capital, personnel, matériel), ainsi que de l'organisation dans laquelle s'insère le planteur (CUMA, prestataire privé, etc.).

4.1. De la récolte manuelle à la récolte mécanisée

Depuis le milieu du XIX^e siècle et jusqu'à la fin des années soixante, la récolte de la canne repose sur la technique traditionnelle de « coupe à la pile » et est organisée par un contrat de travail : la « tâche »³⁶. La coupe à la pile a précédemment été évoquée (§ 2.3.2.b) pour l'approvisionnement en boutures. Qu'en est-il de son utilisation comme méthode de récolte ? Dès les années soixante, le CTCs (1963 ; p. 6) souligne les limites de la coupe à la pile. Son archaïsme est dénoncé par tous les rapports d'experts en mission à la Martinique, tandis que les moyens sont mis en place pour développer la mécanisation (FERRE, 1976). A cette époque, si cette méthode peut encore se justifier dans les zones très accidentées, où seul le mulet de bât peut assurer l'enlèvement des cannes, elle est déjà fortement décriée ailleurs. Ses multiples inconvénients aujourd'hui soulevés pour l'approvisionnement en boutures, l'étaient déjà par le passé pour la récolte.

D'une part, cette méthode de coupe à la pile est d'un coût très élevé, avec un personnel important (coupeurs, amarreuses, mulétiers), avec une faible productivité du travail. Cette dernière s'explique par la répétition de gestes jugés inutiles, tel le fait d'attacher les paquets de canne, puis de les détacher ensuite, ainsi que le fait de sectionner les cannes en plusieurs tronçons. En 1960, la productivité journalière est jugée deux fois moindre qu'à la Réunion, où la coupe se pratique déjà en grande longueur, avec un enlèvement des cannes se fait par chargeur, sans amarrage, et un transport par camion, remorque ou wagon. D'autre part, la perte industrielle est importante, du fait de la multiplicité des coupes de la tige et de l'augmentation des surfaces exposées à l'air. Avec un transport lent, ce tronçonnage conduit à un dessèchement accéléré des cannes (pertes de jus) et à une plus rapide inversion du saccharose (pertes de sucre).

³⁶ La tâche représente une quantité définie de travail que doit accomplir un ouvrier pour recevoir le salaire correspondant à une journée (actuellement 8 heures).

Tant et si bien que la coupe à la pile est progressivement abandonnée pour la récolte de la canne à la Martinique, tandis que débute timidement la mécanisation de cette séquence. Parallèlement au développement de la méthode Louisiane pour l'aménagement des sols (drainage, remodelage) et la plantation, retracé précédemment, des essais de mécanisation partielle puis totale de la récolte sont mis en place par le CTCS à partir de 1966 (VASSEUR, 1970). De nombreuses machines ont ainsi été expérimentées depuis une quarantaine d'années (cf. tableau 29). Les premiers essais sont réalisés avec une récolteuse-andaineuse : elle coupe les cannes en grande longueur (coupe à la base et au sommet) et les dispose en andains (l'équivalent de la coupe à la toise en récolte semi-mécanisée) ; les cannes sont ensuite ramassées au cane-loader. Ces essais démontrent que la récolte mécanisée est non seulement possible à la Martinique, mais qu'elle peut avantageusement remplacer la coupe manuelle ; à conditions de respecter certaines règles : terrain plat ou à faible pente (10%) ; plantation en ligne de 250 mètres minimum et traces suffisamment larges pour permettre aux machines de faire facilement demi-tour ; variété à port érigé (du fait de la difficulté de relevage des cannes par la machine), même après brûlage.

Les premiers essais ne sont toutefois pas satisfaisants. La méthode Louisiane n'en est encore qu'à ses débuts et il n'y a pas de plantations régulières. De plus, les variétés cultivées entre 1966 et 1970 ne sont guère adaptées à la mécanisation, comme l'illustrent les éléments recueillis auprès des témoins de cette époque. La variété B 49.119 s'affaisse après brûlage, tandis que la B 46.364 (la Canne Noire), qui occupe alors près de 70% des surfaces, ne garde pas un port érigé au cours des repousses successives. Ces problèmes variétaux seront résolus par la suite avec la diffusion, à partir de 1972, de la B 59.92 (la Canne Roseau), qui conserve un port érigé après brûlage. Cette caractéristique vient s'ajouter aux autres qualités agronomiques de cette variété déjà appréciées par les planteurs³⁷, expliquant son essor. C'est ce qui amène les témoins de cette époque, au CTCS, à souligner que : « *C'est véritablement la B 59.92 qui a permis de franchir avec succès le cap de la mécanisation de la récolte, dans les années soixante-dix* ». Parallèlement au flux variétal, les machines de constructeurs divers³⁸ continuent à se succéder avec plus ou moins de succès.

En 1966, Dominique BASSEREAU (p. 1158) souligne que : « *Les moissonneuses actuellement sur le marché ont été mises au point dans des régions (Louisiane et Australie) où les conditions techniques et économiques diffèrent sensiblement de celles qui prévalent dans la zone Caraïbe et, par suite leur adaptation aux conditions particulières des Antilles est difficile* ». Ce n'est qu'en 1972 que les premières récolteuses-tronçonneuses-chargeuses sont introduites à la Martinique. Aux premiers modèles (Harvester et Toft Robot), en succèdent d'autres pendant une vingtaine d'années, sans atteindre des performances totalement satisfaisantes.

³⁷ cf. § 2.3.1 du présent chapitre, évoquant l'évolution des variétés de canne ; c) Evolution contemporaine, sélection variétale et critères de choix.

³⁸ Outre celles qui ne dépassent pas le stade de l'expérimentation, comme celle du constructeur français DULIEU.

**Tableau 29 : Principaux types de machines successivement utilisées
pour la récolte mécanisée de la canne à la Martinique**

Années	Type de machine, origine, caractéristiques	Observations
1966-1968 Expérimentation CTCS	RECOLTEUSE-ANDAINEUSE <i>Sugarcane Harvester J&L - Louisiane</i> (avec cane-loader type MF 50 et Caterpillard à chenilles) ► Coupe en grande longueur + écimage ► Confection d'andains (sur 3 rangs) ► Ramassage au cane-loader.	- <u>En cannes brûlées</u> : perte des tiges qui ne peuvent être saisies par le couple de chaîne – convoyeur (diamètre trop fin). - <u>En cannes non-brûlées</u> : problème de brûlage des cannes après la coupe, pour l'élimination des pailles avant livraison à l'usine.
1968-1970 Présence de courte durée	RECOLTEUSE A PAQUET <i>CRISCHTON – Australie</i> ► Coupe en grande longueur + écimage des cannes brûlées ► Confection de paquets de 300 à 500 kg (stockées dans un bac) ► Charge déposée tous les 30 cm environ, à l'aide d'un volet déflecteur ► Ramassage au grappin	- <u>Avantages</u> : le ramassage par grappin des paquets évite que les cannes soient salies (non traînées sur le sol, comme les cannes andainées), d'où des livraisons globalement de meilleure qualité. - <u>Inconvénients</u> : problème technique divers (dont un important bourrage), liés à la conception de la machine, malgré les améliorations apportées ; performances limitées : 20-30 t/j.
1972-1980	RÉCOLTEUSES-TRONÇONNEUSES <i>MASSEY FERGUSON (MF 201) - Australie</i> <i>CLAAS – Allemagne</i> <i>TOFT ROBOT – Australie</i> ► Coupe la tige avec étêtage (élimination du bout blanc par l'écimeur ou « toper ») ► Tronçonne les cannes (tronçons de 30 cm environ) ► Cannes tronçonnées directement stockées dans un chariot ou une remorque à basculement latéral, tiré(e) par un tracteur près de la machine	- <u>Avantages</u> : ✦ cannes tronçonnées : matériau plus facile à manipuler pour le chargement simultané à la coupe ; ✦ tronçonnage des cannes permettant d'augmenter la densité du chargement et donc de réduire le coût du transport ; ✦ récolte possible en cannes non-brûlées (pailles éliminées par la soufflerie) ; ✦ performances intéressantes → MF 201 : 150-200 t/j → CLAAS : 400 t/j. - <u>Inconvénients</u> : Encombrement, fiabilité.
1980-1988	PERIODE TRANSITOIRE – PERTE DE CONFIANCE EN LA CULTURE DE LA CANNE À LA MARTINIQUE : PAS D'INVESTISSEMENT.	
1988-1992	RÉCOLTEUSES-TRONÇONNEUSES <i>SANTAL - Brésil</i> <i>TOFT – Australie</i> <i>CAMECO – Etats-Unis</i>	Modèles améliorés par rapport aux premières récolteuses-tronçonneuses, plus maniables. Performances variables
1989-1992	RÉCOLTEUSE-ANDAINEUSE <i>CAMECO – Etats-Unis</i>	Modèle amélioré de récolteuse-andaineuse fonctionnant en cannes brûlées, avec des variétés adaptées (B 64.277, B 69.566)
1992-2002	RÉCOLTEUSES-TRONÇONNEUSES <i>CAMECO – Etats-Unis</i>	Généralisation de l'emploi des récolteuses Cameco : performances croissantes, permettant de reculer les limites de la mécanisation (pentes : jusqu'à 15-20%).

D'après : Enquêtes auprès de Eugène MARIE-SAINTÉ (Responsable Service agricole, CTCS) ;
BARON et al., 1992 ; suivi CTCS jusqu'en 2002.

C'est finalement en 1992 que la première récolteuse-tronçonneuse-chargeuse Cameco est utilisée sur l'île. Cette introduction constitue une nouvelle révolution dans la mécanisation de la culture de la canne à la Martinique, depuis le passage à la méthode Louisiane. Depuis, leur utilisation n'a cessé de croître. Grâce aux performances techniques désormais offertes, les limites de la mécanisation ont reculé, tant au niveau de l'espace qu'au niveau social : les modèles à chenilles, associés à l'utilisation de remorques à pont automoteur permettent aujourd'hui de récolter de façon mécanisée des parcelles jugées autrefois non-mécanisables (pente > 7-10%) ; parallèlement, les machines à roues facilitent les déplacements sur route, rendant possible la prestation en récolte mécanisée. Le travail relationnel effectué par la firme Cameco a aussi fortement contribué à l'implantation locale de la marque. La mécanisation de la récolte de la canne à la Martinique a ainsi véritablement pris son essor dans les années quatre-vingts, tandis que la dernière décennie a vu se multiplier les récolteuses sur l'île, au nombre de 16 en 2001, de 18 en 2002.

4.2. Trois modes de récolte aux évolutions divergentes

Trois grands modes de récolte sont distingués (cf. tableau 30), suivant le degré de mécanisation de la coupe et du chargement et la forme de mobilisation du personnel : la récolte manuelle (coupe et ramassage manuels) ; la récolte semi-mécanisée (coupe manuelle et ramassage mécanisé, par remorque auto-chargeuse ou chargeur à griffes automoteur, le cane-loader) ; la récolte mécanisée.

Photo 18 : Chargement d'un chariot avec un cane-loader



Cliché CTCS, 2002.

Tableau 30 : Caractéristiques et tendances évolutives des modes de récolte de la canne

Mode de récolte		Coupe	Chargement	Caractéristiques des exploitations et évolution du mode de récolte
Récolte manuelle		Coupe manuelle en cannes non-brûlées = coupe à la tonne chargée	Chargement manuel, canne par canne, dans un chariot laissé dans le champ	Mode de récolte en voie de disparition ☞ <u>Petites exploitations (< 3 ha)</u> → Personnel familial ou entraide
Récolte semi-mécanisée	Coupe à la pile	Coupe manuelle en cannes non-brûlées et tronçonnage pour la confection de paquets = coupe à la pile	Autrefois, chargement manuel des paquets. Maintenant chargement mécanisé au cane-loader	Mode de coupe désormais réservé à la coupe de boutures pour la plantation : en forte régression, même pour cet usage spécifique
	Coupe en grande longueur	Coupe manuelle en cannes non-brûlées = coupe en vrac et confection de tas ou fours à charbon	Chargement semi-mécanique par remorque auto-chargeuse (RAC)	Mode de récolte en forte régression, spécifique à quelques colons de l'EAG ☞ <u>Petites exploitations (< 5 ha)</u> → personnel familial ou entraide
		Coupe manuelle en cannes non-brûlées = coupe à la tonne	Chargement mécanisé par cane-loader (pesée individuelle de chaque remorque)	Mode de récolte en légère régression ☞ <u>Petites exploitations (< 5 ha)</u> → personnel familial ou entraide ☞ <u>Exploitations de taille variable</u> → prestation de services ☞ <u>Exploitations de distilleries</u> → personnel salarié
		Coupe manuelle en cannes brûlées = coupe à la toise et disposition des cannes en andains	Chargement mécanisé par cane-loader + éventuellement trans-loader ³⁹	Mode de récolte assez stable ☞ <u>Moyennes et grandes exploitations</u> → personnel salarié ☞ <u>Exploitations de taille variable</u> → prestation de services
Récolte mécanisée		Coupe et chargement mécanisés en cannes brûlées ou non-brûlées par une récolteuse-tronçonneuse-chargeuse = coupe en cannes tronçonnées		Mode de récolte en développement ☞ <u>Moyennes et grandes exploitations</u> → personnel salarié ☞ <u>Exploitations de taille variable</u> → prestation de services

D'après : CTCS, 1994 (Le manuel du planteur de canne) ; Enquêtes 1999-2002.

La récolte totalement manuelle, du fait de son coût et de sa pénibilité, est en voie de disparition ; tandis que les chefs de file (notamment la CUMA de Malgré-Tout) et les prestataires offrent l'accès au chargement mécanisé (par cane-loader) et à la récolte totalement mécanisée. Cette évolution, comme nous l'avons vu, a été longue à instaurer. Comme pour l'entretien et la plantation, les méthodes traditionnelles pour la récolte restent dominantes jusqu'à la fin des années soixante. Depuis, l'évolution s'est accélérée.

³⁹ La récolte semi-mécanisée peut faire appel à un trans-loader (chargeur à griffes fixe) dans le cas de la coupe à la toise : le contenu des remorques chargées au cane-loader est transféré dans des camions (chargement jusqu'à 20 ou 25 t) afin d'optimiser le transport à l'unité de transformation. Cette opération se fait au poste de transfert de l'exploitation.

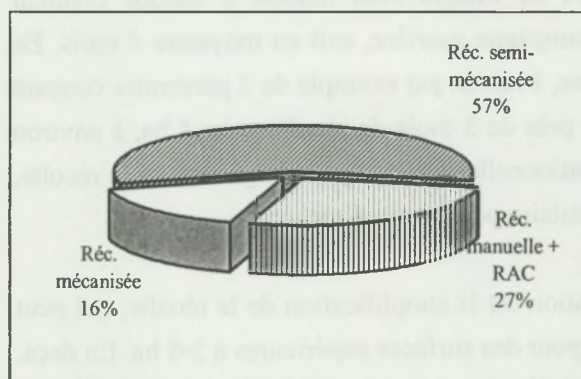
Photo 19 : Mécanisation totale avec une récolteuse-tronçonneuse-chargeuse



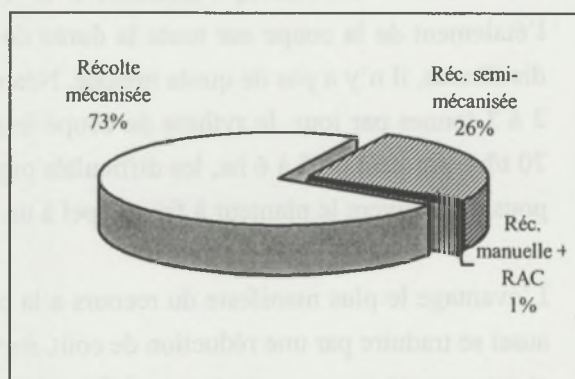
Cliché CTCS, 2002.

La récolte manuelle et la récolte semi-mécanisée, faisant intervenir la remorque auto-chargeuse (RAC) pour le chargement, s'appliquent dans des conditions présentant de nombreuses similitudes : petites surfaces, topographie accidentée, personnel essentiellement familial. Ces deux modes de récolte sont en forte diminution, comme le montrent les graphiques ci-dessous, tandis que la mécanisation progresse.

Graphique 15 : Modes de récolte en 1992



Graphique 16 : Modes de récolte en 2000



D'après : CTCS, 2002. Base de données.

L'exemple de la CUMA de Malgré-Tout illustre cette évolution. En 1999, sur les 12 794 tonnes chargées et transportées par cette coopérative, seuls 2,5% sont chargés à la tonne, 33,3% à la RAC

et 64,2% au cane-loader. Cette forte adoption du cane-loader découle de l'encadrement effectué par les techniciens de la Chambre d'agriculture et de l'EAG, qui a permis de surmonter les premiers obstacles : non-adaptation des parcelles, baisse de richesse des livraisons, arrachage de souches, etc. Les planteurs soulignent l'important gain de temps occasionné, de même qu'une réduction sensible de la pénibilité du travail.

Quel que soit le mode de récolte, les recommandations visent surtout à limiter la perte qualitative susceptible de se produire entre le champ et l'unité de transformation. Il s'agit en premier lieu d'effectuer au mieux la coupe elle-même : en coupant les cannes à la base de la tige, pour récupérer le maximum de sucre, et en éliminant avec soin l'extrémité feuillue ou « bout blanc ». La présence d'une trop grande proportion de bouts blancs dans les livraisons augmente le taux de non-sucre, facteur de gêne pour le processus de cristallisation ou de fermentation et de diminution du prix de la canne livrée⁴⁰. En second lieu, il s'agit d'optimiser l'organisation des chantiers de récolte, afin de limiter le temps qui s'écoule entre la coupe (ou le brûlage) et la livraison.

4.2.1. *La coupe manuelle : une mobilisation différente du personnel*

Pour la plupart, les petits planteurs coupent leur canne manuellement. Toutefois, l'organisation de la récolte dépend surtout du type de personnel mobilisé. Le cas le plus fréquent est celui du planteur qui réalise lui-même la coupe, aidé par un membre de sa famille selon l'importance de la surface. Au-delà de 2,5 ha, rares sont ceux qui n'ont pas recours à cette entraide familiale. Autrement, le planteur peut intégrer un système d'entraide ou « koudmen » (coups de main). La force de travail constitue alors la monnaie d'échange, évaluée en équivalence journées de travail. Le planteur peut aussi avoir recours à des « jobeurs », moyennant un forfait journalier. Dans ce cas, plus encore que pour les autres opérations de l'itinéraire technique, la variabilité du montant négocié pour ce forfait conduit à des coûts de production très différents d'un planteur à l'autre. Qu'il s'agisse de personnel familial, de « koudmen » ou de « job », gérer soi-même la coupe suppose une forte implication du planteur, qui se doit de suivre attentivement le déroulement de la coupe. La récolte d'une parcelle de 3 à 5 ha peut prendre plusieurs semaines à plusieurs mois. Pour les livraisons au Galion, l'adhésion à la CUMA de Malgré-Tout impose à chaque planteur l'étalement de la coupe sur toute la durée de la campagne sucrière, soit en moyenne 4 mois. En distilleries, il n'y a pas de quota imposé. Néanmoins, à raison par exemple de 2 personnes coupant 2 à 3 tonnes par jour, le rythme de coupe impose près de 3 mois de récolte pour 4 ha, à environ 70 t/ha. Au-delà de 5 à 6 ha, les difficultés organisationnelles accrues pour la gestion de la récolte, poussent souvent le planteur à faire appel à un prestataire pour cette séquence.

L'avantage le plus manifeste du recours à la prestation est la simplification de la récolte, qui peut aussi se traduire par une réduction de coût, surtout pour des surfaces supérieures à 5-6 ha. En deçà, et moyennant une organisation satisfaisante, la mobilisation personnelle et familiale du planteur semble économiquement préférable. Les cas de petits planteurs habitués à gérer leur coupe eux-mêmes et ayant eu exceptionnellement recours à la prestation, avec une coupe à la toise, s'est

⁴⁰ Surtout pour les livraisons à l'usine, comme nous le verrons plus loin.

parfois traduit par des déceptions, relatives surtout à la quantité de cannes laissées par terre : à la coupe à la tonne pratiquée en famille, chaque tige de canne est récupérée ; tandis qu'à la coupe à la toise, seule l'avancée au mètre linéaire compte. Le recours à la prestation ne se décide pas seulement selon la surface ou la disponibilité en personnel. Il s'inscrit dans la stratégie du planteur, suivant qu'il privilégie la productivité de la terre ou du travail ; des options stratégiques analysées au chapitre VI et IX.

La coupe manuelle, à la toise ou à la tonne, avec ramassage au cane-loader, reste l'apanage de certains prestataires, dont le CTCS. Elle complète la coupe mécanisée sur de grandes exploitations, selon la topographie des parcelles. Le personnel mobilisé pour un chantier de récolte semi-mécanisé comprend : les coupeurs, payés à la toise pour la coupe en cannes brûlées et à la tonne en cannes non brûlées ; un chauffeur de cane-loader ; un ou deux chauffeurs pour les remorques, selon l'éloignement du lieu de déchargement ; éventuellement un chauffeur de trans-loader au poste de transfert ; des glaneurs chargés de récupérer les cannes tombées à terre. Le souci de réduire les coûts amène parfois à supprimer le glanage, quitte à perdre en tonnage récolté. Prenons un exemple : le coût journalier d'un glaneur étant de 294,14 F (7 h payées au SMIC) - sachant qu'il en faut généralement deux pour un chantier opérationnel - le coût du glanage se chiffre à 588,28 F pour une surface d'environ 2 ha par jour. A raison de 391,69 F par tonne de canne, il faudrait que ces deux glaneurs puissent récupérer au moins 1,5 tonnes afin que l'opération soit rentable. Puis, cela ne représente qu'environ 1% du tonnage de la production de 2 ha de canne avec un rendement de 80 t/ha. Ces estimations aident à mieux comprendre la progressive disparition du glanage.

Pour la récolte semi-mécanisée sur les moyennes et grandes exploitations, le recours aux coupeurs saisonniers est inévitable. Ces derniers sont encore le plus souvent d'origine sainte-lucienne, en dépit des complications administratives croissantes pour l'emploi de personnel immigré, alors que la coupe de la canne rebute nombre de Martiniquais ; ce sur quoi nous reviendrons par la suite. La difficulté à trouver du personnel pour la coupe, en plus des lourdes charges, incite à la mécanisation de la récolte ; quitte à opérer d'importants travaux de remodelage ou à investir dans une récolteuse pour une faible surface (jusqu'à une quarantaine d'hectares).

4.2.2. La récolte mécanisée, en pleine expansion

La vingtaine de récolteuses actuellement dénombrée appartient à une dizaine de moyennes et grandes exploitations. Deux d'entre-elles appartiennent à des planteurs-prestataires, moyennant des créneaux d'action différents (exploitations de distilleries et petits planteurs du Centre et du Sud). Cette évolution ouvre l'accès à la mécanisation totale de la récolte pour des planteurs ne pouvant pas eux-mêmes faire l'acquisition d'une récolteuse. L'extension de la mécanisation, venant bouleverser l'itinéraire semi-mécanisé, n'a pas été sans soulever un certain nombre de questions. L'une des plus fréquentes a trait aux pertes sur le tonnage récolté, source d'artéfacts se traduisant par une diminution des rendements calculés. Cette chute s'explique d'une part par

l'organisation du chantier de coupe⁴¹, ainsi que par la normalisation de la hauteur de coupe des bouts blancs par l'écimeur (« toper »), surtout en cas de verse ; alors que les coupeurs peuvent adapter le niveau de coupe à chaque tige. Les pertes dues aux seuls bouts blancs peuvent atteindre 5 t/ha, pour une parcelle de 80 t/ha, soit près de 5% du tonnage. D'autre part, il arrive que la machine ne puisse accéder à certaines zones de la parcelle (du fait de l'espace requis pour les manœuvres), alors que les coupeurs « *passent partout* ». Enfin, se posent parfois des problèmes qualitatifs pour les livraisons de cannes récoltées à la machine : apports accrus de matière non-usinable (terre, souches, paille, etc.). Ces incidences sont à rapprocher d'une inadaptation des parcelles nouvellement mécanisées (billons, épierrage, profilage, etc.) ou en cas de parcelles âgées, longtemps récoltées au cane-loader. De nombreux autres facteurs interfèrent sur la qualité des livraisons de cannes tronçonnées : formation du chauffeur (réglage de la hauteur des couteaux de coupe), conditions climatiques, adaptation variétale à la mécanisation, etc. Toutefois, au fil des campagnes, ces incidences qualitatives, aussi bien que quantitatives du passage à la mécanisation peuvent être minimisées par : l'amélioration de la gestion des chantiers, l'aménagement des parcelles et la formation du personnel ; de même qu'une adaptation optimale de la variété à la mécanisation. Restent les impondérables aléas climatiques.

Certains pensent que la récolte mécanisée influence aussi la repousse, d'où une réduction des cycles annuels de 8-9 ans à 5-6 ans. Cette évolution doit se comprendre dans une stratégie globale de mécanisation, influant sur le tassement du sol. Selon les essais du MSIRI (2000), l'incidence négative de la récolte mécanisée sur le cycle annuel disparaît (ou est atténuée) si le terrain est bien aménagé (épierrage fin, buttage régulier, etc.) et la récolteuse bien entretenue. Il importe surtout que la lame soit bien affûtée. De plus, l'opérateur doit placer les couteaux à la base de la touffe et non sous le sol, ce qui peut nuire au redémarrage après la récolte. Dans certaines contrées cannières, comme au Brésil, les couteaux sont réglés de façon à opérer juste en dessous du niveau du sol ; une pratique non transférable à la Martinique, où les sols engendrent une rapide usure des couteaux. Par contre, la récolteuse a l'avantage de couper juste à la base des tiges, alors que les coupeurs à la toise tendent à laisser des segments de quelques centimètres. Or, la partie basse est précisément la plus riche en saccharose.

Les propriétaires de récolteuses apprennent avec l'expérience à optimiser leur utilisation, tandis que les incidences de l'extension de cette mécanisation méritent d'être analysées à tous les niveaux : l'évaluation des pratiques sur le plan agro-écologique permet de revenir sur l'impact environnemental des modes de coupe ; l'analyse économique permet de cerner le gain permis par la mécanisation de la récolte ; l'analyse des représentations des métiers de la canne amène à s'interroger sur l'influence de cette évolution vers une technicité croissante sur l'image que les acteurs se font de leurs métiers ; autant de points approfondis dans les chapitres suivants. Dans

⁴¹ Un chantier de récolte mécanisée comprend : une récolteuse et un chauffeur, pour une récolte de 150 tonnes par jour (sachant que les grandes exploitations sont désormais toutes équipées d'au moins deux machines) ; 3 remorques par machine, impliquant la présence de 3 chauffeurs. Cette organisation peut être complétée par un chauffeur de chargeur (à pelle), récupérant les tronçons de canne dispersés lors des manœuvres au poste de transfert. Faute de quoi, les pertes peuvent atteindre plus de 300 tonnes, soit près de 110 000 francs ; des pertes qui peuvent être réduites par la réalisation d'une aire cimentée pour le poste de transfert.

cette perspective, il est intéressant de comprendre le rôle du développement de la récolte mécanisée quant à l'essor d'une autre pratique : le brûlage de pré-récolte.

4.3. Le brûlage de pré-récolte : éléments historiques et évolution

Le brûlage permet de réduire la quantité de paille et facilite la coupe, d'où une réduction du temps de travail. A ceci, s'ajoute la réduction de la pénibilité de la coupe manuelle : épaillage rendu quasi-inutile⁴², présence moindre de feuilles, souvent recouvertes de poils irritants. Il en résulte une amélioration du rendement de la coupe, bénéfique sur le plan économique, tant pour le coupeur (meilleur salaire), que pour l'exploitant (diminution du coût de récolte). Partant de ces arguments de base, il convient de comprendre la combinaison des raisons organisationnelles et économiques qui pousse un planteur à privilégier la coupe en cannes brûlées ou en vert. Il est utile pour cela de s'en référer à l'évolution historique de cette pratique.

L'introduction des premières récolteuses à la Martinique va de pair avec les premiers essais de brûlage de pré-récolte. Ces machines ne sont pas prévues pour satisfaire à l'épaillage des cannes, réalisée manuellement par les coupeurs. Brûler la canne permet de compenser cette carence. Faute de quoi, la forte proportion de paille dans les livraisons gêne le process industriel. Dès 1968, le brûlage est considéré comme un mal nécessaire pour la mécanisation de la récolte, devenue impérieuse pour des raisons économiques. Cependant, cette pratique est initialement difficile à mettre en œuvre. Ni les variétés alors diffusées, ni les premières machines n'y sont adaptées. Il s'agit à cette époque de récolteuses-andaineuses (cf. tableau 29), dont le convoyeur ne peut que difficilement prendre les tiges de cannes brûlées : partiellement dépourvues de leur paille, celles-ci n'offrent que peu de prise ; ce d'autant plus en raison d'une tendance à la verse après brûlage. Il s'ensuit une importante perte de tonnage à la récolte. Une alternative au brûlage de pré-récolte est alors mise en place : après une coupe mécanisée en vert, les cannes andainées (rangées par terre sur le rang de canne) sont brûlées au chalumeau avant d'être ramassées au cane-loader. Cette pratique n'est toutefois pas satisfaisante pour la qualité des livraisons, vu la forte proportion de paille résiduelle. Elle disparaît avec les modèles ultérieurs de récolteuses, qui s'accommodent davantage des cannes brûlées et l'extension de la variété B 59.92, comme déjà souligné.

Le brûlage a donc été introduit pour favoriser la mécanisation de la récolte, réalisée alors en deux étapes : d'une part, la coupe mécanisée en grande longueur, suivie d'une mise en andain ; d'autre part, le ramassage au cane-loader. Les avantages du brûlage de pré-récolte ont également séduit pour la coupe manuelle à la toise (suivi aussi d'un ramassage au cane-loader), pour lequel il s'est ensuite répandu. Il facilite l'avancée des coupeurs, d'où une meilleure productivité du travail pour la coupe, et favorise de plus l'élimination des serpents. Avec l'arrivée des premières récolteuses-tronçonneuses-chargeuses, le brûlage reste un impératif. Ce n'est qu'à partir des années quatre-

⁴² L'épaillage est actuellement réalisé, en cas de coupe manuelle en vert, au moment de la récolte, simultanément à la coupe. Auparavant (et jusqu'à présent chez quelques rares petits planteurs, dont une personne enquêtée), la récolte était précédée d'un épaillage manuel (feuilles séchées) de la canne arrivée à maturité, pour faciliter ultérieurement la coupe. Très lourde en temps de travail, cette opération est désormais considérée comme désuète.

vingt-dix que la récolte totalement mécanisée en vert peut raisonnablement être envisagée, grâce aux nouvelles récolteuses introduites à la Martinique. Leurs systèmes de ventilation très performants éliminent la plus grande part de la fraction « feuilles et paille » des livraisons, moyennant des conditions de récolte satisfaisantes. Cette nouvelle génération de machines rend par conséquent théoriquement possible l'abandon du brûlage.

Pourtant, jusqu'ici, la récolte mécanisée ne s'effectue pas exclusivement en vert, tandis que le brûlage n'est pas généralisé à toutes parcelles récoltées manuellement. D'autres données interfèrent quant au choix du brûlage de pré-récolte. Elles relèvent des contraintes ou avantages de cette pratique, sur les plans organisationnel et économique. Précisons que le brûlage n'est pas proscrit par le Centre technique, loin de là, vu les impératifs économiques afférents, surtout pour la coupe à la toise (cf. chap. VI). Le CTCS ne peut toutefois qu'être favorable à sa réduction. Il oeuvre en ce sens par le biais de la sélection variétale (recherche de clones s'épauillant naturellement) et la sensibilisation des planteurs. La proportion de cannes brûlées à la Martinique est estimée à 40% en 2001, contre plus de 50% dix ans plus tôt (CTCS, 2002). Bien qu'en diminution, cette pratique reste encore très fréquente. Elle mérite d'être analysée en détail, vu les nombreuses questions qu'elle soulève, touchant simultanément aux dimensions environnementale, économique et sociale de la production. Ces dimensions sont explorées au cours des chapitres suivants, qui permettront – entre autres – de mieux comprendre le choix des planteurs à avoir recours ou non au brûlage.

CHAPITRE V – DIMENSION ENVIRONNEMENTALE : DE LA REPRODUCTIBILITE AGRO-ECOLOGIQUE AUX PAYSAGES

La diversité des pratiques culturelles a été révélée, au regard des recommandations techniques, et leurs justifications analysées, du point de vue du planteur. Ce chapitre vise maintenant à explorer les liens entre la production et la transformation de la canne d'une part, et l'environnement, d'autre part. En approfondissant les composantes présentées au chapitre I pour cette dimension environnementale (cf. pp. 49-50), la grille ci-dessous amène à identifier différents critères et items élémentaires à prendre en considération.

**Tableau 31 : Grille d'analyse des critères
environnementaux de durabilité (A)**

Composantes	Indicateurs de durabilité	Items élémentaires	Unités de production	Unités de transformation	Territoire Martinique
			X		X
Préservation des écosystèmes et des ressources naturelles	A1	Impacts sur l'environnement des pratiques agro-industrielles			
		Impacts en terme de pollution des pratiques industrielles			
	A2	Autonomie énergétique des unités de transformation		X	
		Recyclage des déchets et autonomie agronomique des unités de production	X	X	
Reproductibilité agro-écologique	A3	Impact de la mécanisation sur la fertilité physique et minérale du sol	X		X
		Menaces liées aux infestations des ennemis de la canne	X		X
Occupation de l'espace et qualité des paysages	A4	Occupation de l'espace	X	X	X
	A5	Préservation du cadre de vie			X
		Dimension identitaire et patrimoniale			X

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 ; Adaptation méthode IDEA (VILAIN, 2000 ; BRIQUEL et al., 2001)

L'analyse de ces différents critères environnementaux de durabilité est déclinée à travers trois sections.

☛ Une première section ciblée sur la production agricole

Concernant la production cannière proprement dite, objet de la première section, l'analyse revient à se poser deux grandes questions, qui peuvent se formuler comme suit, en partant du général.

A propos de l'environnement naturel de la Martinique, la question est de savoir s'il est mis en péril par la canne, selon les modes de conduite actuels ou si, au contraire, cette culture contribue à sa préservation. Ce qui peut être favorable ou justifié à l'échelle de l'exploitation agricole, dans une perspective de rentabilité économique, ne l'est pas forcément pour la collectivité, dans une perspective écologique. Cette première interrogation amène à prendre en compte les spécificités agronomiques de la plante, autant que les pratiques et techniques de culture. Ceci implique de s'interroger plus globalement sur la contribution de la production de canne au développement territorial, via la conservation des ressources naturelles, à travers la multifonctionnalité des exploitations.

L'autre question à laquelle il convient de répondre dans la première section concerne les modes de conduite actuels de la canne : ceux-ci mettent-ils en péril la capacité productive du milieu ? Il est entendu que des modes de conduite qui nuisent aux capacités productives du milieu mettent en péril la culture sur le long terme. Ceci revient à s'interroger sur la reproductibilité agro-écologique de la canne et donc sur le maintien de la fertilité du milieu ; interrogation indexée aux milieux et aux exploitations.

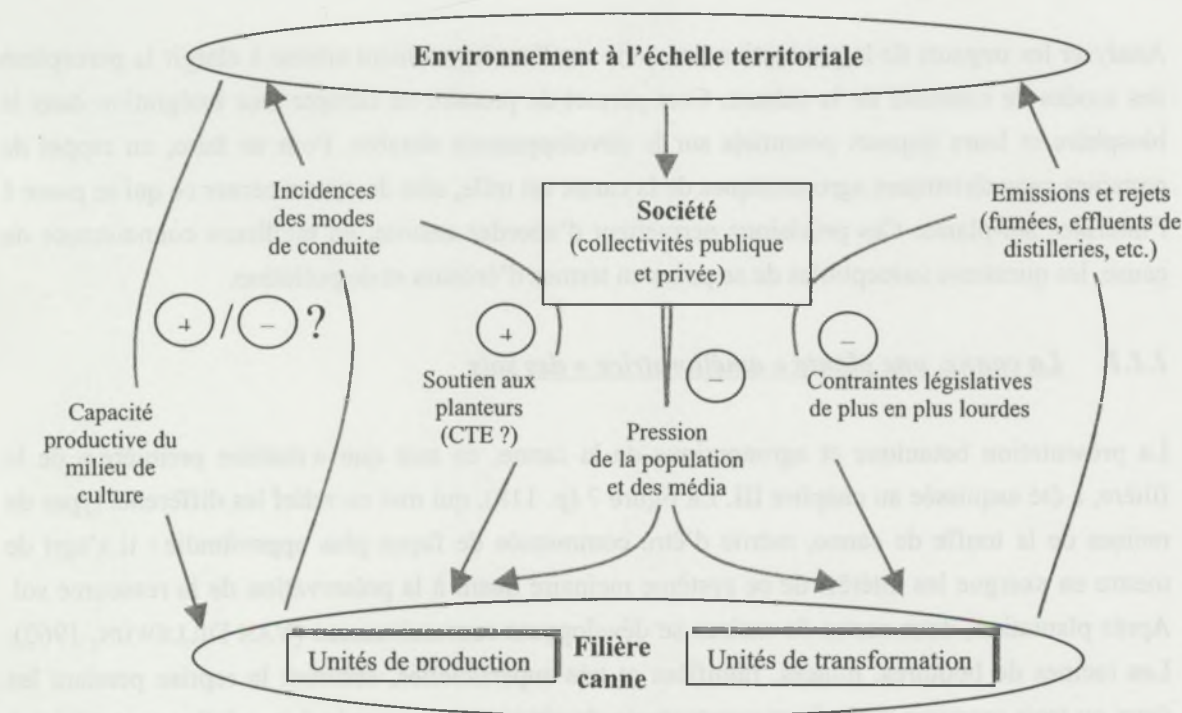
Ces aspects pourraient s'évaluer en termes d'espérance de tonnage en canne et de qualité technologique des livraisons. Appréhender la reproductibilité d'une culture en ce sens conduit à évaluer la variabilité de rendement, étroitement corrélée à la rentabilité économique de cette culture. L'approche adoptée est toute autre. L'étendue des points abordés dans cette étude est très vaste. De fait, l'analyse des liens entre la production de canne et l'environnement naturel n'a pu être approfondie sur le plan expérimental ; qu'il s'agisse des impacts à l'échelle du territoire ou de l'agro-système canne. Cette double évaluation repose sur quelques éléments recueillis au cours des enquêtes, mais elle s'enracine surtout dans l'expérience de terrain cumulée en une décennie ; une expérience enrichie de celle des autres techniciens et ingénieurs du CTCS, dont certains oeuvrent dans le secteur depuis plus de trente ans. Cette connaissance est objectivée par des références aux études menées à la Martinique (par la DSDS, le CTCS ou d'autres structures), ainsi que dans d'autres zones cannières. Cette analyse sur le plan environnemental et agro-écologique vise à identifier les pratiques et techniques allant ou pas dans le sens de cette double préservation du milieu : pour le territoire et pour la culture de la canne elle-même.

☛ Une dimension qui inclut la transformation et qui passe par la société

Toutefois, la dimension environnementale de la production cannière ne se limite pas aux seules incidences des modes de production agricole sur le milieu. Celle-ci étant destinée à être transformée, l'impact du process industriel sur le milieu naturel relève également de cette dimension environnementale. C'est ce que nous nous proposons d'aborder brièvement dans une seconde section. Puis, au-delà de la préservation des écosystèmes, la canne et ses industries sont-

elles un élément important pour le maintien d'une certaine identité du territoire, en terme de paysages ? La question paysagère, de même que celle de l'occupation de l'espace, qui fédèrent production et transformation, font l'objet de la troisième section du présent chapitre. Cette combinaison d'effets externes de la production et de la transformation de canne sur l'environnement se traduit par des actions en retour sur cette activité agro-industrielle ; des actions qui peuvent influencer directement (via le milieu naturel) ou indirectement (via la société) sur le maintien et le développement de la filière. C'est ce que synthétise la figure ci-dessous.

Figure 19 : Effets externes de la production et de la transformation de canne sur l'environnement et feedback, via le milieu naturel ou la société



D'après : Enquêtes & Etude 1999-2002.

Les préoccupations relatives à la préservation de l'environnement sont plus que jamais mises en avant sur le plan national et international, via l'objectif d'une agriculture durable ; objectif de plus en plus pris en compte dans le soutien public aux activités agricoles. De sorte que, de façon indirecte, l'impact d'un mode de production sur le milieu est susceptible d'influer sur son acceptabilité sociale et, par conséquent, sur le devenir de la production étudiée. Cette tendance se traduit aussi en terme de contraintes législatives de plus en plus strictes dans le cadre européen. Ne se doit-elle pas de trouver un écho d'autant plus fort dans un univers insulaire à l'équilibre fragile, tel celui de la Martinique ?

1. ANALYSE A L'ECHELLE DU SECTEUR DE LA PRODUCTION

Dans la Caraïbe, l'intensité des pluies, les vents et la topographie sont autant de facteurs susceptibles d'affecter la conservation des sols. La canne, ainsi que la banane, qui l'a en grande partie relayée, y sont cultivées depuis longtemps selon des systèmes de monoculture. Or, ces systèmes ont généralement mauvaise presse sur le plan écologique. Cette section vise à cerner ce qu'il en est pour la canne à la Martinique, en analysant les impacts des pratiques culturales sur la conservation des ressources naturelles, puis sur la capacité productive du milieu de culture.

1.1. Matériel végétal et pratiques culturales : impacts sur l'environnement

Analyser les impacts de la production de canne sur l'environnement amène à élargir la perception des modes de conduite de la culture. Ceci permet de prendre en compte leur intégration dans la biosphère et leurs impacts potentiels sur le développement durable. Pour se faire, un rappel de certaines caractéristiques agronomiques de la canne est utile, afin de mieux cerner ce qui se passe à l'interface sol-plante. Ces précisions permettent d'aborder ensuite, en meilleure connaissance de cause, les questions susceptibles de se poser en termes d'érosion et de pollution.

1.1.1. La canne, une plante « amélioratrice » des sols

La présentation botanique et agronomique de la canne, en tant que « matière première » de la filière, a été esquissée au chapitre III. La figure 7 (p. 118), qui met en relief les différents types de racines de la touffe de canne, mérite d'être commentée de façon plus approfondie : il s'agit de mettre en exergue les intérêts de ce système racinaire quant à la préservation de la ressource sol. Après plantation, deux sortes de racines se développent successivement (VAN DILLEWIJN, 1960). Les racines de boutures, minces, ramifiées et très superficielles, assurent la reprise pendant les deux ou trois premiers mois. Leur courte durée de vie s'explique par le fait qu'elles sont reliées à la jeune touffe par l'intermédiaire de la bouture, destinée à pourrir. Les racines dites de tige prennent ensuite le relais. Elles dérivent des *primordia* des entre-nœuds des jeunes tiges et se développent au fur et à mesure des besoins de la nouvelle touffe de canne. Ces racines de tiges peuvent elles-mêmes se différencier en trois types, selon leur fonction (EVANS, cité par FAUCONNIER et BASSEREAU, 1970 ; p. 19) : les racines superficielles, ramifiées et absorbantes (qui peuvent s'étendre tout autour de la souche sur des distances de deux mètres et plus) ; les racines de soutien ou de fixation, plus profondes ; les racines cordons, pouvant descendre jusqu'à six mètres. Avec en moyenne 50% des racines dans les vingt-cinq premiers centimètres du sol et 90% dans les soixante premiers centimètres, la canne est pourvue d'un système racinaire touffu et profond. Le développement de ce dernier dépend toutefois de la variété, du type de sol et des conditions d'humidité. Après chaque coupe, ce système se décompose, tandis qu'un nouveau se reconstitue à partir des nœuds souterrains des anciennes tiges, fournissant à cette plante une spécificité fondamentale sur le plan écologique.

Grâce à cette extraordinaire capacité de renouvellement annuel de son appareil racinaire, elle détient un quadruple potentiel d'amélioration de la fertilité des sols : sur le plan physique, minéral, organique et biologique des sols ; un potentiel toutefois influencé par les caractéristiques physiques du sol (BARNES, 1964, p. 28). Concernant la fertilité physique, son système racinaire fasciculé contribue à la lutte anti-érosive, en favorisant la rétention des particules terreuses. De surcroît, ce système favorise la granulation du sol et améliore ainsi sa structure. Sur le plan de la fertilité biologique, la décomposition des racines dans les moindres interstices du sol active le développement de la microfaune. Celle-ci va de pair avec la fertilité minérale et organique, également stimulée par la canne. Cette dernière favorise l'enrichissement du sol en éléments minéraux grâce aux exsudats de ses racines et à la décomposition de l'ancien système racinaire, qui contribue à l'amendement humique du sol. Enfin, la récolte génère des débris végétaux qui participent également à la fertilité organique. Cette double restitution de résidus, souterrains et aériens, participe à une bonne gestion de la matière organique. Tant et si bien que la canne à sucre pourrait presque se satisfaire d'une fertilisation uniquement minérale.

De par ses qualités agronomiques, la canne n'est pas seulement une plante conservatrice des sols, mais aussi une plante amélioratrice de la fertilité des sols. En tant que telle, elle ne possède pas d'action dégradante sur les conditions de sol. Elle contribue au contraire à la préservation de la ressource édaphique. Par contre, qu'en est-il une fois mise en culture, dans les conditions actuelles d'intensification ? L'agriculture intensive consiste à substituer des procédés d'origine physique ou chimique aux processus biologiques : la fixation d'azote d'origine bactérienne est remplacée par l'utilisation de nitrates ; les herbicides et les pesticides se substituent aux antagonismes naturels des mauvaises herbes et des insectes ravageurs. L'accroissement de rendements résultant de cette évolution dans les pays développés n'a pas été sans effets négatifs sur l'environnement (ESTEVEZ, DOMON, 1999). Qu'en est-il pour la canne à la Martinique ? C'est ce que les paragraphes suivants aident à comprendre, en analysant l'incidence de ses modes de conduite en matière d'érosion.

1.1.2. Canne et érosion : préservation de la ressource sol ou risques potentiels ?

Les pratiques agricoles peuvent accélérer l'érosion, nuisible au potentiel agricole du territoire, du fait de la dégradation des terres et des risques de diminution de la fertilité. Ces menaces sont d'autant plus préoccupantes dans un environnement insulaire, caractérisé par un climat tropical particulièrement agressif (pluviosité élevée, cyclone) et des reliefs tourmentés, favorisant les écoulements d'eau. Des estimations des effets à long terme de cette érosion concluent à des pertes de 30% des terrains potentiellement cultivables et non irrigués en Amérique Centrale. Parmi les zones les plus vulnérables à l'érosion, figurent les Grandes et Petites Antilles (GAJRAJ, 1981 ; cité par UNEP, 1998). De plus, l'érosion contribue à accroître les phénomènes de pollution d'origine agricole. Engrais, pesticides et herbicides peuvent être entraînés avec les sédiments (ruissellement et lixiviation). A terme, ces substances sont susceptibles de perturber la qualité des eaux à usage domestique et d'affecter les écosystèmes aquatiques avec, en bout de chaîne, des incidences sur la santé humaine. Aux conséquences directes de l'érosion sur la ressource sol, s'ajoutent donc des incidences sur l'aggravation de la pollution des eaux.

Or, la Martinique n'est pas épargnée par les phénomènes d'érosion et de pollution. SAFFACHE (1999) s'est intéressé aux menaces pesant sur la baie de Fort-de-France, d'une superficie d'environ 70 km². Véritable sanctuaire corallien jadis, elle est aujourd'hui « *un réceptacle moribond où s'accumulent des déchets de toutes sortes : vases, métaux lourds, carcasses de voitures, etc.* ». De plus en plus envasée et polluée, elle voit ses ressources halieutiques diminuer régulièrement, ce que déplorent les pêcheurs. Cette baie sert d'exutoire aux rivières qui drainent le centre de l'île. Ayant traversé les domaines agricoles (bananeraies, canneraies, etc.) de Saint-Joseph, Ducos, Lamentin ou Rivière-Salée, ces rivières se jettent dans la baie et y déposent leur impressionnante charge sédimentaire¹. Les 550 000 m³ de sédiments terrigènes ainsi déversés chaque année sont source de dégradation des écosystèmes (récifs coralliens², ressource halieutique) et de perturbation de l'activité économique, du fait de l'encombrement des chenaux de navigation.

D'où l'intérêt de s'interroger sur les risques érosifs pouvant être liés à la culture de la canne. L'érosion des sols relève d'un processus naturel, caractérisé par le transport et le déplacement des particules du sol (sédiments), qui sont détachées par le vent, les cours d'eaux ou les gouttes de pluies. Ces deux derniers facteurs sont les plus à même de sévir à la Martinique, où l'érosion éolienne n'est que peu observée. Deux facteurs d'aggravation de l'érosion sont par contre très présents sur l'île, à savoir l'intensité des pluies et la forte pente des terrains. Si l'érosion est un processus naturel, elle peut être renforcée par une gestion inappropriée des terres. Concernant la conduite des cultures, deux critères sont habituellement identifiés comme susceptibles de renforcer les phénomènes érosifs, à savoir une mauvaise couverture du sol et la culture en lignes dans le sens de la pente. Après avoir vu ce qu'il en est de ces deux critères, il convient de s'interroger sur les incidences des retournements du sol préalables à la plantation.

a) Culture de couverture et lutte anti-érosive

Quant au premier critère, la canne est une plante particulièrement intéressante. Grâce à son taux de couverture élevé dès le quatrième mois de croissance, elle assure une bonne protection du sol contre l'impact des gouttes d'eau. L'érosion par projection, qui se produit lorsque la pluie tombe sur les sols exposés, est de fait minimisée au profit de la percolation³. En favorisant une rugosité élevée, la couverture du sol freine aussi l'action du ruissellement. De plus, la couverture végétale assurée par la canne pendant l'essentiel de son cycle de récolte est relayée par le paillis constitué par les résidus foliaires après la coupe. Ceux-ci représentent jusqu'à 5 à 9 t/ha, comme le montre Bounmanh KHAMSOUK (2001) dans sa thèse, relative à l'impact de la culture bananière sur l'environnement, dans le cas d'un sol volcanique à la Martinique. Après avoir comparé le comportement de trois systèmes de culture face au ruissellement et à l'érosion, cet auteur conclut que les traitements conservant le sol en le protégeant de l'érosion sont : « *les cultures paillées*

¹ La rivière Lézarde dépose annuellement une moyenne de 100 000 m³ de sédiments dans la baie de Fort-de-France, selon les mesures de la Direction départementale de l'équipement (1984 ; cité par SAFFACHE, 1999).

² Le Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'environnement, en collaboration avec le Secrétariat d'État à l'Outre-Mer, s'est particulièrement penché sur ce point à travers la récente mise en place de l'Initiative française pour les récifs coralliens, l'IFRECOR (Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'environnement, 2000).

³ Pénétration lente des eaux de pluie dans le sol.

d'ananas et de canne à sucre, où la bonne couverture du sol, assurée par les résidus dans les inter-rangs protègent 80 à 98% de la surface du sol contre l'érosion hydrique ». Le ruissellement et la perte en terre sont négligeables dans ce cas, même après trois heures d'arrosage avec des simulations de pluies cycloniques à très forte intensité (300 mm). La stabilité des agrégats est mise en liaison avec le taux de carbone organique dans le sol. Toutefois, le brûlage de pré-récolte, en réduisant l'épaisseur du mulch pailleux constitué par les résidus foliaires, en diminue d'autant les bienfaits. La canne est donc par essence une culture de couverture ; cette couverture est assurée successivement par la masse foliaire en plein développement, puis par le paillis généré au niveau du sol, surtout si la récolte se fait en vert⁴. La culture cannière rejoint donc les tendances actuelles des systèmes de culture à base de couverture végétale et participe à ce titre à la lutte anti-érosive.

Aux caractéristiques couvrantes de la canne, s'ajoute sa capacité à retenir les particules de terres grâce à son système racinaire fasciculé, comme déjà évoqué. L'observation des eaux de ruissellement dans les plantations en zones de pente montre que le transport des sédiments diffère en canne plantée et en rejets. Dans le premier cas, la forte charge en sédiments des eaux révèle l'ampleur du phénomène érosif (quasiment similaire à ce que l'on peut visualiser sur d'autres cultures⁵). Dans le second cas, la plus faible charge terreuse observée montre que le déplacement des particules de terre est fortement tamponné après l'installation du système racinaire et le renforcement pluriannuel de l'ancrage des souches. Ce caractère anti-érosif de la canne est confirmé par divers travaux de recherche, dont ceux en cours au CIRAD-FLHOR : ils témoignent de la moindre érosion pour l'agro-système canne, comparativement à d'autres systèmes de culture, tels la banane et plus encore le maraîchage (DELAUNAY et al., 2000). Au contraire, de nombreuses études relèvent la faible contribution de la culture bananière à la lutte contre l'érosion : pour cette culture, « *l'érosion peut être importante car les racines ne stabilisent guère les sols* » (ACE et FRI, 1991) ; « *durant les pluies, l'érosion sur les plantations de bananes peut être substantielle et les sols sont souvent entraînés par les eaux sur les zones côtières* » (GEORGES, 1990).

b) Plantation en courbe de niveau et en ligne : révision des idées reçues

En terme de conduite culturale, le second critère identifié comme néfaste pour la préservation des sols est la culture en lignes dans le sens de la pente. Cette pratique a fait l'objet de controverses pour la canne, tandis que les recommandations de plantation en courbe de niveau sont difficiles à respecter en cas de topographie très accidentée. La rationalité économique, mais aussi la prudence quant à la sécurité des chauffeurs de matériel agricole, conduisent alors les planteurs à sillonner dans le sens de la pente ; une pratique quasi inévitable au-delà de 10 à 15% de pente⁶.

⁴ Et plus encore en récolte mécanisée, avec une répartition homogène des résidus de récolte ; tandis qu'en récolte semi-mécanisée, le ramassage au cane-loader des cannes mises en andain laisse le sol nu, un inter-rang sur quatre.

⁵ La moindre fréquence de travail du sol, du fait du caractère pérenne de la canne, fragilise toutefois moins le sol qu'en cultures maraîchères ou vivrières par exemple.

⁶ Contrairement à ce qui se passe jusqu'ici à Saint-Kitts, où la réalisation des plantations de canne en courbe de niveau quasi parfaites limitent fortement la mécanisation de la récolte et de fait la rentabilité de la culture (mission CTCS 2002).

Le débat est enrichi par de récents travaux, allant à l'encontre des idées reçues sur les effets néfastes des plantations dans le sens de la pente (DELAUNAY et al., 2000) : ils montrent que les eaux d'infiltration provoquent des glissements de terrain, dont les incidences sont plus graves que le ruissellement dans le processus érosif. Or les plantations en courbe de niveau favorisent précisément ces phénomènes d'infiltration et de percolation et bloquent même le ruissellement. Au contraire, les plantations dans le sens de la pente sont plus favorables au ruissellement. L'intérêt anti-érosif des plantations en courbes de niveau est par conséquent remis en cause. Ainsi, en topographie fortement accidentée, on arrive-t-on à réviser l'idée généralement admise qu'il vaut mieux éviter de planter dans le sens de la pente. Cette pratique généralisée trouve dans les recherches récentes une justification nouvelle sur le plan agro-écologique.

c) Des préparations de sol encore agressives ?

Si l'agro-système canne présente des avantages anti-érosifs et si certaines pratiques vont dans le sens d'une préservation de la ressource sol, il n'en va pas de même pour toutes. Les techniques agricoles se développent dans le sens d'une mécanisation toujours plus lourde, d'une culture plus intensive. Pour le sol, cela entraîne une déstabilisation de la structure, alors justement qu'une portance élevée est requise pour supporter la charge des machines. Dans le programme des Nations-Unies pour l'environnement des Caraïbes, l'inquiétude de voir la coupe manuelle traditionnelle de la canne remplacée par une mécanisation à grande échelle dans certaines îles, comme Barbade, transparait. « *Pour s'adapter à de grands équipements, les champs [de canne] sont agrandis et de nombreuses techniques traditionnelles qui auraient minimisé la perte des sols ont été abandonnées* » (UNEP, 1998, faisant référence à DEGEORGE, 1990). Dans le même rapport, il est souligné que « *à cause de la grande quantité de mauvaises herbes dans les champs de canne, les sols sont presque toujours labourés. Le labourage avec des charrues à disques et des herbes est utilisé comme moyen de désherbage pour tous les types de sols. Cette perturbation des sols peut conduire à des problèmes d'érosion dans certaines régions* » (UNEP, 1998).

La canne est une culture couvrante par excellence, dont les atouts pour la protection des sols sont reconnus. Cependant, les pratiques relatives à son installation peuvent générer d'importants phénomènes d'érosion, d'autant plus dans un objectif de rentabiliser de la culture en développant la mécanisation. Ce faisant, tout travail du sol ou d'aménagement foncier comporte un risque de dégradation pour l'environnement, ce dont JHOTY (1997) s'inquiète à Maurice. N'y a-t-il pas moyen de concilier la recherche de rentabilité par les planteurs, avec une préservation optimale de la ressource édaphique ? Les techniques de préparation simplifiée, sur lesquelles nous reviendrons au chapitre suivant, peuvent offrir une alternative intéressante. Toutefois, plus que l'occasionnel labour des parcelles (vu la longueur des cycles de culture en canne), c'est surtout l'incidence du remodelage sur la fertilité physique du sol qui a alimenté la réflexion des pédologues ; ce sur quoi il convient de revenir en cherchant à répondre à la seconde question de départ (§ 1.2). D'ici là, l'analyse de l'incidence des pratiques des planteurs sur l'environnement renvoie, après la question de l'érosion, à celle de la pollution.

1.1.3. Les intrants en canne : de faibles impacts

En plus des incidences sur la fertilité physique des terres, l'érosion peut être génératrice de pollution, les sédiments étant vecteurs de polluants. Il importe alors de remonter à la source de cette pollution. Parmi les éléments pouvant affecter les eaux souterraines et de surface se trouvent les substances nutritives, les pesticides, les pathogènes et les déchets solides. Ces éléments sont emportés par les eaux de pluies ou d'irrigation et transportés dans les rivières ou vers les nappes phréatiques, pouvant contaminer les eaux de consommation. Les paragraphes suivants s'attellent à un point sur la situation générale à la Martinique avant d'aborder les apports d'intrants en canne.

a) L'apport d'intrants agricoles à la Martinique : une situation préoccupante

Pour les trois communes centrales que sont le Lamentin, Ducos et Rivière Salée, la consommation d'engrais s'élève à 4 876 t (CIDOLIT, 1991, cité par l'IFRECOR, 1999). Parallèlement, près de 3 690 t de produits phytosanitaires sont utilisées chaque année à la Martinique, dont 2 800 t de pesticides, soit 7 kg par habitant (GREPHY, 2001b). Par rapport à la France, ceci représente deux fois plus par habitant et trois à quatre fois plus par hectare de SAU. Il est probable qu'une partie non négligeable de ces produits contamine les milieux marins et les eaux de consommation. Concernant les premiers, l'impact des pesticides sur les écosystèmes côtiers est encore mal connu, bien que des incidences sur la faune commencent à apparaître : de fortes teneurs en pesticides ont été trouvées chez des organismes marins de la baie de Fort-de-France (PELLERIN-MASSICOTTE, 1991, cité par l'IFRECOR, 1999). L'UNEP (1998) rappelle les problèmes liés aux pollutions d'origine agricole dans les eaux réceptrices : augmentation de la turbidité, envasement, réduction de la biodiversité, croissance excessive d'algues, altération des récifs coralliens, contamination bactérienne et, de fait, augmentation des coûts réparateurs. Sur certaines îles de l'Est des Caraïbes, ARCHER (1987) souligne l'importance de la pollution (pesticides, engrais) générée par la culture intensive de la banane⁷.

Concernant les eaux de consommation (GREPHY, 2001b), les campagnes d'analyses réalisées par la DDASS et la DIREN révèlent une contamination chronique des ressources en eau potable de la Martinique : sur le recensement d'environ 180 produits phytosanitaires utilisés sur le territoire, une quarantaine se retrouve dans les eaux naturelles et les eaux potables et, pour certains, à des concentrations approchant ou dépassant les limites tolérées dans les eaux de consommation (0,1 µg/l)⁸ ». Trois grand types de molécules sont cernées : insecticides organochlorés (dont l'utilisation en agriculture est interdite depuis longtemps, mais dont la durée de vie dans le sol est très longue) ; herbicides (bromacil, diuron atrazine, amétryne) ; fongicides (propiconazole, imazalil, thibendazole, bitertanol). Dans l'attente de mesure de protection efficace de la ressource

⁷ Pollution à laquelle il conviendrait de rajouter les déchets solides tels les ficelles et résidus plastiques ; matériaux artificiels qui peuvent joncher le fond de l'océan et nuire aux organismes marins, en plus de la dégradation du paysage.

⁸ Concentration limite autorisée en pesticides ou substances apparentées dans les eaux destinées à la consommation : 0,1 µg/l par substance active et 0,5 µg/l pour le total (décret d'application du 3 janvier 1989 d'application de la directive européenne 80/778/CEE, du 15 juillet 1980). Ce paramètre de qualité s'applique également aux métabolites et sous-produits pertinents de pesticides (nouvelle directive européenne 98/83/CEE, du 3 novembre 1998).

en eau, la production d'eau potable à partir d'eaux souterraines ou superficielles contaminées par les pesticides impose la mise en place de traitements adaptés. L'adsorption sur charbon apparaissant comme « *la technique de prédilection* » pour ce faire, explique le Professeur Bernard LEGUDE (2001, p. 2), du Laboratoire de chimie de l'eau et de l'environnement de l'Université de Poitiers, au sein duquel sont actuellement menées des recherches sur ce dossier, avec un soutien de la collectivité régionale martiniquaise.

Mais qu'en est-il de la contribution de la canne à ces phénomènes de pollution à la Martinique ? Si cette culture n'est à l'évidence pas génératrice de déchets solides ni de pathogènes, qu'en est-il pour les intrants ? C'est ce que visent à explorer les paragraphes ci-après, tout en se penchant sur les éléments de nature à contribuer à la préservation des ressources naturelles.

b) Les engrais en canne : une faible source de pollution

L'une des premières préoccupations écologiques induite par l'utilisation des engrais est la pollution des nappes phréatiques en nitrate, vu l'utilisation des eaux souterraines pour les besoins domestiques. Ne disposant pas de données précises sur la pollution spécifiquement liée aux intrants utilisés en canne à la Martinique, une réflexion est ébauchée à partir d'études menées à Maurice. L'exemple de cette île tropicale volcanique, de 1 865 km², est à double titre intéressant : d'une part, sa densité démographique, d'environ 600 habitants/km² (1,12 millions d'habitants⁹), y rend les problèmes de pollution des eaux particulièrement cruciaux, d'où les multiples études menées à ce sujet ; d'autre part, la sole cannière mauricienne représente plus de 25 fois celle de la Martinique, d'où des impacts environnementaux potentiellement plus importants de la canne.

Les études menées à Maurice concernant les niveaux de nitrate dans l'eau potable, suite à la fertilisation sur canne, conduisent à des résultats relativement rassurants. Ils indiquent que le niveau du nitrate dans l'eau potable n'augmente pas de 1991 à 1994. « *Pourtant durant ces quatre années, la communauté agricole n'a pas cessé de fertiliser ses champs de canne en apportant 10 000 tonnes d'azote sur une superficie d'environ 77 000 hectares chaque année* » (PROSI, 1997). Ces chiffres équivalent à un apport moyen d'environ 130 kg d'azote par hectare. Les chiffres ne sont pas connus avec la même exactitude à la Martinique, mais la préconisation y est de 160 kg/ha, laissant présager d'une moyenne du même ordre de grandeur que celle relevée à Maurice, compte tenu des fluctuations d'apports entre planteurs.

⁹ Maurice couvre une superficie de 2 040 km² (2 150 avec l'île Rodrigues) et sa population, estimée à 1,2 million d'habitants, est caractérisée par une densité élevée (588,2 h./km²) [estimation 1998]. Malgré des efforts de diversification vers la production vivrière, la canne demeure l'un des piliers de l'économie du pays. Elle occupe 72 % de la SAU et les deux tiers des travailleurs agricoles. Les bonnes années, la production atteint 5 millions de tonnes [1994] (Encyclopédia yahoo.com, Hachette). La pluviométrie est élevée, mais très variable : « *Sur le plateau central, les plus fortes précipitations annuelles peuvent atteindre 5 000 mm (200 pouces) dans certaines localités* » (PROSI magazine).

c) Les apports d'herbicides : une vigilance de mise

Aux préoccupations induites par les pollutions en nitrate, succèdent celles relatives aux problèmes pouvant être causés par les herbicides. Ils relèvent, d'une part, des questions de pollution proprement dite (incluant la restriction d'usages de matières actives), mais aussi les questions de santé humaine, selon les conditions d'utilisation des produits.

Des études ont également été initiées à Maurice sur la teneur en herbicides des eaux souterraines : *« En sus des 10 000 tonnes d'azote, il est un fait qu'environ 1 100 tonnes de produits phytosanitaires, principalement les herbicides, sont aussi utilisées dans les champs de canne »* (PROSI, 1997). L'accent a été mis dans ces études sur les triazines, couramment utilisés en canne, et qui s'avèrent une source de pollution des nappes phréatiques dans plusieurs pays, dont la France. Ces travaux montrent qu'au taux utilisé selon les préconisations du MSIRI (Institut mauricien de recherche sur l'industrie sucrière), comparables à celles faites à la Martinique, la concentration des résidus d'herbicides dans l'eau du sol, à un mètre de profondeur, ne dépasse pas la limite recommandée par l'OMS (Organisation mondiale de la santé). Leur niveau dans l'eau potable ne peut, de ce fait, constituer une menace pour la santé humaine. *« Tout comme les engrais azotés, en général, moins de 5% de l'herbicide appliqué est effectivement drainé jusqu'aux nappes phréatiques. Pas moins de 95% de l'herbicide est en réalité très vite dégradé par l'énorme masse microbienne (en moyenne deux tonnes à l'hectare) se trouvant dans la couche supérieure du sol »* (PROSI, 1997). A titre d'exemple, 80% des herbicides à base d'hormone du type 2,4-D, utilisés dans les canneraies depuis près de 40 ans (FAO, 1994) sont dissipés par l'action des micro-organismes une semaine seulement après leur contact avec le sol¹⁰.

Ces études ont été complétées par des analyses faites sur les nappes phréatiques et les rivières : seuls l'atrazine, l'hexazinone et le diuron ont été détectés, mais à des concentrations inférieures aux seuils fixés par l'OMS, respectivement de 3,270 et 14 µg par litre. Le MSIRI conclut qu'*« il est maintenant possible d'affirmer que l'utilisation intensive des engrais et herbicides dans la culture de la canne ne constitue pas une menace à la santé humaine à Maurice »* (PROSI, 1997), ni à l'environnement en général. Des études similaires restent à conduire à la Martinique. Toutefois, des enseignements rassurants peuvent dès lors être tirés des recherches menées à Maurice, quant aux impacts de pesticides utilisés en canne. Les recommandations du CTCS incitent à n'avoir recours qu'à un ou deux passages annuels d'herbicides, suivant l'enherbement. Quelques dépassements sont néanmoins observés quant aux doses légalement admises de matière active, notamment pour le diuron. Hormis ces cas ponctuels, les apports de pesticides en canne sont sans comparaison avec ceux requis par d'autres spéculations, notamment par la banane.

Les herbicides actuellement utilisés dans les champs de canne à la Martinique, quoique d'une efficacité satisfaisante, présentent l'inconvénient d'être majoritairement à base de dérivés de

¹⁰ Si le 2,4-D ne peut être retenu comme polluant, on peut lui reprocher une autre incidence néfaste au plan écologique : ses vapeurs peuvent causer des dégâts (symptômes foliaires) aux cultures avoisinantes, comme déjà observé à la Martinique sur des bananiers jouxtant des parcelles de canne. L'UNEP (1998) retient toutefois que ce sont surtout les cultures à feuilles larges (dicotylédones) qui sont susceptibles d'être affectées, tels le coton et le tabac ; deux spéculations dont la Martinique est exempte.

triazines (hexazinone, amétryne, simazine) et de diuron. Ces matières actives font partie de celles détectées à des concentrations parfois supérieures à 0,1 g/l dans les sites d'eau potable à la Martinique (LEGUBE, 2001 ; p. 2). Certes, il est souligné que ces molécules se trouvent à « *de très fortes concentrations dans les zones de culture de l'ananas et en plus faible quantité ailleurs* » (GREPHY, 2001a ; p. 3). Mais quelle que soit la contribution de la canne à cette pollution, elle se trouve confrontée, comme d'autres cultures, aux problèmes de restrictions législatives croissantes, à l'échelle nationale, voire d'interdiction – notamment sur la famille des triazines. Parmi les substances actives actuellement utilisées en canne, dont l'autorisation de mise sur le marché est retirée (utilisation interdite à partir de 2003, après écoulement des stocks), se trouve l'amétryne¹¹. L'hexazine¹² fait partie des produits bénéficiant d'une autorisation pour une période transitoire, qui arrivera à échéance le 31 décembre 2007 (JORF, 2001a).

Conscient de ces problèmes de restriction, le CTCS se penche sur l'expérimentation de produits alternatifs (CTCS, 1999). Les filières canne des DOM sont toutes concernées et, plus généralement, l'ensemble de l'agriculture de ces régions. Leurs productions étant classées « cultures mineures » à l'échelle nationale, les contraintes de l'homologation aggravent la difficulté à disposer de molécules adaptées¹³. La concertation est de mise : d'une part, pour que les spécificités des DOM soient prises en compte par le comité d'homologation des produits anti-parasitaires ; d'autre part, pour gérer les essais de nouvelles molécules. Dans cette perspective, le CTCS envisage d'acquiescer l'agrément de « *Bonnes pratiques d'expérimentations* » (BPE), afin de contribuer activement au renouvellement des herbicides utilisés en canne à la Martinique. Dans l'attente, l'heure est à la demande de dérogations. Au-delà de ces contraintes, les nouvelles molécules mises sur le marché pour toute spéculation sont amenées à répondre à de plus grandes exigences en matière environnementale : la tendance est partout à l'élaboration de molécules de plus en plus « respectueuses de l'environnement »¹⁴.

d) Lutte contre les ennemis de la canne : sélection variétale et lutte biologique

Comme toute plante, la canne a ses ennemis. Le caractère pluriannuel de sa culture et l'importante biomasse générée sont des conditions propices à la prolifération de rongeurs, de microorganismes (champignons, bactéries, virus) susceptibles de propager des maladies ou de multiples autres

¹¹ Trois spécialités commerciales à base d'amétryne sont concernées à la Martinique

(Site Internet du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales, catalogue e-phy) :

- Gésapax 80 (80%) et Gésapax autosustensible (500 g/l), de la société Ciba Geigy ;
- Callitryne 500 (500 g/l), de la société Calliope SA ;
- Amétrex (500 g/l), de la société Makhteshim Agan.

¹² Une spécialité commerciale est concernée : Velpar S (90%), de la société Du Pont de Némours.

¹³ L'élaboration de dossiers toxicologiques coûte chers aux firmes : elles ne sont guère intéressées par les cultures dites mineures ou les problèmes parasitaires très spécifiques. L'étroitesse des marchés dominiens ne leur permet pas de rentabiliser les investissements requis. « *Les conséquences pour les DOM sont lourdes en matières de sécurité alimentaire et de protection de l'environnement : les molécules autorisées sont souvent anciennes et présentent en général un profil toxicologique et écologique beaucoup moins favorable que les matières actives récentes ; de nombreux usages sont dépourvus de produits autorisés, d'où l'utilisation parfois frauduleuse sur les cultures concernées de molécules dangereuses ou bien pour lesquelles on ne dispose d'aucune évaluation toxicologique* » (GREPHY, 2001a ; p. 4).

¹⁴ Molécules possédant de plus faibles rémanences, se dégradant plus rapidement, afin d'éviter une trop forte accumulation dans les sols.

ravageurs. Chaque année, ces ennemis de la canne induisent de nombreux dégâts sur le plan mondial et d'importants efforts de recherche sont investis pour lutter contre eux. Face à ces risques potentiels, quels sont ceux précisément encourus par la culture à la Martinique ? Les moyens de lutte mis en place conduisent-ils à un apport important de pesticides¹⁵ ?

Dans le monde, plus d'une soixantaine de maladies sont recensées sur la canne. Par le passé, les bactérioses, viroses et maladies cryptogamiques ont décimé nombre de variétés introduites à la Martinique sans précaution phytosanitaire. Tel fut le cas avec la redoutable maladie du charbon (*Ustilago scitaminea*), qui a eu des répercussions dans toute la Caraïbe. Cette maladie a sévi à la Martinique dans les années soixante-dix, où la diffusion de la variété HJ, particulièrement sensible, a dû être interdite par arrêté préfectoral. Depuis, le CTCS a adopté une sélection variétale très rigoureuse sur le plan phytosanitaire. De sorte que la sole cannière martiniquaise s'inscrit à ce jour dans un environnement où la pression phytosanitaire spécifique à cette culture s'avère peu importante, par rapport à celle qui existe dans de nombreuses contrées cannières¹⁶. La lutte contre la pression phytosanitaire croissante¹⁷ se poursuit en permanence, de façon indirecte, par la sélection variétale.

De même, la canne a l'avantage d'être jusqu'ici préservée à la Martinique d'infestations d'insectes nuisibles comme le ver blanc (*Hophochelus marginalis*), causant d'importants ravages ailleurs. Il en va de la sorte à la Réunion et à Maurice, où les pertes peuvent atteindre 10% de la production (ACKBARALLY, 1996a). La lutte bio-chimique se révèle prometteuse pour lutter contre ce fléau, grâce au développement du champignon *Beauveria* (IEDOM, 2000b), mais les traitements généralisés perdurent dans certaines zones. Concernant les cigales ou les termites pouvant s'attaquer aux racines, il ne semble pas y avoir d'effet dépressif marqué sur la canne à la Martinique, selon les constats du CTCS - ces insectes ayant par ailleurs peu fait l'objet d'études. Il en va autrement des nématodes sur la canne, qui ont donné lieu à de multiples recherches, notamment de l'IRD. Les travaux de Patrice CADET et Alain ALBRECHT (1992, p. 52), sur les terres remodelées à la Martinique, concluent à des équilibres différents des populations nématologiques selon le degré de remodelage et la teneur en matière organique. Dans tous les cas les effets dépressifs sur la canne sont ici généralement peu marqués.

Par contre, les attaques de rats, ou plutôt de surmulots (*Rattus rattus*, *R. norvegicus*), ont toujours été importantes. La pression de ces ravageurs (à laquelle s'ajoutent celle des borers, mais aussi les prélèvements humains) a contribué à l'élimination, pour la transformation industrielle, de nombreuses variétés, aujourd'hui regroupées sous le terme générique de « cannes créoles » (cannes de bouche, dites aussi « cannes-jardin »). Ces dernières présentaient une forte appétence, car très tendres, d'où des pertes de plus de 50% pour certaines d'entre-elles. La sélection de variétés à l'écorce dure et au port érigé limite les attaques de ravageurs. De ce point de vue, le

¹⁵ Les pesticides sont entendus comme tout intrant chimique visant à lutter contre les ennemis de la culture, qu'il s'agisse de produits visant à lutter contre les maladies et les ravageurs ou qu'il s'agisse d'herbicides.

¹⁶ cf. annexe 2.4 : Principales maladies de la canne à la Martinique.

¹⁷ Comme en témoigne le diagnostic, fin 1997, du syndrome de la feuille jaune (Yellow leaf syndrome ou YLS) à la Martinique, trois ans après sa découverte aux Etats-Unis.

dernier clone diffusé par le CTCS, la Canne Cannelle (B 82.333), présente un avantage comparatif très intéressant¹⁸. Malgré l'orientation vers des hybrides moins tendres, les rats restent les principaux ennemis de la canne à la Martinique. Une lutte efficace suppose une grande vigilance et un épandage régulier d'appâts empoisonnés.

Comme autre ravageurs importants de la canne à la Martinique se trouvent les borers (*Diatraea saccharalis*, *D. centrella*). Leurs larves sont des pyrales foreuses, qui creusent des galeries dans les tiges, voies d'entrées de diverses infections et sources de dégradation qualitative de la canne (FRETAY, 1986). Les borers sont difficiles à combattre vu leur mode de vie larvaire à l'intérieur de la tige, ainsi que la multitude de cycles de développement par an (une dizaine). Autrefois, la lutte se faisait avec « la lampe à Borer », comme le relate l'écrivain Raphaël CONFIAINT (1999 ; p. 66), en apportant le témoignage d'un commandeur dans l'un de ses récits : « A la nuit tombée, il faisait allumer une batterie de lampes le long des pièces de canne. Attirés par l'éclat de la lumière, ces papillons hideux qu'étaient les borers se précipitaient, se brûlant aussitôt les ailes et chutant avec leur œufs dans la mélasse qu'on avait pris soin de disposer sur le sol. Mais cette riposte demandait qu'on travaillât la nuit et qu'on payât des heures supplémentaires [...] ».

Tableau 32 : Lutte biologique contre le borer à la Martinique

Années	Parasites introduits, évolution	Effets
1960-1961	<i>Trichogramma fasciatum</i> Ril. Guêpe Trichigramme Parasite des oeufs	⇒ Destruction de 60 à 70% des œufs
1961-1965	<i>Lixophaga diatraea</i> Towns Mouche de Cuba Parasite des chenilles	Lâcher de 500 000 individus
	<i>Metagonistylum minense</i> Towns Mouche de l'Amazonie Parasite des chenilles	⇒ Diminution de 50% des entre-nœuds attaqués : gain de 25% de sucre à la récolte
1965-1976	Contrôle de l'infestation Atteinte d'un certain équilibre biologique (néanmoins précaire)	⇒ Taux d'infestation entre 10 et 15%
1977	<i>Apanteles flavipes</i> Cameron Guêpe originaire d'Asie Parasite des chenilles	
1980-1990	Equilibre biologique stabilisé	⇒ Taux d'infestation ramené à 5-6%

Source : BARON et al., 1992. D'après : ROSEMAIN, 1978.

La seule méthode de contrôle ayant fait ses preuves de par le monde, et qui soit acceptable pour l'environnement, est la lutte biologique. Mise en place à la Martinique avec succès à partir des années soixante (CTCS, 1963 ; BOULET, 1988), elle témoigne également de l'intérêt de la canne en

¹⁸ Une approche détaillée sur le comportement des rats dans les champs montre que divers critères influent sur la sensibilité variétale à ces ravageurs : taux et nature de fibre (la R 570, dont la fibre a donné « du fil à retordre » aux systèmes de broyage de certaines petites distilleries, est moins attaquée par les rats que la B 59.92) ; port (une variété érigée est moins facilement attaquée que celles dotées d'un port en panier, voire rampant, comme certaines Cannes créoles).

matière de préservation de l'environnement. Depuis les années quatre-vingts, le taux d'infestation a été ramené à moins de 6%, comme montré par Eric EUGÉNIE (1988) ; taux jugé économiquement acceptable. Selon des contrôles effectués par le CTCS dans les années quatre-vingt-dix, les trois parasites du borer sont encore présents et l'équilibre biologique s'est maintenu (cf. tableau 32).

En matière de ravageurs, à part les rats et les borers, deux autres types de ravageurs sont susceptibles d'induire des dégâts occasionnels sur la canne à la Martinique (cf. annexe 2.5). Quelques chenilles phyllophages, dont le développement est favorisé par un enherbement important, peuvent s'attaquer aux jeunes plantations. Le fulgoride (*Saccharosydine saccharivora*), insecte de type piqueur-sueur, entraîne le développement de fumagine (champignon causal : *Capnodium*), également sur de jeunes cannes, suite à la production par de miellat produit par les nymphes. La lutte insecticide contre le fulgoride est à proscrire, compte tenu de l'existence de prédateurs potentiels de cet insecte. La lutte biologique se fait naturellement, grâce à l'entomofaune associée au fulgoride (ETIENNE, DAUGROIS, 1996).

En conclusion, quant aux attaques d'insectes nuisibles et autres ravageurs potentiels de la canne, cette dernière s'avère relativement préservée à la Martinique¹⁹ et ne donne pas lieu à une forte utilisation de pesticides. Ceux-ci sont limités aux raticides. Là encore, la comparaison avec la monoculture intensive bananière est à l'avantage de la canne. La première souffre de parasitisme tellurique spécifique (nématodes et charançons), exigeant l'utilisation massive de pesticides. Par conséquent, outre sa contribution à la préservation de la ressource sol, liée aux caractéristiques botaniques et agronomiques de la plante, la canne contribue à préserver la ressource hydrique : elle nécessite peu d'intrants, comparativement à d'autres spéculations commerciales, ou par un usage d'intrants dont les incidences environnementales s'avèrent jusqu'ici limitées. Ne possède-t-elle pas en outre des incidences positives pour la préservation des ressources ?

1.1.4. Incidences sur la préservation des ressources : des pistes à approfondir

De la rotation culturale aux exigences liées au cahier des charges AOC, les paragraphes suivants passent en revue les pratiques culturales pouvant contribuer à la préservation de l'environnement.

a) Rotation culturale : une réciprocité d'avantages

Du fait du caractère améliorant de la canne pour les sols, évoqué au début de cette section, cette plante est traditionnellement utilisée pour des rotations culturales avec les cultures maraîchères et vivrières, ceci de façon empirique. Cette spécificité de la canne est également mise à profit pour la culture industrielle. En dépit d'un manque de références scientifiques jusqu'ici sur ces pratiques, quatre exploitants (dans le Centre et le Nord) ont recours aux rotations entre la canne et la banane. Potentiellement, cette pratique concerne près du tiers de la sole cannière. Par contre, seules deux exploitations du Nord, représentant un peu plus de 6% de la sole cannière, pratiquent la rotation canne/ananas (en plus de la rotation canne/banane pour l'une d'entre elles). Quelques pistes de

¹⁹ cf. annexe 2.5 : Principaux ravageurs de la canne à la Martinique.

réflexion, quant aux atouts environnementaux de ces rotations, se dégagent de l'expérience de ces planteurs, ainsi que des travaux menés par le CIRAD et l'IRD, dans les DFA et en Afrique.

D'une part, les rotations culturales sont intéressantes pour la lutte anti-érosive, surtout en bananeraies : « *Lors de la replantation de jeunes bananiers (vitroplants ou rejets), la conservation à la surface du sol des résidus de canne et d'ananas permettrait de protéger le sol des risques d'érosion* » (KHAMSOUK, 2001). D'autre part, la canne mise à profit comme précédent pour la banane et l'ananas favorise l'assainissement en nématodes et contribue en conséquence à réduire l'emploi de pesticides pour ces deux spéculations. Les nématicides sont souvent néfastes pour l'environnement et non sélectifs (destruction des nématodes utiles à la fertilité du sol) ; les variétés végétales résistantes sont, quant à elles, limitées par leur cible à une seule espèce ou dans le temps, vu l'adaptation du peuplement de nématodes à cette résistance (CADET, 2000). L'importance des dégâts est davantage liée aux types de peuplement qu'au nombre de nématodes. Les travaux se poursuivent quant aux populations présentes dans les situations de rotations culturales. Selon les premiers éléments d'études, il semblerait qu'après canne la population de *Rodopholus* diminuerait, mais pas celles du nématode à galles (*Meloidogyne spp.*) ; population pour laquelle la canne serait également une plante hôte, mais avec des incidences bien moins néfastes pour le bananier. Des pistes sont entrouvertes pour prouver plus encore l'intérêt de la rotation avec la canne pour lutter contre les nématodes : il s'agit de modifier l'équilibre des espèces au sein du peuplement, afin de limiter la nocivité des nématodes phytoparasites ; ceci en identifiant les variétés de canne hébergeant une proportion importante d'espèces moins pathogènes, dont la multiplication est à favoriser. « *Si elle ne prétend pas aboutir à des résultats aussi spectaculaires qu'avec les nématicides chimiques, cette démarche a pour intérêt essentiel de jeter les bases d'une gestion écologique des nématodes, fondée sur une valorisation de la biodiversité. Une belle réponse aux impératifs d'une agriculture durable* » (CADET, 2000).

En contre partie, les rotations culturales présentent pour la canne l'avantage d'introduire une « coupure » dans le cycle de développement des adventices de cette culture. Elle bénéficie aussi des retombées des techniques de désherbage pratiquées sur la culture précédente (surtout pour l'ananas). Cette pratique favorise l'éradication de certaines cypéracées ou graminées des champs de canne, d'où une double réduction d'intrants. De façon générale, les rotations culturales favorisent la régulation biologique contre les adventices et les ravageurs²⁰.

b) Une canne AOC « saine » ? : croissance et maturation

Parallèlement aux incidences positives des rotations, il est intéressant de souligner les retombées liées à l'AOC rhumière, quant à la contribution de la canne à la préservation de l'environnement. Le cahier des charges de cette appellation est conçu dans une perspective de limitation des techniques d'artificialisation du milieu de culture, afin de favoriser l'expression du terroir.

²⁰ Les rotations impliquent par contre une adaptation de la fertilisation, surtout après banane. Faute d'une réduction adéquate des apports d'engrais, les rendements peuvent dépasser 100 t/ha, avec comme corollaire des risques de verse pouvant nuire à la qualité des livraisons. Le problème du rapport entre tonnage et verse ne se pose toutefois pas avec la même acuité, selon le mode de récolte, le milieu ou le lieu de livraison.

Concernant la croissance de la canne, deux limitations sont à signaler : la première concerne la limitation du rendement agricole à 120 t/ha, ce qui en soi n'influe guère sur l'environnement (pas de réduction notable des apports d'engrais) ; la seconde a trait à l'irrigation, désormais proscrite au-delà de quatre mois, après la coupe ou la plantation. Cette dernière peut répondre à des perspectives environnementales, vu que l'irrigation favorise l'écoulement des engrais et pesticides dans les eaux de surface, aboutissant à des dégradations écologiques. Seuls deux cas d'irrigation ont été recensés lors des enquêtes, sur le premier mois de culture : l'un sur une exploitation de distillerie (irrigation gravitaire à partir de vinasse), l'autre dans une rotation où la canne a bénéficié du système d'irrigation par aspersion mis en place pour le précédent cultural (banane). En somme, la limitation de l'irrigation incluse dans le cahier des charges de l'AOC Martinique ne pénalise guère jusqu'ici les planteurs. Elle ne fait que s'inscrire en continuité de la pratique majoritaire de culture de la canne en pluvial sur l'île²¹.

Deux projets d'irrigation ont toutefois été enregistrés, visant à valoriser les vinasses (distilleries Trois-Rivières et Depaz). Avec des besoins croissants en matière première pour l'AOC, et alors que le carême 2001 a été particulièrement pénalisant, ces projets permettraient par endroits de mieux garantir l'approvisionnement en canne. Cependant, le seuil de quatre mois n'est-il pas limitant ? En cas de forte sécheresse, le rendement ne risque-t-il pas d'être malgré tout affecté²² ? La maturation physiologique commence à huit mois et demi, mais n'est visible au champ qu'à partir de dix mois. La période dite de « boom stage » (ou de « grande croissance »), entre cinq et huit mois, est exigeante en eau. Le raisonnement scientifique ne recommanderait-il pas des expérimentations, afin de cerner les différences qualitatives du rhum, avec des cultures irriguées quatre mois et huit mois par exemple ? Le fait est que le principe de l'AOC ne répond pas à une logique scientifique. L'INAO considérant que la maturation de la canne doit être naturelle, le seuil de quatre mois a été fixé dans l'optique de « sauver la plantation » en cas de sécheresse exceptionnelle²³. Quoi qu'il en soit, dans une perspective de préservation de la ressource sol, le projet prévu à Sainte-Luce (distillerie Trois-Rivières) implique des précautions pour la mise en œuvre de l'irrigation. Vu la structure fragile des vertisols de la zone, le CIRAD recommande le recours au système de « Transferts hydriques évalués par le retrait des sols argileux », dit système Thereza (CABIDOCHÉ, OZIER-LAFONTAINE, 1992). En aidant à piloter l'irrigation, il permet de préserver au mieux la structure du sol lors de l'irrigation.

²¹ Notons que la canne a la faculté d'absorber l'eau par les limbes des feuilles et les gaines foliaires (FAUCONNIER et BASSEREAU, 1970). Vu la forte humidité atmosphérique à la Martinique, les rosées, de même que les moindres averses, sont mises à profit par la canne. Cette caractéristique l'aide à faire face, plus que d'autres spéculations, à l'irrégularité de la pluviosité. Alliée au climat pluvieux de l'île, elle contribue à expliquer la pratique de culture pluviale.

²² Vu la complexité de la physiologie de la canne et sa capacité d'adaptation à un large panel de situations (BARNES, 1964), il est très délicat d'étudier sa réponse à la sécheresse. Outre la résistance variétale (caractéristiques anatomiques des racines et feuilles : cuticules, stomates, poils, etc.), l'adaptation xéromorphique passe par des variations de la surface d'absorption au niveau racinaire et foliaire. VAN DILLEWIJN (1960, p. 315) rapporte que « *les cannes ayant poussé avec une humidité abondante sont moins résistantes à une sécheresse ultérieure que celles qui ont eu des conditions d'humidité favorables* ». De sorte que, « *quand des régions irriguées sont soumises à une pénurie d'eau saisonnière, c'est un bon système d'accroître la résistance d'une récolte à la sécheresse en augmentant peu à peu l'intervalle entre les arrosages successifs* » (VAN DILLEWIJN, 1960, p. 318).

²³ Une option permise sur l'insistance de certains grands planteurs, alors que l'INAO souhaitait interdire toute irrigation.

Le cahier des charges de l'AOC Martinique s'est traduit par une autre limitation, relative cette fois à la maturation de la canne, dont les conséquences environnementales ne peuvent qu'être positives. L'utilisation de maturateur est désormais proscrite : « *Toute pratique d'épandage de substances sur les cannes en vue de favoriser leur maturation est interdite* »²⁴ L'épandage de maturateur n'en reste pas moins une technique d'un intérêt certain, par rapport à la maturation naturelle en conditions pluviométriques moins favorables, pour stimuler l'accumulation de saccharose dans les tiges en début ou en fin de campagne. La zone Nord-Est (exploitation Bellevue, au Macouba) a tiré grand profit de l'épandage de maturateur mis en œuvre par le CTCS entre 1990 et 1994. Les surfaces concernées par cette pratique n'ont toutefois jamais dépassé les 500 ha. Puis, cet épandage était délicat à circonscrire aux parcelles non destinées à l'élaboration de rhum agricole en AOC. Il se pose des problèmes logistiques, liés à la petite taille et à la dispersion des parcelles à traiter ou, pour les grandes propriétés du Centre de l'île, à la gestion parallèle des livraisons de canne entre sucrerie et distillerie agricole. De sorte que cette pratique a finalement été abandonnée à la Martinique ; un abandon qui contraint à une (légère) réduction d'apports de produits chimiques en canne. Bien que ces exemples de techniques culturelles inscrites dans le cahier des charges de l'AOC ne fassent qu'aller dans le sens des pratiques usuelles, leur principe de moindre artificialisation du milieu répond au souci de préserver l'environnement.

En conclusion, les conditions de culture de la canne à la Martinique favorisent un usage modéré de pesticides, à l'opposé de la culture de la banane : « *Dans le cadre d'une bonne pratique agricole, une bananeraie âgée de plus de deux ans reçoit, chaque année, 2 à 3 traitements de nématicides, 1 à 2 applications d'insecticides, 4 à 12 émissions aériennes de fongicides et 3 à 5 applications d'herbicides* » (CHABRIER, DOREL, 1998). Les pesticides appliqués en bananeraie représentent près de 48% du tonnage importé à la Martinique, selon Bounmanh KHAMSOUK (2001), et ils s'avèrent en outre fort dangereux²⁵.

1.2. Modes de conduite : impacts sur la capacité productive du milieu de culture

En introduction de cette sous-section, il est intéressant de s'interroger sur la relation entre les rendements agricoles et la chute de la production cannière. L'analyse de l'évolution comparée de la production et de la surface en canne à partir des années soixante, période critique dans l'histoire de la filière, fait apparaître trois grandes phases (DAC, 1992a ; Etude du milieu physique et de l'environnement socio-économique, p. 4) :

- de 1960 à 1981, la production suit la diminution de surface ;
- de 1982 à 1985, la production augmente alors que la réduction de la sole cannière se poursuit ;
- de 1985 à 2000 : maintien (stagnation ?) de la production cannière autour de 200 000 tonnes.

²⁴ RF, 1996 (2). Art. 4 – Matière première (cannes).

²⁵ Les trois pesticides les plus utilisés sur les bananeraies à la Martinique, à savoir les molécules actives « terbufos » (Counter), « cadusafos » (Rugby) et « aldicarbe » (Témik), sont les plus toxiques pour les mammifères et notamment pour l'homme (CHABRIER, DOREL, 1998).

Passant de 58 t/ha en 1982 à 82 t/ha en 1985, la moyenne des rendements agricoles a fortement progressé, compensant en partie les pertes de surface. Cette augmentation de productivité est attribuée au plan de maintien de la canne mis en place entre 1980 et 1985 ; un plan ciblé sur le rajeunissement des plantations. Ponctuellement, certaines baisses de rendement sont attribuées à des facteurs conjoncturels, tels des phénomènes climatiques défavorables (sécheresse et cyclones), les débuts de la mécanisation de certaines opérations culturales et en particulier de la récolte. Ces baisses conjoncturelles ne remettent pas en cause la capacité reproductive du milieu. Depuis le milieu des années quatre-vingts, rendements et surface se maintiennent parallèlement. Toutefois, les moyennes masquent de fortes variabilités, de 50 à 120 t/ha, comme nous y reviendrons au chapitre VII. Ces dernières justifient une investigation en terme d'analyse de pratiques. A travers l'analyse des écarts à la norme, l'itinéraire technique mis en place par les planteurs a précédemment été passé en revue. Les paragraphes ci-après reconsidèrent certaines pratiques, en évaluant leur impact sur la capacité productive du milieu de culture.

1.2.1. Fertilité physique et minérale : interrogations dues à la mécanisation

Le développement de la mécanisation de la culture et de la récolte de la canne est synonyme de profondes modifications dans les modes de conduite. Deux points en particulier soulèvent des interrogations quant à la fertilité physique des sols : d'une part, le tassement provoqué par le passage répété des tracteurs et machines ; d'autre part, les incidences du remodelage, qui vise à faciliter la mise en œuvre de la mécanisation.

a) Le tassement des sols : une menace encore difficile à évaluer

La première dégradation physique du sol liée à toute mécanisation est le tassement. Jusqu'ici, celui-ci ne semble pas avoir été très important pour la sole cannière martiniquaise, dans la mesure où la mécanisation de cette culture, et plus encore de sa récolte, est relativement récente. Il est légitime de s'interroger sur les risques que ce phénomène ne prenne de l'ampleur à l'avenir.

A la Guadeloupe, des diagnostics foliaires réalisés par le CTICS, puis des enquêtes menées par la Chambre d'Agriculture et le CIRAD, ont révélé des carences azotées sur canne en vertisol, dans les situations de forte mécanisation de sa conduite. Les sols se sont révélés suffisamment pourvus en azote et l'apport massif d'engrais n'a rien changé à la déficience en azote de la plante. Richard BARAN (1994) a alors fait l'hypothèse « *d'un effet de tassement du sol* ». Les premiers tests de griffage entre les rangs se sont traduits par une augmentation du rendement de 6%. Les études, qui se sont poursuivies, au CIRAD ont fait intervenir des diagnostics foliaires, des observations à l'interface sol-plante et des expérimentations en laboratoire pour étudier la volatilisation de l'azote. Les diagnostics foliaires ont révélé une teneur en azote de 2,03% de matière sèche en premier rejeton et 1,67% en cinquième rejeton. Sachant que la norme d'une bonne alimentation azotée est de 1,90%, la première teneur reflète un bon état nutritionnel, tandis que la seconde traduit une carence marquée. L'incorporation d'un isotope de l'azote (N 15) à l'engrais a permis de déterminer le coefficient réel d'utilisation de l'engrais. Les résultats sont significatifs : 19% de l'engrais apporté passe dans une jeune canne ; seuls 9% de l'engrais sont assimilés par une canne

plus âgée. Ces résultats ont été mis en regard de ce qui se passe à l'interface sol-plante : l'azote minéral dans le sol était surtout sous forme ammoniacale, révélant une faible nitrification. Ce phénomène étant aérobique, il est symptomatique d'une situation d'asphyxie. La semelle de labour observée sur les profils, ainsi que les traces d'hydromorphie, donc d'engorgement, ont confirmé les conditions défavorables à une bonne nitrification : le sol était tassé. Ces travaux ont été complétés par des apports d'urée (engrais alors communément utilisé à la Guadeloupe sur canne) en laboratoire, en recréant les conditions de température et d'humidité propres au territoire étudié. Ces travaux ont montré que, sur 100 unités d'urée, 25 repartent en moyenne dans l'atmosphère ; tandis que le fait d'enfouir cet engrais de 3 cm dans le sol, sur échantillon remanié, annule les pertes par volatilisation. « *La conclusion de ces études c'est qu'il faut ameublir le sol et localiser l'engrais en profondeur également tout en gardant les pailles sur ce sol* » (BARAN, 1994).

Le suivi de la fertilisation minérale de la canne à la Martinique a fait l'objet, depuis les années quatre-vingts, de diverses campagnes d'analyses foliaires ou de sols, suivis d'actions de vulgarisation auprès des planteurs pour améliorer les apports d'engrais. Cependant, en tenant compte de l'expérience guadeloupéenne, l'important développement de la mécanisation ces dix dernières années fait craindre des effets négatifs sur le sol.

b) Remodelage : quelles incidences réelles sur la productivité des sols ?

Les pratiques relatives au travail du sol peuvent accélérer l'érosion des terres, avec des incidences sur l'aggravation de la pollution, comme déjà souligné. Elles peuvent aussi avoir des conséquences particulièrement néfastes sur la productivité des sols, conduisant à des risques d'épuisement. De même, l'aménagement foncier avant installation de la culture, répondant avant tout au souci d'étendre la mécanisation (cf. chap. VI), comporte un risque pour l'environnement. A la Martinique, les remodelages ont parfois conduit à une désorganisation profonde du sol, pour les parcelles initialement très accidentées. Au regard de telles pratiques - encore d'actualité comme nous l'avons vu - qu'en est-il des pronostics des pédologues, quant au recouvrement de la fertilité des sols ainsi bouleversés ? : « [...] *même après 15 à 20 ans de culture et l'emploi massif de fertilisants, les horizons de surface des sols remodelés ont des teneurs en carbone, en azote, en phosphore (total, assimilable) en bases échangeables (CHEVIGNARD et al., 1987) et des potentialités de minéralisation de l'azote plus faibles que les horizons de surface des sols non remodelés (FELLER, VALONY, non publié), alors que le pouvoir de fixation vis-à-vis du phosphore engrais est plus élevé* » (BARRET et al., 1991, p. 113). Cependant, les auteurs soulignent que les affleurements sont éparpillés sur toute la surface et n'en représentent qu'une faible proportion : soit 1/5^e pour la parcelle étudiée (sur ferrisol, à l'ouest de la Martinique), alors que le remodelage touche le tiers de la parcelle. Cette nuance se retrouve dans d'autres publications : « *le décapage des parcelles de canne à sucre n'affecte généralement qu'une faible proportion de la surface, de l'ordre de 5 à 20%* » (CADET, ALBRECHT, 1992 ; p. 54). Au final, les zones décapées, apparaissant comme des taches de couleur claire, n'excèdent pas quelques mètres de largeur. De sorte que la perte de rendement est évaluée à 10% ; une perte « [...] *que le planteur n'estime qu'à 2 ou 3% et qu'il considère comme négligeable, par rapport aux avantages que peut apporter la possibilité d'une mécanisation des pratiques agricoles* » (BARRET et al., 1991 ; p. 105).

En fin de compte, le recouvrement de la fertilité des parcelles remodelées s'est opéré assez vite. Contre toute attente, des plantations réalisées sur des zones fortement remodelées, voire décapées après passage du bulldozer, peuvent conduire à des rendements avoisinant 80 t/ha après quatre à cinq ans. De tels exemples s'observent de nos jours à Saint-Pierre et Trinité. Cette extraordinaire capacité de recouvrement de la fertilité des canneraies peut s'expliquer par la convergence de trois facteurs additifs, favorisant une rapide reconstitution de la couche de terre végétale : l'importante restitution organique (souterraine et aérienne) assurée après chaque récolte par cette culture pérenne, ceci d'autant plus en canne non brûlée ; l'apport organique complémentaire, fut-il géré de façon empirique par l'exploitant (bagasse, compost de bagasse, écumes de défécation de l'usine, etc.) ; la rapide décomposition de la matière organique en climat tropical humide. Par endroits, les premières années, il est possible de distinguer des taches jaunâtres dans le peuplement végétal, témoignant d'affleurements de la roche mère plus ou moins prononcés²⁶.

L'IRD (ex-ORSTOM), en collaboration avec le CTCS, l'INRA et le CIRAD (ex-IRAT), a conduit de nombreux travaux sur l'effet de différents systèmes de culture sur les propriétés des sols. Ces travaux concernent en particulier le stock organique (évalué par le stock de carbone) des horizons de la couche de terre arable (FELLER, 1986). Cette équipe de recherche a confirmé que « *l'agro-système Canne apparaît comme laissant le maximum de matière organique au sol et confirme le caractère "améliorant" de la canne à sucre comparée à de nombreuses autres cultures intensives* ». Ces travaux, en accord avec la perception empirique au niveau paysan, démontrent le pouvoir élevé de la canne en terme de restitutions organiques au sol (comparaison avec l'ananas, la banane, les cultures vivrières et maraîchères, extensives ou intensives).

c) Des restitutions accrues en récolte mécanisée ?

Les récolteuses, dont l'utilisation s'est fortement développée à la Martinique au cours des années quatre-vingt-dix, sont non seulement très efficaces, mais présentent de surcroît des avantages sur le plan environnemental : elles peuvent travailler en canne non brûlée et répartir la paille uniformément. Cette pratique de paillis complet est fortement recommandée, tant en zones sèches qu'humides. Elle combine trois effets positifs : la conservation de l'humidité du sol ; la réduction du coût du désherbage²⁷, l'apport de matière organique au sol ; trois effets qui participent à l'augmentation des rendements agricoles et à la réduction du coût de production. La mécanisation de la récolte de la canne peut ainsi avoir des incidences divergentes sur la capacité reproductive du milieu de culture : les tassements générés peuvent représenter un inconvénient pour la fertilité physique du sol ; tandis qu'en favorisant le développement de la coupe en vert, elle présente de multiples atouts sur le plan écologique (humidité du sol, fertilité organique, protection contre l'érosion, etc.). Cependant, cet intérêt n'est pas toujours valorisé du fait de la fréquence du brûlage

²⁶ Cette situation n'est pas spécifique aux parcelles remodelées. Dans les zones sèches, où la pluviosité limite le potentiel agricole en culture pluviale et où le turn-over de matière organique est moins rapide, les affleurements naturels peuvent se traduire par des situations de « souffrance physiologique ».

²⁷ En récolte mécanisée, le relevage de la paille après la coupe (tel que pratiqué encore par certains petits planteurs) n'est plus nécessaire.

(point détaillé plus loin). Les changements survenus ces dernières années impliquent toutefois de se pencher de nouveau sur sa nutrition minérale. A cette fin, une étude pluriannuelle a été initiée en 2001 par le CTCS afin d'optimiser la fertilisation selon les zones.

1.2.2. Lutte contre les ennemis de la canne : quelles menaces liées à la monoculture ?

Synonyme de concentration de sources alimentaires pour les insectes, bactéries, champignons, et autres ravageurs, les systèmes de monoculture sont très vulnérables aux infestations de toutes sortes. De même, les adventices trouvant au sein des productions cultivées un milieu favorable risquent d'autant plus vite d'infester les monocultures, au point d'inhiber leur développement. Du fait de cette vulnérabilité, les monocultures génèrent souvent une utilisation croissante de pesticides, de plus en plus remises en cause. Qu'en est-il pour la canne à la Martinique ?

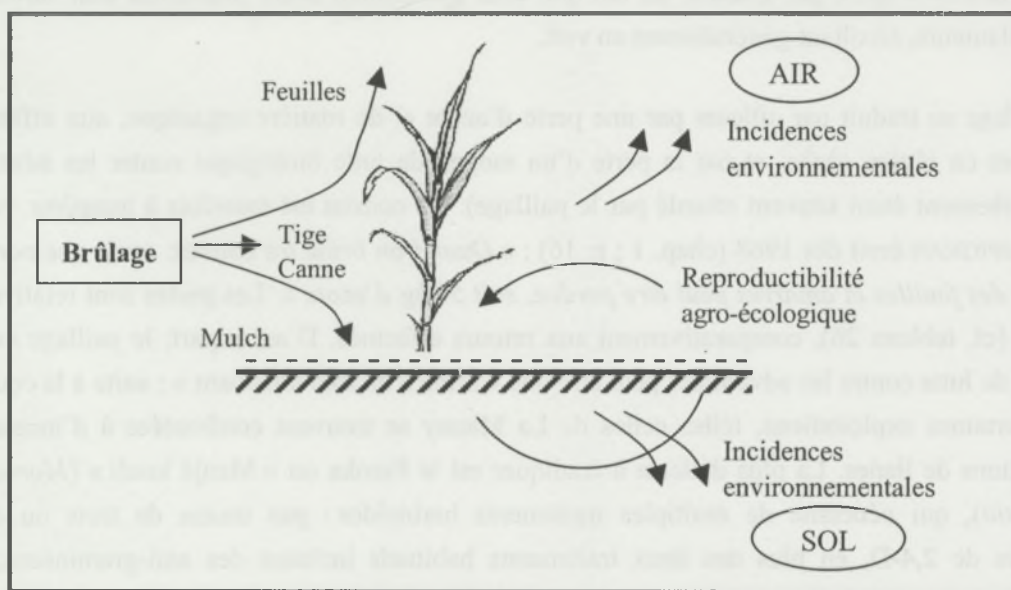
Conduite de façon adéquate, la canne - en tant que plante de couverture - étouffe nombre d'adventices, moyennant une extrême vigilance sur les trois à quatre premiers mois (après plantation ou récolte). Le caractère très compétiteur de la canne est donc d'un grand intérêt dans la lutte contre les adventices. Ne dit-on pas que « *la canne est la plus agressive des mauvaises herbes* » ? Une façon de gérer la culture de manière écologique consiste à développer la coupe en vert, afin de maintenir un mulch pailleux au niveau du sol ; une pratique à la pointe des systèmes de culture moderne avec couverture végétale (par exemple avec le chiendent). Dans cette même optique, la pratique traditionnelle de cultures intercalaires entre les rangs de canne révèle toute son utilité sur le plan écologique. Pendant longtemps, le principe des cultures pures était seul valorisé par la recherche et la vulgarisation, afin de limiter la concurrence pour la lumière, l'eau et les éléments minéraux. FAUCONNIER et BASSEREAU (1970 ; p. 162) n'écrivaient-ils pas qu'« *il est donc nécessaire de ne tolérer aucun végétal vivant au milieu des champs de canne* » ? Depuis, l'intérêt des cultures intercalaires est reconnu (OZIER-LAFONTAINE, 2000). Bien choisies, avec une fertilisation appropriée, des cultures de cycle court valorisent l'espace généré par l'inter-rang, tout en contribuant à la couverture du sol, alors que la canne est au début de son développement.

La course aux intrants, classique en monoculture intensive, dans une logique productiviste, ne s'est pas enclenchée jusqu'ici pour la canne à la Martinique. Il s'agit d'une culture relativement saine, dont le développement n'est pas menacé pour l'heure par d'importantes infestations (comme cela a pu l'être par le passé). Contre les maladies, la lutte se fait uniquement à travers la sélection variétale ; tandis que la pression contre les ravageurs se gère soit par apports d'intrants pour une faible part (raticides), soit par la lutte biologique (borer), soit en s'appuyant sur la rusticité de la plante (parasites telluriques). Les ennemis de la canne à la Martinique ne menacent donc pas, à ce jour, sa reproductibilité agro-écologique. En résumé, la monoculture de la canne, bien qu'elle ne constitue pas une situation idéale, ne pose pas de problème majeur, cette plante étant relativement résistante à « l'auto-empoisonnement », tant d'origine biologique (nématodes, parasites, maladies) que mécanique. Qu'en est-il du brûlage ? Tel est l'objet de la sous-section suivante, visant à appréhender les incidences de cette pratique pour la culture et pour l'environnement, en général.

1.3. Brûlages de pré-récolte et de post-récolte : incidences réelles et supposées

Les brûlages de pré ou de post-récolte sont encore fréquents, comme noté dans la présentation des pratiques des planteurs (chap. IV). Vu l'étroite imbrication entre leurs incidences sur l'environnement et sur la reproductibilité de la culture, celles-ci sont analysées conjointement ici. En occultant provisoirement les aspects qualitatifs (abordés au chapitre VI, relatif à la dimension économique de la production), les inconvénients environnementaux du brûlage peuvent se ressentir à deux niveaux : le sol et l'atmosphère (cf. figure 20).

Figure 20 : Niveaux d'incidences du brûlage de la canne



Réalisation : H. MBOLIDI-BARON

1.3.1. Le non-retour d'une partie des pailles au sol : une perte multiforme

Les conséquences du non-retour d'une partie des pailles au sol, suite au brûlage, ont trait à plusieurs points, relatifs à l'écosystème canne en tant que tel ou à l'adaptation qui s'ensuit pour la conduite culturale. Une différence nette est à faire entre le brûlage de pré-récolte, destiné à faciliter la coupe, et le brûlage de post-récolte, qui favorise la préparation du sol, à défaut de gyrobroyage. Le mulch pailleux formé par les feuilles de canne après une récolte en vert représente une double protection du sol : il contribue à maintenir l'humidité du sol et à lutter contre l'érosion. Cette protection est partiellement perdue après brûlage. Les incidences, pour la culture et l'écosystème en général, varient selon les conditions climatiques et la sensibilité variétale. Les enquêtes montrent que les planteurs évitent de brûler en zone sèche (sauf incidents ou exceptions) ; de même pour les parcelles ventées, situées en bordure de mer. D'une part, le feu y est difficile à contrôler, d'où des risques de propagation accidentelle ; d'autre part, en conditions de faible pluviosité, les conséquences du brûlage sur la reproductibilité de la culture sont exacerbées : les risques de stress hydrique sont accrus, d'où des difficultés pour le redémarrage des rejets, des morts de souches et, à terme, une replantation plus fréquente. La sensibilité variétale au déficit hydrique est également très variable, la R 570 étant l'une des variétés qui subit le plus de mort de

souches, en cas de déficit prononcé (comme en 2001). Si de tels effets sont accrus après brûlage, ils ne sont pas inhérents à cette pratique et s'observent même sans brûlage, en cas de forte sécheresse (comme durant la campagne 2001, surtout dans le Sud, notamment à Trois-Rivières).

Les risques érosifs liés au brûlage tiennent à la perte de la protection du sol. Cette perte n'est toutefois que partielle en cas de brûlage de pré-récolte, contrairement au brûlage de post-récolte, qui laisse le sol nu. Les risques érosifs sont alors plus élevés. Malgré tout, le rythme de replantation de la canne (de 5 ans à plus de 8 ans) rend cette seconde pratique moins nocive pour l'érosion des sols que les travaux de préparation perpétrés par exemple pour les cultures vivrières et maraîchères, tandis que la canne apporte une protection du sol durant tout son cycle de vie. Une compensation s'opère par ailleurs, du fait que ceux qui brûlent avant plantation sont surtout des petits planteurs, récoltant généralement en vert.

Le brûlage se traduit par ailleurs par une perte d'azote et de matière organique, aux effets plus sensibles en région sèche, et par la perte d'un moyen de lutte biologique contre les adventices (l'enherbement étant souvent retardé par le paillage). Ce constat est toutefois à tempérer. Michel DE POMPIGNAN écrit dès 1968 (chap. 1 ; p. 16) : « *Quand on brûle les cannes, seule une partie de l'azote des feuilles et amarres peut être perdue, soit 50 kg d'azote* ». Les pertes sont relativement faibles (cf. tableau 26), comparativement aux retours effectués. D'autre part, le paillage comme moyen de lutte contre les adventices peut être une « arme à double tranchant » : suite à la coupe en vert, certaines exploitations, telles celles de La Mauny se trouvent confrontées à d'incessantes infestations de lianes. La plus délicate à éradiquer est le Paroka ou « Manjé kouli » (*Momordica charantia*), qui nécessite de multiples traitements herbicides : pas moins de trois ou quatre passages de 2,4-D, en plus des deux traitements habituels incluant des anti-graminéens, sont souvent requis pour espérer récolter la parcelle dans des conditions satisfaisantes.

Les incidences néfastes du brûlage au niveau du sol, tant pour la reproductibilité de la culture que pour l'environnement en général, ne sont donc pas si tranchées qu'il n'y paraît de prime abord²⁷.

1.3.2. Pollution : incidences non visibles du brûlage

Evoquer la pollution atmosphérique susceptible d'être causée par le brûlage de la canne revient souvent, au sein de la société martiniquaise, à se focaliser sur les nuisances causées par les particules carbonées. Ces aspects, qui relèvent de la perception sociale des pratiques, sont évoqués au chapitre VII. En tant que telle, la pollution atmosphérique générée par le brûlage de la canne pose le problème de sa contribution à l'effet de serre, quant à la gestion du carbone : une incidence non visible pour les riverains des champs et autres acteurs sociaux, mais non moins réelle. Or, à l'échelle de la planète, les émissions de carbone sont de plus en plus tenues pour responsables des perturbations de climats en cours sur la planète, constituant autant de risques pour l'équilibre des écosystèmes. Comme le maïs, le sorgho et certaines plantes désertiques, la canne est une plante de

²⁷ Soulignons au passage que le brûlage de pré-récolte n'influe que peu sur la pratique de valorisation des extrémités feuillues de canne (les « amarres ») comme fourrage par les éleveurs - un point sur lequel nous reviendrons plus loin (§ 2.1.1.) et qui participe à l'autonomie agronomique de la petite exploitation familiale, en valorisant la complémentarité entre spéculations (animales et végétales).

type C4, qui se caractérise par une très grande capacité photosynthétique, d'où une forte absorption de gaz carbonique²⁸. Une partie du carbone sert à la fabrication de sucre(s) dans la tige, le reste se retrouve dans les résidus de récolte (feuilles, tiges, racines). Toutefois, le bilan carboné de la culture diffère selon le mode de conduite. L'enfouissement des résidus, et plus encore sans brûlage, favorise l'augmentation du taux de matière organique et la fixation de carbone dans le sol.

Ces impacts potentiels doivent être relativisés selon le niveau de production. Actuellement moins de la moitié de la sole cannière martiniquaise est brûlée avant récolte. Que sont les quelques 80 à 100 000 tonnes de canne concernées, au regard des 1 271 millions de tonnes récoltées chaque année dans le monde (FAO, 2000), essentiellement en canne brûlée ? De sorte que cette incidence du brûlage de la canne à la Martinique sur l'atmosphère n'est mentionnée qu'à titre indicatif.

1.3.3. Synthèse sur le brûlage et mesure agri-environnementale

Les incidences possibles du brûlage sur la reproductibilité agro-écologique de la canne et sur l'environnement sont synthétisées dans le tableau 33, ci-après. Les justifications du brûlage (avant la coupe ou avant replantation) relèvent tant de critères agronomiques, qu'organisationnels et surtout économiques. Indépendamment de ces justifications, approfondies plus loin, une mesure a été mise en place pour la coupe en vert de la canne. En 1992, la réforme de la PAC instaure un régime d'aides pour favoriser des pratiques plus respectueuses de l'environnement, qui se traduit en France par le lancement du programme agri-environnement. Celui-ci n'entre en application à la Martinique qu'en 1999 (Programme agri-environnement Martinique 1999-2004), répondant à deux préoccupations : diminuer l'utilisation d'intrants et lutter contre l'érosion. C'est dans ce cadre qu'est mise en place la mesure « coupe en vert de la canne à sucre », avec pour objectif d'inciter les planteurs à récolter en vert, vu les incidences présentées dans le tableau 33. Le bilan relatif à l'animation de cette mesure par la Chambre d'agriculture (KOROMPLI, 2000) révèle un taux de réalisation de 81%, sur les 1 600 ha prévus (à raison de 107 dossiers). Les contractants sont surtout de petits producteurs (89% des exploitations < 13 ha), mais ne représentent que le cinquième de la surface souscrite (21,5%). Les petits planteurs du Galion sont majoritaires (70% des contractants). Karine KOROMPLI (2000) conclut que « *Cette mesure a connu un vif succès notamment chez les petits agriculteurs. En effet, ces agriculteurs positionnés dans des conditions difficiles d'exploitation (fortes pentes, parcelles enclavées, environnement urbain...) pratiquaient déjà la coupe en vert de manière traditionnelle. Ainsi cette mesure leur permet de pérenniser un système de protection de l'environnement* ». Cette conclusion laisse entendre que la mesure n'a eu qu'un effet d'encouragement des pratiques en cours, sans engendrer véritablement de changement de pratiques. Les enquêtes montrent que les planteurs optant pour la coupe en vert ne le font pas par rapport à cette seule mesure. L'analyse économique permettra de mieux cerner ce qu'il en est de l'adhésion des planteurs à cette mesure, au regard des frais et primes concernés.

²⁸ « Confiné dans une pièce close, un plant de canne à sucre peut littéralement "pomper" tout le gaz carbonique qui s'y trouve - un exploit hors de portée des plantes de type C3. Grâce à cette particularité, on comprend qu'un champ de canne est un formidable "aspirateur de gaz carbonique" : un hectare de canne peut absorber plus de 60 tonnes de gaz carbonique et produire une quarantaine de tonnes d'oxygène, ceci en une année » (Lameca, 2001).

Tableau 33 : Effets du brûlage de pré-récolte sur le plan agro-écologique et environnemental

		Incidence sur la reproductibilité agro-écologique de la culture		Incidences environnementales à l'échelle territoriale	
		Effets négatifs du brûlage (-)	Pondération des effets négatifs ou effets positifs (~ ou +)	Effets négatifs du brûlage (-)	Pondération des effets négatifs ou effets positifs (~ ou +)
Au niveau du sol : Perte d'une partie des pailles sèches retournant au sol	↪ Perte d'une protection physique du sol	Moins bonne rétention d'humidité : risque d'une moins bonne repousse ou de mort de souches.	Effets surtout en conditions sèches.	Moins bonne protection contre l'impact de la pluie : perte d'un moyen de lutte anti-érosif. (*)	Impact limité du brûlage de post-récolte en repousse, du fait du système racinaire mis en place par la canne. (*)
	↪ Perte de matière organique au niveau du sol	Bilan organique moins avantageux.	Bilan organique de la canne excédentaire.		
	↪ Moins de pailles sur le rang de canne		Fertilisation facilitée : pas de dégagement des souches (par les petits planteurs), meilleur positionnement des engrais.		
	↪ Perte d'un moyen de lutte contre les adventices	Recours théoriquement accru aux traitements herbicides, surtout contre les graminées.	Meilleure rémanence traitement herb. en canne brûlée - Difficulté à lutter contre les lianes (Paroka) après récolte en canne non brûlée.	Utilisation théorique de plus d'anti-graminéens	Pas de différence réelle dans la pratique - Utilisation de plus d'anti-dicotylédones en canne non brûlée.
	↪ Perte d'une protection contre l'impact des gouttes de pluies			Perte d'un moyen de lutte anti-érosif.	Impact limité en repousse, du fait du système racinaire de la canne.
	↪ Atteinte à la faune		Effets limités aux tous premiers centimètres du sol - Destruction éventuelle de rats ou de serpents.		
Au niveau de l'air	↪ Dégagement de gaz carbonique dans l'atmosphère			Pollution causée par le carbone : contribution à l'effet de serre.	Effet relativisé, comparativement aux autres contributions à l'effet de serre.
	↪ Dégagement de particules charbonneuses			Salissure atmosphérique.	Relève surtout de la dimension sociale de la production.

(*) C'est par contre à ce niveau que peut davantage se faire ressentir l'incidence du brûlage de post-récolte

D'après : Enquêtes 1999-2002

1.4. Reproductibilité agro-écologique et environnement : la canne, un atout ?

Bénéficiant d'une pratique ancestrale à la Martinique, la canne y a vu ses modes de conduite évoluer fortement au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. La monoculture de la canne ne s'est quasiment pas démentie depuis le début de la culture dans l'île. Toutefois, les pratiques traditionnelles, à dominantes manuelles, cèdent le pas à des modes de conduite plus mécanisés, allant de pair avec une intensification de la culture ; d'où la double interrogation qui a fait l'objet de cette première section, relative aux risques que les modes de conduite actuels de la canne n'aient d'actions dégradantes : d'une part, sur l'environnement, à l'échelle du territoire ; d'autre part, sur le milieu de culture lui-même. Certaines pratiques peuvent-elles remettre en cause sa reproductibilité agro-écologique, à l'échelle des unités de production ou à celle du territoire ?

1.4.1. Contribution à la préservation des ressources naturelles : à quelles conditions ?

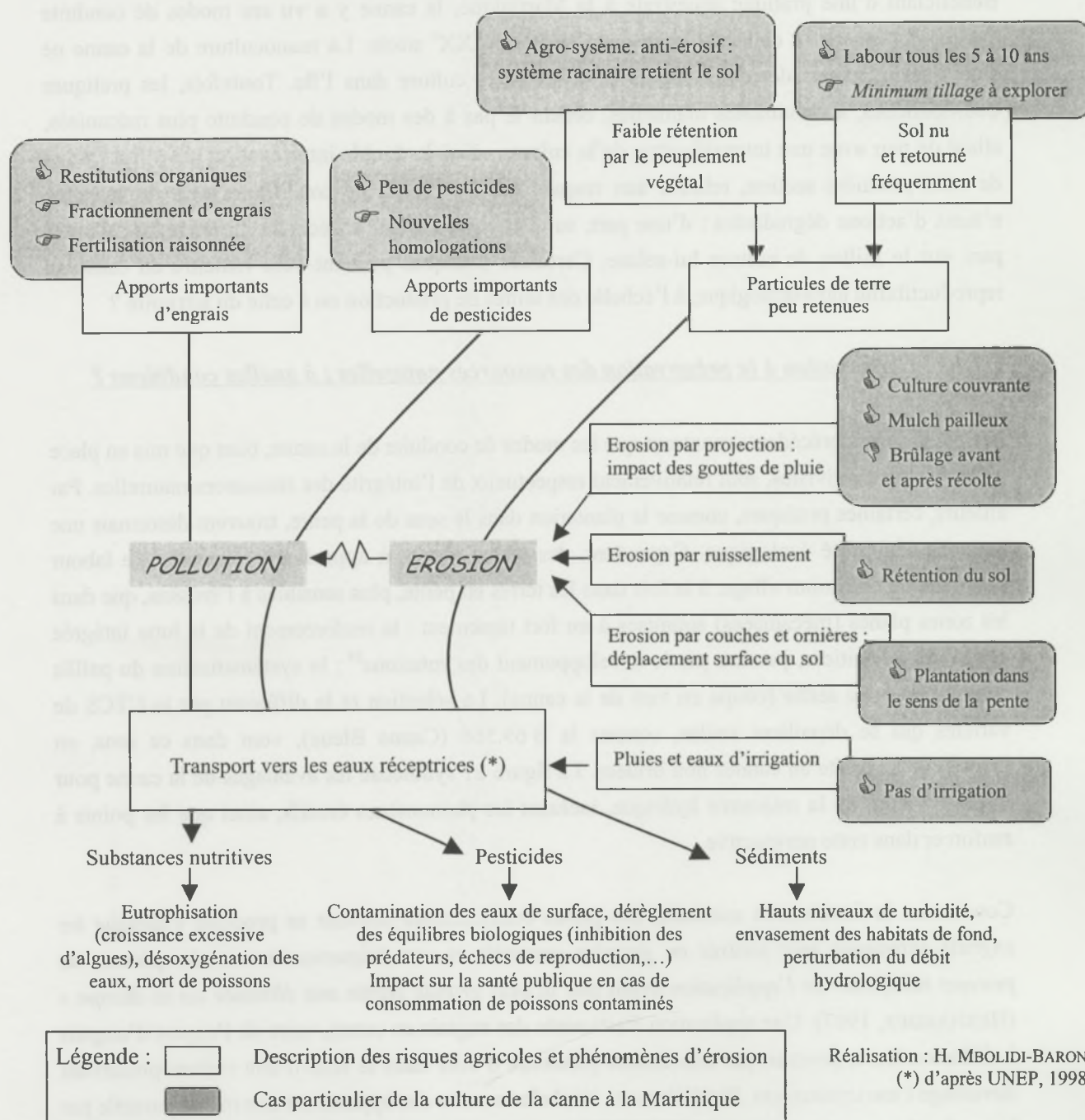
Les paragraphes précédents montrent que les modes de conduite de la canne, bien que mis en place à des fins productivistes, sont relativement respectueux de l'intégrité des ressources naturelles. Par ailleurs, certaines pratiques, comme la plantation dans le sens de la pente, trouvent désormais une nouvelle légitimité écologique. Cependant, des pistes restent à approfondir, comme : le labour chimique ou minimum tillage, à la fois dans les terres en pente, plus sensibles à l'érosion, que dans les zones planes (mécanisées) soumises à un fort tassement ; le renforcement de la lutte intégrée contre les adventices, passant par le développement des rotations²⁹ ; la systématisation du paillis complet en zone sèche (coupe en vert de la canne). La sélection et la diffusion par le CTCS de variétés qui se dépaillent seules, comme la B 69.566 (Canne Bleue), vont dans ce sens, en favorisant la récolte en cannes non brûlées. La figure 21 synthétise les avantages de la canne pour la préservation de la ressource hydrique, incluant les phénomènes érosifs, ainsi que les points à renforcer dans cette perspective.

Concernant la fertilisation minérale, des pertes considérables peuvent se produire « *lorsque les engrais chimiques sont utilisés en grandes quantités et non fréquemment, car les plantes ne peuvent bénéficier de l'application avant que la plus grande partie soit éliminée ou se dissipe* » (HERNANDEZ, 1997). Une application fractionnée des engrais en canne, voire de l'apport d'engrais à diffusion lente, pourrait par conséquent permettre d'aller dans le sens d'une culture préservant davantage l'environnement. Parallèlement, l'échelonnement des apports sur une même parcelle par les petits planteurs n'est-elle pas déjà une pratique favorable pour l'environnement, dans la mesure où elle permet d'étaler les risques de lessivage face aux aléas climatiques ? Par ailleurs, la réalisation plus systématique d'analyses de sol avant plantation pourrait contribuer à la mise en place de plans de fertilisation raisonnée et donc à maîtriser d'autant mieux les apports d'engrais. Ceci implique la constitution de références par zone et de moyens adéquats pour le suivi de ces analyses et l'encadrement des planteurs.

²⁹ Toutefois, les problèmes logistiques liés aux aménagements requis pour la culture de la banane notamment (cableway, irrigation dans le Centre et le Sud de l'île, hangar, etc.) limitent l'extension des rotations culturales dans l'espace.

Figure 21 : Pollutions agricoles et érosion – causes et incidences sur la qualité des eaux

- Points forts (👍), points faibles (👎) et points à explorer (🔍) pour la canne -



🔍 La culture raisonnée de la canne : une piste à approfondir

Concernant les options pour réduire les intrants, la culture biologique de canne a été tentée à Marie-Galante dans les années quatre-vingt-dix. Elle ne s'est pas maintenue, pour des questions organisationnelles et de rentabilité. Le cahier des charges de l'agriculture biologique proscriit l'emploi de pesticides chimiques pour la destruction des adventices, d'où l'obligation de recourir à des procédés physiques ou thermiques. Les désherbeurs thermiques, conçus à l'origine pour le maraîchage, s'avèrent efficaces pour les cultures de betterave fourragère et le maïs (FRITSH, 2001).

Il s'agit là d'une voie qui mériterait d'être explorée à la Martinique, dans une perspective d'agriculture raisonnée, alors que la canne offre aussi à travers ses industries de transformation des engrais organiques qui peuvent contribuer à minimiser l'emploi d'engrais chimiques.

Sachant que la canne est destinée à être transformée, l'intérêt réel de la canne biologique se pose surtout en fonction des marchés potentiels pour du sucre ou de rhum « bio », plus qu'à la préservation de l'environnement ou à la production d'une canne « bio » en soi (la production de canne de bouche, vendue sur les marchés locaux et principalement issue de jardins créoles, n'est-elle pas déjà de la culture biologique traditionnelle ?). Cependant, comme les modes de conduite conventionnels de la canne sont déjà peu consommateurs d'intrants, la marge de gain (économie d'intrants) s'avère plus faible que pour d'autres spéculations industrielles ; tandis que la transformation biologique en sucre ou rhum, à l'échelle de la Martinique, relève d'une entreprise lourde à gérer et génératrice d'importants surcoûts. Par contre, il pourrait être intéressant d'approfondir l'intérêt que pourrait représenter une production de canne estampillée « biologique » en terme d'image, pour la vente de canne de bouche. Le cas échéant, cette production peut aller de pair avec une transformation artisanale, en jus ou en sirop. Tel est d'ailleurs le thème d'un projet de diversification sur une exploitation cannière du Sud de l'île, relatif au tourisme vert intégré. Enfin, une culture biologique de canne peut grandement contribuer à développer la culture de banane biologique – projet dans lequel se lancent déjà quelques agriculteurs martiniquais – en favorisant l'assainissement en nématodes grâce à la rotation culturale.

1.4.2. Convergence d'intérêts : la canne rime-t-elle avec agriculture durable ?

Sans préjuger de la nécessité de poursuivre les recherches sur l'amélioration de la conduite de la culture à la Martinique en rapport avec le respect de l'environnement, l'évaluation des techniques et pratiques de culture de la canne sous cet angle conduit à un premier constat : ces modes de conduite ne semblent pas porter d'atteintes particulièrement menaçantes à l'environnement, en regard de celles pouvant y être portées par ailleurs. Au contraire, elles contribuent dans une certaine mesure à la préservation des ressources naturelles, grâce : au caractère anti-érosif et améliorant de l'agro-système canne, à un usage raisonné d'herbicides et de fertilisants, au contrôle biologique contre les insectes nuisibles et à la sélection variétale comme moyen de lutte phytosanitaire.

En réponse à la seconde question que nous nous sommes posée, et au-delà des marges de progrès possibles en terme de productivité, les pratiques mises en œuvre dans la réalité quotidienne de la filière ne semblent pas mettre en péril la fertilité du milieu et donc sa capacité reproductive. Les potentialités exceptionnelles de la canne permettent de compenser de multiples agressivités qui pourraient être dues aux modes de conduite. De ce fait, nous pouvons en conclure que les modes de conduite actuels ne paraissent pas remettre en cause la reproductibilité agro-écologique de la production cannière à l'échelle insulaire à court ou moyen terme. A l'échelle des unités de production cannière, les systèmes agricoles mis en place par les petits cultivateurs traditionnels semblent présenter la meilleure robustesse et la meilleure autonomie agronomique (résistance aux aléas climatiques, rusticité variétale, complémentarité entre spéculations, etc.). Cependant, les

multiples changements qui se sont opérés ces dernières années dans les modes de conduite de la canne impliquent une vigilance accrue de la recherche-développement. Celle-ci se doit de chercher à préserver la capacité reproductive du milieu pour d'autres cultures que la canne, voire pour la canne elle-même. Tel est l'objet d'un programme de recherche mis en place par le CTCS à partir de 2001 et poursuivi en 2002. Les enquêtes-diagnostic récemment initiées (JEAN-BAPTISTE et *al.*, 2001) mettent en évidence certaines zones carencées en éléments minéraux.

En conclusion, les modes de conduite de la canne vont, pour la plupart, dans le sens des caractéristiques agronomiques de la plante et semblent pouvoir s'inscrire dans une logique d'agriculture durable. L'orientation actuelle, au niveau mondial, vers une agriculture de plus en plus soucieuse de préserver l'environnement pourrait ainsi donner une légitimité nouvelle au maintien de la canne à la Martinique, moyennant l'encadrement et le suivi des pratiques mises en œuvre. Cependant, évoluer vers des pratiques agricoles respectueuses des ressources naturelles, notamment à travers la culture raisonnée, impliquent une logique nouvelle ; autre que celle répondant à la seule rentabilité économique d'une culture productiviste. Sans une forte plus value sur le produit (comme pour le bio par exemple), la viabilité de ces options implique que l'objectif de préservation de l'environnement soit reconnu d'utilité publique et pris en compte en tant que tel. De telles perspectives sont de plus en plus examinées, sachant comme le disent Bernard ESTEVEZ et Gérard DOMON (1999) que « *l'agriculture durable est devenue le leitmotiv des politiques agricoles de la plupart des pays* ».

L'agriculture conventionnelle - en particulier, dans le cas présent, la monoculture de la canne - s'évalue surtout en termes monétaires. Bien d'autres considérations sont à intégrer dans la mise en place d'une agriculture durable. En plus des considérations environnementales directement liées aux pratiques agricoles, il conviendrait d'y ajouter celles relatives à : la santé publique, la contribution à la diminution de l'énergie non renouvelable, dans la production et la transformation des produits agricoles, la participation à la production d'énergie³⁰, le recyclage des résidus de production et de transformation, etc. Bien que ces considérations soient difficiles à quantifier, la canne présente en la matière d'importants avantages, comparativement à d'autres spéculations.

³⁰ Parmi les alternatives à l'utilisation du pétrole, la valorisation de la biomasse constitue une piste sérieuse. Celle-ci est explorée depuis plusieurs années par les deux premiers producteurs mondiaux de sucre de canne, le Brésil et l'Inde, qui font figure de pays pionniers en la matière. Actuellement, bon nombre de véhicules brésiliens roulent grâce à un mélange composé à 80% d'essence et 20% d'éthanol, carburant moins polluant que celui fabriqué traditionnellement à partir du seul pétrole. Pierre-Yves GUIHENEUF (1995) souligne que d'importants problèmes restent à maîtriser, telle la considérable consommation d'eau ou le risque de concurrence avec les cultures alimentaires, notamment en Inde. Toutefois, les effets positifs de cette option canne sont dès lors jugés considérables en ce qui concerne la limitation de l'effet de serre. Bien que le carbone contenu dans la plante soit partiellement brûlé, les rejets sont compensés par un nouveau processus de stockage lors du cycle de croissance suivant.

Si de telles applications ne sont pas envisageables pour la Martinique, compte tenu des économies d'échelles, elles permettent néanmoins de souligner l'atout environnemental de la canne à l'échelle planétaire.

2. A L'ECHELLE DE LA TRANSFORMATION : VERS UNE INDUSTRIE "PROPRE" ?

Réfléchir aux impacts de la production de la canne sur l'environnement amène aussi à se pencher sur ceux de ses industries de transformation, brièvement évoqués dans la présente section.

2.1. Impacts environnementaux des rejets industriels et perspectives

Si les sources de pollution liées à la production de canne sont peu importantes, comparativement à d'autres spéculations (comme la banane), il n'en va pas de même pour les rejets des industries cannières. Un impact négatif important sur l'environnement de certaines activités industrielles peut ne pas se traduire directement sur la reproductibilité de ces activités ou la qualité de leur process³¹. Cependant, il peut se répercuter sur l'acceptabilité sociale de ces activités (cf. fig. 19). Les rejets des industries cannières susceptibles de nuire à l'environnement sont les effluents liquides (surtout les vinasses), les émissions de gaz et les déchets solides. Les paragraphes suivants visent à relever leur impact. Il s'agit aussi de souligner les efforts de ces industries pour participer à la protection de l'environnement et, se faisant, faire face à des normes de plus en plus strictes.

2.1.1. Le rejet des vinasses : principale source de pollution par les industries de la canne

La fabrication de rhum entraîne le rejet d'un effluent, la vinasse³². Le profil de cet effluent varie, selon qu'il s'agisse de rhum agricole ou industriel (vinasse de vesou ou de mélasse) et selon les conditions de production et de transformation de la canne. La vinasse est généralement mélangée aux fonds de cuves, lors du vidange de ces dernières, conduisant à des effluents d'autant plus concentrés. En 1977, Jean-Guy VASSEUR, alors directeur du CTCS, et François-Régis MONTREAU ont rédigé un dossier très complet sur « les effluents des industries sucrières et rhumières aux Antilles »³³, incluant une détermination du profil moyen de ces effluents (cf. tableau 34).

Tableau 34 : Effluent moyen formé suite à la fabrication d'un hectolitre d'alcool pur

	Distillerie agricole	Distillerie industrielle	Grand arôme (*)
Volume	2,45 m ³	2,45 m ³	2,45 m ³
DCO	49 kg	130 kg	260 kg
Matière en suspension	17 kg	17 kg	34 kg
pH	3,5	3,2	3,3

(*) Effluents recyclés à 50% dans ce cas. - Source : VASSEUR, MONTREAU, 1977

³¹ Quoique sur le long terme, une telle menace perdure toujours, dès que ces activités industrielles reposent en partie sur des ressources naturelles (directement, à travers l'eau intervenant dans le process et indirectement, par l'intermédiaire de la culture de la canne, qui en tant que production agricole dépend des capacités productives du milieu).

³² La distillation de 30 000 litres de jus de canne permet d'obtenir 2 000 litres de rhum agricole et conduit au rejet de 28 000 litres de vinasse (CTCS, La Mauny, 1994).

³³ Avec la collaboration de Jean-François TURENNE (ORSTOM), Raymond ROSEMAIN, François EDMOND et Lina DUFRENO (CTCS). Ces travaux ont bénéficié du concours financier du Ministère de la culture et de l'environnement, service de l'environnement industriel de la direction de la prévention des pollutions et nuisances. Ils illustrent l'intérêt accordé aux questions environnementales par le CTCS et la filière dès ces années soixante-dix.

Ces rejets liquides sont très acides (pH de 3 à 4), du fait de l'ajout d'acide sulfurique pour protéger le levain³⁵. Ils sont aussi fortement chargés en matière organique, dont l'oxydation entraîne l'apparition de conditions anoxiques. Ils se caractérisent par de fortes concentrations en DCO (Demande chimique en oxygène) et DBO (Demande biologique en oxygène), nuisibles aux écosystèmes du littoral³⁶, notamment des mangroves (UNEP, 1998). Enfin, la vinasse en sortie de colonne est à 98°C, d'où un préjudice supplémentaire possible sur les écosystèmes naturels. Ces effluents constituent donc une source de pollution importante en cas de rejet direct en mer ou dans les rivières, d'autant plus en période de forte sécheresse : « *Quelle que soit l'importance de l'industrie (20 à 200 hectolitres d'alcool pur par jour), le rejet d'un tel effluent est d'un apport trop considérable pour le faible débit des rivières en Martinique pendant la campagne sucrière et rhumière* » (VASSEUR, MONTREAU, 1977). Les milieux naturels les plus concernés seraient la rivière Monsieur, la Roxelane à Saint-Pierre, la mangrove de Sainte-Luce et la rivière Jambette (IFRECOR, 1999). SAFFACHE (1999) confirme que, à proximité des zones de vidange, la micro-faune est régulièrement détruite. Cet auteur présume également que la pollution de la baie de Fort-de-France résulte en partie des rejets de vinasse : « *Bien qu'aucune étude n'ait déterminé avec précision l'impact de ces rejets sur le milieu, tout porte à croire qu'ils hypothèquent durablement l'équilibre des écosystèmes fluviaux et marins en raison de leur grande acidité* ». Dans une étude consacrée aux voies de traitement des vinasses, le CTCS et la distillerie La Mauny (1994) confirment que : « *Cette vinasse constitue le produit de l'industrie de la canne qui agit le plus sur l'environnement, tant par l'odeur qui s'en dégage, que par les effets polluants qu'elle peut entraîner en cas de rejet prématuré en rivière ou en mer* ».

Les travaux menés par le CTCS et l'ORSTOM dans les années soixante-dix offrent l'occasion de faire un premier point sur la gestion de ces effluents. Pendant de nombreuses années, cette gestion débute par un stockage des effluents durant quelques jours, pour le refroidissement et, éventuellement, un début de lagunage. Après quoi, selon la situation géographique de l'établissement, l'effluent est rejeté en mer ou en rivière, selon le débit de celle-ci. Cette gestion passant par un court stockage en bassin s'est révélée, à l'usage, insuffisante. Il provoque souvent des fermentations anaérobies, d'où un dégagement gazeux (H₂S) à odeur désagréable (CTCS, 1992d) ; ceci « *[...] tant pour les travailleurs de l'entreprise, les riverains et les touristes* » (CTCS, La Mauny, 1994). De plus, le régime des cours d'eau s'est vu modifié à cette époque, suite à une succession de sécheresses sévères, tandis que les besoins en eau de la population et des cultures se sont accrus. « *Pour éviter une détérioration du milieu aquatique, les autorités locales ont demandé à chaque industriel la constitution d'un bassin de stockage étanche ayant pour capacité le volume total des effluents d'une campagne* ». Ces effluents sont alors stockés pendant la période sèche, puis vidangés dans les rivières au cours de l'hivernage (de juin à octobre). Le rejet durant cette période pluvieuse, alors que les rivières sont en crue, permet une plus forte dilution des vinasses relâchées.

³⁵ cf. process de fabrication du rhum, en annexe 1.9, et principaux ratios utilisés en distilleries agricoles, en annexe 1.10.

³⁶ Pour se décomposer, la matière organique des rejets a besoin d'oxygène. Ce dernier, en cas de rejet direct en rivière, est puisé sur l'oxygène dissous dans l'eau, au détriment des besoins de la faune et de la flore.

Par ailleurs, le stockage en bassin a été combiné à un brassage et un traitement (processus de lagunage aéré, avec une aération forcée, lit bactérien). En plus de la dilution par la pluie, ceci contribue à diminuer la DBO des vinasses. Celle-ci peut tomber à moins de 1 000 mg/l, tandis que le pH peut remonter à plus de 6, six mois après la fin de la campagne (CTCS, La Mauny, 1994). Ces améliorations réduisent l'impact des rejets sur les écosystèmes, pour un coût peu élevé.

A côté de cette première option (stockage avec aération forcée, traitement, puis rejet au moment opportun), en co-existent deux autres pour gérer les vinasses. L'épandage sur des champs de canne ou de banane permet de valoriser les vinasses, initialement source de pollution. Cette seconde option contribue à faire de la filière canne un exemple de complémentarité écologique entre secteurs industriel et agricole. La troisième option est la méthanisation. Beaucoup plus coûteuse, elle a récemment été mise en œuvre pour la première fois à la Martinique par la distillerie Depaz.

En conclusion, les conséquences potentielles des rejets industriels de la filière canne sont de plus en plus explorées, tandis que se poursuit l'adaptation de ces industries aux normes anti-pollution. Depuis 1995, le CODERUM a mis en place un comité de pilotage départemental visant à résoudre les problèmes de pollution par les vinasses dans les distilleries agricoles. De nos jours, ces dernières sont toutes équipées de systèmes permettant de gérer efficacement les vinasses. Les options explorées vont de pair avec un recyclage des fonds de cuve, ce qui permet de limiter la charge polluante des rejets. Quant à l'usine du Galion, la question de gestion de la vinasse se pose différemment, puisque celle-ci est recyclée à travers l'élaboration du rhum grand arôme : la vinasse intervient en effet avec la mélasse, en tant que matière première pour l'élaboration du moût (comme brièvement évoqué au chap. III, p. 123).

2.1.2. Autres sources de pollution générées par le secteur de la transformation

Outre les effluents de distilleries, la transformation de la canne génère ou met en œuvre d'autres produits qui peuvent être sources de pollution pour l'eau ou l'air : l'excédent de bagasse, les escarbilles de fumées, l'acétate de plomb.

a) Brûlage de la bagasse et escarbilles : gestion de la pollution de l'air

Résidu de l'extraction du jus aux moulins, la bagasse est classiquement utilisée pour alimenter les industries de la canne en énergie. Toutefois, les besoins énergétiques de ces unités ne consomment pas toute la bagasse. Il s'ensuit un excédent, équivalant à environ 20% de la bagasse produite : « Sur les 70 000 tonnes générées (25 à 30% du poids des cannes, 15 000 tonnes, faute de valorisation économique (électricité, alimentation animale, etc.) sont brûlées hors de l'usine » (CTCS, 1992d). Le brûlage en tas, à proximité de l'usine ou de la distillerie, est considéré comme une nuisance, à cause des fumées émises, des escarbilles et de la poussière de bagasse non brûlée.

De même que le brûlage de la bagasse à l'air, le fonctionnement des chaudières génère des fumées et escarbilles. Actuellement, les solutions préconisées (effectives pour la plupart des unités industrielles) relèvent de l'installation de filtres, pour éviter le rejet des cendres et imbrûlés dans l'environnement. Très riches en potasse et oligo-éléments, ces cendres peuvent être épandues dans

les champs de canne pour les fertiliser. Le problème induit par le brûlage de la bagasse excédentaire ne peut être résolu de la même façon. Certes, le CTCS (1992d) note que : « *La combustion de la bagasse en chaudière ou à l'air entraîne l'émission de fumées et de CO₂ qui, dans la situation de la Martinique, n'ont qu'un effet limité sur l'environnement* ». Si l'incidence de ces combustions est négligeable autour du Galion et de certaines distilleries agricoles, la situation géographique de la distillerie Dillon, ainsi que celle de La Favorite, rend ces questions bien plus cruciales. Situées en pleine agglomération, ces unités doivent davantage composer avec leurs riverains, afin de parvenir à une émission « zéro » (un point abordé au chapitre VII, quant à l'impact social des pratiques industrielles).

Le compostage, abordé plus avant, peut offrir une alternative doublement intéressante pour valoriser cet excédent de bagasse et éviter les nuisances liées au brûlage. Une autre perspective se dessine, à travers le remplacement de la bagasse par de la lignine. Le Professeur mauricien George Chan (PROSI, 1996 ; pp. 1-2) a fait part des travaux de recherche entrepris de par le monde sur les technologies liées à la *Steam Explosion*. Il s'agit d'un procédé de séparation des composants d'une substance, autre que le traditionnel procédé chimique³⁷. Ce dernier présente l'inconvénient d'être générateur de pollution, due à la présence de résidus chimiques. Grâce à ce nouveau procédé, à partir de la bagasse, il est possible d'obtenir de la lignine : un combustible non-polluant, d'une valeur calorifique quatre à cinq fois plus élevée que celle de la bagasse. Utilisée dans les chaudières à la place de la bagasse, la lignine permet de limiter l'émission d'escarbilles. De plus, le fonctionnement des industries cannières requiert actuellement un volume important de bagasse, d'où le recours à des chaudières de grande dimension. L'utilisation de lignine peut être synonyme de significatives réductions de coûts, faisant une fois de plus converger économie et écologie. Ce procédé est en phase d'application commerciale en Lettonie, avec du bois de bouleau. Des pays canniers tels le Brésil et Maurice s'y intéressent. Ne pouvant initier de projets d'envergure sur la *steam explosion*, pour des questions d'économie d'échelle, la Martinique se doit de suivre l'avancement des recherches dans ces pays, en vue d'éventuels transferts de technologie.

b) Vers la suppression du sous-acétate de plomb

Le sous-acétate de plomb est un produit très utilisé à travers le monde pour la défécation des jus de canne et de betterave, opération permettant de réaliser classiquement la mesure du taux de saccharose au polarimètre. Cette mesure saccharimétrique est incontournable pour définir la richesse des cannes, tant pour leur paiement en usine, que pour la sélection variétale. Elle intervient aussi dans le suivi de fabrication et la recherche rhumière. Or, le sous-acétate de plomb est très toxique, pour l'homme et l'environnement, et génère des rejets polluants. Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, le CTCS réfléchit aux voies de traitement des rejets et aux alternatives à l'utilisation de ce déféquant, en accord avec l'usine du Galion. C'est à cette unité et au laboratoire du CTCS que reste circonscrite la pollution générée par le sous-acétate de plomb à la

³⁷ Pour séparer les composants de la biomasse, celle-ci est placée dans un conteneur, pouvant subir une pression élevée. De l'eau ou de l'alcool y est ajouté pour l'obtention de produits plus purs. Le liquide est chauffé et la pression à l'intérieur du conteneur augmentée jusqu'à 10, 15, voire 25 atmosphères, avant d'être réduite instantanément. Il en résulte une explosion de la vapeur, conduisant à une séparation des composants, isolés ensuite à l'aide de différents filtres.

Martinique. Cette pollution est en fait négligeable (0,015%³⁸), comparativement à celle causée par les batteries usagées « lâchées dans la nature ». Les déchets issus de la défécation du jus (filtres et filtrat) sont néanmoins stockés depuis la campagne 1996, mais le coût de leur traitement s'avère prohibitif (11 280 €/an, soit 74 000 F, selon les estimations de 1998).

L'étude réalisée par Isabelle JEAN-BAPTISTE et Olivier GROLLEAU (2000) confirme que, sur les alternatives étudiées, la plus prometteuse est la mesure polarimétrique directe. Celle-ci permet de s'affranchir de tout déféquant. Un partenariat s'est mis en place depuis 1998 avec la société Hycel Diagnostic, qui commercialise une chaîne de filtration couplée à un polarimètre laser. Depuis les premiers tests réalisés en 1998, plusieurs modifications du matériel ont été requises, avant de parvenir à sa fiabilité. Le CTCS et l'usine sont aujourd'hui dotés d'une chaîne et d'un polarimètre laser. JEAN-BAPTISTE et GROLLEAU (2000) concluent que : « *l'utilisation en routine de ce nouveau procédé au laboratoire PCRS de l'usine du Galion nous semble tout à fait possible dès la campagne 2002* ». Ce faisant, la filière canne martiniquaise s'inscrit à l'avant-garde des démarches environnementalistes, devançant par-là les autres filières canne des DOM.

2.2. Des intérêts environnementaux à valoriser

Alors que l'impact négatif sur l'environnement de l'industrie de la canne cherche à être mieux maîtrisé, ce secteur génère des produits qui présentent un double intérêt, en matière d'énergie et d'amendement des champs, tandis que la canne peut être source de multiples sous-produits.

2.2.1. Valorisation de la biomasse : énergie renouvelable et recyclage

La transformation de la canne fait avant tout l'objet d'une intéressante valorisation de la biomasse. Au cours du process, la bagasse, résidu fibreux issu de l'extraction du jus, est utilisée à 60% en moyenne, voire à 90%³⁹, comme source d'énergie renouvelable : elle sert de combustible pour assurer un fonctionnement en quasi autosuffisance énergétique des unités de transformation. Ces dernières ne requièrent aucun combustible fossile : il s'agit là d'un avantage écologique majeur.

Selon les régions productrices, l'industrie sucrière peut exporter un surplus d'énergie électrique, produite à partir de la bagasse, vers le réseau national. Tel est le cas à la Réunion et à la Guadeloupe, où les usines sont couplées à des centrales bagasse-charbon (ODEADOM, 2001). Le surplus de bagasse génère environ 40% de la consommation électrique annuelle à la Réunion (Chambre d'agriculture de la Réunion, 2002) ; 15% à l'île Maurice (TYACK, 1998). A la Martinique, le faible dimensionnement de l'appareil industriel diminue les perspectives de rentabilité d'une telle opération. Toutefois, si elle devait être explorée, cette valorisation de l'excédent de bagasse ne pourrait se concevoir qu'à l'usine du Galion (40% du tonnage de canne broyé par la filière) ; la dispersion et le dimensionnement des distilleries rendant plus aléatoire un tel projet.

³⁸ Selon enquête CTCS (1998) auprès de la Direction régionale des douanes de la Martinique.

³⁹ Selon enquête auprès des unités industrielles.

Une autre valorisation énergétique de la biomasse issue de l'industrie cannière est possible : la méthanisation de la vinasse. Il s'agit d'un processus biologique par lequel les microorganismes épurateurs se développent en l'absence d'air et produisent un gaz combustible, le biogaz. Tel est le cas à l'usine de Bonne Mère (Guadeloupe), où le biogaz produit permet d'économiser une centaine de tonnes de fuel par an, comme le relate Marc FRAGER (1991), délégué régional de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie en Guadeloupe (AFME). Ce dernier précise les retombées environnementales de ce procédé : une réduction considérable de la pollution, de 90% pour la DBO et de 65% pour la DCO (Demande chimique en oxygène). La méthanisation a pris du temps à être adoptée à la Martinique, compte tenu des importants investissements requis (pilote estimé en 1994 à 152 000 €, soit 1 000 000 F) et des réserves émises (déplacement de la pollution des terres vers les airs, par rejet du méthane dans l'atmosphère ; système complexe, dont l'utilité est minimisée par la valorisation énergétique préexistante de la bagasse). Pour l'heure, seule la distillerie Depaz s'est dotée d'un méthaniseur (en 2001), comme souligné dans la présentation de cette entreprise (cf. chap. III). Concernant l'industrie rhumière, les levures contenues dans les boues récupérées après filtration des fonds de cuve peuvent être réutilisables en fermentation. Il s'agit là encore d'une voie de recyclage illustrant la multifonctionnalité des industries de la canne.

Dans ce même esprit – bien que cet aspect concerne davantage la production proprement dite – les « amarres » (ou « bouts blancs ») sont traditionnellement utilisées dans tous les pays canniers⁴⁰. A la Martinique, ces extrémités feuillues des cannes ont été par le passé la principale source de fourrage pendant le carême, tant pour les bovins, que pour les mulets anciennement utilisés sur les exploitations. De nos jours encore, les propriétaires de bovins récupèrent systématiquement les amarres sur les chantiers de récolte, un fourrage providentiel en période sèche. Il a déjà été souligné, par divers auteurs s'intéressant aux sous-produits de la canne, qu'une exploitation plus rationnelle de ce fourrage pourrait être envisagée à la Martinique (par ensilage ou déshydratation). La gestion individuelle et traditionnelle qui prévaut jusqu'ici pour son exploitation ne rend difficilement applicable de telles perspectives. Néanmoins, un projet au moins est en cours à ce jour, quant à l'achat d'une petite encilleuse pour valoriser à des fins fourragères les amarres de canne. Un tel système est déjà effectif ailleurs, notamment à la Réunion.

2.2.2. Le recyclage des déchets pour l'amendement : une voie à renforcer

Parallèlement à la valorisation énergétique de la biomasse ou au recyclage des levures, les déchets et sous-produits de la canne constituent un autre avantage de la filière sur le plan environnemental. Les écumes de défécation ou tourteaux de sucrerie représentent une source organique intéressante à épandre dans les champs. Ces résidus de l'épuration du jus de canne, après traitement de ce dernier à la chaux, sont riches en calcium⁴¹, ce qui leur confère un double intérêt, organique et minéral. Dans la pratique, c'est surtout l'Exploitation agricole du Galion qui valorise les écumes de l'usine, avec un épandage ciblé préférentiellement sur les zones remodelées. Selon un accord

⁴⁰ Certains pays (Réunion, Maurice, Cuba, Barbade, etc.) consacrent même une partie de leur production de canne aux animaux sous forme de tiges broyées, en vert, ensilées ou déshydratées.

⁴¹ Si, à la Martinique, elles sont parfois destinées à fertiliser les sols cultivables, dans d'autres pays comme Cuba, elles peuvent être élevées au rang de matière première pour la fabrication de cire brute.

tacite entre les deux entreprises, la SAEM a construit un silo pour le stockage des écumes, facilitant leur récupération par l'EAG, qui l'aide en retour à se « débarrasser de ses déchets ».

Le lagunage naturel des vinasses – dont les inconvénients sont notables, comme nous l'avons vu – peut être amélioré par différents procédés⁴². Certains vont de pair avec une valorisation possible sous forme d'amendement. Ce procédé est employé à grande échelle dans de nombreux pays, notamment au Brésil : « [...] c'est la méthode qui permet, tout en fournissant aux plantes eau et matières minérales, d'éliminer totalement la pollution organique, et il est recommandé de l'utiliser chaque fois que les conditions topographiques, de texture et de structure des sols sont favorables » (CTCS, 1992d). Divers essais réalisés dans les DFA, entre les années soixante-dix et quatre-vingt-dix, se sont avérés concluants. Certaines distilleries épandent régulièrement tout ou partie de leurs vinasses. Cependant, l'étude menée à la Martinique en 1994 (CTCS, La Mauny) conclut que les perspectives d'épandage direct de vinasse y sont limitées : « les surfaces disponibles sont faibles, les cultures locales peu exigeantes et les sols peu propices à recevoir des effluents liquides ». Pour une valorisation plus efficace des vinasses par épandage au champ, deux alternatives coexistent : la concentration et le compostage.

La concentration des vinasses, pour récupérer les matières fertilisantes qui y sont contenues, est fréquente dans les distilleries de mélasses de betterave en France, via diverses méthodes. L'évaporation consiste à faire s'écouler la vinasse sur des panneaux alvéolés afin d'accroître la surface d'échange avec l'atmosphère. Ce procédé peut être intéressant pour des unités ne possédant pas de bassin de stockage et disposant de surfaces adéquates pour épandre la vinasse concentrée. Mais, l'investissement initial estimé à 760 000 € (5 000 000 F) pour le traitement annuel de 30 000 m³ de vinasse s'avère dissuasif (CTCS, La Mauny, 1994). Par ailleurs, l'efficacité de ce procédé peut être compromise par le fort taux d'humidité de l'air à la Martinique. De fait, il n'y a pas été retenu jusqu'ici.

Concernant le compostage de la bagasse, en utilisant les vinasses, de multiples expérimentations se sont succédées, associant le CTCS, l'ORSTOM, l'INRA-AG, l'IRAT⁴³. Dans la pratique, cette voie a été explorée en mélangeant un quart de vinasse et de boues de station d'épuration à trois quarts de bagasse. Initié à Sainte-Marie par un producteur de banane, ce projet a donné naissance à une société privée, Anténor (BLONDON, AUBRY, 1994), afin de répondre aux problèmes soulevés par la profession bananière : chute du taux de matière organique, développement des parasites, etc. (LEVY, 1993). Avec une fabrication étalée sur dix semaines, le compost s'est révélé très efficace sur le plan agronomique : amélioration de la stabilité structurale du sol et de sa rétention en eau, amélioration de la fertilité biologique et assainissement en nématodes, meilleure croissance racinaire des bananiers. Un tel projet visait à réduire l'importation de compost de France, à prix élevé. Mais le montage financier n'a pas permis de le pérenniser, du fait de coût de transport élevé des matières premières, issues des stations d'épuration du Lamentin et de Fort-de-France (pour les boues) et de la distillerie Dillon, à Fort-de-France (pour la bagasse).

⁴² cf. l'étude menée par le CTCS et La Mauny pour une présentation complète des voies de traitement des vinasses.

⁴³ Institut de recherche agronomique tropicale, devenu depuis département du CIRAD.

La récupération des fonds de cuve, plus polluants que la vinasse, réduit la charge polluante de 25% (CTCS, La Mauny, 1994). Riches en matière organique et dépourvues de substances toxiques, les boues qui en résultent peuvent être valorisées au champ : par mélange avec de la vinasse et de la bagasse, elles peuvent participer à l'élaboration de compost. De même qu'elle valorise les écumes de l'usine du Galion, l'EAG effectue parfois des épandages directs de bagasse dans certaines zones remodelées. Toutefois, la réelle valorisation de la bagasse pour la fertilisation passe par le compostage, permettant à la fois le recyclage de la vinasse. Cette voie n'a pas été complètement explorée à la Martinique. L'étude de marché commandée par l'ADEME (Agro développement SA, 1995), dans le cadre d'un projet de compostage de la fraction fermentescible des ordures ménagères, laissait entrevoir l'écoulement possible de 25 000 tonnes de compost par an ; les besoins les plus importants étant recensés en banane et maraîchage. En intégrant le principe du « pollueur-payeur », le projet de compost de bagasse et de vinasse mérite d'être revisité⁴⁴.

2.3. Un souci de mieux en mieux pris en compte par les industriels

La filière canne martiniquaise voit ses émissions de gaz, d'effluents liquides et de déchets solides de mieux en mieux contrôlées, grâce à un engagement des transformateurs pour la mise aux normes industrielles. Cette évolution passe par des installations coûteuses (bénéficiant d'aides publiques), devenues incontournables face à une législation de plus en plus stricte et une pression sociale croissante. A défaut, la durabilité de certaines unités de transformation peut être menacée, ce qu'illustre le cas de l'usine Bonne-Mère (Guadeloupe)⁴⁵. La diminution des dégradations causées à l'environnement est exigée, en mettant en avant le principe du « pollueur-payeur ». Cette approche s'inscrit une fois de plus dans une dimension plus globale : celle de la durabilité du développement du territoire. La gestion des déchets fait l'objet d'une attention croissante de la part de la DIREN et d'un contrôle de plus en plus strict de la DRIRE. Marie-Hélène PAULIN (2000) justifie cette préoccupation en rappelant que « *l'exiguïté du territoire confère aux problèmes environnementaux une acuité particulière* ». Les professionnels de la filière canne à la Martinique sont de plus en plus sensibles à ces questions et mobilisent leurs efforts pour mettre aux normes les équipements : « [...] maîtriser le traitement des effluents, éliminer les poussières et les nuisances sonores dans les usines, parachever la mise en conformité des cuves et adopter les normes électriques en vigueur » ; tels sont les objectifs à atteindre (BINI, MANIOC, 2001 ; p. 22).

En conclusion, les conditions environnementales relatives aux industries de transformation ne semblent pas limitantes pour la durabilité de la canne. Certes, la législation se durcit. Elle pousse à approfondir la réflexion engagée depuis plusieurs années à ce propos, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la filière. Plus que source de contraintes, la dimension environnementale peut être un avantage pour ces industries. Les déchets et sous-produits apparaissant au fil des étapes de la

⁴⁴ Concernant la valorisation agricole des boues de station d'épuration, le groupe de travail qui se penche sur la question en 2002 avec la Chambre d'agriculture précise que les problèmes liés à la présence de métaux lourds ou de micro-polluants dans les produits développés devront être examinés avec beaucoup d'attention.

⁴⁵ Le démarrage de la campagne 2001 a été retardé à l'usine Bonne Mère. Sa réouverture a été accordée après plus de 2 mois, moyennant le respect de certaines conditions (deux méthaniseurs, traitement des fonds de cuves, station d'épuration). Témoinant du durcissement de la réglementation en matière de protection de l'environnement, le préfet de région précise que « *Ces mesures cumulées permettront la mise en activité d'une usine parmi les plus propres du monde !* » (ANTILLESNEWS, 2001).

fabrication du sucre et du rhum peuvent être valorisés de multiples façons : la bagasse est utilisée comme source d'énergie renouvelable ; la mélasse sert à la production de rhum de sucrerie ; les écumes de défécation de l'industrie sucrière sont épandues dans les champs comme fertilisant ; les vinasses de certaines distilleries font également l'objet d'un épandage ; d'où une double valorisation, pour la fertilisation et pour l'irrigation des champs, après traitement approprié. Ce principe de recyclage propre aux industries de la canne, tout à la fois pratique traditionnelle et à la pointe de l'écologie, peut prendre une dimension nouvelle à la Martinique, avec de nouveaux projets en cours pour l'épandage des vinasses. De telles évolutions vont dans le sens d'une préservation de l'environnement, car le rejet des effluents de distilleries en rivière ou en mer peut dégrader l'environnement. Ils peuvent en cela porter atteinte, non seulement aux écosystèmes, mais aussi à la qualité de vie du territoire, nuisant par-là aux habitants, mais également à l'activité touristique du territoire. L'évocation de cette dernière amène à prendre en compte un troisième aspect de la dimension environnementale de la filière canne : l'aspect paysager.

3. CANNE, PAYSAGE ET ENVIRONNEMENT

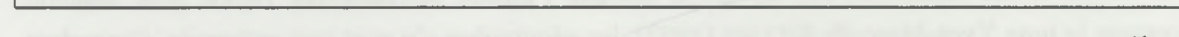
Vu l'approche territoriale privilégiée, la dimension environnementale de la production cannière ne peut être analysée sans se pencher sur les aspects paysagers. Cette posture relative au territoire nous conduit, comme le font Jean-Pierre DEFFONTAINES et Jean-Pierre PROD'HOMME (2001), à « envisager le paysage comme témoin d'une histoire locale commune, [...] comme creuset d'une identité partagée et ouverte ». Précisément, la Martinique, comme les autres îles volcaniques de la Caraïbe, se caractérise par une grande diversité de paysages : une richesse qui découle de la variété des reliefs, des sols, des conditions climatiques et, de fait, de végétation. L'agriculture et, surtout, la canne et son cortège d'industries, ont très largement contribué, depuis plus de trois siècles, à façonner le paysage de la Martinique. En dépit de sa régression, quel rôle peut encore jouer cette culture emblématique dans l'occupation et la structuration d'un espace fortement convoité par les spéculateurs fonciers ?

3.1. Un paysage naturel et industriel fortement marqué

La canne et ses industries ont fortement marqué l'espace martiniquais, raison pour laquelle, comme le note Yves-Marcelle RICHER (1992), les géographes s'y sont tant intéressés. Cependant, les mutations paysagères sont inéluctables, au fil de l'évolution socio-économique, surtout dans un territoire fortement peuplé et exigu comme l'est la Martinique. Celle-ci a connu un recul très important de la canne dans son paysage agraire à l'échelle historique. Les champs de canne ont été fortement supplantés par les bananiers dans de nombreuses régions, notamment sur la côte atlantique. Cependant, elle reste, en surface, la deuxième spéculation agricole de l'île, derrière la banane, qui occupe 35% de la SAU : avec près de 3 300 ha plantés, la canne y représente encore près du dixième de la SAU, elle-même évaluée à près de 33 700 ha en 2000 (AGRESTE, 2001). Depuis une vingtaine d'années, une certaine stabilisation de la sole cannière s'observe, comme cela a été souligné. Les bassins d'approvisionnement de la majorité des unités de transformation tendent à se répartir à leurs alentours. Les cultures du Centre (Lamentin, Ducos, Rivière-Salée) sont par contre destinées à plusieurs unités de transformation, relativement éloignées les unes des

Carte 8 : Surfaces en canne par commune en 2002 (*)

Table 3. Variations in seedling height (cm)



Système d'information géographique pour l'agriculture et la biométrie

Si la canne est présente de façon éparse en tant que culture industrielle, il s'agit toutefois d'une culture spatialement très « visible ». Cette forte présence tient à sa localisation privilégiée le long du réseau routier principal (cf. carte 1, p. 2), en réponse aux exigences de transport aux unités de transformation. De plus, le marquage du paysage par la canne tient surtout à sa concentration dans les plaines du Centre. Rappelons qu'elle perdure par ailleurs dans l'espace, à travers des îlots dispersés – ne serait-ce que sous forme de quelques touffes – dans quasiment tous les jardins créoles ou jardins familiaux sur l'île, comme évoqué dès l'introduction. Outre les agriculteurs qui incluent la canne à leurs productions vivrières pour la vente en canne de bouche ou la fabrication artisanale de jus, un autre type d'acteurs mérite d'être mentionné : il s'agit de tous les particuliers qui entretiennent quelques touffes de canne dans leur jardin ; soit quasiment toutes les familles qui possèdent un lopin de terre ou un jardin à la Martinique, tant en zone rurale ou qu'urbaine. Cette présence domestique est plus que symbolique : elle contribue à faire de la canne un élément constitutif fort du paysage martiniquais.

Par ailleurs, au cours de l'histoire, les usines et distilleries ont été implantées aussi bien en milieu rural qu'aux alentours des grandes villes, comme Saint-Pierre et Fort-de-France. Avec plus de 200 unités en activité au début du XX^e siècle, l'industrie sucrière et rhumière a tissé une véritable trame recouvrant la Martinique, indissociable des plantations de canne et constituant l'essentiel du paysage industriel de l'île. Si ce tissu industriel s'est fortement rétréci de nos jours, il n'en reste pas moins un marqueur fort du paysage insulaire. En plus de l'usine du Galion, qui trône sur la commune de Trinité, les distilleries agricoles s'affichent visiblement dans les zones rurales et même urbaines. Tel est le cas à Fort-de-France, où la distillerie Dillon est littéralement cernée par l'urbanisation. En plus de la dizaine de structures industrielles ayant franchi le XXI^e siècle, nombre d'anciennes distilleries ou habitations perdurent comme témoins (vestiges ?) du passé. Celles-ci sont de plus en plus mises en valeur, comme éléments du patrimoine industriel. De même sont exposés et valorisés divers objets participant à ce patrimoine, tels des roues dentées, des locomotives, etc., devant les habitations ou les distilleries, voire dans le paysage urbain (comme le rond-point près de la distillerie Dillon).

3.2. D'une image de monoculture « dévoreuse de sol » à celle de composante identitaire

Pendant longtemps toutefois, la canne a été considérée comme une « dévoreuse de sol », tel que commenté dans le film « La route du sucre » (APES, 1986). Il est vrai que son extension s'est traduite par d'importantes déforestations ; ceci dans toute la Caraïbe (ACE et FRI, 1991). Or, ces défrichements ne sont pas sans incidences sur l'environnement. Ils engendrent d'importants déséquilibres dans les chaînes alimentaires, en réduisant la biodiversité, initialement forte en milieu tropical⁴⁷. De plus, ils peuvent avoir des effets sensibles en terme d'érosion, comme précédemment souligné. Enfin, ils impliquent d'importantes mutations du paysage. A noter que parmi les pratiques

⁴⁷ En plus de la chasse, dont furent victimes de nombreuses espèces animales, Edouard Bénito ESPINAL (1991) attribue aux défrichements engendrés par le développement des grandes cultures monospécifiques comme la canne, puis la banane, la disparition de trois espèces d'Aras endémiques en Guadeloupe.

agricoles relatives à la culture de la canne, le remodelage - du fait de l'arasage de modulations du relief - est susceptible d'induire de profondes modifications du milieu. Celles-ci peuvent ne pas être perçues positivement, quant au respect de l'architecture paysagère naturelle. A fortiori, les monocultures intensives sont considérées comme responsables d'une certaine monotonie des paysages, diminuant leur diversité. Elles s'opposent en ce sens aux jardins créoles, qui reposent sur des pratiques traditionnelles, en cours de revalorisation. Puis surtout, au début de l'industrie sucrière, ce n'est pas seulement l'environnement naturel qui s'est vu bouleversé par la mise en canne des terres, mais toute la construction territoriale. Se référant aux conséquences de la migration vers l'Ouest faite par la canne vers 1480, Louis Fährasmane et Berthe Ganou-Parfait (1997) soulignent que : « la production sucrière va devenir une monoculture destructrice du paysage naturel et de la population indigène, car la plantation sucrière a besoin d'eau, de bois et surtout d'hommes... ».

Alors que la sole cannière s'est rétrécie comme une peau de chagrin au fil des décennies et qu'elle n'occupe plus que le dixième de la SAU à la Martinique, la canne n'apparaît plus comme un facteur de monotonie. Ce n'est plus tant cette plante, qui a perturbé puis modelé les paysages de l'île depuis qu'elle y a été introduite, qui les menace aujourd'hui. Le danger vient plutôt du détournement des terres agricoles à des fins immobilières. Au contraire, la canne se présente désormais comme un élément fort de la représentation que l'on peut se faire de la géographie de la Martinique, un élément de la diversité des paysages insulaires. Sans ses champs de canne, ce territoire ne risque-t-il pas de perdre un peu de son identité ? La canne ne participe-t-elle pas à la défense de cette identité territoriale, en occupant et préservant en partie l'espace rural ? La préservation de l'environnement et des ressources naturelles, et donc le fait de privilégier des pratiques agricoles y contribuant, pourraient aussi être motivés par le besoin de vivre dans un cadre agréable et de le partager avec les visiteurs, à travers un paysage attractif. Tout problème environnemental met certes en péril, à moyen ou long terme, les intérêts économiques des agriculteurs et la reproductibilité du milieu et donc de l'espèce humaine. Mais ce type de problèmes ne se résume pas à des inquiétudes d'ordre agro-écologique. Ils touchent aussi les « consommateurs », c'est à dire les usagers de ces milieux naturels.

3.3. Le paysage, plus qu'un décor ou un cadre de vie : un patrimoine

Le poète italien Lionello FIUMI, dans son célèbre ouvrage « Images des Antilles », parlait ainsi des paysages cannières : « Dans les plantations, la primauté est à la canne. Ce sont, vues des coteaux, ces étendues à perte de vue, pour lesquelles on ne peut trouver similitude plus exacte que l'image facile d'une mer verte où la brise peigne rythmiquement l'écume argentée des panaches » (FIUMI, 1936 ; p. 36). Le paysage vu comme « une étendue d'espace qui s'offre à la vue » paraît une notion simple, mais s'avère complexe à manipuler, note Yves MICHELIN (2001 ; p. 119). Son appréciation amène certaines catégories sociales à formuler des demandes de protection ou d'amélioration. Le terme « paysage » est souvent associé à une vision de citoyen, préoccupé d'esthétique. Mais il s'agit là d'une vision restrictive, qui oppose plus qu'elle ne rassemble. Tout changement est souvent ressenti comme une agression, pourtant « le paysage n'est pas un papier peint ». Les mutations paysagères sont inéluctables, sans être pour autant des catastrophes. Il est toutefois possible d'orienter ces dynamiques dans la direction souhaitée. S'agit-il de conserver le

paysage d'aujourd'hui, de restaurer celui d'hier, d'inventer un paysage inédit pour demain ? Pour être agréable à qui ? « *A des visiteurs qui revendiquent le droit de contempler de "beaux paysages" ? Aux habitants qui s'interrogent sur leur cadre de vie ?* » (MICHELIN, 2001 ; pp. 128-129).

Photo 20 : Paysage de canne dans le Nord Caraïbe



Cliché CTCS, 2002.

☞ *Comment évaluer la valeur du paysage ?*

Avant toute action, encore faut-il pouvoir appréhender la valeur de l'existant. Les éléments d'environnement issus de la nature, mais plus ou moins modifiés par l'être humain, les aménités, deviennent des biens d'autant plus précieux, au fur et à mesure de leur raréfaction ou de leur dégradation (qualité de l'eau, de l'air, biodiversité, qualité du paysage, etc.). Evaluer la variabilité d'utilité, de bien-être pour les citoyens, face à une évolution de l'environnement s'avère très complexe. Luc THIEBAUT (1991) l'a mis en évidence en passant en revue différentes méthodes d'évaluation monétaire des biens d'environnement, mais aussi leurs limites. Une évaluation complète impliquerait de prendre en compte tous les intérêts en jeu, selon le point de vue privilégié et les groupes sociaux. Une même pratique peut être perçue comme nuisible au paysage, du point de vue social, tout en présentant des atouts écologiques ou économiques : il en va ainsi, en maraîchage, de la culture sous plastiques, qui se traduit par une limitation de l'apport d'intrants et donc de la pollution ; en canne, tel est le cas du remodelage, qui permet de développer la mécanisation de la culture et de la récolte, favorisant la rentabilité économique de la production ; d'où la difficulté à fixer une valeur environnementale absolue à un ensemble évalué.

Parmi les méthodes d'évaluation recensées par THIEBAUT (1991), deux d'entre-elles paraissent pertinentes dans le cas martiniquais. La méthode des prix hédoniques est basée sur le différentiel de prix entre deux logements, « *toute chose égale par ailleurs* », traduisant le prix que l'utilisateur accorde au paysage. Son intérêt est de porter sur un vrai marché, celui de l'immobilier. A titre d'exemple, le m² de terrain constructible peut varier à la Martinique de 60 € (400 F) en bas-fond de campagne, à plus de 150 € (environ 1 000 F) en bordure de mer à Sainte-Anne, dans le Sud.

Une autre méthode est celle de la valorisation marchande des aménités, notamment par l'activité touristique. Connaissant le chiffre d'affaires touristique, une enquête sur les motivations des touristes peut permettre d'approcher la part de la dépense touristique due aux paysages naturels et plus généralement à l'environnement. Le service des études du Ministère de la Culture attribue le dixième du chiffre d'affaires du tourisme français à l'intérêt pour le patrimoine historique. Ne serait-il pas intéressant de mener une enquête équivalente à la Martinique ?

☛ *Une valeur patrimoniale multiple, non quantifiable*

Cependant, toute tentative d'évaluation monétaire des aménités territoriales pour les usagers relève d'une démarche réductrice. La critique d'ordre politique objecte que ces méthodes tendent à justifier le système économique en place, en cherchant à élargir la scène du marché ; tandis que Claude HENRY, économiste de l'environnement, montre que la plupart des calculs économiques sur les biens environnementaux ne sont établis que pour légitimer leur destruction (cas d'un aménageur faisant l'acquisition d'un site). Que ce soit sur le plan de l'éthique ou de l'économie, la critique de ces méthodes tient au fait qu'elles découplent l'environnement et les conditions de subsistance de l'humanité, les facteurs de bien-être de la collectivité humaine, voire la « substance » de son identité : « *Un paysage, ce n'est pas seulement un décor pour attirer les touristes, c'est d'abord un patrimoine pour les habitants* ».

C'est ce qu'illustrent, pour la production cannière, les propos d'Alain GRILLON-SCHNEIDER (1987) : « [...] *la canne et ses produits, pour l'essentiel le sucre et le rhum, font toujours partie du paysage antillais, même si certains décors campagnards ont été transformés par d'autres cultures. La vue d'un champ de canne en "flèches", l'odeur du vesou que l'on distille, le goût d'un jus fraîchement pressé et mélangé à quelques gouttes de citron vert ont-ils d'autres impressions équivalentes ? [...]* ». Cette dimension patrimoniale est confortée, de façon plus prosaïque, par le rôle de la canne dans l'occupation de l'espace. Cette culture a l'avantage de donner une vocation agricole à certaines zones défavorisées du point de vue des potentialités agronomiques ou zones dites à faibles potentialités (zones sèches ou accidentées). Il en va ainsi pour certaines zones du Sud où, hormis l'élevage, il est difficile de concevoir d'autres alternatives agricoles (ceci pour des contraintes de sol ou de disponibilité en eau, suite au manque d'irrigation). La canne offre également une alternative aux friches encore importantes dans le sud de l'île. Elle contribue à façonner les paysages en agissant sur leur structure, en favorisant la diversité des productions et des systèmes de culture. Puis, grâce à l'AOC Rhum agricole Martinique, n'y a-t-il pas une opportunité de valorisation supplémentaire du patrimoine paysager de l'île ?

Cette fonction de la canne, quant à l'occupation du sol et la structuration des paysages, n'est-elle pas d'autant plus précieuse que ces derniers sont actuellement menacés à la Martinique ? Le maire de Sainte-Anne, Garcin Malsa, ancien Président de l'ASSAUPAMAR (Association de sauvegarde du patrimoine martiniquais), connu pour son militantisme écologique autant que pour sa fibre nationaliste, s'en inquiète : « *On s'empare de notre foncier [...] pour des opérations immobilières spéculatives qui défigurent le paysage, et ne profitent pas à la population* » (propos recueillis par Yves HARDY, 1989 ; p. 128). Sans aller plus loin sur le problème de la spéculation foncière, la

question peut dès lors être posée : la canne peut-elle contribuer à préserver les paysages, en freinant la dilapidation du foncier au profit de la spéculation immobilière ? Le chapitre VIII, consacré à la dimension foncière de la production cannière, permettra d'approfondir ces questions.

En conclusion, la valorisation de la contribution paysagère de la canne est amenée à prendre de l'ampleur : l'élévation du standard de vie et l'importance croissante du tourisme, désormais l'une des principales ressources économiques de la région, font de la question paysagère une préoccupation forte ; ceci d'autant plus que la densité de population et l'urbanisation sont autant de menaces pour les paysages ruraux et que le patrimoine se fait plus précieux. Le paysage reflète la façon dont une société s'organise et gère son territoire. « *C'est à partir d'un projet de société, dans ces dimensions économiques, sociales, humaines et environnementales, que la question paysagère prend sons sens* » (MICHELIN, 2001 ; p. 129). A défaut, les paysages futurs risquent d'être produits par des intérêts privés contradictoires (défigurés par la multiplication des « lotissements-champignons » ?).

4. UNE DIMENSION AMENEE A PRENDRE DE PLUS EN PLUS D'IMPORTANCE

En conclusion de ce chapitre consacré à la dimension environnementale de la production cannière, deux points principaux sont à retenir : le poids de cette dimension, évolutive dans le temps, et les limites méthodologiques permettant de l'apprécier.

La dimension environnementale de la canne dans une perspective d'agriculture durable

La prise en compte des questions environnementales ne remet pas directement en cause l'existence des unités de transformation, pas plus que celle des unités de production. A court terme, la pérennité du secteur agro-industriel cannier et, donc, celle de la production cannière, ne sont pas menacées par ces questions. Si elles ne sont pas déterminantes aujourd'hui, elles sont amenées à prendre de plus en plus d'importance. Comme évoqué en brossant la problématique, dans cette période de mutation que représente le changement de siècle, les préoccupations qualifiées « d'environnementales » prennent un rôle majeur dans l'*aggiornamento* de la politique agricole européenne ; ce que rappellent Raphaël LARRERE et Dominique VERMERSCH (2000). Les débats relatifs à l'environnement nourrissent des revendications contestant l'injustice distributive du soutien public à l'agriculture, à travers les prix garantis. Ils conduisent aussi à la remise en cause du productivisme. Le respect de l'environnement vient légitimer de nouvelles modalités de soutien des revenus agricoles : c'est la base d'un nouveau contrat entre l'agriculteur-gestionnaire de l'environnement et les pouvoirs publics. Les formes de soutien public évoluent, tandis que la réglementation et les contrôles se font de jour en jour plus stricts.

Le système pluriannuel de primes aux agriculteurs qui s'engagent à cultiver selon des techniques préservatrices de l'environnement (dans le cadre des mesures agri-environnementales) aurait, selon les organismes impliqués, un effet positif. A l'échelon national, les propositions relatives à la lutte anti-érosive associent des techniques faciles à mettre en œuvre : plantations en ligne, paillage au sol, cultures arbustives pérennes, associations de culture assurant une couverture permanente du sol. Concernant la canne, la seule mesure mise en œuvre a trait pour l'heure à la coupe en vert. Celle-ci n'a pas permis de réduire la proportion de cannes brûlées. Elle est plutôt vécue comme un

encouragement aux planteurs pratiquant déjà la coupe en vert. De façon générale, la filière semble avoir à se défendre contre les attaques des écologistes. La canne a jusqu'ici surtout été perçue comme une spéculation dont la conduite doit être améliorée. Ne s'agit-il pas là d'une approche restrictive au regard des multiples avantages environnementaux de cette culture ? Ne pourrait-elle pas être intégrée comme partie prenante des dispositifs de protection, en incitant les producteurs de banane, maraîchage, ananas, etc., à l'inclure dans des rotations ? A une époque où le souci de préserver l'environnement se fait si vif, cette culture ubiquiste qu'est la canne présente de multiples intérêts pour une exploitation durable du milieu. Des différences se dessinent entre unités de production cannière : de la petite exploitation, avec des pratiques culturales à dominante manuelle, voire traditionnelle, à la grande exploitation intensive, de plus en plus mécanisée. Les unités de production les plus en phase avec la préservation des ressources naturelles pourront en tirer profit pour un meilleur soutien à leur activité ; tandis que les unités industrielles qui pourront perdurer sont celles qui sauront s'adapter à l'évolution des normes, avec les investissements requis.

L'incitation à l'emploi de techniques alternatives déborde le cadre de la seule culture cannière. KHAMSOUK (2001) suggère que « *après récolte et destruction des plants de canne [...], les résidus pourraient être mis en bandes dans les inter-rangs au moment où les bananiers sont plantés manuellement. La jeune bananeraie fraîchement plantée⁴⁸ disposerait alors d'une couverture au sol contre l'érosion* ». La rotation entre la banane (ou l'ananas) et la canne constitue un intéressant moyen de lutte anti-érosive, tout en favorisant l'assainissement des sols ; bien que des études complémentaires soient en cours sur ce point. Le recyclage des déchets ou rejets industriels par épandage aux champs pourrait également faire l'objet de mesures complémentaires dans les CTE. De telles perspectives permettraient d'encourager les pratiques susceptibles d'avoir des incidences positives sur la capacité productive du milieu, à moyen et long termes. Cette intégration de la dimension environnementale relève d'un double problème, sur laquelle de nombreux pays canniers se sont déjà penchés. Elle constitue désormais un argument majeur pour justifier du soutien de l'industrie cannière à l'échelle internationale, comme mis en avant à Maurice ; tandis que les problèmes d'érosion méritent d'être pris en compte faute de menacer le potentiel cannier. Les questions environnementales font l'objet de nombreux programmes au sein de multiples institutions à la Martinique⁴⁹. Elles ne doivent toutefois pas rester « l'affaire » des seuls experts, qu'il s'agisse de services spécialisés ou d'associations écologistes. Il en va de la responsabilité de chaque individu. C'est « l'affaire » de toute la société. René PHILOGENE (1991) retient que « *la société n'a que l'environnement qu'elle mérite* ». Tout projet environnemental est par conséquent un projet de société, qui doit être sous-tendu par une action éducative. Au-delà de la protection de l'environnement, n'y a-t-il pas dans cette évolution obligatoire vers des pratiques agricoles et industrielles « écologiques » une valorisation supplémentaire de l'image à rattacher aux produits finaux élaborés ? Les importants efforts d'investissement réalisés par les industriels ont conduit au classement de tous les sites de la filière rhum agricole. La filière canne peut tirer profit d'une prise en compte optimale de la dimension environnementale, par rapport à la société en général, mais

⁴⁸ Ce qui correspond, selon KHAMSOUK (2001), à une période critique de cette culture, durant laquelle le sol est très exposé aux pluies érosives, jusqu'au stade de la bananeraie établie (âgée d'au moins deux ans).

⁴⁹ cf. annexe 2.6 : Des acteurs multiples, des actions juxtaposées en faveur de l'environnement.

aussi par rapport aux consommateurs des produits finis. Une perception du potentiel écologique de cette filière n'est-elle pas susceptible de renforcer ou de justifier davantage la valeur marchande de ses produits ? De même, le fait que la production et la transformation de canne participent à l'identité paysagère du territoire (paysage naturel et architectural), leur confère un rôle économique indirect dans le développement touristique de l'île. Dans la perspective d'un projet global biologique pour la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane – perspective sur laquelle se sont penchés quatre écrivains antillo-guyanais (CHAMOISEAU et *al.*, 2000), la canne présente d'emblée des atouts incontestables.

☛ *Des difficultés méthodologiques pour évaluer l'incidence environnementale des pratiques agro-industrielles*

Par endroits, ce cinquième chapitre peut avoir l'air de prendre la forme d'un plaidoyer en faveur de la canne. Il souligne combien celle-ci s'avère intéressante sur le plan agro-écologique, sous réserve d'une gestion qui ne soit pas conçue uniquement en fonction de la seule rentabilité économique. Des réserves s'imposent néanmoins. L'évaluation des incidences environnementales des pratiques agro-industrielles mises en œuvre au sein de la filière canne martiniquaise se heurte à une double difficulté. D'une part, les études relatives à maints aspects environnementaux sont encore peu nombreuses sur le territoire. « *La mission d'enquête des Ministères de l'agriculture et de l'environnement a dressé le constat d'une situation très alarmante en 1998 : état des lieux de la pollution des milieux peu fiable et très lacunaire [...], absence de données sur la qualité des aliments produits localement, impact méconnu sur la santé des populations beaucoup plus exposées qu'en métropole, réglementation mal respectée, mauvaise connaissance des mécanismes de transfert des produits et de la pollution* » (GREPHY, 2001a, p. 1).

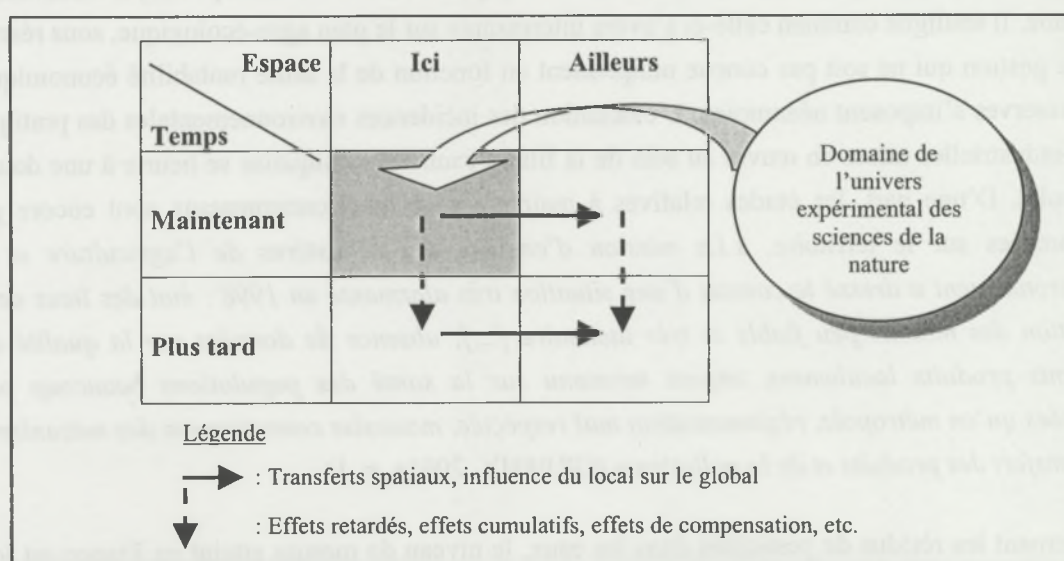
Concernant les résidus de pesticides dans les eaux, le niveau de mesure atteint en France est loin d'être approché à la Martinique, pour des questions structurelles. Le manque de données pour évaluer l'étendue actuelle de la pollution est flagrant. Il n'existe jusqu'ici pas de laboratoire local ou régional (Guadeloupe, Guyane) habilité à cette fin. La recherche en nombre de molécules est encore insuffisante : 67 avant 1997, 76 ensuite, dont 39 seulement potentiellement utilisées (GREPHY, 2001b). La solution visant à envoyer des échantillons en France pour analyse a tourné à l'impasse, vu les problèmes de dénaturations des échantillons lors du transport. La création, en juillet 2001, du Groupement régional d'études phytosanitaires⁵⁰, le GREPHY, devrait aider à combler cette lacune. Un projet de laboratoire est en cours. A défaut de pouvoir réaliser à court terme toutes les analyses, il devrait assurer la fixation des échantillons pour leur expédition en France. Ce groupement travaille également à l'élaboration d'un « *code de bonnes pratiques phytosanitaires* », ainsi qu'à la récupération des emballages et produits phytosanitaires non utilisés. Dans l'approche que nous avons privilégiée, le manque d'informations sur la situation martiniquaise est compensé en s'appuyant sur l'expérience d'autres contrées. A terme, l'accès à

⁵⁰ Groupement où sont représentés : l'administration, la recherche-développement, la profession agricole, les fabricants et distributeurs de produits phytosanitaires, les associations de protection de l'environnement et de défense des consommateurs, les distributeurs d'eau, les collectivités locales. « *Le GREPHY intervient dans les programmes de surveillance, les études et autres actions conduites en Martinique en vue de la mesure, du diagnostic et de la réduction de l'impact des produits phytosanitaires [...] sur l'eau et les milieux* » (arrêté préfectoral n°012074, juillet 2001, p. 1).

des données plus précises spécifiques à la Martinique devrait permettre de préciser les thèses avancées, quant au faible impact des intrants utilisés en canne sur l'environnement martiniquais.

Toutefois, la disponibilité de données ne suffit pas à satisfaire aux exigences d'une analyse complète de la dimension environnementale de la production cannière. La seconde difficulté méthodologique est inhérente à l'étude des effets des pratiques agro-industrielles en terme de durabilité. Au-delà des transformations induites au niveau des objets et agro-systèmes directement mis en cause (telles les incidences sur la croissance de la végétation étudiée ou la fertilité du sol), le concept de durabilité suppose d'évaluer les conséquences engendrées par ces pratiques, à plus ou moins long terme, sur n'importe quel objet ou système (cf. fig. 22).

Figure 22 : Grille d'analyse spatio-temporelle pour évaluer les effets des pratiques agricoles



D'après : J.M. LEGAY, 1993, cité par LANDAIS, 1998.

Or, il n'existe pas de dispositif expérimental permettant d'évaluer à long terme les conséquences induites par des pratiques culturelles sur le milieu où elles sont mises en œuvre, voire sur le reste du monde. « Il s'agit là d'un défi quasi insurmontable pour le paradigme expérimental classique, qui cantonne par principe le chercheur dans un univers clos et étroitement contrôlé, "tout étant égal par ailleurs", alors que l'émergence de la notion de développement durable répond précisément à la révélation du fait qu'il n'est plus possible de considérer que l'état et le devenir du monde sont indépendants de nos pratiques quotidiennes » (LANDAIS, 1998 ; p. 11). De sorte que les constats qui se dégagent de ce chapitre sont à relativiser. L'approche faite des questions environnementales mériterait d'être approfondie, au fil de l'avancée des recherches (fertilité des sols, transferts de produits polluants, recherche de profil « écologique » pour les herbicides, etc.). Dès lors, l'approche en terme de pluridisciplinarité et la démarche systémique adoptée, permettent de situer la dimension agro-écologique de la production cannière par rapport à ses autres dimensions. Pour approfondir la réflexion sur une gestion la plus « écologique » possible de la production, il est essentiel de ne pas occulter sa dimension économique, en réponse à la logique première des acteurs concernés ; une dimension que nous nous proposons maintenant d'examiner.

CHAPITRE VI – DIMENSION ECONOMIQUE : VIABILITE DES UNITES DE PRODUCTION ET CONTRIBUTION A L'ECONOMIE TERRITORIALE ¹

Après la dimension environnementale, la seconde dimension retenue pour appréhender les conditions de durabilité de la production cannière à la Martinique est sa dimension économique. Son analyse renvoie tant à la viabilité (au sens large) des unités de production, qu'à celle des unités de transformation.

Ces deux notions sont étroitement liées, du fait de l'insertion de ces unités dans une filière : la viabilité de l'usine du Galion et des distilleries agricoles conditionne la pérennité des débouchés offerts à la production de canne et, de fait, son maintien. Pour les unes et les autres, cette viabilité implique, en termes économiques : « *la sécurisation des sources de revenus [...] face aux aléas du marché et aux incertitudes qui pèsent sur les aides directes*, comme le disent Vincent BRIQUEL et al. (2001 ; p. 30) quant à la durabilité des systèmes de production agricole. L'éclatement des quatre composantes économiques initialement retenues (cf. p. 50), en indicateurs de durabilité et items élémentaires, est synthétisé dans la grille ci-après (cf. tableau 34).

Afin de satisfaire à l'étude de ces critères, en intégrant la contribution de la canne à l'économie territoriale, ce sixième chapitre est découpé en quatre sections. Les trois premières déclinent l'analyse économique tour à tour pour les secteurs cannier, sucrier et rhumier. Ce faisant, en se référant au schéma structurant de départ², différentes échelles géographiques s'imposent : d'une part, l'échelon martiniquais, afin d'appréhender les perspectives de ces secteurs au sein du territoire, ainsi que leur contribution à la dynamique de ce dernier ; d'autre part, ils sont repositionnés dans le contexte économique mondial, passant par une comparaison inter-DOM, afin d'élargir la portée de l'analyse. La dernière section amorce le débat d'une possible convergence entre intérêts individuels et collectifs, quant aux conditions économiques de durabilité de la production cannière martiniquaise.

¹ Vu la difficulté à inclure la double écriture (€ et F) dans cette étude de la dimension économique de la production cannière, dense en tableaux, et vu que la lecture en francs nous semble plus significative à ce jour pour le lecteur, la conversion en euros n'a pas été systématisée pour ce sixième chapitre.

² cf. fig. 4, chap. I, p. 54.

**Tableau 35 : Grille d'analyse
des critères économiques (B)**

Composantes	Indicateurs de durabilité	Items élémentaires	Unités de production	Unités de transformation	Territoire Martinique ou territoires de consommation
Rentabilité et viabilité des unités de production cannière	B1 Performances économiques des pratiques agricoles	Rendement agricole (productivité de la terre)	X		
		Richesse en saccharose (qualité des livraisons)	X		
		Gains sur coût de production	X		
	B2 Viabilité économique	Résultats (Marge nette)	X		
		Productivité du travail	X		
		Revenu disponible annuel (F)	X		
		Unité minimum de viabilité (ha)	X		
Degré d'autonomie financière des unités de production	B3 Dépendance financière	Taux de spécialisation (intégration dans des systèmes d'activités diversifiés)	(X)		
		Degré d'endettement (Annuités/ Excédent brut d'exploitation)	(X)		
	B4 Sensibilité aux aides	Proportion des aides dans revenu ou chiffre d'affaires	X		
Pérennité des marchés cannier, sucrier et rhumier	B5 Sensibilité aux quotas	Régulation du marché (quotas, contingents, etc.)	X	X	X
	B6 Adéquation de l'offre et de la demande	Satisfaction des quotas ou contingents	X	X	X
		Evolution de la demande		X	X
Contribution à l'économie territoriale	B7 Contribution directe	Fourniture du marché intérieur et exportation		X	X
	B8 Contribution indirecte	Contribution à l'offre touristique, lien avec dynamique socioterritoriale		X	X

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 ; adaptation méthode IDEA (VILAIN, 2000 ; BRIQUEL et al., 2001)
(X) : Critères n'ayant pu être analysés ou à peine abordés

1. ANALYSE ECONOMIQUE AU SEIN DU SECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Selon les objectifs initialement fixés, cette première section, ciblée sur le secteur agricole, conduit à : (i) déterminer les types d'unités de production cannière qui présentent les meilleures conditions économiques de durabilité, sur lesquelles faire reposer la production cannière à l'avenir, et cerner les voies d'amélioration de ces conditions ; (ii) évaluer la pérennité du marché cannier et la contribution de la canne à l'économie martiniquaise. Ce faisant, seules la première³ et la troisième composantes identifiées dans la grille ci-dessus font l'objet d'un développement spécifique dans le

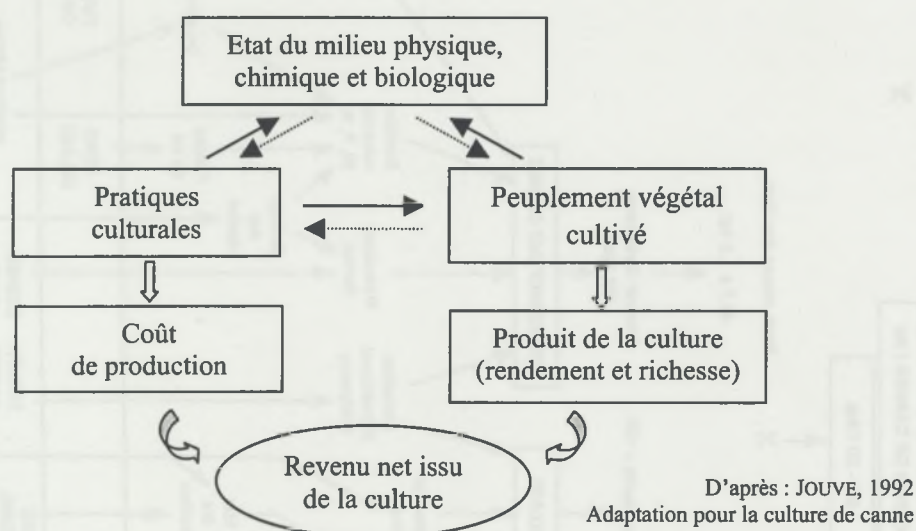
³ L'analyse de cette composante s'appuie sur la classification des planteurs (cf. chap. 3, fig. 12), en y indexant les modes de conduite. Une distinction est également faite entre les entreprises de type sociétaire et de type familial.

présent chapitre. A travers leur étude, sont cumulés des éléments permettant d'appréhender le degré d'autonomie financière des unités de production (deuxième composante économique) ; de même que la contribution de la canne à l'économie du territoire (quatrième composante).

1.1. Incidences économiques de quelques pratiques et alternatives

L'évaluation économique des pratiques culturales consiste à s'intéresser à leurs performances. Cette étape prolonge l'approche agroécologique. Elle met en cause les incidences des pratiques, non plus sur la capacité productive du milieu, mais sur l'élaboration du rendement (en termes quantitatif et qualitatif) et du revenu (cf. figure 23).

Figure 23 : Relations entre pratiques, milieu, peuplement cultivé et élaboration du revenu⁴



Certaines des pratiques observées nous interpellent, quant aux incidences qu'elles peuvent avoir, directement ou indirectement, sur le revenu du planteur. Ces incidences sont appréhendées par référence au schéma d'élaboration du rendement pour la canne (cf. figure 24). Ce schéma illustre comment les opérations culturales interagissent sur le rendement final, sur les plans agricole (tonnage de canne par hectare) et technologique (richesse en saccharose), via les facteurs et conditions du milieu. En reprenant les séquences de l'itinéraire technique, les paragraphes suivants mettent en regard quelques-unes des pratiques des planteurs et diverses alternatives à explorer.

⁴ Ce schéma dérive de celui conçu pour le diagnostic de la conduite d'une culture, qui repose sur une donnée agronomique fondamentale : les relations entre techniques (ou pratiques, dans le cas présent) et rendement sont rarement directes, mais passent par la transformation du milieu (JOUVE, 1992). La présente adaptation permet de rendre compte de telles interrelations à l'échelle de la sole cannière martiniquaise, sans prétendre à une analyse agronomique à l'échelle de la parcelle culturale pour chaque situation d'enquête.

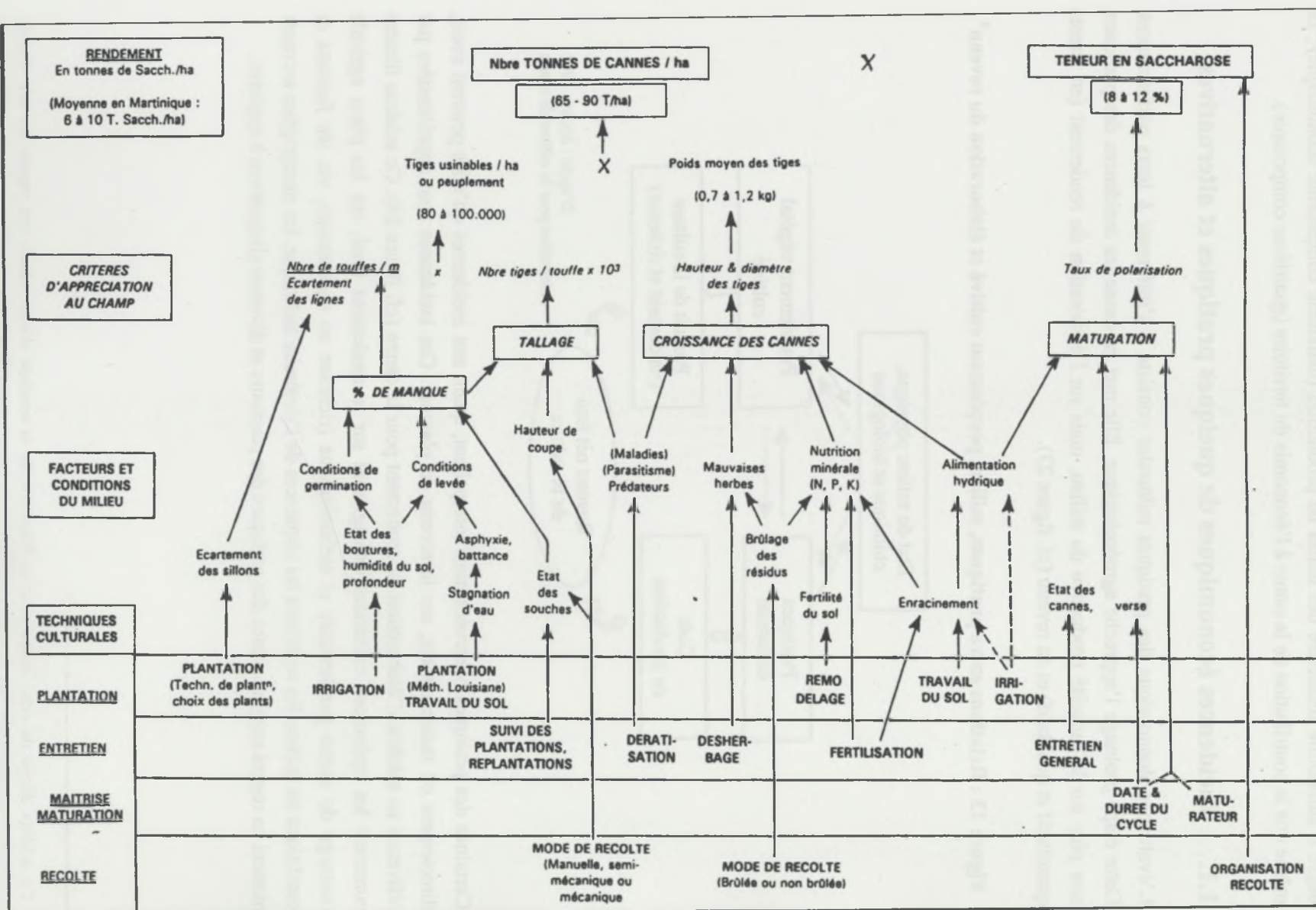


Figure 24 : Schéma d'élaboration du rendement de la canne à sucre à la Martinique

1.1.1. Installation de la culture : peuplement plus dense, coût de mise en place moindre

L'installation de la culture a des répercussions sur le rendement agricole, ceci pour toute la durée du cycle de vie ; d'où l'intérêt de s'arrêter, dans un premier temps, sur la mise en place du peuplement végétal. Du fait de l'investissement représenté par la plantation, cette séquence pèse aussi fortement sur le coût de production. Cette autre incidence est étudiée, dans un second puis un troisième temps, à travers la préparation du sol et l'approvisionnement en boutures.

a) Structure de la plantation et densité de peuplement

Le schéma d'élaboration du rendement pour la canne montre que le peuplement végétal est défini, pour cette culture, par la structure de la plantation ; à savoir l'écartement adopté entre les lignes de plantation et la densité des touffes par ligne. Le passage à la méthode Louisiane de plantation, évoqué au chapitre IV, s'est traduit par une augmentation de la densité de peuplement. La moyenne est actuellement de 80 à 100 000 talles par hectare. Dans d'autres contrées cannières, les plantations se font parfois à 1,50 m, comme à la Réunion. Les conditions pluviométriques de la Martinique, se traduisant par un fort potentiel végétatif, alliées à un relief accidenté, ont révélé la difficulté de concilier de tels écartements avec la mécanisation. Il est néanmoins possible de s'interroger sur une réduction de l'écartement standard de 1,65 m, pour des parcelles planes, sujettes à une faible pluviosité. Toutefois que, vu le caractère fortement compétiteur de la canne, un plus faible écartement n'est pas forcément synonyme de meilleure productivité de la terre : les touffes peuvent être moins larges ou la croissance des tiges moindre.

La réduction de l'écartement peut avoir d'autres retombées positives : elle aide à lutter contre les adventices, grâce à une couverture plus rapide et plus dense du sol, d'où des économies sur le désherbage. Elle peut également favoriser l'homogénéité du couvert végétal, du fait des effets de compétition ; un avantage pour la gestion de l'entretien et la récolte. Néanmoins, les essais menés dans cette optique par des planteurs du Nord Caraïbe et du Centre, en conditions de mécanisation poussée, restent non concluants. Une telle perspective serait alors assujettie à une conduite à dominante manuelle ; d'où un intérêt supplémentaire de cette dernière sur le plan « écologique » ?

b) Préparations simplifiées du sol : convergence d'intérêts économiques et écologiques

Le labour et les façons traditionnelles de mise en terre sont efficaces et sécurisantes : « *tout le monde sait faire et, jusqu'ici, ça marche* ». Cependant, le travail profond du sol n'est pas toujours nécessaire, alors que ses inconvénients sont manifestes. C'est la raison pour laquelle, à travers le monde, de plus en plus d'agriculteurs adoptent le travail superficiel du sol (souvent appelé travail simplifié) ou uniquement le travail de la bande de plantation. Après un rappel des avantages de ces techniques, il est intéressant de faire un point sur leur adoption à la Martinique.

Sur le plan écologique, la simplification du travail du sol (« minimum tillage »), voire son élimination (« zero tillage »), contribue à préserver les ressources naturelles. Ces techniques participent à la lutte anti-érosive et à la reconstitution du stock de matière organique dans le sol.

L'absence de retournement favorise l'accumulation de matière organique et la multiplication des vers de terre, bénéfiques à la circulation de l'air et de l'eau dans le sol. C'est précisément ce qu'illustrent, pour les vertisols du Sud de la Martinique, les travaux menés depuis plusieurs années par l'IRD. La comparaison du travail simplifié et du travail conventionnel⁵ est à l'avantage du premier : meilleur maintien des stocks organiques (teneur en carbone > 20 mg/g de sol), synonyme d'une moindre sensibilité à l'érosion ; préservation de la porosité structurale et de l'activité biologique ; meilleur profil hydraulique (HARTMANN et *al.*, 1998 ; pp. 84-86). Sur le plan économique, les investissements en matériel de plantation peuvent être réduits de 40%, les gains de temps de travaux et de coûts de 25 à 65% ; tandis que les rendements agricoles (melon) ne sont pas significativement affectés (HARTMANN et *al.*, 1998 ; p. 87). Ces résultats concordent avec ceux obtenus dans le cadre d'expérimentations de longue durée (20 ans) menées en France sur des céréales : elles révèlent des résultats techniques identiques, suite à des implantations avec et sans labour). Sur le plan mondial, l'adoption de ces techniques est favorisée par l'arrivée sur le marché de nouveaux matériels et produits. Il en va ainsi de l'introduction, à des prix modérés, d'herbicides du type glyphosate. Au regard de ce double atout, écologique et économique, les agriculteurs européens sont de plus en plus intéressés par la simplification du travail du sol. Qu'en est-il pour les planteurs de canne, notamment à la Martinique ?

Pour la canne, culture de milieu tropical ou subtropical, où la dégradation de la matière organique est rapide, ces pratiques se répandent de plus en plus (Brésil, Australie, Maurice, etc.). Elles offrent une solution à l'un des dilemmes soulevés au chapitre V : la tendance à la déstructuration des sols par le développement de la mécanisation, qui a justement besoin d'une portance élevée. Elles permettent de ménager le sol et la qualité des eaux, tout en diminuant les coûts de production. L'objectif est de réduire le nombre de passages d'outils, en favorisant le maintien de la couche de résidus en surface. Pour ce faire, trois options coexistent en canne.

L'itinéraire simplifié peut comprendre un seul passage de disques, l'utilisation d'une herse chisel et un sous-solage. Ce dernier fracture les couches profondes jusqu'à une quarantaine de centimètres de profondeur et présente l'avantage de ne pas retourner le sol.

Le non-labour en canne se résume à une replantation dans les inter-rangs de la culture précédente. Cette option implique le passage d'herbicide sur les rangs de l'ancienne culture, afin de détruire la repousse. Elle requiert une matière active non sélective, de type glyphosate. Les inter-rangs sont ensuite sillonnés pour y installer la nouvelle plantation.

Par rapport à cette seconde option, la troisième consiste à rajouter un griffage du sol, uniquement dans l'inter-rang. Réalisé sur une largeur de 60 à 80 cm, ce travail localisé offre au système racinaire de la canne un sol ameubli pour son développement.

Dans ces deux derniers cas, le système racinaire de la nouvelle plantation va rencontrer, à l'emplacement de l'ancien rang de canne, un milieu qui aura connu une activité biotique

⁵ Comparaison d'un travail simplifié avec une rotobèche, à 10 cm, et un labour similaire à celui classiquement réalisé par les maraîchers de la zone, en trois opérations de reprise (25-30, 20 et 10 cm) ; le premier passage en travail conventionnel est réalisé avec un tracteur de 100 CV, tous les autres étant assurés avec un tracteur de 20 CV.

importante : « Il y a des cavités, des cheminements préférentiels pour l'eau, pour les racines, ces cavités étant créées par les racines qui se sont décomposées sur place, mais également par les mycéliums qui vivent dans cette partie très active biologiquement » (BARAN, 1994 ; p. 19). Grâce à de telles techniques, le coût de plantation peut être sensiblement réduit : le retournement de la terre sur un hectare (équivalent à 3 000 tonnes de terre) est évité, au profit d'une intervention localisée. En anticipant sur les calculs détaillés plus loin par mode de conduite (cf. § 1.2.1), la comparaison de la méthode conventionnelle et d'une méthode conservatrice du sol met en évidence : un gain de 66% sur la première étape de la préparation (jusqu'à l'affinage) et un gain de 25% sur l'ensemble des opérations (cf. tableau 36).

**Tableau 36 : Coûts de préparation de sol,
selon la méthode conventionnelle et une méthode de conservation**
(Exemple pour le mode de conduite III, à dominante semi-mécanisée)

Préparation « classique »		Préparation simplifiée, sans labour	
Gyrobroyage	653 F	Achat d'herbicide et épandage (*)	1 233 F
Sous-solage	1 087 F	Sous-solage	0 F
Labour	1 087 F	Labour	0 F
Affinage	871 F	Affinage	0 F
Sous-total	3 698 F	Sous-total	1233 F
Sillonage	871 F	Sillonage	871 F
Epandage de chaux	3 503 F	Epandage de chaux	3 503 F
Canaux - traces - Abords	2 207 F	Canaux - traces - Abords	2 207 F
Aménagement poste transfert	272 F	Aménagement poste transfert	272 F
Total par hectare	10 551 F	Total par hectare	7 814 F
Coût annuel/ha (Amorti /6 ans)	1 758 F	Coût annuel/ha (Amorti /6 ans)	1 302 F

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 ; CTCS, 2000

(*) Le coût du traitement herbicide est moindre que celui présenté pour l'entretien annuel (cf. tableau 46) du fait de la différence de coûts des produits.

Il s'agit ici du Cosmic, utilisé à la dose de 8 litres/ha, à raison de 42,50 F/litre.

D'où un coût d'intrants de 361,60 F/ha, contre une moyenne de 2 300 F en traitement sélectif annuel.

A noter que le coût de préparation simplifiée pris en exemple, ajouté à un coût de mise en terre de 12 474 F (cf. tableau 46), ramène le coût de l'implantation à 20 288 F ; un montant encore supérieur au minimum à justifier désormais pour bénéficier des aides à la plantation⁶.

Selon les enquêtes, les récentes tentatives effectuées en ce sens (trois mentionnées, dans le Centre et le Sud), surtout sous la contrainte du temps, se sont révélées assez concluantes. De telles expérimentations ont été menées à la Guadeloupe sur un domaine sucrier en 2001, selon des informations recueillies auprès des acteurs de la filière guadeloupéenne. Au sein de cette dernière, un frein majeur à l'extension des méthodes de préparation simplifiées serait la forte mainmise des entreprises de travail agricole. Celles-ci réaliseraient près de 80% des prestations et n'auraient pas forcément intérêt (tout au moins à court terme) à une réduction du coût des opérations de

⁶ « L'ensemble des justificatifs doit démontrer que le coût supporté à l'hectare planté est supérieur à 16 000 F. dans le cas contraire, l'aide ne sera pas attribuée » (DAF, 2001. DOCUP 2000-2006 ; Action 3.4.2.2 ; p. 2).

préparation du sol. La moindre emprise des prestataires sur la filière canne à la Martinique constitue un contexte plus favorable à l'adoption de la préparation simplifiée.

Cependant, les techniques de préparation simplifiée du sol, voire l'absence de labour, exigent une adaptation des autres opérations culturales. Pendant la phase de transition, il faut s'attendre à des rendements variables. En Suisse, la recherche estime qu'un nouvel équilibre dynamique (recouvrement de la porosité, forte population de vers de terre) ne s'installe dans le sol qu'après environ cinq ans (AGRARFORSCHUNG, 1998). Vu les caractéristiques de la canne et ses conditions de culture à la Martinique, des résultats plus rapides peuvent y être attendus. Une vigilance accrue est néanmoins nécessaire pour contrôler les adventices vivaces. Sur les sols limoneux ou limono-sableux, la suppression totale du labour est déconseillée. Dès que l'activité structurale du sol est affectée, l'utilisation de matériel adapté est nécessaire pour y remédier (travail en profondeur, ou au moins ameublissement de l'inter-rang, utilisation de pneumatiques basse pression).

En conclusion, les techniques de préparation simplifiées ou de non-labour, qui sont autant de pratiques culturales de conservation du sol, peuvent avec profit venir remplacer les préparations conventionnelles pour la canne à la Martinique. Les premières expérimentations conduites par les planteurs méritent d'être poursuivies, moyennant un accompagnement adéquat, que se doit de fournir le CTCS. Cette évolution est motivée par les possibles convergences entre intérêts économiques et écologiques, tandis que les pratiques à mettre en oeuvre dépendent des problèmes spécifiques à chaque situation, à étudier avec les planteurs. L'étude des pratiques menée au chapitre IV reflète quelques « écarts à la norme » quant à l'implantation de la culture chez certains petits planteurs, justifiées par la recherche du moindre coût. Il se pourrait que le déplacement des normes techniques à l'avenir rejoigne les pratiques de préparation minimale de ces planteurs. Les pratiques empiriques et les techniques de pointe ne sont-elles pas amenées, souvent, à converger ?

c) De la coupe à la pile à la coupe mécanisée des boutures : un gain notable

Le chapitre IV témoigne de l'évolution du mode de coupe des boutures : traditionnellement coupées à la pile, elles le sont de plus en plus à la machine. En 2001, toutes les exploitations cannières dotées d'une récolteuse se sont lancées dans ce mode de coupe, à titre expérimental ; une évolution dont nous allons voir les justifications économiques.

Si les modalités de confection des piles évoluent légèrement, une constante demeure : la rémunération. Classiquement, la tâche pour deux personnes travaillant en binôme correspond à la confection de vingt piles de boutures, à raison de dix pour le coupeur et dix pour l'amarreuse. Selon les accords salariaux en vigueur dans la filière en 2000 et 2001, la tâche unitaire de dix piles est payée 336,16 F. Sur cette base, la coupe d'une tonne de boutures est rémunérée à 200 F ; une soixantaine de piles étant nécessaire pour garantir dix tonnes de plants⁷. En anticipant de nouveau sur les calculs détaillés plus loin, les trois techniques de coupe des boutures sont comparées (cf.

⁷ Ceci correspond à l'estimation selon laquelle 10 piles équivalent à 1,6808 t (336,16 F pour 10 piles / 200 F pour une tonne). En sachant qu'une pile équivaut à 250 mètres, cette estimation ramène le mètre linéaire de canne à 0,672 kg.

tableau 37) : coupe traditionnelle (à la pile), coupe en grande longueur (à la tonne, en vrac) et coupe en canne tronçonnée (à la récolteuse-tronçonneuse-chargeuse).

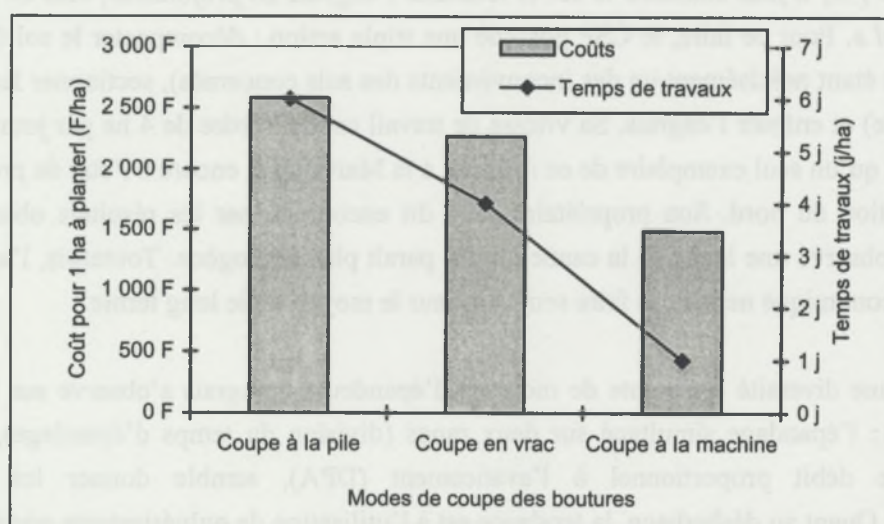
Tableau 37 : Coûts et temps de travaux et requis pour l'approvisionnement en boutures

Modalités d'approvisionnement		Coûts	Temps de travaux
Coupe traditionnelle à la pile	▪ Coupe à la pile (60 piles)	2 000 F	6 j (3 j en binôme)
	▪ Chargement et transport	580 F	
	▪ Total pour 1 ha à planter à 10 t de boutures/ha	2 580 F	
	▪ Moyenne par tonne	258 F	
Coupe en grande longueur	▪ Coupe à la tonne pour 1 ha récolté à 75t/ha de rendement	17 000 F	30 j
	▪ Moyenne par tonne	227 F	0,40 j
	▪ Moyenne pour 1 ha à planter à 10 t de boutures/ha	2 267 F	4 j
Coupe en canne tronçonnée	▪ Coupe à la machine pour 1 ha récolté à 75 t/ha de rendement	9 288 F	20 h
	▪ Moyenne par tonne	124 F	0,27 h/t
	▪ Moyenne pour 1 ha à planter à 12 t de boutures/ha	1 488 F	3,20 h
	▪ Moyenne pour 1 ha à planter à 14 t de boutures/ha	1736 F	3,73 h

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 ; CTCS, 2000.

L'évolution des modes d'approvisionnement en boutures se comprend au regard de la comparaison des coûts et temps de travaux, synthétisée dans le graphique 17.

Graphique 17 : Coûts et temps de travaux pour l'approvisionnement en boutures



D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 ; CTCS, 2000

Sans tenir compte de ces mêmes critères de temps et de coûts pour la mise en terre des boutures⁸, et en dépit d'une augmentation de la quantité (exemple à 12 t/ha), le recours à la récolteuse se révèle dès lors bénéfique : il se solde par une économie de 42% et un gain de temps de plus de 80% sur l'approvisionnement en boutures ; une économie permise pour le mode de conduite IV.

1.1.2. Entretien : réduction des coûts et augmentation des rendements

La réflexion sur les tendances en cours et les alternatives à favoriser, pour réduire les coûts ou améliorer la productivité des parcelles, se poursuit sur la seconde séquence de l'itinéraire technique : l'entretien ; en voyant ce qu'il en est en matière de mécanisation et d'irrigation.

a) Tendances pour la réduction des coûts d'entretien : la mécanisation, toujours ?

Les avantages des rotations culturales canne/banane ou canne/ananas sur le plan environnemental ont précédemment été évoqués. Ces avantages peuvent se concrétiser par une réduction des coûts de désherbage en canne et, surtout, de sarclage manuel. Les rotations impliquent toutefois une adaptation de la fertilisation (apports réduits après banane), ainsi qu'une adaptation de la préparation du sol (temps de préparation allongés après banane ou ananas). Cependant, plus que dans ce type d'approche intégrée, les planteurs entendent surtout économiser sur le coût d'entretien grâce à une mécanisation et une efficacité croissantes de la fertilisation et du désherbage. Les innovations relevées en la matière concernent surtout le matériel.

Tel est le cas du cultivateur-scieur de paille (CSP) pour la fertilisation. Il s'agit d'un matériel mis au point à la Guadeloupe, par l'entreprise SOCOMECO, en collaboration avec le CIRAD. Cette réalisation répond à une demande de cet organisme, suite au constat du tassement des vertisols pour la culture mécanisée de la canne, fait par Richard BARAN (1994). Ces travaux, résumés au chapitre précédent, ont conduit à la conclusion suivante : pour une efficacité maximale de la fertilisation « [...] il faut ameublir le sol et localiser l'engrais en profondeur, tout en gardant les pailles au sol ». Pour ce faire, le CSP possède une triple action : décompacter le sol (la tendance au tassement étant précisément un des inconvénients des sols concernés), sectionner les résidus de récolte (paille) et enfouir l'engrais. Sa vitesse de travail est de l'ordre de 4 ha par jour. Il n'existe actuellement qu'un seul exemplaire de ce matériel à la Martinique, encore à l'état de prototype, sur une exploitation du nord. Son propriétaire s'est dit encouragé par les résultats obtenus depuis 1998, ayant observé une levée de la canne qui lui paraît plus homogène. Toutefois, l'amélioration sur le plan économique ne peut se faire sentir que sur le moyen ou le long terme.

Autrement, une diversité croissante de modèles d'épandeurs d'engrais s'observe sur les grandes exploitations : l'épandage simultané sur deux rangs (division du temps d'épandage), allié à un dispositif de débit proportionnel à l'avancement (DPA), semble donner les meilleures satisfactions. Quant au désherbage, la tendance est à l'utilisation de pulvérisateurs portés munis de

⁸ Ces paramètres sont encore difficiles à évaluer, les boutures coupées en vrac (à la tonne) ou à la machine étant jusqu'ici déversées dans les sillons de façon empirique. Les améliorations en cours chez les planteurs laissent dès lors entrevoir, à ce niveau également, une réduction du temps de travail (et donc du coût) par rapport à la méthode traditionnelle.

rampe, mais aussi aux appareils à dos motorisés à faible débit. Les fournisseurs de matériel offrent un panel de plus en plus large ; une offre à laquelle adhèrent plus volontiers les grandes et moyennes exploitations, du fait des investissements requis. Ces équipements sophistiqués impliquent en outre une technicité croissante, faisant apparaître des besoins de plus en plus pointus en formation. Ces évolutions se traduisent par une réduction du coût annuel d'entretien, allant jusqu'à 20% (cf. tableau 38), sachant que toutes les variantes sont observables.

Tableau 38 : Réduction des coûts d'entretiens annuels
 - Mécanisation croissante et diminution des opérations manuelles -
 (Exemple pour le mode de conduite III, à dominante semi-mécanisée)

Entretiens annuels	Exemple d'entretien semi-mécanisé « classique »				Exemple d'entretien à mécanisation plus poussée			
Postes	Matériel	Personnel	Intrants	Total	Matériel	Personnel	Intrants	Total
Achat d'engrais et épandage	655 F	216 F	2 300 F	3 171 F	327 F	108 F	2 300 F	2 735 F
Achat herbic. et épandage	491 F	562 F	1 200 F	2 253 F	295 F	337 F	1 200 F	1 832 F
Sarclage manuel		1 600 F		1 600 F		640 F		640 F
Dératisation		200 F	270 F	470 F		200 F	270 F	470 F
Entretiens drainage traces	442 F	908 F		1 350 F	442 F	908 F		1 350 F
Total par hectare	1 587 F	3 486 F	3 770 F	8 843 F	1 064 F	2 193 F	3 770 F	7 027 F

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 ; CTCs, 2000

De cette évolution vers la mécanisation maximale de l'entretien, il s'ensuit des risques accrus de tassement des sols. L'utilisation du modèle actuel de CSP n'étant pas envisageable dans tous les sols de la Martinique, les méthodes simplifiées de préparation des sols offrent des perspectives intéressantes pour compenser ces risques, tant sur le plan environnemental qu'économique.

b) Une alternative pour l'augmentation des rendements en zone sèche : l'irrigation

Pour l'entretien, les perspectives pour augmenter la productivité des parcelles en canne à la Martinique se situent surtout au niveau de l'irrigation. Des expérimentations ont été menées au cours des années soixante-dix à la Station d'essais en cultures irriguées (SECI), sur les vertisols de Sainte-Anne. Ils ont révélé d'intéressantes perspectives, moyennant des précautions de mises en oeuvre. Les rendements peuvent atteindre 130 t/ha les premières années, avec d'importants apports d'eau jusqu'au cinquième ou neuvième mois de végétation (SECI, 1975 ; pp. 8 et 15). Cependant, en irrigation intensive, les rendements chutent de 30 à 40% pour les rejets suivants, toutes conditions égales par ailleurs. Il s'est avéré plus réaliste et plus rentable d'envisager des irrigations d'appoint en début de culture, pour des rendements espérés de 70 à 90 t/ha ; une démarche qui tempère la perte de longévité des plantations irriguées (SECI, 1976 ; pp. 7-9).

Suite à ces expérimentations, les potentialités permises par l'irrigation n'ont pas été immédiatement explorées, les années soixante-dix correspondant à une phase de régression de la canne. Au début des années quatre-vingt-dix, avec une demande en canne évaluée à 125 000

tonnes pour le Galion, l'irrigation a de nouveau été envisagée pour augmenter la production. Toutefois, cette demande diminue au cours de la décennie (moins vite cependant que l'offre). En 2001, alors que la demande augmente cette fois surtout côté distillateurs, de tels projets d'irrigation sont remis à l'ordre du jour. Tel est le cas à Sainte-Luce, sur l'exploitation de la distillerie Trois-Rivières. Vu dans ce cas l'intégration de la production à la transformation, les perspectives d'un tel projet sont plus favorables que celles autrefois entrevues pour augmenter les livraisons au Galion : cette unité ne détenant pas de faire-valoir direct, l'irrigation aurait pu être détournée pour des cultures à plus forte valeur ajoutée que la canne (DAC, 1992a).

En conclusion, de même que pour la plantation, adopter une pratique d'entretien donnée vise pour les planteurs à réduire les coûts ou améliorer la productivité des parcelles ; étant entendu qu'un entretien bien géré favorise l'un et l'autre de ces objectifs. Parallèlement aux préconisations classiques⁹, des alternatives restent à explorer ou à développer. Tel est le cas de l'irrigation pour le Sud. Cependant, les voies d'amélioration en matière d'entretien sont surtout ouvertes, une fois de plus, aux moyennes et grandes exploitations, ayant plus facilement accès à la mécanisation.

1.1.3. Une pratique autrefois décriée : les cultures intercalaires

Avant d'aborder la récolte, il est intéressant de s'arrêter sur une pratique à part, qui peut s'immiscer dans l'itinéraire technique de la canne, sans entrer à proprement parler dans la séquence d'entretien : il s'agit de l'implantation de cultures intercalaires dans l'inter-rang, évoquée dans la dimension environnementale. Cette pratique a pour objet de mettre à profit la préparation du sol réalisée pour la canne, culture à cycle long, pour des cultures à cycle court (surtout maraîchères), avant que la première ne couvre le sol. Autrefois mise en œuvre de façon empirique par des petits cultivateurs traditionnels, cette pratique a longtemps été proscrite par la vulgarisation. Celle-ci tendait à prôner la spécialisation des cultures, conformément au courant de la recherche agronomique, soulignant les inconvénients des associations de cultures (cf. tableau 39).

Tableau 39 : Avantages et d'inconvénients imputés aux cultures associées

Inconvénients	Avantages
<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté de cultiver entre les rangs - Difficulté de mécaniser - Récolte d'une culture pouvant endommager l'autre - Compétition entre plantes pour les ressources du milieu (lumière, eau, azote) - Possibilité d'influences allélopathiques - Systèmes plus complexes et manque de connaissances sur leur fonctionnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Complémentarité entre espèces vis-à-vis des ressources du milieu - Réduction des fertilisants et pesticides - Facilitation des cycles naturels - Augmentation de la biodiversité - Flexibilité dans la gestion des labours - Possibilités d'étaler les récoltes - Stabilité des rendements - Limitation de l'érosion

Source : OZIER LAFONTAINE H., 2000 ; p. 181

⁹ Nous renvoyons le lecteur au manuel du planteur (CTCS, 1994b) pour les préconisations détaillées du CTCS, relatives au désherbage et à la fertilisation, dans la double perspective de réduction de coûts et de productivité optimale.

Depuis, les bienfaits des cultures intercalaires (raisonnées) en canne ont été reconnus par la recherche, au même titre que les associations de cultures pratiquées dans toute la zone intertropicale, comme le souligne Harry OZIER-LAFONTAINE¹⁰ (2000 ; p. 179) : « *les efficiences biologiques créées par la proximité de deux espèces ou géotypes différents, pour peu qu'elles soient maîtrisées, peuvent être à l'origine de fortes complémentarités permettant une meilleure utilisation des ressources du milieu sur les cycles cultureux, une régularisation des parasites et ravageurs des cultures, la limitation de l'érosion des sols, la valorisation d'espaces restreints et de périodes favorables courtes, une meilleure stabilité des rendements dans le temps, voire même la réhabilitation d'espaces dégradés* ». Les avantages des associations de culture peuvent être optimisés moyennant le passage d'une agriculture traditionnelle à une agriculture moderne, avec de nouveaux enjeux (cf. tableau 40). Les associations où deux cultures ou plus sont implantées en rangs correspondent à la forme la plus usuelle rencontrée en agriculture intensive, telle l'association entre la canne et la tomate ou le haricot, comme pratiqué à Maurice.

Tableau 40 : Des systèmes traditionnels aux systèmes modernes d'associations de culture

	Système traditionnel	Système moderne
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer l'autoconsommation - Assurer des revenus - Minimiser les risques 	<ul style="list-style-type: none"> - Satisfaire les exigences du marché - Assurer des revenus élevés - Améliorer l'environnement - Appui au développement local - Agriculture durable
Moyens	<ul style="list-style-type: none"> - Diversifier la production - Optimisation cycles et espaces 	<ul style="list-style-type: none"> - Diminuer les coûts de production - Diminuer les intrants - Pratiques respectueuses de l'environnement - Aménagement territorial
Caractéristiques	<ul style="list-style-type: none"> - Main d'œuvre importante - Peu d'intrants 	<ul style="list-style-type: none"> - Main d'œuvre qualifiée (formation) - Mesures incitatives (CTE)

Source : OZIER LAFONTAINE H., 2000 ; p. 183

Ce type d'associations, en voie de disparition à la Martinique, connaît désormais un regain d'intérêt avec le système moderne. C'est ainsi que l'on a vu refleurir récemment la pratique ancestrale de culture intercalaire sur une exploitation intensive du Centre, où l'oignon et l'igname sont venus côtoyer la canne. Dans une perspective de durabilité, les associations de culture doivent aussi intégrer les préoccupations de santé humaine pour les produits qui en résultent : de sorte que cette pratique reste envisageable en canne du fait de la limitation des intrants, ce qui n'est pas le cas en banane. Denise MARIE (2000 ; p. 57), en soulignant le caractère nocif pour les consommateurs des produits phytosanitaires utilisés en banane, rappelle que : « [...] l'arrêté préfectoral n° 001377 du 20 juin 2000 est venu interdire la pratique des cultures intercalaires sur les bananeraies » ; pratiques qui étaient courantes jusqu'ici et menaçaient la santé des consommateurs.

¹⁰ Faisant référence à : FRANCIS C.A., 1989. Biological efficiencies in multiple-cropping systems. *Advances in Agronomy*, n°42, pp. 1-42.

Cet aparté permet de nourrir la réflexion quant à la seconde composante économique à analyser : l'autonomie financière des exploitations, incluant leur taux de spécialisation. Il témoigne d'un exemple de convergence entre intérêts écologiques et économiques, tout en favorisant l'autonomie financière de l'exploitation agricole et donc sa viabilité au sens large. Par rapport à la spécialisation prônée en monoculture intensive, la pratique de cultures intercalaires relève de stratégies traditionnelles mises en place par les agriculteurs, ceci pratiquement dans toutes les régions du monde. Concernant la canne à la Martinique, ces stratégies étaient auparavant surtout le fait de petits planteurs qui cherchaient à limiter les risques, en jouant sur les complémentarités entre productions (critère de diversité abordé au chapitre V). Cette pratique va dans le même sens que l'utilisation des amarres et des adventices pour l'alimentation animale.

La pratique de cultures intercalaires semble pouvoir s'ajouter à d'autres précédemment mentionnées (rotations culturales, simplification du travail du sol) et s'inscrire dans de futurs CTE, venant conforter l'intérêt environnemental de la canne. Dans cette optique, la question d'écoulement des produits maraîchers resterait à approfondir, en s'assurant de la rentabilité de telles productions¹¹, dans un territoire où la diversification agricole s'est avérée jusqu'ici limitée.

1.1.4. Le brûlage avant récolte : une question d'organisation, de coût et de qualité

La question du brûlage de pré-récolte a déjà été abordée lors de l'analyse des pratiques par rapport à la norme (chap. IV), puis sur le plan environnemental (chap. V). Relevant surtout, du point de vue des planteurs, des aspects économiques de la production, cette question mérite d'être ici complétée : « *Cette technique culturale, agronomiquement très critiquable, a été introduite à la Martinique pour des raisons économiques* », rappelle le CTCS (1992c ; p. 1). Non systématique, sa mise en œuvre dépend des contraintes ou bénéfices qui peuvent y être rattachés. Tel est le cas des contraintes climatiques et variétales, pouvant induire des risques pour la reproductibilité agroécologique de la culture. Il importe maintenant d'approfondir les motivations des planteurs à recourir ou pas à cette pratique, selon les exploitations et les modes de coupe.

Vu la nécessité d'une récolte rapide¹² après brûlage, ce dernier requiert une séparation adéquate des parcelles, faute de quoi des pares-feu sont nécessaires. Cette gestion n'est pas compatible avec un rythme de coupe familiale (moins d'une dizaine de tonnes par jour). Elle ne peut-être mise en œuvre qu'avec du personnel salarié (grandes et moyennes exploitations) ou à travers la prestation de services, sur de petites exploitations (moins de 20, voire moins de 5 ha). Un autre argument de base, quant au choix du brûlage, tient au mode de récolte : les chantiers de coupe à la toise se déroulent en cannes brûlées, tandis que la coupe à la tonne se fait en cannes non brûlées, à quelques exceptions près. Concernant la récolte mécanisée, en jouant sur la souplesse permise par la machine, certaines exploitations oscillent entre brûlage et non-brûlage au cours d'une même campagne. Tout en voyant ce qu'il en est de ces différences entre coupes manuelle et mécanisée, les paragraphes suivants mettent à jour d'autres justifications du brûlage de pré-récolte.

¹¹ Un problème auquel se trouve déjà confrontée en 2002 l'exploitation pionnière ci-dessus mentionnée.

¹² du fait des risques d'inversion du saccharose et de dégradation de la qualité des cannes (point développé plus avant).

a) Coupe manuelle, à la toise et à la tonne : en cannes brûlées ou non brûlées ?

Le traditionnel argument selon lequel le brûlage permet de lutter contre les serpents (Trigonocéphales) est souvent évoqué. Dans la zone des Trois-Îlets, réputée pour être fortement infestée, il est jusqu'ici difficilement concevable d'envisager une coupe manuelle sans brûlage préalable. Toutefois, la décision de brûler ne se prend pas en fonction de ce seul argument, si on se réfère à la forte présence de serpents dans bien d'autres communes de l'île (notamment vers Trinité), où la coupe manuelle de la canne est pourtant très répandue. Pour les chantiers faisant intervenir la coupe à la toise, le choix de brûler la parcelle avant récolte relève avant tout d'une stratégie économique, liée au mode de paiement des coupeurs. Afin d'intégrer l'avancée plus rapide des coupeurs en cannes brûlées et la moindre pénibilité du travail, « *le salaire du coupeur [...] est deux fois supérieur en cannes non brûlées, pour la même quantité de cannes coupées* » (CTCS, 1992c ; p. 1). De sorte que le choix d'une récolte semi-mécanisée en cannes non brûlées (notamment dans le Sud) implique un passage à la coupe à la tonne, vu les coûts afférents, comme l'illustre le tableau 41.

Tableau 41 : Comparaison des coûts de la coupe en cannes brûlées et non brûlées
(avec ramassage au cane-loader)

Récolte semi-mécanisée avec coupe à la toise	En cannes brûlées	En cannes non-brûlées
Nbre de toises / 1 ha sillonné à 1,65 m (6060 m linéaires)	3 030 toises	3 030 toises
Coût d'une toise (avec charges)	~1,806 F	3,612 F
Coût de la coupe à la toise d'un hectare	5 472 F	10 944 F
Récolte semi-mécanisée avec coupe à la tonne	En cannes brûlées	En cannes non-brûlées
Coût d'une tonne coupée laissée par terre	-	124,24 F
Coût de la coupe à la tonne d'un hectare (à 75 t/ha)	-	9 318 F

D'après : Accords salariaux du 19 février 1999 (filière canne), pour les campagnes 2000 et 2001.

La question se pose alors de savoir pourquoi la récolte semi-mécanisée, avec des coupeurs salariés, ne fait-elle pas toujours intervenir la coupe à la tonne en vert ? D'une part, elle représente un coût plus élevé que la coupe à la toise en cannes brûlées ; d'autre part, elle implique une organisation spécifique. Il s'agit de pouvoir peser tous les chargements correspondant à la tâche d'un même coupeur. Si la récolte est assurée par le planteur et sa famille, sur une petite exploitation familiale, le problème ne se pose pas : le planteur est rémunéré directement sur le prix de la vente des cannes, pesées à l'unité de transformation, au fur et à mesure des livraisons. S'il doit faire appel à quelqu'un pour aider à la coupe, la rémunération se fait souvent à la journée (« job »).

Si la coupe est assurée par une équipe de salariés, l'organisation est plus lourde : il faut peser les cannes de chaque coupeur, afin de déterminer leur rémunération selon le tonnage réalisé. Une telle gestion est possible pour des exploitations de distilleries, qui bénéficient de la balance à l'entrée de la distillerie (pour la pesée de toutes les livraisons). Deux d'entre elles, dans le Sud, ont de la sorte

recours à la coupe à la tonne, en vert, en récolte semi-mécanisée. Cette stratégie est également mise en place par un prestataire, oeuvrant dans le Centre et le Sud : il a résolu le problème de la pesée individuelle en ayant recours à un peson, qu'il déplace sur la parcelle. *A contrario*, avec la coupe à la toise, le paiement des coupeurs est découplé de la pesée des cannes. C'est la stratégie adoptée pour les autres exploitations indépendantes des unités de transformation, ayant recours à un transporteur pour l'acheminement de leurs livraisons en sucrerie ou en distillerie.

Aux justifications économiques et stratégiques, s'en ajoute une autre, d'ordre social, relative aux habitudes de coupe. Les coupeurs formés à la coupe à la toise, en cannes brûlées, conçoivent difficilement d'opérer autrement. Ceci tient à l'ensemble des arguments déjà présentés, quant à la pénibilité de la coupe en cannes non brûlées, les amenant de plus à craindre un surcroît de travail pour une moindre rémunération. Pour ces raisons, l'Association des ingénieurs et techniciens agricoles martiniquais souligne que l'« *on comprend pourquoi la majorité des coupeurs refusent carrément de travailler si la canne n'est pas brûlée* » (AITAM, 1987 ; p. 1). *A contrario*, ceux qui ont l'habitude de travailler en cannes non brûlées tendent à s'y tenir. Tel est le cas dans la région de Rivière-Pilote ou de Trois-Rivières. Ce mode de coupe y est perçu comme plus propre, plus « sain » (exempt des particules charbonneuses générées par le brûlage), tandis que sa pénibilité n'est pas vécue comme supérieure. Qu'il s'agisse de planteurs (en exploitation familiale) ou de coupeurs, chacun justifie ses habitudes de coupe. Au final, les pratiques en vigueur sur chaque exploitation finissent par s'inscrire dans la « tradition ».

Que ce soit avec du personnel familial ou salarié, la coupe à la tonne est généralement pratiquée en vert, comme nous l'avons vu, mais il arrive exceptionnellement que la décision de brûler soit prise. Ce peut être le cas en fin de campagne, pour des raisons sociales ou organisationnelles. Le brûlage permet alors d'accélérer la coupe avant la fermeture des unités de transformation : par exemple à l'issue d'une campagne particulièrement pluvieuse, ayant occasionnellement limité l'accès des parcelles ; ou pour diminuer la pénibilité du travail des coupeurs salariés, dont la force de travail peut décroître après quatre mois de récolte et les encourager.

b) Récolte mécanisée en cannes brûlées ou non brûlées : une question de logistique

Les récolteuses actuelles présentent des performances telles en matière de soufflerie, qu'elles parviennent à séparer relativement bien les tronçons de canne et les feuilles. Elles peuvent, dans la plupart des cas, travailler tant en cannes brûlées ou non. Les paragraphes ci-après permettent d'approfondir les justifications relatives à la logistique du chantier de récolte. Ces questions logistiques ont trait au fonctionnement du chantier de coupe, avec des incidences probables soit sur le coût de ce chantier (vitesse de travail), soit sur la rentabilité des plantations (gestion des parcelles), soit sur le chiffre d'affaires (composition des livraisons) ; autant d'aspects qui relèvent de la dimension économique de la production.

La séparation de la masse foliaire et des tiges usinables est plus efficace en cannes brûlées, du fait de la réduction de la proportion de paille. Il s'ensuit une plus grande vitesse de travail de la récolteuse, pouvant aller jusqu'à 30% en conditions difficiles. De plus, le chauffeur de la

récolteuse bénéficie d'une meilleure visibilité dans une parcelle brûlée (réglage des écimeurs, repérage des roches ou autres objets indésirables¹³). La pondération de cet argument diffère selon les unités de transformation. Dans le cas d'une séparation entre production et transformation, la demande en canne de l'unité industrielle peut être satisfaite par plusieurs planteurs : l'adéquation entre l'offre et la demande en canne ne peut pas toujours être maîtrisée au quotidien. De fait, une augmentation ponctuelle de la demande, par exemple en début ou en fin de campagne, peut inciter le responsable de chantier à brûler une parcelle, afin d'en accélérer la récolte.

Un autre aspect logistique relève de la difficulté à gérer la proximité de parcelles brûlées (en récolte semi-mécanisée) et non brûlées (en récolte mécanisée). C'est le cas si la topographie implique pour partie le maintien de la coupe manuelle à la toise, qui se fait obligatoirement en cannes brûlées, comme expliqué précédemment. Des accidents peuvent alors survenir : lors du brûlage, le feu peut facilement s'étendre sur une parcelle voisine déjà récoltée à la machine en vert, parfois plusieurs jours ou plusieurs semaines auparavant. La rapide propagation du feu dans l'épais tapis de feuilles sèches répandues sur le sol, en plein carême, rend tout contrôle difficile¹⁴. Les conséquences de ce type d'accident, qui s'apparente à un brûlage de post-récolte, sont particulièrement néfastes sur le redémarrage des jeunes pousses. De sorte qu'une fois contraint au brûlage pour quelques parcelles, le responsable d'un chantier de récolte peut être amené à privilégier cette pratique pour toute une zone, voire à s'y tenir pour l'ensemble de l'exploitation, par prudence.

Par ailleurs, intervient la composition des livraisons de canne et leur qualité. Dans certaines conditions (pluviosité élevée, parcelle de 18 mois, enherbement important, etc.), le brûlage permet de réduire l'apport de matières étrangères. Sont concernées toutes les fractions autres que celle des cannes usinables, notamment les feuilles et pailles (en plus des souches, de la terre, etc.)¹⁵. Les études menées par le CTCS (1994a ; 1994c) rejoignent celles du MSIRI (2000), qui estime la proportion de « matières étrangères », en récolte mécanisée, à 10% en vert et 5% en cannes brûlées. De telles estimations sont certes à moduler selon les conditions de récolte (pluviosité, variété, rendement, etc.). Elles soulignent néanmoins l'intérêt permanent du brûlage, même en cas de mécanisation totale de la récolte. Cet argument, relatif à la composition et, de fait, à la qualité des livraisons, peut inciter un planteur à avoir recours au brûlage, surtout pour des cannes destinées au Galion (CTCS, 1995a) : une proportion croissante de fractions « indésirables » se traduit rapidement par une pénalisation financière, en terme de coefficient de paiement (CP)¹⁶.

En résumé, selon la variété et les conditions de culture (masse feuillue, densité de peuplement, tendance à la verse, tonnage), le brûlage favorise plus ou moins fortement la rentabilité du chantier de récolte : la vitesse d'avancement est accrue, tandis que l'apport de matières non-usinables tend à diminuer. Pourquoi alors certaines exploitations gèrent la récolte mécanisée sans brûler ? Tel est

¹³ Objets parfois insolites, comme nous le verrons dans l'analyse de la dimension sociale de la production cannière.

¹⁴ Il en va de même pour tout autre problème de feux dits accidentels (mégots de cigarette, etc.) ou actes de malveillance.

¹⁵ cf. chapitre III : qualité de la matière première.

¹⁶ Coefficient fonction de la richesse en saccharose de la canne, servant au paiement du planteur.

le cas des exploitations de distilleries équipées de récolteuse(s) et fonctionnant en auto-alimentation totale. Du fait de leur intégration à la distillerie, leur rythme de coupe répond au plus juste à la demande en matière première. Par ailleurs, de nombreuses parcelles ont été remodelées depuis les années quatre-vingt-dix pour satisfaire aux exigences de la mécanisation. Ces travaux fonciers rendent caducs nombre de freins à l'adoption de la récolte mécanisée en vert. Tel est le cas du manque de visibilité ; un problème majeur pour la première récolte mécanisée sur une parcelle réputée « difficile », mais qui s'atténue après aménagement et replantation.

Au-delà de ces questions de logistique, intervient la qualité intrinsèque de la matière première ; un point susceptible de renforcer la préférence des transformateurs pour la canne non brûlée.

c) Les risques de pertes qualitatives accrues en cannes brûlées

Parallèlement à la qualité globale des livraisons, en rapport avec la proportion de fractions non usinables, la question qualitative se rapporte aussi et surtout à la qualité intrinsèque des tiges. Le caractère périssable de la canne a déjà été souligné dans la présentation de cette matière première. Des précisions sont maintenant requises, afin de discerner les risques de pertes qualitatives qui peuvent se produire suite au brûlage.

Après brûlage, les processus d'inversion et de dégradation de la canne peuvent s'en trouver accélérés, d'autant plus en conditions pluvieuses, alliées à de fortes chaleurs. Les risques augmentent en canne tronçonnée, du fait de la multiplication des surfaces de contact avec l'air, comparativement à la canne récoltée en grande longueur. Le stockage de cannes tronçonnées et brûlées peut d'autant plus rapidement se traduire par des modifications organoleptiques indésirables pour l'élaboration du rhum agricole. Une étude a été menée sur la dégradation de la canne au champ, ainsi que sur les jus et les rhums qui en découlent, selon le mode de récolte (CTCS, 1994a). Elle montre que les distillats issus de cannes brûlées peuvent s'enrichir en composés indésirables (éthanol) ou désagréables (aldéhydes) au bout de trois jours. Le CTCS (1991) explique également que : « [...] la chaleur déclenche, à l'intérieur de la tige, l'hydrolyse des groupements carboxyliques se situant sur les pectines (composés en grande concentration dans la canne) ; ces groupements sont ensuite transformés en méthanol¹⁷. Les concentrations en méthanol seront plus importantes dans les rhums produits avec des cannes brûlées que ceux produits avec des cannes non brûlées ». De tels constats pourraient laisser croire que la canne est systématiquement de moindre qualité que la canne en vert. Néanmoins, ce n'est pas le brûlage qui est en cause, mais le délai entre brûlage et usinage. Le CTCS (1991) poursuit ainsi : « Cependant ces différences peuvent être très faibles si les cannes, dans les deux cas, sont traitées rapidement ;

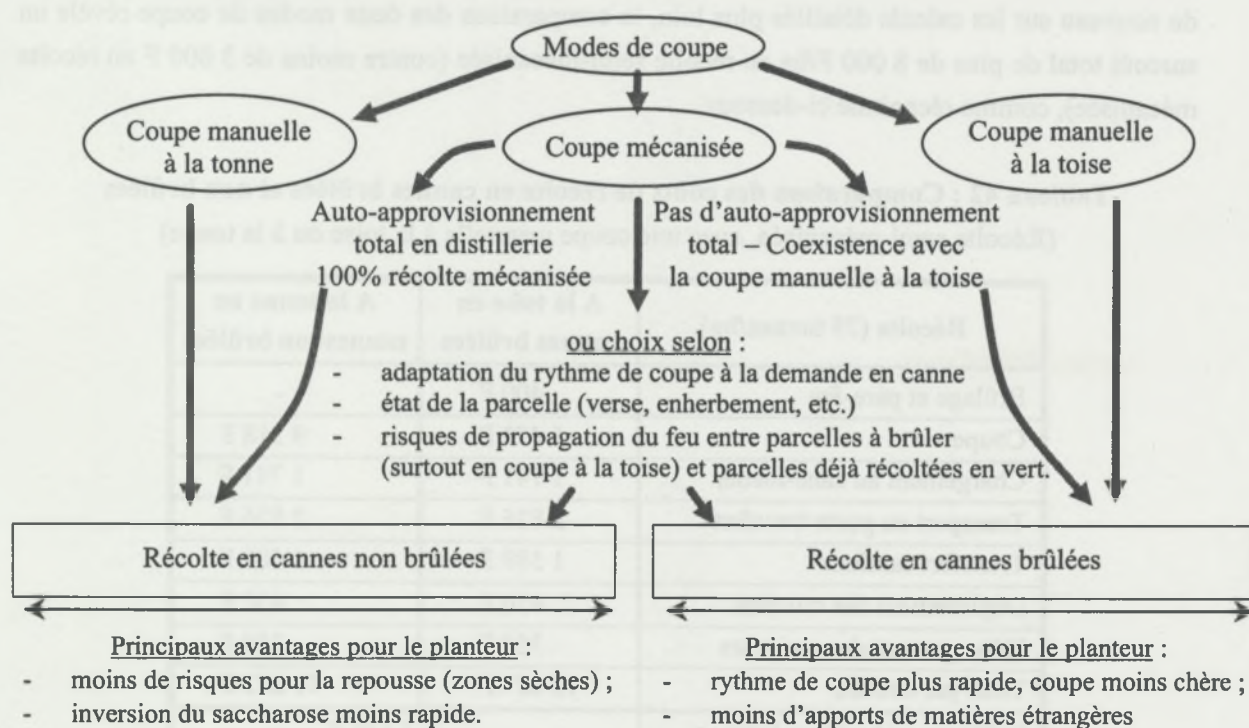
¹⁷ Le méthanol augmente dans le rhum l'agressivité olfactive et le « brûlant », sans apporter un potentiel aromatique supplémentaire agréable. De plus, il s'agit d'un élément toxique : il diffuse dans tous les organes, mais se concentre surtout au niveau du cerveau et, plus particulièrement, du nerf optique. Cela se traduit par des troubles neurologiques et des troubles de la vue. La cécité peut intervenir lors de l'absorption massive de 10 à 100 g de méthanol, selon les personnes. Dans le rhum toutefois, de telles concentrations sont très loin d'être atteintes : 0-10 g/HAP pour le rhum blanc, 5-20 g/HAP pour le rhum vieux. Or, même une concentration de 20 g/HAP ne correspond qu'à 0,1 g de méthanol par litre de rhum à 50% ; alors que des concentrations de méthanol allant jusqu'à 26 g/l ont été retrouvés dans les vins en 1986-1987 (CTCS, 1991).

par contre après brûlage, le phénomène s'accélérera et la dégradation des groupements carboxyliques, de façon croissante, augmentera la concentration en méthanol. Les cannes brûlées doivent donc être traitées le plus rapidement possible ».

Ces éléments confirment l'exigence d'une rapidité de traitement de la canne, qui résulte des risques de dégradation de sa qualité, plus ou moins grande selon les conditions de récolte : « on compte, comme délais limites jusqu'au broyage, 48 h pour une canne entière verte (paille), 24 h pour une canne entière brûlée et 12 h pour une canne tronçonnée » (FAUCONNIER, 1991). Du fait de cette gestion plus délicate de la canne brûlée (surtout si elle est tronçonnée), la préférence des distillateurs, qui ont de plus en plus recours à la récolte mécanisée, va à la récolte en vert.

En conclusion, le choix du brûlage de pré-récolte dépend de la stratégie du planteur, en fonction du mode et des conditions de coupe, de l'intégration ou pas de la production et de la transformation. Ce choix dépend enfin de divers critères relatifs à l'adaptation du planteur aux contraintes conjoncturelles, comme le synthétise la figure suivante.

Figure 25 : Synthèse des principaux critères influençant la décision de brûler avant récolte



D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002

d) Brûlage et mesure agri-environnementale : effet incitateur ou encouragement ?

La coupe en vert de la canne donne lieu à une mesure agri-environnementale, suite à une longue maturation technique et administrative. Débutée en 1997, la réflexion a associé la Chambre d'agriculture, l'association des planteurs de Trinité-Robert, Canne-Union et le CTCS. Elle s'est inscrite dans la perspective, pour les uns, d'encourager les petits planteurs coupant en vert, pour les autres, de réduire la pratique du brûlage. Alors que la mise en place du programme agri-

environnement semblait partie pour avorter à la Martinique, la réflexion a repris dans la précipitation en 1999 : l'opportunité de bénéficier des fonds alloués au niveau national dépendait d'une mise en application imminente. En fin de compte, la Martinique est le seul DOM à avoir mis en œuvre un programme agri-environnement en 2000, comme le relève le GREPHY (2001a, p. 5).

La réflexion pour la mesure « coupe en vert de la canne » a pris en compte une partie du surcoût lié au non-brûlage. Selon les surfaces éligibles et les enveloppes disponibles, la prime n'a toutefois été fixée qu'à 180 F en « coupe mécanisée » et 1 500 F en « coupe manuelle »¹⁸. Le bilan fait par la Chambre d'agriculture en 2000 révèle que 40% de la sole cannière est concrètement impliquée, contre 50% initialement prévus. Pour expliquer ce fait, Karine KOROMPLI (2000) note que « [...] certains agriculteurs n'ont pas pu souscrire à la mesure en raison des difficultés liées à la présence d'épineux et de serpents sur leurs parcelles ». Cependant, les enquêtes auprès des planteurs laissent supposer que le surcoût pris en compte reste insuffisant. Au surcoût lié au paiement du personnel, s'ajoute celui lié au ralentissement du chantier de récolte. Habituellement évalué à 30%, cet handicap conduit, par exemple, à ne livrer que 100 tonnes par jour au lieu de 150. Il s'ensuit une diminution de rentabilité du chantier, incluant l'ensemble des coûts afférents à la récolte : brûlage, coupe, chargement, transfert aux camions, gestion des coupeurs. En anticipant de nouveau sur les calculs détaillés plus loin, la comparaison des deux modes de coupe révèle un surcoût total de plus de 8 000 F/ha en récolte semi-mécanisée (contre moins de 3 000 F en récolte mécanisée), comme récapitulé ci-dessous.

Tableau 42 : Comparaison des coûts de récolte en cannes brûlées et non brûlées
(Récolte semi-mécanisée, avec une coupe manuelle à la toise ou à la tonne)

Récolte (75 tonnes/ha)	A la toise en cannes brûlées	A la tonne en cannes non brûlées
Brûlage et pare-feu	400 F	-
Coupe	5 472 F	9 318 F
Chargement au cane-loader	1 741 F	1 741 F
Transport au poste transfert	2 826 F	2 826 F
Transfert camions	1 589 F	1 589 F
Déplacement des ouvriers	450 F	450 F
Hébergement des coupeurs	350 F	350 F
Total par hectare	12 827 F	16 273 F
Différence / ha dû au brûlage	+ 3 446 F	
Surcoût de 30% (vitesse ralentie)	+ 4 882 F	
Surcoût total sur la campagne	+ 8 328 F	

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 ; CTCS, 2000

A ceci se surajoute un surcoût lié à l'entretien, non pris en compte ci-dessus. Très abondante, la paille laissée par la coupe manuelle en vert gêne le redémarrage des cannes, de même que l'application de l'engrais. De fait, sur les dix-sept petits planteurs enquêtés, la moitié affirme

¹⁸ Double attribution simplifiée, contre trois au départ.

passer de nombreuses heures à dégager les souches après la coupe, afin de faciliter l'absorption de l'engrais et la levée des jeunes tiges. Le passage du cane-loader se traduisant par la mise à nu du sol tous les quatre rangs, certains redisposent la paille, afin d'assurer une couverture homogène des inter-rangs. De plus, se pose le problème de la lente minéralisation de l'épais mulch formé par les feuilles (non brûlées et non tronçonnées). Il s'ensuit parfois un problème accru d'infestation par les lianes, comme le Paroka (*Momordica charantia*) ; des adventices souvent plus pernicieuses à combattre que les graminées. Tous ces éléments, synonymes de surcoûts supplémentaires, n'ont pas davantage été pris en compte dans la mesure « coupe en vert de la canne à sucre ».

Le surcoût total occasionné ne peut par conséquent être couvert par la prime associée à la mesure agri-environnementale. Celle-ci représente à peine 18% du surcoût calculé pour le cas détaillé dans le tableau 42 (et à peine 6% en récolte mécanisée). Cette mesure a davantage une valeur d'encouragement pour les planteurs pratiquant déjà la coupe en vert de la canne, qu'une valeur véritablement incitative pour un changement de pratique. Sur le principe, cette mesure visait surtout à inscrire la pratique du non-brûlage dans une approche écologique globale : en soulignant, d'une part, le rôle favorable des pailles sur la limitation des adventices et sur le maintien de l'humidité, propice au redémarrage des rejetons, surtout en zones sèches ; en cherchant, d'autre part, à éradiquer le brûlage de post-récolte, bien plus que celui de pré-récolte. Au final, ce double objectif ne semble pas avoir été atteint. De peu d'effets sur la limitation du brûlage de pré-récolte, cette mesure a été tout aussi inefficace sur la réduction du brûlage de post-récolte. L'analyse des pratiques montre que les petits planteurs sont contraints d'avoir recours au brûlage pour éliminer les résidus de récolte avant replantation, n'ayant pas aisément accès au gyrobroyeur. Or, sans l'une ou l'autre de ces pratiques, la durée de préparation du sol peut être multipliée par trois ou quatre, d'où un surcoût que ne peuvent gérer ces petits exploitants. La mesure agri-environnementale ne résout pas ce problème : nulle perspective d'accompagnement pour opérer autrement (recours, par exemple, à un prestataire pour le gyrobroyage) ; tandis que les engagements du contractant relatifs à la replantation sont difficiles à contrôler. Cependant, malgré ses imperfections, cette mesure renforce les conditions économiques de durabilité des petites exploitations pratiquant la coupe en vert. Pour le mode de conduite I, l'aide de 1 500 F/ha représente près de 25% du total des aides perçues et plus de 20% de la marge dégagée, comme nous le verrons plus loin (cf. tableau 54).

En matière de développement, le scénario de mise en place et d'application de cette mesure est révélateur de plusieurs choses. D'une part, il confirme, si besoin était, que la donnée économique prime sur la donnée écologique, du point de vue des planteurs : un changement de pratiques dans une perspective environnementale ne peut se faire que si l'engagement public pallie à l'ensemble des surcoûts. D'autre part, il témoigne de la capacité des planteurs à « capter les primes » ; ou tout au moins, dans le cas présent, de la capacité des structures de développement à amener les planteurs à bénéficier de ces mesures. Cette action, présentée au final comme une réussite, n'aurait pu atteindre l'effet escompté en canne¹⁹ sans la forte mobilisation de la Chambre d'agriculture et

¹⁹ En banane, le montant de la prime (3 300 F/ha, pour une surface éligible de 1 000 ha) a engendré un enthousiasme autrement plus important, surtout chez les grands producteurs. La mesure « conversion des terres arables en herbages extensifs », bien que d'un montant intéressant (2 500 à 2 772 F/ha, selon la distance au cours d'eau), s'est révélée limitée

du CTCS ; d'où la cible privilégiée représentée par les colons de l'EAG, particulièrement bien encadrés. Enfin, ce scénario offre l'occasion de rappeler l'importance cruciale des réflexions à avoir en amont des mesures à mettre en place, pour espérer atteindre les objectifs fixés. Au-delà de ces aspects d'ordre économique ou stratégique, il importe d'approfondir la question du brûlage en analysant ses incidences sur le plan social, ce qui sera fait au chapitre VII.

1.1.5. Mécanisation totale de la récolte : des incidences sur les livraisons

Outre son incidence sur la réduction du coût de production, la mécanisation de la récolte se ressent sur le chiffre d'affaires, en jouant sur le tonnage et la richesse des livraisons de canne. L'homme et la machine, du fait de la différence du mode de coupe, ne proposent pas un produit identique. La machine sectionne les tiges juste au niveau du sol, alors qu'elles ne le sont souvent qu'à quelques centimètres du sol en coupe manuelle (surtout avec du personnel salarié, plus que familial). Or, la partie basse de la tige est précisément la plus riche en saccharose (VAN DILLEWIJN, 1960 ; p. 325). De sorte que, dans certains pays, comme au Brésil, les couteaux de coupe sont réglés en dessous du niveau du sol. Les conditions martiniquaises ne permettent pas de telles pratiques, même dans les sols sableux du Nord (Basse-Pointe, Macouba, Saint-Pierre), du fait de l'usure trop rapide des couteaux qui en résulterait. La récolte mécanisée y permet toutefois un arasage satisfaisant des souches, synonyme d'une intéressante récupération de matière sucrée. Par contre, le gain de richesse permis est modulé par une perte de tonnage liée à la coupe des bouts blancs, selon le réglage de la machine (estimée à près de 10 tonnes/ha). Les coupeurs peuvent sectionner la tige juste en dessous du bout blanc, en ajustant leur geste à chaque tige. La récolteuse présente par contre une hauteur de coupe normalisée. Le chauffeur ne peut faire varier celle-ci pour chaque « pied », même s'il cherche à la moduler en fonction de la zone. Le gain de richesse peut aussi être tamponné par la différence de composition des livraisons, selon le mode de coupe.

Par le passé, le passage à la mécanisation totale de la récolte a été jugé responsable de diminutions de tonnage et de richesse des livraisons. Cette image évolue avec les performances accrues des machines et l'aménagement adéquat des terrains, l'adaptation des variétés et la formation des hommes. La récolte mécanisée de la canne devient de plus en plus synonyme de qualité des livraisons. Toutefois, les freins à son adoption par une majorité de planteurs restent de taille :

- le coût élevé de la récolteuse, de près de 290 000 euros (1,9 millions de francs) en 2000 ; coût alourdi de celui des remorques auto-basculantes, à raison d'au moins deux remorques à 45 700 euros (300 000 francs) pour mettre en route un chantier mécanisé ;
- sachant qu'une telle machine peut récolter quotidiennement 150 tonnes de canne, soit près de 2 ha par jour, le seuil de surface retenu par l'administration pour subventionner cet achat est fixé à une centaine d'hectares ;

dans la pratique, vu la faible surface éligible : soit un total de 80 ha sur le territoire, dans les périmètres d'alimentation des captages d'eau potable, aux abords immédiats des mangroves, en bordure de cours d'eau et zones inondables.

²⁰ Terme vernaculaire pour désigner localement la touffe de canne.

- malgré les importants remodelages opérés, il n'est pas possible de faire totalement abstraction du relief accidenté de l'île et reculer indéfiniment les possibilités de mécanisation. Nombre de parcelles restent encore tributaires de la coupe manuelle.

Au regard de ces limites inhérentes au modèle de récolteuse actuellement adopté à la Martinique, le Centre régional d'innovation et de transfert de technologie (CRITT) a lancé, il y a une dizaine d'années, un projet pour la conception d'une petite récolteuse, dotée d'une grande adaptabilité au relief accidenté. Cette caractéristique devait être permise grâce à un double système d'inclinaison (d'avant en arrière, de droite à gauche), un poids réduit (10 tonnes, contre 18 en moyenne pour les récolteuses actuelles) et un centre de gravité très bas. A ceci, devait s'ajouter une polyvalence, permettant de transformer la machine en tracteur, après avoir retiré l'ensemble des accessoires de récolte. Le prix, de l'ordre de 150 000 euros (environ un million de francs), soit près de la moitié de celui des récolteuses actuelles, devait constituer le troisième avantage de la machine. Cette dernière devait favoriser l'accès des petits planteurs à la mécanisation totale de la récolte. L'objectif recherché était de contribuer au maintien de l'approvisionnement issu des zones de morne, de qualité spécifique, à valoriser pour l'élaboration de rhum agricole. La conception de cette machine a débuté en 1991, la construction en 1995 et des essais *in situ* ont été effectués avec un prototype en 1999 et 2000. Toutefois, ce projet semble avoir du mal à aboutir, alors que le faible intérêt d'une part conséquente des acteurs de la filière est plus que manifeste. De tels concepts de mécanisation adaptée à la petite agriculture ont été l'apanage de nombre de structures de développement de par le monde. Ils n'ont souvent abouti qu'à des échecs (« gouffres » financiers pour les bailleurs de fonds ou importants déséquilibres socio-économiques des exploitations). Tel est le cas des tracteurs Bouyer en Afrique, notamment au Burkina Faso, à la fin des années soixante-dix (TERSIGUEL, 1995). Afin de réduire les risques d'échecs, Arsène AZON (2000) insiste sur la phase d'évaluation, incluant la prise en compte des objectifs et contraintes réelles des producteurs.

La volonté (de certains distillateurs ?) de préserver l'approvisionnement en canne des petites exploitations des mornes pour l'AOC Martinique pourra-t-elle contribuer à faire aboutir ce projet de petite mécanisation ²¹ ? Alors que ces exploitations ne cessent de disparaître, l'avenir est-il plus que jamais à la grande mécanisation ? L'analyse de la viabilité économique des unités de production, en remplaçant les pratiques et modes de conduite dans le fonctionnement de ces dernières, permet d'apporter des éléments de réponse à ces questions.

1.1.6. Un revenu brut (produit) fonction de la richesse et du rendement agricole

Les performances des pratiques culturales se concrétisent au final par des niveaux de rendements agricoles et une qualité industrielle (cf. schéma d'élaboration du rendement en début de chapitre), qui vont déterminer le revenu des planteurs. Y a-t-il une corrélation entre pratiques (voire entre modes de conduite ou catégories d'exploitation) et résultats agro-technologiques (taux de saccharose/ha) ? Telle est la question à laquelle les paragraphes suivants cherchent à apporter des

²¹ La dissolution du CRITT-Martinique, fin 2001, rend toutefois cette hypothèse assez improbable.

éléments de réponse. Pour ce faire, nous avons choisi de partir du cas des livraisons à l'usine du Galion. Le suivi informatisé assuré par le CTCS, pour le paiement des cannes à la richesse en saccharose (PCRS), s'y traduit par la collecte de nombreuses informations, tels les résultats de livraisons par catégorie d'exploitations et mode de récolte. Mises en parallèles avec les enquêtes, ces données permettent d'affiner l'analyse économique.

a) Rendements moyens : une grande variabilité, sans corrélation significative

Sur la quarantaine d'enquêtes réalisées, la variabilité des rendements agricoles est relativement forte, avec un étalement de 50 à 130 t/ha. Ce constat rejoint celui des étudiants du Magistère Développement Agricole Caraïbe, quelque dix ans plus tôt (DAC, 1992a), concernant les planteurs livrant au Galion : « *On observe une grande variabilité des rendements obtenus par les divers agriculteurs. Ils peuvent varier de 25 à 120 t/ha* ». Cependant, aucune corrélation explicite n'apparaît entre niveaux de rendements et catégories d'exploitations ou modes de conduite. Le Centre technique relève cette même difficulté (CTCS, 1996b ; p. 15), selon les résultats de quatre campagnes sucrières. La variabilité des rendements entre catégories d'exploitations est, en fin de compte, faible : qu'elles fassent intervenir un itinéraire à dominante manuelle (moyenne quadriennale de 75,8 t/ha pour les colons de l'EAG), semi-mécanisée (77,9 t/ha) ou mécanisée (73,4 t/ha). Les moyennes inter-groupes masquent la forte variabilité intra-groupes : les rendements parcellaires se répartissent indifféremment des catégories de planteurs.

Sans être significatives, des différences de rendements se profilent toutefois. Vu la fréquente situation des petits planteurs en zones à topographie difficile, alliée à une conduite plus traditionnelle, l'on pourrait s'attendre à ce que les plus faibles rendements soient enregistrés par eux. Contre toute attente, tel n'est pas le cas : leurs résultats moyens sont supérieurs à la moyenne régionale, de 75 t/ha. Le DAC (1992a) retient de même que les variations observées ne sont pas liées à des différences de localisation géographique des exploitations. Ce qui laisse à croire que le milieu physique ne constitue pas le facteur limitant, malgré les différences de potentialités : « *Il existe donc une marge de progrès certaine* ». Les performances honorables atteintes en moyenne par les colons (mode I) s'expliquent par plusieurs facteurs cumulés. L'analyse des pratiques ne met en évidence que peu d'écarts à la norme. Les principales variantes (telle celle relative au brûlage ou non avant récolte) ne permettent pas d'expliquer la variabilité des résultats entre modes de conduite ; un constat également fait dix ans plus tôt par le DAC (1992a). Vu la complexité des interactions entre techniques (ou pratiques), milieu et peuplement végétal (cf. figure 23 en début de chapitre), les incidences précises de chaque pratique ne peuvent être appréhendées ; une limite méthodologique entrevue d'emblée. Des pistes explicatives de la variabilité de rendements se dégagent toutefois, quant à la gestion de la récolte et la conduite de la culture.

En comparant la gestion de la récolte chez un colon et l'organisation d'un chantier de récolte semi-mécanisé avec des coupeurs salariés, il ressort que : d'une part, le colon coupe les cannes au plus près du sol, qualité de coupe très difficile à obtenir avec des coupeurs payés à la toise (modes II et III) ; d'autre part, le ramassage assuré par la CUMA de Malgré-Tout laisse moins de cannes par terre que ne le font les chantiers semi-mécanisés des moyennes ou grandes exploitations. La

vigilance et la participation des colons ne sont pas étrangères à cet état de fait, sachant que la surface exploitée est restreinte : « *chaque canne compte dans le tonnage* », disent-ils. Pour la récolte mécanisée, les moyennes nivellent les différences entre exploitations et entre parcelles. Elles ne rendent pas compte de la réalité de chacune d'elles. Sur certaines exploitations (ou parcelles), plus que sur d'autres, le passage à la mécanisation totale de la récolte a pu se traduire par des baisses conjoncturelles du tonnage par hectare (incidences précédemment abordées).

La conduite de la culture se traduit par une plus forte variabilité de résultats pour les petites exploitations familiales (mode I). Ceci ne reflète pas des performances moindres du mode de conduite, mais traduit une plus grande variabilité de pratiques, comme de potentiel agronomique²². Il est difficile de conclure à un parallèle entre modes de conduite (ou catégories d'exploitations) et résultats agro-technologiques, sans avoir recours à un diagnostic agronomique précis pour chaque situation. Cette difficulté tient notamment à la forte variabilité inter-annuelle des rendements. Du fait des aléas climatiques, cette dernière s'avère aussi forte que la variabilité de rendement intra-annuelle. Par exemple, la campagne 2000 s'est soldée par une augmentation générale des tonnages, grâce aux conditions climatiques très favorables. Au contraire, en 1998 et 1999, de même qu'en 2001, les déficits hydriques enregistrés ont provoqué des chutes de production sur la majorité des exploitations. Dans de telles conditions, la variabilité des rendements peut être exacerbée par des données structurelles : les petits producteurs sont d'autant plus pénalisés par les incidences de la sécheresse que leur épandage d'engrais tend à se faire plus tardivement ; ceci en partie à cause de difficultés financières induites par des retards de paiement des cannes en sucrerie. Enfin, un artéfact fausse les calculs : les rendements agricoles sont calculés à partir de la surface totale en canne ; il importerait de différencier les estimations relatives aux cannes plantées non récoltées, incluant les pépinières (comme illustré à l'annexe 1.2). La grande variabilité du facteur pluviométrique, caractéristique du climat martiniquais, a aussi de fortes incidences sur la richesse en saccharose des cannes et sur la qualité globale des livraisons.

b) Modalités de paiement en sucrerie et en distilleries

Selon que la canne soit livrée en sucrerie ou en distillerie, le mode de paiement diffère, de même que l'impact de la qualité des livraisons sur le revenu du planteur. Après une présentation de ces différences de paiement, il s'agit de s'interroger sur les relations entre les pratiques (ou mode de conduite) et les facteurs de qualité servant à ce paiement, surtout en sucrerie.

En sucrerie, depuis 1962, les livraisons sont rémunérées selon le principe du paiement des cannes à la richesse en saccharose (PCRS) : il s'agit d'ajuster le prix de la tonne de canne en fonction de la qualité technologique des livraisons, en terme de saccharose récupérable par l'usine. Ce potentiel dépend de la teneur intrinsèque de la canne en saccharose (seul sucre cristallisable), mais aussi de sa facilité d'extraction. Il est indexé sur un coefficient de paiement (CP), qui permet de

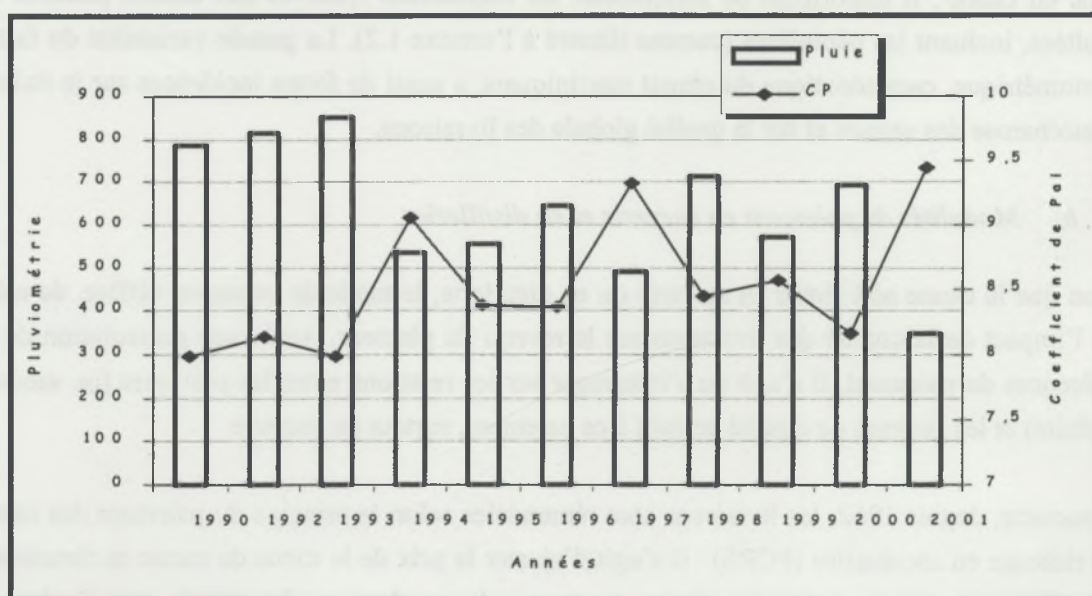
²² Un colon dont les rendements ne dépassent pas 70 t/ha peut être qualifié par la vulgarisation de « très bon planteur », du fait d'une valorisation optimale des faibles potentialités de sa parcelle, grâce à un investissement important en travail.

partager la recette totale théorique entre planteurs et usiniers (CTCS, 1992 a). Son calcul repose sur une formule complexe (CTCS, 1993a), faisant intervenir :

- la teneur en saccharose (Pol) ;
- la teneur en matière sèche soluble du jus extrait (Brix) ;
- le taux de résidu fibreux de l'échantillon de canne analysé ;
- un coefficient d'extraction propre à l'unité industrielle (défini depuis les années quatre-vingts comme égal à 0,833).

Les trois premiers paramètres sont déterminés à partir de l'analyse d'un échantillon représentatif de la livraison de canne. Une carotte d'environ 2 kg est prélevée dans le chargement à l'entrée de l'usine ; un prélèvement opéré depuis quelques années à l'aide d'une sonde montée sur tracteur. Ce mode de prélèvement permet de tenir compte tant de la fraction « canne usinable », que de l'apport de matières non usinables, tels les pailles, les bouts blancs, les souches, l'apport de terre et de boue. Après broyage de l'échantillon, un sous-échantillon de 500 g de pulpe en est extrait et fait l'objet d'analyse en vue du calcul du CP. Depuis les années soixante, si le principe du PCRS n'a pas changé, l'intégration des avancées en termes de conduite d'analyses et de traitement des données en ont amélioré la fiabilité. Le prix de référence de la tonne de canne livrée en sucrerie est fixé en début de campagne, sur la base d'un CP standard égal à 8. Le CP moyen est soumis à d'importantes variations inter-annuelles, selon les conditions pluviométriques prévalant durant la campagne, comme l'illustre le graphique ci-dessous.

Graphique 18 : Relation entre la pluviométrie de janvier à juin et le CP



D'après : CTCS, 2002. Base de données.

Pour les campagnes 2000 et 2001, le prix de la tonne de canne livrée à l'usine du Galion est de 391,69 F à 8 de CP. Ce montant est réparti entre : « le prix – usine » (228 F) et « l'aide à la balance » (163,69 F). En 2001, le prix moyen des livraisons au Galion s'est élevé à 463,17 F/t, contre 399,52 F en 2000. Avec une richesse de 13,91 et un CP de 9,46 (CTCS, 2002), du fait d'une

sévère sécheresse, cette campagne 2001 s'est terminée sur des résultats qualitatifs exceptionnels, jamais enregistrés depuis plus d'une trentaine d'années, de mémoire d'acteurs de la filière.

En distilleries, le paiement des cannes se faisait uniquement au poids jusqu'en 1995. Avec l'avènement de l'AOC, une réflexion a dû être conduite pour indexer ce paiement à la qualité des livraisons. La détermination de la teneur en sucres totaux dans le jus (saccharose, glucose et fructose, constituant la matière première pour la fermentation) s'est avérée inapplicable : sa mise en œuvre rapide pour chaque livraison se heurte à des difficultés analytiques et organisationnelles. A défaut, le Syndicat de défense de l'appellation « Rhum agricole Martinique » s'est orienté vers l'évaluation de la qualité en fonction du Brix²³. La corrélation positive élevée entre Brix et taux de saccharose (VAN DILLEWIJN, 1960 ; p 327), maintes fois étudiée, rend un tel choix cohérent. Sans approfondir davantage les différences de paiement entre sucrerie et distilleries²⁴, voyons ce qu'il en est de la variabilité des indicateurs de qualité et plus précisément du CP.

c) Variabilité du CP et mode de conduite de la canne

Selon les planteurs, les quinzaines de livraisons ou les années, le CP varie de 6,5 à 10. La moyenne relevée en sucrerie sur une trentaine d'années est de 8,43 à la Martinique (cf. annexe 1.4). Les chiffres globaux masquent toutefois des différences significatives selon les modes de conduite de la canne. En différenciant ces derniers, les moyennes pondérées des CP sur cinq campagnes sont les suivantes (CTCS, 1996b ; p. 14) : 9,27 pour le mode I (à dominante manuelle) ; 8,43 pour les modes II et III (à dominante semi-mécanisée) ; 7,96 pour le mode IV (à dominante mécanisée). Les livraisons de canne issues du premier mode de conduite, assurées par les colons, se présentent en moyenne comme de meilleure qualité que celles issues des autres modes de conduite. Elles sont par conséquent mieux payées en sucrerie. Ces différences relèvent de plusieurs aspects : la topographie (les petits planteurs étant généralement situés en mornes, soumis à un drainage naturel, favorable à la maturation) ; l'entretien, le mode de récolte (proportion variable de fractions non usinables) ; l'organisation du transport (délais entre coupe ou brûlage et livraison). Ces paramètres cumulés sont susceptibles d'induire d'importantes différenciations du CP, venant exacerber l'effet « pluviométrie ».

La moindre qualité des livraisons issues des parcelles récoltées de façon mécanisée trouve *a contrario* d'autres explications spécifiques : d'une part, le fait que la mécanisation totale de la récolte relève surtout des plaines alluviales, avec une tendance à l'hydromorphie, globalement synonyme d'une moins bonne maturation ; d'autre part, les conséquences du passage à la mécanisation totale de la récolte (aménagement des parcelles, gestion des chantiers de récolte, organisation des livraisons, etc.). Les efforts mis en œuvre sur les exploitations mécanisées laissent présager d'une amélioration de ces paramètres au fil du temps. De fait, que ce soit en termes de rendements ou de qualité des livraisons, les axes à privilégier pour améliorer les performances des

²³ Taux de matière sèche soluble totale dans le jus. Le brix reflète la teneur en matières sucrées totales.

²⁴ Ce sur quoi nous reviendrons au chapitre VII.

pratiques sont : l'encadrement pour les petits producteurs ; la gestion de la récolte, sur les exploitations employant du personnel salarié, tant pour la récolte semi-mécanisée que mécanisée.

En conclusion de cette première sous-section relative aux performances des pratiques culturales, les tendances évolutives quant à leurs relations avec le milieu, le peuplement végétal et les revenus vont surtout dans le sens d'une durabilité économique croissante pour les modes de conduite III et IV. C'est surtout là que se jouent les gains en termes d'intensification de la culture et d'économie sur les coûts de production, grâce à la mécanisation. C'est surtout en terme de qualité des livraisons que se distinguent les petites unités de production cannière, dont l'itinéraire technique est à dominante manuelle. Bien que l'amélioration technique des récolteuses tempère cet avantage, il reste aux petites unités une spécificité : leur topographie généralement accidentée, synonyme d'un potentiel qualitatif élevé des cannes.

1.2. Viabilité économique des unités de production cannière

Conformément à la grille de critères économiques retenus, le second indicateur de durabilité à étudier concerne la viabilité des unités de production cannière. Il s'agit de voir si celle-ci peut être assurée par les revenus de la canne, en évaluant l'efficacité économique des modes de conduite, en termes de coûts et produits. Cette analyse s'en tient à la production agricole proprement dite, conformément à l'objet de cette première section, en considérant « *toutes choses égales par ailleurs* » (les conditions de débouchés offertes par le secteur de la transformation sont renvoyées aux sections 2 et 3 de ce chapitre). Dans cette optique, appréhender la viabilité de ces unités consiste à déterminer le niveau de revenus en deçà duquel leur existence peut être compromise. Cette détermination se heurte à une double complication. D'une part, un modèle de calcul linéaire ne peut être appliqué à l'ensemble des exploitations, vu qu'il n'y a pas de régression linéaire entre la surface en canne et le revenu qui en résulte ; pas plus que pour toute production, comme le note Frédéric SAUDUBRAY (2001 ; p. 10). Un modèle unique ne permet pas de rendre compte, à la fois, d'un fonctionnement familial et d'un fonctionnement de type sociétaire : l'un dépend d'une petite structure d'exploitation, l'autre inclut l'emploi de salariés permanents et de lourds investissements. Ces fonctionnements sont à distinguer, en les rapportant aux modes de conduite de la canne. D'autre part, il est difficile d'identifier un indicateur de viabilité valable pour toutes les exploitations. Dans le cas d'un fonctionnement sociétaire, la viabilité se superpose à la notion de rentabilité et se pose en termes de chiffre d'affaires et de marges. Dans un fonctionnement familial, elle se pose en terme de revenu disponible pour le planteur et sa famille et dépend de leurs objectifs (place et rôle de la canne).

En intégrant ces remarques, l'analyse de la viabilité économique des unités de production est menée en trois étapes, de façon à répondre aux questions suivantes : (i) quelle est la rentabilité de la culture de la canne, selon les modes de conduite et les types d'exploitations (de type familial ou sociétaire) ? ; (ii) quelle est la productivité du travail pouvant être assurée par cette culture ? ; (iii) quelle est la surface minimale en deçà de laquelle la viabilité de l'unité de production cannière (familiale) peut être compromise ?

1.2.1. Quelle rentabilité pour la culture de la canne ?

La première étape de l'analyse consiste en un calcul de marge, par rapprochement des coûts et produits de la canne. Elle s'inspire du suivi économique des exploitations, assuré par le CTCS à partir de 1982. Depuis cette période de restructuration de la filière canne, une formule d'indexation du prix d'achat de la tonne livrée en sucrerie a été mise en place. Elle a fait l'objet de révisions annuelles, en fonction des augmentations de salaires, ainsi que du prix du matériel et des produits. Cette méthode, qui se voulait financièrement rassurante pour le planteur, a été opérationnelle jusqu'en 1994. Depuis, le prix de la tonne de canne fait l'objet d'une négociation entre planteurs, usine, assemblées territoriales et Etat. Bien que le calcul de coûts ne serve plus que d'indicateur, le CTCS en a poursuivi l'actualisation. Ce faisant, les normes retenues ont été affinées et les types d'exploitations, différenciés. Ce suivi pluriannuel est mis à profit dans les calculs ci-après. Ces derniers reposent sur la mise à jour du document intitulé : « *Eléments sur les stratégies techniques et financières des exploitations cannières en Martinique : coûts de production et produits de la canne en 1996 selon les types d'exploitations* » (CTCS, 1996b ; CTCS, 2000). Les grandes lignes de cette étude, focalisée sur les exploitations livrant au Galion, sont ici reprises. Un glissement est toutefois opéré par rapport à la typologie antérieure, relative aux exploitations, vers une différenciation des modes de conduite (précédemment identifiés). Ce glissement méthodologique tient compte du développement de la mécanisation, ainsi que du rôle croissant des prestataires, traduisant l'évolution de l'articulation entre planteurs et transformateurs. Il facilite l'extension de l'approche à l'ensemble des planteurs, incluant ceux qui livrent en distilleries. De plus, il favorise par la suite la prise en considération des activités parallèles à la production de canne.

a) Calculs selon les quatre modes de conduite : fonctionnements familial et sociétaire

Les quatre modes de conduite identifiés sont rapportés à des catégories d'exploitations ou de parcelles. Cette démarche permet de traduire une réalité type pour chaque mode de conduite, tout en faisant varier un minimum de facteurs, ce qui facilite la comparaison inter-modes. Le mode I est rapporté aux colons de l'EAG ; le mode II, aux exploitations faisant appel à la prestation, de façon totale ou partielle ; le mode III, aux parcelles récoltées de façon semi-mécanisée, incluant une coupe à la toise, sur une moyenne ou une grande exploitation ; le mode IV, aux parcelles récoltées de façon mécanisée, sur une grande exploitation. Les trois premiers exemples (mode I, mode II en prestation totale et partielle) recouvrent des fonctionnements de type familial, les deux derniers (modes III et IV), des fonctionnements de type sociétaire. Ces exemples sont présentés de façon synthétique dans les pages suivantes, en vis-à-vis des tableaux de calculs²⁵. Afin de ne pas alourdir le texte, les éléments de calculs des coûts sont reportés en annexe 2.7. L'évaluation du revenu brut se réfère aux résultats agro-technologiques des exploitations, présentés au paragraphe 1.1.6. Retenons en résumé que : le rendement agricole moyen pour la canne en Martinique, de 75 t/ha (CTCS, 2000) a été retenu pour les quatre modes de conduite ; le CP pris en compte pour les calculs est de 9 pour le mode I, de 8,5 pour les modes II et III, de 8 pour le mode IV.

²⁵ Soulignons que le fait d'arrondir les données à l'unité (sans décimale) dans ces tableaux ne permet pas de traduire toute la précision des calculs (logiciel excel) ; d'où des artéfacts de présentation, pouvant simuler des erreurs de calculs.

☞ *Mode I : exemple des petits producteurs adhérents à la CUMA de Malgré-Tout*

☞ Présentation	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Exploitation</u> : petite exploitation familiale d'environ 3 ha, incluant 2,5 ha de canne en moyenne, en terrain moyennement à très accidenté. La coupe est effectuée manuellement, en cannes non brûlées. • <u>Profil du planteur</u> : colon de l'EAG, adhérent à la CUMA de Malgré-Tout.
☞ Facteurs de production	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Gestion du foncier</u> : selon le système du colonat, les planteurs sont tenus de maintenir au moins 80% de la surface allouée en canne, contre un maximum de 20% affectés aux cultures maraîchères ou vivrières. Ils versent en retour à l'EAG un loyer proportionnel à leur chiffre d'affaires (10%). Une prime de productivité fixe à 85 t/ha la limite de taxation, la production supplémentaire étant exonérée. • <u>Personnel</u> : il est essentiellement familial, avec un éventuel recours à du personnel salarié ou à l'entraide pour la coupe. Le coût de ce personnel est calculé selon les accords de salaire en vigueur. L'exploitant effectue lui-même les autres travaux (coupe des boutures, entretien, etc.). • <u>Matériel et structure</u> : hormis l'achat du petit matériel courant (coutelas, pulvérisateur à dos), les frais de structure sont très réduits.
☞ Eléments techniques	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Longévité des parcelles</u> : 8 ans. Cette longévité est attribuée aux soins apportés à la culture et à la dominante manuelle du mode de conduite (pas de brûlage de pré-récolte, peu de passages d'engins sur les souches). Le récent développement du ramassage au cane-loader chez les colons viendra peut-être modifier cette donne à l'avenir. • <u>Itinéraire technique</u> : du fait de la topographie, certains travaux d'aménagement (telle la réalisation de canaux de drainage), incontournables en plaine alluviale, ne sont pas nécessaires. Par contre, la pente impose parfois de ne pouvoir travailler que dans un seul sens, d'où des temps de préparation du sol importants. Lors de la replantation, les résidus sont éliminés par le feu, au lieu du gyrobroyage. • <u>Prestations</u> : les heures de tracteurs sont facturées à 250 F par la CUMA. Le transport des boutures est effectué gratuitement par l'EAG. A la récolte, le transport (dans le cas des chariots, chargés manuellement) ou le chargement et le transport (dans le cas de la remorque auto-chargeuse) sont facturés 78,29 F/tonne. Dans le cas du recours au cane-loader, ces prestations sont facturées 82,41 F/tonne.

Tableau 43 : Exemple-type de coûts et produit pour le mode de conduite I

Préparation du sol	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Sous-solage	1 250 F					1 250 F
Labour	1 500 F					1 500 F
Affinage	1 250 F					1 250 F
Sillonage	1 750 F					1 750 F
Epandage de chaux			400 F	2 850 F		3 250 F
Canaux - Traces - Abords			1 200 F			1 200 F
Total par hectare	5 750 F		1 600 F	2 850 F		10 200 F
Coût annuel/ha (Amort/8 ans)	719 F		200 F	356 F		1 275 F

Plantation	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Achat de boutures sur pied				2 750 F		2 750 F
Coupe à la pile des boutures			2 000 F			2 000 F
Chargement et transport						0 F
Mise en place des boutures	1 750 F		3 200 F			4 950 F
Recouvrement	1 250 F					1 250 F
Recourage et finitions			800 F			800 F
Total par hectare	3 000 F		6 000 F	2 750 F		11 750 F
Coût annuel/ha (Amort /8 ans)	375 F		750 F	344 F		1 469 F

Entretien annuel	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Achat d'engrais et épandage			1 200 F	2 300 F		3 500 F
Achat herbicides et épandage			1 600 F	1 200 F		2 800 F
Sarclage manuel			1 200 F			1 200 F
Dératisation			200 F	180 F		380 F
Entretiens divers			400 F			400 F
Total par hectare			4 600 F	3 680 F		8 280 F

Chges annuelles avant récolte	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Préparation du sol	719 F		200 F	356 F		1 275 F
Plantation	375 F		750 F	344 F		1 469 F
Entretien			4 600 F	3 680 F		8 280 F
Location du terrain (colonat)					3 500 F	3 500 F
Amexa					0 F	0 F
Taxes					260 F	260 F
Frais de structure					600 F	600 F
Total par hectare	1 094 F		5 550 F	4 380 F	4 360 F	15 384 F
Total par tonne (moy 75 t/ha)	15 F		74 F	58 F	58 F	205 F

Récolte (75 tonnes/ha)	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Coupe des cannes			11 000 F			11 000 F
Chargement et transport	6 000 F					6 000 F
Total par hectare	6 000 F		11 000 F			17 000 F
Total par tonne (moy 75 t/ha)	80 F		147 F			227 F

Coût production par tonne	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Canne sur pied	15 F		74 F	58 F	58 F	205 F
Récolte	80 F		147 F			227 F
Total (en F/t)	95 F		221 F	58 F	58 F	432 F

Produit (CP moyen : 9)	Prix usine	Aide Bal.				Total
Produit brut (en F/t)	257 F	184 F				441 F

☛ *Mode II : exemple d'exploitations ayant recours à la prestation de services totale*

☛ Présentation	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Exploitation</u> : petite ou moyenne exploitation familiale, de taille très variable (de 5 à plus de 50 ha en canne), souvent située en terrain moyennement accidenté. • <u>Profil du planteur</u> : producteur faisant appel à un prestataire pour tout l'itinéraire technique, ce qui lui permet de s'affranchir totalement des travaux relatifs à la production de canne. Il se consacre à une autre activité (généralement non agricole) ou peut être retraité.
☛ Facteurs de production	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Gestion du foncier</u> : les exploitants adoptant la prestation totale sont généralement propriétaires. • <u>Personnel</u> : pour les opérations assurées par le prestataire, le personnel est salarié et inclus dans le coût de la prestation. En prestation totale, il en va ainsi pour la plantation, la récolte, mais aussi l'entretien. Pour ce dernier, la topographie peut justifier la réalisation manuelle de certaines opérations. • <u>Matériel et structure</u> : comme pour le mode I, les charges en équipement n'apparaissent pas dans le calcul de coût. Le matériel appartenant au prestataire, son coût horaire est intégré dans le prix des prestations. La structure d'exploitation prise en compte est encore très souple.
☛ Eléments techniques	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Longévité des parcelles</u> : 6 ans. Récoltées de façon semi-mécanisée, avec une coupe à la toise en cannes brûlées, les parcelles accusent une baisse de longévité comparativement au mode I. Ceci s'explique par un plus fort compactage, ainsi que par l'arrachage des souches en conditions pluvieuses et par une différence de soins apportés à la culture. • <u>Itinéraire technique</u> : dans l'exemple considéré, l'itinéraire technique mis en place par le prestataire englobe un gyrobroyage avant la replantation. Pour cette dernière, les boutures sont achetées coupées et non sur pied, comme pour les colons. • <u>Prestations</u> : l'heure de tracteur est facturée à 272 F (en incluant l'outil attelé). A ceci, s'ajoute une marge moyenne de 15% pour le prestataire (soit un coût de 313 F, contre 250 F pour le forfait spécifique à la CUMA de Malgré-Tout). Dans le cas présenté ci-contre, la récolte est semi-mécanisée, au prix de 198 F/tonne. En récolte mécanisée, le coût moyen de la prestation tombe à 138 F/tonne.

Tableau 44 : Exemple-type de coûts et produit pour le mode II, en prestation totale

Préparation du sol	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Gyrobroyage	937 F					937 F
Sous-solage	1 250 F					1 250 F
Labour	1 250 F					1 250 F
Affinage	1 250 F					1 250 F
Sillonage	1 250 F					1 250 F
Epandage de chaux	937 F			2 850 F		3 787 F
Abords - canaux - traces	2 538 F					2 538 F
Total par hectare	9 411 F			2 850 F		12 261 F
Coût annuel/ha (Amort/6 ans)	1 569 F			475 F		2 044 F

Plantation	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Achat de boutures coupées				5 000 F		5 000 F
Chargement et transport	926 F					926 F
Mise en place des boutures	3 680 F					3 680 F
Recouvrement	751 F					751 F
Recourage et finitions	1 170 F					1 170 F
Total par hectare	6 527 F		0 F	5 000 F		11 527 F
Coût annuel/ha (Amort/6 ans)	1 088 F		0 F	833 F		1 921 F

Entretien annuel	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Achat d'engrais et épandage	1 461 F			2 300 F		3 761 F
Achat herbicides et épandage	2 131 F			1 200 F		3 331 F
Sarclage manuel	1 840 F					1 840 F
Dératisation	230 F			270 F		500 F
Entretien abords-canaux-traces	1 421 F					1 421 F
Total par hectare	7 083 F		0 F	3 770 F		10 853 F

Chges annuelles avant récolte	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Préparation du sol	1 569 F			475 F		2 044 F
Plantation	1 088 F		0 F	833 F		1 921 F
Entretien	7 083 F		0 F	3 770 F		10 853 F
Impôts fonciers					800 F	800 F
Amexa					0 F	0 F
Taxes					260 F	260 F
Frais de structure					600 F	600 F
Total par hectare	9 739 F		0 F	5 078 F	1 660 F	16 477 F
Total par tonne (moy 75 t/ha)	130 F		0 F	68 F	22 F	220 F

Récolte (75 tonnes/ha)	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Brûlage et pare-feu			400 F			400 F
Coupe, chargement, transport	14 850 F					14 850 F
Total par hectare	14 850 F		400 F			15 250 F
Total par tonne (moy 75 t/ha)	198 F		5 F			203 F

Coût de production par tonne	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Canne sur pied	130 F		0 F	68 F	22 F	220 F
Récolte	198 F		5 F			203 F
Total (en F/t)	328 F		5 F	68 F	22 F	423 F

Produit (CP moyen : 8,50)	Prix usine	Aide Bal.				Total vente
Produit brut (en F/t)	242 F	174 F				416 F

☛ *Mode II : exemple d'exploitations ayant recours à la prestation de services partielle*

☛ Présentation	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Exploitation</u> : petites exploitations familiales, généralement de moins d'une dizaine ou une quinzaine d'hectares, en terrain accidenté à moyennement accidenté. • <u>Profil du planteur</u> : producteur faisant appel à un prestataire pour la plantation et pour la récolte uniquement, en assurant lui-même l'entretien. Il se consacre à une autre activité (souvent agricole) ou peut être retraité.
☛ Facteurs de production	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Gestion du foncier</u> : les exploitants adoptant ce mode de conduite sont généralement des propriétaires fonciers. Ils peuvent aussi être locataires, ne serait-ce que pour une partie du foncier. • <u>Personnel</u> : comme dans l'exemple précédent, pour les opérations assurées par le prestataire, le personnel est salarié et inclus dans le coût de la prestation. Tel est le cas ici pour la plantation et la récolte, tandis que l'entretien est assuré manuellement par le planteur ; une gestion encore compatible avec la surface en canne. • <u>Matériel et structure</u> : idem que pour les deux cas précédents.
☛ Eléments techniques	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Longévité des parcelles</u> : 6 ans, comme pour le cas précédent. • <u>Itinéraire technique</u> : identique au cas précédent. • <u>Prestations</u> : les coûts des prestations, mobilisées pour les deux séquences les plus lourdes de l'itinéraire technique (plantation et récolte), sont les mêmes que pour dans le cas du recours à la prestation totale.

Tableau 45 : Exemple-type de coûts et produit pour le mode II, en prestation partielle

Préparation des sols	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Gyrobroyage	937 F					937 F
Sous-solage	1 250 F					1 250 F
Labour	1 250 F					1 250 F
Affinage	1 250 F					1 250 F
Sillonnage	1 250 F					1 250 F
Epandage de chaux	937 F			2 850 F		3 787 F
Abords - canaux - traces	2 538 F					2 538 F
Total par hectare	9 411 F			2 850 F		12 261 F
Coût annuel/ha (Amort/6 ans)	1 569 F			475 F		2 044 F

Plantation	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Achat de boutures coupées				5 000 F		5 000 F
Chargement et transport	926 F					926 F
Mise en place des boutures	3 680 F					3 680 F
Recouvrement	751 F					751 F
Recourage et finitions	1 170 F					1 170 F
Total par hectare	6 527 F		0 F	5 000 F		11 527 F
Coût annuel/ha (Amort/6 ans)	1 088 F		0 F	833 F		1 921 F

Entretien annuel	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Achat d'engrais et épandage			1 200 F	2 300 F		3 500 F
Achat herbicides et épandage			1 600 F	1 200 F		2 800 F
Sarclage manuel			1 200 F			1 200 F
Dératisation			200 F	180 F		380 F
Entretien abords-canaux-traces			400 F			400 F
Total par hectare			4 600 F	3 680 F		8 280 F

Chges annuelles avant récolte	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Préparation du sol	1 569 F			475 F		2 044 F
Plantation	1 088 F		0 F	833 F		1 921 F
Entretien	0 F		4 600 F	3 680 F		8 280 F
Impôts fonciers					800 F	800 F
Amexa					0 F	0 F
Taxes					260 F	260 F
Frais de structure					600 F	600 F
Total par hectare	2 656 F		4 600 F	4 988 F	1 660 F	13 905 F
Total par tonne (moy 75 t/ha)	35 F		61 F	67 F	22 F	185 F

Récolte (75 tonnes/ha)	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Brûlage et pare-feu			400 F			400 F
Coupe, chargement, transport	14 850 F					14 850 F
Total par hectare	14 850 F		400 F			15 250 F
Total par tonne (moy 75 t/ha)	198 F		5 F			203 F

Coût production par tonne	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Canne sur pied	35 F		61 F	67 F	22 F	185 F
Récolte	198 F		5 F			203 F
Total (en F/t)	233 F		67 F	67 F	22 F	389 F

Produit (CP moyen : 8,50)	Prix usine	Aide Bal.				Total vente
Produit brut (en F/t)	242 F	174 F				416 F

☞ *Mode III : exemple de parcelle en récolte semi-mécanisée sur une grande exploitation*

☞ Présentation	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Exploitation</u> : grande exploitation, cultivant une cinquantaine d'hectares en canne au moins, situées en zone moyennement accidentée. L'exemple choisi correspond à une parcelle récoltée de façon semi-mécanisée, avec une coupe à la toise, en cannes brûlées, et un ramassage au cane-loader. • <u>Profil du planteur</u> : cette catégorie d'exploitation peut être indépendante de toute unité de transformation ou rattachée à une distillerie agricole (dans ce cas, la coupe se fait à la tonne, en vert).
☞ Facteurs de production	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Gestion du foncier</u> : les parcelles sont généralement en faire-valoir direct. Le planteur peut également louer de la terre en vue de rentabiliser au mieux sa structure. La location peut aussi être envisagée en réponse à une demande commerciale, dans le cas d'exploitations de distillerie. • <u>Personnel</u> : il est salarié. L'activité saisonnière liée à la récolte engendre un afflux de personnel pendant la campagne (souvent des immigrés, dont l'hébergement et le transport quotidien doivent être assurés par le planteur). Une équipe permanente plus restreinte assure la plantation et l'entretien en inter-campagne. • <u>Matériel et structure</u> : avec l'extension des surfaces exploitées et de la mécanisation, les grandes exploitations gèrent un parc matériel de plus en plus important. Ce dernier impose un changement radical de fonctionnement par rapport aux exploitations relevant des modes I et II. La gestion d'un atelier, avec un personnel permanent d'ouvriers, chauffeurs et mécaniciens, est incontournable. Avant chaque campagne (en plus de l'entretien en cours de campagne), plusieurs mois sont consacrés à la révision et à la remise en état du matériel, aux commandes de pièces, etc. Cette activité se traduit par des frais généraux qui « alourdissent » la structure.
☞ Eléments techniques	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Longévité des parcelles</u> : 6 ans, comme pour le mode II, pour les mêmes raisons techniques, liées à la semi-mécanisation de la récolte et à l'intensification de la culture. • <u>Itinéraire technique</u> : similaire à celui décrit dans le deuxième mode de conduite. Cependant, la taille de l'exploitation impose l'aménagement d'un poste de transfert plus élaboré pour la gestion des livraisons. • <u>Prestations</u> : les grandes exploitations ne font généralement appel à aucune prestation (exception faite pour certains aménagements spécifiques), a contrario des exploitations relevant du mode de conduite II. De sorte que les travaux mécanisés leur reviennent moins chers à l'hectare.

Tableau 46 : Exemple-type de coûts de production et produit pour le mode de conduite III

Préparation du sol	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Gyrobroyage		491 F	162 F			653 F
Sous-solage		871 F	216 F			1 087 F
Labour		871 F	216 F			1 087 F
Affinage		655 F	216 F			871 F
Sillonage		655 F	216 F			871 F
Epandage de chaux		491 F	162 F	2 850 F		3 503 F
Abords - canaux - traces		1 767 F	440 F			2 207 F
Aménagement poste transfert		218 F	54 F			272 F
Total par hectare		6 017 F	1 682 F	2 850 F		10 549 F
Coût annuel/ha (Amort/6 ans)		1 003 F	280 F	475 F		1 758 F
Plantation	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Achat de boutures sur pied				2 750 F		2 750 F
Coupe à la pile			2 000 F			2 000 F
Chargement		470 F	110 F			580 F
Mise en place des boutures		1 524 F	4 746 F			6 269 F
Recouvrement		491 F	165 F			656 F
Recourage et finitions		164 F	55 F			219 F
Total par hectare		2 649 F	7 076 F	2 750 F		12 474 F
Coût annuel/ha (Amort/6 ans)		441 F	1 179 F	458 F		2 079 F
Entretien annuel	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Achat d'engrais et épandage		655 F	216 F	2 300 F		3 171 F
Achat herbicides et épandage		491 F	562 F	1 200 F		2 253 F
Sarclage manuel			1 600 F			1 600 F
Dératisation			200 F	270 F		470 F
Entretien abords-canaux- traces		442 F	908 F			1 350 F
Total par hectare		1 587 F	3 486 F	3 770 F		8 843 F
Chges annuelles avant récolte	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Préparation du sol		1 003 F	280 F	475 F		1 758 F
Plantation		441 F	1 179 F	458 F		2 079 F
Entretien		1 587 F	3 486 F	3 770 F		8 843 F
Impôts fonciers					800 F	800 F
Taxes					260 F	260 F
Encadrement			3 000 F			3 000 F
Frais de structure					1 200 F	1 200 F
Total par hectare		3 031 F	7 946 F	4 703 F	2 260 F	17 940 F
Total par tonne (moy 75 t/ha)		40 F	106 F	63 F	30 F	239 F
Récolte (75 tonnes/ha)	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Brûlage et pare-feu			400 F			400 F
Coupe à la toise			5 472 F			5 472 F
Chargement au cane-loader		1 411 F	330 F			1 741 F
Transport au poste de transfert		2 496 F	330 F			2 826 F
Transfert dans les camions		1 259 F	330 F			1 589 F
Déplacement des ouvriers					450 F	450 F
Hébergement des coupeurs					350 F	350 F
Total par hectare		5 165 F	6 862 F		800 F	12 827 F
Total par tonne (moy 75 t/ha)		69 F	91 F		11 F	171 F
Coût production par tonne	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Canne sur pied		40 F	106 F	63 F	30 F	239 F
Récolte		69 F	91 F		11 F	171 F
Total par tonne		109 F	197 F	63 F	41 F	410 F
Produit (CP moyen : 8,50)	Prix usine	Aide Bal.				Total vente
Produit brut (en F/t)	242 F	174 F				416 F

☛ *Mode IV : exemple de parcelles en récolte mécanisée sur une grande exploitation*

☛ Présentation	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Exploitation</u> : grande exploitation, généralement dotée de plus d'une centaine d'hectares en canne, situées en zone faiblement accidentée ou en plaine alluviale. La surface et la topographie des parcelles considérées en exemple facilitent la mécanisation totale de la récolte. Notons que les modes de conduite III et IV peuvent coexister au sein d'une même exploitation, pour des parcelles de topographie différente. • <u>Profil du planteur</u> : comme précédemment, cette catégorie d'exploitation peut être indépendante de toute unité de transformation ou être intégrée à une distillerie agricole.
☛ Facteurs de production	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Gestion du foncier</u> : même remarque que pour le mode III. • <u>Personnel</u> : la mécanisation totale de la récolte de la canne limite l'afflux de personnel complémentaire pendant la campagne. Le personnel sur lequel repose l'itinéraire technique est organisé en équipes permanentes sur l'année. Pour les exploitations où la canne coexiste avec d'autres cultures, la gestion du travail peut être optimisée grâce à une complémentarité entre les différentes spéculations, selon les calendriers cultureux. • <u>Matériel et structure</u> : avec la même structure de base que celle décrite pour le mode III, le degré de mécanisation atteint pour le mode IV se traduit par un accroissement du poste « matériel ». Ceci est valable tant pour l'investissement, que pour l'entretien et la remise en état du matériel. Les récolteuses actuelles reposent sur des systèmes hydrauliques et électroniques complexes. Leur maintenance exige de fait un personnel hautement qualifié.
☛ Éléments techniques	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Longévité des parcelles</u> : 5 ans. La mécanisation totale de la récolte engendre un compactage accru des sols, d'autant plus en plaine alluviale, où la tendance à l'hydromorphie génère des conditions de récolte plus difficiles. La fréquence de replantation augmente, comparativement aux modes de conduite précédents. • <u>Itinéraire technique</u> : il est alourdi par rapport à celui suivi dans le mode III. La préparation du sol inclut des travaux de remodelage et de drainage plus importants, imposés par la situation géographique de ces exploitations et par la mécanisation. Cette spécificité se retrouve lors des opérations d'entretien, avec une attention plus poussée pour le curage des canaux. • <u>Prestations</u> : idem que pour le mode III.

Tableau 47 : Exemple-type de coûts et produit pour le mode de conduite IV

Préparation du sol	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Gyrobroyage		491 F	162 F			653 F
Sous-solage		653 F	162 F			815 F
Labour		653 F	162 F			815 F
Affinage		653 F	162 F			815 F
Sillonnage		653 F	162 F			815 F
Epandage de chaux		327 F	108 F	2 850 F		3 285 F
Remodelage & curage canaux		3 534 F	880 F			4 414 F
Total par hectare		6 964 F	1 798 F	2 850 F		11 612 F
Coût annuel/ha (Amort/5 ans)		1 393 F	360 F	570 F		2 322 F

Plantation	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Achat de boutures sur pied				2 750 F		2 750 F
Coupe à la pile			2 000 F			2 000 F
Chargement		470 F	110 F			580 F
Mise en place des boutures		1 088 F	1 870 F			2 958 F
Recouvrement		327 F	110 F			437 F
Recourage et finitions		164 F	55 F			219 F
Total par hectare		2 050 F	4 145 F	2 750 F		8 945 F
Coût annuel/ha (Amort/5 ans)		410 F	829 F	550 F		1 789 F

Entretien annuel	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Achat d'engrais et épandage		327 F	508 F	2 300 F		3 135 F
Achat herbicides épandage		327 F	1 235 F	1 200 F		2 763 F
Sarclage manuel			1 600 F			1 600 F
Dératisation			200 F	180 F		380 F
Entretien abords-canaux-traces		435 F	908 F			1 343 F
Total par hectare		1 090 F	4 451 F	3 680 F		9 221 F

Chges annuelles avant récolte	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Préparation du sol		1 393 F	360 F	570 F		2 322 F
Plantation		410 F	829 F	550 F		1 789 F
Entretien		1 090 F	4 451 F	3 680 F		9 221 F
Impôts fonciers					900 F	900 F
Taxes					260 F	260 F
Encadrement			3 000 F			3 000 F
Frais de structure					2 000 F	2 000 F
Total par hectare		2 893 F	8 640 F	4 800 F	3 160 F	19 493 F
Total par tonne (moy 75 t/ha)		39 F	115 F	64 F	42 F	260 F

Récolte (75 tonnes/ha)	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Coupe		4 128 F	256 F			4 384 F
Transport - transfert		3 176 F	1 728 F			4 904 F
Total par hectare		7 304 F	1 984 F			9 288 F
Total par tonne (moy 75 t/ha)		97 F	26 F			124 F

Coût de production par tonne	Prestations	Matériel	Personnel	Intrants	F. Généraux	Total
Canne sur pied		39 F	115 F	64 F	42 F	260 F
Récolte		97 F	26 F			124 F
Total par tonne		136 F	142 F	64 F	42 F	384 F

Produit (CP moyen : 8,00)	Prix usine	Aide Bal.				Total vente
Produit brut (en F/t)	228 F	164 F				392 F

La synthèse des calculs précédents permet, dans un premier temps, d'analyser les différences de coûts selon les modes de conduite. Dans un second temps, la comparaison des marges conduit à cerner la part des aides aux planteurs dans les revenus tirés de la canne.

b) Coûts de production : des différences stratégiques de répartition entre postes

Les deux tableaux de synthèse suivants rendent compte des coûts de production annuels, par postes puis selon les séquences de l'itinéraire technique, pour les quatre modes de conduite.

Tableau 48 : Coûts de production annuels théoriques – répartition par poste
(données par ha et par tonne, hypothèse de 75 t/ha)

Postes	Mode I		Mode II (Prest° totale)		Mode II (Prest° partielle)		Mode III		Mode IV	
	F/ha	F/t	F/ha	F/t	F/ha	F/t	F/ha	F/t	F/ha	F/t
Prestations	7 094 F	95 F	24 589 F	328 F	17 506 F	233 F	0 F	0 F	0 F	0 F
Matériel	0 F	0 F	0 F	0 F	0 F	0 F	8 196 F	109 F	10 197 F	136 F
Personnel	16 550 F	221 F	400 F	5 F	5 000 F	67 F	14 808 F	197 F	10 624 F	142 F
Intrants	4 380 F	58 F	5 078 F	68 F	4 988 F	67 F	4 703 F	63 F	4 800 F	64 F
Frais généraux	4 360 F	58 F	1 660 F	22 F	1 660 F	22 F	3 060 F	41 F	3 160 F	42 F
Total	32 384 F	432 F	31 727 F	423 F	29 155 F	389 F	30 767 F	410 F	28 781 F	384 F

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 ; CTCS, 2000

Tableau 49 : Coûts de production annuels théoriques – répartition par séquence
(données par ha et par tonne, hypothèse de 75 t/ha)

Séquences de l'itinéraire technique	Mode I		Mode II (Prest° totale)		Mode II (Prest° partielle)		Mode IV		Mode IV	
	F/ha	F/t	F/ha	F/t	F/ha	F/t	F/ha	F/t	F/ha	F/t
Préparat° sol	1 275 F	17 F	2 044 F	27 F	2 044 F	27 F	1 758 F	23 F	2 322 F	31 F
Plantation	1 469 F	20 F	1 921 F	26 F	1 921 F	26 F	2 079 F	28 F	1 789 F	24 F
Entretien	8 280 F	110 F	10 853 F	145 F	8 280 F	110 F	8 843 F	118 F	9 221 F	123 F
Frais génrx & encadrement (avant récolte)	4 360 F	58 F	1 660 F	22 F	1 160 F	22 F	5 260 F	70 F	6 160 F	82 F
Coût canne sur pied	15 384 F	205 F	16 478 F	220 F	13 905 F	185 F	17 940 F	239 F	19 492 F	260 F
Coût récolte	17 000 F	227 F	15 250 F	203 F	15 251 F	203 F	12 827 F	171 F	9 288 F	124 F
Total (F/ha)	32 384 F	432 F	31 728 F	423 F	29 156 F	389 F	30 767 F	410 F	28 780 F	384 F

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 ; CTCS, 2000

Les premières réflexions inspirées de ces tableaux ont trait à la diminution des coûts, du mode I (432 F/t) au mode IV (384 F/t), avec une mention particulière pour le recours à la prestation partielle (389 F/t). Ces différences, de prime abord peu spectaculaires (à peine 10% entre les extrêmes), sont à relativiser en fonction des variantes développées plus loin. Il est intéressant de découvrir que, derrière ces coûts moyens, se masquent des différences fondamentales quant à la mobilisation des moyens de production (foncier, personnel, matériel). En s'arrêtant sur ces dernières, nous allons voir, dans les paragraphes suivants, comment se dessinent dès lors des stratégies spécifiques.

Le poste « intrants » est à peu près similaire pour tous les modes de conduite, tandis que le poste « frais généraux » se solde par une économie substantielle pour le mode I. *A contrario*, ce dernier affiche le poste « frais généraux » le plus élevé, y compris par rapport à une grande exploitation, dont les charges fixes sont réparties sur un tonnage autrement plus important. Ceci s'explique par le coût de la location en colonat, supérieure à celui d'une location standard ou aux impôts fonciers pour un propriétaire. Toutefois, ce sont surtout les formes de mobilisation du personnel qui induisent la plus forte variabilité.

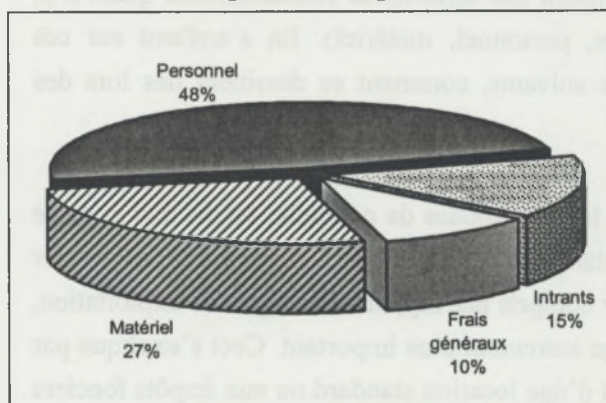
Parmi les modes de conduite adoptés par les petites exploitations familiales, celui faisant appel à la prestation partielle se révèle de prime abord très concurrentiel. Il dégage une marge quasi équivalente à celle obtenue par une conduite très mécanisée, sur une grande exploitation (mode IV) : soit 389 F/t, contre 384 F/t. Toutefois, une nuance s'impose quant à la répartition du poste « personnel ». Ce dernier est comptabilisé dans les coûts de production, selon la méthodologie adoptée pour les calculs²⁶, ceci quel que soit le mode de conduite. Cependant, dans le cas d'une exploitation familiale (surtout pour le mode I et le mode II en prestation partielle), les charges de personnel correspondent pour partie ou totalité au salaire du planteur. Celui-ci investit sa force de travail sur sa parcelle. Une part du poste « personnel » vient alors s'ajouter au revenu du planteur, selon l'organisation mise en place (aide familiale, entraide, recours à des « jobs ») ; ce qui pondère les différences de coûts. Lors de l'analyse des marges, nous verrons comment intégrer cette différence fondamentale et tenir compte du travail spécifique du petit producteur.

Auparavant, d'autres remarques sont requises sur les formes de mobilisation de la ressource humaine, dans le cadre des prestations de services et de l'emploi de salarié. Concernant les prestations, le tableau 48 met en évidence une forte différence entre le mode I et les deux types d'organisation pour le mode II : ce poste va croissant en passant des colons de l'EAG (mode I) à la prestation partielle, puis totale. Si ces différences relèvent d'un recours croissant à la prestation, il faut souligner l'avantage que représente l'organisation en CUMA pour les colons : la coopérative leur assure des coûts défilant toute concurrence, moyennant une cotisation de 3 000 F/personne pour l'adhésion jusqu'à cessation de l'activité. Le tableau 48 met également en exergue la réduction du poste « personnel » en passant du mode III ou IV. Cette évolution vers une mécanisation croissante va de pair avec un accroissement du poste « matériel ». Le bilan reste toutefois des plus

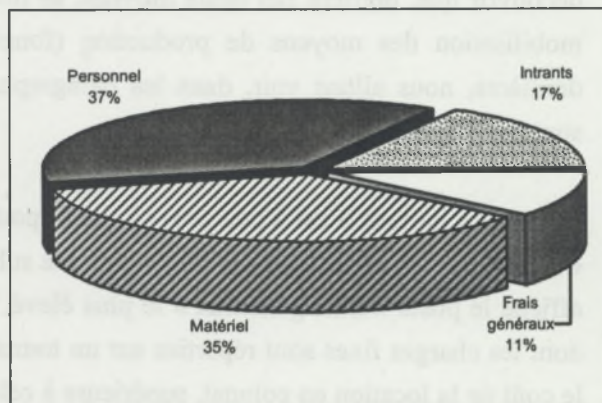
²⁶ cf. annexe 2.7 : Constitution des coûts de production de la canne.

bénéfiques ; un gain encore plus visible en pratique sur certaines grandes exploitations que dans les cas type présentés.

Graphique 19 : Répartition des postes dans le coût de production pour le mode III



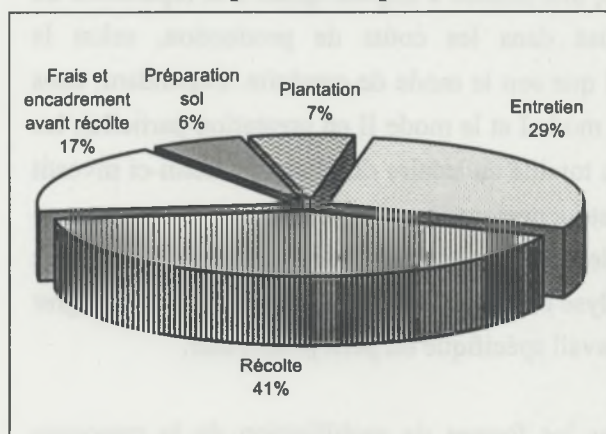
Graphique 20 : Répartition des postes dans le coût de production pour le mode IV



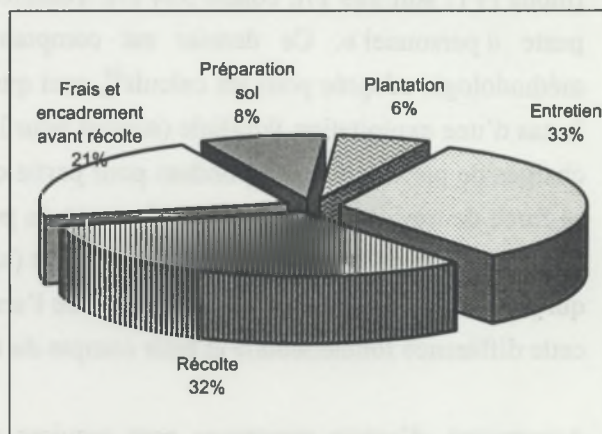
D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 ; CTCS, 2000

Ce gain permis par la mécanisation s'opère spécifiquement sur la récolte, comme le montrent les graphiques 21 et 22.

Graphique 21 : Répartition des opérations dans le coût de production pour le mode III



Graphique 22 : Répartition des opérations dans le coût de production pour le mode IV



D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 ; CTCS, 2000

La récolte ne représente plus qu'un tiers du coût de production dans le cas de la récolte mécanisée (mode IV). Elle atteint 40% en récolte semi-mécanisée, avec du personnel salarié (mode III), et plus de 50% en exploitation familiale (mode I) ; un pourcentage élevé qui intègre, dans ce dernier cas, la part de travail personnel fourni par le planteur.

c) Comparaison des marges : le soutien majeur des aides à la production

En mettant en regard les charges afférentes à la culture et au fonctionnement des exploitations, d'une part, et le produit de la vente des cannes d'autre part, la marge réalisée par les planteurs est reconstituée ci-dessous.

Tableau 50 : Rentabilité économique des quatre modes de conduite, sans subvention

(Données par hectare et par tonne de canne)

	Mode I		Mode II (Prest° totale)		Mode II (Prest° partielle)		Mode III		Mode IV	
	F/ha	F/t	F/ha	F/t	F/ha	F/t	F/ha	F/t	F/ha	F/t
Coût de production	32 384 F	432 F	31 728 F	423 F	29 156 F	389 F	30 767 F	410 F	28 781 F	384 F
Produit brut 1	33 049 F	441 F	31 213 F	416 F	31 213 F	416 F	31 213 F	416 F	29 377 F	392 F
Marge 1	665 F	9 F	-515 F	-7 F	2 057 F	27 F	446 F	6 F	596 F	8 F

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 ; CTCs, 2000

A ce stade des calculs, cette mise en parallèle, sans intégrer les aides à la production, révèle une marge relativement variable (« Marge 1 »). Pour le même mode de conduite (II), la marge est négative en prestation totale (- 7 F/t), tandis que la prestation partielle permet de dégager la marge la plus intéressante (27 F/t). Les modes I, III et IV se finalisent en une marge comparable (9, 6 et 8 F/t). Au vu de ces résultats, la canne, sans aucune aide, se révèle d'une rentabilité à l'hectare mitigée, voire faible. Cependant, cette culture étant subventionnée dans les DOM, il convient d'ajouter au produit brut le complément que représentent les aides directes allouées aux planteurs. Les paragraphes suivants visent à mieux comprendre comment ces aides sont attribuées et à définir leurs montants pour les cas-types pris en exemple²⁷. Les calculs effectués partent de l'hypothèse que les planteurs perçoivent l'intégralité des aides auxquelles ils ont droit. L'analyse sociale fournit, par la suite, l'occasion de nuancer cette approche.

Les aides aux planteurs prises en compte pour les calculs sont au nombre de six. Les quatre principales concernent : la plantation, l'amélioration foncière, la mécanisation, l'aide sociale. S'y ajoutent deux autres aides substantielles, mais moins systématiquement perçues par les planteurs : l'Indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) et l'aide à la coupe en vert²⁸. Notons que la subvention publique connue sous le nom d'« aide à la balance » n'est pas considérée dans les calculs ci-après comme une aide directe aux planteurs. Payée par les collectivités territoriales et l'Etat, elle vient en complément du prix versé par l'usine du Galion. A ce titre, elle représente davantage une « aide à l'achat de matière première » au bénéfice de l'usine et a été intégrée en tant que produits dans les calculs. Rappelons, pour justifier ce choix, qu'en distilleries le prix de la tonne de canne est du même ordre de grandeur qu'au Galion, ceci sans aide à la balance.

²⁷ Pour ce faire, les calculs reposent sur les critères précédemment définis pour les quatre modes de conduite, en terme de rendement et de longévité des plantations. Des critères supplémentaires sont introduits pour les besoins de la méthodologie. Certains reposent sur des estimations, à partir de la connaissance des exploitations acquise sur le terrain. Il importe toutefois de garder à l'esprit que chaque planteur constitue un cas particulier, avec une intégration différente des paramètres pris en compte et, donc, des aides perçues.

²⁸ A ce panel, s'ajoute la récupération de la TVA déductible, récupérée par les plus avisés des planteurs ; point abordé dans la dimension sociale de la production, mais non pris en compte dans les calculs économiques.

☛ (1) L'aide à la (re) plantation et (2) l'aide à l'amélioration foncière : installation de la culture

Deux aides sont cumulables pour accompagner la mise en culture : l'aide à la (re)plantation et l'aide aux travaux d'amélioration foncière. Elles sont toutes deux financées conjointement par le Conseil régional, le Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) et l'UE.

Tableau 51 : Montant de l'aide à la (re)plantation et à l'amélioration foncière
(en francs/ha)

Source du financement	Aide à la (re)plantation	Aide à l'amélioration foncière
Conseil régional	1 150,00 F	1 150,00 F
FIDOM	1 000,00 F	2 300,00 F
UE	5 940,35 F	13 837,41 F
Total	7 440,35 F	17 287,41 F

Source : Enquête DAF, 1999,
selon DOCUP 1996-2000 (mesure 8.3 : filière canne-sucre-rhum)

Trois objectifs président à l'aide à la (re)plantation (IEDOM, 2000a ; p. 60) : rajeunir la sole cannière, favoriser la diversification variétale, améliorer les rendements. Pour cette aide, une enveloppe est déterminée pour chaque DOM, en fonction d'un plan pluriannuel de plantation établi par chacune des filières domiennes. Les coûts d'installation de la culture étant sensiblement comparables d'une exploitation à l'autre, l'aide à la (re)plantation consiste en un forfait (environ 7 500 F/ha). Tous les planteurs en bénéficient, moyennant le respect des procédures administratives. Toutefois, sa prise en compte dans le produit brut annuel dépend de l'amortissement de la plantation (8, 6 ou 5 ans, selon le mode de conduite). Cette aide est par conséquent ramenée à un montant annuel de : 975 F/ha (13 F/t), 1 275 F/ha (17 F/t) et 1 500 F/ha (20 F/t) ; respectivement pour le mode I, les modes II et III, et le mode IV.

Les travaux d'aménagement foncier sont par contre spécifiques à chaque parcelle. Ils dépendent de l'antécédent cultural, la topographie, la nature des sols, etc. Les travaux en question²⁹ sont le drainage, le remodelage, l'épierrage, ainsi que la création (ou réfection) de traces (chemins d'exploitation). Un système d'équivalence est nécessaire pour évaluer « au réel » la surface concernée par ces travaux. Toutes les parcelles ne font pas l'objet d'améliorations foncières et celles qui le font ne justifient pas l'octroi systématique de l'intégralité de la subvention. : selon les enquêtes, les planteurs parviennent en moyenne à tirer parti du tiers du montant maximal de cette indemnité (plus de 17 000 F/ha), en la ramenant à la surface totale en canne. En fonction de cette estimation, l'aide est de : 951 F/ha (13 F/t) et 1 141 F/ha (15 F/t), pour les modes II et IV, suivant les durées d'amortissement de la plantation.

Les opérations d'amélioration foncière ne peuvent débiter qu'avec l'accord préalable de la DAF ; faute de quoi elles ne peuvent être prises en compte pour l'attribution de l'aide. De telles mesures

²⁹ Il existait autrefois une aide à l'amendement, de 500 F/ha, qui a été supprimée.

visent à limiter les abus, mais les caractéristiques topographique et pédologique de l'île permettent de justifier bien des travaux. Cette aide aura toutefois permis de mener à bien nombre d'opérations de remodelage et de drainage sur les grandes exploitations : ce sont elles, en effet, les principales bénéficiaires de l'aide à l'amélioration foncière. Or, le montant de cette aide équivaut à près de deux fois et demi celui de l'aide à la (re)plantation, accessible à tous les planteurs (cf. tableau 51). Ce constat initie un questionnement quant à l'acceptabilité de la répartition des aides par catégorie de planteurs ; un questionnement qui se pose également pour l'aide à la mécanisation.

☛ (3) *L'aide à la mécanisation : un soutien préférentiel aux grandes exploitations et aux CUMA*

Aux subventions visant à favoriser le renouvellement des plantations, s'ajoutent celles qui incitent les exploitants à s'équiper. Cette aide à la mécanisation est assurée par le FIDOM et par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA). Les taux d'intervention sont relativement élevés, surtout pour les CUMA, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 52 : Financement de l'aide à la mécanisation

Source du financement	Planteur individuel	Coopératives (CUMA)
FEOGA	45%	45%
FIDOM	15%	30%
Total	60%	75%

Source : Enquête DAF, 1999,
selon DOCUP 1996-2000 (mesure 8.3 : filière canne-sucre-rhum)

Afin de limiter les abus, ces aides sont assorties de conditions très strictes, sur proposition du conseil d'administration de Canne-Union. En premier lieu, les agriculteurs (ou coopératives) doivent détenir une sole cannière d'au moins 20 ha et transporter un minimum de 2 000 tonnes de canne par campagne ; une option qui ouvre passablement l'accès aux prestataires. Les autres conditions à remplir pour être éligibles à l'aide à la mécanisation sont récapitulées dans le tableau 53. Cet ensemble de conditions laisse présager de la difficulté d'accès à ces aides pour la majorité des planteurs. Pour les calculs économiques, cette aide à la mécanisation ne rentre pas en ligne de compte concernant les planteurs faisant appel à la prestation de services. Elle est dans ce cas perçue directement par le prestataire, qu'il s'agisse d'une entreprise privée ou d'une coopérative. Par contre, les planteurs relevant des modes de conduite III et IV sont à même d'en bénéficier. Sachant que cette subvention représente 60% du prix d'achat du matériel (hors CUMA), elle varie entre 20 et 40% du coût horaire total du matériel, selon son type³⁰. Ce pourcentage est appliqué au montant du poste « matériel » du coût de production. Ceci ramène l'aide à la mécanisation à : 38 F/tonne (2 850 F/ha, au rendement de 75 t/ha) et à 31 F/t (soit 2 325 F/ha), respectivement pour les modes III et IV ; des montants qui viendront s'ajouter au produit brut du planteur.

³⁰ cf. annexe 2.7, tableau 2.

Tableau 53 : Normes d'attribution des subventions de mécanisation

Critères	Matériel (*)	Conditions
Surfaces minimum plantées	Tracteur de récolte et d'entretien (80 - 110 cv)	25 - 40 ha
	Tracteur de labour (110 - 130 cv)	80 - 100 ha
	Cane-loader et trans-loader	80 - 120 ha
	Machine à couper la canne (tronçonnée)	100 - 200 ha
	Pelle mécanique	200 ha
Durée minimale d'utilisation du matériel	Tracteurs à roues	5 ans
	Tracteur à chenilles	7 ans
	Matériel de préparation du sol	5 ans
	Petit matériel (épandeur d'engrais, etc.)	2 ans
	Cane-loader, trans-loader, remorque auto-chargeuse	7 ans
	Machine à couper la canne	7 ans
Prix d'achat de base	Remorque ordinaire	50 000 F.
	Remorque auto-chargeuse (RAC)	100 000 F.
	Remorque auto-basculante pour récolteuse	200 000 F.
	Tracteur de culture à roues	200 à 300 000 F.
	Tracteur de labour à roues	350 à 400 000 F.
	Tracteur à chenilles	650 à 700 000 F.
	Cane-loader à roues	500 000 F.
	Cane-loader à chenilles	600 000 F.
	Trans-loader	450 à 500 000 F.
	Pelle (selon tonnage)	300 à 700 000 F.
	Machine à couper la canne	1 500 000 F.

(*) + divers petits matériels à étudier au cas par cas

Source : Enquête DAF, 1999, selon DOCUP 1996-2000 (mesure 8.3 : filière canne-sucre-rhum)

☛ (4) *L'aide sociale : une aide spécifique aux petits producteurs*

L'aide sociale assure un soutien spécifique aux petits producteurs canniens. Financée conjointement par la Région et l'Etat, elle est versée par la DAF en fin de campagne, en une seule fois. Elle concerne exclusivement les planteurs qui livrent moins de 1 500 tonnes par an. Toutefois, seules les 1 000 premières tonnes sont concernées, avec une différenciation en deux tranches : la subvention s'élève en 1999 à 35 F/t³¹ pour les 500 premières tonnes livrées et à 10 F/t pour les livraisons comprises entre 500 et 1 000 tonnes. Pour les calculs, ces conditions d'attribution sont prises en compte pour les modes I et II, en partant de l'hypothèse qu'il s'agit de planteurs livrant moins de 500 tonnes. L'aide sociale est dans ce cas de 35 F/t, soit 2 625 F/ha.

☛ (5) *L'Indemnité compensatoire de handicap naturel : une aide pour tous*

L'Indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) relève d'une mesure à l'échelle du territoire national français et concerne toutes les activités agricoles. Elle vise à indemniser les agriculteurs situés en zone difficile, du fait de la topographie. Cette subvention s'élève à 940 F/ha,

³¹ Revalorisée depuis à 38 F/t, tandis que le montant reste inchangé pour la tranche supérieure (IEDOM, 2000a ; p. 60).

moyennant toutefois une limite d'attribution : la surface maximale éligible est fixée à 40 ha. Par exemple, un planteur cultivant une centaine d'hectare perçoit autant que celui qui en cultive une quarantaine, soit un montant maximal de 37 600 F.

Parmi les conditions à remplir pour bénéficier de l'ICHN, se trouve la situation géographique de l'exploitation ou de la parcelle, qui doit se trouver en zone de montagne ou de piémont. La carte 9 montre qu'il s'agit là d'une condition atteinte pour quasiment toute la sole cannière. Prise en compte telle quelle pour des petits planteurs (modes I et II), elle ne peut l'être de la même façon pour les exploitations de plus de 40 ha. Pour des exemple-types avec 120 ha de canne (modes III et IV), la limite d'éligibilité se ramène à 30% de la surface. Sur la base de ce pourcentage, l'ICHN pour ces deux cas de figures est de : 313 F/ha (soit environ 4 F/t).

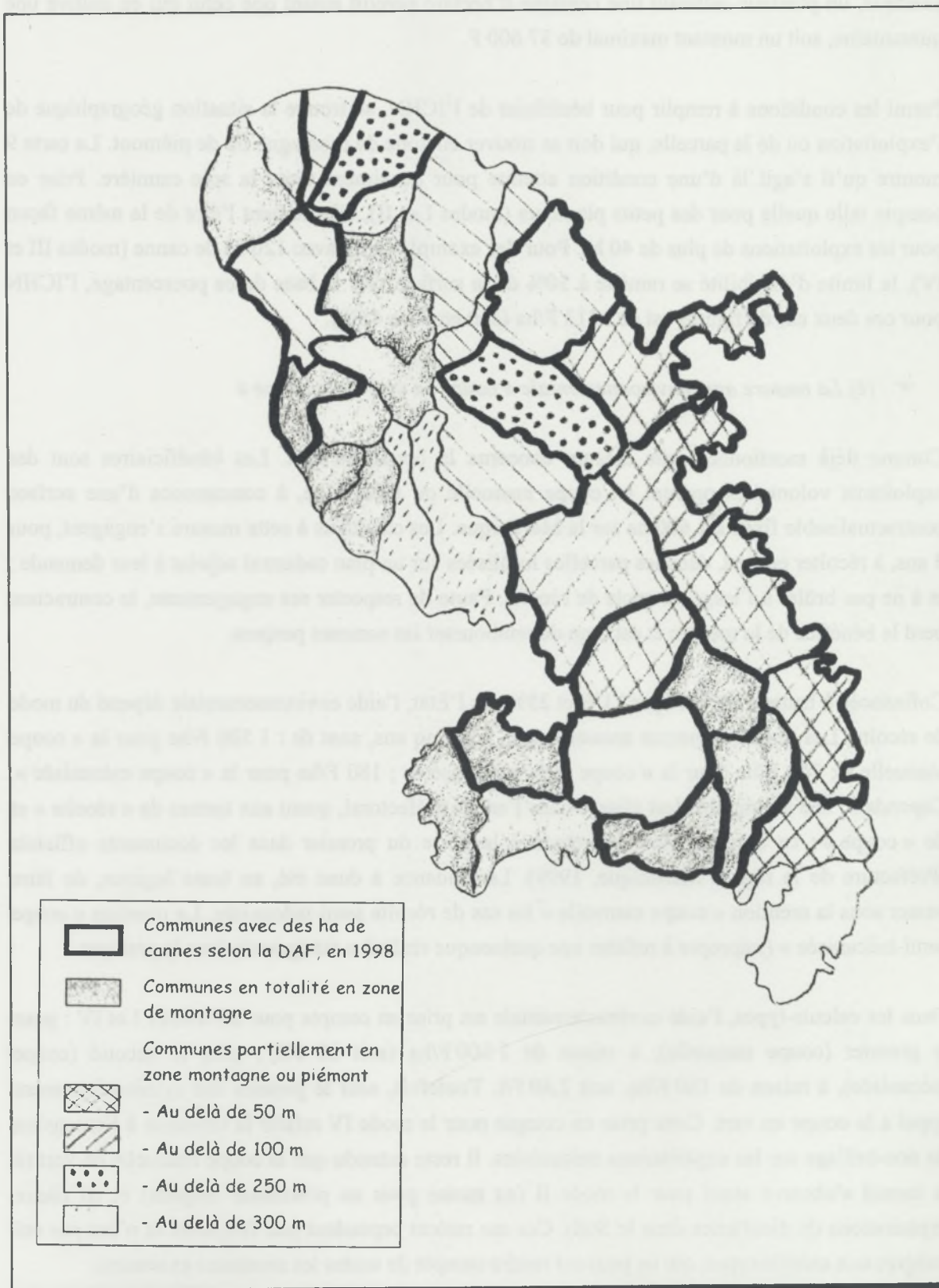
☛ (6) *La mesure agri-environnementale « coupe en vert de la canne »*

Comme déjà mentionné, cette mesure concerne la coupe en vert. Les bénéficiaires sont des exploitants volontaires opérant en coupe manuelle ou mécanisée, à concurrence d'une surface contractualisable fixée à 1 600 ha sur la Martinique. Les candidats à cette mesure s'engagent, pour 5 ans, à récolter en vert, dans les parcelles localisées sur un plan cadastral adjoint à leur demande ; et à ne pas brûler à l'issue du cycle de récolte. Faute de respecter ses engagements, le contractant perd le bénéfice de la mesure et est tenu de rembourser les sommes perçues.

Cofinancée à hauteur de 75% par l'UE et 25% par l'Etat, l'aide environnementale dépend du mode de récolte. Les montants perçus annuellement, sur cinq ans, sont de : 1 500 F/ha pour la « coupe manuelle » ; 700 F/ha pour la « coupe semi-mécanisée » ; 180 F/ha pour la « coupe mécanisée ». Cependant, une ambiguïté s'est glissée dans l'arrêté préfectoral, quant aux termes de « récolte » et de « coupe » ; ce dernier ayant été retenu à la place du premier dans les documents officiels (Préfecture de la région Martinique, 1999). La tendance a donc été, en toute logique, de faire passer sous la mention « coupe manuelle » les cas de récolte semi-mécanisée. La mention « coupe semi-mécanisée » (impropre à refléter une quelconque réalité) a été ignorée dans la pratique.

Dans les calculs-types, l'aide environnementale est prise en compte pour les modes I et IV : pour le premier (coupe manuelle), à raison de 1 500 F/ha (soit 20 F/t) ; pour le second (coupe mécanisée), à raison de 180 F/ha, soit 2,40 F/t. Toutefois, seul le premier fait systématiquement appel à la coupe en vert. Cette prise en compte pour le mode IV reflète la tendance à l'extension du non-brûlage sur les exploitations mécanisées. Il reste entendu que la coupe manuelle en vert (à la tonne) s'observe aussi pour le mode II (au moins pour un prestataire enquêté) et III (deux exploitations de distilleries dans le Sud). Ces cas restent cependant peu fréquents et n'ont pas été intégrés aux calculs-types, qui ne peuvent rendre compte de toutes les situations existantes.

Carte 9 : Zones bénéficiaires de l'ICHN

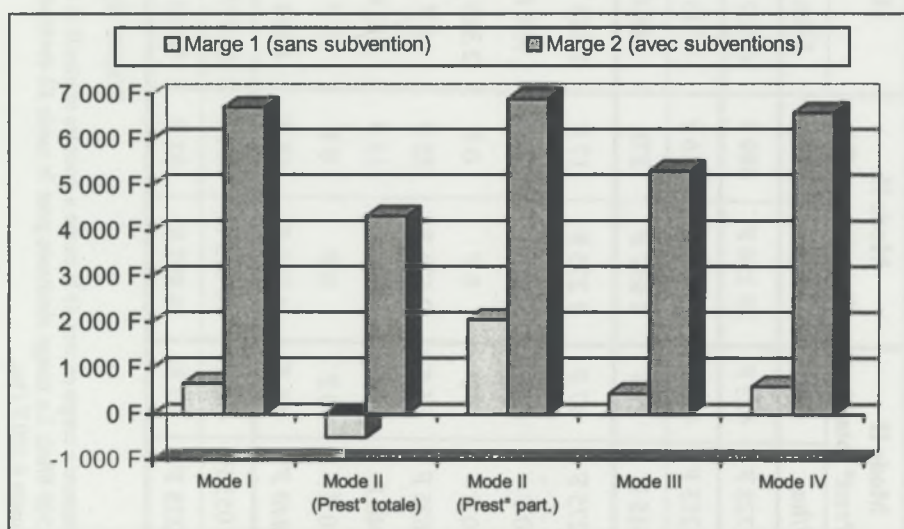


Source : JOET, 2000. D'après Enquête DAF, 1999

☛ *Une marge fortement rehaussée grâce aux aides*

Les aides potentiellement³² allouées aux planteurs, ramenées à l'hectare et à la tonne, sont intégrées en tant que « produits », venant s'ajouter à la vente des cannes, ce que synthétise le tableau 54. Ces aides modifient singulièrement le profil des marges dégagées par les quatre modes de conduite, comme l'illustre le graphique suivant.

Graphique 23 : Marges-types par hectare, avec et sans subventions aux planteurs



D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 ; CTCS, 2000

La proportion, dans le produit brut (produit 2), de l'ensemble des aides considérées varie selon le mode de conduite : de l'ordre de 15% pour le mode I et 13% pour les modes II et III, cette proportion atteint près de 17% pour le mode IV. Ce constat conduit à un premier aparté sur la sensibilité aux aides des unités de production : les plus petites, caractérisées par un itinéraire technique à dominante manuelle, sont contre toute attente moins sensibles aux aides que les plus grandes. Cet indicateur de durabilité (cf. grille d'analyse en début de chapitre) est par conséquent légèrement plus favorable aux premières. En conclusion, les illustrations ci-dessus mettent en relief le caractère crucial des aides accordées aux planteurs. Ces subventions tiennent un rôle capital dans le revenu du planteur, qu'il s'agisse de petites voire, plus encore, de grandes unités de production. En augmentant considérablement la marge dégagée, elles se présentent comme décisives pour assurer la viabilité économique des unités de production cannière. Cependant, les différences d'impact relevées entre catégories de planteurs relancent la réflexion ouverte dans la problématique : « l'acceptabilité sociale » des aides aux planteurs ne risque-t-elle pas d'être remise en cause, si ces aides devaient continuer à bénéficier préférentiellement à la petite minorité des grands planteurs ? ; une question à approfondir dans la dimension sociale de la production.

³² Le chapitre VII permettra de revenir sur l'attribution effective des aides, en soulignant les difficultés d'accès pour les plus petits producteurs. Pour l'heure, dans les calculs-types, l'hypothèse est faite que les aides correspondant aux différents modes de conduite sont toutes perçues.

Tableau 54 : Rentabilité économique des quatre modes de conduite, avec subventions

(Données par hectare et par tonne de canne)

	Mode I		Mode II (Prest° totale)		Mode II (Prest° partielle)		Mode III		Mode IV	
	F/ha	F/t	F/ha	F/t	F/ha	F/t	F/ha	F/t	F/ha	F/t
Coût de production	32 384 F	432 F	31 728 F	423 F	29 156 F	389 F	30 767 F	410 F	28 781 F	384 F
Produit brut 1	33 049 F	441 F	31 213 F	416 F	31 213 F	416 F	31 213 F	416 F	29 377 F	392 F
Marge 1	665 F	9 F	-515 F	-7 F	2 057 F	27 F	446 F	6 F	596 F	8 F
(1) Aide à la (re)plantation	975 F	13 F	1 275 F	17 F	1 275 F	17 F	1 275 F	17 F	1 500 F	20 F
(2) Aide à l'amélioration foncière	0 F	0 F	0 F	0 F	0 F	0 F	951 F	13 F	1 141 F	15 F
(3) Aide à la mécanisation	0 F	0 F	0 F	0 F	0 F	0 F	2 325 F	31 F	2 850 F	38 F
(4) Aide sociale	2 625 F	35 F	2 625 F	35 F	2 625 F	35 F	0 F	0 F	0 F	0 F
(5) ICHN	940 F	13 F	940 F	13 F	940 F	13 F	313 F	4 F	313 F	4 F
(6) Aide agri-environnementale	1 500 F	20 F	0 F	0 F	0 F	0 F	0 F	0 F	180 F	2 F
Total des aides	6 040 F	81 F	4 840 F	65 F	4 840 F	65 F	4 864 F	65 F	5 984 F	80 F
Produit brut 2	39 089 F	521 F	36 053 F	481 F	36 053 F	481 F	36 077 F	481 F	35 361 F	471 F
Marge 2	6 705 F	89 F	4 325 F	57 F	6 897 F	92 F	5 310 F	71 F	6 580 F	88 F

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 ; CTCs, 2000

Remarque : l'intégration de la mesure « coupe en vert de la canne » pour les modes II et III conduirait, le cas échéant, à des produits bruts fortement rehaussés (+ 1 500 F/ha). La marge résultante pour le mode III deviendrait alors supérieure à celle dégagée par le mode IV, à raison de 6 810 F, contre 6 580 F / ha.

1.2.2. Variantes selon l'organisation du travail et la performance agro-technologique

Afin de rendre intelligible les différences de revenus observées, il est essentiel d'intégrer l'apport en travail pour une exploitation familiale³³ ; tandis que les différences de mobilisation des facteurs de production viennent augmenter la variabilité réelle des résultats-types présentés ci-dessus.

a) Un facteur « travail personnel » à intégrer

Pour les modes I et II (surtout en prestation partielle³⁴), tout ou partie des charges de personnel constituent, comme nous l'avons déjà souligné, la rémunération du planteur. Initialement décomptée dans le coût de production, pour les besoins de la méthodologie, cette rémunération retourne au final au planteur³⁵ ; selon différentes modalités qu'il importe de préciser.

Pour les colons de l'EAG, le tableau 43 (exemple-type de coûts et produit pour le mode I) témoigne des frais de personnel suivants, en charges annuelles : 5 550 F avant la récolte et 11 000 F pour la coupe. La forme d'organisation la plus fréquente consiste à effectuer une coupe en binôme (85% des petits planteurs enquêtés). Ceci conduit à ne considérer que la moitié des frais de personnel pour la coupe (soit 5 500 F), comme retournant au planteur. Toutefois, la totalité de cette rémunération pour la coupe peut réintégrer le foyer en cas d'organisation strictement familiale (15% des petits planteurs enquêtés). Ainsi, selon les options possibles, il convient de rajouter au revenu : 11 050 F ou 16 550 F de frais de personnel. Ce montant constitue le salaire propre du planteur. Il en résulte une nouvelle marge (« marge 3 »), de 17 755 F ou 23 255 F par hectare et par an (au lieu de la « marge 2 », de 6 705 F).

Pour le mode II en prestation partielle, les frais de personnel engagés pour l'entretien retournent en totalité au planteur : soit 4 600 F, plus 400 F pour le suivi du brûlage. Dans ce cas, 5 000 F viennent s'ajouter au revenu (cf. tableau 45) ; contre 400 F pour le mode II en prestation totale (cf. tableau 44). L'intégration de cette rémunération différenciée du planteur, pour les modes I et II, modifie singulièrement son revenu final, comme l'illustrent les histogrammes suivants.

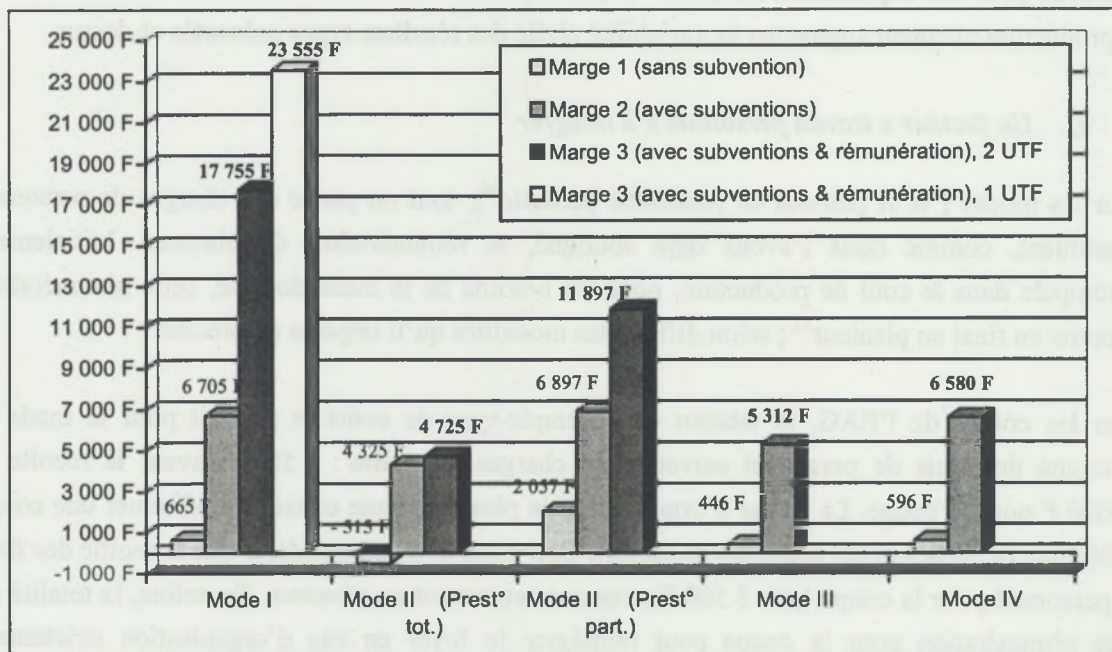
Il est toutefois essentiel de cerner les différences de revenu en fonction des performances agro-technologiques atteintes par les planteurs.

³³ Précisons d'emblée que les temps de travaux pris en compte ne concernent que les travaux au champ. Cependant, les producteurs investissent également de nombreuses heures dans moult démarches, comme celles relatives à la constitution de dossiers pour l'attribution des diverses aides ; question sur laquelle le chapitre VII permettra de revenir.

³⁴ L'investissement du planteur (ou plutôt du « propriétaire foncier ») s'avère très faible voire symbolique en cas de prestation totale. Sa contribution minimale se situe lors de la récolte : le prestataire de service est tenu de l'impliquer pour le brûlage de la canne, pour des questions de responsabilité juridique en cas d'incident.

³⁵ Pour les moyennes et grandes unités, la rémunération du responsable d'exploitation est comptabilisée dans les frais d'encadrement et n'est pas intégrée dans la marge finale, contrairement au cas de la petite exploitation familiale.

**Graphique 24 : Marges-types par hectare,
en intégrant les subventions et la rémunération du planteur**



D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 ; CTCs, 2000
UTF : Unité de travail familial (mobilisation pour la coupe en mode I)

b) Des matrices de rentabilité fonction du tonnage et de la qualité des livraisons

Le tonnage importe tant pour les livraisons en sucrerie qu'en distillerie. La qualité des livraisons a par contre une incidence plus forte sur le revenu attendu des cannes livrées en sucrerie. Pour les planteurs livrant à cette dernière, la rentabilité à l'hectare de la culture est susceptible de varier fortement en fonction du CP. C'est ce qu'illustrent les matrices ci-après. Pour les établir, le produit de la vente est défini en fonction du tonnage et du CP, tandis que les aides sont rapportées à l'hectare ou au tonnage, selon les cas : l'aide à la plantation, l'aide à l'amélioration foncière, l'aide environnementale et l'ICHN sont rapportées à l'hectare, tandis que l'aide sociale est rapportée au tonnage, de même que l'aide à la mécanisation (cf. encart 3).

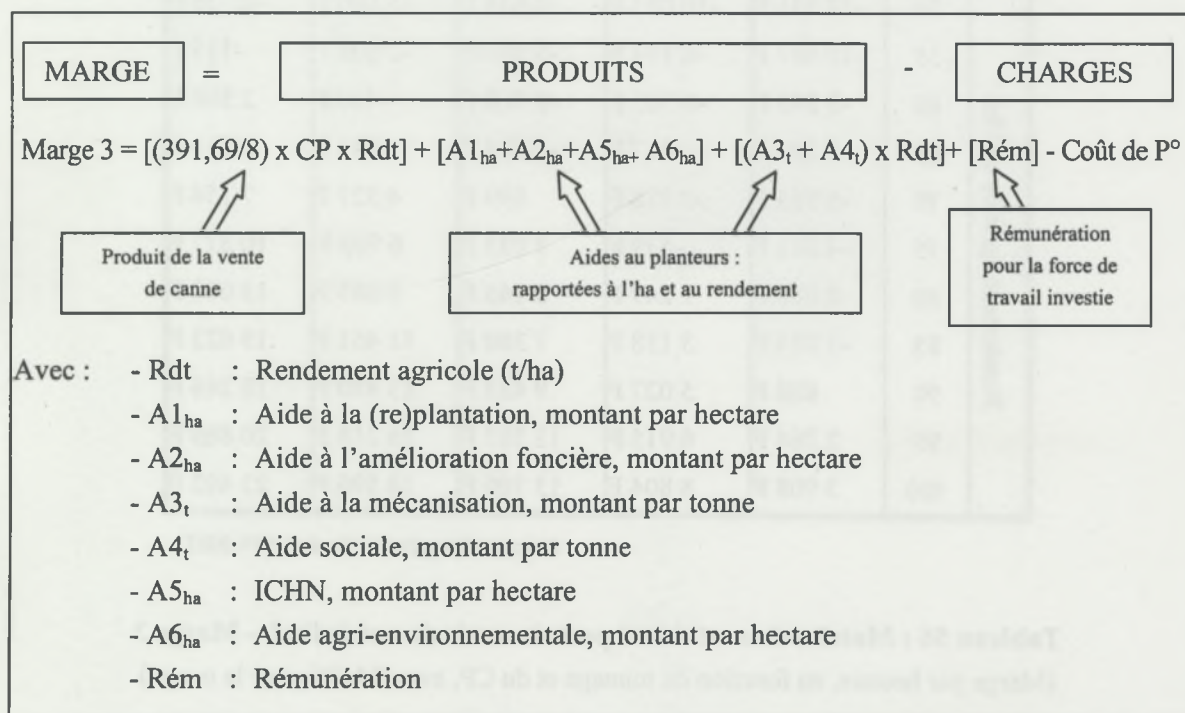
L'adaptation du modèle donne dans ce cas, pour le calcul de la marge 3 :

$$\text{Marge 3} = [(391,69/8) \times \text{CP} \times \text{Rdt}] + [A1_{\text{ha}} + A5_{\text{ha}}] + [A4_t \times \text{Rdt}] + [\text{Rém}] - \text{Coût de Prod}^\circ$$

$$\text{Marge 3} = [(391,69/8) \times \text{CP} \times \text{Rdt}] + [1275 + 940] + [35 \times \text{Rdt}] + 11050 - 31728$$

Encart 3 : Modèle de calcul de marge, selon le rendement et le CP

(Référence au tableau 54 : Rentabilité économique des modes de conduite, avec subvention)



D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002

Afin de mettre en relief le caractère vital du facteur « travail personnel » précédemment étudié, il est intéressant de comparer les marges 2 et 3 pour le premier mode de conduite (tableaux 55 et 56). Les deux matrices ainsi établies soulignent d'emblée le fait que ce premier mode de conduite est quasiment toujours « rentable » : même avec de très faibles performances quant au rendement ou à la qualité des livraisons, le petit planteur qui investit sa propre force de travail sur sa parcelle n'est que rarement « perdant ». A moins de livrer des cannes à 6 de CP, pour un rendement de 50 t/ha ou moins, la marge finale est toujours positive. L'application du même modèle aux autres modes de conduite génère des profils de matrices très différents (cf. annexe 2.8). Cette notion de profils aide à cerner le niveau de risque³⁶ pris par le planteur ; un élément intéressant pour comprendre sa stratégie. Le mode I implique une faible prise de risque (vu l'absence d'investissement en matériel et la limitation des frais de prestation). Le mode III est le plus risqué. Il requiert un investissement en matériel important, sans pour autant atteindre les gains permis par le mode IV. L'exigence de performances agro-technologiques prend dans ce cas un caractère d'autant plus crucial.

³⁶ Pour déterminer de façon précise le niveau de risque, il faudrait distinguer le risque agronomique (rendement minimum/ rendement moyen) et le risque commercial (prix minimum / prix moyen), comme DIMAN et al. (2000 ; p. 7).

Tableau 55 : Matrice de rentabilité pour le mode de conduite I – Marge 2
(Marge par hectare, en fonction du tonnage et du CP)

		Coefficients de Paiement (CP)				
		6	7	8	9	10
Rendement agricole en t/ha	50	-12 531 F	-10 083 F	-7 635 F	-5 186 F	-2 738 F
	55	-10 887 F	-8 194 F	-5 501 F	-2 808 F	-115 F
	60	-9 243 F	-6 305 F	-3 368 F	-430 F	2 508 F
	65	-7 599 F	-4 417 F	-1 234 F	1 948 F	5 131 F
	70	-5 955 F	-2 528 F	899 F	4 327 F	7 754 F
	75	-4 311 F	-639 F	3 033 F	6 705 F	10 377 F
	80	-2 668 F	1 249 F	5 166 F	9 083 F	13 000 F
	85	-1 024 F	3 138 F	7 300 F	11 461 F	15 623 F
	90	620 F	5 027 F	9 433 F	13 840 F	18 246 F
	95	2 264 F	6 915 F	11 567 F	16 218 F	20 869 F
	100	3 908 F	8 804 F	13 700 F	18 596 F	23 492 F

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002

Tableau 56 : Matrice de rentabilité pour le mode de conduite I – Marge 3
(Marge par hectare, en fonction du tonnage et du CP, avec 2 UTF pour la coupe)

		Coefficients de Paiement (CP)				
		6	7	8	9	10
Rendement agricole en t/ha	50	-1 481 F	967 F	3 416 F	5 864 F	8 312 F
	55	163 F	2 856 F	5 549 F	8 242 F	10 935 F
	60	1 807 F	4 745 F	7 682 F	10 620 F	13 558 F
	65	3 451 F	6 633 F	9 816 F	12 998 F	16 181 F
	70	5 095 F	8 522 F	11 949 F	15 377 F	18 804 F
	75	6 739 F	10 411 F	14 083 F	17 755 F	21 427 F
	80	8 382 F	12 299 F	16 216 F	20 133 F	24 050 F
	85	10 026 F	14 188 F	18 350 F	22 511 F	26 673 F
	90	11 670 F	16 077 F	20 483 F	24 890 F	29 296 F
	95	13 314 F	17 965 F	22 617 F	27 268 F	31 919 F
	100	14 958 F	19 854 F	24 750 F	29 646 F	34 542 F

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002

Remarque : le chiffre en gras correspond au résultat pour le cas-type (à 75 t/ha et 9 de CP pour le mode I)

c) Les petits planteurs de distilleries : différences d'organisation par rapport aux colons

A travers un même mode de conduite, en l'occurrence le mode I, d'autres variantes s'observent, quant à la mobilisation des facteurs de production : une différence marquée s'instaure à ce propos entre, d'une part, les colons de l'Exploitation agricole du Galion, livrant à l'usine et adhérents à la

CUMA de Malgré-Tout et, d'autre part, les petits fournisseurs de distilleries. Pour les travaux mécanisés inhérents à la plantation et à la récolte, ces derniers sont contraints de faire appel à un prestataire privé, voire à l'exploitation de la distillerie. Ils ne bénéficient pas, par exemple, de la gratuité du transport des boutures. Par contre, ces petits planteurs de distilleries, locataires ou propriétaires, ne sont pas assujettis au contrat de colonat, qui implique des frais de location élevés (3 500 F/ha en moyenne). D'un autre côté, le produit attendu de la vente des cannes dépend moins de la qualité des livraisons qu'en sucrerie. Ce prix oscille autour de 420 F/t (contre 441 F à 9 de CP, en sucrerie). Ces différences entre filière sucre et filière rhum agricole se répercutent sur la répartition des coûts et produits, mais aboutissent au final à des marges potentielles sensiblement équivalentes (cf. tableau 57).

Tableau 57 : Marges dégagées par un colon (EAG) et un petit planteur de distillerie
(mode de conduite I, pour un rendement agricole de 75 t/ha)

	Colon de l'EAG (*)		Petit planteur de distillerie	
	F/ha	F/t	F/ha	F/t
Coût de production	32 384 F	432 F	29 799 F	397 F
Produit brut 1	33 049 F	441 F	31 500 F	420 F
Marge 1	665 F	9 F	1 701 F	23 F
Total des aides	6 040 F	81 F	6 040 F	81 F
Produit brut 2 (Produit 1 + aides)	39 089 F	521 F	37 540 F	501 F
Marge 2	6 705 F	89 F	7 741 F	103 F
Rémunération du planteur (2 UTF pour coupe)	11 050 F	147 F	11 050 F	147 F
Produit brut 3 (Produit 2 + rémunération)	50 139 F	669 F	48 590 F	648 F
Marge 3	17 755 F	237 F	18 791 F	250 F

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002
(*) Report des données du tableau 54 et du graphique 24.

Le recours au mode I, dans la filière rhum agricole, paraît légèrement plus rentable. Toutefois, dans la pratique, l'encadrement dont bénéficient les colons tamponne la variabilité de leurs résultats. Tel n'est pas le cas pour les fournisseurs de distilleries, davantage livrés à eux-mêmes. Les plus bas rendements enregistrés (50 ou 55 t/ha) sont souvent de leur fait³⁷. Cette situation ne va-t-elle pas dans le sens d'un plus rapide abandon de la canne par ces acteurs de la filière rhum agricole ?

1.2.3. Productivité de la terre et productivité du travail : une indispensable comparaison

Pour mieux cerner les différences de stratégie, parallèlement à la détermination des critères de durabilité (cf. tableau 35), la rentabilité de la culture mérite d'être mise en regard avec la productivité de la terre et du travail.

³⁷ Se posent de surcroît deux problèmes : 1) la difficulté d'accès à la totalité des aides, accrue en cas de faible encadrement technique ; 2) un déficit hydrique occasionnel, plus manifeste pour nombre de petits fournisseurs de distilleries, majoritairement situés en morne, dans le Centre et le Sud. Néanmoins, la plus forte marge enregistrée au cours des enquêtes est le fait d'un petit planteur livrant en distillerie agricole (avec un rendement moyen de 90-100 t/ha).

a) Une productivité très différente de l'heure de travail

Les temps de travaux par hectare ont été évalués pour chaque mode de conduite (cf. annexe 2.7) ; ce que récapitule le tableau 58, selon les formes de mobilisation du personnel : prestation, embauche de salariés, travail personnel du planteur en exploitation familiale (incluant l'entraide).

Tableau 58 : Temps de travaux selon le mode de conduite de la canne (en h/ha)

Modes de conduite	Prestation		Emploi de salariés		W personnel	Total
	Travaux mécanisés	Travaux manuels	Travaux mécanisés	Travaux manuels	Travaux Manuels	
Mode I	26,00 h				360,00 h	386,00 h
Mode II (Prest° totale)	43,00 h	272,00 h			8,00 h	323,00 h
Mode II (Prest° partielle)	82,17 h	120,00 h			108,00 h	310,17 h
Mode III			43,00 h	272,00 h		315,00 h
Mode IV			35,00 h	144,00 h		179,00 h

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002
(W : Travail)

Partant de là, et en se basant sur les marges moyennes pour les exemples-types, la différence de productivité du travail, selon les modes de conduite, peut être mise en exergue (cf. tableau 59).

Tableau 59 : Productivité de l'heure de travail (en F/h)

selon la « Marge 2 » (avec subventions) et la « Marge 3 » (avec subventions et rémunération)

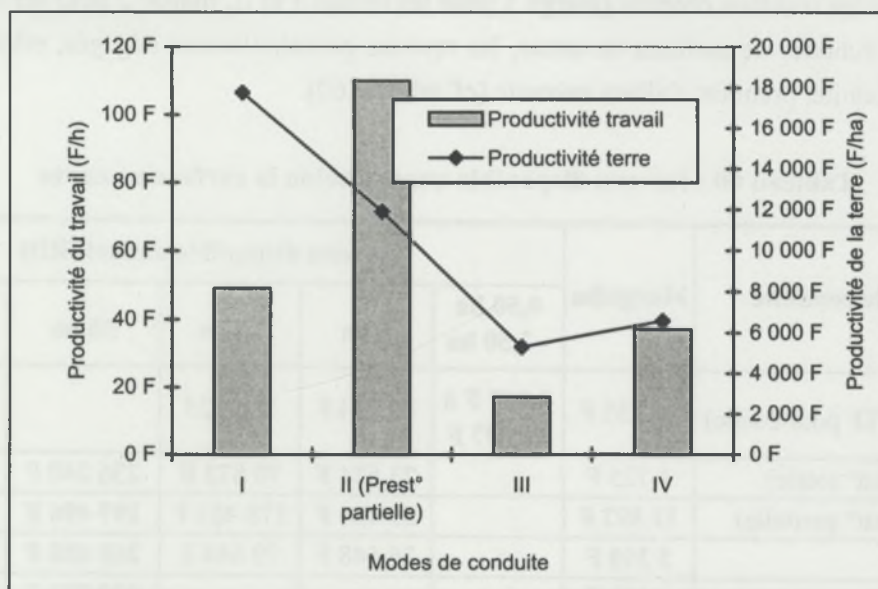
Modes de conduite	W total (y compris prestations)		W du planteur ou W salarié	
	Productivité / Marge 2	Productivité / Marge 3	Productivité / Marge 2	Productivité / Marge 3
Mode I	17 F	45 F	19 F	49 F
Mode II (Prest° totale)	13 F	15 F	541 F	591 F
Mode II (Prest° partielle)	13 F	23 F	64 F	110 F
Mode III	17 F	*	*	17 F
Mode IV	37 F	*	*	37 F

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2000
(W : Travail)

* : pas de changement, vu que W total = W salarié et qu'il n'y a pas de rémunération à rajouter à la marge 2

Donner du sens aux choix stratégiques des planteurs, ayant recours à un mode de conduite plutôt qu'à un autre, implique maintenant de s'interroger sur la productivité du travail au regard de la productivité de la terre, dans chaque cas. Selon le temps investi par le planteur dans sa culture ou le nombre d'heures de salaires qu'il paye, la productivité du travail s'avère être un critère décisif. De fait, la dernière colonne du tableau ci-dessus est la plus apte à traduire concrètement la stratégie du planteur. En la mettant en parallèle avec la productivité finale de la terre (marge 3 pour les modes I & II, marge 2 pour les modes III & IV), le graphique suivant peut être construit.

Graphique 25 : Productivité de la terre et du travail selon le mode de conduite



D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002

b) Maximiser le capital terre ou optimiser le temps de travail ?

Ce graphique illustre les différences de fonctionnement qu'il peut y avoir, d'une part, entre les modes I et II (en prestation partielle), d'autre part, entre les modes II et IV. En exploitation familiale, le planteur peut chercher à maximiser son capital terre ou optimiser son temps de travail : selon ces objectifs, il effectue le maximum d'opérations lui-même (mode I) ou fait appel à la prestation, partielle ou totale³⁸. Pour une entreprise de type sociétaire, la mécanisation maximale permet à la fois de mieux valoriser la terre et le travail salarié.

Les variantes de résultats analysées dans les paragraphes précédents rendent donc compte de l'amplitude de situations relevée au cours des enquêtes, en termes économiques et stratégiques. Elles permettent de mieux cerner l'incidence de la combinaison de facteurs tels que : les conditions de milieux (topographie, types de sols, pluviométrie, etc.), la technicité (degré de mécanisation, intensification de la conduite, etc.), la mobilisation du personnel (travail personnel, prestation totale ou partielle, travail salarié) ; mais aussi les résultats agro-technologiques (rendement agricole et richesse). Cependant, elles ne nous informent pas sur les surfaces minimales à cultiver en canne pour atteindre la viabilité économique, ni comment définir cette dernière. Une étape intermédiaire avant cette détermination concerne le revenu disponible selon la surface.

³⁸ Dans la comparaison graphique, le cas du mode de conduite II en prestation totale n'est pas inclus. La réalité du terrain est délicate à saisir pour ce cas. Les démarches du planteur pour gérer l'exploitation ne peuvent être reconstituées avec précision, ce qui fausse l'estimation de la productivité du travail. Il est néanmoins intéressant de relever les spécificités de ce mode de conduite en prestation totale : la productivité moyenne de la terre est évaluée à 4 325 F/ha, soit la plus faible de toutes, tandis que la productivité du travail est supérieure à celle des autres modes de conduite. En dépit de leurs limites, ces estimations laissent dès lors entrevoir que le recours à la prestation totale correspond plus probablement à une stratégie propre aux pluriactifs. Ces derniers ont peu de temps à consacrer à la culture, mais ne cherchent pas forcément à maximiser la productivité de leur terre.

1.2.4. Revenu disponible : des résultats à rapporter à la surface cultivée

En rapportant les résultats obtenus (marge 3 pour les modes I et II, marge 2 pour les modes III et IV) à des fourchettes de surfaces en canne, les revenus potentiellement dégagés, selon les quatre modes de conduite, prennent l'allure suivante (cf. tableau 60).

Tableau 60 : Revenu disponible annuel, selon la surface en canne

Modes de conduite	Marge/ha	Revenu disponible annuel (RD)				
		0,50 ha - 2,50 ha	5 ha	15 ha	50 ha	200 ha
Mode I (2 UTF pour coupe)	17 755 F	8 877 F à 44 387 F	88 774 F	266 323		
Mode II (Prest° totale)	4 725 F		23 624 F	70 872 F	236 240 F	
Mode II (Prest° partielle)	11 897 F		59 484 F	178 452 F	197 496 F	
Mode III	5 310 F		26 548 F	79 644 F	265 480 F	1 061 921 F
Mode IV	6 580 F				328 986 F	1 315 944 F

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002
(les cas les plus fréquents sont retranscrits en gras)

Ce tableau met en regard les modes de conduite et les surfaces en canne, en illustrant les cas rencontrés au cours des enquêtes³⁹. Des seuils de surface apparaissent de la sorte, quant aux modalités d'exploitation de la canne. Un planteur ne détenant qu'une vingtaine ou une quinzaine d'hectares a davantage intérêt à faire appel à la prestation partielle (mode II), qu'à s'équiper en matériel de récolte (mode III, en récolte semi-mécanisée). Au-delà d'une cinquantaine d'hectares, cette stratégie s'avère moins rentable qu'un investissement en matériel adéquat : l'entretien assuré par le planteur engendre alors des frais comparables à ceux requis dans le mode de conduite III. Ce cas de prestation partielle pour une moyenne surface – non détaillé dans les tableaux précédents – conduit au final à un coût de production de 418 F/t. Ce cas intermédiaire ne permet pas de tirer autant profit des aides que les autres, qu'il s'agisse des aides sociales ou des aides à la mécanisation. Il en résulte le plus bas produit brut, soit 465 F/t, en intégrant les aides (produit 2). La marge générée est légèrement négative sans subvention (- 2 F/t). Elle passe à 47 F/t en intégrant l'ensemble des aides (52 F/t), augmentée d'une faible part de travail personnel (soit 3 946 F/ha).

Pour les petites exploitations familiales, les limites de surfaces correspondant à des changements de stratégies peuvent être mieux appréhendées en tenant compte de la répartition sur l'année du travail et des revenus issus de la canne.

³⁹ Les matrices de rentabilité, présentées au paragraphe 1.2. et en annexe 2.8, peuvent aussi être déclinées en fonction des surfaces en canne. Elles souligneraient plus encore l'importante variabilité susceptible de survenir entre les résultats des planteurs, selon la productivité de la terre.

1.2.5. Limites de surface en canne : acceptabilité de la gestion du travail et du revenu

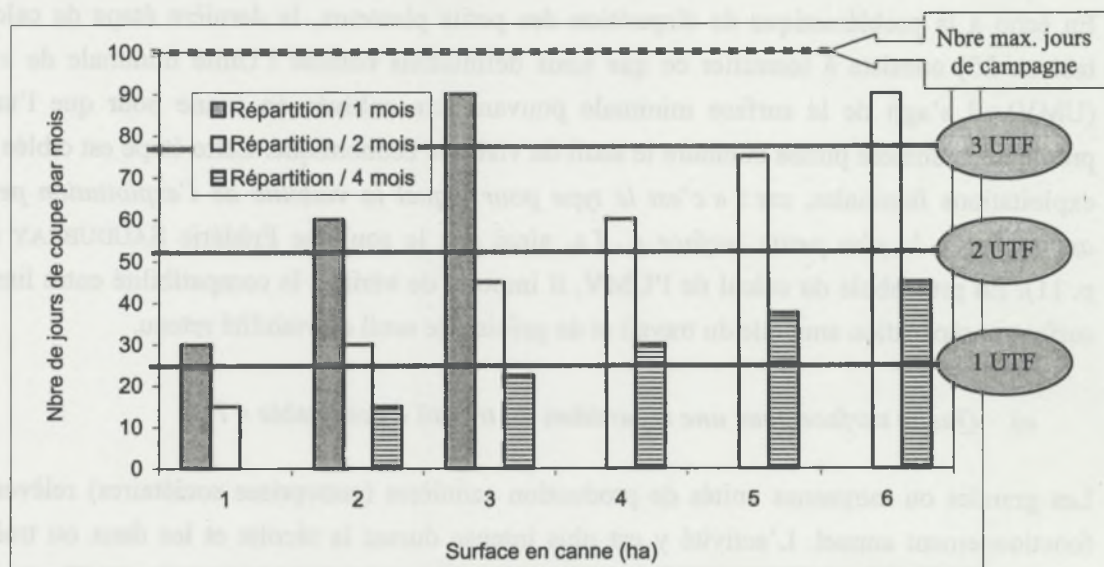
En écho à la problématique de disparition des petits planteurs, la dernière étape de calcul (cf. tableau 35) consiste à identifier ce que nous définissons comme l'Unité minimale de viabilité (UMV). Il s'agit de la surface minimale pouvant être cultivée en canne pour que l'unité de production cannière puisse atteindre le seuil de viabilité économique. Cette étape est ciblée sur les exploitations familiales, car : « *c'est le type pour lequel la viabilité de l'exploitation peut être assurée avec la plus petite surface [...]* », ainsi que le souligne Frédéric SAUDUBRAY (2001 ; p. 11). En préambule du calcul de l'UMV, il importe de vérifier la compatibilité entre limites de surface et répartition annuelle du travail et de préciser le seuil de viabilité retenu.

a) Quelle surface pour une répartition du travail « acceptable » ?

Les grandes ou moyennes unités de production cannières (entreprises sociétaires) relèvent d'un fonctionnement annuel. L'activité y est plus intense durant la récolte et les deux ou trois mois suivants. Toutefois, quelle que soit la surface exploitée (au-delà d'une vingtaine ou d'une trentaine d'hectares), celle-ci passe par l'emploi de salariés. Les revenus de la canne vont de pair avec une rémunération mensuelle de l'ensemble du personnel et, notamment, du responsable d'exploitation (personnel d'encadrement). Il en va autrement pour la petite exploitation familiale (modes de conduites I et II), au caractère saisonnier plus marqué.

Analyser la répartition annuelle du travail et des revenus implique de cerner les correspondances entre surface et temps de travaux, en fonction du goulet d'étranglement représenté par la récolte pour les uns (mode I), l'entretien pour les autres (mode II en prestation partielle). Si le planteur assure lui-même la coupe (mode I), la surface qu'il peut exploiter dépend de la disponibilité du facteur « personnel » pour cette séquence, qui requiert environ 30 jours de travail par hectare. A raison d'un jour de repos par semaine, la surface exploitée doit être compatible avec une durée de coupe maximale de : 26 jours par mois, pour une personne, à 78 jours pour 3 personnes. En distillerie, la récolte d'un petit planteur peut ne s'étaler que sur quelques jours, voire un à deux mois. *A contrario*, pour le Galion, le planteur qui assure lui-même sa coupe doit l'étaler sur les quatre mois de campagne sucrière (au maximum une centaine de jours, répartis de février à juin), quelle que soit la surface de sa parcelle. Cette contrainte tient à la répartition des quotas de livraison journaliers entre fournisseurs, selon la capacité de broyage de l'usine. Le graphique ci-dessous illustre la répartition possible des jours de récolte en tenant compte de ces différents paramètres, en distillerie (sur 1 à 2 mois) ou au Galion (sur 4 mois). En conclusion, un petit planteur assurant seul la récolte de sa parcelle (mode I) est confronté à la limite de 3,5 ha pour finir la coupe sur un maximum de 4 mois, avec une certaine « acceptabilité » du travail.

Graphique 26 : Répartition des jours de récolte pour le mode I
Répartition par mois et par surface, avec seuils d'exploitation selon le nombre d'UTF



D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 (UTF : Unité de travail familial)

Pour le mode II, en prestation partielle, la limite de surface en canne exploitable par une personne effectuant seule l'entretien est de l'ordre de 8 à 10 ha. A raison de 108 h d'entretien pour 1 ha, ces seuils correspondent respectivement à un investissement sur 4 ou 5 mois pour finir l'entretien (avec un maximum de 208 h par mois). Cette limite de surface peut être doublée avec un recours à du personnel complémentaire pour l'entretien (personnel familial, entraide, ou personnel salarié).

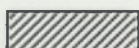
b) RD annuel et revenus mensuels : calcul selon le nombre d'UTF et la surface

Définir les seuils de surface à cultiver en canne pour une entreprise familiale impose de cerner les revenus dégagés sur l'année et par mois, en affinant la première approche faite du RD, selon la surface. Par rapport au tableau 60, le tableau 61 illustre l'amplitude de variation du RD selon le nombre de personnes mobilisées pour la coupe, en intégrant toujours différents seuils de surface.

Tableau 61 : Revenus disponibles annuels en mode I
selon le nombre d'UTF pour la coupe et selon la surface (avec un potentiel de 75 t/ha)

Nbre pers pr coupe	Rémun° par UTF pr coupe	Revenus disponibles annuels					
		1 ha	2 ha	3 ha	4 ha	5 ha	6 ha
1 UTF	11 000 F	23 255 F	46 510 F	69 765 F	93 020 F		
2 UTF	5 500 F	17 755 F	35 510 F	53 265 F	71 020 F	88 775 F	106 530 F
3 UTF	3 667 F	15 922 F	31 843 F	47 765 F	63 687 F	79 608 F	95 530 F

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002
Rappel : Revenu par ha d'un petit planteur = Marge 3 = Marge 2 + rémunération 1 UTF (le planteur)



Cas improbables, vu la répartition du nombre de jours de travail

Dans un second temps, les revenus sont rapportés au nombre de mois de travail, afin de déterminer le revenu mensuel disponible (cf. tableau suivant).

Tableau 62 : Répartition sur l'année du revenu par ha en mode I
avec 1 UTF pour la coupe⁴⁰ et un potentiel de 75 t/ha

Surface	1 ha	2 ha	3 ha	4 ha
Nombre de mois W	1,29 mois	2,58 mois	3,87 mois	5,16 mois
Revenu/mois W	18 027 F	18 027 F	18 027 F	18 027 F
Revenu mensuel sur 6 mois	3 876 F	7 752 F	11 628 F	15 503 F
Revenu mensuel sur 1 an	1 938 F	3 876 F	5 814 F	7 752 F

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002

Cette double approche permet de voir que le revenu issu de la canne diffère fortement selon le nombre de personnes qui s'emploient à la culture. La surface minimale à cultiver en canne, en exploitation familiale, dépend alors des objectifs de revenus attendus de cette production par le planteur : ceci, sur l'année et sur les mois de travail investis dans la culture. Cette réflexion doit être menée en tenant compte de la combinaison entre les activités venant en complément de la canne. Ceci nous renvoie à la place et au rôle de la canne dans le projet du planteur, analysés dans la synthèse faite au chapitre IX, sur les conditions de durabilité des unités de production cannière.

c) Seuil de viabilité et unité minimale de viabilité : limites de revenus et de surfaces

Par contre, déterminer une limite de surface en terme de viabilité, exige de définir un niveau de revenu minimum socialement « acceptable ». Ce dernier correspond au seuil de viabilité. Cette notion souligne l'interférence entre viabilité économique et vivabilité sociale de l'activité cannière. Dans notre démarche, nous nous alignons sur le seuil de viabilité retenu par le Schéma directeur départemental des structures⁴¹ (SDDS), égal à 65 000 F (SAUDUBRAY, 2000 ; p. 6). Il est défini de façon à assurer un revenu le plus proche possible du RMI, pour un couple avec deux enfants⁴², et garantir la cohérence avec le seuil utilisé pour l'octroi de certaines aides. Au final, la détermination de l'Unité minimale de viabilité⁴³ (UMV) est basée sur le modèle décrit ci-après (encart 4), qui diffère de celui appliqué pour établir les matrices de rentabilité (encart 3). Il s'agit ici de déterminer la surface minimale en canne permettant la viabilité de l'unité cannière et non plus de

⁴⁰ Pour calculer la répartition du revenu selon le nombre d'UTF pour la coupe, il faudrait différencier les temps de travaux pour l'entretien (planteur seul, selon l'hypothèse choisie) et pour la coupe (temps de travail divisé par nombre d'UTF). Mais, l'étalement de la coupe étant en partie imposé par l'unité de transformation, cette évaluation s'avère délicate.

⁴¹ Le SDDS, institué par l'article L.312-1 du Code rural est un document d'orientation et de référence, établi localement. Il sert à mettre en œuvre la politique foncière et structurelle de l'agriculture et à contrôler les structures.

⁴² Auparavant de 57 000 F (SAUDUBRAY, 2000 ; p. 6), celui-ci est de 67 000 F en janvier 2002 (Site Internet Service public. URL : <http://vosdroits.service-public.fr/ARBO/05020401-FXTRA130.html>).

⁴³ A ne pas confondre avec l'Unité de référence (UR) définie dans le cadre du SDDS. « L'unité de référence est la surface qui permet d'assurer la viabilité de l'exploitation compte tenu de la nature des cultures et ateliers hors-sol ainsi que des autres activités agricoles » (SAUDUBRAY, 2000 ; p. 3). Il s'agit d'une donnée administrative, fixée par le Préfet à l'échelon local, par référence à la moyenne des installations encouragées au cours de cinq années et à partir de déterminations à dire d'experts pour chaque culture. L'UR canne à sucre est ainsi fixée à : 12 ha en prestation - correspondant pour nous au mode II - et à 4 ha en colonat - mode I - (SAUDUBRAY, 2000 ; p. 25). Ces déterminations reposent sur un seuil de viabilité défini à 100 000 F, afin d'intégrer les aléas climatiques et les variations du prix de vente, selon les remarques formulées par les professionnels de la filière canne.

définir la marge par hectare. Ne pouvant faire varier tous les paramètres à la fois, le rendement agricole a de nouveau été fixé à 75 t/ha pour déterminer l'UMV. Les différences de résultats, selon le nombre d'unité de travail familial, sont par contre intégrées⁴⁴.

Encart 4 : Modèle de calcul de l'Unité minimale de viabilité (UMV)

Applicable pour les exploitations de type familial, en modes I et II

Revenu disponible (RD) = SAUcanne x Marge 3

L'UMV est la SAUcanne correspondant au seuil de viabilité de 65 000 F, comme RD annuel

Unité minimale de viabilité = Seuil de viabilité / Marge

soit $UMV = 65\,000\text{ F} / \text{Marge}$

Marge = Produit brut – Coût de production

Coût de production = (Coût préparation + Coût plantation)/Longévité cycle
+ Coût entretien annuel + Frais généraux et structure + Coût récolte

Le produit brut (PB) et la marge (M) sont calculés en trois étapes :

1) Sans les aides

PB 1 = [Prix vente canne] x Rdt

= [(391,69 / 8) x CP] x 75

M1 = PB1 - Coût de production

2) Avec les aides

PB2 = PB1 + [Aides]

= PB1 + [(A1_{ha} / L cycle) + (A2_{ha} / L cycle) + (A3_t x Rdt) + (A4_t x Rdt) + (A5_{ha}) + (A6_{ha})]

M2 = PB2 - Coût de production

3) Avec les aides et le recouvrement de la rémunération du planteur

PB3 = PB2 + [Rémunération]

= PB2 + [Coût Personnel hors coupe + (Coût personnel coupe / Nbre UTF)]

M3 = PB3 - Coût de production

Avec - RD : Revenu disponible

- Rdt : Rendement agricole

- L cycle : longueur du cycle de vie de la culture (1 canne plantée + Nombre de repousses)

Au final, en reportant les chiffres du tableau 54, pour les modes I et II (entreprises familiales), le calcul de l'UMV se ramène à :

$UMV\ (I) = 65\,000\text{ F} / [(33\,049\text{ F} + 6\,040\text{ F} + (11\,000 / \text{Nbre UTF}) + 5\,550\text{ F}) - 32\,384\text{ F}]$

$UMV\ (II\ \text{p}^{\circ}\text{ partielle}) = 65\,000\text{ F} / [(31\,213\text{ F} + 4\,840\text{ F} + (5\,000\text{ F} / \text{Nbre UTF})) - 29\,156\text{ F}]$

$UMV\ (II\ \text{p}^{\circ}\text{ totale}) = 65\,000\text{ F} / [(31\,213\text{ F} + 4\,840\text{ F} + 400\text{ F}) - 31\,728\text{ F}]$

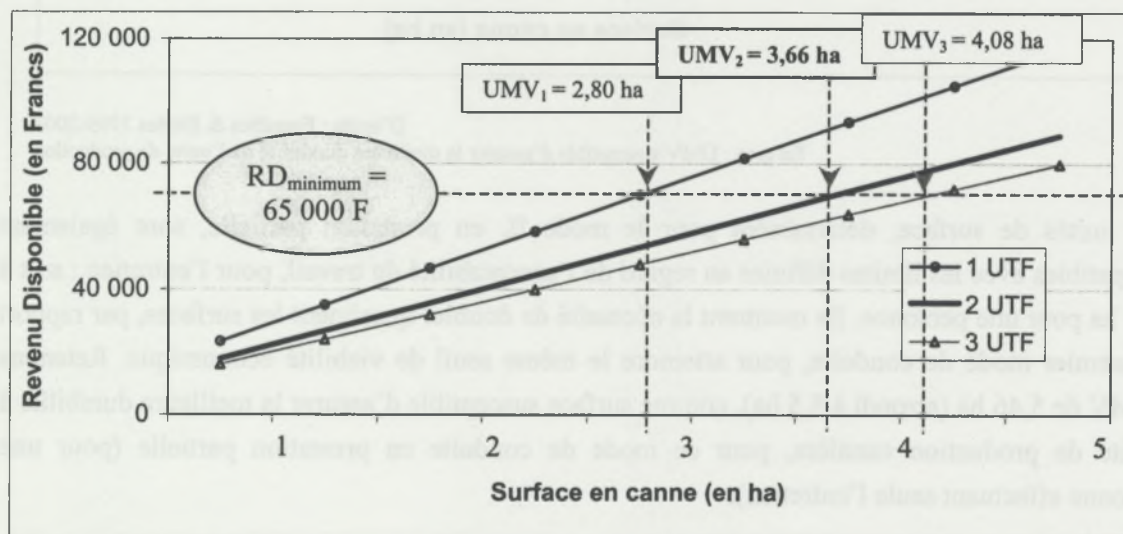
D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002

⁴⁴ La notion d'UTAF apparaissant dans le SDDS est remplacée ici par celle d'Unité de travail familial (UTF). Celle-ci ne se répartit pas sur l'année, mais sur quelques mois, selon les exigences de la culture de la canne.

Ces calculs reposent sur une longueur du cycle total des cultures définie par mode de conduite, selon les situations observées sur le terrain (cf. annexe 2.7). Vu les différentes motivations à replanter, il aurait été intéressant de déterminer un autre seuil, non plus de viabilité, mais de rentabilité : le nombre optimal de repousses (ou la longueur optimale du cycle de vie) en deçà de laquelle la culture reste rentable et au-dessus de laquelle la replantation s'impose. C'est ce qu'ont fait KEERTHIPALA et DHARMAWARDENE (2001) au Sri Lanka. Leur démarche repose sur des calculs qui rendent compte de la relation entre les revenus cumulés, les coûts et les chutes de rendement observées, selon les potentialités de diverses zones pédo-climatiques. Il s'agit de déterminer le déclin de rendement maximal acceptable, équivalent à un revenu cumulé optimal. Une telle méthode s'avère difficile à appliquer dans le cas de la sole cannière martiniquaise. La complexité des formules serait accrue par la variabilité des évolutions de rendement observées entre parcelles et entre exploitations⁴⁵. Puis, sachant que la durabilité de la production cannière ne dépend pas que de la seule viabilité économique des unités productrices, il ne nous semble pas nécessaire d'approfondir cette étape de calculs. Les notions de seuil et d'optimum sont totalement relatives pour chaque planteur, selon ses objectifs propres.

En appliquant le modèle ci-dessus (cf. encart 4), le calcul de l'UMV pour le mode I, selon qu'il y ait 1, 2 ou 3 UTF engagées pour la coupe est respectivement de : 2,80 ha, 3,66 ha et 4,08 ha. La représentation graphique du revenu disponible annuel, ci-dessous, met en relief ces seuils de surface. Rappelons que pour ce mode de conduite, la contrainte de main d'œuvre se situant au niveau de la récolte, l'hypothèse a été faite d'un entretien réalisé par le planteur uniquement.

Graphique 27 : Détermination graphique de l'UMV pour le mode I, selon le nombre d'UTF pour la coupe



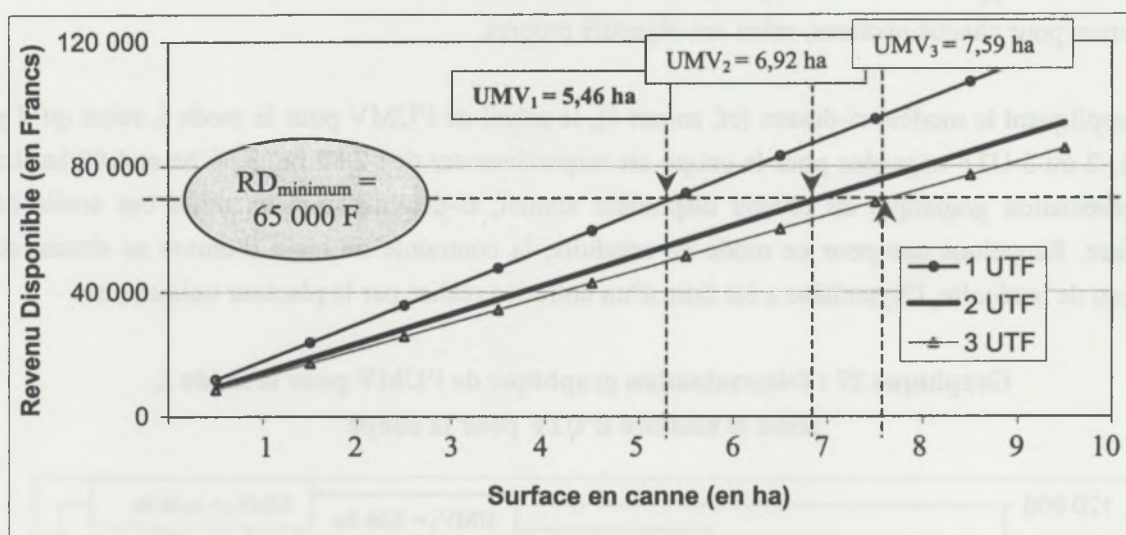
D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002
En gras : UMV susceptible d'assurer la meilleure durabilité de l'unité de production

⁴⁵ incluant les variations de potentialités agronomiques des terrains, comme mentionné au chapitre III.

Mis en regard avec le graphique **Erreur ! Liaison incorrecte.**, les trois seuils de surface déterminés s'avèrent compatibles avec les limites précédemment définies au regard de l'acceptabilité du travail (répartition mensuelle des temps de travaux) : soit, pour une personne, 3,5 ha en mode I. Toutefois, l'UMV à retenir, en terme de durabilité, est celle qui présente la meilleure acceptabilité du travail, *i.e.* avec une coupe en binôme (2 UTF) : soit 3,66 ha (UMV arrondie à 3,5 ha).

Suivant le même modèle, le calcul de l'UMV pour le mode II en prestation partielle, selon qu'il y ait 1, 2 ou 3 UTF participant à l'entretien est respectivement de : 5,46 ha, 6,92 ha et 7,59 ha (cf. graphique suivant). La contrainte de main d'œuvre pour la récolte étant dans ce cas levée, la variation d'UTF étudiée s'applique ici à la séquence d'entretien.

Graphique 28 : Détermination graphique de l'UMV pour le mode II,
selon le nombre d'UTF pour l'entretien
Cas du recours à la prestation partielle



D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002
En gras : UMV susceptible d'assurer la meilleure durabilité de l'unité de production

Ces unités de surface, déterminées pour le mode II, en prestation partielle, sont également compatibles avec les limites définies au regard de l'acceptabilité du travail, pour l'entretien : soit 8 à 10 ha pour une personne. Ils montrent la nécessité de doubler quasiment les surfaces, par rapport au premier mode de conduite, pour atteindre le même seuil de viabilité économique. Retenons l'UMV de 5,46 ha (arrondi à 5,5 ha), comme surface susceptible d'assurer la meilleure durabilité à l'unité de production cannière, pour ce mode de conduite en prestation partielle (pour une personne effectuant seule l'entretien).

Pour ce qui est du recours à la prestation totale (mode II), l'application du modèle conduit à une UMV de 13,76 ha. Bien que cette surface soit de prime abord élevée, elle ouvre la possibilité de dégager un revenu socialement acceptable pour un « planteur », ne cultivant pas lui-même la canne. Dans la pratique, ce cas de figure n'a pas été rencontré : les exemples de prestation totale observés concernent plutôt des surfaces supérieures à 40 ha.

Le tableau ci-après résume les résultats de cette modélisation.

Tableau 63 : UMV identifiée selon le mode de conduite et le nombre d'UTF

Modes de conduite	Nombre UTF (*)	Revenu (F/ha)	UMV (ha)	RD
Mode I	1	23 555 F	2,80 ha	65 954 F
	2	17 755 F	3,66 ha	64 983 F
Mode II (prestation partielle)	1	11 897 F	5,46 ha	64 958 F
Mode II (prestation totale)	-	4 725 F	13,76 ha	65 016 F

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002

(*) pour la coupe en mode I, pour l'entretien en mode II (prestation partielle)

1.2.6. Au final, quelle viabilité selon les modes de conduite ?

La synthèse des premiers critères économiques analysés ne permet pas d'identifier les modes de conduite ou types d'exploitations qui présentent les meilleures conditions économiques de durabilité. Certaines tendances se dégagent toutefois, tant sur la compréhension des stratégies des producteurs, que sur la nécessité de relativiser l'approche strictement économique.

a) Des différences stratégiques liées à la mobilisation des moyens de production

Les exploitations de type familial relèvent surtout des deux premiers modes de conduite, tandis que les exploitations de type sociétaire relèvent des deux derniers.

Par leur travail personnel, les planteurs appliquant le premier mode de conduite parviennent à une marge intéressante par hectare, la meilleure sur les quatre modes de conduite. Ceci s'explique par la stratégie mise en place par ces petits producteurs, particulièrement bien organisés dans le cadre du colonat. Le fait de travailler eux-mêmes leur permet d'économiser fortement sur le poste « personnel » : ils adhèrent à l'Amexa (sachant qu'ils sont actuellement exonérés de cotisation) et n'ont pas à supporter de charges patronales. De plus, à la marge nette dégagée, s'ajoute leur propre rémunération, incluse dans ce poste « personnel ». S'ils ne redistribuent pas de salaire à une tierce personne (notamment pour la coupe), leur rémunération est accrue. La coupe manuelle en cannes non brûlées favorise l'obtention d'un bon rendement agricole et d'une richesse en saccharose plus élevée des livraisons, garantissant un meilleur chiffre d'affaires par tonne. Par ailleurs, un recours modéré à la mécanisation favorise la longévité de la culture, d'où un meilleur amortissement des investissements liés à la plantation. Le recours à la CUMA de Malgré-Tout permet aux colons une sensible économie sur les coûts des travaux mécanisés. Alors que le poste « matériel » est inexistant, le poste « prestations » reste raisonnable par rapport à celui que supportent les exploitants adoptant le second mode de conduite.

Les exploitants mettant en œuvre le deuxième mode de conduite sont favorisés par une structure d'exploitation aussi légère que celle des producteurs adoptant le mode I. Leur marge nette est cependant moins importante. Ceci tient principalement à deux raisons. D'une part, et surtout, le recours à la prestation privée, sans bénéficier de surcroît des avantages liés à une CUMA, grève d'autant plus leur coût de production. D'autre part, la récolte se faisant dans le cas étudié de façon semi-mécanisée, avec une coupe à la toise en cannes brûlées, la longévité de la plantation est sensiblement réduite (6 ans au lieu de 8 pour le mode I). Il en résulte un amortissement moins étalé de la plantation, tandis que ces planteurs sont par ailleurs pénalisés par une moins bonne qualité des livraisons de canne à l'usine. L'avantage de ce mode de conduite réside dans la productivité du travail. Quant à la rentabilité économique de la culture ainsi conduite, elle dépend fortement de la prestation fournie pour la récolte : son coût représente 48 à 58% du coût de production, selon que la prestation soit partielle ou totale. Par conséquent, les prestataires de services se révèlent dès lors comme des acteurs décisifs pour la viabilité économique de la canne dans le mode de conduite II.

A partir du mode III, la structure des exploitations change radicalement, avec de très lourdes charges pour les postes « matériel » et « frais généraux ». Dans le cas des moyennes et grandes exploitations, le personnel est intégralement composé de salariés, tandis que le revenu net global dégagé par l'entreprise est fonction de la surface de l'exploitation.

Avec le même type de structure d'exploitation que dans le cas précédent, le quatrième mode de conduite permet de dégager une marge plus intéressante, grâce à la mécanisation totale de la récolte. Bien qu'encore relativement importante, la charge liée au poste « personnel » est moins élevée que pour le mode III, tandis que le poste « matériel » prend de l'ampleur. Le coût de la canne sur pied se révèle plus important que celui observé pour le mode III. L'économie se fait en revanche très nettement sentir sur la récolte. C'est ce quatrième mode de conduite, très mécanisé, qui permet d'assurer le plus bas coût de récolte pour la canne. Cependant, en dehors des plaines centrales du Lamentin et de Rivière-Salée, la mécanisation impose souvent d'importants aménagements, ce qui limite sa mise en œuvre sur l'ensemble de la sole cannière ; tandis que les investissements requis la rendent difficile d'accès pour nombre de petits exploitants, si ce n'est pas l'intermédiaire d'un prestataire.

b) Plus des trois quarts des petites unités cannières familiales « non viables » ?

L'analyse des marges par hectare est à relativiser par rapport à la surface et à la durée de l'activité. L'unité minimale de viabilité est estimée à 2,80 ha pour une personne travaillant seule, selon le mode I. Toutefois, afin de satisfaire à un revenu satisfaisant sur l'année, cette unité doit être augmentée jusqu'à 3,5 ha, avec une aide familiale pour la coupe. Cette limite de surface serait celle à favoriser en vue de l'installation future de petits producteurs (notamment en colonat). Or, en reprenant la classification présentée au chapitre III, sur les 276 planteurs, rappelons que seuls 18 d'entre eux (6,5% de la population) livrent plus de 1 500 tonnes de canne (CTCS, 2001). Sur les 258 planteurs livrant moins de 1 500 tonnes (surface en moyenne < 25 ha), 245 livrent moins de 500 tonnes (surface < 2 ha). C'est dans ce groupe des plus « petits planteurs » que se trouvent les unités de production dont la viabilité économique, telle que définie dans ce chapitre, peut être

remise en cause. Au regard des chiffres, nombre de petites unités de production cannière ne satisfont pas à l'UMV retenue : 186 planteurs (67% de la population totale ; 75% des petits planteurs) possèdent moins de 3,5 ha et 141 (21% de la population ; 58% des petits planteurs) possèdent moins de 2,5 ha (CTCS, 2002).

Selon ce constat, peut-on en déduire que plus des trois quarts des petites unités de production cannière sont non viables ? Certes, elles ne remplissent pas les conditions définies selon la méthodologie adoptée : elles ne satisfont pas à un revenu « socialement acceptable » au regard des mesures du type RMI. Toutefois, l'analyse économique montre que la stricte rentabilité (marge nette positive) est le plus souvent atteinte ; ceci même si le revenu disponible final n'est guère élevé. Par exemple, pour les planteurs cultivant moins de 1 ha de canne (une quarantaine en 2001), le revenu annuel espéré est, au mieux, de l'ordre de 17 000 F. La place et le rôle de la canne au sein du système famille-exploitation (et plus précisément du « système d'activités » ne peuvent dans ce cas qu'être restreints. L'analyse de la dimension sociale de la production cannière devrait permettre d'apporter des éléments de réponse quant aux variantes possibles. La viabilité des unités de production cannière de type familial doit être au final relativisée en resituant la culture de la canne dans le projet global de l'exploitant ; ce sur quoi le chapitre IX permettra de revenir.

Dès lors, l'analyse économique à l'échelle de l'unité de production apparaît insuffisante pour expliquer les évolutions, relatives au nombre de planteurs ou aux fluctuations de livraisons entre filières sucre et rhum agricole ; voire pour cerner les conditions économiques de durabilité des types d'unités de production. Aborder la dimension économique à l'échelle de la transformation, dans la section suivante, permettra de mieux cerner ce qu'il en est des débouchés pour la production de canne, dans chacune des filières, sucre et rhum agricole. Ceci satisfait à l'analyse de la troisième et de la quatrième composantes à étudier, conformément à la grille présentée au début de ce chapitre (cf. tableau 35). Ces composantes concernent également le marché cannier, objet de la prochaine sous-section.

Productions de sucre	Productions de rhum agricole	Productions de sucre et rhum agricole	Productions de sucre et rhum agricole	Productions de sucre et rhum agricole
Productions de sucre	Productions de rhum agricole	Productions de sucre et rhum agricole	Productions de sucre et rhum agricole	Productions de sucre et rhum agricole
Productions de sucre	Productions de rhum agricole	Productions de sucre et rhum agricole	Productions de sucre et rhum agricole	Productions de sucre et rhum agricole

I.3. La production de canne dans les DOM, la Caraïbe et le monde

Après l'étude de la rentabilité de la canne à l'échelle des unités de production, l'analyse économique au sein du secteur agricole amène à se pencher sur la contextualisation de cette production. Les paragraphes suivants présentent de façon comparative la production cannière, d'une part, dans les DOM, d'autre part sur le plan mondial.

I.3.1. *La canne dans les DOM et la Caraïbe : une place différenciée selon les régions*

Au sein de l'UE, la France est la seule, avec l'Espagne, à produire de la canne. La production française se répartie entre la Réunion, la Guadeloupe, la Martinique et un peu la Guyane.

a) Des filières domiennes très différentes

Basés dans des contextes socio-économiques proches, les acteurs des filières canne des DOM évoluent au sein d'échelles de production et de transformation complètement différentes. La production de canne de la Martinique s'avère modeste, comparée à celles de la Guadeloupe et, surtout, de la Réunion ; respectivement de 674 800 et 1,82 millions de tonnes en 2000 (IEDOM, 2000). En revanche, la production guyanaise reste mineure, comme l'illustre le tableau suivant.

Tableau 64 : Comparaison du secteur cannier dans les DOM en 2000

Facteurs de comparaison		Réunion	Guadeloupe	Martinique	Guyane
Secteur agricole	Surface en canne	25 500 ha	13 460 ha	3 200 ha	85 ha
	Estimation nombre planteurs	5 560	4 800	276	1
	Surface moyenne / planteur	3,9 ha	2,8 ha	11,9 ha	85 ha
	Production totale de canne	1 821 000 t	674 800 t	231 402	5 000 t
	Rendement moyen, toutes surfaces confondues (*)	71 t/ha	50 t/ha	72 t/ha	59 t/ha

D'après : IEDOM, 2000a, 2000b, 2001a ; CTCS, 2002

(*) Rappelons que les rendements réels excluent les surfaces non récoltées (abords non plantés, pépinières et cannes de grande culture), comme explicité en annexe 1.2 ; ce qui donne un rendement de 74 t/ha pour la Martinique en 2000

Avec respectivement 17 et 20 fois plus de planteurs, les filières guadeloupéenne et réunionnaise repose sur un tissu social bien plus important qu'à la Martinique. Pour mieux cerner le poids économique relatif de ces filières, il importe de les replacer dans leur territoire respectif.

b) Place de la canne dans la SAU des DOM et valorisation

Vingt ans après la départementalisation, vu la régression de la canne par rapport à la banane, cette culture n'est désormais plus la première à la Martinique. Elle n'y occupe plus que 9% de la SAU, contre plus de la moitié à la Réunion et le quart à la Guadeloupe. Mis à part le cas de la Guyane, où la canne reste marginale, c'est à la Martinique que cette culture contribue le moins à la valorisation de la production agricole finale (PAF). Avec 87,9 millions de francs en 1999, elle n'y représente que 4,4%

du total de la production agricole, contre 50,4% pour la banane (IEDOM, 2000a). Cette participation de la canne à la valorisation de la PAF est bien plus significative à la Guadeloupe et à la Réunion. Les sections suivantes permettront de cerner la part du sucre et du rhum dans cette valorisation. Notons toutefois que, alors que la valorisation de la production bananière diminue à la Martinique entre 1998 et 1999 (- 95,3 millions de francs), celle de la canne progresse (+ 8 millions de francs). Ces tendances signifient-elles que le déclin de la canne à la Martinique n'est pas inéluctable ?

Tableau 65 : Canne et banane dans la SAU en 1999

Comparaison des quatre DOM

Comparaison	Réunion	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Total DOM
Superficie	2 510 km ²	1 780 km ²	1 100 km ²	83 530 km ²	88 920 km ²
Total SAU	47 050 ha	50 525 ha	33 261 ha	23 459 ha	153 981 ha
Canne à sucre	25 500 ha	12 650 ha	3 140 ha	85 ha	41 352 ha
% SAU	54,19%	25,04%	9,44%	0,35%	26,86%
Banane (fruit)	250 ha	5 730 ha	11 200 ha	625 ha	18 070 ha
%SAU	0,53%	11,34%	33,67%	2,57%	11,74%

D'après : Direction de l'Agriculture et de la Forêt ; selon IEDOM, 2000a, 2000b, 2001a

Tableau 66 : Valorisation de la production de canne (en millions de francs) en 1999

– Comparaison des quatre DOM –

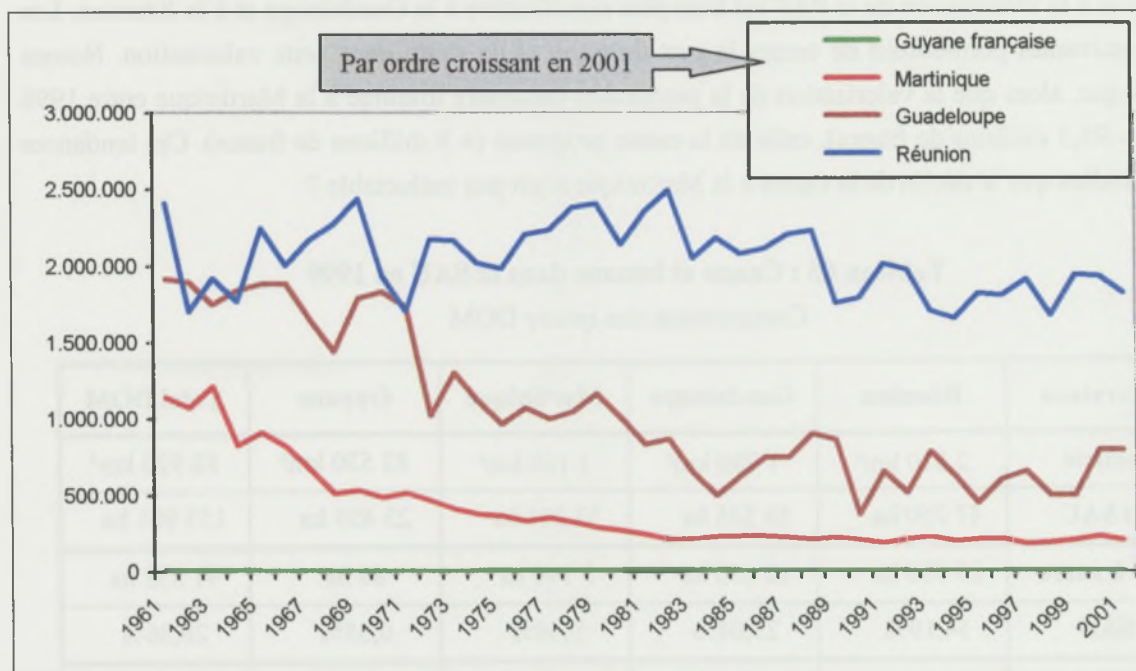
Comparaison	Réunion	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Total DOM
Canne à sucre	515,52 MF	282,98 MF	87,9 MF	2,40 MF	888,80 MF
% Prod° agricole finale	25,45%	16,8%	4,4%	0,41%	14,16%
Banane d'exportation	39,90 MF	404,99 MF	998,9 MF	24,50 MF	1 468,29 MF
% Prod° agricole finale	1,97%	24%	50,4%	4,22%	23,40%
Prod° agricole finale	2 025,77 MF	1 689,02 MF	1 980,7 MF	580,50 MF	6 213,80 MF

D'après : DAF ; selon IEDOM, 2000a, 2000b, 2001a (* Données 1998)

c) Une production caribéenne en diminution

Les graphiques ci-après repositionnent l'évolution de la production de canne martiniquaise en regard de celle des autres DOM et des autres îles de la Caraïbe. Ces courbes montrent que la diminution de la production, observée à la Martinique et à la Guadeloupe, est également le lot de toutes les îles de la Caraïbe. Ceci laisse entrevoir qu'aux facteurs socio-économiques liés au statut politique des Antilles françaises, s'ajoutent des facteurs liés à l'insularité et à l'étroitesse de leur secteur productif. Celui-ci présente des fragilités comparables à celles des autres producteurs insulaires de la région caribéenne.

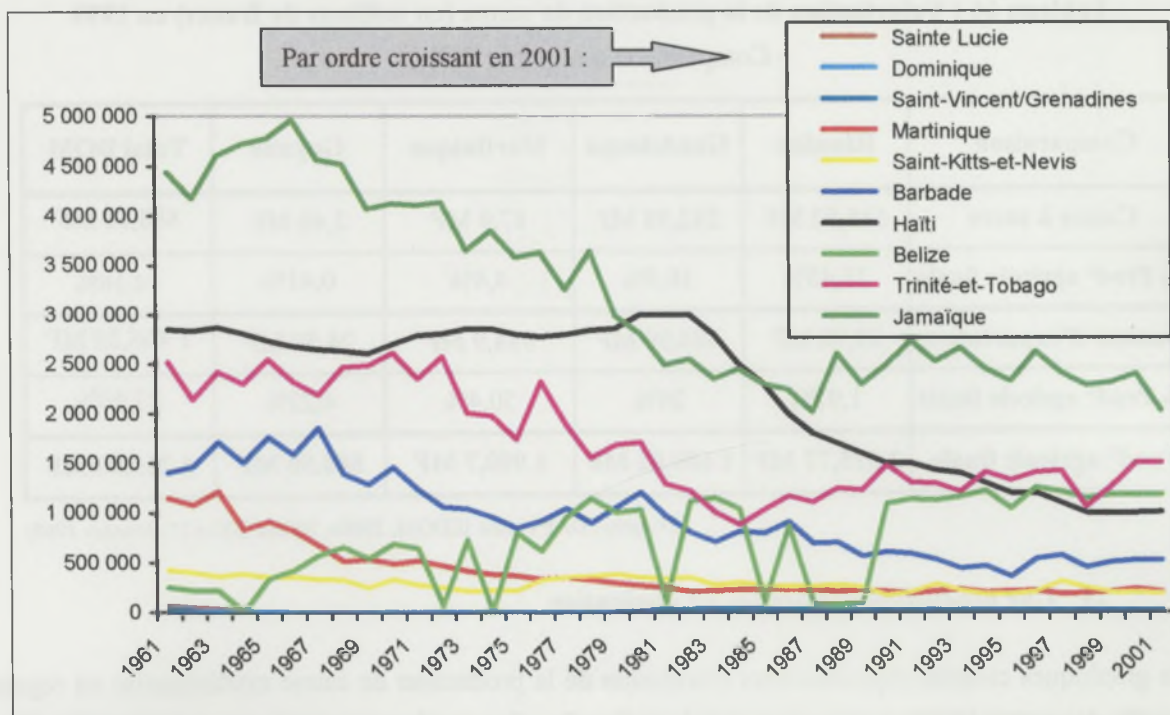
Graphique 29 : Production de canne sur 40 ans dans les DOM



D'après : FAOStat, 2001

Graphique 30 : Production de canne sur 40 ans dans les îles de la Caraïbe

(pour les îles dont la production n'a pas excédé 5 millions de tonnes, pour une meilleure visualisation graphique)*



D'après : FAOStat, 2001

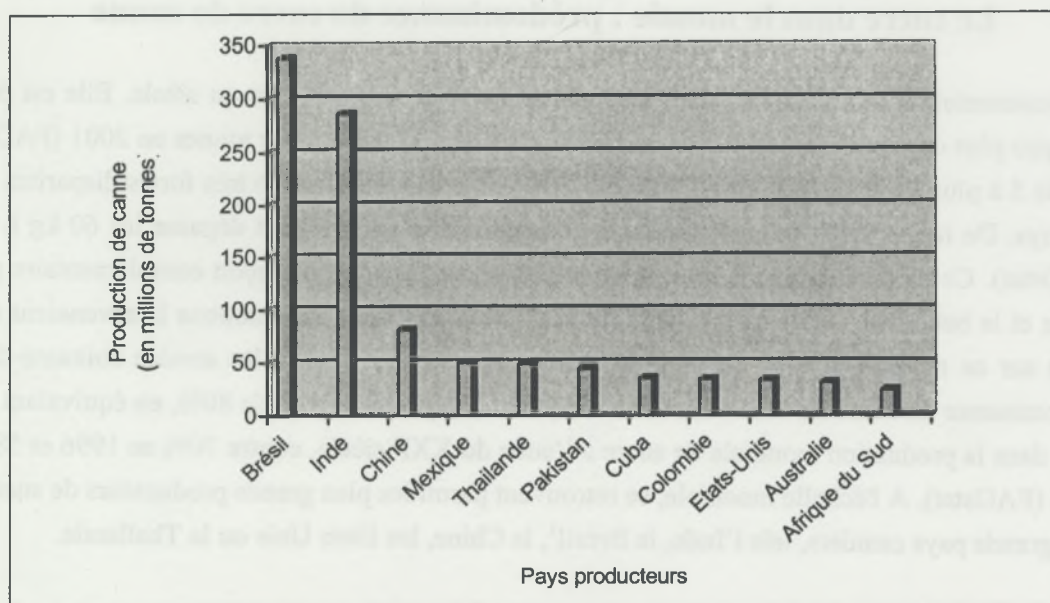
(*) ce qui amène à exclure Cuba et la République Dominicaine, dont les productions ne sont pas du même ordre de grandeur (respectivement plus de 90 et 10 millions de tonnes à leur apogée et 35 et 4,5 millions de tonnes de canne en 2001)

Pour mieux relativiser l'importance économique de la production martiniquaise de canne à sucre, il est nécessaire d'évoquer la production mondiale.

I.3.2. La canne dans le monde : première culture mondiale

Selon les données de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAOstat, 2001), la canne est la plus importante production agricole de la planète : sa culture s'étend sur 19,6 millions d'hectares et plus d'un milliard de tonnes est broyé chaque année (1,249 milliards en 2001). A ce titre, la canne à sucre s'affirme comme d'une importance économique majeure sur le plan mondial.

Graphique 31 : Les douze plus grands pays producteurs de canne en 2001



D'après : FAOstat, 2001

Dans le panel des plus grands producteurs, la Caraïbe n'est plus représentée que par Cuba, tandis que le Brésil reste le premier producteur mondial de canne. Une inquiétude commune se dessine au fil des décennies dans les îles caribéennes, liée à la décroissance de cette spéculation au sein de leur économie. Parallèlement, la situation s'avère relativement contrastée entre DOM, en dépit du soutien dont ils disposent. A l'image de l'agriculture européenne, la culture de la canne est fortement subventionnée à la Martinique, tout comme les autres productions agricoles des DOM, telles la banane ou l'ananas. Ces départements ne peuvent rivaliser, en termes de coûts, avec les autres producteurs tropicaux. La canne et ses industries ne survivent à la Martinique que grâce à un important dispositif d'aides publiques, octroyées par l'UE, l'Etat français et les collectivités territoriales, soit isolément, soit en cofinancement. De 1994 à 1999, plus de 264 millions de francs sont de la sorte injectés dans ce secteur d'activité (CIRT-DOM, 1999).

En conclusion, les constats rapportés dans cette première section conduisent à relativiser l'importance de la production cannière martiniquaise, aux différentes échelles géographiques considérées : relativement faible dans l'économie de la Martinique, de plus en plus marginale par rapport à celles des autres départements français, négligeable à l'échelle planétaire. Cependant, la canne ne peut être dissociée de sa destinée industrielle. L'analyse économique des secteurs sucrier et rhumier, dans les sections suivantes, devrait aider à mieux cerner l'importance économique de la filière canne martiniquaise,

dont la plus-value est précisément générée par la transformation ; tandis que la viabilité des unités de production dépend de celle des industries de transformation.

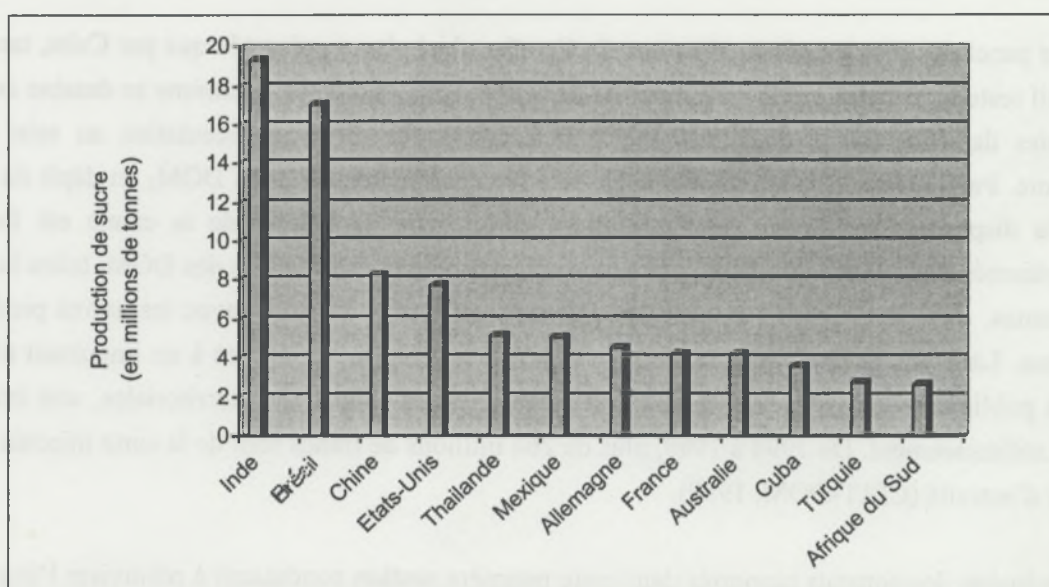
2. ANALYSE DE LA DIMENSION ECONOMIQUE AU SEIN DU SECTEUR SUCRIER

En liaison étroite avec le marché mondial de la canne, celui du sucre ouvre cette seconde section. Cette dernière conduit à souligner ensuite quelques caractéristiques propres au marché sucrier martiniquais et à l'usine du Galion, en termes d'équilibre économique et de stratégie commerciale.

2.1. Le sucre dans le monde : prédominance du sucre de canne

La consommation mondiale de sucre a connu un essor considérable en un siècle. Elle est passée d'un peu plus de 8 millions de tonnes en 1900 à près de 130 millions de tonnes en 2001 (FAOstat), soit de 5 à plus de 20 kg/habitant (CEDUS, 1999). Il existe toutefois de très fortes disparités selon les pays. De moins de 2 kg au Rwanda, la consommation par habitant dépasse les 60 kg à Cuba (FAOstat). Ce marché du sucre, en hausse constante, est satisfait de façon complémentaire par la canne et la betterave. Alors qu'au début du XX^e siècle ces deux spéculations intervenaient à part égale sur ce marché, il n'en va plus de même aujourd'hui. Depuis les années soixante-dix, la prédominance du sucre de canne tend à se conforter. Il représente près de 80%, en équivalant sucre brut, dans la production mondiale de sucre à l'aube du XXI^e siècle, contre 70% en 1996 et 58% en 1970 (FAOstat). A l'échelle mondiale, se retrouvent parmi les plus grands producteurs de sucre, les plus grands pays canniers, tels l'Inde, le Brésil¹, la Chine, les Etats Unis ou la Thaïlande.

Graphique 32 : Les douze plus grands pays producteurs de sucre en 2001



D'après : FAOstat, 2001.

¹ Premier producteur mondial de canne (avec plus de 300 millions de tonnes), le Brésil n'affecte qu'environ 40% de sa récolte à la fabrication de sucre. La part la plus importante va à la fabrication d'alcool, utilisé comme carburant automobile, dans le cadre d'un programme pro-alcool mis en place dans les années soixante-dix ; « [...] un choix politique susceptible d'être remis en cause » (HALLUIN, 1998).

La France n'arrive qu'en huitième position de ce palmarès (cf. graphique 32), avec 4 195 000 tonnes en 2001, soit 3,3% de la production mondiale. C'est par contre le second producteur européen de sucre, juste derrière l'Allemagne (FAOstat). Sur 132 pays producteurs de sucre, recensés par la FAO en 2001, 105 cultivent de la canne, dont plus de la moitié pour lesquels elle constitue la source exclusive de sucre. Frédéric LANÇON (1998) souligne que la prédominance de la canne dans la production sucrière mondiale s'explique aussi par les contraintes qui pèsent sur la betterave dans les pays tempérés : leur agriculture est soit fortement réglementée (Etats-Unis, UE), soit en crise (Europe de l'Est). Cette prédominance tient également à la forte augmentation de la production cannière dans les pays en développement, où la croissance de la population est la plus grande, principalement en Amérique Centrale, en Afrique et en Asie (CEDUS, 1999). La canne bénéficie enfin du développement rapide d'autres utilisations, telle la production d'éthanol pour les industries des solvants et des cosmétiques (Brésil, Etats-Unis, Chine).

Depuis quelques dizaines d'années toutefois, les produits de substitution que sont l'isoglucose et les édulcorants chimiques font concurrence au sucre naturel, autant de canne que de betterave. Ces substituts sont de plus en plus utilisés dans la fabrication de boissons, en association avec le sucre naturel. Dans les années quatre-vingts, avec la vogue des produits faibles en calories, la consommation des substituts croît plus rapidement que celle du sucre naturel. De 88% en 1980, la part du sucre naturel dans la consommation totale d'édulcorants passe à 82,3% en 1996, tandis que les isoglucoses et les édulcorants chimiques représentent 7,5% et 10,2% du marché (LANÇON, 1998). Mais certains édulcorants voient leur essor ralentir (cf. encart 5).

Encart 5 : Les édulcorants

Généralement produit à partir du maïs, l'isoglucose est massivement utilisé dans l'industrie agro-alimentaire (5 millions de tonnes d'équivalent sucre). Son prix, souvent inférieur à celui du sucre blanc, lui assure un grand succès. Aux Etats-Unis, il représente environ 45% du marché des édulcorants.

Obtenus par synthèse chimique, plusieurs édulcorants artificiels font également concurrence au sucre. Leur atout : un pouvoir sucrant de plusieurs dizaines à plusieurs milliers de fois celui du saccharose. Après un développement rapide dans les années quatre-vingts, la production d'aspartam (alias aspartyl-phénylalanine-méthyl-ester) stagne depuis 1990, avec la baisse d'intérêt des consommateurs pour les produits faibles en calories. La saccharine (alias acide ortho-sulfimide benzoïque) voit aussi son utilisation stagner, en raison des doutes qui persistent sur ses effets indésirables sur la santé.

D'après : Site Internet lameca.org

Malgré la concurrence des substituts, le marché du sucre naturel reste dynamique et donne lieu à d'importants échanges commerciaux. Robert HALLUIN (1998), directeur du Fonds d'intervention et de régulation du marché du sucre, les échanges sur le marché mondial du sucre sont de l'ordre de 36 millions de tonnes ; soit environ 30% de la consommation mondiale. Le Brésil est le premier exportateur avec plus de 8 millions de tonnes exportées, suivi de l'Australie (4,5 millions) et Cuba (2,6 millions). La Russie reste le premier importateur avec 4 millions de tonnes, suivi de la Chine (2 millions) et des Etats-Unis (2 millions). Quel est, sur ce marché mondial, la place des DOM ?

2.2. Le sucre des DOM : survivance dans un marché très réglementé

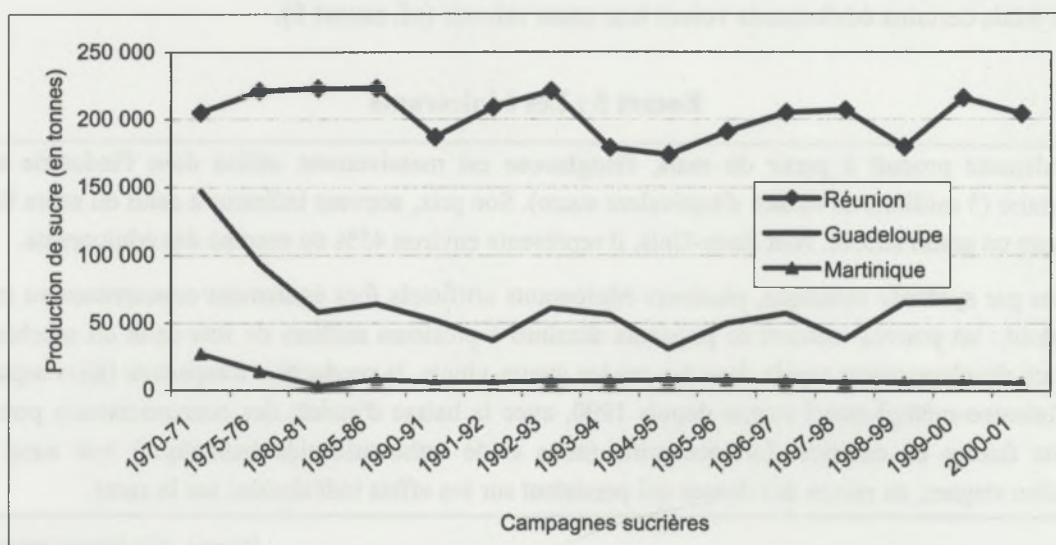
Les filières canne des DOM ont connu des crises diverses, se traduisant par une chute de leur production sucrière. Celle-ci ne représente plus que 6,58% de la production nationale et 0,22% de la production mondiale en 2001 (FAO ; IEDOM). Seule la Réunion se maintient à un niveau de production significatif, en assurant près des trois quarts de la production domienne (cf. tableau et graphique ci-après). La production sucrière martiniquaise ne représente plus que 2,3% de la production domienne et 0,15% de la production nationale.

Tableau 67 : Comparaison du secteur sucrier des DOM en 2000

Facteurs de comparaison		Réunion	Guadeloupe	Martinique	Total DOM
Secteur rhumier	Nombre de sucrerie(s)	2	2	1	5
	Richesse en saccharose des cannes	14,22%	9,51%	11,78%	-
	Production de sucre	203 558 t	66 150 t	6 360 t	276 068 t
	Part dans la production domienne de sucre	73,73%	23,96%	2,30%	100%

D'après : Centres techniques interprofessionnels de la canne et du sucre ; IEDOM

Graphique 33 : Evolution de la production sucrière des DOM depuis 1970



D'après : FIRS – CEDUS, 1997 ; IEDOM, 2000 et 2001

Remarque : décalage dans les résultats de campagnes d'un hémisphère à l'autre (Année N : données Réunion ; Année N+1 : données Guadeloupe et Martinique)

Cette production sucrière des DOM est maintenue dans le cadre d'un marché fortement réglementé. A l'échelle européenne, comme la plupart des produits alimentaires, le sucre est réglementé par une Organisation commune de marché (OCM). L'OCM sucre a été créée il y a plus de trente ans (règlement 1009/67 du 18 décembre 1967), à une époque où la politique agricole commune était orientée vers l'autosuffisance, comme le rappelle Nicolas-Jean BREHON (2001). Révisée tous les cinq ans, cette OCM repose sur un système de quotas, bénéficiant d'une garantie de prix et de commercialisation. Fixés au niveau communautaire pour chaque pays membre, puis

au niveau national pour chaque producteur, ces quotas se décomposent en deux catégories : A et B. Le sucre rentrant dans le quota A, affecté à la consommation intérieure, est vendu à un prix plus élevé que celui du quota B. Ce dernier vient compléter le quota A en cas de besoin ou est exporté, avec subvention. L'excédent, dit sucre C, est normalement réservé à l'exportation sans subvention. Vendu hors quota, il est négocié au cours mondial.

L'OCM sucre réserve aux DOM un quota de 512 600 t, pour une production globale inférieure à 300 000 tonnes. Alors que la France dépasse largement le quota qui lui est alloué, les DOM satisfont leurs quotas à peine à 50% ; la Martinique n'utilisant que 6% du sien (cf. tableaux ci-dessous). Les responsables politiques de Guyane espéraient récupérer une part du quota non utilisé par les autres DOM, dans le cadre d'un projet d'industrie sucrière dans l'Ouest guyanais. En gestation depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, ce dernier semble sur le point d'avorter. La perspective d'un tel projet inquiétait les producteurs sucriers domiens, notamment à la Réunion (selon les propos recueillis par Lilian REILHAC, 2000) et à la Guadeloupe (IEDOM, 2001a).

Tableau 68 : Quotas de sucre pour la France et les DOM

Affectation	Quotas A	Quotas B	Total
France	2 530 000 t	759 232,8 t	3 289 232,8 t
DOM	466 000 t	46 600 t	512 600 t

Source : règlement n°2038/1999, applicable jusqu'au 1^{er} juillet 2001

Tableau 69 : Quotas et production de sucre en 2000 – France et DOM -

Lieu production	Total Quota	Production	%quota
France	3 289 232,80	4 195 000	Dépassé
Guadeloupe	116 000	66 150	57,03%
Réunion	296 000	203 558	68,77%
Martinique	100 600	6 360	6,32%
DOM	512 600	276 068	53,86%
Total France + DOM	3 801 832,80	4 471 068	Dépassé

D'après : règlement n°2038/1999, IEDOM, 2000 ; 2001.

Venant compléter les dispositifs de soutien aux sucres des DOM, une aide au transport, d'environ 9 à 10 millions d'euros (60 à 70 MF) par an, leur assure le prix d'intervention communautaire lors de leur écoulement dans la Communauté. Ces dépenses sont autofinancées par des cotisations payées par les producteurs et répercutées sur le consommateur. L'OCM sucre est la seule organisation qui soit financée par le consommateur et non par le contribuable européen. En 2001, les « cotisations sucre » représentent 1 milliard d'euros (BREHON, 2001). Dans ce contexte, tandis que l'interprofession est soucieuse du maintien des protections assurées par l'OCM, la recherche-développement en canne se focalise sur deux aspects : l'augmentation des rendements, par intensification de la culture, et la productivité industrielle, en réponse à la demande des opérateurs sucriers. Quelles sont, dans cette optique, les perspectives pour l'industrie sucrière martiniquaise ?

2.3. La SAEM du Galion : un lien économique ténu

Le lien économique constitue le point le plus délicat à prendre en compte dans la survie de l'usine du Galion, un point qui n'a de cesse de soulever les controverses au sein de la société martiniquaise. S'interroger sur les conditions économiques de durabilité de l'usine du Galion amène en premier lieu à expliciter les objectifs qui lui sont assignés sur le plan économique. Du point de vue des dirigeants de l'entreprise, « l'objectif est de retrouver un équilibre de son exploitation [...] » (Conseil régional, 1996b ; Industrie sucrière, p. 7). Il s'agit en fait d'assurer (ou d'approcher) la rentabilité économique de l'outil industriel. Du point de vue des politiques, il s'agit de contribuer à l'alimentation du marché intérieur en sucre² et de préserver des emplois³.

Au regard de ces deux niveaux d'objectifs, il convient d'initier une réflexion quant au parallèle entre la rentabilité financière à l'échelle de l'usine et sa rentabilité économique à l'échelle du territoire. Pour ce faire, les paragraphes suivants ne visent pas à faire un nouvel audit économique de l'usine sucrière, mais à analyser quelques facteurs susceptibles d'influencer sa viabilité, quant à la commercialisation de ses produits et à son approvisionnement en matière première.

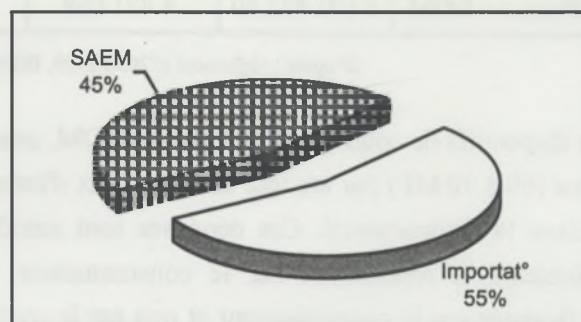
2.3.1. Une production limitée, une commercialisation concurrencée

Entre le sucre et le rhum industriel, la stratégie oscillante de la SAEM du Galion témoigne des difficultés de commercialisation de ses produits, tant sur le marché intérieur qu'extérieur.

a) *Un sucre cher et difficile à écouler*

Le sucre roux en poudre, qui correspond au sucre brut, est le premier produit fini commercialisé par la SAEM du Galion. Cette dernière a produit 5 726,6 tonnes de sucre en 2001 (contre 5 519 en 2000 et 6 360 t en 1999). Cette production correspond à un rendement de fabrication de l'ordre de 71 kg de sucre par tonne de canne (SAEM, 2001). Le sucre du Galion est principalement commercialisé sur le marché martiniquais, dont les graphiques ci-après illustrent l'organisation.

Graphique 34 :
Répartition des 14 000 t
de sucre consommé sur
le marché martiniquais
en 1999



D'après SAEM, 2000

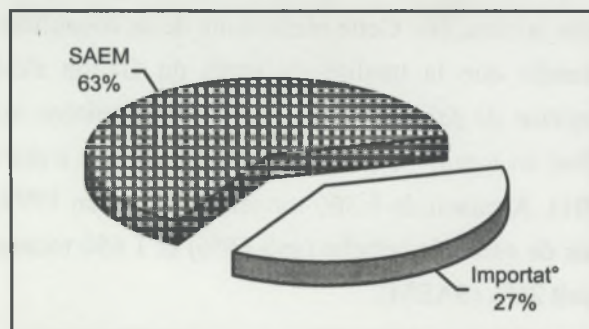
Graphique 35 : Répartition des 7 500 t

Graphique 36 : Répartition des 6 500 t

² A noter que l'espoir - encore affirmé il y a dix ans - de parvenir à « assurer l'autosuffisance en sucre de la Martinique » (DAC, 1992b ; p. 1) ne semble plus d'actualité aujourd'hui.

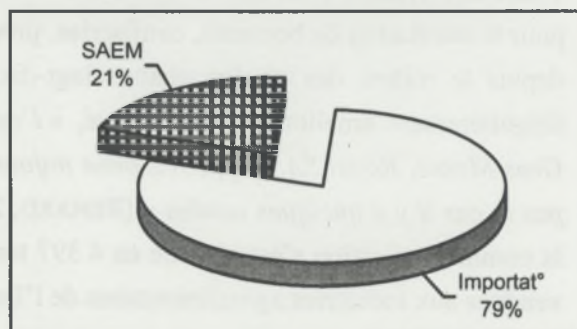
³ Nous reviendrons au chapitre suivant sur la question des emplois, qui relève de la dimension sociale de la filière.

de sucre du marché de bouche



D'après SAEM, 2000

de sucre du marché industriel



D'après SAEM, 2000

Au total, l'usine couvre à peine 45% des besoins en sucre de la Martinique et reste déficitaire. L'économie d'échelle ne permet pas une rentabilité de cette unité : « *M. Benoît se référant aux capacités de broyage d'une moyenne sucrerie (900 000 tonnes de cannes par an) – au niveau mondial – fait remarquer que le prix de revient de la fabrication du sucre roux au Galion est pour des raisons d'économie d'échelle particulièrement élevé, les charges fixes n'étant en effet divisées que par un tonnage minimum de sucre* » (CTCS, 1995a ; p. 42). Le sucre blanc est privilégié par le secteur agro-alimentaire pour des questions techniques ou de franchise. Or, pour un kilogramme de sucre vendu aux industries agro-alimentaires, l'usine du Galion perd en moyenne 1,41 francs (cf. tableau 70). Elle tend à produire moins pour limiter ses pertes.

Tableau 70 : Marges sur coûts directs du sucre du Galion

Données	Sucre industriel	Sucre de bouche
Coût direct de production (F/kg)	6,96	7,42
Prix de vente moyen (F/kg)	5,55	8,08
Marge / coût direct	- 1,41	+ 0,66

Source : INITIATIVES, 2000 (p. 46)

Tel est le paradoxe de l'histoire : sur le marché martiniquais, le sucre du Galion est fortement concurrencé par les importations de sucre blanc, venant d'Europe. Si depuis quelques années, suite aux manifestations des ouvriers de la SAEM, il existait un accord tacite de non-concurrence du sucre roux de la Guadeloupe et de la Réunion, est-il possible de pérenniser cette situation ? N'est-elle pas contraire aux accords de libre échange au sein de la zone européenne ? Puis, à l'heure où des discounts type Leader Price commercialisent du sucre roux sans précision d'origine, ne peut-on supposer d'autres provenances que la Martinique pour ce produit ? Le sucre roux de Guadeloupe contribue assurément à l'alimentation du marché martiniquais, ne serait-ce qu'à travers les dosettes distribuées par deux marques de rhum agricole.

Vu la concurrence du sucre importé, les auditeurs préconisent de ne pas investir davantage sur le segment de marché du sucre industriel, le sucre de bouche étant plus rentable (INITIATIVES, 2000). Les tentatives de diversification sous forme de sucre blanc, pour favoriser l'usage agroalimentaire du sucre du Galion, n'ont jusqu'ici pas été concluantes. Cette aventure du sucre blanc raffiné, de

même que celle des carrés de sucre, s'est soldé par d'importants investissements non rentabilisés. Toutefois, certaines industries agro-alimentaires de l'île utilisent de plus en plus le sucre roux, pour la réalisation de boissons, confiseries, produits laitiers, etc. Cette niche tente de se consolider depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, tandis que la qualité du sucre du Galion s'est singulièrement améliorée. Pour preuve, « *l'entreprise de fabrication de jus et de confiture du Gros-Morne, Royal SA, s'approvisionne aujourd'hui en totalité à l'usine du Galion, ce qui n'était pas le cas il y a quelques années* » (RENARD, 2001). A raison de 6 366 tonnes produites en 1999, la commercialisation s'est répartie en 4 397 tonnes de sucre de bouche (soit 69%) et 1 650 tonnes vendues aux industries agroalimentaires de l'île, soit 26% (SAEM).

Quant au solde de sucre non vendu sur le marché intérieur, la SAEM du Galion l'exporte à perte sur la France, à des prix proches des prix d'intervention du marché communautaire soit, comme le relève l'IEDOM (1997), à 4,18 F/kg pour un coût de production de 7,39 F/kg en moyenne. La grande époque de « l'île à sucre » est véritablement révolue : de 74 300 tonnes exportées en 1961, il n'en reste plus que 5 000 en 1975. En 1979, c'est l'arrêt (ou presque) des exportations. Aujourd'hui, l'exportation de sucre, activité structurellement déficitaire, est exceptionnelle et ne s'élève qu'à 318,5 tonnes en 1999 (SAEM, 2000). Plus récemment, une petite partie de la production (à peine 200 tonnes) est exportée vers la Guyane (IEDOM, 2000a ; p. 59).

b) Tous les espoirs viennent-ils du rhum ?

L'espoir vient surtout des résultats relatifs la production de rhum traditionnel de sucrerie. La SAEM a produit 3 600 000 litres de matières sucrantes (mélasse, égout, sirop) en 2001, en vue de la fabrication de 1 844 353,45 litres de rhum traditionnel de sucrerie (RTS) à 55% vol et 645 180 litres de rhum grand arôme à 55% vol (CTCS, 2001b). La commercialisation se fait sous la marque « Grand Fond », dont moins de 500 000 l de rhum grand arôme.

Tableau 71 : Marges sur coût direct du rhum du Galion en 1999

	Rhum traditionnel RTS	Rhum grand arôme RGA
Coût direct de production (F/l à 55°)	6,64	13,47
Prix de vente moyen (F/l à 55°)	7,70	11,18
Marge / coût direct	+ 1,06	- 2,29

Source : INITIATIVES, 2000 (p. 46)

Le déficit constaté sur la production de rhum grand arôme proviendrait du faible litrage produit, au regard de frais fixes importants, conduisant le cabinet d'expertise à préconiser une production minimum de 780 000 litres de grand arôme. Des marchés d'appoint pour les rhums industriels, et notamment le grand arôme, s'avèrent prometteurs. Toutefois, leur approche commerciale est pour l'instant restée incertaine. La perspective de mise en concurrence avec les produits ACP la rend d'autant plus problématique (INITIATIVES, 2000).

Partant de là, outre la dimension politique, se pose au Galion un problème d'ordre stratégique et commercial. Les difficultés de la SAEM à commercialiser ses produits, conduisent à des

changements perpétuels de stratégies, oscillant entre le sucre et le rhum industriel : changements d'orientation d'une campagne à l'autre selon la direction en place ; retentissement sur les choix opérés en matière d'efficacité technologique (épuration totale des mélasses ou choix de mélasses riches pour favoriser la production rhumière), etc. Depuis 1995, la production de sucre roux est en diminution, passant de 8 000 tonnes environ à 5 727 tonnes en 2001 : la SAEM semble opter actuellement pour une limitation de la production de sucre, avec pour objectif une satisfaction minimale du marché intérieur, tandis que l'accent est sur la production des rhums traditionnels de sucrerie. La question se pose alors : cette stratégie est-elle durable ?

2.3.2. Déficit chronique de la SAEM du Galion et positions politiques

Les paragraphes ci-après visent à rendre compte des interrogations sur la gestion de la SAEM, de sa création au dernier audit.

a) Rallonges de capital et subventions : « l'originalité martiniquaise »

Le capital dont est dotée la SAEM à sa création s'avère très vite insuffisant. Comme le souligne Jacky PASCAULT (1992), *« cette nouvelle société, créée en toute hâte, doit répondre, avant tout, à un maintien de l'activité économique motivé par des raisons sociales. Au départ, elle sera dotée d'un capital de 4 millions de francs, somme dérisoire et inadaptée pour une entreprise qui fait 70 millions de chiffre d'affaires. Très vite d'ailleurs, le réalisme économique démontrera l'absence de toute étude préalable viable »*. De sorte qu'il faut procéder à des augmentations successives de capital ; un capital qui passe deux ans plus tard à 10 millions de francs, puis à 26 millions dans les années quatre-vingt-dix. Mise en place avec un capital réparti à hauteur de 40% de financement du secteur privé et 60% du secteur public, la SAEM devient par la suite propriété quasi exclusive des collectivités martiniquaises, à raison de 85% du capital. Ces collectivités injectent dans la société d'importantes subventions de restructurations et d'investissements. S'y ajoutent les sommes versées conjointement avec l'Etat, pour l'aide à l'achat de matière première (au titre de l'aide à la balance). Pourtant, *« le déficit structurel et chronique que connaît l'usine du Galion depuis sa prise en main par la SAEM ne semble pas se résorber dans le temps, malgré les injections financières importantes opérées par les collectivités locales »* (PASCAULT, 1992). Bien que les apports de fonds en augmentation de capital aient permis de réduire le handicap des frais financiers, qui représentaient le poids le plus important de la perte, le bilan négatif est resté presque constant jusqu'en 1992 (Conseil régional de la Martinique, 1996).

Depuis que les collectivités martiniquaises en ont fait l'acquisition, il y a une quinzaine d'années, pas moins de 550 millions de francs ont été injectés dans les caisses de la SAEM du Galion. Ces fonds sont destinés principalement à couvrir les déficits, qui s'élèvent en moyenne 4 millions de francs par année. Les sommes allouées annuellement, de l'ordre de 11 millions de francs pour les deux assemblées, le sont à titre d'avances remboursables. Cette procédure inclue le risque de ne jamais récupérer les dites sommes, compte tenu des déficits à répétition de l'usine ; une situation qui devient de plus en plus préoccupante. A tel point que les élus s'interrogent sur leur

contribution : « Nous avons acheté une carcasse⁴, qui nous coûte beaucoup plus cher que si nous avions construit notre propre unité » confie un élu, avant de préciser : « C'est d'ailleurs l'idée que défendait Alfred Marie-Jeanne⁵ à l'époque. Il fallait construire une unité. C'est finalement lui qui avait vu juste ! » (propos recueillis par Jean-Marc PULVAR, 2001a).

b) Derniers plans d'investissements et nouvel audit

Toutes les prévisions de l'audit des années quatre-vingts ont été contredites. N'était-il pas dit que : « [...] l'entreprise Galion peut perdurer et vivre seule, sans aide, dans un avenir proche⁶. Disons au-delà de 1990 ! Une perfusion relativement raisonnable mais rapide, courageuse et décisive, et un régime d'accompagnement sans faiblesses sont seulement nécessaires. [...] Mais ce sera un effort définitif, nous nous en portons garants, car nous ne pourrions conseiller de PAYER dans un panier sans fond... » (SOLUTIONS-REALISATIONS SA, 1988 ; p. 6). Or, précisément, tel est l'un des problèmes majeurs quant à la viabilité du Galion : un afflux permanent de subventions, sans visibilité en matière de rentabilité financière. Le pire alors pressenti n'est-il pas précisément atteint ? : « [...] rééditer les dotations ponctuelles, irritantes pour les Elus sollicités périodiquement, traumatisantes pour l'entreprise et toujours en retard d'une échéance pour le plus grand profit des organismes financiers » (Op. cit. ; p. 6).

Le fonctionnement actuel de la SAEM, qui relève jusqu'ici du traitement social, conduit à un scepticisme de plus en plus manifeste des partenaires européens. Dans ce contexte, alors que le poids économique de l'industrie sucrière martiniquaise s'amoindrit, les interrogations sur le bien fondé de l'existence du Galion sont fortes et remises à l'ordre du jour quasiment à chaque démarrage de campagne. Au cours des années quatre-vingt-dix, deux grands plans d'investissements sont programmés. Pour le premier (1989-1992), l'accent est alors surtout porté sur le broyage, avec des équipements importants, comme la chaudière. A l'issue de ce plan, la SAEM a traversé une période sans investissement. La situation de déficit chronique de l'usine conduit à un blocage de la part du pool bancaire fin 1995, ce qui contraint la SAEM à présenter un nouveau plan de restructuration, de 1995 à 1998. Celui-ci s'articule en trois volets (Conseil régional, 1996) : l'apport en fonds propres de 35,8 millions d'euros (235 millions de francs), selon l'exigence des banques ; l'allègement de la charge de la société quant à l'achat de cannes et aux salaires ; la modernisation l'outil industriel, afin de réduire les pertes lors du process et améliorer la productivité. Ce deuxième plan, initialement prévu sur trois ans, vise à remettre l'usine à niveau, en mettant notamment en adéquation l'avant et l'arrière-usine. Mais les avancées sont réalisées en fonction de la disponibilité financière des Assemblées, par à-coup, ce qui nuit à l'efficacité du plan. Celui-ci n'est finalement pas mené à terme.

Les élus et la population ne cessent de s'interroger : « La fin pour l'usine du Galion ? » lit-on en titre d'un article de presse en 1988 (DELANNOY). Une même question reprise à plus de dix ans

⁴ Pourtant, rappelle Jean-Claude BENOIT (1988 ; p. 11), « S'il est une chose qui n'a pas manqué dans les problèmes GALION-LAREINTY-SAEM-SICA..., ce sont les expertises qui se sont succédées », aux alentours de 1984 : expertise des service fiscaux, expertise de LAGUINERAYE, MARCHAND, PONANT, POUCHAYRET, SIMON, AII, AIC, etc.

⁵ Actuel président du Conseil régional de la Martinique.

⁶ Propos souligné par l'auteur de l'audit.

d'intervalle : « *Faut-il arrêter l'usine ou continuer son exploitation ?* » (Madinina web, 2001). Le récent audit technique, réalisé à l'instigation de la collectivité régionale, conduit à explorer trois pistes : la fermeture de l'usine, la création d'un nouvel outil de production ou la poursuite du soutien financier (INITIATIVES, 2000). L'une des prévisions qui se dessinent dès lors concerne la récupération de l'aide à la balance par l'Etat. Le Conseil général ayant une vocation plus marquée sur le plan social, souhaite se défaire de cette charge ; tandis que le Conseil régional incite à un engagement de l'Etat aussi conséquent que dans les autres DOM sur ce dossier. A la veille de la campagne 2002, certains acteurs de la filière canne paraissent résignés. Les « *grandes messes* » et les audits se succèdent, même s'ils ne se ressemblent certes pas, sans pour autant que l'illumination surgisse. Le Galion survivra, prophétisent certains acteurs de la filière, car « *qui sera l'élu qui osera prendre la décision de fermer l'usine ?* ». La question du devenir Galion relèverait-elle uniquement d'une dimension politique ?

c) *D'une gestion politique à une gestion entrepreneuriale : déclarations d'intentions*

Chacun s'accorde à reconnaître que la gestion politique du problème complique considérablement la restructuration de l'entreprise. Tout se passe comme s'il n'y avait pas ou peu de projets d'entreprise structurés, programmés sur le moyen terme. A cela s'ajoutent des difficultés de gestion du personnel et une politique marketing qui ne semble pas en phase avec la réalité du marché. Lors de la table ronde sur la filière organisée par le Conseil régional en 1996, il est précisé que « *la continuité d'exploitation de la SAEM implique de substituer à la gestion politique actuelle une gestion entrepreneuriale* ». Depuis, les déclarations se multiplient, comme l'illustrent les propos relevés au cours d'une réunion du comité de pilotage de l'audit en 2000 : « *Il faut que le Galion redevienne une entreprise. On doit penser comme des privés* ». Parmi les problèmes de fond, la question est de savoir comment « *sortir l'institution de sa torpeur et la rendre plus autonome à moyen terme* » (Conseil régional, 2000).

Pourtant, n'est-ce pas l'originalité de l'industrie sucrière martiniquaise, comparativement à celles de la Guadeloupe et de la Réunion, qui est en cause ? A la Martinique, l'usine est une propriété « territoriale », avec plus de 80% de participation au capital des deux Assemblées, complétée par la contribution de petits actionnaires locaux. A la Réunion, depuis la fermeture en 1996 de l'usine de Beaufonds, les tonnages de canne sont répartis entre la sucrerie de Bois-Rouge, contrôlée depuis 2001 par un groupe sucrier européen⁷, et la Sucrière de la Réunion (ancienne usine du Gol), appartenant au groupe Quartier Français. A la Guadeloupe, avec deux sucreries encore en activité (une à Grande-Terre, l'autre à Marie-Galante), la majorité de la production cannière a également une vocation sucrière. L'usine de Marie-Galante est détenue à 80% par le groupe Erstein, tandis que l'usine Gardel du Moule a comme principaux actionnaires le groupe Saint-Louis Sucre et l'Etat, via l'Agence française de développement (IEDOM, 2001a). La Guadeloupe et la Réunion ont donc confié l'essentiel de leur appareil industriel cannier à des opérateurs privés ; une stratégie qui semble avoir redonné confiance aux acteurs de leur filière.

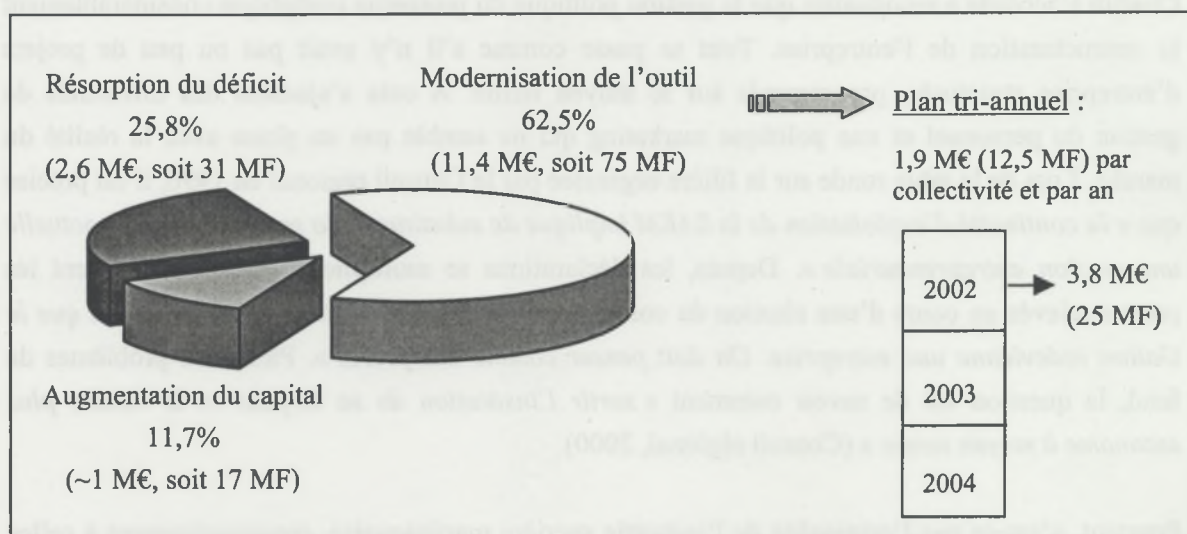
⁷ L'Union des sucreries et distilleries agricoles (SDA), spécialisée dans la fabrication du sucre de betterave, numéro 3 sur le marché européen (IEDOM, 2000b).

La solution viendrait-elle à la Martinique d'une privatisation de l'usine ? Cette question est plus que jamais à l'ordre du jour au sein de la filière canne en 2002. Car, jusqu'ici, il semble que les élus martiniquais aient du mal à concilier le fonctionnement politique de la SAEM avec une gestion entrepreneuriale, au-delà des déclarations d'intentions. La redéfinition d'un projet d'entreprise et de ses « porteurs » stratégiques et financiers permettra-t-elle d'atteindre ces objectifs stratégiques ? Il importe avant tout de bien comprendre, au-delà des dits objectifs stratégiques, quels sont les objectifs économiques généraux relatifs au maintien du Galion.

d) Une dernière chance pour la SAEM ?

En mai 2001, les élus régionaux votent la poursuite de l'activité du Galion, avec une enveloppe de 18,3 millions d'euros (120 millions de francs), répartie entre les deux Assemblées martiniquaises, comme explicité dans ci-dessous.

Graphique 37 : Répartition de l'enveloppe de 18,3 millions d'euros (120 MF) votée en 2001



D'après : Conseil régional (données recueillies par PULVAR, 2001b).

Malgré les difficultés rencontrées par l'usine du Galion, le Conseil régional, suivi du Conseil général, a décidé à l'unanimité de continuer à la soutenir financièrement, en espérant que l'Etat fera de même. S'appuyant sur les conclusions de l'audit diligenté par ses services, le président de la collectivité régionale plaide en faveur d'une nouvelle direction pour gérer l'outil industriel et d'un meilleur contrôle des fonds injectés dans les caisses de la SAEM. Le journaliste Jean-Marc PULVAR (2001b) rapporte que « *C'est quasiment un choix politique que vient de prendre la collectivité régionale. Elle a choisi de maintenir l'activité de la dernière sucrerie de l'île au lieu de fermer l'usine avec les conséquences sociales redoutées par les élus* ». Cependant, entre l'annonce médiatique de ces décisions politiques et leur mise en œuvre effective, le temps s'écoule : à la veille de la campagne 2002, les acteurs concernés continuent à s'interroger.

2.3.3. Le « projet Galion » : rentabilité à l'échelle de l'entreprise et du territoire

Par rapport aux deux types d'objectifs explicitement formulés par les dirigeants de la SAEM et les politiques, en introduction de la présente sous-section, il existe un objectif économique plus large quant au maintien de l'usine du Galion. Par rapport à la rentabilité strictement financière à l'échelle de l'entreprise, il importe d'analyser la rentabilité économique à l'échelle de l'ensemble de la collectivité martiniquaise du « projet Galion » - un niveau qui inclut la prise en compte de la rentabilité pour les planteurs fournisseurs du Galion. Seul un tel parallèle permet de justifier réellement, sur le plan économique, de la validité du « projet Galion », dans la mesure où il s'agit pour l'heure d'un bien majoritairement détenu par les collectivités territoriales. C'est ce parallèle qu'ont effectué les étudiants du Magistère « Développement agricole Caraïbe » (DAC, 1992b), suite à une étude commanditée il y a dix ans par le Conseil général. Bien que les données aient passablement changé depuis, il est intéressant de s'appuyer sur ce travail pour ré-examiner les options possibles et leurs éventuelles conséquences.

Pour ce faire, la démarche suivie a consisté à calculer le taux de rentabilité interne⁸ du projet, sur une durée de 20 ans, en partant de l'hypothèse d'un plan de réhabilitation de 13,4 millions d'euros (88 millions de francs), selon deux scénarios pour l'approvisionnement de l'usine : 100 000 et 125 000 tonnes. Il résulte de cette analyse que : à 100 000 tonnes, le déficit de l'usine est permanent ; à 125 000 tonnes, l'usine est déficitaire les premières années pour devenir rentable à la fin de la période considérée, mais avec un très faible taux de rentabilité interne, de l'ordre de 2%. *« Ces mêmes capitaux placés en obligations ou bons d'Etat à long terme rapporteraient environ 10%, soit un rendement trois fois supérieur »*. Ceci implique qu'*« aucun investisseur privé ne placerait son argent dans un tel projet [selon les hypothèses de calculs retenues], la réhabilitation de l'usine ne peut donc avoir lieu qu'à l'aide de fonds publics »* (DAC, 1992b ; p. 5).

Cependant, l'objectif économique, à l'échelle territoriale, dépasse la stricte rentabilité financière de l'usine, mais relève des bénéfices collectifs pouvant être apportés à l'ensemble de l'économie martiniquaise. Afin d'évaluer cet impact global, la situation créée par le projet a été comparée à la situation sans projet (scénario de fermeture du Galion), à partir d'hypothèses aussi plausibles que possible : disparition des colons de l'EAG, maintien partiel de la production de canne auparavant affectée au Galion sur les grandes unités de production cannière pour la livraison en distilleries agricoles, diversification banane-élevage sur les terres libérées (DAC, 1992c). De la différence entre les deux situations découle la « richesse » globale générée par le projet Galion sur 20 ans pour la Martinique : le taux de rentabilité interne est de 2% à 100 000 tonnes et de 27% à 125 000 tonnes (DAC, 1992b ; pp. 7-8). Cependant, des différences d'effets se font jour selon les catégories d'agents économiques. Le projet profite essentiellement à l'EAG, à l'Exploitation du Lareinty et à l'Exploitation Lapalun : ces trois exploitations bénéficient de 50% du différentiel de valeur ajoutée créé par le projet. L'usine joue surtout le rôle de transfert de revenu en faveur des planteurs. La plus grande part des revenus issus de la filière sucre provient des subventions

⁸ Taux que devrait offrir une banque pour le même résultat financier, si le capital lui avait été confié plutôt qu'investi dans le projet. Le projet est déclaré économiquement rentable sur le plan lorsqu'il rapporte un intérêt supérieur ou égal à celui offert par les banques pour les placements à long terme (DAC, 1992b ; p. 2).

attribuées par les collectivités territoriales. Ceci implique que la valeur ajoutée créée au niveau des agents ne correspond pas nécessairement à une création de valeur ajoutée au niveau de la Martinique. Ce scénario de fermeture du Galion, analysé uniquement par rapport à la logique économique dans le cadre de la filière sucre, conduit au final à des conclusions mitigées quant à ses perspectives de rentabilité ; tant du point de vue de l'usine, que du point de vue du territoire Martinique. Le chapitre IX nous conduira à y revenir, au regard de l'ensemble des conditions de durabilité (sur les plans environnemental, économique, social et foncier), que se doivent de prendre en compte les collectivités territoriales pour décider du maintien du Galion.

En conclusion de cette seconde section, l'analyse de la dimension économique au niveau du secteur sucrier met en évidence la fragilité de ce lien. Paradoxalement, alors que la production de sucre a été durement affectée dans les Antilles françaises depuis une trentaine d'années, le marché mondial a connu un essor très important pendant cette période. Certes, cette croissance du marché mondial pourrait être considérée comme un atout pour l'industrie sucrière domienne, d'autant plus que celle-ci bénéficie d'un marché protégé au titre de l'OCM sucre, ainsi que de nombreuses aides financières (IEDOM, 2001b). Cependant, face à la mondialisation et aux enjeux du marché sucrier à l'échelle européenne et mondiale, le poids de l'industrie sucrière martiniquaise et de l'usine du Galion s'avère dérisoire. Leur survie repose sur la volonté politique, à l'échelle territoriale et nationale. Or tout se passe comme si cette volonté avait du mal à s'affirmer résolument, au-delà des déclarations d'intentions. La remise en cause, à chaque campagne sucrière, de tout l'édifice de la filière sucre n'est pas faite pour conforter la confiance des planteurs. Autrefois produit noble de la canne, tandis que le rhum n'en était qu'un sous-produit, le sucre semble sur le point de devenir à la Martinique un « sous-produit du rhum ».

Sur quels critères peut se fonder la pérennité du soutien des bailleurs de fonds au Galion ? La réponse ne se trouve pas dans la seule recherche d'une rentabilité économique, d'autant moins si celle-ci doit passer par la commercialisation du sucre, produit alimentaire de base et aisément concurrencé par l'import. L'avenir se trouve-t-il alors, pour la production cannière martiniquaise, dans le secteur rhumier et, plus précisément, dans la filière rhum agricole ?

3. ANALYSE ECONOMIQUE AU SEIN DU SECTEUR RHUMIER

Cette troisième section conduit à analyser les aspects économiques pour le second débouché industriel que représente le rhum. Sont prises en compte la situation du marché rhumier, à différentes échelles géographiques, puis la viabilité économique des distilleries agricoles.

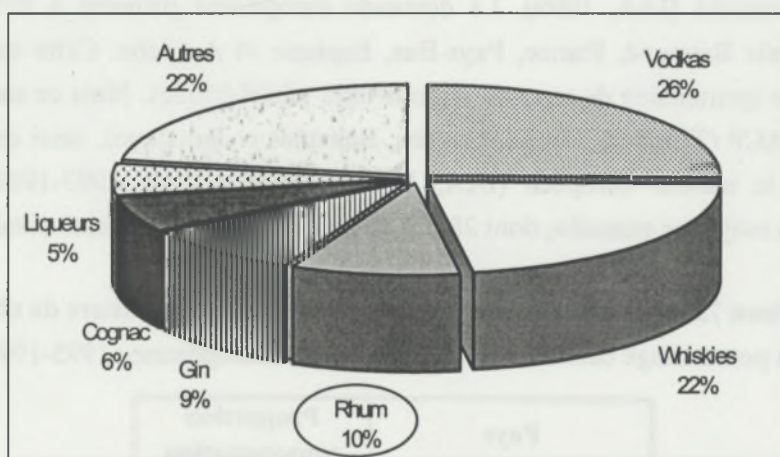
3.1. L'imbrication des différents marchés du rhum

Replacer le rhum de Martinique dans le contexte économique des marchés rhumiers implique la prise en compte de plusieurs échelles (mondiale, européenne et nationale, locale) ; sachant qu'il s'agit d'un produit destiné en grande part à être exporté. S'intéresser à ces marchés du rhum nous amène, à la suite de Yves-Marcelle RICHER (1996), dans une communication intitulée « *une géographie du rhum en trois dimensions* », à voir comment s'organise ce marché mondial et quelle place y tient le rhum des DOM.

3.1.1. Le marché mondial : une prédominance du rhum de sucrerie et de Baccardi

Les données du Centre français du commerce extérieur (CFCE) montrent que le rhum est le troisième spiritueux le plus consommé dans le monde, avec 9,55% de part de marché en 1999 (cf. graphique 38). C'est également, à cette échelle mondiale, le deuxième alcool « blanc » consommé, derrière les Vodkas, mais devant les Gin et les Tequilas (CFCE, 2000). La production mondiale de rhum est estimée à 596 millions de litres en 1995 (soit 2,2 millions d'HAP), dont 540 millions de litres consommés annuellement (IEDOM, 1995b). Le marché mondial est composé à 99% de rhum de sucrerie (IAA, 1999 ; p. 11) et, plus précisément, à 93% de rhums légers.

Graphique 38 : Parts de marché par catégorie de spiritueux



D'après : CFCE, 2000

Les principaux pays consommateurs font partie de l'aire traditionnelle d'expansion de la canne à sucre dans le nouveau monde, parmi lesquels se trouvent les Etats-Unis, le Mexique, le Brésil, le Venezuela, la Colombie. Ces pays représentent 75% de la consommation mondiale. L'Allemagne, le Canada, l'Espagne, le Royaume-Uni, l'Inde sont les autres grands pays consommateurs de rhum. Ces dix marchés sont presque tous en croissance, au bénéfice des marques internationales.

Alors que la production sucrière est répartie sur les cinq continents, le rhum reste la spécialité de quelques pays d'Amérique Centrale et du Sud et surtout de la zone Caraïbe : Puerto-Rico, Jamaïque, Bahamas, Trinidad, République Dominicaine, Cuba. Des pays où cette production se développent, comme le Venezuela, le Brésil et le Mexique, produisent le rhum destiné à leur consommation intérieure. Bacardi, leadership mondial des marques de spiritueux les plus vendues dans le monde domine ce marché, en assurant 35% des ventes mondiales, soit 177 millions de litres vendus en 1999 dans 175 pays. Il contrôle la moitié du marché états-unien, premier marché mondial du rhum (22% de la consommation mondiale ; environ 1,5 milliards de dollars, 12 millions de caisses chaque année)⁹. Le rhum Bacardi (rhum léger) est par excellence un spiritueux

⁹ Source : Site Havana Club. URL : <http://www.havana-club.com/fr/confliit02.html> ; « Le marché mondial du rhum ».

de mélange, dont la réputation est bâtie sur sa faible teneur en non-alcool, qui lui confère un goût neutre¹⁰ (RICHER, 1996). Comment, dans ce marché mondial, se situe le marché européen ?

3.1.2. L'Europe : ouverture et concurrence sur un marché rhumier important

Cerner le fonctionnement du marché européen du rhum amène à identifier les principaux consommateurs et fournisseurs, mais aussi à comprendre comment ce marché est réglementé.

a) *Consommateurs et fournisseurs de rhum en Europe*

Avec un marché de 340 millions d'habitants, l'Europe représente 1/5^{ème} de la consommation mondiale de rhum. Ce produit se classe au 5^{ème} rang des spiritueux consommé à cette échelle, avec 7% de part de marché (IAA, 1999). La demande européenne provient à 95% de six pays : Allemagne, Grande Bretagne, France, Pays-Bas, Espagne et Autriche. Cette consommation est alimentée par une quarantaine de pays ou régions ultra périphériques. Mais ce sont surtout quatre pays de la zone ACP (Trinidad-Tobago, Guyana, Bahamas et Jamaïque), ainsi que les DOM, qui approvisionnent le marché européen (IAA, 1999). Sur la période 1993-1999, l'UE importe 500 724 HAP, en moyenne annuelle, dont 28,6% de production intra-communautaire.

Tableau 72 : Les principaux pays européens consommateurs de rhum
(en pourcentage décroissant des importations européennes 1993-1999)

Pays	Proportion consommation
Allemagne	25,4%
France	23,6%
Royaume Uni	18,5%
Espagne	14%
Pays-Bas	9,9%
Autriche	1,2%

Source : Eurostat.

Le rhum consommé par l'UE provient principalement des ACP, des pays tiers¹¹ et des DOM. Sur la période 1986-1992, ces trois zones y exportent 313 800 HAP en moyenne annuelle. De 1993 à 1999, cette moyenne passe à plus de 401 000 HAP, soit une progression de 28%. Les principaux pays de l'UE, l'Autriche exceptée, exportent également du rhum communautaire vers l'Afrique, vers certains pays européens et d'Extrême Orient (CFCE).

¹⁰ « A titre d'exemple, le fameux "Cuba libre" qui aurait été inventé, selon la légende, en 1893, par un lieutenant américain qui, pour célébrer la victoire d'indépendance contre l'Espagne, aurait mélangé le rhum Bacardi avec la nouvelle boisson venue d'Amérique : le coca-cola » (Bacardi, le guide de drinks internationaux, 1987 ; cité par RICHER, 1996). Bacardi fait également beaucoup parlé de lui dans l'histoire du rhum « Havana Club », qu'il commercialise depuis 1996. « La législation américaine a notamment permis à Bacardi de commercialiser aux Etats-Unis la marque Havana Club alors que le groupe Pernod Ricard, en joint-venture avec une société cubaine, en revendique l'exclusivité ». Les experts de l'Organisation mondiale du commerce ont à ce propos fort à faire dans la « guerre du rhum » qui oppose l'UE aux Etats-Unis (Source : *Les échos*, n° 18565 du 04/01/2002 ; p. 10).

¹¹ Pays Tiers : pays non-signataires d'accord de coopération avec l'Union Européenne (UE).

Tableau 73 : Fournisseurs de rhum au marché européen

Moyenne annuelle exportée vers l'UE (en HAP)

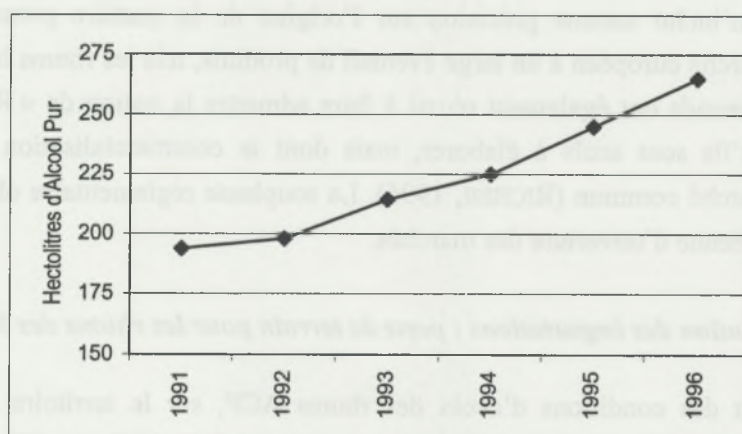
Zones	Moy. 86-92	Moy. 93-99	Evolution en %
ACP	156 296	256 779	+ 64,3%
Pays tiers	26 018	42 797	+ 64,5%
DOM	131 582	102 173	- 22,4
Ensemble	313 894	401 749	+ 28,0

Source : Eurostat .

Un aparté s'impose sur la réglementation de ce marché, afin de mieux comprendre la place qu'y occupe la production domienne et les menaces venant d'autres zones productrices.

b) Coopération et législation européennes : une politique d'ouverture pour le rhum

Les pays européens entretiennent des relations commerciales très étroites avec leurs anciennes colonies et travaillent à l'amélioration des échanges bilatéraux . Cette coopération est symbolisée par les accords de Lomé, signés en 1989 entre l'UE et 68 pays de la zone ACP, qui accordent à ces derniers des privilèges d'exportations de leurs produits, sans douane ni taxe au sein de l'UE. Les produits agricoles inclus dans la PAC sont soumis à quotas. C'est le cas du sucre, de la viande, de la banane et du rhum. L'Europe importe ces produits à des prix garantis, mais en petite quantité. Ces dispositions vont à l'encontre des négociations internationales au sein de l'OMC. Des dérogations sont sollicitées par l'UE et réexaminées tous les ans, d'où un caractère aléatoire. Les accords de Lomé sont sans cesse révisés avec, à chaque négociation, de nouvelles concessions offertes aux pays membres, notamment sur le rhum. Les contingents proposés aux pays ACP ont de la sorte été augmentés, d'années en années (cf. graphique 39), pour disparaître totalement le 1^{er} janvier 2000, suite au protocole n°6 des accords de Lomé IV mis en œuvre le 1^{er} mars 1990.

Graphique 39 : Evolution du contingent d'exportation de rhum des pays ACP

Source : Eurostat, 1997.

A cette disposition, applicable jusqu'en 2002, s'ajoutent de nouvelles mesures (Conseil des ministres de l'UE, 30 octobre 1995) : la suppression du contingent tarifaire sur le marché communautaire pour le rhum léger des pays ACP et des PTOM (Pays et territoires d'outre-mer),

ainsi que le maintien d'un contingent tarifaire avec exemption de droit de douane jusqu'en 2000 pour les rhums dits traditionnels des ACP.

La disparition des contingents laisse libre accès, sur le marché européen, aux rhums ACP. Ces derniers représentent une menace considérable pour les rhums des DOM, du fait de l'assise financière de leurs puissants réseaux de distribution. Ces pays tirent également profit de la définition communautaire du 29 mai 1989, pour le produit « rhum » qui, sous la pression des pays producteurs, s'avère être très large (cf. encart 6). Le statut générique européen du rhum intègre de la sorte tout alcool à base de canne, sans taux de non-alcool (TNA) prédéfini, dont le titrage final doit être au minimum de 37,5%.

Encart 6 : Définition européenne du rhum

« Aux fins du présent règlement, on entend par rhum :

1) la boisson spiritueuse obtenue exclusivement par fermentation alcoolique et distillation soit des mélasses ou des sirops provenant de la fabrication du sucre de canne, soit du jus de la canne à sucre lui-même, et distillée à moins de 96% vol, de telle sorte que le produit de la distillation présente, d'une manière perceptible, les caractères organoleptiques spécifiques du rhum, avec un titrage volumique final de 37,5% ;

2) l'eau-de-vie issue exclusivement de la fermentation alcoolique et de la distillation du jus de la canne à sucre, présentant les caractères aromatiques spécifiques du rhum et ayant une teneur en substances volatiles égale ou supérieure à 225 grammes par hectolitre d'alcool à 100 % vol. Cette eau-de-vie peut être commercialisée avec la mention « agricole » comme complément à la dénomination « rhum », accompagnée d'une des dénominations géographiques des départements français d'outre-mer [...] ».

Source : Règlement (CEE) n° 1576/89 du Conseil, du 29 mai 1989, établissant les règles générales relatives à la définition, à la désignation et à la présentation des boissons spiritueuses.

Journal officiel n° L 160 du 12/06/1989 ; pp. 0001 – 0017

(URL : http://admi.net/eur/loi/leg_euro/fr_389R1576.html)

Cette définition n'inclut aucune précision sur l'origine de la matière première et facilite la pénétration du marché européen à un large éventail de produits, tels les rhums légers espagnols ou italiens. Les Allemands ont également réussi à faire admettre la notion de « Rhum verschnitt »¹², alcool neutre, qu'ils sont seuls à élaborer, mais dont la commercialisation est généralisée à l'ensemble du marché commun (RICHER, 1996). La souplesse réglementaire observée fait écho à la politique européenne d'ouverture des marchés.

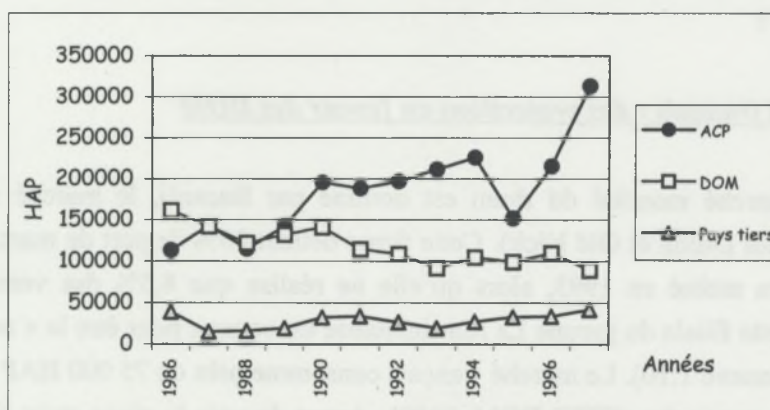
c) Evolution des importations : perte de terrain pour les rhums des DOM

L'assouplissement des conditions d'accès des rhums ACP, sur le territoire communautaire, a entraîné une pénétration massive des rhums légers (cf. graphique 40). Les contingents d'exportation sont totalement assurés chaque année, depuis la campagne 1989/1990, alors qu'ils étaient utilisés seulement à 65% depuis 1980 (IEDOM, 1992). Le contingent de 1996 a permis de

¹² dont l'alcool peut provenir à 95% de pomme de terre, obligation étant faite qu'il convient d'inclure au moins 5% de rhum (à base de canne), explique Danielle PERROT (1996 ; p. 115), d'après le Règlement européen n°1576/89.

saturer totalement les marchés allemand, anglais et espagnol. En revanche, la production rhumière des DOM perd du terrain en Europe. En 1986, les DOM exportaient 102 000 HAP sur les marchés européens, hors France, représentant alors 40% du marché, après les rhums légers des ACP (45%) et les pays tiers. Depuis, cette proportion a fortement décru, les DOM n'exportant que 34 968 HAP dans l'UE en 1997 (CIRT-DOM, 2000). Leurs rhums ont été totalement écartés des circuits de distribution européens, dominés par de grands groupes de spiritueux comme Bacardi. Le départ de Martinique de cette firme en 1992 n'a pas facilité la pénétration du rhum agricole sur le marché communautaire. L'autre percée inquiétante concerne les rhums des pays tiers qui n'appartiennent pas à l'aire ACP et qui présentent une croissance régulière depuis 1986. Ils profitent de la réduction progressive des droits à l'importation (36% sur 6 ans, à compter de 1994), suite aux accords de l'Uruguay Round. La principale menace pourrait venir du Brésil, qui produit un rhum aux caractéristiques proches du rhum agricole : la cachaza.

**Graphique 40 : Importations de rhum
en provenance des ACP/Pays Tiers/DOM dans l'UE**



D'après : CIRT-DOM, 1999.

d) La concurrence tarifaire des pays ACP et des pays tiers : menace pour le rhum domien

Les rhums légers des pays ACP, voire des pays tiers, sont beaucoup plus compétitifs sur le marché international que les rhums des DOM. Leurs coûts de production sont bien moindres, du fait des faibles charges sociales et structurelles (cf. tableau suivant).

Tableau 74 : Comparaison des coûts de revient du rhum entre DOM et pays ACP

Coûts de revient	DOM		Pays ACP	
	En euros	En francs	En euros	En francs
Canne à sucre (sur pied)	70 €/t	450 F/t	20 €/t	130 F/t
Coût de récolte	15 à 40 €/t	100 à 250 F/t	8 à 10 €/t	50 à 70 F/t
Frais de personnel	7 €/h	45 F/h	0,90 €/F	6 F/h
Coût de revient du litre de rhum	1,20 à 2,10 €/l	8 à 14 F/l	0,60 à 0,90 €/l	4 à 6 F/l
	pour le rhum agricole		pour le rhum léger	

Sources : IEDOM, 1992 ; CTCS, 2000.

Les concurrents mondiaux des DOM traitent surtout de la mélasse, comme matière première, pour la fabrication de rhum industriel. Cette matière première leur revient à peine à 15 centimes d'euros (1 F), pour 1 litre de rhum ; contre 60 à 90 centimes d'euros de matière première (canne) à la Martinique, pour 1 litre de rhum, fut-il agricole. A ceci, s'ajoutent les économies d'échelle permises par la grande taille de certains pays. Il en résulte d'importants différentiels de prix de revient. Dans des pays comme l'Inde, le Pakistan, le Brésil ou l'Indonésie, 1 litre d'alcool pur est produit entre 14 et 20 centimes d'euros. A la Martinique le prix de revient descend difficilement en dessous de 1,50 à 2,10 €. Tant et si bien que même Saint-Domingue, apte à produire à 20 centimes le litre d'alcool pur, affiche son inquiétude vis-à-vis des concurrents précités¹³. Du fait de capacités de production sous-employées et de marchés intérieurs importants, le prix de revient du rhum ACP pourrait descendre en dessous de 0,30 €/l, sans qu'il soit condamné pour pratiques commerciales déloyales (IEDOM, 1992). De plus, rien n'empêche dorénavant les pays producteurs autres que les DOM à fabriquer du rhum agricole afin de pénétrer le marché français. La « cachaza » brésilienne, distillée à 2 millions d'HAP, commence d'ailleurs à être vendue en France. Quasi inexistant sur le marché mondial, menacé sur le marché européen, le rhum domien parvient-il à s'affirmer sur le marché français ?

3.1.3. Marché français : des protections en faveur des DOM

Alors que le marché mondial du rhum est dominé par Bacardi, le marché national l'est par Bardinnet (marques Dillon et Old Nick). Cette firme détient 35% de part de marché du rhum blanc et 41% du rhum ambré en 1993, alors qu'elle ne réalise que 8,5% des ventes sur le marché martiniquais. Cette filiale du groupe La Martiniquaise est connue pour être le « numéro un français du rhum » (cf. annexe 1.10). Le marché français consomme près de 75 000 HAP par an, composés à 70% de rhums agricoles (CIRT-DOM, 2000). Avant de voir la place qu'y tient la production rhumière des anciennes colonies françaises, l'organisation et la réglementation de ce marché sont importantes à considérer¹⁴.

a) Des définitions réglementaires favorables aux DOM

La législation française sur le rhum remonte à la loi du 1^{er} août 1905 sur les fautes et les falsifications. La dénomination « Rhum » est réservée à l'eau-de-vie provenant de la distillation du jus de canne avec un TNA supérieur à 60 g/l d'alcool pur ; tandis que le « tafia traditionnel » provient uniquement de la fermentation alcoolique de sirops issus de la fabrication du sucre, avec un TNA supérieur à 225 g par litre d'alcool pur. Une réglementation plus récente (décret du Conseil d'Etat du 22 avril 1988) réunit sous le vocable de « rhum traditionnel des DOM »¹⁵ le rhum agricole et le rhum traditionnel de sucrerie (RTS) produits dans les anciennes colonies françaises ; le degré retenu étant de 40% volume d'alcool minimum.

¹³ Selon enquête au CODERUM.

¹⁴ Pour ce faire, nous nous appuyons notamment sur une récente étude de l'Observatoire de la Chambre de commerce et d'industrie de Pointe-à-Pitre : BINI M., MANIOC O., 2001. « Rhum agricole de Guadeloupe : à hisser sans modération vers l'AOC ».

¹⁵ Présentée au chapitre IV, dans le cadre de la délimitation technique de la filière canne.

Cette définition nationale impose des dispositions strictes quant à l'ancrage territorial : la fermentation doit être réalisée dans l'aire géographique (Martinique, Guadeloupe, Guyane ou Réunion), à partir de canne produite dans ladite aire¹⁶. Cette précision garantit au consommateur un minimum d'authenticité, quant à l'origine du produit. Elle contraste avec la large définition admise par la réglementation européenne. Cette dernière reconnaît toutefois la dénomination de « rhum agricole », restreinte au seul rhum traditionnel des DOM, produit directement à partir du vesou (cf. encart 6).

b) Le régime contingentaire : reconduction jusqu'en 2002

Depuis 1922, la commercialisation du rhum des anciennes colonies françaises sur la France est réglementée par un système de contingent, le contingent étant la quantité de marchandises autorisées à l'importation en exemption d'une soulte. Afin d'éviter l'effondrement des cours, un partage du contingent en dix tranches est mis en place. Ces tranches sont débloquées et échelonnées selon les besoins du marché (par décision ministérielle), parallèlement à la fixation d'une fourchette de prix, garantissant une valeur moyenne. En 1993/94, les ventes en France des zones ultra périphériques ne sont que de 81 232 HAP, tandis que le contingent total est alors de 204 050 HAP (IEDOM, 1995). Ce dernier comprend le contingent à l'export et celui destiné à la consommation intérieure. Au regard de cette sous-utilisation du contingent (à peine au 4/10^{ème}), une réforme est apportée par la loi de finance du 30 décembre 1995¹⁷. Il s'agit de la première modification importante du régime contingentaire depuis sa mise en place, plus de soixante ans auparavant. Cette réforme comporte deux volets principaux : (i) le contingent est ramené à 90 000 HAP (la consommation intérieure n'étant plus soumise à quota, ce total représente le contingent sur la France) ; (ii) une nouvelle répartition est mise en place entre régions et types de rhum, comme indiqué ci-dessous.

Tableau 75 : Contingents par zones, avant et après la réforme (en HAP)

Zones productrices	Avant la réforme	%	Après la réforme	%
Martinique	88 915	44%	41 850	47%
Guadeloupe	68 065	33%	31 000	34%
Réunion	37 326	18%	17 000	19%
Guyane	2 750	1%	150	0%
République Malgache	6 994	3%	0	0%
Total (Marchés ext. et int.)	204 050	100%	90 000	100%

Source : Douanes, 2000.

¹⁶ Vu le caractère périssable du jus, cette définition sous-entend que la canne doit être cultivée dans l'aire concernée, à savoir chacun des DOM. Elle confirme l'ancrage physique au territoire martiniquais de l'industrie de la canne, évoqué au chapitre IV. Cet aparté lève également toute ambiguïté quant à l'approvisionnement en mélasse pour la fabrication de RTS par l'usine du Galion, qui doit également se faire à partir de cannes cultivées et broyées à la Martinique. L'importation de mélasse n'est toutefois pas exclue, mais conduit à un rhum à usage alimentaire, ne pouvant plus prétendre à l'appellation de rhum traditionnel. A noter que la commercialisation de rhum industriel à usage alimentaire fait l'objet d'une fiscalité réduite (61,74 €/HAP, soit 405 F/HAP de droits de fabrication), ceci depuis 1995 (IEDOM, 2000a ; p. 61).

¹⁷ Loi de finances n°95-1.347, votée au Parlement français, en application de la directive du Conseil européen.

**Tableau 76 : Contingent pour les rhums traditionnels des DOM
après la réforme (en HAP)**

DOM	Rhum agricole	RTS	Total rhum traditionnel
Martinique	32 645	9 205	41 850
Guadeloupe	4 500	26 500	31 000
Réunion	0	17 000	17 000
Guyane	150	0	150
Total contingent (export)	37 295	52 705	90 000

Source : Douanes, 2000.

Le contingent est désormais divisé en vingt tranches égales de 1 864,75 HAP pour le rhum agricole et de 2 635,25 HAP pour le rhum de sucrerie. Sous peine de suppression, le contingent doit être réalisé au 31 décembre de l'année civile. A l'origine, le système du contingentement visait à limiter les quantités de rhum en provenance des colonies. Aujourd'hui, il est considéré comme un soutien essentiel pour la production rhumière des DOM, en vue de la rendre compétitive par rapport à celui provenant des pays tiers, vu la baisse de l'impôt de mise en consommation (appelé droit d'accises), qui va de pair. Afin de cerner toute la portée de cet avantage fiscal, quelques précisions sont nécessaires.

c) Le régime fiscal : modalités pour la vente sur le marché intérieur et à l'exportation

Sur le marché français, le rhum traditionnel des DOM est soumis à des droits d'accises de 5 474 F/HAP (27,37 F/l à 50°), au lieu de 9 510 F/HAP (47,55 F/l à 50°) pour les autres spiritueux, notamment les spiritueux étrangers. Ce droit minoré est applicable dans la limite de 90 000 HAP (limite européenne sur laquelle ont été alignés les contingent). Le rhum exporté en France en sus du contingent est soumis à une surtaxe, appelée « soulte », de 2 000 F par HAP. Sur leurs marchés locaux, les rhums traditionnels bénéficient d'un régime fiscal privilégié à 82 F/HAP (0,41 F/l à 50°). Outre cette forte différence de droits d'assises, deux autres différences s'observent quant au régime fiscal entre marché français et marché intérieur : d'une part, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) y est respectivement de 19,6% et de 8,50% ; d'autre part, la cotisation CNAM (Caisse nationale assurance maladie) sur les alcools de plus de 25% y est respectivement de 0,84 F et 0,25 F/décilitre ou fraction de décilitre (BINI, MANIOC, 2001). L'addition de ces mesures rend le marché intérieur d'autant plus attractif. Par ce système, l'Etat français accepte une perte fiscale nette de 500 millions de francs sur le marché des DOM, de 250 millions sur le marché national et de 75 millions de cotisations sociales (IEDOM, 1992), ceci à titre de soutien à l'économie rhumière de ces régions.

Les rhums domiens ne donnant lieu au paiement de droits d'assises qu'à un taux minoré, dans la limite du contingent, il s'ensuit une réduction du prix de commercialisation sur la France. Ce volet fiscal, basé sur la modulation du droit d'accises est, selon Mathias BINI et Olivier MANIOC (2001 ; p. 16), « l'accélérateur conjoncturel qui a permis de garantir un débouché commercial au rhum des DOM ». Cependant, ce système va à l'encontre des règlements communautaires sur le libre échange. Il devait prendre fin le 31 décembre 1979, suite aux nouvelles dispositions du traité de Rome, avec l'ouverture du grand marché européen. Jusqu'ici, la France a pu en obtenir la

reconduction. Les directives européennes du 19 octobre 1992 (1992/83 et 1992/84) définissent des taux d'accises harmonisés pour les alcools dans l'UE, mais autorisent des taux réduits pour les produits régionaux ou traditionnels. Le 30 octobre 1995, le Conseil européen autorise la France à appliquer un taux réduit du droit d'accises sur les rhums traditionnels des DOM, ce jusqu'au 31 décembre 2002.

Le lobbying effectué par les acteurs concernés a porté ses fruits : la réduction des droits d'accises a été prorogée pour 7 ans (jusqu'au 31 décembre 2009), par décision du Conseil du 18 février 2002, avec un examen au 30 juin 2006. Les droits d'accises sont désormais de 836 €/HAP (5 484 F) pour le rhum traditionnel des DOM, contre 1 450 € (9 577 F) pour les autres produits. Ce renouvellement a été opéré en rendant la mesure plus conforme aux règles du commerce international, puisqu'elle est désormais notifiée comme « aide d'Etat », ce qui la rend plus difficilement attaquant au niveau de l'OCM. Cette mesure ainsi confortée constitue un atout pour la commercialisation du rhum traditionnel des DOM en métropole. Toutefois, le plafond des 90 000 HAP risque à terme d'être limitant, si l'on considère les chiffres de la commercialisation en France : de 75 798 HAP en 1998, celle-ci a progressé régulièrement jusqu'à 87 674 HAP en août 2002 (selon données CIRT-DOM).

Alors que la menace des autres pays producteurs de rhum se fait plus forte sur le marché européen, les mesures de protection pourront-elles indéfiniment être reconduites ? Des réponses ont été obtenues pour une reconduction au-delà de 2002. Mais le problème ne se reposera-t-il pas de même après 2009 ? Pour l'heure, pour paraphraser un distillateur, « *notre nouveau cheval de bataille est d'essayer de faire sauter le verrou des 90 000 HAP* ». La réflexion en cours au niveau du CIRT-DOM est de savoir s'il est judicieux d'aligner le contingent (système français) sur la limite des 90 000 HAP fixés par la réglementation européenne pour l'application de droits d'accises minorés. Puis, ces mesures dont bénéficient les rhums des DOM suffiront-elles face à une concurrence croissante ? Telles sont les questions qui hantent les distillateurs de ces régions.

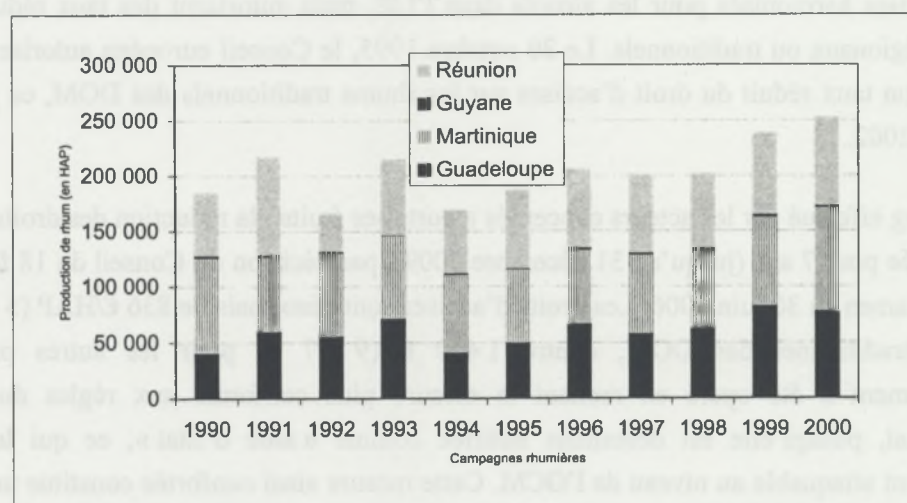
3.1.4. Le rhum des DOM : la Martinique « en tête »

Après avoir vu précédemment les caractéristiques de la production cannière et sucrière des DOM, les paragraphes suivant concluent l'approche des filières canne domiennes, en s'intéressant à leur production rhumière. Ceci nous amène à considérer ensuite « *l'espace martiniquais du rhum* », pour reprendre l'expression d'Yves-Marcelle RICHER (1996).

a) RTS, rhums légers et rhum agricole

Par rapport aux données mondiales, la production rhumière des DOM (250 000 HAP environ, soit 50 millions de litres) est faible. Elle représente environ 6% du marché mondial (AGRESTE, 1999), ce qui reste toutefois honorable en regard des superficies des zones productrices. A noter qu'une marque commerciale comme Bacardi vend cinq fois plus de rhum que l'ensemble des DOM. Ces derniers écoulent préférentiellement leur rhum en Europe, à hauteur de 80%, en rapport avec leur prédominance sur le marché français (IAA, 1999 ; p. 11).

Graphique 41 : Evolution de la production rhumière des DOM



D'après : CODERUM, Douanes.

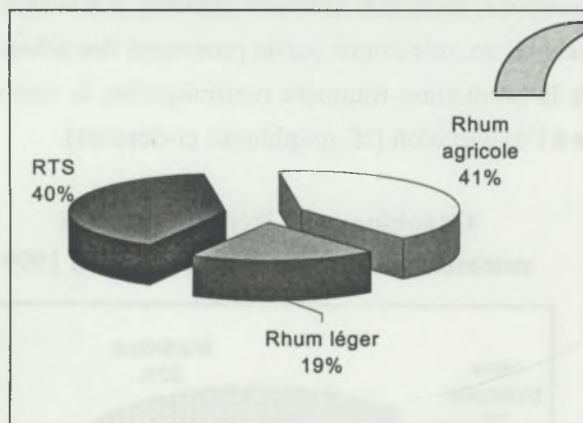
Les filières canne de la Réunion et de la Martinique sont totalement opposées dans l'orientation qui a succédé au déclin de la production sucrière. La Réunion est restée spécialisée dans le sucre et dans le rhum de sucrerie jusqu'en 1999, année où démarre sa production de rhum agricole, à ce jour encore confidentielle (0,82% de la production rhumière totale de la Réunion). La Martinique, par contre, a clairement et très tôt orienté sa production cannière vers le rhum agricole (plus de 80% de la production de rhum de l'île). Elle se distingue ainsi par l'importance relative de sa filière rhum agricole, absorbant plus de 60% de la production cannière. La Guadeloupe occupe une position intermédiaire dans cette comparaison inter-Dom : tout en maintenant une valorisation principalement sucrière de la canne, près de 10% du volume récolté (50 à 60 000 tonnes de canne) est orienté chaque année vers la production de rhum agricole (IEDOM, 2001a). Cette dernière représente près d'un tiers de la production rhumière guadeloupéenne. La production guyanaise de canne, de l'ordre de 5 000 tonnes de canne par an, est destinée uniquement à la fabrication de rhum agricole (à la distillerie Prévot, à Saint-Laurent), à raison d'une moyenne de 2 500 HAP par an (IEDOM, 2001b). Cette production alimente pour l'essentiel le marché guyanais. En combinant la production de ces trois régions, le rhum agricole, produit à hauteur d'un peu plus de 100 000 HAP, représente plus de 40% de la production domienne de rhum (cf. tableau 77), mais seulement 4% du marché mondial.

Tableau 77 : Comparaison du secteur rhumier dans les DOM en 2000

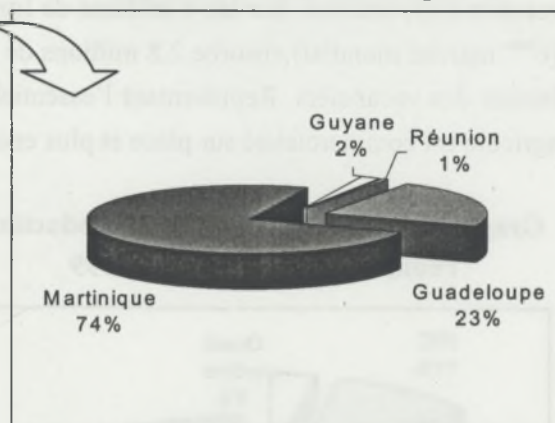
Facteurs de comparaison		Réunion	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Total DOM
Articulation secteurs agricole - industriel	Nbre de distilleries	3	9	9	1	32
	Rhum agricole	667 HAP	23 818 HAP	77 704 HAP	1 917 HAP	104 106 HAP
	% rh agr/rh total	0,82%	30,64%	83,62%	10,00%	41,07%
	RTS)	43 371 HAP	42 460 HAP	15 225 HAP	0	101 056 HAP
	Rh. léger de sucrerie	36 850 HAP	11 457 HAP	0	0	48 307 HAP
	Total rhum	80 888 HAP	77 735 HAP	92 929 HAP	1 917 HAP	253 469 HAP

D'après : Direction des douanes et droits indirects ; IEDOM.

Graphique 42 : Répartition des types de rhums produits dans les DOM



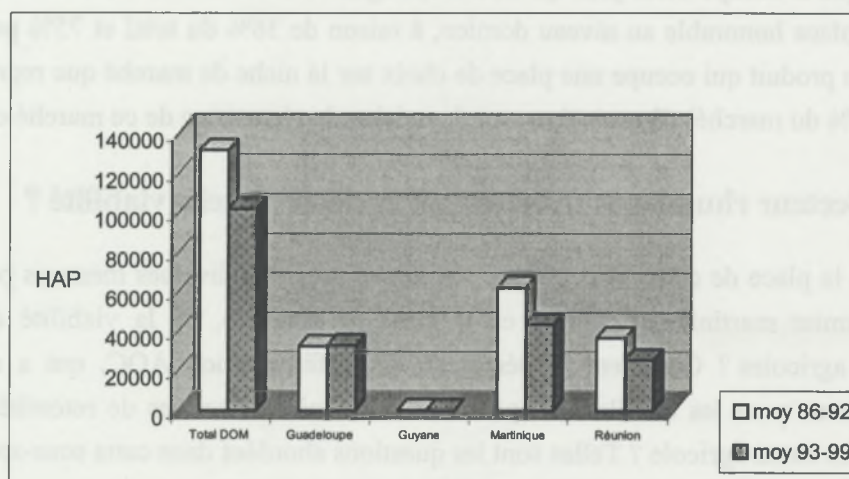
Graphique 43 : Répartition inter-DOM de la production de rhum agricole



D'après : Direction des douanes et droits indirects ; IEDOM.

L'analyse du marché européen du rhum a mis en évidence l'important recul des ventes des DOM sur la période 1993-1999 (de plus de 22%), qui s'est opéré au profit des ACP et des Pays Tiers. Le graphique ci-après révèle l'évolution des exportations par département. Seule la Guadeloupe affiche une évolution stable. Cependant, malgré le recul notable des volumes moyens expédiés entre les deux périodes par la Martinique, elle exporte en moyenne près de 30 000 HAP de plus que la Guadeloupe sur la période 1986-1992 ; 10 000 de plus sur la période 1993-1999.

Graphique 44 : Evolution des flux d'expédition des DOM vers l'UE (1986-1999)



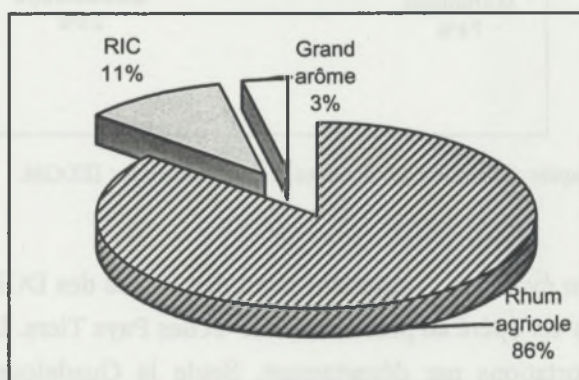
Source : Eurostat.

La délocalisation de la société Bacardi, leader mondial dans la production du rhum, implantée jusqu'en 1992 dans les DOM, vers Trinidad et Tobago répond à un objectif de rentabilité économique. « Cette décision lourde de conséquence pour les DOM est une illustration de cette concurrence avec les produits originaires des pays tiers » (BINI, MANIOC, 2001). La Martinique ne produit plus de rhums légers depuis cette époque, suite au retrait de Bacardi, tandis que la filière rhum agricole n'a de cesse d'y prendre de l'ampleur.

b) La spécialisation martiniquaise vers le rhum agricole

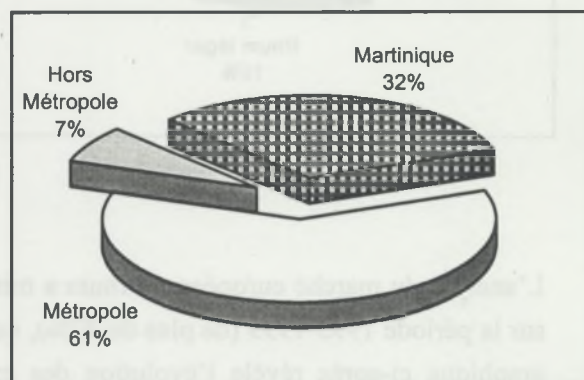
Activité agro-industrielle essentielle pour la Martinique, la production rhumière représente 8% des recettes d'exportation. Sur les 6 millions de litres produits, seuls 600 000 sont exportés. La France (6^{ème} marché mondial) absorbe 2,8 millions de litres par an, une bonne partie provenant des achats locaux des vacanciers. Représentant l'essentiel de la production rhumière martiniquaise, le rhum agricole est commercialisé sur place et plus encore à l'exportation (cf. graphiques ci-dessous).

Graphique 45 : Répartition de la production rhumière par produits en 1999



D'après CODERUM, 2000.

Graphique 46 : Répartition de la commercialisation totale de rhum en 1999



D'après CODERUM, 2000.

Si la production martiniquaise de canne apparaît comme peu significative à l'échelle domienne, voire totalement négligeable à l'échelle européenne ou mondiale, il n'en va pas de même pour la production rhumière martiniquaise. Premier producteur rhumier du monde à la fin du XIX^e siècle, la Martinique n'occupe certes plus qu'un rôle marginal sur le marché rhumier mondial. Mais elle garde une place honorable au niveau domien, à raison de 36% du total et 75% pour le seul rhum agricole, un produit qui occupe une place de choix sur la niche de marché que représente la France (près de 80% du marché). Il est intéressant de préciser la répartition de ce marché entre marques.

3.2. Secteur rhumier et filière rhum agricole : quelle viabilité ?

Au-delà de la place de choix occupée sur le marché national, diverses menaces perdurent pour le secteur rhumier martiniquais. Qu'en est-il, dans ce contexte, de la viabilité économique des distilleries agricoles ? Comment la démarche de différenciation AOC, qui a exigé de lourds investissements pour les distillateurs, peut-elle se traduire en termes de retombées économiques pour la filière rhum agricole ? Telles sont les questions abordées dans cette sous-section.

3.2.1. L'activité et la rentabilité des distilleries agricoles martiniquaises

La production totale de rhum est en nette augmentation à la Martinique, depuis 1997, avec une hausse de 12% en 2000. Le rhum y représente 8% des recettes d'exportation, contre 40% pour la banane (IEDOM, 2000a). Au-delà de cette contribution à l'économie martiniquaise, les paragraphes suivants viennent à : voir la nouvelle répartition des contingents par entreprise ; cerner leur état de santé financière, en soulignant le rôle des aides publiques ; s'interroger sur les prévisions d'approvisionnement en canne de la filière rhum agricole.

a) Attribution des contingents : le poids des groupes économiques

Lors de la refonte des contingents, fin 1995, deux grandes modifications sont apparues dans le système : d'une part, les contingentements locaux, autrefois attribués à chaque DOM pour la vente sur place, ont été supprimés ; d'autre part, les contingents sont dorénavant attribués aux seules distilleries « fumantes », alors qu'auparavant elles étaient réparties entre toutes les entreprises rumières, fumantes ou non. Dans ce cas, le contingent était réalisé « à façon » : les distilleries non fumantes sous-traitaient la fabrication de leur rhum par des unités fumantes, selon un cahier de contributions défini. L'objectif premier était la réalisation du contingent attribué, faute de quoi ce dernier était perdu au bout de deux ans. Il y avait ainsi, au début des années quatre-vingt-dix, des problèmes de sur-stockage dans la majorité des distilleries. Cette pratique s'avérait de la sorte peu rentable, voire contraignante, pour les distillateurs. La réforme générale des contingents a permis aux distilleries fumantes de se répartir la totalité du contingent et de devenir des prestataires de services. Ces contingents sont dorénavant fixés et non négociables. Ils ne peuvent être ni vendus, ni échangés. Le « travail à façon » est désormais proscrit.

Les contingents individuels (incessibles) revenant à chaque distillerie sont établis, comme auparavant, au prorata des quantités de rhum produites, sur la base des ventes des trois dernières campagnes. Les tableaux suivants (78 et 19) permettent de suivre la répartition des contingents de 1988 à 1998. Sans pouvoir rendre compte de la viabilité économique de chacune des entreprises rumières, fumantes ou non, cette évolution révèle des perspectives plus ou moins durables, sur le plan économique, pour les unes et les autres¹⁸, ou des changements de stratégies, entre marché local et export. En écho à la présentation des distilleries (niveaux de production, organisation en groupes ou entreprises familiales)¹⁹, ces tableaux font apparaître des différences stratégiques quant à la marge de manœuvre de chacune d'entre-elles pour l'exportation.

Concernant le rhum industriel, le rhum grand arôme est fabriqué à l'usine du Galion. Celle-ci confie par contre les mélasses destinées à la fabrication du RTS (rhum de mélasse courant) à la distillerie Saint-James. Cette dernière assure également la fabrication du rhum agricole de la distillerie Hardy, non fumante depuis le début des années quatre-vingt-dix. Parallèlement à cette double activité de sous-traitance, le groupe Rémy-Cointreau base sa stratégie martiniquaise sur d'autres marques que Saint-James : autrefois Madkaud et Meyer ; actuellement Bally et Maniba. Les autres groupes (BBS, Bardinet et Hayot) possèdent également plusieurs marques, à travers lesquelles se gère la commercialisation sur le marché intérieur et à l'exportation.

Quant aux petites distilleries familiales, ces tableaux montrent la constance de Crassous sur le marché d'exportation, tandis que Neisson, après s'être concentré sur le marché intérieur, cherche de nouveau à mieux se positionner à l'exportation. A noter que, parmi les distilleries fumantes, seule la Favorite n'a plus de contingent à l'export ; une situation à mettre en rapport avec les difficultés financières traversées par cette entreprise (cf. chap. III).

¹⁸ A défaut de disposer des données détaillées de commercialisation (marché martiniquais et export) pour chaque unité.

¹⁹ cf. chap. III, fig. 14 : Organigramme des distilleries agricoles en relation avec la commercialisation du rhum en 2000.

Tableau 78 : Attribution pré-réforme des contingents (marché local et export)

Distilleries « fumantes » et « non-fumantes » (ou marques)	Contingent 1988 (HAP)		Contingent 1994 (HAP)	
	Local	Export	Local	Export
Dist. Dillon	1 112,34	2 476,21	1 114,27	2 476,21
Dist. Depaz	2 709,81	2 310,66	2 214,35	3 370,93
Héritiers A. Bernus S.A.	1 000,49	590,28	502,15	30
Dist. La Mauny	11 894,56	2 981,30	9 914,14	4 621,21
Dusquesne	202,21	1 032,40	0	0
Dist. Trois Rivières	964,86	1 931,77	2 770,89	2 964,17
Dist. Hardy	237,75	415,94	0	0
Madkaud	306,36	334,93	307,00	334,93
Maniba	1 417,80	4 280,83	1 420,33	6 529,84
Meyer Saem	40,39	1 059,84	40,58	1 059,84
Dist. Saint-James	390,57	4 042,11	1 891,32	3 042,11
Hér. H. Clément S.A.	2 601,70	7 029,84	4,37	0
Dist. du Simon	869,00	0	3 472,24	12 102,96
SARL Bally	1 146,74	1 633,35	1 091,30	1 633,35
Héritiers Crassous	320,74	1 556,02	321,40	1 556,02
Dist. A. Dormoy	3 340,52	4 829,94	3 346,10	3 310,66
Dist. Neisson	849,29	590,02	1 850,79	90,02
Total rhum agricole	33 888,18	47 819,02	33 888,18	47 819,02
Rhum industriel	4 211,82	41 095,95	4 211,82	41 095,95
Total rhum	38 100,00	88 915,06	38 100,00	88 915,06

Source : Douanes.

Tableau 79 : Attribution post-réforme des contingents (à l'exportation)

Dist. fumantes et non-fumantes (ou marques)	Contingent 1996 (HAP)	Distillerie fumantes (*)	Contingents 1998 (HAI')	Répartition/ groupe ou entreprise familiale
Dist. Dillon	2 180,5	Dist. Dillon	7 431,0	Groupe Bardinet – La Martiniquaise
Dist. Depaz	5 777,5	Dist. Depaz	2 958,0	
Héritiers Bernus SA	150,0	Dist. La Mauny Dist. Trois Rivières	4 598,0 2 725,0	Groupe Bellonnie-Bourdillon Successeurs (BBS)
Dist. La Mauny	4 598,0			
Duquesne	0			
Dist. Trois Rivières	2 725,0	Dist. Saint-James	7 835,0	Groupe Rémy-Cointreau
Dist. Hardy	150,0			
Madkaud	0			
Meyer Saem	0			
Dist. Saint-James	7 685,0	Dist. du Simon	6 404,0	Groupe Yves et Bernard Hayot
Héritiers Clément SA	1 377,0			
Dist. du Simon	3 626,0			
Saint-Etienne	897,00			
SARL Bally	504,0	Héritiers Crassous Dist. Neisson	394,0 300,0	Entreprises familiales
Héritiers Crassous	394,0			
Dist. A. Dormoy	2 431,0			
Dist. Neisson	150,0	Total rh agricole Rhum industriel Total rhum	32 645,0 9 205,0 41 850,0	4 grands groupes économiques et 2 entreprises familiales
Total rhum agricole	32 645,0			
Rhum industriel	9 205,0			
Total rhum	41 850,0			

Source : Douanes (Doc. 2 fév. 1996 ; 15 janv. 1998).

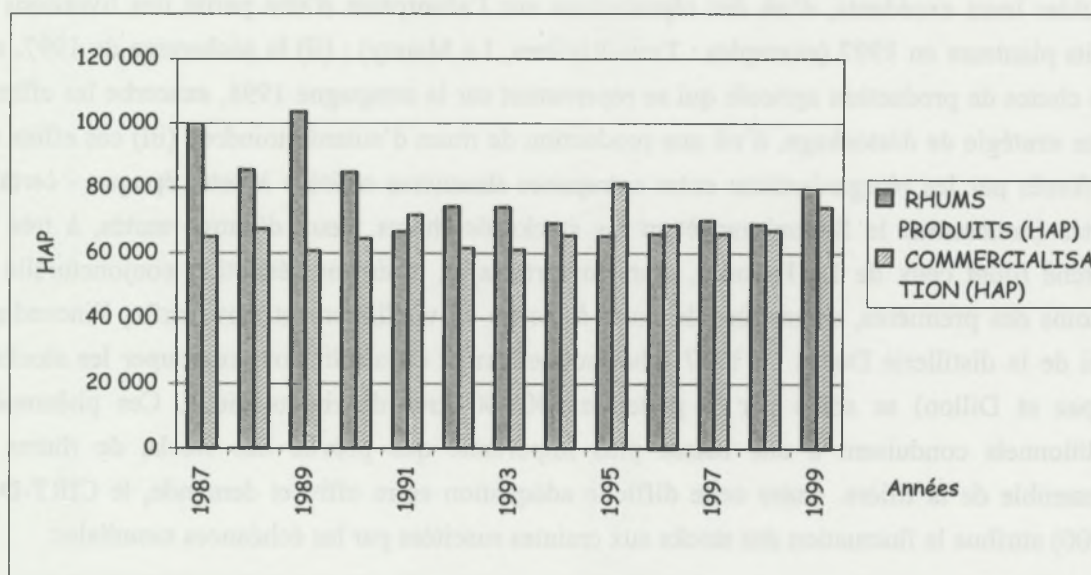
(*) les entreprises ou marques non mentionnées ne disposent plus, de façon nominative, de contingent à l'export.

La suppression des contingents locaux et la répartition des contingents à l'exportation entre les seules distilleries fumantes renforcent la position des grands groupes économiques. Nous verrons, dans la troisième partie de la thèse, quelles sont les incidences de cette double évolution sur les stratégies commerciales récemment développées par les distilleries pour le marché intérieur. Dès lors toutefois, se dessinent des différences de rentabilité économique pour les entreprises rumières ; même si l'étude menée ne permet pas de rendre compte de la viabilité de chacune.

b) Une certaine santé financière, rehaussée par des aides à la transformation

Depuis 1990, le marché rhumier est en constante progression, de 1 à 4% par an. Le chiffre d'affaires global de la production martiniquaise de rhum atteint 350 millions de francs en 1999. Les fonds de roulement structurellement élevés des entreprises rumières de l'île sont eux aussi en augmentation. En 1993, ces fonds représentent 40% de leur chiffre d'affaires (IEDOM, 1995), traduisant une certaine autonomie financière des distilleries. Ils favorisent les investissements requis pour l'AOC, ainsi que l'amélioration de l'accueil sur site, en rapport avec le tourisme (renouvellement des équipements, construction de nouveaux bâtiments, etc.). Toutefois, s'y ajoutent les importants financements alloués par l'UE pour la transformation de la canne en rhum agricole (article 18, règlement POSEIDOM agricole 1991) : 3,75 millions d'euros (24,5 millions de francs) sont versés à ce titre en 1999 (IEDOM, 2000a. p ; 60). Les distilleries bénéficient d'autant plus de l'engagement public, qu'elles tirent également profit, pour la plupart, des aides à la production de canne, du fait de l'intégration production-transformation.

Graphique 47 : Production et commercialisation du rhum de Martinique



D'après CODERUM, 2000

En 1999, la production atteint 77 719 HAP, soit une hausse de 12% par rapport à 1998 (CTCS, 2000). Cette augmentation peut être attribuée à trois paramètres conjugués : les aides communautaires POSEIDOM, fixées sur le volume produit et non sur le volume commercialisé, incitent à augmenter la production rhumière ; la crainte de voir s'évaporer une partie du contingent si celui-ci n'est pas réalisé chaque année, à l'instar de ce qui s'est opéré pour la Guadeloupe en

1996, stimule parallèlement l'effort de commercialisation ; enfin, la volonté de tirer parti de la progression des ventes de rhum vieux, à forte marge ajoutée, coïncide avec la valorisation de l'image de la distillerie.

c) ... malgré des fluctuations de la demande en canne et des difficultés de prévisions

Toutefois, se pose un problème de prévisions au sein de la profession. Lors de la dernière table ronde sur la filière canne organisée par le Conseil régional de la Martinique, il est possible de relever que : « [...] le CODERUM considère que la demande des distilleries ne devrait pas sensiblement évoluer jusqu'en 2003 ; se situant dans la fourchette des 90 000 à 110 000 tonnes par an » (CTCS, 1995a . p. 41). Or, depuis 1995, la demande en canne des distilleries a subi de fortes fluctuations. Plusieurs facteurs explicatifs, sont évoqués par les acteurs de la filière.

En 1994-1995, la majorité des distilleries accuse d'importants stocks de rhums. Plusieurs unités ont vu leurs ventes évoluer à la baisse sur la décennie précédente, pour des raisons économiques (problèmes de marché, de commercialisation ou de réorganisation interne). Certaines de ces unités n'adaptent pas en conséquence leur production rhumière. La politique alors adoptée consiste à mettre en vieillissement l'excès de rhum blanc produit, par rapport aux capacités de vente, ce qui aurait engendré une augmentation des stocks de rhums vieux. Cependant, une telle stratégie présente d'indéniables limites, en termes de capacités de stockage et de coûts.

En 1996-1997, une addition de facteurs conduit à une baisse importante des stocks de rhum : (i) suite à la première période précitée, les distilleries entrent dans une phase de déstockage, afin de liquider leurs excédents, d'où des répercussions sur l'absorption d'une partie des livraisons des petits planteurs en 1997 (exemples : Trois-Rivières, La Mauny) ; (ii) la sécheresse de 1997, avec des chutes de production agricole qui se répercutent sur la campagne 1998, exacerbe les effets de cette stratégie de déstockage, d'où une production de rhum d'autant moindre ; (iii) ces effets sont renforcés par les réorganisations entre entreprises rhumières opérées à cette époque - certaines unités (notamment le Simon) rachètent les stocks de rhums vieux d'autres unités, à très bon marché (dont ceux de La Favorite, alors importants) -, d'où une réduction conjoncturelle des besoins des premières, en matière de rhum à mettre en vieillissement ; (iv) enfin, l'incendie du chai de la distillerie Depaz en 1997 (chai nouvellement construit, pour regrouper les stocks de Depaz et Dillon) se solde par la perte de 700 000 litres de rhums vieux. Ces phénomènes additionnels conduisent à une baisse plus importante que prévue des stocks de rhums sur l'ensemble de la filière. Outre cette difficile adéquation entre offre et demande, le CIRT-DOM (2000) attribue la fluctuation des stocks aux craintes suscitées par les échéances mondiales.

Depuis 1998-1999, la filière rhum est entrée dans une phase de reconstitution des stocks, après deux années successives de déstockage. La plupart des distilleries reconstituent progressivement leurs stocks, en priorité ceux de rhums vieux. Ces derniers évoluent de 19% par an, pour atteindre 5 426 HAP en 1999 (CIRT-DOM, 2000). La demande en cannes augmente en 1998 et plus encore en 1999 : un effet à la hausse accru par l'incendie accidentel à la distillerie La Mauny, en 2000. Au cours des campagnes 1998-1999, la production rhumière se solde par 1,5 millions de litres de

rhum en plus. Cependant, une augmentation exponentielle de cette production semble peu probable.

Pour « l'après 2000 », la prudence est de mise. Le CODERUM se montre fort réservé quant à l'augmentation prévisible de la production de canne, suite à la multiplication des plantations depuis 1999. Il considère, dans le meilleur des cas (si les politiques de subventions et de protection fiscale pour les rhums domiens ne sont pas remises en cause dans les années à venir), qu'une augmentation annuelle de la production rhumière de l'ordre de 5 à 6% peut être envisagée sur encore deux ou trois campagnes. Une fois les stocks reconstitués, la demande en cannes devrait se stabiliser, à un seuil peut-être inférieur au niveau actuel.

Cette prudence s'explique par les difficultés de prévisions, en rapport avec : (i) l'évolution des stocks de rhums vieux ; (ii) les incertitudes liées à l'approvisionnement en canne. Le premier point engendre l'une des plus grandes difficultés des prévisions. Celles-ci doivent se faire à quatre, cinq, voire dix ans d'intervalle, compte tenu des temps de vieillissement des rhums. Entre 1996 et 1997, la diminution des stocks de rhums vieux a été plus mal appréciée par les industries rhumières que celle des rhums blancs. La seconde difficulté tient au manque d'adéquation entre tonnage de cannes broyées et litrage de rhum produit. Les distillateurs raisonnent davantage en litrage de rhums à produire par an. Généralement (« *la nature étant bien faite* »), les années où les cannes sont riches et donc où le rendement industriel est élevé (années sèches), le tonnage récolté tend à diminuer ; alors que les années où le tonnage est élevé (pluviométrie abondante), les cannes sont moins riches ; sans compter les incidences de la pluviométrie de l'année N sur le tonnage de l'année N+1. Optimiser à la fois tonnage et richesse n'en est que plus délicat. De sorte que les besoins en rhums des distilleries peuvent être satisfaits, avec un tonnage de canne fluctuant, que ce soit en années sèches (plus de litres de rhum par tonne de canne) ou en année humide (plus de canne/ha). D'où les difficultés pour la profession à s'accorder sur un tonnage de canne déterminé.

En conclusion, les distilleries affichent en majorité un état financier relativement satisfaisant (IEDOM, 1992). Cet état est conforté par les aides communautaires, qui représentent 56% de leur excédent brut et 98% de leur résultat en 1994 (CIRT-DOM, 2000). Leur structure financière s'en trouve d'autant mieux équilibrée, ces aides étant notamment utilisées pour couvrir les charges salariales. Le secteur rhumier des DOM est jusqu'ici relativement protégé, grâce à deux mesures majeures : la première, jugée vitale par les distillateurs, consiste en la fiscalité privilégiée ; la seconde relève des aides POSEIDOM. Toutefois, n'y a-t-il pas là une dépendance qui risque de masquer la réalité à venir ? De plus, les difficultés de prévisions des besoins en canne se traduisent par des actions tactiques à court terme, plutôt que par des stratégies collectives sur le long ou même le moyen terme²⁰. N'y a-t-il pas, là aussi, un risque potentiel en terme de durabilité ?

²⁰ Nous reviendrons au chapitre VII sur ces difficultés de prévisions, en particulier dans le cas de la filière sucre.

3.2.2. *Des retombées économiques encore difficiles à appréhender pour l'AOC Martinique*

Comme relevé lors de la présentation des distilleries (chap. III), celles-ci ont toutes été amenées à entreprendre d'importants investissements pour satisfaire aux exigences requises par l'AOC et, plus généralement, pour la mise aux normes européennes. Ces investissements ont été en grande partie financés par des fonds européens. L'aide a porté sur 10 millions de francs, dont 4,5 millions au titre du FEOGA, l'objectif étant de favoriser l'amélioration de la qualité des produits.

Tableau 80 : Commercialisation du rhum produit à la Martinique

Commercialisation	1998	1999	2000	Variations 2000/1999
Ventes en France	40 652	43 171	45 559	5,5%
- Vrac : contingent	20 625	24 970	27 507	10,2%
hors contingent 51°	2 109	2 997	4 617	54,1%
- Bouteilles de marque	17 918	15 203	13 434	-11,6%
Hors France	4 934	5 005	3 854	-23,0%
Total exportations	45 586	48 176	49 413	2,6%
Ventes sur le marché intérieur	21 162	22 638	22 161	-2,1%
Total commercialisation	66 748	70 814	71 574	1,1%

D'après : CODERUM

Comme l'illustre le tableau 80, depuis 1998, la production de rhum est en forte croissance à la Martinique. Avec 92 929 HAP produit en 2000, elle accuse une augmentation de près de 17% par rapport à la campagne précédente, qui affichait déjà une progression de près de 16% par rapport à 1998. L'IEDOM (2000a ; p. 62) se montre relativement optimiste, attribuant l'augmentation actuelle de la production et de la vente de rhums agricoles Martinique aux premiers effets de l'AOC : « *L'impact commercial de l'appellation du rhum agricole a été de plus en plus sensible à partir de 1998. Les retombées commerciales de l'appellation d'origine contrôlée se sont amplifiées en 1999 et 2000, grâce aux campagnes de communication menées par l'interprofession et aux opérations commerciales réalisées par certaines entreprises, à l'export mais aussi dans le département, notamment auprès de la clientèle touristique* ». La hausse des ventes sur la France est attribuée notamment aux efforts de commercialisation, menés par les professionnels et les sociétés de négoce et de distribution depuis l'accession à l'AOC.

A l'opposé, les acteurs de la filière demeurent, en majorité, prudents. La production de rhum agricole est certes passée, entre 1996 (date de la mise en place de l'AOC) et 2001, de 56 434 à 78 329 HAP (CTCS, 2001). Toutefois, cette augmentation de 38% environ de la production rhumière ne pourrait être interprétée comme un effet positif directement induit par la qualification « Martinique ». Les distillateurs s'accordent à dire qu'il est encore trop tôt pour déterminer l'impact économique réel de l'AOC, en termes de volume de ventes, six ans après son obtention. Une dizaine d'années pourrait être nécessaire pour un tel bilan. Cette réserve se justifie d'autant plus que les distilleries sont en train de reconstituer leurs stocks de rhum vieux (pour lequel le marché est actuellement porteur. Elle se justifie aussi au regard de l'évolution ventes. Celles-ci sont en légère augmentation depuis une dizaine d'années. Selon certains distillateurs, il y aurait

une augmentation conséquente des ventes de rhums réellement produits en Martinique, venant récupérer un marché pris auparavant par des ventes d'autres origines (contrefaçons, rhums de mélange). Cette tendance à la hausse serait maintenue principalement par « l'origine » du produit puis, dans une moindre mesure, par le fait que cette origine soit « contrôlée ». Le rhum de Martinique est en Appellation d'origine simple depuis le début du XX^e siècle, ce qui laisse à penser que les effets de l'AOC ne pourront être perceptibles que dans quelques années.

En conclusion, l'analyse de la dimension économique au niveau du secteur rumier laisse présager de meilleures perspectives économiques que pour le secteur sucrier. Les dispositifs réglementaires (fiscalité et contingent) garantissent aux distilleries agricoles un débouché à l'export stable, aux alentours de 50% de la production martiniquaise de rhum agricole. La situation financière des distilleries agricoles (sans rentrer dans le détail du fonctionnement de chacune) apparaît globalement plus saine que celle de la SAEM du Galion ; même si ces unités sont également fortement dépendantes de l'aide extérieure.

4. CONVERGENCE ECONOMIE-ECOLOGIE, DETOUR PAR LA DIMENSION SOCIALE

Ce chapitre consacré à la dimension économique de la production cannière montre que, la canne étant destinée à être transformée, les conditions économiques de durabilité pèsent non seulement sur la production primaire, mais aussi sur toute la chaîne de transformation industrielle.

☛ Une filière canne, dont l'importance économique doit être relativisée

Les approches des productions cannière sucrière et rumière, à différentes échelles géographiques conduisent à relativiser fortement l'importance des productions martiniquaises. Négligeable au niveau mondial, l'importance économique de la canne et de ses produits a fortement décru en Martinique. Les 151,8 millions de francs de valeur ajoutée brute en 1994 (IEDOM, 1998), générés par les secteurs sucrier et rumier ne représentent plus que 0,9% de l'ensemble des secteurs marchands à la Martinique ; une contribution devenue quasi symbolique.

Vu l'insularité du territoire martiniquais et la petitesse de son marché intérieur, les produits finis, et surtout actuellement les produits rumeurs (aux 2/3), sont destinés à être exportés. Or, les coûts de production sont structurellement élevés à la Martinique, du fait des handicaps que sont les prix élevés du personnel, des équipements, des matières premières et du foncier (données spécifiques au cadre domien) ; en plus d'une topographie souvent difficile. De sorte que la compétitivité économique des produits finaux s'avère faible. Le problème se pose à l'intérieur même de l'île, comme en témoigne le fait qu'une partie du sucre consommé sur place soit importée et vienne concurrencer la production martiniquaise. Néanmoins, ce cadre institutionnel a jusqu'alors permis d'éviter la disparition de la culture de la canne dans l'île, grâce aux aides publiques et à la structuration des marchés. En fait, les problèmes posés pour la pérennité de cette spéculation, comme des autres productions agro-industrielles des départements d'outre-mer, rappelle en partie ceux de l'ensemble de l'agriculture française. Bien que certaines caractéristiques prennent des

proportions particulières dans le contexte spécifique de ces territoires, on y retrouve le problème des coûts de la production agricole²¹, qui affectent sa compétitivité à l'échelle internationale.

☛ *Des incertitudes persistantes sur le plan des débouchés traditionnels de la canne*

Du fait de leur insertion dans la filière canne, la viabilité des unités de production cannières n'est pas liée à la seule rentabilité économique de la culture. Elle dépend aussi de la viabilité de l'usine du Galion et des distilleries agricoles, qui conditionne la pérennité des débouchés offerts à la canne - les principaux étant, pour l'heure, le sucre et le rhum. Concernant l'industrie sucrière, dans le contexte actuel de libéralisation et de mondialisation de l'économie, les interrogations relatives à sa survie sont plus fortes que jamais. Alors que la concurrence fait rage sur le marché du sucre, l'usine du Galion, handicapée par les contraintes de coûts, la faible production et, de plus en plus, la législation sur l'environnement, pourra-t-elle être un jour rentable (à l'échelle de l'entreprise) ? Les perspectives de modification de l'OMC sucre laissent planer une menace sur la production des DOM et des ACP, qui bénéficient à ce jour d'aides et de quotas spécifiques. A la lecture de Jacques BERTHELOT (2001), les perspectives s'annoncent de plus en plus difficiles pour les formes de soutiens actuels diligentés par la PAC, non compatibles avec l'OMC. Ne faudrait-il pas se résoudre à admettre, une fois pour toutes, la disqualification économique de l'industrie sucrière martiniquaise ? Les conditions de durabilité du Galion ne sont-elles pas à rechercher ailleurs que dans la stricte viabilité économique ?

Quant aux distilleries agricoles, si le secteur affiche une certaine santé financière, les incertitudes pressenties dans la problématique, concernant le marché du rhum, perdurent. Le député Claude HOARAU (1999) retient que : « *Le rhum fournit l'élément de valorisation à l'ensemble de l'activité cannière et lui permet d'atteindre la rentabilité, mais dans un contexte de soutiens publics, soit d'ordre financier (subventions et exonérations), soit d'ordre législatif ou réglementaire* ». Toutefois, les renégociations des protections et aides dont bénéficie le secteur rhumier sont sources d'inquiétudes : après l'ouverture du marché européen aux rhums des pays ACP à partir de 2000, est prévu le démantèlement des droits de douanes applicables aux spiritueux à compter de janvier 2003 ; conformément aux accords de Singapour conclu en 1997 entre l'UE et les Etats-Unis (IEDOM, 2000a ; p. 62). Les corporations professionnelles, notamment le CIRT-DOM, préconisent deux mesures pour préserver la filière : le maintien des droits de douanes après 2003 et le maintien des droits tarifaires sur les rhums en provenance de pays-tiers non-ACP, en dépit de l'accord tarifaire de libre-échange sur les spiritueux entre les Etats-Unis et l'UE ; autant de propositions qu'étudient pour l'heure les instances européennes (BINI, MANIOC, 2001). Il est probable que le régime dérogatoire dont bénéficient les DOM soit reconduit pour trois ans. Mais au-delà, l'incertitude demeure, vu les perspectives de déréglementations édictées par l'OMC.

En fin de compte, le même manque de lisibilité à moyen et long terme, rencontré par le secteur sucrier, se pose pour le secteur rhumier. Toutefois, l'enjeu est autrement plus important, vu la part de la production rhumière exportée en Europe. Ces menaces viennent-elles conforter l'intérêt de la

²¹ En amont de ces coûts élevés, se trouve entre autres le souci de préserver un certain nombre de personnes dans l'agriculture : on en est resté fondamentalement en France à un modèle d'exploitation familiale.

démarche de différenciation du rhum agricole entreprise à la Martinique. Dans cette optique, l'AOC « Rhum agricole Martinique » peut-elle en soi offrir des perspectives durables ? La troisième partie de la thèse devrait permettre d'apporter des éléments de réponse à cette question.

Néanmoins, jusqu'ici, grâce aux dispositifs actuels de soutien à l'industrie sucrière et rhumière martiniquaise, loin de la complexité des enjeux relatifs aux négociations internationales à venir, les planteurs (et surtout des petits planteurs) martiniquais tendent à voir dans la canne : « *un débouché stable et garanti* » à l'échelon du territoire ; même si certains se sentent menacés par le manque de viabilité économique de la SAEM du Galion. Ce sont surtout les colons de l'EAG, ainsi que cette dernière, qui sont les plus concernés par ce débouché, du fait de la quasi-exclusivité de livraison au profit de l'usine. Ce ne sont toutefois pas les seuls dont le devenir peut être compromis, faute d'usine : il en va de même pour les exploitations dont l'équilibre repose sur une forte part de livraisons en sucrerie, telles les exploitations Lareinty et Lapalun. Les autres, en particulier celles qui sont intégrées à la transformation rhumière, bénéficient d'une plus grande assurance de débouchés ; du moins au regard de la meilleure santé financière affichée par les entreprises de la filière rhum agricole. Différents scénarios, sont explorés au chapitre IX, incluant celui d'une fermeture du Galion, en explorant les voies de sorties pour ses fournisseurs. Au-delà de la question de débouchés, qu'en est-il de la viabilité des unités de production cannières ?

❖ *Des unités de production cannière affichant une grande diversité d'indicateurs économiques*

L'analyse révèle une grande diversité d'indicateurs économiques. Les calculs font apparaître des différences de marges significatives, selon la mobilisation des moyens de production. La rentabilité est plus facilement atteinte lorsque le planteur investit au maximum sa force de travail dans la culture, sans exigences extrêmes en termes de performances agro-technologiques. Par contre, ces performances déterminent directement le revenu disponible annuel. Celui-ci fait également l'objet d'une très grande amplitude selon la surface cultivée en canne.

La surface minimum retenue, permettant d'atteindre le seuil de viabilité (par référence au seuil social qu'est le SMIC) est, de l'ordre de : 3,5 ha pour le mode I (coupe effectuée à deux) ; 5,5 ha pour le mode II en prestation partielle et 14 ha en prestation totale ; des seuils dont la compatibilité avec la répartition des temps de travaux a été vérifiée. Au-delà des indicateurs économiques classiques, d'autres indicateurs ont permis de cerner des éléments de stratégies de ces unités de production familiales, notamment la productivité du travail et la productivité de la terre fort différents ; des éléments à réintroduire dans la synthèse sur la durabilité de ces unités, au chapitre X. La viabilité économique intègre également une notion d'autonomie financière, qui s'avère d'autant plus grande chez les petits planteurs que leur investissement en matériel est faible. Subsiste néanmoins une certaine dépendance par rapport à l'exploitation mère (EAG) ou à la distillerie, en termes d'avances pour les travaux de plantation ou les intrants.

Dès lors, ce chapitre VI montre que les conditions économiques de durabilité des unités de production, aussi importantes soient-elles, sont indissociables des conditions sociales de durabilité.

☞ *Concilier économie et écologie : vers une convergence d'intérêt ?*

Les incidences des pratiques des planteurs sur les plans écologique et économique semblent appelées à se rejoindre. Il n'y a pas d'opposition formelle entre les pratiques traditionnelles des petits producteurs et les pratiques intensives des grandes exploitations. La situation actuelle se traduit plutôt par un équilibre entre les différentes pratiques ; un équilibre non pas figé, mais évolutif. D'une part, la mécanisation s'étend sur toutes les exploitations, moyennant un rythme d'adoption spécifique à chacune : chez les petits producteurs, le ramassage mécanisé se généralise, tandis que sur les grandes exploitations, la tendance est à la mécanisation maximale de l'entretien et de la récolte. Entre les deux, les moyennes exploitations et les prestataires évoluent chacun à leur rythme. D'autre part, une convergence multiforme se dessine : entre les pratiques traditionnelles, autrefois connotées d'empirisme, mais généralement « écologiquement saines », et les pratiques modernes intensives, en phase avec les recherches de pointe. L'exemple des cultures intercalaires illustre cette évolution. Mais ne s'agit-il pas là d'une tendance lourde universelle ?

Les incidences économiques des pratiques sont relativement aisées à analyser à court terme. Il en est tout autrement pour les incidences économiques à long terme et pour les incidences environnementales, à quelque terme que ce soit. Le détour par un projet de société, afin de soutenir les pratiques préservatrices de l'environnement, semble incontournable. Il s'agit de valoriser les techniques et pratiques qui contribuent à la préservation des ressources naturelles, tout en allant vers la plus grande viabilité économique possible des unités de production cannière. De telles démarches peuvent converger progressivement, via la valorisation de la multifonctionnalité des exploitations agricoles. Cette convergence pressentie entre les conditions économiques et écologiques de durabilité pour la production cannière passe par le détour de la dimension sociale ; un détour également requis pour mettre en perspective l'analyse économique.

☞ *Une viabilité économique indissociable de la vivabilité sociale*

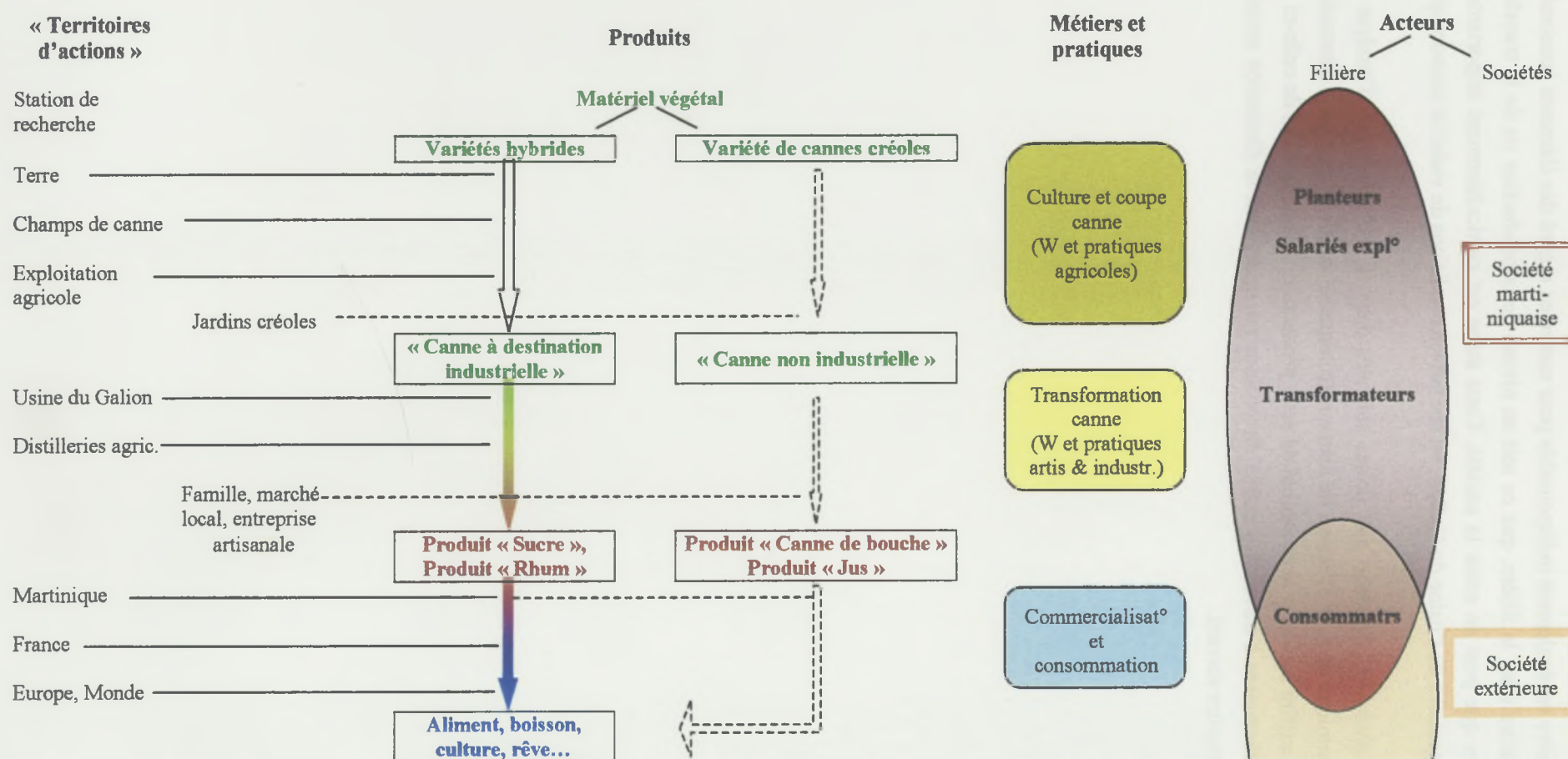
Analyser les conditions de durabilité des unités de production cannière, surtout celles de type familial, implique de croiser la notion de viabilité économique, étudiée dans ce chapitre, avec des critères de vivabilité sociale. Les concepts de seuils de surface (unité minimale de viabilité) ou de revenu optimum dégagé par la culture n'ont pas de sens en soit pour la durabilité d'une entreprise à caractère familial. Cette durabilité ne peut être pensée indépendamment de la stratégie et des objectifs du planteur. Ces derniers sont étroitement liés tant au coût d'opportunité du travail agricole, selon le contexte socio-économique actuel, qu'à la place et au rôle attribués à la canne, par le planteur, au regard de l'ensemble des revenus dans le fonctionnement du système famille-exploitation (ou de l'entreprise) ; ce qui implique le détour par l'analyse de la dimension sociale de la production cannière. Ce détour se justifie à plus d'un titre. Cerner l'importance des différentes combinaisons d'activités dans lesquelles s'inscrit la culture de la canne implique de comprendre, comme le disent Marie-Claude CASSÉ et Anne-Marie GRANIÉ (2000) pour la pluriactivité en général : « les représentations que les ruraux se font des lieux qu'ils habitent, la manière dont ils intègrent ces espaces de vie dans leurs projets, dont ils les transforment en ressources à la fois économique et symbolique » ; d'où la nécessité d'examiner les questions de perception et d'intégration du planteurs dans la société. L'analyse de la dimension sociale de la production

cannière est également indispensable pour mettre en regard des éléments économiques, tel le poids des aides dans la filière, que ce soit au niveau de la production ou de la transformation, avec la vision que peut en avoir la société. Cette étape est particulièrement importante pour cerner les perspectives de l'usine du Galion, vu ses faibles conditions de viabilité économique.

En conclusion, en écho aux points soulevés dans la problématique, l'analyse de la dimension économique de la production de canne martiniquaise confirme que cette dimension à elle seule ne peut suffire à assurer la durabilité de cette production. Les conditions de celle-ci sont à rechercher conjointement à travers les autres dimensions retenues, dont la dimension sociale, faisant l'objet du chapitre suivant.

Figure 26 : Multiplicité et réciprocity des liens relatifs à la dimension sociale de la production cannière

Vivabilité sociale des unités de production et des activités associées à la production de canne
(Perceptions et représentation des activités-acteurs-produits, relations non-marchandes à l'intérieur et à l'extérieur de la filière)



Réalisation : H. MBOLIDI-BARON

CHAPITRE VII – DIMENSION SOCIALE : DE LA VIVABILITE A LA DYNAMIQUE SOCIO-TERRITORIALE

Après avoir analysé les dimensions environnementale et économique de la production cannière, nous allons nous pencher, dans ce septième chapitre, sur sa dimension sociale. Il s'agit de décliner les aspects touchant à l'insertion des unités de production et de transformation dans les réseaux de relations non marchandes, à l'intérieur, de même qu'à l'extérieur de la filière canne. Ce faisant, l'analyse est élargie à l'articulation entre production et transformation, incluant des aspects non-marchands de la relation marchande. Ceci consiste à s'assurer que les activités de la filière permettent à ses acteurs l'accès à une vie satisfaisante, sur les plans professionnel et personnel.

Cette analyse des conditions sociales de durabilité de la production cannière, de même que pour les précédentes, se heurte à la difficulté de déterminer des critères de performance ; d'autant plus que les aspects sociaux relèvent d'appréciations subjectives, fonction du vécu de chaque acteur. Cette étape implique d'explorer les rapports liant réciproquement : acteurs (acteurs de la filière, sociétés martiniquaise et extérieure) - pratiques agro-industrielles - produits - territoires d'actions. Ceci passe par des questions de représentations, d'insertion sociale, d'organisation d'acteurs. Pour explorer cette multiplicité de relations (cf. fig. 26), les composantes retenues (cf. chap. I, p. 51) sont éclatées en huit indicateurs de durabilité, eux-mêmes décomposés en plusieurs *items* (cf. grille ci-après, tableau 81). Afin de satisfaire à leur analyse, un découpage en cinq sections est adopté pour le présent chapitre.

La première section lui sert de substrat, en présentant la composition ethnique de la société martiniquaise. Du fait de la construction historique du territoire, cette répartition communautaire constitue un bon révélateur de la trame sociale sur laquelle se tissent les relations à l'intérieur de la filière canne. La seconde section traite de la vivabilité sociale des activités agricoles : partant des questions de perceptions et de représentations des métiers de la canne, elle conduit à analyser l'insertion des acteurs agricoles dans la société aujourd'hui. La troisième section s'intéresse à la dynamique interne de la filière, en analysant le degré d'autonomie des acteurs, et à l'articulation entre production et transformation. La quatrième section nous amène à changer d'angle de vue : il s'agit de se pencher sur la contribution de la filière canne au développement durable du territoire, en terme de dynamique socio-territoriale, puis de s'interroger sur les rapports de la société martiniquaise à cette filière canne. La dernière section vise à faire une synthèse des conditions sociales de durabilité de la production cannière à la Martinique.

**Tableau 81 : Grille d'analyse des critères
socio-territoriaux de durabilité (C)**

Composantes	Indicateurs de durabilité	Items élémentaires	Unités de production	Unités de transformation	Territoire Martinique ou territoires de consommation
Vivabilité sociale des activités agricoles	C1 Perceptions et représentations des « métiers de la canne »	Perceptions passées et évolution (planteurs et ouvriers)	X		X
		Perceptions actuelles et engagement dans la culture	X		X
	C2 Insertion des acteurs agricoles dans la société	Coût d'opportunité du travail dans la canne (concurrence d'activités plus rémunératrices)	X		X
		Ethique et développement humain : pénibilité du travail, formation, qualité de vie	X		X
Dynamique interne de la filière : autonomie, organisation, articulation	C3 Dynamique du secteur agricole : relations intra filière	Autonomie entre planteurs (petits / grands)	X		
		Autonomie entre planteurs et autres acteurs (industriels, fournisseurs intrants, etc.)	X	X	
	C4 Pouvoir de négociation entre acteurs : articulation product°-transf°	Négociation des quantités par unité de transformation (orientation des livraisons)	X	X	
		Négociation des prix et de la qualité de la matière première	X	X	X
	C5 Acceptabilité sociale des aides	Répartition des aides à la production et à la transformation	X	X	X
Société, filière, territoire	C6 Contribution à la dynamique socio-territoriale	Emplois, stabilité sociale	X	X	X
		Insertion dans des réseaux non-marchands	X	X	X
	C7 Acceptabilité sociale des pratiques	Impact des pratiques agricoles	X		X
		Impact des pratiques industrielles		X	X
	C8 Regard sur les produits et structures industrielles	Rapports à l'usine du Galion et ses produits		X	X
		Rapports aux distilleries et au rhum agricole		X	X
		Dimensions identitaire et patrimoniale	X	X	X

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002 ; Adaptation méthode IDEA (VILAIN, 2000 ; BRIQUEL et al., 2001).

1. COMPOSANTES DE LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE ET POSITION DANS LA FILIÈRE

Forte aujourd'hui de 381 427 personnes (INSEE, 1999), la société martiniquaise n'a cessé de recevoir de nouveaux apports de population au fil des siècles. Cette première section vise à voir comment s'organise cet univers composite, à travers la présentation respective de chaque groupe ethnique, resitué dans la population résidant à la Martinique et dans la filière canne.

1.1. La population noire et métissée : les Martiniquais de couleur

La communauté des Martiniquais de couleur, estimée à 80% de la population, résulte du métissage plus ou moins poussé entre descendants d'Africains et colons blancs. L'arrivée des Africains, à la base de la population martiniquaise, s'est faite en deux phases (LIRUS, 1979 ; p. 18) : la première, celle de l'esclavage, dure de 1650 à 1820 ; la seconde, correspondant à l'immigration de « travailleurs libres », surtout originaires de la côte nord du Golfe de Guinée, s'étale de 1857 à 1864.

Par le passé, une distinction stricte séparait Noirs et Mulâtres, ces derniers étant issus du métissage direct entre Blancs et Noirs. Cette distinction est de plus en plus difficile de nos jours, en raison des multiples brassages. L'ancienne hiérarchie entre Noirs et Mulâtres a toutefois laissé des traces. Qui sont les Mulâtres ? L'historien Jacques ADELAÏDE-MERLANDE (1989 ; p. 26) explique que : « *Les libres de couleur –affranchis ou descendants d'affranchis, sont généralement issus d'unions irrégulières (au regard des normes de l'époque)¹ entre Blancs et femmes de couleur. [...] ils pâtissent de mesures discriminatoires et humiliantes introduites dans la pratique au cours du XVIII^e siècle (alors que le Code noir de 1685 prévoyait l'égalité entre affranchis et sujets libres du roi, tout en organisant l'esclavage)* ». Dans l'optique d'effacer les séquelles coloniales et d'obtenir plus de justice sociale, les Mulâtres s'attachent à conquérir le savoir, puis investissent la politique. Dès la fin du XIX^e siècle, la plupart des cadres politiques sont des Mulâtres (FREDJ, 1989, p. 24). « *Aux Blancs, le pouvoir économique, aux Mulâtres, le pouvoir politique* », disait-on. Actuellement, ils se caractérisent par leur forte implantation commerciale, surtout dans l'import.

Du milieu du XVII^e siècle au milieu du XX^e siècle, la population noire a pour l'essentiel été constituée de travailleurs agricoles et de cultivateurs. Tel n'est plus le cas aujourd'hui, notamment depuis l'exode rural des années soixante. Pour la grande majorité de la population noire et métissée, l'activité agricole n'est plus dominante : elle est remplacée par des activités dans le secondaire et le tertiaire (en rapport avec la répartition de ces secteurs dans l'économie territoriale, comme évoqué dans la problématique) : petits artisans ou industriels, commerçants, fonctionnaires, employés dans le privé. Reflétant l'évolution au sein de la population de couleur, la plus importante communauté de l'île, le secteur agricole n'emploie plus que 7% de la population active (IEDOM, 2001a). Cependant, la population noire constitue, jusqu'à nos jours, l'essentiel de la population rurale et du personnel ouvrier agricole, en particulier de la filière canne. Tel est aussi

¹ Juliette SMÉRALDA-AMON (2001 ; p. 244) rappelle que le Code noir (1685) interdit les unions officielles entre Noirs et Blancs.

le cas des petits planteurs, qu'ils soient propriétaires, locataires ou colons. Se retrouvent, parmi les moyens et même les grands planteurs, quelques (rares) Mulâtres ayant bénéficié d'un héritage foncier². L'émergence de la « bourgeoisie de couleur » a également conduit à faire de certains Mulâtres des propriétaires de distillerie, à l'exemple du fondateur des Rhums Clément³. Au sein de la filière contemporaine, la distillerie Neisson est « *la dernière distillerie artisanale mulâtre de l'île* » comme aime à le rappeler la responsable des lieux, Mme Claudine Vernant-Neisson⁴. Par contre, la distillerie Clément (désormais la première de la filière, quant à la production rhumière) constitue un exemple de transfert du patrimoine mulâtre au patrimoine de cette autre composante de la population que nous allons maintenant décrire, les Békés.

Auparavant, il importe dès lors de souligner que c'est aussi chez les Martiniquais noirs que se recrutent les ouvriers et techniciens des industries de transformation, dont certains sont parfois employés de père en fils au sein de la même entreprise. C'est également au sein de cette communauté que se trouvent la plupart des maîtres de colonne et maîtres de chai des distilleries ; témoignant du savoir-faire accumulé au fil des générations, fut-il au départ empirique.

1.2. La population blanche créole : le groupe à part des « Békés »

Les Békés (Blancs Créoles⁵) sont définis par l'ethnologue parisienne Edith KOVÁTS-BEAUDOUX (citée par CABORT MASSON⁶, 1999 ; p. 29) « *les individus de race blanche, nés à la Martinique, dont la famille a habité l'île depuis plusieurs générations* ». Estimée de nos jours à 3 600 - 4 000 personnes, cette communauté représente à peine 1% de la population martiniquaise. Elle est constituée des descendants des immigrants européens, venus s'établir à la Martinique au XVII^e siècle, à l'origine de la mise en place de l'économie de plantation : colons libres (marchands, fonctionnaires de l'administration royale ou des compagnies coloniales) et surtout « engagés », qui une fois leur contrat honoré, pouvaient à leur tour s'établir comme colons. Issus de diverses régions de France (très peu arrivent d'autres pays européens), il s'agit surtout de roturiers, de protestants exilés et de quelques repris de justice, explique Edith KOVÁTS-BEAUDOUX⁷ (1989 ;

² L'analyse de la transmissibilité inter-générationnelle permettra de revenir sur ces questions d'accès à la terre.

³ A propos de ce dernier, Danielle BÉGOT (1996) le cite comme un personnage « *qui a sans doute plus fait dans l'évolution des mentalités que l'émancipation de 1848* ».

⁴ Propos recueillis dans *le journal du siècle* : Claudine Vernant-Neisson, une vie enivrée par "Zépòl Karé". Disponible sur Internet. [Consultation en 2002]. URL : <http://mapage.noos.fr/pdominique/journal17.htm>.

⁵ Créole : terme venant du portugais criollo, transformé par les Espagnols, puis les Français, et découlant du verbe latin *criare*, qui signifie « élever, éduquer ». Ce mot sert pendant plusieurs siècles à désigner les descendants européens nés et élevés aux Antilles, en Guyane ou à la Réunion (SABBAH L., 2001) ; mais aussi les descendants d'Africains nés dans le pays, par différenciation avec ceux directement « importés » (ADÉLAÏDE-MERLANDE, 1989 ; p. 26).

⁶ Les études sociologiques sur les Békés sont extrêmement rares. Pour étayer la présentation de ce groupe, en plus de l'ouvrage de Guy CABORT MASSON (1999), nous nous appuyons, à la suite de cet auteur, sur les écrits de Edith KOVÁTS-BEAUDOUX (enquête psychosociale, dans le cadre d'un doctorat, intitulé « *Une minorité dominante : les Blancs créoles de la Martinique* »). Ces écrits complètent les éléments issus de notre expérience personnelle et professionnelle, ainsi que les témoignages recueillis, à l'intérieur comme à l'extérieur de la filière canne.

⁷ Cet auteur contribue par-là à lever la « mystification » relative au caractère prétendument aristocratique des « grandes familles » de la plantocratie martiniquaise (une aristocratie de couleur ?). En 1680, sur 3 102 Blancs recensés, seuls 29 étaient d'une noblesse prouvée.

p. 108). Cette population blanche se développe par vagues successives (aventuriers, militaires, etc.), mais sa proportion diminue avec la traite négrière. De puissantes fortunes se constituent, tandis que les inégalités se creusent, conduisant à une plus forte reconnaissance sociale de ceux qui s'étaient installés avec des capitaux importants ou de petits colons auxquels la fortune a souri.

Les grandes familles békées actuelles sont les héritières d'une classe de grands propriétaires terriens, implantée dans bien des cas avant 1713 : « *ces Messieurs de la Martinique* ». Ces grands planteurs fortunés se sont unis aux représentants de la haute finance et du grand négoce portuaire français pour fournir les importants capitaux requis par la reconversion sucrière au XIX^e siècle. Ils sont souvent les seuls actionnaires des premières usines. « *Grâce aux prêts des sociétés de crédit constituées, avec l'aide du gouvernement, sur la base des indemnités versées après l'abolition de l'esclavage, les usines se multiplient, et les dettes aussi. Les débiteurs malheureux sont souvent obligés de revendre leurs terres aux plus offrants, renforçant ainsi la concentration foncière* ». C'est de là que date l'opulence de quelques-unes des plus grandes familles békées actuelles (KOVÁTS-BEAUDOUX, 1989 ; pp. 108-109). Un fossé existe de la sorte entre les « grands Békés » et les « petits Békés » ou « Békés goyave ». Ces derniers sont les descendants des petits ou moyens colons, moins fortunés, nombre d'entre eux ayant dû céder leurs terres aux premiers. Guy CABORT MASSON (1999 ; p. 26) rapporte que, de nos jours, les Békés goyave vivent dans le sillage des grands Békés. Ils occupent des postes subalternes et techniques (régisseur, mécanicien, gardien), devenant souvent « *l'indispensable intermédiaire entre patron et ouvrier* » (KOVÁTS-BEAUDOUX, 1989 ; p. 113). Ils se retrouvent aussi dans l'artisanat et le petit commerce. S'il existe une ligne de partage social entre ces deux mondes békés, elle n'est toutefois pas hermétique, comme peut l'être celle qui sépare les Békés des Martiniquais de couleur.

L'une des caractéristiques fortes de la communauté békée est de vivre à l'écart des autres composantes de la population ; une situation qui découle de la forte segmentation raciale ayant eu cours à la Martinique, comme dans les autres îles de la Caraïbe, selon l'organisation de type apartheid en vigueur dans les plantations, comme le rappelle Maurice BURAC (2000). Cette ségrégation prend naissance, comme l'explique Jacques FREDJ (1989 ; p. 2), en réaction à l'aspiration des Mulâtres à l'égalité prévue par le Code noir. Face à la « menace » que représente pour eux ce groupe en pleine expansion, les Békés instaurent le principe de « pureté raciale ». Tout mariage entre les ressortissants de cette communauté et les autres, hormis les Blancs européens, est jusqu'ici inconcevable, faute d'exclusion des contrevenants par le groupe. Provocateur, Guy CABORT MASSON (1999 ; p. 220), parlant des grands Békés, affirme crûment : « *De fait, la caste Béké s'est maintenue en dehors, au-dessus des populations importées et métissées de force, poursuivant une illusoire pureté raciale à coups d'endogamies, d'intégrations de petits Blancs, d'importation "d'Aryens"...* ». Edith KOVÁTS-BEAUDOUX (1989 ; p. 113) précise que : « *[...] les stratégies de mariages ont sauvé les Békés en tant que groupe réel : en restant "entre soi" au plus haut niveau, on concentre ou recompose les fortunes, en "s'ouvrant" à des familles plus modestes, on étend le champ des relations et des solidarités* ».

L'éruption de la Montagne Pelée, en 1902, anéantit des milliers de Békés, mais aussi l'infrastructure et les agents du grand négoce traditionnel martiniquais. « *De nouvelles maisons de*

commerce devront être créées par les planteurs-usiniers eux-mêmes, qui étendront encore leur assise en concentrant dans leurs mains la production et le commerce. Les grands planteurs vont définitivement se faire grands négociants-importateurs. Certaines familles seront même les premiers agents d'une colonisation secondaire à la Guadeloupe par les Békés martiniquais » (KOVÁTS-BEAUDOUX, 1989 ; pp. 108-109). Ce redéploiement s'explique par la différence entre les îles sœurs, soulignée au chapitre II avec Jacques ADELAÏDE-MERLANDE (1989): contrairement à leurs homologues guadeloupéens, les grands Blancs martiniquais ont échappé aux rigueurs de la révolution française. Suite à cette divergence de destin, la Martinique présente la singularité d'avoir vu subsister la vieille structure de la plantation familiale, du fait de la résistance du capital local (CHIVALLON, 2000).

La préservation du patrimoine foncier représente pour ces derniers un double enjeu. Source de richesse accumulée lors des périodes glorieuses du sucre, il leur permet de faire face au déclin de l'industrie sucrière en s'ouvrant à d'autres secteurs, mettant à profit un réseau qui s'étend, comme le note le sociologue André LUCRÈCE (2000 ; p. 165), au système bancaire⁸. Ils se reconvertissent vers d'autres cultures, telle la banane, et investissent dans le secteur secondaire : immobilier, tourisme, grandes surfaces commerciales, import-export. Ils maîtrisent par-là une économie martiniquaise de plus en plus tournée vers la consommation et réalisent près de 70% du PIB de la Martinique, selon NICOLAS (1997). Cette assise économique est soulignée par Maurice BURAC (2001) en ces termes : « *Bien ancrée localement, forte d'une très grande cohésion, vu son petit nombre, pouvant compter aussi bien sur des capitaux propres que sur l'aide de l'Etat français, la plantocratie ne cessa jamais de contrôler le pouvoir économique martiniquais* »⁹. Ils s'ouvrent également sur la Guadeloupe et sur le reste de la Caraïbe, où ils multiplient les acquisitions foncières et les placements financiers, de même qu'en France et aux Etats-Unis (KOVÁTS-BEAUDOUX, 1989 ; p. 111). Grâce à un réseau¹⁰ socio-économique puissant et diversifié, cette petite minorité blanche a su se maintenir et prospérer à travers les siècles.

Tandis que les Békés goyave sont relégués dans des cultures à l'époque moins rentables que la canne et sur des surfaces réduites, les grands Békés dominent le secteur cannier, avec de vastes exploitations de 100 à 350 ha (KOVÁTS-BEAUDOUX, 1989 ; p. 108). La transmission de la terre en indivision leur permet de sauvegarder l'essentiel du patrimoine foncier détenu par les premiers colons. Dans les années soixante, la SAFER estime à 80% la part de la SAU détenue par les Békés (NÉLIDE, 1998). De nos jours, cette proportion se ramènerait à 60% de la SAU, selon Guy CABORT MASSON (1999 ; p. 243). Ce foncier est occupé par la banane, la canne, les savanes, auxquelles s'ajoutent les terres en jachère ou en friche. C'est dans ce groupe socio-ethnique que

⁸ La rétrospective historique a permis de voir le rôle majeur joué à ce propos par le Crédit foncier (prêt, hypothèque, etc.) ; un rôle mis en exergue notamment par Emile EADIE (1997).

⁹ Lamia OUALALOU (1999) va plus loin, en précisant que : « *Ces descendants des grandes familles de colons, qui ont assis leur fortune sur la canne à sucre grâce à l'esclavage, vivent aujourd'hui surtout de l'import-export et verrouillent l'économie de ces DFA* ». Ces propos font écho à certains points soulevés dans la problématique : de fait, les Békés n'ont aucun intérêt à voir se développer des productions locales, préférant profiter de la forte demande intérieure.

¹⁰ Parmi les diverses définitions de la notion de « réseau », retenons celle de LUCRÈCE (2000 ; p. 57) : « *Le réseau est l'ensemble des relations sociales solidifiées qui se constituent en structure informelle et dont le fondement est l'affinité* ».

figurent les responsables des grandes exploitations cannières et les représentants des grandes familles de distillateurs martiniquais. Mis à part la distillerie Neisson, les autres sont aujourd'hui toutes détenues par la population blanche, créole ou européenne ; cette dernière faisant l'objet du paragraphe suivant. Cet ensemble représente plus des trois quarts du tonnage annuel de canne.

1.3. Une population blanche européenne croissante : les « Zorèys »

A côté de la population noire et métissée, et de la communauté békée, se trouvent les expatriés européens, d'origine française essentiellement. Ils se répartissent entre : les fonctionnaires (employés de l'administration, enseignants, gendarmes, séjournant deux à quatre ans), les plus nombreux, et les autres (commerçants, importateurs, professions libérales), « *tentés par l'installation en terre caraïbe* » (HARDY, 1989 ; p. 123). Plusieurs dénominations se réfèrent à ces ressortissants. Est qualifié en créole de « Zorèy » : « [...] *le Français de passage, un sans terres, fonctionnaire en général ou commerçant, de plus en plus artisan industriel. Il devient "Vyé Blan" lorsqu'il finit par s'allier aux Métis pour faire souche au pays* » (CABORT MASSON, 1999 ; p. 26). Depuis une dizaine d'années, l'appellation « Zorèy », en usage également à la Guadeloupe et à la Réunion, tend à être remplacée par celle de « métropolitain » ou, plus familièrement, de « métro »¹¹.

Combien sont-ils ? Une interrogation à laquelle il est difficile de répondre, vu l'absence de statistiques fiables, comme s'en étonne le journaliste Yves HARDY (1989 ; p. 122). « [...] *peu importants quantitativement avant 1968, leur nombre ne cesse d'augmenter avec la politique d'assimilation* » (LIRUS, 1979 ; p. 19). En actualisant les estimations de HARDY (1989 ; p. 123), sur la base d'enquêtes, le nombre de Français peut être estimé à un minimum de 20 à 40 000 personnes actuellement (en intégrant les quelque 5 000 militaires en poste). Ils représentent près de 10% de la population résidant sur le territoire martiniquais. La majorité d'entre eux occupe des places de choix dans les sphères publique et privée. Cette situation n'est certes plus exclusive. La démocratisation de la desserte aérienne des Antilles françaises, depuis la fin du monopole d'Air France, en 1986, a favorisé l'arrivée sur le sol martiniquais d'« *un public de routards et de jeunes exclus* », précise Daniel BASTIEN (1989 ; p. 130). Certains occupent des « petits boulots », allant de la vente diverse sur les plages aux emplois d'ouvriers, dans l'agriculture, le bâtiment, etc. La communauté européenne tend à se « prolétarianiser », certains venant accroître la classe des « nouveaux pauvres »¹². Toutefois, cette tendance reste moins importante que l'afflux de fonctionnaires ou de cadres. L'embauche de ces derniers est favorisée par la communauté békée,

¹¹ Ce glissement sémantique masque la susceptibilité des uns et des autres. Traduit-il l'imprégnation « assimilationniste » dans ces régions ultra-périphériques ou le malaise latent qui règne entre la communauté Zorèy et celle des Noirs ? Les fréquentes hésitations dans la communication quotidienne, en France ou à la Martinique, sont révélateurs de la difficulté à choisir la terminologie appropriée (pour ménager les susceptibilités, ne pas risquer l'« étiquetage » ou se conformer au « socialement correct »?). Ce problème de positionnement lexical est parfois contourné en parlant : soit des « Français », terme adopté au sein d'une certaine couche d'intellectuels noirs (de même que dans la présente thèse, en dépit de ses limites « légalistes ») ; soit, surtout chez les jeunes, des « Blancs », sous-entendu Européens non-Békés.

¹² André LUCRÈCE (2000 ; p. 55) rapporte que 25% de la population reçue par l'APEX, association qui lutte contre l'exclusion à la Martinique, sont des Français. La misère n'est-elle pas réputée plus douce au soleil ?

majoritaire au sein du grand patronat martiniquais, au détriment d'Antillais de couleur diplômés¹³, souvent contraints à l'exil. Les Français bénéficient aussi, pour leur intégration, d'un « réseau » de ressortissants bien établis. Cependant, ils tendent à vivre repliés sur eux-mêmes. Yves HARDY (1989 ; p. 131) conclut que : « *L'impression prévaut d'un fossé se creusant entre métros et Antillais [sous-entendu de couleur], d'une profonde incompréhension entre les deux communautés. Au-delà des mots, perdurent les attitudes racistes ou les comportements arrogants d'un côté, les frustrations accumulées et l'agressivité rentrée de l'autre. Jusqu'à quand ?* ». Au-delà de cette interrogation, la « ghettoïsation » des Français n'empêche pas leur implication croissante dans la filière canne.

Au sein de cette dernière, concernant l'encadrement, les Békés sont généralement secondés par des Français pour les entreprises leur appartenant. Pour les distilleries passées sous l'emprise de groupes nationaux, la configuration inverse est de mise, avec des dirigeants français secondés par des petits Békés. Dans tous les cas de figure, les ressortissants français occupent, aux côtés des Békés, une place privilégiée dans la structuration de la filière canne – en termes de capitaux notamment – et, plus encore, dans la filière rhum agricole¹⁴ ; tandis que le savoir-faire, nous l'avons mentionné, repose fortement sur la communauté noire¹⁵. L'analyse de la structuration sociale de cette dernière, abordée dans la troisième partie, permettra de voir le rôle joué par ces différentes communautés dans la construction de l'AOC Martinique.

1.4. Les autres communautés : Coolies, Syriens et autres

Parmi les autres composantes de la société martiniquaise, la communauté indienne, dont la venue à la Martinique est étroitement liée à la canne, mérite un développement particulier. Ceux que l'on nomme localement les « Coolies » sont les descendants des Indiens amenés sous contrat dans ces îles Caraïbes que Christophe Colomb a prises – « *paradoxe de l'histoire* », comme le note Daniel BASTIEN (1989 ; p. 116) – pour les Indes originelles. Ils viennent en général du Comptoir français de Pondichéry et appartiennent au groupe linguistique des Tamouls.

Rappelons que, suite à l'abolition de l'esclavage en 1848, les « habitants », menacés dans leurs intérêts, recourent à l'immigration indienne, préférée à l'immigration « congo » (africaine), en raison du risque politique représenté par cette dernière. « *L'Indien, espérait-on, n'étant ni de la même race ni de la même religion et ne parlant pas la même langue, éviterait tout rapprochement*

¹³ Cette situation a notamment été dénoncée lors de la grève déclenchée à RFO en juin 2000 : « *Toutes les administrations, aux Antilles, sont dirigées par des cadres métropolitains (Trésor, DDE, Education Nationale, Préfecture, Impôts, Douanes). Les cadres martiniquais sont rares et se comptent sur les doigts d'une main. Cela n'a l'air de gêner personne, mais il est clair que ce genre de situation, héritée de l'ère coloniale, ne peut perdurer... Nous, nous demandons maintenant la parité au niveau de la distribution des postes de cadre, et il y a des métropolitains qui pensent comme nous !* » (Madinina web, 2000). Le Président de la République française a d'ailleurs été interpellé sur cette situation par le bâtonnier Marie-Alice ANDRÉ-JACCOULET (2000 ; p. 4), soulignant la frustration qui en résulte.

¹⁴ Signalons que dans le paysage industriel de la filière canne, l'usine du Galion est la seule à être dirigée par des cadres de couleur, spécificité à mettre en relation avec son statut de SAEM, détenue à 80% par les collectivités territoriales.

¹⁵ La détention quasiment par un seul homme des secrets de fabrication du rhum Grand arôme au sein de l'usine du Galion, jusqu'à ce jour, est une brillante (dangereuse ?) illustration de ce savoir-faire détenu par la communauté noire.

avec les Noirs et ferait cause commune avec les propriétaires »¹⁶. Les « habitants » espèrent ainsi maintenir l'économie de plantation, alors que les anciens esclaves désertent les habitations. Après quelques années, les travailleurs noirs réalisent que l'arrivée des contractuels indiens dessert leur cause : ceux-ci sont instrumentalisés par les planteurs, d'une part, comme briseurs de grève et auxiliaires contre les Noirs ; d'autre part, aux fins d'une saturation de l'offre de travail et d'un maintien des bas salaires. Cette manœuvre est vécue comme d'autant plus frustrante qu'elle s'inscrit, après l'euphorie de l'abolition, dans une reprise en main de la force de travail coloniale. Partant de cette concurrence économique, les Coolies¹⁷, bien qu'arrivés « libres » à la Martinique, se voient rejetés au bas de l'échelle sociale par les Noirs ; un rejet renforcé par le fait qu'ils assurent une tâche honnie par ces derniers, synonyme de leur condition servile passée. De ce rejet par les Noirs du travail dans les champs de canne, découlent les représentations qui y sont associées ; un point essentiel développé dans la seconde section de ce chapitre. En dépit du mépris dont ils ont longtemps fait l'objet, les Indiens, tout en restant attachés à leurs coutumes et valeurs ancestrales sont désormais co-producteurs de la culture créole. Leur métissage avec les Noirs favorise grandement leur intégration. De nos jours, forte de quelques dizaines de milliers de personnes, la communauté indienne se concentre sur la côte atlantique, au Nord-Est (BASTIEN, 1989 ; p. 116). Dans cette région, certains de ces ressortissants sont employés dans des entreprises de la filière canne, surtout à des postes d'ouvriers ou de cadres techniques.

Les autres communautés, d'immigration plus récente, sont principalement celles des Asiatiques (Chinois) et de ceux que l'on nomme les Syriens. Ces derniers sont pour la plupart des Libanais ou des Palestiniens. Constituant un groupe assez fermé, ils se consacrent au commerce (bijoux, tissus, vêtements). S'y ajoutent les « semi-métros » : des juifs pieds-noirs, originaires du Maroc ou de la Tunisie (HARDY, 1989 ; p. 130), centrés sur les affaires en tout genre. Arrivées progressivement à la Martinique alors que le déclin de la canne était déjà bien entamé, ces autres communautés ont surtout investi le secteur du commerce et n'interfèrent que peu avec la filière canne.

1.5. Une stratification socio-ethnique héritée de l'histoire de la canne

Les paragraphes précédents aident à mieux comprendre le fonctionnement de la société martiniquaise et celui de la filière canne : ces fonctionnements qui trouvent leurs origines dans la civilisation de la canne et du sucre, ce qui apparaît dès le chapitre II. Quel Martiniquais n'a pas, dans sa généalogie, quelqu'un ayant travaillé dans la canne, le sucre ou le rhum ? Toutefois, ces ancêtres n'ont pas tous connu la canne sous le même jour. La société martiniquaise contemporaine est fondée sur une forte stratification, reproduisant le schéma de la société esclavagiste, décrit par

¹⁶ Gerry L'ETANG. *Vini wè Kouli-a*. Anthropologie d'une chanson créole. Disponible sur Internet. [Consultaiton en 2001]. URL : <http://kapeskreol.online.fr/anthologiechansoncreole.htm>. Citation de Christiane LUGSOR, 1980. L'immigration indienne à la Martinique. Mémoire pour la maîtrise d'histoire. Paris, Université Paris X, p. 39.

¹⁷ Cette dépréciation s'exacerbe à travers l'appellation créole « Kouli ». Probablement d'origine tamoule (kuli), l'expression signifie « salaire » et, par extension, « salarié ». Elle désigne les travailleurs aux revenus précaires (dockers, manœuvres, tireurs de pousse, journaliers agricoles, etc.), puis l'émigration de travail partant de l'Inde. Un glissement sémantique s'opère dans les colonies, où le terme de Coolie s'impose pour désigner tout originaire de l'Inde. Il y prend une connotation dépréciative, en rapport avec le statut dégradant des nouveaux arrivés (d'après L'ETANG).

l'ethnologue Jean BENOIST (1983) : (i) d'un côté, se trouve une minorité endogame, qui constitue l'élite, détient la plupart des terres, contrôle toute la production et assure par-là la bienveillance du pouvoir français ; (ii) de l'autre côté, se trouve une masse de travailleurs, maintenus dans un état de pauvreté extrême (engagés, esclaves ou, plus tard, descendants d'esclaves), constituant une force de travail abondante et disciplinée. Cette stratification se double d'une différenciation ethnique, du fait d'un préjugé de couleur toujours vivace. Partant d'« *une mathématique particulière* », instaurée par le Code noir (EADIE, 2001a), ce préjugé est entretenu par le système politique et contribue à maintenir les rapports de force. Le schéma se résume ainsi, selon la sociologue Lydia ORLAY (2001 ; p. 302) : le Blanc au rang le plus élevé de l'échelle sociale ; le Mulâtre dans la situation intermédiaire ; le Noir, relégué au bas de l'échelle, remplacé par la suite par le migrant indien. Ce constat d'une stratification socio-ethnique, toujours d'actualité, initie une triple réflexion : (i) sur le fonctionnement de la société martiniquaise ; (ii) sur la transposition de ce fonctionnement à la filière canne ; (iii) sur la construction identitaire du territoire.

D'une part, le poids de l'histoire se concrétise par un ensemble de règles et de conventions qui encadrent et régulent le fonctionnement social, selon des effets « communauté » qui influent sur les stratégies des acteurs sociaux. Ces paragraphes consacrés à la composition ethnique de la société martiniquaise font écho aux éléments brossés dans la problématique. Ils amènent à approfondir le constat des fréquents conflits sociaux dans ce territoire (comme dans les autres DOM). Certes, le dépérissement du respect de la norme juridique n'est pas propre à la Martinique. De ce point de vue, la spécificité de cette dernière vient plutôt de l'exiguïté du milieu insulaire, comme le souligne Marie-Alice ANDRÉ-JACCOULET (2000 ; p. 2). Cependant, des rapports de force marqués par une forte « ethnicisation » s'instaurent régulièrement au sein des conflits, vu la superposition entre enjeux socio-économiques et stratification ethnique. Du partage des fruits du travail, les revendications passent à des enjeux identitaires, « *où les notions de dignité et de reconnaissance sociale sont mises en avant* », constate André LUCRÈCE (2000 ; p. 28). Il s'ensuit une atmosphère sociale de plus en plus électrique. Ce même auteur retient que « *les conflits atteignent désormais une intensité, une fréquence et des formes inédites dans le passé* » (p. 27).

Après avoir vu l'influence de l'histoire de la canne sur la stratification et le fonctionnement de la société, notre réflexion se poursuit sur la répercussion de cette situation sur le fonctionnement de la filière canne contemporaine. Cette dernière est sujette à la même stratification socio-ethnique que l'ensemble de la société martiniquaise (et peut-être même à une stratification plus marquée). Se posent alors plusieurs questions : quelles perceptions et représentations ont développé ces communautés du travail de la canne, compte tenu du processus de hiérarchisation sur lequel elles reposent ? ; le type de conflits observés à l'échelle territoriale se répercute-t-il au sein de la filière ? De même, il s'agit de comprendre les rapports établis entre la société et la filière canne ; rapports dépendant de la trame sociale historique et pouvant influencer à divers titres sur la durabilité de la culture. Ce questionnement nous ramène à la conclusion du chapitre III : nous y avons souligné que la filière canne martiniquaise bénéficie d'une image de « filière calme », « bien organisée ». Avec peu de mouvements sociaux internes, elle affiche auprès du public et de l'administration un certain esprit de coopération et de cohésion. Celui-ci contraste en apparence avec le climat social plus houleux qui caractérise les autres secteurs économiques de la Martinique.

En analysant dans ce chapitre la dimension sociale de cette filière, il s'agit aussi de voir s'il n'existe pas des formes d'organisation spécifiques qui permettent de désamorcer les conflits ; peuvent-elles constituer un handicap ou un avantage en matière de durabilité ?

La troisième réflexion à laquelle conduisent les paragraphes précédents concerne la construction identitaire du territoire Martinique. Blancs, Noirs, Indiens : au-delà de la stratification qui s'instaure entre ces groupes, leur regroupement au sein d'un territoire fait de celui-ci un lieu de rencontres multiples. A travers le processus de « créolisation », la société martiniquaise se trouve réunie dans un patrimoine commun, accessible à chacun. Là encore, la plantation de canne est féconde, génératrice de culture : chants de travail, danses ponctuant la coupe, usages et coutumes se développent autour et à partir de la canne. Cependant, *« le dialogue des cultures se faisait dans le contexte du rapport hiérarchique des classes, et par contrecoup, la hiérarchie des classes devenait une hiérarchie des cultures »* (BENOIST, 1975). La Martinique se trouve de la sorte face au « paradoxe créole », qui associe *« [...] la contrainte sociale la plus forte (impérieuse domination de classe, redoublée à l'époque de l'esclavage par une différence de statut juridique, elle-même prolongée par une distinction persistante par l'apparence et/ou l'origine) avec une grande fluidité culturelle »* (BERNABÉ et al., 2000 ; p. 13). Ce paradoxe amène le Martiniquais à s'interroger sans cesse sur son « identité ». Prosaiquement, l'identité peut être définie comme l'ensemble des attributs qui font qu'une chose ou une personne est bien telle chose ou telle personne déterminée. De façon plus précise, nous nous y référons de la façon dont l'emploie la sociologue Julie LIRUS : l'identité désigne *« l'ensemble organisé de sentiments, de représentations, de connaissances, de souvenirs et de projets se rapportant au soi, c'est à dire à la personne psychologique, agissante, se connaissant et se sentant au monde »* (LIRUS, 1979 ; p. 10). Quand se pose la question de l'identité du Martiniquais, il est sous-entendu qu'elle ne se pose que pour la communauté noire (dite de couleur), engagée dans une lutte collective d'affirmation de soi ; une situation qui se répercute à maints égards - comme nous le verrons au cours de ce chapitre, mais aussi dans la troisième partie - sur certaines des conditions de durabilité de la canne à la Martinique.

Partant de « la civilisation de la canne », la culture créole donc reflète la création d'un « produit » fondamentalement nouveau, irréductible à la somme de ses composantes. C'est ainsi que les conceptions d'Edouard GLISSANT et de Jean BENOIST se rejoignent d'une certaine façon dans la créolité. La fécondité de celle-ci, comme l'exposent Jean BERNABÉ et al. (2000 ; p. 14) tient à *« la puissance de ces forges terribles qui ont broyé la diversité pour mieux en extraire un suc à la fois particulier et universel, apte à combler l'autochtone aussi bien que l'humanité tout entière »*. Cette métaphore, qui ramène au suc de la canne, ne préfigure-t-elle pas la contribution à la dynamique et à la cohésion socio-territoriale que l'on peut être en voie d'attendre de cette production ? Elle nous ramène à notre hypothèse de travail et, plus précisément, à la valorisation du rôle de la canne dans la construction identitaire du territoire. Cependant, si la société martiniquaise s'est construite autour de la canne, cette construction repose sur des contradictions jusqu'ici non résolues. Comment cette situation se répercute-t-elle sur les conditions sociales de durabilité de la production cannière, à commencer par la vivabilité sociale des activités agricoles ?

2. PLANTEURS ET OUVRIERS DE LA CANNE : QUELLE VIVABILITE SOCIALE ?

Cette seconde section a pour objectif d'analyser la vivabilité des activités au sein de l'unité de production cannière. Partant des questions de représentations ayant trait aux tâches réalisées pour la culture de la canne (coupe et autres travaux), nous sommes amenés à nous interroger sur l'insertion des acteurs concernés dans la société.

2.1. « Travailler dans la canne » : des représentations évolutives

Le segment de la production agricole étant le socle de la filière, il est important de comprendre comment se sont constituées les représentations relatives aux métiers de la canne, en vigueur dans la filière contemporaine, en partant du vécu de l'homme de couleur martiniquais. Vu les conditions dans lesquelles la canne a été introduite et développée à la Martinique, mises en exergue dans la rétrospective historique, on peut penser que ces questions de représentations ne sont pas anodines. D'elles, dépendent la façon dont la société martiniquaise perçoit la filière canne, ainsi que, quelque part, le soutien politique à cette filière, mais aussi l'engagement de ses acteurs directs. Les plus concernés sont les ouvriers agricoles et les petits producteurs, les deux statuts ayant longtemps été étroitement associés. De fait, les questions de représentations sont susceptibles d'interférer sur la durabilité des exploitations ayant recours à des salariés, comme des petites exploitations familiales. Il s'agit surtout de cerner les facteurs explicatifs de l'évolution des représentations ayant cours, afin de voir en quoi elles peuvent influencer sur la durabilité de la production cannière.

2.1.1. Blessures d'origines et représentations héritées du système esclavagiste colonial

Comprendre les représentations relatives à la canne en cours de nos jours nécessite de partir du vécu de l'esclave, puis de suivre les perceptions transmises dans la société post-esclavagiste auprès de la population de couleur¹⁸. Une référence à la situation cubaine permet de s'interroger sur le rapport entre idéologie et perceptions collectives, quant à la reproduction des anciens schémas.

a) Violence physique et symbolique : la canne, « instance de malheur et de mort »

De très nombreux auteurs ont témoigné de la vie des esclaves dans les champs de canne. A titre d'illustration, une référence peut être faite à quelques écrits d'observateurs passés ou d'auteurs contemporains. En remontant à l'époque de l'esclavage, il est intéressant de citer le témoignage du révérend Père du Tertre (cité par Guy CABORT-MASSON, 1999 ; p. 81) : *« Je remarque trois choses qui rendent le travail des esclaves extrêmement fâcheux. La première est la chaleur du pays. La seconde est l'humeur des commandeurs qui les frappent à la moindre fantaisie qui leur prend, ce qui rend le travail insupportable. De là vient qu'ils meurent d'une infinité de fièvres dont on ne connaît pas la maladie. La troisième est ce qui rend leur travail le plus pénible à mon avis, c'est l'infructuosité de ce travail, car ils savent bien que toutes les sueurs vont au profit du*

¹⁸ Le développement qui suit dans cette sous-section ne concerne que cette communauté, ce qui est sous-entendu dans la suite du texte afin de ne pas l'alourdir. Pour les grands planteurs, ressortissants de la communauté blanche (créole ou européenne), les questions de représentations comme freins à leur engagement dans la canne ne se posent bien sûr pas.

maître et quand ils leur amasseraient des montagnes d'or, il ne leur reviendra rien jamais et quand ils vivraient des siècles entiers et qu'ils travailleraient davantage qu'ils ne le font, ils ne retireraient pas un sou de profit de toutes leurs peines... ». L'écrivain Raphaël CONFIAIT (1996) retient que : « *La canne à sucre a été vécue pendant trois siècles comme l'élément qui a permis d'ensauvager la vie du nègre, de le réduire à l'état de bête. Il faut savoir qu'une plantation de canne à sucre exige le travail ininterrompu de 4 heures du matin jusqu'à 16 heures, sous un soleil de trente degrés* ». Et le poète Aimé CESAIRE (1983 ; p. 35) de se souvenir : « [...] *l'odeur-du-nègre, ça fait pousser la canne, rappelez-vous-le-vieux-dicton : battre-un-nègre, c'est le nourrir [...]* ». Raymond RELOUZAT (1998), chercheur à l'Université Antilles-Guyane, au GEREK, poursuit : « *La canne à sucre apparaît dans l'imaginaire populaire comme une instance de malheur et de mort qui est tantôt intériorisée comme réalité diabolique (élaborée) du maître, en tant qu'elle doit être extirpée comme une racine, tantôt extériorisée comme le corps souffrant de l'esclave réel, en tant qu'il doit être broyé par le système* ».

En conclusion, se fait une association directe entre la violence physique et symbolique subie par les Noirs et la canne : le déracinement de milliers d'hommes et de femmes de la terre-mère africaine, l'abrutissement au travail, les traitements inhumains et les tortures, la dévalorisation jusqu'à l'annihilation des non-Blancs. Comment, au-delà de ce tableau de souffrances, le rapport du Noir antillais à la canne a-t-il évolué après l'abolition de l'esclavage, de même que la perception qu'il en a ? Quelle comparaison peut être faite entre anciennes « îles à sucre » ?

b) Une revalorisation idéologique à Cuba : la canne, fierté nationale

La perception de la canne et de ses métiers évolue de façon spécifique dans une île comme Cuba. Michèle GUICHARNAUD-TOLLIS (2001) analyse cette évolution à travers la poésie militante de Nicolás Guillén. La canne y est tout d'abord présentée comme reliant tout un peuple à son passé, à ses racines. Le tableau de souffrances de l'esclave sur la plantation, comparable dans toutes les anciennes îles à sucre ayant connu le système esclavagiste, se retrouve dans le poème « Caña ». Puis, est dénoncée l'agressivité de l'impérialisme nord-américain, parallèlement aux déchirures et blessures que connaît le Cubain sur sa propre terre. La révolution cubaine se traduit par une forte revalorisation de la canne, comme symbole de la fierté nationale. Cette revalorisation est profondément ancrée dans la conscience collective et se retrouve dans la perception de la canne transmise par la poésie de Nicolás Guillén, dès les années trente, comme l'explique Michèle GUICHARNAUD-TOLLIS (2001) : devenue par la suite « *ferment identitaire par excellence, métaphore du peuple en armes, la canne combative s'élève vers la lumière et le Soleil pour célébrer les chants de la Révolution* ». La transmutation est permise par l'idéologie de la révolution cubaine : « *Source de vie, de peines, de drames et de sanglots, la canne s'érige aussi comme une flèche pointée vers un ciel porteur d'avenir et d'espoirs, ceux-là mêmes que chante et exalte la Révolution* ». Qu'en est-il de cette possibilité de transmutation dans les anciennes « îles à sucre françaises », après l'abolition de l'esclavage, puis la départementalisation ?

c) *Une transmutation inopérante dans les DOM : la canne, « culture de miséreux »*

Toute différente est l'évolution à la Martinique. Raphaël CONFIANT (1996) explique que « pendant l'esclavage, le rythme était maintenu à coups de fouet. Après l'abolition, c'était par le chantage au salaire ». Comment s'est opéré un tel glissement dans la façon de maintenir le Noir dans la canne ? Après l'abolition, des mesures sont prises pour ramener les anciens esclaves dans les plantations, un lieu déserté pour la ville ou les mornes. Emile EADIE (1997) et Lydia ORLAY (2001 ; p. 301) rappellent comment, dans les années suivant l'abolition de l'esclavage, les autorités s'efforcent d'assurer le maintien du personnel sur les habitations. Elles combinent coercition et persuasion. Les moyens coercitifs passent par une réglementation du travail : tout Noir non-détenteur d'un titre de propriété ou ne pouvant justifier d'un emploi est passible d'une peine. Sous prétexte de vagabondage, ce système permet de multiplier les amendes, convertibles en journées de travail (arrêté Gueydon, 10 septembre 1955). Les moyens persuasifs consistent à récompenser les « bons » travailleurs par des médailles et autres mentions honorables. En stimulant l'influence modératrice des travailleurs récompensés, ce système favorise le maintien de l'ordre établi au sein des habitations. Ces procédures y entretiennent une atmosphère peu valorisante, tandis que les ouvriers nouvellement libres restent sous l'emprise de leur patron et ancien maître. Parallèlement, « l'institution de lourds impôts fonciers étaient de nature à décourager les nouveaux libres, ce qui pouvaient les inciter à rester à la disposition du grand domaine » (BURAC, 2000 ; p. 102). Cette combinaison de moyens ne relève-t-elle pas d'un néo-esclavagisme ?

L'ambiance de la plantation dans la société post-esclavagiste, notamment durant les années trente, est mise en scène de façon poignante par Raphaël CONFIANT (1994 ; 1999) dans ses récits : « Commandeur du sucre » et « Régisseur du rhum ». L'intensité et la pénibilité de travail perdurent. Les travailleurs végètent dans une grande misère, qu'ils soient Nègres Créoles, Indiens ou Nègres Congo : « Maudition de la canne. Maudition de la coupe sans jamais s'arrêter pour interroger le ciel ou entrevisager un compagnon de misère. Maudition de la sueur, de la chaleur, des fourmis rouges, de la gratelle [...]. Maudition de père en fils à laquelle n'échappe que de rares bougres nés coiffés. [...] ce qu'il gagnent, c'est juste "un petit argent sale" [...]. Tout juste de quoi acheter deux livres de morue salée, une roquille d'huile, une musse de tafia et un paquet de cigarette Méliá » (CONFIANT, 1994 ; p. 61). Le maintien de la hiérarchie socio-économique va de pair avec l'emploi des enfants dans les petits ateliers, appelés « petites-bandes » (*ti-bann*), pour les menus travaux sur la plantation : mise en place des boutures en terre (plantation en carreaux bombés), épaillage avant la récolte, ramassage des tiges oubliées par les amarreuses (forme première du glanage), épandage du fumier ou de l'engrais ; autant de tâches peu payées, dans lesquelles les enfants esquivent leur santé, entrant en concurrence avec la scolarisation, et contribuant au « maintien du nègre dans la canne ».

Par conséquent, si la condition d'esclave fait place à celle de salarié après 1848, le travail de la canne reste synonyme de travail forcé. Le passage au statut de petit planteur (colon, voire propriétaire) ne représente qu'une illusion de changement, répondant à la nécessité pour les anciens maîtres d'établir de nouveaux rapports : « La solution la plus fréquente est le colonat partiaire, contrat qui fait de l'ancien esclave une sorte de métayer. Ainsi la hiérarchie sociale se

maintient-elle au-delà de l'esclavage », comme l'explique Jacques FREDJ (1989 ; p. 24). Maurice BURAC (2000) resitue la formalisation du colonat dans son contexte historique : « *Garantir le bon fonctionnement de la plantation, en réduisant le champ d'action des planteurs libres, en codifiant le colonat partiaire, en poursuivant une politique d'engagement des colons, en maîtrisant totalement l'espace-plantation, tout en recherchant le meilleur coût social à partir de la départementalisation, telles sont progressivement les orientations de l'aristocratie foncière dans les colonies antillaises* ». Le maintien de la stratification socio-économique dans ces « nouveaux » rapports de production après la départementalisation conduit à une frustration croissante des petits planteurs. C'est ce qu'illustre un poème du Guadeloupéen Sonny RUPAIRE (1982), précisément intitulé « Kann », mettant en scène un petit planteur dans les DFA des années soixante.

[...]

Nou bouré tè, siyonné tè,
planté kann, sèklé kann,
dépayé kann, angréyé kann,
koupé kann, maré kann, lèvé kann, chayé kann,
vann kann an-nou ba misyé-la.

Misyé-la pézé daré an-nou anlè balans a'y
Misyé-la kalkilé richès a daré an-nou;
Misyé-la ban-nou lajan i té vlé pou daré an-nou.

E lé nou sévi toutmoun adan,
Nou fé nèy !

Wonm a kann an-nou a pa richès pou nou.
Nèy!
Bagas a kann an-nou a pa richès pou nou.
Nèy!
Mélas a kann an-nou a pa richès pou nou.
Nèy!
Zékim a kann an-nou a pa richès pou nou.
Nèy!
Swè a kann an-nou a pa richès pou nou.
Nèy!
Soufwans a kann an-nou a pa richès pou nou.
Nèy!

Apré, misyé-la ka vann ban nou a pri i vlé.
E nou boké !

[...]

Extrait de « Kann ».
Sonny RUPAIRE (1982 ; pp. 43-44)¹⁹.

[...]

Labourée la terre, sillonnée la terre,
plantée la canne, sarclée la canne,
dépaillée la canne, engrée la canne,
coupée la canne, attachée la canne,
soulevée la canne, transportée la canne,
vendue notre canne au monsieur

Notre travail, pesé sur la balance du monsieur
La richesse de notre travail, calculée par le monsieur
L'argent reçu pour notre travail, celui que le
monsieur a voulu nous donner

Et une fois payé tout le monde,
il ne nous reste rien !

Le rhum de notre canne
une richesse qui ne nous profite pas !
La bagasse de notre canne
une richesse qui ne nous profite pas !
La mélasse de notre canne
une richesse qui ne nous profite pas !
L'écume de notre canne
une richesse qui ne nous profite pas !
La sueur de notre canne
une richesse qui ne nous profite pas !
La souffrance de notre canne
une richesse qui ne nous profite pas !

Après, nous achetons chez le monsieur
au prix par lui fixé

Et nous sommes piégés !

[...]

(Traduction personnelle, avec la gracieuse
collaboration de Frédérique PRUDENT)

Cet extrait poétique traduit l'amertume du petit planteur, qui n'a aucune emprise sur son vécu ; faisant écho au mécontentement qui entache leurs rapports avec les usiniers, comme abordé dans

¹⁹ Écriture créole préconisée par le GEREC, Groupe d'études et de recherche en espace créolophone (UAG).

l'historique, avec LOUIS-JOSEPH (1987). Passer du statut d'ouvrier à celui de petit planteur n'est pas perçu comme gratifiant. Demeure « l'infructuosité »²⁰ du travail dans la canne. Cette dernière enferme le petit planteur dans un cercle infernal, jusqu'à ces années soixante : elle le maintient sous la tutelle économique du Béké et contribue à enrichir davantage ce dernier.

2.1.2. Facteurs socio-économiques après l'esclavage : des « courroies de transmission » ?

Partant du vécu physique, psychique et socio-économique des travailleurs noirs, de la société esclavagiste à la société post-esclavagiste, quelles sont les perceptions et représentations associées à la canne et à ce qui l'entoure à la Martinique, à l'aube du XXI^e siècle ? Comment ces images se sont-elles transmises ? Afin de répondre à ces questions, les paragraphes suivants s'intéressent à la relation de l'homme de couleur martiniquais au travail. Ce faisant, un détour est effectué par le « marronage », avant de s'arrêter sur les représentations liées à la culture de la banane. L'objectif est de dégager des éléments de compréhension quant à la façon dont les représentations influent sur les conditions sociales de durabilité d'une culture, en terme d'engagement humain.

a) Le marronage : le refus de la fatalité

Dans la Caraïbe, le marronage désigne « l'acte de fuir la plantation où règne l'ordre esclavagiste » (LUCRÈCE, 2000 ; pp. 39-42). Par cet acte, le Nègre marron, le rebelle, affirme son désir de liberté dans un monde qui la lui refuse. Il exprime un non au travail forcé, manifestant son opposition à l'idée que la seule loi du monde soit celle de l'esclavage. Traqué, le Marron se réfugie sur les mornes ou dans la ville. Pour survivre, son mode subtil de résistance s'appuie sur des stratégies de ruse. Il fonde de la sorte une culture du secret. Dans le grouillement des villes, les sociétés antillaises voient naître la pratique souterraine du « job »²¹. Ce système informel de travail, mis en scène par Patrick CHAMOISEAU (1986), est né du compromis opéré par le Marron avec la société policée. Avec la connivence de son nouveau patron qui se garde de contrôler les origines de son ouvrier, un contrat oral définit les conditions de travail (LUCRÈCE, 2000 ; p. 50).

Après l'esclavage, cette culture du marronage continue de fonctionner dans les sociétés caribéennes, tant dans les stratégies collectives qu'individuelles. Avec la prise de conscience croissante de l'être colonisé, s'appuyant sur des analyses telle celle de Frantz FANON (1975), l'image du Marron est progressivement réhabilitée, de même que celle de la « culture du marronnage ». Elle se perpétue de nos jours et s'exprime dans la modernité. « *Culture de l'en-dehors, elle prend distance avec toute institution. Dans la société esclavagiste ; habitation, police, administration. Dans la société moderne : l'entreprise, la police, l'administration [...]* », explique André LUCRÈCE (2000 ; p. 45). Nous rejoignons également cet auteur (2000 ; p. 51) lorsqu'il considère que le job constitue une survivance du marronage, une dissidence avec laquelle les

²⁰ Empruntant ce terme au révérend Père du Tertre (cité par Guy CABORT-MASSON, 1999 ; p. 81), nous définissons par-là le fait que le fruit du travail ne bénéficie pas à celui qui s'y adonne.

²¹ Un job peut être défini comme une activité réalisée de manière aléatoire, en termes de durée et de fréquence, et généralement non déclarée. Les ressources financières qui en découlent sont de fait très variables et peuvent être combinées de nos jours avec des allocations de type RMI.

autorités doivent composer. Il conforte l'identité par l'exercice d'un métier, constitue une source de revenu, évite le basculement dans la précarité et la déviance. A ce titre, il constitue un mécanisme de régulation sociale. Nous verrons plus loin comment cette institution du job a pu trouver un espace d'expression dans la culture de la canne chez les petits planteurs. Mais à l'origine, il s'agissait précisément de fuir l'espace de l'habitation, de fuir la canne.

b) De la déconsidération au désengagement : une répulsion atavique pour le travail

Dans la société post-esclavagiste de la Martinique, s'est transmis un système de représentations hostiles au travail de la canne, au travail de la terre, puis au travail tout court. Augustin COHIN (1979 ; p. 284, cité par ORLAY, 2001 ; p. 301) relate de la sorte le rapport au travail des nouveaux libres : « [...] un grand nombre de Noirs se refusent au travail, gagnent la montagne, et regardent la liberté comme le droit de ne rien faire [...] ». Ce refus du travail, dont l'idée est pendant longtemps inséparable de la servitude, tient surtout au fait que le travail mis en œuvre pour la culture de la canne, et le travail en général, garde les caractères du travail forcé. Il correspond à ce que Michel LOUIS (2000 ; pp. 47-48) désigne par « *Production pour l'Autre (le dominant)* »²². A cet état de fait, tient pour une bonne part « [...] la faible productivité du travailleur nègre aux Antilles dans la production pour l'Autre, que l'on attribue généralement aux niveaux des coûts, mais qui ressortit aussi à une forme de répulsion atavique à travailler pour le Béké, de résistance ».

Tant et si bien que le Martiniquais (sous-entendu, le Noir) adopte vis-à-vis du travail de la canne et du travail en général une attitude de rejet, de détachement, voire de déresponsabilisation ; ne travaillant pas pour lui, sa famille ou son pays, mais « pour le Béké ». Comme le rappelle EADIE (2001b), une phrase qui traduit cet état d'esprit est : « *Man kay travay ba Bétjé-a* » (*Je vais travailler pour le Béké*) ; dès qu'il s'agit de partir au travail. Cette tendance est-elle linéaire ?

c) Une différence fondamentale avec la banane : une diversification réussie

Au regard des perceptions associées à la canne, il est intéressant de passer en revue celles associées à la banane. Des différences sont induites, selon les rapports à cette culture, sur le plan psychologique, liées à ses retombées socio-économiques. A *contrario* de la canne, la culture intensive de la banane, bien que destinée également à alimenter le marché d'exportation, repose sur des bases totalement différentes, qui font qu'elle n'est pas perçue comme une « production pour l'Autre ». Tout d'abord, elle bénéficie de l'ancrage de la banane plantain (culture vivrière) dans le patrimoine culinaire martiniquais : celle-ci fait partie de la vie quotidienne de l'esclave et constitue, avec le manioc, un élément fondamental de son alimentation, rappelle le journaliste Pascal MARGUERITE (1994). A l'origine, la banane est avant tout cultivée « pour soi » et représente un espace de liberté. Son adoption en culture intensive est favorisée par cette perception initiale : « [...] la banane, dans l'esprit de l'esclave, est l'un des rares éléments non assujettis au

²² « production de type capitaliste où le patron se comporte en général comme un gérant d'habitation, qu'il soit béké ou non, et le salarié comme travaillant pour ce béké ».

bon vouloir exclusif du maître. Aujourd'hui, nous dirions qu'elle est – dans le contexte colonial – un "espace de liberté" pour l'Homme martiniquais. C'est important pour comprendre la réussite de la diversification bananière, parce que cela veut dire que la banane, dans l'esprit et la mentalité locale, n'est pas associée à l'esclavage comme le sucre et le rhum. Et que donc, faire de la banane, travailler la banane, c'est être un homme libre, agir comme un agriculteur gérant "sa" terre, "son" exploitation » (MARGUERITE, 1994). A cette dimension fortement symbolique, s'ajoute le fait que la banane favorise l'émergence sociale du petit planteur. L'ancien député de la Martinique, Victor Sablé, en témoigne : « Du point de vue historique, des quantités de gens - que j'ai connu cultivateurs, coupeurs de cannes avec des sacs de jute pour habits et le coutelas en bandoulière, ou ramasseuses de cannes - sont devenus des petits planteurs de banane. Et c'est pour cette raison, qu'ayant gagné de l'argent et s'étant ainsi "libéré" du Béké, je dis que l'émergence de la production bananière a été une véritable révolution sociale » (propos cités par MARGUERITE, 1994)²³. C'est grâce à la banane, à partir des années trente, que se crée dans les campagnes une petite bourgeoisie paysanne.

En conclusion, le contexte socio-économique aux alentours des années soixante propre aux filières canne et banane conduit à des perceptions divergentes. La banane est tout à la fois espace de liberté et vecteur de promotion sociale. Elle est à ce titre l'exact opposé de la canne, qui reste précisément synonyme de servilité et antinomie de toute perspective de promotion sociale ; des perceptions valables tant pour les ouvriers de la canne et, plus encore, pour les petits planteurs. Au-delà des aspects économiques déterminants²⁴, ces différences contribuent à expliquer l'essor pris par la banane, parallèlement au déclin de l'industrie sucrière à partir des années soixante.

d) De la volonté farouche de « fuir la canne » aux stéréotypes actuels

La dernière génération ayant connu l'esclavage a transmis des perceptions prescrites par le système esclavagiste, associant canne et souffrance, ainsi que canne et infructuosité du travail : le Martiniquais de couleur se sent toujours dépossédé du fruit de son labeur, du fait du maintien des rapports de domination après l'abolition de l'esclavage. De nouvelles opportunités s'ouvrent pour les Noirs, alors que le contexte socio-économique évolue avec la départementalisation. La banane se développe et offre une alternative supplémentaire à la canne, tant pour les petits producteurs que pour le personnel agricole. La canne devient résolument synonyme d'échec. Pour accéder à un rang social enviable, il faut s'éloigner de tout ce qui rappelle le passé esclavagiste : fuir la canne, fuir la terre, être fonctionnaire. Cette conquête de la fonctionnarisation s'est largement réalisée au détriment de la plantation de canne (ORLAY, 2001 ; p. 303). Le cheminement de celui qui a pu fuir la canne est illustré par l'écrivain Joseph ZOBEL, né en 1915, dans son célèbre roman autobiographique « La rue Cases-Nègres », écrit en 1950²⁵. Il y décrit son enfance dans la

²³ Entretien du 30 juin 1994 avec Victor Sablé, surnommé en son temps « le député de la banane ». Représentant pendant plusieurs dizaines d'années les intérêts de la banane et des petits planteurs en particulier, professionnellement d'abord et politiquement ensuite, comme député.

²⁴ Une famille peut bien mieux vivre avec 3 ha de banane qu'avec 3 ha de canne.

²⁵ Réédité en 1974.

Martinique des années trente et témoigne de la « volonté farouche » de sa grand-mère, travailleuse de plantation, qui lui permet d'avancer sur le chemin de la promotion sociale, grâce à la scolarisation. Jusqu'aux années soixante, il était courant de dire à un enfant paraissant peu studieux : « *si ou pa ka travay lékòl, ou ké alé an ti-bann* » ou bien « *ou ké alé an kann* » (*si tu ne travailles pas à l'école, tu iras dans les "petites-bandes" ou tu iras dans les cannes*). La menace sonnait comme un glas : « *Tous ceux qui ne font rien à l'école tombent dans la canne* » (CONFIANT, 1994 ; p. 49). L'école est alors considérée comme un « *moyen pour les enfants des classes défavorisées d'entrer pleinement en relation avec le monde* », permettant « *d'éviter l'enfer des cannes à sucre* » (LUCRÈCE, 2000 ; p. 99). Ceux dont la famille est récemment « sortie » de la canne ont d'autant plus de mal à y retourner, car ce retour est perçu comme une « régression ».

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, tandis que les luttes syndicales permettent d'améliorer les conditions de travail sur la plantation, la revalorisation des salaires dans les DOM touche également au secteur agricole. Tandis qu'une frange de plus en plus infime de la population travaille encore dans la canne, une scission s'opère peu à peu entre les « *représentations archaïques autour de la plantation* », pour paraphraser Lydia ORLAY (2001), et le vécu quotidien. N'étant plus totalement en phase avec le réel, ces représentations ne se muent-elles pas en stéréotypes ? Ayant longtemps souffert d'une image dévalorisante dans les DOM, entretenue au fil des générations durant plus de cent cinquante ans, la canne a du mal à s'en défaire ; de même que le travail de la terre en général. Alain GRILLON-SCHNEIDER (1987 ; p. 10) se fait l'écho de la société de la fin du siècle dernier, en rappelant que « *[...] de nos jours, il est beaucoup plus rassurant pour les parents d'orienter leurs enfants vers une carrière administrative, bureaucratique ou commerciale plutôt que vers un métier de la terre* ». Ce qui peut aujourd'hui être qualifié de préjugés et de stéréotypes négatifs, véhiculés par le travail de la terre, et de la canne en particulier, conduit jusqu'ici au rejet de cette dernière²⁶. Ce rejet anachronique peut être rapproché, bien qu'à des échelles différentes, de celui de la culture du seigle en Corrèze, « *[...] qui rappelle de façon encore trop épidermique la misère du début du siècle* », souligne Yves MICHELIN (2001 ; p. 125).

Pourtant, la comparaison des perceptions relatives à la canne et à la banane laisse entrevoir une ouverture : lorsque les retombées du travail sont significatives sur le plan socio-économique, lorsque l'acteur a le sentiment de mieux maîtriser son destin, n'y a-t-il pas possibilité d'un engagement plus conséquent de sa part ? ; la perception dévalorisante qui a pu être généralisée au travail ne tend-elle pas à s'estomper, comme cela s'est manifesté dans le secteur bananier, à partir des années trente ? Cette différence introduite par la valeur concrète du travail vaut-elle au sein de la filière canne ? Les paragraphes suivants apportent des éléments de réponse à ces questions, en suivant l'évolution des représentations au sein de cette filière, selon la position des acteurs.

²⁶ Un rejet qui se ressent, jusqu'à un certain point, quel que soit le niveau du poste occupé au sein de la filière par des Noirs, dont certains, techniciens ou cadres, fut-ce dans le secteur industriel, peuvent s'entendre dire jusqu'à aujourd'hui par le « Martiniquais moyen » : « *Tousa diplom ou trapé, sé an kann ou ka travay !...* » (Avec tous les diplômes que tu as décroché, c'est dans la canne que tu travailles !...).

2.1.3. Problème d'engagement dans la culture de la canne : un frein à sa durabilité ?

Il s'agit ici d'affiner les questions de représentation dans la filière contemporaine (étant entendu que l'analyse se situe toujours au sein de la population de couleur ; principalement des ouvriers et des petits planteurs). L'objectif est de cerner en quoi l'évolution des représentations (ou au contraire leur caractère figé) peut influencer sur les conditions de durabilité de la production cannière.

a) Planteurs de canne et ouvriers, aujourd'hui : deux fonctions, deux connotations

Si le secteur agricole est réputé jusqu'à nos jours peu attractif pour les Martiniquais de couleur, notamment les jeunes, des nuances méritent d'être apportées. Outre l'attrait différent selon les spéculations, évoqué ci-dessus, une distinction est à faire entre le statut des acteurs. Pendant longtemps, les statuts d'ouvriers et de petits planteurs (surtout colons) se sont superposés, même si de tout temps, être planteur représentait un statut social bien plus valorisant, comme le montre CONFIANT (1994). De nos jours, la différence est nettement perceptible entre les deux statuts. Posséder de la canne, que ce soit en tant que colon, locataire ou, mieux, propriétaire, confère une certaine position dans la filière, ainsi que dans la société en général. Cette perception rejoint celle rattachée à l'accession à la terre : « *A la limite, la terre n'est qu'une carte d'identité d'homme "libre", une volonté historique d'être un individu* » (CABORT-MASSON, 1999 ; p. 102).

Il existe par ailleurs des différences de perception entre le personnel ouvrier, selon la fonction. Les coupeurs (pour les plants, mais plus encore pour la récolte proprement dite) ont toujours pâti d'une image peu valorisante. Il en va de même pour la tâche de désherbeur, du fait de sa pénibilité mais aussi de sa nocivité, qui fait qu'elle est peu louée au sein des ouvriers eux-mêmes. A contrario, les chauffeurs d'engins agricoles bénéficient d'une certaine aura, d'autant plus grande selon le type d'engins. Si les connotations diffèrent selon la fonction, le métier de coupeur mérite un développement spécifique, vu les conséquences qui en découlent sur le fonctionnement des exploitations –sachant que le petit planteur est aussi un coupeur sur sa propre exploitation, le dénigrement de cette fonction n'est pas sans incidence, en retour, sur la sienne.

b) Du dénigrement de la coupe à la difficulté de trouver des coupeurs

Plus que toute autre, la tâche du coupeur est longtemps restée associée à une très grande pénibilité de travail, à l'image de l'ouvrier agricole illettré, à un travail « sale » (surtout en canne brûlée) et peu rémunéré : c'est la traduction d'un échec social, corroboré par le préjugé de couleur et la stratification socio-ethnique de la société martiniquaise. « *Même les rares instituteurs noirs des villages n'étaient pas aussi noirs que les hommes qui coupaient la canne [...]* », relève l'écrivain Joseph ZOBEL (1987 ; p. 82). Ce dénigrement n'est pas spécifique à la Martinique, mais perdure aussi à la Guadeloupe et à la Réunion. Marcel DORIGNY (1999) raconte à ce propos l'anecdote suivante : « *un réalisateur voulait tourner un film à la Réunion sur l'esclavage et aucun figurant ne voulait avoir le rôle du planteur* » [sous-entendu, petit planteur-coupeur de canne]. Ce même dénigrement empêchait parfois les travailleurs de la canne, à la Martinique, d'afficher ouvertement leur métier. Dans cet ordre d'esprit, vers les années soixante, la honte d'être employés

dans les champs de canne du Béké poussait les Samaritains²⁷ à partir travailler dans les communes du Centre (Lamentin, Ducos). Se faisant, ils cachaient soigneusement leur coutelas dans du papier journal, afin de dissimuler leur véritable profession et « *garder la face* » dans leur commune.

Dans une société martiniquaise de plus en plus occidentalisée et tournée vers les loisirs, les jeunes acceptent difficilement de travailler dans la canne, d'autant moins pour la coupe, tâche encore dénigrée. Cette situation se répercute sur la difficulté à trouver des coupeurs. A la Réunion, ces problèmes de personnel pour la coupe de la canne sont peut-être encore plus cruciaux : « *Les bras viennent même à manquer de nos jours, si bien que le préfet de La Réunion doit parfois ordonner des réquisitions de main-d'œuvre* »²⁸. Les planteurs enquêtés à la Martinique témoignent de cette difficulté : les demandes auprès de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) restent souvent vaines ; hormis les coupeurs habituellement employés sur les exploitations, rares sont les demandeurs d'emplois à briguer de tels postes. Le fait de postuler est parfois seulement symbolique ; histoire d'en référer à l'ANPE et de continuer à toucher les indemnités de chômage. Il arrive que de jeunes postulants s'attellent à la coupe, mais ils abandonnent souvent au bout de quelques jours, découragés par la pénibilité de la tâche. A ce problème, sont confrontés tant les grands et moyens exploitants employant des coupeurs salariés, que certains petits producteurs. Le problème se pose toutefois avec une acuité différente, selon l'importance de la surface et les modalités d'embauche. Les plus grands acteurs sont davantage contraints au respect de la législation du travail, comparativement aux seconds, de par leur organisation. Traditionnellement, ils sont pourvoyeurs d'emplois formels pendant la semaine de campagne pour des coupeurs qui valorisent leur force de travail sous forme de jobs auprès de plus petits acteurs le week-end²⁹.

Face à la « pénurie » de coupeurs martiniquais, nombre de grandes et moyennes exploitations sont contraintes de faire appel à des saisonniers venant de la Caraïbe : leurs équipes de coupeurs sont renforcées par des ressortissants de Sainte-Lucie ou d'Haïti, majoritaires surtout pour la récolte³⁰, entre février et juin, voire jusqu'en juillet. Ils étaient évalués à 300 environ par campagne il y a cinq ans, selon les estimations des planteurs (LUCRÈCE, MANUEL, 1997 ; p. 3). Un tel recrutement extérieur au territoire, même s'il est aujourd'hui revu à la baisse, reflète l'évolution classiquement observée dans toute contrée où l'élévation du niveau de vie engendre une désaffection de la population pour les tâches physiques les plus pénibles ; celles-ci sont de plus en plus occupées par des immigrés, originaires de contrées au niveau de vie moins élevé. Alors que l'urbanisation s'étend à l'ensemble du territoire martiniquais, les aptitudes aux tâches rurales ne sont plus transmises aussi bien que par le passé ; contrairement à ce que l'on observe encore dans les îles

²⁷ Habitants de la commune de Sainte-Marie.

²⁸ Extrait de « Des petits métiers et des hommes », *Le journal de l'île*. Op cité.

²⁹ Il n'y a toutefois pas de stratégies définies selon des fourchettes de surface fixes. Divers cas de figure se rencontrent (se rencontraient ?) : de la déclaration du personnel saisonnier sur de petites structures (surface en canne < 5 ha) – relativement rare –, à l'embauche d'équipes de coupe « au noir » au sein de structures plus importantes (surface > 10 ha), voire chez certains prestataires de services. Toutefois, ces stratégies ne sont guère viables, surtout la seconde ; ce dont témoignent les difficultés financières de deux ou trois anciens prestataires.

³⁰ Des nuances s'observent toutefois selon les régions : dans le Sud (Trois-Rivières, Rivière-Pilote), les Martiniquais sont à ce jour plus nombreux que les autres travailleurs caribéens sur les exploitations cannières.

anglophones voisines. Les planteurs témoignent d'une grande différence d'aptitudes au maniement du coutelas aujourd'hui entre un jeune Martiniquais et un jeune Sainte-Lucien ou Haïtien ; une différence bien moins marquée il y a une trentaine d'années. Toutefois, cette tendance lourde, liée à l'évolution du niveau de vie, n'est-elle pas accentuée à la Martinique, comme dans les autres DOM, par l'image « surannée » encore associée au métier du coupeur de canne ? Le photographe David DAMOISON, coauteur d'un ouvrage sur les travailleurs de la canne et le Galion (DAMOISON, CONFIANT, 2000), témoigne de son sentiment : « *Ce fut un choc culturel. J'avais l'impression que ces photos auraient pu être prises il y a vingt ou soixante ans [...]. Le temps paraissait révolu, sans changement* ».

Le recours au personnel immigré implique des surcoûts pour les planteurs, liés à l'immigration, l'hébergement, le transport quotidien. Les procédures administratives n'ont cessé de s'alourdir durant la dernière décennie, exacerbant les difficultés pour l'embauche de personnel immigré. L'acquisition de titres de séjour de longue durée vient assouplir les procédures ; une démarche vers laquelle les Haïtiens se sont très tôt tournés³¹. Leur emploi a de fait été favorisé ces dernières années sur les exploitations cannières. Les coupeurs sainte-luciens s'inscrivent à leur tour, de plus en plus, dans une telle démarche, meilleure garante d'embauche. Certains d'entre eux ayant acquis la nationalité française, ils s'inscrivent désormais comme personnel permanent de quelques exploitations. Certains postulent même au statut de planteurs-métayers (colons de l'EAG). Quoi qu'il en soit, cette proportion de salariés originaires d'autres îles de la Caraïbe fait écho au dénigrement dont pâtit encore la coupe de la canne à la Martinique. Toutefois, ce recrutement extérieur tend à diminuer depuis la fin des années quatre-vingt-dix, suite au développement de la mécanisation de la coupe, actuellement répandue sur plus de la moitié des surfaces en canne.

c) *Une adhésion différente selon le mode de coupe*

Une différence d'adhésion du personnel martiniquais s'observe, selon le mode de coupe (les différents modes ayant été présentés au chapitre IV). La coupe à la pile, pour la confection de boutures, rencontre davantage de suffrages que la coupe en grande longueur (à la toise ou à la tonne), pour la récolte proprement dite. Cette préférence des Martiniquais pour la coupe des boutures pourrait tenir, selon les éléments recueillis auprès des planteurs, au mode de paiement et à l'organisation du travail. La coupe à la toise ou à la tonne, pour la récolte, se traduit par de très fortes disparités de salaires entre coupeurs, selon le rythme de chacun. Les meilleurs salaires sont le plus souvent perçus par les Sainte-Luciens³².

³¹ La proximité de Sainte-Lucie par rapport à la Martinique peut constituer une piste explicative à cet état de fait (à 30 km de la Martinique, contre plus de 1 000 km pour Haïti) : les Sainte-Luciens peuvent plus facilement rentrer chez eux à l'issue de chaque campagne (voire en cours de campagne). Cependant, nombreux étaient les Haïtiens à travailler en situation irrégulière, jusqu'à l'« ouverture » de la procédure d'acquisition de titres de séjour, depuis deux-trois ans.

³² Dès 1983, Canne-Union souligne la différence de rythme des coupeurs entre régions : « [...] un coupeur de cannes, travaillant manuellement, récolte 18 tonnes par jour en Australie, alors que la moyenne en Martinique est de 4 tonnes ». Cette différence s'expliquerait par la technique de coupe - alors qu'à la Martinique, la coupe se fait tige par tige, en Australie, elle se fait quasiment par touffe (avec en outre la spécificité du coutelas dit « australien ») -, mais aussi probablement par les conditions socio-économiques propres à chaque région.

Au contraire, pour la coupe de plants à la pile, la tâche journalière est constante et le salaire, fixe. Ce mode de paiement contribuerait à encourager les coupeurs martiniquais dans cette pratique³³. De plus, la coupe de plants à la pile peut bénéficier d'une image plus positive : elle ne requiert pas de brûlage préalable, tout en paraissant moins pénible ; les cannes sont généralement plus jeunes, moins hautes, donc moins difficiles à couper ; l'organisation sociale de la coupe à la pile implique un travail en binôme (un coupeur et une « amarreuse »)³⁴. Cette organisation confère au chantier de coupe une dimension plus conviviale, voire joyeuse, ce qui en augmente l'attrait. Cette préférence affichée des Martiniquais pour la coupe à la pile laisse supposer que ce n'est pas forcément le travail de la canne en soi qui « fait fuir ». Cela laisse à réfléchir tant sur les modes de rémunération de la coupe à la récolte (développés au chapitre VI, du point de vue de l'employeur), que sur les conditions de travail.

En conclusion, l'histoire de la Martinique, comme des autres DOM, s'est traduite par une perception dévalorisante du travail dans la canne, à l'origine de laquelle se trouve une double cause : d'une part, un rappel des humiliations de l'époque esclavagiste, encore très présente dans la mémoire collective, de façon consciente ou non ; d'autre part, la perpétuation d'une situation d'infructuosité pour les travailleurs de la canne, au-delà de l'abolition de l'esclavage. La départementalisation, qui s'est traduite par une élévation du niveau de vie au sein du territoire, a vu se conforter ces perceptions, muées progressivement en stéréotypes. En sus des questions économiques, les représentations propres aux (petits) métiers de la canne, et relevant parfois de l'atavisme, ont jusqu'ici constitué un handicap en termes de vivabilité et d'équité sociale : difficultés de recrutement de personnel, surtout pour la coupe ; frein à l'installation et l'engagement de nouveaux planteurs dans la production (surtout de petits planteurs, amenés à effectuer la coupe à l'échelon familial). Selon la rémunération qui peut en être attendue et la pénibilité du travail, le frein psychologique tend à s'atténuer, alors que la situation du marché du travail reste délicate à la Martinique. Ces éléments laissent à penser que, en dépit de la lourde charge historique de la canne, si la dimension économique est suffisamment incitative, elle peut constituer un stimulant puissant pour un plus fort engagement humain dans cette production ; une réflexion qui ne peut faire l'impasse des alternatives au travail dans la canne.

2.2. Insertion des acteurs dans la société, éthique et développement humain

Au regard des précédents constats, afin de cerner les conditions sociales de durabilité de la production cannière, il importe d'analyser les conditions d'insertion des travailleurs de la canne dans la société contemporaine. Ceci implique de considérer les alternatives économiques offertes, tant agricoles que non-agricoles, y compris les opportunités liées aux mesures sociales. En relevant quelques indices des mutations sociales, une réflexion est amorcée quant aux voies qui s'ouvrent pour pérenniser cette production, en différenciant personnel d'exploitation et petits planteurs.

³³ Inversement, cette définition stricte de la tâche pour la coupe à la pile peut être perçue comme une contrainte pour des coupeurs sainte-luciens. Plus habitués à une coupe à la toise ou à la tonne, ils la jugent plus rémunératrice, selon leur rythme de travail. En cas de coupe à la pile, certains Sainte-Luciens peuvent effectuer une double tâche dans la journée.

³⁴ L'amarrage, opération visant à attacher les paquets de canne, est traditionnellement dévolu aux femmes.

2.2.1. Personnel d'exploitation : évolution des opportunités économiques

Les paragraphes ci-après se penchent sur l'évolution des alternatives au travail sur les exploitations cannières depuis la départementalisation. Ce faisant, ils visent à voir si la dimension sociale de la production constitue toujours un frein à l'adhésion du personnel agricole.

a) *Des alternatives plus attractives : quelle évolution depuis la départementalisation ?*

Le mouvement d'assimilation à la France, amorcé en 1946 avec la départementalisation, entraîne un rattrapage social graduel. Cette politique sociale se traduit par des hausses de salaires, tout en augmentant les opportunités de promotion pour la population rurale. Le SMIC a fait l'objet d'une revalorisation progressive à la Martinique, comme dans les autres DOM, jusqu'à son alignement sur celui de la France en 1996. Alors que les salaires étaient revalorisés dans tous les secteurs économiques, pourquoi les travaux sur les unités de production cannière étaient-ils encore jugés peu attractifs – en plus des questions de représentations précédemment évoquées ? Christian DEVERRE (1997 ; p. 29) rappelle que : « *Cet accroissement du nombre de salaires rémunérés sur la norme métropolitaine, voire sur-rémunérés dans le cas des fonctionnaires, rend socialement beaucoup moins tolérables les difficiles conditions de vie des travailleurs de la canne au sein du système de plantation* ». De plus, les travaux sur la plantation continuent pendant longtemps à pâtir d'un double inconvénient : d'une part, celui de la rémunération à la tâche et de la pénibilité (surtout pour la coupe) ; d'autre part, le problème de fidélisation liée à une activité saisonnière, pour un personnel trouvant par exemple dans la banane une rémunération étalée sur l'année, synonyme de pérennité ; une situation dont nous verrons plus loin l'évolution.

Alors que les ouvertures en matière d'emplois se multiplient à partir des années soixante-soixante-dix, toute alternative semblait préférable au maintien sur l'habitation cannière, pour les salariés agricoles. Tant et si bien que la politique sociale a conduit à des mesures dont les applications se sont révélées perverses pour le développement de l'agriculture. Les moyens et grands planteurs sont unanimes à souligner la concurrence entre la coupe de la canne et les opportunités offertes par les mesures sociales³⁵. Ainsi en va-t-il du RMI, dont le montant mensuel varie de 380 € (2 500 F) à plus de 1 067 € (7 000 F), suivant la situation familiale. Le fonctionnement des travailleurs relève d'une rationalité, qui se justifie dans le contexte territorial³⁶. Pour les jeunes en particulier, les prestations sociales, et surtout le RMI, constituent une source de revenu plus facile d'accès que la coupe de la canne ; un revenu qu'ils peuvent compléter par divers jobs. Cependant, ce constat est de plus en plus à nuancer.

³⁵ Un employé de l'ANPE nous expliquait comment certains « stages » mis en place dans les années quatre-vingts pour les femmes en zones rurales ont contribué à la désertion des champs. Ces stages (cuisine, couture, etc.), payés au SMIC et plusieurs fois renouvelables, étaient bien plus attractifs que le travail agricole à la tâche, sous les intempéries.

³⁶ Les déviations fonctionnelles face à ces mesures seraient plus fortes dans les DOM qu'en France, dans la mesure où il s'agit de régions insulaires, exiguës, avec de forts taux de chômage. De plus, la relation de la population à l'administration est telle, que la justification de cette dernière est surtout alimentaire. Ce manque d'engagement profond du peuple martiniquais dans la représentation de l'administration dont il dépend peut favoriser aussi une stratégie commune visant à détourner à son profit des lois dont l'application n'a pas été adaptée aux spécificités de la région (BARON, JOET, 1999).

Au regard des représentations passées, opposant systématiquement, d'une part, le travail dans la canne, d'autre part, l'école et sa suite attendue, à savoir le fonctionnariat, la situation a fortement évolué au sein de la société martiniquaise. L'école n'y est désormais plus perçue comme un « lieu de salvation » : « Elle est aujourd'hui vécue comme un lieu de conformisme, dont l'efficacité en termes de débouchés vers l'emploi est de plus en plus discutée, tandis qu'en tant que lieu d'accès à la connaissance, dont les sources ont été diversifiées, elle n'a plus l'attrait du passé » (LUCRÈCE, 2000 ; p. 99). Cette perte d'attrait se reflète par les résultats de l'institution scolaire : 60% des bénéficiaires du RMI sont titulaires d'un CAP (Certificat d'aptitude professionnelle) ou se situent en dessous de ce niveau. Les opportunités de « promotion sociale » diminuent avec le taux de chômage croissant, actuellement de plus de 30%. « [...] même un emploi rémunéré au SMIC peut être difficile à obtenir, et entrer dans la fonction publique présume d'un niveau d'étude pour réussir les concours d'admission » (DAC, 1992a ; Environnement socio-économique, p. 5). Le fonctionnariat, perçu par le passé comme une panacée, est d'un accès de plus en plus difficile. Les jeunes voient se fermer les possibilités de réussite, en l'absence de projet de société et s'en remettent aux hommes politiques, déplorant que rien ne soit fait pour qu'ils puissent réussir à « s'en sortir ». La dimension sociologique attribuée au RMI permet de comprendre la logique qui prévaut : « [...] le RMI participe d'une conception globale des revenus sociaux perçus comme des revenus de transfert dont la fonction assignée est d'être un complément d'une forme de travail encore relativement importante aux Antilles : le job ». Le RMI est à ce titre considéré comme « un revenu de citoyenneté ». Cependant, cette stratégie présente un double risque : d'une part, la déconnexion progressive entre travail et revenus, participant à la dévalorisation de l'effort ; d'autre part, une prise en charge croissante par les structures étatiques de l'individu, qui perd par-là la maîtrise de sa trajectoire. « Sans distance avec l'institution, la culture marronne se meurt d'un défaut de dissidence ». De cette double incidence découle parfois un renoncement, une rupture du lien social, une « misère morale » (LUCRÈCE, 2000 ; pp. 28-29, 47).

Dans le malaise qui semble aujourd'hui caractériser la société martiniquaise, que peut-on attendre de la culture de la canne ? Alors que les possibilités d'obtenir des revenus se restreignent, alors que la sortie par le fonctionnariat perd de son évidence, le secteur cannier peut-il, plus que dans les décennies passées, offrir des perspectives valorisantes pour le personnel d'exploitation ? Au regard des paragraphes précédents, il apparaît que la revalorisation doit se faire conjointement à deux niveaux : sur le plan économique et sur celui des représentations, en améliorant parallèlement les conditions de travail et le niveau de formation.

b) Formation-revalorisation : un couplage au départ non effectué

Les questions de formation ont été prises en considération de longue date par les acteurs dominants de la filière canne, conscients de leur importance. Mais cette intégration semble s'être initialement mal traduite. En témoignent ces propos de Canne-Union, alors que la filière connaît une période critique : « Ayant conscience de ne plus être de "grands professionnels de la canne" ni de dominer tous les problèmes de "savoir-faire", nous avons cherché ailleurs ce que nous ne trouvions pas par nous-mêmes. Nous avons donc individuellement ou avec l'aide du CTCS, et

parfois de l'administration, programmé des voyages d'études dans les pays avoisinants [...]. Nous avons fait venir des spécialistes de Java (Messieurs Van Dillewijn et Domberg) pour des missions de longue durée ; nous avons fait venir des spécialistes australiens de la coupe des cannes. Nous avons même bâti une école d'éducation gestuelle animée par des moniteurs australiens qui n'ont jamais eu d'élèves à qui transmettre leur savoir (d'où fermeture de cette école qui n'a donc pu fonctionner) ; nous avons fait venir des outils pour la coupe manuelle des cannes, coutelas barbadiens ou australiens (que les coupeurs ont toujours refusé d'utiliser) » (Canne-Union, 1983). Les témoins de cette époque rapportent que l'exemple de ce nouveau mode de coupe fut même donné par le directeur du CTCS de l'époque, mais tout cela en vain.

Les questions de formations par les grands planteurs³⁷ se sont donc longtemps résumées à une approche purement « techniciste », répondant à un seul objectif : accroître les rendements et réduire les coûts. Rapportée au coupeur, cette approche s'est soldée par des échecs du fait des freins liés à la perception de l'image du travailleur de la canne. Un enseignement peut néanmoins en être tiré, quant à l'importance de ces freins. Sont-ils en passe d'être levés ?

c) Un personnel mieux payé, aux compétences accrues

Depuis une décennie, la revalorisation des représentations relatives aux travailleurs de la filière canne va de pair avec une amélioration de leur situation socio-économique. Les questions de rémunération et conditions de travail, comme celles des perceptions, jouent fortement dans l'attrait que peuvent avoir les métiers de la canne. Concernant la coupe, les travailleurs venus de Sainte-Lucie ont démontré qu'ils peuvent gagner de nos jours jusqu'à 1 677 € brut (11 000 F), soit environ 1 220 € net (8 000 F), par mois de campagne. Ces perspectives alléchantes (mais à quel prix ?) contribuent à revaloriser l'image du coupeur, même si tous ne peuvent prétendre à de tels gains³⁸. Pour les autres travaux, l'alignement du SMIC dans les DOM sur celui ayant cours en France, depuis 1996, est allé de pair avec une généralisation de la mensualisation sur les unités de production cannière. Bien que survenue après d'autres secteurs agricoles (notamment le secteur bananier), cette mensualisation est synonyme de stabilité et de valorisation pour le personnel d'exploitation (hormis les coupeurs pour la récolte). Certes, elle implique le développement de la polyvalence du personnel, ce qui n'est pas perçu favorablement pour tous les employés : certains chauffeurs peuvent être amenés à effectuer de l'extirpation manuelle en inter-campagne ; ce à quoi, ils n'adhèrent souvent qu'avec réticence. Néanmoins, cette nécessaire polyvalence rentre peu à peu dans les mœurs ; d'autant plus qu'elle constitue un corollaire du statut de salarié mensualisé, allant de pair avec la revalorisation de l'image des ouvriers agricoles.

Le développement de la mécanisation implique une technicité accrue dans les métiers de la canne, particulièrement ceux de chauffeurs et mécaniciens. Les engins sont de plus en plus performants,

³⁷ constituant de tout temps l'essentiel du conseil d'administration de Canne-Union, avec quelques changements récents (cf. annexe I.11).

³⁸ Pour la campagne 2000, sur une vingtaine de coupeurs employés (à la tâche) par le CTCS, il est vrai que seuls cinq ont dépassé le SMIC mensuel, i.e. 934 € net (6 125 F) ; tandis que 30% des coupeurs ne dépassent pas les 770 €/mois, soit environ 5 000 F (données fournies par le service comptabilité du CTCS ; pour des emplois à temps plein, tenant compte des arrêts occasionnels de la coupe, pour une durée de 4 mois en moyenne).

les systèmes hydrauliques et électroniques de plus en plus complexes. L'exigence de compétences passe par la formation (à la Martinique, aux Etats-Unis, etc.) : du tracteur à la récolteuse, les chauffeurs et mécaniciens passent du statut d'ouvrier à celui de « spécialiste ». Même le désherbage manuel fait de plus en plus appel à du matériel sophistiqué. Cette évolution va de pair avec l'emploi préférentiel de salariés martiniquais (permanents, mensualisés), au détriment du personnel immigré (saisonnier, payé à la tâche). De fait, elle est présentée par les responsables des grandes exploitations comme positive pour le développement territorial, à des acteurs politiques toujours soucieux de l'emploi. Le couplage revalorisation-formation passe aussi par l'intéressement du personnel : dans certaines entreprises de la filière, les primes de campagne contribuent à une meilleure implication du personnel.

En conclusion, alors que les alternatives à la canne ne sont plus légions comme dans les années soixante, les emplois de salariés agricoles au sein des unités de production cannière ne pâtiennent plus des mêmes handicaps qu'il y a encore une décennie. La demande de compétences accrues dépasse les seules exploitations et se retrouve à tous les postes de la filière. Il s'agit certes là d'une tendance générale pour l'agriculture industrialisée, que l'on retrouve à la Martinique, notamment pour la banane (cable-way, système de drainage enterré, etc.) ou le maraîchage (goutte-à-goutte, irrigation fertilisante, etc.). Si elle n'est pas spécifique à la filière canne, la revalorisation liée à une technicité croissante du travail y prend une connotation d'autant plus forte que cette filière est celle qui a le plus pâti de connotations négatives. C'est aussi la filière agricole (agro-industrielle) où la demande de technicité est actuellement la plus poussée à la Martinique. Cette évolution est à mettre en parallèle avec les démarches qualité initiées par les entreprises de la filière, à l'échelle individuelle ou collective (démarche AOC), qui participent à une revalorisation globale de l'image des métiers associés à la canne, au sucre et au rhum. Les perceptions associées à cette évolution vont-elles aussi pouvoir passer d'un extrême (représentations archaïques héritées de la période esclavagiste) à l'autre (acteurs revalorisés dans une filière synonyme de technicité) ?

2.2.2. Planteurs de canne : promotion sociale et opportunités économiques

Qu'en est-il pour les planteurs de canne ? En repartant des années soixante, les paragraphes suivants visent à voir en quoi les autres opportunités économiques offertes par le contexte martiniquais ont constitué ou constituent jusqu'ici un attrait concurrent à l'installation en canne. Il s'agit en somme de prendre en compte le coût d'opportunité du travail dans la canne, au regard des autres sources de revenu potentiel. Pour ce faire, il convient de reconsidérer brièvement l'évolution de ce contexte depuis les années soixante, cette fois du point de vue des planteurs.

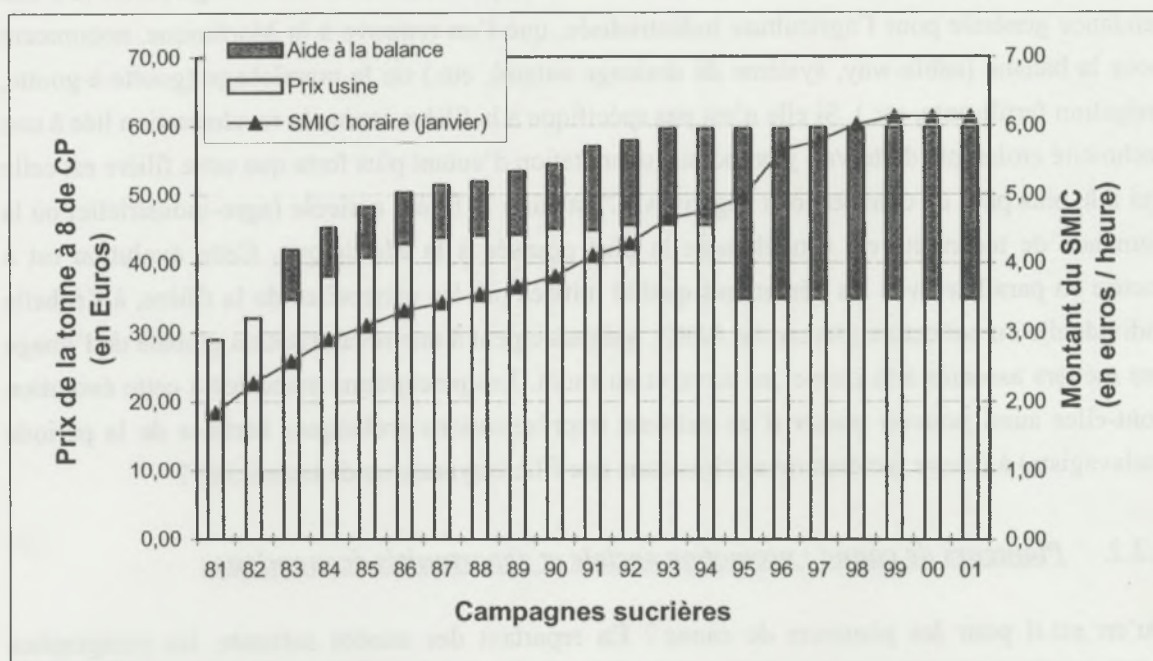
a) Un problème persistant de promotion sociale liée à la canne ?

L'augmentation des coûts de personnel (facteur de production essentiel pour la récolte) s'est fortement répercutée sur les coûts de production de la canne, depuis la départementalisation et, plus encore, depuis les années soixante. Dominique BASSEREAU témoigne de cette situation en 1966 (p. 1155) : « [...] les dépenses salariales ont augmenté de 60% en cinq ans, tandis que le prix de la tonne de canne ne progressait que de 10 à 13% et le prix du sucre de 2% ». A cette

époque, l'accroissement du coût du personnel agricole s'est doublé de sa raréfaction, exacerbée par l'exode rural. D'où la nécessité accrue pour les moyens et grands planteurs de mécaniser, tandis que le personnel se faisait plus cher et rare. La mécanisation, qui constitue une substitution du travail par le capital, a de fait longtemps été perçue comme la seule voie de sauvegarde de la production de canne, au sein des plus grandes exploitations.

Si le coût du personnel augmente plus vite que le prix de la canne entre les années soixante et quatre-vingts, le DAC (1992a, Environnement économique ; p. 5) note que ce décalage n'a plus cours pour la période 1984-1990 : « En effet, durant cette période, l'indice de prix de la canne suit parfaitement l'augmentation des autres indices de prix et de salaires ». Depuis, la situation a de nouveau changé : le graphique ci-après, qui récapitule l'évolution du prix de référence (à 8 de CP) pour les livraisons en sucrerie, met en relief la quasi-stagnation de ce prix depuis neuf ans.

Graphique 48 : Prix de la tonne de canne en sucrerie et SMIC horaire



D'après : CTCS, 2002. Base de données.

Le gel du prix de la tonne de canne a été proposé par la SAEM du Galion et ses bailleurs de fonds en 1993 – une solution préconisée depuis 1988 par l'avant-dernier audit, alors que la canne martiniquaise était déjà qualifiée de « canne la plus chère du monde » (SOLUTIONS-REALISATIONS SA, 1988 ; p. 14). Ce gel a alors été accepté par les planteurs. Il s'agissait pour eux de contribuer à une meilleure rentabilité de l'industrie sucrière, pour la sauvegarde de cette dernière. Cependant, les charges n'ont cessé de croître durant la même période, conduisant à une baisse de revenu pour le planteur, faute d'une adaptation conséquente des modes de production. Alors que la mécanisation favorise le maintien (voire l'augmentation) du revenu d'une partie des producteurs,

la petite exploitation familiale, souvent non mécanisée³⁹, est la plus atteinte par le gel du prix de la canne. Cette situation n'a-t-elle pas contribué à conforter l'image d'une faible promotion sociale permise par la canne pour cette catégorie d'acteurs ? Parallèlement, d'autres alternatives se sont offertes aux petits planteurs de canne, comme aux employés d'exploitations : alternatives agricoles et non-agricoles. Les secondes (illustrées dans le tableau suivant) paraissent d'autant plus attractives, au regard du revenu perçu annuellement par un petit producteur.

Tableau 82 : Comparaison de différents revenus en 2001

	Revenu net de la canne/ 2 ha ⁴⁰ (Mode I)	RMI	SMIC mensuel net	Minimum net de la fonction publique
Revenu mensuel	451 € /mois (2 959 F)	852 € (5 588 F)	934 € (6 125,22 F)	1 307€ (8 575,31 F)
Hypothèses	Total de 2 707 €/ha (17 755 F/ha) à 75 t/ha, CP 9, 2 UTF pour la coupe	Même hypothèse que pour détermination UMV au chap. VI : RMI pour un couple avec deux enfants	SMIC horaire de 5,53 € (36,30 F) 35 h payées 39 h 169 h/mois	Majoration de 40% à la Martinique

D'après : Enquêtes & Etude 1999-2002 ; Site Internet Service public

A cette comparaison, en apparence fortement défavorable à la canne, plusieurs nuances s'imposent : (i) les résultats mitigés en terme de diversification agricole sur le territoire, comme nous l'avons vu au chapitre I⁴¹ ; (ii) les réserves émises pour les employés d'exploitations, quant à la fermeture des opportunités (non agricoles) offertes par le contexte économique, sont également valables pour les petits planteurs ; (iii) comme étudié au chapitre VI, le revenu de la canne pour les petites exploitations familiales correspond, au plus, à six mois de travail ; (iv) le revenu tiré de la canne vient généralement en complément d'autres sources de revenu au sein du système famille-exploitation ; d'où la nécessité de s'interroger sur la place et le rôle de la canne au sein de ce système, ce que nous ferons après avoir étudié les alternatives agricoles offertes à la canne.

³⁹ La différence avec la situation observée à la Guadeloupe est à ce propos flagrante : dans l'île sœur, la mécanisation totale de la récolte touche désormais quasiment toutes les unités de production cannière, par le recours aux entreprises de travaux agricoles (prestataires de services). Le chapitre VIII nous permettra de revenir sur l'organisation et la répartition foncière à la base de cette généralisation de la récolte mécanisée.

⁴⁰ Le chapitre VI a permis de déterminer les unités minimums de viabilité (UMV), permettant d'atteindre un revenu équivalent au RMI, selon les modes de conduite de la canne : rappelons que pour un itinéraire technique à dominante manuelle (mode I), l'UMV est de 2,80 ha ou de 3,66 ha, selon qu'une ou deux personnes soient mobilisées pour la coupe. Toutefois, le chapitre III a permis de voir que 45% des producteurs livrent moins de 100 t par an (moyenne de 2 ha, à 50 t/ha) ; tandis que la majorité des petits producteurs relevant du mode I assurent la coupe en binôme, comme nous l'avons vu au chapitre VI (d'où les hypothèses ci-dessus définies).

⁴¹ Le directeur du Centre de recherche sur les pouvoirs locaux dans la Caraïbe, rattaché au CNRS, a été conduit à s'interroger : « Peut-on sortir de la malédiction de la banane et de la canne à sucre ? » (propos cités par la journaliste OUALALOU, 1999).

b) La banane : la grande concurrente de la canne, en termes économiques ?

Parmi les alternatives agricoles, la banane est souvent présentée comme la plus grande concurrente de la canne, longtemps restée synonyme de promotion sociale. Pour certains agriculteurs, l'effet de la disponibilité d'alternatives économiques plus rémunératrices que la canne a renforcé celui des représentations négatives associées à cette culture, jusqu'à une époque très récente, venant expliquer leur faible engagement dans celle-ci. Qu'en est-il désormais ? Indépendamment de l'évolution entre l'indice du prix de la canne et les autres indices économiques, la canne a longtemps pâti d'un handicap au regard d'autres spéculations agricoles : il s'agit de la faible marge à l'hectare dégagée. Celle-ci n'a cessé de diminuer dans les années soixante, rendant la canne de moins en moins attractive par rapport à d'autres spéculations, en particulier par rapport à la banane. En 1959, la marge obtenue en banane est en moyenne de 381 €/ha (2 500 F/ha), soit deux à trois fois plus qu'en canne (BURAC, 1975 ; cité par DAC, 1992a ; p. 5). Aujourd'hui encore, les marges à l'hectare entre banane et canne sont incomparables. La première rapporte près de sept fois plus que la seconde, comme l'illustrent les données du Centre de gestion et d'économie rurale (CEGER), transcrites ci-après. Hormis l'élevage bovin, la canne reste ainsi la spéculation agricole la moins rémunératrice à l'unité de surface.

Tableau 83 : Comparaison de la marge par hectare de quelques spéculations agricoles
(Classement par type de spéculations – végétales, animales – et par marge brute croissante)

	Production agricole	Marge brute/ha	Hypothèses (UTA, rendement, cycle)
Productions végétales	Canne à sucre (*)	1 529 € (10 027 F)	0,1 UTA/ha, Rdt ~75 t/ha Récolte semi-mécanisée De la plantation à la récolte : 10-12 mois Replantation tous les 5 à 10 ans
	Banane export	10 649 € (69 851 F)	0,8 UTA, Rdt ~36 t/ha De la plantation à la récolte : 9-10 mois ; Durée de vie plantation : 5 à 10 ans
	Ananas (1 ^{er} et 2 ^{ème} cycles)	18 010 € (118 140 F) 11 213 € (73 550 F)	0,8 UTA/ha 1 ^{ère} récolte entre 15 et 17 mois, (63 t/ha) 2 ^{ème} récolte : 13-14 mois (35 t/ha)
	Tomate plein champ	21 045 € (138 048 F)	1,5 UTA/ha, Rdt ~22 t/ha De la plantation à la récolte : 2 mois ; Durée de la récolte : 30 à 45 j.
Productions animales	Bovins (engraissement)	1 097 € (7 196 F)	Pâturage (Moyenne SAU : 4 ha) Chargement : 5 génisses/ha
	Caprins (Naisseurs-engraisseurs)	1 562 € (10 246 F)	Pâturage (Moyenne SAU : 16 ha) Chargement : 20 chèvres/ha
	Bovins laitiers	24 117 € (158 199 F)	Pâturage + concentré (Moy SAU : 10 ha) Chargement : 3 UGB
	Porcs (Naisseurs traditionnels)	30 279 € (198 614 F)	Conduite en bande à 3 semaines

D'après : CEGER, 1999 - (*) Selon données fournies par le CTCES.

Cependant, le contexte socio-économique pousse à reconsidérer l'intérêt de la canne, en termes de débouché et de stabilité de revenu, mais aussi de gestion de travail. Concernant le premier point, la canne est reconnue au sein du monde agricole comme bénéficiant d'un avantage majeur : la garantie de commercialisation⁴². Hormis la banane, toutes les tentatives de diversification agricole ont plus ou moins échoué à la Martinique. L'agriculture intensive y semble plus que jamais confinée dans la dualité canne-banane. Toutefois, l'alternative concurrente que représente la banane pour les petits planteurs canniens est considérée avec de plus en plus de défiance par nombre d'entre eux. A ceci, plusieurs raisons, d'ordre socio-économique en premier lieu.

L'OCM banane mise en place en 1993 a permis, après la suppression des marchés cloisonnés, le maintien d'une activité fondamentale pour la Martinique et la Guadeloupe. L'aide communautaire, de l'ordre de 91 millions d'euros (600 millions de francs) en 1997 pour 370 000 tonnes de production, ne peut à elle seule assurer la pérennité de la banane antillaise sur les marchés français et européen, du fait de son coût de production : le prix de revient pour le producteur communautaire antillais est trois fois supérieur à celui des producteurs d'Amérique centrale (0,69 €/kg, soit 4,50 F, contre 0,23 €/kg, soit 1,50 F). Comme nombre de produits des DOM, la banane dépend de mécanismes de soutien que certains aimeraient remettre en cause. Des attaques en ce sens proviennent régulièrement des Etats-Unis. Des protestations s'élèvent au sein même de l'UE. « *Toutefois, les principaux opérateurs mondiaux n'ont pas intérêt à ce que le système de l'OCM disparaisse au profit d'un marché libre, qui minorerait structurellement les prix et serait moins rémunérateur* » (IEDOM, 1999). Malgré tout, nombre de petits producteurs de banane se retrouvent désormais entraînés dans la spirale infernale de l'endettement, contraints de persévérer dans la culture en espérant pouvoir rembourser leurs bailleurs. Tant et si bien qu'un plan d'accompagnement a été mis en place pour aider certains d'entre eux (IEDOM, 2000a). « *Aujourd'hui, il n'y a plus d'argent dans la banane* » témoignent certains d'entre eux.

Alors que la remise en cause de l'OCM banane inquiète, la canne offre un débouché relativement sûr : sa commercialisation sur le marché intérieur est protégée ; son prix (bien que gelé) est fixé en début de campagne et soumis à peu de fluctuations en cours de récolte, comparativement à ce qui s'opère pour la banane (ou les cultures vivrières et maraîchères). La canne n'est désormais pas dénuée d'attrait pour nombre de planteurs de banane. Les surfaces passant de canne à banane étaient en augmentation jusqu'en 1995, suite au contexte favorable pour cette dernière. Une inversion de tendance est en cours. Les (re)plantations en canne sont passées de 202 ha en 1999 à 568 en 2000 (IEDOM, 2000a ; p. 60). Certains acteurs de la filière canne s'en inquiètent déjà : trop accentuée, cette inversion ne constitue-t-elle pas un risque pour l'équilibre de la filière ? Elle témoigne du moins d'un constat : dans l'état actuel des choses, la banane ne se présente plus comme concurrente majeure de la canne, notamment pour les planteurs qui ne sont pas limités par la surface ou par l'accès à la prestation de services. Ce constat s'explique également par d'autres facteurs, qui relèvent de la gestion du travail, comme de l'image du petit planteur.

⁴² A l'exception des années 1995 et 1996, où des cannes sont restées sur pied, une situation sur laquelle nous reviendrons.

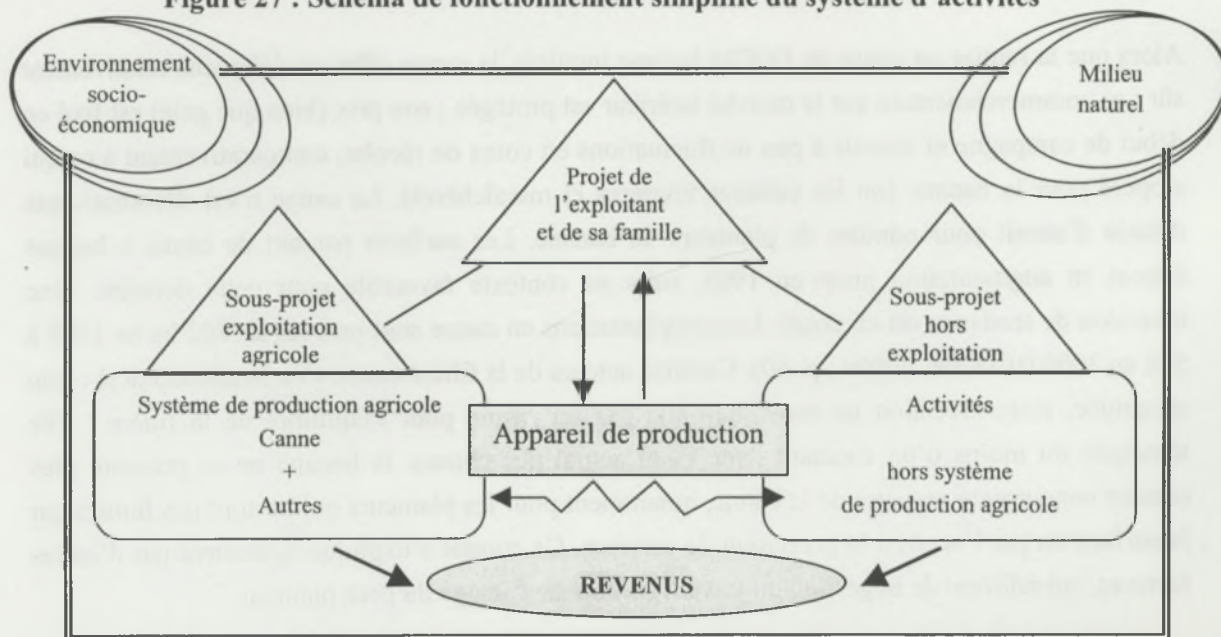
2.2.3. Nouvelles données socio-économiques : un avantage pour la durabilité de la canne ?

Analyser les rapports entre productivité du travail et revenu implique de replacer la canne dans le fonctionnement familial du petit producteur ; ce à quoi visent les paragraphes suivants, avant de s'intéresser aux facteurs contribuant à la revalorisation de la perception du producteur de canne.

a) *Prise en compte du système d'activités : place et rôle de la canne*

Cerner la contribution de la canne aux revenus d'un planteur implique de prendre en compte l'ensemble de ses revenus. Sachant que le travail en canne se répartit de façon inégale sur l'année, cette production peut intervenir différemment dans le fonctionnement de l'unité familiale : selon la taille et le fonctionnement de l'unité de production cannière, le travail en canne peut s'étaler sur l'année ou n'occuper l'exploitant que six mois. Il s'ensuit (en inter-campagne) des périodes d'activité peu intenses, voire d'inactivité vis-à-vis de la canne. De fait, le planteur peut se consacrer à d'autres activités agricoles et/ou non agricoles, également sources de revenu. Cette pratique est exacerbée dans le contexte martiniquais, où la pratique de jobs est chose courante. De fait, les décisions du planteur relatives à la conduite de la canne ne dépendent pas uniquement de cette production. Parallèlement, son rôle dans le fonctionnement familial dépend de la place du revenu tiré de cette culture dans le revenu total de la famille ; d'où la nécessité de mobiliser la notion de système d'activités (cf. fig. 27). Introduite au chapitre I, cette notion définie BORY et PAUL (1991), permet de mieux cerner la cohérence des stratégies mises en œuvre pour l'agriculture familiale en zone caribéenne. Le système d'activités est un niveau supérieur d'organisation de l'activité familiale : il inclut les divers lieux de réalisation de la palette d'activités possibles pour valoriser le travail de l'agriculteur et de sa famille (PAUL *et al.*, 2000 ; p. 46).

Figure 27 : Schéma de fonctionnement simplifié du système d'activités



D'après : BORY A., PAUL J.L., 1991.

Marie-Claude CASSÉ et Anne-Marie GRANIE (2000) précisent à ce propos que la pluriactivité ne peut être pensée comme un simple appoint d'activités secondaires à une activité agricole centrale

qui demeurerait prépondérante. Dans cet esprit, pour comprendre les différentes formes de pluriactivité liées à l'exploitation de la canne, il importe d'examiner, comme le conseillent ces deux auteurs : « *les représentations que les ruraux se font des lieux qu'ils habitent, la manière dont ils intègrent ces espaces de vie dans leurs projets, dont ils les transforment en ressources à la fois économique et symbolique* ».

Les revenus générés par la canne présentent des rôles extrêmement divers pour un petit planteur, suivant leur ordre de grandeur et leur place dans les revenus totaux de la famille. L'analyse de la dimension économique de la production cannière a permis de cerner la variabilité de ces revenus, selon la surface cultivée et le mode de conduite adopté : ils peuvent aller d'un apport symbolique à un complément substantielle, voire à une rémunération annuelle conséquente⁴³. Cette variabilité de montants recouvre un engagement variable dans la culture : de quelques jours à deux mois, pour ceux qui ont recours à la prestation totale ou partielle ; à six mois de travail pour un petit planteur assurant l'intégralité de l'itinéraire technique. Le rôle de ce revenu peut aller de celui de revenu principal à celui de complément plus ou moins accessoire (mais fixe) dans le fonctionnement du système famille-exploitation. Son usage est défini d'avance : achat de véhicule, mariage, réparation de la maison, etc. Cette diversité de fonctions, reflétant la variabilité de montants, dépend nous l'avons dit, de la place de ces revenus dans ceux procurés par l'ensemble du système d'activités. Le chapitre IX permettra de revenir sur ces aspects, à travers la construction d'une typologie des systèmes d'activités intégrant la canne.

b) Une nouvelle perception du petit producteur cannier ?

Retenons toutefois dès lors les facteurs socio-économiques qui participent à la revalorisation de l'image du petit planteur de canne. L'un des premiers facteurs est la rémunération désormais permise à l'hectare, qui peut favoriser une intégration convenable du planteur dans la société. Certains petits planteurs, ayant recours au mode de conduite I, sur une surface de plus de 3, voire 4 hectares, parviennent à dégager un revenu qu'ils jugent satisfaisant de leur culture ; sachant que celui-ci s'inscrit nécessairement dans un système d'activités, incluant job ou autre emploi saisonnier. Ceci contribue également à faire évoluer les mentalités. L'avant-dernier audit sur la SAEM du Galion, dirigé par Alfred-Charles PLOUVIER (fort critiqué en son temps par les grands planteurs), relevait que la marge brute d'exploitation du planteur martiniquais varie entre 12 000 et 16 000 F/ha [1 8930 € et 2 440 €/ha] ; tandis qu'« *il faut savoir qu'un planteur de haricots verts métropolitain, culture astreignante, difficile et aléatoire, s'estime satisfait avec une marge brute*

⁴³ Rappel, selon les matrices de rentabilité établies (chap. VI) :

- En mode I (dominante manuelle), d'une moyenne fréquente de moins de 10 000 F/ha, avec un rendement 65 t/ha et un CP 8 (cf. tab. 56, p. 328), la marge nette peut chuter à moins de 5 000 F/ha (rendement 55 t/ha). De sorte que, avec une surface en canne d'à peine 0,5 ha, le revenu disponible (RD) atteint tout juste 2 500 F.
- Pour une productivité proche du potentiel moyen régional (75 t/ha), avec un CP de 9, la marge nette peut s'élever à plus de 17 000 F/ha (cf. tab. 56, p. 328). Dans ces conditions (cf. graph. 27, p. 337), avec 2 UTF, une surface de 3,66 ha, considérée comme unité minimale de viabilité (UMV), permet de dégager un RD de 65 000 F.
- En mode II, en prestation partielle (cf. Annexe 2.8, tab. II-4, p. XLVI), la marge nette atteint 10 061 F en conditions moyennes (rendement de 75 t/ha, CP de 8). Il s'ensuit un RD de l'ordre de 100 à 120 000 F pour une dizaine d'hectares, voire plus avec de meilleurs résultats agro-industriels.

de 7 500 F/ha [1 143 €] » (SOLUTIONS-REALISATIONS SA, 1988 ; p. 16). La dimension économique de la production permettrait-elle d'atténuer sa dimension sociale ? Au début des années quatre-vingt-dix, certains jeunes planteurs (souvent colons) pouvaient avoir du mal à révéler leur métier à leur récente compagne, même en arborant un véhicule neuf, synonyme d'une certaine aisance sociale. Ces barrières psychologiques tendent à s'atténuer, même si elles n'ont pas totalement disparu.

Un autre facteur de revalorisation et d'engagement dans la culture de la canne tient au développement de la prestation pour la récolte, qui constitue le goulet d'étranglement pour cette production. L'accès à la récolte semi-mécanisée ou mécanisée est désormais facilité par l'essor des entreprises privées⁴⁴ : pour une parcelle de 2 ha, la récolte peut être effectuée en moins d'une semaine au lieu des 2 à 4 mois que peut prendre un planteur mobilisant sa seule force de travail ou l'entraide familiale. Cette ouverture favorise l'installation de nouveaux planteurs. Elle leur permet de se soustraire à la coupe, ce qui signifie se dégager de la tâche la plus pénible et la plus exigeante en temps. Elle rehausse de fait l'image qu'ils peuvent avoir de la canne ou l'image que peut avoir d'eux la société. Il en résulte un renouvellement et un rajeunissement de la population de planteurs, ce qui participe en retour à la dynamique et à la revalorisation du secteur.

Un troisième facteur relève de la souplesse de fonctionnement du système d'activités, permise par la canne. Si d'autres spéculations agricoles, comme la banane, présentent en théorie une meilleure rentabilité à l'hectare, cette perspective est à relativiser par rapport à la productivité du travail. Comme le montre tableau 83, la canne se révèle la spéculation végétale la moins exigeante en travail : huit fois moins que la banane. Le cas de la tomate, comme exemple de culture maraîchère, est présenté dans ledit tableau à titre indicatif : à raison d'une exigence en personnel quinze fois supérieure à la canne et près de deux fois supérieure à la banane, les stratégies se raisonnent différemment ; les surfaces exploitées sont en général bien inférieures⁴⁵. Au final, banane et canne s'inscrivent dans des stratégies totalement différentes. La première se révèle être une culture plus « contraignante » : elle est exigeante en personnel sur toute l'année (et non sur quelques mois seulement comme la canne) et requière une présence soutenue du chef d'exploitation.

c) Atouts organisationnels de la culture canne en 2001 : ouverture d'un espace de liberté

Des paragraphes précédents, il ressort que les alternatives économiques à la canne présentent moins d'attrait que par le passé, tout au moins sur la seconde moitié du XX^e siècle ; une réflexion d'autant plus valable pour la banane qui a été au cours de cette période la principale concurrente de la canne. Cette réflexion s'étend aux alternatives non agricoles, alors que les problèmes d'emplois se font croissants à la Martinique. Une des dernières alternatives est celle offerte par la spéculation foncière, via le déclassement des terres agricoles ; question que nous nous proposons de réserver pour l'analyse de la dimension foncière de la production cannière.

⁴⁴ cf. exemple de la Guadeloupe où cet essor est facilité par le regroupement des producteurs en GFA, alors que la dispersion des petits planteurs à la Martinique, sur des parcelles de surcroît accidentées, limite jusqu'ici cette évolution.

⁴⁵ La question des faibles surfaces (par exploitation) en cultures vivrières-maraîchères, en rapport avec les échecs relatifs des politiques de diversification agricole à la Martinique, ne pourrait être approfondie sans faire référence à la stratégie du groupe économique dominant à la Martinique, tourné vers l'import de denrées alimentaires.

Des mutations s'amorcent quant à la perception de la canne et de ses métiers, tant du côté des salariés, que des responsables d'exploitations, notamment des petits producteurs. Les tendances en cours témoignent d'un incroyable retournement, une ironie de l'histoire. Les représentations associées à la banane et à la canne ont suivi des évolutions contraires. Autrefois perçue comme voie royale d'accès à l'autonomie et à la promotion sociale pour les petits cultivateurs, la banane n'est-elle pas désormais synonyme de fortes contraintes ? Paradoxalement, la canne, synonyme par le passé de servitude, ouvre désormais un espace de liberté pour la petite exploitation familiale. Moins contraignante en terme de calendrier de travaux, elle s'intègre aisément dans un système d'activités diversifiées et s'accommode de la réalisation de jobs (dans la continuité de cette culture marronne qu'elle a contribué à façonner depuis l'esclavage). Le développement de l'offre de services des prestataires, de mieux en mieux organisés pour certains, fournit au petit planteur la possibilité de rompre avec l' ancestrale équation « *canne = pénibilité* ». En prenant en charge la récolte, le prestataire améliore les conditions de vivabilité sociale de la production cannière à l'usage de la petite exploitation familiale. Cette évolution va de pair avec divers processus de revalorisation en cours. Cette revalorisation multiforme est enclenchée grâce à une prise de conscience progressive de l'ensemble des acteurs, mais aussi du fait de l'évolution des métiers de la canne et de l'organisation de la filière : des compétences accrues sont requises et des opportunités s'ouvrent à différents échelons de qualification. La médiatisation positive orchestrée ces dernières années autour de la filière participe également à la revalorisation des métiers de la canne, tant pour les ouvriers que pour les petits producteurs. Depuis les années quatre-vingt-dix, conscients que l'avenir de la profession se joue aussi à travers les médias et avec l'ensemble de la société, les acteurs de la filière semblent s'être donné une mission nouvelle : promouvoir une image positive de la canne et de ses métiers. Les manifestations organisées à cet effet se sont multipliées, par l'intermédiaire du CTCS, des exploitations cannières ou des distilleries : fête du meilleur coupeur, fête du meilleur planteur, fêtes de début et fin de campagne. Parallèlement aux manifestations tournées vers le secteur de la transformation (notamment celles autour de l'usine du Galion), le secteur productif cherche à se mettre en avant.

Cette section a permis de voir comment s'insèrent les acteurs que sont les employés des unités de production cannière et les petits planteurs dans la société martiniquaise. A ce stade de la réflexion, les conditions de vivabilité des petites unités de production cannière, en terme d'insertion dans les relations non-marchandes de la société, se révèlent en voie d'amélioration notable sur les deux dernières décennies. Les représentations autour de la canne se font moins manichéennes sur la fin du XX^e siècle, bien que certains stéréotypes demeurent.

3. DYNAMIQUE INTERNE DE LA FILIERE ET ARTICULATION ENTRE SEGMENTS

Il s'agit maintenant de replacer les acteurs précédemment considérés au sein de la dynamique de la filière canne, en s'intéressant aux formes d'organisations auxquelles donne lieu la production (colonat, associations de planteurs, CUMA)⁴⁶, ainsi qu'à l'articulation entre production et

⁴⁶ Ces structures ont été identifiées au chapitre III, section 4 : les organismes et les instances associés à la filière canne.

transformation. Considérant l'indépendance des producteurs comme un facteur important de la durabilité des exploitations, Etienne LANDAIS (1998) la définit comme « *leur capacité à conserver à leur exploitation le statut de centres de décision autonomes* ». Afin d'appréhender cette capacité pour les planteurs de canne – notamment les petits exploitants (surface en canne < 5 ha) – il importe de : (i) cerner le fonctionnement des formes d'organisation existantes ; (ii) comprendre les différences entre filières sucre et rhum agricole, pouvant expliquer la diminution d'effectif plus marquée dans la seconde ; (iii) identifier les facteurs explicatifs du plus ou moins grand dynamisme des types d'acteurs. Tels sont les aspects sur lesquels des éclairages complémentaires peuvent être apportés, en s'appuyant sur la rétrospective faite au chapitre II, ainsi que sur la présentation des acteurs, brossée au chapitre III. Se pose alors la question suivante : l'organisation actuelle de la filière peut-elle constituer un atout ou, au contraire, être un handicap pour la durabilité d'un certain type d'unités (lesquelles ?), voire pour la durabilité de la production cannière ?

3.1. Organisation des planteurs de canne : relations intra filière

Cette sous-section vise à analyser les avantages et limites du type de relationnel entretenu entre les petits planteurs et les acteurs dominants de la filière (grands planteurs et distillateurs). Une comparaison avec la filière banane permet de relativiser les constats faits pour la filière canne.

3.1.1. Le colonat : une organisation spécifique

Parmi les relations liant petits et grands producteurs, le colonat mérite qu'on s'y arrête, vu son rôle dans le maintien des petites unités de production cannière ; surtout celles fournissant la SAEM du Galion dans le cas du système mis en place sur l'Exploitation agricole du Galion. Le parallèle avec celui ayant cours à Sainte-Marie aide à identifier les objectifs de ces modes d'organisation.

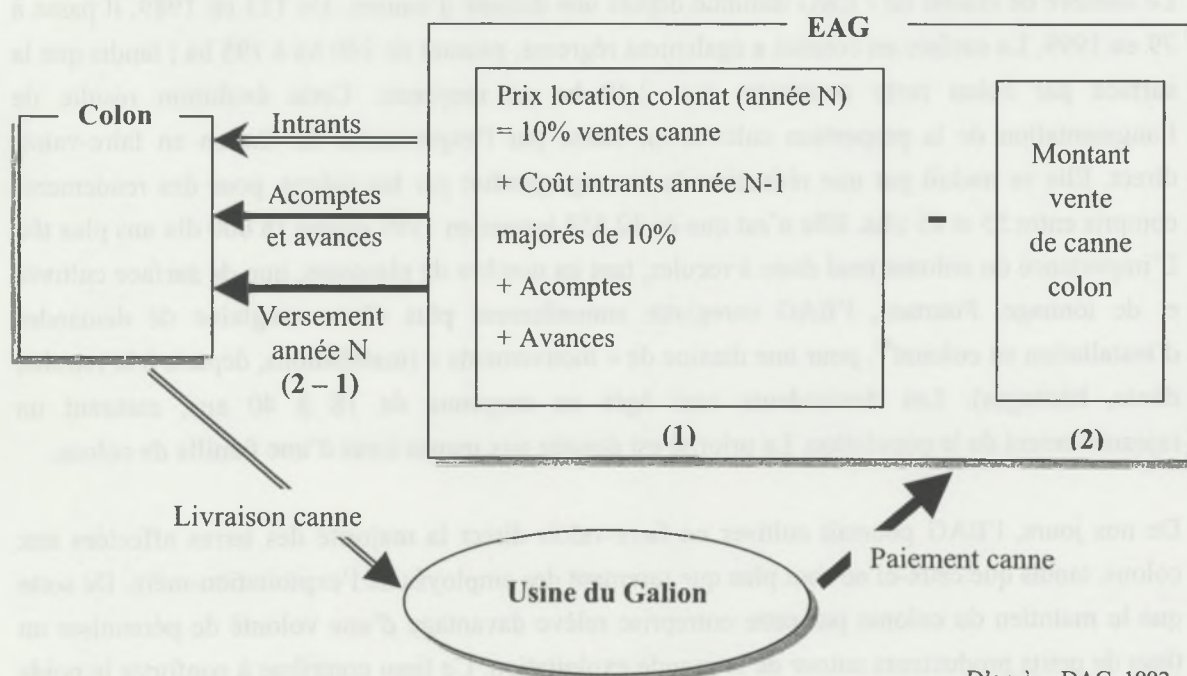
a) Le système de colonat à l'EAG : un modèle dans la filière

Après 1848, l'introduction du colonat partiaire par les grands planteurs vise à pallier aux anciens rapports de production. La section précédente a permis de voir combien ce système s'inscrit dans une continuité des rapports hiérarchiques ancestraux. Dans le cas de l'EAG, c'est autour des années soixante qu'un ensemble d'événements conduit à la mise en place du colonat. A cette époque, comme évoqué dans la rétrospective historique, la canne connaît une importante récession, qui conduit à la fermeture de plusieurs unités industrielles. La situation de l'usine du Galion, de son exploitation et des petits planteurs qui en dépendaient, était alors menacée. C'est dans ce contexte qu'a été enclenchée la phase active de mécanisation de la culture de la canne, comme condition de survie de nombre d'exploitations. Les terres trop accidentées paraissaient à cette époque impossibles à mécaniser et ne pouvaient être alors valorisées que par une culture manuelle. Ceci a conduit les responsables de l'exploitation du Galion à installer des colons sur ce type de parcelles. S'ajoute à cette raison technico-économique, un aspect social. Du fait des difficultés de l'économie de la canne, la masse d'ouvriers de l'EAG pouvait constituer un facteur d'instabilité,

en cas de recul trop important de l'emploi. Le colonat a aussi permis de fournir du travail aux employés, avec un glissement de la fonction d'ouvrier à celle d'ouvrier-colon, puis de colon.

L'organisation des colons, à travers l'Association des planteurs de canne de Trinité-Robert et la CUMA de Malgré-Tout, a été présentée au chapitre III. Rappelons toutefois la genèse de cette coopérative. Dans les années soixante-dix, la région de Malgré-Tout (lieu dit limitrophe au Gros Morne) est handicapée pour le ramassage des cannes par des terrains très accidentés et excentrés par rapport à l'usine. Les colons de cette zone ont dû faire preuve d'un sens de l'organisation plus poussé qu'ailleurs pour maintenir leur activité. Cette organisation a conduit à la création de la CUMA de Malgré-Tout en 1979, dont sont aujourd'hui adhérents tous les colons. Les conditions du colonat sont édictées par un contrat de bail, signé par le colon, le directeur de l'exploitation du Galion et la DAF. Indépendamment de ce contrat, de multiples relations techniques, économiques et organisationnelles lient les colons et l'exploitation mère, récapitulées ci-dessous.

Figure 28 : Relations techniques et financières entre l'EAG et ses colons



D'après : DAC, 1992a

L'EAG joue le rôle de « banquier » pour ses colons : elle assure des prêts, financiers ou en nature (intrants achetés à prix de gros et revendus au détail), qui sont remboursés à la récolte, avec un taux d'intérêt de 10% (pour la manutention et le transport). Elle suit leur comptabilité vis-à-vis de la CUMA (en intervenant dans le règlement des prestations) et vis-à-vis de l'usine du Galion (intermédiaire financier). Cette centralisation favorise la maîtrise des flux financiers par l'exploitation. Sur le plan technique, outre la fourniture d'intrant aux colons, l'EAG assure leur approvisionnement en boutures et contribue à la vulgarisation des recommandations techniques. Cette vulgarisation passe par un double encadrement, depuis le début des années quatre-vingts, grâce à la collaboration entre un agent du Service d'utilité agricole de développement (SUAD) de

la Chambre d'agriculture et un technicien de l'EAG. Cet encadrement concerne la conduite des parcelles, l'organisation de la récolte, etc.

Concernant l'attribution des surfaces, les responsables de l'EAG peuvent décider de réduire ou d'augmenter la surface attribuée à un colon, en fonction des résultats obtenus (appréciation d'après le rendement agricole, l'entretien de la parcelle, etc.). Le colon est prévenu de ces perspectives de changement (« menace » ou « encouragement »). Un autre aspect traduisant la soumission du colon à un système sur lequel il manque partiellement de prise concerne le montant de la location. De 15% sans seuil, il y a une dizaine d'années, ce montant est passé, suite à une revendication syndicale des colons, à 10% du produit brut de la récolte. Au-delà de 85 t/ha, aucun prélèvement sur la récolte n'est réalisé, dans une perspective d'incitation à la production. Ce montant reste néanmoins élevé. Pour une productivité de 70 t/ha, à raison de 59 €/t (390 F) à 8 de CP, le revenu brut est de 4 162 €/ha (27 300 F). Le prix de la location s'élève alors à 416 € (2 730 F)⁴⁶, contre 305 € (2 000 F/ha)⁴⁷ pour le prix moyen de location des terres en canne.

Le nombre de colons de l'EAG diminue depuis une dizaine d'années. De 113 en 1989, il passe à 79 en 1999. La surface en colonat a également régressé, passant de 240 ha à 195 ha ; tandis que la surface par colon reste constante, soit 2,40 ha en moyenne. Cette évolution résulte de l'augmentation de la proportion cultivée en canne par l'exploitation du Galion en faire-valoir direct. Elle se traduit par une réduction du tonnage produit par les colons, pour des rendements compris entre 55 et 85 t/ha. Elle n'est que de 12 558 tonnes en 1999 contre 18 000 dix ans plus tôt. L'importance du colonat tend donc à reculer, tant en nombre de planteurs, que de surface cultivée et de tonnage. Pourtant, l'EAG enregistre annuellement plus d'une vingtaine de demandes d'installation en colonat⁴⁸, pour une dizaine de « mouvements » (installations, départs à la retraite, décès, héritages). Les demandeurs sont âgés en moyenne de 18 à 40 ans, assurant un rajeunissement de la population. La priorité est donnée aux jeunes issus d'une famille de colons.

De nos jours, l'EAG pourrait cultiver en faire-valoir direct la majorité des terres affectées aux colons, tandis que ceux-ci ne sont plus que rarement des employés de l'exploitation-mère. De sorte que le maintien du colonat par cette entreprise relève davantage d'une volonté de pérenniser un tissu de petits producteurs autour de la grande exploitation. Ce tissu contribue à conforter le poids social de cette dernière à l'échelle de la filière et du territoire.

b) Un autre exemple de colonat, à Sainte-Marie : un objectif de fidélisation

La distillerie Saint-James constitue quasiment la seule source de débouchés pour les petits planteurs de Sainte-Marie et des environs. L'usine du Galion, basée dans la commune voisine qu'est Trinité, offre une alternative aux planteurs situés dans une zone mitoyenne entre les deux établissements. Mais elle ne peut leur assurer les mêmes services en terme d'accompagnement que

⁴⁶ Prix généralement majoré, la qualité des cannes des colons étant supérieure à la moyenne des livraisons à l'usine.

⁴⁷ Ce tarif peut être plus élevé si la parcelle de canne a été récemment plantée.

⁴⁸ Comme tendance nouvelle, on relève des demandes émanant de Sainte-Luciens ou d'Haïtiens nationalisés.

l'entreprise Saint-James. De fait, des liens spécifiques perdurent entre cette dernière et ses fournisseurs, dans l'intérêt réciproque de chaque partie. Une dizaine d'entre eux sont des colons de la Société martiniquaise de canne à sucre (SMCS). Cette exploitation demeure la seule, parmi celles intégrées à une distillerie, à maintenir à ce jour un système de colonat –mis à part le tissu résiduel de 4 ou 5 colons sur l'exploitation de la distillerie La Mauny.

Contrairement au colonat de l'EAG, aucun contrat formel n'existe à la SMCS. Les colons sont dans ce cas des employés de l'exploitation ou de la distillerie. Ils bénéficient d'une location sous forme de métayage, en retour de quoi la SMCS leur assure appuis technique et logistique, pour la plantation et/ou pour la récolte. Cette dernière est parfois entièrement assurée par la SMCS, de façon mécanisée ; ce qui conduit le responsable d'exploitation à faire remarquer que certains colons « *n'ont qu'à venir chercher leur chèque à la fin de la campagne* ». Cette souplesse de fonctionnement tient à la finalité du colonat. Cette dizaine de colons ne représente plus une force sociale significative pour la SMCS et sa distillerie, contrairement au cas de l'EAG. Puis, de même qu'à l'EAG, les surfaces en colonat pourraient toutes aujourd'hui être cultivées par la SMCS. Plus qu'une question de représentativité sociale de la production cannière dans la zone, voire d'une démarche économique, le souci de préserver un tel système (jusqu'à quand ?) vise juste à fidéliser quelques employés ; les surfaces en colonat étant considérées comme des « primes ».

c) Quelle autonomie vis-à-vis des autres acteurs ?

En dehors du colonat, qu'en est-il du lien social entre les planteurs et les autres acteurs, notamment les distillateurs ? Dans le Centre, où les bassins d'approvisionnement de différentes distilleries se recoupent, ce lien est d'autant plus fort que les distilleries possèdent une exploitation agricole (La Mauny, Trois-Rivières, Saint-James et, indirectement, Le Simon). Outre les avances financières pour la (re)plantation ou l'entretien, proposées par toutes les distilleries dépendant de fournisseurs extérieurs, les quatre précitées offrent d'autres services en rapport avec leur activité agricole : fourniture d'intrants⁴⁹ (raticides, herbicides, engrais) ou de boutures, location de matériel. De façon moins formelle, des avantages sont souvent consentis aux planteurs qui sont employés dans l'entreprise : utilisation du cane-loader ou autres engins après les heures réglementaires ; réalisation d'opérations culturales gracieusement ou à moindre coût. Il peut s'agir d'aides techniques concernant les opérations mécanisées de préparation du sol, replantation ou ramassage des cannes. A noter toutefois pour ces opérations, le désengagement progressif des distilleries (hormis Saint-James) en tant que chefs de file, au profit de prestataires privés.

L'analyse technique des pratiques a révélé la dépendance de certains petits planteurs face à quelques prestataires opérant dans le giron des distilleries. Il s'ensuit parfois des problèmes de coûts et d'organisation de la récolte, en cas de prestataires peu formés et préoccupés de rentabilité à court terme. Certains en viennent à ponctionner à l'excès des petits planteurs, dont les résultats agro-économiques en pâtissent. Cette situation a contribué au découragement de certains

⁴⁹ La distillerie La Favorite, du fait de son passé récent en tant que producteur cannier, a maintenu ce type de service auprès des planteurs qui l'approvisionnent, en leur faisant profiter de ses relations avec les fournisseurs d'intrants.

fournisseurs et accéléré leur « départ ». De tels prestataires, peu soucieux de la durabilité de la filière, s'éliminent d'eux-mêmes, alors que la concurrence dans ce créneau d'activité élargit le choix des planteurs. De nouvelles perspectives plus durables semblent s'ouvrir, tandis que les prestataires sont amenés à jouer un rôle majeur dans la dynamisation de la filière.

Concernant la fourniture d'intrants, la mise sous tutelle des petites exploitations par les grandes propriétés ou distilleries, va de pair avec un dirigisme en matière de choix techniques. Soit le petit producteur négocie seul le coût de ses intrants ; soit il s'en réfère à un grand acteur de la filière ou à un conseiller technique. Dans tous les cas, l'import étant majoritairement contrôlé par les Békés, comme évoqué en début de chapitre, il est difficile pour le petit producteur d'échapper à l'intégration verticale informelle par les acteurs dominants de la filière. Toutefois, le poids de négociation des prestataires, supérieur à celui d'un petit planteur individuel, et moins dépendant des distilleries, pourrait contribuer à l'instauration de nouveaux rapports.

3.1.2. Un relationnel de proximité : avantage ou handicap en matière de durabilité ?

N'y a-t-il pas un rapprochement à faire entre le degré d'autonomie des petits exploitants, leur implication dans une dynamique de filière et leur motivation économique ? Le parallèle avec la filière banane permet de nourrir cette réflexion.

a) Canne-banane : différence de motivations et d'autonomie pour les petits planteurs

L'adhésion à une culture, à l'échelle des producteurs, comme au niveau politique, est facteur de dynamisme. Pour illustrer ce propos, rappelons les conditions d'émergence à la Martinique de la culture intensive de banane. Celle-ci est considérée comme une production de diversification qui a réussi, contrairement à l'avocat ou à l'ananas par exemple. Comme évoqué dans la rétrospective historique, l'essor de cette spéculation constitue une tentative, originale dans l'histoire économique de la Martinique, de sortir de la domination par la canne, c'est-à-dire par la grande propriété. Une telle perspective a été possible du fait d'une différence fondamentale de rentabilité liée à la structure d'exploitation : le petit producteur de banane d'exportation peut accéder à une meilleure rentabilité de la terre, comparativement au petit planteur de canne, contraint à la vente dans un marché clos. Le développement de la banane a fait émerger une couche sociale de petits et moyens propriétaires : *« Et c'est bien là sans doute qu'il faut entrevoir et rechercher certainement l'autre fondement de la réussite de la culture bananière, à ses débuts - et sans doute jusqu'à aujourd'hui- dans la place prise par la petite propriété, par ceux que l'on appelle les petits planteurs... »* (Victor Sablé, propos recueillis par MARGUERITE, 1994). Avec l'acquisition d'une certaine aisance, les petits planteurs de banane s'organisent, devenant parfois acheteurs-ramasseurs. Outre les facteurs technologiques ou politiques, la réussite de la banane tient précisément au dynamisme des producteurs ; un dynamisme sous-tendu par une perception positive de cette culture, en rapport avec la promotion sociale permise grâce à elle. Rien de tel n'a été observé en canne.

b) Pour la canne : un bilan mitigé

Le dynamisme des acteurs est fortement lié à leur motivation économique, comme le montre le cas de la banane. Pour la canne, cette motivation est à mettre en parallèle avec la place tenue par la canne dans le système d'activités, ainsi que la surface cultivée, dont dépendent les revenus tirés de cette production. En deçà d'une certaine surface, la motivation est souvent peu importante. Le faible engagement des petits producteurs canniens dans la dynamique de filière est également corrélé au maintien d'étroites relations de dépendance avec les grandes exploitations ou les distilleries ; une situation dont les limites et avantages en matière de durabilité sont à débattre.

Qu'il s'agisse ou non de colonat, le relationnel entre petits producteurs et acteurs dominants de la filière se caractérise par un manque d'autonomie des premiers, comme une continuité des liens ancestraux. Les anciens ouvriers, devenus planteurs, qu'ils demeurent colons ou accèdent au statut de propriétaires (ou locataires), ont du mal à se défaire de la tutelle de leur ancien patron. Les rapports sortent difficilement de la relation d'ouvrier-patron, pour accéder à celle de planteur à planteur. Ce constat fait écho aux écrits de Michel LOUIS (2000), mettant en relief le point commun entre le rapport patron-employé et celui de maître-esclave : « la tendance à une sorte de paternalisme absolu, qui relève de toute façon de l'affect » (LOUIS, 2000). L'analyse de discours est à ce propos significative : il n'est pas rare d'entendre jusqu'ici les colons (ou anciens colons⁵⁰) dénommer le responsable de l'exploitation « *patron* », voire « *papa-nou* » ou « *papa Bétjé* ». Ces dénominations traduisent leur respect et leur affection pour le responsable de l'exploitation, mais aussi leur difficulté à s'affirmer indépendamment de l'exploitation-mère. Tout se passe comme si le grand planteur ou le distillateur était en quelque sorte le « gérant » de certaines de ces petites exploitations. Ce type de relationnel perdure depuis les années trente, comme mis en scène par l'écrivain Raphaël CONFIAINT (1994). Il est vécu comme « traditionnel » au sein de l'agriculture martiniquaise : le petit planteur a longtemps évolué au sein de plantations détenues par des Békés, où les relations étaient très étroites ; rappelant ces rapports de types féodaux, identifiés par Edmond LAURET (1976) comme facteur de blocage de l'économie réunionnaise. De nombreuses plantations sont jusqu'ici nommées « habitations », tel un rappel des temps passés ; tandis que les distilleries, dans leur grande majorité⁵¹, sont toujours aux mains des Blancs, qu'ils soient créoles ou français. Cette organisation sociale est acceptée comme relevant d'un ordre établi, nullement bouleversé par l'AOC.

Cependant, le relationnel observé ne présente-t-il pas en retour un intérêt indéniable en terme de durabilité pour les petites unités de production cannière et, plus généralement, pour la canne ? D'une part, ce système de paternalisme à l'ancienne semble désamorcer nombre de conflits, contribuant à conforter l'image de filière calme, précédemment évoquée. Ce système est relayé par une forme d'assistanat par les conseillers techniques (Chambre d'agriculture, CTCS, techniciens

⁵⁰ En distilleries, les fournisseurs sont encore dénommés « colons » et ils se pensent eux-mêmes en tant que colons, alors qu'ils sont pour la plupart propriétaires ou, plus rarement, locataires.

⁵¹ Seule la distillerie Neisson, comme déjà mentionné, constitue une survivance de la présence des mulâtres dans le monde des distillateurs à la Martinique.

d'exploitations). Concernant le colonat, l'encadrement mis en place constitue un soutien pour les petits planteurs, tandis que la maîtrise foncière est assurée par l'exploitation-proprétaire⁵². En dépit d'un manque relatif d'autonomie des petits planteurs, le colonat est synonyme d'équilibre. Ce dernier est assuré, dans le cas de l'EAG, grâce à l'encadrement apporté par cette exploitation et par la Chambre d'agriculture (fonctionnement de la CUMA, gestion quotidienne, technique et financière). De même, sans un tel encadrement, il serait permis de s'interroger sur le devenir de la CUMA de Malgré Tout. Malgré sa difficulté à affirmer son autonomie de fonctionnement par rapport à l'EAG, elle reste la seule CUMA de la filière et fait figure d'exemple au sein de l'agriculture martiniquaise, où règne l'individualisme. Quant aux distilleries, le relationnel actuel constitue des formes de fidélisation, qui contribuent à ralentir la disparition des petits planteurs, même si elles s'avèrent insuffisantes pour enrayer totalement ce phénomène.

Malgré ses limites, l'organisation actuelle apparaît donc comme vecteur de durabilité sur le plan social, d'autant plus au regard du faible niveau de formation de la majorité de ces acteurs. L'implication croissante de certains prestataires privés dans la filière peut offrir une alternative à la relation binaire petits planteurs-grande exploitation (ou distillerie) : plus autonomes, mieux formés, ils contribuent à dynamiser la base des petits producteurs. Mais comment se répercute la situation actuelle sur les capacités de négociation des différents acteurs ?

3.2. Paiement et orientation des cannes : négociations producteurs/transformateurs

Les capacités de négociation des acteurs sont appréhendées dans cette sous-section sous l'angle du paiement et de l'orientation des cannes. Il s'agit d'un point crucial de l'articulation entre production et transformation, dont dépend la durabilité tant des unités de production que des unités de transformation et, notamment, l'usine du Galion.

3.2.1. Négociation des quantités de canne : difficultés d'adéquation offre/demande

La question du volume de canne requis pour la filière fait l'objet de débats récurrents ; le plus fréquent ayant trait au Galion, en rapport avec son faible pouvoir de négociation comparativement aux distilleries agricoles. Les difficultés de prévisions de ces dernières ont été analysées au chapitre VI. Elles font écho aux mêmes difficultés dans le secteur sucrier, soulignées ci-après, avant de poser le problème en terme de durabilité pour le Galion et ses fournisseurs.

a) *Seuil de viabilité pour la SAEM du Galion : 125 000 ou 100 000 tonnes de canne ?*

Actuellement, le seuil économique de rentabilité admis, confirmé par l'audit réalisé en 1999-2000, est estimé à 100 000 tonnes de cannes - alors que le Galion n'en a broyé, rappelons-le, que 91 000 tonnes en 2000 et 80 707 tonnes en 2001 (CTCS, 2002). Ce seuil a-t-il toujours été de mise ?

⁵² Il s'agit là d'un point essentiel pour la durabilité des petites unités de production, sur lequel nous sommes amenés à revenir au chapitre VIII (analyse de la transmissibilité inter-générationnelle).

Le rapport d'audit des années quatre-vingts (SOLUTIONS-REALISATION SA, 1988)⁵³ avait conclu à la nécessité d'un seuil de 125 000 tonnes de canne, à 8 de CP, pour rentabiliser l'usine du Galion. Ce seuil est corroboré quelques années plus tard comme meilleur garant de viabilité financière pour le Galion, comparativement au seuil de 100 000 tonnes, au regard des économies d'échelles permises. La question était alors de savoir : « *Est-ce possible d'atteindre une production de canne pour le sucre de 125 000 tonnes ? Et comment ?* ». C'est d'ailleurs ce double questionnement qui a fait l'objet de l'étude commanditée par le Conseil général de la Martinique auprès de l'UAG (DAC, 1992a ; Synthèse, p. 1 ; 1992b). La réflexion s'est alors axée sur les planteurs livrant à l'usine, en terme d'organisation, de productivité agricole, de richesse des cannes, etc.

Cependant, les efforts entrepris depuis le début des années quatre-vingt-dix ont commencé à porter leurs fruits et un renversement de problématique s'observe alors. Les procès verbaux des réunions pour la préparation de la dernière table ronde sur la filière canne, organisée par le Conseil régional de la Martinique, témoignent des débats relatifs à la fixation du tonnage requis pour l'usine. Rappelant l'objectif de 125 000 tonnes, les planteurs soulignent que ce dernier a été potentiellement atteint en 1995, étant donné que « *18 000 tonnes étaient restées sur pied du fait de la fermeture de la sucrerie* » (CTCS, 1995a ; p. 42). L'usine a alors broyé 114 812 tonnes, sur un total de 209 365 tonnes récoltées (cf. annexe 1.3). En fait, il s'avère à cette époque que l'usine du Galion se trouve dépassée par la fourniture des planteurs. Ne pouvant espérer faire diminuer suffisamment ses coûts pour trouver des marchés extérieurs, elle reconnaît préférer se cantonner à la fourniture du marché intérieur. Le groupe de travail traitant de la problématique du Galion, dans le cadre de la table ronde pré-citée explique que la SAEM du Galion a été amenée à « *[...] vouloir limiter le volume de cannes à recevoir à un tonnage nécessaire à une production de sucre facile à écouler sur ce marché local. Cette proposition ne rencontre pas l'agrément des planteurs qui souhaitent pouvoir livrer au Galion jusqu'à 130 000 tonnes, le Galion risquant de surcroît de jouer le rôle de tampon dans les années où la consommation des distilleries serait moindre* » (Conseil régional, 1996a ; Industrie sucrière, p. 7).

L'alternative offerte à la SAEM est ainsi décrite :

soit le Galion accepte un tonnage supérieur à ses besoins, ce qui l'amène à jouer le rôle de « tampon » de la filière, et « *[...] absorbe les tonnages qui lui sont imposés* »⁵⁴ (Conseil régional, 1996a ; Industrie sucrière, p. 8) ;

soit « *le Galion se contente de broyer le tonnage nécessaire à une production [de sucre] en adéquation avec le marché local. Dans ce cas, la société limite les déficits mais au niveau de la filière, les planteurs ne retrouveront pas leur compte et risquent de se*

⁵³ dit « rapport Plouvier », du nom du dirigeant de l'équipe du bureau d'étude responsable de l'audit technique, économique et financier accompli en 1998 ; conseiller technique de la sucrerie d'Arcis-sur-Aube, intervenu à la Martinique en 1970-1974 (Solution-Réalisation SA, 1988 ; p. 2).

⁵⁴ Une alternative qui se serait traduite, selon les estimations alors effectuées par la SAEM, par une perte de près de 357 000 euros (3 millions de francs) par millier de tonne de canne en excédent, qu'il conviendrait de vendre à perte sur le marché extérieur, au prix du marché international (Conseil régional, 1996b ; Industrie sucrière, p. 7).

désintéresser de la culture de la canne au profit d'autres cultures (telles la banane) ou d'autres activités » (op. cit., p. 7).

A cette époque, le secrétaire général de la SAEM du Galion estime finalement que : « [...] vu l'état actuel de la commercialisation [du sucre et du rhum industriel], la SAEM considère que l'optimum de cannes à broyer serait de 105 000 tonnes par an » (CTCS, 1995a ; p. 42).

b) Une baisse de la demande en canne qui engendre une baisse de l'offre

Cette proposition, traduisant la volonté de la SAEM de s'engager sur une plus faible quantité de canne que ne l'auraient souhaité les planteurs, est réfutée par ces derniers : « Les planteurs présents sont unanimes à considérer qu'on ne peut en aucune façon inciter à la diminution actuelle de la production sans risquer, comme en 1982, de situer les quantités produites bien en dessous du minimum requis pour le fonctionnement normal de la sucrerie » (CTCS, 1995a ; p. 42). Ce renversement de tendance observé en 1995-1996 constitue une situation paradoxale par rapport à celle observée à ce jour : en 1995, il s'agit pour les planteurs de convaincre la SAEM d'accepter 125 000 tonnes de canne. En tout état de cause, cette offre (excédentaire par rapport aux besoins estimés par la SAEM elle-même) va de pair avec une diminution de la demande en canne des distilleries, alors en phase de déstockage (cf. chap. VI, § 3.2.1.c). Finalement, les professionnels (planteurs et transformateurs) s'accordent alors sur un objectif de 115 000 tonnes à livrer à la SAEM du Galion.

Néanmoins, le pronostic des producteurs n'en est pas moins réaliste : toute demande à la baisse de la sucrerie risque d'engendrer une baisse plus conséquente que prévue. Dans son bilan de campagne 1996, le CTCS souligne ce risque d'étiollement du potentiel agricole, alors que la double activité industrielle qui caractérise la filière martiniquaise n'a pas permis d'absorber la totalité de la production cannière. « En effet, pour la deuxième année consécutive, plusieurs milliers de tonnes de cannes sont restés sur pied. Selon les données recueillies auprès des planteurs, le CTCS estime à 9 000 tonnes, la quantité de cannes n'ayant pas été récoltée cette année, contre environ 15 000 tonnes à l'issue de la récolte 1995. L'an dernier, ces cannes restées sur pied étaient destinées exclusivement à la sucrerie, compte tenu des problèmes rencontrés par celle-ci pour l'écoulement des produits finis. Des difficultés similaires sont apparues au sein de la filière rhum agricole, contraignant les distilleries à limiter quelque peu leur approvisionnement » (CTCS, 1996c). Face au constat d'un potentiel de 225 000 tonnes de cannes à répartir entre sucrerie et distilleries, le problème d'écoulement de la matière première décourage les petits producteurs, tant les fournisseurs de distilleries que du Galion. La motivation de ces derniers est, dès cette époque, érodée par les problèmes de paiement, sur lesquels nous reviendrons plus loin ; un problème accru par les inquiétudes pesant sur le devenir du Galion. Tandis que la banane a « le vent en poupe », une réduction des surfaces en canne est observée au profit de cette première spéculation. Le CTCS prévoit alors une réduction de la sole cannière en dessous de la barre des 3 000 ha, soit à environ 2 800 ha (CTCS, 1996c ; p. 4).

c) Une offre en cannes qui suit la demande à la hausse à partir de 1999

Cependant, à l'issue de la campagne 1999, les transformateurs (usiniers et distillateurs) estiment qu'il manque environ 300 à 500 ha de canne à la Martinique (soit environ 20 000 tonnes) pour satisfaire leurs besoins respectifs. D'une moyenne de 100 000 tonnes broyées en distilleries, les distillateurs aimeraient passer à 120-130 000 tonnes. Suite aux annonces de manque de cannes en 1999 et 2000, un nombre croissant d'agriculteurs est venu se renseigner auprès du Syndicat quant au classement de leurs terres en aire AOC⁵⁵. En 2000-2002, les surfaces plantées en canne sont à la hausse, mais les difficultés de prévision demeurent.

Les distillateurs souhaitent à terme garder une certaine « rareté » du rhum AOC, ce qui implique en amont une maîtrise de la fourniture de canne. Dans le contexte actuel du marché, ils optent pour une augmentation de l'offre en rhum dans un premier temps, afin d'alimenter et même stimuler la demande commerciale. Dans un deuxième temps, ils comptent stabiliser (voire diminuer) la production rhumière. Ces stratégies visent à différencier le rhum agricole « Martinique » des rhums en provenance d'autres DOM ou du reste de la Caraïbe. Elles impliquent une gestion adéquate des plantations de canne. Craignant un excédent de canne à moyen terme, le Syndicat souligne que la vigilance reste de mise. En cas de problèmes relatifs aux autres spéculations agricoles, notamment en banane, plane le risque de reconversion massive en canne. Sans contrôle, une telle conjoncture pourrait induire un effondrement des prix de la canne et remettre en cause sa viabilité économique. Une trop forte spéculation sur la canne risquerait de mettre en péril les « anciens » producteurs, engagés dans la culture lors de la promulgation du décret AOC, et de compromettre l'équilibre de la filière. Certains professionnels se montrent inquiets de ce risque de déflation de la canne en cas de surproduction. Au contraire, en situation de rareté relative, une augmentation du prix de la tonne est probable et peut contribuer à « sauver les petits planteurs ». Afin de prévenir ces risques de reconversion massives en canne, des propositions sont examinées au sein du Syndicat, quant à la mise en place de droits de plantation ; un point développé plus loin.

Est-ce cette prudence qui a conduit à ne pas annoncer des besoins trop importants en distilleries pour 2002 et à freiner la tendance à l'augmentation de la sole cannière ? Les perspectives pour le rhum agricole AOC se révélant de plus en plus favorables, la demande en canne de ce secteur aurait-elle dépassé les prévisions des distillateurs ? A moins que la succession d'années sèches, ayant conduit à pénaliser fortement le potentiel de production agricole, n'ait faussé les prévisions. Toujours est-il que la campagne 2002, semble plus que jamais marquée par un déficit avéré des livraisons de canne en sucrerie. Tant et si bien que la SAEM du Galion en est arrivée à menacer les planteurs de cesser toute activité en cours de campagne, faute de voir ses besoins satisfaits : le discours a fortement changé depuis 1995.

⁵⁵ Cette remarque du Syndicat va dans le même sens que les observations faites par le CEGER et le CTCS, où depuis l'inter-campagne 1999, les agriculteurs sont de plus en plus nombreux à venir se renseigner sur les coûts de plantation et les marges pouvant être espérées avec la canne à sucre.

Face à un potentiel insuffisant par rapport à la demande globale (sucrierie et distillerie) entre 1999 et 2002, le déficit en cannes de l'usine est à mettre en parallèle avec une orientation préférentielle des cannes en distilleries agricoles - mises à part les incidences de l'exceptionnelle sécheresse qui a sévi en 2001. Comment expliquer cette préférence ? Telle est la question à laquelle nous allons maintenant tâcher de répondre.

3.2.2. Choix du lieu de livraison des cannes : usine ou distilleries ?

L'une des premières raisons avancées tient au prix de la tonne de canne, présentée par les médias comme étant plus élevé en distilleries. Le problème n'est pas récent : dès les années quatre-vingts, Jean-François FERRE (1981) signale que les livraisons de canne aux sucreries se ralentissent, les planteurs se voyant offrir une meilleure rémunération par les distilleries. Les médias d'aujourd'hui relayent cette argumentation : « *L'usine ne possède aucune exploitation et les rares planteurs préfèrent encore livrer leur canne aux distilleries qui payent beaucoup plus vite que la SAEM du Galion* » (PULVAR, 2001a) ; « *Les planteurs de cannes qui approvisionnent l'usine sont réticents et préfèrent livrer aux distilleries qui paient bien...* ». C'est également à la rémunération que le dernier audit (INITIATIVES, 2000) attribue à l'apparente préférence accordée aux distilleries : « *Exceptée l'Exploitation agricole du Galion qui livre l'ensemble de sa récolte à l'usine, les livraisons de grandes exploitations plus éloignées sont aléatoires dans la mesure où le marché de la canne rattaché aux distilleries est souvent plus rémunérateur, avec un coût de transport moindre* ». Parfois, les propos dérapent et reflètent les rapports sociaux imprégnés d'« ethnicisation », comme relevés dans la première section de ce chapitre : « *Les Békés se servent d'abord pour leur distillerie. Ils veulent la mort du Galion* » (dixit un acteur de la filière).

Il convient de rester extrêmement prudent face à de telles assertions. Avec des résumés très succincts de la situation, les médias ne contribuent-ils pas à fausser la réalité auprès du public et des politiques ? Les propos précédents ne font-ils pas écho à ceux de certains acteurs de la SAEM, volontiers enclins à politiser les débats ? Il convient de voir si ces motifs (liés au prix de la canne et du transport) suffisent à expliquer l'orientation privilégiée des cannes vers les unités rhumières. Le problème du mode de paiement des cannes à l'usine du Galion est réel, mais aussi très complexe. Plusieurs aspects sont à distinguer : prix de base, principe de calcul, échantillonnage, durée et étalement des paiements. Pour cerner au mieux ces aspects, il importe de revenir sur la différence de modes de paiement des cannes entre sucrierie et distillerie. Cette question a été abordée sous l'angle technique au chapitre VI, du fait de ses incidences sur le revenu des planteurs. Ce chapitre consacré à la dimension sociale de la production amène à l'approfondir, vu son interférence avec la problématique de l'orientation des cannes en unités industrielles.

a) *Alignement du prix de base en sucrierie et distilleries, et adaptations*

En distillerie, le paiement est assuré intégralement par l'entreprise privée, qui ne bénéficie pas de subvention pour l'achat de matière première (pas d'aide à la balance). Cependant, le versement aux distillateurs de l'aide à la transformation directe de la canne en rhum agricole (prévu par l'article 18 du règlement POSEIDOM agricole de 1991) est conditionné par le paiement d'un prix

minimum aux producteurs de canne. Ce principe, que rappellent Mathias BINI et Olivier MANIOC (2000 ; p. 25), vise indirectement à soutenir les producteurs canniens. Le prix minimum est fixé, pour chaque DOM, par équivalence au prix de référence appliqué pour les cannes livrées en sucrerie. A la Martinique, il est en moyenne de 62,50 €/t en 2001, contre 59,71 €/t (391,69 F) en sucrerie. Dans le cas où la demande en cannes des transformateurs dépasse l'offre, comme lors des campagnes 1999-2002, les distilleries sont libres d'augmenter le prix proposé. Sachant que chaque unité gère sa propre politique de prix, en accord avec ses fournisseurs, la surenchère est de mise. Cette surenchère prend une signification d'autant plus marquée que, comme déjà mentionné, le prix de la tonne de canne en sucrerie est quasiment inchangé depuis neuf ans. Cette stagnation implique une diminution de marges pour les planteurs n'ayant pu adapter de façon adéquate leur mode de production. De fait, l'augmentation du prix de la tonne de canne au Galion fait l'objet de revendications régulières de la part des planteurs, surtout au cours des cinq dernières campagnes. Elle s'est traduite à l'orée de la campagne 2001 par le blocage de l'usine du Galion par une centaine de planteurs. Dans le cas particulier de la filière sucre, planteurs et usine se trouvent souvent soudés pour négocier ensemble une augmentation de la participation des pouvoirs publics dans le prix de la tonne de canne livrée au Galion, à travers l'aide à la balance.

En conclusion, dans un contexte où la marge de manœuvre de la SAEM est faible, le prix de la canne en distilleries peut effectivement devenir plus incitatif pour les producteurs. Toutefois, il importe de voir ce qu'il en est en intégrant la modulation de ce prix selon les modes de paiement.

b) Différences de prix : principe de calcul et aléas climatiques

Par rapport à un prix de référence peu différent, le prix effectif de la tonne de cannes livrée dans l'une ou l'autre des filières varie sensiblement, du paiement à la richesse en sucrerie, à la qualité en distilleries. Les variations relèvent non seulement des modes de calcul et de leur sensibilité aux aléas climatiques, mais aussi de la rigueur de leur mise en œuvre. Avant de mettre en parallèle les deux modes de paiement, une précision s'impose sur une particularité observée en distilleries. Si le choix d'un mode de paiement basé sur le Brix (expliqué au chapitre VI) est cohérent, le système pêche quant aux modalités de prélèvement des échantillons, à l'entrée des distilleries. L'échantillonnage consiste jusqu'ici en un prélèvement manuel de deux ou trois cannes, tout au plus, dans le chargement arrivant en distillerie –quand ce n'est pas le transporteur lui-même qui fournit au laboratoire les cannes à analyser⁵⁶. Aucun sondage n'est réalisé à l'intérieur du camion ou de la remorque (ce qui exigerait des distillateurs un investissement jugé trop lourd, dans la conjoncture actuelle). Une procédure aussi rudimentaire ne permet pas de prendre en compte l'apport réel de matières non-usinables. Elle est au final plus favorable pour le producteur, comparativement au sondage réalisé à l'entrée de l'usine du Galion.

Cette simplification du mode de prélèvement va de pair avec l'écrasement de la courbe de paiement des cannes en distilleries, par rapport à la stricte proportionnalité du paiement à la

⁵⁶ Les cas de fraude sont légion –largement permis par le système, qui ne prévoit jusqu'ici aucun contrôle : deux cannes de qualité supposée optimale peuvent être choisies à l'avance par le planteur et confiées au transporteur à fin d'analyse.

richesse au Galion⁵⁷. Pour les premières, l'augmentation se fait par paliers, selon des fourchettes de Brix : - 2%, - 4%, + 2% et + 4%, par rapport au prix de référence de 62,50 €/t, établi entre 17 et 19 de Brix. Pour la seconde, la courbe est linéaire, selon le CP moyen pondéré de la quinzaine : $\text{Prix} = (59,71 \text{ €} / 8) \times \text{CP}_{\text{quinzaine}}$. De sorte, que la bonification et la pénalité jouent toutes deux de façon moindre pour les cannes acheminées en distilleries. En cas de richesse en saccharose élevée, les planteurs sont moins payés au final en distilleries. La campagne 2001 constitue une brillante illustration de cette moindre valorisation financière de la qualité technologique de la matière première dans la filière rhum agricole⁵⁸. (CTCS, 2001c). Par contre, l'inverse est tout aussi vrai. Cet état de fait invite à plusieurs réflexions : (i) d'une part, sur la rémunération effective de la qualité en distillerie, qui se voudrait incitative, par rapport à une démarche AOC –une question sur laquelle nous serons amenés à revenir dans la troisième partie ; (ii) sur les incidences de ces différences de paiement quant à l'orientation des cannes. Pour les quelques exploitations qui peuvent livrer à la fois en sucrerie et en distilleries, le fait de disposer des deux débouchés leur permet de mieux adapter leur stratégie, en fonction des conditions climatiques et des besoins des distilleries ; voire, plus généralement aux variations de la demande (ou de l'offre) en canne sur le territoire. Cette souplesse stratégique sur laquelle jouent certains planteurs reflètent le rôle de tampon joué par l'usine ; un rôle qu'elle assume malgré elle et qui joue en sa défaveur en cas d'offre inférieure à la demande globale en canne.

Dans le cas d'une demande importante de la part de la filière rhum agricole, le principe du PCRS constitue un handicap important en début ou en fin de campagne pour les livraisons en sucrerie. Par exemple, une livraison qui risque d'être considérée comme « cannes non marchandes » en sucrerie ou être tout juste payée à 38 €/t (environ 250 F, à 5 de CP), est rémunérée pour le moins à 60 €/t (près de 400 F) en distilleries. L'application de la pénalisation de -4% par rapport au prix de base y est extrêmement rare, vu la procédure d'échantillonnage. Cette situation explique les tensions qui existent en ce milieu de campagne 2002 entre la SAEM du Galion et ses fournisseurs : pour les planteurs disposant de l'alternative offerte par les distilleries (hormis les colons et l'EAG), la stricte rationalité économique incite à un déplacement des livraisons vers les distilleries, alors que les CP sont faibles. Ce constat n'amène-t-il pas à réfléchir à l'éventualité d'une révision du PCRS ? Alors que la plus-value de l'usine est surtout liée à la production de RTS et de rhum grand arôme, la rigueur du PCRS, strictement inféodé au sucre cristallisable récupérable par l'usine, est-elle toujours adaptée ? Une livraison de canne dite « non marchande » (à moins de 5 de CP moyen sur une quinzaine) ne contient-elle tout de même pas de matière première pour la fabrication rhumière ? Un nouveau principe de détermination serait peut-être à trouver, tandis que le manque de rigueur pour l'échantillonnage serait à combler en distilleries. Les inconvénients de ces différences de détermination pour l'orientation des cannes en sucrerie (en cas de forte demande globale) sont exacerbés par la procédure de paiement.

⁵⁷ cf. annexe 2.9 : Comparaison des modes de paiement des cannes en sucrerie et en distillerie.

⁵⁸ Vu les conditions climatiques exceptionnelles en 2001, le suivi de fabrication des distilleries (CTCS, 2001c ; p. 5) s'est soldé par un brix moyen de 19,65, soit un prix moyen de la tonne identique au prix de référence : 62,50 € (410 F). En sucrerie (CTCS, 2001b ; p. 2), le CP moyen sur la campagne a été de 9,46, correspondant à un prix moyen de la tonne de 70,61 € (463,17 F). Si le brix avait pu atteindre en distilleries celui affiché en sucrerie, soit 21,10, le prix moyen n'aurait été majoré que de 2%, soit un montant de 63,75 € (418,20 F) ; soit tout de même une différence de près de 10%.

c) Morcellement et étalement des paiements en sucrerie : une procédure lourde

La procédure de paiement des cannes livrées à l'usine du Galion présente pour les planteurs un double inconvénient : celui du morcellement et celui de l'étalement. D'une part, se pose le problème de morcellement des montants, assurés par quatre bailleurs de fonds : la SAEM, les deux assemblées martiniquaises et l'Etat. Les montants transitent par le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA). Cette complexité de procédure se traduit par des versements fractionnés et dispersés, qui complique fortement le suivi de leur comptabilité par les planteurs, surtout les plus petits d'entre eux. D'autre part, se pose la question d'étalement du paiement ; déjà noté dans les années cinquante, comme nous l'avons vu au chapitre II, avec des paiements étalés parfois sur un, voire deux ans après la fin de la campagne (LOUIS-JOSEPH, 1987). De nos jours, le paiement des cannes livrées à l'usine est parfois soldé neuf mois après la fin de la campagne. Il est fréquent qu'une campagne débute sans que les planteurs soient entièrement rémunérés pour les livraisons de la campagne précédente. A l'opposé, les cannes livrées en distilleries se voient intégralement payées quinze jours après livraison. En cas de besoin urgent de trésorerie, notamment pour l'entretien, le choix du planteur bénéficiant de la souplesse du double débouché se fait donc souvent en faveur de la distillerie.

En conclusion, en dépit de montants potentiellement plus élevés à l'usine du Galion (en conditions climatiques favorables), le mode de paiement des cannes avantage les planteurs livrant en distilleries. Cet avantage est exacerbé par une procédure de paiement rapide, alors que les livraisons à l'usine du Galion font l'objet d'un paiement différé et de surcroît fractionné. Ces différences de mode de paiement entre industries (récapitulées à l'annexe 2.9) contribuent à déséquilibrer la répartition des approvisionnements. Les dysfonctionnements qui perdurent à ce propos pour les livraisons au Galion ne cessent d'être décriés ; une simplification des formalités administratives mises en œuvre par le CNASEA étant souhaitée par la FDSEA (Préfecture de la région Martinique, 2002 ; p. 3). Ces dysfonctionnements ne facilitent pas la maîtrise des flux de matière première, dans un contexte où la contractualisation entre acteurs n'est pas formalisée. Enfin, au-delà des questions de modes de paiement (prix ou rapidité des versements), la prépondérance accordée aux distilleries agricoles dans les livraisons tient aussi à un intéressement différent de certaines grandes exploitations à la filière rhum agricole.

3.2.3. Incidences en terme de durabilité selon les acteurs et perspectives

Les questions de paiement, d'orientation et de quantités de canne à produire conduisent à s'interroger sur leurs incidences en matière de durabilité des unités de la filière, mais aussi sur les perspectives actuellement envisagées pour résoudre ces questions.

a) Paiement et orientation des cannes : incidences pour le Galion et ses fournisseurs

L'un des symptômes d'incertitude relatifs à l'avenir de la production cannière, soulevé dans la problématique, a trait à l'orientation préférentielle des livraisons en distilleries, depuis quelques années. Le problème du manque de canne à l'usine du Galion défraye régulièrement la chronique.

Cette question, rappelons-le, est retenue par le dernier audit comme susceptible d'aggraver les difficultés financières la SAEM et pouvant hypothéquer son devenir (INITIATIVES, 2000). En rapport avec la répartition des livraisons de canne par type de planteur (cf. chap. III), cette situation met en exergue la vulnérabilité de la SAEM face à un nombre très limité de planteurs. Dans un récent compte rendu de réunion, relatif à l'augmentation du prix de la tonne de canne (Préfecture de la région Martinique, 2002 ; p. 3), il est possible de lire que : « *Les représentants des gros planteurs, s'ils se disent satisfaits pour les petits planteurs, indiquent qu'ils ne le sont pas pour eux et signalent qu'ils livreront toutes les cannes qu'ils peuvent en distilleries agricoles* ». Le prix de la canne devient, pour les premiers, un moyen de pression sur des politiques soucieux de conforter l'approvisionnement en matière première de la dernière unité sucrière martiniquaise.

Si l'irrégularité des approvisionnements consitue un frein au bon fonctionnement de l'usine, il est important de considérer l'autre aspect du problème : les inconvénients de la procédure de paiement des cannes livrées à la SAEM se répercute sur la fidélisation de ses fournisseurs et même sur la durabilité des petites unités de production. Ce problème est d'autant plus crucial pour ceux qui ne possèdent pas d'alternatives en matière de débouchés, en particulier les colons, les plus fragiles structurellement. Payés avec plusieurs mois de retard, ils n'ont pas toujours la trésorerie nécessaire pour effectuer à temps un entretien adéquat de leur canne. Le rôle d'intermédiaire joué dans ce cas par les grandes exploitations (telle l'EAG) ou les distilleries, prend toute son importance pour la durabilité de ces unités. Cette situation n'en joue pas moins directement sur la motivation de ces acteurs, avec des répercussions indirectes sur la conduite de la culture et les résultats des futurs rejets. Cet état de fait, relevé régulièrement par le CTCS, s'aggrave en cas de déficits hydriques, venant exacerber les incidences néfastes de ceux-ci (stress supplémentaire pour une plante ne bénéficiant pas des conditions d'entretien optimales). Cette situation perdure à l'issue de la campagne 2002, alors que les planteurs ont déjà alerté les collectivités plusieurs fois. Venant rompre avec la réputation de la filière canne, Serge Benneteau de la Prairie, Président de la CUMA de Malgré-Tout, a fait part de l'intention des petits planteurs de « *faire entendre leurs voix énergiquement* » (France-Antilles, 2002a).

b) Le rôle stratégique des prestataires et des transporteurs : des intermédiaires-clés

Concernant les problèmes d'orientation de la matière première entre usine et distilleries, au-delà des questions de prix de la canne ou de seuil de viabilité du Galion, d'autres facteurs interfèrent, tels ceux liés à l'organisation de la récolte et au transport.

L'IEDOM (1997) note que les problèmes d'approvisionnement se multiplient à cause notamment de la vétusté du parc de camions. Si ce parc a été rénové et l'organisation du transport des cannes par le Galion s'est notablement améliorée à la fin des années quatre-vingt-dix, un autre facteur rentre en ligne de compte : il importe de ne pas sous-estimer le rôle joué par les prestataires et par les transporteurs, à l'interface entre planteurs et distilleries. Quand les besoins en canne se font plus pressants et que la concurrence s'avive entre distilleries, celles-ci misent sur la fidélisation de leurs fournisseurs, par le biais de ceux qui transportent la canne. « *Les distillateurs contrôlent les transporteurs en les surpayant, en les "chouchoutant"* », déplore un acteur de la filière. La marge

de manœuvre de ces acteurs privés que sont les distillateurs est sans commune mesure avec celle de la SAEM du Galion. Alors que l'emprise des prestataires s'accroît, leur implication dans l'organisation du chantier de récolte leur permet d'influer également dans l'orientation des livraisons vers telle ou telle unité. Cette remarque fait écho à la conclusion sur la viabilité économique des unités de production cannière, quant au rôle décisif des prestataires dans la rentabilité de la culture pour les exploitations familiales ayant recours au mode de conduite II. Le présent chapitre vient confirmer le rôle majeur de ces acteurs dans la filière, cette fois en matière d'orientation des livraisons : un point qui influe tant sur la viabilité économique des unités de production, que sur la durabilité des unités de transformation (le Galion étant à ce titre l'unité la plus menacée). Si les distilleries contrôlent pour une grande part l'articulation entre production et transformation, elles doivent de plus en plus compter sur les prestataires et les transporteurs, qu'elles cherchent à courtiser. Ces acteurs interviennent comme des intermédiaires-clés quant à l'orientation des cannes.

Il est intéressant à ce propos de s'arrêter sur un prestataire stratégique : le CTCS. Son rôle en tant que chef de file pour le Galion n'est-il pas amené à être remis en cause ? Le chapitre III a permis de souligner le rôle du CTCS dans le maintien des petites unités de production cannière, suite à l'arrêt de l'OTC (Opération transport canne). Ce rôle, encore décisif dans les années quatre-vingt-dix, semble désormais compromis : d'une part, du fait de la moindre disponibilité en terres (pour l'exploitation directe), d'autre part du fait de l'arrivée de nouveaux prestataires. De plus, alors que la demande en canne des distilleries s'accroît, une prise de position plus marquée d'exploitations de distilleries, telle la SMCS, s'observe sur le terrain. Cette diversification de l'offre de prestations peut constituer un avantage pour la filière, alors que le CTCS est de plus en plus amené à recentrer son action sur une mission de service public, davantage conforme à ses statuts.

c) Contrats de livraisons et droits de plantation : la frilosité des acteurs

L'absence de formalisation pour l'orientation des livraisons présente des dangers pour l'équilibre de la filière, comme nous l'avons vu, faute de maîtrise des flux de canne. Il en va de même pour l'absence de maîtrise des quantités produites. Il s'agit de prévenir des retournements de situation, telle une surproduction due à la reconversion massive des planteurs de banane vers la canne, en protégeant les planteurs déjà impliqués dans la culture cannière. Deux options sont envisagées par le SDAORAM : (i) un système de droits de plantation, qui pourrait s'inspirer de ce qui se fait pour le vignoble ; (ii) une contractualisation des relations de fourniture de canne entre producteurs et transformateurs.

La proposition d'instaurer des droits de plantation vise à un double objectif : (i) favoriser l'insertion de jeunes planteurs ; (ii) protéger et fidéliser les planteurs engagés dans la culture avant 1995 (ceux qui « croient en la canne ») et ayant contribué (fut-ce indirectement) à l'obtention de l'AOC. Il s'agit d'une idée novatrice au sein de la filière, proposée en 2000 par le Président du CODERUM. Ce système devrait favoriser la fixation des quantités de canne à produire en fonction des prévisions des distillateurs/négociants (vendeurs de rhum). Différentes options coexistent quant à la cession des droits de plantation. Ceux-ci peuvent être rattachés : soit à la personne,

option qui risque d'induire des problèmes d'influence ; soit à la terre (parcelle cultivée), ce qui risquerait de constituer une contrainte en terme d'assolement, surtout en cas de rotation culturale ; soit à la surface cadastrale, option la plus probable. Les droits de plantation représentent une protection très stricte, car ils relèvent de la Commission nationale de l'INAO et rentrent dans le cadre des impôts : leur non-respect constitue un délit condamné au niveau pénal. Les droits de plantations ayant une durée déterminée, ils peuvent être perdus au bout de quelques années et reversés à la communauté. Les redistributions partielles peuvent favoriser l'insertion de jeunes agriculteurs, tout en limitant la concentration de la production au sein des grandes unités. Les grands planteurs se montrent de fait hostiles à l'instauration de tels droits, arguant la libre gestion de leur production. Les petits et moyens producteurs semblent plus ouverts à cette perspective, sensibles à la protection que pourrait leur conférer ce système. Cette proposition est toujours à l'étude.

La réticence des propriétaires terriens pour l'instauration de droits de plantation se retrouve pour les contrats de livraison. La coordination informelle est présente à tous les niveaux de la filière canne et, jusqu'ici, il n'existe pas de contrats formels de livraison⁵⁹ dans la filière contemporaine. En remontant dans l'histoire, Emile EADIE (1997) montre qu'il existe des exemples de contrats de livraisons à l'époque de la mise en place des usines centrales. Cependant, ceux-ci ont toujours eu du mal à être respectés, en particulier par les planteurs. Par contre, de telles contractualisations n'ont pas eu cours dans la filière rhum agricole, pour laquelle les tonnages de canne impliqués ont toujours été plus faibles, tandis que la proximité entre fournisseurs et distilleries a contribué à circonscrire les bassins d'approvisionnement de chaque unité. Certes, les difficultés de transport de la canne induisent, aujourd'hui encore, des relations de proximité entre fournisseurs et industriels. Toutefois, ces relations se sont en partie complexifiées avec la fermeture des usines du Centre et des petites distilleries périphériques. Les recoupements entre bassins d'approvisionnement se sont multipliés entre les industries du Centre et du Sud. Seules les quatre unités du Nord ne sont pas concernées par ces recoupements géographiques, à savoir les distilleries fonctionnant en auto-approvisionnement total (Crassous, Depaz et Neisson), ainsi que la distillerie Saint-James, approvisionnée pour partie par des petits planteurs. Autrement, tant l'usine du Galion que les cinq autres distilleries sont susceptibles d'être intéressées par la contractualisation des livraisons. Pourtant, cette question ne semble faire que peu d'adeptes.

L'usine du Galion est en apparence la plus touchée par le non-respect, par les planteurs, de leur engagement informel de tonnage à livrer à chaque campagne. Un engagement contractuel réciproque des planteurs et industriels pourrait inclure des objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels, voire pluriannuels. Ceci favoriserait une meilleure anticipation des programmes de plantation, d'un côté, et des programmes industriels et commerciaux, de l'autre (moyennant une réserve pour les aléas climatiques). Un tel système aurait également l'avantage de « *résorber les suspicions souvent évoquées en matière d'arbitrage sucrerie / distillerie* » (INITIATIVES, 2000). Pourtant, l'usine du Galion ne serait-elle pas elle-même embarrassée, d'une campagne à l'autre, par de trop grandes quantités de canne, selon les richesses annuelles ? Au sein de la filière rhum

⁵⁹ A différencier des « reconnaissances de dettes » que certains distillateurs font signer à leurs fournisseurs.

agricole, tout se passe comme si les distillateurs voulaient freiner la mise en place des contrats de livraisons, pourtant souhaités par l'INAO, afin de garder la souplesse de gestion de leur approvisionnement d'une année sur l'autre. Quant aux planteurs, ils n'affichent pas une communauté de points de vue sur la question. Celle-ci ne se pose certes pas pour l'EAG et ses colons, du fait de leur proximité géographique avec l'usine, qui les y rattache de façon quasi indéfectible. Par contre les autres grandes exploitations indépendantes, de même que les planteurs livrant à la fois en sucrerie et en distilleries, sont moins ouverts à cette perspective. Jouant sur la dualité de destination pour favoriser la souplesse et donc la rentabilité de leur chantier de récolte, ils pressentent la contractualisation comme une contrainte forte. Certains petits planteurs de distilleries, qui ont pu pâtir dans un passé récent du manque de formalisation pour la gestion des livraisons de canne⁶⁰, sont favorables à une contractualisation. Pourtant, la majorité d'entre eux penche pour une libre gestion des livraisons, afin de tirer profit des opportunités qui se présentent entre distilleries. Cette non-formalisation leur permet également de s'adapter à l'organisation fluctuante des prestataires ou transporteurs dont ils dépendent.

Actuellement, le principal argument venant freiner toute perspective de formalisation quant à la gestion des livraisons (surtout à la SAEM) tient au prix de la tonne de canne : le gel de ce dernier bloque toute négociation côté planteurs. Une contractualisation formelle pourrait favoriser la convergence d'intérêts entre acteurs. Mais le conservatisme social reste de rigueur en la matière, contribuant au maintien des relations informelles sur lesquelles repose jusqu'ici l'auto-gestion de la filière. En conclusion, la question de répartition des cannes entre industries sucrière et rhumière révèle l'absence de marge de manœuvre de la SAEM, contrairement aux distilleries. Les uns détiennent une exploitation assurant tout ou partie de leur approvisionnement, les autres ont un pouvoir de négociation leur permettant d'influer sur la destination des cannes, du fait d'une organisation en réseau : d'une part, le mode de paiement - plus que le prix de la tonne de canne - constitue un argument auquel les planteurs sont très sensibles ; d'autre part, alors que le secteur rhumier a « le vent en poupe », la surenchère est de mise pour satisfaire ses besoins en matière première. Malgré les difficultés de transport de la canne, qui induisent des relations de proximité, les bassins d'approvisionnement des unités de transformation s'étendent selon les besoins. Au final, les débouchés commerciaux et le dynamisme de chaque filière (sucre et rhum agricole) ne sont-ils pas les premiers garants d'un approvisionnement adéquat de leurs industries respectives ?

3.3. Accès aux aides et répartition entre acteurs : quelle acceptabilité sociale ?

Réfléchir aux conditions sociales de durabilité de la production de canne amène à s'interroger sur l'acceptabilité sociale des aides à la filière. Pour ce faire, la présente sous-section s'arrête sur divers aspects relatifs à l'attribution de ces aides : les modalités d'accès ; la répartition entre types d'acteurs ; l'importance des réseaux en matière d'accès aux avantages financiers.

⁶⁰ Comme cela s'est passé en 1997 avec la distillerie Trois-Rivières.

3.3.1. Subventions pour la production de canne : modalités et difficultés d'accès

Afin de cerner les modalités d'accès aux aides à la production de canne, les paragraphes suivants font état de quelques conditions d'attribution, avant de souligner la complexité des procédures.

a) « Vrais » ou « faux » agriculteurs ?

Les conditions d'attribution ont été présentées selon les types d'aides aux planteurs, au cours du chapitre VI. Alors que les différentes aides avaient été intégrées dans les calculs-types, nous avons noté que leur attribution effective aux plus petits producteurs méritait discussion ; ce sur quoi nous revenons présentement. D'une part, pour être considéré comme un « vrai agriculteur », l'agriculture doit être la principale source de revenu – une première condition non satisfaite par la plupart des planteurs, comme nous allons y revenir dans la typologie des systèmes d'activités incluant la canne, au chapitre IX. D'autre part, il convient de souligner la limite d'attribution des aides que représente la surface minimale à cultiver, pour l'affiliation à l'Amexa. Cette surface est définie en fonction des coefficients de pondération utilisés par la Caisse générale de sécurité sociale. Pour la canne à sucre, le coefficient est fixé à 1,5. Le seuil d'assujettissement étant de 2 ha pondéré, il est ramené pour la canne à 1,33 ha en surface pondérée⁶¹. Cette seconde condition n'est pas non plus satisfaite par nombre de petits agriculteurs ; un constat que fait Antoine Beuze, président de l'OPAM (Organisation patriotique des agriculteurs martiniquais) : « *Les paysans Martiniquais sont souvent installés sur de microstructures familiales hors normes, aux surfaces réduites (70 % d'entre eux disposent de 0,5 à 3 ha de SAU). De fait, ils sont d'office écartés du circuit des subventions par des mesures instaurées par et pour les structures métropolitaines* » (propos recueillis par Philippe WELTER, 2000).

Faire référence à cette limite pondérée de surface permet de souligner encore le rôle de l'Exploitation agricole du Galion dans le maintien du tissu de petits fournisseurs pour la filière sucre : cette exploitation a fixé à 1,5 ha la surface minimale d'installation de ses colons. Ce point garantit à ces derniers l'accès aux aides diverses, en même temps qu'un certain revenu. De là, vient une différence fondamentale avec la filière rhum agricole, où se trouvent les plus petits planteurs, pour la plupart propriétaires. En 2001, ils sont 125 à livrer moins de 100 t en distilleries, contre 28 en sucrerie. Ce développement sur les modalités d'accès aux aides apporte un nouvel élément d'éclairage sur la plus grande déperdition des fournisseurs de distilleries. Le chapitre VIII, traitant de la transmissibilité des unités de production permettra d'approfondir ces aspects.

b) *Des mécanismes complexes.*

A ceci s'ajoute la complexité des procédures d'attribution des aides, auxquelles est contraint de se soumettre le planteur. Par exemple, pour la mesure agri-environnementale « coupe en vert de la

⁶¹ Pour la canne : seuil d'assujettissement = 2 ha / 1,5.

Au sein de l'exploitation, cette limite d'attribution se calcule en fonction de l'ensemble des surfaces cultivées.
cf. annexe 2.10 : Coefficients de pondération pour calculer le seuil d'assujettissement à l'Amexa.

canne », pas moins de six organismes sont impliqués : la Chambre d'agriculture est chargée de coordonner l'animation, avec un appui à la constitution des dossiers ; elle est assistée pour ce faire par le CTCS, tandis que le CNASEA s'occupe de l'instruction des dossiers et du paiement ; le Comité régional agri-environnement (CRAE) assume le pilotage de l'opération ; la Préfecture délivre au planteur l'acceptation préalable pour bénéficier de cette subvention ; la DAF établit les calendriers de contrôle, après avis du CRAE, ainsi que la liste des contractants, qui feront l'objet d'un contrôle par le CNASEA. Cette complexité n'a certes pas empêché l'accès à cette mesure de la majorité des petits planteurs. Cependant, depuis septembre 2000, son intégration dans un CTE en rend l'accès bien plus complexe⁶². Depuis lors, aucun planteur n'a pu souscrire à la mesure « coupe en vert de la canne ». Cette intégration de la mesure canne dans un CTE risque d'exclure la majorité des petits planteurs, face à la complexité croissante des procédures. De fait, alors qu'une réflexion est en cours sur les CTE au niveau national⁶³, la Martinique s'oriente vers un retour à une mesure simple pour la coupe en vert de la canne.

Un autre exemple concerne la possibilité pour les agriculteurs de récupérer la TVA (Taxe sur la valeur ajoutée) sur certaines de leurs dépenses. Celles-ci se répartissent entre : celles qui sont exonérées de TVA (tels les engrais) et celles qui y sont assujetties. Il peut s'agir de TVA collectée ou de TVA déductible. Pour « récupérer » la TVA déductible, il faut que l'agriculteur relève du régime simplifié agricole (RSA) : il l'est systématiquement si le chiffre d'affaires de l'exploitation est supérieur à 45 735 € (300 000 F), en moyenne annuelle sur deux ans ; sinon, il doit en faire la demande aux services des impôts. De plus, l'agriculteur doit tenir une comptabilité avec une déclaration TVA, grâce au suivi d'une structure agréée (tel le CEGER) ou d'un expert comptable. Ce suivi représente une dépense annuelle de 460 à 900 € (3 à 6 000 F), qui peut faire l'objet d'une aide à l'investissement (DOCUP). Lorsqu'un planteur opte pour un système à TVA déductible : si TVA collectée < TVA déductible, il récupère la différence ; si TVA collectée > TVA déductible, il paye la différence. Lorsqu'un agriculteur s'installe, en bénéficiant de la dotation jeune agriculteur (DJA), il est contraint d'opter pour le régime simplifié agricole. Pour l'investissement à la mécanisation, le matériel est exonéré de TVA. Néanmoins, le planteur peut « récupérer » la TVA non payée, à un taux de 9,5%. Dans le cas d'un tracteur acheté 30 490 € (200 000 F), l'agriculteur peut bénéficier d'une « ristourne » de près de 2 900 € (19 000 F).

En conclusion, ce développement (quelque peu fastidieux) sur la complexité des procédures d'attribution des aides ou autres mécanismes met en exergue un constat majeur : les planteurs qui ne bénéficient pas d'un encadrement suffisant ou d'un réseau favorable se trouvent, indirectement, écartés de l'accès à nombre d'avantages financiers. A titre d'exemple, la DAF enregistre 77 dossiers ICHN en 2001, sur 276 planteurs, soit moins d'un tiers de la population ; un pourcentage

⁶² A ce jour, seule une unité de production cannière (de près d'une centaine d'hectares) a entamé la procédure de mise en place d'un CTE.

⁶³ Une large consultation sur la réforme des contrats territoriaux d'exploitation est annoncée par le Ministre de l'Agriculture, Hervé Gaymard, en septembre 2002, visant à simplifier cette mesure et en maîtriser les coûts (Revue de presse du Ministère de l'Agriculture. URL : <http://www.cte.agriculture.gouv.fr>).

pourtant en augmentation, avec l'accompagnement du CTCS et de la Chambre d'agriculture⁶⁴. Ces aspects sont d'autant plus cruciaux pour les petits fournisseurs de distilleries, les plus isolés, ne bénéficiant pas toujours d'un niveau de scolarisation élevé. Le montage des dossiers se traduit par un investissement en temps important, vu les déplacements requis ; ce qui fait écho à ce qui a été mentionné au chapitre VI, concernant la productivité du travail. De sorte que l'analyse économique conduite au niveau des unités de production mériterait d'être tempérée, vu l'accès limité aux mécanismes financiers pour les plus petits planteurs. Une catégorie de nouveaux acteurs (surtout prestataires ou clients de prestataires) sont de ce point de vue avantagés, car dotés de meilleures compétences en gestion. Quant aux plus grands exploitants, ils emploient une équipe administrative chargée du suivi des dossiers d'aides. Ne faudrait-il pas davantage insister sur ces aspects dans les formations destinées aux planteurs en sus des aspects purement techniques ?

3.3.2. Répartition des aides à la filière : quelle acceptabilité sociale à terme ?

Analyser les conditions d'accès aux aides amène à s'arrêter sur leur répartition (une réflexion initiée au chapitre VI), avant de s'interroger sur l'acceptabilité sociale de cette répartition.

a) Une flagrante inégalité de répartition

Du fait de la vocation agricole de la Martinique, une majorité de subventions est versée au profit du secteur agricole. Les aides à la filière canne sont nombreuses et touchent tant à la production de matière première qu'à la transformation. Sans tenir compte de la recherche-développement, c'est un total de 7,3 millions d'euros (plus de 47 millions de francs) qui sont injectés chaque année dans la filière pour assurer son maintien (cf. tableau 84). En incluant l'aide sociale⁶⁵, ce montant s'élève en moyenne à 7,5 millions d'euros (49 millions de francs). Mis en regard avec l'hétérogénéité de la population des planteurs, ce tableau relatif à la répartition des aides à la production permet de mieux mettre en exergue la captation préférentielle de ces aides par les grandes structures de production ; une inégalité pressentie dès le chapitre VI. L'aide à la balance, versée aux fournisseurs du Galion, l'est au prorata des livraisons. Or, le chapitre III a permis de souligner que 74% des livraisons en sucrerie sont assurés par trois grandes exploitations (représentant à peine plus de 3% des fournisseurs de l'usine). Les aides à l'installation de la culture concernent tous les planteurs. Toutefois, elles sont, elles aussi, orientées préférentiellement vers les grandes unités de production, du fait : d'une production assurée à 80% par 6,5% de la population (18 planteurs) – plus de la moitié du tonnage est assurée par 5 planteurs, soit moins de 2% de la population ; d'une plus grande fréquence de replantation sur celles-ci ; d'améliorations foncières opérées uniquement sur les grandes et moyennes exploitations. Ce sont également ces dernières qui monopolisent les aides à la mécanisation, exceptés les investissements réalisés par la CUMA de Malgré-Tout, seule structure à travers laquelle ce type d'aides bénéficie directement aux petits producteurs. Aux aides

⁶⁴ Dans le cadre des déclarations de surfaces, obligatoires depuis 2001, avec la mise en place du Système d'information géographique pour l'agriculture en Martinique (SIGAM).

⁶⁵ En faisant l'estimation d'un versement comparable de l'aide sociale entre 1999 et 2000.

à la production, s'ajoutent celles spécifiques à la transformation en rhum agricole, destinées, une fois de plus, aux acteurs dominants de la filière.

Tableau 84 : Aides à la filière canne-sucre-rhum sur 4 ans
en millions d'euros (et millions de francs)

Secteurs	Types d'aides	1997	1998	1999	2000	Bailleurs
Sucrier	Aide à la balance (~42% prix canne au Galion)	2,52 M€ (16,5 MF)	2,39 M€ (15,7 MF)	2,30 M€ (15,1 MF)	2,33 M€ (15,3 MF)	Etat, Ass. territoriales
Cannier	Aide sociale (planteurs livrant moins de 1 500 t)				0,20 M€ (1,30 MF)	Etat, Région
	Aide à la (re)plantation*	0,35 M€ (2,3 MF)	0,47 M€ (3,1 MF)	0,81 M€ (5,3 MF)	nd -	Région, FIDOM, UE
	Aide à la mécanisation**	0,52 M€ (3,4 MF)	0,49 M€ (3,2 MF)	0,43 M€ (2,8 MF)	nd -	Région, FIDOM, UE
	Aide aux améliorations foncières*	0,17 M€ (1,1 MF)	0,06 M€ (0,4 MF)	0,20 M€ (1,3 MF)	0,21 M€ (1,4 MF)	Région, FIDOM, UE
Rhumier (rh. agr.)	Aide à la transformation de la canne en rhum agricole*	3,67 M€ (24,1 MF)	3,74 M€ (24,5 MF)	3,74 M€ (24,5 MF)	3,87 M€ (25,4 MF)	UE
Total (hors aide sociale)		7,23 M€ (47,4 MF)	7,15 M€ (46,9 MF)	7,47 M€ (49,0 MF)	nd -	

D'après : DAF (cité par IEDOM, 2000a ; p. 60)

* : payée en année N+1 ; ** : payée en année N+1 ou N+2 ; nd : non disponible

Il est également possible d'évoquer les récriminations faites par quelques planteurs, quant aux discussions autrefois opérées quasiment à huit clos, pour l'attribution de certaines aides. Cela n'a-t-il pas été le cas pendant des années pour l'enveloppe « mécanisation » au sein de l'association Canne-Union ? Les sommes engagées à cet effet sont doublement importantes, du fait de leur rôle stratégique dans la mécanisation des grandes exploitations et la diminution du coût de production ; d'où un effet accru sur la rentabilité des unités concernées. L'aide revenant spécifiquement aux petits producteurs (et encore ne la perçoivent-ils pas tous) est l'aide sociale. Elle concerne les 258 planteurs dont les livraisons sont inférieures à 1 500 t (surface en canne < 25 ha), représentant 93% de la population et 21% de la production (CTCS, 2001a). Parmi eux, 245 sont considérés comme "petits" planteurs (surface en canne < 5 ha), selon la classification présentée au chapitre III (cf. figure 12), en livrant moins de 500 t/an (88,5% de la population, 15% de la production). Selon la répartition des fournisseurs de l'usine et de la population totale, les planteurs cultivant moins de 5 ha perçoivent 0,44 millions d'euros (2,88 MF), soit moins de 6% de l'enveloppe totale des aides à la filière (production et transformation)⁶⁶. Au final, une telle répartition ne semble guère aller dans le sens d'un réel soutien aux petits planteurs, n'étant même pas proportionnelle à leurs apports quantitatifs en canne. Du fait du quasi-monopole de la terre et de l'appareil industriel, les

⁶⁶ La proportion de l'aide à la plantation revenant à cette plus petite catégorie d'acteurs est jugée négligeable, par rapport à l'enveloppe totale, vu la longévité de leurs plantations.

acteurs dominants de la filière drainent la quasi-totalité des subventions attribuées au secteur ; une situation qui peut être extrapolée à l'ensemble de l'agriculture martiniquaise.

b) De l'importance des réseaux : un aspect crucial pour « tirer profit » des aides

La présentation des communautés socio-ethniques à la Martinique a permis de souligner le poids des Mulâtres dans la politique territoriale. Toutefois, les grands Békés ont toujours exercé une forte influence sur cette dernière, tissant des liens privilégiés avec l'administration centrale ou locale, « [...] par le truchement d'hommes de couleur qui leur étaient inféodés [...]. Ces stratégies de "paravents" se sont toutefois infléchies depuis une quinzaine d'années. La crise économique, la vigueur des partis de gauche, les distances prises par une partie de la bourgeoisie de couleur, la crainte d'une véritable "départementalisation économique" ont conduit les Békés à se présenter comme des interlocuteurs privilégiés de l'Etat en assumant des responsabilités directes dans des organisations politiques, des groupements professionnels, etc. On retrouve maintenant des Békés aux postes-clefs de la plupart des grandes organisations économiques et politiques régionales. Ces réseaux et cumuls de pouvoir recoupent pour une part les alliances économiques et familiales et garantissent leur contrôle sur les secteurs privilégiés de l'économie... » (KOVÁTS-BEAUDOUX, 1989 ; p. 111). A ceci s'ajoute la très grande cohésion du groupe créole blanc, maintes fois soulignée par Maurice BURAC (2001 ; p. 124). Cette organisation en réseau se traduit sur le dynamisme des producteurs et, de façon générale, des acteurs de la filière, quant aux négociations pour le paiement et l'orientation des cannes. Les incidences de ce fonctionnement sont également fortes sur la répartition des aides ; du fait d'une « captation » préférentielle par les uns. De plus, les accès aux prêts financiers ne sont pas les mêmes selon les catégories d'acteurs : le réseau des uns s'étend au système bancaire, tandis que pour les autres, Antoine Beuze souligne que : « Leur insolvabilité ne leur ouvre pas les portes des banques locales soucieuses avant tout de limiter leurs risques d'impayés » (propos recueillis par Philippe WELTER, 2000).

Cette situation, reflet de la présentation des communautés ethniques à la première section de ce chapitre, ne répond certes pas à la notion « d'équité sociale » intégrée au concept de durabilité. Dans un tel fonctionnement, les petits agriculteurs martiniquais apparaissent comme ayant une fonction alibi : ils permettent de « [...] justifier la masse de subventions recueillies par les Békés et versées proportionnellement [...] » (CABORT-MASSON, 1999 ; p. 106). Faisant référence à « la valse des montages financiers » observée dans le courant des années soixante-dix, parallèlement aux plan de relance de la culture de la canne et de l'industrie sucrière, Christian LOUIS-JOSEPH (1987 ; p. 248) retient que : « La constitution de trois sociétés⁶⁷, ayant des actionnaires communs, semble avoir eu pour projet principal de bénéficier dans les meilleures conditions de l'aide publique et de ménager, par un système d'écrans, les intérêts du groupe de contrôle. De fait, la SGRSM déposera son bilan en 1978, en laissant un montant impressionnant de dettes ». Dans la continuité de ces propos, concernant la diversification sociale opérée par les Békés dans tous les secteurs d'activité de l'économie martiniquaise, Edith KOVÁTS-BEAUDOUX (1989 ; p. 110)

⁶⁷ SSRM, SGRSM et SAPCA, mentionnées au chapitre II (p. 104).

souligne que : « *Ils n'ont pas craint d'utiliser à ces fins une partie des aides accordées par l'Etat pour la "relance" de l'industrie sucrière* ».

c) Une acceptabilité de plus en plus remise en cause

Si une telle crainte n'était pas de mise par le passé, un tel accaparement du soutien public par une minorité d'acteurs ne conduit-il pas à une impasse ? Jusqu'à quand « l'acceptabilité sociale » d'un tel mode de fonctionnement pourra-t-elle perdurer ? N'y a-t-il pas un risque de remise en cause du mode d'attribution à la filière contemporaine, sachant que l'inégalité de répartition coïncide avec l'inégalité socio-économique, doublée de la hiérarchisation socio-ethnique de la population martiniquaise ? Ce risque se fait d'autant plus plausible, que l'équité et la justice sociale ne semblent pas avoir été les pierres angulaires des stratégies financières adoptées depuis longtemps par les communautés dominantes. Ce questionnement est à mettre en parallèle avec celui soulevé dans la problématique, en rapport avec la réorientation de la PAC et la disparition des petits planteurs. La réflexion n'est-elle pas à réorienter vers un plus grand soutien aux petites structures, opérant selon des pratiques plus respectueuses de l'environnement, ce qui implique un surcoût comparativement aux pratiques intensives ? Le rééquilibrage pourra-t-il venir de la plus grande implication de nouveaux acteurs, notamment des prestataires ? Si cette perspective ouvre une alternative positive, elle est à tempérer par le nombre limité des prestataires nouvellement installés (moins d'une dizaine).

La question de l'inégalité de répartition des aides aux agriculteurs a été médiatisée par des syndicalistes agricoles en 2002. Pour le soutien à la production de canne, cette question a maintes fois été soulevée à la Martinique depuis une décennie, sans avoir pu être véritablement approfondie jusqu'ici. Les relations ancestrales, précédemment décrites, n'ont-elles pas là aussi permis de désamorcer les conflits, la filière canne s'étant toujours présentée unie face aux institutions officielles ? La réflexion a repris au cours de la campagne 2002 entre les bailleurs de fonds et Canne-Union. Elle s'oriente vers une augmentation de l'aide sociale et son intégration à l'aide à la balance pour les fournisseurs de l'usine du Galion : « *Après discussion, il est proposé un prix total de la tonne de canne de 456 F [69,52 €] pour les planteurs livrant de 1 à 500 t et de 430 F [65,55 €] pour les planteurs livrant de 501 à 1 000 t, soit un complément de prix de 64,66 F pour la première catégorie, et de 38,66 F [5,89 €] pour la deuxième catégorie. Le prix de base restant, lui, fixé à 391,34 F/t [59,66 €]* » (Préfecture de la région Martinique, 2002 ; p. 3). Si toute perspective ne passant pas par une revalorisation globale du prix de la canne est jusqu'ici réfutée par les grands planteurs, l'idée d'une différenciation des aides par type d'acteurs chemine.

Là encore, une évolution est en cours, témoignant d'une meilleure circulation de l'information, mais aussi d'une meilleure formation des planteurs. Les prestataires, de même que certains nouveaux planteurs-non prestataires jouent, à ce propos également, un rôle déterminant : ils cherchent à tirer au mieux parti des mécanismes mis en place à leur profit, en s'affirmant de plus en plus dans les réunions relatives à l'attribution des aides. Cette implication active s'observe surtout chez les producteurs dotés d'une surface synonyme de viabilité économique, telle que déterminée au chapitre VI (UMV de plus de 2,8 ; 3,5 ou 5,5 ha, selon les modes de conduite).

4. SOCIÉTÉ, FILIÈRE ET TERRITOIRE : DES LIENS MULTIPLES

Cette quatrième section consiste à se pencher sur les rapports entre la société martiniquaise, la filière canne et le territoire. Après une analyse de la contribution de cette filière à la dynamique socio-territoriale, ces rapports seront examinés en s'intéressant notamment aux questions de représentations. Il s'agit de poursuivre l'analyse des liens multiples et réciproques relatifs à la dimension sociale de la filière canne, conformément à la figure 26 présentée en début de chapitre.

4.1. La canne et ses industries : contribution à la dynamique socio-territoriale

Au-delà des questions de vivabilité, d'équité et d'autonomie, l'analyse de la dimension sociale de la production amène à prendre en compte sa contribution – ainsi que celle de ses industries – à la dynamique socio-territoriale. En sus de son importance économique décroissante, déjà soulignée, ceci suppose de se pencher sur son importance en termes d'emplois. Suivant la grille d'analyse présentée en début de chapitre, ceci implique aussi de s'intéresser aux retombées de la filière canne en matière d'emploi et de stabilité sociale. En écho aux axes de réflexion présentés au chapitre I (cf. fig. 1), ceci nous amène à expliciter les enjeux d'ordre social pouvant être rapportés au secteur agro-industriel cannier, en matière de contribution au développement durable du territoire.

4.1.1. *Emplois et stabilité sociale : une importance multiforme*

La Martinique connaît, comme les autres DOM, une situation socio-économique préoccupante, marquée, nous l'avons vu, par une forte dépendance à l'égard des transferts publics, ainsi qu'un taux de chômage élevé. Les allocations versées au titre du RMI représentent 73 millions d'euros, soit 480 millions de francs, en 1998 (IEDOM). Pour reprendre un parallèle fait pour la Réunion par Philippe ALIANE (1994), le montant de ces prestations à la Martinique représente aujourd'hui, à l'analyse des données de l'IEDOM (2001a), plus de trois fois la valeur ajoutée générée par les secteurs sucrier et rhumier, et plus de six fois la valeur de la production cannière. De ce contexte socio-économique, découlent des tensions qui préoccupent les responsables politiques. Par conséquent, la préservation de l'emploi, notamment agricole, est considérée comme un impératif pour l'économie globale du territoire. Qu'en est-il en matière d'emplois totaux générés par la filière et comment s'analyse de ce point de vue la diminution du nombre de planteurs ?

a) Concernant les emplois : un discours à relativiser

En 1954, la filière canne emploie 30 000 salariés, soit 30% de la population active de la Martinique à cette époque. De nos jours, elle fait vivre environ 3 000 personnes, en emplois directs et indirects, équivalant à 2 400 emplois à temps plein (données INSEE, citées par CTCS, 1992a)⁶⁸. Les emplois générés se répartissent de la façon suivante : 1 000 dans le secteur cannier, 1 100 dans le rhum et 300 dans le sucre. Cette filière ne contribue plus qu'à hauteur de 1,4% au marché de

⁶⁸ Encore faut-il noter que cette contribution est probablement surévaluée, vu les difficultés à disposer de chiffres récents quant à ces emplois (données datant de 1990, reprises depuis dans divers documents : rapports CTCS, IEDOM, 2000a).

l'emploi sur le territoire (sur une population active de 173 950 personnes, selon le recensement INSEE de 1999). Le secteur de la production cannière proprement dit représente 11% de la population agricole, une proportion très modeste par rapport à celle mobilisée pour la culture bananière : celle-ci emploie actuellement 7 200 personnes, soit près de 80% de la population active agricole (IEDOM, 2000a ; p. 54).

Qu'en est-il plus précisément pour la filière sucre ? En totalisant le personnel de l'usine du Galion (123 pour la campagne 2000) et les 96 planteurs contribuant à son approvisionnement, près de 220 familles dépendent directement – et de façon plus ou moins forte – du devenir de cette entreprise. En intégrant les emplois indirects, aux 300 emplois ci-dessus comptabilisés pour la filière sucre s'ajoutent près de 40% des 1 000 emplois relatifs au secteur cannier⁶⁹ : soit, en « comptant large », un total de près de 700 personnes directement ou indirectement concernées par la fermeture du Galion. Ceci représente tout juste 0,4% du marché de l'emploi.

Pourtant, les arguments ayant classiquement cours, quant à la justification du maintien de la filière canne à la Martinique – et plus particulièrement de la filière sucre, dont le maintien est le plus sujet à questionnement – tiennent encore avant tout à l'importance socio-économique. C'est ce qu'illustrent ces propos du Président de la SAEM : « *L'avenir n'est pas bouché ! Dans un pays au chômage endémique, des efforts restent à faire si l'on tient compte des milliers d'emplois directs et indirects concernés. Nous produisons du sucre pour le marché local, du rhum à l'exportation... La suppression de cette filière aurait des conséquences à plusieurs niveaux et pas seulement d'un point de vue économique* » (RENARD, 2001). Au regard des données précédentes, ce discours ambiant n'est-il pas à relativiser ? Un tel discours, autrefois valable pour la Martinique, se justifie jusqu'ici à la Guadeloupe et plus encore à la Réunion, comme l'explique Michel Hoarau, éminent spécialiste de la culture de la canne à la Réunion : « *La canne est plus qu'une culture et des volumes de sucre. Elle fait vivre plus de 10 000 familles, représente 45% des exploitants et est un facteur de cohésion sociale unique* » (propos recueillis par Marc BERNARD, 2002).

Il n'est plus possible d'en dire autant à la Martinique. Au sein de ce territoire, les emplois liés à la filière canne, directs et indirects, ne sont certes pas négligeables, mais ils ne représentent plus qu'un enjeu modéré. Peuvent-ils suffire à peser de façon décisive dans le débat, par rapport aux sommes injectées dans cette filière ? Celle-ci n'est plus depuis longtemps le premier secteur économique de l'île quant à la fourniture d'emplois. Néanmoins, sa disparition n'irait probablement pas sans conséquences sociales fortes, via une déstabilisation du marché du travail. Cette perspective de déstabilisation prend d'autant plus de sens au regard de la dispersion géographique de l'activité agro-industrielle liée à la canne. En dépit de son important recul, celle-ci contribue à répartir l'activité économique sur l'ensemble du territoire. Cette répartition est facteur d'équilibre pour le développement entre localités.

⁶⁹ Une approximation basée sur la répartition des livraisons de cannes, en sachant bien toutefois que celles-ci ne sont pas corrélées au nombre d'emploies, vu les différences de structure et de mobilisation du personnel entre unités productrices.

b) Nombre d'emplois et nombre de planteurs : des équations différentes

S'interroger sur l'importance sociale de la filière canne martiniquaise nous ramène à la problématique de la diminution du nombre de planteurs. Qu'en est-il de cette évolution par rapport aux emplois totaux générés par la filière ? C'est le secteur de la transformation qui concentre le plus d'emplois (directs et indirects) et génère la plus grande plus-value (surtout pour la filière rhum), avec les grandes exploitations. De ce fait, les enjeux socio-économiques sembleraient davantage du côté des transformateurs et des grands producteurs, que de celui des petits planteurs. Le « départ » des petits planteurs serait alors peu à même d'entamer ces enjeux. Cependant, comme souligné dans la problématique, le débat n'est pas aussi simple : *« pour les politiques, un petit planteur a autant – voire plus – d'importance qu'un grand planteur, même si ce dernier emploie de nombreux ouvriers »* (dixit un grand planteur). Par exemple, une unité de production qui cultive 400 ha de canne en mécanisation totale peut fonctionner, selon les enquêtes réalisées, avec au maximum une dizaine de permanents et une trentaine de saisonniers sur six mois. Une surface équivalente mise en valeur par des petits planteurs peut faire vivre beaucoup plus de familles. Selon qu'ils assurent eux-mêmes la coupe (ou en famille) – mode I, avec une UMV de 3,5 ha – ou qu'ils fassent appel à une prestation partielle (pour la récolte) – mode II, avec une UMV de 5,5 ha – 70 à 115 producteurs peuvent dégager un revenu disponible équivalent au seuil de viabilité, selon l'analyse économique conduite au chapitre VI.

Ces aspects sont cruciaux en terme de développement rural. De sorte que le nombre de petits planteurs pèse dans le débat relatif à l'importance sociale de la filière canne martiniquaise ; même si celle-ci reste de ce point de vue sans commune mesure avec les autres filières canne dominiennes, avec 4 800 planteurs de canne à la Guadeloupe et 5 560 à la Réunion (IEDOM, 2000a ; 2000b).

4.1.2. Dynamique de filière et mobilisation des acteurs : solidarité et action syndicale

Après avoir précédemment visité l'articulation entre segments de la filière canne, à la section 3, il s'agit ici de voir comment la filière canne participe au lien social en milieu rural ; autre façon d'appréhender son apport à la dynamique socio-territoriale. C'est aussi l'occasion de s'interroger sur la mobilisation à l'intérieur et autour du Galion.

a) Dynamique en terme de développement rural : entraide et action syndicale

Cette contribution peut être évaluée à travers le travail collectif, ou « koudmen », comme lien social, ainsi qu'à travers la mobilisation syndicale. Le koudmen, très répandu il y a encore quelques années, ainsi que le job collectif, tous deux accomplis dans une atmosphère libre et affranchis du système formel, participent à la construction du lien social en milieu rural, le renforcent. (LUCRÈCE, 2000 ; p. 52). Plus que du simple « travail au noir », ces formes de travail collectif contribuent à la transmission de valeurs traditionnelles (comme la solidarité) et participent à la régulation sociale. Leur survivance dans le secteur cannier fait de celui-ci un lieu d'échanges, participant à la dynamique rurale. Cette fonction, qui s'observe surtout sur les petites exploitations (surface < 5 ha), est toutefois en forte diminution.

En terme de syndicalisme, une différence est à faire entre le syndicalisme ouvrier et celui des planteurs, avec notamment le déplacement du statut de colon à celui de petit propriétaire. Au niveau ouvrier, dans l'ensemble de la filière canne et plus encore dans la filière rhum agricole, les syndicats se mettent moins en avant que dans d'autres secteurs économiques de l'île. Seule l'usine du Galion possède aujourd'hui, au sein de la filière canne, un syndicalisme qui se présente comme actif, ce qui ne facilite d'ailleurs pas la restructuration de l'usine. La différence entre ces différents segments de la filière s'explique encore une fois par leur évolution historique, comme nous le verrons dans les paragraphes suivants. C'est précisément dans le monde de la canne, autrefois grand demandeur de main d'œuvre, qu'est né le mouvement syndical à la Martinique. C'est aussi lui qui a connu les grèves les plus dures au cours de l'histoire sociale martiniquaise. Ce syndicalisme, autrefois puissant dans le secteur cannier, s'est progressivement déplacé à partir des années soixante-dix vers la banane ; secteur qui emploie aujourd'hui la plus grande part du personnel agricole. Parallèlement, avec la réduction de la sole cannière, la mécanisation de la culture, le recours aux saisonniers sainte-luciens et haïtiens, la masse salariale de la filière canne a fortement décru. Les distilleries agricoles, quant à elles, n'ont pour ainsi dire jamais employé beaucoup de main d'œuvre et sont parvenues à gérer leur personnel en interne. Sur les grandes exploitations, une gestion très sociale du personnel est également de mise, avec des systèmes de fidélisation, qui passent par le colonat - comme nous l'avons vu pour la distillerie Saint-James - ou des rapports qui s'inscrivent dans la continuité des liens ancestraux.

En conclusion, les liens qui se sont tissés, et que les dirigeants d'exploitations et de distilleries s'attachent à entretenir, expliquent le climat social relativement « serein » observé au sein de la filière, comparativement aux autres secteurs économiques à la Martinique et, en particulier, au secteur bananier. L'organisation des acteurs de la filière canne est synonyme d'une certaine cohésion, permettant de maintenir un minimum de stabilité, même si elle se traduit au final par une dynamique relativement faible, interne comme externe. Dans ce panorama, le Galion semble faire figure d'exception.

b) L'absence de culture d'usine au Galion : un frein pour une gestion entrepreneuriale

Au cours de l'analyse économique, la difficulté de passer d'une gestion politique à une gestion « entrepreneuriale » a été soulignée, au-delà des déclarations d'intentions (cf. chap. VI, § 2.3.2). Si cette difficulté se répercute directement sur la rentabilité financière de l'entreprise, elle prend sa source dans son fonctionnement interne – un point que nous avons choisi de traiter ici du fait de sa consonnance syndicale.

Il reste de nombreux dysfonctionnements sur le plan social à relever au sein de l'entreprise, dont l'effectif tourne autour de 123 personnes. Au sein de ce personnel, la culture d'usine semble faire défaut. « *Les cadres sont recrutés parmi le personnel technique plus ancien, ayant acquis des savoir-faire sur le tas. Il n'est pas organisé de formation continue systématique permettant d'augmenter le niveau de leurs connaissances théoriques et de leur conscience des responsabilités dans l'entreprise* » (EADIE, 1997). Le reste du personnel a pour la plupart suivi les cours d'un

brevet de technicien supérieur non spécifiquement orienté vers l'industrie sucrière ou rhumière. Cette usine étant un bien collectif, les assemblées territoriales et les mairies en étant les principaux actionnaires, il convient d'intéresser au maximum le personnel de l'entreprise à de bons résultats d'exploitation (EADIE, 1997). Cependant, la succession de directeurs techniques au cours des années quatre-vingt-dix (trois en cinq ans), et même avant, reflète les difficultés de gestion du personnel. A la reprise de la SAEM par les collectivités territoriales, l'un des deux cadres supérieurs techniques, « [...] qui était d'ailleurs le directeur technique de l'époque n'a pas été réembauché par la SAEM [...] mais il n'a pas non plus été remplacé [...] » (BENOIT, 1988 ; p. 12). Cette décision, de la responsabilité des nouveaux dirigeants de la SAEM, a été attribuée aux anciens gestionnaires par le rapport Plouvier : « *Victime à tort de l'incroyable situation passée faite par la SSR, l'entreprise Galion et des pesanteurs passées qui laminent les dépenses d'encadrement, le directeur technique de la sucrerie n'est pas suffisamment assisté* » (SOLUTIONS-REALISATIONS SA, 1988 ; p. 35).

Les problèmes d'encadrement sont réactivés en 1994, année de démission du directeur technique (qui assure alors également la gestion administrative de l'entreprise). Parallèlement au recrutement d'un secrétaire général pour assurer les affaires administratives, un nouveau directeur technique est recruté pour cinq ans, mais il fait l'objet d'une mesure de licenciement en mai 1999. Il est remplacé par un nouveau titulaire, qui ne parvient pas à s'adapter au poste ; un poste qui n'a toujours pas été pourvu à ce jour : c'est l'ingénieur chimiste (également docteur en macromoléculaire physique-chimie), chef de production recruté depuis 1989, qui assure depuis la fonction de directeur technique. Sa compétence est certes reconnue en interne et en externe (par les planteurs), comme souligné dans le rapport d'audit. Mais jusqu'à quand tiendra-t-il ? A ceci s'ajoute la démission en 1999 du chef du personnel, dont les fonctions ont été réparties sur trois autres membres de l'équipe dirigeante. Les causes avérées de ces départs successifs laissent entrevoir un facteur humain très prégnant : problèmes de communication au sein de l'entreprise, associés à la puissance des mouvements syndicaux. N'a-t-on pas coutume de dire, selon la rumeur, que « *au Galion, il y a un chef pour chaque salarié* » ? L'organisation actuelle se révèle lourde et complexe, tandis que le non remplacement du chef du personnel apparaît préjudiciable en terme de climat social dans l'entreprise. Le changement d'équipe dirigeante, récemment préconisé par l'audit, pourra-t-il avoir lieu ?

c) De la nécessaire fédération de tous les acteurs pour le maintien du Galion

L'industrie sucrière absorbe encore près de la moitié de la production de canne martiniquaise. Elle constitue de ce fait un élément déterminant de l'équilibre de la filière canne, dans son organisation actuelle. Par conséquent, la menace pesant actuellement sur cette industrie, quant à la diminution du soutien public, est vécue comme une menace par l'ensemble des professionnels de la filière canne. La fédération de tous les acteurs de la filière et de la société martiniquaise autour du Galion apparaît comme condition forte du maintien de cet outil industriel et de la filière sucre. Les paragraphes suivants nous amènent à explorer ce qu'il en est de cette fédération.

Les points relatifs au Galion, précédemment évoqués au cours de ce chapitre et du précédent, ont montré qu'en dépit de la réduction du poids socio-économique de cette entreprise, elle joue encore un rôle tampon stratégique dans l'équilibre de la filière canne martiniquaise. De sorte, que tous les acteurs de cette filière se disent solidaires de l'usine : les planteurs, comme les distillateurs, se présentent unis pour sa sauvegarde, en vertu d'intérêts bien compris, non sans rapport avec l'importance politique de la SAEM. Il y a plus d'une décennie, le responsable de la distillerie Saint-James, Jean-Claude BENOIT, l'exprimait de la sorte, en réaction au rapport Plouvier (soupçonné de vouloir « semer la zizanie » entre acteurs) : *« Le maintien de la filière canne à la Martinique nécessite en effet au lieu de diviser pour régner, une entente totale sur les buts poursuivis, non seulement à l'intérieur de l'usine, mais aussi et autant avec toutes les parties concernées : pouvoirs publics, assemblées locales, planteurs et ouvriers, négociants. C'est de l'union de toute la profession que peut venir le salut »* (BENOIT, 1988 ; p. 2). Dans cet esprit, il importe de souligner l'importance déterminante des petits planteurs du Galion livrant à la SAEM, avec des leaders charismatiques (Association, CUMA et Syndicat FDSEA), qui ont fortement contribué à la sauvegarde jusqu'à ce jour de l'usine du Galion.

Depuis plusieurs années, notamment entre les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, des difficultés de communication entre planteurs et responsables de l'usine ont maintes fois occupé le devant de la scène (tout en restant circonscrit à l'intérieur de la filière). Au cours de cette période, les premiers reprochent souvent aux seconds de ne pas s'engager suffisamment dans la question agricole, peut-être du fait de l'absence de faire valoir, qui les y rend moins sensibles. De fait, ils ne sont pas toujours en phase avec les planteurs, quant aux difficultés que traversent ces derniers. Parallèlement, la position classiquement adoptée par l'usine consiste le plus souvent à prendre les planteurs comme "boucs émissaires" en cas de problème, en mettant en exergue les problèmes de matière première (manque de canne, qualité des cannes). A ceci, s'ajoute la tendance du personnel de l'usine à politiser les débats, en cherchant à mettre en opposition la SAEM et les colons de l'EAG d'un côté, face aux grandes exploitations détenues par les Békés de l'autre, ces dernières possédant des relations privilégiées avec les distilleries. Ne s'agit-il pas là d'une démarche visant à s'attirer le soutien politique des assemblées territoriales ? Cette attitude est à mettre en parallèle avec la mobilisation sociale au sein du personnel de l'usine – source parfois de dysfonctionnements comme souligné. Ne va-t-elle pas à l'encontre d'une fédération de l'ensemble des acteurs de la filière canne dans un projet commun, autour de l'usine ? Au final, ces attitudes semblent nuire davantage à l'image de la filière auprès des instances publiques. Elles ne permettent pas, dans tous les cas, de résoudre les problèmes de fond.

Malgré tous les problèmes qui demeurent, une évolution positive se fait donc nettement sentir quant à l'articulation entre les planteurs et l'usine à la fin des années quatre-vingt-dix. Des efforts sont faits au niveau de l'encadrement côté usine, en matière de visites des chantiers de récolte et de communication avec les planteurs. Parallèlement ces derniers, conscients de la nécessaire solidarité avec l'usine du Galion, affichent la volonté collective de répondre à ses besoins en canne. Dans la pratique, la concurrence reste encore de mise avec les distilleries agricoles pour les livraisons jusqu'à cette campagne 2002. Au-delà de ces rivalités internes, entre segments ou à l'intérieur de l'usine par exemple, le discours est à l'union de tous et prône une nécessaire

concertation, qui va au-delà de la filière. C'est ainsi que le Comité d'entreprise du Galion fait appel au soutien de la population dans un tract distribué dans les années quatre-vingts : « [...] l'enjeu est un enjeu politique, social, économique, culturel, en un mot un enjeu martiniquais. [...] La sauvegarde de l'industrie sucrière et cannière est donc un problème qui concerne tous les Martiniquais » (cité dans un article de presse ; DELANNOY, 1988). La suite permet de voir ce qu'il en est en réalité des rapports des Martiniquais à la filière canne et de leur engagement quant à sa sauvegarde.

4.2. Rapports de la société à la filière : pratiques, produits, structures

Après avoir précédemment visité les représentations autour de la canne et ses métiers, avoir analysé l'insertion des travailleurs de la canne dans la société martiniquaise et la dynamique de la filière canne, la présente sous-section vise à considérer d'autres types de rapports entre cette société et la filière. Il s'agit : d'une part, de cerner la perception que se font les Martiniquais des produits et structures de cette filière ; d'autre part, d'appréhender l'acceptabilité des pratiques agro-industrielles.

4.2.1. Acceptabilité sociale de quelques pratiques agro-industrielles

L'analyse des relations de voisinage entre les Martiniquais et les unités de la filière, dans le vécu quotidien, constitue la dernière étape de l'évaluation des pratiques mises en œuvre au sein de la filière canne (entamée au chapitre V). Il s'agit d'appréhender l'acceptabilité sociale de ces pratiques, à travers quelques-unes de leurs incidences.

a) *Regard sur les pratiques des planteurs : intolérance ou indulgence ?*

Parmi les pratiques de conduite de la canne, il en est une qui fait l'objet de fréquentes controverses : il s'agit du brûlage ; tandis que d'autres font l'objet de réactions plus ou moins vives, selon le degré d'inconfort perçue par la population.

☞ *Le brûlage de la canne : une question précisément « brûlante »*

Les médias se font volontiers le relais du discours des écologistes contre le brûlage de la canne, les arguments fusent : cette pratique est tout à la fois accusée de compromettre les rendements (mise en cause de la reproductibilité agro-écologique de la culture) et d'aggraver l'érosion des sols (NÉGOUI, 1987). Qu'en est-il réellement ? Selon les précisions apportées au chapitre V, les incidences environnementales du brûlage de pré-récolte sont moins marquées que celles du brûlage de post-récolte (cf. tableau 85), indépendamment de la plus grande fréquence du premier. Pourtant, le brûlage de post-récolte n'est guère décrié par les écologistes et la société martiniquaise, pas plus qu'il n'en est fait mention sur le plan médiatique.

Tableau 85 : Evaluation des incidences du brûlage de pré- et de post-récolte

Critères		Brûlage de pré-récolte	Brûlage de post-récolte
Objectif		Faciliter la coupe	Faciliter la plantation
Justification économique		+++	++
Incidences environnementales	Pollution atmosphérique (CO ₂)	++	+
	Perte de matière organique	+	+++
	Sol mis à nu et phénomène érosif stimulé	-	+++
Incidences sociales	Salissure atmosphérique	+++	-
	Perception négative	+++	-

D'après : Enquêtes 1999-2002

Incidences fortes à très fortes : + à +++ / Incidences faibles : -

Pourquoi les incidences du brûlage en matière de pollution (dégagement de gaz carbonique) ne sont-elles jamais évoquées par les partisans du « zéro brûlage » ? Plus que ces présupposées incidences environnementales, la principale récrimination faite au brûlage de pré-récolte se pose en terme de gêne pour la société. Les désagréments causés par les particules de pailles brûlées sont multiples : intérieur de maisons sali, vêtements maculés, clients incommodés aux terrasses des restaurants, etc. Le CTCS mentionne la confusion qui s'installe : *« Cette technique culturelle, très décriée par certains, source de salissure, ne peut, au sens strict du terme, être considérée comme une pollution. En effet, ces particules charbonneuses ne contiennent aucun produit (ou substance) dangereux pour la vie et sont éliminées très rapidement »* (CTCS, 1992d). En dépit de ce caractère très transitoire de la gêne, les plaintes des riverains des champs de canne, de plus en plus nombreux et proches des parcelles vu l'urbanisation croissante, ne cessent d'augmenter.

Photo 21 : Brûlage d'une parcelle de canne au crépuscule



Cliché CTCS, 2002.

Les plaintes se multiplient également de la part des non-riverains, vu le caractère très volatile des particules et cendres, propagées par le vent à plusieurs kilomètres des champs. Qu'il s'agisse de salissures, de gêne temporaire de la circulation routière ou, plus grave, de propagation accidentelle du feu, la véhémence des réactions n'est pas faite pour favoriser un climat de travail serein durant

la campagne. Certains acteurs sociaux en viennent à évoquer des lois interdisant toute pratique individuelle de brûlage. Toutefois, à notre connaissance, la législation française ne mentionne rien d'explicite concernant le brûlage de pré-récolte de la canne, une pratique spécifique aux DOM⁷⁰.

De façon à réduire les risques de propagation du feu et limiter la gêne des riverains, le CTCS incite les planteurs à améliorer la gestion du brûlage. Il s'agit, d'une part, de prévenir le voisinage, 48 ou 24 h à l'avance (par écrit pour les municipalités ou par haut-parleur pour les riverains) ; d'autre part, de s'attacher à brûler dans des conditions et à des moments opportuns. Éviter les conditions ventées et les heures les plus chaudes de la journée ; brûler si possible avant le lever du soleil ou après la tombée de la nuit : telles sont les consignes de base, visant à tempérer le mécontentement des acteurs sociaux. Ceux-ci pourront-ils alors mieux apprécier la « poésie » du brûlage d'une parcelle de canne au crépuscule ? (cf. photo 23). Dans la pratique, ces consignes sont difficiles à respecter : les parcelles à brûler sont souvent choisies au jour le jour, en profitant des opportunités (éclaircies) au regard des aléas climatiques. Rares sont les campagnes exemptes de propagation accidentelle de feu, tandis que les riverains subissent davantage le brûlage qu'ils ne s'y préparent ; une situation qui n'est pas sans conséquence sur l'acceptabilité sociale de cette pratique.

Ceci explique les « réticences » initiales des planteurs vis-à-vis de la mesure « coupe en vert de la canne à sucre », mentionnées par Karine KOROMPLI (2000). Celles-ci résultent de la crainte de voir croître l'hostilité de la population contre le brûlage, en retour de la médiatisation faite autour de ladite mesure. Une note du CTCS souligne que : « *Les planteurs s'inquiètent beaucoup de l'interprétation qui pourrait être faite par la population martiniquaise de l'application de la mesure agri-environnement sur la coupe en vert. Ils en appellent donc à la tolérance de tous pour la campagne sucrière et rhumière, face aux désagréments passagers que pourraient occasionner les particules de paille brûlée* » (MBOLIDI-BARON, 2000). La campagne 2002 voit une évolution sensible de l'attitude de la population. Ainsi, a-t-on pu entendre au cours de l'émission « coup de gueule, coup de cœur », sur l'une des principales radios martiniquaises, un grand « *coup de cœur pour les planteurs de canne* » : « *Les planteurs de canne ne brûlent plus. Ils semblent nous avoir compris. Nous les remercions et les félicitons pour cela* » disait en l'occurrence une auditrice. Si le brûlage n'est pas définitivement exclu des pratiques, sa réduction ne peut aller que dans le sens d'une meilleure compréhension de la population.

☛ Une société incommodée, mais une « tolérance administrative » : jusqu'à quand ?

Durant la campagne, le mécontentement relatif au brûlage, pour les riverains des cannaies, s'étend aux automobilistes : ceux-ci sont souvent incommodés par la circulation des véhicules transportant de la canne, surtout sur les voies à circulation rapide. Si les camions de la SAEM du Galion présentent une relative conformité par rapport aux mesures de sécurité élémentaires, il n'en va pas de même pour les tracteurs et remorques en tout genre : les fragments de canne tombent

⁷⁰ L'article 84 du Règlement sanitaire interdit le brûlage en plein air des ordures ménagères ou assimilées. L'article 7 de la loi du 15 juillet 1975, modifiée par la loi du 13 juillet 1992, retient comme infraction : le brûlage sauvage des déchets des entreprises, si l'entreprise ne possède pas d'autorisation au titre des installations classées. D'après Site dechetcom. URL : [dechetcomhttp://www.dechetcom.com/Infos/droit/mars_dechet_men_01c.htm](http://www.dechetcom.com/Infos/droit/mars_dechet_men_01c.htm).

fréquemment des chargements au cours du transport. Ce témoignage d'un planteur-transporteur de canne réunionnais illustre cette situation : *« On ne peut jamais prévoir quand une canne va tomber. On essaye de prévenir en amont au maximum en réglant le chargement au départ, mais malgré cela, le risque est toujours là [...]. Une fois, dans un virage, j'ai éclaté un pare-brise. Heureusement, il n'y a pas eu de victime. On ne peut pas reprocher aux gens d'avoir peur. Moi-même, j'ai peur depuis. Disons que ça incite à plus de rigueur encore, tant au niveau des préparatifs que de la conduite. Cette tension, cette méfiance des automobilistes [...] pendant la campagne sucrière ne date pas d'hier. Si elle n'est pas toujours exprimée, elle peut en revanche éclater au moindre incident. Il n'est pas rare qu'on voit des poings dehors, qu'on se fasse insulter, mais quand la situation s'envenime, j'essaie toujours de rester diplomate. Il m'est arrivé une fois de dire à l'un d'eux : " Quand tu dormais tranquillement avec ta femme, moi j'étais sur la route. Alors quand tu mets ton sucre dans ton café le matin, pense à moi..." »⁷¹*. Les planteurs de canne, comme les autres agriculteurs, sont régulièrement interpellés à ce propos par les forces de l'ordre. La tolérance administrative, jusqu'ici de mise, pourrait bien prendre fin, alors que la législation se durcit, tant pour l'arrimage des cannes, que pour la mise aux normes des engins agricoles.

La vigilance s'étend au stockage des pesticides dans les hangars ; une question à laquelle est sensible le Groupe régional phytosanitaire (GREPHY, 2001b). Ce problème, qui concerne tous les agriculteurs, est toutefois plus important pour la banane, la canne et l'ananas : cultures majeures à la Martinique, mais mineures à l'échelon européen ; d'où une propension accrue à l'utilisation de produits non homologués. En dépit de leurs lourdes conséquences écologiques (potentielles), ces questions ne sont pas (encore) tombées dans le domaine public.

En dehors du brûlage et du transport routier de la canne, les difficultés de cohabitation avec la société urbaine générées par les pratiques des exploitants canniers sont similaires à celles rencontrées par d'autres agriculteurs, voire moindres. En témoigne, pour la banane, l'intolérance sociale latente vis-à-vis des applications de nématicides au sol ou des épandages aériens contre la cercosporiose. Les agriculteurs doivent s'adapter à l'évolution des mentalités, qui passe par une exigence plus forte en matière de qualité de vie. Ils doivent parallèlement se soumettre aux normes, ce qui passe de plus en plus par la formation, mais aussi par l'investissement. A défaut, les plus petites unités (« hors norme ») risquent de s'éliminer progressivement d'elles-mêmes.

b) Acceptabilité des pratiques industrielles : une préoccupation croissante

L'intolérance générée par les pratiques liées à l'exploitation de la canne est parfois renforcée par celle que soulèvent les pratiques industrielles. L'impact environnemental de ces dernières a été analysé au chapitre V en soulignant la contrainte croissante liée aux normes législatives. Ces questions ne se limitent pas au seul cadre administratif, mais passe aussi par la société. A ce propos, les transformateurs sont de longue date conscients des risques de nuisance inhérents à leur activité, surtout en matière d'effluents. Les ingénieurs du CTCS, Jean-Guy VASSEUR et François

⁷¹ Extrait de « Des petits métiers et des hommes », *Le journal de l'Ile*, Réalisation : Stor Informatique, Ile de la Réunion. Disponible sur Internet. URL : <http://www.iir.fr/Economie/1208canne.htm>.

Régis MONTREAU (1977) soulignent que : « *En l'absence d'oxygène, les vinasses sont le siège de fermentations anaérobies avec dégagements gazeux, dont certains éléments ont une odeur désagréable [H₂S], cause de gêne pour les habitants situés dans l'environnement immédiat des distilleries et les riverains de cours d'eau où seraient rejetées des vinasses non-traitées* ». De surcroît, riches en matière organique, les vinasses peuvent (cours d'eau peu profonds) favoriser la prolifération de moustiques.

C'est ainsi que, depuis 1998, des habitants des quartiers La Favorite, Bois-Boyer et La Meynard, au Lamentin, se sont organisés en un comité de défense⁷². Leur objectif est de dénoncer les nuisances causées par la distillerie La Favorite et l'exploitation de la Société Dormagri (incluant des bananeraies) : fosse de vidange à l'air libre, vidanges dans la rivière, évacuation des fumées chargées de suie, etc. Ce comité se plaint des incidences qui en résultent : prolifération de moustiques, odeurs nauséabondes, salissures produites par les suies déposées sur toutes les surfaces (sols, murs, meubles, vêtements séchant à l'air)⁷³. L'action de ce comité de défense rejoint celle des habitants des quartiers avoisinants la distillerie La Mauny, à Rivière-Pilote. Ce problème de l'acceptabilité sociale des pratiques industrielles n'est pas spécifique à la Martinique, comme l'illustre ce témoignage de BINI et MANIOC (2001 ; p. 22) : « [...] *la dernière grève déclenchée par les riverains de Sainte-Rose en vue de dénoncer la pollution de la Rivière par la distillerie Bonne mère a entraîné une perte de chiffre d'affaires estimée à 500 000 F [76 225 €]* ». Les auteurs soulignent même « *les risques de fermeture définitive de l'usine Bonne Mère sous la pression des défenseurs de l'environnement* ». Vu l'urbanisation croissante, cette mobilisation collective devient de jour en jour plus préoccupante pour toutes les unités de transformation, mais plus encore pour celles situées en zone urbaine, pouvant aller jusqu'à compromettre leur maintien.

c) Des réactions sociales qui interpellent

En conclusion, l'évaluation de l'impact social des pratiques en œuvre dans la filière canne conduit au constat d'une pression accrue au cours des années quatre-vingt-dix, structurée parfois en une forte mobilisation collective. Cette pression va dans le sens d'une meilleure prise en compte des aspects environnementaux, en étant confortée par des normes institutionnelles de plus en plus strictes, tant pour les industriels que pour les planteurs. Ceux-ci tentent d'intégrer au mieux cette convergence de contraintes, conscients qu'il y va de « l'acceptabilité sociale » de leur activité⁷⁴. Les prises de position des pouvoirs publics et de la société civile sont toutefois à différencier. Les comportements observés au sein de la société civile, en réponse aux pratiques des planteurs et transformateurs de canne, relèvent souvent du classique clivage entre mondes rural et urbain, sur lequel s'est penché Jean-Pierre DEFFONTAINES (1999). L'élévation du niveau de vie à la Martinique se traduit par des exigences accrues en terme de qualité de vie, conduisant à une plus

⁷² Article de la presse quotidienne. *France-Antilles*, 11 mai 1998. « Oui à l'usine, non à la pollution ».

⁷³ L'épandage de pesticides sur les bananeraies en zone urbanisée est, de plus, accusé d'être responsable d'irritations des voies respiratoires, de problèmes dermatologiques, sanguins, etc. ; dont l'importance réelle est encore difficile à évaluer.

⁷⁴ Le détour par la société civile et les normes institutionnelles, quant à l'intégration des aspects environnementaux, pour déterminer l'acceptabilité sociale des activités agro-industrielles est souligné au chapitre V (figure 19).

grande intolérance envers toute perturbation du quotidien. Une telle approche aide à prendre du recul par rapport au problème ici posé, mais ne suffit pas à expliquer l'intensité de certaines réactions. Contre toute attente, les impacts environnementaux des pratiques agro-industrielles et leurs incidences sociales ne sont pas corrélés, comme en témoigne la disproportion de certaines réactions, pouvant être qualifiées d'« épidermiques ». Une analyse en termes de rapports de voisinage ne permet pas davantage de comprendre la confusion qui s'installe parfois, quant à la perception des pratiques décriées.

La communication est souvent brouillée à la Martinique, dès qu'il s'agit de problèmes en rapport avec la production de canne, tel le règlement à l'amiable des dégâts causés par une propagation accidentelle de feu. L'animosité est dans ce cas d'autant plus grande que, dans le discours populaire, le brûlage est associé à la grande exploitation cannière (« *Bétjé-a té lé brilé nou* » : « *le Béké voulait nous incendier* »). L'incompréhension est souvent de mise, en dépit des appels à la tolérance, voire au civisme, émanant de la filière envers les autres acteurs sociaux. Qui plus est, l'intolérance semble plus grande chez ceux que l'histoire familiale rapproche le plus du monde cannier. Au-delà de la difficile cohabitation entre mondes rural et urbain, cette situation anachronique est à mettre en rapport avec la composition de la société martiniquaise et son fonctionnement, explicitée en début de chapitre. Les liens complexes entre la population et les activités générées par la canne se reflètent dans les perceptions qu'ont les Martiniquais de la canne, ses métiers, mais aussi ses industries et ses produits.

4.2.2. Industrie sucrière et sucre : une image en "reconstruction"

Parmi les industries de la filière, la question du devenir du Galion est, comme nous l'avons vu dans la problématique, régulièrement remise sur la sélette. Faut-il garder le Galion ? Pourquoi ? Selon quel scénario ? La réponse à ces questions ne peut s'envisager sans prendre en compte le point de vue de la société martiniquaise. A cette fin, les paragraphes suivants nous amènent à visiter les représentations collectives rattachées à l'usine et à ses produits, notamment le sucre.

a) *Le Galion : un fonctionnement décrié, mais un patrimoine apprécié*

Symbole emblématique de l'histoire de la canne à la Martinique, vestige vivant de la culture du sucre au sein de ce territoire, le Galion a fait couler beaucoup d'encre depuis des décennies.

☛ *Une désapprobation des contribuables martiniquais reflétée par les médias*

La rentabilité économique de l'usine du Galion a été considérée au chapitre VI, tandis que le fonctionnement de cette entreprise a été examinée au cours du présent chapitre, après avoir considéré sa contribution en matière d'emplois à la dynamique socio-territoriale. Au regard de tous ces éléments, plus ou moins implicitement pris en compte, l'image de l'usine elle-même est rarement laudative dans la presse martiniquaise. Cette dernière étale les déficits chroniques de la SAEM, mis en regard avec les subventions versées. Elle fait régulièrement état des interrogations des politiques sur la conduite à adopter et relaye le mécontentement des citoyens. Ceux-ci

manifestations montre aussi combien cette tendance s'inscrit dans la revalorisation de la culture martiniquaise. Celle-ci n'est-elle pas un corollaire d'une assise identitaire forte ? Cette assise elle-même ne constitue-t-elle pas une condition nécessaire pour l'avenir ?

jusqu'ici de leur usine ? : celle-ci serait uniquement destinée à produire du sucre et du rhum et tout ce qui apparaît synonyme de perturbation par rapport à cet unique but semble mal perçu, en dépit des déclarations d'intentions officielles. Cette non-adhésion tient peut-être aussi au fait que l'initiative vient d'un organisme touristique : précisément le type d'initiative, extérieure à l'activité économique, et qui semble témoigner du recul de celle-ci, comme le souligne PILLEBOUE (1992 ; p. 39). Le personnel de la SAEM se refuserait-il ainsi à jouer le rôle de personnages vivants dans une sorte d'écomusée ? Leur adhésion ne serait-elle pas plus forte si l'initiative venait de l'entreprise elle-même, dans un objectif de promotion commerciale bien compris par le personnel.

En conclusion, les paragraphes qui précèdent soulignent l'ambiguïté des représentations associées à l'outil industriel de la filière sucre. Nous rejoignons de la sorte Lydia ORLAY (2001 ; p. 300) dans son constat relatif à l'image de l'usine : « *Les Martiniquais semblent en tirer une fierté, mais paradoxalement, une importante catégorie la perçoit comme un "gouffre financier" et estime que : "les dirigeants locaux feraient mieux d'investir ailleurs". Certains souhaitent ainsi la fermeture de l'usine* ». Cet auteur explique la vivacité du rejet de l'industrie sucrière par la population martiniquaise comme une « résurgence » du passé esclavagiste, analysé dans la première sous-section. Cette « désalliance » est aussi à rechercher dans la difficile acceptation d'une situation financière décriée comme inacceptable. Parallèlement, émergent de plus en plus de symptômes de l'attachement de la population à cette usine ; un attachement renforcé par les démarches de revalorisation opérées ces dernières années. Mais ces démarches peuvent être mal perçues par le personnel concerné qui peut craindre cette « mise en musée », comme cela on le ferait d'outils obsolètes. Telles sont les contradictions dans lesquelles sont enfermés à ce jour la population martiniquaise et ses élus politiques, mais aussi les acteurs de l'usine. Alors que la revalorisation de l'outil, à laquelle se montrent particulièrement réceptifs les visiteurs, traduit l'existence d'une demande forte en la matière, qu'en est-il du sucre, principal produit commercialisé par le Galion ?

b) Sucre roux : une re-lecture de la « qualité » du produit

Entre les améliorations technologiques côté usine et les exigences des consommateurs, quelle lecture peut être faite de la « qualité » du sucre ? Quelle est la part des aspects techniques, sociologiques et médicaux ?

Le sucre traditionnellement produit par le Galion est le sucre roux. Au cours de la dernière décennie, la SAEM du Galion a investi des efforts technologiques et financiers considérables dans l'amélioration qualitative de ce sucre. Les rapports du CTCS et du Conseil d'administration de la SAEM témoignent de la convergence de ces efforts vers la présentation au consommateur martiniquais d'un produit qui réponde à l'image qu'il se fait d'un sucre « propre », d'un sucre « de qualité » : élimination de la folle bagasse, éclaircissement du produit⁷⁶. Le premier critère fait sans

⁷⁶ A ces critères de qualité perçus par le consommateur profane, s'ajoute un autre critère recherché par l'usinier : la réduction de la taille des cristaux, qui reflète une moindre teneur en polysaccharides (meilleure cristallisation), ce qui va de pair avec une meilleure conservation ultérieure du produit (du fait de sa moindre sensibilité à l'hygrométrie).

conteste l'unanimité des consommateurs. La qualité du sucre du Galion a d'ailleurs pour cela été plébiscitée auprès des Martiniquais, comparativement à celle du sucre importé de la Réunion à la fin des années quatre-vingt-dix : ce dernier était accusé de laisser « *trop de paille dans le café* » ; mais aussi d'être « *plus noir* ». Sur le plan commercial, quel est le constat lié à ce critère de couleur ? Ne peut-il se résumer au fait que, pour vendre plus, il s'agit de se rapprocher le plus possible du sucre blanc ? Cette seconde critique amène à réfléchir à la lecture qui peut être faite de cette volonté de « blanchir » à tout prix le sucre roux : d'une part, au regard des aspects techniques et marketing ; d'autre part, sur le plan psychologique, au regard des représentations collectives relatives au sucre blanc et au sucre roux à la Martinique ; enfin, sur les problèmes de santé, susceptibles d'être générés par les deux types de produits.

Concernant les aspects techniques et commerciaux, une référence peut être faite aux tentatives de fabrication de sucre blanc par le Galion pour satisfaire aux normes de l'industrie agroalimentaire ; tentatives qui se sont soldées par des échecs. L'amélioration qualitative du sucre roux du Galion, et surtout la régularité de cette qualité, a permis de satisfaire plusieurs industriels, désormais clients de l'entreprise, même si elle n'a pu conquérir tout le marché. Concernant la dimension purement commerciale de cette demande, il importe de souligner l'hégémonie de l'industrie sucrière de la betterave, qui a probablement longtemps orienté la demande des consommateurs vers un sucre blanc, un sucre dit « pur ». Cette démarche relève uniquement de la construction publicitaire. Elle aboutit à une sur-valorisation du sucre blanc importé, par rapport au sucre roux produit à la Martinique. Cette hiérarchie se reflète dans la préférence accordée ici, jusqu'à nos jours, au sucre blanc pour les « grandes occasions », comme les communions ou les mariages.

Toutefois, le conditionnement publicitaire est relayé et même amplifié à la Martinique par une autre dimension qui s'y surajoute pendant longtemps, à savoir la dimension psychologique. L'image de « sucre blanc » attendue par le consommateur martiniquais, conditionné par l'industrie betteravière française, fait écho chez lui aux représentations archaïques héritées de l'histoire de la canne, comme analysée en début de chapitre. Ce soubassement historique ne fait-il pas office de « caisse de résonance » dans la hiérarchie qualitative qui peut être perçue entre sucre blanc et sucre roux ? Outre la symbolique de la couleur, qui reflète la hiérarchie socio-ethnique lisible dans la société martiniquaise, les différences de perceptions observées traduisent un clivage plus général : celui qui existe entre le peu de considération accordé à la production intérieure et celle accordée à la production importée (de France). Certes, ce clivage se retrouve dans d'autres régions que la Martinique et, de façon générale, pour moult produits « régionaux ». Par exemple, le foie gras du Gers ou le cassoulet toulousain ne sont pas au départ des produits très valorisés sur le plan régional. Ce n'est qu'avec le développement des échanges et le regard de plus en plus valorisant de l'Autre (le visiteur) que ces produits prennent de la valeur. Cependant, à la Martinique, ces questions de sous-valorisation initiale des produits locaux prennent une dimension accrue, compte tenu du fait colonial. Elles ne peuvent être dissociées de la dénégaration par l'ex-colonisé de ce qui est à lui, de sa dénégaration propre. Ces aspects sont essentiels à considérer pour cerner dans toute leur complexité les représentations en cours à la Martinique concernant les produits de la canne. Ils le sont surtout pour comprendre les évolutions de perceptions et envisager les voies à favoriser pour accompagner les processus de revalorisation. La troisième partie nous permettra de revenir

plus amplement sur ces aspects, quant au processus de revalorisation du rhum agricole AOC à la Martinique. Retenons pour l'heure la complexité des processus à l'origine des représentations de ces deux produits en quelque part concurrents, que sont le sucre roux et le sucre blanc.

c) Intérêts nutritionnels, énergétiques, culturels : pistes de valorisation du sucre

L'inversion d'image ne pourrait-elle pas venir d'une plus grande valorisation du fait médical : le sucre roux est reconnu comme incontestablement meilleur pour la santé (ou peut-être devrait-on dire moins nocif) que le sucre blanc. Il est vrai que, de façon générale, l'image du sucre, en tant que produit alimentaire de base, a été entaché au cours des dernières décennies par la vulgarisation des problèmes de santé qu'il engendre⁷⁷. Toutefois, ce diagnostic est à relativiser, par rapport au type de sucre. Les problèmes générés sont plus graves pour le sucre blanc, tandis que le sucre roux présente certains avantages de ce point de vue. En effet, une substance chimiquement pure, respectant toutes les normes d'hygiène et de non-toxicité, n'est pas forcément un aliment nutritif suffisant et propice à entretenir ou rétablir la santé. Ce qui est vrai pour les céréales (riz, blé) et les aliments dérivés (farine, pain, pâtes, pâtisseries, etc.) l'est aussi pour le sucre : le produit raffiné, dit de « qualité » (industrielle) n'est pas le meilleur en matière nutritionnelle⁷⁸. En fait le problème est celui de la tendance à la commercialisation de produits plus « raffinés », au détriment d'aliments complets, plus naturels.

Or, précisément, il n'y a pas de valorisation des intérêts du sucre du Galion, en tant que sucre roux, par rapport au sucre blanc. Le développement des produits « sucre de bouche », pouvant s'orienter vers des produits à forte valeur ajoutée, est d'ailleurs l'une des pistes retenues au cours des journées de réflexion de 1997, initiées par la ville de Schoelcher. « *La valorisation de l'ensemble de ces produits pourrait reposer sur un argument commercial fort, basé sur une image "diététique" la qualité du sucre roux du Galion et le fait qu'il s'agisse d'un produit naturel* » (LUCRÈCE, MANUEL, 1997 ; p. 10). Le terme de « sucre de canne », mentionné dans la composition de produits agro-alimentaires (comme les confitures), est de plus en plus vendeur ; un argument commercial qui se développe au sein de la société occidentale et auquel commence à être sensible le consommateur martiniquais. Les entreprises agro-alimentaires intègrent également dans leurs ventes « intérieures » la part des achats réalisés par les visiteurs, d'autant plus sensibles aux arguments valorisant les produits martiniquais.

Pourtant, l'image globale du sucre du Galion souffre encore d'une faible valorisation : peu entretenue, elle est de surcroît pénalisée par d'occasionnels problèmes d'ensachage (problème de qualité ou de conditionnement des sachets). Le dernier audit sur la SAEM conclut que les pistes de solutions passent par la recherche de rentabilité pour le sucre de bouche. Ceci implique « *un effort de créativité sur une gamme de produits plus large, plus innovante et donc plus porteuse, d'une meilleure valorisation au kilo* », conjointement à « *une promotion/animation et une communication permettant de mieux gérer le rapport de force concurrentiel et avec les distributeurs* »

⁷⁷ cf : « Le sucre, cet ami qui vous veut du mal » de William Dufty, et « Le Mal du Sucre » de Danièle Starenkyj.

⁷⁸ Ce qu'illustre brièvement l'annexe 2.11 : Éléments sur la « qualité » nutritionnelle des sucres.

permettant de mieux gérer le rapport de force concurrentiel et avec les distributeurs » (INITIATIVES, 200). Les dosettes, seuls articles innovants, sont jusqu'ici de peu de poids commercial et financier. De plus, elles sont fortement concurrencées par des produits similaires commercialisés par certaines entreprises rhumières, à des fins publicitaires, à partir de sucre importé de Guadeloupe. Le développement des dosettes pourrait être renforcé par la vente en grandes surfaces, afin de toucher l'ensemble des consommateurs. En matière de créativité, La commercialisation de formes de sucre intermédiaire (entre le produit fini et le sirop batterie) permettrait de valoriser le caractère énergétique du produit, en privilégiant comme cibles le milieu sportif et les jeunes. Dans cette optique, l'emballage et la présentation doivent être fortement travaillés (LUCRÈCE, MANUEL, 1997 ; p. 10).

Ne vaudrait-il pas tenter de valoriser davantage le sucre du Galion comme un produit présentant des qualités sur le plan alimentaire et gustatif, voire comme un « produit de terroir » ? Jusqu'à très récemment, la stratégie commerciale de la SAEM n'était que faiblement axée sur la prise en compte de la dimension territoriale des produits. Une inflexion s'observe toutefois ces dernières années pour le sucre. L'interview de Guy RENARD (2001), faite par le journal *Hello Carribean*, confirme que la valorisation de l'outil industriel et de son ancrage au territoire, via l'histoire et la culture, favorise également la valorisation du produit. Désormais, rien n'empêche par exemple à un guide touristique de conseiller à un visiteur l'achat d'un kilo de sucre de la Martinique : « *Ça n'est pas cher et ce sont des saveurs qui voyagent et qui participent à la promotion de notre île* ». Avec une amélioration du packaging, les participants aux journées de 1997 estimaient que : « *Le marché extérieur devrait pouvoir absorber au moins 1 000 tonnes de ce sucre, par l'intermédiaire des personnes de passages et par une commercialisation directe en France* » (LUCRÈCE, MANUEL, 1997 ; p. 10).

4.2.3. Le rhum à la Martinique : un produit omniprésent, une lente revalorisation

En s'arrêtant aux représentations relatives au Galion et à ses produits, le cas du rhum industriel a été évoqué. Mais qu'en est-il de la perception du produit « rhum » ? Les marchés martiniquais et d'exportation ont toujours fait l'objet de stratégies commerciales différentes ; point approfondi ultérieurement. Cette segmentation implique une analyse séparée des représentations et modes de consommation propres à chaque lieu de consommation. Les paragraphes suivants concernent ceux ayant cours de nos jours à la Martinique⁷⁹.

a) Consommation traditionnelle et diversité d'usages

À la Martinique, et plus généralement aux Antilles, la première forme de consommation du rhum est celle du traditionnel petit verre de rhum blanc, à toute heure et en tous lieux. Bu sec ou en

⁷⁹ Celles relatives au marché extérieur, surtout en France, sont analysées dans la troisième partie (chap. XIII), afin d'établir le parallèle entre l'évolution de ces représentations et modes de consommation, la promotion à l'exportation et la construction de l'AOC. Ceci nous amènera à approfondir l'évolution comparative entre ces deux marchés.

punch⁸⁰, il accompagne la vie quotidienne des Martiniquais. Offrir un punch à son hôte est un signe d'hospitalité. Cette consommation courante peut se référer à l'image du « rhum-alcool » ou se superposer à celle du « rhum-apéritif », qui se prend avant le repas pour aiguïser l'appétit et se mettre en bouche, généralement sous la forme de punch. Robert ROSE-ROSETTE (1986) décrit le rituel rattaché à la prise du punch, appelé communément « un feu », faisant de sa préparation un véritable cérémonial⁸¹. Cette cérémonie se réitère aujourd'hui dans toutes les composantes de la société martiniquaise. « *Ce feu peut être respectable, et alors qualifié de bête, pétard, mathomme, folibar, macata, punch gendarme ou commandant, par allusion à la hauteur des galons superposés de ce grade. Il peut être une recette, une formule (inspiration pharmaceutique), un C.R.S. = Citron + Rhum + Sirop (création récente), une signature (inspiration bureaucratique) ou plus brutalement un "coup de rhum"* » (ROSE-ROSETTE, 1986).

En dehors du punch, le rhum est consommé sous forme de liqueurs ou punches divers. Ces formes de consommation relèvent aussi d'usages traditionnels, mais plus occasionnels, notamment lors de fêtes (Noël, jour de l'an, réceptions, mariages, etc.). Ces préparations sont réalisées de façon traditionnelle par les femmes. Ce sont aussi elles qui consomment plus volontiers le rhum sous cette forme. Le rhum sec ou sous forme de punch est consommé moins fréquemment chez la gente féminine. Pour cette dernière, une telle consommation est restée mal vue pendant longtemps ; de même que la consommation de rhum vieux en digestif est plutôt restée l'apanage d'une certaine couche aisée de la population et, de fait, moins fréquente. De la friction (revigorant⁸² ou calmant contre les piqûres d'insectes) à l'ajout dans les boissons chaudes (surtout tisanes et lait), l'utilisation dite « thérapeutique » du rhum ne cesse de se diversifier. LUCRÈCE (2000 ; p. 89) signale l'association de rhum vieux avec un anxiolytique, le Valium®, prise le soir dans le but de rechercher la sédation. L'utilisation de rhum comme aromate pour la cuisine est également très courante. Rares sont les gâteaux faits sans une pointe de rhum vieux. Parallèlement à cette consommation extrêmement variée, le rhum possède un autre usage traditionnel dans le foyer martiniquais : imprégnant du papier journal, il sert au nettoyage des vitres et miroirs. A ces usages diversifiés, dont certains s'éloignent fortement de l'image d'un alcool noble, correspondent généralement différentes qualités de rhum.

En conclusion, produit de tout temps traditionnel à la Martinique, le rhum y fait partie intégrante de la vie sociale. A titre d'illustration, le sociologue Auguste ARMET (1992) rappelle ce dicton populaire : « *on ne doit pas dormir dans une maison sans une bouteille de rhum* ». Comment cette omniprésence est-elle transcrite en matière de perceptions et de représentations ?

⁸⁰ Le punch (prononcer « *ponch* ») traditionnel (ou « *ti-ponch* ») est composé d'un peu de rhum blanc, de sucre ou de sirop de canne et d'un zeste de citron vert. Il s'agit d'un mot anglais. Les dictionnaires le font dériver de l'hindoustani et du sanskrit « *panch* » qui signifie cinq, nombre des composants d'une boisson réputée aux Indes : thé, citron, cannelle, sucre et alcool. Une variante du punch français est composée de trois éléments (tranche de citron, sucre et cognac ou rhum). Cette variante est sans nul doute à l'origine du punch martiniquais (ROSE-ROSETTE, 1986).

⁸¹ cf. annexe 2.12 : Rituel de la consommation du rhum et perception.

⁸² Les préparations destinées à ces usages sont des décoctions ou macérations de feuilles dans du rhum (type « rhum camphré »). Fabriqués avec du rhum industriel, ces produits sont de nos jours surtout importés de Sainte-Lucie (« bay-rum »).

b) Des images contradictoires, selon les circonstances

Le rhum à la Martinique relève de représentations contradictoires, dont l'appréciation est complexe. Auguste ARMET (1992), qui a longuement travaillé sur les problèmes de société liés au rhum et à l'alcoolisme à la Martinique, explique la difficulté inhérente à un tel sujet, qui relève du subjectif : il s'agit de cerner « *la représentation que les êtres se font d'un phénomène, d'une substance particulière qui s'inscrit dans l'histoire, dans le vécu et donc dans l'inconscient collectif, avec ses schèmes, ses habitus intériorisés et comme transmis au travers des générations* ». Les représentations collectives relatives au rhum à la Martinique font suite à la complexité de celles relatives à la canne. Initialement perçu comme « l'alcool de l'esclave », sous-produit du sucre, le rhum a du mal à se défaire de ces connotations peu valorisantes : c'est l'alcool du peuple, « un produit qui colle à la terre » ; d'où la nécessité d'avoir recours à des « prétextes » pour en boire, rapporte Yva LÉRO (1977) dans l'un de ses poèmes (cf. annexe 2.12).

De surcroît, et non sans rapport, le rhum est également longtemps perçu comme principal vecteur de l'alcoolisme à la Martinique⁸³. Le dicton populaire le dit bien : « *Tout bwason ka soulé, sé ronm i ni bon do* » (Tous les alcools saoulent, mais le rhum est celui qu'on accuse). Alors que l'usage des drogues tels le cannabis et le crack se répandent de nos jours, André LUCRÈCE (2000 ; p. 89) constate la banalisation de l'alcool en tant que psychotrope, ce qui ne le rend que plus dangereux ; un constat d'autant plus vrai pour le rhum, alcool le plus consommé sur le territoire martiniquais. Pourtant, selon les lieux et les circonstances, il peut être diable ou dieu. Bu en solitaire, il est davantage décrié socialement. Les témoignages recueillis à la Réunion par l'anthropologue Hélène DOUGUIN (1994) s'accordent à dénoncer l'acte du buveur solitaire, celui qui « boit en vorace », qui ne peut attendre d'être en compagnie pour boire, qui ne peut limiter sa consommation aux situations de partage. Son incoercible envie de boire le fait sortir des normes sociales admises. Au contraire, le rhum partagé, bu en société, n'est pas associé à la « beuverie ». Son image devient plus complexe : il est alors synonyme d'hospitalité, de convivialité, voire pour les anciens de force et de virilité. C'est également, pour certains, le symbole des racines et des traditions créoles ; ce qui fait le lien avec la dimension traditionnelle de la consommation du punch.

En conclusion, selon les modes de consommation, les lieux, mais aussi le type de consommateurs (appartenance sociale), l'image du rhum diffère. Parallèlement au processus général de revalorisation du patrimoine martiniquais, en cours depuis quelques années, une revalorisation de l'image du rhum s'opère. La troisième partie (chap. XIII) conduira à approfondir ce processus de revalorisation du rhum en analysant l'apport de l'AOC Martinique à ce propos ; mais aussi la complexité de ce processus, en rapport avec celle de la construction sociale à la Martinique. C'est un peu dans cette perspective de revalorisation que se situent des initiatives telles : les concours d'affiches régulièrement lancés par la distillerie La Mauny, s'appuyant sur la créativité locale et la

⁸³ Les actions de lutte contre l'alcoolisme ont également contribué à ancrer cette image dévalorisante du rhum, qui a causé il faut le reconnaître bien des dégâts au sein de la population. Robert ROSE-ROSETTE (1986) rappelle que, parlant d'un homme qui trompait la vigilance des siens en empruntant des voies détournées pour aller au bistrot, on déclarait : « *Tous les chemins mènent au rhum* ».

valorisant dans l'étiquetage des bouteilles ; les manifestations organisées par la distillerie Clément, qui fait montre de mécénat en soutenant des artistes martiniquais et notamment des peintres ; la « fête du rhum », organisée chaque année par la distillerie Saint-James, qui invite Martiniquais et visiteurs à (re)découvrir la richesse du patrimoine insulaire, en même temps qu'elle promotionne bien sûr sa marque ; et la multiplication des fêtes de début et de fin de campagne ça et là. Ces efforts déployés pour organiser des fêtes de la canne témoignent de la volonté de combiner création et tradition, en refusant, comme le souligne Danielle BÉGOT (2000 ; p. 399), « la folklorisation niaiseuse où se complaisent trop de spectacles d'hôtels ». Il s'agit au contraire pour les professionnels de la filière, quitte à s'appuyer sur des éléments du passé révolu, de montrer la continuité avec ce passé ; une réflexion sur laquelle nous serons amenés à revenir, en référence à celle menée par Jean PILLEBOUE (1992 ; p. 40) pour l'Armagnac. Cette valorisation patrimoniale vise à améliorer l'image du rhum.

c) *Positionnement des produits rhumiers*

Le rhum grand arôme élaboré par le Galion est un produit unique au monde et à forte valeur ajoutée. Autrefois dénommé "coco merlo", le rhum grand arôme est jusqu'ici très méconnu des Martiniquais, mis à part ceux qui gravitent autour de l'usine. Toute la production était jusqu'alors exportée, son introduction sur le marché martiniquais étant très récente. Pourtant, chacun s'accorde à reconnaître que « *c'est une activité qui peut être largement développée et rentabilisée compte tenu de la spécificité aromatique du produit* » (INITIATIVES, 2000). Les problèmes techniques qui ont jusqu'ici freiné la production de rhum grand arôme, semblent être désormais résolus. Cette production pourrait ainsi prendre de l'ampleur et tirer profit des potentialités du marché. Restent la perspective de mise en concurrence avec les pays ACP, évoquée au chapitre VI. Là encore, une stratégie commerciale plus offensive ne favoriserait-elle pas l'écoulement du grand arôme ?

Quant au RTS, le dernier audit souligne que se posent des difficultés « *commerciales et "existentielles" face au rhum agricole* », incluant des problèmes de distribution. La distribution de la marque Grand Fonds Galion par Socara (Dormoy) s'est heurtée à différents incidents en 1999, attribués notamment au manque de manœuvre offerte par la SAEM au distributeur, au faible budget promotionnel, à la « *cannibalisation avec le discount de Socara* » (INITIATIVES, 2000). La négociation d'un nouveau partenariat avec la société Sonofa (Groupe Hayot) va-t-elle conduire à une amélioration de la distribution du rhum Grand Fonds ? Sachant que les carences constatées à ce jour en matière de marketing et d'innovation sont imputées à l'insuffisance de taille critique et au manque de moyens financiers de l'entreprise, comment sortir de ce cercle vicieux ? Ce problème est d'autant plus délicat que, parallèlement, la « *pénurie de canne* » se répercuterait en priorité sur l'activité rhumière de l'entreprise. Par ailleurs, il convient de s'interroger sur la pertinence de l'action promotionnelle relative au RTS, produit concurrent du rhum agricole. Ne faut-il pas démarquer davantage le rhum de sucrerie du rhum agricole, sur le plan organoleptique ? Alors que la politique de la SAEM est tournée depuis trois ans vers un moindre épuisement des mélasses, dans l'optique de favoriser la production de RTS, ne faut-il pas être prudent sur l'identité spécifique de ce produit ? En se rapprochant trop fortement du rhum agricole, sur le plan

organoleptique, il risque de perdre son positionnement sur une niche de marché qui lui est propre et non concurrente du rhum agricole.

De façon générale, les participants aux journées de réflexion de 1997 soulignaient l'intérêt de poursuivre le travail de diversification des produits à base de rhum. Cette démarche en cours a abouti dès lors à la mise sur le marché d'une certaine diversité de punches. Le rhum blanc à 40°, développé par certaines marques, favorise aussi la pénétration du rhum martiniquais sur le créneau des rhums de mélange. Là est toute la difficulté : innover, tout en préservant la spécificité du produit. « *Il convient de garder l'image du "punch Martinique", tout en cherchant parallèlement à s'adapter aux marchés en vogue* » (LUCRÈCE, MANUEL, 1997 ; p. 12).

La troisième partie, consacrée à l'AOC « Rhum agricole Martinique », permettra de voir en quoi la construction de cette qualification participe à la revalorisation en matière de perception du rhum à la Martinique – et plus spécifiquement du rhum agricole. Cette partie permettra aussi d'étudier les risques potentiels qu'est aussi susceptible d'induire l'AOC en la matière.

4.3. Déplacement d'enjeux : dimension patrimoniale et identitaire de la canne

La section précédente fait écho à notre questionnement de départ. Alors que l'importance de la filière canne en termes d'emplois et de dynamique rurale a fortement diminué depuis les années soixante, de même que son importance économique, le discours ambiant ne semble pas avoir suivi : il y a aujourd'hui une surestimation des dimensions économique et sociale de la production cannière. Quels sont alors, parallèlement aux enjeux environnementaux (réels mais encore peu pris en compte), les autres enjeux sous-jacents à l'échelle territoriale, qui justifient le soutien jusqu'ici manifesté à cette production ? Pour les expliciter, il importe de revenir sur ce que représente cette production pour les Martiniquais et pour la Martinique, au-delà des aspects économiques ou de la stricte comptabilisation du nombre d'emplois.

4.3.1. La canne, le sucre et le rhum : plus que des éléments de tradition

D'un côté, et de tout temps, la canne et tout ce qui s'y rapporte a été source d'une grande douleur collective sur cette île. Cette souffrance a provoqué, de façon plus ou moins consciente, son rejet par une partie de la population, y compris par une partie des acteurs eux-mêmes. Dans une certaine mesure, cette perception a joué un certain temps en défaveur du développement de la culture et de ses produits. D'un autre côté, la canne est reconnue par la société comme un élément constitutif de la Culture martiniquaise. L'ambiguïté de cette dimension identitaire, entre le rejet du douloureux passé rattaché à l'esclavage et la valorisation du patrimoine, rend d'autant plus sensible et passionnelle toute question s'y rapportant. Le sous-titre de l'ouvrage de Davis DAMOISON et de Raphaël CONFIANT (2000) sur l'usine du Galion l'illustre bien : « *Canne, douleur séculaire, ô tendresse* ». A travers la photographie, cet ouvrage met en lumière, avec émotion et tendresse, la dimension humaine du Galion. Cependant, à travers ces acteurs anonymes qui font l'usine, tous ces « héros du quotidien », l'on devine une charge historique encore lourde. L'image de la canne, de ses métiers et de ce qui s'y rapporte, reste ambivalente : encore parfois mal perçu à l'échelle

individuelle, cet ensemble est désormais reconnu et accepté comme participant collectivement à l'identité du territoire Martinique. Pour illustrer encore, si besoin est, cette force symbolique de la canne, il est possible de se référer aux écrits de Alain GRILLON-SCHNEIDER (1987), en introduction de l'ouvrage de référence sur la canne, le sucre et le rhum dont il a coordonné l'édition : *« La canne, le sucre et le rhum symbolisent beaucoup plus que la tradition populaire. Ils font partie intégrante de l'Histoire et, par conséquent, de la culture antillo-guyanaise. Pour le comprendre, il suffit de se référer au théâtre, à la danse, aux contes, aux proverbes, à la peinture, à toute forme artistique »* (GRILLON-SCHNEIDER, 1987).

Photo 22 : Les vestiges de l'usine du Lareinty, théâtre de mémoire



Cliché CTCS, 2002.

De fait, de la densité et de la complexité de ces liens entre la canne et la Martinique, résultent des enjeux quant à l'identité de la population martiniquaise et à la spécificité même de son territoire. Ces dimensions identitaire et territoriale prennent une importance particulière, dans une Martinique sujette à de multiples tensions sociales et qui a dû faire face au déclin de sa production cannière. L'historienne Danielle BÉGOT (2000 ; p. 397) s'est interrogée quant à savoir s'il fallait laisser détruire les lieux emblématiques de la civilisation du sucre que sont les anciennes usines, distilleries, habitations, vu le rôle déterminant qu'elles avaient joué dans la vie locale ; cette perte patrimoniale ne risque-t-elle pas d'accélérer le processus de déculturation d'une population qui connaît déjà si mal son propre passé ? Ces interrogations laissent entendre que la canne représente plus qu'une simple activité économique à la Martinique. Elles sous-entendent que le devenir de cette production relève d'enjeux patrimoniaux, tant en termes de retombées culturelles et touristiques, que d'identité territoriale, facteur indirect de stabilité sociale. Dans une société martiniquaise ballottée par les mutations en cours, tant en son sein que dans le monde, la permanence de repères historiques, de symboles patrimoniaux est plus qu'utile pour asseoir

l'identité du territoire, comme de la société. Car, s'accordent à le dirent les sociologues, « *l'identité martiniquaise est en crise* » ; « *une crise identitaire perceptible partout et en tout, qui participe très largement tant au plan individuel que collectif, de la paralysie de bien des énergies, de la conflictualisation de bien des relations sociales et de l'annulation de bien d'initiatives* », souligne Louis-Félix OZIER-LAFONTAINE (1999 ; p. 198).

En conclusion, la reconnaissance des enjeux patrimoniaux et identitaires de la canne joue en faveur de son maintien. En y ajoutant les retombées culturelles, touristiques, économiques, l'on comprend plus aisément que tout ce qui touche à la canne dans l'île prend également une dimension politique. La revalorisation de l'image de la canne est telle, qu'elle amène certains à considérer que : « *Culture emblématique et voyageuse, la canne est bien plus qu'une simple production agricole. Elle est l'âme des Caraïbes* », peut-on lire sur un site Internet⁸⁴. Ces enjeux, qui se rapportent indirectement à la stabilité et à la construction du territoire martiniquais, ne méritent-ils pas d'être clairement formulés pour être mieux pris en compte ? Ils se traduisent indirectement en questions économiques, par le détour d'une contribution au développement durable du territoire, incluant non seulement l'agriculture, mais aussi le tourisme. Enfin, la double dimension, territoriale et patrimoniale, de la canne ne rejoint-elle pas aussi le fait de reconnaître la spécificité du couple produit-territoire ; reconnaissance désormais officielle pour le rhum agricole ?

4.3.2. Un nouveau regard de la société martiniquaise sur la canne ?

L'histoire du peuple martiniquais et son rapport au travail de la canne fait que le lien qu'il entretient avec la canne elle-même reste ambigu ; une ambiguïté qui se retranscrit dans le regard que la société martiniquaise porte sur le champ de canne industriel ou sur la touffe de canne, préservée dans un jardin créole.

a) *Superposition d'images complexes : du champ « infernal » au champ « poétique »*

Que représente le champ de canne pour la population martiniquaise ? De la période esclavagiste à nos jours, cette perception est bien sûr évolutive. Dans la continuité des représentations rattachées aux métiers de la canne, analysées dans la seconde section de ce chapitre, la canne a elle-même longtemps été honnie par les Noirs, descendants d'esclaves ou d'immigrés, en rapport avec leur vécu. Le champ de canne était perçu comme un lieu maudit, où les Nègres s'esquintaient vainement la santé. C'est ce qu'explique le jeune héros du roman de Joseph ZOBEL, « la rue Case-Nègres » : « [...] *les champs de canne m'apparaissaient comme un danger. Ce danger qui avait tué M. Médouze sans que personne n'eut vu comment [...] J'avais fini par comprendre que M. Médouze était mort de fatigue, que c'étaient les pieds de canne, les touffes de "para" ou d'herbes de Guinée, les averses, les orages, les coups de soleil, qui, le soir venu, l'avaient foudroyé* » (ZOBEL, 1974 ; p. 104). De cette image des champs de canne, il est au départ difficile pour la population noire de passer au détachement poétique de l'observateur non-impliqué, tel le poète FIUMI (1936), ou « positivement » impliqué, tels les propriétaires d'habitations.

⁸⁴ Page personnelle, URL : http://silversurfer.multimania.com/La_canne.htm.

Dans le récit « Régisseur du rhum », Raphaël CONFIAINT (1999) montre comment une travailleuse des champs s'éveille à la beauté de la flèche de canne, curieux présent de son amant béké ; image incomprise des autres travailleurs de la plantation. L'appréciation de la beauté des paysages de la canne, des champs de canne en flèche, comme évoqué au V, synonymes de richesse au sein de la communauté békée, a toujours été de soi. Par contre, une longue maturation, parallèlement à l'évolution du contexte socio-économique, a été nécessaire au sein de la population noire pour qu'elle appréhende pleinement cette beauté.

Photo 23 : Flèches de canne



Cliché CTCS.

Ceci passe par l'appropriation et implique un autre type de rapport à la canne : c'est d'abord le colon (métayer) ou le petit planteur-propriétaire qui peut apprécier cette beauté, quand il commence à y trouver une source de revenu satisfaisante, pouvant enfin devenir reconnaissant envers cette plante et non plus amer. C'est également alors que transparait un besoin de reconnaissance du champ lui-même : le manque de respect au champ de canne par autrui est durement ressenti par le cultivateur ; ce, de plus en plus dans la société de « non-droit » qui se développe. Les planteurs et chauffeurs de récolteuse, en ce début de XIX^e siècle, le savent : le champ de canne semble perçu par certains acteurs de la société martiniquaise comme un véritable « dépotoir ». Les anecdotes ne manquent pas à ce propos. Il n'est pas rare de retrouver en plein champ des carcasses de voitures volées, des carcasses de bovins à moitié dépecés, des moteurs de moto, des réfrigérateurs et toutes sortes d'objets insolites : leurs propriétaires n'auront même pas daigné faire l'effort de les transporter à une décharge, jugeant plus simple de s'en débarrasser « dans la canne ». Ces pratiques, plus que préjudiciables pour les exploitants, sont révélatrices en premier lieu, de la transmission de l'image du champ comme lieu propice à dissimuler. La masse végétative du champ de canne favorise cette utilisation : hier refuge pour tout ce qui doit être soustrait à la surveillance de l'administration coloniale, tant les hommes que les actions ou objets pouvant être jugés subversifs ; de même aujourd'hui, avec l'administration française. Un héritage supplémentaire de la culture du marronage ? ; un héritage qui ne profite pas en tous cas à ceux qui aujourd'hui cherchent à pérenniser la production cannière. Cette pratique révèle d'autre part, la façon dont sont vécues ces « agressions » par les planteurs : ils y voient un dénigrement de leur travail, de leur champ, ce qui traduit encore la reconnaissance sociale à laquelle ils aspirent.

Pour passer de l'indifférence de certains acteurs, voir de ce dénigrement, tel que le ressentent les planteurs, à la perception généralisée de toute la poésie des cannaies, le cheminement est encore long. Pourtant, la canne évoque bien des ressentis positifs chez la plupart des Martiniquais, indépendamment du champ, lieu de travail et source de revenu : est également présente à l'esprit, la canne que l'on déguste et non pas uniquement celle que l'on cultive pour l'usine.

b) Un lien affectif aux cannes créoles

Sur le plan botanique, nous avons vu que l'évolution du statut variétal de la sole cannière martiniquaise s'est fait vers de nouveaux hybrides au détriment des anciennes variétés (cf. annexe 2.1). Tandis que s'instaurait ce flux variétal incessant pour la culture à vocation industrielle, les Martiniquais s'approprièrent certaines de ces variétés, devenues « cannes créoles ». La façon dont s'est faite cette évolution⁸⁵ aide à comprendre comment s'est déroulée cette appropriation, qui n'est pas sans conséquence sur le lien affectif de la population avec la canne à sucre, vouée à une consommation familiale ou à un usage artisanal. En évoquant le sort autrefois réservé aux « mangeurs de canne », condamnés à porter un masque de fer blanc nuit et jour, comme le rappelle Lydia ORLAY (2001 ; p. 300), ou soumis à des amendes exorbitantes, il est possible de mieux cerner la dimension symbolique rattachée à la canne dérobée : sortie de la plantation pour intégrer le jardin créole, entrée dans un espace de liberté, n'est-elle pas aussi symbole de résistance, élément de la culture marronne ? Aujourd'hui, bon nombre des anciennes variétés ne sont plus cultivées que par quelques personnes, agriculteurs ou particuliers, qui conservent précieusement ce patrimoine délaissé au niveau industriel : patrimoine génétique, mais aussi patrimoine culturel. La sauvegarde et la revalorisation des « Cannes Créoles » ont été au cours des années quatre-vingt-dix une mission que se sont donnés quelques acteurs de la filière, notamment au CTCS. La création d'une pépinière d'anciennes variétés au Centre technique a rencontré l'aval de bien des particuliers et organismes venus y chercher des boutures. Cette mobilisation autour des Cannes Créoles confirme qu'elles font désormais partie de la Culture martiniquaise. Leur revalorisation, de même que celle de la canne en général, vise à ce que cette plante soit considérée comme autre chose qu'une survivance de l'esclavage, avec tous les blocages psychologiques qui peuvent y avoir trait. Ces actions traduisent la volonté collective de faire en sorte que la canne soit enfin reconnue comme une « plante de civilisation », à la base de la société martiniquaise.

Au-delà du dénigrement quotidien qui peut transparaître, quant au vécu des coupeurs par exemple, le regard porté par la population martiniquaise sur la canne n'est donc pas dénué d'affectivité. Ce lien affectif, en rapport avec la dimension identitaire de cette plante, ne peut-il interférer sur la durabilité de la production cannière ?

4.3.3. Un rôle également pédagogique

Outre tout ce que représentent, à titre divers, la canne et ses industries dans l'identité et la dynamique territoriale, il importe de souligner son rôle pédagogique à la Martinique. Au niveau de l'enseignement agricole et technique, des liens étroits sont entretenus avec les acteurs de la filière canne : des stagiaires du Lycée d'enseignement général et technique agricole (LEGTA) de Croix Rivail sont régulièrement accueillis au sein des exploitations cannières ; de même qu'au Centre technique de la canne et du sucre, qui tient à apporter sa contribution à la formation des jeunes. Bien structurée, abondamment dotée en documents pédagogiques, la filière canne constitue un exemple mis à profit par les enseignants, notamment en économie ou techniques agricoles. Les

⁸⁵ cf. annexe 2.13 : De l'appropriation des variétés devenues « cannes créoles ».

aspects technologiques et industriels peuvent aussi illustrer bien des cours sur la transformation agroalimentaire, à l'heure d'une volonté politique accrue pour la sensibilisation des jeunes à la culture scientifique et technique. Pourtant, cette dimension pédagogique de la filière canne, confortée par sa dimension identitaire, est-elle suffisamment mise à profit ? L'est-elle suffisamment tôt dans le cursus scolaire ? Alain GRILLON-SCHNEIDER (1987 ; p. 9) s'en inquiétait : « *Aux enfants des cours moyens de Guadeloupe, de Martinique ou de Guyane à qui nous demandions de définir le vesou, les mélasses, les bagasses, quel ne fut pas notre étonnement de constater que la plupart ignoraient ces sujets* ». Or, une imprégnation précoce de la jeunesse martiniquaise aux mécanismes en jeu dans la production et la transformation de la canne ne pourrait-elle pas contribuer à l'avenir à en faire des adultes d'autant plus soucieux de la préservation de cette activité agro-industrielle, mieux sensibilisés à toutes ses facettes ?

5. DES CONDITIONS SOCIALES FAVORABLES A LA DURABILITE DE LA CANNE ?

Ce septième chapitre a permis de passer en revue différents aspects de la dimension sociale de la production de canne à la Martinique, élargie à l'articulation entre secteurs de la production et de la transformation ; ceci à travers trois grandes composantes de durabilité : la vivabilité des activités agricoles, la dynamique interne de la filière canne, les rapports société-filière-territoire, conformément à la grille présentée en début de chapitre.

La première composante a été analysée à travers deux indicateurs : l'un relatif à la perception des métiers de la canne, l'autre à l'insertion des ouvriers agricoles et des petits planteurs dans la société martiniquaise. Les représentations relatives à la canne, au sucre et au rhum découlent indéniablement de l'histoire. Dans l'imaginaire collectif martiniquais, l'association « canne-esclavage », ainsi que les perceptions qui en dérivent quant aux métiers et produits de la canne, ont constitué, pendant de longues décennies, un handicap à l'adhésion d'une partie de la société martiniquaise à cette filière. Dans la première partie (chapitre II), les réserves de Roger KLAUS (2001) quant à la production cannière dans les îles de la Caraïbe ont été évoquées, au vu des aléas climatiques dont elle pâtit. Ce spécialiste des questions sucrières considère de plus que le poids historique, lié au passé esclavagiste des anciennes « îles à sucre », handicape fortement un libre investissement humain dans cette production. Si cette appréhension s'est avérée justifiée pendant de nombreuses décennies, n'est-elle pas en passe d'être reconsidérée ? Les représentations relatives aux métiers de la canne sont en cours de revalorisation, du fait de la meilleure insertion des acteurs agricoles dans la société. Alors que les alternatives économiques se font moindres, parmi les éléments stratégiques clés de cette mutation, sont aussi à retenir : l'intervention des prestataires de services, offrant aux petits producteurs la possibilité de se soustraire aux opérations de récolte ; l'intégration de la canne dans un système d'activités diversifié, dont elle augmente la souplesse de fonctionnement. De fait, la canne est désormais susceptible d'ouvrir un espace de liberté pour de petits producteurs. L'exemple de la Guadeloupe est à ce propos éloquent : pratiquement toutes les surfaces se récoltent à la machine. Par l'intermédiaire d'entreprises de travaux agricoles, la mécanisation a levé le goulet d'étranglement que représente la coupe pour les petits et moyens producteurs (CHABERT, DEVERRE, 1985). Un regain d'attrait pour la canne est observé par des agriculteurs qui basent leur exploitation sur la diversification, avec la canne

comme pôle fort. A la Martinique cependant, l'action des prestataires est jusqu'ici handicapée par la dispersion des petits planteurs canniers. Ce constat nous renvoie à l'analyse de la question foncière, traitée au chapitre suivant.

Quant à la dynamique interne de la filière, les formes d'organisation entre planteurs, usine et distilleries, qui relèvent de l'articulation entre secteurs de la production et de la transformation, peuvent être analysées sous plusieurs angles. Concernant les planteurs proprement dit, deux types de fonctionnement peuvent être distingués : d'un côté, des formes d'organisation spécifique existent entre grands et petits planteurs, de même qu'entre distillateurs et planteurs ; de l'autre, les planteurs se trouvent face aux unités de transformation pour négocier les modalités de paiement de la canne, dont dépend pour partie son orientation. Si l'autonomie des plus petits producteurs reste discutable, le relationnel traditionnel dominant contribue dans une certaine mesure à leur maintien. Cependant, ce relationnel conduit à des capacités de négociation fortement déséquilibrées au sein de la filière, avec un accaparement de la majorité des aides au profit d'une minorité d'acteurs ; une situation de moins en moins politiquement « acceptable ». Par ailleurs, l'usine du Galion, sans foncier propre et dépendant de bailleurs de fonds extérieurs, se trouve démunie pour peser dans la « guerre des cannes », lorsque la demande se fait plus pressante côté distilleries.

L'analyse de la dimension sociale de la production cannière martiniquaise a également permis de s'intéresser aux rapports société-filière-territoire. Les incidences sociales des pratiques agro-industrielles débordent de la frontière rural-urbain, du fait des représentations héritées de l'histoire, influant sur le vécu d'aujourd'hui. Alors que cette influence du passé reste encore très prégnante, ne favorisant pas toujours des approches « à l'amiable » entre la société et la canne, les contraintes législatives se durcissent. Les acteurs de la filière canne sont amenés à intégrer les exigences croissantes de la société et à gérer les nuisances et pollution qu'ils peuvent générer. Cette intégration est toutefois plus tangible chez les distillateurs, vis-à-vis desquels la tension sociale est particulièrement vive, mais aussi pour lesquels l'image de l'entreprise est essentielle : elle peut nuire ou bénéficier à l'image du produit final et à sa commercialisation. L'acceptabilité sociale des pratiques liées à la production et la transformation de la canne est par conséquent, à divers titres, une condition importante de durabilité. Son caractère désormais crucial est explicité de la sorte par Etienne LANDAIS (1998 ; p. 16) : « *Localement, ce sont donc des conséquences en retour qui affectent indirectement la durabilité de l'activité agricole : réglementations, mesures fiscales, détérioration de l'image des systèmes de production et des produits, etc. De ce point de vue, l'acceptabilité sociale des systèmes de production dépend de la qualité du lien écologique* » (cf. fig. 19, début chap. V). Le regard porté par la société martiniquaise sur les produits et structures industrielles révèle bien des ambiguïtés, tandis que leur dimension identitaire tente d'être de plus en plus prise en compte. Cette dimension n'est-elle pas également, de façon indirecte, d'un poids majeur dans la contribution de la filière canne à la dynamique socio-territoriale ? Ce chapitre nous renvoie ainsi à l'une des questions fortes posée dans la problématique, relative aux enjeux de la production cannière : l'analyse conduite au cours de cette deuxième partie met progressivement en évidence que les enjeux économiques en masquent d'autres, plus implicites, mais non moins importants, en particulier, les enjeux identitaires de cette production.

Une dimension identitaire amenant à s'interroger sur l'incidence de l'AOC

En conclusion, la spécificité historique et sociétale de la canne la rattache de façon indéfectible et plurielle à la Martinique. Ces aspects se rapportent à chaque individu, à chaque communauté, à la société et au territoire, chaque niveau étant dépendant de l'autre. L'analyse de la dimension sociale de la canne montre qu'elle joue un rôle majeur dans la représentation collective de la Martinique, que ce soit par la société martiniquaise elle-même ou par la société extérieure. Ainsi arrive-t-on à envisager comme condition du maintien de la production de canne à la Martinique, la juste prise en compte des questions d'identité et de reconnaissance, ainsi que sa participation à la préservation de la qualité de vie. Ces questions se posent différemment pour un territoire comme la Martinique (de même que pour la Guadeloupe), par rapport aux autres îles de la Caraïbe. Car, pour paraphraser Juliette SMÉRALDA-AMON (2001 ; pp. 233-234), les Martiniquais (de couleur) tentent de se mouvoir malaisément « [...] dans cette cage étroite aux barreaux illusoirement extensibles que sont les multiples dénominations qui tentent sans succès de leur conférer une identité à partir de concepts fabriqués ad hoc : insulaires, ultra-marins, ex-colonisés, Français tout court ou Français de couleur ou francophones⁸⁶,... et qui parviennent difficilement à camoufler le mal qu'ils ont à se définir et à donner du sens à leur existence ». Précisément, la dimension identitaire de la production cannière a pu nuire, entre les années soixante et quatre-vingt-dix, à son développement.

Désormais, par le biais de l'engagement des acteurs individuels et collectifs, par le biais du soutien des collectivités territoriales, cette dimension peut devenir bien plus qu'un enjeu pour la production cannière martiniquaise : elle est susceptible de devenir un atout majeur pour sa durabilité. Pour ce faire, d'autres conditions ne restent-elles pas à remplir ? La double dimension de cette production, identitaire et territoriale, rejoint aussi le fait de reconnaître la spécificité du couple produit-territoire ; reconnaissance désormais officielle pour le rhum agricole. A travers lui, la Martinique et la canne se trouvent unies par un nouveau lien indéfectible, « officialisé » ; un lien tressé avec l'identité et la spécificité de l'une (la Martinique) et de l'autre (le rhum agricole). Que faut-il faire alors pour que ce lien contribue à assoir la durabilité de la production cannière ? Quel peut-être en retour l'impact de l'avènement de l'AOC « Martinique » sur la représentation de la canne et du rhum ? Tel est le type d'interrogations auxquelles la troisième partie de la thèse permettra de répondre. Dans l'attente, en revenant au constat de la diminution des petits planteurs, plus marquée dans la filière rhum agricole, le présent chapitre a permis d'élucider partiellement le caractère apparemment contradictoire de cette évolution avec l'orientation privilégiée des cannes vers les distilleries agricoles. Alors que les conditions de paiement sont plus attractives en distilleries, quant à la disponibilité en trésorerie pendant la campagne, les planteurs de sucrerie - plus particulièrement les colons de l'EAG - bénéficient d'une meilleure organisation. Le chapitre suivant va permettre d'approfondir cette problématique liée à l'évolution des planteurs, en relation avec les questions de tenure foncière dans la filière sucre et dans la filière rhum agricole.

⁸⁶ Liste à laquelle il faut rajouter celle de « domiens », si mal acceptée par Patrick CHAMOISEAU (2000), et plus récemment celle de « rupiens » (ressortissants des régions ultra-périphériques, par rapport à l'UE), nouvelle étiquette dans laquelle peu de Martiniquais se reconnaissent à ce jour.

CHAPITRE VIII – DIMENSION FONCIERE DE LA PRODUCTION CANNIERE

Après avoir analysé la dimension sociale de la production de canne à sucre, nous allons examiner sa dimension foncière. Comme précisé au chapitre I, cette dimension comporte deux composantes : la première a trait à la transmissibilité des unités de production cannière ; la seconde concerne la contribution de la culture à la préservation du capital foncier agricole du territoire.

1. TRANSMISSIBILITE INTERGENERATIONNELLE DES UNITES DE PRODUCTION

Cette première section vise à étudier les conditions de transmissibilité intergénérationnelle des unités de production, à savoir leur capacité à être reprises au fil des générations. La diminution du nombre de planteurs de canne est précisément un point majeur soulevé dans la problématique. Ce problème se pose, rappelons-le, avec d'autant plus d'acuité, que les changements se poursuivent au niveau de la PAC. De plus, comme l'écrivent Christophe PERROT et Etienne LANDAIS (1993), *« la diversité des exploitations est considérée comme l'une des richesses d'une agriculture, comme un gage de sa capacité d'adaptation, et le maintien de cette diversité est de plus en plus souvent évoqué comme un objectif en soi »*.

1.1. La question foncière à la Martinique jusqu'au milieu du XX^e siècle

La question foncière est essentielle à prendre en compte dans l'analyse des conditions de transmissibilité des unités de production cannière ; question sur laquelle il n'est pas possible de faire l'impasse dans une perspective d'agriculture durable. Se pencher sur cette question implique de revenir sur le contexte historique de la répartition des terres à la Martinique, mais aussi de comprendre le fonctionnement actuel du marché foncier. Il s'agit là de questions encore épineuses, s'il en est, dans les départements français d'Amérique. Un colloque pluridisciplinaire s'est tenu en 1998 sur ce thème, à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de l'abolition de l'esclavage. Organisé par le Centre de recherche Géographie développement environnement de la Caraïbe (GEODE) de l'université des Antilles et de la Guyane (BURAC, 2001a), ce colloque a fait l'objet de riches contributions, sur lesquelles nous nous appuyons dans la présente section.

A partir du XVIII^e siècle, les colons français occupèrent l'espace martiniquais sans rencontrer une grande résistance de la part des Caraïbes, qui furent par la suite exterminés ou expulsés. Le territoire a été partagé en îlots de 50 à 200 ha, dans le cadre de l'économie de plantation. Cette dernière a conduit à l'émergence d'une société hiérarchisée, dont la clef de voûte est la propriété foncière (BERNABÉ et al., 2000). La Martinique présente, de ce point de vue, la remarquable singularité d'avoir vu subsister la vieille structure de la plantation familiale, du fait de la résistance du capital local, comme nous l'avons vu précédemment. Comment la question de la répartition foncière a-t-elle été abordée depuis la période coloniale ? C'est ce que retracent les paragraphes suivants, en rappelant les phases et formes d'accession à la terre, jusqu'au milieu du XX^e siècle.

1.1.1. Les premières formes d'accès à la terre des Martiniquais de couleur : le colonat

La première approche à la terre du Martiniquais de couleur sous une forme individualisée, mais non privée, s'est faite à travers le colonat esclavagiste. En dehors des heures de travail obligatoire (de 5 à 19 heures), l'esclave pouvait cultiver un lopin de terre appartenant au maître, que celui-ci lui attribuait. Il pouvait ainsi contribuer à l'entretien de sa famille, par le jardinage et le petit élevage, voire vendre une partie du fruit de son travail personnel au marché. Certains ont pu de la sorte acquérir « sou à sou » le montant requis pour acheter leur liberté. Cette forme de colonat, qui « *n'est rien d'autre que l'introduction du servage au sein de l'esclavage* » (CABORT-MASSON, 1999 ; p. 83), était surtout profitable au maître : il attachait l'esclave au maître, tout en réduisant les frais d'entretien du premier.

La seconde forme d'accès à la terre par la communauté de couleur s'est faite par la généralisation du colonat, , après 1848, cette fois sous forme de métayage : identifiée sous le terme de « colonat partiaire », il s'agissait toujours de travail individualisé sur la terre d'un autre, avec un maintien du rapport « féodal », comme évoqué au chapitre VII : le colon était tenu de reverser un tiers de sa récolte au propriétaire terrien. Ce type de colonat disparaît quasiment entre les années 1965 et 1970, avec le déclin de l'industrie sucrière. Il ne perdure plus dans la filière canne contemporaine que sur trois exploitations, la forme la plus structurée étant celle mise en place à l'EAG.

1.1.2. L'accession à la propriété privée

La troisième forme d'accession à la terre consiste en l'accès (plus ou moins transitoire) des Mulâtres à la propriété, les premiers colons ayant donné une portion de foncier à leurs enfants mulâtres ; une transmission initiée avant l'abolition de l'esclavage. C'est aussi la première forme d'appropriation privée de la terre par des Martiniquais de couleur. Certains Mulâtres devenus propriétaires d'habitations et même d'esclaves, fabriquent sucre et rhum, comme les Békés. Après les années 1860, alors que la concurrence se fait sévère entre centrales sucrières et sucreries rudimentaires, les Mulâtres se voient en grande partie exclus de la propriété. Ne bénéficiant pas des mêmes facilités de crédit que les grands propriétaires terriens, ils sont confrontés au dilemme suivant : vendre leurs cannes aux usines, se tourner vers la fabrication de rhum agricole ou vendre leurs terres. Les transferts de propriétés consécutifs aux difficultés de l'industrie sucrière martiniquaise se font en grande partie au détriment des Mulâtres : « *certaines avaient emprunté au Crédit Foncier ou à l'usinier et ne pouvant rembourser furent expropriées. L'usinier se porta acquéreur pour des sommes dérisoires* » (CABORT-MASSON, 1999 ; p. 86). De sorte que la situation foncière de 1900 reflète celle d'avant 1750, avec un quasi-monopole de la plantocratie sur le foncier ; une situation renforcée par la concentration industrielle.

La quatrième forme d'accession à la terre se fait aux lendemains de l'abolition de l'esclavage. Elle constitue également la seconde forme d'accession à la propriété des Martiniquais de couleur : il s'agit de l'appropriation de la terre par les nouveaux libres. Les thèses classiquement développées à ce propos mettent en scène les anciens esclaves qui « *se précipitent sur les terres libres. Sur les mornes, dans les fonds, dans les bois* » (CABORT-MASSON, 1999 ; p. 87). La géographe Christine CHIVALLON (2000b ; pp. 24-25) remet en cause cette vision : elle montre que l'accès à la terre n'est pas immédiat

pour les nouveaux libres, une génération pionnière d'anciens esclaves tenant à se rendre légalement acquéreur des terres. Cette volonté de rendre inviolable leur droit à la propriété au regard des institutions coloniales s'est surtout concrétisée dans les décennies 1860 et 1870, à travers un ample processus de ventes de terres. Ce processus est « [...] conduit par quelques anciens maîtres et notables visiblement motivés par des raisons spéculatives au moment où était en train de sévir la menace de ruine des anciennes plantations et où s'imposait la nécessité de dégager du numéraire ». Le départ de la plantation des affranchis est différé du fait, d'une part des lois mises en place pour les inciter à y rester, mais aussi du fait de la nécessité de capitaliser les sommes nécessaires à l'achat de terre. Cette situation ne va pas sans rappeler celle des esclaves économisant pour racheter leur liberté.

Au-delà de cette révision d'approche, les auteurs s'accordent sur une implantation préférentielle de la petite paysannerie dans les zones d'altitude et de relief tourmenté, délaissées par la grande agriculture : sur le versant atlantique, elle se situe dans un couloir préférentiel entre 100 et 300 mètres d'altitude, limitée au-delà par l'exposition au vent et aux pluies ; sur le versant caraïbe, plus protégé des intempéries, elle se développe jusqu'à 800 mètres. Cependant, l'exiguïté des terres et leur position géographique défavorisée limite la viabilité des petites exploitations. Ceci contraint nombre de petits agriculteurs à réintégrer les grandes habitations, en tant que colons ou ouvriers agricoles, voire à s'employer comme ouvrier industriel. D'autres accès à la propriété s'opèrent à la faveur de la crise sucrière de la fin du XIX^e siècle, avec le démantèlement de certaines habitations, et au lendemain de la catastrophe de 1902, conduisant à la nécessité de reloger les sinistrés de la Montagne Pelée. Cependant, « [...] il est remarquable de constater que les habitations qui ont été morcelées sont situées en quasi-totalité dans des régions morneuses et accidentées [...]. Loin d'introduire quelques diversités dans le paysage agraire martiniquais, ce mouvement est venu en quelque sorte renforcer l'opposition spatiale de la petite et de la grande propriété de part et d'autre de la ligne des 100 mètres » (DESRUISSEAUX, cité par CABORT-MASSON, 1999 ; p. 92).

En conclusion, le paysage foncier martiniquais a quelque peu évolué après l'abolition de l'esclavage, en 1848. Mais dans l'ensemble, la répartition foncière a été peu perturbée par les différentes formes d'accession à la terre par les Martiniquais de couleur jusqu'au milieu du XX^e siècle. Maurice BURAC (2000 ; p. 9) le souligne : « *Les affranchis n'eurent pas droit à réparation. Ils n'eurent pas droit à la terre* ». L'émergence d'une petite paysannerie est freinée par la difficulté d'accès à la terre. Elle est également handicapée par le lien de type féodal, longtemps entretenu avec les responsables des grandes exploitations, comme nous avons pu le voir dans l'analyse de la dimension sociale de la production cannière. Jean BENOIST (1960) conclut que : « *Malgré les transformations imposées par l'industrialisation, la propriété terrienne reste largement organisée sur des bases qui s'inscrivent dans la suite directe du XVIII^e siècle : "habitations" autonomes ou semi-indépendantes, propriétés familiales d'un groupe plus ou moins vaste d'individus. C'est dans ce système que s'est faite l'adaptation aux changements technologiques, et non, comme ailleurs, par la rupture du système (féodal)* ». Cette difficulté d'émergence d'une véritablement petite paysannerie, en particulier dans la zone cannière, se retrouve en Guadeloupe comme le met en exergue l'économiste Marie-Françoise ZEBUS (1999). Cet auteur souligne que « *les facteurs structurels ne sont pas seuls suffisants à expliquer la non-apparition d'un développement à base paysanne : il faut y ajouter la dynamique*

propre des groupes sociaux issus de la décomposition des plantations esclavagiste et capitaliste ». Cependant, alors que la majorité de la population rurale martiniquaise se trouvait dans une situation économique difficile dans les années cinquante, la monopolisation de la terre au sein d'une seule communauté s'est avérée de moins en moins acceptable, pour des questions d'équité et de stabilité sociale ; raison pour laquelle ont été initiées différentes phases de redistribution des terres.

1.2. De la réforme foncière aux lotissements ruraux

Les mouvements de terres des années cinquante et soixante ont été brièvement décrits au chapitre III. Ils avaient initialement pour finalité d'installer des familles ouvrières agricoles, mises au chômage du fait du déclin de l'industrie sucrière. Ne s'agissait-il pas d'enclencher sur un développement agricole et rural du territoire « à base paysanne » ? Un demi-siècle plus tard, quel en est le résultat ?

Ce qu'explique Christian DEVERRE (1998 ; pp. 29-30) pour la Guadeloupe et la Réunion est tout aussi applicable à la Martinique. Effectués souvent dans l'urgence, répondant à un désir politique de justice sociale, les premiers transferts fonciers se sont limités au découpage des plantations les plus marginales en minuscules lots. A peine supérieurs à ceux des colons (< 2 ha), ces lots répondaient à la faible solvabilité des acquéreurs, mais ne leur permettait pas d'atteindre un revenu compatible avec les nouvelles aspirations sociales. En outre, les « bénéficiaires » de la réforme n'étaient appuyés par aucune formation, aucun encadrement technique ou financier, hormis l'aide à l'acquisition (financement des crédits d'achat). Parmi les bénéficiaires, ont postulé de nombreux fonctionnaires, commerçants, médecins, etc. Quel a été le résultat de cette procédure ? *« De nombreux lots furent rapidement convertis en terrains à bâtir, par les acquéreurs eux-mêmes ou par rachat par des bénéficiaires de revenus urbains, ou transformés en parcs de stockage des animaux. [...] ce transfert foncier sans reconstruction institutionnelle débouchait sur une impasse, provoquant un mitage irréversible ou un abandon des territoires agricoles concernés »* (DEVERRE, 1998 ; p. 30). Face aux échecs de ces premières distributions foncières, des réorientations significatives se sont opérées à la Guadeloupe et à la Réunion à partir des années soixante-dix, aboutissant à des compromis basés sur un optimum socio-économique de 5 à 10 hectares. La différence d'organisation et de situation des filières canne a conduit la Guadeloupe vers un modèle original, conduisant finalement à la mise en place de Groupements fonciers agricoles ou GFA (cf. encart suivant).

Encart 8 : Mise en place des GFA à la Guadeloupe

L'Etat et les collectivités locales créent une société d'épargne foncière qui procède à l'achat de terres, découpées en unités de 150 à 300 hectares, pour une mise en œuvre rentable de la mécanisation. Organisées en GFA, ces unités sont attribuées en fermage à des exploitants indépendants – de 20 à 30 par site. Ceux-ci ont souvent repris collectivement du matériel des domaines sucriers (création de CUMA). Chaque exploitant a la possibilité de prendre, grâce à des crédits, des parts de GFA, mais le caractère sociétaire et indivis du patrimoine foncier demeure. [...] Chaque attributaire est tenu de cultiver un minimum de surface en canne. Cette réorganisation institutionnelle sur la base d'appropriation collective du territoire cannier a eu l'incontestable effet d'assurer la continuité dans l'exploitation des domaines et a donc permis la survie immédiate de l'industrie sucrière guadeloupéenne [...].

Tout aussi fortement enraciné dans une structure de production sucrière bénéficiant du soutien public, le choix réunionnais s'est porté vers le développement de la responsabilité individuelle des exploitants. Le débat entre la forme d'appropriation territoriale individuelle ou collective est largement ouvert, le choix étant relatif à chaque situation socio-politique (AFDI, CNASEA, FNSAFER, 1998) : la seconde forme d'appropriation responsabilise davantage l'Etat que les exploitants. Le choix martiniquais – à travers l'action de la SAFER à partir de 1967 et surtout des années soixante-dix – se rapproche de celui de la Réunion. Il vise une évolution sociale de la petite paysannerie. A son époque, cette politique a eu des effets bénéfiques : elle a permis l'accès à la propriété à de petits agriculteurs qui étaient le plus souvent ouvriers sur de grandes habitations. Toutefois, ces réformes n'ont pas suffi à la mise en place d'une agriculture durable : la transmissibilité inter-générationnelle des terres agricoles en tant que telles a rarement pu être assurée. Gérées dans la précipitation, les redistributions foncières n'ont pas eu à terme les effets escomptés. Le président de la Chambre d'agriculture, Guy OVIDE-ETIENNE, souligne l'absence de consensus politique qui a présidé aux « tentatives » de réforme foncière à la Martinique. Il en relève quelques facteurs d'échec : « [...] des mesures d'accompagnement similaires à celles introduites à la Réunion ne sont pas intervenues. L'appui technico-économique fut absent ou insuffisant. Sur le plan social, la redistribution des terres a été opérée par une acquisition qui, à mon sens, fut une erreur fondamentale, dans la mesure où les attributaires ont mis tout leur poids dans leur capacité d'acquisition, en négligeant l'investissement de valorisation des terres » (AFDI, CNASEA, FNSAFER, 1998 ; p. 41).

1.2.1. Morcellement et indivision : quelle transmission ?

Comment s'est fait la transmission des terres depuis la colonisation ? Pour comprendre l'évolution de la répartition foncière au sein de la petite paysannerie, il importe de retracer les formes de transmission depuis les premiers accès à la terre, parallèlement à l'adoption de l'indivision par la plantocratie.

a) Des parcelles de plus en plus morcelées

Dès le départ, après l'abolition de l'esclavage, étant donné qu'il y a beaucoup de candidats pour peu de terre, celle-ci n'est-elle pas condamnée à « l'ultra morcellement », comme le pressent Guy CABORT-MASSON (1999 ; p. 88) ? Christine CHIVALLON (2000) invite : d'une part, à une prise en compte de l'effort de la petite paysannerie naissante, après l'abolition, pour préserver le capital foncier au fil des générations ; d'autre part, à relativiser le morcellement réel des parcelles. Alors qu'à la fin des années quatre-vingts, la sixième génération accède aux terres, elle constate qu'en terme de morcellement, le facteur multiplicateur n'est que de 2 à 4. Or, un partage minimal en deux lots à chaque génération aurait conduit à un facteur de 8, voire le double en cas de morcellement entre tous les enfants. « Malgré la petitesse originelle des lots, malgré le nombre considérablement élevé de prétendants aux terres s'y succédant, on assiste en définitive à une préservation efficace du patrimoine qui en garantit son potentiel économique » (CHIVALLON, 2001 ; p. 32). Il s'agit pour cet auteur d'un véritable « tour de force foncier », dont la compréhension implique de « [...] se défaire du stéréotype du paysan martiniquais peu attaché à la terre et au mode de vie des mornes [...] ». Parmi les mécanismes mis en place, se trouvent : la prééminence masculine sur les terres ; le départ préférentiel des femmes ; des accords dans la fratrie, tels les dons en nature pour indemniser les

migrants ; le recours à l'indivision, reflétant le remplacement de l'entité individu-propriété par l'entité famille-patrimoine. Pourtant, malgré ces modalités de transmission, qui traduisent la rationalité paysanne et contribuent à juguler le morcellement, ce dernier n'est-il pas inéluctable ? Voyons ce qu'il en est pour une autre forme d'accès à la terre, plus récente.

Alors que la réforme foncière a commencé dans les années soixante sur la base de lots de 2 ha, un réajustement s'est fait autour d'une moyenne de 5 ha. Cette adaptation visait à prendre en compte les exigences de viabilité économique, en intégrant les perspectives de transmissibilité de ces lots. Francinet NÉLIDE (1998 ; p. 109) explique que : « [...] l'équipe de la SAFER [...] se disait qu'en rétrocédant des lots de 4 ou 5 hectares, on aboutirait, lors du décès du père, à 4 ou 5 lots d'un hectare ». Cependant, un tel schéma n'est pas durable : à la génération suivante, la parcelle de un hectare, voire moins, est à son tour morcelée en quatre ou cinq. De là s'opère le glissement, qui conduit à des superficies de plus en plus réduites. Celles-ci cessent à terme d'être compatibles avec une exploitation viable, tandis que les aspirations à la construction des descendants d'agriculteur se font plus fortes. Les agriculteurs ayant bénéficié de la réforme foncière, parvenus à l'âge de la retraite, n'ont très souvent fait que répartir leur parcelle entre leurs enfants, certains revenant trente ans après la phase de migration stimulée par le BUMIDOM (Bureau de migration des départements d'outre-mer). Chaque membre de la famille souhaite posséder un lopin de terre, non pour pratiquer l'agriculture, mais pour s'y installer. Les constructions se sont progressivement érigées, souvent sans permis et sans diviser le terrain. Ce qui s'appellent ici les « maisons folles » se sont multipliées (« on construit d'abord, ensuite on va voir le maire »). L'autorité de l'Etat a ensuite du mal à s'appliquer, la mobilisation collective étant forte pour défendre les couches populaires.

Face aux insuffisances révélées dans la conduite des redistributions opérées à la Martinique, le caractère privé de la propriété a donc conduit, au fil des générations, à un morcellement entre enfants, réduisant quasiment à néant la viabilité économique des exploitations. Guy CABORT-MASSON (1999 ; p. 66) témoigne de son expérience personnelle : « Une partie de ma famille, dans une région de petite et moyenne propriété (en altitude relative) avait sous la propriété de la grand-mère environ une quinzaine d'hectares. Cela se passait aux environs de 1945-50. La grand-mère avait une dizaine d'enfants. ces enfants ont eux aussi une moyenne de 6-7 enfants par ménage. De retour en Martinique vers 1970 une chose me frappa : il n'y avait plus un are de terre à cultiver. Le tout avait disparu sous le béton. Alors que gosse j'aidais ces parents à planter, maintenant plus aucun des petits enfants n'a un revenu à partir de la terre, même pas l'auto-consommation ».

Le morcellement des terres redistribuées lors de la réforme foncière s'est fait de façon accélérée, à l'échelle historique, par rapport à celui des parcelles rachetées par les nouveaux libres après l'abolition de l'esclavage. Cette évolution a probablement été accentuée par le contexte de spéculation foncière croissante, parallèlement au facteur facilitateur qu'a été la viabilisation. La SAFER s'est montrée soucieuse d'une mise en valeur complète des lots, à la topographie souvent tourmentée : la viabilisation des terrains s'est traduite par la multiplication des voies de pénétration (chaussée bétonnée), l'organisation de l'enlèvement des ordures, l'électrification, le curage des rivières, etc. « Le coût de la viabilisation a varié entre une fois et demie à quatre fois le prix du foncier » (NÉLIDE,

1998). Quelques décennies plus tard, les voies de pénétration dans les terres morcelées et viabilisées se sont transformées en voies de circulation pour des lotissements densément bâtis. La réforme foncière des années cinquante-soixante s'est soldée au final par le développement de « lotissements ruraux ».

En conclusion, les redistributions de terres opérées depuis l'abolition de l'esclavage à la Martinique n'ont pas abouti aux effets escomptés, quant à l'émergence d'une petite paysannerie pérenne, malgré les révisions de points de vue auxquels appelle Christine CHIVALLON (2000). Limités par l'exiguïté des surfaces, les bénéficiaires de la réforme foncière et plus encore leurs descendants n'ont pu que se tourner vers des activités annexes. Mettant à profit la viabilisation des parcelles, le morcellement a engendré un important déclassement des terres. Cette évolution est accélérée au sein des bénéficiaires issus de la classe moyenne de fonctionnaires et autres néo-ruraux. La pression qui s'exerce sur les petites et moyennes propriétés se comprend d'autant mieux en examinant l'inégale répartition de départ entre communautés. La petite propriété est particulièrement convoitée par ceux qui n'appartiennent pas aux grandes familles, que ce soit pour l'agriculture ou plus encore pour la construction. A l'opposé, qu'en est-il de la stratégie de gestion en indivision des grands propriétaires ?

b) Gestion en indivision : un avantage pour le maintien du capital foncier ?

Le morcellement des terres favorise le déclassement en terre constructible et nuit par conséquent à la gestion à long terme du foncier agricole. Cette situation est source d'inquiétude croissante pour nombre d'acteurs, agricoles et politiques. En regard, s'étalent, de façon presque insolente, les terres indivises de la communauté békée. Un moyen planteur extérieur à cette communauté a fait part, lors des enquêtes, de sa tristesse et de son amertume face à la déperdition du patrimoine agricole de la Martinique ; une déperdition qu'il attribue essentiellement aux partages successifs, caractérisant surtout les petites et moyennes propriétés, les plus sujettes aux querelles familiales. Ayant lui-même hérité d'une parcelle d'une vingtaine d'hectares, qu'il se bat pour maintenir en indivision, il n'hésite pas à traduire sa pensée en ces termes : « *Ce sont les Békés qui ont sauvé la grande agriculture en Martinique* ». Nous rejoignons totalement cet acteur, dont les propos corroborent ceux de Guy CABORT-MASSON (1999 ; p. 67) : « *la caste békée [...] a su par une organisation interne, [...] maintenir (non-morcellement) l'essentiel du capital foncier martiniquais. Les terres vendues pour la spéculation foncière sont marginales par rapport à leur puissance foncière inentamée* ». Ces ventes de terre ne remettent pas en cause le monopole traditionnel du foncier. Effectuées « au prix fort », synonyme d'apport de liquidités, elles ont contribué à renforcer l'emprise de la communauté dominante.

Cette emprise foncière, allant de pair avec la transmission en indivision des grandes propriétés, où la mécanisation de la canne est aujourd'hui la plus répandue, n'a-t-elle pas aussi contribué à sauver la production de canne à sucre à la Martinique ? De plus, cette indivision du capital foncier des grandes exploitations agricoles se répercute sur la pérennité de certaines petites exploitations à travers le système du colonat : celui mis en place sur l'Exploitation agricole du Galion en est la plus brillante illustration. Cependant, alors que le mérite des Békés est d'avoir contribué au maintien du capital foncier martiniquais et, indirectement de la sole cannière, quel en est aujourd'hui le « revers de la médaille », notamment pour les autres communautés ?

1.2.2. Difficulté d'accès à la terre : un frein à l'installation

La concentration de la terre au sein de la communauté des grands Békés est facilitée par sa gestion en réseaux familiaux. « *L'accès à la terre ne représente aucun problème* », a affirmé (non sans ironie ?) un membre influent de ce groupe lors des enquêtes. Si tel est le cas pour une composante de la société martiniquaise, il n'en va pas de même pour la majorité des agriculteurs. Se référant aux réticences des jeunes à s'installer comme agriculteurs, Alain GRILLON-SCHNEIDER (1987) souligne que celles-ci sont renforcées par le fait « [...] *que l'accès à la propriété leur est pratiquement impossible quand on sait que les terres sont pour la plupart indivises* ». Le Président du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA) de la Martinique, Justin CERALINE, l'exprime de façon plus explicite : « *La plupart des grosses puissances financières procède à une extension des exploitations, interdisant l'installation de nouveaux agriculteurs* » (AFDI, CNASEA, FNSAFER, 1997).

Pour ceux qui n'appartiennent pas au réseau des acteurs économiquement dominants de la Martinique, avoir accès à une parcelle de terre en propriété (voire, de plus en plus, en location), relève de la gageure ; ceci d'autant plus que l'accès aux facilités bancaires n'est pas aisé pour ces acteurs. Cette difficulté d'accès au foncier est fréquemment soulevée par les petits planteurs lors des enquêtes : les terres agricoles à acheter se font pour eux de plus en plus rares, tandis que les propriétaires sont de moins en moins enclins à louer. D'une part, la durée du bail de location fixée à neuf ans¹ ne les incite pas à s'engager, car ils craignent le blocage de leur terre sur une si longue durée. D'autre part, le terrain est souvent difficile à récupérer par le propriétaire, face à un locataire (protégé par la loi) qui souhaite en poursuivre l'exploitation à l'issue du contrat de bail, qu'il voudrait reconduire. Cette difficulté est renforcée dans le cas de la canne par la longueur du cycle de culture, allant d'un minimum de cinq ans à plus de dix ans. Enfin, le coût de la location à l'hectare est très faible en canne² : moins de 230 € (soit de l'ordre de 1 500 F), contre 610 € ou plus en banane (soit environ 4 000 F). Cette valeur locative ne constitue pas un facteur incitatif, face aux inconvénients précités, bien au contraire (BARON, JOET, 1999). Ces multiples contraintes provoquent, chez les propriétaires, de plus en plus de réticences à s'engager dans une procédure de location, d'autant plus en canne.

En conclusion, des lois faites *a priori* pour protéger propriétaires et locataires peuvent indirectement nuire à la souplesse de l'accès à la terre, d'autant plus dans le fonctionnement en réseau du marché foncier à la Martinique. Tant et si bien que de nombreuses terres restent en friche, alors que certains agriculteurs en manquent pour s'installer ou développer leur activité. Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, la DAF et le Conseil général de la Martinique tentent de faciliter l'accès au foncier, en « obligeant » un propriétaire terrien à louer sa terre à un agriculteur. Une mise en demeure d'un propriétaire de terre en friche depuis plus de trois ans est désormais possible : il doit mettre sa terre en culture, soit en la cultivant lui-même, soit en la vendant, soit en la louant à un agriculteur. Jusqu'ici l'étape de la mise en demeure qu'est l'expropriation n'a jamais été appliquée. Dans la plupart des cas, le propriétaire fait labourer son terrain sans donner suite, reportant ainsi le problème de trois ans. En

¹ La loi relative aux baux ruraux de 9 ans date de 1984.

² Par rapport à ces valeurs moyennes du marché (selon enquêtes), les valeurs locatives officielles sont encore moins incitatives pour les propriétaires (cf. annexe 2.14).

2002, la DAF cherche à relancer la procédure « terres en friches », entendant cette fois parvenir à mener les instructions à terme.

1.2.3. Mitage des terres agricoles, spéculation et non-loi

De façon contradictoire, se pose le problème du mitage, corollaire du déclassement des terres agricoles, un double problème aux proportions accrues au regard des caractéristiques actuelles du marché foncier à la Martinique.

Au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, l'attitude d'une partie de la population martiniquaise vis-à-vis de la terre s'est fortement modifiée. L'ancien président de la SAFER retient que : « *Contrairement au début des années soixante où la demande [en terre] était faible, où les hommes étaient complexés de se dire agriculteurs, à cette époque [fin des années soixante-dix], la tendance s'inverse* » (NÉLIDE, 1998). Cette évolution est renforcée par le développement des CFPPA (Centres de formation professionnelle et de promotion agricole) et des lycées agricoles. Ces établissements déversent annuellement dans le milieu rural des dizaines de jeunes, qui viennent grossir le nombre de candidats à l'installation. Ce contexte a pesé sur la redistribution de terres qui a eu lieu à partir du début des années soixante, comme cela a été présenté dans la rétrospective historique. Depuis cette époque, la terre n'a cessé de prendre de l'importance. Cette évolution s'explique aussi par l'augmentation des besoins en terrains à bâtir, liée à l'accroissement du poids démographique et du niveau de vie (NÉLIDE, 2001). Une véritable mutation de la Martinique s'est opérée entre les années soixante, avec 120 000 habitants, et les années quatre-vingt-dix, avec près de 400 000 habitants. Les prévisions sont de 480 000 habitants vers 2015 (Conseil régional de la Martinique, 1996a).

Pour une moyenne actuelle de 356 habitants/km², la densité de population atteint 800 habitants/km² par endroits, avec un accroissement global de 25% entre 1975 et 1995. Elle est trois fois et demie plus élevée qu'en France, où l'accroissement est pour la même période de 10% (AGRESTE, 1999). Elle est également supérieure à celle des autres DOM (cf. tableau suivant).

Tableau 86 : La démographie – Comparaison entre DOM et France

Départements Critères démographiques	Martinique	Guadeloupe	Guyane	Réunion	Ensemble DOM	France (hors DOM)
Pop. totale estimée 1997	392 000	428 000	163 000	675 000	1 658 000	58 020 000
Population active 1995	164 00	174 000	59 000	240 000	637 000	25 582 000
% Pop. active/ Pop. totale	42	41	36	36	38	44
Densité de population	356	251	2	268	19	106
Taux de natalité (pour mille)	14	17	27	20	18	13
Taux de mortalité (pr mille)	6	6	3	5	5	9
Espérance de vie						
à la naissance en 1995 : H	74,4	72,5	70,2	70,2	71,8	73,9
F	81,8	79,9	77,9	79,3	79,9	81,9

D'après : INSEE – Tableaux économiques (AGRESTE, 1999).

L'accroissement de la densité démographique a de multiples causes : le « retour au pays » de toute une génération de Martiniquais, dont le départ a autrefois été encouragé avec le BUMIDOM, et la moindre migration des jeunes ; auxquels s'ajoute l'attrait des tropiques, dans le cadre sécurisant des DOM, pour les non-originares de ces régions. Cette forte densité, à mettre en relation avec l'étroitesse du territoire et l'insularité, est synonyme d'une urbanisation exponentielle depuis une vingtaine d'années. Du fait des habitudes culturelles, cette urbanisation se fait majoritairement par extension plus que par densification : elle exacerbe de fait le mitage des terres agricoles. Dans ce contexte, les besoins d'urbanisation, individuels ou collectifs, privés ou publics (logement, écoles, etc.) entrent de plus en plus en concurrence avec ceux de l'agriculture. Les maires sont souvent contraints d'effectuer des déclassements du foncier agricole en terrains constructibles, pour tenter de satisfaire les demandes.

Par ailleurs, la spéculation foncière est encouragée par un contexte législatif incitant à la construction. C'est ce dont s'inquiète l'ancien Président de l'ASSAUPAMAR (Association de sauvegarde du patrimoine martiniquais), Garcin Malsa. En écho à ses inquiétudes concernant la défiguration des paysages (cf. chap. V), il fustige les opérations immobilières, qui se multiplient avec les avantages fiscaux octroyés par la Loi Pons, sans forcément de profits pour la population (propos recueillis par Yves HARDY, 1989 ; p. 128). Cette loi, dite de défiscalisation, a été adoptée le 12 juillet 1986, à l'initiative de Bernard Pons, alors ministre des DOM-TOM. Elle autorise des réductions d'impôts durant cinq ans pour des investissements outre-mer. L'économie réalisée peut atteindre 40% dans l'immobilier. D'où le « boom » enregistré à partir de la promulgation de cette loi et « *la multiplication de lotissements vite conçus* » (HARDY, 1989 ; p. 131). Du fait de certains abus, des aménagements ont été opérés afin de mieux adapter cette loi aux réalités économiques des DOM. La loi Pons est remplacée en janvier 2001 par la loi Paul (applicable jusqu'en décembre 2006). Le texte change, mais le principe ne demeure-t-il pas le même ? Pour citer un planteur de canne, « *la loi de décentralisation a donné le pouvoir du sol aux maires* ». La vision de ces derniers n'est pas toujours basée sur le long terme, mais davantage sur la durée de leur mandat, avec une propension à favoriser le déclassement des terres agricoles, ceci d'autant plus que l'agriculture est loin d'être l'activité générant le plus de taxes aux communes. Elle passe souvent en second plan par rapport au développement urbain. Puis, le clientélisme de certains maires va de pair avec un non-respect du Plan d'occupation des sols (POS), mis en place à partir de 1977. Tant et si bien que la gestion sociale de la terre fait qu'il n'y a pas réellement de délimitation stable entre les zones constructibles et celles qui ne le sont pas. « *Une île n'est pas extensible, alors forcément le prix du foncier monte. Lorsque les surfaces manquent, une astuce consiste à déclasser les terres agricoles en terres constructibles* », confirme un promoteur immobilier. Les déclassements sont le corollaire de l'importante spéculation foncière qui sévit à la Martinique. De 6 100 à 7 600 €/ha (environ 40 000 à 50 000 F), soit en moyenne 0,6-0,7 € F (4 F) le m² en terres agricoles, le prix passe au minimum à 54-76 € (350-500 F) le m² de terrain constructible viabilisé (soit 100 fois plus). Tel est le cas dans les zones au relief difficile, pour lesquelles l'offre est plus forte que la demande. Dans le cas contraire, quand l'espace se raréfie, le prix du m² peut monter jusqu'à 230 € (1 500 F) en 2002.

Le déclassement des terres n'est pas le seul fait des petits propriétaires. Les grandes propriétés sont également sujettes au mitage, parfois certes sous la pression des communes. Les terres planes sont en effet les plus convoitées par ces dernières pour la construction de logement sociaux ou autres infrastructures publiques. Le surcoût pour construire en morne est doublement accru, alors que la

réglementation se fait plus sévère en matière d'urbanisme : aux problèmes topographiques, s'ajoute la prise en compte des risques de glissement de terrains, ainsi que les risques sismiques et cycloniques.

En conclusion, la pression s'est intensifiée sur le foncier agricole à la Martinique depuis une vingtaine d'années, la spéculation ayant été encouragée par le contexte législatif (loi Pons, puis loi Paul), mais aussi informel. Les zones de plaines, majoritairement propriétés des grands exploitants, sont les plus convoitées (MAGNAN, 2001), à l'échelle territoriale, tandis que les zones de mornes, traditionnellement consacrées à la petite agriculture, se bâtissent elles aussi inexorablement. Comment cette situation se traduit-elle pour le devenir des « terres à canne » ?

1.3. Trajectoires d'évolution des unités de production cannière

La transmissibilité inter-générationnelle des exploitations agricoles est un problème majeur dans un pays comme la France. L'organisation sociale de la production agricole et l'insertion de l'agriculteur dans la société y rendent plus aigus les problèmes de succession. Les exploitations sont de plus en plus grandes et de plus en plus isolées : le problème de distance freine l'intégration sociale de certains agriculteurs, tandis que la lourdeur des investissements fait de l'installation d'un jeune agriculteur une véritable gageure. A la Martinique, où la terre devient un facteur rare et cher, comment se pose le problème pour les unités de production cannière ? Telle est la question à laquelle il s'agit de répondre, en s'appuyant sur les enquêtes effectuées auprès des planteurs (ou anciens planteurs) canniers.

1.3.1. Des différences notables selon le type d'exploitations

L'aptitude à la transmission des unités de production cannière, compte tenu du contexte historique et actuel analysé dans les paragraphes précédents, est directement liée au mode de tenure foncière. Constituées en sociétés et transmises en indivis, les grandes unités de production, issues des exploitations coloniales apparues à la Martinique au XVII^e siècle, ne sont que peu concernées par cette question, si ce n'est à travers la rentabilité économique de la culture. Il en va tout autrement pour les petites unités, pour lesquelles la transmissibilité dépend aussi de la place et du rôle de la canne dans le système d'activités du planteur, en rapport avec la surface exploitée.

a) Location et colonat : un choix qui dépend du propriétaire foncier

Les petits fournisseurs de l'usine du Galion sont, nous l'avons vu, en majorité des colons de l'EAG. Nous ne nous étendrons pas plus longuement sur le cas de ces exploitations, en terme de transmission inter-générationnelle, la maîtrise foncière est assurée par la volonté du consortium Legay-Picot dans le cadre de l'indivision, comme souligné avec EADIE (2000 ; p. 114). Les autres principaux fournisseurs de l'usine sont les trois grandes exploitations en faire-valoir direct, que sont l'EAG, le Lareinty et l'exploitation Lapalun. Leur pérennité semble pour l'instant assurée par leur organisation en société, tant que leurs dirigeants maintiennent leur implication dans la filière canne³. En dehors du colonat, le problème de la transmission des terres en location se pose surtout au sein de la filière rhum agricole.

³ Le chapitre III a permis de souligner l'extrême dépendance de la filière sucre vis-à-vis d'un nombre très restreint de décideurs (trois exploitations, appartenant à deux groupes économiques).

Là encore, il n'y a pas matière à un long débat : à la cessation du bail en cours, le propriétaire peut être amené à reprendre sa terre, indépendamment des difficultés auxquelles il se heurte parfois pour se faire. Se pose aussi le problème des projets de développement communaux, comme à Rivière-Salée : pour les petits planteurs canne de la zone (notamment pour un locataire enquêté), les recours sont faibles. En dépit d'une localisation en zone AOC et d'une mobilisation du Syndicat de défense de l'appellation d'origine « Rhum agricole Martinique », le planteur n'a, en définitive, aucune maîtrise du foncier en location. En somme, cette question de transmissibilité rapportée au choix propre du planteur se pose surtout pour les petites parcelles, majoritaires au sein de la filière rhum agricole.

b) Quel devenir pour la petite propriété ?

Le tissu des unités cannières est caractérisé par une très forte atomisation. Celle-ci « [...] incite les planteurs [sous-entendu propriétaires] disposant de surfaces trop petites à s'orienter vers d'autres cultures ou d'autres activités, et à délaisser la canne », comme le souligne l'IEDOM (2001b ; p. 52). Parmi les « autres activités », il convient d'inclure la valorisation des terres agricoles via leur déclassement. La canne étant moins rentable à l'hectare que d'autres spéculations, cette culture est plus facilement éliminée par la pression de la spéculation foncière. La reconversion des terres à canne en zone constructible relève d'une rationalité tout à fait compréhensible de la part des exploitants. S'il n'y a pas d'enfants disposés à reprendre l'exploitation familiale, on assiste, comme le notent plusieurs industriels dans leur bassin d'approvisionnement, à sa rapide conversion en terrain bâti. Un distillateur nous rendait compte du processus de morcellement à travers l'équation : « un [demi] hectare de canne = 4 maisons, un lopin de terre pour le jardin créole et quelques bœufs au piquet ». Le schéma très tôt pressenti par la SAFER (du moins en partie) s'applique parfaitement aux situations observées lors des enquêtes, quant à la trajectoire d'évolution des petites exploitations familiales en canne. Ce schéma semble inéluctable pour une bonne part des unités cannières, dont la transmissibilité reste très faible, les enfants étant peu enclins à reprendre la suite, tandis que le déclassement est généralement prévu de longue date. Dans tous les cas, les micro-parcelles, de moins de 1 ha, sont condamnées à terme (lors de la cessation d'activité du planteur ou, au mieux, à la génération d'après).

La trajectoire d'évolution des petites parcelles en propriété (< 4-5 ha), conduisant à l'abandon de la canne au fil des générations, peut être plus ou moins rapide selon la combinaison de plusieurs facteurs : outre la place et le rôle de cette culture dans le revenu familial (indissociables de la surface cultivée), étudiés au chapitre VII⁴, la forme de mobilisation du travail influe dans l'aptitude à la transmissibilité de l'unité de production ; autant de facteurs qui sont liés à l'organisation du système d'activités familial. Les petits planteurs canniers exercent généralement, nous l'avons vu, une autre activité que la culture de la canne ou bénéficient d'une autre source de revenu plus ou moins stable (allocation, retraite, etc.). Si le planteur n'est pas profondément enraciné dans le monde agricole, avec une activité principale extérieure à l'exploitation (fonctionnaire, médecin, commerçant, etc.), il ne travaille pas directement sur sa parcelle, du moins pas pour la coupe. Pour les plus petites surfaces (< 2-3 ha), à défaut de « jobeur » martiniquais, ce sont souvent des Sainte-Luciens ou Haïtiens recrutés à cet effet, trouvant là un appoint à leur embauche formelle chez les grands ou moyens planteurs. Cette

⁴ cf. chap. VII, § 2.2.3. a) *Prise en compte du système d'activités : place et rôle de la canne* (pp. 414-415).

forme d'organisation, difficile à gérer et coûteuse, est souvent décourageante à terme pour le petit propriétaire. Quand la surface en canne devient suffisamment conséquente (> 4-5 ha), les petits propriétaires peuvent aussi faire appel à une prestation de services plus structurée.

Si la canne s'inscrit dans un système d'activités à dominante agricole (ouvrier d'exploitation, agriculteur assurant d'autres spéculations), les planteurs concernés gèrent généralement eux-mêmes leur parcelle, en famille, en bénéficiant parfois d'un appui de l'exploitation dans laquelle ils travaillent. Toutefois, même pour ces planteurs véritablement ancrés dans le monde agricole, la probabilité de voir différer le risque de déclassement augmente avec la taille de l'unité de production et l'allègement du travail. Selon l'analyse économique⁵, moins de 3 ha, gérés par une seule unité de travail familial (UTF), en mode I (dominante manuelle), peuvent assurer un revenu disponible (RD) de près de 10 000 € (plus de 65 000 F). Hors colonat, cette forme de mobilisation du travail est de moins en moins acceptable pour la nouvelle génération, même en passant à deux UTF (ce qui suppose de passer à plus de 3,5 ha pour atteindre le même niveau de RD).

Des reconversions vers d'autres spéculations ont été observées, notamment vers la banane, dans le courant des années quatre-vingt-dix (1 planteur enquêté, 3 exemples recensés). De telles surfaces peuvent retourner en canne lorsque la conjoncture devient moins favorable à la banane. Dans l'intervalle de surface considéré, il importe d'intégrer la rationalité économique des producteurs : selon leur système d'activités et leurs objectifs familiaux, cette rationalité les pousse vers des alternatives assurant une plus grande rentabilité du temps de travail ou surtout une meilleure valorisation de leur capital foncier. C'est un point à ne pas occulter en envisageant l'irrigation pour augmenter les rendements au profit de l'usine du Galion, une alternative évoquée au chapitre VI : *« l'irrigation pourrait être utilisée par les planteurs qui en bénéficieraient, non pas pour produire de la canne mais d'autres cultures (maraîchage, banane) à plus forte valeur ajoutée. L'introduction de l'irrigation, non accompagnée par une politique d'incitation à la production de la canne risque donc d'être inefficace »* (DAC, 1992a ; Synthèse, p. 2). A partir de 5,5 ha (cf. tab. 63, p. 339), l'activité cannière peut plus facilement être maintenue dans le cadre d'un système d'activités équilibré (intégration dans une exploitation agricole diversifiée, activité non agricole, etc.), avec une prestation de services partielle (mode II). Une meilleure viabilité économique renforce en effet l'aptitude à la transmission, que le système d'activités soit à dominante agricole ou pas.

Toutefois, le problème de morcellement évoqué dans les paragraphes précédents finira par se poser, avec son inévitable corollaire : le déclassement en zone constructible, privilégié à terme par la plupart des petits propriétaires. La perspective d'une transmission de la canne auprès de leurs descendants est peu entrevue. Hormis la transmission en indivis, les surfaces en propriété sont toutes menacées. Selon les enquêtes effectuées, les questions de transmission de la petite et moyenne propriété, dans le fonctionnement actuel du marché foncier à la Martinique, ne laissent apparaître aucun espoir à long terme. Même les planteurs les plus attachés à leur terre et soucieux d'y poursuivre la culture de la canne, ne peuvent garantir la reprise par leurs enfants. Outre la question économique, les systèmes de représentations ayant longtemps eu cours à propos de la canne expliquent en partie cette situation.

⁵ cf. chap. VI, tableau 63 : UMV identifiée selon le mode de conduite et le nombre d'UTF (p. 339).

1.3.2. Relations à la terre selon les communautés : incidences sur la transmissibilité

En relation avec l'analyse des représentations sociales de la canne et de ses métiers (chapitre VII), il est important de voir comment le poids de ces représentations influe sur l'aptitude à la transmission des exploitations agricoles dans la filière canne. Les enquêtes réalisées confirment que les facteurs sociologiques, psychologiques, ainsi que l'histoire individuelle, jouent un rôle décisif quant à l'engagement dans la culture de chaque acteur, ainsi que celui de ses enfants. La réévaluation faite par Christine CHIVALLON (2000) du processus d'accession à la petite propriété par la population rurale après l'esclavage montre que le paysan martiniquais s'est comporté en individu attaché à sa terre. Prenant activement en charge leur destin collectif, les nouveaux libres développent « [...] une stratégie de détournement des objectifs de la plantocratie et de l'administration qui voulaient les prolétarianiser. Ils parviennent ainsi à ouvrir une alternative au système de plantation, à créer une paysannerie autonome et durable, donnant un cours différent à leur histoire » écrit Maurice BURAC (2000 ; p. 278). Cette reconnaissance du rôle historique de la paysannerie martiniquaise est essentielle. Peut-on pour autant en conclure à la « durabilité » de cette petite paysannerie, en particulier dans la filière canne ? Rappelons que, comme pour celle du coupeur de canne, la revalorisation de l'image du petit planteur-propriétaire, généralement contraint à la coupe manuelle de sa canne, a eu du mal à se faire dans la conscience collective martiniquaise. Vu les faibles surfaces (en moyenne 1 à 2 ha), la pénibilité du travail et la difficulté d'en tirer un revenu conséquent, l'attachement à la terre et à la canne n'a cessé de décroître et la transmission avait jusqu'alors du mal à se faire. Dans ces conditions, tandis que le contexte socio-économique offrait d'autres alternatives, les petits agriculteurs martiniquais ont-ils pu se transformer en une véritable paysannerie ? Cette convergence de facteurs n'a-t-elle pas plutôt conduit à : « [...] une masse d'agriculteurs ne possédant pas la fibre paysanne, ne pouvant pas transmettre l'amour de cette terre aux enfants, inculquant au contraire aux enfants que se libérer c'est fuir la terre, pour végéter dans un bureau climatisé [...] » ? ; comme le dit Guy CABORT-MASSON (1999 ; pp. 101-103). Depuis les années soixante en particulier, les petits agriculteurs n'ont-ils pas assez systématiquement détourné leurs descendants du travail de la terre et, plus encore, de la canne ? Il s'agissait de les pousser vers l'administration, conformément à l'idéologie véhiculée par les élites enseignantes, issues de la campagne et la reniant.

A contrario, chez les grands propriétaires, la relation à la terre et à la canne a toujours été très forte. Conscients de ce que leur richesse et leur pouvoir découlent de cette terre, les Békés ont su sauvegarder une partie de ce patrimoine foncier au fil des siècles. Cette sauvegarde, même partielle, a été permise par la transmission de la terre en indivision et l'organisation des entreprises en sociétés, tandis que la force des Blancs créoles reste indissociable de leur puissant réseau relationnel et bancaire. Entre grandes et petites propriétés, subsistent quelques rares exploitations moyennes détenues par des Mulâtres ou des Noirs, avec des surfaces en canne de l'ordre d'une quinzaine à une centaine d'hectares. Certains souhaitent transmettre ce patrimoine en indivision, mais se heurtent aux membres de leurs familles, souvent déchirées à propos de l'héritage foncier. Chacun est généralement davantage soucieux de bénéficier d'un « morceau de terre », que de sauvegarder indivis un patrimoine auquel il ne se sent pas forcément attaché. « Les querelles, très souvent mortelles, pour quelques mètres carrés, sont la soupe populaire du corps des avocats. La terre des pères, déjà peu plantée, se retrouve atomisée et recouverte de béton car chaque enfant ne voit dans la terre que le futur emplacement de SA maison »

(CABORT-MASSON, 1999 ; p. 118). Comme l'explique Claude CIVALERO (2000 ; p. 249), conseiller à la Cour d'appel de Fort-de-France, la situation juridique est souvent compliquée outre-mer par l'absence de titre de propriété, d'acte de partage et de plan parcellaire précis, dans les indivisions successorales incluant souvent un grand nombre d'héritiers. A ceci, s'ajoute l'habitude de se contenter d'autorisation verbale de construire. Cet état de fait ne peut que nuire à l'avenir du patrimoine foncier agricole, dans un contexte de spéculation foncière croissante.

En conclusion, les stéréotypes et représentations archaïques dont a souffert (souffre ?) l'agriculture en général, et la canne en particulier, affectent fortement les possibilités de reprise des exploitations. Plusieurs questions se posent alors : selon la gestion actuelle du foncier à la Martinique, la diminution du nombre de planteurs de canne, voire la disparition de ceux qui détiennent les plus petites surfaces (moins de 2,5 ha) est-elle inéluctable ? Quelle durabilité attendre à terme pour les plus grandes propriétés, hormis celles transmises en indivis ? La Martinique pourra-t-elle inventer un système qui évite l'extrême morcellement des petites propriétés, avant qu'il ne soit trop tard ?

2. CONTRIBUTION DE LA CANNE A LA PRESERVATION DU CAPITAL FONCIER

Afin de prendre toute sa mesure, il importe de replacer la question foncière par rapport au devenir de l'ensemble de l'agriculture martiniquaise, et pas seulement de la production de canne. Ce repositionnement à l'échelle du territoire vise aussi à évaluer la possible contribution de la culture de la canne à sucre à la préservation du capital foncier agricole à la Martinique.

2.1. Un problème de maîtrise foncière qui dépasse la filière canne

Les paragraphes précédents soulignent combien la nature extrêmement spéculative du marché foncier à la Martinique et l'indivision de la plupart des terres rendent leur accès difficile à la majorité des postulants. De plus, concernant le marché foncier martiniquais, chacun s'accorde à reconnaître qu'y règne une situation de non-loi. L'on assiste ainsi au mitage des terres agricoles, sous la pression de la spéculation foncière. Tout semble concourir jusqu'ici à renforcer cette tendance lourde, qui hypothèque l'avenir de la canne. Ce problème n'est pas spécifique à la Martinique. Il se pose ailleurs, sous des formes différentes, comme l'illustre l'encart 9, relatif à l'île Maurice.

La spéculation foncière observée à la Martinique se retrouve dans cet exemple, avec les mêmes conséquences quant à la régression de la sole cannière. Il est peu probable que la Martinique puisse suivre la voie mauricienne, vers toujours plus de compétitivité, tandis que les mesures prises par le gouvernement de ce territoire sont difficiles à envisager dans un DFA. Pourtant, le devenir de la canne et de l'agriculture à la Martinique peut-il se satisfaire de la situation actuelle, quant à la répartition des terres ? Ne rien proposer comme alternative reviendrait à consacrer la mainmise de la communauté békée (et plus généralement des grands groupes économiques) sur le potentiel foncier insulaire et sur la filière canne. La concentration de la production dans une minorité de centres décisionnels donne à ces derniers un pouvoir décisif sur la filière. Cette situation se traduit par une disparition d'autant plus rapide des petits agriculteurs, pour des questions de viabilité économique et de transmissibilité inter-générationnelle, et limite par ailleurs l'installation de nouveaux agriculteurs.

Encart 9 : Problèmes de transmissibilité des unités de production cannière à Maurice

Sécheresse, pénurie de main-d'œuvre, coût élevé des intrants, problèmes de succession : autant de difficultés qui découragent les agriculteurs mauriciens. De fait, ils sont de plus en plus nombreux, parmi les 30 000 petits exploitants du pays, à abandonner leurs terres. En quatre ans, la surface en canne a diminué de 4 880 ha, passant de 82 350 en 1990 à 77 470 ha en 1994.

Un agriculteur de 40 ans, qui travaille une dizaine d'hectares, explique son découragement : *"La pluviométrie est toujours déficitaire dans notre région. On ne peut cultiver les légumes. Les récoltes de canne sont chaque année de plus en plus mauvaises. Le rendement est passé de 105 à 65 t à l'hectare, parfois moins quand la pluviométrie est déficitaire. Ce qui est souvent le cas. La main-d'œuvre est rare et il faut la payer très cher, sinon vos cannes restent aux champs. Les prix des fertilisants ne cessent de grimper"*. Dans de telles conditions, les revenus sont maigres. Après un an de travail, l'agriculteur ne touche que 400 roupies/t, soit 15,7 € ou 103 F (1 F= 3,85 Rs). Certains préfèrent morceler leurs champs et les vendre à des fins résidentielles. D'autres font construire des bâtiments sur leurs terres et les louent aux industriels étrangers, dans la perspective de loyers élevés [...].

Le défi pour Maurice n'est pas seulement d'augmenter la production, afin de permettre au pays d'honorer ses engagements, mais de diminuer les coûts de production. Maurice devra donc produire plus de sucre sur moins de terres. *"Notre tâche ne sera pas facile. Plus l'économie grandira, plus la pression sur les terres agricoles s'intensifiera"*, a déclaré le Ministre de l'agriculture mauricien. Les établissements sucriers sont tenus de remettre en culture la même surface qui a été convertie et sont encouragés à investir dans l'épierreage et l'irrigation, afin de compenser la quantité de sucre perdue. Hormis pour les très petites parcelles de la classe laborieuse, des conditions sévères sont imposées par le gouvernement pour décourager le déclassement illégal de terres agricoles.

D'après : ACKBARALLY, 1996b. « Maurice : la terre au plus bas », *SYFIA-Maurice*, n°94.

2.2. Face à l'évolution foncière actuelle : quelles alternatives ?

Selon le recensement général agricole (RGA), la SAU était de plus de 60 000 ha dans les années soixante-dix, contre à peine 30 000 de nos jours. Comment éviter que la sole cultivable à la Martinique continue à se réduire comme une peau de chagrin, tout en favorisant une répartition plus égalitaire des terres agricoles, par l'installation de petits agriculteurs ? Quelle politique d'incitation mettre en place pour éviter la reconversion des terres à canne, vers d'autres spéculations agricoles ou, plus grave, du fait de son caractère irréversible, vers la construction ? Ces questions relèvent de la politique foncière du territoire, voire de la politique tout court. Les difficultés à maîtriser le capital en terres agricoles de la Martinique conduit Francinet NÉLIDE (2001) à souligner *« l'urgence pour tout responsable de ce pays d'en faire un problème majeur dans ses préoccupations »*. S'il n'est pas de notre ressort dans le cadre de la présente thèse d'étudier en détail ces questions, il est toutefois possible d'examiner les alternatives à la situation actuelle, pour la sauvegarde du patrimoine foncier martiniquais.

2.2.1. Des réserves quant à la poursuite d'une réforme foncière

Une maîtrise du foncier est à trouver à l'échelle de la Martinique, au-delà des initiatives individuelles de quelques planteurs. Mais la question de la réforme foncière est controversée. Si elle est souhaitée par les uns, elle suscite aussi bien des réserves. Francinet NÉLIDE (1998) reste positif, quoique

prudent : « *La réforme foncière, malgré les à-coups, les incohérences politiques, l'absence au départ d'organismes professionnels agissants, l'absence jusqu'à ce jour de schéma d'aménagement rural, est positive. Il convient de la poursuivre et de lui donner les moyens de sa politique. [...] Toutefois, le flot d'aides que les finances publiques apportent à ces différentes opérations nécessite un encadrement technique et des clignotants signalant les dérapages éventuels* ». Le Président de la Commission agriculture et pêche du Conseil général de la Martinique, Guy RENARD, se montre encore plus prudent, comme le montre son intervention au colloque relatif à la « Politique des structures et action foncière au service du développement agricole et rural » (AFDI, CNASEA, FNSAFER, 1998) : « *Je suis favorable à la réforme foncière comme à l'installation de petites unités familiales, mais à condition de faire très attention. Il ne faudrait pas en effet transformer les installés en propriétaires. Nous planifions pour une durée assez longue et nous risquons de voir ces petites exploitations morcelées* ». Sur le long terme, si le fonctionnement actuel du marché foncier perdure, cette perspective s'avère des plus probables. « *Et tout laisse à penser que ceux qui maintenant reçoivent de la terre par paquets de 3 ou 15 ou même 60 hectares recommenceront ce cycle destructif du patrimoine, dans le cadre de ce choix bourgeois et tertiarisé* » (CABORT-MASSON, 1999 ; p. 67). Dans ce contexte, l'action de la SAFER pour le maintien du tissu agricole apparaît fondamentale. Mais dans la pratique, cette structure chargée de réguler le marché foncier rencontre maint obstacles dans la réalisation de sa mission à la Martinique.

2.2.2. L'action de la SAFER : une tâche difficile

Les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural ont été créées en août 1960, par une loi obligeant les notaires à leur notifier toute vente de terres agricoles. Le rôle des SAFER est de favoriser l'accès des agriculteurs au foncier. Pour ce faire, elles peuvent user d'un droit de préemption depuis 1962. Cette loi offrait ainsi le cadre permettant aux SAFER de lutter contre la spéculation sur les terres agricoles, avec pour objectif d'éviter que les plus offrants ne puissent s'approprier toutes ces terres. Qu'en a-t-il été à la Martinique ?

Selon la loi L 143-8 du code rural, le vendeur s'engage à vendre à la SAFER qui achète au même prix que celui demandé, si ce dernier s'avère justifié. La SAFER a ainsi la possibilité « théorique » de lutter contre la spéculation. Dans la pratique, un propriétaire qui n'accepte pas l'intervention de la SAFER a plusieurs recours : retirer sa terre de la vente ou faire jouer le lien familial, qui prime sur le droit de préemption de la SAFER. De plus, la marge que peut réaliser la structure sur la vente est limitée. Sachant qu'elle a pour vocation principale de vendre les terres acquises à de jeunes agriculteurs cherchant à s'installer, elle est tenue de respecter un « juste coût », lui assurant une marge minimale à la revente. Ces contraintes impliquent qu'elle ne puisse souvent pas prétendre à l'achat. L'examen des différentes sources d'acquisition du foncier par la SAFER met donc en évidence la très étroite marge de manœuvre de cette structure, qui n'a pas pu jusqu'ici jouer pleinement son rôle en Martinique.

La faible disponibilité en terres agricoles proposées à la vente s'explique par « la présomption de constructibilité », qui permet aux propriétaires terriens d'entrevoir de très fortes plus-values. Dans la pratique, la SAFER n'arrive pas facilement à appliquer son droit de préemption. Les propriétaires n'acceptent pas les prix proposés par la SAFER (généralement entre 6 100 et 7 600 €/ha). Ils préfèrent

garder leurs terres, dans l'espoir de les vendre par la suite à un meilleur prix. De nombreuses parcelles sont ainsi gardées en friche, avec des perspectives de spéculation. Cette approche est favorisée par un système de « *dessous de table* », qui peuvent s'élever à 3 ou 4 fois le prix SAFER (allant facilement jusqu'à 30 500 €/ha, i.e. 200 000 F). La rareté du foncier est accentuée par des pratiques illégales : de nombreux cas de « détournement » de terres et de « constructions sauvages », sans permis de construire, se traduisent au fil des ans par des déclassements légalisant ces occupations.

La SAFER est une société commerciale. Vu sa mission de service public, ses rentrées monétaires ne se font que sur les acquisitions et rétrocession de terres. Elle ne bénéficie par ailleurs que de peu de subventions des collectivités et de l'Etat. L'exercice de son droit de préemption est particulièrement difficile à la Martinique, vu la répartition foncière initiale et les rapports d'influences qui prévalent. De fait, les opérations effectuées par cet organisme sont devenues de plus en plus rares, de surcroît avec de très faibles marges. Ces difficultés ont conduit à la mise en place d'un plan de redressement de la SAFER-Martinique depuis 1998. Le personnel se réduit à trois personnes, contre une dizaine auparavant. Cette structure pourrait à terme contribuer à limiter le mitage des terres agricoles. Mais la volonté politique suffit-elle ?

2.2.3. Vers une maîtrise foncière à l'échelle territoriale : GFA ou « banque de terres » ?

Les alternatives à la propriété individuelle sont diverses. Les GFA en sont une. Certes, la production de canne en GFA n'induit pas le développement d'une « véritable » petite paysannerie : les planteurs regroupés dans ce type de structure à la Guadeloupe ont de plus en plus recours à la prestation pour la totalité des travaux. Reste à savoir l'objectif attendu de telles opérations, qui ont pour le moins le mérite de maintenir à la fois le foncier agricole et l'approvisionnement en canne de la filière. En écho à la conclusion du chapitre VII, rappelons que ce recours croissant à la prestation lève le goulet d'étranglement majeur que représente la récolte, tout en augmentant la vivabilité de l'activité cannière (en terme de représentation, de pénibilité de travail, etc.). Les GFA contribuent ainsi au regain de la canne à la Guadeloupe et constituent un axe fort de la durabilité des unités de production cannière. Grâce au regroupement géographique des parcelles, l'activité des entreprises de travaux agricoles est facilitée. Il s'ensuit une économie de coût pour tous, qui se traduit par une meilleure rentabilité de la culture. La Martinique pourrait s'inspirer de cet exemple. Mais l'instauration de GFA se heurte ici à la disponibilité foncière, ainsi qu'à la topographie de l'île, plus tourmentée qu'à la Guadeloupe.

Vu le problème d'accès à la terre des agriculteurs et surtout celui de l'émiettement de la sole arable, le Conseil régional de la Martinique⁶ a manifesté la volonté de mettre en place un système de « banque de terre ». L'objectif est de parvenir à sauvegarder ainsi près de 1 000 ha, allant de pair avec la location à de petits agriculteurs. Cette alternative se heurte à plusieurs difficultés. La première consiste pour cette structure à procéder à des acquisitions, en vue de constituer une véritable réserve foncière, face à la rareté des mises sur le marché de grandes surfaces. S'y ajoutent les problèmes posés par la gestion sur le long terme de ces terres (maintien en location ou acquisition progressive par les agriculteurs concernés) : pérennisation de la vocation cannière des terres, face à la concurrence

d'autres spéculations ; récupération des sommes dues au titre de la location aux agriculteurs ; « constructions sauvages ». Le petit hangar initialement installé pour « s'abriter » lors des travaux sur l'exploitation, en cas d'intempéries par exemple, a tôt fait de se transformer en une maison en dur : le prototype de la « *maison folle* », évoqué plus haut. Comme pour les constructions non autorisées sur des terres en propriétés, en cas de tentatives de destruction par la force publique de ces habitations, la carte sociale est mise en avant : avec femme et enfants en première ligne, les médias sont rapidement sur le terrain et les collectivités cherchant à rétablir l'ordre sont mises sur la sellette. En fin de compte, elles sont généralement contraintes d'abandonner toute procédure. Enfin, se pose le problème de la gestion politique d'une telle entreprise, soumise à la fluctuation des équipes. D'autres options ont été explorées afin de favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs, telles les opérations « ferme clé en main » (sur le François). Mais les problèmes de gestion sur le long terme sont les mêmes que ceux exposés précédemment, quant au non-respect des engagements par les contractants.

Tout se passe comme si la profession agricole était jusqu'ici trop divisée pour présenter un front uni contre la politique de dilapidation du foncier agricole qui prévaut sur l'ensemble du territoire. L'un des rares groupes de pression actifs en matière de sauvegarde du patrimoine foncier est l'ASSAUPAMAR. En s'opposant à nombre de projets immobiliers risquant de porter atteinte au dit patrimoine, en médiatisant les questions de protection de ce patrimoine, en soulignant leur urgence, cette association aura grandement contribué à faire avancer la conscience des Martiniquais à ce propos. Cela suffira-t-il face aux intérêts individuels en jeu ? Un travail de conscientisation est peut-être à mener pour faire évoluer les habitudes en matière de logement et aller vers une densification de l'habitat, une tendance timidement amorcée depuis une décennie. La mise en place du Schéma départemental directeur des structures (SDDS) pourra peut-être aussi contribuer à une meilleure mise en place des grandes orientations retenues pour l'utilisation du foncier à l'échelle territoriale.

En conclusion, l'étude de la question foncière confirme le caractère crucial de la sauvegarde des terres agricoles pour le développement agricole et territorial de la Martinique. Elle rejoint par-là ce qui est souligné dans le colloque tenu sur la question de la terre dans les colonies et départements français d'Amérique entre 1848 et 1998, à l'UAG (BURAC, 2001a) : « *Que ce soit dans les petites îles de l'archipel guadeloupéen comme Marie-Galante ou la Désirade, que ce soit en Martinique ou en Guyane, le dossier foncier est l'une des clés du développement durable à mettre en œuvre* ». Cependant, il importe de reconnaître que, pour l'heure, si les plus petites unités présentent une faible aptitude à la transmissibilité, la durabilité de la culture cannière en tant que telle n'est pas menacée par ces aspects fonciers : la « crise » bananière aidant, de nombreuses terres agricoles sont disponibles, bien qu'inaccessibles économiquement pour les petits producteurs. Les grandes exploitations s'agrandissent et minimisent les effets de la disparition des plus petits, tandis que s'installent de nouveaux « planteurs ». Alors que la DAF marque sa volonté de relancer la procédure « terres en friche », plusieurs propriétaires fonciers préfèrent faire cultiver leur terre en prestation, attirés depuis 2000 par la nouvelle « manne » de la canne, plutôt que de la laisser à un autre exploitant. A défaut de voir solutionner le problème foncier à la Martinique, cette situation laisse présager quelques beaux

⁶ Selon enquêtes, 2000.

jours à cette production, en matière de surface cultivée. Un acteur de la filière le traduit ainsi : « *c'est déjà quelques décennies de gagné pour la canne* ».

2.3. Quel rôle pour la canne dans la préservation des terres agricoles ?

Le patrimoine que constitue la terre agricole est difficile à préserver, comme nous l'avons vu : la forte densité de population engendre une importante pression de la spéculation foncière, favorisée par un contexte législatif incitant à la construction et l'absence de réglementation du marché foncier. Au-delà des schémas purement politiques, la culture de la canne n'a-t-elle pas, là-aussi, un rôle à jouer dans la préservation de ce patrimoine foncier ?

Dans une commune du Sud, fortement touchée par la spéculation foncière, un grand propriétaire foncier s'est donné comme mission de planter de la canne pour freiner l'extension de l'urbanisation. Cette production est gérée en prestation totale, tandis que ce propriétaire exerce une activité professionnelle dans le secteur privé. Cette attitude rejoint la position du président de la Chambre d'agriculture de Guadeloupe (FLEREAU, 1991), qui considère l'agriculture comme essentielle pour l'aménagement du territoire ; il n'hésite pas à reconnaître qu'« *elle empêche les collectivités locales et les aménageurs de donner libre cours à leurs projets cyclopéens dévorateurs de foncier dans les documents d'urbanisme* ». Cependant, le choix individuel du propriétaire foncier pris en exemple ci-dessus n'est pas applicable par tous. En faisant allusion à de tels profils d'acteurs et à leur « noble dessein », un planteur a pu nous confier ses propres objectifs, plus « terre à terre » : « *Certains font de l'agriculture avec de l'argent, tandis que moi j'essaie de faire de l'argent avec de l'agriculture* ». Une mission d'aménagement du territoire ne peut relever uniquement de choix individuels. Cet exemple montre néanmoins qu'une mutation est en cours. Certains propriétaires sont désormais favorables à la mise en canne d'une partie de leurs terres, en prestation partielle ou totale, alors que la pression sur le foncier agricole s'intensifie. La canne trouve là encore une justification importante, à travers la préservation de l'environnement, pour l'occupation du sol. Le recours à la prestation facilite ces évolutions : celle de la conscience collective d'une plus grande protection des terres agricoles et celle d'une revalorisation de l'image du planteur de canne, pouvant désormais se soustraire à l'opération de récolte. La prise en compte par les décideurs politiques de ces contributions possibles de la canne à la construction territoriale devrait renforcer leur soutien à cette activité agricole.

En outre, la délimitation de l'aire géographique pour l'AOC rhumière Martinique, sur laquelle nous reviendrons dans la troisième partie, présente certains intérêts pour la préservation et la gestion des terres à canne. Tout Syndicat de défense d'une appellation d'origine peut saisir les autorités administratives compétentes en cas de projet de construction ou autres actions pouvant porter atteinte à l'aire AOC⁷. A titre d'illustration, trois interpellations sont signalées en 2000 par le SDAORAM

⁷ Deux lois complémentaires peuvent contribuer à la protection du terroir AOC (JO) : la loi 90-558, du 2 juillet 1990 (art. 5), et la loi 99-574, du 9 juillet 1999 (art. 111). La Direction départementale de l'équipement (DDE) est tenue d'informer le Syndicat avant toute modification de routes.

comme susceptibles de justifier un recours légal : à Saint-Pierre, à Rivière-Salée et au Carbet⁸. Pour ces deux derniers cas, les affaires sont en cours, sachant que la loi de 1999 fait référence à un délai de deux mois pour pouvoir intervenir, délai qui n'a pu être respecté pour ces cas. Le classement en zone AOC est ainsi susceptible d'être valorisé pour protéger les terres agricoles, même s'il est peu probable d'y voir une protection imparable, face à l'appétit des spéculateurs fonciers.

En conclusion, la canne peut contribuer, dans une certaine mesure, au maintien du capital foncier agricole. Cependant, l'analyse de la transmissibilité intergénérationnelle des unités de production cannière à la Martinique fait apparaître que nombre d'entre-elles sont en sursis. Les alternatives à la canne, liées entre autres à la spéculation foncière, laissent entrevoir une disparition à terme de nombre de parcelles en canne, en particulier celles de moins de 5 ha, en dehors du colonat. La transmission en indivision des grandes exploitations ou des exploitations rattachées aux distilleries offre des perspectives plus durables, en matière de transmissibilité inter-générationnelle. L'avenir de l'ensemble des unités de production cannière et, *a fortiori*, celles intégrées à la transformation, dépend également de la transmissibilité des unités de transformation. Le rétrécissement de l'appareil industriel au cours de l'histoire amène à s'interroger sur le devenir des unités de transformation actuellement en fonctionnement. Au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, la Martinique a connu la fermeture de treize usines sucrières et d'une cinquantaine de distilleries ; tandis que la fermeture du Galion est régulièrement discutée. Si la transmissibilité de l'usine sucrière dépend à ce jour de la gestion politique, il n'en va pas de même pour les distilleries, qui relèvent de la sphère privée. Il importe de s'interroger sur la transmissibilité de ces unités, en explorant les différences de gestion entre entreprises familiales, groupes locaux et groupes nationaux. La menace de nouvelles fermetures ou absorptions n'est pas écartée. Selon certains acteurs de la filière, il est fort probable de voir le paysage industriel rhumier se réorganiser autour de cinq à six grosses unités au cours de la prochaine décennie. L'évocation de ces questions de transmissibilité inter-générationnelle des unités de transformation est à mettre en rapport avec leurs conditions de viabilité économique, précédemment analysées.

⁸ Deux menaces se dessinent pour des parcelles AOC servant à l'approvisionnement de la distillerie Neisson : la révision du POS en cours et un projet de construction de rocade.

CHAPITRE IX - SUR QUELLES UNITÉS APPUYER LA DURABILITÉ DE LA PRODUCTION CANNIÈRE ?

Ce neuvième chapitre vise à identifier les unités de production cannière les plus durables, en s'appuyant sur l'analyse de leurs conditions de durabilité, déclinées au cours des chapitres V à VIII. C'est également l'occasion de faire la synthèse des critères de durabilité relative à l'usine du Galion, à l'examen des scénarios possibles quant à son maintien ou à sa fermeture, mais aussi de s'interroger sur les autres débouchés de la canne (hors sucre et rhum).

1. CONDITIONS DE DURABILITÉ DES SYSTÈMES D'ACTIVITÉS

Les résultats économiques présentés au chapitre VI par mode de conduite et rapportés à des exemples d'unités de production cannière méritent d'être tempérés par une prise en compte plus fine des situations coexistant dans la réalité de la filière. Ceci conduit à établir une typologie des systèmes d'activités au sein desquels sont mis en œuvre les quatre modes de conduite analysés. Ce faisant, il s'agit de rendre compte des stratégies globales des producteurs canniers et de statuer sur la durabilité des unités de production cannière incluses dans ces systèmes d'activités.

1.1. Éléments méthodologiques : système d'activités et typologie

Introduite au chapitre I, la notion de système d'activités a été développée au chapitre VII. Après un retour sur cette notion, la présente sous-section consiste à s'arrêter sur quelques éléments méthodologiques, relatifs à la construction d'une typologie.

1.1.1. Fonctionnement du système d'activités : des objectifs aux résultats

La notion de « système d'activités » est importante à considérer, dans la mesure où elle permet de mieux appréhender la prise de décision du planteur, en rapport avec la place de la canne au sein de ce système. Cette notion, définie par BORY et PAUL (1991), correspond à un niveau d'organisation qui permet de ne pas se restreindre à la seule exploitation familiale et de mieux cerner la cohérence des décisions de l'exploitant. Mise en place pour appréhender la logique de l'agriculture familiale dans la Caraïbe, cette notion est intéressante à mobiliser pour cerner le fonctionnement des exploitations de type sociétaire au sein de la filière canne, notamment les exploitations de distilleries. En effet, celles-ci s'intègrent également dans un « métasystème » comportant d'autres activités que la canne. Comme le soulignent PAUL et *al.* (2000 ; p. 47), la réflexion à l'échelle du système d'activités, plus en phase avec les réalités agraires caribéennes, permet d'adapter les politiques agricoles et de mieux raisonner les actions de recherche-développement.

Comment s'intègre le fonctionnement de l'unité de production cannière dans celui du système d'activités ? Selon les caractéristiques (potentialités) de son appareil de production et son histoire

personnelle, l'agriculteur (l'entrepreneur) construit son projet et définit ses objectifs. Ceci l'amène à déterminer le rôle de chaque activité, dont l'activité cannière, au sein de son système d'activités. Les objectifs rapportés à chaque activité peuvent s'avérer très divers, en fonction du projet global. Maximiser le revenu à l'hectare peut être l'objectif prioritaire, mais il n'en va pas toujours de même : l'objectif économique peut passer en seconde position par rapport à d'autres priorités, sur le plan social ou foncier.

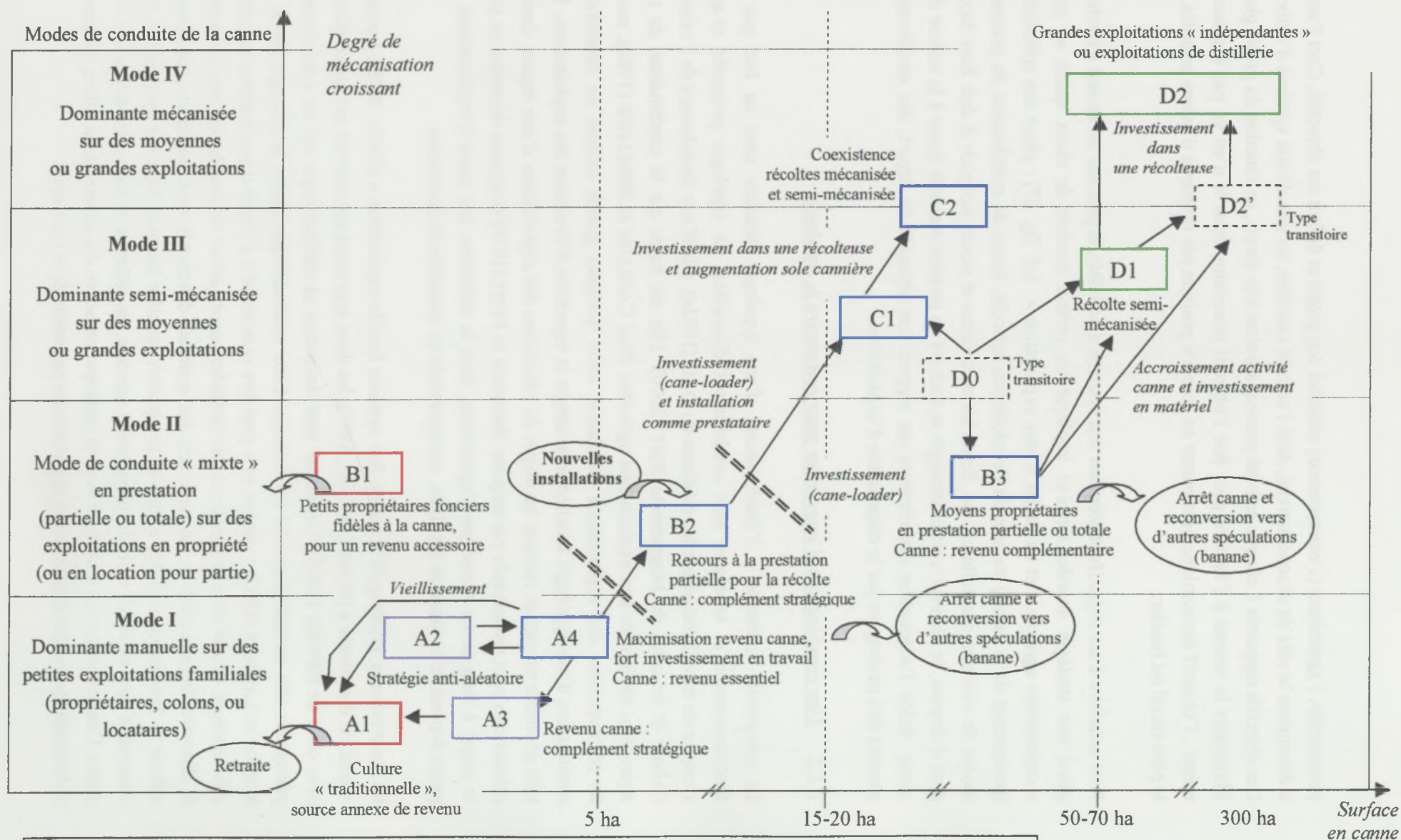
Pour satisfaire à ses objectifs et sécuriser son système d'activités, le planteur est amené à mettre en place une stratégie donnée. Celle-ci implique un certain nombre de choix quant au projet « exploitation agricole » et au projet « hors exploitation » (cf. fig. 27) : place des spéculations (notamment de la canne) au sein de l'exploitation agricole, forme de mobilisation du personnel, modes de conduite des cultures, etc. Selon les contraintes et atouts auxquels il doit faire face ou dont il dispose, le planteur voit sa stratégie se traduire en certains résultats quant à la culture de la canne. Selon l'adéquation des résultats par rapport aux objectifs de départ, des améliorations peuvent être envisagées par le responsable d'exploitation.

1.1.2. Une combinaison d'approches pour construire la typologie

La complexité inhérente à l'établissement d'une typologie détaillée tient au fait que les fonctionnements et stratégies sont extrêmement diversifiés. La typologie présentée ci-après s'inspire du travail réalisé par les étudiants du DAC (1992a), relatif aux fournisseurs de l'usine du Galion, et de celui de Maguelonne JOET (2000). Elle est basée sur la combinaison de trois approches, appliquées aux exploitations agricoles. Pour CAPILLON et SEBILLOTE (1982), partant du regroupement des exploitations en classes selon quelques grands critères de structure, la construction d'une typologie fonctionnelle intègre la trajectoire d'évolution des exploitations. Une telle approche permet de retracer les étapes de l'évolution des exploitations d'une région, dont les mécanismes sont reconstitués par enquête. BROSSIER et PETIT (1978) proposent de mettre en avant le projet à long terme formé par l'agriculteur, dans la définition des types d'exploitations. Ce projet dépend de la situation familiale, qui représente un ensemble de contraintes.

En ayant recours, plutôt qu'à la notion de « système famille-exploitation » (OSTY, 1978), à celle de « système d'activités » (BORRY et PAUL, 1991), les deux approches précédentes ont été combinées avec celle de ROYBIN (1987). Cet auteur base davantage sa méthodologie sur les « systèmes de pratiques » mis en œuvre par les agriculteurs. Cette méthodologie rejoint le principe prôné par PERROT et LANDAIS (1993) : chaque type peut être caractérisé « à l'aide d'une batterie spécifique d'indicateurs, ce qui évite le recours à des variables passe partout inévitablement mal adaptées à la diversité des situations ». La typologie des systèmes d'activités ainsi construite, cherchant à refléter le fonctionnement des unités de production cannière incluses dans ces systèmes, a pour vocation d'être au service du développement agricole, en aidant à prévoir l'évolution des dites unités. Cette construction s'est faite avec la participation active des acteurs de la filière, détenteurs de la connaissance des exploitations et utilisateurs potentiels de la typologie.

Figure 29 : Trajectoire d'évolution des types de systèmes d'activités, en fonction des modes de conduite de la canne



1.2. Typologie des systèmes d'activités : une durabilité variable

A partir de la quarantaine d'enquêtes approfondies réalisées auprès des planteurs, onze types de systèmes d'activités ont été identifiés. L'extrapolation – estimation visant à traduire la réalité – aux 276 producteurs recensés en 2001 s'appuie sur des enquêtes complémentaires et sur la connaissance de la filière cumulée au CTCS. Cette répartition¹ (par rapport à la population des planteurs et au tonnage total de canne) est déclinée dans la présente sous-section, en présentant les types de systèmes d'activités. Ceux-ci sont fédérés en quatre groupes (A, B, C et D), qui se recoupent avec les quatre modes de conduite définis au chap. IV (cf. tab. 23) et analysés au chap. VI, sur le plan économique. La figure 29, qui peut se lire parallèlement aux développements suivants, retrace la trajectoire d'évolution de ces onze types.

1.2.1. Groupe A : des petits planteurs gérant eux-mêmes la coupe de leur canne, en mode I

La récolte (et plus précisément la coupe) de la canne est exigeante en temps et en coût, comme maintes fois souligné. Les petits planteurs assurant eux-mêmes cette opération (mode I, à dominante manuelle) sont fortement mobilisés durant plusieurs semaines ou mois. Il en résulte une organisation spécifique de leur système d'activités. En prenant en compte non plus seulement les colons de l'EAG (comme au chap. VI) mais l'ensemble des planteurs ayant recours au mode I, quatre types de systèmes d'activités se distinguent au sein de ce groupe A.

a) Les colons de l'EAG et les autres petits planteurs (livraisons < 500 t)

Les colons de l'EAG, dont un cas moyen a été pris comme exemple-type dans l'analyse économique, se démarquent des autres petits fournisseurs, tant de l'usine que des distilleries, par de multiples spécificités. Ceci tient à leur appartenance à l'association des planteurs de la région de Trinité-Robert et à la CUMA de Malgré-Tout. Ces deux structures ont bénéficié pendant trois ans d'un encadrement par deux techniciens, de la Chambre d'agriculture et du CTCS, dans le cadre d'un plan de relance de l'activité canne. Cet encadrement, pérennisé aujourd'hui par la Chambre d'agriculture, allié au colonat (encadrement complémentaire de l'EAG), a contribué à stabiliser cette population de producteurs canniers. L'organisation des colons influe fortement sur la constitution du coût de production (mode de location, types et coûts des intrants, modalités de ramassage à la récolte, coût des prestations, etc.). Les autres fournisseurs du Galion et surtout les petits planteurs de distilleries, en mode I, ne bénéficient pas des mêmes avantages. Ils dépendent d'autres prestataires que la CUMA pour ramasser les cannes, de même que pour les travaux mécanisés de plantation. Il peut s'agir de prestataires privés, installés en canne (cas le plus fréquent) ou non, ou de l'exploitation de la distillerie à laquelle ils livrent leur récolte. De plus, le colonat se traduit par une certaine maîtrise foncière à l'échelle de l'EAG, propriétaire des terres. Ceci favorise l'assujettissement de ces dernières à la culture cannière, contrairement à ce que l'on observe pour les autres petits planteurs. Qu'il s'agisse de locataires ou de propriétaires, ils sont libres d'attribuer à leur terre une autre vocation que celle de la canne.

Le rattachement des colons de l'EAG à la CUMA de Malgré-Tout comme chef de file les astreint à une mobilisation sur toute la longueur de la campagne sucrière (de 80 à une centaine de jours, soit près

¹ cf. annexe 2.15 : Répartition des planteurs de canne par type de système d'activités.

de quatre à cinq mois pleins). Il n'en va pas de même pour les petits fournisseurs de distilleries, pour lesquels la récolte peut se gérer sur une plus courte durée. Suite à l'arrangement mis en place avec le responsable de distillerie, leur rythme de coupe dépend surtout de leur force de travail, en intégrant d'éventuels « koudmens ». Il en résulte sur l'année une plus grande disponibilité qui tend à accentuer la pluriactivité. Au-delà de ces différences entre colons et autres petits planteurs ayant recours au mode de conduite I, les types identifiés au sein du groupe A tiennent surtout compte des objectifs du responsable d'exploitation. Ceci est à mettre en rapport avec son âge, sa famille et ses possibilités, en terme d'organisation du travail. Certains types se retrouvent davantage au sein des colons, tandis que d'autres sont plus typiques des propriétaires fonciers ou locataires livrant en distilleries.

b) Type A1 - Les « traditionnels² » : une culture annexe qui vise à « marquer le sol »

Les petits planteurs du type A1 cultivent la canne à titre de tradition familiale, tout en cherchant à « marquer la terre ». L'histoire personnelle de ces agriculteurs, généralement âgés de plus de 50-60 ans, est intimement liée à la canne (souvent d'anciens ouvriers d'exploitation ou d'usine, devenus « colons », puis propriétaires à l'occasion de mouvements d'appropriation de terres). Si la plantation n'est pas déclarée directement en leur nom – quand l'âge de la retraite est officiellement dépassé par exemple – il arrive fréquemment qu'elle le soit au nom d'un enfant ou de la conjointe. La canne perdure sur une très petite surface : moins de 1,5 ha, voire moins de 0,5 ha, au sein d'une exploitation dont la superficie n'est souvent guère plus grande. Elle cohabite avec quelques cultures maraîchères et vivrières, destinées surtout à l'auto-consommation. Les planteurs du type A1 sont surtout des fournisseurs de distilleries (61% des 159 petits planteurs de distilleries), cultivant une terre familiale, en propriété ou mise à disposition de façon informelle. S'y ajoutent un tiers des colons de l'EAG (une trentaine). Mais cet effectif de colons de type A1 est en voie de diminution, sachant que la tendance est à l'attribution de surface en colonat de plus de 2 ha. Ce type qui recouvre 45% de la population des 276 planteurs, mais seulement 7,2% du tonnage de canne, est le plus touché par la régression.

La culture est conduite de façon traditionnelle : recourage par cive, sans souci de pureté variétale ou d'alignement des rangs, épaillage avant récolte, amarrage fréquent des cannes en bordure pour limiter la verse, sarclage manuel plutôt que désherbage chimique, etc. Un temps important peut être consacré à la culture, pour un résultat moyen à faible (rendement de 50-60 t/ha). Les parcelles ont souvent plus de 15, voire 20 ans, et l'on peut y retrouver d'anciennes variétés en voie de disparition. Le maintien de la canne répond à un attachement affectif fort, sans souci de maximiser le revenu. Pour un potentiel annuel de 2 865 €/ha (18 791 F) à 3 700 € (24 290 F)³, le tonnage effectif ne permet de dégager au plus que 2 500 €/ha (16 200 F). Pour des surfaces parfois inférieures à 0,5 ha, le revenu disponible (RD) ne peut qu'être accessoire. Le tableau 87 ci-après permet de visualiser le RD moyen à 50 t/ha

² En dépit du caractère très subjectif (et critiquable) que présente une dénomination des types, ce choix a été adopté pour favoriser la mémorisation et une vision plus synthétique de la typologie construite. Il ne s'agit toutefois pas de s'arrêter à un déterminisme psychologique des acteurs concernés, compte tenu des contraintes analysées tout au long de cette deuxième partie, relevant du contexte historique, des données socio-économiques, du milieu physique, etc.

³ Les revenus présentés dans cette partie se réfèrent à l'analyse économique conduite au chapitre VI. Dans le cas présent, la marge dégagée par un petit planteur de distillerie est la marge 3 présentée au tableau 57 (p. 329). De façon précise, en intégrant l'intégralité de la rémunération familiale pour la coupe, la marge peut passer potentiellement (sur la base de 75 t/ha) à 3 703 € (24 291 F) : marge de 2 865 € (18 791 F) + 838 € (5 500 F) pour la rémunération de l'autre UTF mobilisée pour la coupe (revenu intégré au sein du système d'activités familial).

pour les fourchettes de surface caractérisant le type A1. Ce revenu représente entre 12,5 et 37% du seuil minimum de viabilité, tel que défini par le SDDS (SAUDUBRAY, 2000 ; p. 6).

Tableau 87 : RD potentiel généré par la canne pour le type A1, avec un rendement de 50 t/ha⁴

Surface en canne	0,50 ha	1,00 ha	1,50 ha
Revenu disponible sur l'année (RD)	1 234 € (8 097 F)	2 469 € (16 194 F)	3 703 € (24 291 F)
Pourcentage du seuil de viabilité, fixé à 9 909 € (65 000 F)	12,5%	25%	37%

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002.

L'analyse de la productivité de l'heure de travail a été conduite au chapitre VI, révélant un investissement moyen de 360 heures de travail manuel pour le mode de conduite I (cf. tableau 57). Adaptée au revenu dégagé par le type A1, cette analyse révèle une productivité de 7 €/h et par ha (45 F/h). Rapporté au temps investi, l'activité cannière ainsi conduite, même au faible rendement atteint dans ce cas, rapporte 1 915 € (12 550 F) par mois de travail, en adaptant les calculs présentés au tableau 62 (à raison de 1,29 mois de travail / ha pour le mode I).

Les agriculteurs relevant du type A1, souvent âgés et dont la force de travail décline ou l'intérêt pour la culture diminue, ne cherchent pas spécialement à améliorer les performances techniques de la production, bien qu'elles soient faibles. Leur peu de réceptivité aux recommandations techniques est dans ce cas à mettre en regard du prochain abandon de la culture, programmée souvent dans les cinq années à venir tout au plus. Pour ces planteurs qui sont le plus souvent aidés par les membres proches de leur famille, aucune succession nette ne se dessine pour la reprise de la culture. D'autres desseins se profilent généralement quant au devenir de la terre. Quelques rares anciens colons ne désespèrent pas de pouvoir se voir attribuer un jour « le bout de terre » qu'ils occupent depuis longtemps. Quant aux propriétaires fonciers dont le retrait de l'activité approche avec l'âge, ils envisagent le plus souvent de vendre une portion de terre (en zone constructible) ou de construire, en répartissant éventuellement leur parcelle entre leurs enfants ou alliés. La canne est maintenue « dans l'attente de ». Ce sursis accordé à la culture peut tenir à la non constructibilité actuelle du terrain, tandis que les démarches pour la constructibilité tardent à aboutir. Il peut aussi être lié à l'attente de la retraite ou de l'installation (en ménage) des enfants. La canne est dans ce cas conçue comme source d'un revenu annexe, venant en complément des pensions. Elle n'est pas considérée comme essentielle dans le budget global, bien qu'elle ait pu l'être par le passé, à l'échelle de l'histoire familiale.

c) Type A2 - Les « jobeurs » : une stratégie anti-aléatoire pour une trésorerie régulière

Lorsque le système d'activités n'inclut pas au moins une activité salariée stable, alors la situation familiale du chef d'exploitation lui impose des besoins réguliers en trésorerie, la canne tend à s'inscrire dans une stratégie anti-aléatoire. Il s'agit généralement de couples avec des enfants en bas

⁴ Rappelons que de nombreux planteurs ne perçoivent pas la totalité des aides (détaillées dans le tableau 54, p. 324) et que, par conséquent, le RD ici présenté est à relativiser.

âge. Leur situation financière repose alors sur la combinaison de plusieurs sources de revenus, sans qu'aucune ne soit déterminante, conduisant à une certaine précarité. La surface en canne est de l'ordre de 2 à 3 ha. Le type A2 n'a été rencontré que chez des petits fournisseurs du Galion, essentiellement des colons de l'EAG : 45% d'entre eux relèveraient de ce type (cf. annexe 2.15)⁵. Sur l'ensemble des planteurs recensés en 2001, le type A2 représente 13,8% et 2,7% du tonnage.

Les deux conjoints travaillent généralement sur l'exploitation familiale, qui comporte souvent deux parcelles cadastrales. Celle en colonat est cultivée à 80% en canne, selon les termes du contrat. Le lopin complémentaire (20%) est valorisé pour des cultures maraîchères et vivrières, voire un petit élevage extensif. Ces activités sont étendues à une autre parcelle (en propriété ou mise à disposition par la famille). Destinés pour partie à l'auto-consommation, les produits font aussi l'objet d'une vente directe sur les marchés, assurée souvent par la femme. Le responsable d'exploitation fait la soudure avec divers « jobs », allant du bâtiment à d'autres secteurs agricoles. Cette recherche de revenus complémentaires vient en concurrence avec la canne et le planteur en arrive parfois à « sacrifier » certaines opérations pour faire face au court terme. Les pratiques divergent ainsi des recommandations sur plusieurs points (échelonnement de la fertilisation à la limite de situation de carences, maintien des lianes prélevées ensuite pour l'alimentation des animaux, etc.). Ces exemples reflètent la recherche d'adaptation aux contraintes et opportunités perçues par ces acteurs. Se pose pour ce type de système d'activités un problème de gestion sur le long terme.

Il se pose également un problème de motivation lié au mode de paiement des cannes livrées à l'usine du Galion. Les retards de paiement affectent particulièrement ce groupe d'acteurs de type A2. Les résultats obtenus sont fluctuants selon les années et selon leur disponibilité ou motivation. La marge potentielle dégagée en moyenne par un colon de l'EAG est de 3 245 €/ha (23 255 F)⁶. Elle se ramène à 2 836 €/ha (18 604 F) à 60 t/ha. Ce revenu permet de couvrir 48 à 72% du seuil de viabilité, avec respectivement 2 ou 3 ha de canne. La culture rapporte dans ce cas 2 200 € (~14 420 F) par mois de travail, pour une productivité horaire de 8 € (52 F). Cette spéculation apparaît ainsi pour le type A2 une source de revenu sûre et importante, mais qu'ils ont du mal à maximiser. Une meilleure gestion du paiement contribuerait certainement à donner à ces acteurs une plus grande confiance en la culture et les inciterait à s'y investir davantage. Ce type relève dans tous les cas d'un mode de fonctionnement instable et conjoncturel. Les planteurs se trouvant dans cette situation étaient probablement auparavant rattachés à un fonctionnement relevant du type A4 – développé plus loin. Ils sont amenés à évoluer de nouveau vers ce type ou, à défaut, à abandonner la canne pour se consacrer de façon plus stable à une autre activité, source d'un revenu régulier sur l'année. S'il s'agit de jeunes récemment installés en canne comme colons, les chances de les voir évoluer vers le type A4 sont d'autant plus fortes, au fur et

⁵ La seule exception observée relève d'un planteur de banane, en passe d'abandonner la canne : selon les informations recueillies sur l'évolution de son exploitation, il a pu relever de ce type A2 par le passé. Toutefois, le faible revenu tiré de la canne, la difficulté à organiser la récolte, le recours occasionnel, non satisfaisant de son point de vue, à la prestation de services l'ont finalement conduit à donner la priorité à la banane, dont il attend un meilleur revenu à l'hectare.

Plus libres de la gestion des terres, les petits planteurs non-colons dans une situation familiale similaire à celle du type A2 tendent à adopter un autre type de système d'activité pour sécuriser leur appareil de production ; une sécurisation plus difficile à obtenir avec une faible surface en canne sans l'organisation de la CUMA.

⁶ Toujours selon les données du tableau 57, en incluant l'ensemble de la rémunération. Soit, à 75 t/ha et 9 de CP : 2 707 € (17 755 F), pour 1 UTF + 838 € (5 500 F), pour la rémunération complémentaire pour la coupe, gérée à l'échelon familial.

à mesure qu'ils apprennent à maîtriser la culture, que les enfants grandissent et que le système d'activités se stabilise. Dans ce cas, la formation et l'encadrement peuvent leur être d'un précieux secours. S'il s'agit au contraire de colons assez âgés, l'évolution se fait vers le type A1, avec une réduction de la sole cannière et une décroissance de la canne au sein du système d'activités.

d) Type A3 - Les « débrouillards » : la canne, un complément stratégique

Pour près de 10% des 159 petits fournisseurs de distilleries (livraisons < 500 t), la canne constitue une source complémentaire de revenu, jouant un rôle stratégique dans leur organisation familiale. Ces acteurs du type A3 sont généralement des employés d'une exploitation cannière ou d'une distillerie agricole. Ils possèdent une activité salariée stable sur l'année. La coupe se fait en famille, le week-end ou en semaine après leur emploi salarié. Pour le ramassage de la canne, ils tirent parti des avantages que leur confère leur situation professionnelle, ainsi que des rapports de confiance établis avec leur employeur. Ils s'agit surtout de propriétaires⁷. Ils représentent au total 5,4% de la population des planteurs de la filière canne, pour 0,8% du tonnage total livré en 2001.

La surface cultivée en canne est de 2 à 4 ha en moyenne. Elle reste compatible avec une autre activité exercée sur l'année. Les rendements agricoles sont moyens, voire corrects (65-70 t/ha). La rentabilité économique est assez forte, vu les gains opérés sur les charges d'installation de la culture ou du ramassage (de l'ordre de 20%). Cette économie permet d'atteindre un revenu à l'hectare de 4 147 € (27 206 F) à 70 t/ha, soit 8 295 € 16 590 € (54 411 à 108 823 F) pour 2 ou 4 ha. Avec une telle rentabilité de la terre, le seuil de viabilité est couvert à 41% avec 1 ha (à 84% avec 2 ha). En fait, à partir du type A3, le revenu global dégagé par le système d'activités est supérieur au seuil de viabilité fixé à 9 909 € (65 000 F), d'autant plus que la famille sur laquelle repose ce système est souvent élargie. La productivité du travail est meilleure que pour les types A1 et A2, à raison de 12 €/h (76 F).

La cohésion familiale est à la base du système d'entraide mis en place. Outre l'activité salariée du chef de famille, la diversification du système d'activités est renforcée par la présence d'un jardin créole ou d'un petit élevage, destinés à l'autoconsommation et éventuellement à la commercialisation. Ce groupe est ouvert aux recommandations techniques, tout en sachant qu'ils ne s'inscrivent pas dans un objectif de profit maximal à partir de la canne, mais d'équilibre entre temps de travail investi et productivité de la terre. Ces planteurs cherchent à mettre en pratique ou à adapter ce qu'ils ont pu observer sur la grande exploitation dont ils sont proches ou sur laquelle ils travaillent. Leur objectif est surtout d'obtenir la meilleure productivité du travail.

e) Type A4 - Les « battants » : maximisation du revenu , fort investissement en travail

Au sein du groupe A, les meilleurs résultats sont obtenus par des exploitants ayant pour objectif de maximiser le revenu tiré de la canne, moyennant un fort investissement en travail. Ces acteurs se regroupent sous le type A4, présent tant chez les colons de l'EAG (près de 20% d'entre eux) ou les autres petits fournisseurs du Galion, que chez des petits planteurs de distilleries, propriétaires ou

⁷ Dans ce groupe, se retrouvent également des colons (ceux de la SMCS ou de La Mauny). Ces formes de colonat diffèrent de celui mis en place à l'EAG, tant dans les objectifs que dans l'organisation (cf. chap. VII).

locataires. Les surfaces en canne varient entre 2,5 et 7 ha en moyenne (3-4 ha en moyenne pour les colons appartenant à ce type), représentant 80 à 90% de la superficie de l'exploitation familiale. Au sein de la filière canne, le type A4 représente 8% des planteurs et 1,5% du tonnage.

La situation familiale de ces acteurs est telle qu'ils ne sont pas soumis à la même pression que ceux du type A3. Il peut s'agir de jeunes (25-35 ans) sans enfant, habitant encore chez leurs parents, dans la « pleine force de l'âge », et pluriactifs ; il peut s'agir de personnes au contraire déjà relativement âgées (plus de 50, voire plus de 60 ans), mais encore dotées d'une grande force de travail ; il peut enfin s'agir de personnes dont le(la) conjoint(e) exerce une activité salariée, généralement non agricole. Comparativement au type A3, le type A4 est caractérisé par une plus grande disponibilité d'esprit du planteur et une plus grande souplesse entre activités, d'où une meilleure gestion sur le moyen terme. Le planteur s'investit au maximum dans la récolte, puis dans l'entretien de sa parcelle, avec une grande efficacité. Il bénéficie d'une certaine expérience et d'une bonne maîtrise de la culture, étant installé depuis au moins cinq ans ou ayant participé à des formes d'entraide (« koudmens » dans le giron familial ou entre voisins) avant de s'installer à son compte. Les planteurs relevant du type A4 sont très ouverts aux recommandations techniques. Leur souci est de maximiser la productivité de la terre, avec des rendements pouvant atteindre 75 à 90 t/ha⁸. Ceci montre que le trait commun qu'est le mode de conduite n'exclut pas une forte variabilité de résultats économiques.

En moyenne, pour un colon de l'EAG atteignant un rendement de 80 t/ha, à 9 CP, le revenu à l'hectare est de 3 950 € (25 910 F). Le RD peut s'étaler de 9 875 € à 23 700 € (64 776 F à 155 462 F) pour 2,5 à 6 ha de canne. Une surface de 2,5 ha permet dans ce cas de couvrir pratiquement 100% du seuil de viabilité. Toutefois, l'espérance de revenu au sein du système d'activités de type A4, comme pour le type A3, dépasse souvent le seuil de viabilité fixé par le SDDS, surtout pour des surfaces supérieures à 2,5 ha. Cette espérance de revenu augmente avec la surface. Dans tous les cas, la canne est considérée comme une source essentielle de revenus, en assurant 50% à 90% du revenu total du système d'activités, selon la structuration de ce dernier. La proportion quant au travail est similaire.

Les activités du type A4 sont généralement mieux structurées entre-elles que dans le type A2. En plus de l'entretien permanent d'un jardin créole et d'un petit élevage destiné à la consommation familiale, le reste de l'année peut être consacré à d'autres activités agricoles ou non. Si le responsable d'exploitation opte pour un élevage destiné à la commercialisation, celui-ci pourra atteindre des proportions significatives (porcins, caprins, bovins). Il peut aussi disposer d'un emploi salarié (ou informel) sur une partie de l'année (chauffeurs de transport en commun, employé dans le bâtiment, la mécanique, etc.). Il peut enfin détenir une entreprise ou avoir monté une activité spécifique source de revenus stables (boulangerie-pâtisserie, locations immobilières, etc.). De tels producteurs cherchent volontiers à augmenter leur surface en canne. Ils sont le plus souvent limités dans cette entreprise par

⁸ Des écarts s'observent selon les potentialités du milieu. L'encadrement peut classer dans ce type de « très bons planteurs », certains dont les rendements n'excèdent pas 70 t/ha, du fait des contraintes du terrain (affleurements rocheux, pentes excessives, etc.). Notons aussi que la qualité des livraisons est généralement très bonne pour ce type (CP de 9 et plus). Pour ne pas compliquer davantage l'analyse économique, ce critère n'a pas été pris en compte dans les calculs de revenus moyens pour chaque type. Mais rappelons que les tableaux 55 et 56 (chap. VI) présentent les matrices de rentabilité pour le mode I en fonction du rendement agricole et du CP ; matrices reportées à l'annexe 2.7 pour les autres modes de conduite (II, III, IV).

la disponibilité en terre. S'ils sont colons, les surfaces allouées à chacun ne dépassent guère les 4-5 ha. S'ils sont locataires ou propriétaires, ils se heurtent aux limites du marché foncier à la Martinique.

Pour des surfaces avoisinant les 5 ha, la coupe peut s'avérer difficile à gérer par une seule personne, avec la seule mobilisation familiale. L'entraide peut alors être de mise, avec des échanges entre voisins, comme cela s'observe plus volontiers pour les fournisseurs de distilleries. Le recours à des salariés, même de façon informelle, est aussi une alternative fréquente (auquel cas, une partie de la rémunération pour la coupe sort du système familial). Tel est le cas pour les planteurs qui se consacrent à une activité prenante et régulière en dehors de leur activité cannière. Toutefois, au-delà d'une certaine surface, le recours à la prestation de services pour la récolte finit par s'avérer inéluctable (pour ceux qui ne sont pas colons de l'EAG).

1.2.2. Groupe B : des planteurs ayant recours à la prestation pour la récolte

Les planteurs réunis au sein du groupe B sont ceux qui font appel à la prestation pour la récolte. Ils se rattachent pour la conduite de la canne au mode II, avec des variantes selon la part de travail personnel investi pour l'entretien. Trois types sont différenciés à l'intérieur de ce groupe, selon la place et le rôle de la canne au sein du système d'activités.

a) *Type B1 - Les « fidèles » : la canne, un revenu accessoire pour des acteurs retraités*

Le type B1 correspond au système d'activités mis en place par propriétaires terriens, cultivant 2 à 5 ha de canne en prestation (le plus souvent partielle, mais pouvant aussi être totale), en exploitation familiale. Il s'agit généralement de retraités, qui restent fidèles à la canne, car possédant une « fibre affective » par rapport à cette culture : soit d'anciens acteurs de la filière (généralement cadres) ou des personnes dont l'histoire familiale s'est forgée sur la canne, même s'ils ont par la suite évolué hors du monde cannier (fonctionnaire, enseignant, profession libérale, etc.). Les planteurs relevant du type B1 représente 4,7% de la population totale et 0,9% du tonnage récolté en 2001. Comme présenté sur le graphique 24 (cf. chap. VI), le recours à la prestation totale ou partielle permet d'atteindre respectivement des revenus de 720 à 1 814 €/ha (4 725 à 11 897 F), avec un rendement de 75 t/ha. Dans le cadre du système d'activités de type B1, les rendements sont plutôt de l'ordre de 70 t/ha, conduisant aux fourchettes de revenus ci-dessous transcrites.

Tableau 88 : RD potentiel généré par la canne pour le type B1, avec un rendement de 70 t/ha

	Surface en canne	Résultats/ha	Pour 2 ha	Pour 5 ha
Prestation partielle	Revenu disponible sur l'année (RD)	1 693 € (11 104 F)	3 386 € (22 208 F)	8 464 € (55 519 F)
	Pourcentage du seuil de viabilité	17%	34%	85%
Prestation totale	Revenu disponible sur l'année (RD)	672 € (4 410 F)	1 345 € (8 820 F)	3 362 € (22 050 F)
	Pourcentage du seuil de viabilité	7%	14%	34%

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002.

Pour le groupe B, le temps passé à la culture diminue sensiblement grâce au recours à la prestation, d'où une augmentation de la productivité de l'heure de travail (cf. tableau 59 et graphique 25, chap. VI). Pour le type B1 en prestation partielle, le travail investi en canne se résume à l'entretien, à raison de 120 h/ha (moins d'un mois sur l'année). La productivité horaire peut alors atteindre 16 € (103 F)⁸.

b) Type B2 - Les « audacieux » : complément stratégique et prestation partielle

Dans le type B2, la plantation et la récolte sont assurées en prestation, tandis que l'entretien est effectué par le planteur. Ce type se caractérise soit par une surface intermédiaire en canne (entre 3 et 20 ha), ayant amené le planteur à avoir recours à la prestation pour la récolte, mais encore compatible avec une gestion familiale de l'entretien ; soit par la volonté de ne pas être « accaparé » par la récolte, avec l'intégration de la canne dans un système diversifié. Le recours à la prestation pour la récolte libère du temps que le planteur consacre à d'autres activités. L'entretien de la canne peut l'occuper pendant environ trois demi-journées par semaine, réparties sur près de deux mois. Cette durée, estimée pour une exploitation de 3 ha, augmente bien sûr selon la surface en canne. Pour des surfaces de dix hectares ou plus, l'entretien peut ainsi s'étaler sur quatre mois, si le planteur l'effectue lui-même. Il peut également faire appel à la famille, à l'entraide ou à du personnel extérieur (jobs). Ce type B2 représente 13,8% de la population des planteurs et 4,4% du tonnage récolté en 2001.

Ce système d'activités se caractérise par une organisation relativement équilibrée, dans laquelle la canne apparaît comme un élément stratégique, voire essentiel. Avec un rendement moyen de 75 t/ha, le seuil de viabilité peut être couvert à 55% avec une surface de 3 ha (cf. tableau 89). Le montant de revenu dégagé par un tel système d'activités dépasse généralement ce seuil.

Tableau 89 : RD moyen issu de la canne pour le type B2, avec un rendement de 75 t/ha

	Surface en canne	Résultats/ha	Pour 3ha	Pour 20a
Prestation partielle	Revenu disponible sur l'année (RD)	1 814 € 11 897 F)	5 441 € (35 691 F)	36 274 € (237 940 F)
	Pourcentage du seuil de viabilité	18%	55%	> 300%

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002.

Le système d'activités peut s'organiser de diverses façons. Le responsable d'exploitation peut se consacrer à la canne, de façon principale ou complémentaire, selon la place occupée par cette culture sur l'exploitation. Le reste du temps sur l'année peut être investi dans d'autres activités agricoles, comme la banane, les cultures maraîchères et vivrières, l'élevage. La proportion destinée à la commercialisation et à l'autoconsommation varie selon l'assolement. Le responsable d'exploitation peut être aussi pluriactif (jobs informels ou activité structurée), surtout si la canne représente l'essentiel de son activité agricole. Par ailleurs, dans ce type d'organisation familiale, le(la) conjoint(e)

⁸ Comme mentionné au chap. VI, il est difficile d'évaluer la productivité du travail en cas de prestation totale, vu les démarches administratives requises, non prises en compte dans les calculs économiques.

exerce fréquemment une activité salariée. Le système d'activité B2 est propice à de nouvelles installations en canne. Le recours à la prestation pour la récolte permet de contourner l'opération la plus contraignante (en coût, en temps et en pénibilité de travail) et favorise l'accès à la canne à des planteurs ne possédant pas de tradition familiale pour cette spéculation : par exemple, une surface en canne de 5-6 hectares, au sein d'exploitations d'une dizaine à une vingtaine d'hectares.

En cas d'augmentation de la surface en canne, le planteur inscrit dans le type B2 peut être amené à revoir sa stratégie (cf. fig. 29) : soit il s'équipe de façon à gérer lui-même sa récolte, en évoluant vers une type D0 (transitoire), soit il s'équipe et s'installe directement comme prestataire, en évoluant vers le type C1 (types détaillés plus loin).

c) Type B3 - Les « attentistes » : un revenu complémentaire pour des propriétaires

Le système d'activités de type B3 est mis en place par des moyens propriétaires, déjà installés en agriculture (banane, élevage, etc.) ou pluri-actifs (enseignants, médecins, entrepreneurs privés, etc.), qui cultivent la canne en faisant appel à la prestation partielle ou (de moins en moins fréquemment) totale. Sans reprendre toute l'analyse économique relative à la productivité de la terre et du travail, rappelons la réflexion conduite au chapitre VI quant à la stratégie de ce type d'organisation. Pour un rendement potentiel de 75 t/ha, la marge à l'hectare passe de 720 € (4 725 F) à 1 814 € (11 897 F), quand, de totale, la prestation se fait partielle. Le revenu disponible annuel, proportionnel à la surface en canne, évolue donc de façon significative (cf. tableau 60), selon la forme de prestation choisie. La prestation totale laissant une faible marge, la tendance est au recours à la prestation partielle. Se faisant, le planteur gère lui-même l'entretien, en mobilisant directement du personnel salarié, parfois déjà employé sur d'autres spéculations (en cas d'une exploitation en polyculture).

Les propriétaires terriens concernés peuvent être qualifiés d'« attentistes » : ils mûrissent longuement leur installation en canne et profitent des opportunités, selon le dynamisme du marché cannier affiché par la filière. De même que pour les autres types du groupe B, le fonctionnement de ce type B3 et sa pérennisation dans l'activité canne sont étroitement liés à celle du prestataire. Toutefois, en tant que moyens (voire « grands ») propriétaires fonciers pluri-actifs, ces acteurs disposent d'une appréciable souplesse de fonctionnement : la canne n'est pas essentielle à la stabilité de leur système d'activités. Ceci leur laisse toute amplitude quant au choix de leur spéculation ou à une orientation non agricole de leur terre. Ainsi a-t-on observé (au milieu des années quatre-vingt-dix) des exploitants de ce type B3 se tourner vers la culture bananière ou la culture maraîchère sous serre.

Avec les demandes croissantes en matière première des distilleries depuis 1999-2000, plusieurs propriétaires fonciers du Sud ont converti quelques hectares de savane ou de friche (de 5 à plus d'une vingtaine d'hectares) en canne. D'autres, plus au Centre, ont diminué leur surface en banane au profit de la canne. Actuellement, le type B3 n'est que faiblement représenté au sein de la filière : 0,7% des planteurs, pour 0,9% de la production totale. Mais les tendances actuelles laissent à penser que de nouvelles installations peuvent être attendues comme ressortant de ce type. Ce dernier reste cependant assez instable. Il découle parfois d'une évolution du type D0, très transitoire et est amené lui-même à évoluer vers le groupe D ou C. Cette évolution va de pair avec une augmentation de la sole cannière

du planteur ou une révision de sa stratégie, vers celle de planteur-prestataire. Comme pour le type B2, elle dépend des contraintes et opportunités perçues par le planteur, en matière de foncier, de réseau social, mais aussi de dynamisme personnel.

1.2.3. Groupe C : les planteurs-prestataires de services

Le groupe C réunit les exploitants qui ont investi dans du matériel et effectuent des prestations pour différents planteurs. Parmi ces prestataires, cohabite une grande variété de profils, suivant les opérations effectuées : aménagements fonciers, préparation du sol, entretien, récolte.

a) Une grande variété de profils pour les opérateurs privés intervenant en canne

Les planteurs-prestataires peuvent être distingués des prestataires non-planteurs (de canne), avec différentes trajectoires possibles du système d'activités. Lorsque la sole cannière n'est plus compatible avec une coupe manuelle gérée à l'échelon familial, la première option qui s'offre à un planteur est de faire appel à un prestataire pour la récolte (groupe B). L'autre option consiste à s'équiper.

Certains prestataires, autrefois uniquement planteurs, ont évolué vers une activité mixte, en valorisant leur matériel à travers la prestation, en plus de l'exploitation de leurs propres cannes. En général, tant que la surface de l'exploitation reste inférieure à une cinquantaine d'hectares, le planteur qui s'équipe pour la récolte tend à se tourner vers l'activité de prestataire afin d'amortir son matériel sur une production totale plus importante que la sienne. Tel est le cas de trois planteurs-prestataires enquêtés. Les deux activités (production et prestation) peuvent débiter en parallèle, comme c'est le cas pour un planteur-prestataire enquêté. Les prestations peuvent être partielles, relatives à une ou plusieurs séquences techniques (plantation, entretien ou récolte), tandis que le planteur se charge des autres séquences. La coupe et la mise en place des boutures, ainsi que l'entretien, sont les opérations les plus fréquemment assurées par le planteur lui-même dans la cadre d'une exploitation familiale. La prestation peut aussi être totale, relative à l'intégralité de l'itinéraire technique, de l'installation de la culture à la récolte. C'est généralement le CTCS qui accomplit cette forme de prestations pour quelques propriétaires fonciers. Toutefois, la demande pour cette dernière est décroissante – comme déjà mentionné – vu la perte de marge qui en résulte pour le client.

D'autres acteurs, initialement planteurs-prestataires, ont fini par abandonner l'activité de planteur pour s'investir dans celle de prestataire, évoluant parfois vers une activité de transporteur. Il existe également des opérateurs privés qui interviennent dans la filière canne sans être ou avoir été planteurs. Ces acteurs sont davantage orientés vers des prestations relatives aux transport ou à l'aménagement foncier : défrichage, profilage et/ou curage de canaux, remodelage des parcelles avant plantation ou replantation, etc. Les prestations dépendent des compétences et de la disponibilité en matériel (bulldozer, pelle, etc.) de chacun. Leur action n'est pas spécifique à la canne : il s'agit de prestataires-non planteurs, dont il n'a pas été tenu compte dans la typologie des systèmes intégrant la canne⁹.

⁹ A noter que ces diverses trajectoires d'évolution se traduisent par des différences de technicité, selon l'investissement plus ou moins important du prestataire dans des activités indépendantes de la canne.

b) C1 et C2 - Les prestataires « opportunistes » et les prestataires « innovateurs »

Devenir prestataire pour la récolte vise souvent, nous l'avons vu, à amortir de manière optimale les équipements de récolte : le responsable d'exploitation, pour des surfaces jugées « moyennes », peut investir dans un cane-loader et opter pour une récolte semi-mécanisée (type C1, en mode III) ou se tourner vers la mécanisation totale (type C2, en mode IV).

Avec une marge de 810 €/ha (5 300 F) à 75 t/ha, les premiers couvrent 8% du seuil de viabilité avec un hectare de canne en faire-valoir direct. Toutefois, la rentabilité de l'activité cannière ne peut se raisonner indépendamment l'activité de prestataire, vu que leur stratégie est justement basée sur la complémentarité entre ces activités. Par ailleurs, le calcul des coûts de production (cf. chap. VI) repose sur une prise en compte formelle des différents postes (personnel avec charges sociales, équipement en matériel neuf, etc.). Or, dans la pratique, le « débrouillardisme » est de rigueur pour la plupart de ces acteurs (un autre reliquat de la « culture marronne », mentionnée au chapitre VII ?). Alors que la mécanisation totale de la récolte s'étend, que les récolteuses prolifèrent, nombre de cane-loaders se retrouvent hors d'usage sur le territoire. Certains acteurs « profitent de l'aubaine » et s'installent comme prestataires en « bricolant » ces anciens équipements, récupérés auprès d'autres exploitants. De sorte que les marges effectives dégagées par ce type d'acteurs peuvent être bien supérieures aux marges théoriques. D'autres mettent à profit les aides pour investir dans du matériel neuf. Dans tous les cas, ces prestataires récoltant de façon semi-mécanisée (type C1), peuvent être qualifiés d'« opportunistes ». Ils adaptent leur stratégie aux circonstances : outre la question d'acquisition du matériel ci-dessus évoquée, ils gèrent leurs activités selon la demande en services, qui croît en même temps que la demande en matière première des distilleries, via les nouvelles installations dans le Sud. Le désengagement de l'exploitation de la distillerie Trois-Rivières en tant que chef de file¹⁰, de même que celui du CTCS¹¹, laisse de la place pour d'autres acteurs sur ce créneau.

Rentabiliser une récolteuse en tant que prestataire suppose, d'une part, une certaine surface exploitée en faire-valoir-direct, d'autre part, l'existence de clients bénéficiant de conditions topographiques adéquates. Tel est le cas à ce jour pour deux acteurs, regroupés sous le type C2 (les prestataires « innovateurs »). Une telle stratégie s'inscrit sur le long terme. Avec une marge de 1 000 €/ha (6 580 F) à 75 t/ha, ces acteurs couvrent 9,5% du seuil de viabilité avec un hectare de canne en faire-valoir direct. Vu les investissements requis, plus encore que pour les autres prestataires, la complémentarité entre activités est déterminante. Les prestataires de types C1 et C2 représentent respectivement : 3,3 et 0,7% du nombre de planteurs ; 8,6 et 8% du tonnage récolté en 2001.

¹⁰ Un désengagement qui s'explique par une difficulté croissante à gérer cette prestation, alors que les petits fournisseurs dans son bassin d'approvisionnement sont de plus en plus dispersés et en nombre décroissant ces dernières années et qu'elle développe l'auto-approvisionnement. Cette stratégie diverge de celle mise en place par la SMCS à Sainte-Marie, depuis trois ans, qui a au contraire développé son activité de prestataire pour satisfaire à la demande en cannes de Saint-James (revoir graphiques 11 et 12, chap. III, p. 166).

¹¹ Une évolution évoquée au chapitre III (cf. § 3.23.b, p. 139). Le CTCS est plutôt considéré comme un « chef de file classique ». Mais ce profil est concurrencé par celui des « prestataires opportunistes ».

1.2.4. Groupe D : les « intégrés » et les « privilégiés »

Le fonctionnement des grandes et moyennes exploitations est spécifique à chacune. Leur viabilité repose sur la combinaison de plusieurs stratégies : extension de la mécanisation ; intégration de la production cannière à la transformation ; répartition des coûts sur la plus grande surface possible (économie d'échelle) ; complémentarité entre production (banane, ananas, élevage, diversification vers l'arboriculture). Ces combinaisons stratégiques, pour des soles cannières variant de 40 à plus de 400 hectares, se traduisent par une grande stabilité de l'activité canne au sein du système d'activités, moyennant l'assurance du débouché commercial pour les produits finis (sucre et rhum).

Au sein du groupe D, se distinguent deux types de systèmes d'activités, selon coût de production. Le type D1 (les « intégrés ») est caractérisé par un mode de conduite à dominante semi-mécanisée pour la canne (mode III), sur des surfaces de 40 à 160 ha. Six unités de production cannière sont concernées : essentiellement des exploitations de distilleries (Neisson, La Mauny, Trois-Rivières), ainsi que des habitations dépendant de l'Exploitation du Lareinty (et donc indirectement intégrées à la distillerie du Simon). Ce type représente 2,2% des planteurs et 26,4% du tonnage. Tel que schématisé dans l'analyse économique, ce type dégage une marge équivalente à celle réalisée par le type C1 pour la production de canne en faire-valoir direct. Toutefois, cette production est intégrée à un système d'activités à forte plus-value (transformation en rhum AOC), ce qui la valorise d'autant plus. Par ailleurs, avec un aménagement adéquat des parcelles, les unités de production cannière au sein du type D1 tendent à évoluer vers le type D2, avec l'extension de la mécanisation et, le cas échéant, des surfaces (concentration croissante de la production, compensant la disparition des petits fournisseurs).

Pour les unités cannières relevant du type D2 (les « privilégiés »), la mécanisation de l'itinéraire technique de la canne est étendue à son maximum (mode IV)¹². Les six unités concernées sont : l'exploitation Bellevue (distillerie Crassous), l'EAG, l'EAMP (distillerie Depaz), la SMCS (distillerie Saint-James) et les Exploitations Lareinty et Lapalun (rattachées à la distillerie du Simon). Hormis pour l'exploitation Bellevue (distillerie JM), qui ne cultive à ce jour qu'une cinquantaine d'hectares en canne, la sole cannière varie entre 150 et plus de 400 ha pour ce type. Ce dernier représente 2,2% de la population des planteurs, comme le précédent, mais totalise par contre 38,6% du tonnage (cf. annexe 2.15). La marge théorique permise par le type D2 est comparable à celle atteinte par le type C2. Dans la pratique, cette marge varie selon les économies d'échelles et les rendements (optimum pour ce type D2, correspondant à des pluviosités élevées). De plus, comme le précédent, le type D2 correspond à des systèmes d'activités à forte plus-value. Ces deux types présentent enfin comme caractéristique commune (mis à part l'exploitation de la distillerie Neisson¹³) une certaine disponibilité foncière, soit en propriété, soit en mettant à profit leur réseau à l'échelle territoriale.

En conclusion, les variantes observées dans le fonctionnement de l'unité de production cannière sont étroitement liées à son intégration dans ce système. Pour la majorité des petits et moyens planteurs,

¹² Certaines parcelles très accidentées peuvent encore être récoltées de façon semi-mécanisée, comme à l'EAG et à la SMCS.

¹³ Nous renvoyons le lecteur au tableau 20 (chap. III), qui permet de visualiser la surface en canne, par comparaison à la surface totale, pour chaque exploitation de distillerie (y compris, de façon indirecte, les exploitations Lareinty et Lapalun).

celui-ci se superpose à un projet familial. Les grandes exploitations dites « indépendantes » et les exploitations de distilleries jouent sur la diversité des spéculations¹⁴ (banane, ananas, élevage) et/ou renforcent la rentabilité de leur production cannière en l'intégrant à la transformation rhumière. Cette sous-section a ainsi permis de mettre en exergue la diversité d'objectifs poursuivis, de stratégies mises en place, ainsi que de résultats obtenus. Mis en regard avec les atouts et contraintes propres à chaque type de système d'activités, ces éléments permettent de mieux comprendre la place et le rôle attribués à la canne. L'annexe 2.16 récapitule les schémas de fonctionnement des onze types présentés dans les paragraphes précédents. Il est alors possible de conclure quant à la plus ou moins forte durabilité des unités de production cannière incluses dans chacun d'eux.

1.3. Quelles sont les unités de production cannière les plus durables ?

Rappelons tout d'abord que le chapitre VI a permis de déterminer des seuils de surface quant à la durabilité des unités de production cannière, au regard de deux critères : d'une part, l'acceptabilité du travail pour la gestion de la coupe et l'entretien par une personne (1 UTF), soit 3,5 ha pour le mode I (cf. graph. 26) et 8 à 10 ha pour le mode II, en prestation partielle ; d'autre part, le revenu disponible, permettant d'identifier l'Unité minimale de viabilité (UMV). Celle-ci varie de 2,80 à 3,66 ha pour le mode I, avec une ou deux UTF mobilisée(s) pour la coupe. Pour le mode II, elle passe respectivement à 5,5 ha et à près de 14 ha, selon que la prestation soit partielle ou totale (cf. tab. 63). Ces critères sont à croiser avec ceux analysés pour les dimensions environnementale, sociale et foncière de la production. En combinant ces approches avec l'analyse ci-dessus effectuée, il est possible de cerner les unités de production cannières présentant les meilleures conditions de durabilité. C'est ce que permet de visualiser le tableau 90, qui synthétise la typologie des systèmes d'activités incluant la canne. La prise en compte des quatre conditions de durabilité (reproductibilité agro-écologique, viabilité économique, vivabilité sociale et transmissibilité inter-générationnelle) aboutit à un classement des systèmes d'activités. Partant de ceux identifiés comme non-durables, ce classement est explicité ci-après.

1.3.1. Des unités de production cannière peu ou pas durables

Les unités de production cannière incluses dans les types A1 et B1 sont non durables. Pour les planteurs concernés, qualifiés respectivement de « traditionnels » et de « fidèles », la production de canne n'est pas une activité essentielle. Ils ne peuvent en vivre, vu la faible surface cultivée, de surcroît de façon assez extensive. Elle ne rapporte qu'un revenu annexe dans le système d'activités. Les premiers (type A1) restent attachés à la canne avant tout pour des raisons sociales (accession à certaines prestations, en particulier la sécurité sociale agricole, et à un certain statut social vis-à-vis de l'entourage), mais aussi pour « marquer la terre ». Pour les seconds (type B1), au demeurant peu nombreux à ce jour (à peine plus d'une douzaine), il s'agit surtout d'occuper la terre. La prestation de service offre à ces propriétaires l'opportunité de faire fructifier leur patrimoine foncier, sans grand investissement en travail, dans l'attente de projets futurs.

¹⁴ L'exploitation agricole Lapalun, la seule pratiquant exclusivement la monoculture cannière, représente à cet égard une exception ; celle-ci étant toutefois tamponnée par l'intégration de ladite exploitation au sein du groupe Hayot.

Tableau 90 : Typologie des systèmes d'activités incluant la canne et durabilité des unités de production cannière correspondantes

Systèmes incluant une exploitation familiale												Syst. avec expl ^o type sociétaire	Prestataires de services	Syst incluant 1 grande expl ^o « indépendante » ou 1 exploitation de distillerie
Types de syst. d'activités	A1	B1	A2	A3	A4	B2	B3	C1	C2	D1	D2			
	Les "traditionnels"	Les "fidèles"	Les "jobeurs"	Les "débrouillards"	Les "battants"	Les "audacieux"	Les "attentistes"	Les prest. "opportunistes"	Les prest. "innovateurs"	Les "intégrés"	Les "privilégiés"			
Exploitation agricole	Tenure foncière	Propriét. familiale (formelle ou informelle) ou colonat		Propriét. ou terre familiale, colon. ou locat.	Propriét. ou terre familiale	Colonat, propr. ou location	Propriété (et/ou locat.)	Propriété	Propriété (et location)	Propriété (et location)	Propriété (et location)	Propriété (et location)		
	Surf. moy. canne	0,5-1,5 ha	2-5 ha	2-3 ha	2-4 ha	2,5-6 ha	3-20 ha	10-70 ha	Très variable : de 5 à 100 ha		De 40 à plus de 400 ha			
	*Mode cond. can. Dominante itinéraire techn.	I Manuelle	II Semi-méc.	I Manuelle	I Manuelle	I Manuelle	II Semi-méc.	II Semi-méc.	III Semi-méc.	IV Mécanisée (III pr qq parc.)	III Semi-méc. (IV pr qq parc.)	IV Mécanisée (III pr qq parc.)		
	Personnel / canne	Familial	prest ^o part. + fam.	Fam., entraide	Fam., entraide	Fam, entraide, job	Prest ^o part + fam ou job + fam	Prest ^o partielle (ou totale)	Salarié	Salarié	Salarié	Salarié		
Syst. d'activités	Autres spéculations	Cultures vivrières Auto-consommat ^o	Cultures vivrières Auto-consommat ^o	CMV, petit élevage Auto-consommt ^o + vente	CMV, petit élevage Auto-consommt ^o + vente	Diversificat ^o Auto-consommt ^o + vente	Diversificat ^o (CMV, élev.) Auto-consommt ^o + vente	Cult à forte rentab/ha (Ban., fleurs, CMV)	Diversificat ^o éventuelle	Diversificat ^o éventuelle	Monoculture canne ou polycult. (banane – ananas) ou polyculture-élevage			
	Autres sources revenus	Retraite, revenus socx, jobs-	Retraite	Retraite, revenus socx, jobs	Salaire garanti + jobs	Job (+ salaire)	Salaire + job	Salaire garanti	Salaire	Salaire	Salaire	Salaire		
	Place canne	Canne annexe	Canne annexe	Canne complément anti-aléatoire	Canne complément stratégique	Canne essentielle	Canne complément stratégique	Canne complément	Canne complément stratégique	Canne complément stratégique	Canne essentielle	Canne essentielle		
	Rev canne/Rev tot	~12 à 40%	< 20%	40 à 80%	~30%	50 à 90%	~ 25%	< 25%	Variable selon surf. cultivée en canne et importance autres activités					
	Tps canne/Tps tot	~ 10-20%	< 10%	<50%	~ 30%	50 à 90%	~10%	< 10%						
Durab unité de prod ^o cannière	Viabilité	-	+	+ / -	+ / -	++	++	++	++	+++	+++	++++		
	Reproductibilité	+ / -	+ / -	+	+	++	+	++	++	++	++	++		
	Vivabilité	-	+	+ / -	+	+	++	+++	++	+++	++	+++		
	Transmissibilité	---	---	-	-	+ / -	+ / -	+ / -	+	+	+++	+++		
Non durable		Durabilité faible, mais évolutive		Durabilité moyenne				Durabilité forte						

D'après :
Enquêtes 1999-2002
* cf. tab. 23, chap. IV

Durabilité croissante des unités de production cannière

Dans le cas de terres familiales, la principale limite à la durabilité de telles unités est leur non-transmissibilité : à l'horizon se profile un déclassement pour la construction et/ou la vente. La centaine de petits fournisseurs de distilleries dans ce cas risque de disparaître à moyen terme. Dans le cas des colons, après leur départ à la retraite, il est probable que la parcelle soit récupérée par l'EAG pour une exploitation en faire-valoir direct. Elle peut aussi faire l'objet d'une redistribution, sachant que la tendance est à l'installation de colons sur un minimum de 2,5 voire 3,5 ha. La trentaine de colons concernée devrait disparaître au profit d'une vingtaine de nouvelles installations de colons rattachés au type A2 ou A3 : avec de plus grandes surfaces individuelles et de meilleurs rendements, la viabilité de l'unité de production est améliorée. Les systèmes d'activités de types A2 et A3 présentent donc une durabilité faible. La canne n'y joue qu'un rôle complémentaire. L'objectif du planteur est surtout d'optimiser le rapport travail / revenu total, en combinant les activités. Pour ce faire, il tire profit des opportunités offertes par son milieu, mais reste soumis à certaines pressions, en termes de temps ou de trésorerie. Il s'agit souvent de pluri-actifs : la canne se trouve parfois en concurrence avec d'autres activités au moment des travaux de pointe, conduisant à des résultats plus ou moins satisfaisants.

En vieillissant, les colons du type A2 (les « jobeurs ») sont amenés à évoluer vers le type A1, en négociant auprès de l'EAG une réduction de la surface cultivée, puis à arrêter la culture de la canne alors que leur force de travail diminue. Au contraire, les jeunes planteurs tendent à s'investir davantage dans l'activité cannière alors que se structure leur système d'activités, qu'ils acquièrent plus de maîtrise et de confiance dans la culture. Ils peuvent alors prétendre à une augmentation de surface et se positionner dans le type A4. Avec ce double mouvement (cf. fig. 29), non compensé par les évolutions parallèles du type A4 au type A2, la diminution du nombre d'acteurs relevant du type A2 est prévisible au cours des prochaines années.

Il en va de même pour la quinzaine de fournisseurs de distilleries correspondant au type A3. Bien que la canne constitue pour eux un complément stratégique, la durabilité de ce type reste faible. Il s'agit surtout de colons de la SMCS et de la distillerie La Mauny, auxquels s'ajoutent quelques planteurs du Simon, parfois dans le giron de l'Exploitation du Lareinty. Ce système est assez stable, mais dépend de la relation entre le planteur et son employeur. La perspective la plus probable est la cessation de l'activité cannière après le départ à la retraite du chef d'exploitation, pour une meilleure valorisation de la terre au sein de la famille : soit par une autre spéculation agricole, soit pour construire. Si une restructuration stratégique s'opère autour de la canne, la trajectoire la plus probable est une évolution vers le type A1, ajournant l'arrêt de la culture.

En conclusion, pour ces quatre premiers types (A1, B1, A2 et A3), la transmissibilité de l'unité de production cannière (dont la viabilité est compromise par la faible surface) n'est pas assurée à terme, compte tenu de la spéculation foncière sévissant sur le territoire (cf. chap. VIII).

1.3.2. Des unités à durabilité moyenne

Les unités de production s'inscrivant dans les types A4, B2, B3, C1 et C2 présentent une durabilité moyenne (cf. tableau 90 et annexe 2.16).

a) En mode I : l'installation de colons de type A4 à encourager

En mettant en parallèle les résultats de l'analyse transverse, plusieurs pistes se dégagent concernant les petites unités de production (< 5 ha de canne) conduites selon le mode I. La limite de 3,5 ha se présente comme correspond à la situation la plus durable pour des unités incluses dans un système d'activités de type A4. Les conditions de viabilité économique et de vivabilité sociale (notamment la gestion de la pénibilité de la coupe, répartie sur deux actifs) semblent s'équilibrer au mieux dans ce cas. La durabilité de ces unités est optimale en colonat : cette forme de tenure foncière, pour cette échelle de surface, assure les meilleures conditions de transmissibilité inter-générationnelle (même si celle-ci ne se fait pas à l'échelle familiale, mais micro-régionale).

Pour la vingtaine de planteurs actuellement recensée pour le type A4, la canne constitue une source essentielle de revenus. Ces planteurs qualifiés de « battants » représentent près de 70% des colons de l'EAG. Le nombre de colons de ce type tend à augmenter, selon la stratégie d'installation privilégiée par l'EAG. Par contre, les perspectives de transmissibilité sont toujours aussi faibles pour les fournisseurs de distilleries relevant de ce type, qu'il s'agisse de propriétaires ou de locataires, compte tenu de la taille encore réduite des surfaces et de la pression sur le foncier. En dehors du colonat, les installations correspondant au type A4 sont de moins en moins probables. Si l'agriculteur est libre de l'usage de sa terre, pour maximiser la productivité de son capital foncier, il tend généralement à s'investir dans une autre spéculation que la canne, vu les marges permises (cf. tab. 83, chap. VII).

A l'échelle nationale, au regard du temps de travail, les revenus dégagés par la canne sont somme toute intéressants (comparativement à d'autres spéculations). Mais à l'échelle du territoire, la productivité du facteur terre importe souvent plus que celle du travail lorsque la canne représente la principale source de revenu, faisant des conditions économiques de durabilité une priorité. Autrement, la viabilité se raisonne surtout en terme de complémentarité au sein du système d'activités.

b) En mode II : des installations à prévoir en types B2 et B 3

Le chapitre IV (cf. § 4.2.1) a permis de souligner le problème organisationnel qui se pose au sein d'une petite exploitation familiale pour la coupe, au-delà de 5-6 ha de canne. Ce problème a été objectivé avec l'analyse économique (chap. VI), révélant la limite de 3,5 ha en terme d'acceptabilité sociale pour la gestion de la coupe par une personne. En mobilisant 2 ou 3 UTF, la limite de 5 à 6 hectares est très visible sur le graphique 26, quant à la mobilisation du personnel familial en mode I. De sorte que pour une unité cannière de trois à une vingtaine d'hectares, tant pour un agriculteur pratiquant la diversification (en polyculture ou polyculture-élevage) voire pluri-actif, le recours à la prestation pour la récolte se révèle socialement plus acceptable que la gestion familiale de la coupe. Jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, les prestations pour la récolte ne se faisaient que de façon semi-mécanisée. Depuis, l'offre s'est élargie. L'organisation des prestataires privés favorise désormais l'accès tant à la semi-mécanisation qu'à la mécanisation totale de la récolte.

Le chapitre VII a permis de mettre en relief tout l'intérêt de la prestation pour la récolte, sur le plan social : le principal goulet d'étranglement de l'itinéraire technique, en termes de temps de travail, mais

aussi de coût et de pénibilité, est par-là levé. Grâce à cette organisation, l'intégration de la canne dans un système diversifié en augmente la souplesse de fonctionnement, tandis que la canne peut désormais être conçue comme susceptible d'ouvrir un espace de liberté pour les acteurs du groupe B.

En intégrant cette évolution de l'offre en prestation, en dehors du colonat, en petites exploitations familiales, les nouvelles installations en canne à encourager dans le cadre d'exploitation familiale relèvent donc surtout du système d'activités de type B2. C'est en effet le mode de conduite II, en prestation partielle, qui concilie les meilleures conditions de durabilité pour l'unité cannière (hors colonat), en particulier sur le plan socio-économique. Ce faisant, le chapitre VI a mis en évidence l'intérêt de la prestation partielle plutôt que totale, vu les marges respectivement dégagées.

Le type B3 (les « attentistes ») concerne davantage des propriétaires terriens pluri-actifs, en exploitation de type sociétaire. Ce type se développe en fonction des besoins en canne et peut contribuer de façon appréciable à la pérennité de la production cannière, même s'ils ne constituent pas un profil adapté au développement rural dans sa composante sociale. En plus des quelques installations relevées entre 2000 et 2002, d'autres propriétaires fonciers du Sud (notamment vers Sainte-Luce et Sainte-Anne) pourraient ainsi mettre une partie de leur terre en canne, en rejoignant les acteurs de type B3. L'irrigation pourrait favoriser de telles installations.

c) Les prestataires de services : des acteurs-clés

Tout au long de la thèse, la question des prestataires de services a été évoquée.

- Lors de la présentation des acteurs, au chapitre III, en définissant leur rôle, nous avons vu comment s'est opéré le glissement de terminologie (et de fonction) entre « chef de file » et « prestataires de services », soulignant les priorités économiques de ces derniers.
- En analysant les pratiques mises en œuvres par les planteurs, au chapitre IV, nous avons été amenés à définir le mode de conduite basé sur la prestation (totale ou partielle), à savoir le mode II (cf. tableau 23), puis à souligner l'emprise technique croissante des prestataires. De la plantation à la récolte, ils influent fortement sur le choix des pratiques et la qualité des travaux pour les acteurs relevant du type B.
- Enfin, l'analyse de la dimension sociale (chap. VII) a confirmé le rôle stratégique des prestataires opérant pour la récolte : ils interviennent de plus en plus en tant qu'intermédiaires-clés (avec les transporteurs), entre planteurs et transformateurs (surtout distillateurs) et conditionnant en partie l'orientation des livraisons (cf. § 3.2.3.b). Par ailleurs, certains s'impliquent de plus en plus dans le fonctionnement de la filière et se positionnent comme bénéficiaires des aides à la mécanisation. Ils contribuent à un ré-équilibre de la répartition des enveloppes financières octroyées à la canne – répartition désormais plus transparente que par le passé – dont l'acceptabilité tendait à être remise en cause (cf. § 3.3.2.c).

Le réseau de prestataires, en sensible mutation depuis les années quatre-vingt-dix, joue par conséquent un rôle fondamental dans l'organisation de la filière. L'action de ces acteurs revêt un caractère de plus en plus stratégique pour le maintien et le développement de la production de canne auprès des planteurs non équipés en matériel de récolte. De ce point de vue, une différence manifeste s'observe

toutefois entre : d'un côté, certains anciens prestataires, généralement assez âgés, qui privilégient une vision sur le court terme, passant parfois par de fortes ponctions sur les planteurs (et qui finalement s'éliminent d'eux-mêmes, vu l'offre croissante en prestations) ; à l'opposé, quelques nouveaux prestataires, généralement plus jeunes, davantage tournés vers le long terme, au bénéfice de tous les acteurs. Ces acteurs influent positivement sur l'effectif des fournisseurs de distilleries : en offrant des alternatives viables pour l'organisation de la récolte ou la plantation à des agriculteurs pluri-actifs ou qui s'investissent déjà dans une autre spéculation (banane, maraîchage-vivrier), ils favorisent leur accès à la canne. Ils stimulent les installations, en recherchant de nouveaux clients pour amortir leur matériel, et développent une certaine forme de conseil technique. D'un rôle strict de prestataires, certains tendent ainsi à occuper un rôle d'animateur de la filière (comme de véritables « chefs de file » ?). C'est ce dont témoignent les frères Louisy-Louis, prestataires pour 18 planteurs du Sud : *« Nous bénéficions d'aides de l'Etat pour l'achat de notre matériel. Nous pouvons plus aisément grâce à ces aides nous occuper de l'encadrement des petits planteurs »* (France-Antilles, 2002b). A ce titre, de tels acteurs contribuent de façon conséquente à la durabilité de la production cannière. Ils peuvent également consolider l'articulation planteurs-distillateurs, analysée au chapitre VII.

1.3.3. Des unités à durabilité forte : groupe D

Les unités de production cannière relatives aux systèmes d'activités de type D1 et D2 concentrent les meilleures conditions de durabilité. C'est dans ce groupe que se situent les exploitations de distilleries, l'EAG, ainsi que l'Exploitation du Lareinty et l'Exploitation Lapalun, indirectement, rattachées à la distillerie du Simon. Comme nous l'avons vu tout au long de cette deuxième partie de la thèse, le nombre de fournisseurs des distilleries tend à diminuer, en dépit d'une légère inversion de tendance pour certaines unités depuis 2000 (cf. graphiques 12). Pourtant, la production des exploitations de distilleries est en constante augmentation. Par conséquent, les distilleries reposent de plus en plus sur leurs exploitations rattachées pour satisfaire à leur demande en matière première. Compte tenu de leurs réserves foncières ou des réseaux auxquels les distillateurs peuvent faire appel (hormis peut-être Neisson), cette stratégie de concentration ne semble pas encore avoir atteint ses limites.

Cependant, les exploitations de distilleries relevant du type D1 ou D2 présentent chacune des caractéristiques spécifiques : sole cannière comprise entre 40 et plus de 400 ha, proportion de la SAU consacrée à la canne allant de moins de 20% à 100%, part de la canne dans le revenu agricole variable, etc. Elles ont toutefois un point commun : l'intégration production-transformation. Ainsi la durabilité des unités de production cannière concernées dépend surtout de la pérennité des distilleries agricoles et donc du marché du rhum AOC Martinique. Cette condition commune aux exploitations de distillerie s'applique également à l'Exploitation du Lareinty et à l'Exploitation Lapalun. Alors que la production rhumière de la distillerie du Simon est forte progression, les conditions économiques de durabilité des dites exploitations s'en voient renforcées. Cependant, la durabilité de ces unités de production cannière repose également sur le devenir de l'usine du Galion, qui représente pour elles un débouché important : 65% du tonnage récolté sur l'habitation principale du Lareinty (habitation Gaigneron, au Lamentin) et 55% de celui récolté par Lapalun en 2001 (CTCS, 2002).

La transmissibilité des exploitations du groupe D est assurée, nous l'avons vu, par la transmission indivise de la terre. Le cas de l'EAG est à cet égard particulier. Sa transmissibilité dépend de la volonté du consortium Bougenot, qui perpétue jusqu'ici la tradition familiale, en restant fidèle à la canne depuis des générations. Cependant, l'attrait d'une activité économiquement plus attractive (spéculation foncière, tourisme, etc.) ne risque-t-elle pas un jour de jouer en défaveur de la canne ? Pour l'heure, la viabilité de l'unité de production cannière de l'EAG repose sur la complémentarité entre spéculations (canne-banane-élevage), ses 500 ha de canne étant à ce jour difficiles à convertir en une autre spéculation. La pérennité de cette unité dépend donc aussi fortement de celle de l'usine.

En conclusion, la viabilité des unités du groupe D est assurée par les débouchés relatifs aux marchés sucrier et rhumier, tandis que leur transmissibilité dépend de la volonté des groupes ou entreprises propriétaires du foncier, la seconde condition étant étroitement liée à la première. Les exploitations intensives ne présentent pas la même autonomie agronomique que les petites unités traditionnelles. Leur reproductibilité agro-écologique est toutefois assurée par la gestion de la fertilité et la mise à profit des capacités exceptionnelles de l'agro-système canne. Concernant la vivabilité sociale, cette condition n'a jamais représenté une limite en tant que telle à l'échelle des responsables d'exploitation. Par contre, elle a pu se faire ressentir au niveau du personnel d'exploitation. Cet aspect est désormais quasiment révolu avec l'amélioration des conditions de travail et le développement de la mécanisation.

1.3.4. Quelle population de planteurs dans les années à venir ?

En conclusion, la viabilité des unités de production ne peut être pensée, pour la plupart des planteurs, en dehors d'un système d'activités diversifiées. S'il semble difficile d'enrayer totalement la disparition de nombre de petits planteurs âgés, installés sur de « micro parcelles », avec une conduite traditionnelle de la culture, des espoirs se dessinent pour de plus grandes surfaces. Dans le contexte régional, la viabilité économique des unités de production cannière est difficile à concevoir en deçà d'une surface de 3,5 à 4 ha pour un actif gérant seul sa culture, même en tenant compte de leur inclusion dans un système d'activités diversifiées. Sinon, la canne s'inscrit dans une stratégie autre que celle liée à un objectif strictement économique de reproduction : occupation de terre, perspective de déclassement, etc. Au-delà du seuil de 3,5 ha, l'organisation de la récolte exige du personnel complémentaire (familial, salarié, entraide, etc.) pour la coupe manuelle ou le recours à la prestation.

Du mode d'organisation du travail auquel il peut avoir accès, dépend également la stratégie du producteur. L'unité de rentabilité retenue par le SDDS est de 12 ha. Cette UR sous-entend une modification du mode de conduite de la canne ou tout au moins de la gestion de la récolte. Cette nécessaire modification passe par le recours à la prestation ou par l'investissement dans du matériel agricole. L'amortissement de ce dernier peut être optimisé par une extension de la surface en canne ou la réalisation de prestations pour d'autres planteurs, traduisant un changement de stratégie. Les prestataires, de même que toutes les moyennes et grandes exploitations, basent leur rentabilité économique sur la productivité maximale du capital, incluant une stratégie de concentration foncière. La recherche et la vulgarisation se doivent d'intégrer ces différences de stratégie afin de répondre au mieux aux attentes des planteurs.

Les perspectives les plus probables laissent apparaître un secteur productif plus restreint sur le plan numérique. Dans un premier temps, une hausse peut être attendue suite au doublement de l'aide sociale et aux nouvelles conditions d'attribution (moins de 1 000 t au lieu de 1 500 t, pour être éligibles). Cette augmentation « artificielle » va contribuer à compenser les cessations d'activités, de même que les nouvelles installations, en augmentation depuis 1999. Mais à terme, une concentration de la production semble inéluctable, avec : une augmentation du nombre d'acteurs relevant des types A4, B2 et B3 ; une poursuite de la concentration chez les acteurs du type C et surtout D. Le secteur productif va peut-être évoluer dans les deux décennies à venir vers une population d'environ 150 à 200 planteurs, soit un peu plus de 50% de la population actuelle. Cette évolution devrait aller de pair avec : un rajeunissement de la population de planteurs, une augmentation des surfaces moyennes en canne (UMV ~ 3,5 ha) et une dynamique renforcée par un intérêt économique plus marqué dans la culture, avec un rôle décisif des prestataires. La revalorisation du prix de la tonne de canne (de plus en plus probable, selon les discussions en cours) devrait accroître l'intérêt économique pour la culture (Préfecture de la région Martinique, 2002 ; p. 3). Par contre, tant que la question foncière ne sera pas réglée à la Martinique, les petites exploitations familiales restent menacées par les risques de morcellement et de spéculation foncière. Les formules de fermes clé en main, gérées par la collectivité territoriale, pourraient dans l'attente offrir une voie relativement durable pour le type B2. Pour l'heure, ce sont toujours les grandes exploitations cannières qui présentent les meilleures perspectives en matière de transmissibilité inter-générationnelle, via la gestion indivise du foncier.

L'évolution vers la valorisation de la multifonctionnalité des exploitations pourrait également encourager l'installation et le maintien de petites unités, avec des surfaces en canne de trois à quatre hectares minimum. De même, les responsables des moyennes et grandes unités de production cannière, pour lesquelles la reproduction des moyens de production est assurée (groupe D, à durabilité forte), se doivent de rester attentifs aux questions environnementales, du fait de la sensibilité sociale et politique croissante à cet égard. La contribution de leur activité au développement durable du territoire ne peut que favoriser, de façon indirecte, leur durabilité.

2. DURABILITE DES DEBOUCHES POUR LA PRODUCTION DE CANNE

L'analyse menée tout au long de cette deuxième partie met en exergue une certaine hiérarchie des conditions de durabilité des unités de transformation, avec une prépondérance de la dimension économique, passant par la pérennité des marchés et le soutien public (cf. annexe 2.17). Du point de vue économique, la relative santé financière de la filière rhum agricole est pour l'heure synonyme d'espoir. Ce chapitre de synthèse sur les conditions de durabilité des unités de la filière canne conduit à voir ce qu'il en est plus précisément des perspectives de maintien de l'usine du Galion, avant d'explorer les autres débouchés possibles pour la canne.

2.1. Critères de durabilité pour le Galion : une usine aux rôles multiples

Au cours des chapitres V à VII, les dimensions environnementales, économiques et sociales relatives à l'usine du Galion ont été analysées. Qu'en est-il au final des conditions de durabilité de la dernière usine sucrière martiniquaise ?

2.1.1. Une durabilité conditionnée par la pérennité du soutien public

Pour faire la synthèse des conditions de durabilité de cette entreprise, jusqu'ici détenue à 80% par les collectivités martiniquaises, il convient de bien différencier : d'une part, les conditions influant directement sur le maintien de l'usine, surtout à travers la rentabilité et le fonctionnement de l'outil industriel ; d'autre part, les conditions indirectes de son maintien, passant par la pérennisation du soutien public à son égard, en fonction de sa contribution au développement durable du territoire¹⁵. C'est ce que synthétise le tableau 91. Entre les deux niveaux d'analyse ci-dessus précisés, le rôle du Galion dans l'articulation de la filière canne est susceptible à la fois d'interférer directement dans son maintien et dans le renforcement du soutien public à l'usine¹⁶. Sa contribution à la structuration de la filière canne doit être clairement explicitée, comme le soulignent les responsables de la SAEM. « *Là intervient la notion de mission d'intérêt général qu'il faut dans ce cadre assigner à la SAEM du Galion. Cela signifie, que dans un cadre déterminé et bien maîtrisé, une intervention des pouvoirs publics sera nécessaire pour permettre à la société [SAEM] de jouer le rôle qui lui est attribué* » (Conseil régional, 1996a ; Industrie sucrière, p. 8). En commentaire du tableau 91, il importe d'insister sur le fait qu'en cas de fermeture du Galion, il reste à ce jour peu probable que les distilleries agricoles puissent absorber la totalité des cannes actuellement broyées par la SAEM. Alors que la demande est encore en hausse pour la filière rhum agricole, tout au plus peut-on espérer que 10 à 20% des 80 à 100 000 tonnes livrées en moyenne au Galion ces dernières campagnes puissent être ré-acheminées vers les distilleries. Ceci représente l'équivalent de 150 à 250 ha, sur les 1 300 à 1 400 servant à l'approvisionnement de la filière sucre. Quelles seraient alors les perspectives pour les autres terres concernées en cas d'arrêt du Galion ?

Le scénario étudié par le DAC (1992c ; p. 33) retenait comme hypothèses : la production de canne extensive (avec un rendement de 35 t/ha) chez certains grands planteurs pour les livraisons en distilleries, l'extension des surfaces en banane au niveau de l'EAG et de l'Exploitation du Lareinty ; le développement de l'élevage bovin extensif à l'EAG, pour « marquer la terre », notamment sur les terres libérées par la suppression du colonat ; la réorientation d'une partie de la production de certains petits ou moyens planteurs pour la fabrication de jus de canne ou la diversification en cultures maraîchères et vivrières. Toutefois, les perspectives de diversification économiquement viables restent limitées sur de grandes surfaces. Déjà, en son temps, le rapport Plouvier faisait part de l'absence de visibilité à ce point de vue : « *Nous voulons dire aux décideurs que notre savoir-faire en matière de reconversion n'a pas encore trouvé de substitut sérieux à la culture de la canne. Si on excepte la banane (mais cette panacée s'essouffle), le champ de canne désaffecté retourne partout à la friche puis à l'urbanisation plus ou moins contrôlée, source de déséquilibre écologique ultérieur. Des aménageurs et sociologues ont déjà mieux que nous pu décrire, déplorer et chiffrer le coût de ce phénomène dont l'illustration est Porto-Rico, pourtant adossée à la richesse des USA. On n'insistera jamais assez sur le fait que la transformation des champs de canne en d'autres cultures nécessite des investissements financiers et humains massifs dont la rentabilité est aléatoire et douteuse, avec un*

¹⁵ Cette synthèse fait écho à la grille de départ présentée pour l'analyse transverse des conditions de durabilité de la production cannière, concernant le secteur sucrier (cf. chap. I, tab. 5, p. 53).

¹⁶ Depuis la création de la SAEM (1984), 40% des aides à la filière canne ont été destinées à cette unité (cf. annexe 2.17).

Tableau 91 : Synthèse des critères de durabilité pour l'usine du Galion

Niveaux d'analyse	Dimension agro-écologique	Dimension économique	Dimension sociale	Dimension foncière
Conditions de maintien de l'usine	<ul style="list-style-type: none"> Adaptation aux exigences législatives (pollution) : ⊕ (+) Importants investissements réalisés, site industriel classé. 	<ul style="list-style-type: none"> Rentabilité entreprise : ⊕ (+) Lien économique tenu, en terme d'analyse financière stricte ⊖ (-) Gestion politique, plus qu'« entrepreneuriale ». Pérennité marché sucrier : ⊕ (+) Commercialisation surtout sur le marché intérieur, produits de qualité à valoriser, dont sucre brut) ⊖ (-) Marché exigü et concurrence ext. Pérennité marché rhumier : ⊕ (+) Rhum Grand Arôme : produit unique, niche de marché spécifique ⊖ (-) Même incertitude que rhum agricole pour maintien à terme 	<ul style="list-style-type: none"> Viabilité sociale des activités : ⊕ (+) Amélioration perception des métiers de la canne, demande technicité accrue. Dynamique interne filière sucre : ⊖ (-) Climat social encore difficile au sein de l'entreprise ⊖ (-) Difficulté à définir quantité optimale d'approvisionnement en cannes et problème de paiement des cannes : fluctuation approvisionnement selon demande des distilleries agricoles ⊖ (-) Plus faible pouvoir de négociation que les dist. par rapport aux débouchés commerciaux et au dynamique économique de chaque filière. 	<ul style="list-style-type: none"> Pas de problème de transmissibilité en soi : ⊕ (?) Maintien dépendant pour l'heure de la volonté politique.
Articulat° filière	<ul style="list-style-type: none"> Préservation éco-syst. et ressources naturelles : ⊕ (+) Complémentarité agro-indus. 	<ul style="list-style-type: none"> Contribution au maintien des autres unités de la filière canne : ⊕ (+) Rôle « tampon » du Galion. 	<ul style="list-style-type: none"> Dynamique filière canne / extérieur : ⊕ (+) Construction d'une image de filière forte, avec une prise de conscience de l'interdépendance des segments. 	<ul style="list-style-type: none"> Contribution directe ⊖ (-) Pas de faire-valoir exploité par la SAEM du Galion.
Conditions indirectes / engagement public	<ul style="list-style-type: none"> Occupation du territoire et contribution à la qualité des paysages. ⊕ (+) Multifonctionnalité de la canne (40% de la récolte au Galion) et de l'industrie sucrière ⊕ (+) Autonomie énergétique de l'usine. 	<ul style="list-style-type: none"> Contribution à l'économie territoriale : ⊕ (+) Approvisionnement du marché martiniquais de sucre à 45%, dont 63% du marché de bouche ⊕ (+) Contribution à l'offre touristique (multifonctionnalité canne et ind.) 	<ul style="list-style-type: none"> Contribution à la dynamique socio-territoriale : ⊕ (+) / ⊖ (-) 700 familles plus ou moins directement concernées par la filière sucre : 0,4% du marché du travail. Regard de la société : image paradoxale ⊖ (-) Fonctionnement économique de plus en plus décrié par la population ⊕ (+) Patrimoine industriel apprécié, qui se redécouvre, l'histoire de la canne et du sucre étant le socle de l'identité territoriale. 	<ul style="list-style-type: none"> Contribution indirecte à l'occupation et la mise en valeur de terres : ⊕ (+) 1 400 à 1 600 ha destinés aux livraisons de canne au Galion, selon les campagnes : reconversion complète en d'autres spéculations agricoles difficile à envisager. ⊕ (?) Risque de déclassement et de spéculation pour urbanisation d'une partie de ces terres en cas de fermeture du Galion.

D'après : Enquêtes & Etudes 1999-2002.

pourcentage faible de réussite et d'une ampleur très limitée. Investissements qui seraient incomparablement plus élevés que le coût du maintien du Galion. Le meilleur substitut à la canne sucrière est encore... la canne. Mais de plus en plus soignée et améliorée, donc de plus en plus riche et saine, en un mot professionnelle dans ses méthodes de sélection, de culture, de coupe et de récolte » (SOLUTIONS-REALISATION SA, 1988 ; p. 5).

En cas de fermeture du Galion, il est fort probable qu'une part non négligeable des terres concernées contribue à alimenter le marché foncier pour l'urbanisation¹⁸. De plus, du fait des étroites interférences entre la filière sucre et la filière rhum agricole, la fermeture du Galion affecterait inéluctablement la seconde dans l'intégralité de son fonctionnement : l'équilibre financier des exploitations livrant aux deux types d'unités industrielles (dont l'Exploitation du Lareinty et l'Exploitation Lapalun) serait fortement affecté, impliquant une ré-orientation stratégique ; les programmes de recherche-développement seraient inévitablement revus à la baisse, de même que les aides à la filière. Au final, ce serait tout une dynamique de filière qui se verrait rompue, avec des effets induits sur la filière rhum agricole. Le maintien du Galion s'avère essentiel pour l'équilibre de l'ensemble de la filière canne martiniquaise. En terme de développement territorial, la fermeture de cette usine représenterait une perte multiforme, avec moult conséquences relatives aux dimensions environnementales, économiques et sociales à l'échelle du territoire, en dépassant la question des seuls emplois générés (cf. tableau 91). Pour le moment, même si l'avenir semble au rhum, il apparaît difficile de séparer les filières sucre et rhum agricole, tant ces deux concourent à l'équilibre actuel de la filière canne, tant les deux types de produits finis sont intimement liés dans la construction territoriale de la Martinique. « *Canne sacrée, que celle-ci, puisque sa moelle est à la fois sucre – qui nourrit, comme un pain plus doux – et alcool – qui exalte, comme un vin subtil. Les éléments, presque, d'une Eucharistie barbare* » prophétisait le poète Lionello FIUMI (1936 ; p. 36).

Puis enfin, quant à l'éventualité d'un arrêt de la SAEM, il s'agit d'une décision politique très difficile, car : « [...] tous les efforts accomplis prendraient l'allure de gâchis » (SOLUTIONS-REALISATION SA, 1988 ; p. 4).

2.1.2. La question de rentabilité financière du Galion : un débat à clore ?

En parcourant les rapports et articles de presse qui se succèdent sur le Galion depuis les années quatre-vingts, n'a-t-on pas l'impression d'un éternel recommencement ? Le rapport Plouvier pose en ces termes la question du devenir de l'usine, au regard des enjeux liés à son maintien : « *Née de la volonté éclairée des Elus ; soutenue d'une manière diffuse (mais perceptible par l'audit extérieur) par une population attachée plus fondamentalement qu'on ne le croit à son sucre et certainement prête à payer un peu plus qu'on ne le pense officiellement pour en conserver sa fabrication ; animée par un élan vital de préservation de l'unique outil agro-industriel de tradition existant à la Martinique (c'est aussi de l'action culturelle !!), outil qu'on ne peut certes qualifier de démesuré, sa production sucrière représentant les 2/3 de la consommation globale de l'île (8 000 à 9 000 t/an sur 12 000 t/an environ) ; convaincue de l'ardent devoir de tenter de sauvegarder près d'un millier d'emplois d'intervenants de tous ordres en puissance d'inactivité ; l'entreprise Galion-SAEM, après 4 ans (bientôt) d'hémorragie*

¹⁸ De façon imagée, Emile EADIE (1987b) le dit ainsi : « *Les champs de canne ferment leurs portes après les usines. Rien n'est planté à la suite de la canne. Ah si, la culture à la mode est le béton [...]* ».

financière ininterrompue et bien que les aides ne lui aient pas fait défaut globalement, est confrontée à l'incontournable urgence de décider s'il faut continuer ou non » (SOLUTIONS-REALISATION SA, 1988 ; p. 4¹⁹). Compte tenu de ces enjeux, par rapport à la durabilité de la production de canne et à la contribution en retour de celle-ci à la construction identitaire et au développement du territoire Martinique, ce dernier peut-il se défaire de sa dernière usine à sucre ? Comment sortir de la contradiction ci-dessus énoncée ? Ne faudrait-il pas arrêter une fois pour toutes de parler de « recherche de viabilité économique » du Galion, même si, plus que jamais, l'optimisation de la productivité industrielle et de la qualité des produits est à rechercher ? Un acteur de la filière a ainsi fait part de son opinion à ce propos : « *il vaut mieux subventionner les gens à travailler, et de surcroît en faisant œuvre utile pour le pays, que de les payer à ne rien faire !* ». N'est-ce pas dans cette voie que doivent se rechercher les enjeux du maintien du Galion ? Comme le dit à sa façon le Président de la SAEM du Galion, Guy RENARD (2001), interrogé sur le devenir de la filière sucre à la Martinique : « *L'avenir n'est pas bouché ! Dans un pays au chômage endémique, des efforts restent à faire si l'on tient compte des milliers d'emplois directs et indirects concernés. Nous produisons du sucre pour le marché local, du rhum à l'exportation. La culture [de la canne] vue sous l'angle humain, écologique et sur bien d'autres aspects font qu'en dépit des difficultés, c'est une filière qui au-delà d'un soutien financier, mérite l'attention et l'intérêt de tous les martiniquais* ».

Il serait peut-être temps de dépasser les stéréotypes découlant du passé, pour concevoir définitivement l'usine du Galion dans toute sa dimension territoriale, multifonctionnelle, et non pas uniquement financière à l'échelle de l'entreprise. Peut-on envisager dans cette perspective une plus grande participation des actionnaires privés martiniquais dans la constitution du capital social de l'entreprise ? Dans tous les cas, pour maintenir cette industrie sucrière, il importe de faire preuve d'imagination pour trouver des valorisations autour de l'usine, à l'instar de la plupart des distilleries agricoles. Pour cela, il convient également que tous se fédèrent autour de son maintien et œuvrent en ce sens.

2.2. Du lien affectif à de nouvelles voies de valorisation

A côté des principaux créneaux que sont l'industrie sucrière et rhumière, de nombreux produits dérivés de la canne peuvent être recensés à travers le monde²⁰, comme souligné au chapitre V. Diverses alternatives ont pu être envisagées dans le cadre de réflexions sur l'avenir de la canne à la Martinique (EADIE, 1986 ; LUCRÈCE et MANUEL, 1997). Cette sous-section ne vise pas à lister toutes les options existantes, ni à étudier leur faisabilité à la Martinique en analysant les aspects économiques ou techniques de ces alternatives. Il s'agit plutôt, en rapport avec notre questionnement de départ, de s'interroger sur l'apport possible de diverses niches économiques, actuelles ou potentielles. Quelles perspectives peuvent s'ouvrir pour des débouchés complémentaires de la production cannière, parallèlement au sucre et au rhum, en rapport avec la construction identitaire du territoire ?

Pour cerner en quoi méritent d'être appréhendées de nouvelles voies de valorisation de la canne, il convient de repartir de l'analyse effectuée au chapitre VII, quant aux rapports entre la société

¹⁹ Les termes soulignés le sont par les auteurs de l'audit.

²⁰ Voir annexe 1.7.

martiniquaise et la canne. Dans un certain sens, ce lien peut-il constituer un autre fil à tirer, venant resserrer la maille de la valorisation de la production ? Peut-il contribuer à la durabilité de la production, en favorisant d'autres perspectives que la traditionnelle dualité sucre-rhum ?

2.2.1. Canne de bouche et jus de canne : pour une meilleure prise en compte territoriale

Dès l'introduction, mention a été faite de la production de canne destinée à la consommation de canne dite de bouche, ainsi qu'à la fabrication de jus de canne. Qu'en est-il de ces deux débouchés ?

La canne de bouche relève d'une commercialisation traditionnelle sur les marchés²¹ ou d'un usage privé. L'usage alimentaire de la canne est connu depuis les temps immémoriaux, conduisant les autochtones de Nouvelle-Guinée à la propager dans leurs jardins vivriers. Cet intérêt empirique trouve une nouvelle justification au regard de la connaissance des qualités énergétiques de cette plante : un mètre de canne mâchée apporte au consommateur 600 à 1 200 calories (FAHRASMANE, GANOU-PARFAIT, 1997). D'autres arguments vont désormais dans le sens de cet usage alimentaire : les intérêts de la consommation directe de canne sur le plan de l'hygiène dentaire sont aujourd'hui formellement reconnus. La présence d'un agent anti-carie, le xylitol – entrant dans la composition de certains dentifrices – a été identifié parmi les composants de la canne, tandis que l'action abrasive et le renforcement musculaire qu'entraîne la mastication de la canne sont également des points forts observés de longue date. Le développement de la canne de bouche, sous forme de bâtonnets épluchés, peut s'inscrire dans une nouvelle dynamique. Fournir aux consommateurs un produit prêt à déguster facilite l'accès de tous à cette plante aux vertus médicinales non des moindres. Cette forme de commercialisation, qui se retrouve dans plusieurs pays de la Caraïbe, se développe de façon artisanale sur les marchés à la Martinique, à la demande des clients.

Pour les planteurs s'orientant vers la production de canne de bouche (cf. photo 24), la plus-value est forte, à raison de 0,23 €/kg (1,5 F), soit 230 €/t (1 500 F/t). Cette forme de commercialisation est envisageable en tant que produit de quatrième gamme²² (bâtonnets réfrigérés, vendus en sachets ou en barquettes). Comme souligné lors des journées de réflexion de 1997, « une telle présentation valoriserait un produit traditionnel, proposé sous forme moderne ». Il serait intéressant pour cela de mettre en valeur des noms vernaculaires, tels que « Malavoi » ou « Pen épi lèt ».

Photo 24 : un cultivateur entretenant ses cannes, dans un jardin-créole



Cliché CTCS, 2002.

²¹ A noter toutefois l'innovation que représente la valorisation de la canne de bouche en tant que produit alimentaire de quatrième gamme (barquette de bâtonnets de canne épluchés, découpés et réfrigérés), mise en place par l'entreprise Calmot, basée au Lorrain, depuis 1998. Nous avons également rencontré un producteur qui exporte de la canne créole en France, une niche étroite à forte valeur ajoutée.

²² Une production semi-artisanale a été expérimentée à la Martinique dans les années quatre-vingt-dix, mais il semble que la petite entreprise qui s'était lancée dans cette innovation ait rencontré des difficultés financières.

Ces noms porteurs constitueront un attrait indiscutable pour tous les Martiniquais, y compris ceux de passage, en vacances au pays, ainsi que pour les touristes (LUCRÈCE, MANUEL, 1997 ; p. 9).

Parallèlement, la consommation de jus de canne, produit de façon artisanale ou semi-industrielle, connaît une recrudescence à la Martinique et à la Guadeloupe depuis les années quatre-vingt-dix, comme l'ont remarqué FAHRASMANE et GANOU-PARFAIT (1997). A la Martinique, la production annuelle de canne à cet effet est estimée par la DAF (1999) à environ 2 000 t. Le jus de canne, qui constitue un produit à forte valeur ajoutée, a pour inconvénient d'être très périssable. Celui vendu en bordure de route, avec une fabrication artisanale sur place, ne se conserve que quelques heures. Plusieurs entreprises semi-artisanales ou industrielles proposent actuellement du jus de canne conditionné après traitement UHT (Ultra haute température) ou « flash pasteurisé », avec une durée de conservation de l'ordre d'une semaine. Ce faisant, une diversification s'observe, en terme de packaging, de lieu de vente et même de produits, avec l'apparition de desserts glacés à base de jus congelé en sachet (type sorbet, appelé ici « floup »). Désormais, le panel de produits est amené à s'élargir, car des chercheurs de l'INRA Guadeloupe ont adapté une technique d'ultrafiltration, qui permet de le stabiliser, en résolvant le problème majeur du jus de canne brut, qu'est la forte présence de microbes²³. Ce procédé élimine également le trouble de nature colloïdale du jus²⁴. L'ultrafiltration respecte les qualités organoleptiques du produit et permet d'étendre la conservation à plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Ce travail a conduit au dépôt d'un brevet en 1999 et à la création d'une entreprise : Jucann'Tech²⁵, qui s'est donné pour vocation de développer « *de nouveaux produits à base de jus de canne, porteurs de l'identité caraïbe* » (INRA, 2002 ; p. 1). Outre le jus, toute une famille de produits est visée : boissons festives pétillantes ou vins doux de canne, boissons gazéifiées concurrentes des colas, ingrédient sucré naturel pour l'élaboration de glaces, desserts et boissons aux fruits. Valorisant la qualité énergétique et nutritionnelle du jus de canne, riche en minéraux et vitamines, des produits santé-forme sont aussi envisagés, de même que des produits destinés à lutter contre la malnutrition.

La production cannière destinée à alimenter ces deux marchés (canne de bouche et jus) était encore récemment surtout assurée dans les jardins familiaux ou jardins créoles²⁶. Avec le regain d'intérêt manifesté par les consommateurs et les perspectives qui s'ouvrent pour ces produits, surtout pour le jus de canne, des plantations spécifiques sont de plus en plus appelées à se mettre en place.

²³ Ces recherches ont fait l'objet d'une thèse de doctorat, présentée par Max Catherine (1996).

²⁴ Ce trouble peut représenter un inconvénient pour ceux qui n'y sont pas habitués (notamment pour les touristes), mais constitue peut-être une caractéristique fondamentale pour le consommateur antillais. Ce dernier peut par contre se montrer dérouté face au jus de canne d'une limpidité comparable à celle du jus de pomme habituellement commercialisé par exemple.

²⁵ Le projet Jucanne'Tech a été primé en 2000 et 2001 au concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes organisé par le Ministère de la recherche. Ses créateurs ont réalisé des études de marché démontrant la viabilité d'une telle entreprise (INRA, 2002).

²⁶ Il faut toutefois signaler que la matière première à la base de cette fabrication artisanale de jus est soupçonnée d'être parfois issue de vols chez certains planteurs professionnels de la filière.

2.2.2. Autres débouchés pour la canne : quelles perspectives économiques ?

Au cours du chapitre VII, relatif à la dimension sociale de la production cannière, quelques formes de diversifications possibles autour du sucre et du rhum ont été explorées. En dehors de ces produits de base, ceux pouvant être obtenus de la canne sont extrêmement nombreux, comme déjà souligné.

a) La diversification des produits finis transformés : une voie à explorer

En termes de produits finis transformés, mis à part le jus de canne ci-dessus mentionné, existe le sirop et le vinaigre de canne. Ce dernier, dit vinaigre de vesou, est jusqu'ici une exclusivité de la distillerie La Mauny (commercialisé sous le nom « vezou »). Produit en petite quantité, il est issu des plantations de canne de cette distillerie et ne fait pas l'objet d'une production cannière spécifique. Bien que ne représentant actuellement qu'une faible contribution économique à la filière, ce produit participe dans une certaine mesure à la dynamique de revalorisation de cette dernière. Il intègre les produits « haut de gamme » et est apprécié des gastronomes pour une cuisine fine, comme en témoigne son succès sur le marché intérieur. Son positionnement à l'exportation fait également partie des pistes retenues en 1997. *« Le vinaigre de vin de canne de Martinique pourrait devenir un produit phare de haute renommée, reconnu au niveau culinaire, moyennant une démarche commerciale forte, intégrant une approche touristique, à l'instar par exemple du vinaigre de Banyuls »* (LUCRÈCE, MANUEL, 1997 ; pp. 12-13). Une telle optique suppose la coordination de toute une démarche allant dans le même sens au niveau de la filière canne.

Comme autre produit transformé fabriqué à petite échelle, il importe de mentionner le sirop batterie. La production de sirop assurée par l'usine du Galion s'intègre à la sous-filière sucre, en constituant pour celle-ci une diversification des débouchés. Par ailleurs, existe une petite production artisanale, sur la commune du Lorrain, dans le Nord. L'entreprise familiale Jouan, qui assure cette production, se caractérise par la préservation de pratiques traditionnelles ancestrales. Le moulin servant à cette fabrication, qui date de plus de 200 ans, a vu le remplacement du mulet par un tracteur. Cette fabrication artisanale rentre ainsi pleinement dans le cadre de l'agro-tourisme, mais participe aussi à la préservation du patrimoine : *« C'est un patrimoine qu'il faut absolument protéger, garder »* témoigne une visiteuse lors d'une journée porte ouverte, après la modernisation du site il y a deux ans (France-Antilles, 2000). De telles manifestations renferment également une dimension pédagogique, comme le montre l'intérêt manifesté par petits et grands aux explications délivrées. La fabrication de sirop batterie associée à l'agro-tourisme est également un objectif que souhaite développer de façon plus rationnelle un planteur du Sud.

b) De très nombreuses voies de valorisation, mais pour quelles perspectives ?

Au chapitre V, la multifonctionnalité de la canne et de ses industries a été souligné, en terme de recyclage des déchets pour l'amendement et l'irrigation des champs, de même que l'alimentation énergétique des unités de transformation. En fait, les voies de valorisation de ce qui peut être considéré

comme des « rejets » de l'industrie cannière sont multiples²⁷. Accédant au rang de « matières premières », ces produits peuvent être à l'origine de diverses industries ou entreprises artisanales. Pour mémoire, citons quelques utilisations de l'excédent de bagasse (CTCS, 1992d) : panneaux d'agglomérés, pâte à papier (Cuba, Brésil, Inde) ; aliment pour bétail (Brésil, Cuba) ; compost (fréquent de par le monde, expérimentations et tentative commerciale à la Martinique) ; produits chimiques, tel que le furfural (Brésil, Inde, Cuba, essais à la Martinique) ; milieu de culture pour champignons de type pleurote (Brésil, Réunion, Martinique²⁸). La liste n'est certes pas exhaustive²⁹ : l'on pourrait y ajouter des matières plastiques, des engrais, etc.

Les levures issues de la fermentation (environ 400 tonnes pour 100 000 HAP de rhum) peuvent ouvrir des perspectives, telle l'alimentation animale. Cette dernière est également possible à partir de mélasse, une option exploitée dans tous les pays où ce produit est excédentaire. Traditionnellement utilisée à cette fin à la Martinique, la mélasse l'est de moins en moins, vu sa valorisation pour la fabrication de rhum de sucrerie. En amont du process industriel, la bagasse est une matière première très précieuse, valorisée dans les centrales bagasse-charbon, mises en place à la Réunion et à la Guadeloupe. Alors que le réseau EDF apparaît en voie de saturation à la Martinique, cette option ne mériterait-elle pas d'y être sérieusement étudiée ? A partir de la bagasse, grâce au procédé de « *steam explosion* » (cf. chap. V), il est aussi possible d'obtenir de multiples produits, dont la lignine³⁰. Toutefois, la dimension de l'industrie de la canne à la Martinique ne permet pas d'envisager la plupart de ces utilisations. Rentabiliser leur mise en oeuvre nécessiterait peut-être au départ une industrie cannière plus conséquente, pour des volumes en matières premières (bagasse, vinasse, levures, etc.) supérieurs à ceux actuellement disponibles. Parallèlement, la concurrence internationale apparaît comme un frein à nombre d'entrepreneurs désireux de se « lancer dans l'aventure ».

Ainsi, quant aux multiples possibilités de valorisation des sous-produits et « rejets » de la filière canne, l'épandage au champ des écumes ou de composts de bagasse et de vinasse peuvent offrir des alternatives intéressantes sur le plan environnemental et gérables sur le plan économique, comme analysé au chapitre V. De plus, la canne offre un panel de produits extrêmement variés. S'il n'est pas possible de tous les développer à la Martinique, au moins peut-on garder à l'esprit leur existence et réfléchir à la valorisation de la lignine, dont l'intérêt économique et écologique pour l'industrie cannière elle-même a déjà été souligné (cf. chap. V).

²⁷ cf. annexe 1.7 : Schéma des sous-produits potentiels de la canne à sucre.

²⁸ Cette production artisanale a alimenté le marché intérieur de champignons frais pendant quelques années, mais a périclité au début des années quatre-vingt-dix. Le fait que ce produit ne rentre pas dans les habitudes alimentaires martiniquaises, tandis que le coût de revient restait élevé, a probablement nuit à la pérennisation de l'entreprise.

²⁹ A propos de sous-produits, concernant la valorisation du sucre et du rhum (ou, plus généralement, de l'alcool de canne), autres que les usages alimentaires, il est possible de retenir, entre autres : l'utilisation de l'alcool par les créateurs de parfums, l'utilisation du sucre en surochimie, pour les produits pharmaceutiques, les cosmétiques, les détergents, etc.

³⁰ Le Professeur George Chan (PROSI, 1996 ; p. 2) explique que les « déchets » de l'industrie sucrière peuvent ainsi générer plus de revenus que le principal produit de cette même industrie, le sucre, vendu à 350 \$ US la tonne sur le marché mondial. Les fibres de l'hémicellulose, dont la tonne vaut 800 \$ US, sont valorisées dans la fabrication du papier ou la production d'agglomérés. La cellulose microcristalline, utilisée dans l'industrie pharmaceutique, se vend à 2 200 \$ US. Le furfural (liquide incolore utilisé comme solvant ou pour la synthèse de résines et de laques), dont les applications chimiques sont nombreuses, vaut 1 500 \$ US la tonne. Utilisée en tant que carburant non polluant, la lignine se monnaie à 2 000 \$ US la

3. UN AVENIR EN DEVENIR

En conclusion de ce chapitre, la conjoncture économique s'avère relativement rassurante pour le secteur cannier, même si des incertitudes subsistent. Un engouement certain se fait sentir pour la canne depuis 1999 et se fait encore plus vif en 2002. Favorisé par l'image plus valorisante dont bénéficie la culture, tandis que le planteur de canne est mieux intégré à la société que par le passé, cet engouement est surtout impulsé par les conditions économiques de durabilité de la production cannière.

Concernant le devenir d'une exploitation agricole familiale, les quatre dimensions précédemment déclinées dépendent de conditions extérieures à l'exploitation (milieux physique et socio-économique notamment). Elles dépendent aussi fortement du centre décisionnel interne qu'est le chef d'exploitation. La prise de décision a dans tous les cas pour objectif de répondre au projet global de l'exploitant et de son unité familiale. Les données externes à l'exploitation interviennent alors en tant qu'éléments de contexte, pouvant influencer la prise de décision ; que ces décisions portent sur la gestion des systèmes techniques de production ou sur le devenir à plus long terme de l'exploitation (conversion de la canne en une autre spéculation, transmission de l'exploitation, vente de la terre, construction, etc.). Cette logique peut être transférée aux entreprises agricoles et aux unités de transformation, d'autant plus facilement qu'il s'agit d'entreprises familiales. Pour les entreprises gérées par un groupe économique local ou national, les stratégies et projets sont plus difficiles à identifier pour un observateur extérieur. Dans le cas d'une société anonyme gérée en grande partie par les collectivités territoriales, telle l'usine du Galion, le projet assigné à l'entreprise rejoint des enjeux à l'échelle du territoire. Les stratégies sont alors fortement influencées par le contexte politique et social.

Il en va de même pour le devenir de l'ensemble de la filière canne : les avantages et contraintes liés à son maintien ne sont plus uniquement définis par rapport à l'exploitant, la famille ou le groupe économique, mais par rapport à un territoire dans sa globalité. Le centre de décision est déplacé à l'échelle régionale, nationale, voire européenne. Le maintien de la filière canne à la Martinique dépend pour une large part d'une volonté politique territoriale. Celle-ci influence dans une certaine mesure les décisions politiques à l'échelle nationale et, par répercussion, européenne. De ces différents niveaux emboîtés sont déployés ou non des moyens à même de soutenir le développement de la filière, via des dispositifs d'aides à la production, à la transformation et à la commercialisation (notamment, pour ce dernier segment, par le biais de mesures de protection des produits). Ainsi, les conditions de maintien de la filière se déclinent différemment en fonction des décideurs, que sont les acteurs directs (planteurs et transformateurs) et les acteurs indirects qui participent au financement de la filière.

Alors que l'importance socio-économique de la production de canne ne cesse de décroître dans les DOM, le débat relatif à son maintien se déplace, comme le relève Jean-Marc CHASTEL (1995) pour la Réunion. Il importe d'approfondir la signification profonde de la canne pour ces régions et particulièrement, dans le cas qui nous intéresse, pour la Martinique : de nouveaux enjeux se dessinent, à travers le rôle de cette production en tant qu'élément de développement durable. Ces enjeux relatifs au territoire sont essentiels à considérer pour légitimer le maintien de la production de canne. Ils le sont également pour justifier la présente recherche sur les conditions de sa durabilité, qui ne se réduisent pas à la seule dimension économique.

La prise de conscience de la multifonctionnalité de la production cannière, incluant son rôle patrimonial dans la construction du territoire martiniquais, pourrait favoriser le soutien public à la filière. Pourtant, la production cannière ne semble pas spontanément conçue par les acteurs du développement agricole aux Antilles françaises comme élément fort d'une agriculture, voire d'un développement, durables. En témoigne le colloque organisé par la Chambre d'agriculture (2000), sur le thème : « *L'agriculture autrement... La qualité reconnue* ». Hormis une ou deux brèves remarques faisant allusion à l'intérêt de la canne dans les rotations ou la lutte anti-érosive, seules deux communications mentionnent cette production au cours du colloque : l'une concerne le suivi qualitatif et quantitatif dans l'AOC Martinique assuré par le Syndicat de défense³¹ ; l'autre concerne le travail d'une équipe de chercheurs guadeloupéens, spécialistes de la technologie rhumière à l'INRA³². C'est dans cette communication qu'est véritablement souligné le rôle de la canne dans une perspective d'agriculture durable, qui plus est, basée sur la qualité : « *Une "agriculture autrement" ne devrait pas se passer des ressources fournies par la canne à sucre* ». Pour extrapoler ces propos, n'est-il pas possible d'affirmer que la Martinique de demain ne peut se passer de toutes les richesses de la canne ? Les embellies qui se dessinent pour le rhum agricole, avec une demande croissante en canne des distilleries en 2000 et 2001, ainsi que la réaffirmation du soutien des collectivités locales au secteur sucrier, encouragent de nouveaux planteurs à s'installer. Dans une interview au *Journal Hello Carribean*, le Professeur Emile EADIE (2001b) affiche avec lucidité sa confiance en la canne : « *Il existe un avenir de la canne à sucre en Martinique. Il suffit de le gérer... même si l'on constate, que bien des distilleries ne sont plus aux mains des martiniquais. Mais enfin, l'outil existe, il est bien entretenu et la production rehaussée par l'Appellation d'origine contrôlée (AOC) s'écoule bien* ».

La troisième partie de la thèse nous permettra d'analyser plus amplement la possible contribution de la filière rhum agricole à la durabilité de la production cannière martiniquaise. Elle permettra aussi, plus généralement, d'approfondir la perception de la contribution de la qualification rhumière et de la production cannière en amont au développement durable de la Martinique. Y a-t-il des blocages à lever ?

³¹ « *L'AOC - La traçabilité pour garantir au produit son lien au terroir* », présentée par Marc SASSIER (2000).

³² « *De l'utilisation des signes distinctifs d'origine et de qualité en rhumerie* », présentée par Bertyl GANOU-PARFAIT, Louis FAHRASMANE et Aubert PARFAIT (2000).

TABLE DES MATIERES

VOLUME I

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PREMIERE PARTIE -PROBLEMATIQUE ET CADRE GENERAL.....	5
--	---

CHAPITRE I - PROBLEMATIQUE, CADRE DE LA RECHERCHE ET BASES THEORIQUES.....	6
--	---

1. Problématique.....	7
1.1. Le déclin de la production de canne : une importance économique moindre.....	8
1.2. La canne et ses industries : un avenir incertain ?	10
1.2.1. Le Galion : une unité sucrière en sursis ?	10
1.2.2. La canne : fluctuations des livraisons et diminution des planteurs.....	11
1.2.3. Le rhum : fluctuations de la commercialisation et incertitudes	13
1.3. La Martinique : une situation socio-économique difficile à maîtriser.....	14
1.3.1. Le statut de département français dans la Caraïbe : un paradoxe ?.....	14
a) Une prospérité apparente, basée sur une faible production intérieure	14
b) Caribéenne, française et européenne : contraintes et atouts pour l'économie	19
c) Une économie de consommation : essoufflement et tensions sociales.....	21
1.3.2. Un territoire à la recherche de son développement : langue de bois ou optimisme ?	21
2. Travaux antérieurs sur les filières canne d'anciennes îles à sucre : " état de l'art "	23
2.1. Ouvrages historiques et géographiques : une riche production d'informations	23
2.2. Analyses économiques : différentes époques, différents points de vue.....	24
2.2.1. Approches globales : économie de la canne et économies insulaires	25
a) Des travaux plaçant la canne dans un processus de développement	25
b) Des travaux analysant le passage à une économie de transfert ou de rente	26
c) Des travaux basés sur la théorie standard et la régulation étatique.....	27
2.2.2. Approches intermédiaires, des institutions aux marchés	28
2.3. Etudes agro-techniques : quantité, qualité et coûts comme mots clés	29
3. Conceptualisation et démarche.....	30
3.1. Axes de réflexion et questionnement	30
3.1.1. Un triple objectif, un problème posé en terme de durabilité.....	31
3.1.2. Une double perspective dans un contexte de libéralisation économique accrue.....	32
3.1.3. Une demande des consommateurs tournée vers la " qualité "	34
3.1.4. Prise en compte de la multifonctionnalité de l'activité canne	35
3.1.5. Un questionnement multiple, un recours à la pluridisciplinarité	36
3.2. Genèse et modalités d'application du concept de durabilité.....	38
3.2.1. Le développement durable : genèse et éléments d'identification	38
a) Adoption politique et contexte de la reconnaissance du développement durable.....	38
b) Quelles " valeurs-objectifs " pour le développement durable ?	40
3.2.2. Du développement durable à une production de canne durable	42
a) L'agriculture : des liens évolutifs avec l'économie, l'écologie et l'espace.....	42
b) Un nouveau contrat entre la société et l'agriculture, basé sur la durabilité.....	44
c) De l'agriculture durable à une production de canne durable à la Martinique.....	45
3.2.3. Des " valeurs-objectifs " aux critères de performances	46
a) Maintien de l'exploitation agricole, analysée en tant que " système "	46
b) Décomposition des critères de durabilité à analyser	48
c) Durabilité de la production cannière : synthèse vers la " qualité totale "	52
3.3. Postures de recherche : de la filière au territoire	55
3.3.1. Une approche en terme de filière.....	55

3.3.2.	Une démarche systémique	57
a)	Système : un terme orphelin	57
b)	Le recul temporel : une approche à l'échelle du système agraire	58
c)	Du système agraire au territoire	60
3.3.3.	Une approche territoriale	60
a)	Le territoire : un concept interdisciplinaire	60
b)	L'approche territoriale de la production cannière : une indispensable ouverture	62
c)	Echelles d'étude et niveaux d'organisation : entre territoires et systèmes	63
3.4.	Outils et démarche pratique	65
3.4.1.	Recherche documentaire et valorisation d'études antérieures	65
3.4.2.	Travail de terrain : enquêtes semi-directives et entretiens ouverts	65
a)	Enquêtes pour l'étude des unités de production cannière	66
b)	Enquêtes sur la construction de l'AOC et la régulation de la filière	67

CHAPITRE II - L'HISTOIRE DE LA CANNE A LA MARTINIQUE : L'HISTOIRE DU TERRITOIRE MARTINICAIS .. 69

1.	Les îles à sucre, des débuts de la colonisation au XVIII ^e siècle	69
1.1.	Le XVII ^e siècle : mise en place de la société de plantation	70
1.1.1.	La Compagnie des Îles d'Amérique : des efforts vains pour la fabrication du sucre	70
1.1.2.	La période des seigneurs-propriétaires : les débuts de l'industrie sucrière martiniquaise	70
1.1.3.	La Compagnie des Indes Occidentales : développement des habitations	72
1.1.4.	La naissance d'un alcool nommé « tafia »	73
1.2.	Le XVIII ^e siècle : expansion sucrière et commercialisation du rhum	74
1.2.1.	Poursuite de l'expansion sucrière à la Martinique	74
1.2.2.	Développement de la consommation de rhum et premières exportations	74
1.2.3.	L'épisode révolutionnaire : divergence de destin pour les « îles sœurs »	75
2.	Bouleversement de l'économie d'habitation et concentration industrielle au XIX ^e siècle	76
2.1.	Le contexte général jusqu'en 1860 : mutations sociales et économiques	76
2.2.	Une réorganisation de l'économie sucrière menacée par la récession	77
2.2.1.	La nécessaire industrialisation après 1860	78
2.2.2.	Une économie sucrière fortement modifiée à la fin du XIX ^e siècle	79
2.2.3.	Une crise différemment vécue à la Martinique et à la Guadeloupe	81
2.3.	Transformation du système agraire	81
2.4.	Début de la suprématie du rhum : essor commun pour deux produits	82
3.	La première moitié du XX ^e siècle : la suprématie du rhum	84
3.1.	Evolution contrastée du secteur rhumier, après l'éruption de 1902	84
3.2.	Deux économies différenciées pour le sucre et le rhum	87
3.2.1.	Fluctuations pour le sucre et notoriété croissante pour le rhum	87
3.2.2.	Suprématie de la canne et hiérarchie sociale	88
3.2.3.	L'émergence de la banane : une future concurrente pour la canne	89
4.	La deuxième moitié du XX ^e siècle : Croissance, déclin et restructuration	90
4.1.	De 1945 à 1963 : la croissance retrouvée	90
4.1.1.	Réorganisation des marchés sucrier et rhumier	91
4.1.2.	Différenciation des bassins d'approvisionnement en canne	92
4.1.3.	Systèmes de production et relations usines-planteurs	93
4.2.	Le déclin des années soixante aux années quatre-vingts	95
4.2.1.	Le contexte général : un déclin aux causes multiples	95
4.2.2.	Un système agraire en mutation : réforme foncière et reconversions	96
4.2.3.	Les fermetures successives d'usines et la « valse des montages financiers »	99
4.2.4.	Stabilité du rhum industriel, développement du rhum agricole	102
4.2.5.	Tentatives de restructuration de l'industrie sucrière jusqu'aux années 1980	104
5.	Les enseignements de l'histoire	105

CHAPITRE III - TERRITOIRE, PRODUITS ET ACTEURS DE LA FILIERE CANNE .. 107

1.	Le territoire de la filière canne	107
1.1.	Délimitation géographique du champ d'investigation : du local au global	107

1.2.	Des conditions de production naturelles contrastées.....	108
1.2.1.	Le relief : une topographie accidentée.....	108
1.2.2.	La pluviométrie : le facteur climatique le plus variable.....	110
1.2.3.	Une île volcanique aux caractéristiques pédologiques diversifiées	112
a)	Au Sud : une prédominance des sols anciens	112
b)	Au Nord : une diversité de sols jeunes	114
c)	La plaine alluvionnaire du Centre : des caractéristiques variables.....	115
2.	La matière première et les produits de la filière canne	116
2.1.	La matière première en amont de la filière : la canne à sucre	116
2.1.1.	Botanique et agronomie : un roseau sucré, tropical et rustique	116
2.1.2.	Technologie : une matière première périssable, une transformation diversifiée.....	119
a)	De l'importance d'une gestion optimale de la récolte.....	119
b)	Quatre produits principaux : un type de sucre, trois types de rhums	120
2.2.	Une filière duale, entre sucre et rhum	122
2.2.1.	Les produits de la filière sucre : sucre roux et rhum de mélasse.....	123
2.2.2.	Les produits de la filière rhum agricole : trois formes de produits rhumiers	124
3.	Les acteurs directs de la filière : planteurs et transformateurs.....	126
3.1.	Les planteurs de canne : une population hétérogène, en diminution.....	126
3.1.1.	Une forte concentration de la production.....	126
3.1.2.	Une diminution différenciée selon le lieu de livraison et le type de planteurs	129
a)	Une baisse fortement accusée en distilleries agricoles.....	129
b)	La population des petits planteurs : la plus touchée par la régression	130
3.1.3.	Incidences possibles de la disparition des petits planteurs.....	131
3.2.	Les exploitations non intégrées à la transformation : un dualisme fort.....	132
3.2.1.	Le cas particulier de l'Exploitation agricole du Galion (EAG), à Trinité.....	132
3.2.2.	Les petits producteurs : deux mondes côte à côte.....	136
a)	Les petits planteurs livrant à l'usine du Galion : colons et « fournisseurs ».....	136
b)	Les petits planteurs livrant en distilleries agricoles : propriétaires et locataires	136
3.2.3.	Des acteurs stratégiques : « prestataires de services » et « chefs de file ».....	137
a)	Les « chefs de file » : glissement d'une terminologie.....	137
b)	Le cas particulier du Centre technique de la canne et du sucre	139
3.3.	Les exploitations de distilleries et leur unité de transformation	140
3.3.1.	L'exploitation agricole Bellevue et la distillerie JM Crassous de Médeuil	140
3.3.2.	L'exploitation agricole et la distillerie Neisson	142
3.3.3.	L'exploitation agricole La Montagne Pelée (EAMP) et la distillerie Depaz	146
3.3.4.	La Société martiniquaise de canne à sucre (SMCS) et la distillerie Saint-James	149
3.3.5.	L'exploitation agricole et la distillerie Trois-Rivières.....	150
3.3.6.	L'exploitation agricole et la distillerie La Mauny	151
3.3.7.	Exploitations Lareinty et Lapalun, et distillerie du Simon : une intégration particulière	154
3.4.	Les unités de transformation sans exploitation agricole.....	159
3.4.1.	Les distilleries agricoles sans exploitation en canne.....	159
a)	La distillerie La Favorite	159
b)	La distillerie Dillon, au cœur de la ville	160
3.4.2.	Les distilleries « non fumantes »	162
3.4.3.	La SAEM du Galion : un objectif de restructuration de la filière.....	162
3.5.	Synthèse relative à l'organisation de l'appareil industriel.....	164
3.5.1.	Les unités de transformation et leurs bassins d'approvisionnement.....	164
3.5.2.	Organisation des distilleries : approvisionnement en amont, commercialisation en aval	167
4.	Les organismes et les instances associés à la filière canne.....	169
4.1.	Les institutions interprofessionnelles en action.....	169
4.1.1.	Les structures de coordination de l'interprofession, entre planteurs et distillateurs	170
4.1.2.	Le Centre technique de la canne et du sucre : un « pilier » pour la filière.....	172
4.2.	La Chambre d'agriculture et les pouvoirs publics : des acteurs clés.....	173
4.3.	Crédit, aménagement et travaux : des banques aux prestataires de services.....	174
5.	Un territoire contrasté, une matière première connue, une filière organisée	175

2^{ème} PARTIE – MODALITES ET CONDITIONS DE DURABILITE DE LA PRODUCTION DE CANNE..... 177
CHAPITRE IV – CONDUITE DE LA CANNE : QUELS ECARTS ENTRE TECHNIQUES ET PRATIQUES ? ... 179

1.	Points de méthodologie et compléments sur la culture	179
1.1.	Passage des techniques aux pratiques : une autre façon d'aborder l'exploitation	179
1.2.	Eléments complémentaires sur la conduite de la canne	181
1.2.1.	Une culture pérenne, cultivée comme une culture annuelle	181
a)	Cycles et calendrier cultural	182
b)	Eléments sur l'agronomie de la canne : croissance et maturation	182
1.2.2.	Quatre grands modes de conduite de la canne à la Martinique	184
1.3.	Autres points de la démarche : analyse des écarts et itinéraire technique	186
2.	L'installation de la culture : un investissement à long terme	187
2.1.	Aménagement de la parcelle : de nombreuses variantes	187
2.1.1.	Destruction des résidus du précédent cultural : une préférence pour le brûlage	187
2.1.2.	Aménagements fonciers : remodelage et épierrage pour la mécanisation	188
a)	Le remodelage : une pratique à replacer dans l'histoire de la mécanisation de la canne	188
b)	L'épierrage et le drainage : une prise en compte diverse	190
2.2.	Du sous-solage au sillonnage : profondeur de travail et nombre de passages	191
2.2.1.	Travail profond : un enchaînement variable d'opérations	191
2.2.2.	Analyse de sol, amendement calcique et organique : des options facultatives ?	192
2.2.3.	Affinage et sillonnage : des travaux à soigner	193
2.3.	Sélection variétale, mise en place et recouvrement des boutures	195
2.3.1.	Les variétés de canne : historique, sélection et critères de choix actuels	195
a)	De la « Canne Créole » aux hybrides modernes	195
b)	De la complexité de la sélection variétale sur canne	197
c)	Evolution contemporaine : un flux variétal continu	197
2.3.2.	Approvisionnement et mise en terre des boutures	199
a)	Gestion des pépinières : planification des quantités de plants et des variétés	199
b)	L'approvisionnement en boutures : des stratégies d'adaptation	200
c)	Les chantiers de plantation : vers la plantation mécanisée ?	203
2.3.3.	Recouvrement et recourage : mécanisation et limitation des coûts	204
2.4.	Les critères de choix de la replantation	206
3.	Entretien : recherche d'efficacité et réduction des coûts	208
3.1.	Fertilisation : la recherche d'efficacité au moindre coût	209
3.2.	Désherbage : une lutte diversément conduite	213
3.3.	Dératisation : une grande vigilance	215
4.	La récolte : une forte extension de la mécanisation	216
4.1.	De la récolte manuelle à la récolte mécanisée	216
4.2.	Trois modes de récolte aux évolutions divergentes	219
4.2.1.	La coupe manuelle : une mobilisation différente du personnel	222
4.2.2.	La récolte mécanisée, en pleine expansion	223
4.3.	Le brûlage de pré-récolte : éléments historiques et évolution	225

**CHAPITRE V – DIMENSION ENVIRONNEMENTALE :
DE LA REPRODUCTIBILITE AGRO-ECOLOGIQUE AUX PAYSAGES..... 227**

1.	Analyse à l'échelle du secteur de la production	230
1.1.	Matériel végétal et pratiques culturales : impacts sur l'environnement	230
1.1.1.	La canne, une plante « amélioratrice » des sols	230
1.1.2.	Canne et érosion : préservation de la ressource sol ou risques potentiels ?	231
a)	Culture de couverture et lutte anti-érosive	232
b)	Plantation en courbe de niveau et en ligne : révision des idées reçues	233
c)	Des préparations de sol encore agressives ?	234
1.1.3.	Les intrants en canne : de faibles impacts	235
a)	L'apport d'intrants agricoles à la Martinique : une situation préoccupante	235
b)	Les engrais en canne : une faible source de pollution	236

c)	Les apports d'herbicides : une vigilance de mise	237
d)	Lutte contre les ennemis de la canne : sélection variétale et lutte biologique	238
1.1.4.	Incidences sur la préservation des ressources : des pistes à approfondir	241
a)	Rotation culturale : une réciprocité d'avantages	241
b)	Une canne AOC « saine » ? : croissance et maturation	242
1.2.	Modes de conduite : impacts sur la capacité productive du milieu de culture	244
1.2.1.	Fertilité physique et minérale : interrogations dues à la mécanisation	245
a)	Le tassement des sols : une menace encore difficile à évaluer	245
b)	Remodelage : quelles incidences réelles sur la productivité des sols ?	246
c)	Des restitutions accrues en récolte mécanisée ?	247
1.2.2.	Lutte contre les ennemis de la canne : quelles menaces liées à la monoculture ?	247
1.3.	Brûlages de pré-récolte et de post-récolte : incidences réelles et supposées	248
1.3.1.	Le non-retour d'une partie des pailles au sol : une perte multiforme	249
1.3.2.	Pollution : incidences non visibles du brûlage	250
1.3.3.	Synthèse sur le brûlage et mesure agri-environnementale	251
1.4.	Reproductibilité agro-écologique et environnement : la canne, un atout ?	253
1.4.1.	Contribution à la préservation des ressources naturelles : à quelles conditions ?	253
1.4.2.	Convergence d'intérêts : la canne rime-t-elle avec agriculture durable ?	255
2.	A l'échelle de la transformation : vers une industrie "propre" ?	257
2.1.	Impacts environnementaux des rejets industriels et perspectives	257
2.1.1.	Le rejet des vinasses : principale source de pollution par les industries de la canne	257
2.1.2.	Autres sources de pollution générées par le secteur de la transformation	259
a)	Brûlage de la bagasse et escarbilles : gestion de la pollution de l'air	259
b)	Vers la suppression du sous-acétate de plomb	260
2.2.	Des intérêts environnementaux à valoriser	261
2.2.1.	Valorisation de la biomasse : énergie renouvelable et recyclage	261
2.2.2.	Le recyclage des déchets pour l'amendement : une voie à renforcer	262
2.3.	Un souci de mieux en mieux pris en compte par les industriels	264
3.	Canne, paysage et environnement	265
3.1.	Un paysage naturel et industriel fortement marqué	265
3.2.	D'une image de monoculture « dévoreuse de sol » à celle de composante identitaire	267
3.3.	Le paysage, plus qu'un décor ou un cadre de vie : un patrimoine	268
4.	Une dimension amenée à prendre de plus en plus d'importance	271

CHAPITRE VI – DIMENSION ÉCONOMIQUE : VIABILITÉ DES UNITÉS DE PRODUCTION ET CONTRIBUTION À L'ÉCONOMIE TERRITORIALE 275

1.	Analyse économique au sein du secteur de la production agricole	276
1.1.	Incidences économiques de quelques pratiques et alternatives	277
1.1.1.	Installation de la culture : peuplement plus dense, coût de mise en place moindre	279
a)	Structure de la plantation et densité de peuplement	279
b)	Préparations simplifiées du sol : convergence d'intérêts économiques et écologiques	279
c)	De la coupe à la pile à la coupe mécanisée des boutures : un gain notable	282
1.1.2.	Entretien : réduction des coûts et augmentation des rendements	284
a)	Tendances pour la réduction des coûts d'entretien : la mécanisation, toujours ?	284
b)	Une alternative pour l'augmentation des rendements en zone sèche : l'irrigation	285
1.1.3.	Une pratique autrefois décriée : les cultures intercalaires	286
1.1.4.	Le brûlage avant récolte : une question d'organisation, de coût et de qualité	288
a)	Coupe manuelle, à la toise et à la tonne : en canne brûlée ou non brûlée ?	289
b)	Récolte mécanisée en canne brûlée ou non brûlée : une question de logistique	290
c)	Les risques de pertes qualitatives accrues en canne brûlée	292
d)	Brûlage et mesure agri-environnementale : effet incitateur ou encouragement ?	293
1.1.5.	Mécanisation totale de la récolte : des incidences sur les livraisons	296
1.1.6.	Un revenu brut (produit) fonction de la richesse et du rendement agricole	297
a)	Rendements moyens : une grande variabilité, sans corrélation significative	298
b)	Modalités de paiement en sucrerie et en distilleries	299
c)	Variabilité du CP et mode de conduite de la canne	301
1.2.	Viabilité économique des unités de production cannière	302
1.2.1.	Quelle rentabilité pour la culture de la canne ?	303

a)	Calculs selon les quatre modes de conduite : fonctionnements familial et sociétaire.....	303
b)	Coûts de production : des différences stratégiques de répartition entre postes.....	314
c)	Comparaison des marges : le soutien majeur des aides à la production	316
1.2.2.	Variantes selon l'organisation du travail et la performance agro-technologique.....	325
a)	Un facteur « travail personnel » à intégrer	325
b)	Des matrices de rentabilité fonction du tonnage et de la qualité des livraisons.....	326
c)	Les petits planteurs de distilleries : différences d'organisation par rapport aux colons.....	328
1.2.3.	Productivité de la terre et productivité du travail : une indispensable comparaison	329
a)	Une productivité très différente de l'heure de travail.....	330
b)	Maximiser le capital terre ou optimiser le temps de travail ?	331
1.2.4.	Revenu disponible : des résultats à rapporter à la surface cultivée.....	332
1.2.5.	Limites de surface en canne : acceptabilité de la gestion du travail et du revenu.....	333
a)	Quelle surface pour une répartition du travail « acceptable » ?	333
b)	RD annuel et revenus mensuels : calcul selon le nombre d'UTF et la surface.....	334
c)	Seuil de viabilité et unité minimale de viabilité : limites de revenus et de surfaces	335
1.2.6.	Au final, quelle viabilité selon les modes de conduite ?	339
a)	Des différences stratégiques liées à la mobilisation des moyens de production.....	339
b)	Plus des trois quarts des petites unités cannières familiales « non viables » ?	340
1.3.	La production de canne dans les DOM, la Caraïbe et le monde	342
1.3.1.	La canne dans les DOM et la Caraïbe : une place différenciée selon les régions.....	342
a)	Des filières dominiennes très différentes	342
b)	Place de la canne dans la SAU des DOM et valorisation	342
c)	Une production caribéenne en diminution	343
1.3.2.	La canne dans le monde : première culture mondiale.....	345
2.	Analyse de la dimension économique au sein du secteur sucrier	346
2.1.	Le sucre dans le monde : prédominance du sucre de canne.....	346
2.2.	Le sucre des DOM : survivance dans un marché très réglementé.....	348
2.3.	La SAEM du Galion : un lien économique ténu	350
2.3.1.	Une production limitée, une commercialisation concurrencée	350
a)	Un sucre cher et difficile à écouler.....	350
b)	Tous les espoirs viennent-ils du rhum ?	352
2.3.2.	Déficit chronique de la SAEM du Galion et positions politiques.....	353
a)	Rallonges de capital et subventions : « l'originalité martiniquaise »	353
b)	Derniers plans d'investissements et nouvel audit.....	354
c)	D'une gestion politique à une gestion entrepreneuriale : déclarations d'intentions	355
d)	Une dernière chance pour la SAEM ?	356
2.3.3.	Quelle rentabilité économique du « projet Galion » à l'échelle du territoire.....	357
3.	Analyse économique au sein du secteur rhumier	358
3.1.	L'imbrication des différents marchés du rhum	358
3.1.1.	Le marché mondial : une prédominance du rhum de sucrerie et de Baccardi.....	359
3.1.2.	L'Europe : ouverture et concurrence sur un marché rhumier important.....	360
a)	Consommateurs et fournisseurs de rhum en Europe	360
b)	Coopération et législation européennes : une politique d'ouverture pour le rhum	361
c)	Evolution des importations : perte de terrain pour les rhums des DOM.....	362
d)	La concurrence tarifaire des pays ACP et des pays tiers : menace pour le rhum domien.....	363
3.1.3.	Marché français : des protections en faveur des DOM.....	364
a)	Des définitions réglementaires favorables aux DOM.....	364
b)	Le régime contingentaire : reconduction jusqu'en 2002	365
c)	Le régime fiscal : modalités pour la vente sur le marché intérieur et à l'exportation.....	366
3.1.4.	Le rhum des DOM : la Martinique « en tête »	367
a)	RTS, rhums légers et rhum agricole.....	367
b)	La spécialisation martiniquaise vers le rhum agricole.....	369
3.2.	Secteur rhumier et filière rhum agricole : quelle viabilité ?	370
3.2.1.	L'activité et la rentabilité des distilleries agricoles martiniquaises.....	370
a)	Attribution des contingents : le poids des groupes économiques	371
b)	Une certaine santé financière, rehaussée par des aides à la transformation.....	373
c)	... malgré des fluctuations de la demande en canne et des difficultés de prévisions.....	374
3.2.2.	Des retombées économiques encore difficiles à appréhender pour l'AOC Martinique.....	376
4.	Convergence économie-écologie, détour par la dimension sociale	377

CHAPITRE VII – DIMENSION SOCIALE : DE LA VIVABILITE A LA DYNAMIQUE SOCIO-TERRITORIALE.....	383
1. Composantes de la société martiniquaise et position dans la filière.....	385
1.1. La population noire et métissée : les Martiniquais de couleur	385
1.2. La population blanche créole : le groupe à part des « Békés »	386
1.3. Une population blanche européenne croissante : les « Zorèys »	389
1.4. Les autres communautés : Coolies, Syriens et autres.....	390
1.5. Une stratification socio-ethnique héritée de l'histoire de la canne.....	391
2. Planteurs et ouvriers de la canne : quelle vivabilité sociale ?.....	394
2.1. « Travailler dans la canne » : des représentations évolutives.....	394
2.1.1. Blessures d'origines et représentations héritées du système esclavagiste colonial.....	394
a) Violence physique et symbolique : la canne, « instance de malheur et de mort »	394
b) Une revalorisation idéologique à Cuba : la canne, fierté nationale	395
c) Une transmutation inopérante dans les DOM : la canne, « culture de miséreux »	396
2.1.2. Facteurs socio-économiques après l'esclavage : des « courroies de transmission » ?.....	398
a) Le marronage : le refus de la fatalité.....	398
b) De la déconsidération au désengagement : une répulsion atavique pour le travail.....	399
c) Une différence fondamentale avec la banane : une diversification réussie	399
d) De la volonté farouche de « fuir la canne » aux stéréotypes actuels	400
2.1.3. Problème d'engagement dans la culture de la canne : un frein à sa durabilité ?.....	402
a) Planteurs de canne et ouvriers, aujourd'hui : deux fonctions, deux connotations	402
b) Du dénigrement de la coupe à la difficulté de trouver des coupeurs	402
c) Une adhésion différente selon le mode de coupe	404
2.2. Insertion des acteurs dans la société, éthique et développement humain	405
2.2.1. Personnel d'exploitation : évolution des opportunités économiques.....	406
a) Des alternatives plus attractives : quelle évolution depuis la départementalisation ?.....	406
b) Formation-revalorisation : un couplage au départ non effectué	407
c) Un personnel mieux payé, aux compétences accrues.....	408
2.2.2. Planteurs de canne : promotion sociale et opportunités économiques	409
a) Un problème persistant de promotion sociale liée à la canne ?	409
b) La banane : la grande concurrente de la canne, en termes économiques ?	412
2.2.3. Nouvelles données socio-économiques : un avantage pour la durabilité de la canne ?	414
a) Prise en compte du système d'activités : place et rôle de la canne.....	414
b) Une nouvelle perception du petit producteur cannier ?	415
c) Atouts organisationnels de la culture canne en 2001 : ouverture d'un espace de liberté.....	416
3. Dynamique interne de la filière et articulation entre segments.....	417
3.1. Organisation des planteurs de canne : relations intra filière.....	418
3.1.1. Le colonat : une organisation spécifique	418
a) Le système de colonat à l'EAG : un modèle dans la filière.....	418
b) Un autre exemple de colonat, à Sainte-Marie : un objectif de fidélisation.....	420
c) Quelle autonomie vis-à-vis des autres acteurs ?	421
3.1.2. Un relationnel de proximité : avantage ou handicap en matière de durabilité ?	422
a) Canne-banane : différence de motivations et d'autonomie pour les petits planteurs.....	422
b) Pour la canne : un bilan mitigé.....	423
3.2. Paiement et orientation des cannes : négociations producteurs/transformateurs.....	424
3.2.1. Négociation des quantités de canne : difficultés d'adéquation offre/demande	424
a) Seuil de viabilité pour la SAEM du Galion : 125 000 ou 100 000 tonnes de canne ?	424
b) Une baisse de la demande en canne qui engendre une baisse de l'offre.....	426
c) Une offre en cannes qui suit la demande à la hausse à partir de 1999.....	427
3.2.2. Choix du lieu de livraison des cannes : usine ou distilleries ?	428
a) Alignement du prix de base en sucrerie et distilleries, et adaptations	428
b) Différences de prix : principe de calcul et aléas climatiques.....	429
c) Morcellement et étalement des paiements en sucrerie : une procédure lourde.....	431
3.2.3. Incidences en terme de durabilité selon les acteurs et perspectives.....	431
a) Paiement et orientation des cannes : incidences pour le Galion et ses fournisseurs	431
b) Le rôle stratégique des prestataires et des transporteurs : des intermédiaires-clés	432
c) Contrats de livraisons et droits de plantation : la frilosité des acteurs.....	433
3.3. Accès aux aides et répartition entre acteurs : quelle acceptabilité sociale ?.....	435

3.3.1.	Subventions pour la production de canne : modalités et difficultés d'accès	436
a)	« Vrais » ou « faux » agriculteurs ?	436
b)	Des mécanismes complexes	436
3.3.2.	Répartition des aides à la filière : quelle acceptabilité sociale à terme ?	438
a)	Une flagrante inégalité de répartition	438
b)	De l'importance des réseaux : un aspect crucial pour « tirer profit » des aides	440
c)	Une acceptabilité de plus en plus remise en cause	441
4.	Société, filière et territoire : des liens multiples	442
4.1.	La canne et ses industries : contribution à la dynamique socio-territoriale	442
4.1.1.	Emplois et stabilité sociale : une importance multiforme	442
a)	Concernant les emplois : un discours à relativiser	442
b)	Nombre d'emplois et nombre de planteurs : des équations différentes	444
4.1.2.	Dynamique de filière et mobilisation des acteurs : solidarité et action syndicale	444
a)	Dynamique en terme de développement rural : entraide et action syndicale	444
b)	L'absence de culture d'usine au Galion : un frein pour une gestion entrepreneuriale	445
c)	De la nécessaire fédération de tous les acteurs pour le maintien du Galion	446
4.2.	Rapports de la société à la filière : pratiques, produits, structures	448
4.2.1.	Acceptabilité sociale de quelques pratiques agro-industrielles	448
a)	Regard sur les pratiques des planteurs : intolérance ou indulgence ?	448
b)	Acceptabilité des pratiques industrielles : une préoccupation croissante	451
c)	Des réactions sociales qui interpellent	452
4.2.2.	Industrie sucrière et sucre : une image en « reconstruction »	453
a)	Le Galion : un fonctionnement décrié, mais un patrimoine apprécié	453
b)	Sucre roux : une re-lecture de la « qualité » du produit	456
c)	Intérêts nutritionnels, énergétiques, culturels : pistes de valorisation du sucre	458
4.2.3.	Le rhum à la Martinique : un produit omniprésent, une lente revalorisation	459
a)	Consommation traditionnelle et diversité d'usages	459
b)	Des images contradictoires, selon les circonstances	461
c)	Positionnement des produits rhumiers	462
4.3.	Déplacement d'enjeux : dimension patrimoniale et identitaire de la canne	463
4.3.1.	La canne, le sucre et le rhum : plus que des éléments de tradition	463
4.3.2.	Un nouveau regard de la société martiniquaise sur la canne ?	465
a)	Superposition d'images complexes : du champ « infernal » au champ « poétique »	465
b)	Un lien affectif aux cannes créoles	467
4.3.3.	Un rôle également pédagogique	467
5.	Des conditions sociales favorables à la durabilité de la canne ?	468
CHAPITRE VIII - DIMENSION FONCIERE DE LA PRODUCTION CANNIERE		471
1.	Transmissibilité intergénérationnelle des unités de production	471
1.1.	La question foncière à la Martinique jusqu'au milieu du XX ^e siècle	471
1.1.1.	Les premières formes d'accès à la terre des Martiniquais de couleur : le colonat	472
1.1.2.	L'accession à la propriété privée	472
1.2.	De la réforme foncière aux lotissements ruraux	474
1.2.1.	Morcellement et indivision : quelle transmission ?	475
a)	Des parcelles de plus en plus morcelées	475
b)	Gestion en indivision : un avantage pour le maintien du capital foncier ?	477
1.2.2.	Difficulté d'accès à la terre : un frein à l'installation	478
1.2.3.	Mitage des terres agricoles, spéculation et non-loi	479
1.3.	Trajectoires d'évolution des unités de production cannière	481
1.3.1.	Des différences notables selon le type d'exploitations	481
a)	Location et colonat : un choix qui dépend du propriétaire foncier	481
b)	Quel devenir pour la petite propriété ?	482
1.3.2.	Relations à la terre selon les communautés : incidences sur la transmissibilité	484
2.	Contribution de la canne à la préservation du capital foncier	485
2.1.	Un problème de maîtrise foncière qui dépasse la filière canne	485
2.2.	Face à l'évolution foncière actuelle : quelles alternatives ?	486
2.2.1.	Des réserves quant à la poursuite d'une réforme foncière	486
2.2.2.	L'action de la SAFER : une tâche difficile	487
2.2.3.	Vers une maîtrise foncière à l'échelle territoriale : GFA ou « banque de terres » ?	488

2.3. Quel rôle pour la canne dans la préservation des terres agricoles ?	490
CHAPITRE IX – SUR QUELLES UNITES APPUYER LA DURABILITE DE LA PRODUCTION CANNIERE ?	492
1. Conditions de durabilité des systèmes d'activités	492
1.1. Eléments méthodologiques : système d'activités et typologie	492
1.1.1. Fonctionnement du système d'activités : des objectifs aux résultats	492
1.1.2. Une combinaison d'approches pour construire la typologie	493
1.2. Typologie des systèmes d'activités : une durabilité variable	495
1.2.1. Groupe A : des petits planteurs gérant eux-mêmes la coupe de leur canne, en mode I	495
a) Les colons de l'EAG et les autres petits planteurs (livraisons < 500 t)	495
b) Type A1 - Les « traditionnels » : une culture annexe qui vise à « marquer le sol »	496
c) Type A2 - Les « jobeurs » : une stratégie anti-aléatoire pour une trésorerie régulière	497
d) Type A3 - Les « débrouillards » : la canne, un complément stratégique	499
e) Type A4 - Les « battants » : maximisation du revenu, fort investissement en travail	499
1.2.2. Groupe B : des planteurs ayant recours à la prestation pour la récolte	501
a) Type B1 - Les « fidèles » : la canne, un revenu accessoire pour des acteurs retraités	501
b) Type B2 - Les « audacieux » : complément stratégique et prestation partielle	502
c) Type B3 - Les « attentistes » : un revenu complémentaire pour des propriétaires	503
1.2.3. Groupe C : les planteurs-prestataires de services	504
a) Une grande variété de profils pour les opérateurs privés intervenant en canne	504
b) C1 et C2 - Les prestataires « opportunistes » et les prestataires « innovateurs »	505
1.2.4. Groupe D : les « intégrés » et les « privilégiés »	506
1.3. Quelles sont les unités de production cannière les plus durables ?	507
1.3.1. Des unités de production cannière peu ou pas durables	507
1.3.2. Des unités à durabilité moyenne	509
a) En mode I : l'installation de colons de type A4 à encourager	510
b) En mode II : des installations à prévoir en types B2 et B3	510
c) Les prestataires de services : des acteurs-clés	511
1.3.3. Des unités à durabilité forte : groupe D	512
1.3.4. Quelle population de planteurs dans les années à venir ?	513
2. Durabilité des débouchés pour la production de canne	514
2.1. Critères de durabilité pour le Galion : une usine aux rôles multiples	514
2.1.1. Une durabilité conditionnée par la pérennité du soutien public	515
2.1.2. La question de rentabilité financière du Galion : un débat à clore ?	517
2.2. Du lien affectif à de nouvelles voies de valorisation	518
2.2.1. Canne de bouche et jus de canne : pour une meilleure prise en compte territoriale	519
2.2.2. Autres débouchés pour la canne : quelles perspectives économiques ?	520
a) La diversification des produits finis transformés : une voie à explorer	521
b) De très nombreuses voies de valorisation, mais pour quelles perspectives ?	521
3. Un avenir en devenir	523

VOLUME II

3^{EME} PARTIE : QUELLE CONTRIBUTION POSSIBLE DE L'AOC	
A LA DURABILITÉ DE LA PRODUCTION CANNIÈRE ?	525

CHAPITRE X - L'AOC « RHUM AGRICOLE MARTINIQUE » : UNE LONGUE CONSTRUCTION..... 526

1. La lente émergence de l'AOC Martinique : fondement de la construction et premières difficultés.....	526
1.1. Dans les années trente : une première convention collective	526
1.2. 1950-1960 : un marché en déclin, dominé par les négociants.....	527
1.2.1. Une normalisation contraignante du marché	527
1.2.2. Une domination croissante des négociants	527
1.2.3. La mise en place d'actions collectives : promotion et organisation.....	528
1.3. 1972-74 : création de l'APPERAM et première demande de l'AOC.....	529
1.3.1. L'association des distillateurs-embouteilleurs, premier syndicat professionnel	529
1.3.2. Du label à la demande d'AOC.....	530
1.3.3. Les motifs de la demande présentée par l'APPERAM	531
1.4. Les premiers obstacles à la qualification.....	532
1.5. La réouverture des débats.....	533
1.5.1. Un marché national en baisse constante, mais changeant.....	533
1.5.2. Une réorientation de la politique des négociants	535
2. Travaux préparatoires : concessions et compromis.....	535
2.1. 1989 : première Commission d'enquête et relance du dossier	536
2.2. 1992-1995 : organisation collective et seconde Commission d'enquête.....	537
2.3. 1996 : la promulgation du décret tant attendu	538

CHAPITRE XI - PRINCIPE DE BASE DE L'AOC : ANCRAGE AU TERROIR OU AU TERRITOIRE ? 540

1. AOC, « terroir » et « territoire ».....	540
1.1. Territoire et terroir : définitions	540
1.2. Efficience de la démarche AOC et ancrage au territoire : questionnement.....	542
2. A travers les liens avec le milieu physique : de l'explicite à l'implicite	544
2.1. Difficultés de reconnaissance des liens canne -terroir agronomique-rhum.....	544
2.1.1. Un milieu physique hétérogène	544
2.1.2. Complexité des liens entre typicité du rhum et « terroir »	545
2.1.3. Reconnaissance des liens canne-terroir agronomique-rhum : des compromis.....	548
2.2. Première délimitation de l'aire géographique pour l'AOC rhumière.....	551
2.2.1. Une délimitation sans liens explicites au terroir : une gageure ?	551
a) Critères retenus : usage et hydromorphie	551
b) Prises de position : vers le maintien de la diversité.....	553
2.2.2. Enquête publique et réclamations : plus de demandes d'exclusions que d'inclusions.....	553
2.2.3. L'aire officielle AOC Martinique : un « habit démesuré »	555
2.3. Des limites de la première délimitation à sa nécessaire révision.....	557
2.3.1. Les « oublis » de la première délimitation.....	557
2.3.2. SAU, aire AOC et sole cannière : des incohérences difficiles à gérer	558
2.3.3. Des limites méthodologiques : conséquence de la « course contre la montre »	559
2.3.4. Réajustement de l'aire et révision méthodologique.....	560
2.4. Un « terroir » de l'AOC plutôt conçu comme un « territoire ».....	561
3. A travers la codification des usages : une prédominance technologique.....	563
3.1. Mise en place du cahier des charges : une « petite révolution » ?.....	563
3.2. Conditions de culture : favoriser l'expression du « terroir »	565
3.2.1. Des techniques d'artificialisation limitées : une meilleure expression du terroir	565
3.2.2. Rendements et période de coupe : des limitations peu contraignantes	566
3.3. Spécificité et qualité de la matière première : une faible valorisation.....	566
3.3.1. Pas de « canne à rhum » jusqu'ici.....	567

3.3.2.	Païement des cannes : vers une plus grande incitation à la qualité ?	568
3.4.	Techniques de transformation : vers plus de maîtrise	569
3.5.	Produits finis : conditions de mise sur le marché et agrément	572
4.	A travers l'identification de la typicité : reconnaissance et protection	574
4.1.	Antériorité, notoriété, démarche qualité	574
4.2.	Détermination de la typicité : analyses physico-chimiques et tests organoleptiques	575
4.3.	Une typicité reproductible, mais un ancrage indéfectible au territoire	576

CHAPITRE XII - DES STRATEGIES D'ENTREPRISES TERRITORIALES OU SECTORIELLES ?579

1.	D'une « AOC de distillateurs » à une « AOC de filière »	579
1.1.	Le mouvement corporatiste industriel : un ancrage territorial fort ?	579
1.1.1.	Le poids prépondérant des grandes distilleries	580
1.1.2.	Une participation inégale, suivant les distillateurs	581
1.2.	Le scepticisme des moyens et grands planteurs non-distillateurs	583
1.3.	L'absence des petits planteurs : relations privilégiées et individualisme	584
1.4.	Vers un élargissement de la construction sociale de l'AOC ?	586
2.	Produit standard ou spécifique, marché dédié ou générique ?	588
2.1.	Concentration industrielle et maîtrise technique : homogénéisation du produit ?	588
2.1.1.	Un paysage industriel menacé dans sa diversité	589
2.1.2.	L'homogénéisation : une étape inéluctable, qui se veut transitoire	589
2.2.	Produit de luxe et rhum générique : une cohabitation dangereuse	591
2.2.1.	Sur le marché martiniquais : une « guerre » commerciale	591
a)	Quatre types de stratégies	593
b)	Une évolution de l'offre et de la demande, ainsi que de la distribution	596
c)	Les risques d'un manque de coordination sur le plan commercial	597
2.2.2.	En France : la politique du vrac	598
a)	Le jeu des grands distillateurs : la logique économique contre l'AOC ?	598
b)	La qualité peut-elle rimer avec « marques génériques » ?	600
c)	Positionnement des marques en France et menaces commerciales	601
2.2.3.	Les entreprises familiales : des stratégies plus territoriales ?	603

CHAPITRE XIII – MISE EN SCENE ET PROMOTION DU RHUM AGRICOLE « MARTINIQUE » : LIENS IMMATERIELS AVEC LE TERRITOIRE

1.	Marché extérieur : représentations, consommation et promotion	605
1.1.	De la quête d'exotisme à celle d'authenticité sur le marché français	606
1.1.1.	De l'imagerie coloniale à celle de l'après-guerre	606
1.1.2.	Séréotypes et méconnaissance du rhum en France jusqu'aux années 1970	608
1.1.3.	Des consommateurs français de plus en plus avertis	610
1.2.	Promotion collective de l'AOC rhumière à l'exportation	611
1.2.1.	Des objectifs divergeants, des thèmes réducteurs	611
1.2.2.	Le rhum AOC Martinique : produit de terroir ou produit exotique ?	614
1.3.	Des dénominations peu avantageuses	615
1.3.1.	La non-spécificité du mot « rhum »	615
1.3.2.	Une législation nominale peu favorable	615
1.3.3.	Des dénominations sources de confusions	616
1.4.	Choix entre protection et innovation	616
1.4.1.	L'assistanat contingentaire : une assurance commerciale ?	616
1.4.2.	Valorisation de la « french touch » et de la qualité	617
1.4.3.	Des stratégies contradictoires pour promouvoir l'AOC Martinique	618
2.	Perceptions et promotion du rhum et de son appellation à la Martinique	618
2.1.	De la revalorisation culturelle à l'anoblissement du rhum	618
2.1.1.	Au départ : un sous-produit du sucre dénigré	619
2.1.2.	Une reconnaissance extérieure : détour par le regard de l'« Autre »	619
2.1.3.	Une revalorisation en retour dans l'espace intérieur	620
2.1.4.	Une revalorisation indépendante de l'AOC et différenciée	621

2.2.	Des relations qui n'ont pu s'établir, une appropriation collective avortée	622
2.2.1.	L'AOC, « une affaire de Béké » ? : analyse d'une appréciation erronée.....	622
a)	Elaboration du rhum AOC : répartition du savoir-faire et solidarité interne.....	623
b)	Tentative de détournement d'un bien collectif.....	624
2.2.2.	Un produit emblématique : différences de perceptions pour les uns et les autres.....	625
2.3.	Stratégies de promotion individuelles et collectives à la Martinique.....	626
2.3.1.	Le manque d'appropriation collective et de promotion locale : des occasions perdues	626
a)	La manne touristique.....	626
b)	Les Martiniquais : une « courroie de transmission » de l'AOC négligée	627
2.3.2.	A l'échelon martiniquais : innovation et individualisme	628
a)	Une évolution quant à la promotion individuelle du rhum.....	628
b)	Un manque de coordination dans l'intégration des aménités territoriales	629
2.4.	L'AOC : un outil de promotion pour le territoire non pris en compte	631
2.4.1.	Un manque de relais par les institutions martiniquaises.....	631
2.4.2.	Interférence politique : positions vis-à-vis du tourisme et du secteur cannier	631
2.4.3.	Des intérêts réciproques d'une appropriation collective de l'AOC	632
3.	D'une AOC Martinique à une AOC martiniquaise	633
3.1.	Des blocages induits par une triple césure	634
3.1.1.	Césure socio-ethnique : un frein à l'appropriation collective de l'AOC Martinique	634
3.1.2.	Césure entre logique sectorielle et appartenance à un territoire	635
3.1.3.	Césure spatiale entre lieu de production et lieu de promotion de l'AOC.....	636
3.2.	Identité et territoire : une problématique non spécifique à la Martinique	637
3.2.1.	Différence entre le « nombrilisme » et l'existence au monde.....	637
3.2.2.	Une question complexe, à la fois universelle et unique.....	638
3.3.	Une AOC identitaire pour le développement ?	639
3.3.1.	Une construction qui a su dépasser « l'individualisme ».....	639
3.3.2.	Ancrage au territoire et appropriation collective : quelles perspectives ?.....	639
a)	Positionnement des produits comme « haut de gamme » et logique territoriale	640
b)	Une nécessaire mutation sociale ? : espoirs et réalité.....	641
c)	Ré-appropriation de l'espace et valorisation collective : des prémices	642

CONCLUSION	643
-------------------------	------------

BIBLIOGRAPHIE (Classement alphabétique)	654
--	------------

BIBLIOGRAPHIE (Classement thématique)	675
--	------------

ANNEXES

TABLE DES MATIERES
